CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DE LA
SÉANCE DU 22 JUIN 2026

Publié le 1er octobre 2026 sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN, sauf du point 14° jusqu'au 20° inclus
(présidence par Jean-Luc SCHILDKNECHT, 1er vice-président)

Séance du 22 juin 2026 à 17 h 45

Quorum pour 102 élus en exercice (du point 1° au 4° inclus) et pour 103 élus en exercice (du point 5° au 72° inclus) : 52 élus présents.

ÉLUS PRÉSENTS (90) : Mme ACKER (du point 1° jusqu'au point 20° inclus), Mme AGUDO-PEREZ, M. ALBERTI, Mme BAECHTEL, Mme BAGARD, M. BEHE, M. BENABID (jusqu'au point 38° inclus), Mme BEN HADJ (jusqu'au point 11° inclus), M. BENOIN, M. BITSCHENE, M. BOUTHERIN, M. CAHN, M. CHÉRAY, Mme CHOPIN, M. COLOM (jusqu'au point 41° inclus), M. COUCHOT, M. COUTAYE, Mme DE MARIN, Mme DELAPORTE, M. DUSSOURD, M. DUVERNOIS, M. FETTIS, M. FRANTZ, Mme FREY (à partir du point 4°), Mme GERHART-GROH, Mme GHELLI, Mme GODBILLON, Mme GOETZ, M. GRIENENBERGER (du point 1° jusqu'au point 20° inclus), M. GRIESSMANN, Mme GUEMAZI-KHEFFI, M. GUTHMANN, M. HABIG, M. HAGENBACH, M. HALBWACHS, Mme HAMMERER, M. HARTMANN, Mme HECKENDORN (jusqu'au point 67° inclus), M. HOMÉ, M. IFFRIG, M. JORDAN, M. JULIEN, Mme KADIRI, M. LALLEMANT, Mme LAUMOND, Mme LAVOUÉ, Mme LEGOUGE, M. LINHER, M. LOGEL, Mme MARCHANT, M. MARQUET, Mme MATHIEU-BECHT, Mme MEHLEN, M. MEROT, Mme MEYER, Mme MILLION, Mme MIMAUD, Mme MIQUÉE, M. NEUMANN, M. NICO, M. ONIMUS, Mme PARTOUCHE, M. PAULIAC, M.PINTO, M.REICHLING, M. RICHARD, M. RICHART, M. RICHE, M. ROLLIN, Mme SACARD, M. SALZE, M. SCHILDKNECHT, M. SCHIRCK, Mme SCHOBER (à partir du point 7°), Mme SCHWEITZER, M. SIMEONI, Mme SIMON, Mme STIMPL, M. STURCHLER, Mme TALLEUX, M. TORANELLI, M. VERNANT, M. VIOLA, M. VONESCH, M. WEBER (à partir du point 5°), Mme WIRTZ, Mme WOLFF, Mme ZIMMER (suppléante de M. SCHMITT), M. ZIMMERMANN et M. ZUMBIHL.

EXCUSÉS/ABSENTS (6) : M. GAG, M. GOEPFERT, M. GUTH, Mme HIMER, Mme HOTTINGER et M. SASSI.

PROCURATIONS (7) : M. AMATRUDA à M. COUTAYE, M. BECHT à Mme MATHIEU-BECHT (sauf points 43°, 44° et 50°), Mme BUSSMANN à M. ZIMMERMANN, Mme RITZ à M. PINTO, M. STEGER à M. ZUMBIHL (sauf point 12°), Mme ZEHRI à M. CAHN et Mme ZELLER à M. HAGENBACH.

Procurations temporaires : Mme ACKER à M. BOUTHERIN (à partir du point 21°), M. GRIENENBERGER à M. DUVERNOIS (à partir du point 21°, sauf points 63° et 65°) et Mme SCHOBER à M. BENOIN (du point 1° jusqu'au point 6° inclus).

Les membres du Conseil d'agglomération ont adopté les délibérations suivantes :

1°		Désignation du secrétaire de séance
2°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 14 avril 2026
3°		Information du Conseil d'agglomération sur les décisions prises par délégation
4°	Information	Mise à disposition de personnel de Mulhouse Alsace Agglomération au profit d'autres organismes : information

UN TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- *Administration générale*

5°	Délibération n°2026/171C/5.6.2	Conseil communautaire : installation d'un conseiller communautaire représentant la commune de Mulhouse
6°	Délibération n°2026/34C/5.6.1	Indemnités de fonction des membres du conseil communautaire : mise à jour juin 2026
7°	Délibération n°2026/183C/5.3.3	Syndicat mixte du parc naturel régional des Ballons des Vosges : désignation des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Comité syndical
8°	Délibération n°2026/184C/5.3.4	Syndicat mixte du Barrage de Michelbach : désignation des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Comité syndical
9°	Délibération n°2026/170C/5.3.3	Syndicat mixte de l'Ill : désignation complémentaire des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Comité syndical
10°	Délibération n°2026/172C/5.3.3	Syndicat mixte des cours d'eau et canaux de la plaine du Rhin : désignation complémentaire des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Comité syndical
11°	Délibération n°2026/22C/5.3.3	Syndical intercommunal d'adduction en eau potable Ensisheim, Bollwiller et environs : désignation complémentaire des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au Comité syndical

12°	Délibération n°2026/177C/5.3.4	Organismes et associations divers : désignation des représentants de Mulhouse Alsace Agglomération

- Finances

13°	Délibération n°2026/118C/7.10.1	Adoption du règlement budgétaire et financier
14°	Délibération n°2026/97C/7.1.3	Budget principal : approbation du Compte Financier Unique 2025
15°	Délibération n°2026/98C/7.1.3	Budget annexe de l'eau : approbation du Compte Financier Unique 2025
16°	Délibération n°2026/99C/7.1.3	Budget annexe du chauffage urbain : approbation du Compte Financier Unique 2025
17°	Délibération n°2026/100C/7.1.3	Budget annexe des transports urbains : approbation du Compte Financier Unique 2025
18°	Délibération n°2026/101C/7.1.3	Budget annexe de la zone d'activité Bantzenheim : approbation du Compte Financier Unique 2025
19°	Délibération n°2026/102C/7.1.3	Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV : approbation du Compte Financier Unique 2025
20°	Délibération n°2026/103C/7.1.3	Budget annexe investissement territorial intégré : approbation du Compte Financier Unique 2025
21°	Délibération n°2026/104C/7.1.5	Budget principal : affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025
22°	Délibération n°2026/105C/7.1.5	Budget annexe de l'eau : affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025
23°	Délibération n°2026/106C/7.1.5	Budget annexe du chauffage urbain : affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025
24°	Délibération n°2026/107C/7.1.5	Budget annexe des transports urbains : affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025
25°	Délibération n°2026/108C/7.1.5	Budget annexe de la zone d'activité Bantzenheim : affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025
26°	Délibération n°2026/109C/7.1.5	Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV – affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025

27°	Délibération n°2026/110C/7.1.5	Budget annexe investissement territorial intégré : affectation du résultat du Compte Financier Unique 2025
28°	Délibération n°2026/111C/7.10.1	Budget principal : approbation du budget supplémentaire 2026
29°	Délibération n°2026/112C/7.10.1	Budget annexe de l'eau : approbation du budget supplémentaire 2026
30°	Délibération n°2026/113C/7.10.1	Budget annexe du chauffage urbain : approbation du budget supplémentaire 2026
31°	Délibération n°2026/114C/7.10.1	Budget annexe des transports urbains : approbation du budget supplémentaire 2026
32°	Délibération n°2026/115C/7.10.1	Budget annexe de la zone d'activité Bantzenheim : approbation du budget supplémentaire 2026
33°	Délibération n°2026/116C/7.10.1	Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV : approbation du budget supplémentaire 2026
34°	Délibération n°2026/117C/7.10.1	Budget annexe investissement territorial intégré : approbation du budget supplémentaire 2026
35°	Délibération n°2026/181C/7.2	Taxe foncière sur les propriétés bâties : opposition à l'exonération en faveur des immeubles et établissements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
36°	Délibération n°2026/182C/7.2	Cotisation foncière des entreprises : opposition à l'exonération en faveur des établissements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
37°	Délibération n°2026/147C/7.10.5	Petite enfance : reversement des attributions individuelles versées aux communes de plus de 3 500 habitants
38°	Délibération n°2026/169C/7.10.5	Répartition de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance
39°	Délibération n°2026/175C/7.10.3	Contribution financière au Service d'incendie et de secours : modification des attributions de compensation provisoires 2026
40°	Délibération n°2026/120C/7.10.1	Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes relatives au contrôle des comptes et de la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour les exercices de 2019 à 2024

- Ressources humaines

41°	Délibération n°2026/151C/5.7.7	Véhicules de service avec remisage à domicile et véhicules de fonction : approbation des conditions d'attribution
42°	Délibération n°2026/173C/4.1.1	Mise à jour du tableau des effectifs

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

- Développement économique

43°	Délibération n°2026/130C/7.4	Salon de l'Orientation, de l'Évolution Professionnelle et de l'Emploi : subvention à la SAEML Parc des Expositions
44°	Délibération n°2026/131C/7.4	Salon Euro Supplychain : subvention à la SAEML Parc des Expositions

- Emploi

45°	Délibération n°2026/125C/7.5.6	Association SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace : attribution de la subvention 2026 – versement du solde
46°	Délibération n°2026/126C/7.5.6	Association SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace : attribution de la subvention 2026 pour les dispositifs Boussole des Jeunes et Loj'Toît – versement du solde
47°	Délibération n°2026/124C/7.5.6	Association RÉAGIR : attribution de la subvention 2026 – versement du solde
48°	Délibération n°2026/128C/7.5.6	Association la MEF68 : attribution de la subvention 2026 – versement du solde

- Attractivité, développement touristique et culturel

49°	Délibération n°2026/168C/9.1	Parc zoologique et botanique à Mulhouse : validation des statuts du fonds de dotation
50°	Délibération n°2026/160C/7.6	Parc zoologique et botanique à Mulhouse : adhésion à l'association Museums-Pass-Musées
51°	Délibération n°2026/137C/7.5.6	Agence d'attractivité : subvention de fonctionnement et d'investissement 2026

52°	Délibération n°2026/16C/8.9	Musée de la Mine et de la Potasse : signature d'une convention de dépôt de la collection minéralogique avec la Collectivité européenne d'Alsace
53°	Délibération n°2026/24C/7.5.6	Association de gestion du Musée National de l'Automobile Collection Schlumpf : subvention de fonctionnement 2026
54°	Délibération n°2026/25C/7.5.6	Association Cité du Train, patrimoine SNCF : subvention de fonctionnement 2026
55°	Délibération n°2026/119C/7.10.1	Taxe de séjour : modalités d'application à partir du 1er janvier 2027

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- *Environnement et énergie*

56°	Délibération n°2026/156C/8.8	Projet alimentaire territorial : renouvellement de la labellisation (2026-2031)

- *Transport*

57°	Délibération n°2026/28C/7.10.5	Transports Soléa : gratuité les samedis de l'été 2026 et tarifs 2026/2027
58°	Délibération n°2026/70C/7.5	Challenge vélo Mulhouse Alsace Agglomération : règlements et attribution d'une subvention

- *Eau*

59°	Délibération n°2026/21C/1.3.5	Délégations de service public de l'eau potable sur les communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim, Wittelsheim et Wittenheim : conventions de mandat pour l'encaissement des redevances dues à la société Suez Eau France

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

- *Enfance*

60°	Délibération n°2026/148C/7.10.5	Tarification périscolaire sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération

61°	Délibération n°2026/05C/1.2.1	Concession de service public : exploitation des accueils périscolaires et extrascolaires de Baldersheim et Battenheim - Avenant n°03
62°	Délibération n°2026/06C/1.2.1	Concession de service public : exploitation des accueils périscolaires et extrascolaires de Sausheim - Avenant n°02
63°	Délibération n°2026/07C/1.2.1	Concession de service public pour l'exploitation des sites petite enfance, périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane : constitution de groupements d'autorités concédantes
64°	Délibération n°2026/150C/7.5.6	Périscolaire : versement 2e acomptes sur subventions au titre de 2026
65°	Délibération n°2026/149C/7.5.6	Petite Enfance : versement 2e acomptes sur subventions au titre de 2026

- Prévention et sécurité

66°	Délibération n°2026/167C/5.7.9	Lutte contre le protoxyde d'azote : adhésion à l'association Protoside

- Habitat-Logement

67°	Délibération n°2026/157C/8.5	Copropriétés dégradées : travaux de la copropriété « Dunkerque Saint-Malo » à Mulhouse : prolongation de la convention d'opération programmée de l'habitat
68°	Délibération n°2026/174C/8.5	Aides à la pierre : bilan 2025 et programmation en matière de logement social de droit commun 2026

- Urbanisme et aménagement

69°	Délibération n°2026/162C/2.1.2	Modification du PLU de la ville de Wittelsheim : évaluation environnementale et définition des modalités de concertation
70°	Délibération n°2026/163C/7.5.6	Programme partenarial 2026 de l'Agence de la Fabrique Urbaine Territoriale Sud-Alsace
71°	Délibération n°2026/161C/2.1.2	Projet de centre de données à Petit-Landau et Hombourg : avis sur le projet de demande d'autorisation environnementale

VŒU

72°	Vœu	Projet de création et d’exploitation d’un centre de données Microsoft sur les communes de Petit-Landau et Hombourg

1° DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues, je vous souhaite la bienvenue à ce Conseil d'Agglomération. Avec toutes nos excuses pour ce léger retard, nous avons rencontré une délégation tout à l'heure, on va y revenir assez rapidement. Au point 1, je vous propose Jean-Luc SCHILDKNECHT, s'il a toujours la même unanimité ?

Pour : 87 + 8 procurations.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous en remercie. Il peut procéder à l'appel.

M. SCHILDKNECHT : Bonsoir chers collègues, donc je vais procéder à l'appel.

(Jean-Luc SCHILDKNECHT procède à l'appel)

M. SCHILDKNECHT : Le quorum est atteint, M. le Président.

2° APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 14 AVRIL 2026

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Jean-Luc. Chers collègues, bienvenue à ce troisième Conseil d'Agglomération. Deux choses essentielles pour démarrer. Tout d'abord, souhaitez la bienvenue à M. Thiébaut WEBER qui remplace Loïc MINERY. Soyez le bienvenu dans notre assemblée, on y reviendra tout à l'heure. Et avant de démarrer notre ordre du jour, vu le contexte, je vous propose d'avancer les points 72 et 73 relatifs au projet de centre de données de Petit-Landau et de Hombourg, ainsi que le vœu qui a été proposé par quatre élus de notre Assemblée sur le même sujet et de les placer tout de suite après le point 6. De cette manière on peut en débattre tout de suite en début de séance, si vous en êtes d'accord. Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ? Je vous remercie. Je souhaite également en introduction vous partager peut-être un point d'étape sur l'Agglomération, tout ce qu'on a déjà mis en place. Vous savez que notre assemblée comprend 60% de nouveaux élus, et il m'est important, dans ce démarrage de mandat, de prendre le temps d'une période d'acculturation, d'explication, de photographie du territoire pour que chacun sache ce que nous faisons et de quelle manière. On a déjà organisé un séminaire d'intégration le 22 mai dernier. Je pense que c'était un bon travail qui a permis de voir toutes les compétences qui sont exercées par notre Agglomération, sans rentrer dans le détail, mais de savoir sur quelle thématique nous sommes tous attendus sur ce mandat et de nous approprier les grands sujets de développement de l'Agglomération. Nous avons aussi lancé toutes les commissions où vous êtes toutes et tous inscrits. Ces lancements ont permis de fixer le cadre, de savoir de quelle manière nous allons procéder, quelle est la règle de conduite, quels sont les éléments à défendre et comment nous allons voir cela. Évidemment, on a parlé de la culture des chiffres, que derrière chaque projet il y a un chiffre, on y reviendra parce que cela me paraît essentiel et de plus en plus important. Nous aurons aussi bientôt les premiers ateliers-projets qui permettent

à l'ensemble des élus communautaires que vous êtes, mais aussi à l'ensemble des élus municipaux de participer à nos travaux ainsi qu'à la société civile par le biais du Conseil de Développement. Je pense que c'est très important et donc nous aurons des ateliers-projets dès la rentrée, aussi bien sur la tarification des transports en commun, sur le PLUi : qu'est-ce que c'est ? Comment on fait ? Où est-ce qu'on en est ? Quelles sont les prochaines étapes ? Sur le Plan Local d'Urbanisme, sur l'harmonisation et l'optimisation de la collecte et de la propreté, c'est un vrai sujet, de quelle manière on va continuer à développer cela sur notre territoire. Et évidemment, il y a toujours un atelier projet permanent, les finances, qui va nous guider durant tout ce mandat. On a remis en place le comité de la Régie de l'eau, avec Jean-Paul JULIEN, maire de Bollwiller, élu président de la Régie de l'eau. Bravo, Jean-Paul. Il a l'expérience pour, il a mis en place les cinq secteurs sur lesquels on va développer une territorialisation de cette compétence, qui doit garder sa proximité, parce que la réussite d'une compétence c'est toujours de garder la proximité avec le terrain. Il y a aussi eu la première réunion sur la mobilité douce avec toutes les communes, c'est Philippe STURCHLER, maire de Zimmersheim, qui a lancé cela. On est aussi rentré en contact avec l'ensemble de nos partenaires pour faire des fiches synthétiques de collaboration, des enjeux, les orientations et la manière de nous structurer. Autre information que vous avez peut-être lue dans la presse : à compter du 1er septembre, un nouveau Directeur Général des Services nous rejoindra en la personne de Bruno KOEBEL, qui est aujourd'hui DGS de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg. Nous avons travaillé sur cette passation d'un commun accord avec Arnaud CLEMENS, que je remercie encore de son implication et de son engagement durant ces deux années. Nous aurons à cœur dans cette mandature de structurer ensemble avec lui un projet d'administration qui viendra renforcer impérativement la culture du chiffre, la transversalité, le management en mode projet en responsabilisant évidemment l'ensemble de nos directeurs. Projet de territoire, pacte de gouvernance et projet d'administration, ce sont les trois documents que nous allons construire ensemble pour nous guider durant ce mandat. La séance est bien chargée avec 72 sujets, je vous demande d'être assez succincts, brefs, dans vos interventions, mais quand même complets, je vous laisserai toujours le temps qu'il vous faut. On aura pas mal de délibérations financières avec Rémy NEUMANN et Jean-Luc SCHILDKNECHT, notamment le budget supplémentaire qu'il faudra approuver, le CFU... Il faut aussi que je vous parle des déports et des conflits d'intérêts pour rappeler les règles en la matière. Ces règles visent à garantir l'impartialité de nos décisions et à protéger notre collectivité comme chacun d'entre vous. Le déport signifie en fin de compte que vous ne participez pas au vote de la délibération dans laquelle vous vous trouvez dans une situation de conflit d'intérêt. On vous le rappellera en cours de séance. Donc on peut démarrer en point 2 avant d'arriver au point 6 et 7 que je vous ai demandé de décaler tout à l'heure. En point 2, il s'agit de l'approbation du procès-verbal de la dernière séance en date du 14 avril qui a été joint à la liasse. Il n'y a pas de question qui nous soit parvenue. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ?

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

3° INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION

Lors de la séance du 14 avril 2026, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Président.

Cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation pour le Président de rendre compte au Conseil d'agglomération des décisions qu'il a prises, conformément à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Il s'agit des décisions suivantes :

- **en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée**

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2026236	Direction des Sports	TECHNIGAZON 18 RUE PIERRE ADT 54700 ATTON	ENTRETIEN TERRAINS. SF	30/04/2026	11 360,00 €	Fournitures
C2026232	Direction environnement et services urbains	ASTECH 4 RUE DU PRINTEMPS 68100 MULHOUSE	CONTENEURS OM RUE LANGDOC+ARTOIS	14/04/2026	91 399,00 €	Fournitures
C2026227	Parc véhicules	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	2025/129 - FB/2025-051/A322 - BALAYEUSE	14/04/2026	125 082,86 €	Fournitures
C2026225	Direction des Sports	NATURABOIS 1 rue du Laurier 68700 CERNAY	ILE NAPOLEON FOURNITURE + POSE GARAGE BETON. SF	27/04/2026	8 850,00 €	Fournitures
C2026217	Direction Systèmes d'Informations	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	MISE EN PLACE LOGICIEL RECRUTEMENT FLATCHR - DRH	16/03/2026	10 324,00 €	Services
C2026215	Parc véhicules	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	CARBURANTS 414/100643/GF B100 CR001	23/03/2026	48 677,73 €	Fournitures
C2026214	Urbanisme prévisionnel planification intercommunale	SOLUTIONS TERRITOIRE FISCALITE 31 BD SARRAIL 34000 MONTPELLIER	ADHESION LOGICIEL ATELIER ECONOMIQUE	11/05/2026	26 613,00 €	Services
C2026213	Direction des Sports	LOCANE 34 rue d'Ensisheim 68890 REGUISHEIM	POSE CANIVEAU ET DALLES. SF	06/05/2026	5 145,00 €	Fournitures
C2026212	Direction construction et patrimoine	SF CONCEPT 7 RUE DES PYRENEES 68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM	ZOO - REFECTION LOGEMENT DE FONCTION SOIGNEUR AU 22 RUE JUIN A MULHOUSE UNIQUE : MOE + TOUT CORPS D'ETAT	11/05/2026	38 237,00 €	Travaux
C2026208	Parc zoologique et botanique	BOREO 7 c rue de la Batterie 67118 GEISPOLSHEIM	Achats de magnets et règles en bois destinés à la revente à la boutique du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	18/03/2026	5 300,00 €	Fournitures
C2026206	Parc zoologique et botanique	SAINT-LAURENT ZA du Bouillon 79430 LA CHAPELLE SAINT LAURENT	Achat d'aliments congelés pour les animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	16/04/2026	5 009,91 €	Fournitures
C2026205	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	SOGEA EST BTP 14 rue des Artisans 68120 RICHWILLER	DEPLACEMENT BLOC BETON VIF	24/04/2026	5 740,00 €	Travaux
C2026204	Direction des Sports	GOSTOVIC 10, rue de l'Ile Napoleon 68390 SAUSHEIM	FOURNITURE ET POSE ECHELLES. SF	19/03/2026	8 517,60 €	Fournitures

C2026203	Direction environnement et services urbains	CORTEXIA SAS 24 rue Martre 92110 CLICHY	JK/2026-135/A32 LICENSE POST RAMP UP	28/04/2026	23 740,00 €	Fournitures
C2026202	Parc véhicules	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	2025/153-UGAP-RENAULT MEGANE	14/04/2026	27 229,46 €	Fournitures
C2026201	Direction construction et patrimoine	L'USINE 1 RUE BLAISE PASCAL 77720 MORMANT	HORIZON AFRIQUE _ SONDAGE BASSINS	17/03/2026	23 064,00 €	Travaux
C2026200	Gestion des déchets	SULO FRANCE SAS Bâtiment B - 3 rue Garibaldi CS 20006 69800 SAINT-PRIEST	MJ/2026-122/A323 BAC ROULANT 140L	01/04/2026	8 521,50 €	Fournitures
C2026199	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	ID VERDE 19 rue Saint Amarin 68200 MULHOUSE	Remise en état partiel des espaces verts (taille, fauchage, gyrobroyage) zone Espale à Sausheim	13/05/2026	10 808,00 €	Services
C2026194	Direction de la Communication et Evénementiel	ADAY 104 Boulevard du Montparnasse 75014 PARIS	Abonnement presse 2026	07/05/2026	15 163,00 €	Services
C2026193	Direction Systèmes d'Informations	NXO TELECOM 8, avenue de France Z.A.E. Heiden Est 68310 WITTELSHEIM	EQUIPEMENT VISIO SALLE MDT	02/04/2026	4 557,00 €	Fournitures
C2026192	Direction construction et patrimoine	ASCAUM 17B rue du Périgord 68270 WITTENHEIM	REMPLACEMENT CENTRALE HYDRAULIQUE - CINE LE MOULIN DE LUTTERBACH	06/05/2026	8 142,00 €	Travaux
C2026189	Direction construction et patrimoine	SCATP SOCIÉTÉ COOPERATIVE ALSACIENNE DE TRAVAUX PUBLICS 11 rue du Chant des Oiseaux 68730 BLOTZHEIM	ACCES CONDUITE CHAUFFAGE PISCINE ILLBERG	04/05/2026	19 734,00 €	Travaux
C2026186	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	SPIE BATIGNOLLES 2 ALLEE D'ENGHIEN 54600 VILLERS LES NANCY	Etayage provisoire sous-sol du bâtiment 46 MEA au VIF	30/04/2026	11 982,00 €	Travaux
C2026184	Direction des Sports	SKAPNET 170 rue de Mulhouse 68310 WITTELSHEIM	AUTOLAVEUSE PATINOIRE-SF	16/03/2026	12 119,20 €	Fournitures
C2026182	Direction Innovation et Evaluation	VOIRIN CONSULTANTS SAS 42 route de Bischwiller 67300 SCHILTIGHEIM	Organisation des fonctions supports du Pôle TEERE	27/04/2026	17 087,50 €	Services
C2026179	Energie réseau de chaleur	WEISS FRANCE 95 rue Dérobert - B.P. 6 73401 UGINE CEDEX	VIS ECROUS MATERIEL ET INTERVENTION	24/04/2026	10 136,50 €	Travaux
C2026178	Energie réseau de chaleur	LIZ FRANCE THERMAL SOLUTION RUE DES HALLOTS 62620 BARLIN	ENTRETIEN GARNISSAGES REFRACTAIRES FOYER CH09	24/04/2026	22 400,00 €	Travaux
C2026177	Services généraux	COCENTAL 68130 CARSPACH	WS/2025-126/A3236 REPARAT° ELEVATEUR	06/05/2025	7 600,00 €	Fournitures
C2026176	Services généraux	SCHMERBER 25 rue Jean-Martin 68058 MULHOUSE CEDEX	WS/2026-118/A3236-CIRCULATEUR CTC DIDENH	01/04/2026	6 246,53 €	Fournitures
C2026175	Direction construction et patrimoine	PROCATH 43 rue Jean Monnet BP 2066 68059 MULHOUSE CEDEX 2	Réhabilitation du dispositif de protection cathodique et renouvellement des masses filtrantes des 4 filtres du grand bassin. Centre d'entrainement de haut niveau.	07/05/2026	59 950,00 €	Fournitures
C2026174	Direction régie de l'eau	SCATP SOCIÉTÉ COOPERATIVE ALSACIENNE DE TRAVAUX PUBLICS 11 rue du Chant des Oiseaux 68730 BLOTZHEIM	TRAVAUX RUE DE LA PREMIERE ARMEE A MORSCHWILLER-LE BAS Lot n° 3 Travaux secteur centre pour conduites inférieures ou égales au diamètre 250 mm	11/05/2026	333 313,00 €	Travaux

C2026172	Direction Enfance et Famille	JF2C 69 rue de la Charte 68400 RIEDISHEIM	Travaux de rénovation intérieure à la crèche Les Petites Sirènes à Sausheim	12/05/2026	5 534,00 €	Travaux
C2026171	Direction Enfance et Famille	JF2C TECHNIQUE ET DEPANNAGE 69 rue de la Charte 68400 Riedisheim	Travaux d'embellissement de la crèche de Sausheim (gros oeuvre, électricité, sanitaire)	12/05/2026	7 729,22 €	Travaux
C2026170	Direction Systèmes d'Informations	STYX 12 RUE DE LA MAISON NEUVE 35400 SAINT MALO	MAINTENANCE LOGICIEL STYX DU 01/04/26 AU 31/03/27	17/03/2026	9 400,00 €	Services
C2026169	Direction environnement et services urbains	TERBERG MATEC FRANCE 17 rue Paul Maino 51689 REIMS	414/100763/SE POUTRE M.P + M.P + PLAQUE	01/04/2026	4 394,79 €	Fournitures
C2026168	Direction régie de l'eau	SOGEA EST BTP 14 rue des Artisans 68120 RICHWILLER	Travaux rue du Commerce à KINGERSHEIM. Lot n° 3 Travaux secteur centre pour conduites inférieures ou égales au diamètre 250 mm	07/05/2026	54 401,00 €	Travaux
C2026166	Direction de la Communication et Evénementiel	PREVEL SIGNALISATION 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Nouvelle signalétique EXT + INT pour le Grand Rex à Mulhouse	16/04/2026	4 679,00 €	Fournitures
C2026165	Direction de la Communication et Evénementiel	MADE IN ALSACE 6 A rue de l'Industrie 67720 HOERDT	Insertion d'un encart sur la carte touristique Made in Alsace 2026 + présence sur le site	16/04/2026	6 245,00 €	Services
C2026164	Direction de la Communication et Evénementiel	HUGO QUIN 2 Mas Saint Martin 34150 LA BOISSIERE	Travaux graphiques pour le guide des Elus	16/04/2026	6 120,00 €	Services
C2026162	Direction Systèmes d'Informations	ROSACE 15 rue Icare 67960 ENZHEIM	Infrastructures - F.O.N. - Location annuelle Fibre Optique Noire - Période 01/01/2026 au 31/12/2028	20/04/2026	28 725,00 €	Services
C2026161	Equipements sportifs terrestres	SANDMASTER 22 RUE DU MARQUIS DE RAIES 91080 EVRY-COURCOURONNES	ENTRETIEN DES TERRAINS DE BEACH VOLLEY	31/03/2026	5 367,50 €	Travaux
C2026157	Parc zoologique et botanique	SEAFOODIA 8 Boulevard Edouard Herriot 13272 Marseille Cedex 8	Achat de poissons congelés pour l'alimentation des animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	26/03/2026	7 386,25 €	Fournitures
C2026156	Direction transformation énergétique	CABINET MERLIN 32 allée Nathan Katz 68100 MULHOUSE	Marché Subséquent n°7 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de raccordement de 2 résidences du quartier Bel-Air au RCU Illberg	24/04/2026	27 197,50 €	Travaux
C2026154	Marchés publics et DSP	SINGER PARQUETS 1 rue de la Poste 68140 Griesbach au Val	Réfection de parquet au périscolaire La Fontaine	27/04/2026	19 684,00 €	Travaux
C2026153	Urbanisme prévisionnel planification intercommunale	ECOSCOP Rue des Fabriques 68470 FELLERING	ETUDE IMPACT CNPN SITE AMELIE WITTELSHEIM	07/04/2026	16 200,00 €	Services
C2026147	Marchés publics et DSP	IH Ingénierie SAS 15 rue Poincaré 68100 MULHOUSE	Construction d'un abri à poussettes et aménagements extérieurs au multi-accueil "Couleurs de Vie"	27/04/2026	5 000,00 €	Travaux
C2026146	Marchés publics et DSP	PARQUETS PRO 5 rue du Commerce 68400 RIEDISHEIM	Réfection de parquet au périscolaire de Dornach	07/05/2026	11 581,21 €	Travaux
C2026145	Direction transformation énergétique	CABINET MERLIN 32 allée Nathan Katz 68100 MULHOUSE	Marché Subséquent n°6 - de maîtrise d'œuvre pour les modifications de l'antenne alimentant la Résidence Expression au Réseau de Chaleur Urbains de l'Illberg	02/04/2026	24 160,00 €	Travaux
C2026144	Energie réseau de chaleur	TURBOMACH FRANCE 11 RUE DE LA MARE A TISSIER - ZA DE VILLEPECLE 91280 ST PIERRE DU PERRAY	FILTRES DIVERS	31/03/2026	5 781,00 €	Fournitures
C2026140	Urbanisme opérationnel et aménagement	VIALIS 10 RUE DES BONNES GENS BP 70187 68004 COLMAR	Travaux cheminement rte de Wahlweg et rue A Kastler WITTELSHEIM	30/03/2026	4 800,00 €	Travaux

C2026139	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	IRIS 12 rue du Parc 68100 MULHOUSE	Création d'un nouvel accès MEA au VIF	27/03/2026	11 475,00 €	Travaux
C2026138	Energie réseau de chaleur	AC ENVIRONNEMENT 64 rue Clément Ader CS 70064 42153 RIORGES	DIAG AMIANTE PLOMB AVANT DESTRUCT CHEMINEE	27/03/2026	4 225,00 €	Services
C2026137	Parc zoologique et botanique	SEAFOODIA 8 Boulevard Edouard Herriot 13272 Marseille Cedex 8	Achat de poissons congelés pour l'alimentation animale du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	07/01/2026	6 409,25 €	Fournitures
C2026135	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	MADER 7 rue de la Plaine 68500 GUEBWILLER	Travaux de génie civil pour mise en place d'un portail motorisé MEA au VIF	23/04/2026	16 048,00 €	Travaux
C2026134	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	SIME 31 RUE DE L'EUROPE 68700 CERNAY	Alimentation portail MEA au VIF	31/03/2026	8 848,62 €	Travaux
C2026129	Habitat	ADEQUATION 1 Place de l'Homme de Fer 67000 STRASBOURG	Suivi d'un observatoire de l'Habitat sur le territoire de m2A - ANNEE 2025	23/03/2026	9 700,00 €	Services
C2026125	Energie réseau de chaleur	ECOM 5 RUE DE LISBONNE 67300 SCHILTIGHEIM	ECOM EN3R AVEC SONDE	18/03/2026	6 079,92 €	Fournitures
C2026124	Direction Enfance et Famille	Groupe Perin Sécurité 73 rue des Forges Saint-Charles 08000 Charleville Meziere	Télésurveillance et maintenance préventive intrusion des locaux de Wallach	08/04/2026	3 500,00 €	Services
C2026070	Direction Urbanisme, Aménagements et Habitat	REGIE DE L'EAU M2A 9 Avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM	Création d'un poteau d'incendie supplémentaire pour MEA au VIF	24/03/2026	11 500,00 €	Travaux
C2026063	Direction des Sports	CITEOS RLA 68260 Kingersheim	MATS ECLAIRAGE	09/05/2025	4 012,56 €	Fournitures

- **en matière de constitution de groupements de commande**

Décision n°2026-19 du 13/05/2026 : Constitution d'un groupement de commandes pour des travaux d'eau et d'assainissement rue des pierres à Pfastatt

Décision n°2026-20 du 13/05/2026 : Constitution d'un groupement de commandes pour des travaux d'eau et d'assainissement passage du Maréchal Joffre et rue du Noyer à Kingersheim

Décision n°2026-21 du 13/05/2026 : Constitution d'un groupement de commandes pour des travaux d'eau et d'assainissement rue Principale et rue de Heimsbrunn à Reiningue

Décision n°2026-22 du 13/05/2026 : Constitution d'un groupement de commandes pour des travaux d'eau et d'assainissement rue Saint-Blaise, rue de Ballersdorf et rue Saint-Maurice à Mulhouse

- **en matière d'actions en justice**

Décision 2026-07 du 08/04/2026 : Représentation en justice de la collectivité
Décision 2026-25 du 13/05/2026 : Convention relative aux frais et honoraires d'avocat – référé mesures utiles

- **en matière d'occupation du domaine public ou privé**

Décision n°2026-10 du 15/04/2026 : Convention autorisant l'installation de dispositifs d'antennes et d'équipements liés aux réseaux de télécommunications.

M. LE PRÉSIDENT : En point 3, c'est aussi l'information du Conseil d'Agglomération sur les délibérations qui sont prises par délégation. Y a-t-il des questions ? Pas de questions.

Le Conseil d'agglomération est informé des décisions prises par délégation.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

4° MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU PROFIT D'AUTRES ORGANISMES : INFORMATION

Afin d'optimiser les ressources et d'améliorer la qualité des services rendus, Mulhouse Alsace Agglomération est amenée à mettre des agents à disposition de collectivités ou organismes gérant des services publics.

Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire des agents continue d'être gérée par Mulhouse Alsace Agglomération (conditions de travail, congés annuels, rémunération, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation…). En contrepartie, l'organisme d'accueil rembourse les rémunérations versées aux intéressés, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Une convention précise les modalités pratiques de la mise à disposition. Conformément à l'article L.512-12 du Code général de la fonction publique, le Conseil est informé des décisions mettant des agents de Mulhouse Alsace Agglomération à disposition d'autres organismes :

Date d'effet	Durée	Nbre	Cadre d'emploi	Fonctions	Organisme d'accueil
01/08/2026	3 ans	29	Adjoint technique	Maîtresse de maison	Ville de Mulhouse

M. LE PRÉSIDENT : On peut passer au point 4. Jean-Luc SCHILDKNECHT va nous parler de la mise à disposition de personnel de l'Agglomération au profit d'autres organismes.

M. SCHILDKNECHT : Oui, ce sera vraiment très bref, pour diverses raisons, souvent liées à l'histoire entre autres, il nous arrive de mettre des agents à disposition de certains de nos partenaires. Ici, en l'occurrence, il s'agit de maîtresses de maison pour le périscolaire mises à disposition pour la ville de Mulhouse, étant entendu que pendant les trois ans de la convention de mise à disposition, ces agents resteront sous statut m2A et leur coût sera également remboursé par la ville de Mulhouse, comme c'est l'usage et comme cela a toujours été fait. Ce point vous est uniquement présenté à titre d'information.

Pour : 88 + 8 procurations.

Le Conseil d'agglomération est informé de la mise à disposition d'agents de Mulhouse Alsace Agglomération au sein d'autres organismes.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

5° CONSEIL COMMUNAUTAIRE : INSTALLATION D'UN CONSEILLER COMMUNAUTAIRE REPRESENTANT LA COMMUNE DE MULHOUSE (2026/171C/5.6.2)

M. Loïc MINERY ayant démissionné de son mandat de conseiller municipal et, de fait, communautaire, il est prévu qu'en application de l'article L273-10 alinéa 1 du code électoral, « Lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal (…) suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu ».

En l'espèce, M. Thiébaut WEBER est l'élu municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire appelé à siéger au sein du conseil communautaire.

Il est en conséquence procédé à l'installation de M. Thiébaut WEBER.

M. LE PRÉSIDENT : On peut continuer en administration générale : l'installation d'un nouveau conseiller communautaire suite à la démission de Loïc MINERY. M. WEBER, on peut vous applaudir. Soyez le bienvenu.

(Applaudissements)

M. LE PRÉSIDENT : Avant de procéder à son installation, je souhaite prendre un temps pour exprimer toute ma considération pour l'engagement dont a fait preuve Loïc MINERY, au fil de ces années, au service du territoire, et je sais que ce territoire lui est cher. Il a œuvré en tant que Vice-Président de notre Agglomération de 2020 à 2023 en charge de la politique de la ville et de la prévention-sécurité, puis en tant que conseiller communautaire sur la fin du mandat. Nous avons eu l'occasion ensemble, je ne sais pas s'il est dans la salle ou pas, d'œuvrer sur de nombreux sujets, je voulais saluer son investissement pour notre Agglomération, toujours pour défendre des sujets dans ses valeurs et dans le respect de l'autre. Comme il a démissionné de son mandat municipal, évidemment il démissionne en même temps de son mandat communautaire et c'est le suivant de la liste qui siège, donc M. Thiébaut WEBER que vous avez vu tout à l'heure, soyez le bienvenu.

Le conseiller communautaire est installé.

6° INDEMNITÉS DE FONCTION DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MISE À JOUR JUIN 2026 (2026/34C/5.6.1)

Le Conseil d'Agglomération a fixé le montant des indemnités de ses membres lors de la séance du 14 avril 2026 (2026/30C). Un changement étant intervenu dans la composition du Conseil communautaire, il convient d'actualiser cette délibération.

Ainsi, M. Loïc MINERY a démissionné de ses fonctions de conseiller municipal et, de fait, de conseiller communautaire le 29 mai 2026. En application de l'article L273-10 alinéa 1 du code électoral, « Lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal (…) suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu ».

En l'espèce, M. Thiébaut WEBER est l'élu municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire appelé à siéger au sein du conseil communautaire.

Il est proposé de lui attribuer une indemnité égale à 6% du terme de référence à compter de sa date d'installation, soit le 22 juin 2026.

Afin de tenir compte de ces évolutions, le tableau des indemnités mis à jour est soumis à l'approbation du Conseil d'Agglomération.

En application des articles L5216-4 et L5211-12 qui transposent notamment les articles L2123-24 et L2123-24-1 du CGCT aux communautés d'agglomération, l'enveloppe globale relative aux indemnités de fonction des élus communautaires s'élève à 50 662,21 €/mois (hors charges patronales).

Les indemnités maximales pour l'exercice de ces fonctions sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Ces indemnités feront l'objet des revalorisations applicables au traitement de la fonction publique.
Elles sont soumises à l'impôt sur le revenu ainsi qu'aux cotisations sociales prévues par les dispositifs réglementaires.

Les crédits budgétaires nécessaires sont inscrits chaque année au budget primitif.
Chapitre 65 - Compte 65311 - Enveloppe 5127

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution à M. Thiébaut WEBER, en qualité de conseiller communautaire, d'une indemnité égale à 6% du terme de référence à compter de sa date d'installation, soit le 22 juin 2026 ;
- approuve le tableau récapitulatif ci-annexé ;
- charge le Président de prendre les mesures nécessaires à leur mise en œuvre.

PJ : (1)

- Tableau récapitulatif des indemnités de fonction

INDEMNITÉS DE FONCTION
TABLEAU RÉCAPITULATIF - DÉLIBÉRATION 2026/30C

FONCTION	NOM ET PRÉNOM	TAUX ATTRIBUÉ (en % de l'indice brut terminal)
Président	JORDAN Fabian	140
1er Vice-président	SCHILDKNECHT Jean-Luc	39
2e Vice-président	MARQUET Frédéric	39
3e Vice-président	MEHLEN Josiane	39
4e Vice-président	MILLION Lara	39
5e Vice-président	HAGENBACH Vincent	39
6e Vice-président	RICHE Laurent	39
7e Vice-président	MATHIEU-BECHT Catherine	39
8e Vice-président	RICHARD Loïc	39
9e Vice-président	PARTOUCHE Kelly	39
10e Vice-président	MEYER Véronique	39
11e Vice-président	NICO Mathieu	39
12e Vice-président	GUTHMANN Frédéric	39
13e Vice-président	VIOLA Antoine	39
14e Vice-président	AGUDO-PEREZ Francine	39
15e Vice-président	HARTMANN Hugues	39
1er Conseiller communautaire délégué	NEUMANN Rémy	39
2e Conseiller communautaire délégué	LOGEL Pierre	29,30
3e Conseiller communautaire délégué	ALBERTI Gaétan	16,90
4e Conseiller communautaire délégué	BAECHTEL Rachel	16,90
5e Conseiller communautaire délégué	BAGARD Stéphanie	16,90
6e Conseiller communautaire délégué	BEHE Jean-Marie	16,90
7e Conseiller communautaire délégué	BITSCHENE Christophe	16,90
8e Conseiller communautaire délégué	BUSSMANN Angèle	16,90
9e Conseiller communautaire délégué	CAHN Rodolphe	16,90
10e Conseiller communautaire délégué	COUTAYE Thierry	16,90
11e Conseiller communautaire délégué	DUSSOURD Francis	16,90
12e Conseiller communautaire délégué	DUVERNOIS Philippe	16,90
13e Conseiller communautaire délégué	FRANTZ Christian	16,90
14e Conseiller communautaire délégué	FREY Nathalie	16,90
15e Conseiller communautaire délégué	GAG Didier	16,90
16e Conseiller communautaire délégué	GOETZ Anne-Catherine	16,90
17e Conseiller communautaire délégué	GUTH Maurice	16,90
18e Conseiller communautaire délégué	HABIG Dominique	16,90
19e Conseiller communautaire délégué	HALBWACHS Frédéric	16,90
20e Conseiller communautaire délégué	HAMMERER Émilie	16,90
21e Conseiller communautaire délégué	IFFRIG Gilbert	16,90
22e Conseiller communautaire délégué	JULIEN Jean-Paul	16,90
23e Conseiller communautaire délégué	KADIRI Hajar	16,90
24e Conseiller communautaire délégué	LAUMOND Anne	16,90
25e Conseiller communautaire délégué	LAVOUÉ Estelle	16,90
26e Conseiller communautaire délégué	MEROT Aurélien	16,90
27e Conseiller communautaire délégué	MIQUÉE Peggy	16,90

28e Conseiller communautaire délégué	ONIMUS Roland	29,30
29e Conseiller communautaire délégué	SALZE Pierre	16,90
30e Conseiller communautaire délégué	SCHMITT Christophe	16,90
31e Conseiller communautaire délégué	SCHOBER Raphaële	16,90
32e Conseiller communautaire délégué	STEGER Christophe	16,90
33e Conseiller communautaire délégué	STIMPL Marie-Madeleine	16,90
34e Conseiller communautaire délégué	STURCHLER Philippe	16,90
35e Conseiller communautaire délégué	TALLEUX Carole	16,90
36e Conseiller communautaire délégué	TORANELLI Christophe	29,30
37e Conseiller communautaire délégué	VERNANT Nicolas	16,90
38e Conseiller communautaire délégué	VONESCH Jean-Philippe	16,90
39e Conseiller communautaire délégué	WOLFF Christine	16,90
40e Conseiller communautaire délégué	ZIMERMANN Nicolas	16,90
41e Conseiller communautaire délégué	ZUMBIHL Hubert	16,90
Conseiller communautaire	SIMEONI Joseph	6
Conseiller communautaire	GRIENENBERGER Francis	6
Conseiller communautaire	LALLEMANT Philippe	6
Conseiller communautaire	BOUTHERIN Patrick	6
Conseiller communautaire	CHÉRAY Michel	6
Conseiller communautaire	ZELLER Fabienne	6
Conseiller communautaire	CHOPIN Catherine	6
Conseiller communautaire	SIMON Corine	6
Conseiller communautaire	PAULIAC Denis	6
Conseiller communautaire	GOEPFERT Yves	6
Conseiller communautaire	RICHART Fabien	6
Conseiller communautaire	MIMAUD Danièle	6
Conseiller communautaire	COUCHOT Alain	6
Conseiller communautaire	SCHWEITZER Pascale-Cléo	6
Conseiller communautaire	HOMÉ Antoine	6
Conseiller communautaire	GODBILLON Isabelle	6
Conseiller communautaire	ACKER Sophie	6
Conseiller communautaire	SCHIRCK Alain	6
Conseiller communautaire	GRIESSMANN Bertrand	6
Conseiller communautaire	AMATRUDA Jean-Marc	6
Conseiller communautaire	GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	6
Conseiller communautaire	LINHER Jérôme	6
Conseiller communautaire	WIRTZ Evelyne	6
Conseiller communautaire	BECHT Olivier	6
Conseiller communautaire	ROLLIN Arnaud	6
Conseiller communautaire	GERHART-GROH Anne	6
Conseiller communautaire	RITZ Christelle	6
Conseiller communautaire	LEGOUGE Patricia	6
Conseiller communautaire	BENOIN Nicolas	6
Conseiller communautaire	GHELLI Delphine	6
Conseiller communautaire	REICHLING Jean-Lou	6 (a renoncé à ses indemnités à compter du 1er juin 2026)
Conseiller communautaire	MARCHANT Mélanie	6

Conseiller communautaire	HECKENDORN Marie-Luce	6
Conseiller communautaire	SACARD Brigitte-Biriçik	6
Conseiller communautaire	DELAPORTE Angélique	6
Conseiller communautaire	SASSI Annouar	6
Conseiller communautaire	WEBER Thiébaut	6
Conseiller communautaire	DE MARIN Carine	6
Conseiller communautaire	BEN HADJ Sirine	6
Conseiller communautaire	HOTTINGER Marie	6
Conseiller communautaire	FETTIS Boubaker	6
Conseiller communautaire	COLOM Florian	6
Conseiller communautaire	ZEHRI Sarah	6
Conseiller communautaire	BENABID Thibault	6
Conseiller communautaire	PINTO Pierre	6
Conseiller communautaire	HIMER Aya	6

M. LE PRÉSIDENT : Comme il y a un renouvellement, il y a au point 6 les indemnités et de fonction des membres du Conseil communautaire. Jean-Luc.

M. SCHILDKNECHT : Oui, il s'agit simplement de la mise à jour du tableau récapitulatif des indemnités suite à l'installation de Thiébaut WEBER, et donc, mis à part cela, aucun changement dans ce tableau. Ce soir, il vous est demandé d'approuver le taux de son indemnité, qui est celle de l'ensemble des conseillers communautaires, ainsi que le nouveau tableau des indemnités. Je pense que ça n'appelle pas d'observation et pas d'opposition. Oui une question ?

M. PINTO : Oui, je vais être court et je vais prendre de l'avance. Je ne prendrai pas part au vote du point 6 au point 12. Merci.

Pour : 86 + 8 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).
Ne prend pas part au vote (1) : Thiébaut WEBER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : C'est noté, merci beaucoup.

71° PROJET DE CENTRE DE DONNÉES À PETIT-LANDAU ET HOMBOURG : AVIS SUR LE PROJET DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (2026/161C/2.1.2)

Par courrier en date du 5 mai 2026, **Mulhouse Alsace Agglomération a été saisie pour avis sur la Demande d'Autorisation Environnementale** afférente au projet de centre de données à Petit-Landau conformément aux dispositions de l'article R181-18 du Code de l'environnement.

La présente délibération vise à la formulation de cet avis sollicité par l'Etat.

Par délibération en date du 9 décembre 2024, Mulhouse Alsace Agglomération a approuvé l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité (DPmec) du plan local d'urbanisme (PLU) de Petit-Landau pour permettre l'implantation d'un projet de centre de données et définit, conformément aux dispositions de l'article L. 103-3 du Code de l'urbanisme, les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par la procédure.

Le bilan de la concertation, qui s'est déroulée de la mi-janvier à la mi-septembre 2025 et au cours de laquelle deux réunions publiques ont notamment été organisées, a été présenté au Conseil d'Agglomération qui l'a approuvé par délibération du 13 octobre 2025.

La société Microsoft 1985 Sàrl a, quant à elle, déposé le 6 novembre 2025 sur le guichet numérique de l'environnement GUN'env une Demande d'Autorisation

Environnementale (DAE) pour la création et l'exploitation du centre de données ainsi que les demandes de permis de construire à Petit-Landau et à Hombourg.

Le secteur retenu pour l'implantation du centre de données se situe sur les bans communaux de Petit-Landau et de Hombourg, au lieudit Alte Stocketen dans une zone dotée de 45 hectares en extension.

Identifié dans le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) comme un espace économique stratégique pour permettre le développement économique, ce secteur, propriété du Syndicat Mixte Ouvert (SMO) des Ports du Rhin constitue le prolongement sud de la zone industrielle de Hombourg à l'ouest de la RD 52.

Le projet de centre de données est ainsi compatible avec les orientations du SCOT ainsi que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de Petit-Landau, dont une des orientations vise à favoriser le développement du tissu économique en réservant au développement économique la zone concernée par le projet située le long du Grand Canal d'Alsace au lieu-dit Alte Stocketen.
Le centre de données se développera sur un peu moins de 36 hectares (ha) et se composera de trois unités constituées chacune de deux bâtiments indépendants :

- Un bâtiment administratif, qui comprend :
  - des bureaux destinés à l'exploitation quotidienne du site ;
  - des salles de réunion et d'appui aux équipes techniques ;
  - un espace de stockage pour les pièces de rechange, consommables et matériel de maintenance.

- Un bâtiment technique, conçu pour accueillir les salles de serveurs sur deux niveaux, disposées en enfilade.

Chaque unité sera, en outre, complétée par deux zones techniques extérieures :

- à l'est, une plateforme dédiée aux groupes de refroidissement, ainsi que leurs propres groupes électrogènes, assurant le maintien des conditions thermiques optimales dans les salles de serveurs ;
- à l'ouest, une plateforme accueillant les groupes électrogènes, garantissant une alimentation de secours en cas de défaillance du réseau principal.

S'inscrivant en cohérence avec l'objectif national de l'Etat d'assurer sa souveraineté numérique (*cf.* Choose France), le projet de Microsoft présente pour Mulhouse Alsace Agglomération un intérêt général eu égard notamment :
- à sa localisation et son caractère stratégique dans le cadre du développement des activités économiques à l'échelle de la commune et de Mulhouse Alsace Agglomération (création de 150 à 200 emplois directs, emplois induits) ;
- à ses répercussions/retombées économiques et d'intérêt technologique directes et indirectes sur le bassin d'emploi et de la formation à destination de différents publics (développement des activités liées au numérique, offre de formation).

Comme indiqué précédemment, Mulhouse Alsace Agglomération a été saisie pour avis sur la Demande d'Autorisation Environnementale.

Ce dossier comprend une étude d'impact qui évalue l'ensemble des effets du projet de centre de données sur l'environnement, prévoit le cas échéant les mesures d'Evitement, de Réduction voire de Compensation (ERC) et vaut évaluation environnementale du projet de DPmec du PLU de Petit-Landau dans la mesure où il a été décidé de mener une procédure d'évaluation environnementale commune (*cf.* L. 122-14 et R. 122-27 du code de l'environnement).

Par ailleurs, saisie conjointement pour avis sur les dossiers de déclaration de projet et d'instruction des demandes d'autorisation environnementale et de permis de construire, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Grand Est estime que le dossier souffre d'insuffisances « majeures » tenant à la:

- justification environnementale du projet et les solutions de substitution raisonnables ;
- minimisation des rejets atmosphériques et, en conséquence, l'évaluation des risques sanitaires ;
- consommation énergétique et la contribution au changement climatique ;
- consommation d'espace agricole et la perte des fonctionnalités écosystémiques des sols sur une emprise important.

Cet avis bien que « non conforme » ne s'impose pas aux différents acteurs. Il a été l'occasion, non seulement de préciser certains aspects du projet et de compléter le dossier, mais également de lever certaines interrogations (question du foncier et de la compatibilité du projet avec le SCOT). L'avis de l'autorité environnementale a également fait l'objet, conformément aux dispositions de l'article L. 122-1 du Code de l'environnement, d'une réponse écrite, jointe au dossier soumis à enquête publique unique du 1er juin au 3 juillet 2026 inclus.

Les éléments de réponse structurants sur les points abordés par la MRAe et qui relèvent essentiellement de Microsoft sont développés ci-après.

Pour ce qui concerne le contenu de cette étude d'impact :

S'agissant du terrain d'assiette, l'étude présente une synthèse des principaux sites étudiés par Microsoft, ainsi que les caractéristiques ayant contribué à l'arbitrage final. Le choix de Microsoft s'inscrit pleinement dans le projet de territoire de l'Agglomération. Fléché dans le SCOT dans un espace économique stratégique, le site retenu présente en effet toutes les caractéristiques (taille, forme, planéité, connexion à la voie électrique de 400 000 volts) pour accueillir une activité économique de ce type et de participer pleinement à la décarbonation (*via* l'implantation d'un transformateur RTE contribuant fortement à l'attractivité industrielle de l'ensemble du Sud Alsace) et au développement économique du territoire.

S'agissant de l'impact du projet sur les habitats naturels, la faune et la flore, la démarche Eviter Réduire Compenser (ERC) mise en œuvre en matière de biodiversité se traduit, notamment, par :

- le choix d'un site sans enjeux structurants en la matière, permettant de surcroît de préserver à long terme la bande boisée le long du canal ;
- l'évitement des bosquets et de leurs lisières : secteurs de sensibilité identifiés ;
- la création d'une zone tampon de 50 mètres entre les bâtiments et les bosquets ;

- la mise en place d'un balisage des trois bosquets à l'est, secteur sensible durant la phase des travaux ;
- l'adaptation du calendrier des travaux ;
- la réduction de la pollution visuelle par des plantations arborées de transition ;
- l'aménagement de prairies fleuries *in situ* et d'espaces multi-strates ;
- la mise en place d'une clôture perméable pour le lièvre d'Europe.

Avec la mise en œuvre de ces mesures, seul un impact résiduel faible, lié à la perte de territoire de nidification pour l'alouette des champs subsiste. Bien que présentant un enjeu écologique régional modéré, cette espèce, qui n'est pas protégée en tant que telle, ne génère pas d'obligations de compensation.
Le projet intègre en sus des 0,7 ha de prairies aménagées *in situ*, une mesure d'accompagnement visant à conserver la fonctionnalité du territoire pour cette espèce à savoir la création d'un espace de culture céréalière extensive *ex-situ*. Cette mesure sera appliquée dans le cadre d'une convention agricole, garantissant la gestion extensive et la pérennité des pratiques sur toute la durée du projet.

Concernant l'impact du projet sur les milieux aquatiques :
Il convient tout d'abord de rappeler que la technologie retenue ne générera aucune consommation d'eau dans le process industriel, hors pertes dans le circuit fermé.
Le principe de refroidissement est en effet fondé sur des groupes frigorifiques secs. Une fois le circuit de refroidissement rempli, il tournera en boucle fermée. Le remplissage initial, à partir du réseau d'eau potable, sera de 8 200 m³ et la consommation annuelle liée aux process est limitée à près de 1 100 m³.
Ces chiffres sont particulièrement modestes et aucun prélèvement d'eau en milieu naturel ne sera opéré.
Les eaux pluviales liées aux voieries et aux bâtiments s'accompagnent de réseaux de collecte vers des bassins d'infiltration après phyto-épuration (nitrates, métaux lourds, etc.) afin de garantir l'absence d'impact lié à l'artificialisation des sols. Le site aura un volume total de stockage de 13 795 m^3.

S'agissant de l'impact du projet sur les espaces naturels agricoles et forestiers :
Avant même l'entrée en vigueur des dispositions de la loi Climat et Résilience, le SCOT de la Région mulhousienne, approuvé le 25 mars 2019, a volontairement limité la consommation foncière pour préserver les terres agricoles et les espaces naturels. Cette dernière a ainsi été plafonnée à 575 ha sur la période 2016-2033, soit une réduction de près de 50% par rapport au rythme de la consommation définie jusqu'alors. Il ressort d'ailleurs de son bilan approuvé par délibération du Conseil d'Agglomération de m2A en date du 27 janvier 2025 qu'elle a atteint ses objectifs en la matière avec :

- 89 ha de surface consommée en dehors de l'enveloppe urbaine pour une enveloppe théorique de 575 ha (soit 32 ha par an) ;
- 73% de développement au sein de l'enveloppe urbanisée (pour un objectif de 50% au sein d'espaces urbanisés existants).

Il convient de préciser que si la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers constitue l'un des objectifs du SCOT, cela ne signifie pas pour autant une absence totale de consommation foncière. Ainsi son axe 2.2.1 *« Préserver les espaces agricoles, naturels et forestiers », dispose que « les espaces naturels (…) peuvent être rendus constructibles (…) pour le développement urbain … (habitat,*

économie, équipements …) » et prévoit à cet égard des enveloppes destinées aux différents types d'usage et notamment une enveloppe destinée au développement des activités économiques de la *« façade rhénane sud ».*

Par ailleurs il convient de rappeler que le projet de la société Microsoft a fait l'objet, comme tout projet localisé sur un espace agricole d'une emprise supérieure à 3 ha dans le Haut-Rhin, d'une Etude Préalable Agricole (EPA) conformément aux dispositions de l'article L. 112-1-3 du Code rural et de la pêche maritime, qui comprend notamment les mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire.

Cette étude de compensation agricole collective, dont la réalisation a été confiée à la Chambre d'agriculture d'Alsace, a été examinée le 16 décembre 2025 par la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du Haut-Rhin, qui a émis un avis favorable à l'EPA considérant notamment que les mesures de compensation proposées sont adaptées à l'économie agricole du territoire concerné.

Dans ce cadre, la CDPENAF a validé le montant de la compensation collective agricole à laquelle est assujettie la société Microsoft qui permettra de réaliser, sous l'égide de la Chambre d'agriculture, des projets collectifs à destination de la profession agricole du territoire. Un état d'avancement sera présenté chaque année par les porteurs de projet devant la CDPENAF.

Le porteur de projet a donc répondu à l'obligation légale de compensation qui s'impose à lui dans le cadre de l'opération projetée. Le fait que la CDPENAF ait rendu un avis favorable témoigne de la qualité de la réponse opérée sur le fond.

S'agissant de la consommation énergétique :

Estimée à environ 1500 GWh maximum, soit 1,5 TWh/an, cette consommation s'inscrit dans un contexte de croissance des besoins en termes de stockage et de traitement des données (la consommation des centres de données qui représente actuellement 2,2 % de la consommation nationale atteindra environ 4% en 2035) dont Choose France 2026 a montré la dynamique en cours, qui concerne l'ensemble du territoire national et dont les bénéfices doivent dépasser les *hubs* majeurs de Paris, Marseille et du Nord.
Au-delà de bénéficier d'une énergie française très largement décarbonée par rapport à nos voisins, le projet de Petit-Landau s'inscrit dans une logique de sobriété et de transition énergétique spécifique. La société Microsoft ambitionne en effet de couvrir 100 % de sa consommation électrique par de l'énergie décarbonée, avec l'objectif d'atteindre un bilan carbone négatif à l'horizon 2030. Cet engagement repose notamment sur la mise en place d'accords d'achat d'électricité à long terme sous forme de projets pluriannuels d'achat (PPA) issus de sources renouvelables ou bas-carbone.

Cette consommation énergétique additionnelle pour le territoire semble de prime abord en contradiction avec le Plan Climat (PCAET) de m2A. Il convient cependant de souligner que l'enjeu de ce dernier réside dans la diminution progressive des gaz à effet de serre et, qu'à ce titre, l'énergie consommée par le centre de données sera décarbonée et neutre du point de vue climatique du fait de sa localisation en France. La mise en œuvre du projet sur le territoire de m2A avec une énergie

100 % électrique (hors vérification des circuits de secours) s'inscrit donc bien dans le cadre de la trajectoire de décarbonation définie par le PCAET et ceci d'autant plus qu'il permet la construction, sur notre territoire, d'un transformateur RTE outil majeur de décarbonation des autres activités industrielles actuelles et futures.

S'agissant du bruit, facteur de sensibilité important pour les populations riveraines :

Il convient de souligner que le projet s'implantera dans un secteur à l'ambiance sonore calme.
Les augmentations générées au droit des sites habités seront de l'ordre de 0,7 à 1,7 dB de jour et de 1,5 à 3,2 de nuit de telle sorte que les ambiances qui en résulteront de jour comme de nuit resteront également « calmes ».
Ce résultat de qualité est atteint grâce à la mise en place d'écrans acoustiques de grande hauteur encadrant les générateurs de secours et les groupes de refroidissement.

S'agissant de l'impact sur la qualité de l'air :

Si le projet sera à l'origine de rejets atmosphériques diffus et canalisés, il n'en reste pas moins qu'ils seront limités aux besoins nécessaires à savoir la circulation du personnel et les essais de fonctionnement des groupes électrogènes à raison de 12 heures par an.
Un fonctionnement simultané des 111 générateurs de secours pendant 48 heures (cas improbable puisque RTE indique une probabilité de défaillance simultanée des deux lignes d'alimentation à raison d'une coupure tous les 13 500 ans) générerait 0,23% des pollutions de Nox atmosphériques régionales.
Le projet ne génèrera en outre pas de nuisances olfactives.

Au niveau du climat et des températures locales, les modalisations, en cas de scénario de chaleurs estivales (températures de 35° C et vent d'environ 10km/h) montrent que :

- les effets hors site seront limités à une augmentation comprise entre 0 et 1,3° C, comparables à ceux observés entre les sites urbains et la rase campagne ;
- les villages voisins de Hombourg et Petit-Landau ne seront pas atteints.

Les études conduites en matière de réutilisation de la chaleur au bénéfice du réseau de chauffage urbain (RCU) de m2A ont montré le caractère inadapté de la chaleur aux besoins du fait d'un niveau de température trop faible (30° C pour une centaine de degrés requis).
La valorisation de la chaleur issue du centre de données peut par contre être effectuée en matière agricole (cultures maraîchères). Microsoft est prêt à travailler activement sur le sujet avec le monde agricole. m2A soutiendra également fortement cette action qui permettrait de générer une production agricole alimentaire de qualité et proximité.

Enfin en termes de risques, une étude de dangers a été produite. Le principal facteur de risque résulte du stockage du carburant (gasoil) avec des risques d'explosion et d'incendie.
Le périmètre de risque généré par les incendies déborde de quelques mètres hors site sur les terres agricoles. Le risque d'explosion quant à lui est porté à près de

150 m hors enceinte, mais sans effets létaux hors site. Cet aspect est donc, au regard des informations à disposition dans le dossier, sans incidence sur les secteurs d'habitat et les activités voisines.

Avis de m2A

Il ressort de l'analyse des éléments ci-dessus exposés et du dossier de demande d'autorisation environnementale :

- l'absence d'alternative sur des terrains présentant des caractéristiques requises pour l'implantation d'un centre de données (taille, forme, planéité, conformité réglementaire, sensibilité environnementale, disponibilité, connexion à la ligne électrique à très haute tension de la bande rhénane) ;

- une vocation économique du projet, permettant la création de 150 à 200 emplois directs, conforme à la stratégie de développement économique de m2A et aux documents de planification qui prévoient le développement et l'implantation de ce type d'activités au sud de la zone industrielle de Hombourg ;

- un intérêt général indéniable pour le territoire du fait des objectifs économiques, sociaux et urbanistiques poursuivis par la collectivité dans le cadre de son projet de stratégie de développement économique avec un investissement qui s'élève à près de 2 Mds € ;

- un secteur sans enjeux de milieux naturels structurants et une étude faune flore et habitats ainsi que des mesures ERC de qualité ;

- une volonté affichée du porteur de projet de couvrir 100 % de sa consommation électrique par de l'énergie décarbonée, avec l'objectif d'atteindre un bilan carbone négatif à l'horizon 2030.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération décide de :
- émettre un avis favorable au projet déposé par Microsoft ;
- solliciter la poursuite des recherches de solutions permettant de valoriser la chaleur fatale du site ;
- garantir la qualité du suivi environnemental du site en mettant en place des dispositifs de mesures acoustiques et de qualité de l'air ;
- autoriser le Président ou son Représentant à adresser cet avis au Préfet.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous propose donc de passer à la présentation de la délibération relative au projet de centre de données et au vœu qui a été déposé. Je vous propose de ne faire qu'un seul débat puisque le vœu et la délibération ont le même sujet. Nous avons rencontré tout à l'heure un collectif, on s'est aussi proposé à le rencontrer à nouveau pour travailler sur le fond, sur les questions, pour répondre à toutes les interrogations. Nous avions déjà fait des réunions publiques, bien que nous ne fussions pas obligés de le faire, parce qu'on voulait être dans la transparence sur ce projet. On a rencontré évidemment les élus des communes concernées, mais aussi l'ensemble de la population avec deux réunions publiques qui ont eu lieu à la salle polyvalente de Petit-Landau avec les services

de l'Etat et Microsoft. Ce format permettait à chacun de poser des questions pour ne pas rester sur des idées peut-être fausses ou décalées, peut-être justes, ou encore d'exprimer des affirmations parce qu'on a le droit d'être d'accord ou non. Tenir ces réunions publiques en amont, quand bien même nous n'y étions pas obligés, nous semblait intéressant. Et rappelez-vous, les membres du Bureau, donc toutes les personnes qui ont une délégation, on a aussi fait un point sur cette installation, pour vous expliquer ce projet afin que tout le monde soit en pleine connaissance.
Je vais maintenant laisser la parole à Laurent RICHE qui est Vice-Président en charge du développement économique et de l'innovation. Je vous rappelle que nous avons toujours traité ce dossier en toute transparence et en transversalité entre les Vice-Présidents en charge du développement économique, de l'environnement et de l'urbanisme parce que ces trois questions sont centrales et se recoupent évidemment. Donc, Laurent RICHE et ensuite, évidemment, Loïc RICHARD en charge de l'environnement, Pierre SALZE aussi, qui est en charge de la partie santé, Frédéric GUTHMANN en charge de l'urbanisme et l'aménagement ainsi que Rémy NEUMANN en charge de la planification. Donc, je vais laisser démarrer Laurent RICHE.

M. RICHE : Très bien, merci. Bonsoir à tous et à toutes, je me fais le porteur de cette délibération et surtout de ce sujet, en tant que Vice-Président en charge du développement économique. Comme l'a dit le Président, c'est un sujet qui dépasse largement la question du débat autour du développement économique, et vous en doutez bien, sur la question environnementale, et plus globalement sur les questions d'implantation d'équipements économiques sur notre territoire, quel que soit le type d'équipement. Sans vouloir faire trop d'historique mais parce que c'est important, il y a quand même une soixantaine de nouveaux élus sur les 103 de l'Agglomération depuis les dernières élections et il nous a semblé important de pouvoir mettre ce point à l'ordre du jour. Le Président le disait, il n'y avait pas forcément d'obligation de le mettre à l'ordre du jour ce soir mais il nous semblait important de pouvoir avoir à nouveau un débat comme nous en avons eu 4 autres dans la précédente mandature sur ce sujet, de façon à ce que tout le monde puisse être mis à niveau et que nous puissions avoir les échanges nécessaires. Pour celles et ceux qui n'avaient pas forcément vu le déroulement historique de ce projet, il est arrivé par ce que l'on appelle le programme « Choose France », qui est un projet national porté par le Président de la République en 2024. Ce dernier a fait des annonces sur ce qu'on appelle les investissements directs étrangers, c'est-à-dire des sociétés étrangères qui viennent investir chez nous, parmi lesquelles Microsoft. C'est un acteur que l'on connaît en France, mais qui est un acteur d'origine étrangère et qui porte l'implantation de centres de données sur le sol national, comme vous en avez très certainement entendu parler lors du dernier « Choose France 2026 » avec des data centers qui sont prévus d'être installés dans le nord de la France. À l'époque, en 2024, il y a eu un choix d'implantation sur le sud d'Alsace et entre autres le syndicat mixte des ports a fait la proposition d'un foncier qui est situé sur la très belle commune de Petit-Landau, n'est-ce pas madame le Maire ? On a toujours, au niveau de l'Agglomération, cherché à accompagner les initiatives pour un développement économique novateur dans le domaine de l'industrie et du numérique puisque depuis 2012, l'Agglomération est investie sur la reconquête industrielle, mais au travers de l'innovation, puisque nous avons toujours dit que nous voulions conserver un fort développement industriel, faire de l'industrie, ce qui est l'ADN de notre territoire, une force en termes de développement économique. On sait que l'innovation dans l'industrie

passe aujourd'hui par le numérique et donc depuis 2012 nous portons cette dimension de développer l'industrie avec, à ses côtés, le numérique. C'est entre autres ce qui nous permet de faire des démonstrations intéressantes d'offreurs de solutions lors du salon de l'industrie du futur que nous organisons tous les ans, fin novembre, sur l'agglomération, ici même au Parc des Expositions.
Depuis 2024, l'Agglomération est engagée dans une procédure de déclaration du projet avec différentes étapes qui ont été mises en œuvre. Et le dernier point, d'une certaine façon, est l'enquête publique qui est en cours de réalisation, sur laquelle le public peut encore se positionner jusqu'au 3 juillet. L'avis environnemental, est donc l'objet de cette délibération, a été demandé par le Préfet. Nous sommes très heureux qu'il existe puisqu'il nous permet à la fois de verser des éléments complémentaires à l'enquête publique, mais aussi d'une certaine façon de réaffirmer un certain nombre d'exigences qui vont s'opposer à Microsoft pour l'implantation de ce projet. Nous allons ce soir pouvoir avoir cet échange autour de cet avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) qui est vraiment une nouvelle opportunité de discussions avec vous. Vous avez, sous les yeux, un document qui vous remontre l'implantation du site sur le secteur de la bande rhénane à proximité de l'entreprise Euroglas, pour ceux qui connaissent, sur une parcelle qui certes actuellement fait de la céréale, mais qui est une parcelle identifiée depuis très longtemps pour du développement économique. On est un peu dans la même situation où dans nos communes parfois on a des habitations qui ont un champ à côté et sur lequel il ne se passe jamais rien, alors que la parcelle est déjà constructible depuis très longtemps. Cela peut apparaître comme une artificialisation d'une terre agricole, mais je le rappelle, c'est un terrain qui était destiné à du développement économique sur lequel, on l'a toujours dit pendant la précédente mandature, notre premier choix aurait été de continuer à faire de l'industrie puisqu'à c'est surtout de l'industrie que l'on retrouve sur la bande rhénane. Il y a un projet autour du numérique qui s'est positionné et sur lequel nous avons eu à travailler. Ce n'est pas une grosse implantation foncière. Certains pourraient dire que c'est quand même presque une quarantaine d'hectares. Je peux vous dire qu'il y a un projet de centre de données sur le Centre Val-de-Loire sur près de 192 hectares, ce qui est énorme. Le projet nous concernant n'est quand même pas non plus le plus gros site et on a des caractéristiques foncières qui nous permettent de l'accueillir. Vous avez de gauche à droite, en gros du nord au sud la partie en haut, c'est ce que j'appellerais les commodités c'est-à-dire l'endroit par lequel on rentrera sur le site, le transformateur électrique sera à l'entrée, puis les équipements concernés et ensuite trois bâtiments. L'opérateur nous a toujours dit qu'il aborderait ce projet en trois phases distinctes, il y aura un premier bâtiment qui est le plus à gauche et qui sera construit en premier, puis ensuite le suivant et enfin le troisième pour tout un tas de raisons diverses et variées. Souvent les industriels ou les grandes entreprises procèdent ainsi lorsqu'ils ont plusieurs sites à créer qui ne se déroulent pas tous en même temps pour des raisons entre autres techniques ; et aussi, et cela se fait de plus en plus, on a des parcelles de ce type qui sont organisées dans l'éventualité d'un incident majeur, par exemple un incendie sur un bâtiment, ainsi cela ne contamine pas le reste du secteur. Voilà à peu près l'implantation. Dans le cadre de l'avis de l'autorité environnementale, il est demandé à Microsoft de répondre à la façon dont tout ceci va s'organiser, y compris les questions environnementales dans la surface concernée et autour de la surface concernée. On peut passer à la diapositive suivante. Concernant les principaux impacts du projet, c'est un site cohérent avec le SCoT qui a été voté en 2019. Alors là aussi, peut-être que pour quelqu'un qui découvre la situation aujourd'hui « site cohérent

par rapport au SCoT » cela ne parle pas forcément. Rémy pourrait en reparler, mais le SCoT c'est le Schéma de Cohérence Territoriale qui a été mis en place et voté d'ailleurs je crois même à l'unanimité à l'époque, qui répartissait en fait les surfaces sur lesquelles nous allions artificialiser ou non, y mettre des équipements ou non, et donc on est en cohérence avec ce Schéma de Cohérence Territoriale. Il n'y a pas d'incidence sur les milieux naturels, ils sont vraiment très faibles, les quelques éléments qui sont retenus, par exemple des préservations de bosquets existants, Microsoft s'engage à s'en détacher en termes de distance. Il y a une absence de prélèvement d'eau dans le milieu naturel, alors là je le précise c'est important, je le disais tout à l'heure aux personnes que l'on a rencontrées, si on doit avoir des débats, même si on n'est pas d'accord, il faut qu'on le fasse sur de vrais éléments, des éléments factuels et non des fantasmes. Il n'y a pas de prélèvement dans la nappe, c'est ce qu'on appelle un système de refroidissement en circuit fermé, un centre de données sec. Alors, il y a une alimentation en eau au départ, et ensuite, il y a un circuit fermé qui, en contrepartie, on peut l'avouer, nécessite un peu plus d'énergie pour entretenir ce rafraîchissement. Mais il n'y a pas de prélèvement dans la nappe, c'est à partir du réseau qu'on va alimenter ce circuit de refroidissement. En contrepartie, il y a une importante consommation en énergie, sur ce point, on peut tous être d'accord d'ailleurs cela fait débat un peu partout en France, en Europe et dans le monde. C'est un vrai sujet de société dont nous sommes responsables à chaque fois que nous manipulons nos téléphones, n'est-ce pas Jean-Paul, nos ordinateurs, tout ce qui fait que parce que le numérique est partout aujourd'hui autour de nous, renforcé par l'intelligence artificielle. Il faut savoir que l'intelligence artificielle et le chat GPT, tout cela est peut-être très marrant, mais à chaque fois cela multiplie par dix le traitement des données. Quand je dis multiplie par dix c'est plus ou moins cela, mais disons que cela multiplie énormément les efforts de traitement derrière, donc bien entendu nous sommes un peu coupables et victimes. Cela entraîne une consommation d'énergie, et très certainement qu'à un moment donné, comme c'est le cas d'ailleurs dans certains États des États-Unis où il y a une très forte densité de data centers, il faudra qu'en France on ait un débat et peut-être même en Europe sur la densité de ces équipements. Mais le débat n'est pas celui-là ce soir pour nous, en tout cas pas sur ce que je vous présente. Des impacts agricoles, bien sûr, mais avec des mesures compensatoires financées entre autres par Microsoft, Loïc RICHARD en a parlé tout à l'heure aux représentants des paysans qui étaient présents lors de notre rencontre. Une ambiance sonore qui restera calme, donc j'invite celles et ceux qui ne savent pas ce qu'est un data center si un jour, au mois de juillet ou au mois d'août quand vous serez en vacances, vous passez à côté de l'un d'eux, je vous invite à vous en approcher, vous verrez que ce n'est pas forcément si bruyant que cela. Comme tout en environnement, il y a des systèmes de refroidissement qui font un peu de bruit, mais ce n'est pas quelque chose qui fait énormément de bruit. Sur les températures, il faut faire attention à ne pas trop s'inquiéter sur le sujet. Il y a des questions de température intérieure au bâtiment avec des chaleurs dont il faudra qu'on se pose la question de leur exploitation, sauf que la chaleur est en gros entre 30 à 50 degrés très maximum et que du coup injecter cela dans un réseau c'est un peu compliqué. Si l'on veut transporter cette chaleur assez loin cela veut dire qu'il faudrait la suralimenter ce qui se fait dans certains pays, comme en Suède ou dans d'autres pays, mais c'est parce que là-bas, les modèles économiques leur permettent de faire ainsi, l'électricité coûte très cher, beaucoup plus cher qu'en France. Pour nous, cela pourrait être un peu plus compliqué, mais on peut faire des choses à proximité du site du centre de données, mais il faut prendre tranquillement le temps de regarder

techniquement ce qui serait possible ou non. Sur la question des émissions de polluants, cela reste très modeste. Dans l'avis de l'autorité environnementale, Microsoft n'a pas su donner les éléments d'information correctement au moment où la mission a fait son travail et du coup la mission a décidé qu'il peut le plus, peut le moins, c'est-à-dire qu'on a des données bien précises sur les groupes électrogènes qui vont assurer la sécurité en électricité si jamais il y a une coupure d'électricité, et bien ils ont considéré la situation la plus défavorable mais dans laquelle normalement il n'y a aucune raison que l'on soit, puisque des groupes électrogènes, vous ne vous en rendez peut-être pas compte dans vos environnements, mais il y en a partout autour de nous dans les centraux téléphoniques, dans les hôpitaux, dans plein de lieux et je peux vous dire qu'ils ne tournent pas tous en permanence, sinon vous les entendriez régulièrement. Par contre, ils sont testés régulièrement en général une fois par mois et donc sur cette question-là, il faut que, mais je crois que Microsoft a fait le nécessaire depuis, bien préciser toutes les informations, en plus de la valorisation de la chaleur fatale à explorer dont je vous parlais tout à l'heure.
Il y a eu une saisine de m2A, c'est-à-dire que l'autorité environnementale nous a saisi pour aussi nous poser un certain nombre de questions, tout n'était pas à destination de Microsoft, puisque m2A est chargée de la question de l'implantation en lien avec le propriétaire du site. Donc nous avons été questionnés sur la pertinence selon nous de l'implantation de ce projet et nous avions un délai à respecter (avant le 18 juillet), nous le faisons ce soir en débattant avec vous. Nous vous proposons d'émettre un avis favorable au projet, au vu du contenu du dossier et des réponses qui sont apportées dans différentes thématiques de la demande. Nous donnons un avis favorable à la saisine, par le Préfet, de cet avis sur l'autorisation environnementale. Les investigations pour valoriser la chaleur fatale du projet devront être poursuivies plus particulièrement.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Laurent. Je pense qu'il y a des prises de parole qui sont demandées dans la salle. Pierre SALZE.

M. SALZE : Bonjour. Le rapport de la MRAe nous interpelle et c'est bien naturel. Les réponses faites sur certains questionnements me troublent un petit peu. La première réflexion, elle est connexe, c'est celle de l'incompatibilité du CLOUD Act américain avec le RGPD français. Le CLOUD Act dit que lorsqu'une entreprise française héberge ses données chez un prestataire américain, même sur un serveur physiquement situé en France, elle s'expose à ce que les autorités américaines puissent accéder à ces données. Ce n'est pas notre sujet, mais n'empêche qu'on devrait peut-être interpeller l'Etat sur ce point. Je suis un peu troublé également sur le diaporama et sur les conclusions données par Microsoft « *ce projet soutient le développement des capacités et des compétences dans le domaine du digital en France* », ce qui est tout à fait vrai, « *en particulier à l'échelle du sud d'Alsace, et permet le stockage et le traitement des données dans un cadre souverain et sécurisé* ». Cela m'interroge.
Je vais essayer de reprendre un peu les différents éléments de réponse apportés aux interrogations de l'autorité environnementale. Sur la biodiversité, moi je n'ai pas de remarques particulières, je crois que c'est un projet qui me paraît assez bien intégré. Sur les lieux aquatiques, je m'interroge parce qu'on annonce quand même une consommation annuelle d'eau de 3 561 m^3 par an. C'est de l'eau qui sert à quoi ? Il y a une petite quantité qui sert au remplissage, bien entendu, parce qu'on est en circuit fermé et donc il y a des pertes. Mais pourquoi un tel volume d'eau ? En plus, je ne sais pas, il y a des douches tous les jours. Je pense que c'est

une question qu'il faudrait poser. Ce serait remarquable de pouvoir y associer un projet connexe de réutilisation des espaces agricoles au voisinage et d'utiliser, je rêve peut-être, mais utiliser cette chaleur qui ne sert à rien et va être évacuée, par exemple pour faire du maraîchage sous serre, cela collerait assez bien avec le Projet Alimentaire Territorial (PAT) mais je pense que cela ne doit pas rester une idée en l'air, mais bien être un vrai projet que l'on pourrait construire avec Microsoft d'ailleurs. La consommation énergétique est en contradiction totale avec ce qu'on a écrit sur le Plan Climat Nouvelle Donne, puisque je vous rappelle qu'on y a précisé que l'objectif était de réduire de 4 % par an la consommation énergétique. Je pense que l'on est en contradiction, mais surtout, nous avions écrit également que l'objectif était de soutenir une activité économique moins émettrice, ce qui est le cas, et c'est très bien, mais moins consommatrice d'énergie. Nous sommes en contradiction, mais après tout, des contradictions sont faites pour être gérées aussi. La qualité de l'air, alors là, je suis un petit peu gêné parce que la réponse me paraît extrêmement floue, on parle en pourcentage d'augmentation, une faible augmentation, on parle de 0,3%, mais moi, j'aurais préféré qu'on parle en tonnage, c'est-à-dire combien on va relâcher dans l'air d'oxyde d'azote, voire de $C0_2$, pour que l'on ait des éléments de comparaison. Cela me paraîtrait une donnée beaucoup plus sérieuse qu'un vague pourcentage de production régionale qui n'a pas beaucoup de sens pour moi. Mon principal grief concerne le climat et les températures locales. On le voit très bien aujourd'hui, puisqu'on parle d'une situation exceptionnelle avec des températures à 35 degrés, mais on n'est plus du tout là. Rendez-vous compte, on a 40, on va avoir 45 et bientôt on va avoir 50. Donc il faudrait que Microsoft refasse ses études avec les vraies situations extrêmes qui sont des situations à l'horizon de 5 ans, 10 ans, qui seront plus proches des 50 degrés que des 35 degrés. Il y a eu des études de danger, mais je trouve qu'il n'y a pas eu beaucoup d'études de risques, de vrais risques, c'est-à-dire, que se passe-t-il sur le territoire en cas de tension sur le réseau électrique en hiver ? En cas d'arrêt inopiné d'une centrale nucléaire ? Une étude de risque également, fuite d'eau, donc du circuit. Parce que je pense qu'il y a des glycoles, en effet, au niveau de ce circuit fermé. On manque d'études de risque là-dessus. Voilà ce que je voulais dire sur ce projet qui nous interroge, mais qui mériterait d'avoir des questions un peu plus approfondies. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Pierre. C'est vrai qu'on en avait discuté en amont et je sais qu'on a intégré tes réflexions aussi dans le projet de délibération. Juste encore quelques réponses ? Thiébaut WEBER.

M. WEBER : Merci pour votre accueil. Je prononce bien Thiébaut WEBER et non Thibaut WEBER. C'est généralement la précision que je dois faire à chaque début dans une assemblée. Je fais une entrée en fanfare tout de suite sur un débat important qui est celui du Data Center. Vous avez perdu Loïc MINERY, mais vous avez gagné d'autres défenseurs de la cause environnementale dans cette assemblée.

M. LE PRÉSIDENT : Nous sommes défenseurs aussi, il n'y a pas de souci.

M. WEBER : Très bien. Alors agissons ensemble et étudions avec clairvoyance le vœu que nous présentons. Je sais que vous avez déjà eu quatre débats dans cette assemblée, mais je pense que d'abord il est important, et je le dis en rejoignant cette enceinte démocratique de notre territoire, que nous, nouveaux élus de ce mandat, nous puissions avoir un débat éclairé sur un projet aussi important et

ayant un impact aussi fort sur notre territoire. Donc le vœu s'inscrit dans cet esprit. C'est un vœu qui avait déjà été présenté en Conseil municipal à Mulhouse et que nous présentons modulo quelques petites modifications ici dans le Conseil d'Agglomération. D'abord, puisqu'on parle de débat démocratique, regretter le fait qu'on adopte et qu'on présente un avis et une délibération de l'Agglomération, alors même que l'enquête publique n'est pas terminée. Le signal est quand même plutôt négatif, c'est-à-dire qu'on se passe de l'avis des habitants de notre territoire avant de délibérer autour de l'autorisation du projet. Il aurait été peut-être judicieux, puisqu'il n'y a pas d'urgence, d'attendre la fin de l'enquête publique et d'étudier finement l'avis des habitants qui sont les premiers concernés avant de pouvoir étudier une telle délibération. Alors, je ne reviendrai pas sur beaucoup d'arguments, et auxquels je n'ajouterai rien, qui ont été abordés par M. SALZE, sur le fait qu'en fait, on a aujourd'hui un avis qui justifie un peu a postériori la localisation d'un data center sur le territoire de m2A, et particulièrement à Petit-Landau. Ok les compensations, ok les justifications sur l'impact de l'eau qui, je suis d'accord, restent quand même colossales, mais pourquoi un data center à Petit-Landau ? Pourquoi un data center à m2A ? On n'a toujours pas véritablement la réponse à cette question et c'est quand même un point important. On a la question de la consommation d'eau auquel on a partiellement répondu. Je rappuierai encore sur la consommation d'électricité. Rappelons-le, 80 % de la consommation des ménages en Alsace. Et effectivement, on n'est pas aujourd'hui dans n'importe quelle période. Nous ne vivons pas n'importe quelle période climatique, j'ai envie de dire, pour étudier un débat aussi important en matière énergétique et d'impact sur l'environnement. Je pense que notre vœu est assez clair et assez autoporteur je dirais en matière d'arguments en matière écologique, en matière environnementale, en matière climatique. Je voudrais revenir sur l'argument technologique, peut-être sur lequel on n'a pas assez insisté, je le dis parce que je travaille quand même dans le secteur du numérique et de l'intelligence artificielle donc je sais de quoi je parle. Je ne parle pas en tant qu'opposant pur et simple au numérique, on va arrêter avec les arguments qu'on a pu entendre çà et là et dire on utilise un téléphone, on utilise tous un ordinateur donc nous ne posons pas la question des data centers. Pardon ! Mais on s'inquiète tous ici du réchauffement climatique, vous l'avez dit Monsieur le Président, et nous sommes tous bien heureux d'être dans une salle climatisée, on est tous conscients de nos contradictions, très bien réfléchissons en utilisateur éclairé du numérique je l'ai dit, la justification d'un tel data center dans notre territoire n'est pas faite aujourd'hui, encore moins avec de l'artificialisation de nos sols. Mais surtout dans la perspective de donner à Microsoft la possibilité de donner un datacenter, on a quand même des questions lourdes qui s'ouvrent, pas simplement en termes énergétiques mais aussi en termes de souveraineté numérique. Les questions en matière de RGPD ont été posées, mais on l'a appris cette semaine, le Président américain commence à demander à ses pourvoyeurs d'intelligence artificielle d'interdire l'accès à un certain nombre de ces larges modèles de langage, qu'on appelle généralement des intelligences artificielles génératives, à des acteurs étrangers. Quid demain d'un acteur Microsoft, proche du pouvoir américain, implanté en Europe, ayant construit un data center à Petit-Landau, de bloquer ou non l'accès à des données dont on ne sait pas véritablement si elles s'inscrivent dans une stratégie européenne de souveraineté numérique. Donc c'est véritablement cette prise de hauteur qu'on appelle pour avoir un débat qui ne soit pas simplement un débat qu'on considère au ras des pâquerettes ou au ras des terres agricoles, mais véritablement un débat qui prend la question environnementale et la question de la souveraineté numérique en compte et c'est

dans ce cadre-là donc que nous appelons bien évidemment, puisque c'est prématuré, à s'opposer à la délibération qui a été présentée et à adopter le vœu que nous présentons. On appelle là en l'occurrence les nouveaux élus, mais pas seulement, à pouvoir exprimer leurs convictions ou au moins minima leurs doutes sur ce projet dans le cadre du vœu que nous avons présenté. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci monsieur WEBER. Oui, je vous en prie.

Mme LEGOUGE : Bonjour. Juste trois points pour compléter ce qui a été dit. Tout d'abord, effectivement, sur cette question de l'augmentation de la température de 1 degré. C'est évident on souhaite avoir une augmentation de la température de 1 degré maximum. La deuxième chose, peut-être que vous le savez, mais si on suit la position d'Alsace Nature sur ce dossier, il nous indique que dans le cadre du cycle fermé de l'eau utilisée, a priori il y aurait des glycoles dans cette eau pour la refroidir, qui potentiellement peuvent s'échapper facilement et qui peuvent rejoindre la nappe et qui sont des polluants éternels, des PFAS. Troisième élément, et effectivement je viens compléter ce que vient de dire M. Thiébaut WEBER, à propos de l'IA générative, là il s'agit effectivement d'un data center qui aura pour objectif l'IA générative et pas simplement du numérique. L'IA générative pose actuellement un ensemble de questions éthiques, de souveraineté aussi. Actuellement, par exemple, dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement secondaire, il y a toute une réflexion, avec une volonté de moratoire de certains chercheurs pour freiner l'utilisation de l'IA générative. Puis effectivement cet argument de dire « oui mais vous utilisez vos ordinateurs, vos portables » c'est un petit peu fallacieux, ce n’est pas parce qu'un outil est pratique qu'il faut utiliser de toutes les manières, de manière assez triviale : un couteau c'est pratique pour cuisiner mais c'est gênant quand il s'agit de tuer. Il en est de même pour le nucléaire, on pourrait discuter ici de la production d'électricité nucléaire, mais on ne sera certainement pas tous d’accord sur la pertinence de l’utilisation de l’arme nucléaire. Effectivement on peut utiliser nos portables, nos ordinateurs et pour autant refuser d'utiliser l'IA générative. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Madame LEGOUGE. D'autres prises de parole ? Jean-Marie BEHE.

M. BEHE : Je ne critique pas le projet. Je n'ai juste pas de réponse sur certains points au niveau des risques que cela génère. Parce qu'en fait on parle de 111 groupes électrogènes du 2 ou 3 kilowattheures. Si cela devait démarrer et tourner pendant 24 ou 48 heures, cela représente des millions de litres de gasoil qu'on doit stocker à l'avance pour que cela puisse être utilisé et que cela démarre quand on en a besoin. Comment gère-t-on ce risque ? Parce que c'est quand même un risque important pour moi. Parce qu'on doit stocker ce fuel, on le stocke en plusieurs endroits ? Quels sont les secours qu'il faut mettre en face ? Parce qu'en fait, on ne traite pas les mêmes feux qu'on traite habituellement sur une grande surface comme cela. Il faut savoir que si une nappe comme cela s'enflammerait, on aurait je ne sais pas combien de mégawatts au mètre carré et peut-être sur une certaine distance il n'y aura plus rien qui survivrait. C'est juste cela qui m'inquiète. Peut-être qu'ils vont les stocker dans plusieurs endroits, donc cela ne pose pas de problème, si c'est sécurisé. Mais quand on prend juste le volume pour 114 ou 111 groupes, c'est quand même des millions de litres, je dirais. Et si malheureusement, cela venait une fois à prendre feu, cela risque d'être compliqué,

aussi pour l'extinction, mais aussi pour les gens qui habitent dans la zone. J’aimerais avoir des réponses à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Marie. Je sais que comme tu es en charge des risques technologiques et industriels, tu vas porter ces questions et on aura ces réponses. C'est évident qu'on va regarder cela avec toi. Évidemment, c'est noté. D'autres prises de parole ? Hugues HARTMANN.

M. HARTMANN : Bonjour à tous. Comme vous le savez, je suis maire de Chalampé qui, comme vous le savez tous, porte un des fleurons de la chimie du territoire, mais aussi français et européen. C’est pourquoi, je pense que nous devons faire preuve, de bon sens et de pragmatisme. Le besoin de stockage de données existe. Est-ce que nous pouvons refuser les data centers aujourd'hui ? Je n’en suis pas convaincu. Par contre, on a peut-être une opportunité aujourd'hui, c'est d'intégrer, de donner une place maîtrisée à ce sujet, à notre humble échelle. Nous avons aujourd'hui l'opportunité de montrer que collectivement, avec sérieux et détermination, nous pouvons travailler avec un géant du secteur et intégrer sur notre territoire de manière raisonnée, ce type d'installation nécessaire pour construire l'avenir. Je ne vais pas revenir sur toutes les considérations techniques et les différentes analyses d'impact, mais je note cependant que nous avons en face de nous un industriel traitant de sujets extrêmement sensibles où le culte du secret fait partie de son ADN. Cependant cette industrie a déjà ouvert un petit peu les portes, peut-être pas assez pour donner des réponses réfléchies et documentées au fur et à mesure de l’avancement des discussions, dans un objectif avoué de s'intégrer dans notre territoire. À Chalampé, nous n'avons pas eu la chance de co-construire nos implantations industrielles. À Chalampé et puis bien sûr sur nos communes voisines de Bantzenheim et Ottmarsheim. Aujourd'hui, malgré cela, ces entreprises industrielles participent à la fierté et à l'attractivité de notre territoire. Avec le temps, nous sommes arrivés à mettre en place un dialogue franc qui a permis de créer une confiance réciproque, c'est avec ce processus que nous constatons l'acceptation et la construction de projets profitables à tous. Pour preuve la récupération de chaleur fatale. Ce n’était pas un sujet lorsque nos industries se sont installées et pourtant aujourd'hui, on en fait une force. Ceci pour dire qu'une implantation industrielle se construit tous les jours et toutes les opportunités d'aujourd'hui ne sont pas forcément celles de demain. Nous sommes condamnés à nous parler, nous écouter, nous comprendre pour construire ensemble nos évolutions respectives. Et je pense que même Microsoft commence à le comprendre. Bien sûr, la vigilance reste de mise. Nous sommes bien conscients de cela, avec nos industries, nous faisons de même. Cette vigilance est naturellement comprise car elle sécurise toutes nos relations. L'implantation de Microsoft permet également d'accélérer la décarbonation de nos industries de la bande rhénane. En effet, le renforcement électrique tant attendu par tous profitera à l'ensemble de notre territoire et particulièrement à nos industries pour avancer notoirement dans leur décarbonation. En tant que maire de Chalampé, dans le contexte actuel de développement de notre territoire, si le projet devait avoir lieu à Chalampé, je mettrais, comme le font mes consœurs de Hombourg et de Petit-Landau, toute mon énergie pour que cette implantation puisse se réaliser dans un processus de dialogue constructif. Aussi avec mon conseil municipal, nous donnerons suite à la demande faite à la commune dans le dossier d'enquête publique sur l'implantation de Microsoft chez nos voisins de Petit-Landau et de Hombourg, et nous verserons au dossier l'enquête publique un avis favorable sur la base de mon propos. Je crois comprendre que d'autres communes voisines sont

aussi interrogées directement par le processus d'enquête publique et feront de même. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Hugues. Rémy NEUMANN.

M. NEUMANN : Oui, je voulais juste apporter une précision. Au départ, le projet avait été notamment critiqué à cause des prélèvements sur la nappe. Cela a été dit, il n'y aura pas de prélèvements sur la nappe. Il faut aussi rapporter la consommation d'eau du projet Microsoft à la réalité de nos familles. Je vous donne deux exemples. Microsoft, pour remplir son réseau en tenant compte des trois bâtiments qu'ils construiront, utilise un peu plus de 8000 m^3, donc en circuit fermé, comme cela a été dit, et ensuite ils ont besoin d'une consommation d'environ 4000 m^3 par an pour l'ensemble du site, essentiellement pour la partie administrative. 4000 m^3 par an, c'est à peu près la consommation d'une dizaine de familles, de 3-4 personnes, donc il faut rapporter les choses à leur juste raison. Et pour vous donner un autre exemple à titre comparatif, Microsoft va utiliser 4000 m^3 par an pour l'utilisation, notamment pour ses salariés qui travaillent sur le site. À titre d'exemple, le Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse utilise 3000 à 4000 m^3 par mois pour l'ensemble de ses installations. Donc il faut raison garder lorsqu'on fait des comparatifs. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Carole.

Mme TALLEUX : Merci, Président. Effectivement, je trouve que c'était important de rebondir un peu sur ce qui a été dit. Laurent indiquait que c'était une zone fléchée industrielle depuis de nombreuses années. Effectivement, c'est depuis les années 60. Et les agriculteurs ont vendu leurs terres dans les années 2000. Donc on est vraiment sur quelque chose qui est historique, mais on a eu peut-être tendance à l'oublier. On parlait d'un dialogue constant, effectivement, dès l'annonce officielle de l'installation, cela a vraiment été une demande et une exigence de ma part, avec un dialogue constant avec les élus de m2A, les élus des communes de Petit-Landau et de Hombourg, de façon très régulière. Mais aussi avec les exploitants agricoles, pour trouver le meilleur calendrier possible et leur permettre de cultiver les terres le plus longtemps possible en s'adaptant à leur culture, pour faire les fouilles et aussi envisager même une construction par étapes pour permettre aux terres qui ne sont pas utilisées dans les phases de construction du premier bâtiment d'être exploitées jusqu'au bout.
Les études complémentaires et approfondies sont aussi venues grâce aux échanges avec les habitants lors des réunions publiques. J'allais aussi faire un point de comparaison avec l'eau : il y a des entreprises voisines qui font partie de la bande rhénane et je ne leur jette pas du tout la pierre, mais c'est vraiment quelque chose qui il faut savoir, certaines ont une autorisation de prélèvement de la nappe de 13 millions de m^3, et je ne me trompe pas d'unité, d'autres ont même 127 millions de m^3 par an. Donc c'est vrai que là on parle de 8000 m^3, c'est une sacrée différence J'aimerais juste redire au nom de la commune que Petit-Landau n'est pas opposée au projet. On reste vigilant au bien-être des concitoyens tout en étant conscient des enjeux de la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Mais nous sommes convaincus et confiants qu'en travaillant avec m2A et Microsoft, nous mettrons tout en œuvre pour minimiser au maximum les désagréments pour chacun et faire de ce projet une vraie opportunité pour notre territoire.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, Carole. D'autres prises de parole ? Loïc.

M. RICHARD : Merci, M. le Président. Oui, je vais peut-être apporter, en ma qualité de Vice-Président en charge de l'environnement, quelques éléments. Pierre, oui, bien sûr, cela suscite beaucoup de débats, c'est une évidence. D'ailleurs, si on en a un aujourd'hui, c'est bien que le sujet nous interroge, qu'un débat doit avoir lieu entre nous et il ne sera pas terminé ce soir à mon avis. L'analyse de la MRAe nous a aidé aussi en cela. Il ne faut pas oublier que cet avis n'est pas un avis qui juge l'opportunité ou non d'implantation de ce data center. La MRAe est là pour poser des questions et obtenir des réponses pour éclairer le débat public et aussi les décisions de ceux qui auront à les prendre. Elle a souligné un certain nombre de lacunes pour lesquelles, effectivement, je pense qu'il faut qu'on soit vigilant. Tu as évoqué la qualité de l'air. Je pense que l'absence d'un point zéro était mentionnée. Il faut savoir d'où on part pour savoir où on sera demain, évidemment. Jean-Marie a évoqué l'étude de danger, elle a été en partie complétée depuis, mais probablement doit-elle encore être améliorée, bien évidemment. Il a été évoqué tout à l'heure la question des PFAS, nous l'avons aussi pointée, et c'est un point sur lequel, là aussi, nous avons demandé des compléments, et on obtiendra, j'espère, tous les éclairages. Je pense aussi aux échanges avec nos amis allemands, puisque bien évidemment, il y a aussi des questionnements et un travail à faire de ce côté-là. Il y a eu la traduction en langue allemande pour une partie des documents qui sont disponibles aujourd'hui, mais probablement, les choix doivent être améliorés. Mais l'enjeu, je pense, et c'est pour cela qu'on a engagé ce travail depuis plusieurs années avec m2A, il n'est jamais de raisonner par silo. L'objectif, ce n'est pas de choisir entre du développement économique ou la protection de l'environnement. L'idée est de concilier les deux, de limiter les impacts et améliorer les projets en mettant un degré d'exigence qui soit systématiquement le plus important possible. C'est vraiment ce que l'on est en train de faire. Peut-être que sur ce dossier on a subi de la pression, mais on en met aussi. On en met sur le porteur de projet et on souhaite effectivement améliorer le projet, faire en sorte de le placer au plus haut niveau d'exigence que l'on peut. Je rajouterais même au-delà de cette pression, on nous produit un certain nombre d'études, d'analyses, d'engagement, mais il faudrait qu'on puisse les contrôler ensuite. Il y a des engagements qui sont pris sur la qualité de l'air, des engagements qui sont pris sur le réchauffement dans le secteur, sur les PFAS. Mettons en place les éléments de mesure qui nous permettent de contrôler et de tirer la sonnette d'alarme si jamais à un moment, les engagements ne sont pas atteints. L'implantation d'un data center ne se limite bien évidemment pas à évaluer ses impacts environnementaux. On aurait n'importe quelle usine, on ferait cette évaluation, on essaierait de minimiser ; mais il y a quelque chose de plus dans ce sujet qui ne doit pas nous focaliser sur la question environnementale. Quand on regarde les échelles par exemple de consommation d'eau avec ce projet, sur lequel dès le départ on a dit qu'il ne fallait pas toucher à la nappe, globalement, ce n'est pas l'endroit où on consomme le plus de ressources, en tout cas sur la partie eau. Mais il y a une question fondamentale autour de la transparence, la gouvernance, la souveraineté qui doit être discutée publiquement et je pense que là-dessus aussi on a une exigence à avoir. Pour moi, il y a quatre points qui ont été pour certains abordés, mais pas pour tous. Le premier point, c'est la question de la transparence quand on travaille avec ces grands acteurs. On l'a vu, c'est difficile d'obtenir les informations. La MRAe en a demandé, elle finit par en obtenir, mais c'est un combat. Cette transparence, on doit la mettre au cœur de toutes nos politiques publiques. Or, aujourd'hui, il faut savoir que certains règlements européens font que les data centers peuvent agréger leurs données pour donner des données générales sur

l'entreprise et sur leurs data centers. On doit faire évoluer cette réglementation, puisque si on accueille sur un territoire des data centers, les habitants du territoire doivent être capables de savoir ce qu'ils consomment, ce qu'ils produisent, et pas de façon agrégée sur 50 data centers en Europe, mais sur leur territoire. Donc la question de la transparence dans ces installations, aujourd'hui et future, elle est essentielle. La deuxième question, elle touche la finalité de ces infrastructures. Et vous l'avez dit à plusieurs reprises, je pense que cela c'est une question majeure. On parle beaucoup de cette puissance de calcul qui serait nécessaire à l'intelligence artificielle, mais on ne parle pas tellement de la sobriété. On veut faire quoi de toute cette puissance de calcul ? Et je pense que cette question de la sobriété numérique, qui est une question éminemment politique, donc qui nous concerne, malheureusement n'a pas été posée au bon endroit. On doit la débattre ici, on n'a pas de réponse. Pour moi, il y a eu un sommet national sur l'IA en 2025, pourquoi ne l'a-t-on pas abordé à ce moment-là ? Pourquoi on ne l'aborde pas dans un sommet comme « Choose France » ? Donc je pense qu'on a, là aussi, à mettre la pression en tant qu'élu pour dire que ce grand débat national sur ce que l'on veut faire de l'IA dans notre pays doit être posé. C'est une vraie question démocratique, mais c'est parce qu'elle n'a pas été abordée au bon moment qu'elle arrive ici dans nos instances où on parle normalement d'urbanisme. Le troisième point, c'est la souveraineté numérique, nous ne nous laissons pas berner. Il y a aujourd'hui, pour en tout cas les entreprises américaines, une règle d'extraterritorialité qui est le Cloud Act qui pose fondamentalement question. Aucune des données qui sera sauvegardée pour un acteur américain ne sera en sécurité si le gouvernement américain les demande. Et en plus, ces accords de confidentialité font qu'ils ne peuvent pas dire qu'ils donnent les informations. Il y a un vrai sujet, ce n'est pas de la souveraineté numérique si on n'est pas maître chez nous. Et il y a un dernier point qui n'a pas été abordé, mais il est aussi un sujet démocratique, c'est la question fiscale puisque vous le savez, la plupart de ces géants numériques bénéficient de la stabilité de nos pays et c'est pour cela qu'ils viennent en Allemagne, qu'ils viennent en Angleterre, qu'ils viennent en France. Ils bénéficient d'infrastructures, on peut apporter une énergie décarbonée, d'une stabilité institutionnelle, de la formation de nos étudiants, de nos talents, et c'est pour cela qu'ils viennent chez nous. Alors évidemment, il est légitime de se dire que si ces grands viennent s'implanter chez nous, et c'est peut-être une occasion exceptionnelle d'ailleurs de le faire, et bien ils doivent contribuer de façon juste au financement de tous les services dont ils bénéficient sur un territoire. Et c'est aussi un débat qu'il faut ouvrir. Ces interrogations, en conclusion, ne constituent pas, des arguments contre le projet. Cela montre simplement que le débat démocratique ne saurait, en tout cas dans notre cas, se mesurer uniquement sur la question environnementale qui a été plutôt bien traitée compte tenu du projet, mais il y a bien d'autres sujets qui sont peut-être encore plus importants et il ne faudrait pas se focaliser sur un sujet et occulter tout le reste qui est éminemment politique. Je pense que c'est important de répondre aux questions qui ont été posées aujourd'hui, mais pour l'acceptabilité dans le temps des projets pour le territoire, il est important que les quatre points que je viens d'évoquer soient aussi traités par Microsoft à l'avenir.

M. LE PRÉSIDENT *:* Merci. Joseph SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Dans tout ce qu'on vient d'entendre, et en particulier dans l'intervention de Loïc RICHARD, comme les interventions précédentes de Pierre, Jean-Marie BEHE, de mon ami Thiébaut

WEBER, il y a beaucoup d'éléments qui invitent à poser la question de manière globale. Il y a la question environnementale, mais pas que. J'ai le sentiment qu'au-delà des positions partisanes des uns et des autres, il y a quand même beaucoup de doutes qui s'expriment ici. Je ne comprendrais pas que l'on puisse donner un avis favorable sur un sujet où les doutes l'emportent sur les certitudes. Alors j'ai bien entendu que des choses sont faites ou que l'on tente de les faire avec les gens, encore que, puisque l'enquête publique, me semble-t-il, va se fermer le 3 juillet. On n'est pas aux pièces. Il y a une demande explicite, je crois, des associations de repousser la date pour qu'il puisse y avoir une expression un peu plus générale. J'en tirerai une conclusion pour être rapide : ce soir, j'invite les collègues, vu les doutes qui existent et des doutes transpartisans, à voter évidemment contre l'avis qui est proposé puisqu'il anticipe des situations que nous ne maîtrisons pas, et à l'inverse de voter pour le vœu que nous proposons avec mes amis de Mulhouse en commun. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Encore des prises de parole ? Mathieu NICO.

M. NICO : Merci Président. Bonsoir tout le monde. Pourquoi a-ton besoin de data centers ? Nous sommes tous équipés de smartphones, d'ordinateurs, de tablettes, d'objets connectés. Habitants, professionnels, acteurs publics, nous utilisons tous des services numériques. Aujourd'hui c'est devenu aussi vital que l'électricité ou les moyens de transport. Il me semble qu'à peu près 99 % des personnes qui sont ici ont, dans leurs services, des secrétariats qui utilisent les solutions de Microsoft et les données, pour l'instant, ne sont pas forcément hébergées en France. On ne parle pas ici de regarder des vidéos de chat en ligne, qui consomment énormément de datas et d'énergie, on parle de données professionnelles !
Pour moi, les centres de données sont devenus un enjeu de souveraineté, de cybersécurité, parce que les avoir à côté de chez nous réduit les risques de cyber-attaques, et bien sûr c'est un facteur d'attractivité économique. De plus, il ne faut pas l'oublier, c'est une industrie qui est difficilement délocalisable, c'est-à-dire qu'une fois installé, un datacenter reste au même endroit et ne peut pas migrer du jour au lendemain. La mise en place de ce data center va ouvrir également la voie à une expertise inédite dans toute la région, avec des débouchés très intéressants pour l'Université de Haute-Alsace et pour nos étudiants. Cette implantation, à mon sens, est un très bon signal pour la stratégie numérique de l'Agglomération et honnêtement, je préfère qu'elle soit basée ici plutôt que hors de nos frontières. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Carole Talleux.

Mme TALLEUX : Je voulais juste rajouter un point qui est important. C'est vrai que j'ai parlé de ce dialogue avec les élus, avec nos habitants. J'ai omis, en fait, de parler des échanges que l'on a de façon très régulière avec le maire de Bad Bellingen, Docteur Carsten VOGELPOHL, avec qui je travaille beaucoup et qui, dès le printemps 2024, a été associé à nos échanges avec Microsoft, parce qu'on sait très bien que les habitants de Bad Bellingen et des communes environnantes auront une vue bien plus importante que nous sur le data center. Il nous semblait important de pouvoir les associer à cette intégration paysagère, avoir leur avis et pouvoir vraiment travailler avec eux. J'échange régulièrement avec lui et il est convaincu de l'opportunité pour notre territoire transfrontalier.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Carole. Encore des prises de parole ?

M. RICHARD : Si tu permets, Président, je souhaite reprendre la parole suite à l'intervention de Joseph. Il ne faut pas transformer ma réflexion, Joseph. Ce que je dis, c'est qu'il y a encore beaucoup de chantiers d'ouverts et que cela ne s'arrêtera pas. Je n'ai pas évoqué de doute. Ce que j'évoque c'est qu'on va vite et on oublie de se poser quelques questions que l'on doit porter au niveau national. Il y a un grand débat qui se passera l'année prochaine qui s'appelle une élection. Je souhaite que ce sujet soit porté dans cette élection parce que ce n'est pas à notre niveau qu'on pourra trancher les orientations sur ces questions. Donc d'un point de vue strictement de ma délégation, je dirais que le projet a été bien travaillé pour vraiment limiter les impacts. La question aujourd'hui, c'est est-ce qu'on s'arrête là ou est-ce qu'en tant qu'élu, on pose la question des usages, la question de la souveraineté à travers une vraie stratégie. Mais je pense qu'une partie de la question est aujourd'hui déjà sur un débat national, puisque j'ai cru comprendre que Microsoft, sur certains sujets aujourd'hui, n'est peut-être plus utilisé, ou peut-être nous-mêmes, on doit se poser la question de son utilisation. Cela n'empêche pas Microsoft d'exister dans l'environnement, mais sur des données sensibles il faut aussi se poser cette question. Je pense qu'il faut vraiment découpler les choses et se poser la question de l'usage.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Loïc.

M. WEBER : Très rapidement, moi aussi. On avait très bien compris vos arguments. Je pense, à l'inverse, qu'on doit se poser cette question-là sur un territoire et qu'on peut, à l'aune d'une politique responsable, durable et frugale d'un territoire en matière numérique, étudier un projet de data center au regard de ce qu'on se pose nous-mêmes comme critères en matière de numérique responsable à l'échelle d'un territoire. Deuxième argument, puis après j'arrête là, vraiment dépassons le débat autour de « on a tous un smartphone », on avait jusqu'ici un débat qui était plus haut que cela, donc on va éviter de retomber dans « on a tous un téléphone et puis voilà on utilise aussi la clim et on a tous peur du réchauffement climatique ». Je le répète, la question est quand même de savoir, de cultiver ou non l'identité industrielle d'un territoire, aujourd'hui je suis d'accord avec vous, il ne faut pas opposer la question de l'environnement et la question du développement économique et dans la mesure du possible, concilier les deux. Étudier un investissement de 400 millions d'euros sur la mobilité électrique lié demain ou non à des packs batteries sur notre territoire, cela c'est un vrai débat sur la question de l'identité industrielle de notre territoire, tel qu'il est aujourd'hui. Le data center, aujourd'hui, en tout cas à date, ne concilie ni la question environnementale, ni la question propre d'un développement économique qui s'inscrive dans l'identité industrielle.

M. LE PRÉSIDENT : Merci monsieur WEBER. S'il n'y a plus de questions, je vais laisser le Vice-Président en charge de clôturer ces discussions. C'est à toi Laurent.

M. RICHE : Je ne voudrais pas clôturer ces discussions, je ne me permettrai pas d'ailleurs Président, je te laisserai la possibilité de le faire. Je partage beaucoup de choses dites par Loïc. Sur le cadre général : pourquoi le délai de ce soir ? Tout simplement parce que c'est marqué sur la diapositive. Si l'on ne donne pas d'avis le 18 juillet, c'est comme si on ne rendait pas d'avis et le processus sera terminé, tout simplement. Donc c'était une très belle occasion pour nous tous et nous toutes d'avoir un débat ce soir sur ce sujet, avant de pouvoir rendre un avis formalisé. C'est pour cela qu'il fallait qu'on profite de ce Conseil d'Agglomération qui était une

très belle opportunité, donc il n'y a pas de précipitation, au contraire c'est une chance de pouvoir échanger tous ensemble et de pouvoir avoir le partage et le débat même si on l'a compris qu'il y a des choses qui nous regardent plus particulièrement, et qu'il y a des choses qui nous dépassent puisqu'on est aussi, un peu, dans un débat de société. Je voulais vous donner cette précision par rapport à l'avis, Président. Puis juste dire à mon ami Jean-Marie BEHE que dans la délibération, il y a le détail de notre réponse sur la gestion du risque.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Laurent. Chers amis, déjà, merci. Merci pour ce débat très respectueux les uns des autres, avec des avis qui sont différents, et c'est la richesse de la démocratie : s'écouter, s'entendre, modifier, amender, se questionner. Je pense que c'est notre rôle sur ce territoire et évidemment je me mets à la place du maire de Petit-Landau quand ce dossier est tombé. Je voudrais souligner aussi son courage d'avoir abordé toutes ces questions, toutes ces critiques, tout ce qui a été dit, contredit, mal dit. Nous devons avancer ensemble, c'est ce qu'on vous propose ce soir, avancer ensemble ce n’est pas signer un chèque en blanc, c’est être attentif à tous les sujets qui ont été évoqués aujourd'hui. Et depuis le début, vous le savez, on était dans cette transparence totale de communication pour que tout le monde puisse s'informer et être informé de l'évolution de ce dossier. Il est important pour nous d'avoir ces retombées économiques, c'est quand même un investissement très lourd sur notre territoire. Pensons aussi aux entreprises qui sont là, qui vont travailler, évidemment il y a 150 ou 200 emplois, on peut dire que ce n’est pas suffisant, mais ils sont quand même là, et en plus il y aura tous les emplois induits qui sont sur 2 milliards d'investissements sur notre territoire. Dans la crise que traverse le monde économique et le monde du BTP, je pense que c'est plutôt pas mal non plus. Il y a aussi les questions de formation sur notre territoire, qu'on va discuter avec Microsoft pour avoir des agents formés, de la formation pour les jeunes. On a aussi le soutien de nos partenaires institutionnels sur ce dossier, l'Etat, la Région, la Collectivité européenne d'Alsace. Et évidemment, il faut qu'on soit aussi honnête sur notre manière de procéder et sur notre propre mode de vie, comme l'a rappelé Mathieu tout à l'heure. Merci encore pour ces débats et je vous propose maintenant de voter favorablement pour la délibération qui vous a été proposée. Donc on va passer au vote : qui est pour l'approbation de l'avis sur le projet de demande d'autorisation environnementale ? Levez bien les mains. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Levez bien la main, comme cela on vous voit.

Pour : 75 + 7 procurations.
Contre (9) : Thibaut BENABID, Sirine BEN HADJ, Fatiha GUEMAZI-KHEFFI, Philippe LALLEMANT, Patricia LEGOUGE, Pascale-Cléo SCHWEITZER, Joseph SIMEONI, Thiébaut WEBER et Evelyne WIRTZ.
Abstentions (7) : Sophie ACKER, Nathalie FREY, Antoine HOMÉ, Pierre SALZE, Michel CHÉRAY, Estelle LAVOUÉ et Corine SIMON.

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : C'est approuvé. Je vous remercie.

72° VŒU : PROJET DE CRÉATION ET D'EXPLOITATION D'UN CENTRE DE DONNÉES MICROSOFT SUR LES COMMUNES DE PETIT-LANDAU ET HOMBOURG

Exposé des motifs :

Le projet de centre de données de la société Microsoft sur les bans communaux de Petit-Landau et Hombourg s'étend sur plus de 36 hectares de terres agricoles dont 10 hectares cultivés en agriculture biologique, sans compter 20 autres hectares pour la construction d'un transformateur électrique. Les terrains sont la propriété de la Société Mixte des Ports de Mulhouse-Rhin. Le projet implique une cession des parcelles à la société Microsoft, le compromis de vente ayant été signé fin 2024. Les informations sur le projet n'ont été dévoilées que de façon parcellaire, sans consultation en amont de la population et pas davantage de l'essentiel des élus locaux. Seules deux réunions publiques se sont tenues dans le cadre de la mise en conformité du PLU de Petit-Landau. L'avis non contraignant de la MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) du 19 mars 2026 recense les nombreux écueils du projet en matière de prise en compte des enjeux environnementaux et relatifs à la santé humaine.

Considérant l'artificialisation massive des terres agricoles mettant en péril la sécurité alimentaire du territoire,

Considérant le peu d'emplois créés au regard du foncier consommé,

Considérant l'insoutenabilité d'une augmentation locale de la température entre +1 et +4 degrés dans un climat déjà chamboulé par le réchauffement climatique,

Considérant les risques notables d'inflexion de la trajectoire de réduction des émissions de CO2 sur le territoire,

Considérant la consommation électrique inouïe projetée (1500 GWh par an soit 80% de la consommation électrique des ménages du Haut-Rhin),

Considérant les risques sanitaires (pollutions), le risque d'incendie, et les incertitudes sur la consommation en eau du datacenter,

Considérant le non-raccordement du centre de données envisagé au réseau de chaleur de l'agglomération,

Considérant l'artificialisation inutile de terres agricoles parmi les plus fertiles du territoire, alors même que l'agglomération mulhousienne regorge de friches en manque de projet de revitalisation,

Considérant les dérives nombreuses des GAFAM, dont la société Microsoft qui a bénéficié récemment de transactions financières du Président des États-Unis,

Considérant les incertitudes quant à l'inscription de ce projet dans une stratégie globale de souveraineté numérique française et européenne,

Considérant les moratoires sur la construction de centres de données décidés par l'Etat du Maine (USA) et en projet dans plusieurs Etats,

Considérant le caractère imposé du projet,

Considérant in fine les risques cumulés pour les habitants du Sud Alsace et les riverains allemands du site envisagé,

Considérant les effets potentiels du projet pour l'habitabilité du territoire à terme,

Le conseil d'agglomération m2A réuni en séance publique ce 22 juin 2026 :

- appelle le préfet à suivre l'avis de la MRAE et à surseoir à l'instruction de la demande d'autorisation environnementale,
- appelle le cas échéant à l'organisation d'une réunion publique dans le cadre de l'enquête publique devant se tenir du 1er juin au 3 juillet 2026,
- invite la société Microsoft à revoir le projet en l'état, à minima à repenser le dimensionnement et la localisation d'un tel centre de données.

M. LE PRÉSIDENT : En point 72, c'est le vœu. On avait dit qu'on traitait les deux sujets en même temps. Donc on va vous soumettre le vote du vœu que vous avez eu. Évidemment, pour rester cohérent, nous ne serons pas favorables à ce vœu. Je vous pose la question concernant ce vœu : qui n'est pas en faveur de ce vœu, qui est contre ce vœu ? Levez bien les mains pour qu'on vous voit bien. Qui est pour adopter le vœu ? Et qui s'abstient ? Levez bien la main, merci.

Pour (10) : Sophie ACKER, Thibaud BENABID, Sirine BEN HADJ, Michel CHÉRAY, Fatiha GUEMAZI-KHEFFI, Antoine HOMÉ, Patricia LEGOUGE, Pascale Cléo SCHWEITZER, Joseph SIMEONI et Thiébaut WEBER.
Contre (75 + 7 procurations) : Francine AGUDO-PEREZ, Gaétan ALBERTI, Jean-Marc AMATRUDA (représenté par Thierry COUTAYE), Rachel BAECHTEL, Stéphanie BAGARD, Olivier BECHT (représenté par Catherine MATHIEU-BECHT), Jean-Marie BEHE, Nicolas BENOIN, Christophe BITSCHENE, Patrick BOUTHERIN, Angèle BUSSMANN (représentée par Nicolas ZIMMERMANN), Rodolphe CAHN, Catherine CHOPIN, Florian COLOM, Alain COUCHOT, Thierry COUTAYE, Carine DE MARIN, Angélique DELAPORTE, Francis DUSSOURD, Philippe DUVERNOIS, Boubaker FETTIS, Christian FRANTZ, Anne GERHART-GROH, Delphine GHELLI, Isabelle GODBILLON, Anne-Catherine GOETZ, Francis GRIENENBERGER, Bertrand GRIESSMANN, Frédéric GUTHMANN, Dominique HABIG, Vincent HAGENBACH, Frédéric HALBWACHS, Emilie HAMMERER, Hugues HARTMANN, Marie-Luce HECKENDORN, Gilbert IFFRIG, Fabian JORDAN, Hajar KADIRI, Anne LAUMOND, Estelle LAVOUÉ, Jérôme LINHER, Pierre LOGEL, Mélanie MARCHANT, Frédéric MARQUET, Catherine MATHIEU-BECHT, Josiane MEHLEN, Aurélien MEROT, Véronique MEYER, Lara MILLION, Danièle MIMAUD, Peggy MIQUÉE, Rémy NEUMANN, Mathieu NICO, Roland ONIMUS, Kelly PARTOUCHE, Denis PAULIAC, Pierre PINTO, Jean-Lou REICHLING, Loïc RICHARD, Fabien RICHART, Laurent RICHE, Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO), Arnaud ROLLIN, Jean-Luc SCHILDKNECHT, Alain SCHIRCK, Raphaële SCHOBER, Christophe STEGER (représenté par Hubert ZUMBIHL), Marie-Madeleine STIMPL, Philippe STURCHLER, Carole TALLEUX, Christophe TORANELLI, Nicolas VERNANT, Antoine VIOLA, Jean-Philippe VONESCH, Evelyne WIRTZ, Christine WOLFF, Sarah ZEHRI (représentée par Rodolphe CAHN), Fabienne ZELLER (représentée

par Vincent HAGENBACH), Béatrice ZIMMER (suppléante de Christophe SCHMITT), Nicolas ZIMMERMANN et Hubert ZUMBIHL.
Abstentions (6) : Nathalie FREY, Jean-Paul JULIEN, Philippe LALLEMANT, Brigitte Biriçik SACARD, Pierre SALZE et Corine SIMON.

Le vœu est rejeté à la majorité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

7° SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES BALLONS DES VOSGES : DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE DES REPRÉSENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU COMITÉ SYNDICAL (2026/183C/5.3.3)

Mulhouse Alsace Agglomération est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Créé en juin 1998, ce syndicat mixte ouvert compte 186 communes, 16 groupements adhérents et 6 autres personnalités morales de droit public et recouvre une population de 842 246 habitants.

Le Syndicat mixte du parc naturel régional des ballons des Vosges est chargé de l'administration, l'animation, de l'aménagement et de la gestion du Parc naturel régional. Il met en œuvre la Charte et conduit la révision de celle-ci. Dans le cadre fixé par celle-ci, il assure sur le territoire du Parc la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de gestion, d'animation et de développement menées par ses partenaires (art. R 333-14 alinéa 1 du Code de l'Environnement).

Ses domaines d'actions sont :
- protéger les patrimoines notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages ;
- contribuer à l'aménagement du territoire ;
- contribuer à un développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche » (extrait de l'art. R 333-1 Code de l'Environnement).

Le Syndicat mixte gère la marque collective « Valeur Parc naturel régional » (art R 333-16 alinéa 1 du Code de l'Environnement). La Charte du PNRBV, élaborée conformément aux dispositions du code de l'environnement relatives aux Parcs naturels régionaux, définit les interventions du Syndicat mixte. Les membres du Syndicat mixte s'engagent à mettre en œuvre la Charte et à la faire respecter.

Mulhouse Alsace Agglomération étant adhérente à ce syndicat, les élus communautaires, lors du Conseil d'Agglomération du 14 avril 2026 (délibération 2026/50C), ont procédé à la désignation d'un titulaire et d'un suppléant de m2A.

Suite à la démission de M. Loïc MINERY du conseil municipal de Mulhouse, il perd de fait sa qualité de conseiller communautaire. Il convient, par conséquent, de procéder à son remplacement.
Il est ainsi proposé de désigner, en substitution, Thiébaut WEBER en qualité de suppléant.

SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES BALLONS DES VOSGES	1 titulaire	Roland ONIMUS
	1 suppléant	**~~Loïc MINERY~~** **Thiébaut WEBER**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve la désignation de Thiébaut WEBER en qualité de délégué suppléant au Comité syndical du syndicat mixte du parc naturel régional des Ballons des Vosges.

M. LE PRÉSIDENT : Je propose maintenant de prendre les autres points selon l'ordre du jour. Évidemment, chers collègues, si vous arrivez à être assez brefs dans votre présentation, cela peut nous arranger. Point 7, c'est le Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Ballons du Vosges : la désignation de représentants vu qu'il y a eu des changements. Si vous en êtes tous d'accord, on n'est pas obligé de passer par un vote secret. Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Concernant le vote à main levée :
Pour : 90 + 7 procurations

Le Conseil décide à l'unanimité de procéder à un vote à main levée pour l'ensemble des désignations au sein des syndicats mixtes.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Dans ce Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, en tant que suppléant, nous avions Loïc MINERY et je vous propose de le remplacer par Thiébaut WEBER. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 88 + 6 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).
Ne prend pas part au vote (1) : Thiébaut WEBER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

8° SYNDICAT MIXTE DU BARRAGE DE MICHELBACH : DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE DES REPRÉSENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU COMITÉ SYNDICAL (2026/184C/5.3.4)

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Il convient donc de désigner les représentants de Mulhouse Alsace Agglomération au sein du Syndicat mixte du barrage de Michelbach dans les conditions fixées par l'article L 5721-2 du code général des collectivités territoriales et ses statuts.

Ce syndicat est régi selon des statuts approuvés et modifiés par arrêté préfectoral du 3 septembre 2015. Son article 7 précise la composition du comité syndical :

- Mulhouse Alsace Agglomération (7 représentants),
- La Commune d'Aspach-Michelbach (1 représentant)
- La commune d'Aspach le Bas (1 représentant)
- Le Syndicat Mixte de la Doller (3 représentants)
- Le Syndicat Intercommunal d'Adduction Eau Potable d'Ammertzwiller-Balschwiller et environs (1 représentant)
- Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable d'Heimsbrunn et Environs (1 représentant) : ce syndicat a été dissous au 31 décembre 2025. Le poste de représentant de ce syndicat ne peut donc être pourvu et son devenir sera soumis à une décision d'un prochain comité.

Il assure pour ses membres directement ou indirectement l'entretien et l'exploitation de la retenue de Michelbach-aval et des terrains utiles à cette exploitation. Par ailleurs, le Syndicat est autorisé à rechercher de nouvelles ressources en eau potable.

Mulhouse Alsace Agglomération étant adhérente à ce syndicat, les élus communautaires, lors du Conseil d'Agglomération du 14 avril 2026 (délibération 2026/47C), ont procédé à la désignation de 7 titulaires et de 7 suppléants de m2A. Suite à la démission de M. Loïc MINERY du conseil municipal de Mulhouse, il perd de fait sa qualité de conseiller communautaire. Il convient, par conséquent, de procéder à son remplacement.

Il est ainsi proposé de désigner, en substitution, Thiébaut WEBER en qualité de suppléant.

COMITÉ SYNDICAL du Syndicat mixte du barrage de Michelbach (SMBM)	7 titulaires	Christian FRANTZ Didier GAG René ISSELE Jean-Paul JULIEN Anne LAUMOND Loïc RICHARD Hubert ZUMBIHL
	7 suppléants	Francis DUSSOURD Nicolas FADY Dominique HABIG ~~**Loïc MINERY**~~ **Thiébaut WEBER** Pierre SALZE Jean-Claude SCHILLING Marie-Madeleine STIMPL

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve la désignation de Thiébaut WEBER en qualité de délégué suppléant au Comité syndical du syndicat mixte du barrage de Michelbach.

M. LE PRÉSIDENT : Au Syndicat mixte du barrage de Michelbach, même question, il s'agit de remplacer Loïc MINERY par Thiébaut WEBER. Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 88 + 6 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).
Ne prend pas part au vote (1) : Thiébaut WEBER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

9° SYNDICAT MIXTE DE L'ILL : DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE DES REPRÉSENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU COMITÉ SYNDICAL (2026/170C/5.3.3)

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI est obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre en application de la loi MAPTAM de 2014. En février 2018, le Conseil d'Agglomération a décidé de transférer cette compétence au Syndicat Mixte de l'Ill en y adhérant pour l'ensemble du périmètre concerné.

Ce syndicat intervient à l'échelle du bassin versant de l'Ill dans le Haut-Rhin afin de prévenir les inondations, gérer les cours d'eau et assurer une gestion durable de la ressource en eau. Il exerce des missions liées à l'aménagement des bassins, à l'entretien des cours d'eau, à la défense contre les inondations et à la protection des milieux aquatiques, ainsi que des actions complémentaires comme la gestion des eaux pluviales, la lutte contre l'érosion, la protection des ressources en eau,

la gestion des ouvrages hydrauliques, la surveillance des milieux aquatiques et l'animation des politiques de l'eau.
Ses statuts, approuvés en janvier 2026, fixent une représentation basée sur la population pour les EPCI (un délégué par tranche de 5 000 habitants), sur le principe d'un délégué par commune pour les compétences hors GEMAPI et d'un délégué par canton pour la Collectivité européenne d'Alsace. Chaque délégué dispose d'une voix et ne peut représenter plusieurs membres.

Le comité syndical compte 82 membres et 141 représentants répartis entre les EPCI (dont Mulhouse Alsace Agglomération est majoritaire avec 32 représentants), les communes (dont 9 sur le territoire de m2A) et la Collectivité européenne d'Alsace.

Lors du Conseil d'Agglomération du 14 avril 2026 (délibération 2026/43C), les élus communautaires ont procédé à la désignation des 64 représentants de m2A (32 titulaires et 32 suppléants). Toutefois et conformément aux règles de représentation au sein d'un même syndicat, un élu ne peut y siéger qu'au titre d'un seul mandat (communal ou intercommunal dans le cas présent). Or, les élus suivants se trouvent dans cette situation :

- M. Claude BUCHMANN, suppléant
- M. Alain COUCHOT, suppléant
- Mme Lara MILLION, suppléant
- M. Jean-Luc SCHILDKNECHT, suppléant
- M. Alain SCHIRCK, titulaire
- M. Loïc SCHUBNEL, suppléant
- M. Hubert ZUMBIHL, titulaire

Par ailleurs, suite à la démission de M. Loïc MINERY du conseil municipal de Mulhouse, il perd de fait sa qualité de conseiller communautaire.

Il convient, par conséquent, de procéder aux remplacements de ces élus.

Il est ainsi proposé de désigner, en substitution :

COMITÉ SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DE L'ILL	32 titulaires	Francine AGUDO-PEREZ Olivier BARYS Arnaud BUCHER Philippe D'ORELLI Francis DUSSOURD Malvine FREY Nathalie FREY Anne GERHART-GROH Bertrand GRIESSMANN Frédéric GUTHMANN Dominique HABIG Jean-Paul JULIEN Hajar KADIRI Philippe LALLEMANT Anne LAUMOND Estelle LAVOUÉ Jérôme LINHER Pierre LOGEL Danièle MIMAUD

		Peggy MIQUÉE Mathieu NICO Loïc RICHARD Fabien RICHART Alessandro RIGONI Jean-Claude SCHILLING ~~**Alain SCHIRCK**~~ **Olivier BARYS** Corine SIMON Christophe STEGER Marie-Madeleine STIMPL Antoine VIOLA Christine WOLF Hubert ZUMBIHL
	32 suppléants	Thibaut BENABID Benoit BUFFET ~~**Claude BUCHMANN**~~ **Maxe PASQUIERS** ~~**Alain COUCHOT**~~ **Delphine GHELLI** Angélique DELAPORTE Philippe DUVERNOIS Olivier ERHARD Christian FAWER Boubaker FETTIS Francis GIRARD Francis GRIENENBERGER Philippe GRUN Patrick HELL Antoine HOMÉ Anne-Sophie LANDIÉ Mélanie MARCHANT Frédéric MARQUET ~~**Lara MILLION**~~ **Marie HOTTINGER** ~~**Loïc MINERY**~~ **Thiébaut WEBER** Paulette MONGIN Pierre PINTO Patrick RIETZ Christelle RITZ Maïté RUGIERO Brigitte Biriçik SACARD Annouar SASSI Christine STUDER ~~**Jean-Luc SCHILDKNECHT**~~ **Michel RIES** ~~**Loïc SCHUBNEL**~~ **Dominique SCHREIBER** Serge SCHUELLER Fatou SISSOKO Sarah ZEHRI

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve les désignations au Comité syndical du syndicat mixte de l'Ill de :

- en qualité de délégué titulaire : Olivier BARYS
- en qualité de délégué suppléant :
    - Delphine GHELLI
    - Marie HOTTINGER
    - Maxe PASQUIERS
    - Michel RIES
    - Dominique SCHREIBER
    - Thiébaut WEBER

M. LE PRÉSIDENT : Au Syndicat mixte de l'Ill, nous avons plusieurs changements et il vous est proposé de désigner en qualité de délégué titulaire Olivier BARYS, qui est conseiller municipal d'Illzach, en remplacement d'Alain SCHIRCK. Certains étaient délégués en tant que représentant de la commune et ensuite en tant que représentant de l'EPCI, cela fait doublon, donc on rectifie un peu le tir. C'est aussi Delphine GHELLI en remplacement d'Alain COUCHOT, Marie HOTTINGER en remplacement de Lara MILLION, Maxe PASQUIERS en remplacement de Claude BUCHMANN, Michel RIES en remplacement de Jean-Luc SCHILDKNECHT, Dominique SCHREIBER en remplacement de Loïc SCHUBNEL et Thiébaut WEBER en remplacement de Loïc MINERY. Ce sont des choses qui ont été faites parce que vous avez été désigné deux fois pour deux collectivités différentes. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 6 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).
Ne prennent pas part au vote (2) : Delphine GHELLI et Thiébaut WEBER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

10° SYNDICAT MIXTE DES COURS D'EAU ET CANAUX DE LA PLAINE DU RHIN : DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE DES REPRÉSENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU COMITÉ SYNDICAL (2026/172C/5.3.3)

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI est obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre, conformément à la loi MAPTAM de 2014. Par délibération du 12 février 2018, le Conseil d'Agglomération a choisi de transférer cette compétence au Syndicat Mixte des Cours d'eau et Canaux de la Plaine du Rhin, en adhérant à ses statuts pour l'ensemble du périmètre concerné.

Ce syndicat assure, à l'échelle de son territoire, la prévention des inondations, la gestion des cours d'eau non domaniaux et des canaux, ainsi qu'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Il exerce, pour les EPCI compétents en GEMAPI, des missions d'aménagement des bassins versants, d'entretien des cours d'eau, de défense contre les inondations et de protection des écosystèmes aquatiques et zones humides. Pour l'ensemble de ses membres, il intervient

également en matière de gestion des eaux pluviales, de protection des eaux superficielles et souterraines, d'ouvrages hydrauliques, de surveillance des milieux aquatiques et d'animation de la concertation.

Régi par des statuts approuvés par arrêté préfectoral du 26 janvier 2026, le syndicat est un syndicat mixte ouvert. Son comité syndical est composé de 51 membres et 78 représentants, incluant des EPCI, des communes et la Collectivité européenne d'Alsace. Chaque délégué dispose d'une voix délibérative et ne peut représenter qu'un seul membre. Parmi les 31 représentants des EPCI figurent notamment Mulhouse Alsace Agglomération avec 10 délégués, ainsi que plusieurs communautés de communes et d'agglomération, complétés par 44 représentants communaux et 3 représentants de la Collectivité européenne d'Alsace.

Lors du Conseil d'Agglomération du 14 avril 2026 (délibération 2026/45C), les élus communautaires ont procédé à la désignation des 20 représentants de m2A (10 titulaires et 10 suppléants). Toutefois et conformément aux règles de représentation au sein d'un même syndicat, un élu ne peut y siéger qu'au titre d'un seul mandat (communal ou intercommunal dans le cas présent). Or, Mme Marie-Christine DOJAT, conseillère municipale d'Ottmarsheim et M. Daniel GODINAT, conseiller municipal de Bantzenheim, tous deux désignés en qualité de délégué suppléant, se trouvent dans cette situation. Il convient, par conséquent, de procéder à leur remplacement.
Il est ainsi proposé de désigner, en substitution, M. Sébastien MARRON, conseiller municipal d'Ottmarsheim et M. Hervé CAMPELLO, conseiller municipal de Bantzenheim.

COMITÉ SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DES COURS D'EAU ET CANAUX DE LA PLAINE DU RHIN	10 titulaires	Jean-Marie BEHE Francis DUSSOURD Maurice GUTH Dominique HABIG Hugues HARTMANN Jean-Paul JULIEN Pierre LOGEL Roland ONIMUS Jean-Luc SCHILDKNECHT Hubert ZUMBIHL
	10 suppléants	Philippe BITTNER **~~Marie-Christine DOJAT~~** **Sébastien MARRON** Daniel FAESCH **~~Daniel GODINAT~~** **Hervé CAMPELLO** Philippe GRUN Danièle MIMAUD Loïc RICHARD Christophe ROTH Jean-Claude SCHILLING Marie-Madeleine STIMPL

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve les désignations de MM. Sébastien MARRON et Hervé CAMPELLO en qualité de délégué suppléant au Comité syndical du syndicat mixte des Cours d'eau et de la Plaine du Rhin.

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au Syndicat mixte des cours d'eau et canaux de la plaine du Rhin. Il est proposé de désigner Sébastien MARRON en remplacement de Marie-Christine DOJAT et Hervé CAMPELLO en remplacement de Daniel GODINAT. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 89 + 6 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

11° SYNDICAL INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION EN EAU POTABLE ENSISHEIM, BOLLWILLER ET ENVIRONS : DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE DES REPRÉSENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION AU COMITÉ SYNDICAL (2026/22C/5.3.3)

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Il convient donc de désigner dans les conditions fixées par l'article L 5721-2 du code général des collectivités territoriales et des statuts ou arrêtés préfectoraux respectifs les représentants Mulhouse Alsace Agglomération au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable Ensisheim, Bollwiller et environs (SIAEP EBE).

Le SIAEP EBE exerce sur son territoire aux lieu et place de toutes les communes et des EPCI adhérents, l'administration et la gestion du service public de l'eau potable comprenant la production d'eau potable. Ses membres sont :

- Les communes d'Ensisheim (4 délégués), Meyenheim (3 délégués), Munwiller (2 délégués) et Réguisheim (3 délégués),
- La communauté de communes de la Région de Guebwiller (en représentation-substitution de la commune de Raedersheim, 2 délégués),
- Mulhouse Alsace Agglomération (en substitution des communes de Bollwiller, Feldkirch, Pulversheim et Ungersheim, 11 délégués).

Lors du Conseil d'Agglomération du 14 avril 2026 (délibération 2026/52C), les élus communautaires ont procédé à la désignation des 11 représentants de Mulhouse Alsace Agglomération. Depuis, il proposé que Mme Marie-Claire FOEHRENBACHER, conseillère municipale de Flaxlanden succède à M. Loïc RICHARD.

Syndicat Ensisheim, Bollwiller et environs (SIAEP EBE)	11 représentants	Philippe BREDEN Francis DUSSOURD Emmanuel FERRARI Dominique HABIG Jean-Paul JULIEN Bertrand MORGENTHALER ~~**Loïc RICHARD**~~ **Marie-Claire FOEHRENBACHER** Pierre SALZE Jean TOMÉ Christophe TORANELLI Jean-Philippe VONESCH

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve la désignation de Mme Marie-Claire FOEHRENBACHER au sein du Syndicat intercommunal d'adduction en eau potable de Ensisheim, Bollwiller et environs.

M. LE PRÉSIDENT : Au niveau du Syndicat intercommunal Ensisheim, Bollwiller et Environ, c'est la désignation complémentaire des représentants de l'Agglomération. Il est proposé que Mme Marie-Claire FOEHRENBACHER, conseillère municipale de Flaxlanden, succède à Loïc RICHARD. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 89 + 6 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

12° <u>ORGANISMES ET ASSOCIATIONS DIVERS : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION</u> (2026/177C/5.3.4)

Mulhouse Alsace Agglomération est représentée au sein d'associations et dans de nombreux organismes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Ainsi, il est proposé de désigner des représentants de l'Agglomération au sein de :

- La **Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Doller et de la Lauch**. Un SAGE est un outil de planification de la gestion de l'eau, à l'échelle locale. Il intègre les enjeux spécifiques du territoire et permet la déclinaison locale des grandes orientations du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhin Meuse qui se décline à l'échelle du bassin hydrographique et fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. L'objectif du SAGE est de définir collectivement un projet local de l'eau, partagé par les acteurs concernés,

en conciliant aménagement du territoire et préservation/restauration des ressources en eau et des milieux aquatiques.
La commission locale de l'eau, associant l'ensemble des parties prenantes (élus, usagers, Etat), élabore et suit la mise en œuvre de chaque SAGE qui dispose d'une forte portée juridique (il s'impose aux décisions administratives prises dans le domaine de l'eau, aux documents d'urbanisme, et également au tiers au travers de son règlement).
Les enjeux notamment sur la ressource en eau potable sont importants sur les bassins versants des SAGE(s) de la Doller et de la Lauch, ainsi qu'en matière d'aménagement et d'urbanisme.

- **Concernant la CLE SAGE de la Doller** : Mulhouse Alsace Agglomération en est membre depuis sa mise en place en 2021. Un représentant de l'Agglomération a été nommé, au titre des compétences eau potable et GEMAPI, lors du Conseil d'Agglomération du 14 avril dernier (2026/44C).

  Conformément à la révision des statuts du SAGE de la Doller, il convient de désigner également un représentant de m2A au titre de la compétence Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) conformément au décret SAGE du 2 décembre 2024.
  À ce titre, il est proposé de désigner **Mme Marie-Madeleine STIMPL**.
- **Concernant la CLE SAGE de la Lauch** : conformément à la révision de ses statuts, il convient de désigner un représentant de m2A à la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Lauch au titre des compétences eau potable et GEMAPI. Cette révision fait suite à l'implication de la Régie de l'Eau de m2A en matière de protection des captages sur ce territoire.
  À ce titre, il est proposé de désigner **M. Hubert ZUMBIHL**.

- **Collège de l'Ill à Illfurth** est un établissement public d'enseignement qui reçoit en son sein des élèves issus de communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération. Sur sollicitation du Président, le principal du collège propose la désignation d'un représentant de l'Agglomération en qualité de personne qualifiée au Conseil d'administration.
  À ce titre, il est proposé de désigner **Mme Nathalie MORTZ**, conseillère municipale de Flaxlanden.

- **Nef des sciences** est une association mulhousienne pour la culture scientifique, technique et industrielle, elle a pour vocation principale de valoriser et rendre les sciences accessibles à tous. L'association souhaite intégrer m2A à son Conseil d'Administration.
  À ce titre, il est proposé de désigner **Mme Estelle LAVOUÉ** en qualité de titulaire et **Mme Kelly PARTOUCHE** en qualité de suppléante.

- **Conférence Régionale du Sport du Grand Est** (CRdS GE) est une instance de dialogues, de concertation et de décision des acteurs du sport au sein de la Région Grand Est. La stratégie de développement du sport à l'échelle de la région est élaborée par la conférence régionale du sport à travers un projet sportif territorial (PST) de 5 ans. Conformément à son organisation, il convient d'y désigner deux représentants de l'Agglomération.
  À ce titre, il est proposé de désigner **M. Frédéric MARQUET** en qualité de titulaire et **Mme Carole TALLEUX** en qualité de suppléante.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération procède à la désignation de :

- Mme Marie Madeleine STIMPL au titre de la compétence SCOT au sein de la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Doller ;
- M. Hubert ZUMBIHL au titre de la compétence eau potable et GEMAPI au sein de la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Lauch ;
- Mme Nathalie MORTZ en qualité de personnes qualifiée au Conseil d'administration du Collège de l'Ill à Illfurth ;
- Mme Estelle LAVOUÉ en qualité de titulaire et Mme Kelly PARTOUCHE en qualité de suppléante au Conseil d'administration de la Nef des sciences ;
- M. Frédéric MARQUET, en qualité de titulaire et Mme Carole TALLEUX en qualité de suppléante à la Conférence Régionale du Sport du Grand Est.

M. LE PRÉSIDENT : Au niveau des organismes divers, il s'agit de la désignation au niveau de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Doller. Il est proposé de désigner Marie-Madeleine STIMPL. Concernant la CLE SAGE de la Lauch, il est proposé de désigner Humbert ZUMBIHL. Concernant le collège de l'Ill à Illfurth, il est proposé de désigner Nathalie MORTZ. Au niveau de la Nef des Sciences, de désigner Mme Estelle LAVOUÉ en qualité de titulaire et Kelly PARTOUCHE en qualité de suppléante. En ce qui concerne la Conférence Régionale du Sport du Grand Est, de désigner Frédéric MARQUET en qualité de titulaire et Carole TALLEUX en qualité suppléante. Concernant toutes les désignations qui je vous ai listées : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 82 + 5 procurations.
Abstentions (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO)
Ne prennent pas part au vote (6) : Estelle LAVOUÉ, Frédéric MARQUET, Kelly PARTOUCHE, Marie-Madeleine STIMPL, Carole TALLEUX et Hubert ZUMBIHL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

13° <u>ADOPTION DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER</u> (2026/118C/7.10.5)

Mulhouse Alsace Agglomération a opté pour l'application du cadre comptable M57 depuis le 1er janvier 2023. L'Instruction Budgétaire et Comptable M57 ainsi que l'article L1612-30 du Code Général des Collectivités Territoriales rendent obligatoire l'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier par l'organe délibérant avant le vote de la première délibération budgétaire.

Le Règlement Budgétaire et Financier formalise les principales règles de gestion financière qui s'appliquent à Mulhouse Alsace Agglomération. Ce document rappelle donc les principes généraux portant sur le budget et son exécution et détermine les modalités de gestion des dépenses et recettes, des opérations spécifiques de fin d'exercice, de la gestion en autorisations de programme ou encore de la gestion du patrimoine.

Concernant les amortissements, il est proposé de saisir l'opportunité de ce projet de délibération sur le Règlement Budgétaire et Financier pour rappeler les durées et méthodes d'amortissements de l'ensemble des budgets, de manière centralisée. Il est ainsi proposé de confirmer les durées d'amortissement présentées en annexe 1 du Règlement Budgétaire et Financier par catégorie d'immobilisation et par budget.

Le Règlement Budgétaire et Financier présenté est valable pour toute la durée du mandat.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte le Règlement Budgétaire et Financier annexé,
- valide les durées et règles d'amortissement exposées en annexe 1 du Règlement Budgétaire et Financier.

PJ : (1)

- Règlement budgétaire et financier de Mulhouse Alsace Agglomération

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

PROJET

Avril 2026

PREAMBULE 4
TITRE I LE CADRE BUDGETAIRE 5
SECTION 1 Les grands principes budgétaires et comptables 5
Article 1 Principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable 5
Article 2 Principe d'annualite 6
Article 3 Principe d'antériorité 6
Article 4 Principe d'universalité 7
Article 5 Principe de spécialite 7
Article 6 Principe d'équilibre 7
Article 7 Principe d'unité Budgétaire 8
Article 8 Permanence des methodes 9
SECTION 2 La présentation budgétaire 10
Article 9 Une section de fonctionnement et une section d'investissement 10
Article 10 Les modalités d'imputation comptables 10
Article 11 Les mouvements réels et d'ordre 11
Article 12 Un budget décliné par services de la collectivité 11
TITRE II LE CYCLE BUDGETAIRE 12
SECTION 1 Les documents et étapes budgétaires 12
Article 13 Le Rapport d'Orientations Budgétaires 12
Article 14 Le Budget Primitif (BP) 13
Article 15 Les decisions modificatives (DM) 13
Article 16 Le Budget Supplémentaire (BS) 14
Article 17 Les conditions d'exécution budgétaire avant le vote du BP 14
Article 18 La communication financière 15
ArtiCle 19 Le compte financier unique 15
SECTION 2 Le suivi et la gestion du budget 15
Article 20 Les mouvements de crédits au sein d'un même chapitre 15

PROJET

Article 21 Les mouvements de crédits de chapitre à chapitre – la fongibilité des crédits 16

TITRE III LA GESTION DE LA PLURIANNUALITE 17

Article 22 La programmation pluriannuelle des investissements 17

Article 23 Définition des autorisations de programme 17

Article 24 Affectation des AP 18

Article 25 Modalités d'adoption et de gestion des autorisations de programme 19

Article 26 Les crédits annuels 20

Article 27 Information de l'organe déliberant sur la gestion pluriannuelle 20

TITRE IV L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE 22

SECTION 1 L'exécution du budget en dépenses 22

Article 28 La comptabilité d'engagement 23

Article 29 La réception des factures 23

SECTION 2 L'exécution du budget en recettes 24

Article 30 L'admission en non-valeur et créances eteintes 25

Article 31 La remise grâcieuse 25

SECTION 3 Les opérations de fin d'exercice 26

Article 32 Les rattachement de charges et produits de fonctionnement 26

Article 33 Les reports de crédits ou restes à réaliser 26

Article 34 Les charges et produits constatés d'avance 27

SECTION 4 Les dispositions particulières 27

Article 35 Les provisions 27

Article 36 Les travaux en régie 28

Article 37 Les charges à étaler 28

TITRE V LES REGIES 29

Article 38 Le cadre juridique des régies 29

Article 39 La création d'une régie 29

Article 40 La suppression d'une régie 29

PROJET

Article 41 La responsabilite du régisseur 30
Article 42 La tenue comptable d'une régie 30
Article 43 Le contrôle de la régie 31
TITRE Vi LA GESTION PATRIMONIALE 32
SECTION 1 L'identification des immobilisations 32
Article 44 Les critères de distinction fonctionnement/investissement 32
Article 45 Les modalités comptables constatant les entrées 32
Article 46 Les modalités comptables constatant les sorties 33
Article 47 Les traitement comptable des travaux en cours et frais d'études 34
SECTION 2 L'amortissement 35
Article 48 Le champ d'application 35
Article 49 Les durées et modalités d'amortissement 36
Article 50 La reprise des subventions transférables 36
TITRE VII LA GESTION ET LE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT 38
Article 51 Les subventions reçues 38
Article 52 Les subventions versées 38
TITRE VIII LA GESTION FINANCIERE DE LA DETTE 39
Article 53 Les principes régissant la gestion de la dette propre 39
Article 54 Les relations avec les établissements bancaires et financiers 39
Article 55 Les principes régissant la gestion de la dette garantie 40
Article 56 Les principes régissant la gestion de la trésorerie 41
tITRE IX L'INFORMATION DES ELUS 42
Article 57 L'information à chaque étape budgétaire 42
Article 58 L'information en cours d'exercice 42
Article 59 La mise en ligne des documents budgétaires 42
Article 60 Les suites données aux rapports d'observations de la crc 42
GLOSSAIRE 43
ANNEXE 1 - DUREES D'AMORTISSEMENT 45

PROJET

PREAMBULE

L'Instruction Budgétaire et Comptable M57 applicable aux Communes et aux Agglomérations et l'article L1612-30 du Code Général des Collectivités Territoriales rendent obligatoire l'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) par l'organe délibérant à l'occasion de chaque renouvellement de ses membres, et ce avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit ce renouvellement.

Le présent règlement actualise et précise les principales règles de gestion financière qui encadrent la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le RBF définit également les règles internes propres à la collectivité, le respect des textes précités dans une logique de performance et de qualité des comptes. Il permet de disposer d'un cadre garant de la régularité, de la sincérité et de l'exhaustivité des comptes.

L'adoption de ce document de référence pour tous les acteurs du cycle budgétaire répond ainsi à plusieurs objectifs :

- décrire les procédures des collectivités, les faire connaître avec exactitude et se donner pour objectif de les suivre le plus précisément possible dans un objectif de performance de la gestion et de la qualité des comptes ;
- développer une culture commune de gestion au sein de l'ensemble des services de l'agglomération ;
- garantir une information claire et transparente des élus et des administrés sur la gestion des crédits.

Le RBF expose :

- le cadre budgétaire et comptable applicable aux collectivités ;
- les modalités de gestion interne des étapes budgétaires et des Autorisations de Programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) dans le respect du cadre prévu par la règlementation ;
- les règles relatives à l'exécution budgétaire et comptable et notamment la comptabilité d'engagement ;
- les règles applicables aux régies ;
- les règles en matière de gestion patrimoniale ;
- le cadre de gestion des subventions perçues ;
- le régime des subventions versées ;
- les règles relatives à la gestion financière de la dette propre, de la dette garantie, et de la trésorerie ;
- l'information des élus en matière financière ;
- les outils mis en œuvre dans un objectif de performance et de contrôle interne.

Ainsi, le règlement budgétaire et financier a pour ambition de répondre au souci d'une plus grande efficacité et d'une plus grande rigueur dans le processus de la dépense publique, notamment par la mise en œuvre d'une politique d'engagement comptable rigoureuse. Il est un outil d'aide à la gestion quotidienne et de cadrage des procédures financières.

Sauf disposition contraire expressément mentionnée, les règles détaillées dans le présent document s'appliquent à la totalité du périmètre budgétaire et financier de Mulhouse Alsace Agglomération (budget principal, régies personnalisées et budgets annexes).

PROJET

TITRE I LE CADRE BUDGETAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 72-2 de la Constitution, les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi. La comptabilité des communes et de leurs EPCI est régie par les règles suivantes :

- Le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable public : celui qui ordonne de payer (l'ordonnateur) n'est pas celui qui paye (le comptable public), seul le comptable public étant autorisé à manipuler les fonds publics ;
- Le budget est un acte de prévision et d'autorisation. Il est voté pour un exercice (une année civile). Il doit être présenté et voté en équilibre, par section, l'investissement et le fonctionnement étant clairement séparés ;
- La comptabilité est tenue en partie double par le comptable public conformément au plan comptable général.

QU'EST-CE QU'UN BUDGET

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les recettes et dépenses d'un exercice. Un budget a trois dimensions :

Acte administratif	**Acte de prévision**	**Acte d'autorisation**
il est pris par délibération d'une assemblée élue (Conseil d'Agglomération)	**il prévoit l'ensemble des dépenses et recettes pour l'année, dépenses et recettes qui ne se réalisent pas obligatoirement intégralement**	**il autorise l'exécutif de la collectivité (Président) à effectuer les dépenses et à recouvrer les recettes qui y sont prévues.**

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles ou pluriannuelles se déclinant en budget primitif, budget supplémentaire, décisions modificatives, autorisations d'engagement ou de programme. Il s'exécute selon un calendrier précis et se compose de différents documents budgétaires.

SECTION 1 LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES

ARTICLE 1 PRINCIPE DE SEPARATION DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE

Le processus budgétaire et comptable des collectivités locales est fondé sur le principe de séparation des pouvoirs entre l'ordonnateur et le comptable. L'ordonnateur est le Président. Il est chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses et les recettes. Il n'est pas habilité à manipuler l'argent public, cela relève des prérogatives du comptable public.

Le Comptable public est un agent public de la Direction Générale des Finances Publiques, donc de l'Etat. Pour Mulhouse Alsace Agglomération, il s'agit de Mme la Responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse. Le Comptable public contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement et est chargé du recouvrement.

L'ordonnance du 23 mars 2022 et le décret d'application du 22 décembre 2022 ont instauré un régime de responsabilité unifié et commun à l'ensemble des acteurs de la chaîne financière. Ce

PROJET

régime simplifie et renforce la responsabilité des gestionnaires publics, en remplaçant les anciens systèmes de responsabilité des ordonnateurs et des comptables.

	ORDONNATEUR	COMPTABLE
DE QUI S'AGIT-IL ?	Président de m2A	Agent public de la Direction Générale des Finances Publiques.
ATTRIBUTIONS	Il engage, liquide et ordonnance les dépenses et recettes. Il n'est pas habilité à manipuler l'argent public.	Il est le seul à pouvoir manipuler les deniers publics. Il contrôle et exécute les opérations de décaissement (dépenses) et d'encaissement (recettes), sans juger de l'opportunité.

ARTICLE 2 PRINCIPE D'ANNUALITE

Le budget est prévu et voté chaque année pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Il existe quelques atténuations à ce principe :

- La journée complémentaire : jusqu'au 31 janvier N+1, l'Ordonnateur peut mandater les dépenses et émettre les titres de recettes des services faits et droits acquis pendant l'année précédente. L'exécution budgétaire se déroule sur 13 mois pour le fonctionnement (du 1er janvier de N au 31 janvier de N+1) ;

- Les rattachements : les dépenses engagées en section de fonctionnement correspondant à des services faits avant le 31 décembre et les produits liquidés mais non titrés font l'objet, à compter d'un certain seuil, d'un rattachement à l'exercice ;

- Les charges et produits constatés d'avance ;

- Les restes à réaliser : les dépenses engagées et non mandatées en section d'investissement , ainsi que les recettes juridiquement certaines qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un titre font l'objet de restes à réaliser. Elles sont reportées sur l'exercice suivant ;

- La pluriannualité : certains projets d'investissement ne peuvent se réaliser que sur plusieurs années (ex : construction d'un bâtiment). L'Ordonnateur peut alors prévoir un échéancier pluriannuel (AP : autorisation de programme) et inscrire chaque année la part des dépenses qu'il est prévu de mandater (CP : crédit de paiement).

ARTICLE 3 PRINCIPE D'ANTERIORITE

Le vote du budget primitif doit se faire avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique. La loi autorise néanmoins le vote d'un budget jusqu'au 15 avril. L'année de renouvellement des assemblées délibérantes, la date limite est repoussée au 30 avril.

PROJET

A partir du 1er janvier et jusqu'au vote du budget, l'ordonnateur peut mettre en recouvrement les recettes de fonctionnement et, engager, liquider, mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget global de l'année précédente.

En investissement, il peut également, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget global de l'exercice précédent non compris le remboursement de la dette ou d'un tiers du montant des Autorisations de Programme /Crédits de Paiement en cas de gestion pluriannuelle des investissements.

ARTICLE 4 PRINCIPE D'UNIVERSALITE

L'ensemble des recettes doit servir à couvrir l'ensemble des dépenses qui doivent être inscrites dans leur intégralité. Cette règle suppose :

- la non-contraction qui interdit la compensation des dépenses et des recettes (chacune d'entre elles doit donc figurer au budget pour son montant intégral) ;
- la non affectation d'une recette à une dépense (les recettes doivent être rassemblées en une masse unique et indifférenciée couvrant indistinctement l'ensemble des dépenses). La loi prévoit des dérogations à ce principe : la taxe d'aménagement, la taxe de séjour, les dépenses et recettes relatives aux opérations pour compte de tiers…

ARTICLE 5 PRINCIPE DE SPECIALITE

Les dépenses sont classées par nature au sein d'un chapitre et leur montant est limitativement énoncé. La spécialisation des crédits exclut que des crédits ouverts au titre d'un chapitre déterminé puissent être utilisés pour une dépense prévue à un autre chapitre, à l'exception des crédits d'investissement lorsqu'ils sont votés par opération.

Toutefois, afin de permettre une certaine fongibilité des crédits, une atténuation de ce principe de spécialisation est possible comme suit :

- En cas de vote par article, le Président peut effectuer, par décision expresse, des virements d'article à article, à l'intérieur du même chapitre à l'exclusion des chapitres dont les crédits sont spécialisés ;

- Dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant pas dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'organe délibérant peut déléguer au Président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, le Président informe l'Assemblée Délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance. Cette mesure est applicable aux budgets en M57 exclusivement.

ARTICLE 6 PRINCIPE D'EQUILIBRE

Le budget doit être voté en équilibre réel, ce qui implique le respect de trois conditions :

- Les sections de fonctionnement et d'investissement doivent être elles-mêmes respectivement votées en équilibre ;

PROJET

- Les dépenses et recettes doivent être évaluées de façon sincère ;

- La section d'investissement doit comprendre un autofinancement (prélèvement sur recettes de fonctionnement, recettes propres de la section d'investissement et recettes de dotations aux comptes d'amortissement et de provisions) couvrant au minimum le remboursement en capital des annuités de la dette de l'exercice.

Un budget n'est pas considéré comme déséquilibré :
- Si les recettes sont supérieures aux dépenses ;
- Si l'équilibre est atteint après reprise des résultats antérieurs.

ARTICLE 7 PRINCIPE D'UNITE BUDGETAIRE

Toutes les dépenses et toutes les recettes sont retracées dans un document unique.

Ce principe comporte toutefois deux exceptions :

- Le Budget Primitif peut faire l'objet d'ajustements au cours de l'exercice par d'autres décisions budgétaires. Les modifications apportées sont retranscrites dans le « budget supplémentaire » (BS) ou/et les « décisions modificatives » (DM) ;
- Certaines activités et certains services publics peuvent faire l'objet d'un suivi dans des budgets distincts annexes du budget principal. Ils permettent d'isoler les dépenses et les recettes propres des services ayant une activité proche de celle du secteur concurrentiel.

Au 1er janvier 2026, le budget de m2A ressort ainsi :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
BUDGET PRINCIPAL
BUDGET ANNEXE DE L'EAU
BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN
BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS
BUDGET ANNEXE DE LA ZAE DE BANTZENHEIM
BUDGET ANNEXE ZA AMELIE IV
BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE (ITI)

Toute nouvelle création de budget annexe fera l'objet d'une délibération du Conseil d'Agglomération.

PROJET

ARTICLE 8 PERMANENCE DES METHODES

Le principe de permanence des méthodes permet la comparabilité des comptes dans le temps : les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes doivent être maintenues d'un exercice à l'autre.

Seuls des changements de méthode imposés par une évolution législative ou règlementaire, un changement de périmètre ou un changement de norme comptable permettent d'y déroger.

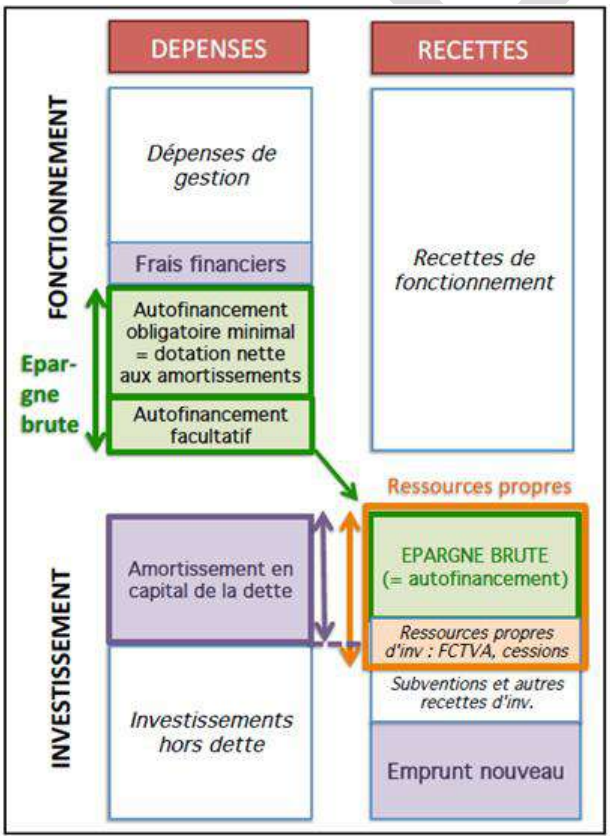
PROJET

SECTION 2 LA PRESENTATION BUDGETAIRE

ARTICLE 9 UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT ET UNE SECTION D'INVESTISSEMENT

Le budget d'une collectivité se divise en 2 sections, une section de fonctionnement et une section d'investissement.
La section de fonctionnement retrace les opérations courantes. La section d'investissement retrace les opérations qui contribuent à une variation du patrimoine. Les critères de distinction entre fonctionnement et investissement sont détaillés dans la circulaire NOR/INT/B/02/0059C du 26 février 2002.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement permet de financier en partie la section d'investissement.



Source : Cabinet Michel Klopfer

ARTICLE 10 LES MODALITES D'IMPUTATION COMPTABLES

Les dépenses et les recettes sont imputées par nature dans des comptes définis par le plan comptable des instructions suivantes :

Budget	Instruction comptable
BUDGET PRINCIPAL	M57
BUDGET ANNEXE DE L'EAU	M49
BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN	M4
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS	M43
BUDGET ANNEXE DE LA ZAE DE BANTZENHEIM	M57
BUDGET ANNEXE ZA AMELIE IV	M57
BUDGET ANNEXE ITI	M57

ARTICLE 11 LES MOUVEMENTS REELS ET D'ORDRE

Tous les mouvements comptables et budgétaires se traduisant par un mouvement de trésorerie, un décaissement (paiement d'un fournisseur) ou un encaissement (exemple : perception d'une subvention de l'Etat) sont appelés mouvements réels.

A côté de ces mouvements réels il existe les mouvements d'ordre qui sont des opérations qui ne se traduisent, ni par un encaissement, ni par un décaissement. Elles sont sans influence sur la trésorerie.

Il s'agit pour l'essentiel d'opérations dites de fin d'exercice, comme le rattachement des charges et des produits, l'amortissement et le provisionnement, et les opérations de cessions d'éléments de l'actif.

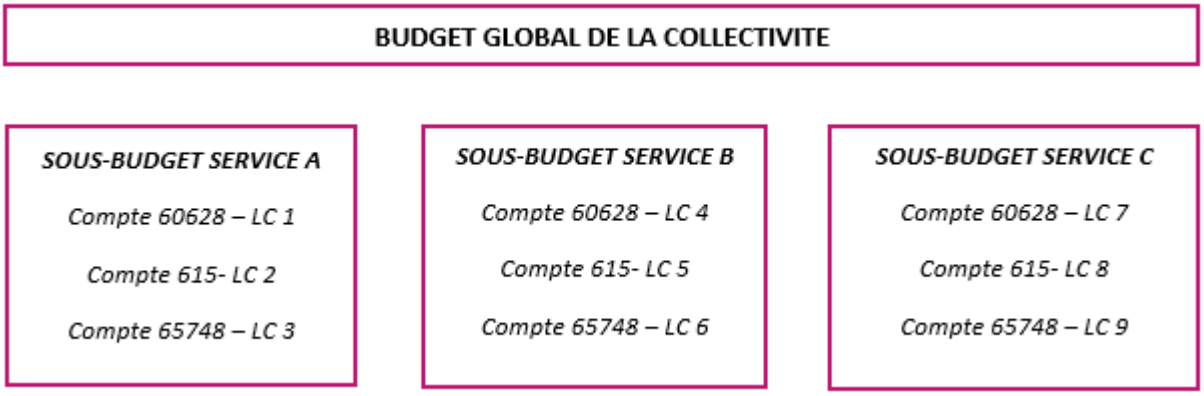
ARTICLE 12 UN BUDGET DECLINE PAR SERVICES DE LA COLLECTIVITE

Au sein de l'agglomération, le budget est ventilé par service, chaque service dispose d'un « sous budget ». Ces « sous budget » des services sont constitués d'une décomposition des articles ou comptes comptables du budget global de la collectivité en Lignes de Crédits spécifiques (LC) à chaque service.

Le budget de la collectivité est voté par chapitre et est décliné en lignes de crédits :

Chapitre	Niveau de vote
Article	Niveau détaillé du budget
Ligne de crédits	Chapitre + article + fonction (liée à un service gestionnaire)

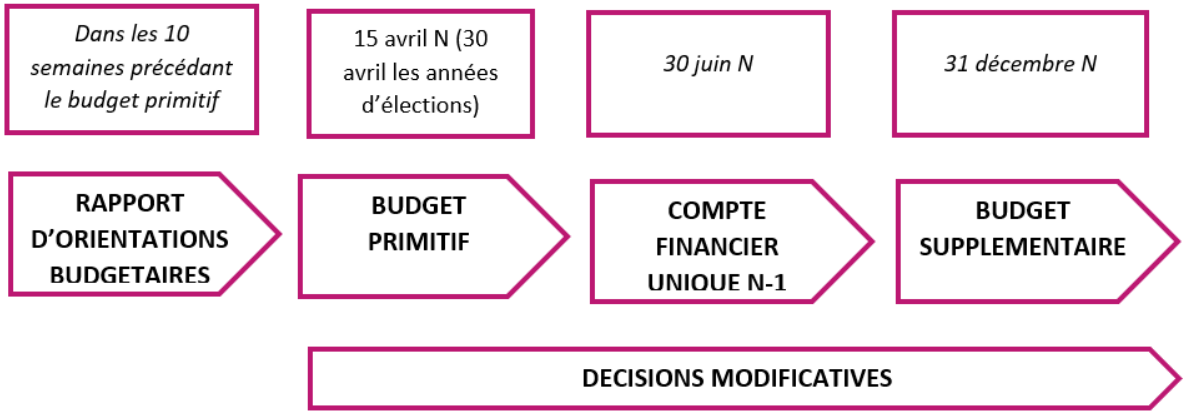
PROJET



TITRE II LE CYCLE BUDGETAIRE

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre. Son élaboration, ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrés par des échéances légales.

LE CYCLE BUDGETAIRE



SECTION 1 LES DOCUMENTS ET ETAPES BUDGETAIRES

ARTICLE 13 LE RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Dans les collectivités de 3 500 habitants et plus, la présentation des orientations budgétaires est obligatoire dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du Budget Primitif. L'examen du Budget Primitif doit être précédé d'un débat sur les orientations budgétaires et l'organe délibérant doit présenter un rapport sur les orientations budgétaires qui doit comprendre :

- les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;

- les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ;
- les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et recettes, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisations de programme ;
- les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de la dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Le Rapport Débat d'Orientation Budgétaire (ROB) donne lieu à un Débat sur les Orientations budgétaires en assemblée délibérante. Elle prend acte, par son vote, de la tenue du débat d'orientation budgétaire sur la base du rapport qui lui a été soumis.

Le ROB est transmis au représentant de l'Etat ainsi qu'aux communes membres de l'EPCI. Il est mis à disposition du public.

ARTICLE 14 LE BUDGET PRIMITIF (BP)

Le Budget Primitif est présenté à l'assemblée délibérante qui le vote au plus tard le 15 avril N (ou le 30 avril N les années de renouvellement de l'assemblée). Il prévoit et autorise les recettes et les dépenses annuelles de la collectivité en fonctionnement et en investissement. Le BP est élaboré et voté dans le respect des grands principes budgétaires.

Il est présenté par chapitre et articles conformément à la nomenclature de l'instruction budgétaire et comptable M57 et est assorti d'une présentation croisée par fonction.
Le BP est voté par chapitre. Le vote par chapitre s'applique aux autorisations de programmes (AP) et aux autorisations d'engagement (AE), ainsi qu'aux crédits de paiement des sections d'investissement et de fonctionnement, tant en recettes qu'en dépenses.

Le projet de budget doit être communiqué aux membres de l'Assemblée Délibérante avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

L'élaboration du BP fait l'objet d'un processus de préparation collégial dont l'aboutissement se traduit par le vote de l'organe délibérant.

Au début de ce processus, une lettre de cadrage contenant les orientations financières puis une note technique sont transmises aux services. La note technique détaille les différents documents à retourner à la Direction des Finances et les différentes échéances.

Chaque direction/service est responsable de l'élaboration de ses propositions budgétaires, en dépenses et en recettes et dans le respect des dispositions de la lettre de cadrage. La Direction des Finances centralise l'ensemble des propositions et est chargée d'élaborer les documents budgétaires.

ARTICLE 15 LES DECISIONS MODIFICATIVES (DM)

Au cours de l'exercice budgétaire, les prévisions de dépenses et de recettes formulées au budget primitif peuvent être amenées à évoluer et faire l'objet d'ajustements lors d'une étape

PROJET

budgétaire spécifique : la décision modificative. Elle permet d'inscrire des crédits supplémentaires sur un chapitre à condition qu'ils soient couverts soit par des recettes nouvelles, soit par des crédits disponibles sur d'autres comptes.

A chaque assemblée délibérante peuvent être présentées des décisions modificatives. Elles peuvent être règlementairement présentées jusqu'au 21 janvier N+1 pour la section de fonctionnement et les mouvements d'ordre.

Les demandes d'inscription de crédits en décision modificative doivent être transmises à la Direction des Finances, dans les délais communiqués par cette dernière.

ARTICLE 16 LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE (BS)

Le Budget Supplémentaire est une décision modificative d'un type particulier : elle reprend les résultats de l'exercice précédent (excédents ou déficits), ainsi que les restes à réaliser en investissement.

Il s'agit également d'un budget d'ajustement qui permet des re ventilations de crédits d'un chapitre à un autre ou l'inscription de crédits supplémentaires couverts par des recettes nouvelles. Cette étape budgétaire est également l'occasion d'opérer les ajustements au niveau de la section d'investissement en recadrant les crédits en fonction de l'avancement des travaux. Les demandes d'inscription de crédits en BS doivent faire l'objet d'une demande spécifique adressée à la Direction des Finances dans les délais communiqués par la Direction des Finances.

Le Budget Supplémentaire ne peut être voté qu'après approbation du Compte Financier Unique N-1.

ARTICLE 17 LES CONDITIONS D'EXECUTION BUDGETAIRE AVANT LE VOTE DU BP

Le Code Général des Collectivités Territoriales fixe la date du 15 avril comme limite pour adopter le budget. Durant la période du 1er janvier au vote du budget, le code général des collectivités territoriales prévoit que l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit :

- **en fonctionnement :** de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ;

- **en investissement :** l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;

- **pour les dépenses d'investissement pluriannuelles** : l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent ;

- de mandater les dépenses de remboursement des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

PROJET

ARTICLE 18 LA COMMUNICATION FINANCIERE

Les documents budgétaires peuvent être consultés par le public au service de la documentation dans les conditions prévues par la réglementation. Les informations sont présentées au public et mises en ligne sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération. On y trouve les documents budgétaires de l'exercice et le compte financier unique ou compte administratif du dernier exercice clos.

ARTICLE 19 LE COMPTE FINANCIER UNIQUE

Le Compte financier unique (CFU) est un compte commun à l'ordonnateur et au comptable et qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ; les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales sont présentes au sein d'un même document ;
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable
- aboutir à une confection 100 % dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne ; des contrôles automatisés de cohérence sont réalisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie les travaux d'ajustement en fin de gestion et améliore la qualité des comptes.

L'article 2025 de la loi n°2023-1322 du 20 décembre 2023 de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice 2026. Mulhouse Alsace Agglomération applique le CFU à compter de l'élaboration des comptes de l'exercice 2025.

Ainsi, le CFU s'applique à l'ensemble des budgets de la collectivité.

Le CFU est soumis au vote de l'assemblée délibérante, avant le 30 juin de l'année N+1.

SECTION 2 LE SUIVI ET LA GESTION DU BUDGET

ARTICLE 20 LES MOUVEMENTS DE CREDITS AU SEIN D'UN MEME CHAPITRE

En cours d'exercice budgétaire, des mouvements de crédits au sein d'un même chapitre sont possibles sous forme de virements ou transferts sans vote de l'organe délibérant.

- Un transfert de crédits s'effectue entre deux lignes d'une même nature comptable
- Un virement de crédits s'effectue entre deux lignes de deux natures comptables différentes

Les virements de crédits doivent faire l'objet d'une communication au comptable public.

PROJET

Ainsi, lorsqu'une ligne de crédit n'a pas été prévue ou que les crédits sur cette ligne sont insuffisants, des crédits peuvent être transférés d'un compte à l'autre au sein d'un même chapitre.

Pour ces transferts ou virements de crédits au sein d'un même chapitre, le service est alors amené à saisir la demande de virement directement dans le logiciel financier. Les demandes sont ensuite analysées par la Direction des Finances avant d'être validées ou invalidées.

ARTICLE 21 LES MOUVEMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE – LA FONGIBILITE DES CREDITS

Sur autorisation de l'assemblée délibérante, le Président du Conseil d'Agglomération a la possibilité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de la section (hors dépenses de personnel).

Au-delà de ce taux de 7.5%, les transferts de crédit de chapitre à chapitre sont soumis au vote de l'organe délibérant par décision modificative ou budget supplémentaire.

PROJET

TITRE III LA GESTION DE LA PLURIANNUALITE

ARTICLE 22 LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

La programmation pluriannuelle des investissements (PPI) décline l'ensemble des opérations d'équipement prévues pour un cycle d'investissement, un mandat. Ce n'est pas un document budgétaire mais un document de prévision. Elle est élaborée en tenant compte du coût complet prévisionnel des projets, du rythme de réalisation de chacun des investissements ainsi que recettes prévisionnelles attendues.

Ainsi, la section d'investissement, pour les opérations prévues en PPI, est gérée pluri-annuellement par le biais des autorisations de programmes et des crédits de paiement (AP/CP) **à compter du 1er janvier 2027.**

Dans ce cadre, les crédits de paiement annuels nécessaires à la mise en œuvre de la PPI sont inscrits chaque année au Budget Primitif et ajustés au Budget Supplémentaire ou lors des Décisions Modificatives en prenant en compte l'état d'avancement des opérations, d'éventuels aléas de réalisation et les adaptations éventuelles rendues nécessaires par les évolutions législatives, réglementaires ou contractuelles.

La PPI constitue la référence de la prospective financière et du montant consacré à chaque autorisation de programme.

ARTICLE 23 DEFINITION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisations de programmes pour les dépenses d'investissement. Les **Autorisations de programme** constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur clôture. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme. La somme de l'échéancier prévisionnel en crédits de paiement de l'autorisation de programme doit toujours être égale au montant global de l'autorisation de programme.

AUTORISATION DE PROGRAMME *(Autorisation d'engagement)*				
5 000 000 € sur 5 ans				
CP Année 1 *(Autorisation de mandatement)*	**CP Année 2** *(Autorisation de mandatement)*	**CP Année 3** *(Autorisation de mandatement)*	**CP Année 4** *(Autorisation de mandatement)*	**CP Année 5** *(Autorisation de mandatement)*
1 000 000 €	**2 000 000€**	**500 000€**	**500 000€**	**1 000 000€**

Cette modalité de gestion permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice et de limiter ainsi les restes à réaliser.

Chaque AP se caractérise par :
- Un budget de rattachement ;

PROJET

- Un libellé ;
- Un millésime ;
- Une durée de vie prévisionnelle ;
- Des lignes de crédits de financement ;
- Un montant ;
- Un échéancier prévisionnel de crédits de paiement. L'égalité suivante est à ce titre toujours vérifiée : le montant total de l'AP est égal à la somme de ses crédits de paiement (CP) échelonnés dans le temps.

Les recettes attendues pour chaque autorisation de programme (dépenses) font l'objet de la création d'une autorisation de programme en recettes.

Les autorisations d'engagement (AE) sont réservées aux dépenses de fonctionnement et constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur la durée de l'AE. La collectivité ne pratique pas les autorisations d'engagement.

Récapitulatif par budget du principe de gestion en AP et AE :

Budget	AP	HORS AP	AE	HORS AE
Budget principal	X	X		X
Budget annexe Eau		X		X
Budget annexe Chauffage urbain		X		X
Budget annexe Transports urbains		X		X
Budget annexe ZAE Bantzenheim		X		X
Budget annexe ZA Amélie IV		X		X
Budget annexe ITI		X		X

ARTICLE 24 AFFECTATION DES AP

Au sein des autorisations de programme sont créées des opérations, qui peuvent être gérées par des services différents au sein d'une même autorisation de programme.
Le lien entre une autorisation de programme et une opération est réalisé par l'affectation. Il s'agit d'une décision d'affecter tout ou partie d'une AP à la réalisation d'une opération en investissement.

Cette affectation relève de la Direction des Finances.

Les crédits sont ainsi affectés par opérations, qui sont déclinées elles-mêmes en lignes de crédits selon l'imputation comptable.

L'affectation d'une opération sur une AP permet de procéder à un engagement comptable direction en AP. La création d'engagements en AP est obligatoire.

PROJET

ARTICLE 25 MODALITES D'ADOPTION ET DE GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Vote et modification des AP/CP

La création, révision et clôture des AP/CP ne peuvent être actées que par un vote par délibération distincte de celle du vote du budget ou d'une décision modificative. Elles peuvent être votées lors de tout conseil communautaire.

La délibération précise l'objet de l'AP, son montant, et la répartition pluriannuelle des crédits de paiement. Le cumul des crédits de paiement (CP) doit être égal au montant de l'AP.

Lissage en fin d'exercice annuel :

Le lissage des CP d'une AP consiste à mettre à jour les phasages par exercice de l'échéancier prévisionnel des CP sans modifier le montant total de l'AP. Il consiste à faire glisser automatiquement les crédits de paiement non-consommés dans l'année sur les CP des exercices suivants de l'AP. La réinscription des crédits de paiement non consommés n'est pas automatique et fait l'objet de discussions d'arbitrage en dialogues budgétaires. Par défaut, le lissage sera réalisé sur le dernier exercice ouvert de l'AP.

Les règles de continuité des AP/CP :

Avant le vote du budget suivant, l'exécutif peut liquider et mandater, le comptable peut payer, les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs dans la limite du tiers du montant des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement (Article L. 1612-1).

La caducité des AP/CP :

Afin de réguler le stock des AP/CP, il est nécessaire de déterminer des règles de caducité.

- les AP n'ayant donné lieu à aucun engagement ou mandatement sur une période de six exercices budgétaires consécutifs sont considérées comme caduques.
- Une AP qui ne présenta aucun besoin de crédits de paiement sur l'année en cours + 6 ans
- Si aucun engagement d'AP dans un délai de 6 ans
- Abandon du projet

La clôture des AP/CP :

La clôture des AP/CP intervient sur décision de l'organe délibérant.

La clôture d'une AP est prononcée lorsque toutes les opérations concernées sont intégralement soldées. De ce fait, cela empêche tout mouvement budgétaire ou comptable : engagement, mandatement. La clôture est définitive et la décision relève de l'assemblée délibérante.

PROJET

Récapitulatif des compétences :

Action	Décisionnaire
Vote des AP	Assemblée délibérante
Affectation des AP par opération	Direction des Finances
Engagements comptables	Services, sous l'autorité du Président
Engagements juridiques	Assemblée délibérante ou par délégation le Président, Le Bureau ou toute personne ayant reçu une délégation
Révision des AP	Assemblée délibérante

ARTICLE 26 LES CREDITS ANNUELS

Comme indiqué aux articles précédents, la section d'investissement est gérée pluri-annuellement au travers des AP, à l'exception de certaines dépenses :

- Ecritures de gestion de la dette
- Ecritures de gestion comptable et notamment les écritures d'ordre
- Avances de trésorerie
- Les investissements à portée annuelle

Les investissements à portée annuelle sont ceux dont la réalisation se fait en cours d'exercice et sont généralement inférieurs à 300 000 €.

Ils sont classés en 4 catégories :
- les nouveaux investissements annuels → NOAN
- les investissements mobiliers → MOB
- les investissements fonciers → FONC
- les investissements financiers → FIN

Pour ces investissements, non gérés en AP/CP, des restes à réaliser seront donc effectués.

ARTICLE 27 INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT SUR LA GESTION PLURIANNUELLE

Les collectivités ont l'obligation de rendre compte de la gestion pluriannuelle via les annexes budgétaires.

- Documents de prévision budgétaire :
  A l'occasion de chaque vote du BP est annexé un état récapitulant pour chacune des AP reprenant le montant d'AP voté par programme.

- Le compte financier unique

PROJET

A l’occasion de la présentation des éléments d’exécution budgétaire relatifs à l’exercice N-1, lors du vote du CFU N-1, un état récapitulant le bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité est présenté. Ce bilan s’appuie sur la présentation règlementaire.

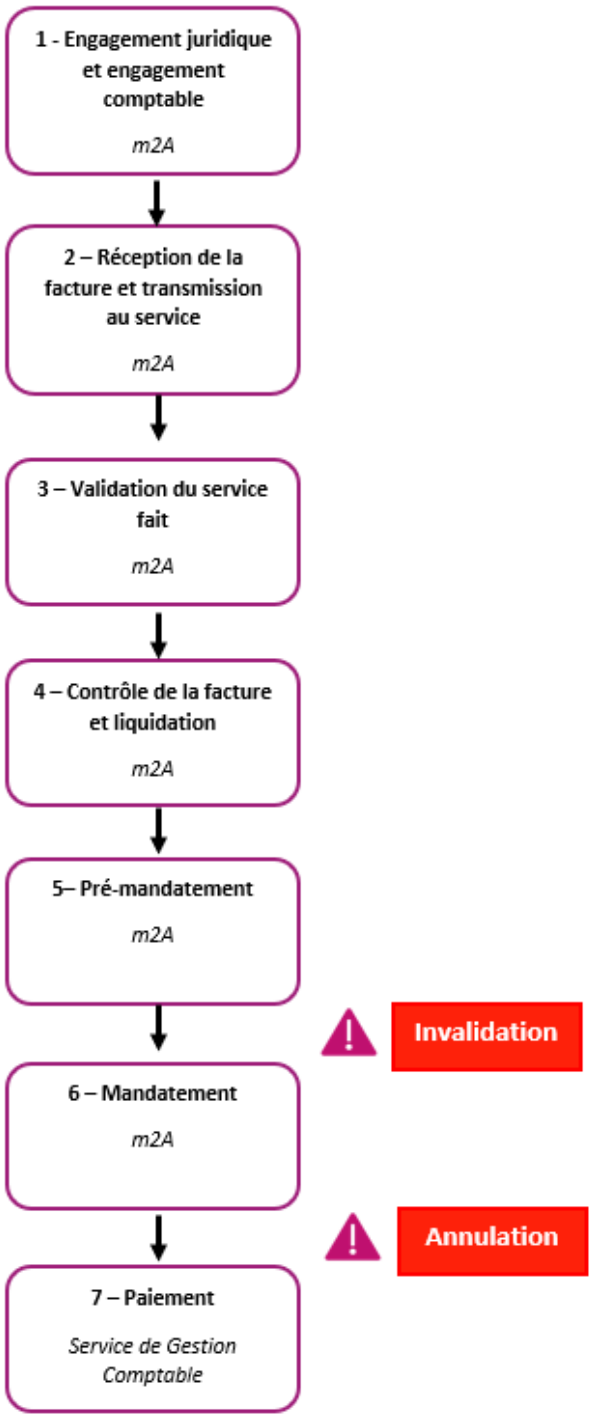
Lors du débat d’orientations budgétaires, une présentation des projections d’autorisations pluriannuelles est effectuée, accompagnée d’une information sur l’état d’avancement des autorisations votées. Lors du budget primitif (BP), un recadrage des autorisations pluriannuelles est systématiquement réalisé afin d’ajuster les besoins de crédits de paiement répondant aux nouveaux engagements réalisés et aux évolutions des autorisations en cours.

PROJET

TITRE IV L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE

SECTION 1 L'EXECUTION DU BUDGET EN DEPENSES

SCHEMA DE L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE EN DEPENSES



ARTICLE 28 LA COMPTABILITE D'ENGAGEMENT

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement est **une obligation réglementaire**.

La comptabilité d'engagement permet de connaître à tout moment le montant des crédits ouverts en dépenses, les crédits restants disponibles pour engagement, les crédits restants disponibles pour le mandatement et les dépenses mandatées.

A tout acte d'achat correspond un engagement juridique qui donne impérativement lieu à un engagement comptable. L'engagement juridique est l'acte par lequel la collectivité crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge financière. Cette obligation résulte notamment d'un contrat, d'un marché, d'une convention, d'un bon de commande, d'un acte de vente, d'une délibération…

Les engagements juridiques m2A font l'objet d'un engagement comptable **préalable** sur la base des documents suivants :

Type d'engagement juridique	Fait générateur
Bon de commande	Notification de la commande
Marché simple	Notification du marché
Marché à bons de commande	Notification des bons de commande
Marché à tranches conditionnelles	Notification du marché pour la tranche ferme et pour les tranches conditionnelles
Marché à lots	Notification du marché
Contrat ou convention	Notification du contrat ou de la convention
Subventions de fonctionnement ou d'équipement	Délibération de l'organe délibérant ou décision du Président

Le montant de l'engagement comptable est le montant prévisionnel maximum des dépenses auquel conduira l'exécution de l'engagement juridique. Il permet de réserver dans le budget la somme correspondant au montant de la dépenses à venir. **L'engagement comptable fait systématiquement référence à un tiers.**

Les engagements comptables sont effectués dans les services.

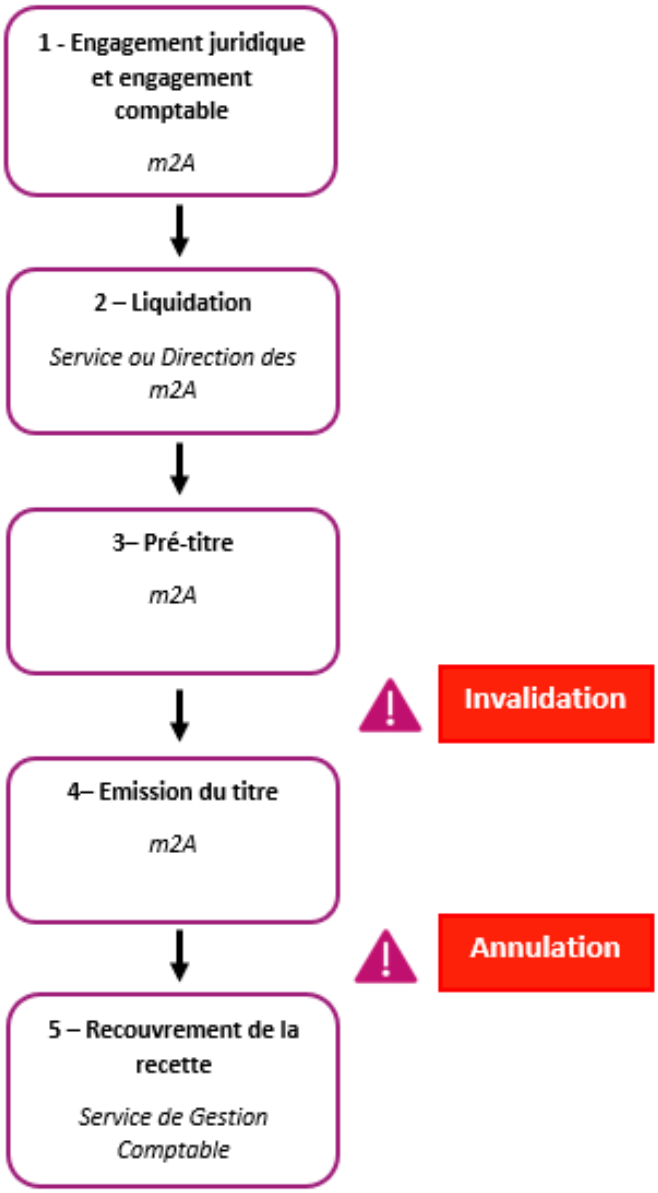
L'agent comptable, au moment de l'engagement, doit s'assurer que :
- le chapitre et l'imputation budgétaire de la ligne de crédit sur lesquels l'engagement est fait correspondent au type de la dépense ;
- les crédits budgétaires sont suffisants ;
- le tiers est bien le créancier ;
- le type et le code nomenclature des marchés publics sont corrects.

ARTICLE 29 LA RECEPTION DES FACTURES

Les factures sont réceptionnées à la direction des finances en un point d'entrée unique sur la plateforme CHORUS PORTAIL PRO.

PROJET

SECTION 2 L'EXECUTION DU BUDGET EN RECETTES



L'ordonnateur prescrit l'exécution des recettes. Le comptable public est chargé de la prise en charge des ordres de recouvrer, du recouvrement de ces ordres de recouvrer et de l'encaissement des droits et recettes liées à ces ordres.

ARTICLE 30 L'ADMISSION EN NON-VALEUR ET CREANCES ETEINTES

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public dès que la créance est prescrite ou lui paraît irrécouvrable du fait de la situation du débiteur et en cas d'échec des procédures de recouvrement prévues par la loi.

C'est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître dans les écritures du comptable public les écritures de prise en charge des créances irrécouvrables. L'admission en non-valeur n'éteint pas la créance, le recouvrement est encore possible.

Les créances éteintes sont quant à elles des effacements définitifs car font suite à un jugement de surendettement ou une liquidation judiciaire.

L'admission en non-valeur et les créances éteintes nécessitent une délibération de la collectivité.

ARTICLE 31 LA REMISE GRACIEUSE

L'assemblée délibérante peut accorder la remise gracieuse d'une créance à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette.

La remise gracieuse **libère la responsabilité personnelle et pécuniaire du Comptable public** : il n'est plus tenu de poursuivre le recouvrement de la créance, contrairement à la procédure d'admission en non-valeur.

L'organe délibérant doit prendre une délibération à huis clos en se prononçant sur la demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.

PROJET

SECTION 3 LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE

ARTICLE 32 LES RATTACHEMENT DE CHARGES ET PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Cette procédure de rattachement concerne uniquement la section de fonctionnement et vise à intégrer dans le résultat toutes les charges relatives à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés, en raison notamment de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative sur l'exercice concerné.

Le calendrier de ces opérations est précisé à chaque fin d'exercice par une note-circulaire aux comptables.

Le rattachement concerne les engagements de fonctionnement en dépenses lorsque le service a été effectué sur l'exercice N et que la facture n'est pas parvenue pour l'exercice ou est parvenu sur l'exercice suivant.

Le rattachement concerne les engagements de fonctionnement en recettes, lorsque les droits ont été acquis jusqu'au 31.12 de l'exercice budgétaire. Les inscriptions doivent être sincères et justifiées par une facture. La collecte de ces informations est faite après la journée complémentaire.

Ce principe peut faire l'objet d'aménagements lorsque les charges et les produits à rattacher ne sont pas susceptibles d'avoir une incidence significative sur le résultat de l'exercice.

ARTICLE 33 LES REPORTS DE CREDITS OU RESTES A REALISER

Les « restes à réaliser » découlent de l'obligation de tenir une comptabilité d'engagement et concernent les crédits gérés hors AP dans la **section d'investissement.** Ils sont constitués :

- **des dépenses engagées et non mandatées au 31/12 de l'exercice**
- **des recettes engagées n'ayant pas donné lieu à émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.**

Ces dépenses et recettes d'investissement peuvent être reportées sur l'exercice suivant à condition d'être justifiées par un engagement comptable et juridique (délibération, marché, bon de commande…).

Après la clôture de la section d'investissement, la Direction des Finances transmet aux différents services une note technique sur le traitement des restes à réaliser et la liste des engagements restants ouverts.

Chaque service transmet à la Direction des Finances ses propositions de restes à réaliser, qui sont contrôlées par la Direction des Finances (montant, engagement juridique,…). Les propositions des services sont consolidées afin de garantir le respect de l'équilibre financier.

Les crédits de reports sont soumis au vote du Conseil d'Agglomération de par leur intégration dans le budget supplémentaire.

PROJET

ARTICLE 34 LES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Il s'agit de dépenses ou de recettes comptabilisées durant l'exercice N mais dont une partie l'a été par anticipation et concerne l'exercice N+1.

Le mécanisme est l'inverse de celui du rattachement.

Il est nécessaire d'émettre un mandat ou un titre d'annulation sur l'exercice N pour le montant se rapportant à l'exercice suivant et d'émettre, à l'inverse, un titre ou un mandat sur l'exercice N+1.

Cette procédure est peu utilisée mais l'est dans certains cas pour des recettes perçues par anticipation.

SECTION 4 LES DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 35 LES PROVISIONS

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence contenu dans le Plan Comptable Général. Il permet de constater une dépréciation ou un risque ou bien encore d'étaler une charge. Ainsi, la collectivité se doit d'inscrire la dotation nécessaire au plus proche acte budgétaire suivant la connaissance ou l'évaluation du risque.

Mulhouse Alsace Agglomération applique le régime dérogatoire des provisions budgétaires. Les provisions constituent une dépense obligatoire. Conformément aux dispositions de l'article R.2321-2 du CGCT, une provision doit être constituée par l'organe délibérant :

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimé par la collectivité ;
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le Comptable Public à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité ;
- En-dehors de ces cas, la collectivité peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré.

PROJET

Le montant des provisions doit être apprécié de manière telle que le budget traduit le plus fidèlement possible la réalité de la situation financière de la collectivité à un moment donné. Les provisions ont un caractère provisoire et leur reprise doit être effectuée dans un délai raisonnable après la survenance du sinistre ou en cas de disparition du risque.

Elles sont retracées, en dépenses, au compte 68 "Dotations aux provisions" et, en recettes, au compte 78 "Reprises sur provision" et font l'objet d'une prévision budgétaire.

Concernant les provisions pour les budgets en nomenclature M4, les provisions sont budgétaires, hormis pour les provisions des dépréciations pour créances douteuses, qui sont semi-budgétaires.

ARTICLE 36 LES TRAVAUX EN REGIE

Les travaux en régie sont des travaux effectués par le personnel de Mulhouse Alsace Agglomération, avec ses propres moyens, que ce soit en outillage, fournitures, matériel, dans le but de réaliser une immobilisation.

En fin d'exercice, un recensement est effectué par la Direction des Finances auprès des services afin de déterminer les montants des travaux effectués en régie. Les services font donc remonter à la Direction des Finances les informations suivantes :

- Objet des travaux réalisés
- Montant des fournitures / matériels initialement comptabilisés en fonctionnement
- Montant de la valorisation du personnel.

La Direction des Finances effectue une écriture consistant à transférer ces charges de la section de fonctionnement à la section d'investissement (opération d'ordre budgétaire).

ARTICLE 37 LES CHARGES A ETALER

Une charge à étaler est une dépense imputée sur un exercice et qui peut être supportée sur plusieurs exercices. Cela permet d'échelonner une dépense sur plusieurs exercices, donc plusieurs annuités. Cela se traduit par des opérations d'ordre budgétaire.

A la date de rédaction de ce RBF, Mulhouse Alsace Agglomération a eu recours à la procédure de charges à étaler uniquement sur le budget annexe Transports.

PROJET

TITRE V LES REGIES

ARTICLE 38 LE CADRE JURIDIQUE DES REGIES

Le principe de séparation des pouvoirs de l'Ordonnateur et du Comptable connait un aménagement avec les régies d'avances et de recettes. Certaines opérations peuvent être confiées à des régisseurs qualifiés pour manier les fonds publics des collectivités locales qui agissent pour le compte du Comptable Public.

Il existe trois sortes de régies :

- La régie de recettes : elle facilite l'encaissement des recettes et l'accès des usagers à un service de proximité ;
- La régie d'avances : elle permet le paiement immédiat de la dépense publique dès le service fait pour des opérations simples et répétitives ;
- La régie d'avances et de recettes : elle conjugue les deux aspects précédents.

L'organisation et le fonctionnement de ces trois types de régies sont prévus par le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 et par l'instruction interministérielle n°06-031A-B-M du 21 avril 2006.

Excepté dans le cas des régies, tout maniement de fonds (carte bancaire, numéraire, chèques) est strictement interdit.

ARTICLE 39 LA CREATION D'UNE REGIE

L'acte constitutif d'une régie est un arrêté dans la mesure où le Président a reçu délégation. La décision est prise sur avis conforme préalable du comptable public. L'acte constitutif est exécutoire dès sa publication et transmission au Préfet.

L'arrêté doit notamment comprendre :

- Les visas ;
- Le service de rattachement et adresse de la régie ;
- L'objet de la régie ;
- Les modalités en matière de cautionnement ;
- Les modalités en matière d'indemnité de responsabilité ;
- La nature des recettes pouvant être encaissées pour les régies de recettes ;
- La nature des dépenses à payer pour les régies d'avance ;
- Les moyens d'encaissement prévus et la fréquence de versement ;
- Le montant maximal de l'avance.

ARTICLE 40 LA SUPPRESSION D'UNE REGIE

La suppression d'une régie est opérée par arrêté qui met fin aux fonctions de régisseur. Le régisseur titulaire remet au comptable public les recettes encaissées ou le reliquat d'avances non-employé, ainsi que tout document comptable.

Après arrêt des écritures, le comptable public lui délivre un arrêt de quitus qui lui permet de demander la restitution de son cautionnement.

PROJET

ARTICLE 41 LA RESPONSABILITE DU REGISSEUR

Le régisseur effectue ces opérations sous sa responsabilité personnelle : il est redevable sur ses deniers propres en cas d'erreur. Il est soumis aux contrôles de l'Ordonnateur et du Comptable.

Le juge des comptes peut déclarer comptable de fait le régisseur, régulièrement nommé, lorsqu'il exécute des opérations pour lesquelles il n'est pas habilité ainsi que toute personne, qui sans être régulièrement nommée, exerce les fonctions de régisseur.

Type de régie	Le régisseur est responsable	Le Service de Gestion Comptable a pour rôle de :
Régie de recettes	de l'encaissement des recettes dont il a la charge et des contrôles qu'il est tenu d'exercer à cette occasion	- contrôler et viser les arrêtés et décisions adressées par la Direction des Finances - procéder au suivi comptable et administratif des régies de recettes et d'avances - contrôler les régies
Régie d'avances	du paiement des dépenses dont il a la charge et des contrôles qu'il est tenu d'exercer à cette occasion	
Toutes régies	de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'il gère (responsabilité en cas de perte ou de vol)	
	de la conservation des pièces justificatives	
	de la tenue d'une comptabilité exhaustive de l'ensemble de ses opérations qu'il doit justifier périodiquement auprès de l'ordonnateur et du comptable public	

ARTICLE 42 LA TENUE COMPTABLE D'UNE REGIE

La tenue comptable d'une régie de recettes :

Le régisseur doit tenir une comptabilité qui lui permette de connaître à tout moment le solde de sa caisse. Elle est tenue en partie double (deux comptes au moins doivent fonctionner, l'un en débit, l'autre en crédit). Elle est organisée au moyen de comptes et de registres ou sur une application informatique.

Les opérations sont enregistrées chronologiquement sur des registres au jour le jour ou sur une application informatique :

- Le journal à souches ;
- Eventuellement, des journaux divisionnaires ;
- Le journal grand livre ;
- Les arrêtés d'écritures ;
- Les arrêtés périodiques, annuels, exceptionnels.

La tenue comptable d'une régie d'avances :

La comptabilité tenue par les régisseurs d'avance doit également permettre de dégager facilement à tout moment la situation de l'avance reçue.

- Le bordereau journal des dépenses réglées ;
- Le journal grand livre ;
- Les arrêtés d'écritures ;
- Les arrêtés périodiques, annuels, exceptionnels.

PROJET

Avant de régler une dépense, le régisseur doit contrôler la justification du service fait, la production des pièces justificatives, la vérification des mentions obligatoires de la facture.

ARTICLE 43 LE CONTROLE DE LA REGIE

Les ordonnateurs, au même titre que les comptables, sont chargés de contrôler le fonctionnement des régies et l'activité des régisseurs. Il peut s'agir d'un contrôle sur pièce ou sur place.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération, afin d'assurer leur fonctionnement correct et régulier, a été mis en place une cellule dédiée au sein du service Qualité Comptable de la direction des finances chargée de coordonner le suivi et l'assistance des régies. Les régisseurs sont tenus de signaler sans délai à ce service les difficultés de tout ordre qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leur mission. Le contrôle de la régie et de son fonctionnement est de la responsabilité de la Direction d'affectation du régisseur.

En sus de ses contrôles sur pièce qu'il exerce lors de la régularisation des écritures, le comptable public exerce ses vérifications sur place avec ou sans les services financiers des ordonnateurs.

Ces contrôles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal établi par le vérificateur dont il est tenu compte, par l'ensemble des intervenants dans les processus, de ses observations.

PROJET

TITRE VI LA GESTION PATRIMONIALE

Le patrimoine correspond à l'ensemble des biens ou immobilisations qui ont été acquis ou financés en section d'investissement. Ces biens peuvent être acquis en pleine propriété, affectés ou mis à disposition.
Il est recensé dans l'inventaire comptable de Mulhouse Alsace Agglomération, qui permet de recenser les biens et les identifier.

SECTION 1 L'IDENTIFICATION DES IMMOBILISATIONS

ARTICLE 44 LES CRITERES DE DISTINCTION FONCTIONNEMENT/INVESTISSEMENT

Les critères de distinction entre fonctionnement et investissement sont détaillés dans la circulaire NOR/INT/B/02/00059/C du 26/02/2002. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement se distinguent principalement de par leur caractère durable :

CHARGES (Fonctionnement)	Immobilisations (Investissement)
Biens qui se consomment dès le 1er usage ou au cours de l'exercice d'acquisition. Les charges n'ont pas vocation à accroître le patrimoine de la collectivité.	Biens destinés à rester durablement, pour une durée supérieure à un exercice, dans le patrimoine de la collectivité. Il contribue donc à accroître ce patrimoine.
Exemples : fournitures administratives, alimentation, produits d'entretien,…	Exemples : Acquisition d'un bâtiment, achat d'un véhicule, achat d'un ordinateur,…
Les charges sont comptabilisées en section de fonctionnement, sur les comptes de la classe 6.	Les immobilisations sont comptabilisées en section d'investissement, sur les comptes de la classe 2.

La tenue de l'inventaire permet, à partir des enregistrements comptables des mouvements affectant les biens inscrits, de valoriser le patrimoine en valeur brute et nette à la clôture de chaque exercice. Le suivi est assuré conjointement par l'Ordonnateur et le Comptable Public et doit permettre d'obtenir une image identique, régulière et sincère de la situation patrimoniale de la collectivité.

La saisie de l'inventaire dans le logiciel financier est effectuée par les comptables des services, lors de la phase de liquidation.

ARTICLE 45 LES MODALITES COMPTABLES CONSTATANT LES ENTREES

Un bien peut entrer dans le patrimoine de la collectivité de plusieurs manières.

- ***Biens acquis à titre onéreux :***

Le bien est comptabilisé pour son coût d'acquisition TTC ou HT selon l'assujetissement à la TVA incluant le coût principal et les frais accessoires (frais de notaire, etc.)

PROJET

- ***Biens acquis à l'euro symbolique :***

Le bien est acquis pour 1 €. Pour tenir compte de la valeur réelle du bien qui entre dans le patrimoine de la collectivité, l'acquisition est comptabilisée comme une subvention en nature.

- ***Biens reçus en affectation :***

Il s'agit de biens reçus gratuitement lors de la création d'une structure ou du transfert d'une compétence à un EPCI (ex : création d'un budget annexe, création d'une Communauté d'Agglomération, transferts de compétences à un EPCI…) avec affectation ou transfert total et définitif de propriété. Les écritures qui découlent de ces opérations sont du seul ressort de la Direction des Finances.

- ***Biens reçus à titre de dons ou de legs :***

Les administrés ou d'autres tiers peuvent céder gratuitement leurs biens aux collectivités par le biais de :
- dons : transferts gratuits de biens
- legs : don contenu dans un testament

- ***Biens reçus à titre gratuit hors dons et legs :***

Les biens reçus à titre gratuit, hors dons et legs, sont traités comme des subventions en nature. Ils sont inscrits au patrimoine de la collectivité pour leur valeur vénale.

- ***Biens reçus par transfert de charges (travaux en régie) :***

Les travaux réalisés en régie sont des travaux effectués par du personnel de la collectivité, avec ses propres moyens en matériel et outillage, afin de réaliser une immobilisation lui appartenant. En fin d'exercice, ces charges sont transférées en investissement.

- ***Biens reçus en échange :***

Lors d'une acquisition par échange, on constate l'entrée du bien échangé à la valeur estimée par les Domaines et, s'il y a lieu, la soulte qui résulte de la négociation entre l'acquéreur et le vendeur si les deux biens échangés n'ont pas la même valeur. Les opérations comptables sont toutes d'ordre budgétaire, à l'exception du versement ou de l'encaissement de la soulte.

ARTICLE 46 LES MODALITES COMPTABLES CONSTATANT LES SORTIES

Un bien peut sortir du patrimoine de la collectivité de plusieurs manières.

- ***Biens cédés à titre onéreux :***

Le bien est cédé pour une valeur déterminée par délibération du Conseil d'Agglomération et décision du Président.

Dans le cas d'une cession à titre onéreux, une plus ou moins-value est à constater, selon la valeur nette comptable du bien et le montant de la cession.

PROJET

- ***Biens cédés à titre gratuit ou à l'euro symbolique :***

Les cessions à titre gratuit ou à l'€ symbolique s'analysent comme des subventions d'équipement versées et s'imputent au compte 204 « subventions ou dotations d'équipement en nature ».

- ***Biens réformés ou disparus :***

L'opération de réforme d'un bien consiste à le sortir du patrimoine de la collectivité pour sa VNC en cas :
- de démolition ;
- de destruction ou de mise hors service (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète …) ;
- de survenance d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol…).

Ces opérations sont comptabilisées par opérations d'ordre non budgétaires (après réintégration des amortissements éventuels) : elles sont donc passées par le seul comptable au vu des informations transmises par l'ordonnateur.

- ***Biens cédés à titre de dotation ou d'apport :***

Il s'agit de biens remis gratuitement lors de la création d'une structure (ex : création d'une Communauté d'Agglomération) avec transfert total et définitif de propriété.
Leur comptabilisation est réalisée par opération d'ordre non budgétaire : elle est passée par le seul Comptable public au vu des informations transmises par l'ordonnateur.

- ***Immobilisations sinistrées :***

• Bien détruit totalement par le sinistre :
- Avec indemnités d'assurances : la sortie s'effectue de la même manière qu'une cession à titre onéreux, les indemnités d'assurances tenant lieu de prix de vente s'imputent au compte 775 ;
- Sans indemnités d'assurance : le bien est sorti comme un bien réformé.

• Bien détruit partiellement par le sinistre :
- Sans réparation : l'immobilisation sort de la même manière qu'une mise en réforme ; les indemnités perçues sont comptabilisées sur le compte 7788 ;
- Avec réparation : si la collectivité décide de réparer le bien, l'indemnité perçue sera comptabilisée en recette sur le compte 7788, les charges afférentes à la réparation seront comptabilisées en dépenses (classe 6) et le bien ne changera pas de valeur en compte 2. Toutefois, si une partie des frais constitue une source d'amélioration prolongeant la durée d'utilisation du bien, ces frais sont comptabilisés en investissement.

ARTICLE 47 LES TRAITEMENT COMPTABLE DES TRAVAUX EN COURS ET FRAIS D'ETUDES

Les frais d'études :

EN INVESTISSEMENT

PROJET

COMPTE 2031 "frais d'études" **si les frais d'études réalisés contribuent à la réalisation d'un projet d'investissement futur**	**ETUDES NON-SUIVIES DE REALISATIONS** Les études non suivies de réalisation dans un délai maximum de trois ans à compter de leur achèvement sont amortissables sur 5 ans et imputées au compte 2031
	ETUDES SUIVIES DE REALISATIONS Les dépenses relatives aux travaux sont imputées, lors du lancement des travaux, sur des comptes 23 « Immobilisations en cours » éligibles au FCTVA. Une fois l'opération de travaux achevée, toutes les dépenses effectuées sur l'opération doivent être transférées à la subdivision des comptes 20 ou 21 correspondant à celle du bien. Ce transfert s'opère par opérations d'ordre non budgétaires réalisées par le Comptable Public
EN FONCTIONNEMENT	
COMPTE 617 **"frais d'études et de recherche" si les frais d'études réalisés** ne contribuent pas **à la réalisation d'un projet d'investissement futur**	

Lorsque les études sont réalisées par les moyens propres de la collectivité pour son compte, les frais correspondants sont imputés aux comptes de charges par nature concernés puis portés, en fin d'exercice, au débit du compte 2031 par le crédit du compte 721 « Travaux en régie – immobilisations corporelles ».

Avances versées pour des opérations de travaux en cours :

Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés 237 pour les immobilisations incorporelles et 238 pour les immobilisations corporelles.

Chaque année, des avances sont transférées vers des comptes 231 « Immobilisations corporelles en cours » et 232 « Immobilisations incorporelles en cours », éligibles au FCTVA, au vu des justificatifs transmis par les mandataires certifiant de l'emploi de l'avance pour l'exécution des travaux.

Une fois les travaux achevés, toutes les dépenses des comptes 231 et 232 sont intégrées à la subdivision des comptes 20 et 21 correspondants au bien sur lequel les travaux ont porté, par opération d'ordre non budgétaire réalisée par le Comptable Public.

SECTION 2 L'AMORTISSEMENT

Les amortissements sont la constatation d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps ou de l'évolution des techniques. Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation. L'obligation de sincérité des comptes exige que cette dépréciation soit constatée.

ARTICLE 48 LE CHAMP D'APPLICATION

PROJET

En application des dispositions de l'article L.2321-2 du CGCT, les dotations aux amortissements des immobilisations constituent une dépense obligatoire.

L'instruction comptable M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation qui est calculé au prorata du temps prévisible d'utilisation à compter de la date de mise en service du bien (prorata temporis) à l'exception :

- des biens de faible valeur et des documents d'urbanisme qui feront l'objet d'un amortissement en année N+1 ;
- des subventions d'équipement qui feront l'objet d'un amortissement en année N+1 ;

ARTICLE 49 LES DUREES ET MODALITES D'AMORTISSEMENT

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées pour chaque bien ou catégorie de bien, conformément aux dispositions de l'article R.2321-1 du CGCT, par l'organe délibérant.

Les biens de faible valeur

Pour l'ensemble des budgets M57 et M4, m2A a fixé à 1 000,00€ HT ou TTC le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations qui ont peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent en un an. Le montant de 1 000,00€ s'entend HT dès lors que le budget ou l'activité est soumis à TVA.

Les durées d'amortissement

Elles sont fixées, par catégorie de biens, en fonction de leur rythme de dépréciation technique et sont adoptées par l'assemblée délibérante et conformément à l'instruction M57.

Les durées d'amortissement sont également fixées pour les budgets annexes relevant des instructions comptables M4, M43 et M49.

Les durées et modalités d'amortissement sont jointes en annexe 1 au présent Règlement Budgétaire et Financier.

Les modalités d'amortissement

Conformément aux nomenclatures comptables appliquées, le mode d'amortissement de droit commun est de type linéaire.

Pour les biens acquis sur les budgets gérés en M57, l'amortissement est effectué au prorata temporis sauf pour les exceptions (biens de faible valeur, documents d'urbanisme, frais d'études et d'insertion, subventions d'équipement).

Pour les biens acquis sur les budgets gérés en M4, l'amortissement est effectué à compter du 1er janvier N+1.

ARTICLE 50 LA REPRISE DES SUBVENTIONS TRANSFERABLES

PROJET

Des subventions d’investissement sont reçues par la Collectivité pour financer des biens amortissables. La reprise de ces subventions au compte de résultat permet d’atténuer la charge de la dotation aux amortissements de ces biens.

Cela se traduit par une écriture d’ordre budgétaire.

La reprise de la subvention est effectuée sur le même rythme que l’amortissement du bien. Ainsi, si un bien est amorti sur 10 ans, la subvention perçue sera reprise sur 10 ans également.

PROJET

TITRE VII LA GESTION ET LE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 51 LES SUBVENTIONS REÇUES

La mise en œuvre d'une gestion efficace des cofinancements dont peuvent bénéficier les collectivités pour la réalisation des projets représente un enjeu financier majeur.

Une organisation spécifique est mise en place pour :

- rechercher des financements externes auprès des partenaires pour les projets de m2A (dont les financements européens),
- conseiller et orienter les services sur les financements potentiels,
- recenser tout au long de l'année les projets pouvant être soutenus,
- associer les financeurs au montage des grands projets,
- préparer les contractualisations sur le territoire ,
- assurer la constitution des dossiers de subventions pour les projets d'investissement, en lien avec les services opérationnels,
- garantir un suivi de ces subventions, de leurs délais, en lien avec la réalisation des opérations et effectuer régulièrement les demandes d'acomptes et de soldes.

ARTICLE 52 LES SUBVENTIONS VERSEES

Une subvention est un concours financier volontaire et versée à une personne physique ou morale dans un objectif d'intérêt public et local. Une subvention, pour être attribuée, doit obligatoirement avoir fait l'objet d'une demande écrite de la part du tiers attributaire formulée à Mulhouse Alsace Agglomération et d'un dépôt de la demande sur la plateforme extranet dédiée.

Chaque dispositif arrêté par Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre de ses champs d'intervention, a pour objet de définir les conditions d'attribution des subventions qu'il prévoit de verser au bénéfice de tiers.

Tout versement de subvention nécessite une délibération ou décision ainsi qu'une convention lorsque la subvention dépasse le seuil de 23 000€ ou est assortie de conditions d'octroi.

Les subventions d'investissement et de fonctionnement versées au cours de l'exercice précédent font l'objet d'une annexe au Compte Financier Unique.

Le contrôle de l'utilisation des subventions est effectué au vu des justificatifs produits au moment des demandes de versement.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention ou de l'affectation de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire ;
- en l'absence de production du compte rendu financier ;
- en cas de manquement au contrat d'engagement républicain.

PROJET

TITRE VIII LA GESTION FINANCIERE DE LA DETTE

ARTICLE 53 LES PRINCIPES REGISSANT LA GESTION DE LA DETTE PROPRE

Le Président peut, par délégation de l'organe délibérant, être chargé de procéder, dans les limites fixées par celui-ci, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget ainsi qu'aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. L'Assemblée délibérante est informée des caractéristiques des emprunts et des produits financiers souscrits.

La gestion de la dette repose sur :

- un recours à des établissements de crédit variés ;
- une diversification de la structure de la dette pour atténuer l'exposition au risque de taux et la mobilisation de produits simples et visibles à long terme ;
- la possibilité de recourir à des emprunts à taux variables en fonction des opportunités du marché ;
- le respect d'un équilibre non strict entre emprunts à taux fixes et emprunts à taux variables ;
- le recours à des sources de financement sécurisées ;
- une adaptation des maturités à la nature des projets à financer.

ARTICLE 54 LES RELATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Modalités de consultation des établissements bancaires et financiers :

Les marchés de services financiers ne sont pas soumis au Code de la Commande Publique. Néanmoins, les consultations d'emprunt seront réalisées auprès d'au-moins trois établissements de crédit et deux établissements pour les produits de couverture, français comme étrangers, afin de bénéficier de la meilleure offre possible, au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser.

La classification de l'encours de dette selon la charte Gissler :

La Charte Gissler ou Charte de Bonne Conduite a été signée le 7 décembre 2009 par quatre grands établissements bancaires (Dexia, BPCE, Société Générale et Crédit Agricole) et des représentants des élus locaux (AMF, AMGVF et AdCF notamment), puis reprise par la circulaire interministérielle IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.

Les établissements bancaires signataires se sont engagés à ne plus fournir aux collectivités des produits les exposant à des risques de taux élevés et à communiquer les risques sur les produits proposés.

La classification Gissler distingue deux types de risque :

- Un risque sur les indices sous-jacents, c'est-à-dire la référence sur laquelle est adossé l'emprunt. Les prêts sont classés selon le degré de risque allant de 1 (risque le plus faible) à 6 ;
- Un risque sur la structure, c'est-à-dire la construction du prêt. Les prêts sont classés selon le degré du risque allant de A (risque le plus faible) à F.

PROJET

M2A publie les caractéristiques de sa dette selon la typologie fixée par la Charte Gissler lors du vote du Budget Primitif et du Compte Financier Unique.

M2A s'engage à limiter tous les nouveaux financements ainsi que les produits de gestion qui s'y rattacheront aux indices 1 à 2 et structures A à C.

Règlement des conditions de réalisation des emprunts

Contrôle opéré	Description du processus
Identification du besoin de financement	Définition du besoin de financement associé à un projet spécifique ou au financement des investissements annuels
Modalités de consultation	En fonction de l'objet et du montant de l'emprunt : consultation auprès d'un minimum de 3 banques et investisseurs institutionnels par l'envoi d'un cahier des charges (délai de réponse de 10 jours minimum) Elaboration d'un cahier des charges : seuls les emprunts de la catégorie A1 à C2 de la Charte Gissler peuvent être proposés à l'arbitrage des élus
Analyse des offres	Contrôle de la conformité des offres au cahier des charges : lisibilité du taux, du calcul des intérêts et du mode d'amortissement, modalités de remboursement anticipé, commissions, frais de dossier, coût global de l'emprunt…
Décision d'attribution	- Arbitrage des élus en charge des finances en Réunion Finances (Vice-Président, DGA en charge des Finances, Directeur des Finances) : choix de la meilleure offre de financement - Acceptation de l'offre : envoi d'un mail de confirmation ou signature d'une offre de prêt (non contractuelle) - Décision de réalisation d'emprunt signée par Le Président puis publication préfecture ; compte-rendu des décisions prises par délégation au Conseil d'Agglomération
Formalités contractuelles	- Signature du contrat de prêt par Le Président - Demande de versement transmise à la banque ou versement automatique des fonds à la date prédéfinie
Information	Caractéristiques de l'emprunt souscrit renseignées dans les annexes des prochains Comptes Financiers Uniques et Budgets Primitifs. Une information est faite dans le Rapport d'Orientations Budgétaires.

ARTICLE 55 LES PRINCIPES REGISSANT LA GESTION DE LA DETTE GARANTIE

La garantie d'emprunt est un engagement hors bilan par lequel la collectivité accorde sa caution à un organisme dont elle veut faciliter le recours à l'emprunt en garantissant aux prêteurs le remboursement en cas de défaillance du débiteur.

Tout accord de garantie d'emprunt est précédé d'une analyse financière des comptes du demandeur par les services de m2A.

PROJET

La décision d'octroyer une garantie d'emprunt est obligatoirement prise par le Bureau de m2A. Le contrat de prêt, la convention ou, le cas échéant, l'acte de cautionnement est ensuite signé par le représentant de la collectivité.

Les garanties d'emprunt accordées à des personnes morales de droit privé sont soumises aux dispositions de la loi du 5 janvier 1988 modifiée dite « loi Galland ». Elle impose aux collectivités trois ratios prudentiels cumulatifs conditionnant l'octroi de garanties d'emprunt :

- **La règle du plafonnement du risque :** le montant de l'annuité de la dette propre ajouté au montant de l'annuité de la dette garantie, y compris la nouvelle annuité garantie, ne doit pas dépasser 50% des recettes réelles de fonctionnement ;
- **La règle de division des risques :** le volume total des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne peut aller au-delà de 10% des annuités pouvant être garanties par la collectivité ;
- **La règle du partage des risques :** la quotité garantie ne peut couvrir que 50% du montant de l'emprunt contracté par l'organisme demandeur. Ce taux peut être porté à 80% pour des opérations d'aménagement menées en application des articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme. Ces ratios sont cumulatifs.

Ces ratios ne sont pas applicables pour les opérations de construction, acquisition ou amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ou les sociétés d'économie mixte ou subventionnées par l'Etat (article L.2252-2 du CGCT).

L'ensemble des garanties d'emprunt fait obligatoirement l'objet d'une communication qui figure dans les annexes du Budget Primitif et du Compte Financier Unique au sein du document intitulé « Etat de la dette propre et garantie ». Un compte-rendu des décisions du Bureau en matière de gestion de la dette garantie est opéré au Conseil d'Agglomération pour m2A.

ARTICLE 56 LES PRINCIPES REGISSANT LA GESTION DE LA TRESORERIE

L'objectif de la gestion active de la trésorerie est de garantir à tout moment la solvabilité de m2A pour un coût financier minimisé.

Pour faire face à des besoins ponctuels en disponibilités, m2A pourra avoir recours à deux produits financiers de court terme :

- L'avance de trésorerie, prêt à court terme destiné à faire face à un besoin ponctuel et certain de disponibilités. Elle est mobilisable et remboursable en une fois pour le montant et l'échéance déterminés par un contrat ;
- L'ouverture d'une ligne de crédit de trésorerie destinée à faire face à un besoin ponctuel et éventuel de disponibilités. Elle équivaut à un droit de tirage permanent auprès d'un établissement de crédit dans la limite d'un plafond fixé par un contrat ;

Leur utilisation est autorisée par une délibération de l'organe délibérant, le Président pouvant disposer d'une délégation. Ces opérations sont suivies dans les comptes financiers tenus par le Comptable Public.

Un tableau retraçant les opérations correspondantes intervenues au cours de l'exercice précédent est joint en annexe au Compte Financier Unique le document intitulé « Etat de la dette » et « détail des crédits de trésorerie ».

PROJET

TITRE IX L'INFORMATION DES ELUS

ARTICLE 57 L'INFORMATION A CHAQUE ETAPE BUDGETAIRE

Tout au long du processus budgétaire, le Président est tenu d'informer l'assemblée délibérante sur les décisions prises en matière budgétaire, de gestion de la dette, de gestion des crédits pluriannuels notamment.

Cette information se traduit par la communication de documents budgétaires règlementaires accompagnés d'annexes relatives à la dette, aux ressources humaines, aux crédits pluriannuels qui respectent le formalisme imposé par la comptabilité publique et les textes en vigueur.

ARTICLE 58 L'INFORMATION EN COURS D'EXERCICE

Le Président de m2A informe l'Assemblée Délibérante des virements de crédits de paiement entre chapitres lors de sa plus proche séance.

ARTICLE 59 LA MISE EN LIGNE DES DOCUMENTS BUDGETAIRES

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRé) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Les documents de présentation (budget primitif, compte administratif, rapport d'orientation budgétaire…) ont vocation à être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, après l'adoption par l'assemblée délibérante.

Le décret n°2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières est venu préciser les conditions de cette mise en ligne, en particulier leur accessibilité intégrale et sous un format non modifiable, leur gratuité et leur conformité aux documents soumis à l'assemblée délibérante.

ARTICLE 60 LES SUITES DONNEES AUX RAPPORTS D'OBSERVATIONS DE LA CRC

Dans un délai d'un an à compter de la présentation d'un rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes (CRC) à l'assemblée délibérante, l'exécutif de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la CRC.

Ce rapport est communiqué à la CRC. Le rapport d'observations définitives que la CRC adresse au Président de l'EPCI est également transmis par la CRC aux maires des communes membres, immédiatement après la présentation qui en est faite à l'organe délibérant de ce dernier. Ce rapport est présenté par le Maire de chaque commune au plus proche conseil municipal et donne lieu à un débat.

PROJET

GLOSSAIRE

Amortissement : L'amortissement est la réduction irréversible, répartie sur une période déterminée, du montant porté à certains postes de bilan. C'est une constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, d'un changement de technique ou de toute autre cause.

Assemblée délibérante : Réunion plénière du conseil communautaire.

Article : compte du budget qui constitue la subdivision comptable la plus fine par nature du chapitre.

Autofinancement : l'autofinancement est l'ensemble des ressources dégagées par la section de fonctionnement pour financer les dépenses d'investissement.

Autorisation d'engagement (AE) : Les autorisations d'engagement sont réservées aux seules dépenses de fonctionnement résultant de conventions, de délibérations ou de décisions au titre desquelles m2A s'engage. Non-pratiqué.

Les AE constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses de fonctionnement des services.

Autorisation de programme (AP) : Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements (équipements et subventions d'équipement).

Budget : Acte de prévision et d'autorisation des dépenses et des recettes pour un exercice.

Comptabilité d'engagement : la comptabilité d'engagement est la comptabilité obligatoire tenue exclusivement par l'Ordonnateur pour suivre les engagements de charges de fonctionnement et de dépenses d'investissement effectuées par les services de la collectivité. L'Ordonnateur a aussi intérêt à tenir une comptabilité d'engagement des recettes.

Comptable public : Payeur, agent de l'État, qui contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement à la tête du Service de Gestion Comptable.

Crédits de paiement : Limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année.

Délibération : Décision de l'assemblée délibérante.

Engagement : Acte par lequel un organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge.

Fonctionnement : Toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité.

Investissement : Opérations qui modifient la valeur ou la consistance du patrimoine.

Ligne de crédit : subdivision d'un article ou d'un compte comptable pour permette de ventiler le plan comptable au niveau des sous budgets de l'ensemble des services de la collectivité

Liquidation : Acte qui permet de vérifier la réalité de la créance (notion de service fait) et d'arrêter le montant de la dépense.

PROJET

Pré-mandatement : Action comptable préparatoire au mandatement.

Mandatement : Acte administratif donnant ordre de payer à la Paierie afin d'honorer une dette à l'égard d'un tiers (entreprise, associations, personnes publiques…).

Nomenclature ou plan de compte : cadre comptable unique servant de grille de classement à tous les intervenants (ordonnateur, comptable, juge des comptes …) et destiné à prévoir, ordonner, constater, contrôler et consulter les opérations financières.

Ordonnateur : Président du conseil d'agglomération, chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses et les recettes.

Rattachements : La procédure de rattachement ne concerne que la section de fonctionnement. Cette procédure vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné toutes les charges à payer et les produits à recevoir qui s'y rapportent et qui n'ont pas encore été comptabilisés au cours de cet exercice mais qui correspondent à des services faits constatés au 31 décembre.

Restes à réaliser : Ce sont, soit des recettes non encore titrées ou des dépenses engagées, mais non-encore mandatées à la clôture de l'exercice.

Service de Gestion comptable : Comptable public, agents de l'Etat en charge de la gestion de la trésorerie des collectivités et du recouvrement des recettes.

Subvention au sens du présent règlement : Aide financière facultative accordée par la collectivité, en vertu d'une décision, à des intervenants publics ou privés.

Titre de recette : Acte qui établit les droits de la collectivité. C'est à la fois un acte juridique et comptable. Il constate une liquidation un droit vis-à-vis d 'un tiers.

Transfert de crédit : Mouvement de crédits entre deux lignes de crédits d'une même nature comptable

Virement de crédit : Mouvement de crédits entre deux lignes de deux natures comptables différentes.

PROJET

Annexe 1 – Durées d'amortissement par budget

BUDGET PRINCIPAL

Seuil de faible valeur : seuil en deçà duquel les immobilisations s'amortissent sur un an : 1 000,00€ TTC ou HT selon assujettissement à la TVA

Conformément à l'instruction M57, les biens sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au prorata temporis, hormis pour :

- les frais relatifs aux documents d'urbanisme, les frais d'études et d'insertion ainsi que les biens de faible valeur, qui seront amortis à compter du 1er janvier N+1
- les subventions d'équipement, dont l'amortissement démarrera au 1er janvier N+1

Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement	Méthode
IMMOBILISATION INCORPORELLES		
202 Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	10	Linéaire
2031 Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	Linéaire
2032 Frais de recherche et de développement (réussite du projet)	5	Linéaire
2032 Frais de recherche et de développement (échec du projet)	1	Linéaire
2033 Frais d'insertion (non suivis de réalisations)	5	Linéaire
2051 Concessions et droits similaires (brevets)	Durée du privilège ou durée d'utilisation si plus brève	Linéaire
2051 Concessions et droits similaires (logiciels)	2	Linéaire
2087 Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	2	Linéaire
2088 Autres immobilisations incorporelles	2	Linéaire

IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
2114 Terrains de gisement	Durée contrat	Linéaire
2121 Plantations d’arbres et d’arbustes	20	Linéaire
21321 Immeubles de rapport	25	Linéaire
21328 Autres bâtiments privés	25	Linéaire
21352 Bâtiments privés	15	Linéaire
2142 Immeubles de rapport (bâtiments privés)	25	Linéaire
21561 Matériel roulant	10	Linéaire
21568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	Linéaire
21571 Matériel ferroviaire	8	Linéaire
21572 Matériel technique scolaire	8	Linéaire
215731 Matériel roulant	8	Linéaire
215738 Autre matériel et outillage de voirie	8	Linéaire
215741 Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8	Linéaire
215742 Installations, matériel et outillage des colonies de vacances	8	Linéaire
21578 Autre matériel technique	8	Linéaire
2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	Linéaire
21612 Dépenses ultérieures immobilisées	25	Linéaire
21622 Dépenses ultérieures immobilisées	8	Linéaire
2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	Linéaire
21821 Matériel de transport ferroviaire	25	Linéaire
21828 Autres matériels de transport	10	Linéaire
21831 Matériel informatique scolaire	5	Linéaire
21838 Autre matériel informatique	5	Linéaire
21841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	Linéaire
21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	Linéaire
2185 Matériel de téléphonie	5	Linéaire
2186 Cheptel	10	Linéaire
2188 Autres	8	Linéaire

IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION		
21714 Terrains de gisement	Durée contrat	Linéaire
21721 Plantations d'arbres et arbustes	20	Linéaire
217321 Immeubles de rapport	25	Linéaire
217328 Autres bâtiments privés	25	Linéaire
21742 Immeubles de rapport	25	Linéaire
217561 Matériel roulant	10	Linéaire
217568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	Linéaire
217571 Matériel ferroviaire	8	Linéaire
217572 Matériel technique scolaire	8	Linéaire
2175731 Matériel roulant	8	Linéaire
2175738 Autre matériel et outillage de voirie	8	Linéaire
217578 Autre matériel technique	8	Linéaire
21758 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	Linéaire
217821 Matériel de transport ferroviaire	25	Linéaire
217828 Autres matériels de transport	10	Linéaire
217831 Matériel informatique scolaire	5	Linéaire
217838 Autre matériel informatique	5	Linéaire
217841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	Linéaire
217848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	Linéaire
21785 Matériel de téléphonie	5	Linéaire
21786 Cheptel	10	Linéaire
21788 Autres	8	Linéaire
IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION		
2214 Terrains de gisement	Durée contrat	Linéaire
2221 Plantations d'arbres et arbustes	20	Linéaire
22321 Immeubles de rapport	25	Linéaire
22328 Autres bâtiments privés	25	Linéaire
2242 Immeubles de rapport	25	Linéaire
2256 Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	Linéaire
22571 Matériel ferroviaire	8	Linéaire
22572 Matériel technique scolaire	8	Linéaire

225731 Matériel roulant	8	Linéaire
225738 Autre matériel et outillage de voirie	8	Linéaire
22578 Autre matériel technique	8	Linéaire
2258 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	Linéaire
2281 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	Linéaire
22821 Matériel de transport ferroviaire	25	Linéaire
22828 Autres matériels de transport	10	Linéaire
22831 Matériel informatique scolaire	5	Linéaire
22838 Autre matériel informatique	5	Linéaire
22841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	Linéaire
22848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	Linéaire
2285 Matériel de téléphonie	5	Linéaire
2286 Cheptel	10	Linéaire
2288 Autres	8	Linéaire
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES		
204****1 Biens mobiliers, matériel et études	5	Linéaire
204****2 Bâtiments et installations	30	Linéaire
204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	Linéaire
204114 Etat - Voirie	30	Linéaire
204115 Etat - Monuments historiques	30	Linéaire

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Seuil de faible valeur : seuil en deça duquel les immobilisations s'amortissent sur un an : 1 000,00€ HT

Conformément à l'instruction M4, les biens sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au 1er janvier N+1.

Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement	Méthode
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	Linéaire
2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	Linéaire
2051 - Concessions et droits similaires (sauf pour les brevets amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève)	5	Linéaire
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
2121 - Agencements et aménagements de terrains nus	20	Linéaire
2125 - Agencements et aménagements de terrains bâtis	20	Linéaire
21311 - Bâtiments d'exploitation	50	Linéaire
21315 - Bâtiments administratifs	50	Linéaire
21351 - Installations générales bâtiments d'exploitation	20	Linéaire
21355 - Installations générales bâtiments administratifs	15	Linéaire
21411 - Bâtiment d'exploitation sur sol autrui	50	Linéaire
21451 - Installations générales bâtiment d'exploitation sur sol d'autrui	20	Linéaire
2151 - Installations complexes spécialisées	10	Linéaire
21531 - Réseaux d'adduction d'eau	50	Linéaire
2154 - Matériel industriel	10	Linéaire
2155 - Outillage industriel	20	Linéaire
21561 - Service de distribution d'eau	10	Linéaire

2157 - Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20	Linéaire
2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques	10	Linéaire
2182 - Matériel de transport	8	Linéaire
2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	Linéaire
2184 - Mobilier	15	Linéaire
2188 - Autres	5	Linéaire

BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

Seuil de faible valeur : seuil en deçà duquel les immobilisations s'amortissent sur un an : 1 000,00€ HT

Conformément à l'instruction M4, les biens sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au 1er janvier N+1.

Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement	Méthode
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
2051 - Logiciel	5	Linéaire
2031 - Frais d'études	5	Linéaire
2033 - frais d'insertion	5	Linéaire
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
2131 – Bâtiment Chaufferie 2135 – Installations générales 2138- Autres constructions	50	Linéaire
2135/2138 – Aménagement de bâtiment	15	Linéaire
2151 - Installations complexes spécialisées	50	Linéaire
2153 - Installations à caractère spécifique	50	Linéaire
2154 – Matériel industriel : Turbine, équipements techniques (vanne, équipements électriques, compteurs, pompes)	20	Linéaire
2154 – Matériel industriel - Chaudière échangeur	50	Linéaire
2182 - Véhicule	8	Linéaire
2183- Matériel de bureau et informatique	5	Linéaire
2184 – Mobilier	5	Linéaire
2188 - Autres immobilisations corporelles	5	Linéaire

BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS

Seuil de faible valeur : seuil en deçà duquel les immobilisations s'amortissent sur un an : 1 000,00€ HT

Conformément à l'instruction M4, les biens sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au 1er janvier N+1.

Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement	Méthode
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
2051 - Logiciel	5	Linéaire
2031 - Frais d'études	5	Linéaire
2033 - Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	Linéaire
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
2121- Terrains nus	25	Linéaire
2125 – Terrains bâtis	25	Linéaire
2128 – Autres terrains	25	Linéaire
2131 - bâtiments publics	25	Linéaire
2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	5	Linéaire
2138 - Autres constructions	25	Linéaire
2141 – bâtiments- sur sol d'autrui	25	Linéaire
2145 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions sur sol d'autrui	10	Linéaire
2148 - Autres constructions sur sol d'autrui	25	Linéaire
2153 - Installation à caractère spécifique	25	Linéaire
2154 - Matériel industriel	10	Linéaire
2155 - Outillage industriel	10	Linéaire
2155 - Infrastracture Tramway	25	Linéaire
2182/2156 - Matériel de transport :		Linéaire
- travaux de rénovation des bus	3	Linéaire

- véhicule pour personne à mobilité réduite	8	Linéaire
- Autobus d'occasion	8	Linéaire
- équipements des autobus (matériel embarqué) et déco extérieure des bus	10	Linéaire
- rame de Tramway	25	Linéaire
- Autobus neuf	15	Linéaire
-Vélos	8	Linéaire
2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10	Linéaire
2183 - Matériel informatique et bureautique	5	Linéaire
2184 - Mobilier	5	Linéaire
2188 - Autres immobilisations corporelles	10	Linéaire
2188 - Equipement spécifique électrique	25	Linéaire

Les subventions d’équipement versées et inscrites en section de fonctionnement peuvent faire l’objet d’une intégration à la section d’investissement par le biais de la procédure dite des « charges à étaler ». L’étalement est effectué sur 15 ans.

BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE

Concernant ce budget, les amortissements s'appliquent uniquement à des subventions d'équipement.

Par dérogation à l'instruction M57, les subventions d'équipement sont amorties en une seule fois, lorsqu'elles sont intégralement versées et que la recette concernée a été également perçue.

La reprise de la subvention en recette s'effectue également en une fois, dès lors qu'elle est intégralement perçue.

Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES	
204****1 Biens mobiliers, matériel et études	1
204****2 Bâtiments et installations	1
204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national	1

M. LE PRÉSIDENT : Maintenant, on va passer aux finances. Il s'agit de l'adoption du règlement budgétaire et financier, et je passe la parole à Jean-Luc SCHILDKNECHT.

M. SCHILDKNECHT : Le règlement budgétaire et financier est une obligation réglementaire, vous le savez certainement tous, qui a pour objectif, en début de mandat, nous n'avons pas à le valider toutes les années me semble-t-il, de formaliser les règles de gestion financière qui s'appliquent à m2A. Ce règlement rappelle aussi les durées et les méthodes d'amortissement. À ma connaissance, ce règlement, je ne sais pas si vous avez pris le temps de le feuilleter, 45 pages, n'a pas ou très peu évolué. Aussi, ce soir, je vous propose de l'adopter et de valider les durées d'amortissement.

M. LE PRÉSIDENT : Des questions ? Pas de questions.

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

14° <u>BUDGET PRINCIPAL : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/97C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :
- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	262 612 192,34 €	277 682 505,33 €	15 070 312,99 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	11 821 517,93 €	11 821 517,93 €
Total cumulé	**262 612 192,34 €**	**289 504 023,26 €**	**26 891 830,92 €**

Le résultat de la section de fonctionnement est excédentaire de 26 891 830,92 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	69 367 216,67 €	91 417 318,60 €	22 050 101,93 €
Excédent / Déficit reporté	15 836 443,84 €	0, 00€	-15 836 443,84 €
Total cumulé	**85 203 660,51 €**	**91 417 318,60 €**	**6 213 658,09 €**

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire à hauteur de 6 213 658,09 €.

3 - RÉSULTAT

Résultat de fonctionnement	26 891 830,92 €
Résultat d'investissement	6 213 658,09 €
Résultat cumulé de l'exercice	**33 105 489,01 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget principal dégage un résultat global de fin d'exercice de 33 105 489,01 €.

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de 56 883 133,13 € en dépenses et 42 960 238,51 € en recettes, le Compte Financier Unique 2025 du budget principal dégage un résultat global de fin d'exercice de 19 182 594,39 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Compte Financier Unique 2025 du Budget Principal.

PJ : (2)

- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900073

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 8
B3.2 - Liste des établissements publics créés 9
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 10
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 11
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 12
D - Bilan synthétique 14
E - Compte de résultat synthétique 15
F - Taux des contributions et produits afférents en N 17

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 18

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 19
A1.2 - Recettes d'investissement 20
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 21
A2.2 - Recettes de fonctionnement 22

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 23
B2 - Recettes d'investissement 28
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 33
D1 - Dépenses de fonctionnement 34
D2 - Recettes de fonctionnement 40

III - Etats financiers

A - Bilan 45
B - Compte de résultat 49
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 52
D - Balance des comptes 53

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 96
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 98
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 100

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 104
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 105
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 116
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 118
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 119
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 121
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 122
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 123
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 124
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 125
B3 - Etat des provisions 128
B4 - Etat des charges transférées 130
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 131
B6 - Prêts 147
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 148
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 149
B7.3 - Etat des emprunts garantis 150
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 241
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 242
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 243
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 244
B7.8 - Autres engagements donnés 245

B7.9 - Autres engagements reçus 246
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 247
B9 - Etat du personnel 255
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 280
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 285
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 286

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 287
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 288
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 289
C2.1 - Situation des AP 292
C2.2 - Situation des AE 294

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 295
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 302

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 309
D2 - Gestion des fonds européens 310
D3 - Actions de formation des élus 311
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 312
D5 - Identification des flux croisés 313
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 314
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 316
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 318
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 319
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 320
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 321
E - État des Contrôles du Compte Financier 323

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 324

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES | I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	276825

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	584,97

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	894.83
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1038.78
3	Dépenses d'équipement brut / population	107
4	Encours de dette / population (2)(3)	391.99
5	DGF / population	92.61
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	33,46%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	91,20%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	10,17%
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	4,84%
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	39,88%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	387%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	185 086 887,06	270 800 100,00	455 886 987,06
	Recettes réalisées (1)	B	91 417 318,60	277 682 505,33	369 099 823,93
	Restes à réaliser	C	42 960 238,51	0,00	42 960 238,51
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	169 250 443,22	282 621 617,93	451 872 061,15
	Dépenses réalisées (1)	E	69 367 216,67	262 612 192,34	331 979 409,01
	Restes à réaliser	F	56 883 133,13	0,00	56 883 133,13
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	22 050 101,93	15 070 312,99	37 120 414,92
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-15 836 443,84	11 821 517,93	-4 014 925,91
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	6 213 658,09	26 891 830,92	33 105 489,01
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-13 922 894,62	0,00	-13 922 894,62
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-7 709 236,53	26 891 830,92	19 182 594,39

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-15 836 443,84	0,00	22 050 101,93	0,00	6 213 658,09
Fonctionnement	37 407 740,96	25 586 223,03	15 070 312,99	0,00	26 891 830,92
TOTAL I	**21 571 297,12**	**25 586 223,03**	**37 120 414,92**	**0,00**	**33 105 489,01**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
01060-ZA GARE BANTZENHEIM CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-920 325,69	0,00	133 330,15	0,00	-786 995,54
Fonctionnement	-50 050,15	0,00	-14 509,72	0,00	-64 559,87
Sous-Total	-970 375,84	0,00	118 820,43	0,00	-851 555,41
01061-ZAE AMELIE 4 CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	0,00	0,00	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70
01083-INVEST TERRITORIAL INTEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	-675 258,77	0,00	-675 258,77
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	0,00	0,00	-675 258,77	0,00	-675 258,77
TOTAL II	**-970 375,84**	**0,00**	**-2 440 271,04**	**0,00**	**-3 410 646,88**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
01009-EAU CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-5 534 558,54	0,00	10 384 588,94	0,00	4 850 030,40
Fonctionnement	7 375 760,58	7 375 760,58	1 168 054,97	0,00	1 168 054,97
Sous-Total	1 841 202,04	7 375 760,58	11 552 643,91	0,00	6 018 085,37
01036-CHAUFFAGE URBAIN CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Investissement	-97 505,92	0,00	407 911,09	0,00	310 405,17
Fonctionnement	10 605 955,42	385 405,57	474 452,27	0,00	10 695 002,12
Sous-Total	10 508 449,50	385 405,57	882 363,36	0,00	11 005 407,29
01059-TRANSPORT URBAIN CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-4 694 953,95	0,00	8 995 650,63	0,00	4 300 696,68
Fonctionnement	4 200 534,33	4 200 534,33	2 509 558,04	0,00	2 509 558,04
Sous-Total	-494 419,62	4 200 534,33	11 505 208,67	0,00	6 810 254,72
TOTAL III	**11 855 231,92**	**11 961 700,48**	**23 940 215,94**	**0,00**	**23 833 747,38**
TOTAL I + II + III	**32 456 153,20**	**37 547 923,51**	**58 620 359,82**	**0,00**	**53 528 589,51**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Mulhousienne (SIVOM)		Contribution des EPCI et des communes membres	18 852 223,04
Syndicat mixte du Bioscope (SYMBIO)		Contribution des EPCI et des communes membres	5 472,27
Pôle Métropolitain		Contribution des EPCI	55 339,20
Syndicat mixte pour la gestion des ports du sud Alsace		Contribution des EPCI et des collectivités membres	0,00
Syndicat mixte de la Lauch		Contribution des collectivités membres	28 293,00
Syndicat mixte de la Thur Aval		Contribution des collectivités membres	36 263,00
Syndicat mixte de la Doller		Contribution des collectivités membres	63 683,00
Syndicat mixte de l'Ill		Contribution des collectivités membres	421 261,00
Syndicat mixte des cours d'eau et des canaux de la Plaine du Rhin		Contribution des collectivités membres	54 091,00
Syndicat mixte des cours d'eau du Sundgau oriental		Contribution des collectivités membres	93 644,00
EPAGE de la Largue		Contribution des collectivités membres	7 195,41
EURODISTRICT		Contribution des collectivités membres	17 500,00
Parc naturel Région du Ballon des Vosges		Contribution des collectivités membres	6 000,00
Syndicat mixte de l'Aérodrome Mulhouse Habsheim		Contribution des collectivités membres	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
REGIE	BA CHAUFFAGE URBAIN	01/01/2017	15/06/2016	20006600900024	SPIC	oui
REGIE	BA TRANSPORTS URBAINS	01/01/2017	15/06/2016	20006600900032	SPIC	oui
REGIE	BA ZAE GARE BANTZENHEIM	01/01/2017	15/06/2016	20006600900040	ZA	oui
REGIE	BA REGIE DE L EAU	01/01/2020	30/09/2019	20006600900065	SPIC	oui
REGIE	BA ZA AMELIE IV	01/01/2025	14/10/2024	20006600900081	ZA	oui
REGIE	BA ITI	16/06/2025	16/06/2025	20006600900099	SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **56 883 133,13**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**2 180 862,99**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**3 657 941,19**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**9 522 749,50**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**5 720 113,85**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**635 913,50**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**35 165 552,10**
4541100015	AIDE A LA PIERRE 2015	104 000,25
4541100016	AIDE A LA PIERRE 2016	234 124,40
4541100017	AIDE A LA PIERRE 2017	60 000,00
4541100018	AIDE A LA PIERRE 2018	277 698,00
4541100019	AIDE A LA PIERRE 2019	465 262,00
4541100020	AIDE A LA PIERRE 2020	514 468,48
4541100021	AIDE A LA PIERRE 2021	482 803,68
4541100022	AIDE A LA PIERRE 2022	1 786 485,29
4541100023	AIDE A LA PIERRE 2023	676 928,00
4541100024	AIDE A LA PIERRE 2024	804 296,00
4541100025	AIDE A LA PIERRE 2025	1 831 236,00
4541100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	1 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	252 434,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	2 707 139,00
4541102024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	7 539 597,00
4541102025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	17 428 080,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d’équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **42 960 238,51**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**832 948,40**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**2 387 524,39**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**187 732,41**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**39 552 033,31**
4541200005	PRU WITTENHEIM	10 000,17
4541200013	AIDE A LA PIERRE 2013	8 003,00
4541200014	AIDE A LA PIERRE 2014	17 929,01
4541200015	AIDE A LA PIERRE 2015	34 284,69
4541200017	AIDE A LA PIERRE 2017	386 809,12
4541200018	AIDE A LA PIERRE 2018	57 966,00
4541200019	AIDE A LA PIERRE 2019	779 468,70
4541200020	AIDE A LA PIERRE 2020	404 264,25
4541200021	AIDE A LA PIERRE 2021	450 869,00
4541200022	AIDE A LA PIERRE 2022	1 273 102,92
4541200023	AIDE A LA PIERRE 2023	576 928,00
4541200025	AIDE A LA PIERRE 2025	2 184 458,00
4541200103	PIG RBST DEPARTEMENT	26 698,45
4541200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	45 500,00
4541202022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	541 897,00
4541202023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	3 915 495,00
4541202024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	9 382 884,00
4541202025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	19 455 476,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	89 892,94
Autres immobilisations incorporelles	4 842,17
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	55 859,45
Constructions	290 072,67
Réseaux et installations de voirie	37 385,15
Réseaux divers	3 511,44
Installations techniques, agencements et matériel	1 979,72
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	13 938,69
Immobilisations corporelles en cours	**59 287,50**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**65 128,22**
Immobilisations financières (nettes)	**15 702,75**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**637 600,69**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	42,02
Créances	65 371,26
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	27 684,49
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**93 097,78**
Comptes de régularisation (III)	2 193,37
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**732 891,84**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	185 235,16
Neutralisations et régularisations	4 540,91
Réserves	218 176,09
Report à nouveau	11 821,52
Résultat de l'exercice	15 070,31
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	132 080,54
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**566 924,53**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**59,09**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	108 489,16
Dettes financières et autres emprunts	469,97
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**108 959,13**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 567,21
Autres dettes non financières	47 387,17
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**55 954,38**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**164 972,61**
Comptes de régularisation (III)	994,70
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**732 891,84**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	25 046,42	25 739,02
Participations	9 824,29	7 202,57
Compensations, autres attributions et autres participations	19 893,02	20 635,72
Dons et legs	2,23	3,73
Impôts et taxes	103 929,25	103 993,17
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	36 711,48	37 024,86
Produits des cessions d'actifs	2 524,38	309,58
Autres produits de gestion	4 860,97	2 995,99
Production stockée et immobilisée	147,34	174,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	655,22	699,32
Reprises du financement rattaché à un actif	33,79	19,91
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	1 107,04	144,76
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**204 735,44**	**198 942,64**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	36 331,71	41 298,40
Charges de personnel	80 141,56	78 018,21
Indemnités des élus (et membres du CESR)	1 156,89	1 156,31
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	718,78	267,82
Impôts et taxes	1 416,00	1 538,75
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	11 270,72	11 372,07
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	3 582,66	402,05
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	48,76	52,29

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**134 667,07**	**134 105,90**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	32 886,44	34 068,14
Autres charges	19 618,20	18 771,78
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**52 504,63**	**52 839,92**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**17 563,73**	**11 996,81**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**10,07**	**189,97**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**2 503,48**	**3 467,69**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-2 493,41**	**-3 277,72**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**15 070,31**	**8 719,09**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		3,58 %	0,00	14 047 204,00	7,23
TFPNB		4,78 %	0,00	116 823,00	4,00
CFE		26,36 %	0,00	34 462 009,00	10,33
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		10,06 %	0,00	1 058 513,00	-24,53
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE | II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 302 434,22	1 992 732,43	31,62	2 180 862,99
204	Subventions d'équipement versées (6)	21 971 047,36	6 285 757,91	28,61	3 657 941,19
21	Immobilisations corporelles	24 270 856,74	10 133 650,77	41,75	9 522 749,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	34 069 225,44	11 206 907,29	32,89	5 720 113,85
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**86 613 563,76**	**29 619 048,40**	**34,20**	**21 081 667,53**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	17 940 166,00	17 436 773,75	97,19	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	427 375,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 701 654,00	6 982 840,50	80,25	635 913,50
Total des dépenses financières		**27 069 195,00**	**24 419 614,25**	**90,21**	**635 913,50**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	46 951 066,46	7 695 159,74	16,39	35 165 552,10
Total des dépenses réelles d'investissement		**160 633 825,22**	**61 733 822,39**	**38,43**	**56 883 133,13**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 466 618,00*	*1 943 395,28*	*132,51*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*7 150 000,00*	*5 689 999,00*	*79,58*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**8 616 618,00**	**7 633 394,28**	**88,59**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**169 250 443,22**	**69 367 216,67**	**40,98**	**56 883 133,13**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**15 836 443,84**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**185 086 887,06**	**69 367 216,67**		**56 883 133,13**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE | II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	9 188 810,73	6 633 242,27	72,19	2 387 524,39
16	Emprunts et dettes assimilées	71 881 459,00	27 506 563,54	38,27	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	125 680,94	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	254 373,05	357 718,36	140,63	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	27 511 223,03	26 653 274,63	96,88	832 948,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 837 744,25	5 610 602,19	96,11	187 732,41
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	43 490 124,21	3 938 090,90	9,06	39 552 033,31
Total des recettes réelles d'investissement		**161 163 734,27**	**70 825 172,83**	**43,95**	**42 960 238,51**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*3 406 000,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*13 367 152,79*	*14 902 146,77*	*111,48*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*7 150 000,00*	*5 689 999,00*	*79,58*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**23 923 152,79**	**20 592 145,77**	**86,08**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**185 086 887,06**	**91 417 318,60**	**49,39**	**42 960 238,51**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**185 086 887,06**	**91 417 318,60**		**42 960 238,51**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	42 165 651,73	30 998 283,29	4 285 414,94	35 283 698,23	83,68	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	90 009 743,00	82 877 270,88	16 188,79	82 893 459,67	92,09	0,00
014	Atténuations de produits	73 153 420,00	72 649 102,56	0,00	72 649 102,56	99,31	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	56 102 430,41	54 107 482,41	187 273,36	54 294 755,77	96,78	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**261 431 245,14**	**240 632 139,14**	**4 488 877,09**	**245 121 016,23**	**93,76**	**0,00**
66	Charges financières	3 851 220,00	2 131 284,52	372 199,37	2 503 483,89	65,00	0,00
67	Charges spécifiques	566 000,00	85 545,45	0,00	85 545,45	15,11	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**265 848 465,14**	**242 848 969,11**	**4 861 076,46**	**247 710 045,57**	**93,18**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 406 000,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*13 367 152,79*	*14 902 146,77*	*0,00*	*14 902 146,77*	*111,48*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**16 773 152,79**	**14 902 146,77**	**0,00**	**14 902 146,77**	**88,85**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**282 621 617,93**	**257 751 115,88**	**4 861 076,46**	**262 612 192,34**	**92,92**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**282 621 617,93**	**257 751 115,88**	**4 861 076,46**	**262 612 192,34**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	243 000,00	278 018,70	9 879,47	287 898,17	118,48	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 252 835,00	35 964 679,64	746 799,08	36 711 478,72	104,14	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	73 257 526,00	73 211 882,00	0,00	73 211 882,00	99,94	0,00
731	Fiscalité locale	101 787 341,00	103 366 470,26	0,00	103 366 470,26	101,55	0,00
74	Dotations et participations	54 682 092,00	52 820 893,86	1 942 838,75	54 763 732,61	100,15	0,00
75	Autres produits de gestion courante	3 922 827,00	3 914 058,26	922 972,97	4 837 031,23	123,30	0,00
Total des recettes de gestion des services		**269 145 621,00**	**269 556 002,72**	**3 622 490,27**	**273 178 492,99**	**101,50**	**0,00**
76	Produits financiers	187 861,00	10 068,97	0,00	10 068,97	5,36	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	2 550 548,09	0,00	2 550 548,09	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**269 333 482,00**	**272 116 619,78**	**3 622 490,27**	**275 739 110,05**	**102,38**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 466 618,00*	*1 943 395,28*	*0,00*	*1 943 395,28*	*132,51*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**1 466 618,00**	**1 943 395,28**	**0,00**	**1 943 395,28**	**132,51**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**270 800 100,00**	**274 060 015,06**	**3 622 490,27**	**277 682 505,33**	**102,54**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**11 821 517,93**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**282 621 617,93**	**274 060 015,06**	**3 622 490,27**	**277 682 505,33**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	273 385,99	0,00	273 385,99	0,00
2031	Frais d'études	0,00	919 540,65	5 494,81	914 045,84	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	22 878,03	0,00	22 878,03	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	782 422,57	0,00	782 422,57	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 309 634,22	1 998 227,24	5 494,81	1 992 732,43	4 316 901,79
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	1 525 522,76	0,00	1 525 522,76	0,00
2041412	Bâtiments et installations	0,00	784 837,43	0,00	784 837,43	0,00
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00
2041582	Bâtiments et installations	0,00	566 750,00	0,00	566 750,00	0,00
204181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	111 464,00	0,00	111 464,00	0,00
204182	Bâtiments et installations	0,00	2 529 543,00	0,00	2 529 543,00	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	37 822,25	0,00	37 822,25	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	765 818,47	60 000,00	705 818,47	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	21 963 847,36	6 345 757,91	60 000,00	6 285 757,91	15 678 089,45
2111	Terrains nus	0,00	5 171,00	0,00	5 171,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	27 146,91	0,00	27 146,91	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	253 260,74	0,00	253 260,74	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	3 431 284,20	143 619,17	3 287 665,03	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	19 737,60	0,00	19 737,60	0,00
2138	Autres constructions	0,00	2 280,00	0,00	2 280,00	0,00
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	0,00	149 560,63	9 344,26	140 216,37	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	2 000 546,67	0,00	2 000 546,67	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21533	Réseaux câblés	0,00	35 747,53	0,00	35 747,53	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	13 356,32	0,00	13 356,32	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	95 638,71	0,00	95 638,71	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	678 702,02	0,00	678 702,02	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	1 744 702,58	26 004,70	1 718 697,88	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	664 267,15	0,00	664 267,15	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	263 307,27	0,00	263 307,27	0,00
2186	Cheptel	0,00	2 564,58	0,00	2 564,58	0,00
2188	Autres	0,00	925 344,99	0,00	925 344,99	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	24 285 856,74	10 312 618,90	178 968,13	10 133 650,77	14 152 205,97
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	9 982 161,74	5 855,33	9 976 306,41	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 153 073,09	0,00	1 153 073,09	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	77 527,79	0,00	77 527,79	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	34 054 225,44	11 212 762,62	5 855,33	11 206 907,29	22 847 318,15
Total des dépenses d'équipement		**86 613 563,76**	**29 869 366,67**	**250 318,27**	**29 619 048,40**	**56 994 515,36**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	14 740 666,21	187 500,00	14 553 166,21	0,00
16451	Remboursements temporaires sur emprunts en euros	0,00	2 750 000,00	0,00	2 750 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	12 662,54	0,00	12 662,54	0,00
16878	Autres organismes et particuliers	0,00	120 945,00	0,00	120 945,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	17 940 166,00	17 624 273,75	187 500,00	17 436 773,75	503 392,25
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	427 375,00	0,00	0,00	0,00	427 375,00
2743	Prêts au personnel	0,00	17 100,00	0,00	17 100,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	5 317 740,50	0,00	5 317 740,50	0,00
276341	Communes membres du GFP	0,00	1 648 000,00	0,00	1 648 000,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	8 701 654,00	6 982 840,50	0,00	6 982 840,50	1 718 813,50
Total des dépenses financières		**27 069 195,00**	**24 607 114,25**	**187 500,00**	**24 419 614,25**	**2 649 580,75**
4541100012	Opération pour compte tiers n° 4541100012	56 405,32	0,00	0,00	0,00	56 405,32
4541100013	Opération pour compte tiers n° 4541100013	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
4541100014	Opération pour compte tiers n° 4541100014	101 929,01	84 000,00	0,00	84 000,00	17 929,01
4541100015	Opération pour compte tiers n° 4541100015	138 284,09	0,00	0,00	0,00	138 284,09
4541100016	Opération pour compte tiers n° 4541100016	234 124,40	0,00	0,00	0,00	234 124,40
4541100017	Opération pour compte tiers n° 4541100017	60 012,00	0,00	0,00	0,00	60 012,00
4541100018	Opération pour compte tiers n° 4541100018	333 646,00	0,00	0,00	0,00	333 646,00
4541100019	Opération pour compte tiers n° 4541100019	465 262,00	0,00	0,00	0,00	465 262,00
4541100020	Opération pour compte tiers n° 4541100020	542 524,48	28 056,00	0,00	28 056,00	514 468,48
4541100021	Opération pour compte tiers n° 4541100021	601 363,68	118 560,00	0,00	118 560,00	482 803,68
4541100022	Opération pour compte tiers n° 4541100022	2 739 411,03	952 925,74	0,00	952 925,74	1 786 485,29
4541100023	Opération pour compte tiers n° 4541100023	676 928,00	0,00	0,00	0,00	676 928,00
4541100024	Opération pour compte tiers n° 4541100024	804 296,00	0,00	0,00	0,00	804 296,00
4541100025	Opération pour compte tiers n° 4541100025	2 184 458,00	0,00	0,00	0,00	2 184 458,00
4541100103	Opération pour compte tiers n° 4541100103	26 388,45	0,00	0,00	0,00	26 388,45

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4541100104	Opération pour compte tiers n° 4541100104	5 500,00	1 000,00	0,00	1 000,00	4 500,00
4541102022	Opération pour compte tiers n° 4541102022	2 128 402,00	572 878,00	0,00	572 878,00	1 555 524,00
4541102023	Opération pour compte tiers n° 4541102023	3 883 880,00	660 212,00	0,00	660 212,00	3 223 668,00
4541102024	Opération pour compte tiers n° 4541102024	12 504 776,00	4 037 142,00	5 798,00	4 031 344,00	8 473 432,00
4541102025	Opération pour compte tiers n° 4541102025	19 455 476,00	1 246 184,00	0,00	1 246 184,00	18 209 292,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	46 951 066,46	7 700 957,74	5 798,00	7 695 159,74	39 255 906,72
Total des dépenses réelles d'investissement		**160 633 825,22**	**62 177 438,66**	**443 616,27**	**61 733 822,39**	**98 900 002,83**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*2 066,58*	*0,00*	*2 066,58*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*245,66*	*0,00*	*245,66*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*1 350,00*	*0,00*	*1 350,00*	*0,00*
139141	*Communes membres du GFP*	*0,00*	*22 852,00*	*0,00*	*22 852,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*7 275,00*	*0,00*	*7 275,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux (budgétaires)*	*0,00*	*465 879,00*	*0,00*	*465 879,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*1 107 044,52*	*0,00*	*1 107 044,52*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*147 336,98*	*0,00*	*147 336,98*	*0,00*
4912	*Dépréciations des comptes de redevables (budgétaires)*	*0,00*	*185 240,94*	*0,00*	*185 240,94*	*0,00*
4962	*Dépréciations des comptes de débiteurs divers (budgétaires)*	*0,00*	*4 104,60*	*0,00*	*4 104,60*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 573 662,52*	*1 943 395,28*	*0,00*	*1 943 395,28*	*630 267,24*
1641	*Emprunts en euros*	*0,00*	*2 750 000,00*	*0,00*	*2 750 000,00*	*0,00*
16451	*Remboursements temporaires sur emprunts en euros*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*439 999,00*	*0,00*	*439 999,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*7 150 000,00*	*5 689 999,00*	*0,00*	*5 689 999,00*	*1 460 001,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***9 723 662,52***	***7 633 394,28***	***0,00***	***7 633 394,28***	***2 090 268,24***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**170 357 487,74**	**69 810 832,94**	**443 616,27**	**69 367 216,67**	**100 990 271,07**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**15 836 443,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**186 193 931,58**	**69 810 832,94**	**443 616,27**	**69 367 216,67**	**116 826 714,91**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	170 236,00	0,00	170 236,00	0,00
13141	Communes membres du GFP	0,00	112 695,20	0,00	112 695,20	0,00
13178	Autres fonds européens	0,00	119 733,25	0,00	119 733,25	0,00
1318	Autres	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	1 903 942,54	0,00	1 903 942,54	0,00
1322	Régions	0,00	1 376 155,00	0,00	1 376 155,00	0,00
1323	Départements	0,00	1 361 196,82	8 805,00	1 352 391,82	0,00
13241	Communes membres du GFP	0,00	333 429,38	0,00	333 429,38	0,00
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	321,00	0,00	321,00	0,00
1328	Autres	0,00	1 024 784,27	0,00	1 024 784,27	0,00
1338	Autres	0,00	235 053,81	0,00	235 053,81	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	9 188 810,73	6 642 047,27	8 805,00	6 633 242,27	2 555 568,46
1641	Emprunts en euros	0,00	24 985 000,00	0,00	24 985 000,00	0,00
16451	Remboursements temporaires sur emprunts en euros	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	21 563,54	0,00	21 563,54	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	71 881 459,00	27 506 563,54	0,00	27 506 563,54	44 374 895,46
2031	Frais d'études	0,00	125 680,94	0,00	125 680,94	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	125 680,94	0,00	125 680,94	-125 680,94
2041412	Bâtiments et installations	0,00	357 718,36	0,00	357 718,36	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	254 373,05	357 718,36	0,00	357 718,36	-103 345,31
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 067 051,60	0,00	1 067 051,60	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	25 586 223,03	0,00	25 586 223,03	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	27 511 223,03	26 653 274,63	0,00	26 653 274,63	857 948,40
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	0,00	61 403,99	812,64	60 591,35	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	4 210 000,00	0,00	4 210 000,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	81 052,84	0,00	81 052,84	0,00
276341	Communes membres du GFP	0,00	1 250 000,00	0,00	1 250 000,00	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	8 958,00	0,00	8 958,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	5 837 744,25	5 611 414,83	812,64	5 610 602,19	227 142,06
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	475 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541200005	Opération pour compte tiers n° 4541200005	10 000,17	0,00	0,00	0,00	10 000,17
4541200013	Opération pour compte tiers n° 4541200013	8 003,00	0,00	0,00	0,00	8 003,00
4541200014	Opération pour compte tiers n° 4541200014	17 929,01	0,00	0,00	0,00	17 929,01
4541200015	Opération pour compte tiers n° 4541200015	34 284,69	0,00	0,00	0,00	34 284,69
4541200017	Opération pour compte tiers n° 4541200017	386 809,12	0,00	0,00	0,00	386 809,12
4541200018	Opération pour compte tiers n° 4541200018	57 966,00	0,00	0,00	0,00	57 966,00
4541200019	Opération pour compte tiers n° 4541200019	779 468,70	0,00	0,00	0,00	779 468,70
4541200020	Opération pour compte tiers n° 4541200020	404 264,25	0,00	0,00	0,00	404 264,25
4541200021	Opération pour compte tiers n° 4541200021	450 869,00	0,00	0,00	0,00	450 869,00
4541200022	Opération pour compte tiers n° 4541200022	2 463 784,82	1 190 681,90	0,00	1 190 681,90	1 273 102,92
4541200023	Opération pour compte tiers n° 4541200023	576 928,00	0,00	0,00	0,00	576 928,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4541200025	Opération pour compte tiers n° 4541200025	2 184 458,00	0,00	0,00	0,00	2 184 458,00
4541200103	Opération pour compte tiers n° 4541200103	26 698,45	0,00	0,00	0,00	26 698,45
4541200104	Opération pour compte tiers n° 4541200104	45 500,00	0,00	0,00	0,00	45 500,00
4541202022	Opération pour compte tiers n° 4541202022	668 922,00	319 245,00	192 220,00	127 025,00	541 897,00
4541202023	Opération pour compte tiers n° 4541202023	4 039 095,00	123 600,00	0,00	123 600,00	3 915 495,00
4541202024	Opération pour compte tiers n° 4541202024	11 879 668,00	2 496 784,00	0,00	2 496 784,00	9 382 884,00
4541202025	Opération pour compte tiers n° 4541202025	19 455 476,00	0,00	0,00	0,00	19 455 476,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	43 490 124,21	4 130 310,90	192 220,00	3 938 090,90	39 552 033,31
Total des recettes réelles d'investissement		**158 639 354,27**	**71 027 010,47**	**201 837,64**	**70 825 172,83**	**87 814 181,44**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 406 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux (budgétaires)*	*0,00*	*27 087,00*	*0,00*	*27 087,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*199 401,94*	*150 637,56*	*48 764,38*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*57 288,02*	*0,00*	*57 288,02*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*4 633 338,77*	*1 149 362,44*	*3 483 976,33*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*41 395,79*	*0,00*	*41 395,79*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*20 289,00*	*0,00*	*20 289,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*28 602,50*	*0,00*	*28 602,50*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*4 662,26*	*0,00*	*4 662,26*	*0,00*
2804111	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*600,00*	*0,00*	*600,00*	*0,00*
2804112	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*50 171,00*	*0,00*	*50 171,00*	*0,00*
2804132	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*72 001,40*	*0,00*	*72 001,40*	*0,00*
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*542 321,77*	*0,00*	*542 321,77*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*1 673 792,08*	*0,00*	*1 673 792,08*	*0,00*
28041482	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*4 610,00*	*0,00*	*4 610,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	27 826,00	0,00	27 826,00	0,00
28041582	Bâtiments et installations	0,00	776 976,11	0,00	776 976,11	0,00
2804181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	69 272,00	0,00	69 272,00	0,00
2804182	Bâtiments et installations	0,00	2 223 651,63	0,00	2 223 651,63	0,00
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	175 205,00	0,00	175 205,00	0,00
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	121 228,50	0,00	121 228,50	0,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	825 612,00	0,00	825 612,00	0,00
2804411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	3 967,00	0,00	3 967,00	0,00
2804412	Bâtiments et installations	0,00	138 043,97	0,00	138 043,97	0,00
2804422	Bâtiments et installations	0,00	11 641,00	0,00	11 641,00	0,00
2805	Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	0,00	608 098,16	0,00	608 098,16	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	632,66	632,66	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	600,00	0,00	600,00	0,00
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	516,00	0,00	516,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	0,00	8 273,00	0,00	8 273,00	0,00
281352	Bâtiments privés	0,00	9 707,00	0,00	9 707,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	45 889,00	0,00	45 889,00	0,00
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	5 462,00	0,00	5 462,00	0,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	11 485,48	0,00	11 485,48	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	90 023,94	0,00	90 023,94	0,00
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	237 821,46	0,00	237 821,46	0,00
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	2 330,00	0,00	2 330,00	0,00
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	494,00	0,00	494,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 546 366,28	0,00	1 546 366,28	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*546 771,91*	*0,00*	*546 771,91*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*260 598,92*	*0,00*	*260 598,92*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*8 990,20*	*0,00*	*8 990,20*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*0,00*	*132,90*	*0,00*	*132,90*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*835 959,27*	*0,00*	*835 959,27*	*0,00*
28258	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*10,00*	*0,00*	*10,00*	*0,00*
28288	*Autres*	*0,00*	*76,00*	*0,00*	*76,00*	*0,00*
4912	*Dépréciations des comptes de redevables (budgétaires)*	*0,00*	*243 241,97*	*0,00*	*243 241,97*	*0,00*
4962	*Dépréciations des comptes de débiteurs divers (budgétaires)*	*0,00*	*10 314,54*	*0,00*	*10 314,54*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*16 998 577,31*	*16 202 779,43*	*1 300 632,66*	*14 902 146,77*	*2 096 430,54*
13241	*Communes membres du GFP*	*0,00*	*439 999,00*	*0,00*	*439 999,00*	*0,00*
1641	*Emprunts en euros*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*
16451	*Remboursements temporaires sur emprunts en euros*	*0,00*	*2 750 000,00*	*0,00*	*2 750 000,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*7 150 000,00*	*5 689 999,00*	*0,00*	*5 689 999,00*	*1 460 001,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***27 554 577,31***	***21 892 778,43***	***1 300 632,66***	***20 592 145,77***	***6 962 431,54***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**186 193 931,58**	**92 919 788,90**	**1 502 470,30**	**91 417 318,60**	**94 776 612,98**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**186 193 931,58**	**92 919 788,90**	**1 502 470,30**	**91 417 318,60**	**94 776 612,98**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6037	Variation des stocks de marchandises et de terrains nus	0,00	32 599,45	0,00	32 599,45	0,00
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	4 210 836,26	188 771,19	4 022 065,07	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	1 131 252,23	133 708,01	997 544,22	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	4 214 684,84	1 047 441,48	3 167 243,36	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	1 396 302,39	305 435,65	1 090 866,74	0,00
60621	Combustibles	0,00	51 940,90	0,00	51 940,90	0,00
60622	Carburants	0,00	1 686 669,33	51 440,44	1 635 228,89	0,00
60623	Alimentation	0,00	990 237,46	20 942,01	969 295,45	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	86 987,26	0,00	86 987,26	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	2 399 592,91	182 920,60	2 216 672,31	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	178 992,48	15 322,13	163 670,35	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	425 313,14	73 792,97	351 520,17	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	362 476,03	14 808,68	347 667,35	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	114 975,52	0,00	114 975,52	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	29 551,89	0,00	29 551,89	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	13 310,42	0,00	13 310,42	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	103 909,18	0,00	103 909,18	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	6 783 694,60	565 674,66	6 218 019,94	0,00
61221	Matériel roulant	0,00	642 646,21	123 412,71	519 233,50	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	1 573 882,02	81 559,35	1 492 322,67	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	11 054,88	888,00	10 166,88	0,00
61358	Autres	0,00	247 988,60	13 872,00	234 116,60	0,00

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 083 982,10	148 636,83	935 345,27	0,00
61521	Terrains	0,00	853 874,22	234 724,90	619 149,32	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	1 143 207,64	213 820,00	929 387,64	0,00
615231	Voiries	0,00	2 648,40	0,00	2 648,40	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	732 912,07	111 103,37	621 808,70	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	155 186,99	38 085,85	117 101,14	0,00
6156	Maintenance	0,00	1 508 584,02	225 870,97	1 282 713,05	0,00
6161	Multirisques	0,00	863 241,28	9 810,00	853 431,28	0,00
617	Études et recherches	0,00	211 140,00	29 508,00	181 632,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	151 419,35	675,43	150 743,92	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	370 656,63	22 830,00	347 826,63	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	4 815,00	0,00	4 815,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	163 198,57	27 731,11	135 467,46	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	680,00	0,00	680,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	452 832,07	118 833,95	333 998,12	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	95 056,50	0,00	95 056,50	0,00
6228	Divers	0,00	27 063,16	0,00	27 063,16	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	441 989,36	19 947,34	422 042,02	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	6 129,52	3 648,00	2 481,52	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	2 604,42	0,00	2 604,42	0,00
6234	Réceptions	0,00	189 419,34	3 796,94	185 622,40	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	222 794,60	15 515,04	207 279,56	0,00
6238	Divers	0,00	312 091,45	19 712,40	292 379,05	0,00
6241	Transports de biens	0,00	56 982,91	123,41	56 859,50	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	1 386,00	0,00	1 386,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	45 184,68	2 797,61	42 387,07	0,00
6248	Divers	0,00	4 155,18	0,00	4 155,18	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	59 975,35	0,00	59 975,35	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	82 449,09	0,00	82 449,09	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	260 102,42	70 089,80	190 012,62	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	42 030,88	0,00	42 030,88	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	113 909,04	3 321,00	110 588,04	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	27 219,18	9 308,10	17 911,08	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	608 934,11	106 354,13	502 579,98	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	3 413 865,74	1 887 283,25	1 526 582,49	0,00
62878	A des tiers	0,00	53 285,62	0,00	53 285,62	0,00
6288	Autres	0,00	6 903,57	0,00	6 903,57	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	958 190,00	0,00	958 190,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	9 303,18	1 401,06	7 902,12	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	11 447,30	11 402,00	45,30	0,00
6358	Autres droits	0,00	269,66	0,00	269,66	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	42 165 651,73	41 440 018,60	6 156 320,37	35 283 698,23	6 881 953,50
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00	1 361 528,91	32 542,91	1 328 986,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	760 962,57	33 510,33	727 452,24	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	449 588,56	0,00	449 588,56	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	30 773 882,27	0,00	30 773 882,27	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	684 989,65	0,00	684 989,65	0,00
64113	NBI	0,00	597 755,55	0,00	597 755,55	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	10 666 627,47	0,00	10 666 627,47	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64131	Rémunérations	0,00	13 148 331,67	0,00	13 148 331,67	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	1 283 133,77	0,00	1 283 133,77	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	386 770,01	0,00	386 770,01	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	10 489 956,96	0,00	10 489 956,96	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	10 593 277,31	0,00	10 593 277,31	0,00
6471	Prestations versées pour le compte du F.N.A.L.	0,00	225 984,59	0,00	225 984,59	0,00
64731	Versées directement	0,00	520 410,72	238,59	520 172,13	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	49 387,39	229,68	49 157,71	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	856 574,99	0,00	856 574,99	0,00
6488	Autres	0,00	110 818,79	0,00	110 818,79	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	90 009 743,00	82 959 981,18	66 521,51	82 893 459,67	7 116 283,33
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	30 377,31	0,00	30 377,31	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	65 287 652,75	0,00	65 287 652,75	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00
739218	Autres prélèvements pour reversements de fiscalité entre collectivités locales	0,00	3 785 767,00	0,00	3 785 767,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	427 446,00	0,00	427 446,00	0,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00	117 859,50	0,00	117 859,50	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	73 153 420,00	72 649 102,56	0,00	72 649 102,56	504 317,44
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	2 700,00	0,00	2 700,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	13 884,21	0,00	13 884,21	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	875 441,58	0,00	875 441,58	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	20 037,32	0,00	20 037,32	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65313	Cotisations de retraite	0,00	58 992,61	0,00	58 992,61	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	196 583,87	385,52	196 198,35	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	0,00	1 215,89	0,00	1 215,89	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	7 453,31	0,00	7 453,31	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	10 166,07	0,00	10 166,07	0,00
65568	Autres contributions	0,00	24 330 988,41	4 713 055,76	19 617 932,65	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	32 572,27	0,00	32 572,27	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	95 500,00	0,00	95 500,00	0,00
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	19 388 452,02	346 672,12	19 041 779,90	0,00
6577	Remises gracieuses	0,00	264,85	0,00	264,85	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	79 328,64	3 068,65	76 259,99	0,00
65818	Autres	0,00	118 208,85	4 606,42	113 602,43	0,00
6583	Pénalités sur marchés	0,00	411,87	0,00	411,87	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	3 195,00	2 625,00	570,00	0,00
65888	Autres	0,00	425 749,67	977,20	424 772,47	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	56 102 430,41	59 366 146,44	5 071 390,67	54 294 755,77	1 807 674,64
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**261 431 245,14**	**256 415 248,78**	**11 294 232,55**	**245 121 016,23**	**16 310 228,91**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	2 663 768,68	1 166,67	2 662 602,01	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	372 199,37	531 327,37	-159 128,00	0,00
666	Pertes de change sur créances et dettes financières	0,00	9,88	0,00	9,88	0,00
total chapitre 66	Charges financières	3 851 220,00	3 035 977,93	532 494,04	2 503 483,89	1 347 736,11

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	85 545,45	0,00	85 545,45	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	566 000,00	85 545,45	0,00	85 545,45	480 454,55
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**265 848 465,14**	**259 536 772,16**	**11 826 726,59**	**247 710 045,57**	**18 138 419,57**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*3 406 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*4 732 022,58*	*1 149 362,44*	*3 582 660,14*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*199 401,94*	*150 637,56*	*48 764,38*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*10 990 711,40*	*632,66*	*10 990 078,74*	*0,00*
6815	*Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement*	*0,00*	*27 087,00*	*0,00*	*27 087,00*	*0,00*
6817	*Dotations aux dépréciations des actifs circulants*	*0,00*	*253 556,51*	*0,00*	*253 556,51*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*16 998 577,31*	*16 202 779,43*	*1 300 632,66*	*14 902 146,77*	*2 096 430,54*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***20 404 577,31***	***16 202 779,43***	***1 300 632,66***	***14 902 146,77***	***5 502 430,54***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**286 253 042,45**	**275 739 551,59**	**13 127 359,25**	**262 612 192,34**	**23 640 850,11**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**286 253 042,45**	**275 739 551,59**	**13 127 359,25**	**262 612 192,34**	**23 640 850,11**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6037	Variation des stocks de marchandises et de terrains nus	0,00	50 943,54	8 923,23	42 020,31	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	32 818,74	727,35	32 091,39	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	214 720,64	934,17	213 786,47	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	243 000,00	298 482,92	10 584,75	287 898,17	-44 898,17
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	227 803,36	1 258,79	226 544,57	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	561 408,84	40 290,00	521 118,84	0,00
704	Travaux	0,00	2 852 709,57	830 872,53	2 021 837,04	0,00
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	0,00	1 592 891,01	0,00	1 592 891,01	0,00
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement des déchets industriels et commerciaux	0,00	77 163,14	0,00	77 163,14	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	1 494 263,12	100 270,71	1 393 992,41	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	2 926 476,07	950,75	2 925 525,32	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	607 725,26	0,00	607 725,26	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	6 373 580,84	27 399,55	6 346 181,29	0,00
706888	Autres	0,00	3 201 971,52	237 904,74	2 964 066,78	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	729 562,63	335 893,05	393 669,58	0,00
7082	Commissions	0,00	37 857,31	3 756,51	34 100,80	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	77 562,10	0,00	77 562,10	0,00
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	8 370 674,59	0,00	8 370 674,59	0,00
70845	aux communes membres du GFP	0,00	7 987 835,43	5 548 389,48	2 439 445,95	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	3 905 010,80	167 151,81	3 737 858,99	0,00

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	1 433 846,35	47 091,19	1 386 755,16	0,00
70875	par les communes membres du GFP	0,00	1 015 326,20	243 927,56	771 398,64	0,00
70878	par des tiers	0,00	393 829,45	0,00	393 829,45	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	0,00	429 240,17	102,37	429 137,80	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	35 252 835,00	44 296 737,76	7 585 259,04	36 711 478,72	-1 458 643,72
73211	Attribution de compensation	0,00	2 235,00	0,00	2 235,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	14 569 273,00	0,00	14 569 273,00	0,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	37 504 415,00	0,00	37 504 415,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	20 983 838,00	0,00	20 983 838,00	0,00
7358	Autres	0,00	152 121,00	0,00	152 121,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	73 257 526,00	73 211 882,00	0,00	73 211 882,00	45 644,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	49 285 655,00	0,00	49 285 655,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	4 923 276,00	0,00	4 923 276,00	0,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	0,00	2 290 097,00	0,00	2 290 097,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	918 990,00	0,00	918 990,00	0,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	0,00	43 715 865,00	0,00	43 715 865,00	0,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	0,00	606 580,00	0,00	606 580,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	1 631 110,93	5 103,67	1 626 007,26	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	101 787 341,00	103 371 573,93	5 103,67	103 366 470,26	-1 579 129,26
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	5 495 065,00	0,00	5 495 065,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	19 413 494,00	0,00	19 413 494,00	0,00
744	FCTVA	0,00	37 629,85	0,00	37 629,85	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
74611	DGD	0,00	100 232,30	0,00	100 232,30	0,00
74718	Autres	0,00	513 606,90	0,00	513 606,90	0,00
7473	Départements	0,00	680 034,00	219 000,00	461 034,00	0,00
74741	Communes membres du GFP	0,00	767 431,29	197 000,00	570 431,29	0,00
74748	Autres communes	0,00	2 352 337,00	0,00	2 352 337,00	0,00
74772	FEDER	0,00	27 125,00	0,00	27 125,00	0,00
7478222	Caisses d'allocations familiales	0,00	5 678 770,99	907 348,53	4 771 422,46	0,00
747888	Autres	0,00	1 557 645,66	429 310,85	1 128 334,81	0,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	6 170 101,00	0,00	6 170 101,00	0,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00	12 801 129,00	20 291,00	12 780 838,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	686 494,00	14 093,00	672 401,00	0,00
74834	État - compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	0,00	235 296,00	0,00	235 296,00	0,00
748388	Autres	0,00	34 384,00	0,00	34 384,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	54 682 092,00	56 550 775,99	1 787 043,38	54 763 732,61	-81 640,61
752	Revenus des immeubles	0,00	2 614 549,35	961 349,59	1 653 199,76	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	2 230,00	0,00	2 230,00	0,00
757368	Autres	0,00	1 215 889,90	152 626,13	1 063 263,77	0,00
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	339 976,14	161 021,08	178 955,06	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	1 358,06	0,00	1 358,06	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	642 341,23	0,00	642 341,23	0,00
75888	Autres	0,00	1 404 641,45	109 958,10	1 294 683,35	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	3 922 827,00	6 221 986,13	1 384 954,90	4 837 031,23	-914 204,23

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de gestion des services		**269 145 621,00**	**283 951 438,73**	**10 772 945,74**	**273 178 492,99**	**-4 032 871,99**
766	Gains de change sur créances et dettes financières	0,00	1 326,51	0,00	1 326,51	0,00
7688	Autres	0,00	8 916,32	173,86	8 742,46	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	187 861,00	10 242,83	173,86	10 068,97	177 792,03
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	26 168,09	0,00	26 168,09	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 524 380,00	0,00	2 524 380,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	2 524 380,00	2 550 548,09	0,00	2 550 548,09	-26 168,09
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**271 857 862,00**	**286 512 229,65**	**10 773 119,60**	**275 739 110,05**	**-3 881 248,05**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*147 336,98*	*0,00*	*147 336,98*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*1 107 044,52*	*0,00*	*1 107 044,52*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*33 789,24*	*0,00*	*33 789,24*	*0,00*
7815	*Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant*	*0,00*	*465 879,00*	*0,00*	*465 879,00*	*0,00*
7817	*Reprises sur dépréciations des actifs circulants.*	*0,00*	*189 345,54*	*0,00*	*189 345,54*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 573 662,52*	*1 943 395,28*	*0,00*	*1 943 395,28*	*630 267,24*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***2 573 662,52***	***1 943 395,28***	***0,00***	***1 943 395,28***	***630 267,24***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**274 431 524,52**	**288 455 624,93**	**10 773 119,60**	**277 682 505,33**	**-3 250 980,81**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**11 821 517,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section de fonctionnement		286 253 042,45	288 455 624,93	10 773 119,60	277 682 505,33	8 570 537,12

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		151 790 304,99	61 897 369,43	89 892 935,56	90 681 815,47
Autres immobilisations incorporelles		7 789 446,26	2 947 276,58	4 842 169,68	3 636 770,11
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		55 972 352,04	112 900,54	55 859 451,50	55 363 971,83
Constructions		307 746 833,20	17 674 166,11	290 072 667,09	289 841 613,36
Réseaux et installations de voirie		37 385 150,36	0,00	37 385 150,36	35 394 572,81
Réseaux divers		3 968 711,31	457 268,59	3 511 442,72	3 481 157,19
Installations techniques, agencements et matériel		10 079 517,11	8 099 802,00	1 979 715,11	1 531 358,94
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		54 108 301,59	40 169 613,08	13 938 688,51	13 607 621,91
Immobilisations corporelles en cours		59 287 502,89	0,00	59 287 502,89	48 080 595,60
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		65 128 223,83	0,00	65 128 223,83	65 128 223,83
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		15 702 747,03	0,00	15 702 747,03	14 330 508,72
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**768 959 090,61**	**131 358 396,33**	**637 600 694,28**	**621 078 209,77**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		42 020,31	0,00	42 020,31	32 599,45
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		11 568 949,91	0,00	11 568 949,91	17 549 099,11
Créances sur les redevables et comptes rattachés		12 125 920,85	243 241,97	11 882 678,88	7 223 731,05
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		33 786 718,33	0,00	33 786 718,33	26 091 558,59
Créances sur budgets annexes		3 239 994,09	0,00	3 239 994,09	3 213 835,26
Créances sur les autres débiteurs		4 903 235,27	10 314,54	4 892 920,73	8 144 844,87

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**65 666 838,76**	**253 556,51**	**65 413 282,25**	**62 255 668,33**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		27 684 493,63	0,00	27 684 493,63	14 392 897,46
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**27 684 493,63**	**0,00**	**27 684 493,63**	**14 392 897,46**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		2 193 366,14	0,00	2 193 366,14	275 418,98
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**864 503 789,14**	**131 611 952,84**	**732 891 836,30**	**698 002 194,54**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		5 757 012,14	5 757 012,14
Fonds globalisés		57 871 263,79	56 804 212,19
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		735 948,26	127 519,24
Rattachées à un actif non amortissable		120 870 938,79	114 439 915,78
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		4 540 907,04	5 599 187,18
RÉSERVES		218 176 087,34	192 589 864,31
REPORT A NOUVEAU		11 821 517,93	28 688 648,10
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		15 070 312,99	8 719 092,86
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		132 080 542,44	132 080 542,44
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**566 924 530,72**	**544 805 994,24**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		59 090,00	497 882,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**59 090,00**	**497 882,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		108 489 163,68	98 466 457,89
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		469 970,11	582 014,11
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**108 959 133,79**	**99 048 472,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 567 208,96	12 967 981,55
Dettes fiscales et sociales		348 420,28	256 565,78
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		28 668 789,97	24 730 699,07

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		13 088 143,57	4 784 945,35
Autres dettes non financières		5 281 819,26	3 659 951,88
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**55 954 382,04**	**46 400 143,63**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**164 972 605,83**	**145 946 497,63**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		994 699,75	7 249 702,67
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**732 891 836,30**	**698 002 194,54**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		25 046 421,15	25 739 021,40	-692 600,25
Participations		9 824 291,46	7 202 566,96	2 621 724,50
Compensations, autres attributions et autres participations		19 893 020,00	20 635 723,00	-742 703,00
Dons et legs		2 230,00	3 730,00	-1 500,00
Impôts et taxes		103 929 249,70	103 993 171,61	-63 921,91
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		36 711 478,72	37 024 860,72	-313 382,00
Produits des cessions d'actifs		2 524 380,00	309 580,00	2 214 800,00
Autres produits de gestion		4 860 969,32	2 995 989,97	1 864 979,35
Production stockée et immobilisée		147 336,98	173 998,52	-26 661,54
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		655 224,54	699 317,26	-44 092,72
Reprises du financement rattaché à un actif		33 789,24	19 913,36	13 875,88
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		1 107 044,52	144 762,98	962 281,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**204 735 435,63**	**198 942 635,78**	**5 792 799,85**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		36 331 709,08	41 298 397,43	-4 966 688,35
Charges de personnel		80 141 555,01	78 018 207,27	2 123 347,74
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*57 620 217,79*	*56 458 585,16*	*1 161 632,63*
Dont charges sociales		*22 521 337,22*	*21 559 622,11*	*961 715,11*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		1 156 885,75	1 156 313,88	571,87
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		718 781,59	267 822,79	450 958,80
Impôts et taxes		1 415 995,64	1 538 752,62	-122 756,98
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		11 270 722,25	11 372 066,69	-101 344,44
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		3 582 660,14	402 051,00	3 180 609,14

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		48 764,38	52 291,98	-3 527,60
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**134 667 073,84**	**134 105 903,66**	**561 170,18**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		32 886 436,38	34 068 141,66	-1 181 705,28
Dont ménages		*16 584,21*	*10 753,62*	*5 830,59*
Dont personnes morales de droit privé		*19 041 779,90*	*19 014 288,04*	*27 491,86*
Dont collectivités territoriales		*95 500,00*	*166 000,00*	*-70 500,00*
Dont autres organismes publics		*13 732 572,27*	*14 877 100,00*	*-1 144 527,73*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		19 618 197,50	18 771 779,43	846 418,07
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**52 504 633,88**	**52 839 921,09**	**-335 287,21**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**17 563 727,91**	**11 996 811,03**	**5 566 916,88**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	1 265,50	-1 265,50
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		10 068,97	188 708,30	-178 639,33
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**10 068,97**	**189 973,80**	**-179 904,83**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		2 503 474,01	3 202 667,65	-699 193,64
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		9,88	24,32	-14,44
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	265 000,00	-265 000,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**2 503 483,89**	**3 467 691,97**	**-964 208,08**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-2 493 414,92**	**-3 277 718,17**	**784 303,25**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**15 070 312,99**	**8 719 092,86**	**6 351 220,13**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	4 984 583,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 984 583,56	0,00	4 984 583,56
10222	F.C.T.V.A.	0,00	55 948 195,19	0,00	0,00	0,00	1 067 051,60	0,00	57 015 246,79	0,00	57 015 246,79
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	856 017,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	856 017,00	0,00	856 017,00
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**56 804 212,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 067 051,60**	**0,00**	**57 871 263,79**	**0,00**	**57 871 263,79**
10251	Dons et legs en capital	0,00	772 428,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	772 428,58	0,00	772 428,58
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**772 428,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**772 428,58**	**0,00**	**772 428,58**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	34 086 410,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 086 410,29	0,00	34 086 410,29
	Sous Total compte 102	**0,00**	**96 647 634,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 067 051,60**	**0,00**	**97 714 686,22**	**0,00**	**97 714 686,22**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	192 589 864,31	0,00	0,00	0,00	25 586 223,03	0,00	218 176 087,34	0,00	218 176 087,34
	Sous Total compte 106	**0,00**	**192 589 864,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 586 223,03**	**0,00**	**218 176 087,34**	**0,00**	**218 176 087,34**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**289 237 498,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 653 274,63**	**0,00**	**315 890 773,56**	**0,00**	**315 890 773,56**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	28 688 648,10	25 586 223,03	8 719 092,86	0,00	0,00	25 586 223,03	37 407 740,96	0,00	11 821 517,93
	Sous Total compte 11	**0,00**	**28 688 648,10**	**25 586 223,03**	**8 719 092,86**	**0,00**	**0,00**	**25 586 223,03**	**37 407 740,96**	**0,00**	**11 821 517,93**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	8 719 092,86	8 719 092,86	0,00	0,00	0,00	8 719 092,86	8 719 092,86	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**8 719 092,86**	**8 719 092,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 719 092,86**	**8 719 092,86**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	55 338,94	0,00	0,00	0,00	170 236,00	0,00	225 574,94	0,00	225 574,94
1312	Régions	0,00	3 619,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 619,66	0,00	3 619,66
1313	Départements	0,00	20 068,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 068,00	0,00	20 068,00
13141	Communes membres du GFP	0,00	69 112,00	0,00	0,00	0,00	112 695,20	0,00	181 807,20	0,00	181 807,20
	Sous Total compte 1314	**0,00**	**69 112,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**112 695,20**	**0,00**	**181 807,20**	**0,00**	**181 807,20**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13178	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 733,25	0,00	119 733,25	0,00	119 733,25
	Sous Total compte 1317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 733,25**	**0,00**	**119 733,25**	**0,00**	**119 733,25**
1318	Autres	0,00	75 200,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	79 700,00	0,00	79 700,00
	Sous Total compte 131	**0,00**	**223 338,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**407 164,45**	**0,00**	**630 503,05**	**0,00**	**630 503,05**
1321	État et établissements nationaux	0,00	17 313 629,17	0,00	0,00	0,00	1 903 942,54	0,00	19 217 571,71	0,00	19 217 571,71
1322	Régions	0,00	10 906 456,05	0,00	0,00	0,00	1 376 155,00	0,00	12 282 611,05	0,00	12 282 611,05
1323	Départements	0,00	42 615 814,85	0,00	0,00	8 805,00	1 361 196,82	8 805,00	43 977 011,67	0,00	43 968 206,67
13241	Communes membres du GFP	0,00	7 487 580,43	0,00	0,00	0,00	773 428,38	0,00	8 261 008,81	0,00	8 261 008,81
13248	Autres communes	0,00	782 242,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	782 242,32	0,00	782 242,32
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**8 269 822,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**773 428,38**	**0,00**	**9 043 251,13**	**0,00**	**9 043 251,13**
13251	GFP de rattachement	0,00	1 274 508,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 274 508,17	0,00	1 274 508,17
13258	Autres groupements	0,00	4 491 924,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 491 924,76	0,00	4 491 924,76
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**5 766 432,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 766 432,93**	**0,00**	**5 766 432,93**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	2 061 652,38	0,00	0,00	0,00	321,00	0,00	2 061 973,38	0,00	2 061 973,38
13272	FEDER	0,00	959 169,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	959 169,94	0,00	959 169,94
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**959 169,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**959 169,94**	**0,00**	**959 169,94**
1328	Autres	0,00	20 926 430,06	0,00	0,00	0,00	1 024 784,27	0,00	21 951 214,33	0,00	21 951 214,33
	Sous Total compte 132	**0,00**	**108 819 408,13**	**0,00**	**0,00**	**8 805,00**	**6 439 828,01**	**8 805,00**	**115 259 236,14**	**0,00**	**115 250 431,14**
1338	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 053,81	0,00	235 053,81	0,00	235 053,81
	Sous Total compte 133	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**235 053,81**	**0,00**	**235 053,81**	**0,00**	**235 053,81**
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	632 897,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	632 897,13	0,00	632 897,13
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**632 897,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**632 897,13**	**0,00**	**632 897,13**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1348	Autres	0,00	2 520 479,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520 479,48	0,00	2 520 479,48
	Sous Total compte 134	**0,00**	**3 153 376,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 153 376,61**	**0,00**	**3 153 376,61**
1381	État et établissements nationaux	0,00	19 177,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 177,40	0,00	19 177,40
1382	Régions	0,00	152 922,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 922,83	0,00	152 922,83
1383	Départements	0,00	196 924,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 924,28	0,00	196 924,28
1384	Communes	0,00	602 710,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602 710,79	0,00	602 710,79
1385	Groupements de collectivités et collecti	0,00	12 333,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 333,36	0,00	12 333,36
1386	Autres établissements publics locaux	0,00	548 217,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 217,01	0,00	548 217,01
13872	FEDER	0,00	816 492,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	816 492,37	0,00	816 492,37
	Sous Total compte 1387	**0,00**	**816 492,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**816 492,37**	**0,00**	**816 492,37**
1388	Autres	0,00	118 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 353,00	0,00	118 353,00
	Sous Total compte 138	**0,00**	**2 467 131,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 467 131,04**	**0,00**	**2 467 131,04**
13911	État et établissements nationaux	53 272,36	0,00	0,00	0,00	2 066,58	0,00	55 338,94	0,00	55 338,94	0,00
13912	Régions	3 374,00	0,00	0,00	0,00	245,66	0,00	3 619,66	0,00	3 619,66	0,00
13913	Départements	18 718,00	0,00	0,00	0,00	1 350,00	0,00	20 068,00	0,00	20 068,00	0,00
139141	Communes membres du GFP	10 280,00	0,00	0,00	0,00	22 852,00	0,00	33 132,00	0,00	33 132,00	0,00
	Sous Total compte 13914	**10 280,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 852,00**	**0,00**	**33 132,00**	**0,00**	**33 132,00**	**0,00**
13918	Autres	10 175,00	0,00	0,00	0,00	7 275,00	0,00	17 450,00	0,00	17 450,00	0,00
	Sous Total compte 1391	**95 819,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 789,24**	**0,00**	**129 608,60**	**0,00**	**129 608,60**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**95 819,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 789,24**	**0,00**	**129 608,60**	**0,00**	**129 608,60**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**95 819,36**	**114 663 254,38**	**0,00**	**0,00**	**42 594,24**	**7 082 046,27**	**138 413,60**	**121 745 300,65**	**0,00**	**121 606 887,05**
15112	Provisions pour litiges et contentieux (	0,00	497 882,00	0,00	0,00	465 879,00	27 087,00	465 879,00	524 969,00	0,00	59 090,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1511	**0,00**	**497 882,00**	**0,00**	**0,00**	**465 879,00**	**27 087,00**	**465 879,00**	**524 969,00**	**0,00**	**59 090,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**497 882,00**	**0,00**	**0,00**	**465 879,00**	**27 087,00**	**465 879,00**	**524 969,00**	**0,00**	**59 090,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**497 882,00**	**0,00**	**0,00**	**465 879,00**	**27 087,00**	**465 879,00**	**524 969,00**	**0,00**	**59 090,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	97 935 130,52	0,00	0,00	17 490 666,21	27 672 500,00	17 490 666,21	125 607 630,52	0,00	108 116 964,31
16451	Remboursements temporaires sur emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	5 250 000,00	5 250 000,00	5 250 000,00	5 250 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 1645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 250 000,00**	**5 250 000,00**	**5 250 000,00**	**5 250 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**97 935 130,52**	**0,00**	**0,00**	**22 740 666,21**	**32 922 500,00**	**22 740 666,21**	**130 857 630,52**	**0,00**	**108 116 964,31**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	81 204,11	0,00	0,00	12 662,54	21 563,54	12 662,54	102 767,65	0,00	90 105,11
16878	Autres organismes et particuliers	0,00	500 810,00	0,00	0,00	120 945,00	0,00	120 945,00	500 810,00	0,00	379 865,00
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**500 810,00**	**0,00**	**0,00**	**120 945,00**	**0,00**	**120 945,00**	**500 810,00**	**0,00**	**379 865,00**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	531 327,37	531 327,37	372 199,37	0,00	0,00	531 327,37	903 526,74	0,00	372 199,37
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**531 327,37**	**531 327,37**	**372 199,37**	**0,00**	**0,00**	**531 327,37**	**903 526,74**	**0,00**	**372 199,37**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**1 032 137,37**	**531 327,37**	**372 199,37**	**120 945,00**	**0,00**	**652 272,37**	**1 404 336,74**	**0,00**	**752 064,37**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**99 048 472,00**	**531 327,37**	**372 199,37**	**22 874 273,75**	**32 944 063,54**	**23 405 601,12**	**132 364 734,91**	**0,00**	**108 959 133,79**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	6 247 189,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 247 189,56	0,00	6 247 189,56	0,00
	Sous Total compte 18	**6 247 189,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 247 189,56**	**0,00**	**6 247 189,56**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	5 090 825,32	0,00	0,00	1 257 682,08	199 401,94	1 257 682,08	5 290 227,26	0,00	4 032 545,18
193	Autres neutralisations et régularisation	0,00	508 361,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	508 361,86	0,00	508 361,86
	Sous Total compte 19	**0,00**	**5 599 187,18**	**0,00**	**0,00**	**1 257 682,08**	**199 401,94**	**1 257 682,08**	**5 798 589,12**	**0,00**	**4 540 907,04**
	Total classe 1	**6 343 008,92**	**546 454 035,45**	**34 836 643,26**	**9 091 292,23**	**24 640 429,07**	**66 905 873,38**	**65 820 081,25**	**622 451 201,06**	**6 376 798,16**	**563 007 917,97**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	128 046,74	0,00	0,00	0,00	273 385,99	0,00	401 432,73	0,00	401 432,73	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2031	Frais d'études	2 996 901,52	0,00	0,00	0,00	919 540,65	131 175,75	3 916 442,17	131 175,75	3 785 266,42	0,00
2033	Frais d'insertion	77 236,16	0,00	0,00	0,00	22 878,03	0,00	100 114,19	0,00	100 114,19	0,00
	Sous Total compte 203	**3 074 137,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**942 418,68**	**131 175,75**	**4 016 556,36**	**131 175,75**	**3 885 380,61**	**0,00**
204111	Biens mobiliers, matériel et études	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00
204112	Bâtiments et installations	1 473 990,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473 990,58	0,00	1 473 990,58	0,00
	Sous Total compte 20411	**1 482 990,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 482 990,58**	**0,00**	**1 482 990,58**	**0,00**
204132	Bâtiments et installations	1 675 242,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 675 242,99	0,00	1 675 242,99	0,00
	Sous Total compte 20413	**1 675 242,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 675 242,99**	**0,00**	**1 675 242,99**	**0,00**
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	2 582 689,13	0,00	0,00	0,00	1 525 522,76	0,00	4 108 211,89	0,00	4 108 211,89	0,00
2041412	Bâtiments et installations	41 963 915,19	0,00	0,00	0,00	784 837,43	357 718,36	42 748 752,62	357 718,36	42 391 034,26	0,00
	Sous Total compte 204141	**44 546 604,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 310 360,19**	**357 718,36**	**46 856 964,51**	**357 718,36**	**46 499 246,15**	**0,00**
2041482	Bâtiments et installations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00
	Sous Total compte 204148	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**44 846 604,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 310 360,19**	**357 718,36**	**47 156 964,51**	**357 718,36**	**46 799 246,15**	**0,00**
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	172 221,89	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	196 221,89	0,00	196 221,89	0,00
2041582	Bâtiments et installations	15 737 776,74	0,00	0,00	0,00	566 750,00	0,00	16 304 526,74	0,00	16 304 526,74	0,00
	Sous Total compte 204158	**15 909 998,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 750,00**	**0,00**	**16 500 748,63**	**0,00**	**16 500 748,63**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**15 909 998,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 750,00**	**0,00**	**16 500 748,63**	**0,00**	**16 500 748,63**	**0,00**
204181	Biens mobiliers, matériel et études	400 320,00	0,00	0,00	0,00	111 464,00	0,00	511 784,00	0,00	511 784,00	0,00
204182	Bâtiments et installations	51 022 589,56	0,00	0,00	0,00	2 529 543,00	0,00	53 552 132,56	0,00	53 552 132,56	0,00
204183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	7 008 230,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 008 230,80	0,00	7 008 230,80	0,00
	Sous Total compte 20418	**58 431 140,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 641 007,00**	**0,00**	**61 072 147,36**	**0,00**	**61 072 147,36**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2041	**122 345 976,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 542 117,19**	**357 718,36**	**127 888 094,07**	**357 718,36**	**127 530 375,71**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	891 292,02	0,00	0,00	0,00	37 822,25	0,00	929 114,27	0,00	929 114,27	0,00
20422	Bâtiments et installations	19 434 271,39	0,00	0,00	0,00	765 818,47	60 000,00	20 200 089,86	60 000,00	20 140 089,86	0,00
	Sous Total compte 2042	**20 325 563,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**803 640,72**	**60 000,00**	**21 129 204,13**	**60 000,00**	**21 069 204,13**	**0,00**
204411	Biens mobiliers, matériel et études	19 835,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 835,71	0,00	19 835,71	0,00
204412	Bâtiments et installations	2 821 622,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 821 622,59	0,00	2 821 622,59	0,00
	Sous Total compte 20441	**2 841 458,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 841 458,30**	**0,00**	**2 841 458,30**	**0,00**
204422	Bâtiments et installations	349 266,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349 266,85	0,00	349 266,85	0,00
	Sous Total compte 20442	**349 266,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**349 266,85**	**0,00**	**349 266,85**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**3 190 725,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 190 725,15**	**0,00**	**3 190 725,15**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**145 862 265,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 345 757,91**	**417 718,36**	**152 208 023,35**	**417 718,36**	**151 790 304,99**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	2 715 951,69	0,00	0,00	0,00	782 422,57	0,00	3 498 374,26	0,00	3 498 374,26	0,00
	Sous Total compte 205	**2 715 951,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**782 422,57**	**0,00**	**3 498 374,26**	**0,00**	**3 498 374,26**	**0,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	4 258,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 258,66	0,00	4 258,66	0,00
	Sous Total compte 208	**4 258,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 258,66**	**0,00**	**4 258,66**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**151 784 660,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 343 985,15**	**548 894,11**	**160 128 645,36**	**548 894,11**	**159 579 751,25**	**0,00**
2111	Terrains nus	14 502 051,75	0,00	0,00	0,00	445 170,00	57 288,02	14 947 221,75	57 288,02	14 889 933,73	0,00
2112	Terrains de voirie	4 184 120,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 184 120,82	0,00	4 184 120,82	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	42 685,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 685,58	0,00	42 685,58	0,00
2115	Terrains bâtis	2 553 790,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 553 790,92	0,00	2 553 790,92	0,00
2118	Autres terrains	6 529 790,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 529 790,62	0,00	6 529 790,62	0,00
	Sous Total compte 211	**27 812 439,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**445 170,00**	**57 288,02**	**28 257 609,69**	**57 288,02**	**28 200 321,67**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	27 146,91	0,00	27 146,91	0,00	27 146,91	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	20 435 092,37	0,00	0,00	171 693,96	253 260,74	0,00	20 688 353,11	171 693,96	20 516 659,15	0,00
	Sous Total compte 212	**20 435 092,37**	**0,00**	**0,00**	**171 693,96**	**280 407,65**	**0,00**	**20 715 500,02**	**171 693,96**	**20 543 806,06**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	1 239 461,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 239 461,39	0,00	1 239 461,39	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	75 295 322,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 295 322,80	0,00	75 295 322,80	0,00
21318	Autres bâtiments publics	110 559 332,93	0,00	350 935,25	829,00	4 727 983,62	4 776 957,94	115 638 251,80	4 777 786,94	110 860 464,86	0,00
	Sous Total compte 2131	**187 094 117,12**	**0,00**	**350 935,25**	**829,00**	**4 727 983,62**	**4 776 957,94**	**192 173 035,99**	**4 777 786,94**	**187 395 249,05**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	194 094,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 094,41	0,00	194 094,41	0,00
	Sous Total compte 2132	**194 094,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 094,41**	**0,00**	**194 094,41**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	12 999 388,33	0,00	0,00	117 160,03	19 737,60	0,00	13 019 125,93	117 160,03	12 901 965,90	0,00
21352	Bâtiments privés	145 626,16	0,00	0,00	12 444,61	0,00	0,00	145 626,16	12 444,61	133 181,55	0,00
	Sous Total compte 2135	**13 145 014,49**	**0,00**	**0,00**	**129 604,64**	**19 737,60**	**0,00**	**13 164 752,09**	**129 604,64**	**13 035 147,45**	**0,00**
2138	Autres constructions	25 151 903,88	0,00	0,00	39 667,53	2 280,00	0,00	25 154 183,88	39 667,53	25 114 516,35	0,00
	Sous Total compte 213	**225 585 129,90**	**0,00**	**350 935,25**	**170 101,17**	**4 750 001,22**	**4 776 957,94**	**230 686 066,37**	**4 947 059,11**	**225 739 007,26**	**0,00**
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	0,00	0,00	0,00	0,00	149 560,63	9 344,26	149 560,63	9 344,26	140 216,37	0,00
	Sous Total compte 214	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 560,63**	**9 344,26**	**149 560,63**	**9 344,26**	**140 216,37**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	839 070,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 070,93	0,00	839 070,93	0,00
2152	Installations de voirie	33 840 641,57	0,00	0,00	9 969,12	2 000 546,67	0,00	35 841 188,24	9 969,12	35 831 219,12	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	702 134,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	702 134,34	0,00	702 134,34	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	273 165,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 165,68	0,00	273 165,68	0,00
21533	Réseaux câblés	1 385 354,23	0,00	0,00	0,00	35 747,53	0,00	1 421 101,76	0,00	1 421 101,76	0,00
21534	Réseaux d'électrification	42 831,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 831,48	0,00	42 831,48	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21538	Autres réseaux	1 354 542,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 354 542,72	0,00	1 354 542,72	0,00
	Sous Total compte 2153	**3 758 028,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 747,53**	**0,00**	**3 793 775,98**	**0,00**	**3 793 775,98**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	178 333,44	0,00	0,00	0,00	13 356,32	0,00	191 689,76	0,00	191 689,76	0,00
	Sous Total compte 2156	**178 333,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 356,32**	**0,00**	**191 689,76**	**0,00**	**191 689,76**	**0,00**
215731	Matériel roulant	573 502,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 502,28	0,00	573 502,28	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	2 470 967,19	0,00	0,00	0,00	95 638,71	0,00	2 566 605,90	0,00	2 566 605,90	0,00
	Sous Total compte 21573	**3 044 469,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 638,71**	**0,00**	**3 140 108,18**	**0,00**	**3 140 108,18**	**0,00**
	Sous Total compte 2157	**3 044 469,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 638,71**	**0,00**	**3 140 108,18**	**0,00**	**3 140 108,18**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	5 542 655,26	0,00	0,00	0,00	678 702,02	0,00	6 221 357,28	0,00	6 221 357,28	0,00
	Sous Total compte 215	**47 203 199,12**	**0,00**	**0,00**	**9 969,12**	**2 823 991,25**	**0,00**	**50 027 190,37**	**9 969,12**	**50 017 221,25**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	192 235,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 235,93	0,00	192 235,93	0,00
	Sous Total compte 2162	**192 235,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 235,93**	**0,00**	**192 235,93**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**192 235,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 235,93**	**0,00**	**192 235,93**	**0,00**
21711	Terrains nus	34 076,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 076,93	0,00	34 076,93	0,00
21713	Terrains aménagés autres que voirie	3 509,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 509,99	0,00	3 509,99	0,00
	Sous Total compte 2171	**37 586,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 586,92**	**0,00**	**37 586,92**	**0,00**
21728	Autres agencements et aménagements	4 697 299,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 697 299,44	0,00	4 697 299,44	0,00
	Sous Total compte 2172	**4 697 299,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 697 299,44**	**0,00**	**4 697 299,44**	**0,00**
217314	Bâtiments culturels et sportifs	16 340 134,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 340 134,96	0,00	16 340 134,96	0,00
	Sous Total compte 21731	**16 340 134,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 340 134,96**	**0,00**	**16 340 134,96**	**0,00**
21735	Installations générales, agencements, am	1 279 451,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 279 451,71	0,00	1 279 451,71	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21738	Autres constructions	32 403,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 403,26	0,00	32 403,26	0,00
	Sous Total compte 2173	**17 651 989,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 651 989,93**	**0,00**	**17 651 989,93**	**0,00**
21741	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	573 747,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 747,79	0,00	573 747,79	0,00
21745	Construction sur sol d'autrui - Installa	82 559,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 559,30	0,00	82 559,30	0,00
	Sous Total compte 2174	**656 307,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**656 307,09**	**0,00**	**656 307,09**	**0,00**
21751	Réseaux de voirie	714 860,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	714 860,31	0,00	714 860,31	0,00
217533	Réseaux câblés	5 976,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 976,35	0,00	5 976,35	0,00
217538	Autres réseaux	23 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 280,00	0,00	23 280,00	0,00
	Sous Total compte 21753	**29 256,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 256,35**	**0,00**	**29 256,35**	**0,00**
21758	Autres installations, matériel et outill	72 431,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 431,76	0,00	72 431,76	0,00
	Sous Total compte 2175	**816 548,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**816 548,42**	**0,00**	**816 548,42**	**0,00**
217828	Autres matériels de transport	4 580,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 580,68	0,00	4 580,68	0,00
	Sous Total compte 21782	**4 580,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 580,68**	**0,00**	**4 580,68**	**0,00**
217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	34 380,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 380,63	0,00	34 380,63	0,00
	Sous Total compte 21784	**34 380,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 380,63**	**0,00**	**34 380,63**	**0,00**
21788	Autres	85 020,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 020,97	0,00	85 020,97	0,00
	Sous Total compte 2178	**123 982,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 982,28**	**0,00**	**123 982,28**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**23 983 714,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 983 714,08**	**0,00**	**23 983 714,08**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	198 523,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 523,83	0,00	198 523,83	0,00
21828	Autres matériels de transport	23 791 500,24	0,00	0,00	0,00	1 744 702,58	67 400,49	25 536 202,82	67 400,49	25 468 802,33	0,00
	Sous Total compte 2182	**23 791 500,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 744 702,58**	**67 400,49**	**25 536 202,82**	**67 400,49**	**25 468 802,33**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	7 374 813,99	0,00	0,00	0,00	664 267,15	0,00	8 039 081,14	0,00	8 039 081,14	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2183	**7 374 813,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**664 267,15**	**0,00**	**8 039 081,14**	**0,00**	**8 039 081,14**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	5 765 158,79	0,00	0,00	0,00	263 307,27	0,00	6 028 466,06	0,00	6 028 466,06	0,00
	Sous Total compte 2184	**5 765 158,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**263 307,27**	**0,00**	**6 028 466,06**	**0,00**	**6 028 466,06**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	170 034,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 034,32	0,00	170 034,32	0,00
2186	Cheptel	2 832,90	0,00	0,00	0,00	2 564,58	0,00	5 397,48	0,00	5 397,48	0,00
2188	Autres	11 986 846,50	0,00	0,00	0,00	925 344,99	0,00	12 912 191,49	0,00	12 912 191,49	0,00
	Sous Total compte 218	**49 289 710,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 600 186,57**	**67 400,49**	**52 889 897,14**	**67 400,49**	**52 822 496,65**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**394 501 521,66**	**0,00**	**350 935,25**	**351 764,25**	**12 049 317,32**	**4 910 990,71**	**406 901 774,23**	**5 262 754,96**	**401 639 019,27**	**0,00**
2211	Terrains nus	97 955,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 955,51	0,00	97 955,51	0,00
2213	Terrains aménagés autres que voirie	133 509,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 509,79	0,00	133 509,79	0,00
	Sous Total compte 221	**231 465,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**231 465,30**	**0,00**	**231 465,30**	**0,00**
2228	Autres agencements et aménagements	2 261 872,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 261 872,65	0,00	2 261 872,65	0,00
	Sous Total compte 222	**2 261 872,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 261 872,65**	**0,00**	**2 261 872,65**	**0,00**
22314	Bâtiments culturels et sportifs	15 926 934,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 926 934,65	0,00	15 926 934,65	0,00
22318	Autres bâtiments publics	32 073 641,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 073 641,08	0,00	32 073 641,08	0,00
	Sous Total compte 2231	**48 000 575,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 000 575,73**	**0,00**	**48 000 575,73**	**0,00**
22321	Immeubles de rapport	13 978 323,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 978 323,59	0,00	13 978 323,59	0,00
	Sous Total compte 2232	**13 978 323,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 978 323,59**	**0,00**	**13 978 323,59**	**0,00**
2235	Installations générales, agencements, am	848 951,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	848 951,52	0,00	848 951,52	0,00
2238	Autres constructions	731 461,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731 461,71	0,00	731 461,71	0,00
	Sous Total compte 223	**63 559 312,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 559 312,55**	**0,00**	**63 559 312,55**	**0,00**
22534	Réseaux d'électrification	82 609,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 609,70	0,00	82 609,70	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
22538	Autres réseaux	63 069,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 069,28	0,00	63 069,28	0,00
	Sous Total compte 2253	**145 678,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 678,98**	**0,00**	**145 678,98**	**0,00**
2258	Autres installations, matériel et outill	453 930,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 930,13	0,00	453 930,13	0,00
	Sous Total compte 225	**599 609,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**599 609,11**	**0,00**	**599 609,11**	**0,00**
22828	Autres matériels de transport	637 498,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637 498,36	0,00	637 498,36	0,00
	Sous Total compte 2282	**637 498,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**637 498,36**	**0,00**	**637 498,36**	**0,00**
22838	Autre matériel informatique	13 260,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 260,86	0,00	13 260,86	0,00
	Sous Total compte 2283	**13 260,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 260,86**	**0,00**	**13 260,86**	**0,00**
22848	Autres matériels de bureau et mobiliers	43 121,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 121,49	0,00	43 121,49	0,00
	Sous Total compte 2284	**43 121,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 121,49**	**0,00**	**43 121,49**	**0,00**
2285	Matériel de téléphonie	333,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333,25	0,00	333,25	0,00
2286	Cheptel	13 072,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 072,48	0,00	13 072,48	0,00
2288	Autres	262 300,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 300,29	0,00	262 300,29	0,00
	Sous Total compte 228	**969 586,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**969 586,73**	**0,00**	**969 586,73**	**0,00**
2294	Communes	0,00	61 715 785,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 715 785,96	0,00	61 715 785,96
	Sous Total compte 229	**0,00**	**61 715 785,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 715 785,96**	**0,00**	**61 715 785,96**
	Sous Total compte 22	**67 621 846,34**	**61 715 785,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 621 846,34**	**61 715 785,96**	**5 906 060,38**	**0,00**
2313	Constructions	39 228 717,22	0,00	0,00	0,00	9 982 161,74	5 855,33	49 210 878,96	5 855,33	49 205 023,63	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	37 262,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 262,59	0,00	37 262,59	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	8 785 925,59	0,00	0,00	0,00	1 153 073,09	0,00	9 938 998,68	0,00	9 938 998,68	0,00
	Sous Total compte 231	**48 051 905,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 135 234,83**	**5 855,33**	**59 187 140,23**	**5 855,33**	**59 181 284,90**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	28 690,20	0,00	0,00	0,00	77 527,79	0,00	106 217,99	0,00	106 217,99	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 23	**48 080 595,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 212 762,62**	**5 855,33**	**59 293 358,22**	**5 855,33**	**59 287 502,89**	**0,00**
2423	d'établissements publics de coopération	58 881 034,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 881 034,27	0,00	58 881 034,27	0,00
	Sous Total compte 242	**58 881 034,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 881 034,27**	**0,00**	**58 881 034,27**	**0,00**
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra	0,00	36 278 346,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 278 346,19	0,00	36 278 346,19
	Sous Total compte 249	**0,00**	**36 278 346,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 278 346,19**	**0,00**	**36 278 346,19**
	Sous Total compte 24	**58 881 034,27**	**36 278 346,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 881 034,27**	**36 278 346,19**	**22 602 688,08**	**0,00**
261	Titres de participation	9 306 812,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 306 812,87	0,00	9 306 812,87	0,00
266	Autres formes de participation	868 362,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	868 362,44	0,00	868 362,44	0,00
	Sous Total compte 26	**10 175 175,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 175 175,31**	**0,00**	**10 175 175,31**	**0,00**
2741	Prêts aux collectivités et aux groupemen	268 785,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 785,25	0,00	268 785,25	0,00
2743	Prêts au personnel	429 615,04	0,00	0,00	0,00	17 912,64	61 403,99	447 527,68	61 403,99	386 123,69	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	5 317 740,50	4 210 000,00	5 317 740,50	4 210 000,00	1 107 740,50	0,00
2748	Autres prêts	188 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 052,84	188 181,00	81 052,84	107 128,16	0,00
	Sous Total compte 274	**886 581,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 335 653,14**	**4 352 456,83**	**6 222 234,43**	**4 352 456,83**	**1 869 777,60**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	159 477,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 477,55	0,00	159 477,55	0,00
276341	Communes membres du GFP	2 586 289,87	0,00	0,00	0,00	1 648 000,00	1 250 000,00	4 234 289,87	1 250 000,00	2 984 289,87	0,00
	Sous Total compte 27634	**2 586 289,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 648 000,00**	**1 250 000,00**	**4 234 289,87**	**1 250 000,00**	**2 984 289,87**	**0,00**
27638	Autres établissements publics	505 068,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505 068,00	0,00	505 068,00	0,00
	Sous Total compte 2763	**3 091 357,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 648 000,00**	**1 250 000,00**	**4 739 357,87**	**1 250 000,00**	**3 489 357,87**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	17 916,70	0,00	0,00	0,00	0,00	8 958,00	17 916,70	8 958,00	8 958,70	0,00
	Sous Total compte 276	**3 109 274,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 648 000,00**	**1 258 958,00**	**4 757 274,57**	**1 258 958,00**	**3 498 316,57**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**4 155 333,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 983 653,14**	**5 611 414,83**	**11 138 986,55**	**5 611 414,83**	**5 527 571,72**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	29 944,00	0,00	0,00	0,00	20 289,00	0,00	50 233,00	0,00	50 233,00
28031	Frais d'études	0,00	86 522,00	0,00	0,00	0,00	28 602,50	0,00	115 124,50	0,00	115 124,50
28033	Frais d'insertion	0,00	26 784,68	0,00	0,00	0,00	4 662,26	0,00	31 446,94	0,00	31 446,94
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**113 306,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 264,76**	**0,00**	**146 571,44**	**0,00**	**146 571,44**
2804111	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	8 400,00	0,00	8 400,00
2804112	Bâtiments et installations	0,00	285 910,00	0,00	0,00	0,00	50 171,00	0,00	336 081,00	0,00	336 081,00
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**293 710,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 771,00**	**0,00**	**344 481,00**	**0,00**	**344 481,00**
2804132	Bâtiments et installations	0,00	536 900,47	0,00	0,00	0,00	72 001,40	0,00	608 901,87	0,00	608 901,87
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**536 900,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 001,40**	**0,00**	**608 901,87**	**0,00**	**608 901,87**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	533 285,91	0,00	0,00	0,00	542 321,77	0,00	1 075 607,68	0,00	1 075 607,68
28041412	Bâtiments et installations	0,00	11 967 918,00	0,00	0,00	0,00	1 673 792,08	0,00	13 641 710,08	0,00	13 641 710,08
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**12 501 203,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 216 113,85**	**0,00**	**14 717 317,76**	**0,00**	**14 717 317,76**
28041482	Bâtiments et installations	0,00	249 282,68	0,00	0,00	0,00	4 610,00	0,00	253 892,68	0,00	253 892,68
	Sous Total compte 2804148	**0,00**	**249 282,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 610,00**	**0,00**	**253 892,68**	**0,00**	**253 892,68**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**12 750 486,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 220 723,85**	**0,00**	**14 971 210,44**	**0,00**	**14 971 210,44**
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	94 949,56	0,00	0,00	0,00	27 826,00	0,00	122 775,56	0,00	122 775,56
28041582	Bâtiments et installations	0,00	7 672 893,12	0,00	0,00	0,00	776 976,11	0,00	8 449 869,23	0,00	8 449 869,23
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**7 767 842,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**804 802,11**	**0,00**	**8 572 644,79**	**0,00**	**8 572 644,79**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**7 767 842,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**804 802,11**	**0,00**	**8 572 644,79**	**0,00**	**8 572 644,79**
2804181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	240 484,00	0,00	0,00	0,00	69 272,00	0,00	309 756,00	0,00	309 756,00
2804182	Bâtiments et installations	0,00	25 042 108,48	0,00	0,00	0,00	2 223 651,63	0,00	27 265 760,11	0,00	27 265 760,11

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	350 410,00	0,00	0,00	0,00	175 205,00	0,00	525 615,00	0,00	525 615,00
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**25 633 002,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 468 128,63**	**0,00**	**28 101 131,11**	**0,00**	**28 101 131,11**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**46 981 942,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 616 426,99**	**0,00**	**52 598 369,21**	**0,00**	**52 598 369,21**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	537 024,50	0,00	0,00	0,00	121 228,50	0,00	658 253,00	0,00	658 253,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	5 851 893,60	0,00	0,00	0,00	825 612,00	0,00	6 677 505,60	0,00	6 677 505,60
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**6 388 918,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**946 840,50**	**0,00**	**7 335 758,60**	**0,00**	**7 335 758,60**
2804411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	11 901,00	0,00	0,00	0,00	3 967,00	0,00	15 868,00	0,00	15 868,00
2804412	Bâtiments et installations	0,00	1 646 665,65	0,00	0,00	0,00	138 043,97	0,00	1 784 709,62	0,00	1 784 709,62
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**1 658 566,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 010,97**	**0,00**	**1 800 577,62**	**0,00**	**1 800 577,62**
2804422	Bâtiments et installations	0,00	151 023,00	0,00	0,00	0,00	11 641,00	0,00	162 664,00	0,00	162 664,00
	Sous Total compte 280442	**0,00**	**151 023,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 641,00**	**0,00**	**162 664,00**	**0,00**	**162 664,00**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**1 809 589,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 651,97**	**0,00**	**1 963 241,62**	**0,00**	**1 963 241,62**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**55 180 449,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 716 919,46**	**0,00**	**61 897 369,43**	**0,00**	**61 897 369,43**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	2 138 115,32	0,00	0,00	0,00	608 098,16	0,00	2 746 213,48	0,00	2 746 213,48
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	4 258,66	0,00	0,00	632,66	632,66	632,66	4 891,32	0,00	4 258,66
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**4 258,66**	**0,00**	**0,00**	**632,66**	**632,66**	**632,66**	**4 891,32**	**0,00**	**4 258,66**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**57 466 074,63**	**0,00**	**0,00**	**632,66**	**7 379 204,04**	**632,66**	**64 845 278,67**	**0,00**	**64 844 646,01**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00	0,00	600,00
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	29 641,93	0,00	0,00	0,00	516,00	0,00	30 157,93	0,00	30 157,93
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**29 641,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 116,00**	**0,00**	**30 757,93**	**0,00**	**30 757,93**
281318	Autres bâtiments publics	0,00	1 255 688,04	829,00	829,00	0,00	0,00	829,00	1 256 517,04	0,00	1 255 688,04

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**1 255 688,04**	**829,00**	**829,00**	**0,00**	**0,00**	**829,00**	**1 256 517,04**	**0,00**	**1 255 688,04**
281321	Immeubles de rapport	0,00	113 261,00	0,00	0,00	0,00	8 273,00	0,00	121 534,00	0,00	121 534,00
	Sous Total compte 28132	**0,00**	**113 261,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 273,00**	**0,00**	**121 534,00**	**0,00**	**121 534,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	344 373,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	344 373,45	0,00	344 373,45
281352	Bâtiments privés	0,00	9 707,00	829,00	0,00	0,00	9 707,00	829,00	19 414,00	0,00	18 585,00
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**354 080,45**	**829,00**	**0,00**	**0,00**	**9 707,00**	**829,00**	**363 787,45**	**0,00**	**362 958,45**
28138	Autres constructions	0,00	942 760,69	0,00	0,00	0,00	45 889,00	0,00	988 649,69	0,00	988 649,69
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**2 665 790,18**	**1 658,00**	**829,00**	**0,00**	**63 869,00**	**1 658,00**	**2 730 488,18**	**0,00**	**2 728 830,18**
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	253 333,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 333,79	0,00	253 333,79
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	198 472,80	0,00	0,00	0,00	5 462,00	0,00	203 934,80	0,00	203 934,80
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**451 806,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 462,00**	**0,00**	**457 268,59**	**0,00**	**457 268,59**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	134 980,25	0,00	0,00	0,00	11 485,48	0,00	146 465,73	0,00	146 465,73
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**134 980,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 485,48**	**0,00**	**146 465,73**	**0,00**	**146 465,73**
2815731	Matériel roulant	0,00	573 502,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 502,28	0,00	573 502,28
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	2 054 630,13	0,00	0,00	0,00	90 023,94	0,00	2 144 654,07	0,00	2 144 654,07
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**2 628 132,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 023,94**	**0,00**	**2 718 156,35**	**0,00**	**2 718 156,35**
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**2 628 132,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 023,94**	**0,00**	**2 718 156,35**	**0,00**	**2 718 156,35**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	4 675 256,61	0,00	0,00	0,00	237 821,46	0,00	4 913 078,07	0,00	4 913 078,07
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**7 890 175,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**344 792,88**	**0,00**	**8 234 968,74**	**0,00**	**8 234 968,74**
281728	Autres agencements et aménagements	0,00	82 142,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 142,61	0,00	82 142,61
	Sous Total compte 28172	**0,00**	**82 142,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 142,61**	**0,00**	**82 142,61**
281735	Installations générales, agencements, am	0,00	310 382,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 382,77	0,00	310 382,77

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281738	Autres constructions	0,00	322,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322,48	0,00	322,48
	Sous Total compte 28173	**0,00**	**310 705,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 705,25**	**0,00**	**310 705,25**
281741	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	0,00	573 747,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 747,79	0,00	573 747,79
281745	Constructions sur sol d'autrui - Install	0,00	82 559,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 559,30	0,00	82 559,30
	Sous Total compte 28174	**0,00**	**656 307,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**656 307,09**	**0,00**	**656 307,09**
281758	Autres installations, matériel et outill	0,00	72 431,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 431,76	0,00	72 431,76
	Sous Total compte 28175	**0,00**	**72 431,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 431,76**	**0,00**	**72 431,76**
2817828	Autres matériels de transport	0,00	4 580,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 580,68	0,00	4 580,68
	Sous Total compte 281782	**0,00**	**4 580,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 580,68**	**0,00**	**4 580,68**
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	29 715,03	0,00	0,00	0,00	2 330,00	0,00	32 045,03	0,00	32 045,03
	Sous Total compte 281784	**0,00**	**29 715,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 330,00**	**0,00**	**32 045,03**	**0,00**	**32 045,03**
281788	Autres	0,00	85 020,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 020,97	0,00	85 020,97
	Sous Total compte 28178	**0,00**	**119 316,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 330,00**	**0,00**	**121 646,68**	**0,00**	**121 646,68**
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**1 240 903,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 330,00**	**0,00**	**1 243 233,39**	**0,00**	**1 243 233,39**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	170 999,45	0,00	0,00	0,00	494,00	0,00	171 493,45	0,00	171 493,45
281828	Autres matériels de transport	0,00	15 508 473,40	0,00	0,00	0,00	1 546 366,28	0,00	17 054 839,68	0,00	17 054 839,68
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**15 508 473,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 546 366,28**	**0,00**	**17 054 839,68**	**0,00**	**17 054 839,68**
281838	Autre matériel informatique	0,00	6 130 699,48	0,00	0,00	0,00	546 771,91	0,00	6 677 471,39	0,00	6 677 471,39
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**6 130 699,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**546 771,91**	**0,00**	**6 677 471,39**	**0,00**	**6 677 471,39**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	5 040 856,53	0,00	0,00	0,00	260 598,92	0,00	5 301 455,45	0,00	5 301 455,45
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**5 040 856,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 598,92**	**0,00**	**5 301 455,45**	**0,00**	**5 301 455,45**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28185	Matériel de téléphonie	0,00	153 508,68	0,00	0,00	0,00	8 990,20	0,00	162 498,88	0,00	162 498,88
28186	Cheptel	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	132,90	0,00	2 832,90	0,00	2 832,90
28188	Autres	0,00	8 874 198,75	0,00	0,00	0,00	835 959,27	0,00	9 710 158,02	0,00	9 710 158,02
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**35 881 436,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 199 313,48**	**0,00**	**39 080 749,77**	**0,00**	**39 080 749,77**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**47 707 947,65**	**1 658,00**	**829,00**	**0,00**	**3 611 421,36**	**1 658,00**	**51 320 198,01**	**0,00**	**51 318 540,01**
282321	Immeubles de rapport	0,00	13 978 323,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 978 323,59	0,00	13 978 323,59
	Sous Total compte 28232	**0,00**	**13 978 323,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 978 323,59**	**0,00**	**13 978 323,59**
	Sous Total compte 2823	**0,00**	**13 978 323,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 978 323,59**	**0,00**	**13 978 323,59**
28258	Autres installations, matériel et outill	0,00	249 660,09	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	249 670,09	0,00	249 670,09
	Sous Total compte 2825	**0,00**	**249 660,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10,00**	**0,00**	**249 670,09**	**0,00**	**249 670,09**
282828	Autres matériels de transport	0,00	637 498,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637 498,36	0,00	637 498,36
	Sous Total compte 28282	**0,00**	**637 498,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**637 498,36**	**0,00**	**637 498,36**
282838	Autre matériel informatique	0,00	13 260,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 260,86	0,00	13 260,86
	Sous Total compte 28283	**0,00**	**13 260,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 260,86**	**0,00**	**13 260,86**
282848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	43 121,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 121,49	0,00	43 121,49
	Sous Total compte 28284	**0,00**	**43 121,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 121,49**	**0,00**	**43 121,49**
28285	Matériel de téléphonie	0,00	333,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333,25	0,00	333,25
28286	Cheptel	0,00	13 072,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 072,48	0,00	13 072,48
28288	Autres	0,00	259 854,19	0,00	0,00	0,00	76,00	0,00	259 930,19	0,00	259 930,19
	Sous Total compte 2828	**0,00**	**967 140,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76,00**	**0,00**	**967 216,63**	**0,00**	**967 216,63**
	Sous Total compte 282	**0,00**	**15 195 124,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86,00**	**0,00**	**15 195 210,31**	**0,00**	**15 195 210,31**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**120 369 146,59**	**1 658,00**	**829,00**	**632,66**	**10 990 711,40**	**2 290,66**	**131 360 686,99**	**0,00**	**131 358 396,33**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 2	**735 200 166,80**	**218 363 278,74**	**352 593,25**	**352 593,25**	**38 590 350,89**	**22 067 866,38**	**774 143 110,94**	**240 783 738,37**	**762 711 901,05**	**229 352 528,48**
37	STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TERRAINS NU	32 599,45	0,00	50 943,54	41 522,68	0,00	0,00	83 542,99	41 522,68	42 020,31	0,00
	Sous Total compte 37	**32 599,45**	**0,00**	**50 943,54**	**41 522,68**	**0,00**	**0,00**	**83 542,99**	**41 522,68**	**42 020,31**	**0,00**
	Total classe 3	**32 599,45**	**0,00**	**50 943,54**	**41 522,68**	**0,00**	**0,00**	**83 542,99**	**41 522,68**	**42 020,31**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	6 026 419,15	38 053 870,26	34 213 564,37	0,00	0,00	38 053 870,26	40 239 983,52	0,00	2 186 113,26
	Sous Total compte 401	**0,00**	**6 026 419,15**	**38 053 870,26**	**34 213 564,37**	**0,00**	**0,00**	**38 053 870,26**	**40 239 983,52**	**0,00**	**2 186 113,26**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	745 332,19	30 788 288,29	31 706 943,07	0,00	0,00	30 788 288,29	32 452 275,26	0,00	1 663 986,97
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	272 042,02	52 029,89	179 760,92	0,00	0,00	52 029,89	451 802,94	0,00	399 773,05
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	59 224,71	59 224,71	0,00	0,00	59 224,71	59 224,71	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**272 042,02**	**111 254,60**	**238 985,63**	**0,00**	**0,00**	**111 254,60**	**511 027,65**	**0,00**	**399 773,05**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**1 017 374,21**	**30 899 542,89**	**31 945 928,70**	**0,00**	**0,00**	**30 899 542,89**	**32 963 302,91**	**0,00**	**2 063 760,02**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	5 924 188,19	5 924 188,19	4 317 335,68	0,00	0,00	5 924 188,19	10 241 523,87	0,00	4 317 335,68
	Sous Total compte 40	**0,00**	**12 967 981,55**	**74 877 601,34**	**70 476 828,75**	**0,00**	**0,00**	**74 877 601,34**	**83 444 810,30**	**0,00**	**8 567 208,96**
411	Redevables	3 945 755,27	0,00	18 619 686,48	13 993 069,22	0,00	0,00	22 565 441,75	13 993 069,22	8 572 372,53	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	579 933,06	0,00	2 110 140,60	921 747,14	0,00	0,00	2 690 073,66	921 747,14	1 768 326,52	0,00
4161	Créances douteuses	1 555 021,60	0,00	830 270,83	866 309,73	0,00	0,00	2 385 292,43	866 309,73	1 518 982,70	0,00
	Sous Total compte 416	**1 555 021,60**	**0,00**	**830 270,83**	**866 309,73**	**0,00**	**0,00**	**2 385 292,43**	**866 309,73**	**1 518 982,70**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	1 328 262,06	0,00	266 239,10	1 328 262,06	0,00	0,00	1 594 501,16	1 328 262,06	266 239,10	0,00
	Sous Total compte 418	**1 328 262,06**	**0,00**	**266 239,10**	**1 328 262,06**	**0,00**	**0,00**	**1 594 501,16**	**1 328 262,06**	**266 239,10**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**7 408 971,99**	**0,00**	**21 826 337,01**	**17 109 388,15**	**0,00**	**0,00**	**29 235 309,00**	**17 109 388,15**	**12 125 920,85**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	37 075,01	43 887 178,42	43 867 999,71	0,00	0,00	43 887 178,42	43 905 074,72	0,00	17 896,30

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
427	Personnel - Oppositions	0,00	62,39	385,95	323,56	0,00	0,00	385,95	385,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**37 137,40**	**43 887 564,37**	**43 868 323,27**	**0,00**	**0,00**	**43 887 564,37**	**43 905 460,67**	**0,00**	**17 896,30**
431	Sécurité sociale	0,00	22 037,85	18 398 278,18	18 376 240,33	0,00	0,00	18 398 278,18	18 398 278,18	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	1 079,66	17 165 564,10	17 164 484,44	0,00	0,00	17 165 564,10	17 165 564,10	0,00	0,00
4387	Produits à recevoir	0,00	0,00	9 879,47	0,00	0,00	0,00	9 879,47	0,00	9 879,47	0,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**0,00**	**9 879,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 879,47**	**0,00**	**9 879,47**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**23 117,51**	**35 573 721,75**	**35 540 724,77**	**0,00**	**0,00**	**35 573 721,75**	**35 563 842,28**	**9 879,47**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	41 999,20	0,00	237 154,38	264 003,20	0,00	0,00	279 153,58	264 003,20	15 150,38	0,00
44121	Sortie des emprunts à risques avec IRA c	556 494,78	0,00	0,00	139 123,70	0,00	0,00	556 494,78	139 123,70	417 371,08	0,00
	Sous Total compte 4412	**556 494,78**	**0,00**	**0,00**	**139 123,70**	**0,00**	**0,00**	**556 494,78**	**139 123,70**	**417 371,08**	**0,00**
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	16 505,01	0,00	17 712,00	17 712,00	0,00	0,00	34 217,01	17 712,00	16 505,01	0,00
	Sous Total compte 441	**614 998,99**	**0,00**	**254 866,38**	**420 838,90**	**0,00**	**0,00**	**869 865,37**	**420 838,90**	**449 026,47**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	36 033,04	1 681 117,50	1 682 158,43	0,00	0,00	1 681 117,50	1 718 191,47	0,00	37 073,97
	Sous Total compte 442	**0,00**	**36 033,04**	**1 681 117,50**	**1 682 158,43**	**0,00**	**0,00**	**1 681 117,50**	**1 718 191,47**	**0,00**	**37 073,97**
44311	Dépenses	0,00	0,00	30 947,31	30 947,31	0,00	0,00	30 947,31	30 947,31	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	64 212,30	0,00	1 224 625,80	1 215 653,70	0,00	0,00	1 288 838,10	1 215 653,70	73 184,40	0,00
44316	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	64 212,30	0,00	0,00	0,00	64 212,30	0,00	64 212,30	0,00
	Sous Total compte 4431	**64 212,30**	**0,00**	**1 319 785,41**	**1 246 601,01**	**0,00**	**0,00**	**1 383 997,71**	**1 246 601,01**	**137 396,70**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	0,00	746 353,32	746 353,32	0,00	0,00	746 353,32	746 353,32	0,00	0,00
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	478 602,83	478 602,83	0,00	0,00	478 602,83	478 602,83	0,00	0,00
44326	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	478 602,83	478 602,83	0,00	0,00	478 602,83	478 602,83	0,00	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**0,00**	**1 703 558,98**	**1 703 558,98**	**0,00**	**0,00**	**1 703 558,98**	**1 703 558,98**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44331	Dépenses	0,00	208,80	13 920 069,72	13 919 860,92	0,00	0,00	13 920 069,72	13 920 069,72	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**208,80**	**13 920 069,72**	**13 919 860,92**	**0,00**	**0,00**	**13 920 069,72**	**13 920 069,72**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	331 955,57	33 924 866,43	33 974 880,94	0,00	0,00	33 924 866,43	34 306 836,51	0,00	381 970,08
44342	Recettes - Amiable	6 684 557,62	0,00	11 383 444,27	13 171 452,35	0,00	0,00	18 068 001,89	13 171 452,35	4 896 549,54	0,00
44346	Recettes - Contentieux	3 640,07	0,00	1 098 882,28	1 101 514,19	0,00	0,00	1 102 522,35	1 101 514,19	1 008,16	0,00
	Sous Total compte 4434	**6 688 197,69**	**331 955,57**	**46 407 192,98**	**48 247 847,48**	**0,00**	**0,00**	**53 095 390,67**	**48 579 803,05**	**4 515 587,62**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	1 964 403,58	46 277 538,90	45 642 121,32	0,00	0,00	46 277 538,90	47 606 524,90	0,00	1 328 986,00
44352	Recettes - Amiable	2 956 514,00	0,00	2 157 096,09	4 227 267,95	0,00	0,00	5 113 610,09	4 227 267,95	886 342,14	0,00
44356	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**2 956 514,00**	**1 964 403,58**	**50 434 634,99**	**51 869 389,27**	**0,00**	**0,00**	**53 391 148,99**	**53 833 792,85**	**0,00**	**442 643,86**
44361	Dépenses	0,00	0,00	111 771,85	111 771,85	0,00	0,00	111 771,85	111 771,85	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**111 771,85**	**111 771,85**	**0,00**	**0,00**	**111 771,85**	**111 771,85**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	84 229,07	102 592,94	102 755,63	0,00	0,00	102 592,94	186 984,70	0,00	84 391,76
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**84 229,07**	**102 592,94**	**102 755,63**	**0,00**	**0,00**	**102 592,94**	**186 984,70**	**0,00**	**84 391,76**
44381	Dépenses	0,00	248 535,05	3 932 289,26	3 691 047,21	0,00	0,00	3 932 289,26	3 939 582,26	0,00	7 293,00
44382	Recettes - Amiable	206 294,72	0,00	9 522 229,13	6 480 835,64	0,00	0,00	9 728 523,85	6 480 835,64	3 247 688,21	0,00
44386	Recettes - Contentieux	10 732,19	0,00	2 683 827,86	2 201 737,14	0,00	0,00	2 694 560,05	2 201 737,14	492 822,91	0,00
	Sous Total compte 4438	**217 026,91**	**248 535,05**	**16 138 346,25**	**12 373 619,99**	**0,00**	**0,00**	**16 355 373,16**	**12 622 155,04**	**3 733 218,12**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**9 925 950,90**	**2 629 332,07**	**130 137 953,12**	**129 575 405,13**	**0,00**	**0,00**	**140 063 904,02**	**132 204 737,20**	**7 859 166,82**	**0,00**
4452	TVA due intracommunautaire	0,00	11 517,06	52 358,91	46 028,27	0,00	0,00	52 358,91	57 545,33	0,00	5 186,42
4453	TVA due à l'importation	0,00	0,00	16 616,64	16 845,29	0,00	0,00	16 616,64	16 845,29	0,00	228,65
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	13 772,00	362 780,00	608 717,00	0,00	0,00	362 780,00	622 489,00	0,00	259 709,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**13 772,00**	**362 780,00**	**608 717,00**	**0,00**	**0,00**	**362 780,00**	**622 489,00**	**0,00**	**259 709,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44562	T.V.A. sur immobilisations	25 136,19	0,00	451 824,23	456 542,90	0,00	0,00	476 960,42	456 542,90	20 417,52	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	3 647,35	0,00	60 760,69	59 483,26	0,00	0,00	64 408,04	59 483,26	4 924,78	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	225 228,00	0,00	1 756 610,00	1 626 223,00	0,00	0,00	1 981 838,00	1 626 223,00	355 615,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**254 011,54**	**0,00**	**2 269 194,92**	**2 142 249,16**	**0,00**	**0,00**	**2 523 206,46**	**2 142 249,16**	**380 957,30**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	37 315,50	797 620,53	786 708,64	0,00	0,00	797 620,53	824 024,14	0,00	26 403,61
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**37 315,50**	**797 620,53**	**786 708,64**	**0,00**	**0,00**	**797 620,53**	**824 024,14**	**0,00**	**26 403,61**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	203 512,00	203 512,00	0,00	0,00	203 512,00	203 512,00	0,00	0,00
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	1 446,91	0,00	481,11	0,00	0,00	0,00	1 928,02	0,00	1 928,02	0,00
	Sous Total compte 4458	**1 446,91**	**0,00**	**203 993,11**	**203 512,00**	**0,00**	**0,00**	**205 440,02**	**203 512,00**	**1 928,02**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**255 458,45**	**62 604,56**	**3 702 564,11**	**3 804 060,36**	**0,00**	**0,00**	**3 958 022,56**	**3 866 664,92**	**91 357,64**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	52 327,30	1 029 147,54	978 742,57	0,00	0,00	1 029 147,54	1 031 069,87	0,00	1 922,33
4486	Autres charges à payer	0,00	45 345,97	45 345,97	0,00	0,00	0,00	45 345,97	45 345,97	0,00	0,00
4487	Produits à recevoir	6 752 690,77	0,00	1 075 230,46	6 752 690,77	0,00	0,00	7 827 921,23	6 752 690,77	1 075 230,46	0,00
	Sous Total compte 448	**6 752 690,77**	**45 345,97**	**1 120 576,43**	**6 752 690,77**	**0,00**	**0,00**	**7 873 267,20**	**6 798 036,74**	**1 075 230,46**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**17 549 099,11**	**2 825 642,94**	**137 926 225,08**	**143 213 896,16**	**0,00**	**0,00**	**155 475 324,19**	**146 039 539,10**	**9 435 785,09**	**0,00**
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	4 784 945,35	13 750 405,24	17 626 477,53	0,00	0,00	13 750 405,24	22 411 422,88	0,00	8 661 017,64
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv	2 243 459,42	0,00	104 758 189,39	111 428 774,74	0,00	0,00	107 001 648,81	111 428 774,74	0,00	4 427 125,93
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv	970 375,84	0,00	13 455,00	135 576,72	0,00	0,00	983 830,84	135 576,72	848 254,12	0,00
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	0,00	1 675 981,20	0,00	0,00	0,00	1 675 981,20	0,00	1 675 981,20	0,00
451083	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	0,00	715 758,77	0,00	0,00	0,00	715 758,77	0,00	715 758,77	0,00
	Sous Total compte 451	**3 213 835,26**	**4 784 945,35**	**120 913 789,60**	**129 190 828,99**	**0,00**	**0,00**	**124 127 624,86**	**133 975 774,34**	**0,00**	**9 848 149,48**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4541100006	Dépenses	504 623,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	504 623,51	0,00	504 623,51	0,00
4541100007	Dépenses	995 291,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	995 291,42	0,00	995 291,42	0,00
4541100008	Dépenses	3 834 143,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 143,88	0,00	3 834 143,88	0,00
4541100009	Dépenses	2 934 315,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 934 315,59	0,00	2 934 315,59	0,00
45411000101	Dépenses	127 142,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 142,00	0,00	127 142,00	0,00
45411000102	Dépenses	530 183,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	530 183,08	0,00	530 183,08	0,00
4541100012	Dépenses	665 856,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 856,68	0,00	665 856,68	0,00
4541100013	Dépenses	668 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	668 000,00	0,00	668 000,00	0,00
4541100014	Dépenses	917 679,99	0,00	0,00	0,00	84 000,00	0,00	1 001 679,99	0,00	1 001 679,99	0,00
4541100015	Dépenses	668 660,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	668 660,19	0,00	668 660,19	0,00
4541100016	Dépenses	1 720 625,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 720 625,60	0,00	1 720 625,60	0,00
4541100017	Dépenses	875 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	875 917,00	0,00	875 917,00	0,00
4541100018	Dépenses	1 112 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 112 320,00	0,00	1 112 320,00	0,00
4541100019	Dépenses	1 009 019,12	0,00	0,00	151 661,12	0,00	0,00	1 009 019,12	151 661,12	857 358,00	0,00
4541100020	Dépenses	0,00	0,00	151 661,12	0,00	28 056,00	0,00	179 717,12	0,00	179 717,12	0,00
4541100021	Dépenses	347 505,32	0,00	0,00	0,00	118 560,00	0,00	466 065,32	0,00	466 065,32	0,00
4541100022	Dépenses	713 156,90	0,00	0,00	0,00	952 925,74	0,00	1 666 082,64	0,00	1 666 082,64	0,00
454110010	Dépenses	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00
4541100101	Dépenses	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	83 000,00	0,00
4541100102	Dépenses	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00
4541100103	Dépenses	569 111,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	569 111,55	0,00	569 111,55	0,00
4541100104	Dépenses	120 500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	121 500,00	0,00	121 500,00	0,00
45411002099	Dépenses	171 542,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 542,40	0,00	171 542,40	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4541102022	Dépenses	1 884 312,00	0,00	0,00	0,00	572 878,00	0,00	2 457 190,00	0,00	2 457 190,00	0,00
4541102023	Dépenses	1 806 976,00	0,00	0,00	0,00	660 212,00	0,00	2 467 188,00	0,00	2 467 188,00	0,00
4541102024	Dépenses	2 816 219,00	0,00	0,00	0,00	4 037 142,00	5 798,00	6 853 361,00	5 798,00	6 847 563,00	0,00
4541102025	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	1 246 184,00	0,00	1 246 184,00	0,00	1 246 184,00	0,00
	Sous Total compte 45411	**25 376 101,23**	**0,00**	**451 661,12**	**451 661,12**	**7 700 957,74**	**5 798,00**	**33 528 720,09**	**457 459,12**	**33 071 260,97**	**0,00**
4541200006	Recettes	0,00	512 124,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	512 124,04	0,00	512 124,04
4541200007	Recettes	0,00	1 126 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126 181,00	0,00	1 126 181,00
4541200008	Recettes	0,00	3 834 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 144,00	0,00	3 834 144,00
4541200009	Recettes	0,00	3 535 725,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 535 725,83	0,00	3 535 725,83
45412000101	Recettes	0,00	117 545,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 545,48	0,00	117 545,48
45412000102	Recettes	0,00	485 599,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485 599,00	0,00	485 599,00
4541200012	Recettes	0,00	713 856,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713 856,68	0,00	713 856,68
4541200013	Recettes	0,00	667 997,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	667 997,00	0,00	667 997,00
4541200014	Recettes	0,00	1 001 679,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 001 679,99	0,00	1 001 679,99
4541200015	Recettes	0,00	772 659,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	772 659,89	0,00	772 659,89
4541200016	Recettes	0,00	1 954 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 954 750,00	0,00	1 954 750,00
4541200017	Recettes	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	390 000,00
4541200018	Recettes	0,00	1 433 151,30	743 151,30	0,00	0,00	0,00	743 151,30	1 433 151,30	0,00	690 000,00
4541200019	Recettes	0,00	0,00	0,00	543 151,30	0,00	0,00	0,00	543 151,30	0,00	543 151,30
4541200020	Recettes	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
454120002099	Recettes	0,00	261 463,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 463,75	0,00	261 463,75
4541200021	Recettes	0,00	498 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 000,00	0,00	498 000,00
4541200022	Recettes	0,00	1 028 863,18	0,00	0,00	0,00	1 190 681,90	0,00	2 219 545,08	0,00	2 219 545,08

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4541200023	Recettes	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
4541200101	Recettes	0,00	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
4541200102	Recettes	0,00	224 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 000,00	0,00	224 000,00
4541200103	Recettes	0,00	645 113,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 113,73	0,00	645 113,73
4541200104	Recettes	0,00	117 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 500,00	0,00	117 500,00
4541202022	Recettes	0,00	2 717 492,00	0,00	0,00	192 220,00	319 245,00	192 220,00	3 036 737,00	0,00	2 844 517,00
4541202023	Recettes	0,00	1 660 204,00	0,00	0,00	0,00	123 600,00	0,00	1 783 804,00	0,00	1 783 804,00
4541202024	Recettes	0,00	277 348,00	0,00	0,00	0,00	2 496 784,00	0,00	2 774 132,00	0,00	2 774 132,00
	Sous Total compte 45412	**0,00**	**24 163 398,87**	**743 151,30**	**743 151,30**	**192 220,00**	**4 130 310,90**	**935 371,30**	**29 036 861,07**	**0,00**	**28 101 489,77**
	Sous Total compte 4541	**25 376 101,23**	**24 163 398,87**	**1 194 812,42**	**1 194 812,42**	**7 893 177,74**	**4 136 108,90**	**34 464 091,39**	**29 494 320,19**	**4 969 771,20**	**0,00**
	Sous Total compte 454	**25 376 101,23**	**24 163 398,87**	**1 194 812,42**	**1 194 812,42**	**7 893 177,74**	**4 136 108,90**	**34 464 091,39**	**29 494 320,19**	**4 969 771,20**	**0,00**
458100007	Dépenses (à subdiviser par mandat)	529 269,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	529 269,85	0,00	529 269,85	0,00
458100008	Dépenses (à subdiviser par mandat)	186 187,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 187,51	0,00	186 187,51	0,00
	Sous Total compte 4581	**715 457,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 457,36**	**0,00**	**715 457,36**	**0,00**
458200007	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	393 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 000,00	0,00	393 000,00
458200008	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	174 300,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 300,20	0,00	174 300,20
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**567 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**567 300,20**	**0,00**	**567 300,20**
	Sous Total compte 458	**715 457,36**	**567 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 457,36**	**567 300,20**	**148 157,16**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**29 305 393,85**	**29 515 644,42**	**122 108 602,02**	**130 385 641,41**	**7 893 177,74**	**4 136 108,90**	**159 307 173,61**	**164 037 394,73**	**0,00**	**4 730 221,12**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	25,00	0,00	2 543 676,00	2 131 676,00	0,00	0,00	2 543 701,00	2 131 676,00	412 025,00	0,00
	Sous Total compte 462	**25,00**	**0,00**	**2 543 676,00**	**2 131 676,00**	**0,00**	**0,00**	**2 543 701,00**	**2 131 676,00**	**412 025,00**	**0,00**
4632	Intérêts à payer	0,00	23 977,45	2 320 720,35	2 547 178,65	0,00	0,00	2 320 720,35	2 571 156,10	0,00	250 435,75

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 463	**0,00**	**23 977,45**	**2 320 720,35**	**2 547 178,65**	**0,00**	**0,00**	**2 320 720,35**	**2 571 156,10**	**0,00**	**250 435,75**
466	Excédents de versement	0,00	25 578,23	2 175 750,07	2 189 941,81	0,00	0,00	2 175 750,07	2 215 520,04	0,00	39 769,97
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	636 914,56	66 471 010,64	68 836 488,12	0,00	0,00	66 471 010,64	69 473 402,68	0,00	3 002 392,04
46717	Autres comptes créditeurs - Cessions, op	0,00	0,00	2 290,00	2 290,00	0,00	0,00	2 290,00	2 290,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**636 914,56**	**66 473 300,64**	**68 838 778,12**	**0,00**	**0,00**	**66 473 300,64**	**69 475 692,68**	**0,00**	**3 002 392,04**
46721	Débiteurs divers - Amiable	5 816 595,59	0,00	21 495 432,64	25 160 514,85	0,00	0,00	27 312 028,23	25 160 514,85	2 151 513,38	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	66 399,30	0,00	39 934,24	47 657,36	0,00	0,00	106 333,54	47 657,36	58 676,18	0,00
	Sous Total compte 4672	**5 882 994,89**	**0,00**	**21 535 366,88**	**25 208 172,21**	**0,00**	**0,00**	**27 418 361,77**	**25 208 172,21**	**2 210 189,56**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**5 882 994,89**	**636 914,56**	**88 008 667,52**	**94 046 950,33**	**0,00**	**0,00**	**93 891 662,41**	**94 683 864,89**	**0,00**	**792 202,48**
4686	Charges à payer	0,00	341 199,85	341 199,85	171 541,41	0,00	0,00	341 199,85	512 741,26	0,00	171 541,41
4687	Produits à recevoir	2 265 929,58	0,00	2 271 141,24	2 265 929,58	0,00	0,00	4 537 070,82	2 265 929,58	2 271 141,24	0,00
	Sous Total compte 468	**2 265 929,58**	**341 199,85**	**2 612 341,09**	**2 437 470,99**	**0,00**	**0,00**	**4 878 270,67**	**2 778 670,84**	**2 099 599,83**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**8 148 949,47**	**1 027 670,09**	**97 661 155,03**	**103 353 217,78**	**0,00**	**0,00**	**105 810 104,50**	**104 380 887,87**	**1 429 216,63**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	6 148 218,44	6 148 218,44	0,00	0,00	6 148 218,44	6 148 218,44	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	2 949,72	5 164 008,19	5 176 097,72	0,00	0,00	5 164 008,19	5 179 047,44	0,00	15 039,25
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	159 359 604,34	159 359 604,34	0,00	0,00	159 359 604,34	159 359 604,34	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	24 908 559,00	24 908 559,00	0,00	0,00	24 908 559,00	24 908 559,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	45 797 585,70	45 797 585,70	0,00	0,00	45 797 585,70	45 797 585,70	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	4 442 451,72	4 461 051,72	0,00	0,00	4 442 451,72	4 461 051,72	0,00	18 600,00
47138	Autres	0,00	2 943 287,13	60 768 926,01	58 519 963,49	0,00	0,00	60 768 926,01	61 463 250,62	0,00	694 324,61
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**2 943 287,13**	**295 277 126,77**	**293 046 764,25**	**0,00**	**0,00**	**295 277 126,77**	**295 990 051,38**	**0,00**	**712 924,61**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	41 849,06	73 912,93	82 160,43	0,00	0,00	73 912,93	124 009,49	0,00	50 096,56

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	4 183 984,59	4 394 908,89	436 070,69	0,00	0,00	4 394 908,89	4 620 055,28	0,00	225 146,39
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**4 225 833,65**	**4 468 821,82**	**518 231,12**	**0,00**	**0,00**	**4 468 821,82**	**4 744 064,77**	**0,00**	**275 242,95**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	1 467,35	57 263,74	59 946,55	0,00	0,00	57 263,74	61 413,90	0,00	4 150,16
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**4 227 301,00**	**4 526 085,56**	**578 177,67**	**0,00**	**0,00**	**4 526 085,56**	**4 805 478,67**	**0,00**	**279 393,11**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	7 109,24	32 399,57	27 323,83	0,00	0,00	32 399,57	34 433,07	0,00	2 033,50
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**7 109,24**	**32 399,57**	**27 323,83**	**0,00**	**0,00**	**32 399,57**	**34 433,07**	**0,00**	**2 033,50**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	72 005,30	12 453 038,94	12 381 382,17	0,00	0,00	12 453 038,94	12 453 387,47	0,00	348,53
	Sous Total compte 471	**0,00**	**7 252 652,39**	**323 600 877,47**	**317 357 964,08**	**0,00**	**0,00**	**323 600 877,47**	**324 610 616,47**	**0,00**	**1 009 739,00**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	223 554,03	0,00	24 164 137,42	22 194 334,35	0,00	0,00	24 387 691,45	22 194 334,35	2 193 357,10	0,00
47218	Autres dépenses	51 859,66	0,00	4 943 533,02	4 995 392,68	0,00	0,00	4 995 392,68	4 995 392,68	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**275 413,69**	**0,00**	**29 107 670,44**	**27 189 727,03**	**0,00**	**0,00**	**29 383 084,13**	**27 189 727,03**	**2 193 357,10**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	10 228,20	10 228,20	0,00	0,00	10 228,20	10 228,20	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	30 927 438,92	30 927 438,92	0,00	0,00	30 927 438,92	30 927 438,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**275 413,69**	**0,00**	**60 045 337,56**	**58 127 394,15**	**0,00**	**0,00**	**60 320 751,25**	**58 127 394,15**	**2 193 357,10**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	2 772 082,13	2 772 082,13	0,00	0,00	2 772 082,13	2 772 082,13	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	2 681 462,06	2 681 462,06	0,00	0,00	2 681 462,06	2 681 462,06	0,00	0,00
4758	TVA sur rôle	0,00	0,00	90 620,07	90 620,07	0,00	0,00	90 620,07	90 620,07	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**5 544 164,26**	**5 544 164,26**	**0,00**	**0,00**	**5 544 164,26**	**5 544 164,26**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	5,29	0,00	13,19	9,44	0,00	0,00	18,48	9,44	9,04	0,00
	Sous Total compte 478	**5,29**	**0,00**	**13,19**	**9,44**	**0,00**	**0,00**	**18,48**	**9,44**	**9,04**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**275 418,98**	**7 252 652,39**	**389 190 392,48**	**381 029 531,93**	**0,00**	**0,00**	**389 465 811,46**	**388 282 184,32**	**1 183 627,14**	**0,00**
4912	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	185 240,94	0,00	0,00	185 240,94	243 241,97	185 240,94	428 482,91	0,00	243 241,97

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 491	**0,00**	**185 240,94**	**0,00**	**0,00**	**185 240,94**	**243 241,97**	**185 240,94**	**428 482,91**	**0,00**	**243 241,97**
4962	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	4 104,60	0,00	0,00	4 104,60	10 314,54	4 104,60	14 419,14	0,00	10 314,54
	Sous Total compte 496	**0,00**	**4 104,60**	**0,00**	**0,00**	**4 104,60**	**10 314,54**	**4 104,60**	**14 419,14**	**0,00**	**10 314,54**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**189 345,54**	**0,00**	**0,00**	**189 345,54**	**253 556,51**	**189 345,54**	**442 902,05**	**0,00**	**253 556,51**
	Total classe 4	**62 687 833,40**	**53 839 191,84**	**923 051 599,08**	**924 977 552,22**	**8 082 523,28**	**4 389 665,41**	**993 821 955,76**	**983 206 409,47**	**67 818 184,59**	**57 202 638,30**
5113	Titres spéciaux de paiement	15 271,60	0,00	125 607,73	132 251,83	0,00	0,00	140 879,33	132 251,83	8 627,50	0,00
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	1 477 870,33	1 477 870,33	0,00	0,00	1 477 870,33	1 477 870,33	0,00	0,00
5116	T.I.P. à l'encaissement	0,00	0,00	62 128,08	62 128,08	0,00	0,00	62 128,08	62 128,08	0,00	0,00
51172	Chèques impayés	237,55	0,00	16 723,20	16 960,75	0,00	0,00	16 960,75	16 960,75	0,00	0,00
51176	T.I.P. impayés	0,00	0,00	748,80	748,80	0,00	0,00	748,80	748,80	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	29 584,85	29 584,85	0,00	0,00	29 584,85	29 584,85	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**237,55**	**0,00**	**47 056,85**	**47 294,40**	**0,00**	**0,00**	**47 294,40**	**47 294,40**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	2 225,91	0,00	802 356,71	802 675,49	0,00	0,00	804 582,62	802 675,49	1 907,13	0,00
	Sous Total compte 511	**17 735,06**	**0,00**	**2 515 019,70**	**2 522 220,13**	**0,00**	**0,00**	**2 532 754,76**	**2 522 220,13**	**10 534,63**	**0,00**
515	Compte au Trésor	14 355 462,44	0,00	443 137 682,86	429 835 733,63	0,00	0,00	457 493 145,30	429 835 733,63	27 657 411,67	0,00
	Sous Total compte 51	**14 373 197,50**	**0,00**	**445 652 702,56**	**432 357 953,76**	**0,00**	**0,00**	**460 025 900,06**	**432 357 953,76**	**27 667 946,30**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	12 049,96	0,00	12 764,09	15 916,72	0,00	0,00	24 814,05	15 916,72	8 897,33	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	7 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 650,00	0,00	7 650,00	0,00
	Sous Total compte 541	**19 699,96**	**0,00**	**12 764,09**	**15 916,72**	**0,00**	**0,00**	**32 464,05**	**15 916,72**	**16 547,33**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**19 699,96**	**0,00**	**12 764,09**	**15 916,72**	**0,00**	**0,00**	**32 464,05**	**15 916,72**	**16 547,33**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	25 136 806,37	25 136 806,37	0,00	0,00	25 136 806,37	25 136 806,37	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	1 365 575,81	1 365 575,81	0,00	0,00	1 365 575,81	1 365 575,81	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
586	Opérations financières entre le budget p	0,00	0,00	37 948 442,67	37 948 442,67	0,00	0,00	37 948 442,67	37 948 442,67	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	17 619,38	17 619,38	0,00	0,00	17 619,38	17 619,38	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**17 619,38**	**17 619,38**	**0,00**	**0,00**	**17 619,38**	**17 619,38**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	2 652 423,69	2 652 423,69	0,00	0,00	2 652 423,69	2 652 423,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**67 120 867,92**	**67 120 867,92**	**0,00**	**0,00**	**67 120 867,92**	**67 120 867,92**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**14 392 897,46**	**0,00**	**512 786 334,57**	**499 494 738,40**	**0,00**	**0,00**	**527 179 232,03**	**499 494 738,40**	**27 684 493,63**	**0,00**
6037	Variation des stocks de marchandises et	0,00	0,00	0,00	0,00	41 522,68	50 943,54	41 522,68	50 943,54	0,00	9 420,86
	Sous Total compte 603	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 522,68**	**50 943,54**	**41 522,68**	**50 943,54**	**0,00**	**9 420,86**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	4 210 836,26	188 771,19	4 210 836,26	188 771,19	4 022 065,07	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 210 836,26**	**188 771,19**	**4 210 836,26**	**188 771,19**	**4 022 065,07**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 252,23	133 708,01	1 131 252,23	133 708,01	997 544,22	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	4 214 684,84	1 047 441,48	4 214 684,84	1 047 441,48	3 167 243,36	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396 302,39	305 435,65	1 396 302,39	305 435,65	1 090 866,74	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 742 239,46**	**1 486 585,14**	**6 742 239,46**	**1 486 585,14**	**5 255 654,32**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	51 940,90	0,00	51 940,90	0,00	51 940,90	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 669,33	51 440,44	1 686 669,33	51 440,44	1 635 228,89	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	990 237,46	20 942,01	990 237,46	20 942,01	969 295,45	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	86 987,26	0,00	86 987,26	0,00	86 987,26	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 399 592,91	182 920,60	2 399 592,91	182 920,60	2 216 672,31	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 215 427,86**	**255 303,05**	**5 215 427,86**	**255 303,05**	**4 960 124,81**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	178 992,48	15 322,13	178 992,48	15 322,13	163 670,35	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	425 313,14	73 792,97	425 313,14	73 792,97	351 520,17	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	362 476,03	14 808,68	362 476,03	14 808,68	347 667,35	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**966 781,65**	**103 923,78**	**966 781,65**	**103 923,78**	**862 857,87**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	114 975,52	0,00	114 975,52	0,00	114 975,52	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	29 551,89	0,00	29 551,89	0,00	29 551,89	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	13 310,42	0,00	13 310,42	0,00	13 310,42	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 082 286,80**	**1 845 811,97**	**13 082 286,80**	**1 845 811,97**	**11 236 474,83**	**0,00**
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	103 909,18	0,00	103 909,18	0,00	103 909,18	0,00
	Sous Total compte 607	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 909,18**	**0,00**	**103 909,18**	**0,00**	**103 909,18**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 438 554,92**	**2 085 526,70**	**17 438 554,92**	**2 085 526,70**	**15 353 028,22**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	6 783 694,60	565 674,66	6 783 694,60	565 674,66	6 218 019,94	0,00
61221	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	642 646,21	123 412,71	642 646,21	123 412,71	519 233,50	0,00
	Sous Total compte 6122	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**642 646,21**	**123 412,71**	**642 646,21**	**123 412,71**	**519 233,50**	**0,00**
	Sous Total compte 612	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**642 646,21**	**123 412,71**	**642 646,21**	**123 412,71**	**519 233,50**	**0,00**
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 882,02	81 559,35	1 573 882,02	81 559,35	1 492 322,67	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	11 054,88	888,00	11 054,88	888,00	10 166,88	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	247 988,60	13 872,00	247 988,60	13 872,00	234 116,60	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 043,48**	**14 760,00**	**259 043,48**	**14 760,00**	**244 283,48**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 832 925,50**	**96 319,35**	**1 832 925,50**	**96 319,35**	**1 736 606,15**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	1 083 982,10	148 636,83	1 083 982,10	148 636,83	935 345,27	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	853 874,22	234 724,90	853 874,22	234 724,90	619 149,32	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	1 143 207,64	213 820,00	1 143 207,64	213 820,00	929 387,64	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 143 207,64**	**213 820,00**	**1 143 207,64**	**213 820,00**	**929 387,64**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	2 648,40	0,00	2 648,40	0,00	2 648,40	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 648,40**	**0,00**	**2 648,40**	**0,00**	**2 648,40**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 999 730,26**	**448 544,90**	**1 999 730,26**	**448 544,90**	**1 551 185,36**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	732 912,07	111 103,37	732 912,07	111 103,37	621 808,70	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	155 186,99	38 085,85	155 186,99	38 085,85	117 101,14	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 099,06**	**149 189,22**	**888 099,06**	**149 189,22**	**738 909,84**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 508 584,02	225 870,97	1 508 584,02	225 870,97	1 282 713,05	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 396 413,34**	**823 605,09**	**4 396 413,34**	**823 605,09**	**3 572 808,25**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	863 241,28	9 810,00	863 241,28	9 810,00	853 431,28	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**863 241,28**	**9 810,00**	**863 241,28**	**9 810,00**	**853 431,28**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	211 140,00	29 508,00	211 140,00	29 508,00	181 632,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	151 419,35	675,43	151 419,35	675,43	150 743,92	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	370 656,63	22 830,00	370 656,63	22 830,00	347 826,63	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 815,00	0,00	4 815,00	0,00	4 815,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	163 198,57	27 731,11	163 198,57	27 731,11	135 467,46	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690 089,55**	**51 236,54**	**690 089,55**	**51 236,54**	**638 853,01**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 504 132,58**	**1 848 203,18**	**16 504 132,58**	**1 848 203,18**	**14 655 929,40**	**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité me	0,00	0,00	0,00	0,00	1 361 528,91	32 542,91	1 361 528,91	32 542,91	1 328 986,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	760 962,57	33 510,33	760 962,57	33 510,33	727 452,24	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 122 491,48**	**66 053,24**	**2 122 491,48**	**66 053,24**	**2 056 438,24**	**0,00**
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	680,00	0,00	680,00	0,00	680,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	452 832,07	118 833,95	452 832,07	118 833,95	333 998,12	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**453 512,07**	**118 833,95**	**453 512,07**	**118 833,95**	**334 678,12**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	95 056,50	0,00	95 056,50	0,00	95 056,50	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	27 063,16	0,00	27 063,16	0,00	27 063,16	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**575 631,73**	**118 833,95**	**575 631,73**	**118 833,95**	**456 797,78**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	441 989,36	19 947,34	441 989,36	19 947,34	422 042,02	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	6 129,52	3 648,00	6 129,52	3 648,00	2 481,52	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 604,42	0,00	2 604,42	0,00	2 604,42	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	189 419,34	3 796,94	189 419,34	3 796,94	185 622,40	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	222 794,60	15 515,04	222 794,60	15 515,04	207 279,56	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	312 091,45	19 712,40	312 091,45	19 712,40	292 379,05	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 175 028,69**	**62 619,72**	**1 175 028,69**	**62 619,72**	**1 112 408,97**	**0,00**
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	56 982,91	123,41	56 982,91	123,41	56 859,50	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	1 386,00	0,00	1 386,00	0,00	1 386,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	45 184,68	2 797,61	45 184,68	2 797,61	42 387,07	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 155,18	0,00	4 155,18	0,00	4 155,18	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 708,77**	**2 921,02**	**107 708,77**	**2 921,02**	**104 787,75**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	59 975,35	0,00	59 975,35	0,00	59 975,35	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 975,35**	**0,00**	**59 975,35**	**0,00**	**59 975,35**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	82 449,09	0,00	82 449,09	0,00	82 449,09	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	260 102,42	70 089,80	260 102,42	70 089,80	190 012,62	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 551,51**	**70 089,80**	**342 551,51**	**70 089,80**	**272 461,71**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	42 030,88	0,00	42 030,88	0,00	42 030,88	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	113 909,04	3 321,00	113 909,04	3 321,00	110 588,04	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	27 219,18	9 308,10	27 219,18	9 308,10	17 911,08	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	608 934,11	106 354,13	608 934,11	106 354,13	502 579,98	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	3 413 865,74	1 887 283,25	3 413 865,74	1 887 283,25	1 526 582,49	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	53 285,62	0,00	53 285,62	0,00	53 285,62	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 467 151,36**	**1 887 283,25**	**3 467 151,36**	**1 887 283,25**	**1 579 868,11**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	6 903,57	0,00	6 903,57	0,00	6 903,57	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 224 117,26**	**2 006 266,48**	**4 224 117,26**	**2 006 266,48**	**2 217 850,78**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 649 535,67**	**2 326 784,21**	**8 649 535,67**	**2 326 784,21**	**6 322 751,46**	**0,00**
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	449 588,56	0,00	449 588,56	0,00	449 588,56	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**449 588,56**	**0,00**	**449 588,56**	**0,00**	**449 588,56**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	958 190,00	0,00	958 190,00	0,00	958 190,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**958 190,00**	**0,00**	**958 190,00**	**0,00**	**958 190,00**	**0,00**
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	9 303,18	1 401,06	9 303,18	1 401,06	7 902,12	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	11 447,30	11 402,00	11 447,30	11 402,00	45,30	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	269,66	0,00	269,66	0,00	269,66	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**979 210,14**	**12 803,06**	**979 210,14**	**12 803,06**	**966 407,08**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 428 798,70**	**12 803,06**	**1 428 798,70**	**12 803,06**	**1 415 995,64**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	30 773 882,27	0,00	30 773 882,27	0,00	30 773 882,27	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	684 989,65	0,00	684 989,65	0,00	684 989,65	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	597 755,55	0,00	597 755,55	0,00	597 755,55	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	10 666 627,47	0,00	10 666 627,47	0,00	10 666 627,47	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 723 254,94**	**0,00**	**42 723 254,94**	**0,00**	**42 723 254,94**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	13 148 331,67	0,00	13 148 331,67	0,00	13 148 331,67	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 148 331,67**	**0,00**	**13 148 331,67**	**0,00**	**13 148 331,67**	**0,00**
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 133,77	0,00	1 283 133,77	0,00	1 283 133,77	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	386 770,01	0,00	386 770,01	0,00	386 770,01	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	727,35	32 818,74	727,35	32 818,74	0,00	32 091,39
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 542 217,74**	**32 818,74**	**57 542 217,74**	**32 818,74**	**57 509 399,00**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 489 956,96	0,00	10 489 956,96	0,00	10 489 956,96	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	10 593 277,31	0,00	10 593 277,31	0,00	10 593 277,31	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	934,17	214 720,64	934,17	214 720,64	0,00	213 786,47
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 084 168,44**	**214 720,64**	**21 084 168,44**	**214 720,64**	**20 869 447,80**	**0,00**
6471	Prestations versées pour le compte du F.	0,00	0,00	0,00	0,00	225 984,59	0,00	225 984,59	0,00	225 984,59	0,00
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	520 410,72	238,59	520 410,72	238,59	520 172,13	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**520 410,72**	**238,59**	**520 410,72**	**238,59**	**520 172,13**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	49 387,39	229,68	49 387,39	229,68	49 157,71	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	856 574,99	0,00	856 574,99	0,00	856 574,99	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 652 357,69**	**468,27**	**1 652 357,69**	**468,27**	**1 651 889,42**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	110 818,79	0,00	110 818,79	0,00	110 818,79	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 818,79**	**0,00**	**110 818,79**	**0,00**	**110 818,79**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 389 562,66**	**248 007,65**	**80 389 562,66**	**248 007,65**	**80 141 555,01**	**0,00**
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	2 700,00	0,00	2 700,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	13 884,21	0,00	13 884,21	0,00	13 884,21	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 584,21**	**0,00**	**16 584,21**	**0,00**	**16 584,21**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 584,21**	**0,00**	**16 584,21**	**0,00**	**16 584,21**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	875 441,58	0,00	875 441,58	0,00	875 441,58	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	20 037,32	0,00	20 037,32	0,00	20 037,32	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	58 992,61	0,00	58 992,61	0,00	58 992,61	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	196 583,87	385,52	196 583,87	385,52	196 198,35	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215,89	0,00	1 215,89	0,00	1 215,89	0,00
	Sous Total compte 65317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 215,89**	**0,00**	**1 215,89**	**0,00**	**1 215,89**	**0,00**
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 157 271,27**	**385,52**	**1 157 271,27**	**385,52**	**1 156 885,75**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 157 271,27**	**385,52**	**1 157 271,27**	**385,52**	**1 156 885,75**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	7 453,31	0,00	7 453,31	0,00	7 453,31	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	10 166,07	0,00	10 166,07	0,00	10 166,07	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 619,38**	**0,00**	**17 619,38**	**0,00**	**17 619,38**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	24 330 988,41	4 713 055,76	24 330 988,41	4 713 055,76	19 617 932,65	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 330 988,41**	**4 713 055,76**	**24 330 988,41**	**4 713 055,76**	**19 617 932,65**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 330 988,41**	**4 713 055,76**	**24 330 988,41**	**4 713 055,76**	**19 617 932,65**	**0,00**
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	32 572,27	0,00	32 572,27	0,00	32 572,27	0,00
	Sous Total compte 656	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 572,27**	**0,00**	**32 572,27**	**0,00**	**32 572,27**	**0,00**
657341	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	95 500,00	0,00	95 500,00	0,00	95 500,00	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 500,00**	**0,00**	**95 500,00**	**0,00**	**95 500,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00	0,00
	Sous Total compte 6573622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**	**13 700 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 795 500,00**	**0,00**	**13 795 500,00**	**0,00**	**13 795 500,00**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	19 388 452,02	346 672,12	19 388 452,02	346 672,12	19 041 779,90	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 388 452,02**	**346 672,12**	**19 388 452,02**	**346 672,12**	**19 041 779,90**	**0,00**
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	264,85	0,00	264,85	0,00	264,85	0,00
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 184 216,87**	**346 672,12**	**33 184 216,87**	**346 672,12**	**32 837 544,75**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	79 328,64	3 068,65	79 328,64	3 068,65	76 259,99	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	118 208,85	4 606,42	118 208,85	4 606,42	113 602,43	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**197 537,49**	**7 675,07**	**197 537,49**	**7 675,07**	**189 862,42**	**0,00**
6583	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	411,87	0,00	411,87	0,00	411,87	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	3 195,00	2 625,00	3 195,00	2 625,00	570,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	425 749,67	977,20	425 749,67	977,20	424 772,47	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**425 749,67**	**977,20**	**425 749,67**	**977,20**	**424 772,47**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**626 894,03**	**11 277,27**	**626 894,03**	**11 277,27**	**615 616,76**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 366 146,44**	**5 071 390,67**	**59 366 146,44**	**5 071 390,67**	**54 294 755,77**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	2 663 768,68	1 166,67	2 663 768,68	1 166,67	2 662 602,01	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	372 199,37	531 327,37	372 199,37	531 327,37	0,00	159 128,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 035 968,05**	**532 494,04**	**3 035 968,05**	**532 494,04**	**2 503 474,01**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 035 968,05**	**532 494,04**	**3 035 968,05**	**532 494,04**	**2 503 474,01**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
666	Pertes de change sur créances et dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	9,88	0,00	9,88	0,00	9,88	0,00
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 035 977,93**	**532 494,04**	**3 035 977,93**	**532 494,04**	**2 503 483,89**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	85 545,45	0,00	85 545,45	0,00	85 545,45	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	4 732 022,58	1 149 362,44	4 732 022,58	1 149 362,44	3 582 660,14	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	199 401,94	150 637,56	199 401,94	150 637,56	48 764,38	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**199 401,94**	**150 637,56**	**199 401,94**	**150 637,56**	**48 764,38**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 016 969,97**	**1 300 000,00**	**5 016 969,97**	**1 300 000,00**	**3 716 969,97**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	10 990 711,40	632,66	10 990 711,40	632,66	10 990 078,74	0,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	27 087,00	0,00	27 087,00	0,00	27 087,00	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	253 556,51	0,00	253 556,51	0,00	253 556,51	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 271 354,91**	**632,66**	**11 271 354,91**	**632,66**	**11 270 722,25**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 271 354,91**	**632,66**	**11 271 354,91**	**632,66**	**11 270 722,25**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**203 101 033,78**	**13 425 842,17**	**203 101 033,78**	**13 425 842,17**	**190 089 618,33**	**414 426,72**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	1 258,79	227 803,36	1 258,79	227 803,36	0,00	226 544,57
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 258,79**	**227 803,36**	**1 258,79**	**227 803,36**	**0,00**	**226 544,57**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	40 290,00	561 408,84	40 290,00	561 408,84	0,00	521 118,84
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 290,00**	**561 408,84**	**40 290,00**	**561 408,84**	**0,00**	**521 118,84**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 548,79**	**789 212,20**	**41 548,79**	**789 212,20**	**0,00**	**747 663,41**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	830 872,53	2 852 709,57	830 872,53	2 852 709,57	0,00	2 021 837,04
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 592 891,01	0,00	1 592 891,01	0,00	1 592 891,01

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 163,14	0,00	77 163,14	0,00	77 163,14
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 670 054,15**	**0,00**	**1 670 054,15**	**0,00**	**1 670 054,15**
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	100 270,71	1 494 263,12	100 270,71	1 494 263,12	0,00	1 393 992,41
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	950,75	2 926 476,07	950,75	2 926 476,07	0,00	2 925 525,32
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 221,46**	**4 420 739,19**	**101 221,46**	**4 420 739,19**	**0,00**	**4 319 517,73**
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	607 725,26	0,00	607 725,26	0,00	607 725,26
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	27 399,55	6 373 580,84	27 399,55	6 373 580,84	0,00	6 346 181,29
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	237 904,74	3 201 971,52	237 904,74	3 201 971,52	0,00	2 964 066,78
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**237 904,74**	**3 201 971,52**	**237 904,74**	**3 201 971,52**	**0,00**	**2 964 066,78**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**237 904,74**	**3 201 971,52**	**237 904,74**	**3 201 971,52**	**0,00**	**2 964 066,78**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**366 525,75**	**16 274 070,96**	**366 525,75**	**16 274 070,96**	**0,00**	**15 907 545,21**
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	335 893,05	729 562,63	335 893,05	729 562,63	0,00	393 669,58
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**335 893,05**	**729 562,63**	**335 893,05**	**729 562,63**	**0,00**	**393 669,58**
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 756,51	37 857,31	3 756,51	37 857,31	0,00	34 100,80
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 562,10	0,00	77 562,10	0,00	77 562,10
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 370 674,59	0,00	8 370 674,59	0,00	8 370 674,59
	Sous Total compte 70842	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 370 674,59**	**0,00**	**8 370 674,59**	**0,00**	**8 370 674,59**
70845	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	5 548 389,48	7 987 835,43	5 548 389,48	7 987 835,43	0,00	2 439 445,95
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	167 151,81	3 905 010,80	167 151,81	3 905 010,80	0,00	3 737 858,99
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 715 541,29**	**20 263 520,82**	**5 715 541,29**	**20 263 520,82**	**0,00**	**14 547 979,53**
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	47 091,19	1 433 846,35	47 091,19	1 433 846,35	0,00	1 386 755,16

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 70872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 091,19**	**1 433 846,35**	**47 091,19**	**1 433 846,35**	**0,00**	**1 386 755,16**
70875	par les communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	243 927,56	1 015 326,20	243 927,56	1 015 326,20	0,00	771 398,64
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 829,45	0,00	393 829,45	0,00	393 829,45
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**291 018,75**	**2 843 002,00**	**291 018,75**	**2 843 002,00**	**0,00**	**2 551 983,25**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	0,00	0,00	0,00	0,00	102,37	429 240,17	102,37	429 240,17	0,00	429 137,80
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 010 418,92**	**23 651 182,40**	**6 010 418,92**	**23 651 182,40**	**0,00**	**17 640 763,48**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 585 259,04**	**44 296 737,76**	**7 585 259,04**	**44 296 737,76**	**0,00**	**36 711 478,72**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 336,98	0,00	147 336,98	0,00	147 336,98
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 336,98**	**0,00**	**147 336,98**	**0,00**	**147 336,98**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 285 655,00	0,00	49 285 655,00	0,00	49 285 655,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 923 276,00	0,00	4 923 276,00	0,00	4 923 276,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 290 097,00	0,00	2 290 097,00	0,00	2 290 097,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	918 990,00	0,00	918 990,00	0,00	918 990,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 418 018,00**	**0,00**	**57 418 018,00**	**0,00**	**57 418 018,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 715 865,00	0,00	43 715 865,00	0,00	43 715 865,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	606 580,00	0,00	606 580,00	0,00	606 580,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 322 445,00**	**0,00**	**44 322 445,00**	**0,00**	**44 322 445,00**
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	5 103,67	1 631 110,93	5 103,67	1 631 110,93	0,00	1 626 007,26
	Sous Total compte 73172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 103,67**	**1 631 110,93**	**5 103,67**	**1 631 110,93**	**0,00**	**1 626 007,26**
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 103,67**	**1 631 110,93**	**5 103,67**	**1 631 110,93**	**0,00**	**1 626 007,26**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 103,67**	**103 371 573,93**	**5 103,67**	**103 371 573,93**	**0,00**	**103 366 470,26**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 235,00	0,00	2 235,00	0,00	2 235,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 235,00**	**0,00**	**2 235,00**	**0,00**	**2 235,00**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 569 273,00	0,00	14 569 273,00	0,00	14 569 273,00
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 569 273,00**	**0,00**	**14 569 273,00**	**0,00**	**14 569 273,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 571 508,00**	**0,00**	**14 571 508,00**	**0,00**	**14 571 508,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 504 415,00	0,00	37 504 415,00	0,00	37 504 415,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 983 838,00	0,00	20 983 838,00	0,00	20 983 838,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 121,00	0,00	152 121,00	0,00	152 121,00
	Sous Total compte 735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 640 374,00**	**0,00**	**58 640 374,00**	**0,00**	**58 640 374,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	30 377,31	0,00	30 377,31	0,00	30 377,31	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**	**30 377,31**	**0,00**
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	65 287 652,75	0,00	65 287 652,75	0,00	65 287 652,75	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00
739218	Autres prélèvements pour reversements de	0,00	0,00	0,00	0,00	3 785 767,00	0,00	3 785 767,00	0,00	3 785 767,00	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 073 419,75**	**0,00**	**72 073 419,75**	**0,00**	**72 073 419,75**	**0,00**
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	427 446,00	0,00	427 446,00	0,00	427 446,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**427 446,00**	**0,00**	**427 446,00**	**0,00**	**427 446,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**427 446,00**	**0,00**	**427 446,00**	**0,00**	**427 446,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 500 865,75**	**0,00**	**72 500 865,75**	**0,00**	**72 500 865,75**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen	0,00	0,00	0,00	0,00	117 859,50	0,00	117 859,50	0,00	117 859,50	0,00
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 649 102,56**	**0,00**	**72 649 102,56**	**0,00**	**72 649 102,56**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 654 206,23**	**176 583 455,93**	**72 654 206,23**	**176 583 455,93**	**0,00**	**103 929 249,70**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 495 065,00	0,00	5 495 065,00	0,00	5 495 065,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 413 494,00	0,00	19 413 494,00	0,00	19 413 494,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 908 559,00**	**0,00**	**24 908 559,00**	**0,00**	**24 908 559,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 908 559,00**	**0,00**	**24 908 559,00**	**0,00**	**24 908 559,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 908 559,00**	**0,00**	**24 908 559,00**	**0,00**	**24 908 559,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 629,85	0,00	37 629,85	0,00	37 629,85
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 232,30	0,00	100 232,30	0,00	100 232,30
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 232,30**	**0,00**	**100 232,30**	**0,00**	**100 232,30**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 232,30**	**0,00**	**100 232,30**	**0,00**	**100 232,30**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	513 606,90	0,00	513 606,90	0,00	513 606,90
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**513 606,90**	**0,00**	**513 606,90**	**0,00**	**513 606,90**
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	219 000,00	680 034,00	219 000,00	680 034,00	0,00	461 034,00
74741	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	197 000,00	767 431,29	197 000,00	767 431,29	0,00	570 431,29
74748	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 352 337,00	0,00	2 352 337,00	0,00	2 352 337,00
	Sous Total compte 7474	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**197 000,00**	**3 119 768,29**	**197 000,00**	**3 119 768,29**	**0,00**	**2 922 768,29**
74772	FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 125,00	0,00	27 125,00	0,00	27 125,00
	Sous Total compte 7477	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 125,00**	**0,00**	**27 125,00**	**0,00**	**27 125,00**
7478222	Caisses d'allocations familiales	0,00	0,00	0,00	0,00	907 348,53	5 678 770,99	907 348,53	5 678 770,99	0,00	4 771 422,46
	Sous Total compte 747822	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**907 348,53**	**5 678 770,99**	**907 348,53**	**5 678 770,99**	**0,00**	**4 771 422,46**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 74782	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**907 348,53**	**5 678 770,99**	**907 348,53**	**5 678 770,99**	**0,00**	**4 771 422,46**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	429 310,85	1 557 645,66	429 310,85	1 557 645,66	0,00	1 128 334,81
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**429 310,85**	**1 557 645,66**	**429 310,85**	**1 557 645,66**	**0,00**	**1 128 334,81**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 336 659,38**	**7 236 416,65**	**1 336 659,38**	**7 236 416,65**	**0,00**	**5 899 757,27**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 752 659,38**	**11 576 950,84**	**1 752 659,38**	**11 576 950,84**	**0,00**	**9 824 291,46**
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 170 101,00	0,00	6 170 101,00	0,00	6 170 101,00
	Sous Total compte 74831	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 170 101,00**	**0,00**	**6 170 101,00**	**0,00**	**6 170 101,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr	0,00	0,00	0,00	0,00	20 291,00	12 801 129,00	20 291,00	12 801 129,00	0,00	12 780 838,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	14 093,00	686 494,00	14 093,00	686 494,00	0,00	672 401,00
74834	État - compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 296,00	0,00	235 296,00	0,00	235 296,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 384,00	0,00	34 384,00	0,00	34 384,00
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 384,00**	**0,00**	**34 384,00**	**0,00**	**34 384,00**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 384,00**	**19 927 404,00**	**34 384,00**	**19 927 404,00**	**0,00**	**19 893 020,00**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 384,00**	**19 927 404,00**	**34 384,00**	**19 927 404,00**	**0,00**	**19 893 020,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 787 043,38**	**56 550 775,99**	**1 787 043,38**	**56 550 775,99**	**0,00**	**54 763 732,61**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	961 349,59	2 614 549,35	961 349,59	2 614 549,35	0,00	1 653 199,76
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 230,00	0,00	2 230,00	0,00	2 230,00
757368	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	152 626,13	1 215 889,90	152 626,13	1 215 889,90	0,00	1 063 263,77
	Sous Total compte 75736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 626,13**	**1 215 889,90**	**152 626,13**	**1 215 889,90**	**0,00**	**1 063 263,77**
	Sous Total compte 7573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 626,13**	**1 215 889,90**	**152 626,13**	**1 215 889,90**	**0,00**	**1 063 263,77**
	Sous Total compte 757	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 626,13**	**1 215 889,90**	**152 626,13**	**1 215 889,90**	**0,00**	**1 063 263,77**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	161 021,08	339 976,14	161 021,08	339 976,14	0,00	178 955,06
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 021,08**	**339 976,14**	**161 021,08**	**339 976,14**	**0,00**	**178 955,06**
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 358,06	0,00	1 358,06	0,00	1 358,06
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	642 341,23	0,00	642 341,23	0,00	642 341,23
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	109 958,10	1 404 641,45	109 958,10	1 404 641,45	0,00	1 294 683,35
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 958,10**	**2 046 982,68**	**109 958,10**	**2 046 982,68**	**0,00**	**1 937 024,58**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**270 979,18**	**2 388 316,88**	**270 979,18**	**2 388 316,88**	**0,00**	**2 117 337,70**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 384 954,90**	**6 221 986,13**	**1 384 954,90**	**6 221 986,13**	**0,00**	**4 837 031,23**
766	Gains de change sur créances et dettes f	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 326,51	0,00	1 326,51	0,00	1 326,51
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	173,86	8 916,32	173,86	8 916,32	0,00	8 742,46
	Sous Total compte 768	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173,86**	**8 916,32**	**173,86**	**8 916,32**	**0,00**	**8 742,46**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173,86**	**10 242,83**	**173,86**	**10 242,83**	**0,00**	**10 068,97**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 168,09	0,00	26 168,09	0,00	26 168,09
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 524 380,00	0,00	2 524 380,00	0,00	2 524 380,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107 044,52	0,00	1 107 044,52	0,00	1 107 044,52
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 107 044,52**	**0,00**	**1 107 044,52**	**0,00**	**1 107 044,52**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 789,24	0,00	33 789,24	0,00	33 789,24
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 691 381,85**	**0,00**	**3 691 381,85**	**0,00**	**3 691 381,85**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 879,00	0,00	465 879,00	0,00	465 879,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 345,54	0,00	189 345,54	0,00	189 345,54
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655 224,54**	**0,00**	**655 224,54**	**0,00**	**655 224,54**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655 224,54	0,00	655 224,54	0,00	655 224,54
	Total classe 7	0,00	0,00	0,00	0,00	83 411 637,41	288 157 142,01	83 411 637,41	288 157 142,01	72 649 102,56	277 394 607,16
	Total général	818 656 506,03	818 656 506,03	1 471 078 113,70	1 433 957 698,78	357 825 974,43	394 946 389,35	2 647 560 594,16	2 647 560 594,16	1 127 372 118,63	1 127 372 118,63

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**17 574 462,15**	**8 836 119,57**	**0,00**	**0,00**	**2 908 150,32**	**11 075 084,88**	**835 840,52**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 424 111,21	12 662,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	150 350,94	860 768,72	0,00	0,00	86 852,00	169 756,49	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 507 768,66	0,00	0,00	1 439 044,87	233 610,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 437 819,65	0,00	0,00	684 045,87	2 141 286,18	93 320,19	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	698 207,58	8 320 432,21	742 520,33	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 017 100,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**54 282 278,63**	**5 421 839,59**	**0,00**	**0,00**	**1 920 369,71**	**1 251 465,78**	**577 666,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	26 653 274,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	144 004,00	990 766,34	0,00	0,00	1 920 369,71	1 041 465,78	577 666,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	27 485 000,00	12 763,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	357 718,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 060 591,35	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**11 457 798,38**	**4 555 861,60**	**2 570 589,46**	**1 919 915,51**		**61 733 822,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		17 436 773,75
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	456 623,15	147 457,99	27 211,80	93 711,34		1 992 732,43
204	Subventions d'équipement versées	1 356 092,00	898 543,00	50 926,10	799 773,28		6 285 757,91
21	Immobilisations corporelles	112 559,89	2 117 679,59	2 492 451,56	54 487,84		10 133 650,77
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	189 363,60	284 440,52	0,00	971 943,05		11 206 907,29
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	1 648 000,00	1 107 740,50	0,00	0,00		6 982 840,50
45	Opérations pour compte de tiers	7 695 159,74	0,00	0,00	0,00		7 695 159,74
RECETTES		**5 893 465,71**	**1 162 163,08**	**116 000,00**	**199 924,33**		**70 825 172,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		26 653 274,63
13	Subventions d'investissement	705 374,81	946 471,30	116 000,00	191 124,33		6 633 242,27
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	8 800,00		27 506 563,54
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	125 680,94	0,00	0,00		125 680,94
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		357 718,36
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	1 250 000,00	90 010,84	0,00	0,00		5 610 602,19
45	Opérations pour compte de tiers	3 938 090,90	0,00	0,00	0,00		3 938 090,90

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**68 772 717,81**	**48 897 443,79**	**0,00**	**218 149,32**	**29 653 367,38**	**23 898 626,67**	**8 227 907,17**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	7 168 895,85	0,00	61 475,60	6 696 342,53	8 271 004,06	1 011 776,88	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	19 443 130,68	0,00	5 873,72	18 625 547,43	14 050 793,05	143 432,79	0,00
014	Atténuations de produits	68 715 098,75	3 816 144,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	6 259,34	15 958 812,03	0,00	150 800,00	4 331 477,42	1 576 829,56	7 072 697,50	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	9,88	2 503 474,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	51 349,84	6 986,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**220 799 521,83**	**22 884 732,56**	**0,00**	**36 690,00**	**9 271 546,92**	**7 390 070,98**	**2 489 044,83**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	245 877,86	0,00	0,00	0,00	42 020,31	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	19 228 289,93	0,00	0,00	6 372 155,56	6 047 629,87	607 725,26	0,00
73	Impôts et taxes	73 211 882,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	100 301 528,00	1 438 935,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	47 157 161,85	965 689,75	0,00	36 690,00	2 894 087,64	627 940,00	1 881 319,57	0,00
75	Autres produits de gestion courante	29 654,78	962 645,96	0,00	0,00	0,00	671 154,29	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	8 742,46	0,00	0,00	0,00	1 326,51	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	99 295,20	34 551,60	0,00	0,00	5 303,72	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 114 919,73**	**5 200 570,88**	**60 160 616,15**	**565 726,67**		**247 710 045,57**
011	Charges à caractère général	0,00	344 081,37	753 135,40	10 843 014,43	133 972,11		35 283 698,23
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	783 433,36	827 418,71	28 610 243,95	403 585,98		82 893 459,67
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	117 859,50	0,00	0,00		72 649 102,56
65	Autres charges de gestion courante	0,00	987 405,00	3 502 157,27	20 680 149,07	28 168,58		54 294 755,77
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 503 483,89
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	27 208,70	0,00		85 545,45
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**2 835 427,75**	**3 531 226,34**	**6 343 773,59**	**157 075,25**		**275 739 110,05**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		287 898,17
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	48 853,25	226 544,57	4 180 280,28	0,00		36 711 478,72
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		73 211 882,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 626 007,26	0,00	0,00		103 366 470,26
74	Dotations et participations	0,00	376 252,18	11 500,00	813 091,62	0,00		54 763 732,61
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	1 667 174,51	1 350 401,69	156 000,00		4 837 031,23
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 068,97
77	Produits spécifiques	0,00	2 410 322,32	0,00	0,00	1 075,25		2 550 548,09
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	185 086 887,06	69 367 216,67	56 883 133,13	58 836 537,26
RECETTES	185 086 887,06	91 417 318,60	42 960 238,51	50 709 329,95
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	282 621 617,93	262 612 192,34	0,00	20 009 425,59
RECETTES	282 621 617,93	277 682 505,33	0,00	4 939 112,60

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET Eau / N°SIRET : 20006600900065

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 253 699,19	17 440 470,34	6 802 286,07	8 010 942,78
RECETTES	32 253 699,19	27 825 059,28	1 938 131,24	2 490 508,67
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	56 977 970,00	53 000 759,79	0,00	3 977 210,21
RECETTES	56 977 970,00	54 168 850,76	0,00	2 809 119,24

BUDGET ZA bantzenheim/ N°SIRET : 20006600900040

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 860 325,69	789 995,54	0,00	1 070 330,15
RECETTES	1 860 325,69	923 325,69	0,00	937 000,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 155 000,00	926 523,69	0,00	228 476,31
RECETTES	1 155 000,00	912 013,97	0,00	242 986,03

BUDGET Chauffage urbain/ N°SIRET : 20006600900024

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 679 030,57	12 172 740,31	800 922,67	2 705 367,59
RECETTES	15 679 030,57	12 580 651,40	0,00	3 098 379,17
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 646 728,85	15 786 492,81	0,00	9 860 236,04
RECETTES	25 646 728,85	16 260 945,08	0,00	9 385 783,77

BUDGET Transports / N°SIRET : 20006600900032				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	52 220 574,21	28 295 717,64	6 355 872,31	17 568 984,26
RECETTES	52 220 574,21	37 291 368,27	850 000,00	14 079 205,94
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	87 686 272,00	83 813 069,25	0,00	3 873 202,75
RECETTES	87 686 272,00	86 322 627,29	0,00	1 363 644,71

BUDGET ZA Amélie IV/ N°SIRET : 20006600900081				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 072 826,30
RECETTES	4 892 500,00	935 841,00	0,00	3 956 659,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 072 826,30
RECETTES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 072 826,30

BUDGET ITI / N°SIRET : 20006600900099				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 500 000,00	675 258,77	0,00	5 824 741,23

BUDGET ITI / N°SIRET : 20006600900099				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	6 500 000,00	0,00	675 258,77	5 824 741,23
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	500 000,00	40 500,00	0,00	459 500,00
RECETTES	500 000,00	40 500,00	0,00	459 500,00

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	298 493 016,72	131 561 072,97	70 842 214,18	96 089 729,57
RECETTES	298 493 016,72	170 973 564,24	46 423 628,52	81 095 823,96
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	459 480 088,78	418 999 211,58	0,00	40 480 877,20
RECETTES	459 480 088,78	438 207 116,13	0,00	21 272 972,65

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	17 700 000,00	17 700 000,00	0,00	0,00
RECETTES	17 700 000,00	17 700 000,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	9 693 050,00	9 757 429,75	0,00	-64 379,75
RECETTES	9 693 050,00	9 757 429,75	0,00	-64 379,75

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	280 793 016,72	113 861 072,97	70 842 214,18	96 089 729,57
RECETTES	280 793 016,72	153 273 564,24	46 423 628,52	81 095 823,96
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	449 787 038,78	409 241 781,83	0,00	40 545 256,95
RECETTES	449 787 038,78	428 449 686,38	0,00	21 337 352,40
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**730 580 055,50**	**523 102 854,80**	**70 842 214,18**	**136 634 986,52**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**730 580 055,50**	**581 723 250,62**	**46 423 628,52**	**102 433 176,36**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**248 530 872,53**									
1641 Emprunts en euros (total)					248 530 872,53									
1161	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2008	01/07/2008	01/07/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,840	EUR	A	P	O	A-1
1162	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	17/04/2009	01/05/2010	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	1,760	1,790	EUR	A	C	O	A-1
1163	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	07/12/2009	01/12/2010	2 400 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	2,420	2,420	EUR	A	C	O	A-1
117	SOCIETE GENERALE	15/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	C	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 30/12/2013)	4,180	4,310	EUR	T	C	O	A-1
118	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	17/12/2009	21/12/2009	31/03/2010	8 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,180	1,210	EUR	T	C	O	A-1
120	CCM RIEDISHEIM ET ENVIRONS	13/04/2007	30/04/2007	31/07/2007	2 136 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
121	SOCIETE GENERALE	28/12/2009	28/12/2009	28/03/2010	1 560 000,00	V	Euribor 3M + 0.55	1,260	1,280	EUR	T	C	O	A-1
123	SFIL CAFFIL	07/05/2010	07/05/2010	01/12/2010	750 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,360	2,380	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/12/2010	31/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,050	3,130	EUR	T	C	O	B-1
125	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	8 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
126	CAISSE D'EPARGNE	23/08/2011	26/08/2011	30/11/2011	10 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	3,600	EUR	T	C	O	A-1
127	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/12/2011	29/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
128	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	6 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1
129	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2012	31/07/2012	31/10/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,950	EUR	T	C	O	A-1
131Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/02/2018	3 576 379,69	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
132	SFIL CAFFIL	01/08/2009	01/08/2009	01/08/2010	782 978,05	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	4,160	EUR	A	P	O	A-1
133	SFIL CAFFIL	01/05/2009	01/05/2009	01/05/2010	136 526,17	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,810	EUR	A	P	O	A-1
134	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	26/09/2013	01/10/2013	01/01/2014	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.5	1,720	1,760	EUR	T	C	O	A-1
135	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,920	EUR	T	C	O	A-1
136	SaarLB	12/11/2013	29/11/2013	29/05/2014	10 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.5	1,830	1,860	EUR	S	C	O	A-1
137	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2017	892 321,96	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
138	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2014	30/10/2014	31/01/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,720	EUR	T	C	O	A-1
139	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	8 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,380	1,400	EUR	S	C	O	A-1
140	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 750 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,340	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
141	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 650 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,340	EUR	A	C	O	A-1
142	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/09/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.78 %	2,780	2,820	EUR	A	C	O	A-1
143	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	30/11/2015	30/11/2015	31/03/2016	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,980	1,000	EUR	T	C	O	A-1
144	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	31/12/2015	31/03/2016	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1
146	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	T	C	O	A-1
147	CAISSE D'EPARGNE	02/12/2016	30/12/2016	31/03/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,890	EUR	T	C	O	A-1
148	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	7 500 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
149	CREDIT MUTUEL	21/07/2016	01/01/2017	31/01/2017	2 996 666,66	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
150	SaarLB	13/09/2017	30/11/2017	30/05/2018	10 000 000,00	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	0,130	0,130	EUR	S	C	O	A-1
151	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T	C	O	A-1
152	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,260	EUR	M	C	O	A-1
153	SOCIETE GENERALE	16/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,380	0,390	EUR	T	C	O	A-1
154	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	6 500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
155	SFIL CAFFIL	18/08/2020	25/09/2020	01/01/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,500	EUR	T	C	O	A-1
156	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,330	0,340	EUR	T	C	O	A-1
157	SFIL CAFFIL	10/12/2020	21/12/2020	01/06/2021	3 400 000,00	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	0,220	EUR	T	C	O	A-1
158	CREDIT COOPERATIF	15/12/2020	26/01/2021	05/05/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	0,330	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
159	Societe Financiere de la NEF	07/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,660	EUR	T	C	O	A-1
160	BANQUE POPULAIRE	25/01/2022	30/11/2022	21/07/2023	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
DD24615889	ARKEA	20/03/2025	17/04/2025	30/06/2025	15 000 000,00	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,390	EUR	T	C	O	A-1
GEE2505C	CAISSE D'EPARGNE	24/11/2025	27/11/2025	27/02/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.65 %	3,650	3,700	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 199 950,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					1 199 950,00									
202000435-G755	Caisse Allocations Familiales	09/09/2020	06/11/2023	01/07/2024	22 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4001	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	156 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4002	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	87 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4003	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	24/11/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4004	Caisse Allocations Familiales	20/12/2013	10/06/2016	01/01/2017	6 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4005	Caisse Allocations Familiales	19/12/2013	01/01/2017	01/01/2018	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4006	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	70 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4007	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4008	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4009	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	09/06/2017	01/01/2018	25 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4010	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	31/12/2017	01/07/2018	62 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4011	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	21/10/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4013	Caisse Allocations Familiales	12/09/2011	01/01/2017	01/07/2017	85 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4015	Caisse Allocations Familiales	11/09/2017	12/12/2019	01/07/2020	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
4021	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	12/12/2019	01/07/2020	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4022	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	16/09/2020	01/07/2021	49 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4023	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	21/10/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4024	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4025	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4026	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
435-1	Caisse Allocations Familiales	12/07/2021	12/07/2021	01/07/2024	18 550,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
436-1	Caisse Allocations Familiales	12/07/2021	12/07/2021	01/07/2024	15 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
437-1	Caisse Allocations Familiales	13/05/2020	13/05/2020	01/07/2024	94 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Péri Eschentzwiller	Caisse Allocations Familiales	02/06/2020	02/06/2020	01/07/2025	15 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					**249 730 822,53**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**2 000 000,08**		**108 131 964,33**					**14 803 166,20**	**2 721 626,17**	**60 407,15**	**419 926,16**
1641 Emprunts en euros (total)		2 000 000,08		108 131 964,33					14 803 166,20	2 721 626,17	60 407,15	419 926,16
1161	N	0,00	A-1	3 028 936,19	12,50	F	Taux fixe à 4.84 %	4,830	164 773,56	154 575,55	0,00	73 501,08
1162	N	0,00	A-1	933 333,28	13,33	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	2,650	66 666,67	37 473,33	0,00	12 961,82
1163	N	0,00	A-1	1 120 000,00	13,92	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	4,060	80 000,00	50 040,00	0,00	2 641,97
117	N	0,00	A-1	750 000,00	3,00	F	Taux fixe à 4.18 %	4,230	250 000,00	38 396,49	0,00	87,08
118	N	0,00	A-1	1 600 000,00	4,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	2,770	400 000,00	51 333,63	0,00	0,00
120	N	0,00	A-1	221 998,01	1,33	F	Taux fixe à 3.8 %	3,790	141 154,57	11 804,19	0,00	1 405,99
121	N	0,00	A-1	312 000,00	3,99	V	Euribor 3M + 0.55	2,850	78 000,00	10 336,63	0,00	66,77
123	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,370	44 116,31	521,35	0,00	0,00
124	N	0,00	B-1	0,00	0,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,080	666 666,67	12 835,41	0,00	0,00
125	N	0,00	A-1	2 000 000,00	5,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,390	400 000,00	76 500,00	0,00	0,00
126	N	0,00	A-1	500 000,03	0,67	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	2,660	666 666,66	25 333,33	0,00	833,33
127	N	0,00	A-1	872 331,36	1,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,500	408 139,92	57 749,25	0,00	39 232,86
128	N	0,00	A-1	535 737,20	1,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	512 494,84	38 258,88	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
129	N	0,00	A-1	583 333,51	1,58	F	Taux fixe à 4.86 %	4,850	333 333,32	38 475,00	0,00	4 725,00
131Réam	N	0,00	A-1	1 636 648,49	6,58	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	242 466,40	65 973,57	0,00	8 089,03
132	N	0,00	A-1	62 558,45	0,58	F	Taux fixe à 4.16 %	4,150	60 059,88	5 100,92	0,00	1 077,08
133	N	0,00	A-1	21 453,02	1,33	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	9 993,97	1 512,60	0,00	685,06
134	N	0,00	A-1	1 000 000,00	2,75	V	Euribor 3M + 1.5	3,810	333 333,33	50 489,14	0,00	8 984,27
135	N	0,00	A-1	2 062 500,00	8,08	F	Taux fixe à 3.81 %	3,850	250 000,00	85 698,55	0,00	13 315,16
136	O	2 000 000,08	A-1	2 000 000,08	2,91	F	Taux fixe à 2.08 %	2,850	666 666,66	131 943,26	60 407,15	5 025,50
137	N	0,00	A-1	490 777,06	10,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,440	44 616,10	21 415,73	0,00	15 249,53
138	N	0,00	A-1	4 500 000,00	8,83	F	Taux fixe à 2.69 %	2,680	500 000,00	129 456,26	0,00	20 175,00
139	N	0,00	A-1	2 133 333,26	3,97	V	Euribor 6M + 1.2	3,600	533 333,34	91 945,46	0,00	2 377,96
140	N	0,00	A-1	250 000,00	0,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,330	250 000,00	16 724,17	0,00	8 316,39
141	N	0,00	A-1	240 909,10	0,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,330	240 909,09	16 116,02	0,00	8 013,97
142	N	0,00	A-1	5 000 000,00	9,67	F	Taux fixe à 2.78 %	2,810	500 000,00	155 023,61	0,00	46 719,45
143	N	0,00	A-1	2 500 000,00	10,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,230	250 000,00	32 833,74	0,00	0,00
144	N	0,00	A-1	2 723 893,90	10,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	246 441,45	51 808,79	0,00	0,00
146	N	0,00	A-1	4 350 000,00	7,00	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,930	600 000,00	155 009,81	0,00	29 314,90
147	N	0,00	A-1	1 200 000,00	6,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	200 000,00	11 792,50	0,00	0,00
148	N	0,00	A-1	3 125 000,00	6,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,080	500 000,00	111 804,27	0,00	13 852,09

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
149	N	0,00	A-1	1 136 666,54	5,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	206 666,68	19 620,42	0,00	2 936,39
150	N	0,00	A-1	4 666 666,72	6,91	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	2,760	666 666,66	145 151,74	0,00	10 767,17
151	N	0,00	A-1	4 999 999,90	7,33	V	Euribor 3M + 0.57	2,910	666 666,68	167 279,57	0,00	21 833,33
152	N	0,00	A-1	522 221,84	7,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,240	66 666,72	6 944,22	0,00	285,48
153	N	0,00	A-1	2 916 666,50	8,67	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,720	333 333,36	87 385,07	0,00	5 732,87
154	N	0,00	A-1	4 225 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	433 333,32	30 993,21	0,00	4 788,33
155	N	0,00	A-1	3 333 333,40	9,75	F	Taux fixe à 0.49 %	0,500	333 333,32	17 594,63	0,00	4 128,70
156	N	0,00	A-1	3 333 333,20	9,88	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,680	333 333,36	99 568,56	0,00	9 975,00
157	N	0,00	A-1	1 785 000,00	5,17	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	340 000,00	4 454,75	0,00	327,25
158	N	0,00	A-1	6 833 333,27	10,10	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	666 666,68	23 925,00	0,00	3 445,14
159	N	0,00	A-1	1 874 999,95	11,08	F	Taux fixe à 0.65 %	0,660	166 666,68	13 042,89	0,00	2 098,96
160	N	0,00	A-1	2 500 000,00	12,31	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	200 000,00	19 162,50	0,00	3 497,92
DD24615889	N	0,00	A-1	14 250 000,00	14,25	F	Taux fixe à 3.35 %	3,340	750 000,00	348 222,17	0,00	0,00
GEE2505C	N	0,00	A-1	10 000 000,00	17,91	F	Taux fixe à 3.65 %	3,580	0,00	0,00	0,00	33 458,33
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**379 865,00**					**120 945,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		379 865,00					120 945,00	0,00	0,00	0,00
202000435-G755	N	0,00	A-1	17 600,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 200,00	0,00	0,00	0,00
4001	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	15 640,00	0,00	0,00	0,00
4002	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 740,00	0,00	0,00	0,00
4003	N	0,00	A-1	3 000,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4004	N	0,00	A-1	620,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	620,00	0,00	0,00	0,00
4005	N	0,00	A-1	6 000,00	1,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4006	N	0,00	A-1	21 000,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 000,00	0,00	0,00	0,00
4007	N	0,00	A-1	15 750,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4008	N	0,00	A-1	15 750,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4009	N	0,00	A-1	5 080,00	1,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 540,00	0,00	0,00	0,00
4010	N	0,00	A-1	12 500,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 250,00	0,00	0,00	0,00
4011	N	0,00	A-1	3 000,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4013	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 500,00	0,00	0,00	0,00
4015	N	0,00	A-1	21 000,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4021	N	0,00	A-1	17 500,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
4022	N	0,00	A-1	24 500,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 900,00	0,00	0,00	0,00
4023	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4024	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4025	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
4026	N	0,00	A-1	21 875,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
435-1	N	0,00	A-1	14 840,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 855,00	0,00	0,00	0,00
436-1	N	0,00	A-1	12 000,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
437-1	N	0,00	A-1	75 600,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 450,00	0,00	0,00	0,00
Péri Eschentzwiller	N	0,00	A-1	13 500,00	8,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**2 000 000,08**		**108 511 829,33**					**14 924 111,20**	**2 721 626,17**	**60 407,15**	**419 926,16**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	10 000 000,00	0,00	1	15,00		Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	0,00		3,080	12 835,41	0,00	0,00
TOTAL (B)		**10 000 000,00**	**0,00**						**0,00**			**12 835,41**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**10 000 000,00**	**0,00**						**0,00**			**12 835,41**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	68	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,95	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	108 511 829,33	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**2 000 000,08**					**2 000 000,08**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
136S	136	2 000 000,08	30/11/2028	SaarLB	swap	taux	2 000 000,08	29/11/2013	30/11/2028	S	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**2 000 000,08**					**2 000 000,08**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						1 679 665,77	352 449,32		
136S	136	Taux fixe à 2.08 %	2,120	Euribor 6M	2,160	1 679 665,77	352 449,32	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						1 679 665,77	352 449,32		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1 000 €		27/06/2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	202 Frais d études. d élaboration. de modifications et de révisions des documents d urbanisme	10	27/06/2022
L	2031 Frais d études (non suivies de réalisation)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (réussite du projet)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (échec du projet)	1	27/06/2022
L	2033 Frais d insertion (non suivis de réalisations)	5	27/06/2022
L	2051 Concessions et droits similaires (logiciels)	2	27/06/2022
L	2087 Immobilisations incorporelles reçues au titre d une mise à disposition	2	27/06/2022
L	2088 Autres immobilisations incorporelles	2	27/06/2022
L	2121 Plantations d arbres et d arbustes	20	27/06/2022
L	21321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	21328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21352 Bâtiments privés	15	27/06/2022
L	2142 Immeubles de rapport (bâtiments privés)	25	27/06/2022
L	21561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	21568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	21571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	21572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	215731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	215738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	215741 Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8	27/06/2022
L	215742 Installations, matériel et outillage des colonies de vacances	8	27/06/2022
L	21578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	21612 Dépenses ultérieures immobilisées	25	27/06/2022
L	21622 Dépenses ultérieures immobilisées	8	27/06/2022
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	21821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	21828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	21831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	21838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022
L	21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2185 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2186 Cheptel	10	27/06/2022
L	2188 Autres	8	27/06/2022
L	21721 Plantations d arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	217321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21742 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	217568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	217571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	217572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	2175731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	2175738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	217578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	21758 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	217821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	217828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	217831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	217838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	217841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022
L	217848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	21785 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	21786 Cheptel	10	27/06/2022
L	21788 Autres	8	27/06/2022
L	2221 Plantations d arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	22321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	22328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	2242 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	2256 Matériel et outillage d incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	22571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	22572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	225731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	225738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	22578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2258 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	2281 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	22821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	22828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	22831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	22838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	22841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	27/06/2022
L	22848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2285 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2286 Cheptel	10	27/06/2022
L	2288 Autres	8	27/06/2022
L	204****1 Biens mobiliers, matériel et études	5	27/06/2022
L	204****2 Bâtiments et installations	30	27/06/2022
L	204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	27/06/2022
L	204114 Etat - Voirie	30	27/06/2022
L	204115 Etat - Monuments historiques	30	27/06/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**498 129,00**	**27 087,00**	**465 879,00**	**59 337,00**
Provisions pour litiges		**498 129,00**	**27 087,00**	**465 879,00**	**59 337,00**
Provisions pour litiges	31/12/2025	498 129,00	27 087,00	465 879,00	59 337,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**189 345,54**	**253 556,51**	**189 345,54**	**253 556,51**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**189 345,54**	**253 556,51**	**189 345,54**	**253 556,51**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Provisions pour dépréciation	31/12/2025	189 345,54	253 556,51	189 345,54	253 556,51
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**687 474,54**	**280 643,51**	**655 224,54**	**312 893,51**
TOTAL PROVISIONS		**687 474,54**	**280 643,51**	**655 224,54**	**312 893,51**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 00006 — **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2006** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**504 623,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**995 291,42**
4541100006 (2)	504 623,51	0,00	0,00	0,00	0,00	995 291,42
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**504 623,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**995 291,42**
RECETTES (b)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**529 269,85**
4541200006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	512 124,04	0,00	0,00	0,00	0,00	529 269,85
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**529 269,85**

N° opération : 00008 — **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 187,51**
4541100008 (2)	3 834 143,88	0,00	0,00	0,00	0,00	186 187,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 187,51**
RECETTES (b)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 300,20**
4541200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	3 834 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 300,20
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00008	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 300,20**

N° opération : 00009	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2009					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**104 000,25**	**-104 000,25**	**668 660,19**
4541100009 (2)	3 535 725,83	0,00	0,00	104 000,25	-104 000,25	668 660,19
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**104 000,25**	**-104 000,25**	**668 660,19**
RECETTES (b)	**2 934 315,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 934 315,59**
4541200009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	2 934 315,59	0,00	0,00	0,00	0,00	2 934 315,59
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 934 315,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 934 315,59**

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**657 325,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**657 325,08**
4541100010 (2)	657 325,08	0,00	0,00	0,00	0,00	657 325,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**657 325,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**657 325,08**
RECETTES (b)	**678 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**678 646,00**

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
4541200010 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	678 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	678 646,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**678 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**678 646,00**

N° opération : 00011	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2011					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**570 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**665 856,68**
4541100011 (2)	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 856,68
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**570 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**665 856,68**
RECETTES (b)	**570 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**713 856,68**
4541200011 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713 856,68
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**570 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**713 856,68**

N° opération : 00012	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2012					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**665 856,68**	**56 405,32**	**0,00**	**0,00**	**56 405,32**	**668 000,00**
4541100012 (2)	665 856,68	56 405,32	0,00	0,00	56 405,32	668 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00012	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2012					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**665 856,68**	**56 405,32**	**0,00**	**0,00**	**56 405,32**	**668 000,00**
RECETTES (b)	**713 856,68**	**0,00**	**0,00**	**8 003,00**	**-8 003,00**	**667 997,00**
4541200012 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	713 856,68	0,00	0,00	8 003,00	-8 003,00	667 997,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**713 856,68**	**0,00**	**0,00**	**8 003,00**	**-8 003,00**	**667 997,00**

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**668 000,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**1 001 679,99**
4541100013 (2)	668 000,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	1 001 679,99
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**668 000,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**1 001 679,99**
RECETTES (b)	**667 997,00**	**8 003,00**	**0,00**	**0,00**	**8 003,00**	**504 623,51**
4541200013 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	667 997,00	8 003,00	0,00	0,00	8 003,00	504 623,51
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**667 997,00**	**8 003,00**	**0,00**	**0,00**	**8 003,00**	**504 623,51**

N° opération : 00014	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2014					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**917 679,99**	**101 929,01**	**84 000,00**	**0,00**	**17 929,01**	**512 124,04**
4541100014 (2)	917 679,99	101 929,01	84 000,00	0,00	17 929,01	512 124,04
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00014	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2014					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**917 679,99**	**101 929,01**	**84 000,00**	**0,00**	**17 929,01**	**512 124,04**
RECETTES (b)	**1 001 679,99**	**17 929,01**	**0,00**	**34 284,69**	**-16 355,68**	**772 659,89**
4541200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 001 679,99	17 929,01	0,00	34 284,69	-16 355,68	772 659,89
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 001 679,99**	**17 929,01**	**0,00**	**34 284,69**	**-16 355,68**	**772 659,89**

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**668 660,19**	**138 284,09**	**0,00**	**234 124,40**	**-95 840,31**	**1 608 597,60**
4541100015 (2)	668 660,19	138 284,09	0,00	234 124,40	-95 840,31	1 608 597,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**668 660,19**	**138 284,09**	**0,00**	**234 124,40**	**-95 840,31**	**1 608 597,60**
RECETTES (b)	**772 659,89**	**34 284,69**	**0,00**	**0,00**	**34 284,69**	**1 954 750,00**
4541200015 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	772 659,89	34 284,69	0,00	0,00	34 284,69	1 954 750,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**772 659,89**	**34 284,69**	**0,00**	**0,00**	**34 284,69**	**1 954 750,00**

N° opération : 00016	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2016					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 608 597,60**	**234 124,40**	**0,00**	**60 000,00**	**174 124,40**	**807 299,62**

N° opération : 00016	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2016					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
4541100016 (2)	1 608 597,60	234 124,40	0,00	60 000,00	174 124,40	807 299,62
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 608 597,60**	**234 124,40**	**0,00**	**60 000,00**	**174 124,40**	**807 299,62**
RECETTES (b)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**386 809,12**	**-386 809,12**	**90 000,00**
4541200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 954 750,00	0,00	0,00	386 809,12	-386 809,12	90 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**386 809,12**	**-386 809,12**	**90 000,00**

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**807 299,62**	**60 012,00**	**0,00**	**277 698,00**	**-217 686,00**	**1 001 533,15**
4541100017 (2)	807 299,62	60 012,00	0,00	277 698,00	-217 686,00	1 001 533,15
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**807 299,62**	**60 012,00**	**0,00**	**277 698,00**	**-217 686,00**	**1 001 533,15**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**386 809,12**	**0,00**	**57 966,00**	**328 843,12**	**390 000,00**
4541200017 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	90 000,00	386 809,12	0,00	57 966,00	328 843,12	390 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**386 809,12**	**0,00**	**57 966,00**	**328 843,12**	**390 000,00**

N° opération : 00018	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2018					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au
		Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans	

	l'exercice	(BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	emploi	31/12/N
DEPENSES (a)	**1 001 533,15**	**333 646,00**	**0,00**	**465 262,00**	**-131 616,00**	**857 358,00**
4541100018 (2)	1 001 533,15	333 646,00	0,00	465 262,00	-131 616,00	857 358,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 001 533,15**	**333 646,00**	**0,00**	**465 262,00**	**-131 616,00**	**857 358,00**
RECETTES (b)	**390 000,00**	**57 966,00**	**0,00**	**779 468,70**	**-721 502,70**	**343 151,30**
4541200018 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	390 000,00	57 966,00	0,00	779 468,70	-721 502,70	343 151,30
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**390 000,00**	**57 966,00**	**0,00**	**779 468,70**	**-721 502,70**	**343 151,30**

N° opération : 00019 — **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**857 358,00**	**465 262,00**	**0,00**	**514 468,48**	**-49 206,48**	**179 717,12**
4541100019 (2)	857 358,00	465 262,00	0,00	514 468,48	-49 206,48	179 717,12
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**857 358,00**	**465 262,00**	**0,00**	**514 468,48**	**-49 206,48**	**179 717,12**
RECETTES (b)	**343 151,30**	**779 468,70**	**0,00**	**404 264,25**	**375 204,45**	**244 889,60**
4541200019 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	343 151,30	779 468,70	0,00	404 264,25	375 204,45	244 889,60
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**343 151,30**	**779 468,70**	**0,00**	**404 264,25**	**375 204,45**	**244 889,60**

N° opération : 00020 — **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2020** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

DEPENSES (a)	**151 661,12**	**542 524,48**	**28 056,00**	**482 803,68**	**31 664,80**	**394 742,12**
4541100020 (2)	151 661,12	542 524,48	28 056,00	482 803,68	31 664,80	394 742,12
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**151 661,12**	**542 524,48**	**28 056,00**	**482 803,68**	**31 664,80**	**394 742,12**
RECETTES (b)	**244 889,60**	**404 264,25**	**0,00**	**450 869,00**	**-46 604,75**	**350 000,00**
4541200020 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	244 889,60	404 264,25	0,00	450 869,00	-46 604,75	350 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**244 889,60**	**404 264,25**	**0,00**	**450 869,00**	**-46 604,75**	**350 000,00**

N° opération : 00021	**Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2021**					**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**276 182,12**	**601 363,68**	**118 560,00**	**1 786 485,29**	**-1 303 681,61**	**1 666 082,64**
4541100021 (2)	276 182,12	601 363,68	118 560,00	1 786 485,29	-1 303 681,61	1 666 082,64
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**276 182,12**	**601 363,68**	**118 560,00**	**1 786 485,29**	**-1 303 681,61**	**1 666 082,64**
RECETTES (b)	**350 000,00**	**450 869,00**	**0,00**	**1 273 102,92**	**-822 233,92**	**2 219 545,08**
4541200021 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	350 000,00	450 869,00	0,00	1 273 102,92	-822 233,92	2 219 545,08
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**350 000,00**	**450 869,00**	**0,00**	**1 273 102,92**	**-822 233,92**	**2 219 545,08**

N° opération : 00023	**Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2023**					**Date de la délibération :**
	Cumul des	**Sur l'exercice**				**Cumul des**

DEPENSES (a)	**0,00**	**676 928,00**	**0,00**	**804 296,00**	**-127 368,00**	**0,00**
4541100023 (2)	0,00	676 928,00	0,00	804 296,00	-127 368,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**676 928,00**	**0,00**	**804 296,00**	**-127 368,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**100 000,00**	**576 928,00**	**0,00**	**0,00**	**576 928,00**	**0,00**
4541200023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	100 000,00	576 928,00	0,00	0,00	576 928,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**100 000,00**	**576 928,00**	**0,00**	**0,00**	**576 928,00**	**0,00**

N° opération : 00024 **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2024** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**804 296,00**	**0,00**	**1 831 236,00**	**-1 026 940,00**	**0,00**
4541100024 (2)	0,00	804 296,00	0,00	1 831 236,00	-1 026 940,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**804 296,00**	**0,00**	**1 831 236,00**	**-1 026 940,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**3 312 260,00**	**0,00**	**2 184 458,00**	**1 127 802,00**	**0,00**
4541200024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	3 312 260,00	0,00	2 184 458,00	1 127 802,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**3 312 260,00**	**0,00**	**2 184 458,00**	**1 127 802,00**	**0,00**

N° opération : 00025 **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2025** **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**		**Cumul des**

DEPENSES (a)	**0,00**	**2 184 458,00**	**0,00**	**0,00**	**2 184 458,00**	**569 111,55**
4541100025 (2)	0,00	2 184 458,00	0,00	0,00	2 184 458,00	569 111,55
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**2 184 458,00**	**0,00**	**0,00**	**2 184 458,00**	**569 111,55**
RECETTES (b)	**0,00**	**2 184 458,00**	**0,00**	**26 698,45**	**2 157 759,55**	**569 612,21**
4541200025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	2 184 458,00	0,00	26 698,45	2 157 759,55	569 612,21
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**2 184 458,00**	**0,00**	**26 698,45**	**2 157 759,55**	**569 612,21**

N° opération : 00103 **Intitulé de l'opération : PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT PIG RBST DEPARTEMENT** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**569 111,55**	**26 388,45**	**0,00**	**1 000,00**	**25 388,45**	**115 500,00**
4541100103 (2)	569 111,55	26 388,45	0,00	1 000,00	25 388,45	115 500,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**569 111,55**	**26 388,45**	**0,00**	**1 000,00**	**25 388,45**	**115 500,00**
RECETTES (b)	**569 612,21**	**26 698,45**	**0,00**	**0,00**	**26 698,45**	**3 834 143,88**
4541200103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	569 612,21	26 698,45	0,00	0,00	26 698,45	3 834 143,88
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**569 612,21**	**26 698,45**	**0,00**	**0,00**	**26 698,45**	**3 834 143,88**

N° opération : 00104 **Intitulé de l'opération : PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL** **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

DEPENSES (a)	**114 500,00**	**5 500,00**	**1 000,00**	**0,00**	**4 500,00**	**3 834 144,00**
4541100104 (2)	114 500,00	5 500,00	1 000,00	0,00	4 500,00	3 834 144,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**114 500,00**	**5 500,00**	**1 000,00**	**0,00**	**4 500,00**	**3 834 144,00**
RECETTES (b)	**129 500,00**	**45 500,00**	**0,00**	**45 500,00**	**0,00**	**129 500,00**
4541200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	129 500,00	45 500,00	0,00	45 500,00	0,00	129 500,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**129 500,00**	**45 500,00**	**0,00**	**45 500,00**	**0,00**	**129 500,00**

N° opération : 02023 — **Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 806 976,00**	**3 883 880,00**	**660 212,00**	**2 707 139,00**	**516 529,00**	**2 467 188,00**
4541102023 (2)	1 806 976,00	3 883 880,00	660 212,00	2 707 139,00	516 529,00	2 467 188,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 806 976,00**	**3 883 880,00**	**660 212,00**	**2 707 139,00**	**516 529,00**	**2 467 188,00**
RECETTES (b)	**1 660 204,00**	**4 039 095,00**	**123 600,00**	**3 915 495,00**	**0,00**	**1 783 804,00**
4541202023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 660 204,00	4 039 095,00	123 600,00	3 915 495,00	0,00	1 783 804,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 660 204,00**	**4 039 095,00**	**123 600,00**	**3 915 495,00**	**0,00**	**1 783 804,00**

N° opération : 02024 — **Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

DEPENSES (a)	**2 816 219,00**	**12 504 776,00**	**4 031 344,00**	**7 539 597,00**	**933 835,00**	**6 847 563,00**
4541102024 (2)	2 816 219,00	12 504 776,00	4 031 344,00	7 539 597,00	933 835,00	6 847 563,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 816 219,00**	**12 504 776,00**	**4 031 344,00**	**7 539 597,00**	**933 835,00**	**6 847 563,00**
RECETTES (b)	**277 348,00**	**11 879 668,00**	**2 496 784,00**	**9 382 884,00**	**0,00**	**2 774 132,00**
4541202024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	277 348,00	11 879 668,00	2 496 784,00	9 382 884,00	0,00	2 774 132,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**277 348,00**	**11 879 668,00**	**2 496 784,00**	**9 382 884,00**	**0,00**	**2 774 132,00**

N° opération : 02025 — **Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**19 455 476,00**	**1 246 184,00**	**17 428 080,00**	**781 212,00**	**1 246 184,00**
4541102025 (2)	0,00	19 455 476,00	1 246 184,00	17 428 080,00	781 212,00	1 246 184,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**19 455 476,00**	**1 246 184,00**	**17 428 080,00**	**781 212,00**	**1 246 184,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**19 455 476,00**	**0,00**	**19 455 476,00**	**0,00**	**0,00**
4541202025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	19 455 476,00	0,00	19 455 476,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**19 455 476,00**	**0,00**	**19 455 476,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45400101 — **Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2009** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

DEPENSES (a)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
4541100101 (2)	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**
4541200101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**

N° opération : 45400102 **Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2010** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
4541100102 (2)	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**
4541200102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	224 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**

N° opération : 454100007 **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2007** **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

DEPENSES (a)	**995 291,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126 181,00**
4541100007 (2)	995 291,42	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126 181,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**995 291,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126 181,00**
RECETTES (b)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 535 725,83**
4541200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 126 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 535 725,83
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 535 725,83**

N° opération : 454100022 **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2022** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**713 156,90**	**2 739 411,03**	**952 925,74**	**676 928,00**	**1 109 557,29**	**0,00**
4541100022 (2)	713 156,90	2 739 411,03	952 925,74	676 928,00	1 109 557,29	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**713 156,90**	**2 739 411,03**	**952 925,74**	**676 928,00**	**1 109 557,29**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 028 863,18**	**2 463 784,82**	**1 190 681,90**	**576 928,00**	**696 174,92**	**100 000,00**
4541200022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 028 863,18	2 463 784,82	1 190 681,90	576 928,00	696 174,92	100 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 028 863,18**	**2 463 784,82**	**1 190 681,90**	**576 928,00**	**696 174,92**	**100 000,00**

N° opération : 454102022 **Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022** **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

DEPENSES (a)	**1 556 245,00**	**2 128 402,00**	**572 878,00**	**252 434,00**	**1 303 090,00**	**2 129 123,00**
4541102022 (2)	1 556 245,00	2 128 402,00	572 878,00	252 434,00	1 303 090,00	2 129 123,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 556 245,00**	**2 128 402,00**	**572 878,00**	**252 434,00**	**1 303 090,00**	**2 129 123,00**
RECETTES (b)	**2 717 492,00**	**668 922,00**	**127 025,00**	**541 897,00**	**0,00**	**2 844 517,00**
4541202022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	2 717 492,00	668 922,00	127 025,00	541 897,00	0,00	2 844 517,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 717 492,00**	**668 922,00**	**127 025,00**	**541 897,00**	**0,00**	**2 844 517,00**

N° opération : 45800007	**Intitulé de l'opération : ROUTE MARIE LOUISE**					**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**529 269,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 000,00**
458100007 (2)	529 269,85	0,00	0,00	0,00	0,00	393 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**529 269,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 000,00**
RECETTES (b)	**393 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 929,01**	**-17 929,01**	**1 001 679,99**
458200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	393 000,00	0,00	0,00	17 929,01	-17 929,01	1 001 679,99
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**393 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 929,01**	**-17 929,01**	**1 001 679,99**

N° opération : 45800008	**Intitulé de l'opération : STADE DE PULLVERSHEIM**			**Date de la délibération :**
	Cumul des	**Sur l'exercice**		**Cumul des**

DEPENSES (a)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
458100008 (2)	186 187,51	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
RECETTES (b)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**
458200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	174 300,20	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	443 358 932,54	355 222 123,74	17 823 006,37
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**44 044 348,50**	**22 712 941,83**											**655 086,90**	**2 050 072,66**
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - PLS	CDC	2 069 000,00	1 495 308,69	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,100	A-1	EUR	32 879,36	62 954,66
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - CPLS	CDC	431 000,00	311 492,55	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,100	A-1	EUR	6 849,20	13 114,28
APALIB	2016	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - prêt 0 %	Carsat	1 200 000,00	660 000,00	10,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	60 000,00
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	870 000,00	524 983,86	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,000	A-1	EUR	14 499,06	43 606,67
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	330 000,00	201 097,52	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,250	A-1	EUR	6 090,89	16 434,11
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Construction 25 places logements+hébergements d'urgence - rue de Bäle à [illegible]	CDC	1 813 546,00	1 558 833,82	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	44 865,00	43 487,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	818 500,00	687 540,00	20,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,340	A-1	EUR	19 807,70	32 740,00
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 570 400,00	1 361 013,32	25,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,340	A-1	EUR	38 867,40	52 346,67
ASSOCIATION ALEOS	2022	P	Acquisition amélioration 35 logements - rue des Iris à Ottmarsheim	CDC	1 351 069,00	1 240 732,70	31,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	35 773,41	36 888,99
ASSOCIATION ALEOS	2024	P	Réhabilitation de 4 LOGEMENTS ? 63A rue d?Illzach à Mulhouse	CDC	190 000,00	185 186,47	23,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,280	A-1	EUR	6 840,00	4 813,53
ASSOCIATION ALEOS	2024	P	Réhabilitation de 4 LOGEMENTS ? 63A rue d?Illzach à Mulhouse	CDC	120 000,00	116 599,20	23,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,420	A-1	EUR	3 300,00	3 400,80
ASSOCIATION ALEOS	2024	P		CDC	342 270,00	337 303,66	38,85	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	8 899,02	4 966,34
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	LA NEF	3 760 000,00	493 737,20	3,08	T	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	F	Taux fixe à 4.62 %	4,670	A-1	EUR	27 567,76	151 919,20
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	DEXIA CL	1 600 000,00	210 101,02	3,08	T	V	Euribor 3M + 0.28	2,400	V	Euribor 3M + 0.28	2,630	A-1	EUR	7 037,02	64 646,48
CITIVIA-SPL	2009	P	Site SIAM	BANQUE POPULAIRE	1 920 000,00	481 668,56	4,13	T	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	2,420	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	3,210	A-1	EUR	18 396,62	112 276,12
CITIVIA-SPL	2010	C	Site DMC - Bât 33	CE	2 400 000,00	40 660,00	0,08	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,340	F	Taux fixe à 3.3 %	3,300	A-1	EUR	4 696,23	162 640,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	63 494,36	1,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,410	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,260	A-1	EUR	4 362,66	61 890,10
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 48 DMC	CREDIT COOPERATIF	2 400 000,00	336 510,26	1,50	T	V	Taux fixe à 2.85 %	2,880	F	Euribor 3M + 1	3,270	A-1	EUR	16 403,42	184 914,75
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	63 494,36	1,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,410	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,260	A-1	EUR	4 362,66	61 890,10
CITIVIA-SPL	2017	P	Construction parking poids lourds à SAUSHEIM	CREDIT MUTUEL	720 000,00	361 513,25	6,96	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	7 438,18	47 839,42
CITIVIA-SPL	2020	P	Site DMC - mur d'escalade bâtiment 57	BANQUE POPULAIRE	817 098,50	681 689,86	15,39	T	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	F	Taux fixe à 2.2 %	2,190	A-1	EUR	15 510,14	37 204,67
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement du parc d'activités Marie Louise à STAFFELEFELDEN	CREDIT MUTUEL	1 120 000,00	190 685,54	0,35	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	3 265,81	189 059,62
CITIVIA-SPL	2021	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	1 079 200,00	736 445,46	9,17	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	A-1	EUR	10 959,41	74 061,71
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	2 968 000,00	2 046 938,78	9,98	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	A-1	EUR	30 317,27	189 396,81
CITIVIA-SPL	2023	P	Travaux et équipements - Parking P1 gare de MULHOUSE	CREDIT MUTUEL	370 000,00	270 549,64	6,25	T	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	F	Taux fixe à 3.97 %	3,960	A-1	EUR	11 673,90	37 419,70
CITIVIA-SPL	2023	P	RUDIE - BAT 33 et 48 site DMC	CREDIT AGRICOLE	1 808 000,00	1 808 000,00	12,91	M	F	Taux fixe à 4.6 %	4,700	F	Taux fixe à 4.6 % Taux fixe à 4.6 %	4,550	A-1	EUR	63 069,02	0,00
CITIVIA-SPL	2023	P	RUDIE - BAT 33 et 48 site DMC	CREDIT AGRICOLE	2 432 000,00	2 128 348,38	11,50	M	F	Taux fixe à 4.45 %	4,540	F	Taux fixe à 4.45 %	4,440	A-1	EUR	98 074,86	138 708,98
CITIVIA-SPL	2023	P	Extension CMC Climbing Mulhouse Center - mur escalade site DMC	CREDIT MUTUEL	450 000,00	420 282,74	18,00	T	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	F	Taux fixe à 4.3 %	4,290	A-1	EUR	18 482,21	15 176,35
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	134 936,00	125 759,17	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,200	A-1	EUR	4 046,86	1 894,46

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	159 132,00	144 339,77	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,810	A-1	EUR	5 560,25	3 053,70
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	538 817,00	474 942,26	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,450	A-1	EUR	13 658,23	12 851,60
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	239 380,00	217 022,91	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,410	A-1	EUR	5 291,49	4 498,25
SAS KMO	2017	P	KM0	SG	1 550 000,00	760 442,78	6,26	M	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	A-1	EUR	18 053,20	110 685,66
SCCV ATHIS	2024	F	Construction 16 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	BANQUE POSTALE	1 876 000,00	1 876 000,00	2,96	X	F	(?STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur ?STR(Postfixé)	2,850	V	Taux fixe à 2.32 %	2,310	A-1	EUR	43 523,20	0,00
SCCV ATHIS	2026	P	Acquisition de 18 logements PSLA ? 4 rue de Hombourg à OTTMARSHEIM	CREDIT COOPERATIF	1 970 000,00	0,00	4,38	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,120	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SCCV ATHIS	2025	C		CREDIT COOPERATIF	826 000,00	0,00	5,24	X	V	(Euribor 3M + 0.71)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,110	V	(Euribor 3M + 0.71)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SCI FAMSOL	2017	P	Logements Jardins de Daphné - rue du collège à RIEDISHEIM	CREDIT MUTUEL	200 000,00	100 223,74	6,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,830	A-1	EUR	4 665,46	13 291,16
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**399 314 584,04**	**332 509 181,91**											**8 006 391,21**	**7 111 455,60**
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS	CDC	1 196 067,13	845 313,74	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	16 233,01	32 146,48

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS F	CDC	545 146,75	444 441,05	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	8 395,71	9 381,28
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	1 002 370,37	678 381,17	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	7 421,70	28 447,82
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	471 256,97	368 687,47	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	3 967,26	9 146,87
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS	CDC	857 816,30	681 409,77	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	11 207,92	19 085,29
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS F	CDC	320 733,28	271 410,65	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 428,64	5 379,11
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI	CDC	537 255,48	411 798,22	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 399,18	13 099,44
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI F	CDC	172 286,13	140 831,64	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 153,13	3 309,11
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts-PLUS	CDC	735 333,01	583 532,59	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	8 098,33	16 343,90
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts-PLUS F	CDC	258 062,81	218 172,66	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	3 003,70	4 323,99
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts-PLAI	CDC	443 441,24	339 506,49	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 926,68	10 799,82
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts-PLAI F	CDC	156 847,65	128 070,25	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	720,94	3 009,26
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI F	CDC	184 600,00	150 897,33	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 235,54	3 545,62
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI	CDC	498 685,00	382 234,51	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 155,15	12 159,01

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS F	CDC	342 516,00	289 843,59	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 729,41	5 744,44
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS	CDC	587 056,00	466 330,25	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	7 670,26	13 061,23
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	534 080,79	476 642,19	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,110	A-1	EUR	15 025,48	8 633,83
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	971 889,69	832 722,58	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,300	A-1	EUR	30 728,19	20 838,34
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	249 245,20	217 059,71	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,610	A-1	EUR	5 816,07	4 722,70
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	674 092,42	563 203,44	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,500	A-1	EUR	16 223,66	16 212,83
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	320 244,10	274 942,06	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,370	A-1	EUR	7 913,14	7 670,23
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	152 932,00	138 818,82	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	4 302,57	2 442,93
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	251 612,09	220 747,60	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,170	A-1	EUR	8 138,81	5 330,56
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	115 390,76	102 557,59	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,380	A-1	EUR	2 692,63	2 177,36
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	347 147,37	298 039,58	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	8 577,92	8 314,60
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	262 324,79	238 116,35	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	7 380,22	4 190,38
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	486 621,49	426 929,03	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	15 740,58	10 309,40
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	147 129,97	130 766,91	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,430	A-1	EUR	3 433,26	2 776,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	569 306,23	516 768,28	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	16 016,80	9 094,09
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	1 095 854,93	961 429,65	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	35 447,26	23 216,39
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	385 031,76	342 210,45	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,430	A-1	EUR	8 984,67	7 265,33
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	989 336,05	849 383,69	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	24 446,23	23 695,78
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	125 687,93	111 709,56	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,590	A-1	EUR	2 932,91	2 371,66
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	774 607,14	665 030,51	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,450	A-1	EUR	19 140,33	18 552,77
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	773 522,78	678 637,02	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	25 020,89	16 387,58
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	215 691,03	195 786,14	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,070	A-1	EUR	6 068,23	3 445,45
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	708 407,00	661 004,59	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,020	A-1	EUR	20 153,31	11 306,82
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	470 612,00	428 445,92	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,540	A-1	EUR	11 027,75	8 880,42
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 201 577,00	877 063,78	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	25 242,89	24 467,99
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	171 711,58	147 421,10	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	4 242,95	4 112,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	209 477,15	179 844,32	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	5 176,12	5 017,23
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	91 000,00	91 000,00	42,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	1 683,50	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	49 000,00	49 000,00	42,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	906,50	0,00
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	385 606,00	349 091,13	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,740	A-1	EUR	10 031,31	9 169,78
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	258 948,00	239 629,33	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,740	A-1	EUR	6 845,46	4 851,39
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	960 331,00	882 082,68	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,540	A-1	EUR	32 470,81	19 884,25
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	498 365,00	467 745,75	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,540	A-1	EUR	17 118,96	7 780,88
3F GRAND EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	120 000,00	120 000,00	34,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	81 026,00	73 353,28	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	2 107,84	1 926,81
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	58 597,00	54 225,42	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	1 549,05	1 097,81

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	249 621,00	229 281,74	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,430	A-1	EUR	8 440,21	5 168,56
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	132 370,00	124 237,27	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,430	A-1	EUR	4 546,94	2 066,67
3F GRAND EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	34,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	377 936,00	342 147,44	35,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,720	A-1	EUR	9 831,77	8 987,38
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	232 122,00	214 804,62	45,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,720	A-1	EUR	6 136,30	4 348,82
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	921 679,00	846 580,03	35,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,520	A-1	EUR	31 163,90	19 083,95
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	468 232,00	439 464,10	45,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,520	A-1	EUR	16 083,88	7 310,42
3F GRAND EST	2021	C	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	110 000,00	110 000,00	34,44	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	414 161,00	374 942,12	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,740	A-1	EUR	10 774,15	9 848,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère arméee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	259 970,00	240 575,06	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,740	A-1	EUR	6 872,48	4 870,54
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère arméee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	907 006,00	833 102,59	35,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,540	A-1	EUR	30 667,78	18 780,14
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère arméee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	471 841,00	442 851,35	45,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,540	A-1	EUR	16 207,85	7 366,77
3F GRAND EST	2021	C	Rue de la 1ère arméee MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	115 000,00	115 000,00	34,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	123 196,00	111 529,99	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	3 204,87	2 929,62
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	99 645,00	92 211,03	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	2 634,18	1 866,85
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	333 871,00	306 666,98	35,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,430	A-1	EUR	11 288,88	6 913,01
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	175 993,00	165 180,09	45,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,430	A-1	EUR	6 045,40	2 747,75
3F GRAND EST	2021	C	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	45 000,00	45 000,00	34,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	109 138,00	100 952,65	36,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,290	A-1	EUR	2 903,07	2 728,45
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	44 274,00	41 617,56	46,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,290	A-1	EUR	1 190,09	885,48
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	643 202,00	594 961,85	36,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	21 997,51	16 080,05
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	153 552,00	144 338,88	46,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	5 306,76	3 071,04
3F GRAND EST	2020	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	55 000,00	55 000,00	34,65	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	143 000,00	104 866,68	10,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,910	A-1	EUR	2 574,00	9 533,33
3F GRAND EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	85 800,00	85 800,00	25,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	342 646,00	326 471,19	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	9 367,98	8 099,52
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	193 145,00	185 961,84	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,830	A-1	EUR	5 396,11	3 596,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	932 894,00	895 303,38	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	32 911,25	18 898,12
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	420 015,00	407 253,42	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	14 892,09	6 415,69
3F GRAND EST	2021	C	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	105 000,00	105 000,00	35,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 014 394,00	966 508,96	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	27 733,65	23 978,38
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	516 030,00	496 838,58	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	14 180,56	9 610,08
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 704 165,00	1 635 496,33	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	60 120,66	34 522,14
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	779 303,00	755 624,92	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	27 631,03	11 903,80
3F GRAND EST	2021	C	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	205 000,00	205 000,00	35,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 446 194,00	1 377 925,61	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,260	A-1	EUR	39 539,11	34 185,32
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	705 253,00	679 024,26	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,260	A-1	EUR	19 380,43	13 134,01
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	3 069 562,00	2 924 661,59	37,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	107 899,93	72 558,72
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 259 749,00	1 212 898,27	47,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	44 508,91	23 460,45
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	194 954,00	186 938,32	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	5 347,05	4 027,78
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	90 937,26	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	2 587,42	1 470,65
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	635 796,83	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	22 927,20	13 698,90
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	266 209,29	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	9 549,16	4 305,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	633 468,66	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	18 119,29	13 648,74
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	297 693,99	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	8 470,23	4 814,34
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	1 202 267,28	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	44 214,17	25 904,10
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 102,00	494 196,71	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	18 078,80	7 992,21
3F GRAND EST	2023	P	Réhabilitation de 8 logements - rue du 6ème RTM à BRUNSTATT - DIDENHEIM	CDC	112 000,00	101 776,09	17,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	2 726,29	5 137,39
3F GRAND EST	2023	P	Réhabilitation de 6 logements - rue de Bruebach à MULHOUSE	CDC	54 000,00	49 070,62	17,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	1 314,46	2 476,95
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	294 725,53	278 259,35	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,350	A-1	EUR	6 514,90	5 505,18
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	472 657,47	439 139,16	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	12 609,67	11 206,25
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim / phase 2	CDC	180 000,00	180 000,00	33,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 980,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim / phase 2	CDC	65 000,00	65 000,00	33,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	715,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim / phase 2	CDC	35 000,00	35 000,00	33,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	385,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	200 527,20	188 206,92	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	5 647,39	3 130,80
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	259 328,60	238 198,35	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,260	A-1	EUR	8 593,37	5 369,56
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	180 000,00	180 000,00	43,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,040	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	60 000,00	60 000,00	33,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	660,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	142 550,25	131 915,36	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,510	A-1	EUR	3 330,29	2 670,68
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	133 621,66	120 968,40	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,300	A-1	EUR	3 476,09	3 177,54
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	246 620,57	231 632,21	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,390	A-1	EUR	7 843,67	5 050,88
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	67 388,94	63 623,94	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,350	A-1	EUR	1 489,63	1 258,76
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	89 975,63	83 595,05	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	2 400,39	2 133,24
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	30 000,00	30 000,00	34,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	330,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	132 370,93	126 304,81	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,820	A-1	EUR	3 541,50	2 044,20
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	540 452,61	515 685,51	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,820	A-1	EUR	14 459,46	8 346,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	1 050 151,10	986 328,20	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,390	A-1	EUR	33 399,63	21 507,46
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	130 000,00	130 000,00	34,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 430,00	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	305 713,16	282 104,78	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	8 601,07	4 825,55
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	433 106,98	388 750,76	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,200	A-1	EUR	14 336,75	9 066,40
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	109 638,90	99 399,08	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,550	A-1	EUR	2 558,43	2 060,25
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 042 324,23	935 575,65	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,240	A-1	EUR	34 503,12	21 819,38
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	133 362,00	123 063,27	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	3 752,07	2 105,06
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	157 544,72	141 409,95	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,200	A-1	EUR	5 215,06	3 297,94
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	81 477,67	73 868,01	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,550	A-1	EUR	1 901,28	1 531,06
3F GRAND EST	2024	P		CDC	100 726,09	100 726,09	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,090	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	607 604,02	607 604,02	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,590	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	81 017,97	81 017,97	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,090	A-1	EUR	3 329,84	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	311 069,16	311 069,16	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,590	A-1	EUR	8 087,80	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	65 861,01	65 861,01	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,090	A-1	EUR	2 706,89	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	590 385,54	590 385,54	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,590	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	1 390 433,25	1 390 433,25	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,590	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS ? rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	148 210,00	146 059,47	38,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,760	A-1	EUR	635,39	2 150,53
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS ? rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	705 999,00	697 840,28	38,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,620	A-1	EUR	4 173,82	8 158,72
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS ? rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	317 298,00	314 948,23	48,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,620	A-1	EUR	1 875,84	2 349,77
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS ? rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	98 094,00	97 116,38	48,29	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,760	A-1	EUR	420,54	977,62
3F GRAND EST	2024	P	opération réhabilitation niveaux parking / résidentialisation dalles ? Quartier Coteaux à MULHOUSE	CDC	1 000 000,00	0,00	15,79	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2025	P		CDC	680 692,00	680 692,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,980	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	339 778,00	339 778,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,980	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	563 181,00	563 181,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	240 671,00	240 671,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	79 238,00	0,00	41,04	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	44 081,00	0,00	51,04	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	1 012 516,00	1 012 516,00	39,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,020	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	139 652,00	139 652,00	49,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,020	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2025	P		CDC	1 818 658,00	1 818 658,00	39,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,030	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	227 240,00	227 240,00	49,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,030	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	560 818,00	552 680,52	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,590	A-1	EUR	14 581,27	8 137,48
3F GRAND EST	2024	P		CDC	277 798,00	275 029,44	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,590	A-1	EUR	7 222,75	2 768,56
3F GRAND EST	2024	P		CDC	99 049,00	98 033,40	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,160	A-1	EUR	4 070,91	1 015,60
3F GRAND EST	2024	P		CDC	41 208,00	40 947,14	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	41,430	A-1	EUR	17 691,95	260,86
3F GRAND EST	2025	P		CDC	904 343,00	0,00	40,53	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P		CDC	509 642,00	0,00	50,53	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	561 531,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	278 518,00	0,00	50,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	1 309 754,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	560 468,00	0,00	50,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	491 443,00	485 763,76	38,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,630	A-1	EUR	17 691,95	5 679,24
3F GRAND EST	2024	P		CDC	210 152,00	208 595,71	48,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,630	A-1	EUR	7 565,47	1 556,29
BATIGERE.	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	1 954 554,54	25,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,260	A-1	EUR	65 059,53	63 964,43
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	598 000,00	569 771,08	37,41	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,440	A-1	EUR	16 349,39	14 135,60
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	515 000,00	476 578,65	45,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	13 614,36	9 648,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 668 000,00	1 600 788,58	37,41	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,240	A-1	EUR	58 844,81	33 789,53
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 120 000,00	1 051 187,83	45,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,240	A-1	EUR	38 472,27	17 486,36
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	795 000,00	679 330,98	20,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	6 306,84	29 302,72
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	265 000,00	265 000,00	35,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	478 000,00	444 102,82	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	12 752,20	11 332,92
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	367 000,00	332 723,76	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	9 509,36	6 896,38
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	1 236 000,00	1 160 882,15	36,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,270	A-1	EUR	42 703,05	25 313,71
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	777 000,00	716 996,98	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,270	A-1	EUR	26 253,42	12 264,60
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	465 000,00	378 727,28	19,75	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	2 932,16	17 509,90

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	155 000,00	155 000,00	34,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	C	Construction 12 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	BANQUE POSTALE	1 946 000,00	1 362 200,00	3,29	T	F	?STR(Postfixé) + 0.89	0,310	V	Taux fixe à 1.16 %	1,160	A-1	EUR	18 623,22	389 200,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	979 000,00	958 135,56	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	27 412,00	20 864,44
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	840 000,00	784 418,94	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	22 357,46	14 061,78
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	2 083 000,00	2 038 607,12	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,080	A-1	EUR	73 529,90	44 392,88
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	1 427 000,00	1 332 578,34	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,070	A-1	EUR	47 883,27	23 888,30
BATIGERE.	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	885 000,00	825 466,72	22,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	A-1	EUR	12 575,12	29 983,83
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	295 000,00	295 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	283 000,00	276 968,71	38,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	7 924,00	6 031,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	254 000,00	237 193,34	45,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	6 760,47	4 252,02
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	848 000,00	829 927,43	38,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,130	A-1	EUR	29 934,40	18 072,57
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	582 000,00	543 490,27	45,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,120	A-1	EUR	19 529,13	9 742,81
BATIGERE.	2022	P		CDC	360 000,00	312 410,22	20,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	5 713,33	12 210,59
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	120 000,00	120 000,00	35,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	376 000,00	368 308,70	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	10 528,00	7 691,30
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	329 000,00	313 535,31	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	8 924,76	5 206,27
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 020 000,00	999 135,29	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,180	A-1	EUR	36 006,00	20 864,71
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	674 000,00	642 318,54	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,170	A-1	EUR	23 050,35	10 665,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	450 000,00	414 841,92	26,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	7 511,09	11 924,41
BATIGERE.	2025	P		CDC	443 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2025	P		CDC	1 510 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2025	P		CDC	1 391 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2025	P		CDC	867 000,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	572 779,00	572 779,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,780	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	899 498,00	899 498,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	556 832,00	556 832,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	632 492,00	632 492,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,780	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	566 435,00	566 435,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,780	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	980 508,00	980 508,00	39,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,230	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT-SOCIAL	2025	P		CDC	497 231,00	497 231,00	49,39	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,230	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS	CDC	322 382,00	258 759,45	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 260,80	7 540,73
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS F	CDC	85 619,00	73 085,85	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 193,28	1 494,37
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI	CDC	256 981,00	199 675,19	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 650,05	6 580,75
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI F	CDC	66 019,00	54 606,11	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	447,39	1 317,99
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS F	CDC	230 284,00	200 390,36	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,120	A-1	EUR	6 969,75	3 971,56
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS	CDC	378 851,00	312 613,29	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,060	A-1	EUR	11 569,29	8 755,85
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI F	CDC	302 000,00	255 523,24	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	7 322,76	6 004,02
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI	CDC	611 335,00	490 083,91	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	14 158,86	15 589,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	40 765,18	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	1 331,48	783,61
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	393 379,91	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	14 543,32	10 601,20
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	622 224,42	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,380	A-1	EUR	22 940,99	15 025,34
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	303 997,68	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	9 422,15	5 349,76
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	584 845,97	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,580	A-1	EUR	16 832,53	16 315,81
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	285 840,45	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,470	A-1	EUR	7 504,68	6 068,56
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	43,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	33,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	770,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	141 222,24	34,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,410	A-1	EUR	4 067,20	4 034,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	108 086,24	44,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,410	A-1	EUR	3 093,67	2 401,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	142 362,50	34,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,200	A-1	EUR	5 271,48	4 067,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	111 005,00	104 067,20	44,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,200	A-1	EUR	3 829,67	2 312,60
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	35 000,00	35 000,00	34,70	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	105 000,00	105 000,00	44,70	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	85 659,00	78 896,46	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	2 272,22	2 254,18
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	81 240,00	76 162,50	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,390	A-1	EUR	2 179,94	1 692,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	176 815,00	162 855,91	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,190	A-1	EUR	6 030,32	4 653,03
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	116 251,00	108 985,30	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,190	A-1	EUR	4 010,66	2 421,90
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	35 000,00	35 000,00	34,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	105 000,00	105 000,00	44,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	542 373,00	499 554,09	34,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	14 387,16	14 272,97
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	360 356,00	337 833,74	44,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	9 669,55	7 507,42
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	1 166 235,00	1 074 163,83	34,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,330	A-1	EUR	39 774,75	30 690,39
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	689 180,00	646 106,24	44,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,330	A-1	EUR	23 776,71	14 357,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	150 000,00	150 000,00	34,79	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	450 000,00	450 000,00	44,79	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	A-1	EUR	3 285,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	438 642,00	404 012,37	34,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	11 635,56	11 543,21
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	267 992,00	251 242,49	44,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	7 191,12	5 583,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	888 089,00	817 976,72	34,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,280	A-1	EUR	30 288,51	23 370,76
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	542 585,00	508 673,45	44,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,280	A-1	EUR	18 719,18	11 303,85
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	125 000,00	125 000,00	34,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l?Ill à Illzach	CDC	175 000,00	175 000,00	44,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	2 082,50	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l?Eglise à Bollwiller	CDC	308 091,00	283 768,02	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	8 172,52	8 107,66
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l?Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	165 941,26	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	4 749,61	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l?Eglise à Bollwiller	CDC	349 931,00	322 304,87	34,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,200	A-1	EUR	11 934,49	9 208,71
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l?Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	165 941,26	44,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,200	A-1	EUR	6 106,64	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l?Eglise à Bollwiller	CDC	40 000,00	40 000,00	34,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l?Eglise à Bollwiller	CDC	120 000,00	120 000,00	44,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	1 128,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	1 145 231,00	1 088 150,35	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	31 268,54	28 583,07
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	756 968,00	727 552,82	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	20 783,91	14 729,62
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	337 287,00	322 812,24	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,140	A-1	EUR	11 883,21	7 276,97
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	209 204,00	202 503,43	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,140	A-1	EUR	7 411,39	3 368,61
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	120 000,00	120 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	360 000,00	360 000,00	45,25	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	A-1	EUR	3 312,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	494 326,00	469 687,78	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,260	A-1	EUR	13 496,71	12 337,56
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	497 773,00	476 410,95	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	17 537,41	10 739,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	27 423,00	26 544,68	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	971,50	441,56
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	60 000,00	60 000,00	35,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	180 000,00	180 000,00	45,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	A-1	EUR	2 106,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	579 325,00	550 450,25	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,260	A-1	EUR	15 817,46	14 459,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	432 919,00	416 096,10	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,260	A-1	EUR	11 886,56	8 424,05
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	368 081,00	352 284,72	35,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	12 968,14	7 941,34
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	227 950,00	220 649,00	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	8 075,50	3 670,47
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	120 000,00	120 000,00	35,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	360 000,00	360 000,00	45,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	A-1	EUR	4 212,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	28 985,00	27 858,67	45,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,260	A-1	EUR	795,84	564,01
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	128 429,00	125 233,21	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	3 596,01	3 195,79
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	115 010,00	112 778,75	46,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	3 220,28	2 231,25
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	265 439,00	259 774,47	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	9 555,80	5 664,53
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	224 885,00	221 303,29	46,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	8 095,86	3 581,71
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	40 000,00	40 000,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	120 000,00	120 000,00	46,00	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	1 296,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d?Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	175 222,00	168 756,13	37,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	6 072,08	3 257,48
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d?Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	105 474,00	102 612,62	47,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	3 673,11	1 441,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d?Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	45,17	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	726,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	78 607,00	76 896,39	36,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	2 201,00	1 710,61
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	54 271,00	53 384,55	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	1 519,59	886,45
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	68 844,00	67 345,85	36,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,180	A-1	EUR	2 430,19	1 498,15
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	42 500,00	41 805,81	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,170	A-1	EUR	1 500,25	694,19
DOMIAL ESH	2022	P	Manque TA	CDC	30 000,00	30 000,00	46,42	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	444,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	928 281,00	908 080,22	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,100	A-1	EUR	38 152,35	20 200,78
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	700 557,00	685 311,83	36,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,100	A-1	EUR	28 792,89	15 245,17
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	673 613,00	662 610,32	46,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,100	A-1	EUR	27 685,49	11 002,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 598 072,00	1 563 295,56	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,550	A-1	EUR	65 680,76	34 776,44
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 439 504,00	1 408 178,24	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	40 306,11	31 325,76
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	733 467,00	721 486,67	46,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	20 537,08	11 980,33
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 481 863,00	1 449 615,44	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,550	A-1	EUR	60 904,57	32 247,56
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 385 655,00	1 363 021,94	46,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,550	A-1	EUR	56 950,42	22 633,06
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	2 141 559,00	2 094 955,47	36,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	77 096,12	46 603,53
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 088 018,00	1 070 246,49	46,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	39 168,65	17 771,51
DOMIAL ESH	2023	C	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	250 000,00	250 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	1 824 439,00	1 785 958,67	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	51 084,29	38 480,33

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	770 454,00	758 192,43	47,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	21 572,71	12 261,57
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	923 624,00	904 143,30	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	33 250,46	19 480,70
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	331 624,00	326 346,29	47,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	11 938,46	5 277,71
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	1 184 599,00	1 184 599,00	38,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,080	A-1	EUR	30 799,57	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	570 433,00	570 433,00	78,14	A	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	17 112,99	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	911 752,00	911 752,00	38,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,080	A-1	EUR	32 823,07	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	381 417,00	381 417,00	78,14	A	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	11 442,51	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS ? Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	462 082,00	462 082,00	38,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	12 014,13	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS ? Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	588 235,00	588 235,00	38,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,300	A-1	EUR	21 176,46	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS ? Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	221 104,00	221 104,00	48,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	A-1	EUR	5 748,70	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS ? Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	252 469,00	252 469,00	48,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,300	A-1	EUR	9 088,88	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	424 954,00	424 954,00	39,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,050	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	19 657,00	19 657,00	79,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,590	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	529 723,00	529 723,00	39,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,070	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	22 533,00	22 533,00	79,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.13)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,590	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	638 394,00	638 394,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,610	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	436 351,00	436 351,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,050	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	203 639,00	203 639,00	79,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,100	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	488 250,00	488 250,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,610	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	445 250,00	445 250,00	79,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,100	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	436 253,00	436 253,00	79,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,020	V	(Livret A(Préfixé) + 0.62)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,100	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	897 180,00	897 180,00	39,16	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,080	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	470 203,00	470 203,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	289 152,00	289 152,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,980	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	198 637,00	198 637,00	79,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	532 004,00	532 004,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	319 306,00	319 306,00	79,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	454 588,00	454 588,00	79,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	V	(Livret A(Préfixé) + 0.56)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,930	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	812 133,00	812 133,00	39,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	748 429,00	748 429,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,460	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	1 701 776,00	1 701 776,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,970	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	782 796,00	782 796,00	79,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.29)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,690	V	(Livret A(Préfixé) + 0.29)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,650	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	557 648,00	557 648,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,460	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	492 212,00	492 212,00	79,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.29)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,690	V	(Livret A(Préfixé) + 0.29)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,650	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	1 029 469,00	1 029 469,00	39,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	427 100,00	427 100,00	79,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.29)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,690	V	(Livret A(Préfixé) + 0.29)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,650	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	269 107,00	269 107,00	39,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,980	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	168 219,00	168 219,00	79,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.26)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,660	V	(Livret A(Préfixé) + 0.26)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	404 258,00	404 258,00	39,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	P		CDC	233 402,00	233 402,00	79,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.26)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,660	V	(Livret A(Préfixé) + 0.26)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,630	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS	Crédit Foncier	284 347,00	136 065,28	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,830	A-1	EUR	6 009,18	9 435,47
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS F	Crédit Foncier	117 627,00	81 747,40	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,820	A-1	EUR	3 463,28	2 109,25
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS	CDC	296 289,00	218 995,19	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	6 438,98	6 933,93
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS F	CDC	60 629,00	48 315,25	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	1 409,10	1 126,80
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS	CDC	332 505,00	245 763,42	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	7 226,03	7 781,48

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS F	CDC	70 083,00	55 849,13	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,840	A-1	EUR	1 628,82	1 302,51
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS	CDC	757 500,00	571 975,51	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,340	A-1	EUR	13 849,46	17 363,34
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS F	CDC	371 200,00	303 708,07	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,340	A-1	EUR	7 287,79	6 410,68
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI	CDC	369 500,00	267 492,42	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	4 287,87	9 144,56
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI F	CDC	185 800,00	145 966,71	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	2 318,61	3 621,33
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS	CDC	1 058 800,00	850 462,31	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	31 474,17	23 820,21
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS F	CDC	145 600,00	124 928,04	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,460	A-1	EUR	4 345,10	2 475,96
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS	CDC	525 000,00	444 265,09	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,420	A-1	EUR	15 451,92	8 804,93
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS F	CDC	1 245 833,00	989 632,38	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,090	A-1	EUR	36 624,62	27 718,16
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS	CDC	154 500,00	122 727,68	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	4 541,94	3 437,42
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS F	CDC	192 000,00	159 943,11	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	A-1	EUR	5 886,87	3 487,65
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS	CDC	422 450,00	335 240,42	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	12 406,68	9 389,60
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS F	CDC	220 000,00	185 993,38	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,200	A-1	EUR	6 188,97	3 686,22
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS F	CDC	288 200,00	248 229,64	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,230	A-1	EUR	8 107,71	4 771,60
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS	CDC	713 400,00	581 368,33	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,200	A-1	EUR	21 493,28	15 667,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2016	P	Construction 15 logements - rue Principale et Cigognes à Baldersheim	CDC	189 200,00	162 959,96	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,230	A-1	EUR	5 322,62	3 132,49
M2A HABITAT	2016	P	BALDERSHEIM - Résidence Sénior Le Van Gogh	CDC	1 566 900,00	1 276 907,82	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	47 207,49	34 411,40
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	51 100,00	44 813,98	41,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	1 437,59	835,99
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	411 590,00	344 092,00	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	12 708,84	8 931,35
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	620 900,00	531 784,92	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	19 623,33	13 307,57
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	254 200,00	227 088,51	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,140	A-1	EUR	7 158,65	4 113,45
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	637 500,00	533 258,73	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	15 361,07	15 350,82
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	232 300,00	202 537,75	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,670	A-1	EUR	5 426,95	4 406,74
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	653 600,00	583 307,52	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,110	A-1	EUR	18 387,96	10 565,95
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	3 624 100,00	3 105 156,95	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,300	A-1	EUR	114 583,01	77 704,50
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	1 596 000,00	1 367 465,16	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,300	A-1	EUR	50 460,66	34 219,91
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	244 800,00	218 472,59	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,110	A-1	EUR	6 887,04	3 957,38

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	591 000,00	493 779,82	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,500	A-1	EUR	14 223,84	14 214,35
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	82 297,04	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,610	A-1	EUR	2 205,13	1 790,59
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 457 429,94	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	53 780,44	36 471,23
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	512 803,68	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,090	A-1	EUR	16 165,42	9 288,86
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	174 535,70	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	5 027,68	5 024,33
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	62 179,97	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,560	A-1	EUR	1 666,10	1 352,89
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	789 803,56	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,070	A-1	EUR	24 479,30	13 898,97
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 335 986,69	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	86 126,24	56 408,91
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 640 496,47	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,450	A-1	EUR	47 215,35	45 765,95
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	638 147,66	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,590	A-1	EUR	16 754,44	13 548,25
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	187 661,54	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	6 918,95	4 531,61
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	118 456,93	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,070	A-1	EUR	3 671,47	2 084,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési-duelle	Périodi-cité des rem-bour-sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	146 700,00	130 384,74	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,590	A-1	EUR	3 423,23	2 768,15
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	242 500,00	208 195,70	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,450	A-1	EUR	5 992,11	5 808,17
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	138 800,00	121 773,79	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,300	A-1	EUR	4 489,72	2 940,57
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	40 500,00	36 762,49	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,060	A-1	EUR	1 139,42	646,95
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	139 200,00	119 508,61	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,500	A-1	EUR	3 439,59	3 334,01
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	107 100,00	95 188,85	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,590	A-1	EUR	2 499,16	2 020,92
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	25 000,00	25 000,00	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	230 097,00	202 819,83	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,300	A-1	EUR	5 832,62	5 488,17
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	142 866,00	129 522,92	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,550	A-1	EUR	3 333,78	2 684,63
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	75 000,00	75 000,00	34,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	825,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	435 647,00	402 004,59	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,030	A-1	EUR	12 256,68	6 876,50

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	683 372,00	613 385,13	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	22 621,05	14 305,30
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	509 364,00	457 198,02	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,370	A-1	EUR	16 200,11	10 662,71
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	181 916,00	167 867,70	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,880	A-1	EUR	4 867,04	2 871,47
M2A HABITAT	2021	P	Réhabilitation thermique 54 logements - lotissement Les Tilleuls à Brunstatt-Didenheim	CDC	756 000,00	605 404,06	15,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	16 398,57	37 677,22
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l?école à SAUSHEIM	CDC	687 937,00	636 383,08	35,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	22 929,70	13 183,50
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l?école à SAUSHEIM	CDC	126 175,00	116 719,46	35,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,020	A-1	EUR	4 205,55	2 417,99
M2A HABITAT	2022	P	Réhabilitation 1 logement - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	377 186,00	339 111,73	21,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,030	A-1	EUR	12 425,47	12 884,61
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	707 583,00	654 556,85	35,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,130	A-1	EUR	23 584,52	13 559,98
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	389 273,00	367 826,35	45,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,120	A-1	EUR	13 177,87	5 484,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d?Illzach à SAUSHEIM	CDC	57 820,00	54 350,80	46,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	1 998,26	1 156,40
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d?Illzach à SAUSHEIM	CDC	94 988,00	89 288,72	46,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,730	A-1	EUR	2 553,28	1 899,76
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d?Illzach à SAUSHEIM	CDC	440 657,00	407 607,74	36,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,730	A-1	EUR	11 721,48	11 016,42
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d?Illzach à SAUSHEIM	CDC	287 439,00	265 881,06	36,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	9 830,41	7 185,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	873 542,00	837 625,67	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	23 958,85	18 047,51
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	328 811,00	318 558,47	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	9 063,89	5 151,77
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	485 004,00	469 881,28	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,240	A-1	EUR	17 189,29	7 598,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	1 339 663,00	1 284 581,74	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,250	A-1	EUR	47 241,34	27 677,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	526 525,00	504 876,54	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	14 441,13	10 878,08
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	200 447,00	194 196,95	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,450	A-1	EUR	5 525,45	3 140,57
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	797 111,00	764 337,19	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,250	A-1	EUR	28 109,00	16 468,43
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	293 665,00	284 508,34	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,240	A-1	EUR	10 407,94	4 601,11
M2A HABITAT	2024	P		CDC	5 451 300,00	5 313 194,80	23,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,100	A-1	EUR	196 246,80	138 105,20
M2A HABITAT	2024	P		CDC	13 800 000,00	13 450 385,81	23,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,690	A-1	EUR	82 800,00	349 614,19
M2A HABITAT	2024	P		CDC	3 229 000,00	3 137 490,23	23,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,930	A-1	EUR	14 799,58	91 509,77
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS ? 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	462 380,00	455 670,86	38,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	A-1	EUR	1 982,28	6 709,14
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS ? 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	819 987,00	810 511,01	38,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,670	A-1	EUR	4 847,71	9 475,99

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2026	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS ? 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	176 257,00	174 500,40	48,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	A-1	EUR	755,64	1 756,60
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS ? 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	298 367,00	296 157,43	48,49	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,670	A-1	EUR	1 763,93	2 209,57
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	907 796,00	894 623,87	38,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,340	A-1	EUR	23 602,70	13 172,13
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	343 168,00	339 747,95	48,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,340	A-1	EUR	8 922,37	3 420,05
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	1 094 483,00	1 081 834,87	38,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,870	A-1	EUR	30 401,39	12 648,13
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	398 778,00	395 824,83	48,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	A-1	EUR	14 356,01	2 953,17
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS	CDC	287 456,00	206 892,85	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	7 694,45	6 841,81
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS F	CDC	124 152,00	98 727,08	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	3 561,73	2 225,54
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI	CDC	90 635,00	62 126,52	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	1 803,78	2 294,20
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI F	CDC	30 211,00	22 922,76	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,470	A-1	EUR	658,70	602,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS	CDC	572 070,00	411 740,24	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	15 312,82	13 615,97
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS F	CDC	529 676,00	421 204,25	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	15 195,58	9 494,95
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI	CDC	524 323,00	372 673,49	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	10 805,36	13 232,24
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI F	CDC	190 272,00	148 162,20	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	4 254,41	3 780,90
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS	CDC	1 846 393,00	1 372 864,77	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	50 987,99	43 468,27
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS F	CDC	585 108,00	475 773,00	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,520	A-1	EUR	16 803,45	10 374,51
NEOLIA	2015	P	réhabilitation 11 pavillons rue Rapp Rixheim	CDC	831 945,00	506 713,03	14,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	8 648,47	33 816,26
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	1 946 554,00	1 533 627,14	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,170	A-1	EUR	56 943,54	48 137,98
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	387 230,00	322 002,63	40,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,180	A-1	EUR	10 564,64	7 666,93
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	705 512,00	566 062,20	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,370	A-1	EUR	16 316,16	16 657,63
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	115 534,00	98 080,11	40,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,390	A-1	EUR	2 738,24	2 116,68
NEOLIA	2018	P	Cession de prêt Groupe LOGIEST ACTION LOGEMENT à NEOLIA (nouveau bénéficiaire)	CDC	824 762,13	460 822,52	9,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,260	A-1	EUR	12 922,84	45 955,69
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	277 633,00	258 677,11	36,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	7 420,76	6 350,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	101 554,00	96 148,64	46,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	2 742,86	1 810,78
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	409 261,00	380 238,41	36,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,270	A-1	EUR	10 918,36	9 703,19
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	160 907,00	151 917,20	46,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,270	A-1	EUR	4 337,84	3 005,58
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	720 698,00	676 897,61	36,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	24 899,68	14 760,14
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	312 126,00	297 822,32	46,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,060	A-1	EUR	10 895,13	4 820,15
NEOLIA	2021	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	315 000,00	279 154,83	25,12	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	A-1	EUR	2 680,78	9 100,93
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	394 482,00	346 341,53	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,380	A-1	EUR	12 815,15	9 634,83
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	205 540,00	185 358,50	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,240	A-1	EUR	6 267,07	4 032,54
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	102 770,00	93 771,60	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	2 160,28	1 820,97
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	295 307,00	261 965,90	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,580	A-1	EUR	7 523,93	6 745,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	40 890,00	39 390,45	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	1 629,93	755,58
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	128 361,00	122 301,64	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,340	A-1	EUR	3 509,40	3 034,22
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	352 930,00	348 829,90	47,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,330	A-1	EUR	9 815,31	1 716,77
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	62 045,00	59 769,65	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	2 473,19	1 146,48
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	126 560,00	123 154,02	47,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,580	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	5 069,73	1 716,17
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	229 980,00	220 713,05	37,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,130	A-1	EUR	8 113,39	4 658,82
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	481 715,00	467 078,74	47,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,130	A-1	EUR	17 079,73	7 358,16
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	270 000,00	254 169,48	27,23	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	2 359,08	7 950,72
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	90 000,00	90 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	108 073,00	103 718,24	37,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,300	A-1	EUR	3 812,67	2 189,29
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	73 398,00	71 167,90	47,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,290	A-1	EUR	2 602,41	1 121,15
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	30 000,00	27 408,75	26,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	A-1	EUR	299,79	872,87
NEOLIA	2021	C	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	10 000,00	10 000,00	35,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	142 519,00	139 291,58	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	3 990,53	3 227,42
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	163 735,00	160 844,46	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	4 584,58	2 890,54
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	465 540,00	452 727,90	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	16 759,44	12 812,10
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	400 345,00	391 315,51	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	14 412,42	9 029,49
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	225 000,00	215 674,29	37,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	2 115,45	4 685,13
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	75 000,00	75 000,00	35,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	258 858,00	252 996,03	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	7 248,02	5 861,97
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	166 233,00	163 298,36	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	4 654,52	2 934,64
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	2 273 119,00	2 210 560,64	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	81 832,28	62 558,36
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	1 285 266,00	1 256 277,75	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	46 269,58	28 988,25
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	603 888,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	5 923,26	13 118,37
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	35,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	393 980,00	385 058,12	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	11 031,44	8 921,88
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	717 048,00	704 389,41	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	20 077,34	12 658,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	804 405,00	782 267,02	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	28 958,58	22 137,98
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	1 259 370,00	1 230 965,82	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	45 337,32	28 404,18
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	900 000,00	847 690,39	27,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	8 390,11	26 279,75
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	300 000,00	300 000,00	35,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	311 976,00	282 673,45	17,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	2 051,89	14 701,65
NEOLIA	2024	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	808 000,00	769 485,51	18,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	2,540	A-1	EUR	20 604,00	38 514,49
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	82 783,00	80 832,02	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	2 317,92	1 950,98
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	73 090,00	71 732,91	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	2 046,52	1 357,09
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 518 259,00	1 482 477,54	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	54 657,32	35 781,46

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 113 139,00	1 092 470,89	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	40 073,00	20 668,11
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	450 000,00	431 793,96	37,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	4 762,22	9 151,91
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	150 000,00	150 000,00	35,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	303 325,00	296 176,41	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	8 493,10	7 148,59
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	161 508,00	158 509,21	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	4 522,22	2 998,79
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	561 307,00	548 078,44	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	20 207,05	13 228,56
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	244 043,00	239 511,75	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,040	A-1	EUR	8 785,55	4 531,25
NEOLIA	2023	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	225 000,00	215 896,97	37,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	2 381,11	4 575,96
NEOLIA	2022	C	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	75 000,00	75 000,00	35,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	960 760,00	941 107,08	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,500	A-1	EUR	26 901,28	19 652,92
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	845 878,00	832 756,12	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,500	A-1	EUR	23 684,58	13 121,88
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	658 105,00	644 643,07	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,230	A-1	EUR	23 231,11	13 461,93
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	552 026,00	543 462,57	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,220	A-1	EUR	19 486,52	8 563,43
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	617 112,97	38,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	11 088,00	12 887,03
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des ?illets à ILLZACH	CDC	700 000,00	665 000,00	18,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	2,080	A-1	EUR	17 850,00	35 000,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des ?illets à ILLZACH	CDC	247 001,00	234 650,95	18,21	A	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	A-1	EUR	3 359,21	12 350,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	657 230,00	657 230,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur	2,200	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	513 494,00	513 494,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur	2,200	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	842 934,00	842 934,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	457 043,00	457 043,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	318 328,00	311 816,41	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,500	A-1	EUR	8 913,18	6 511,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	130 175,00	128 155,63	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,500	A-1	EUR	3 644,90	2 019,37
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	565 964,00	554 386,87	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,230	A-1	EUR	19 978,53	11 577,13
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	227 478,00	223 949,19	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,220	A-1	EUR	8 029,97	3 528,81
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	240 000,00	235 090,66	38,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	4 224,00	4 909,34
NEOLIA	2022	C	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	80 000,00	80 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 286 000,00	1 286 000,00	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45) Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,930	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 054 000,00	1 054 000,00	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6 Livret A(Préfixé) + 0.6	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	175 012,00	175 012,00	39,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	C		CDC	169 127,00	169 127,00	39,98	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11 (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	C		CDC	1 229 016,00	1 229 016,00	39,98	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11 (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	157 641,00	157 641,00	79,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	4,060	A-1	EUR	6 479,05	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	589 428,00	589 428,00	79,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	2,530	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	78 000,00	78 000,00	19,78	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,230	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	20 692,00	20 692,00	19,78	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	2,270	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	X		CDC	480 000,00	480 000,00	19,76	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	17 280,00	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	720 000,00	720 000,00	19,76	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,230	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	421 395,00	421 395,00	39,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	1,240	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	1 253 848,00	1 253 848,00	39,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	2,200	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	100 540,00	100 540,00	79,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livr	2,020	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	276 620,00	276 620,00	79,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livr	1,940	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	C		CDC	80 000,00	80 000,00	37,95	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	117 872,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	229 815,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	388 048,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	335 529,00	0,00	80,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	223 074,00	0,00	80,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	354 674,00	0,00	80,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P		CDC	516 174,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	117 782,00	117 782,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	3,990	A-1	EUR	4 801,05	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	115 998,00	115 998,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	3,990	A-1	EUR	4 728,33	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	225 334,00	225 334,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,270	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	115 854,00	115 854,00	79,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	2,250	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	523 881,00	523 881,00	39,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,490	A-1	EUR	18 702,55	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	101 071,00	101 071,00	79,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.47	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	247 939,00	247 939,00	79,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.47	3,350	A-1	EUR	8 532,77	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS ? RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	128 166,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS ? RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	106 006,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS ? RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	98 152,00	0,00	80,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS ? rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	913 181,00	0,00	39,98	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS ? rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	686 259,00	0,00	39,98	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS ? rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	510 496,00	0,00	79,98	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS ? rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	313 267,00	0,00	79,98	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	156 000,00	0,00	25,75	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	266 500,00	0,00	25,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	240 000,00	240 000,00	25,75	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,780	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	376 052,00	0,00	25,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	140 251,00	0,00	80,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,680	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	937 570,00	0,00	25,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P		CDC	294 282,00	0,00	80,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,680	V	(Livret A(Préfixé) + 0.28)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	C		CDC	75 000,00	75 000,00	39,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	87 500,00	87 500,00	25,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,780	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	422 500,00	0,00	20,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	877 500,00	0,00	20,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	912 066,00	912 066,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,010	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	505 703,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,430	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	851 738,00	0,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	385 015,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,430	V	(Livret A(Préfixé) + 0.03)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P		CDC	349 847,00	349 847,00	39,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,480	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	58 140,00	58 140,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,990	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	30 492,00	30 492,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,190	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	336 988,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	321 375,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	524 543,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,150	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	1 181 027,00	0,00	40,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P		CDC	67 500,00	67 500,00	24,54	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,150	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	660 000,00	456 060,80	16,33	T	F	Taux fixe à 1.13 %	0,280	F	Taux fixe à 1.13 %	1,120	A-1	EUR	5 307,97	25 016,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	395 000,00	336 910,84	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	9 709,34	9 851,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	35 059,90	28 714,58	19,58	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	294,08	1 293,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	50 000,00	50 000,00	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	162 196,07	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	5 034,46	3 094,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	350 000,00	304 899,30	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,060	A-1	EUR	11 257,25	7 802,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	158 923,82	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,330	A-1	EUR	4 178,04	3 588,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	269 000,00	228 860,20	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	8 456,99	6 056,16
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 200,00	121 553,68	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,140	A-1	EUR	3 837,37	2 381,48
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	124 000,00	109 858,98	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,140	A-1	EUR	3 468,18	2 152,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	590 000,00	501 961,03	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	18 548,79	13 283,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	341 942,18	287 729,85	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	10 652,24	8 165,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	231 119,65	203 415,68	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,180	A-1	EUR	6 653,58	4 209,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI 16 rue Nonnenbruch LUTTERBACH 1 Logt	CDC	113 289,67	72 697,80	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	798,12	3 314,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLUS BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 8 Logts	CDC	269 657,15	177 760,97	26,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	A-1	EUR	3 059,48	7 662,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI F	CDC	935 915,96	674 092,49	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	7 326,87	23 705,08
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 4 Logts	CDC	221 305,08	140 668,23	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	A-1	EUR	1 251,22	6 534,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI	CDC	1 963 323,73	1 314 018,29	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	14 408,25	58 195,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 400,00	118 867,38	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,600	A-1	EUR	3 189,23	2 746,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	237 000,00	196 723,33	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,250	A-1	EUR	5 674,21	5 927,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	16 A rue du Nonnebruch à LUTTERBACH	CDC	162 360,00	134 767,92	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,350	A-1	EUR	3 887,19	4 060,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	ILLZACH - Résidence Les Fleurs - 52 logements	CDC	572 000,00	369 614,34	15,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	A-1	EUR	1 963,64	23 113,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI F	CDC	315 400,00	248 305,81	40,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 406,78	7 472,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	384 000,00	211 389,58	10,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,340	A-1	EUR	5 886,40	19 449,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	210 000,00	176 711,51	24,29	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	2 076,88	6 209,88
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	195 000,00	175 963,76	34,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,260	A-1	EUR	6 215,47	3 607,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2010	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	1 110 000,00	671 455,92	14,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,260	A-1	EUR	24 147,64	35 399,08
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	C	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	130 000,00	115 700,00	44,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,260	A-1	EUR	4 091,95	2 600,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	1 300 000,00	1 129 817,63	33,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,980	A-1	EUR	47 255,66	14 387,26
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	606 000,00	417 219,80	12,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	A-1	EUR	7 753,51	28 384,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	1 900 000,00	1 276 250,98	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,390	A-1	EUR	49 280,12	92 641,38
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS	CDC	1 505 000,00	1 195 502,70	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	19 663,79	33 484,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	710 000,00	589 339,88	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,580	A-1	EUR	16 998,69	17 756,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI F	CDC	232 800,00	190 297,37	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 558,15	4 471,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	695 000,00	579 688,65	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	2,730	A-1	EUR	17 603,76	17 049,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI	CDC	692 000,00	515 801,08	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	2 944,15	19 499,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS F	CDC	431 600,00	365 228,19	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 959,47	7 238,50
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI	CDC	1 185 000,00	908 284,58	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	7 497,42	28 892,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	1 383 095,09	1 141 646,08	27,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	42 405,26	36 277,74
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	690 923,98	601 368,55	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,410	A-1	EUR	20 837,40	13 570,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	669 022,82	542 053,06	27,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	15 696,35	18 530,76
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	185 913,93	158 984,92	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	4 562,02	3 944,30
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	146 920,47	129 746,51	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	4 168,16	2 611,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	341 213,64	288 749,21	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,060	A-1	EUR	10 679,69	7 908,97
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	332 437,46	291 555,89	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,200	A-1	EUR	9 715,54	6 205,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	1 055 200,20	882 579,02	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,280	A-1	EUR	32 708,09	25 979,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	488 291,18	410 876,30	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	15 211,32	11 660,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	347 118,35	305 509,80	40,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,250	A-1	EUR	9 993,00	6 321,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	144 162,78	126 434,31	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,300	A-1	EUR	4 213,18	2 691,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	378 281,83	316 398,37	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	11 725,62	9 313,31
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS	CDC	670 050,83	504 005,42	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	9 607,15	15 299,98
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	4 300 000,00	2 681 548,16	13,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	3,980	A-1	EUR	116 398,78	136 824,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS F	CDC	318 531,04	259 688,36	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	4 905,64	5 481,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	300 000,00	243 917,25	33,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,250	A-1	EUR	8 573,86	4 248,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI	CDC	311 550,13	224 566,71	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	2 438,56	7 677,09
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI F	CDC	148 113,99	115 876,86	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	1 246,89	2 874,81
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	610 000,00	506 334,29	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,250	A-1	EUR	14 604,51	15 255,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	WITTENHEIM - 8 rue Coehorn - 1 logement PLAI	CDC	100 000,00	78 391,26	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,480	A-1	EUR	2 265,37	2 514,66
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	134 200,00	116 099,00	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,600	A-1	EUR	3 114,96	2 682,86
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	52 500,00	42 260,54	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,250	A-1	EUR	1 218,76	2 058,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	45 000,00	36 693,94	19,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	A-1	EUR	303,21	1 687,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	15 000,00	15 000,00	34,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	165,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	80 782,73	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,360	A-1	EUR	2 862,41	1 884,01
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	85 000,00	78 435,96	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,890	A-1	EUR	2 274,12	1 341,69
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	125 000,00	110 181,71	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,300	A-1	EUR	3 168,57	2 981,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	81 594,38	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,420	A-1	EUR	1 989,45	1 691,21
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	92 000,00	74 056,55	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,250	A-1	EUR	2 135,74	3 606,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	60 000,00	60 000,00	34,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	660,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	239 058,00	210 718,58	34,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	6 059,77	5 701,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	40 000,00	36 264,16	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	1 036,44	751,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	420 942,00	377 831,65	34,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,270	A-1	EUR	13 919,16	8 811,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	70 000,00	64 594,32	44,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,270	A-1	EUR	2 365,17	1 104,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	165 000,00	147 330,50	34,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	1 297,96	3 594,68
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	C	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	55 000,00	55 000,00	34,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	229 000,00	209 242,69	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	5 998,75	4 998,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	176 000,00	164 354,47	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	4 684,42	2 946,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	548 000,00	506 932,96	35,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,070	A-1	EUR	18 265,45	10 501,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	336 000,00	317 488,38	45,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,070	A-1	EUR	11 374,44	4 733,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	255 000,00	235 890,34	35,25	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	3 780,20	4 886,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l?île Napoléon à RIXHEIM	CDC	85 000,00	85 000,00	35,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	130 662,00	122 563,24	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,000	A-1	EUR	5 149,41	2 726,49
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	260 000,00	243 884,54	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,690	A-1	EUR	6 980,68	5 425,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	178 000,00	169 633,08	46,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,690	A-1	EUR	4 828,60	2 816,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	93 173,00	87 397,90	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,000	A-1	EUR	3 671,96	1 944,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	123 000,00	117 218,36	46,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,000	A-1	EUR	4 897,67	1 946,42
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	195 000,00	182 913,41	36,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,490	A-1	EUR	6 731,37	4 069,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	128 000,00	121 983,34	46,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,490	A-1	EUR	4 464,32	2 025,54
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	308 603,00	295 914,55	37,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	8 464,13	6 375,79

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	131 397,00	127 299,96	47,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,400	A-1	EUR	3 622,04	2 058,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	641 980,00	615 584,52	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	25 845,65	13 263,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	2 078 407,00	1 992 951,73	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	83 675,16	42 940,21
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	204 613,00	198 233,04	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	8 279,14	3 205,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	175 000,00	175 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	144 826,00	138 871,38	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	5 830,59	2 992,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	328 228,00	314 732,66	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	9 002,39	6 781,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	79 778,00	77 290,48	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,350	A-1	EUR	2 199,13	1 249,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	41 405,00	40 113,98	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	1 675,35	648,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	126 228,00	122 292,14	47,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,140	A-1	EUR	4 473,71	1 977,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	67 899,00	65 107,29	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	2 733,56	1 402,80
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	621 636,00	596 076,96	37,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,140	A-1	EUR	21 921,12	12 843,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	90 000,00	90 000,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	228 595,00	219 196,14	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,100	A-1	EUR	9 203,07	4 722,81
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	238 830,00	229 010,33	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,100	A-1	EUR	9 615,12	4 934,26
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	72 575,00	70 312,06	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,100	A-1	EUR	2 936,56	1 137,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P		CDC	475 000,00	450 499,14	22,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,580	A-1	EUR	16 898,27	12 467,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P		CDC	833 000,00	785 136,40	22,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,790	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,720	A-1	EUR	22 567,45	24 256,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS ? RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	24 219,00	23 977,63	48,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,810	A-1	EUR	103,83	241,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P	ONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS ? RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	58 013,00	57 583,38	48,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,670	A-1	EUR	342,97	429,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS ? RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	56 187,00	55 371,72	38,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,810	A-1	EUR	240,88	815,28
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P	ONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS ? RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	134 581,00	133 025,75	38,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,670	A-1	EUR	795,63	1 555,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	477 205,00	470 280,75	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,730	A-1	EUR	2 045,84	6 924,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	1 247 500,00	1 233 083,56	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,590	A-1	EUR	7 375,13	14 416,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	19 289,00	19 096,76	48,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,730	A-1	EUR	82,69	192,24

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	341 414,00	337 913,32	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,030	A-1	EUR	2 299,61	3 500,68
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	610 450,00	604 190,74	38,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,030	A-1	EUR	4 111,72	6 259,26
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	29 207,00	29 022,11	48,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,030	A-1	EUR	196,73	184,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS ? rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	42 935,00	42 617,04	48,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,590	A-1	EUR	253,83	317,96
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	366 037,00	366 037,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,980	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	230 000,00	230 000,00	49,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,980	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	267 963,00	267 963,00	39,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	117 000,00	117 000,00	49,24	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	252 000,00	252 000,00	24,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,130	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	245 000,00	245 000,00	24,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	590 000,00	569 350,45	18,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,570	A-1	EUR	21 240,00	20 649,55
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	1 120 000,00	1 076 375,45	18,98	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,520	A-1	EUR	28 560,00	43 624,55
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	225 688,00	225 688,00	39,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	37 199,00	37 199,00	49,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	270 204,00	270 204,00	39,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	37 113,00	37 113,00	49,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	377 156,00	377 156,00	39,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	54 540,00	54 540,00	49,22	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	16 622,00	16 451,56	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	683,16	170,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	243 710,00	240 173,76	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,580	A-1	EUR	6 336,46	3 536,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	171 788,00	170 075,95	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,580	A-1	EUR	4 466,49	1 712,05
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	111 907,00	110 759,56	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	4 599,38	1 147,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	89 329,00	88 763,50	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	3 671,42	565,50
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	196 700,00	194 426,88	38,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	7 081,20	2 273,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	132 144,00	131 165,40	48,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	4 757,18	978,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P		CDC	195 000,00	192 040,52	33,95	A	F	Taux fixe à 3.44 %	3,440	F	Taux fixe à 3.44 %	3,500	A-1	EUR	6 708,00	2 959,48
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	400 000,00	400 000,00	24,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	252 000,00	252 000,00	24,20	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,160	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	196 500,00	196 500,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	213 839,00	213 839,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	646 000,00	646 000,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	534 539,00	534 539,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	140 601,00	140 601,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	150 500,00	150 500,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	227 462,00	227 462,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	416 000,00	416 000,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	152 623,00	152 623,00	39,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	159 377,00	159 377,00	39,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	126 900,00	126 900,00	49,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	66 000,00	66 000,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,150	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,120	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P		CDC	66 000,00	66 000,00	24,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,960	A-1	EUR	0,00	0,00
PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE	2022	P	Construction 1 logement - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	C.C.C.COOP	90 000,00	17 114,13	0,63	T	F	(Euribor 3M + 0.8)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,810	V	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	272,16	22 646,08
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00	1 250 000,00	15,58	M	F	Taux fixe à 1.86 %	1,880	F	Taux fixe à 1.86 %	1,860	A-1	EUR	23 250,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	860 487,93	12,16	M	F	Taux fixe à 1.8 %	1,820	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	A-1	EUR	16 101,85	62 702,94
SOMCO	2008	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAMBO	CDC	360 000,00	46 864,61	2,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,080	A-1	EUR	2 059,11	16 492,60
SOMCO	2009	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAMBO	CDC	310 000,00	69 051,72	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,700	A-1	EUR	2 794,82	16 942,85
SOMCO	2009	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAMBO	CDC	330 000,00	132 068,77	8,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,700	A-1	EUR	4 751,58	14 133,56
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	79 680,00	66 142,76	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 079,92	1 352,40
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	195 320,00	150 920,16	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 485,09	4 398,09
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS	CDC	280 116,00	222 511,25	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 659,90	6 232,22
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS F	CDC	57 519,00	48 673,68	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	794,21	964,67
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	180 134,00	146 795,92	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 035,15	3 956,00
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	69 662,00	60 000,63	40,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	825,58	1 153,36
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS F	CDC	485 659,00	425 916,07	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	15 619,01	7 945,35
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS	CDC	1 369 271,00	1 144 719,78	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,190	A-1	EUR	42 279,57	29 712,68
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI F	CDC	178 188,00	151 968,19	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,390	A-1	EUR	4 350,04	3 390,37
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI	CDC	507 882,00	412 568,98	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,400	A-1	EUR	11 895,39	12 266,34
SOMCO	2018	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAM	CDC	217 555,18	140 990,94	12,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,390	A-1	EUR	5 437,02	10 037,51
SOMCO	2018	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAM	CDC	187 139,14	129 765,10	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	4 978,64	8 530,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2018	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAM	CDC	231 312,38	175 748,18	18,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,040	A-1	EUR	6 624,89	8 276,49
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS F	CDC	518 000,00	454 278,66	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	15 262,13	8 474,46
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS	CDC	2 042 000,00	1 707 125,72	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,060	A-1	EUR	63 051,71	44 310,66
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI F	CDC	266 000,00	226 858,96	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,280	A-1	EUR	6 522,49	5 061,16
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI	CDC	1 096 000,00	890 316,30	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	25 670,03	26 470,54
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	748 150,20	657 061,99	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	24 225,43	15 866,60
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	148 890,00	135 592,82	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,090	A-1	EUR	4 202,59	2 386,16
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet ILLZACH	CDC	306 608,53	263 545,45	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	7 585,14	7 352,29
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	51 054,54	45 429,15	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,610	A-1	EUR	1 192,73	964,49
SOMCO	2017	P	ILLZACH ? 18-22 rue des Jonquilles	CDC	251 949,00	221 043,18	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	8 149,71	5 337,70
SOMCO	2017	P	ILLZACH ? 18-22 rue des Jonquilles	CDC	103 983,00	94 387,04	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,080	A-1	EUR	2 925,45	1 661,02
SOMCO	2017	P	RIXHEIM ? La Rotonde ? 6 rue Lefebvre	CDC	170 000,00	117 174,31	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,300	A-1	EUR	3 407,61	6 738,94
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	700 000,00	700 000,00	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	250 000,00	250 000,00	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 300 logements - La Rotonde à RIXHEIM	CDC	2 598 000,00	2 182 320,00	20,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,230	A-1	EUR	62 871,60	103 920,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	749 394,00	696 251,02	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,490	A-1	EUR	19 992,52	17 767,42
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	249 846,00	235 887,23	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,480	A-1	EUR	6 735,51	4 666,87
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	3 624 600,00	3 404 315,07	36,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,280	A-1	EUR	125 227,73	74 233,06
SOMCO	2021	C	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	420 000,00	420 000,00	44,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	4 998,00	0,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	882 680,00	842 229,78	46,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,280	A-1	EUR	30 810,99	13 631,18
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	413 932,00	384 578,18	36,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,510	A-1	EUR	11 042,98	9 813,93
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	83 045,00	78 405,31	46,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,510	A-1	EUR	2 238,78	1 551,20
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	974 658,00	915 423,18	36,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,310	A-1	EUR	33 673,84	19 961,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	173 106,00	165 173,14	46,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,310	A-1	EUR	6 042,47	2 673,27
SOMCO	2021	C	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	126 000,00	126 000,00	44,53	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	1 247,40	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	40 000,00	33 930,39	20,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,240	A-1	EUR	975,13	1 528,77
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	70 542,00	60 782,26	20,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,350	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,090	A-1	EUR	2 277,77	2 489,23
SOMCO	2018	P	Réhabilitation 24 logements - cour St Fiacre à Riedisheim	CDC	286 742,00	230 819,65	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,250	A-1	EUR	6 656,67	11 241,18
SOMCO	2019	P	Programme investissement haut bilan UE	CDC	200 000,00	200 000,00	28,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	2 200,00	0,00
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	309 561,54	280 247,70	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	8 053,06	7 361,42
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	66 266,54	61 322,75	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,510	A-1	EUR	1 548,13	1 241,51
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	488 622,64	448 809,38	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	16 191,48	10 117,24
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	150 841,52	141 573,91	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,990	A-1	EUR	4 248,11	2 355,06
SOMCO	2021	P	Réhabilitation 70 logements - rue du beau site à RIEDISHEIM	CDC	630 000,00	581 034,51	22,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,430	A-1	EUR	16 652,57	24 513,31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	273 000,00	264 201,34	23,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,370	A-1	EUR	7 507,50	8 798,66
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	60 000,00	58 334,79	23,70	A	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	F	Taux fixe à 2.91 %	2,900	A-1	EUR	1 746,00	1 665,21
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 18 logements - rue de l?étang à PFASTATT	CDC	149 647,00	144 348,49	23,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,490	A-1	EUR	5 387,29	5 298,51
SOMCO	2025	P	Réhabilitation 50 logements - rue des tulipes à ILLZACH	CDC	450 000,00	450 000,00	24,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,150	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P	Réhabilitation thermique 40 logements - rue des dahlias à ILLZACH	CDC	360 000,00	360 000,00	24,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,130	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation de 20 logements - rue de l?Arsenal à MULHOUSE	CDC	75 270,00	71 534,84	22,58	A	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	F	Taux fixe à 3.9 %	3,890	A-1	EUR	2 864,09	1 903,30
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	1 668 000,00	1 549 292,50	22,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,740	A-1	EUR	44 245,89	59 649,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	999 300,00	928 182,24	22,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	34 701,05	35 735,79
SOMCO	2024	P	Acquisition de 6 LOGEMENTS ? 1 RUE DE LA Carrière à RIXHEIM	CDC	697 977,00	697 977,00	39,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Acquisition de 6 LOGEMENTS ? 1 RUE DE LA Carrière à RIXHEIM	CDC	94 921,00	94 921,00	49,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	2,970	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P		CDC	1 156 178,00	0,00	41,22	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	P		CDC	447 454,00	0,00	41,22	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	C		CDC	535 073,00	535 073,00	39,82	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,270	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	C		CDC	130 766,00	130 766,00	79,82	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.27)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,970	V	(Livret A(Préfixé) + 0.27)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,930	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2025	C		CDC	1 298 816,00	1 298 816,00	39,82	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	C		CDC	270 436,00	270 436,00	79,82	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.27)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,970	V	(Livret A(Préfixé) + 0.27)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,930	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	C		CDC	94 000,00	94 000,00	24,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,450	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,440	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	C		CDC	237 690,00	237 690,00	39,82	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2025	C		CDC	165 296,00	165 296,00	49,82	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,300	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	1 319 590,00	1 401 695,64	40,30	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	2,740	A-1	EUR	6 197,01	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	565 538,00	600 726,10	40,30	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,810	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	12,950	A-1	EUR	24 689,84	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	807 912,00	841 117,18	79,80	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	3,280	A-1	EUR	14 217,70	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	2 929 206,00	0,00	40,57	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	2 092 291,00	0,00	40,57	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	2 510 748,00	2 510 748,00	80,57	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,500	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	833 904,10	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	593 251,00	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	1 014 382,00	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	649 105,00	0,00	81,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	616 116,00	0,00	81,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	416 861,00	0,00	81,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	P		CDC	764 337,00	0,00	41,43	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	C		CDC	902 260,00	0,00	41,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	C		CDC	902 261,00	0,00	41,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA-SA HLM	2025	C		CDC	515 577,00	0,00	41,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**443 358 932,54**	**355 222 123,74**											**8 661 478,11**	**9 161 528,26**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	2 705 159,44
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**2 705 159,44**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**277 682 505,33**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,97**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de séjour	0,00	1 625 878,46	2 969 608,30	-1 343 729,84
Dons régie zoo	0,00	1 730,00	1 730,00	0,00
Total	**0,00**	**1 627 608,46**	**2 971 338,30**	**-1 343 729,84**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	1 625 878,46
	Total	**1 625 878,46**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	2 969 608,30
	Total	**2 969 608,30**

Reste à employer au 31/12/N (3)	**-1 343 729,84**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Dons régie zoo

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
756.0	Libéralités reçues	1 730,00
	Total	**1 730,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
756.0	Libéralités reçues	1 730,00
	Total	**1 730,00**

Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**39 123 817,95**	
Personnes de droit privé	**21 243 452,33**	
Associations	**17 243 350,58**	
ACCUEIL D ENFANTS LES PETITS SOLEILS	296 180,00	
ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB ILL	460 694,00	
ADAPEI PAPILLONS BLANCS D ALSACE	30 397,00	
ADIE	5 000,00	
ADIRA	135 650,00	
AFIT - Association Festival International de Trompette	300,00	
AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE ET SOCIALE LES COTEAUX	517 790,00	
AFSGH HELPSIMUS	2 000,00	
AGENCE DE FABRIQUE URBAINE ET TERRITORIALE SUD ALSACE - AFUT SUD ALSACE	413 552,67	
AGENCE DE L ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE	1 264 000,00	
ALEOS	14 000,00	
ALME AGENCE LOCALE MAITRISE DE L ENERGIE	413 553,00	
ALSACE TECH INSA	2 375,00	
AMICALE DU PERSONNEL VILLE D MULHOUSE ET M2A	805 024,92	
AMIS DU MUSEE MOTO GRANGE A BECANES	10 500,00	
APALIB	7 060,00	
APAP ASS ACTIVITES PERISCOLAIRES	93 346,00	
APPUIS ASSOC	66 000,00	
ARBO NATURE MULHOUSE ET ENVIRONS	310,00	
ASS CRECHE GARDERIE PORTE HAUTE	220 638,00	
ASS EUR ETUDE CONSERV LEMURI AEECL	3 000,00	
ASS FRANCAISE DES PARCS ZOOLOGIQUES	2 000,00	
ASS GESTION MUSEE AUTOMOBILE	667 600,00	
ASS HT RHIN PREVENTIONS SOIN	12 700,00	
ASS PETITE ENFANCE BRUNSTATT LES PETITS FILOUS	91 000,00	
ASS POUR L INFORMATION SUR L ADIL 68	100 000,00	
ASSO HALTE GARDERIE LA SOURIS VERTE	309 292,00	
ASSOC MUSEE ENERGIE ELECTRICITE ELECTROPOLIS	130 000,00	
ASSOC POLE VEHICULE DU FUTUR	70 000,00	
ASSOCIATION CAMELEON CENTER	1 000,00	
ASSOCIATION CLAIRE JOIE	145 938,00	
ASSOCIATION EPICES	122 424,99	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION EVI DENCE	2 500,00	
ASSOCIATION FSN	300,00	
ASSOCIATION GROUPE RODOLPHE	1 000,00	
ASSOCIATION LES DOUZE RIEDISHEIM	250,00	
ASSOCIATION MULHOUSIENNE AIDE AUX CHOMEURS	8 604,25	
ASSOCIATION OPENFAB	7 000,00	
ASSOCIATION PETITE CAMARGUE ALSACIENNE	20 000,00	
ASSOCIATION TECHNISTUB	38 000,00	
ATMO GRAND EST	79 133,00	
BIO EN GRAND EST	11 500,00	
BIOPARC CONSERVATION	2 000,00	
BIOTOPE	9 756,00	
BIOTOPE COMMUNICATION EDITIONS	2 142,00	
BIOVALLEY FRANCE	2 850,00	
BIROUK MAJID	1 000,00	
BOUHELLAS KARIMA	1 000,00	
BRIHI RAYAD	1 000,00	
CENTRE SOC CULT BEL AIR	393 724,00	
CENTRE SOC CULTUREL PAX	45 551,00	
CENTRE SOC LAVOISIER BRUSTLEIN	752 589,50	
CENTRE SOC PORTE MIROIR	258 411,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL ILLZACH	26 863,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN WAGNER	304 520,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL COREAL	13 305,00	
CETIM GRAND EST	18 000,00	
CFDT VILLE DE MULHOUSE M2A	600,00	
CGT CAMSA	600,00	
CIDFF 68 CTR INFO DROITS DE LA FEMME	54 940,00	
CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC	175 000,00	
CLUB VOSGIEN DE MULHOUSE ET CRETES	4 672,25	
CLUB VOSGIEN GUEWENHEIM	1 260,00	
CLUB VOSGIEN KINGERSHEIM	2 527,00	
CLUB VOSGIEN SOULTZ	1 155,00	
COMITE PARALYMPIQUE ET SPOR T	3 000,00	
CONCORDE	1 500,00	
CONSERVATOIRE BOTANIQUE D ALSACE	5 000,00	
CREPI ALSACE	2 800,00	
CROUS	200 000,00	
CSC LA PASSERELLE	1 166 904,00	
CSC PAPIN	240 524,00	
ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE	138 600,00	
ESAT SINCLAIR ASSOCIATION MARGUERITE SINCLAIR	25 065,00	
FEDERATION FOYERS CLUBS HAUT RHIN	818 146,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
France ACTIVE ALSACE	39 000,00	
GRAND E NOV	47 500,00	
GREVY S ZEBRA TRUST	2 000,00	
INSTITUT Français DU MONDE ASSOCIATIF	5 000,00	
JAZZ A MULHOUSE	4 500,00	
KALIVIE MONSIEUR ROLAND RINGENBACH	27 544,00	
KMO CAMPUS	30 000,00	
L AIRE MOMES	29 794,00	
L ATELIER DE LA VIE	178 514,00	
L EGLANTINE ETS ACCUEIL ENFANTS MOINS 6	287 488,00	
L ILE AUX COPAINS	407 117,00	
LA BOBINE MJC CSC PFASTATT	242 323,00	
LA PETITE OURSE	2 000,00	
LE MOULIN DE LUTTERBACH	126 805,00	
LES COCCINELLES MJC ESPACE LE TREFLE	88 172,00	
LES COPAINS D ABORD	446 255,00	
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX	2 000,00	
MAISON DE LA PETITE ENFANCE COULEUR DE VIE	576 405,00	
MAISON EUROPEENNE DE L'ARCHITECTURE	10 000,00	
MEDIACYLES	9 000,00	
MEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION	290 417,00	
MJC BOLLWILLER	489 882,00	
MJC WITTENHEIM	93 000,00	
MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE HAUT RHIN	500,00	
MULTI ACCUEIL ILLZACH GDE OURSE P PECHEURS LUNE	479 342,00	
MULTI ACCUEIL LA RIBAMBELLE WITTENHEIM	166 914,00	
MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE PFASTATT	124 681,00	
MUSEE DE L IMPRESSION SUR ETOFFE	178 066,00	
ORIV OBSERVATOIRE REGIONAL DE INTEGRATION ET DE LA VILLE	9 000,00	
QUEST FOR CHANGE	100 000,00	
REAGIR ENTREPRISE D INSERTION	328 058,00	
ROYAL ZOOLOGICAL SOCIETY OF SOUTH AUSTRALIA	1 000,00	
SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE	585 089,00	
SERVICE URGENCE SOCIALE	300,00	
SOCIETE MEMBRES LEGION D HONNEUR SMLH HAUT RHIN	1 425,00	
SUD ALSACE INITIATIVE	17 000,00	
SYNDICAT UNSA	600,00	
SYNERGIE FAMILY	3 000,00	
TECHNOPOLE REGION MULHOUSE	130 000,00	
TERRE DE LIENS ALSACE	11 500,00	
THE ZOOLOGICAL STE LONDON	2 000,00	
THEMIS ASS ACCESS DROIT POUR ENFANT	54 000,00	
TRANSMETTEURS CLUB MULHOUSE ILLZACH START68 TCMI	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION DEPART FO FORCE OUVRIERES	600,00	
UNIS CITE	8 000,00	
USAE DE LA FPT	600,00	
WIT TA CITE CENTRE SOCIOCULTUREL	341 342,00	
XUAN LES ENFANTS DE L AVENIR	6 000,00	
ZGAP ZOOLOGISCHE GESELLSCHAFT ART	2 000,00	
Entreprises	**3 070 920,16**	
AJASSOCIES MULHOUSE	7 434,00	
BATIGERE GRAND EST	20 000,00	
BIANCHI PRESTATIONS	6 680,96	
CDC HABITAT SA	22 500,00	
CITIVIA SEM	231 250,00	
CITIVIA SPL	1 091 000,00	
CSRS CENTRE SUISSE DE RECHER SCIENTIFIQUES	5 000,00	
DE LA BICHE	6 964,61	
DOMAINE AGRICOLE DE HEIMSBRUNN	10 191,29	
DOMIAL HABITAT FAMILIAL D ALSACE	35 000,00	
EARL DE LA VIGNE AU LAIT	12 000,00	
EARL DES LYS	848,00	
EARL DES TROIS BOULEAUX	16 442,00	
EARL DIETSCHY	11 111,50	
EARL DU CERF	12 000,00	
EARL DU MUHLBACH	10 602,52	
EARL GERUM GERARD	10 696,00	
EARL HAPPEL	5 029,05	
EARL KOENIG JEAN PIERRE	12 000,00	
EARL LA BERGERIE	2 124,95	
EARL LES TILLEULS	9 490,00	
EARL WENTZ	12 000,00	
EAZA	1 000,00	
FERME WECKENTHAL	7 589,68	
FONCIA ALSACE BOURGOGNE FRANCHE COMTE	96 366,47	
GAEC DOMAINE BERTSCHWILLER	11 071,18	
GAEC DU BAS SUNDGAU FERME FISCHER	9 490,00	
GAEC FERME DE L ILL	12 000,00	
HABITATS DE HAUTE ALSACE	124 250,00	
IMMEUBLE DUNKERQUE	208 908,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	7 000,00	
LANDWERLIN BERNARD ET VIVIEN	12 000,00	
LES CHAMPS D ORION	5 000,00	
LES JARDINS DE QUENTION	5 000,00	
LES PETITS PECHEURS FISCHER MARIE	6 315,29	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MULHOUSE EXPO SAEML	227 293,00	
NEOLIA	12 500,00	
OKAPI CONSERVATION PROJECT C O WILDLIFE CONSERVATION GL	1 500,00	
PEOPLE AND BABY	211 821,98	
SALSA SCIC SA	70 500,00	
SCEA BIHR	7 884,00	
SCEA DE L UNION	12 000,00	
SCEA FERME DE LA CHAPELLE	11 060,96	
SCEA GRUNTZ HETZLEN	5 215,56	
SCEA JMS AGRI	2 734,99	
SCEA KLEINHANS RISS	1 949,14	
SCEA ROELLINGER ALOYSE	7 748,22	
SCEA SAINT MARTIN	9 900,00	
SCEA SCHMERBER	14 510,00	
SCEA SPONY	4 298,59	
SCEA WICKY	1 743,22	
SIFAKA CONSERVATION COTSWOLD WILDLIFE PARK CONSE	2 000,00	
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES - SOMCO	80 000,00	
VAGO CENTRE D ACTIVITE BEAULIEU O	326 905,00	
WAPCA TIERGARTEN HEILDELBERG	3 000,00	
Personnes physiques	**78 399,17**	
ATASEVER ERKAN	1 000,00	
BAREK LAOINE	1 000,00	
BEKAR UGUR	1 000,00	
BEKTAS BAYRAM	1 000,00	
BELMERABET ABDELAZIZE	1 000,00	
CEYLAN KEMAL	1 000,00	
DEGUILLE PAUL	8 575,31	
DESPEAUX STEPHANIE	1 000,00	
DIOP MACODE	1 000,00	
DUMAN HAYDAR	1 000,00	
FEURER REMY	1 000,00	
FISCHER JACQUES	1 000,00	
GROSS PASCAL	4 571,84	
GUZEL ZEYNEP	1 000,00	
HAYOUNE FADILA	1 000,00	
HIGELIN DANIEL	1 000,00	
JUND SOPHIE	1 500,00	
KARAGOZ MEHMET	1 000,00	
KARAKAS STEPHANE	1 000,00	
KHALFOUN BACHIR	1 000,00	
KHALIL FARHI	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
KHELFI MOURAD	1 000,00	
KINDLER HERR	2 333,08	
KLEIBER NOEMIE	1 000,00	
KUCI AVDULLACH	1 000,00	
LAMA HOCINE	1 000,00	
MAURER DOMINIQUE	1 000,00	
MAZUR VAN DE WOUWER VALENTIN	1 000,00	
MEKKIOU MOULOUD	1 000,00	
METSEBO JULIANA	1 000,00	
MULLER EMILIE	1 000,00	
OLTREMAMRINI GIANLUCA	1 000,00	
PALUMBO CATHERINE	1 000,00	
PROVENZANO ANTHONY	1 000,00	
PROYECTO MONO TOCON	1 000,00	
RACHDI BOUJEMAA	2 500,00	
SAADA KARIM	1 000,00	
SCHALLER BRUNO	12 000,00	
SELAMATKAN YAKI	1 500,00	
SIRLIN JEAN PAUL	6 700,15	
STURCHLER CHRISTIAN	1 718,79	
WEINSTEIN BERNARD	3 000,00	
YILDIZ SONER	1 000,00	
ZANNOUTI ABDELGHANI	1 000,00	
Autres	**850 782,42**	
SOCIETE PUBL LOCALE ENFANCE ANIMATION SPLEA	850 782,42	
Personnes de droit public	**17 880 365,62**	
Etat	**1 155 000,00**	
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	1 155 000,00	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**2 378 507,94**	
COMMUNE D ILLZACH	115 080,00	
COMMUNE D OTTMARSHEIM	850,00	
COMMUNE D OTTMARSHEIM	5 000,00	
COMMUNE D UNGERSHEIM	1 970,00	
COMMUNE D UNGERSHEIM	3 454,94	
COMMUNE D UNGERSHEIM	107 660,98	
COMMUNE DE BATTENHEIM	25 000,00	
COMMUNE DE BRUEBACH	21 776,50	
COMMUNE DE CHALAMPE	36 944,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE DIETWILLER	50 000,00	
COMMUNE DE FELDKIRCH	53 122,84	
COMMUNE DE LUTTERBACH	69 250,00	
COMMUNE DE MORSCHWILLER LE BAS	50 000,00	
COMMUNE DE NIFFER	19 765,00	
COMMUNE DE PETIT LANDAU	25 000,00	
COMMUNE DE PULVERSHEIM	3 000,00	
COMMUNE DE PULVERSHEIM	70 736,00	
COMMUNE DE RUELISHEIM	13 650,00	
COMMUNE DE STAFFELFELDEN	25 000,00	
COMMUNE DE ZILLISHEIM	33 880,90	
COMMUNE DE ZILLISHEIM	35 880,90	
MAIRIE BERRWILLER	59 347,76	
MAIRIE DE BALDERSHEIM	125 000,00	
MAIRIE DE ESCHENTZWILLER	25 000,00	
MAIRIE DE FLAXLANDEN	362,00	
MAIRIE DE FLAXLANDEN	31 312,93	
MAIRIE DE HABSHEIM	88 200,00	
MAIRIE DE KINGERSHEIM	500,00	
MAIRIE DE KINGERSHEIM	75 000,00	
MAIRIE DE PFASTATT	41 122,00	
MAIRIE DE RIEDISHEIM	23 566,66	
MAIRIE DE RIEDISHEIM	124 500,00	
MAIRIE DE RIXHEIM	938,00	
MAIRIE DE RIXHEIM	60 000,00	
MAIRIE DE RIXHEIM	95 000,00	
MAIRIE DE RIXHEIM	100 000,00	
MAIRIE DE SAUSHEIM	3 317,00	
MAIRIE DE SAUSHEIM	65 942,00	
VILLE DE MULHOUSE	636 259,03	
VILLE DE WITTENHEIM	9 718,50	
VILLE DE WITTENHEIM	46 400,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**14 341 118,68**	
CA ST LOUIS AGGLOMERATION	28 168,58	
CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRI	20 500,00	
CHAMBRE DE METIERS ALSACE ESPACE EUROPEEN ENTREPRISE	18 000,00	
CNRS DELEGATION ALSACE	100 500,00	
COMCOM ALSACE RHIN BRISACH	5 283,00	
GHR MULHOUSE ET SUD ALSACE	8 000,00	
M2A HABITAT OPH MULHOUSE HABITAT	335 000,00	
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATIO BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	13 700 000,00	
REGIE PERSONNALISEE DE LA REUSSITE EDUCATIVE RE	10 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYNDICAT DE COMMUNES ILE NAPOLEON	115 667,10	
Autres	**5 739,00**	
REGIO BASILIENSIS IKRB INFOBEST	5 739,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**332,00**	**5,00**	**337,00**	**195,00**	**0,00**	**195,00**
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	122,00	5,00	127,00	105,00	0,00	105,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	8,00	0,00	8,00	2,00	0,00	2,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	122,00	0,00	122,00	55,00	0,00	55,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
DIRECTEUR GNRL ADJOINT DES SERVICES	A	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	68,00	0,00	68,00	25,00	0,00	25,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**952,00**	**110,00**	**1 062,00**	**774,00**	**0,00**	**774,00**
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	630,00	110,00	740,00	590,00	0,00	590,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	100,00	0,00	100,00	87,00	0,00	87,00
DIRECTEUR GNRL SERVICES TECHNIQUES	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	9,00	0,00	9,00	6,00	0,00	6,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	88,00	0,00	88,00	39,00	0,00	39,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	124,00	0,00	124,00	51,00	0,00	51,00
FILIERE SOCIALE (d)		**20,00**	**1,00**	**21,00**	**17,00**	**0,00**	**17,00**
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	17,00	1,00	18,00	16,00	0,00	16,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**26,00**	**1,00**	**27,00**	**16,00**	**0,00**	**16,00**
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	20,00	1,00	21,00	11,00	0,00	11,00
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
PUERICULTRICE TERRITORIALE 2014	A	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**53,00**	**1,00**	**54,00**	**38,00**	**0,00**	**38,00**
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	48,00	1,00	49,00	32,00	0,00	32,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	3,00	0,00	3,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
ASSISTANT ENS ARTISTIQUE	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	6,00	0,00	6,00	2,00	0,00	2,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**82,00**	**281,00**	**363,00**	**261,00**	**0,00**	**261,00**
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	37,00	259,00	296,00	249,00	0,00	249,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	45,00	22,00	67,00	12,00	0,00	12,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 479,00**	**399,00**	**1 878,00**	**1 308,00**	**0,00**	**1 308,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**9 059 723,09**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	85.71	26 878,65	A	CDI A - Autre
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	45.0	9 915,56	A	CDI A - Autre
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 739,22	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 975,51	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	22 034,59	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	91.43	21 975,51	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	100.0	22 270,88	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 798,29	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 975,51	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 798,29	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	24 633,84	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 270,88	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 034,59	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 743,47	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 190,53	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 857,37	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 916,44	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 916,44	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 160,37	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 160,37	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 130,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 130,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 130,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 975,51	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 100,04	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 100,04	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 069,88	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 069,88	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 069,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	24 161,25	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	24 161,25	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 069,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	21 680,14	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 069,88	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 069,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 861,62	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	28 237,35	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 034,59	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	24 811,06	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	51.06	11 039,72	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 739,22	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	21 621,07	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	92.52	20 386,40	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	50.0	10 958,22	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	22 034,59	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	21 798,29	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 881,93	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 844,61	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 844,61	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 807,30	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 732,66	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 695,35	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	100.0	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	63.17	13 658,03	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	52 871,19	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	48 795,09	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	41 942,51	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	23 570,51	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	25 697,17	A	CDI A - Autre
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	24 338,47	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 034,59	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	100.0	22 034,59	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	26 346,99	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	25 756,25	A	CDI A - Autre
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	26 346,99	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	26 346,99	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 802,55	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	27 292,17	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 270,88	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 152,74	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	80.0	19 896,11	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	24 870,14	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	80.0	17 674,93	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	100.0	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	43 419,36	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	30 600,31	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	40 052,14	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	43 419,36	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	38 102,70	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	32 490,68	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	41 056,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	38 102,70	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	48 972,31	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	34 262,90	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	30 600,31	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	26 878,65	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	38 102,70	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	26 878,65	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	29 832,35	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	41 056,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	28 650,87	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	85.71	25 697,17	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	36 035,12	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	26 878,65	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	26 878,65	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	43 419,36	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	25 697,17	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	32 490,68	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	100.0	32 490,68	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	25 047,36	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	85.71	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	23 688,66	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	100.0	22 152,74	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	100.0	25 106,43	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	100.0	26 642,36	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	100.0	44 659,91	333-1_333-10	CDD 333-1_333-10 - Collaborateurs de cabinet
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	100.0	44 659,91	333-1_333-10	CDD 333-1_333-10 - Collaborateurs de cabinet
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	CULT	100.0	28 591,80	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	25 756,25	332-10	CDI 332-10 - CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	85.71	22 270,88	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 684,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 211,81	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 093,66	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	23 688,66	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 152,74	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 152,74	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	22 270,88	332-23-1°	CDD 332-23-1° - Accroissement temporaire d'activité
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	100.0	25 756,25	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	85.71	24 811,06	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	100.0	25 460,88	332-10	CDI 332-10 - CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	100.0	26 287,91	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	100.0	25 460,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	41 942,51	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	66 694,50	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	36 330,49	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	36 330,49	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	38 693,44	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	34 440,12	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	30 600,31	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	85.71	28 532,72	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	30 600,31	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	32 195,31	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	26 583,28	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	34 440,12	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	28 532,72	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	25 047,36	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	23 334,21	332-24	CDD 332-24 - Contrat projet
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	85.71	26 583,28	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	25 047,36	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	35 562,52	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	26 583,28	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	40 761,03	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	26 583,28	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	26 583,28	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	38 693,44	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	100.0	25 047,36	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	SP	100.0	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
PUERICULTRICE TERRITORIALE 2014	A	MS	100.0	29 891,42	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	30 009,57	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	85.71	26 051,62	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	26 346,99	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	26 996,80	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	23 984,03	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	26 996,80	332-10	CDI 332-10 - CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	26 051,62	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	85.71	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 802,55	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 684,40	326_352	CDD 326_352 - Modalités particulières
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	24 870,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	26 051,62	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	24 870,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	24 870,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	100.0	24 870,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 093,66	326_352	CDD 326_352 - Modalités particulières
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	34 971,78	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	28 887,17	A	CDI A - Autre
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	26 996,80	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 984,03	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 334,21	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	32 845,12	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	24 870,14	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	85.71	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 270,88	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 152,74	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	28 473,65	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 688,66	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 334,21	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	24 870,14	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 984,03	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	24 870,14	332-24	CDD 332-24 - Contrat projet
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	25 756,25	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	24 870,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	24 870,14	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 684,40	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 802,55	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	31 840,86	332-8-2°	CDD 332-8-2° - Besoins des services ou nature des fonctions
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	24 811,06	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 152,74	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 802,55	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	23 984,03	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d?un emploi
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	100.0	25 756,25	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un fonctionnaire
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**9 059 723,09**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de candidatures ou d'aptitude de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.

332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Concession exploitation/gestion des cinq aires d'acceuil des gens du voyage de m2A	VAGO		SAS	326 905,00
- Exploitation de la Maison de la Petite enfance à Kingersheim	Association La Souris Verte		Association	309 292,00
- Exploitation du multi accueil La Marelle Site Glück à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Lavoisier-Brustlein		Association	209 511,00
- Exploitation du multi accueil l'Accueillette à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Papin		Association	240 524,00
- Exploitation multi accueil Moulin des couleurs à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Wagner		Association	251 277,50
- Exploitation du multi-accueil collectif et familial du site Nouveau Bassin à Mulhouse	People & Baby		SAS	235 359,00
- Activités Petite Enfance et Périscolaire de Bollwiller	Association de la MJC de Bollwiller		Association	489 882,00
- Exploitation multi accueil et activités extra et périscolaires site Entremont à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	346 401,00
- Exploitation du périscolaire de Baldersheim	Association Les Copains d'Abord		Association	131 678,00
- DSP multi-accueil et périscolaire Ile Napoléon à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	366 955,00
- DSP périscolaire Sausheim	Association Les Copains d'abord		Association	314 577,00
- DSP périscolaire Zillisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	122 476,00
- DSP périscolaire Brunstatt Didenheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	113 899,00
- DSP périscolaire Morschwiller-le-Bas	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	230 226,00
- DSP périscolaire Heimsbrunn-Galfingue	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	121 976,00
- DSP périscolaire Habsheim Eschentzwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	299 309,00
- DSP périscolaire Dietwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	107 808,00
- DSP périscolaire Ilôt Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	82 156,00
- DSP périscolaire Récré ô Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	160 167,00
- DSP périscolaire "La Courte Echelle" à Riedisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	229 569,00
- DSP périscolaire Wittelsheim	CSC Wittelsheim		Association	202 620,00
- DSP Multi Accueil, Petite Enfance	CSC Wittelsheim		Association	138 722,00
- DSP périscolaire et extrascolaire Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	468 693,00
- DSP petite enfance Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	378 735,00
- DSP périscolaire La Marelle Site Glück à Mulhouse	CSC Lavoisier La Marelle		Association	1 000,00
- DSP Périscolaire Claire Roman Mulhouse	AFSCO Mulhouse		Association	0,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- DSP Périscolaire et petite Enfance Le Trèfle	CSC La Passerelle Rixheim		Association	0,00
- DSP Exploitation de l'auberge du Zoo	SAS LS Events		SAS	0,00
- DSP Exploitation du Parking Gare	SPL Citivia		SPL	0,00
- DSP Exploitation du parking sécurisé de l'autoport	SPL Citivia		SPL	0,00
- DSP Réseaux de chaleur de Rixheim et Rixheim-Riedisheim	RCUA / DALKIA		SA	0,00
- DSP Exploitation du Parc des Expositions	SAEML Mulhouse Expo		SAEML	0,00
Détention d'une part du capital				
- Délibération du 23/06/2005	SOMCO		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE 3F		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE DES CHEMINS DE FER-SICF		SA	0,10
- Délibération du 23/06/2005	COOPERATION ET FAMILLE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SCIC HABITAT		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	LOGIEST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NEOLIA		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SOLENDI		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	DOMIAL ESH		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 27/06/2008	BATIGERE NORD EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 20/12/2013	CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE		SA COOP.	49 996,00
- Délibération du 19/12/2014	EGONE		SCP HLM	99 994,25
- Délibération des 23/09/2004, 25/09/2009, 30/09/2019, 24/01/2014	CITIVIA		SEM	1 502 912,95
- Délibérations des 09/12/2016, 27/03/2017, 30/09/2020, 26/06/2023, 25/09/2009	CITIVIA SPL		SPL	1 222 726,80
- Délibération des 26/06/2017, 18/06/2020	SYNDICAT MIXTE GESTION DES PORTS SUD ALSACE		SYNDICAT MIXTE	511 000,00
- Délibération du 31/05/2021	OFFICE FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE		OFS	50 000,00
- Délibération du 31/05/2021	PROCIVIS ALSACE		SCIC	4 800,00
- Délibération du 14/12/2020	LA MAISON DU TERRITOIRE		SAEML	2 675 000,00
- Délibération du 28/06/2021	OKTAVE		SEM	3 000,00
- Délibération du 18/01/2021	NOVARHENA		SEM	20 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	60 570 344,11
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	47 506 439,63
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	58 800 233,40
- Garantie d'emprunt	BATIGERE		SA HLM	22 440 181,06
- Garantie d'emprunt	DOMIAL ESH		SA HLM	54 500 996,63
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	48 375 830,12
- Garantie d'emprunt	PIERRES ET TERRITOIRES DE France		SA HLM	17 114,13
- Garantie d'emprunt	SOMCO		SA HLM	28 127 492,98
- Garantie d'emprunt	APALIB		Association	2 466 801,24
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	6 213 290,55
- Garantie d'emprunt	SAEML MULHOUSE EXPO		SEM	2 110 487,93

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie d'emprunt	CITIVIA SPL		Société Publique Locale	10 334 119,42
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Stés civiles et entreprises	962 064,11
- Garantie d'emprunt	SAS KMO		Stés civiles et entreprises	760 442,78
- Garantie d'emprunt	SCCV ATHIS		Stés civiles et entreprises	1 876 000,00
- Garantie d'emprunt	SCI FAMSOL		Stés civiles et entreprises	100 223,74
- Garantie d'emprunt	VILOGIA		SA HLM	5 354 286,92
- Garantie d'emprunt	CDC HABITAT SOCIAL		SA HLM	4 705 775,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention	BUDGET ANNEXE TRANSPORT		Communauté d'Agglomération	13 700 000,00
- Subvention	AMICALE DU PERSONNEL		Association	805 024,92
- Subvention	MAIRIE DE KINGERSHEIM		Commune	75 000,00
- Subvention	ATMO GRAND EST		Association	79 133,00
- Subvention	SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES - SOMCO		Stés civiles et entreprises	80 000,00
- Subvention	LES COCCINELLES MJC ESPACE LE TREFLE		Association	88 172,00
- Subvention	MAIRIE DE HABSHEIM		Commune	88 200,00
- Subvention	ASS PETITE ENFANCE BRUNSTATT LES PETITS FILOUS		Association	91 000,00
- Subvention	MJC WITTENHEIM		Association	93 000,00
- Subvention	APAP ASS ACTIVITES PERISCOLAIRES		Association	93 346,00
- Subvention	FONCIA ALSACE BOURGOGNE FRANCHE COMTE		Stés civiles et entreprises	96 366,47
- Subvention	ASS POUR L INFORMATION SUR L ADIL 68		Association	100 000,00
- Subvention	QUEST FOR CHANGE		Association	100 000,00
- Subvention	MAIRIE DE RIXHEIM		Commune	255 938,00
- Subvention	CNRS DELEGATION ALSACE		Etablissement public	100 500,00
- Subvention	COMMUNE D UNGERSHEIM		Commune	107 660,98
- Subvention	COMMUNE D ILLZACH		Commune	115 080,00
- Subvention	SYNDICAT DE COMMUNES ILE NAPOLEON		EPL	115 667,10
- Subvention	ASSOCIATION EPICES		Association	122 424,99
- Subvention	HABITATS DE HAUTE ALSACE		Stés civiles et entreprises	124 250,00
- Subvention	MAIRIE DE RIEDISHEIM		Commune	124 500,00
- Subvention	MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE PFASTATT		Association	124 681,00
- Subvention	MAIRIE DE BALDERSHEIM		Commune	125 000,00
- Subvention	LE MOULIN DE LUTTERBACH		Association	126 805,00
- Subvention	ASSOC MUSEE ENERGIE ELECTRICITE ELECTROPOLIS		Association	130 000,00
- Subvention	TECHNOPOLE REGION MULHOUSE		Association	130 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subvention	ADIRA		Association	135 650,00
- Subvention	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE		Association	138 600,00
- Subvention	ASSOCIATION CLAIRE JOIE		Association	145 938,00
- Subvention	MULTI ACCUEIL LA RIBAMBELLE WITTENHEIM		Association	166 914,00
- Subvention	CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC		Association	175 000,00
- Subvention	MUSEE DE L IMPRESSION SUR ETOFFE		Association	178 066,00
- Subvention	L ATELIER DE LA VIE		Association	178 514,00
- Subvention	CROUS		Etat	200 000,00
- Subvention	IMMEUBLE DUNKERQUE		Stés civiles et entreprises	208 908,00
- Subvention	ASS CRECHE GARDERIE PORTE HAUTE		Association	220 638,00
- Subvention	MULHOUSE EXPO SAEML		Stés civiles et entreprises	227 293,00
- Subvention	CITIVIA SEM		Stés civiles et entreprises	231 250,00
- Subvention	LA BOBINE MJC CSC PFASTATT		Association	242 323,00
- Subvention	CENTRE SOC PORTE MIROIR		Association	258 411,00
- Subvention	L EGLANTINE ETS ACCUEIL ENFANTS MOINS 6		Association	287 488,00
- Subvention	MEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION		Association	290 417,00
- Subvention	ACCUEIL D ENFANTS LES PETITS SOLEILS		Association	296 180,00
- Subvention	REAGIR ENTREPRISE D INSERTION		Association	328 058,00
- Subvention	M2A HABITAT OPH MULHOUSE HABITAT		EPL	335 000,00
- Subvention	WIT TA CITE CENTRE SOCIOCULTUREL		Association	341 342,00
- Subvention	CENTRE SOC CULT BEL AIR		Association	393 724,00
- Subvention	AGENCE DE FABRIQUE URBAINE ET TERRITORIALE SUD ALSACE - AFUT SUD ALSACE		Association	413 552,67
- Subvention	ALME AGENCE LOCALE MAITRISE DE L ENERGIE		Association	413 553,00
- Subvention	ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB ILL		Association	460 694,00
- Subvention	MULTI ACCUEIL ILLZACH GDE OURSE P PECHEURS LUNE		Association	479 342,00
- Subvention	AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE ET SOCIALE LES COTEAUX		Association	517 790,00
- Subvention	MAISON DE LA PETITE ENFANCE COULEUR DE VIE		Association	576 405,00
- Subvention	SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE		Association	585 089,00
- Subvention	VILLE DE MULHOUSE		Commune	636 259,03

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subvention	ASS GESTION MUSEE AUTOMOBILE		Association	667 600,00
- Subvention	CITIVIA SPL			1 091 000,00
- Subvention	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE		Etat	1 155 000,00
- Subvention	CSC LA PASSERELLE		Association	453 548,00
- Subvention	AGENCE DE L ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE		Association	1 264 000,00
Autres				
- Prêt accession propriété	ACCESSION PROPRIETE		Particulier	40 865,47
- Avance remboursable	MUSEE DE L AUTOMOBILE		Association	210 000,00
- Avance remboursable	ALSABAIL - RUTSCHI		Association	8 958,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-15 836 443,84**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-9 749 779,19**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-25 586 223,03**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**25 586 223,03**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-25 586 223,03**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**15 255 166,00**	**14 707 900,45**	**56 883 133,13**	**71 591 033,58**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**26 461 144,25**	**17 948 376,04**	**42 960 238,51**	**60 908 614,55**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**11 205 978,25**	**3 240 475,59**	**-13 922 894,62**	**-10 682 419,03**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-15 836 443,84**			**-15 836 443,84**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**25 586 223,03**	**25 586 223,03**		**25 586 223,03**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**9 749 779,19**			**9 749 779,19**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-932 639,84**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**15 255 166,00**	**I**	**14 707 900,45**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**15 165 166,00**		**14 674 111,21**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	15 044 221,00		14 553 166,21
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	120 945,00		120 945,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**90 000,00**		**33 789,24**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*90 000,00*		*33 789,24*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**26 461 144,25**	**III 17 948 376,04**
Ressources propres externes de l'année (a)		**7 737 744,25**	**6 677 653,79**
10222	FCTVA	1 900 000,00	1 067 051,60
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2743	Prêts au personnel	100 000,00	60 591,35
2745	Avances remboursables	4 210 000,00	4 210 000,00
2748	Autres prêts	268 785,25	81 052,84
276341	Créance Communes membres du GFP	1 250 000,00	1 250 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	8 959,00	8 958,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**18 723 400,00**	**11 270 722,25**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*30 000,00*	*27 087,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*20 289,00*
28031	*Frais d'études*	*27 597,00*	*28 602,50*
28033	*Frais d'insertion*	*8 918,00*	*4 662,26*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*617,00*	*600,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*55 893,00*	*50 171,00*
2804121	*Subv. Régions : Bien mobilier, matériel*	*126 874,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	69 953,00	72 001,40
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	356 945,00	542 321,77
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 434 456,00	1 673 792,08
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	4 742,00	4 610,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	91 337,00	27 826,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	790 828,00	776 976,11
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	145 759,00	69 272,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	2 235 199,00	2 223 651,63
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	344 427,00	175 205,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	193 176,00	121 228,50
280422	Privé - Bâtiments et installations	795 003,00	825 612,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	36 813,00	3 967,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	144 010,00	138 043,97
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	11 983,00	11 641,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	985 968,00	608 098,16
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	600,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	516,00
281321	Immeubles de rapport	10 615,00	8 273,00
281352	Bâtiments privés	0,00	9 707,00
28138	Autres constructions	0,00	45 889,00
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	5 462,00
281561	Matériel roulant	226,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	9 329,00	11 485,48
2815731	Matériel roulant	16 210,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	75 837,00	90 023,94
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	176 606,00	237 821,46
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 397,00	2 330,00
28181	Installations générales, aménagt divers	514,00	494,00
281828	Autres matériels de transport	1 901 706,00	1 546 366,28
281838	Autre matériel informatique	478 666,00	546 771,91
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	166 577,00	260 598,92
28185	Matériel de téléphonie	0,00	8 990,20
28186	Cheptel	257,00	132,90
28188	Autres immo. corporelles	600 470,00	835 959,27
28258	Autres inst.,matériel,outil. techniques	10,00	10,00
28288	Autres immo. corporelles (affectation)	82,00	76,00
29…	Dépréciations des immobilisations		

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 400,00*	*0,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*265 000,00*	*0,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*259 000,00*	*243 241,97*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*12 000,00*	*10 314,54*
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 406 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
	A001 Aide à la réhabilitation de logements sociaux	20, 204, 21	0,00	101 748 952,00	0,00	68 487 541,00	0,00	68 487 541,00	7 695 159,74	60 792 381,26
	A002 Aménagement et infrastructures stratégiques	204, 21, 23, 26	0,00	40 810 784,00	0,00	-19 308,00	0,00	-19 308,00	711 238,89	-730 546,89
	A003 Attractivité, tourisme et culture	20, 204, 21, 23, 26	0,00	38 234 693,00	0,00	1 990 536,00	0,00	1 990 536,00	7 227 247,03	-5 236 711,03
	A004 Développement économique, soutien à l'innovation, développement universitaire	20, 204, 21, 23	0,00	56 651 411,00	0,00	-7 841 133,00	0,00	-7 841 133,00	6 279 669,20	-14 120 802,20
	A005 Transition écologique et environnementale	20, 204, 21, 23	0,00	11 606 799,00	0,00	-838 047,00	0,00	-838 047,00	1 733 224,97	-2 571 271,97
	A006 Equipements nautiques et sportifs	20, 21, 23	0,00	23 622 219,00	0,00	-9 802 093,00	0,00	-9 802 093,00	2 379 858,61	-12 181 951,61
	A007 Habitat, performance énergétique et renouvellement urbain	204, 23	0,00	14 165 669,00	0,00	-97 234,00	0,00	-97 234,00	895 092,00	-992 326,00
	A008 Mobilités douces et partagées	20, 204, 21, 23	0,00	19 713 210,00	0,00	317 424,00	0,00	317 424,00	1 865 427,67	-1 548 003,67
	A009 Maintenance du patrimoine communautaire	21, 23, 26	0,00	14 067 563,00	0,00	2 693 171,00	0,00	2 693 171,00	1 254 099,97	1 439 071,03
	A010 Equipements périscolaires et structures de petite enfance	204, 21, 23	0,00	58 218 852,00	0,00	1 264 718,00	0,00	1 264 718,00	1 855 973,65	-591 255,65
	A012 Projets à solder ancienne PPI	20, 204, 23	0,00	791 490,00	0,00	-14 606,00	0,00	-14 606,00	0,00	-14 606,00
	A013 Solidarité financière et territoriale	204, 21	0,00	6 292 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**385 923 953,00**	**0,00**	**56 140 969,00**	**0,00**	**56 140 969,00**	**31 896 991,73**	**24 243 977,27**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N

Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	6 285 757,91	1 755 377,79	783 900,00	636 000,00	235 376,00	2 875 104,12
A110	Autres immobilisations incorporelles	1 844 504,45	204 132,87	99 009,94	283 407,84	1 003 557,32	254 396,48
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	725 577,65	129 842,20	0,00	62 911,55	57 789,34	475 034,56
A125	Constructions	3 030 688,04	315 815,35	17 197,20	57 175,82	1 895 286,51	745 213,16
A130	Réseaux et installations de voirie	300 546,67	166 135,86	0,00	0,00	66 576,01	67 834,80
A135	Réseaux divers	35 747,53	0,00	0,00	35 747,53	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	787 697,05	155 553,47	4 200,00	101 012,24	521 939,34	4 992,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	3 497 934,20	290 993,76	423 054,62	1 734 459,98	1 046 861,26	2 564,58
A155	Immobilisations corporelles en cours	11 084 344,68	455 409,43	1 043 509,54	1 027 191,41	1 527 528,65	7 030 705,65
A165	Immobilisations financières	5 334 840,50	0,00	0,00	0,00	0,00	5 334 840,50
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 927 638,68**	**3 473 260,73**	**2 370 871,30**	**3 937 906,37**	**6 354 914,43**	**16 790 685,85**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	6 285 757,91	2 539 277,79	636 000,00	223 376,00	2 887 104,12
A110	Autres immobilisations incorporelles	1 844 504,45	221 501,81	0,00	721 951,33	901 051,31
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	725 577,65	126 362,20	43 168,61	61 269,34	494 777,50
A125	Constructions	3 030 688,04	286 783,12	29 652,98	1 648 305,31	1 065 946,63
A130	Réseaux et installations de voirie	300 546,67	0,00	0,00	134 108,11	166 438,56
A135	Réseaux divers	35 747,53	0,00	35 747,53	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	787 697,05	109 763,33	88 433,76	519 961,99	69 537,97
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	3 497 934,20	446 500,22	929 602,36	1 180 078,96	941 752,66
A155	Immobilisations corporelles en cours	11 084 344,68	1 474 542,46	585 818,96	1 081 010,38	7 942 972,88
A165	Immobilisations financières	5 334 840,50	0,00	0,00	0,00	5 334 840,50
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 927 638,68**	**5 204 730,93**	**2 348 424,20**	**5 570 061,42**	**19 804 422,13**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	6 285 757,91	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	1 844 504,45	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	725 577,65	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	3 030 688,04	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	300 546,67	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	35 747,53	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	787 697,05	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	3 497 934,20	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	11 084 344,68	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	5 334 840,50	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 927 638,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	6 285 757,91	1 549 968,76	1 419 900,00	371 635,03	2 944 254,12
A110	Autres immobilisations incorporelles	1 844 504,45	195 312,87	382 417,78	1 003 557,32	263 216,48
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	725 577,65	125 518,82	19 742,94	15 038,08	565 277,81
A125	Constructions	3 030 688,04	67 444,98	44 720,04	1 472 417,20	1 446 105,82
A130	Réseaux et installations de voirie	300 546,67	166 135,86	0,00	60 234,01	74 176,80
A135	Réseaux divers	35 747,53	0,00	0,00	35 747,53	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	787 697,05	56 868,54	95 638,71	535 196,22	99 993,58
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	3 497 934,20	290 993,76	1 608 390,38	1 583 183,09	15 366,97
A155	Immobilisations corporelles en cours	11 084 344,68	236 251,40	2 013 117,79	1 286 167,83	7 548 807,66
A165	Immobilisations financières	5 334 840,50	0,00	0,00	0,00	5 334 840,50
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 927 638,68**	**2 688 494,99**	**5 583 927,64**	**6 363 176,31**	**18 292 039,74**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	8 838 885,51	1 882 462,54	28 522,63	556 239,97	2 310 507,05	4 061 153,32
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 908 150,32	64 151,70	0,00	389 393,81	699 940,13	1 754 664,68
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	11 039 614,88	527 305,19	96 997,25	287 314,68	2 565 428,21	7 562 569,55
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	835 840,52	0,00	0,00	294 364,17	457 313,55	84 162,80
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	9 811 064,38	184 761,27	0,00	421 699,86	74 086,11	9 130 517,14
6	Action économique	5 001 037,49	261 578,06	0,00	2 743 144,61	122 001,71	1 874 313,11
7	Environnement	2 525 158,06	512 444,32	425 943,79	1 287 812,07	224 132,08	74 825,80
8	Transports	1 919 915,51	61 596,88	1 819 407,63	21 913,20	7 383,55	9 614,25
	TOTAL	**42 879 666,67**	**3 494 299,96**	**2 370 871,30**	**6 001 882,37**	**6 460 792,39**	**24 551 820,65**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	8 838 885,51	1 910 985,17	556 239,97	1 825 142,03	4 546 518,34
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 908 150,32	1 401,70	377 136,46	572 082,18	1 957 529,98
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 039 614,88	535 480,50	76 423,96	2 354 132,88	8 073 577,54
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	835 840,52	0,00	194 818,83	242 411,68	398 610,01
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	9 811 064,38	180 606,27	1 098,00	21 667,65	9 607 692,46
6	Action économique	5 001 037,49	261 578,06	2 719 168,61	110 001,71	1 910 289,11
7	Environnement	2 525 158,06	501 818,24	463 538,37	492 045,01	1 067 756,44
8	Transports	1 919 915,51	1 833 900,22	0,00	54 487,84	31 527,45
	TOTAL	**42 879 666,67**	**5 225 770,16**	**4 388 424,20**	**5 671 970,98**	**27 593 501,33**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	8 838 885,51	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 908 150,32	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 039 614,88	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	835 840,52	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	9 811 064,38	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	5 001 037,49	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	2 525 158,06	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	1 919 915,51	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**42 879 666,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	8 838 885,51	1 558 774,66	28 522,63	2 883 960,39	4 367 627,83
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 908 150,32	62 750,00	349 288,44	646 126,26	1 849 985,62
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 039 614,88	183 017,34	307 887,97	1 954 081,95	8 594 627,62
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	835 840,52	0,00	289 652,05	461 435,68	84 752,79
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	9 811 064,38	109 191,27	421 699,86	61 873,71	9 218 299,54
6	Action économique	5 001 037,49	232 216,46	2 699 976,00	68 510,15	2 000 334,88
7	Environnement	2 525 158,06	506 360,97	1 709 555,86	232 015,43	77 225,80
8	Transports	1 919 915,51	47 104,29	1 841 320,83	21 876,14	9 614,25
	TOTAL	**42 879 666,67**	**2 699 414,99**	**7 647 903,64**	**6 329 879,71**	**26 202 468,33**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	CENTRE SPORTIF REGIONAL
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO DMC
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	HABITAT ET RENOUV URBAIN
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	PROPRETE ET DENEIGEMENT
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	SPORT ET JEUNESSE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	ZONES ACTIVITES ZAE PARC EXPO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	26/06/2023	RESTAURANT MDT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	100 025,29	23 935,44	NaN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 025,29	23 935,44	317,90

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	13 234 143,41	2 310 360,19	1 165 606,38	9 758 176,84
Recettes	372 350,00	446 124,58	0,00	-73 774,58
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	4 798 332,00	2 950 568,49	0,00	1 847 763,51
Recettes	3 658 625,00	4 175 105,33	0,00	-516 480,33

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**1 492 411,12**
1641.0	Remboursement emprunt	1 492 411,12
Acquisitions d'immobilisations		**2 543 280,81**
203.0	Etudes et recherches	27 211,80
213.0	Constructions	57 457,03
215.0	Installations, matériel	415 090,59
2182.0	Matériel de transport	1 705 207,89
2188.0	Autres immobilisations	338 313,50
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**4 035 691,93**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**4 035 691,93**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***1 188 915,00***
28.0	*Amortissements*	*1 188 915,00*

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***5 971 490,15***
TOTAL GENERAL		**5 971 490,15**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**8 592 317,77**
60.0	Achats	1 928 131,60
61.0	Services extérieurs	5 886 080,67
62.0	Autres services extérieurs	774 154,50
63.0	Impôts, taxes et versements assimilés	3 951,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**16 221 032,00**
64.0	Charges de personnel	16 221 032,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**43 986 765,67**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***1 188 915,00***
6811.0	*Amortissements*	*1 188 915,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***5 971 490,15***
TOTAL GENERAL		**49 958 255,82**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**43 715 965,00**
73133.0	TEOM	43 715 965,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**6 242 290,73**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**4 763 765,73**
704.0	Produits facturés	2 021 836,41
706.0	Produits facturés	1 670 054,15
707.0	Vente de marchandises	378 525,54
708.0	Autres produits	693 349,63
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**49 958 255,73**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**49 958 255,73**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

CONVENTION N° C0655				
Nature de l'opération (selon la nomenclature)	**Cumul des engagements juridiques (1)**	**Dont engagements juridiques de l'année N (2)**	**Cumul des réalisations (3)**	**Dont réalisations de l'année N (4)**
DEPENSES	**4 360 000,00**	**1 940 750,00**	**0,00**	**0,00**
14	420 000,00	69 750,00	0,00	0,00
31	1 571 000,00	1 571 000,00	0,00	0,00
33	2 369 000,00	300 000,00	0,00	0,00
RECETTES	**210 000,00**	**16 800,00**	**0,00**	**0,00**
14	210 000,00	16 800,00	0,00	0,00

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
Convention CA Mulhouse Alsace Agglomération

Numéro de convention NPNRU :	C0655
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	31 14 33
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0655-31-0155 C0655-31-0161 C0655-31-0164 C0655-31-0167 C0655-31-0168 C0655-31-0170 C0655-31-0171 C0655-31-0174 C0655-31-0178 C0655-31-0182 C0655-31-0183 C0655-31-0184 C0655-31-0185 C0655-31-0133 C0655-31-0160 C0655-31-0162 C0655-31-0165 C0655-31-0166 C0655-31-0172 C0655-31-0176 C0655-31-0179 C0655-31-0186 C0655-31-0187 C0655-31-0191 C0655-31-0144 C0655-31-0149 C0655-31-0151 C0655-14-0013 C0655-33-0031 C0655-33-0033 C0655-33-0034 C0655-33-0014 C0655-33-0015
Intitulé de l'opération :	Habsheim - RO rue des Noyers 11PLAI 11PLUS Richwiller - RO rue Schabis 18PLAI 14PLUS Rixheim - RO rue de Riedisheim 2PLAI 2PLUS Bollwiller - RO rue de Soultz 15PLAI 10PLUS Mulhouse - RO rue de Richwiller 18PLAI 14PLUS Kingersheim - Faubourg de Mulhouse 3PLAI 3PLUS Kingersheim - RO rue de Guebwiller 8PLAI 5PLUS Morschwiller-le-Bas - RO rue du Peuplier 6PLAI 4PLUS Illzach - RO rue Saint-Jacques 7PLAI 5PLUS Riedisheim - RO rue de Zimmersheim 16PLAI 14PLUS Wittelsheim - RO rue du Berry 8PLAI 4PLUS Wittenheim - RO rue d?Ensisheim 7PLAI 5PLUS Pfastatt - RO rue des Roseaux 6PLAI 5PLUS Wittelsheim - RO Rue de Cernay 5 PLUS 7 PLAI Rixheim - RO rue de la Hardt 12 PLAI 10 PLUS Niffer - RO rue Kembs 9 PLAI 7 PLUS Wittelsheim - RO Sobiesky Victor Hugo ? 8 PLAI 7 PLUS Ungersheim - RO Terre du Trèfle 10 PLAI 10 PLUS Kingersheim - Lotissement Advitam ? 4 PLAI 2 PLUS Rixheim - RO rue de l?île Napoléon 7 PLAI 5 PLUS Kingersheim - RO Village Tranche 11 PLAI 6 PLUS Riedisheim - RO rue de l?Ile Napoléon ? Bâtiment D ? 11 Bollwiller - RO Lafer 4 PLAI 2 PLUS Dietwiller - RO 5 rue des Vignobles 10 PLAI 6 PLUS Briand - AA 50 rue des Fabriques ? 2PLUS 3PLAI Briand - AA 7 quai de la Cloche ? 2PLUS 2PLAI Briand - AA 21 Fabriques ? 2PLAI 2PLUS Tout quartier_Observation, évaluation des territoires (AURM) Drouot_Réhabilitation ancien Drouot Drouot_Réhabilitation Bateliers Chalindrey Péricentre _Réhabilitation cité Sellier Péricentre _Réhabilitation cité Wolf 1 Péricentre _Réhabilitation cité Wolf 2
Maitrise d'ouvrage (1) :	NEOLIA m2A Habitat SOMCO 3F Grand Est Habitats de Haute-Alsace DOMIAL Vilogia Mulhouse Alsace Agglomération
Communes (2) :	Habsheim Richwiller Rixheim Bollwiller Mulhouse Kingersheim Morschwiller-le-Bas Illzach Riedisheim Wittelsheim Wittenheim Pfastatt Niffer Ungersheim Dietwiller
Quartier prioritaire de la ville (3) :	Hors QPV Péricentre Multiquartier Drouot-Jonquilles

DEPENSES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
20.0	420 000,00	69 750,00	0,00	0,00
204.0	3 940 000,00	1 871 000,00	0,00	0,00
Total	**4 360 000,00**	**1 940 750,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
20.0	210 000,00	16 800,00	0,00	0,00

Total	**210 000,00**	**16 800,00**	**0,00**	**0,00**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 09/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	09/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 10/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 10/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

Mulhouse Alsace **Agglomération**

“ Compte financier unique

Rapport de présentation

année 2025 „

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 22 juin 2026

Conseil d'agglomération du
22 juin 2026

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

2026/440

SOMMAIRE

PREAMBULE 3
1. Présentation du budget m2A 11
1.1 Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 11
1.2 Présentation du budget par compétences 13
2. Examen du budget principal 16
2.1. Section de Fonctionnement 16
2.1.1 Recettes et dépenses réelles 17
a. RECETTES 17
Les impôts et taxes – Chapitres 73 et 731 17
Les dotations et participations – Chapitre 74 18
Les produits des services et du domaine – Chapitre 70 19
Les autres produits de gestion courante – Chapitre 75 19
Les atténuations de charges – Chapitre 013 20
Les produits financiers – Chapitre 76 20
Les recettes spécifiques – Chapitre 77 20
b. DEPENSES 20
Les charges de personnel – Chapitre 012 21
Les atténuations de produits – Chapitre 014 21
Les charges de gestion courante – Chapitre 65 22
Les charges à caractère général – Chapitre 011 23
Les dépenses financières – Chapitre 66 24
Les dépenses spécifiques – Chapitre 67 24
2.1.2. Recettes et dépenses d'ordre 24
a. RECETTES 24
b. DEPENSES 24
2.2 Section d'Investissement 25
2.2.1 Recettes et dépenses réelles 25
a. RECETTES 25
La dette 25
Les subventions d'équipement perçues 26
Les dotations et fonds divers 27
Les opérations pour comptes de tiers 27

Les opérations financières hors dette 27
b. DEPENSES 28
Les dépenses d'équipement 28
Les dépenses financières 29
Les opérations pour comptes de tiers 30
2.2.2 Recettes et dépenses d'ordre 30
a. RECETTES 30
b. DEPENSES 30
3. Examen des Budgets annexes 32
3.1 Budget annexe de l'Eau 32
3.1.1 Section d'exploitation 32
3.1.2 Section d'investissement 34
3.1.3 Résultats 35
3.2. Budget annexe du Chauffage Urbain 37
3.2.1. Section d'exploitation 37
3.2.2. Section d'investissement 38
3.2.3. Résultats 39
3.3. Budget annexe des Transports Urbains 41
3.3.1. Section d'exploitation 41
3.3.2. Section d'investissement 43
3.3.3. Résultats 44
3.4. Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim 46
3.4.1. Section de fonctionnement 46
3.4.2. Section d'investissement 46
3.5. Budget annexe ZA Amélie IV 48
3.5.1 Section de fonctionnement 48
3.5.2. Section d'investissement 49
3.6. Budget annexe Investissement Territorial Intégré 50
3.6.1 Section de fonctionnement 50
3.6.2 Section d'investissement 51
4. Les chiffres clés 52

PREAMBULE

La composition du budget de l'agglomération :

Le budget de l'agglomération est composé du budget principal et de 6 budgets annexes listés ci-dessous :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
BUDGET PRINCIPAL
BUDGET ANNEXE DE L'EAU
BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN
BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS
BUDGET ANNEXE DE LA ZAE DE BANTZENHEIM
BUDGET ANNEXE ZA AMELIE IV
BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE (ITI)

Toute nouvelle création de budget annexe fait l'objet d'une délibération du Conseil d'Agglomération.

Les différentes étapes budgétaires :

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre.

Dans les collectivités de 3 500 habitants et plus, la présentation des orientations budgétaires est obligatoire dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du Budget Primitif. Cela se traduit par la présentation **d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB).**

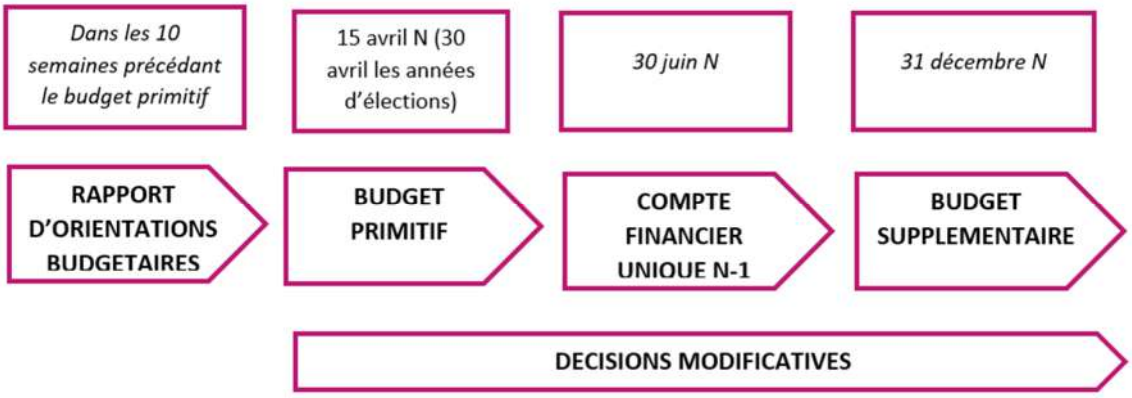
Le Budget Primitif (BP) est quant à lui présenté à l'assemblée délibérante qui le vote au plus tard le 15 avril N (ou le 30 avril N les années de renouvellement de l'assemblée). Il prévoit et autorise les recettes et les dépenses annuelles de la collectivité en fonctionnement et en investissement.

Au cours de l'exercice budgétaire, les prévisions de dépenses et de recettes formulées au budget primitif peuvent être amenées à évoluer et faire l'objet

d'ajustements lors d'une étape budgétaire spécifique : **la décision modificative (DM).**

Le Budget Supplémentaire (BS) est une décision modificative d'un type particulier : elle reprend les résultats de l'exercice précédent (excédents ou déficits), ainsi que les restes à réaliser (RAR) en investissement. Le Budget Supplémentaire ne peut être voté qu'après approbation du Compte Financier Unique N-1.

Le Compte financier unique (CFU) est un compte commun à l'ordonnateur et au comptable et qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Le CFU est soumis au vote de l'assemblée délibérante, avant le 30 juin de l'année N+1.



La présentation du budget :

Le budget d'une collectivité se divise en 2 sections, une section de fonctionnement et une section d'investissement.

La section de fonctionnement retrace les opérations courantes, les dépenses et recettes nécessaires au bon fonctionnement des services. La section d'investissement retrace les opérations qui contribuent à une variation du patrimoine (travaux, acquisitions durables,…).

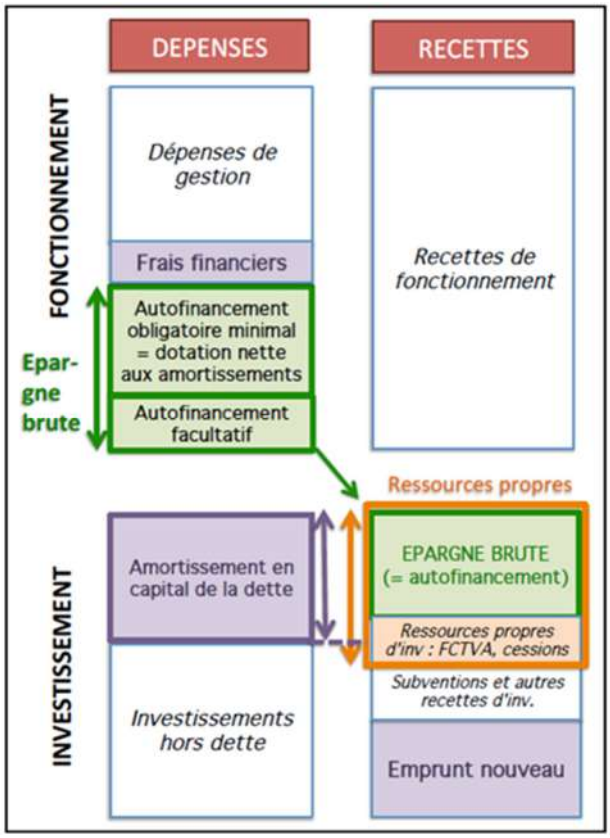
Chaque section est composée de chapitres et d'articles budgétaires. Les crédits sont votés au chapitre, sont limitatifs en dépenses et estimatifs en recettes.

Le budget de la collectivité est voté par chapitre et est décliné en lignes de crédits :

Chapitre	Niveau de vote
Article	Niveau détaillé du budget

Ligne de crédits	Chapitre + article + fonction (liée à un service gestionnaire)

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement permet de financer en partie la section d'investissement.



Source : Cabinet Michel Klopfer

<u>La composition des chapitres budgétaires :</u>

Section de fonctionnement :

	Chapitre	Contenu
Dépenses	011 – Charges générales	Comptes relatifs aux achats divers, prestations de services, impôts et taxes (énergie, fournitures, alimentation, honoraires, maintenance, entretien et réparation, frais de transport,…)
	012 – Charges de personnel	Rémunération du personnel et impôts et taxes assis sur les rémunérations
	014 – Atténuation de produits	Reversements effectués par l'agglomération, on y retrouve notamment les Attributions de Compensation (ACTP) et la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) versées aux communes.
	65 – Autres charges de gestion courante	Ce chapitre comprend les subventions et contributions des délégations de services publics, les indemnités des élus, les redevances diverses,…
	66 – Charges financières	Il s'agit essentiellement des charges d'intérêts des emprunts ou autres frais financiers
	67 – Charges spécifiques	Ce chapitre est restreint, cela concerne notamment les annulations de titres sur exercices antérieurs
	68 – Provisions	Constitution de provisions (notamment sur les créances douteuses), lorsque celles-ci sont semi-budgétaires (chapitre utilisé surtout sur les budgets annexes)
	023 – Virement à la section d'investissement	Chapitre utilisé lors du budget primitif ou budget supplémentaire, permet d'équilibrer la section d'investissement

	042 – Opérations d'ordre entre sections	Permet de retracer les amortissements (s'équilibre avec le chapitre 040 en recettes d'investissement)

	Chapitre	Contenu
Recettes	70 – Produits des services	Retrace les recettes issus des services publics (périscolaire, parc zoologique, redevance spéciale ordures ménagères, vente d'eau, transport,…)
	73/731 – Impôts et taxes / Fiscalité locale	Comprends les recettes issues de la fiscalité (taxe foncière, cotisation foncière des entreprises, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe de séjour, versement mobilité,…)
	74 – Dotations et participations	Dotations de l'Etat telles que la dotation d'intercommunalité et la dotation de compensation, mais aussi les participations d'autres financeurs (CAF, Région, CeA,…)
	75 – Autres produits de gestion courante	Produits divers et notamment les revenus des immeubles
	76 – Produits financiers	Produits tels que les dividendes par exemple
	77 – Produits spécifiques	Produits liés à des remboursements et produits liés aux cessions (prix de vente)
	78 – Reprises sur provisions	Chapitre destiné à « reprendre » les provisions constatés en N-1 et qui ne sont plus nécessaires (pour les provisions semi-budgétaires)
	013 – Atténuations de charges	Remboursements sur certaines dépenses, par exemple sur les charges de sécurité sociale et prévoyance

	042 – Opérations d'ordre entre sections	Permet de retracer des opérations spécifiques entre sections (reprises de subventions, travaux effectués en régie,…)

Section d'investissement :

	Chapitre	Contenu
Dépenses	16 – Emprunts et dettes assimilées	Chapitre qui contient le remboursement du capital des emprunts et autres écritures liées à la dette
	20 – Immobilisations incorporelles	Comptes relatifs aux immobilisations non matérielles : études, logiciels, frais d'insertion,…
	204 – Subventions d'équipement versées	Chapitre destiné au versement des subventions d'équipement (aux communes, aux associations,…)
	21 – Immobilisations corporelles	Comprend les acquisitions (terrains, bâtiments, mobilier,…) et travaux effectués dans l'année
	23 – Immobilisations en cours	Chapitre qui sert à imputer les travaux en cours et qui dure notamment plusieurs années. Des écritures d'ordre permettent ensuite de réimputer sur les comptes définitifs au chapitre 21
	26 - Participations	Retrace les participations, droits détenus dans le capital d'établissements publics ou privés
	27 – Autres participations financières	Titres autres que les participations, que la collectivité a l'intention de conserver. On y retrouve également le versements des avances
	45* - Opérations pour compte de tiers	Les comptes 45 retracent les mouvements comptables effectués pour le compte d'une

		autre entité (pour m2A, cas des Aides à la Pierre). Ils sont équilibrés en dépenses et recettes
	040 – Opérations d'ordre entre sections	Permet de retracer des opérations spécifiques entre sections (reprises de subventions, travaux effectués en régie,…)
	041 – Opérations patrimoniales	Retrace les opérations patrimoniales au sein de la section d'investissement

	Chapitre	Contenu
Recettes	13 – Subventions d'investissement	Subventions perçues pour financer des projets d'investissement (peuvent provenir de l'Etat, de la CeA, de la Région, de l'Union Européenne, de la CAF,…)
	16 – Emprunts et dettes assimilées	Souscription d'emprunts qui viennent financer la section d'investissement
	10 – Dotations et fonds de réserve	Ce chapitre retrace principalement l'excédent de fonctionnement affecté à l'investissement, et le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)
	27 – Autres immobilisations financières	Permet d'enregistrer les remboursements d'avances et également les paiements différés dans le cas de cessions d'actifs
	021 – Virement de la section de fonctionnement	Ce chapitre est utilisé lors du budget primitif ou du budget supplémentaire, pour enregistrer le virement de la section de fonctionnement
	45* - Opérations pour compte de tiers	Les comptes 45 retracent les mouvements comptables effectués pour le compte d'une autre entité (pour m2A, cas des Aides à la Pierre). Ils sont équilibrés en dépenses et recettes

	024 – Produits de cessions d’immobilisations	Chapitre utilisé uniquement en budget primitif ou budget supplémentaire, pour prévoir le montant des cessions de l’année
	040 – Opérations d’ordre entre sections	Permet de retracer les amortissements (s’équilibre avec le chapitre 042 en dépenses de fonctionnement)
	041 – Opérations patrimoniales	Retrace les opérations patrimoniales au sein de la section d’investissement

1. Présentation du budget m2A

1.1 Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

Présentation agrégée du budget m2A

BUDGET PRINCIPAL				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	185 086 887,06	69 367 216,67	56 883 133,13	22 050 101,93
RECETTES	185 086 887,06	91 417 318,60	42 960 238,51	
Fonctionnement				
DEPENSES	282 621 617,93	262 612 192,34	0,00	15 070 312,99
RECETTES	282 621 617,93	277 682 505,33	0,00	

Taux d'épargne brute 2025 : 10,17% Capacité de désendettement : 3,87 ans

BUDGET ANNEXE DE L'EAU				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	32 253 699,19	17 440 470,34	6 802 286,07	10 384 588,94
RECETTES	32 253 699,19	27 825 059,28	1 938 131,24	
Fonctionnement				
DEPENSES	56 977 970,00	53 000 795,79	0,00	1 168 054,97
RECETTES	56 977 970,00	54 168 850,76	0,00	

Taux d'épargne brute 2025 : 12,16% Capacité de désendettement : 2,74 ans

BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	15 679 030,57	12 172 740,31	800 922,67	407 911,09
RECETTES	15 679 030,57	12 580 651,40	0,00	
Fonctionnement				
DEPENSES	25 646 728,85	15 786 492,81	0,00	474 452,27
RECETTES	25 646 728,85	16 260 945,08	0,00	

Taux d'épargne brute 2025 : 15,67% Capacité de désendettement : 4,64 ans

BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**

Investissement				
DEPENSES	52 220 574,21	28 295 717,64	6 355 872,31	8 995 650,63
RECETTES	52 220 574,21	37 291 368,27	850 000,00	
Fonctionnement				
DEPENSES	87 686 272,00	83 813 069,25	0,00	2 509 558,04
RECETTES	87 686 272,00	86 322 627,29	0,00	

Taux d'épargne brute 2025 : 12,94% Capacité de désendettement : 6,22 ans

BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	1 860 325,69	789 995,54	0,00	133 330,15
RECETTES	1 860 325,69	923 325,69	0,00	
Fonctionnement				
DEPENSES	1 155 000,00	926 523,69	0,00	-14 509,72
RECETTES	1 155 000,00	912 013,97	0,00	

BUDGET ANNEXE ZA AMELIE IV				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	-1 883 832,70
RECETTES	4 892 500,00	935 841,00	0,00	
Fonctionnement				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	0,00
RECETTES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	

BUDGET ANNEXE ITI				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	6 500 000,00	675 258,77	0,00	-675 258,77
RECETTES	6 500 000,00	0,00	675 258,77	
Fonctionnement				
DEPENSES	500 000,00	40 500,00	0,00	0,00
RECETTES	500 000,00	40 500,00	0,00	

PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Résultat de l'exercice**
Investissement				
DEPENSES	298 493 016,72	131 561 072,97	70 842 214,18	39 412 491,27
RECETTES	298 493 016,72	170 973 564,24	46 423 628,52	

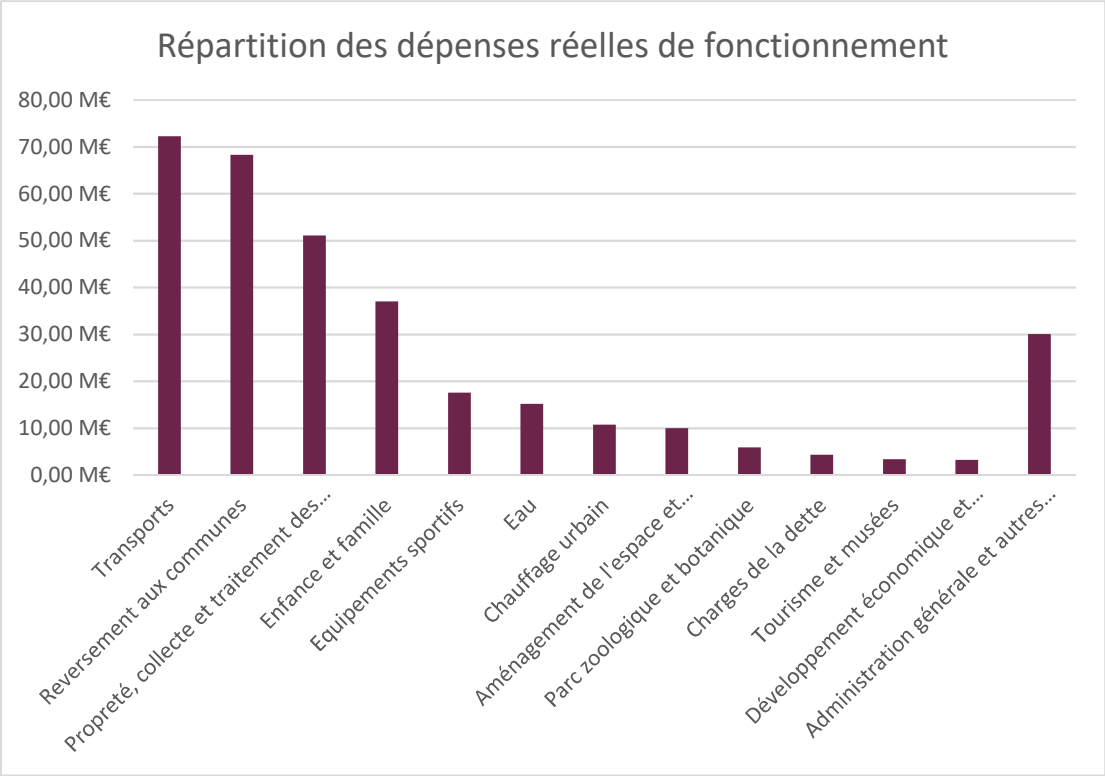
Fonctionnement				
DEPENSES	459 480 088,78	418 999 247,58	0,00	19 207 868,55
RECETTES	459 480 088,78	438 207 116,13	0,00	

Total général des dépenses	**757 973 105,50**	**550 560 320,55**	**70 842 214,18**	**58 620 359,82**
Total général des recettes	**757 973 105,50**	**609 180 680,37**	**46 423 628,52**	

1.2 Présentation du budget par compétences

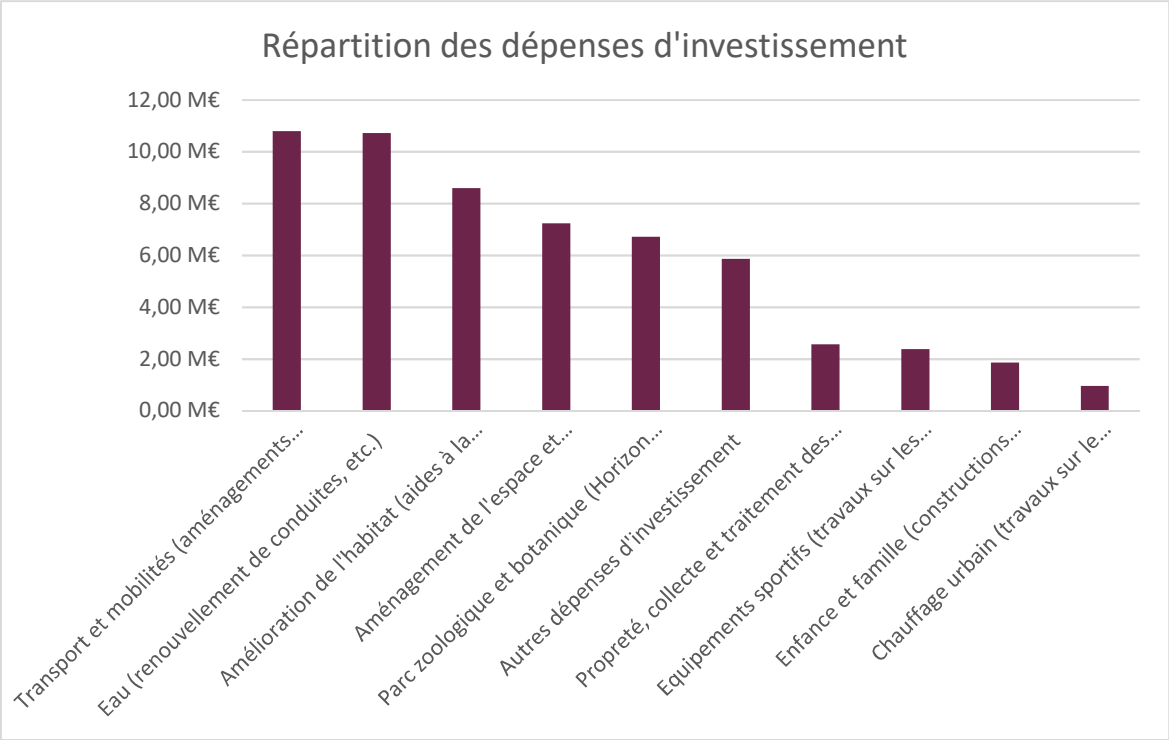
Les dépenses réelles de fonctionnement globales de l'agglomération sont présentées ci-dessous par grandes compétences :

Transports	**72,28 M€**
Reversement aux communes	**68,29 M€**
Propreté, collecte et traitement des déchets	**51,11 M€**
Enfance et famille	**37,03 M€**
Equipements sportifs	**17,56 M€**
Eau	**15,15 M€**
Chauffage urbain	**10,73 M€**
Aménagement de l'espace et amélioration de l'habitat	**10,02 M€**
Parc zoologique et botanique	**5,92 M€**
Charges de la dette	**4,36 M€**
Tourisme et musées	**3,40 M€**
Développement économique et enseignement supérieur	**3,23 M€**
Administration générale et autres politiques publiques	**30,05 M€**



Concernant les dépenses d'investissement, elles se répartissent comme suit (hors remboursement du capital de la dette) :

Transport et mobilités (aménagements cyclables, achat de véhicules, etc.)	**10,79 M€**
Eau (renouvellement de conduites, etc.)	**10,72 M€**
Amélioration de l'habitat (aides à la rénovation de logements, etc.)	**8,59 M€**
Aménagement de l'espace et développement économique (développement du quartier de la Fonderie, dépollution de sites, subventions d'équipement pour l'Université de Haute Alsace, etc.)	**7,24 M€**
Parc zoologique et botanique (Horizon Afrique, collections botaniques, enclos, etc.)	**6,72 M€**
Autres dépenses d'investissement	**5,87 M€**
Propreté, collecte et traitement des déchets (achat et renouvellement de véhicules de propreté et de collecte des déchets, etc.)	**2,56 M€**
Equipements sportifs (travaux sur les équipements sportifs, etc.)	**2,38 M€**
Enfance et famille (constructions d'équipements périscolaires, etc.)	**1,86 M€**
Chauffage urbain (travaux sur le réseau, etc.)	**0,95 M€**


Répartition des dépenses d'investissement
12,00 M€
10,00 M€
8,00 M€
6,00 M€
4,00 M€
2,00 M€
0,00 M€
Transport et mobilités (aménagements...
Eau (renouvellement de conduites, etc.)
Amélioration de l'habitat (aides à la...
Aménagement de l'espace et...
Parc zoologique et botanique (Horizon...
Autres dépenses d'investissement
Propreté, collecte et traitement des...
Equipements sportifs (travaux sur les...
Enfance et famille (constructions...
Chauffage urbain (travaux sur le...

2. Examen du budget principal

2.1. Section de Fonctionnement

On distingue deux types d'opérations au sein de la section de fonctionnement :
- les opérations réelles donnant lieu à décaissement ou encaissement ;
- les opérations d'ordre, qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie.

La différence entre les recettes et les dépenses réelles fait apparaître le résultat de gestion de l'exercice.

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève pour l'année 2025 à 15 070 312,99 €. Cumulé avec l'excédent 2024, l'excédent de clôture ressort à 26 891 830,92 €.

Il permet de dégager une épargne brute (différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement) de 28,03M€ qui constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Charges générales	35 414 374,65 €	39 328 597,95 €	35 283 698,23 €
	Charges de personnel	80 276 370,30 €	81 763 627,37 €	82 893 459,67 €
	Atténuation de produits	69 821 806,54 €	69 285 885,55 €	72 649 102,56 €
	Subventions et contributions aux organismes tie	53 739 716,59 €	54 252 291,75 €	54 294 755,77 €
	Charges financières	3 335 439,12 €	3 202 691,97 €	2 503 483,89 €
	Charges spécifiques	122 891,93 €	11 766,01 €	85 545,45 €
	Ecritures d'ordre	13 795 212,18 €	12 091 409,67 €	14 902 146,77 €
	Résultat reporté	18 929,11 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**256 524 740,42 €**	**259 936 270,27 €**	**262 612 192,34 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Fiscalité directe et compensations	169 577 592,10 €	173 279 057,16 €	176 578 352,26 €
	Produits des services	40 707 361,83 €	37 024 860,72 €	36 711 478,72 €
	Autres produits de gestion courante (dont reven	3 372 952,17 €	2 908 859,94 €	4 837 031,23 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	55 196 192,56 €	53 577 311,36 €	54 763 732,61 €
	Recettes exceptionnelles et autres	3 101 289,63 €	402 358,17 €	2 550 548,09 €
	Produits financiers	191 351,65 €	189 973,80 €	10 068,97 €
	Atténuation de charges	270 564,59 €	236 868,00 €	287 898,17 €
	Ecritures d'ordre	2 865 783,26 €	1 036 073,98 €	1 943 395,28 €
	Résultat reporté	36 260 693,57 €	28 688 648,10 €	11 821 517,93 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**311 543 781,36 €**	**297 344 011,23 €**	**289 504 023,26 €**

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**55 019 040,94 €**	**37 407 740,96 €**	**26 891 830,92 €**
EPARGNE BRUTE	**29 687 776,29 €**	**19 774 428,55 €**	**28 029 064,48 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**18 777 276,48 €**	**8 719 092,86 €**	**15 070 312,99 €**

2.1.1 Recettes et dépenses réelles

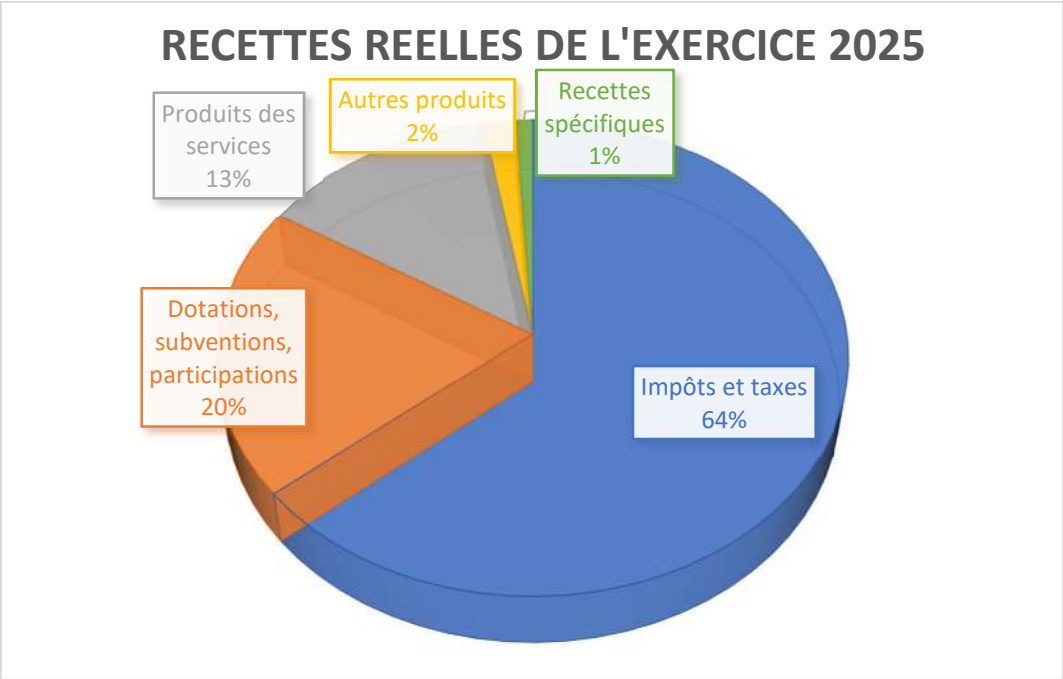
a. RECETTES

Les recettes réelles de fonctionnement (hors résultat antérieur reporté), se sont élevées à 275,74 M€ contre 267,62 M€ en 2024. L'évolution ainsi constatée est de +3,03%.

Les recettes réelles se décomposent de la manière suivante :

Recettes réelles	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025
Recettes de gestion courante	269 124 663,25 €	267 026 957,18 €	273 178 492,99 €
Recettes spécifiques et reprises	3 101 289,63 €	402 358,47 €	2 550 548,09 €
Recettes financières	191 351,65 €	189 973,80 €	10 068,97 €
Total	**272 417 304,53 €**	**267 619 289,45€**	**275 739 110,05 €**

Le graphique ci-après illustre la répartition des recettes réelles :



Les impôts et taxes – Chapitres 73 et 731

Il s'agit du poste de recettes le plus important avec 176 578 352,26 €, soit 64,04% du total des recettes réelles de fonctionnement. Ce poste de recettes progresse de 1,91 % par rapport à 2024.

Les recettes fiscales sont détaillées ci-après :

Recettes	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Evolution 2024/2025
Taxe Enlèvement Ordures Ménagères	40,65 M€	42,39 M€	43,72 M€	3,12%
Cotisation Foncière des Entreprises	31,24 M€	32,75 M€	33,84 M€	3,33%
Fiscalité ménages	15,70 M€	15,82 M€	15,45 M€	-2,34%
Fraction de TVA	37,41 M€	37,40 M€	37,50 M€	0,27%
Fraction Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	20,73 M€	20,68 M€	20,98 M€	1,46%
Compensation FNGIR	14,57 M€	14,57 M€	14,57 M€	0,00%
Taxe sur les Surfaces Commerciales	4,65 M€	4,89 M€	4,92 M€	0,70%
Imposition forfaitaire sur entreprises réseaux (IFER)	1,99 M€	2,16 M€	2,29 M€	5,96%
Autres produits fiscaux	1,59 M€	1,32 M€	1,68 M€	27,63%
Taxe de séjour	1,04 M€	1,30 M€	1,63 M€	25,42%
Total	**169,58 M€**	**173,28 M€**	**176,58 M€**	**1,91%**

Les taux de fiscalité n'ont pas évolué en 2025 et se présentent comme suit :

	2022	2023	2024	2025
Taxe d'habitation (résidence principale et/ou secondaire)	10,06%	10,06%	10,06%	10,06%
Taxe sur le foncier bâti	1,58%	3,58%	3,58%	3,58%
Taxe sur le foncier non bâti	4,78%	4,78%	4,78%	4,78%
Cotisation foncière des entreprises	26,36%	26,36%	26,36%	26,36%
Versement mobilité	2%	2%	2%	2%

Les dotations et participations – Chapitre 74

Deuxième poste de recettes pour la collectivité, les dotations et participations d'un montant de 54 763 732,61 € sont en augmentation de 2,21% par rapport à 2024.

Les dotations et participations se composent des éléments ci-dessous :

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Evolution 2024/2025
DOTATION DE COMPENSATION	20,48 M€	20,15 M€	19,41 M€	-3,63%
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	5,51 M€	5,49 M€	5,50 M€	0,08%
PARTICIPATIONS CAF	4,73 M€	3,94 M€	4,77 M€	21,12%
DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	7,52 M€	7,45 M€	6,17 M€	-17,20%
PARTICIPATIONS DES COMMUNES	2,55 M€	2,55 M€	2,92 M€	14,65%
COMPENSATIONS TH, FB, CET	12,88 M€	13,18 M€	13,69 M€	3,83%
AUTRES PARTICIPATIONS (ETAT, CeA, ANAH…)	1,53 M€	0,82 M€	2,30 M€	181,82%
TOTAL	**55,20 M€**	**53,58 M€**	**54,76 M€**	**2,21%**

L'augmentation de la participation des communes comprend 0,4M€ de reversement des compensations perçues par les communes au titre de la Petite Enfance en tant qu'autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant. La compétence étant exercée par l'agglomération, le reversement de la somme par les communes a été comptabilisé sur l'exercice 2025.

Les produits des services et du domaine – Chapitre 70

Avec une réalisation de 36,71 M€ ce chapitre est en baisse de -0,31 M€, soit -0,85%.

Les prestations liées au périscolaire et à la petite enfance avec 7 M€ sont en augmentation de 3,43% par rapport à 2024.

Les équipements sportifs atteignent 2,7 M€ de recettes, soit plutôt une stabilité par rapport à l'année précédente.

Le parc zoologique et botanique avec ses 3,3 M€ de recettes connaît une forte augmentation, à + 25,28 %, en lien avec l'ouverture de l'espace Horizon Afrique.

Les recettes du service environnement et services urbains sont en augmentation de 51,92% et s'élèvent pour 2025 à 6,7 M€. Ceci s'explique par un décalage de la facturation 2024 qui a été réalisée en 2025.

Le détail par compétence figure ci-dessous :

PRODUITS DES SERVICES	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Evolution 2024/2025
PERISCOLAIRE ET PETITE ENFANCE	6,52	6,75	7,0	3,43%
ENVIRONNEMENT SERVICES URBAINS	5,77	4,43	6,7	51,92%
EQUIPEMENTS SPORTIFS	2,57	2,70	2,7	-0,34%
PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	2,67	2,67	3,3	25,28%
PRODUITS DIVERS (dont refacturations budgets annexes)	23,18	20,47	17,0	-17,17%
TOTAL	**40,71**	**37,02**	**36,71**	**-1%**

Les autres produits de gestion courante – Chapitre 75

Avec 4 837 031,23 € ces produits sont en augmentation de 1,9 M€ (+66,29%) par rapport au montant de 2024.

Ils comprennent principalement :
- les loyers ou produits de mise à disposition des bâtiments communautaires pour 1,65 M€ (1,49 M€ en 2024),
- les subventions ALCOME et CITEO pour 1,06 M€
- les recettes d'exploitation du centre sportif pour 352 k€,
- les refacturations liées aux collectes de déchets pour 287 k€
- des indemnisations pour 133 k€
- pour le reste, des refacturations diverses et redevances.

Les atténuations de charges – Chapitre 013

Les remboursements divers sur les frais de personnel (notamment les charges de sécurité sociale et de prévoyance) représentent 246 687,86 € en 2025.
Ce chapitre enregistre également une écriture de stock pour la boutique du zoo pour un montant de 42 020,31 €.

Les produits financiers – Chapitre 76

Les produits financiers s'élèvent quant à eux à 10 068,97 € et sont en nette diminution par rapport à l'année précédente (-94,70%). Cela s'explique par la fin du fonds de soutien pour la sortie des emprunts à risques (-180,9 k€).

Les recettes spécifiques – Chapitre 77

Avec un total de 2 550 548,09 €, les recettes spécifiques sont en très forte augmentation par rapport à l'année précédente (+536,94 %).
Ces recettes sont fluctuantes car dépendent des cessions de biens et de bâtiments réalisées au cours de l'exercice. Ainsi, en 2025, elles se décomposent comme suit :
Les principaux postes qui composent ce chapitre en 2024 sont :
- des produits de cession d'immobilisations pour 2,52 M€
- des mandats annulés sur exercices antérieurs pour 26 k €

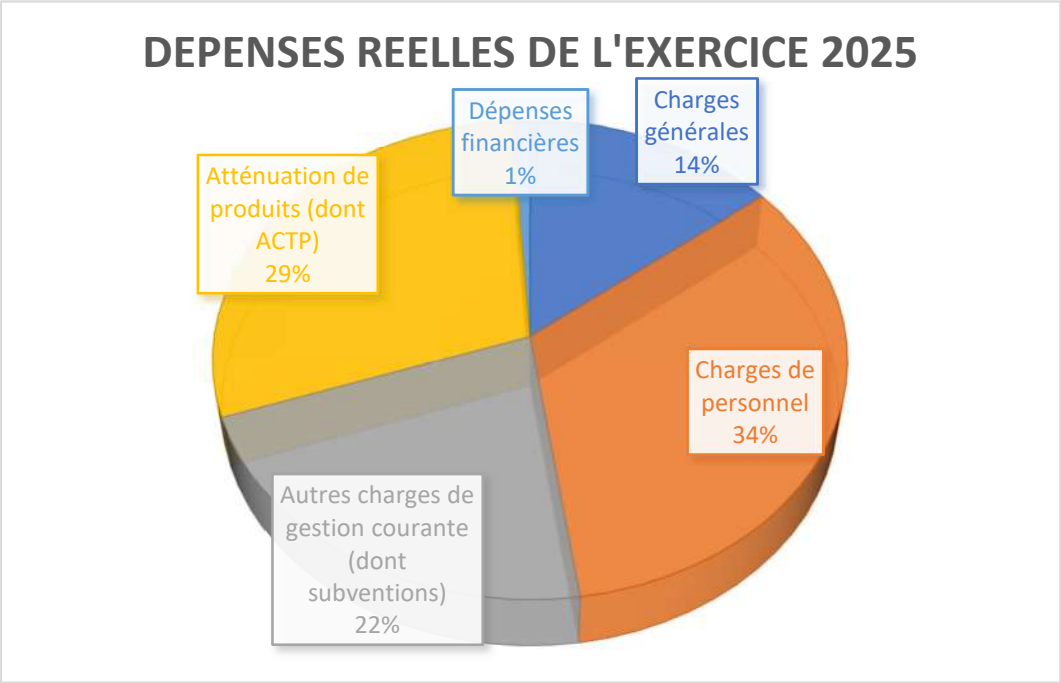
b. DEPENSES

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 247,71 M€. La répartition des dépenses figure dans le tableau ci-dessous :

Dépenses réelles	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025
Dépenses de gestion	239 252 268,08 €	244 630 402,62 €	245 121 017,23 €
Dépenses financières	3 335 439,12 €	3 202 691,97 €	2 503 483,89 €
Dépenses spécifiques	122 891,93 €	11 766,01 €	85 545,45 €

Total	**242 710 599,13 €**	**247 844 860,60 €**	**247 710 045,57 €**

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des dépenses réelles :



Les charges de personnel – Chapitre 012

D'un montant global de 82 893 459,67 € les charges de personnel progressent de + 1,38% par rapport à l'année précédente. L'évolution s'explique principalement par :

- L'augmentation de la part patronale CNRACL (+3 points) soit environ 800K€
- L'augmentation des charges patronales « Sécurité Sociale » (retour au taux de 9.88% après la baisse d'un an de 1 point) soit un coût annuel de 285K€.
- Le glissement vieillesse technicité: environ 750K€

Les frais de personnel regroupent différents postes de dépenses :
- les charges du personnel communautaire
- les charges liées aux services en commun avec la Ville de Mulhouse
- les charges refacturées aux autres organismes (Sivom) ou aux budgets annexes

Les charges de personnel représentent le premier poste de dépenses de notre collectivité avec 34% des dépenses réelles.

Les atténuations de produits – Chapitre 014

Ces dépenses atteignent 72 649 102,56 €, en augmentation de 4,85 % par rapport à 2024.

En font partie :
- les attributions de compensation (ACTP) versées aux communes pour 65 287 652,75 €

- la dotation de solidarité communautaire (DSC) pour 3,00 M€
- le reversement au Fonds national de Péréquation des Ressources intercommunales et Communales (FPIC) à hauteur de 427 446,00 €
- le reversement de taxe de séjour à la Collectivité européenne d'Alsace pour 117 859,50 € (part CeA de 10%)
- des restitutions de TASCOM et GEMAPI pour 30 377,31 €

Pour 2025, s'ajoute à cela le versement du DILICO (Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités) pour un montant de 3 785 767,00 €.

Ce chapitre représente le deuxième poste de dépenses de m2A.

ATTENUATIONS DE PRODUITS	Montant 2022	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Evolution 2024 / 2025
ACTP	65,29 M€	65,29 M€	65,29 M€	65,29 M€	0%
DSC	1,00 M€	3,00 M€	3,00 M€	3,00 M€	0%
REVERSEMENT FPIC	0,36 M€	0,41 M€	0,38 M€	0,43 M€	12%
RESTITUTIONS / DEGREVEMENTS	0,11 M€	1,13 M€	0,62 M€	0,15 M€	-42%
VERSEMENT DILICO				3,79 M€	
TOTAL	**66,76 M€**	**69,82 M€**	**69,29 M€**	**72,65 M€**	**5%**

Les charges de gestion courante – Chapitre 65

Leur montant est de 54 294 755,77 € pour 2025, en augmentation de 0,08% par rapport à 2024.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- les subventions de fonctionnement et délégations de service public pour 19 137 544,75 € se déclinent dans les domaines suivants :
  - petite enfance : 7 047 697,50 € ;
  - périscolaire : 4 215 549,42 € ;
  - tourisme et musées : 2 360 600,00 € ;
  - emploi, formation et insertion : 1 299 164,00 €
  - aménagement espace communautaire et renouvellement urbain: 1 123 905,00 € ;
  - développement économique et enseignement supérieur : 1 001 300,00 € ;
  - transition écologique et climatique : 886 948,48 € ;
  - amicale du personnel : 805 024,92 € ;
  - politique de la ville et prévention : 251 300,00 € ;
  - secteurs famille, parentalité, séniors : 65 000,00 € ;
  - 81 055,43 € de subventions dans divers secteurs d'activité.

- les contributions et participations se sont élevées à 33 317 932,65 € (contre 33 621 779,43 € en 2024) dont 18 852 223,04 € au SIVOM avec :
  - 10 417 120,52 € pour le traitement des résidus urbains ;
  - 8 435 102,52 € pour la collecte sélective des déchets ;
- une participation d'équilibre de 13 700 000,00 € au budget annexe des transports
- des contributions aux syndicats dans le cadre de la compétence Gemapi (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) pour 710 370,41 € ;
- la contribution au Pôle métropolitain pour 55 339,20 €

S'ajoutent à cela les dépenses d'indemnités des élus ainsi que des charges diverses (licences informatiques, bourses et prix,…).

CHARGES DE GESTION COURANTE	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Evolution 2024 / 2025
CONTRIBUTIONS (SIVOM, GEMAPI, POLE METROPOLITAIN..)	18,31 M€	18,77 M€	19,62 M€	5%
CONTRIBUTION BUDGET TRANSPORT	14,64 M€	14,85 M€	13,70 M€	-8%
SUBVENTIONS AUX PARTENAIRES ET DSP	18,85 M€	19,18 M€	19,14 M€	0%
AUTRES CHARGES DE GESTION	1,94 M€	1,45 M€	1,84 M€	27%
TOTAL	**53,74 M€**	**54,25 M€**	**54,29 M€**	**0,08%**

Les charges à caractère général – Chapitre 011

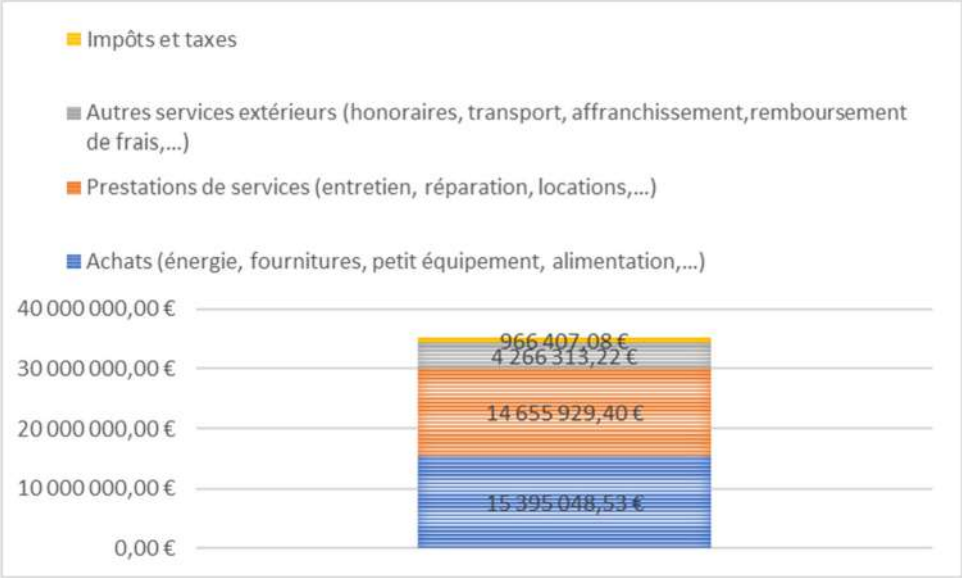
On retrouve dans ce chapitre les dépenses liées au fonctionnement des services, telles que les achats divers (fournitures, alimentation, petit équipement,…), les services extérieurs (entretien et réparation, maintenance, assurances, contrats divers, locations, remboursements de frais, transport, …) et les impôts et taxes.

Globalement, ces dépenses ressortent à 35 283 698,23 € en 2025 contre 39 328 597,95 en 2024. Elles sont donc en baisse de -10,28%. Cette baisse est à constater au regard de l'inflation qui s'est établie à +0,9% pour 2025 (INSEE).

Ces dépenses ont notamment été mises en œuvre dans le cadre des compétences suivantes :

Compétences	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Evolution 2024 / 2025
Mise en œuvre collecte ordures, propreté urbaine et parc aut	11 535 536 €	11 543 053 €	10 626 693 €	-7,94%
Gestion de l'activité périscolaire	5 099 052 €	5 964 929 €	5 528 640 €	-7,31%
Equipements sportifs	6 975 736 €	6 397 899 €	6 352 235 €	-0,71%
Parc zoologique et botanique	1 732 428 €	2 334 918 €	2 253 735 €	-3,48%
Système d'information et informations géographiques	1 019 572 €	919 348 €	654 100 €	-28,85%
Habitat	169 444 €	277 161 €	289 634 €	4,50%
Petite enfance	880 196 €	1 126 473 €	866 295 €	-23,10%
Transition écologique	172 026 €	95 033 €	215 023 €	126,26%
Gestion des sites d'activités	1 318 977 €	1 186 484 €	2 414 908 €	103,53%
Gestion des zones d'activités	711 729 €	835 703 €	1 133 777 €	35,67%

Le détail par type de dépenses est le suivant :



Les dépenses financières – Chapitre 66

Côté dépenses, l'essentiel de ce poste est constitué de la charge de la dette à court et à long terme. Le niveau de réalisation en 2025 s'élève à 2 503 483,89 €.

Les dépenses spécifiques – Chapitre 67

Côté dépenses spécifiques, elles s'élèvent à 85 545,45 €. Ces dépenses sont essentiellement liées aux annulations de titres sur exercices antérieurs.

2.1.2. Recettes et dépenses d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de Fonctionnement et d'Investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

a. RECETTES

Le total des recettes d'ordre, hors excédent reporté, s'élève à 1 943 395,28 € et est constitué par des régularisations diverses, des écritures liées aux travaux en régie et des reprises sur provisions.

b. DEPENSES

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 14 902 146,77 € et sont composées de :

- 10 990 078,74 € de dotations aux amortissements

- 253 556,51 € de dotations aux dépréciations des créances douteuses ;
- 3 631 424,52 € d'écritures relatives à des cessions ;
- 27 087,00 € de provisions pour risques et charges.

2.2 Section d'Investissement

La section d'investissement du compte financier unique 2025 totalise 69 367 216,67 € en dépenses et 91 417 318,60 € en recettes.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	17 399 674,96 €	17 309 101,98 €	17 436 773,75 €
	Immobilisations incorporelles	1 789 122,92 €	1 604 772,71 €	1 992 732,43 €
	Subventions d'investissement versées	9 434 298,14 €	12 180 292,69 €	6 285 757,91 €
	Immobilisations corporelles	5 990 763,88 €	6 402 720,25 €	10 133 650,77 €
	Immobilisations en cours	8 241 394,29 €	11 010 062,71 €	11 206 907,29 €
	Participations et créances	419 846,25 €	844 991,26 €	0,00 €
	immobilisations financières	9 485 044,00 €	2 351 027,09 €	6 982 840,50 €
	Opérations patrimoniales	6 000 000,00 €	5 612 831,52 €	5 689 999,00 €
	Ecritures d'ordre	2 865 783,26 €	1 036 073,98 €	1 943 395,28 €
	Opérations pour compte de tiers	2 535 089,72 €	6 268 311,73 €	7 695 159,74 €
	Dotations, fonds divers	1 971 327,14 €	0,00 €	0,00 €
	Résultat reporté	4 589 360,31 €	11 754 983,44 €	15 836 443,84 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**70 721 704,87**	**76 375 169,36**	**85 203 660,51**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	17 376 305,66 €	29 199 268,89 €	26 653 274,63 €
	Subventions d'investissement	2 466 180,33 €	4 350 405,90 €	6 633 242,27 €
	Emprunts et dettes assimilées	3 003 064,00 €	2 927 657,54 €	27 506 563,54 €
	Immobilisations financières	10 637 963,54 €	3 645 241,28 €	5 610 602,19 €
	Opérations patrimoniales	6 000 000,00 €	5 612 831,52 €	5 689 999,00 €
	Ecritures d'ordre	13 795 212,18 €	12 091 409,67 €	14 902 146,77 €
	Opérations pour compte de tiers	4 740 027,48 €	2 645 400,00 €	3 938 090,90 €
	Autres recettes		66 510,72 €	483 399,30 €
	Résultat reporté	947 968,24 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**58 966 721,43 €**	**60 538 725,52 €**	**91 417 318,60 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-11 754 983,44 €**	**-15 836 443,84 €**	**6 213 658,09 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-8 113 591,37 €**	**-4 081 460,40 €**	**22 050 101,93 €**

2.2.1 Recettes et dépenses réelles

a. RECETTES

La dette

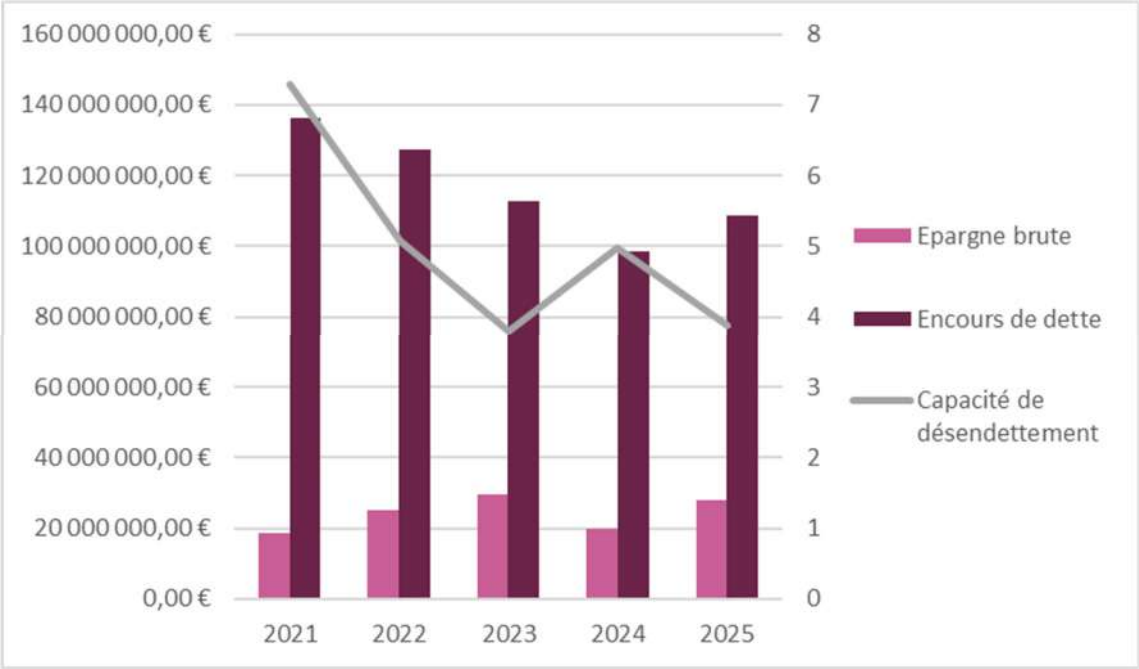
En 2025, l'agglomération a eu recours à l'emprunt pour financer les investissements.

A ce titre, 2 emprunts ont été contractés sur le budget principal :

- Un emprunt de 15 000 000,00€ sur 15 ans, au taux fixe de 3,35%
- Un emprunt de 10 000 000,00€ sur 18 ans, au taux fixe de 3,65%

A ces 25 M€ s'ajoutent des écritures pour remboursement temporaire d'emprunt à 2,5 M€.

L'encours de la dette au 31/12/2025 s'élève à 108,61 M€. La capacité de désendettement s'améliore par rapport à 2024 malgré les emprunts contractés en 2025, passant de 5 ans en 2024 à 3,87 ans. Cela s'explique par l'augmentation de l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement.



Les subventions d'équipement perçues

Le montant des subventions d'équipement perçues de nos partenaires s'est élevé à 6 633 242,27 € en augmentation de 52,47% par rapport à l'année 2024 où elles représentaient 4 350 405,90€.

Les montants 2025 sont détaillés ci-dessous :

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERCUES	Montant 2023	Montant 2024	Montant 2025	Observations 2025
Collectivité européenne d'Alsace	262 694,00 €	61 437,00 €	1 352 391,82 €	Périscolaires, Horizon Afrique, Centre sportif,…
Etat	468 538,95 €	2 748 174,78 €	2 074 178,54 €	Fonds vert, DSIL périscolaires, fond friche
Communes	315 986,38 €	17 712,00 €	446 124,58 €	Accessibilité numérique, Wittenheim piste cyclable, Mulhouse dépenses services
Syndicats / groupements de collectivités	717 927,39 €	0,00 €		
Région	230 860,74 €	1 146 700,00 €	1 376 155,00 €	Quatrium, Horizon Afrique, Parking P3, Stade de l'Ill,…
Autres	470 172,87 €	376 382,12 €	1 149 338,52 €	Dont fonds européens 119k€ Dont CAF 597k€ Dont PUP Stellantis 200k€
TOTAL	**2 466 180,33 €**	**4 350 405,90 €**	**6 398 188,46 €**	

Les dotations et fonds divers

D'un total de 26 653 274,63€, cette catégorie de recettes est constituée par :
- la reprise des résultats 2024 pour 25 586 223,03 €,
- le Fonds de Compensation pour la TVA pour 1 067 051,60€.

Les opérations pour comptes de tiers

Les recettes encaissées au titre des opérations pour comptes de tiers s'élèvent à 3,94 M€ et concernent uniquement les Aides à la Pierre (parc public et parc privé). Les opérations pour comptes de tiers se retrouvent également en dépenses et sont équilibrées en exécution à la fin des opérations (mais pas au cours de l'exercice du fait d'un décalage entre les versements effectués par m2A aux bailleurs ou aux particuliers et les reversements de la Direction Départementale des Territoires).

Les opérations financières hors dette

Ces opérations se sont élevées à 5,61 M€ pour 2025 et concernent principalement 2 types de recettes :

- Les remboursements d'avances consenties par m2A (notamment au budget Eau et au musée de l'automobile), qui se retrouvent également en dépenses.

- Des écritures liées à des paiement échelonnés (1,25 M€ en 2025 pour le bâtiment DMC).

Le solde concerne les écritures de prêts hypothécaires ou autres recettes.

b. DEPENSES

Le total des dépenses réelles de l'exercice (hors résultat reporté) est de 61 733 822,39 € alors qu'il était de 57 971 280,42 € en 2024.
Les dépenses d'équipement représentent une part importante des réalisations avec 29 619 048,40 € (hors opérations pour comptes de tiers).

Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement se déclinent en :

DEPENSES D'EQUIPEMENT	CA 2022 (M€)	CA 2025(M€)
Investissements pluriannuels en APCP (autorisations de programme / crédits de paiement) - Inscrits en PPI	**6,33**	16,78
Subventions d'équipement versées	**15,59**	6,29
Investissements annuels en travaux	**0,69**	1,07
Investissements annuels fonciers	**0,15**	0,29
Investissements annuels financiers	**0,00**	0,02
Investissements annuels en mobilier	**4,23**	5,17
TOTAL	**28,25**	**29,62**

Ces dépenses d'équipement touchent tous les domaines de compétences de l'agglomération. Ci-dessous sont listés les postes de dépenses les plus conséquents :

DEPENSES D'EQUIPEMENT	CA 2024 (M€)	CA 2025 (M€)	Détails
Investissements pluriannuels en APCP	**13,01**	**16,78**	Dont Tourisme et musées : 6,76M€ (6M€ pour Horizon afrique) Développement économique : 3,07M€ Maintenance du patrimoine : 1,25M€ Sports : 2,38M€ Périscolaire : 1,09M€ Mobilités douces : 1,07M€ Petite Enfance : 742k€ Aménagement 241k€

Subventions d'équipement versées	**12,18**	**6,29**	Dont Périscolaire : 139k€ Tourisme et Musées : 257k€ Fonds nouvelle donné : 1,5M€ Développement économique et enseignement supérieur : 1,5M€ Urbanisme : 1,09M€ Habitat et renouvellement urbain : 895k€ Transports : 799k€
Investissements annuels en travaux	**1,23**	**1,07**	Dont Construction et Patrimoine : 310k€ Zoo : 233k€ Sports : 208k€ Périscolaire : 163k€ Environnement services urbains : 58k€ Petite Enfance : 54k€ Espaces verts : 43k€
Investissements annuels fonciers	**0,00**	**0,29**	Grand Rex
Investissements annuels en mobilier	**4,79**	**5,17**	Dont Environnement et services urbains : 2,46M€ Systèmes d'informations : 0,96M€ Sports : 0,82M€ Zoo : 243k€ Périscolaire : 185k€ Communication : 172k€ Moyens généraux : 107k€ Petite Enfance : 39k€
Investissements annuels financiers		**0,02**	Frais d'insertion
TOTAL	**37,47**	**29,62**	

Les dépenses financières

Les dépenses financières se chiffrent à 24 419 614,25 € et se déclinent comme suit :
-Remboursement du capital des emprunt pour 14 553 166,21€
-Remboursement des prêts à la CAF (à taux 0) pour 120 945,00€
-Des écritures de remboursements temporaires pour 2 750 000,00€
-Des remboursements de cautions pour 12 662,54€
-Des versements d'avances remboursables pour 5 317 740,50€
-Des versements de prêts aux agents pour 17 100,00€
-Des écritures de paiements échelonnés pour 1 648 000,00€ (Cessions des bâtiments Bento et During à la Ville de Mulhouse).

Les opérations pour comptes de tiers

Les dépenses liées aux opérations pour comptes de tiers s'élèvent à 7 695 159,74€. Ces dépenses concernent les Aides à la Pierre, parc public et parc privé, et des recettes sont perçues pour l'ensemble des opérations, afin d'équilibrer ces comptes.

2.2.2 Recettes et dépenses d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement sont pour partie le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. Ainsi, le total des recettes d'ordre « entre sections » est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement. Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections. S'ajoutent à ces opérations entre sections, les opérations patrimoniales qui concernent exclusivement la section d'investissement.

a. RECETTES

Le total des recettes d'ordre s'élève à 20 592 145,77 € et est constitué de :

- 14 902 146,77€ d'écritures entre sections :

  - 10 990 078,74 € de dotations aux amortissements
  - 253 556,51 € de dotations aux dépréciations des actifs circulants (dépréciations des créances)
  - 3 631 424,52 € d'écritures relatives à des cessions ;
  - 27 087,00 € de provisions pour risques et charges

- 5 689 999,00€ d'écritures au sein de la section d'investissement, dont 5 250 000€,00€ liées aux remboursements temporaires d'emprunts et 439 999,00€ d'écritures liés aux acquisitions à l'euro symbolique.

b. DEPENSES

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 7 633 394,28 € et recouvrent :

- 1 943 395,28 € d'écritures entre sections
- 5 689 999,00€ d'écritures au sein de la section d'investissement

2.3 Résultats

Résultat de fonctionnement	26 891 830,92 €
Résultat d'investissement	6 213 658,09 €
Résultat cumulé de l'exercice	**33 105 489,01 €**

Après reprise du solde des restes à réaliser de – 13 922 894,62 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de -7 709 236,53 €.

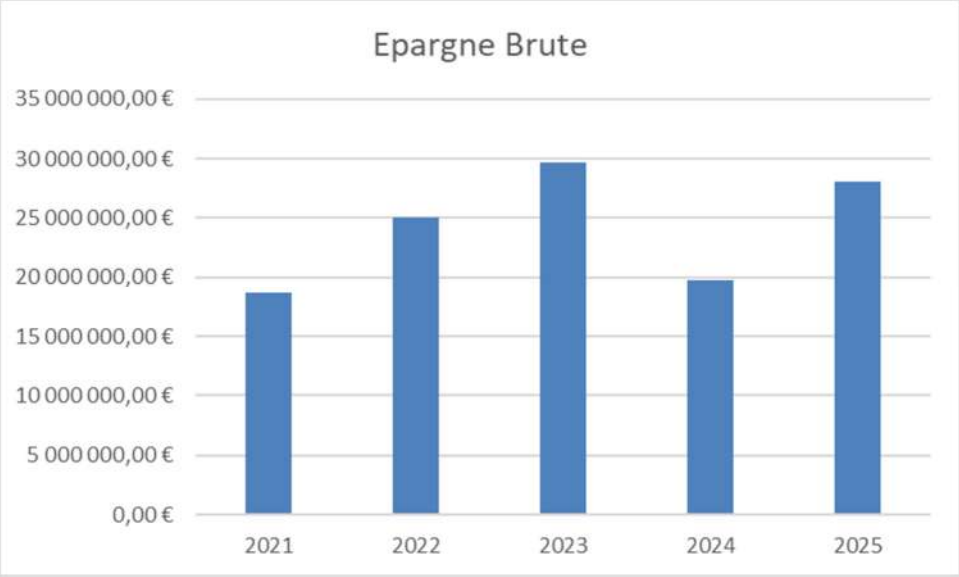
Le Budget principal dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 19 182 594,39 €.

Le solde des opérations réelles de la section de fonctionnement a permis de dégager une épargne brute de 28,03 M€. L'épargne brute est en augmentation par rapport à celle de 2024 qui était de 19,77 M€.

EPARGNE		CA 2023	CA 2024	CA 2025
Epargne avec opérations exceptionnelles	Dépenses réelles	242 710 599 €	247 844 860,60 €	247 710 045,57 €
	Recettes réelles	272 417 305 €	267 619 289,45 €	275 739 110,05 €
	Epargne brute	**29 706 705 €**	**19 774 428,85 €**	**28 029 064,48 €**
	Taux d'épargne brute	***10,90%***	***7%***	***10%***
	Remboursement du capital de la dette	14 359 865 €	14 533 681,78 €	14 674 111,21 €
	Epargne nette	**15 346 840 €**	**5 240 747,07 €**	**13 354 953,27 €**
	Taux d'épargne nette	***5,63%***	***2%***	***5%***

Le taux d'épargne brute mesure la part des recettes réelles de fonctionnement disponible pour financier les investissements ou rembourser la dette. Ce taux s'élève à 10% pour 2025.

Le taux d'épargne nette (épargne brute de laquelle on déduit le remboursement en capital de la dette), s'élève quant à lui à 5%.



L'encours de la dette au 31/12/2025 s'élève à 108,61 M€. La capacité de désendettement s'améliore par rapport à 2024 malgré les emprunts contractés en 2025, passant de 5 ans en 2024 à 3,87 ans. Cela signifie qu'en affectant la totalité de l'épargne brute au remboursement de la dette, cette dernière serait remboursée en 3,87 ans.[1]

[1] Cela est donc inférieur au seuil de 12 ans au-delà duquel la capacité de désendettement est considérée comme inquiétante.

3. Examen des Budgets annexes

En plus de son budget principal, m2A dispose de six budgets annexes :

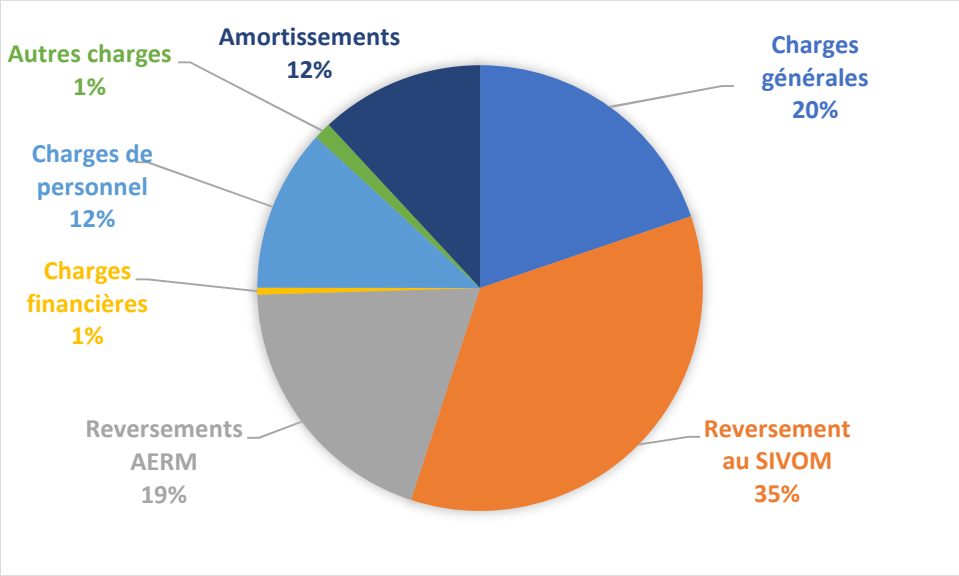
- le budget annexe de l'Eau,
- le budget annexe du Chauffage Urbain regroupant les Centrales Thermiques de l'Illberg et de Rixheim,
- le budget annexe des Transports Urbains,
- le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim,
- le budget annexe de la ZA Amélie IV,
- le budget de l'Investissement Territorial Intégré.

Ils permettent de retracer les coûts réels des missions qu'ils recouvrent, conformément à la législation relative aux activités à caractère industriel et commercial et aux zones d'activités.

3.1 Budget annexe de l'Eau

3.1.1 Section d'exploitation

En 2025, les dépenses d'exploitation atteignent 53 000 795,79 € et se décomposent ainsi :



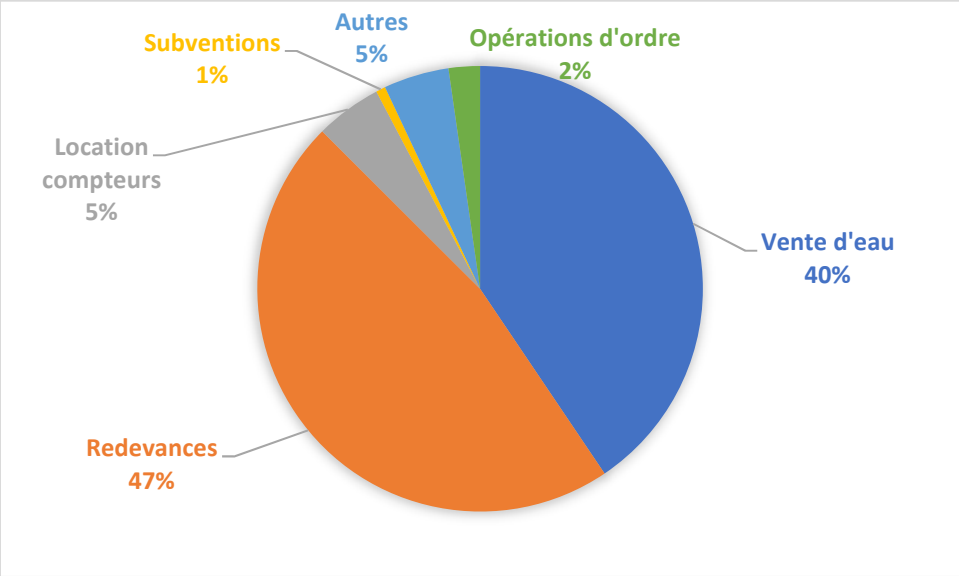
Les dépenses comprennent principalement :

- des charges à caractère général pour 30 013 629,26 € :
  - 19 223 604,17€ de reversement au SIVOM pour la redevance assainissement
  - 1 543 160,54 € d'achat d'eau
  - 1 557 192,10 € de reversement à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse pour la redevance de performance assainissement
  - 1 208 575€ de contribution au budget principal (pour les frais des services supports « centraux » et de la Direction administrative et financière du Pôle TEERE)
  - 938 235,76€ de réfection de fouille

- 5 542 861,69 de charges diverses (entretien et réparation, achats de fournitures, énergie, prestations de services,…).

- les charges de personnel pour 6 453 424,55 €,
- le reversement des redevances pour 9 086 098,69 € (redevance pollution domestique et redevance modernisation),
- les frais financiers pour 277 451,12 € (intérêts des emprunts)
- 677 064,59 € d'autres charges (charges spécifiques, indemnités, provisions)
- les mouvements d'ordre, dont les dotations aux amortissements pour 6 493 127,58 €.

Les recettes d'exploitation atteignent 54 168 850,76 €. Elles se décomposent comme suit :



- vente d'eau pour 21 974 156,26€
- redevances pour 25 415 029,70 €
- les écritures d'ordre pour 1 223 156,77 €
- les subventions pour 379 614,49 €
- les locations de compteurs pour 2 606 194,62 €
- les autres recettes pour 2 570 698,92€ (remboursements divers, produits spécifiques)

Compte tenu des éléments précédemment décrits, ce budget dégage un excédent de fonctionnement de 1 168 054,97 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Charges générales	35 339 355,22 €	24 787 892,65 €	30 013 629,26 €
	Charges de personnel	5 646 960,46 €	6 219 127,71 €	6 453 424,55 €
	Atténuation de produits	6 443 832,92 €	3 871 000,00 €	9 086 098,69 €
	Subventions et contributions aux organismes tie	50 546,06 €	53 407,71 €	75 011,35 €
	Charges de la dette (intérêts)	419 931,83 €	333 187,95 €	277 451,12 €
	Charges spécifiques	1 616 814,63 €	162 206,94 €	478 468,56 €
	Ecritures d'ordre	6 124 413,75 €	6 395 280,94 €	6 493 127,58 €
	Dotations aux provisions	9 857,57 €	8 575,55 €	123 584,68 €
	Résultat reporté	18 929,11 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**55 670 641,55 €**	**41 830 679,45 €**	**53 000 795,79 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Produits des services	56 360 068,54 €	41 660 424,53 €	51 245 878,45 €
	Autres produits de gestion courante	96 989,34 €	90 641,53 €	172 417,17 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	300 090,91 €	170 993,12 €	379 614,49 €
	Recettes exceptionnelles	8 538 424,37 €	81 937,88 €	113 678,80 €
	Atténuation de charges	965 191,32 €	1 010 473,55 €	1 015 607,13 €
	Ecritures d'ordre	944 362,24 €	1 161 431,63 €	1 223 156,77 €
	Résultat reporté	1 487 216,09 €	5 020 680,22 €	0,00 €
	Reprises sur provisions	0,00 €	9 857,57 €	18 497,95 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**68 692 342,81 €**	**49 206 440,03 €**	**54 168 850,76 €**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**13 021 701,26 €**	**7 375 760,58 €**	**1 168 054,97 €**
	EPARGNE BRUTE	**16 733 465,79 €**	**7 588 929,67 €**	**6 438 025,78 €**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**11 553 414,28 €**	**2 355 080,36 €**	**1 168 054,97 €**

3.1.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2025 s'élèvent à 22 975 028,88 €.

Les dépenses d'équipement représentent 10 722 119,22 € dont figurent ci-dessous, les principaux investissements réalisés :

- Renouvellement extension des conduites et branchements : 5 324 387,71 €
- Renouvellement conduites maîtresses pour 2 433 695,55 €
- Branchements neufs : 580 691,01 €
- Petits travaux de conduites et branchements : 469 600,02 €
- Matériel de transport : 372 870,72 €
- Renouvellement de matériel pour les bâtiments d'exploitation : 282 995,91 €
- Acquisition et renouvellement des compteurs pour 177 357,78 €
- Mise à niveau du logiciel de facturation (télérelève) : 229 196,79 €

Le solde concerne des études, de l'acquisition de matériel, des travaux sur bâtiments ou des travaux d'aménagements.

S'ajoutent à ces investissements :

- le remboursement de l'emprunt pour 1 446 243,71 €. Le capital restant dû au 31/12/2025 est de 17,62 M€
- le remboursement de l'avance au budget principal pour 4 000 000 €
- le remboursement des cautions pour 8 835,00 €
- des écritures d'ordre pour 1 223 156,77 € (reprises de subventions et travaux effectués en régie)

- le déficit antérieur reporté pour 5 534 558,54 €
- des reversements de subventions pour 40 115,64 € (Agence de l'Eau Rhin Meuse).

Ces dépenses ont pu être financées grâce à :

- la souscription d'un emprunt à hauteur de 8,3 M€, remboursable sur 18 ans à un taux révisable
- des mouvements d'ordre à hauteur de 6 493 127,58 € liés aux amortissements,
- l'avance du budget principal pour 4 000 000 €
- des subventions d'investissement de 1 544 650,24 € (agence de l'eau, Etat et remboursements des branchements neufs et poteaux incendie).
- l'affectation du résultat 2024 pour 7 375 760,58 € (excédents de fonctionnement reportés)
- des mandats annulés sur exercices antérieurs de 92 635,88 €
- remboursement de cautions pour 18 885,00 €.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 27 825 059,28 pour 2025.

La section d'investissement est excédentaire de 4 850 030,40 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	8 589 864,62 €	3 565 743,45 €	5 455 078,71 €
	Immobilisations incorporelles	236 554,00 €	238 715,93 €	340 867,42 €
	Immobilisations corporelles	2 523 141,26 €	1 823 717,58 €	1 210 548,27 €
	Immobilisations en cours	6 067 068,62 €	12 852 629,45 €	9 170 703,53 €
	Dotations, fonds divers	1 280 488,97 €	0,00 €	0
	Ecritures d'ordre	944 362,24 €	1 161 431,63 €	1 223 156,77 €
	Opérations pour comptes de tiers	1 178 231,60 €	0,00 €	0
	Autres dépenses	0,00 €	0,00 €	40 115,64 €
	Résultat reporté	162 341,48 €	3 541 360,69 €	5534558,54
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**20 982 052,79**	**23 183 598,73**	**22 975 028,88**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	1 065 055,68 €	8 001 021,04 €	7375760,58
	Subventions d'investissement	1 550 092,15 €	1 239 418,21 €	1544650,24
	Emprunts et dettes assimilées	7 089 525,00 €	2 013 320,00 €	12 318 885,00 €
	Opérations pour comptes de tiers	1 165 178,21 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	6 124 413,75 €	6 395 280,94 €	6 493 127,58 €
	Autres recettes	0,00 €	0,00 €	92 635,88 €
	Résultat reporté	446 427,31 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**17 440 692,10 €**	**17 649 040,19 €**	**27 825 059,28 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-3 541 360,69 €**	**-5 534 558,54 €**	**4 850 030,40 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-3 825 446,52 €**	**-1 993 197,85 €**	**10 384 588,94 €**

3.1.3 Résultats

Résultat d'exploitation	1 168 054,97€
Résultat d'investissement	4 850 030,40€

Résultat cumulé de l'exercice	**6 018 085,37 €**

Après reprise du solde des restes à réaliser de – 4 864 154,83 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de -14 124,43 €.
Le Budget annexe de l'Eau dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 1 153 930,54 €.

EPARGNE		**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
	Dépenses réelles	49 527 299 €	35 435 399 €	46 507 668,21 €
	Recettes réelles	66 260 764 €	43 024 328 €	52 945 693,99 €
	Epargne brute	**16 733 466 €**	**7 588 930 €**	**6 438 025,78 €**
	Taux d'épargne brute	***25,25%***	***17,64%***	***12,16%***
	Remboursement du capital de la dette	1 577 285 €	1 549 663 €	1 446 243,71 €
	Epargne nette	**15 156 181 €**	**6 039 266 €**	**4 991 782,07 €**
	Taux d'épargne nette	***22,87%***	***14,04%***	***9%***

Le taux d'épargne brute mesure la part des recettes réelles d'exploitation disponible pour financer les investissements ou rembourser la dette. Ce taux s'élève à 12,16% pour 2025.

Le taux d'épargne nette (épargne brute de laquelle on déduit le remboursement en capital de la dette) s'élève quant à lui à 9%.

Du côté de la dette, le capital restant dû au 31.12.2025 s'élève à 17 620 355,22€. La capacité de désendettement s'élève à 2,74 ans. Cela signifie qu'en affectant la totalité de l'épargne brute au remboursement de la dette, cette dernière serait remboursée en 2,74 ans. [2]

[2] Cela est donc inférieur au seuil de 12 ans au-delà duquel la capacité de désendettement est considérée comme inquiétante.

3.2. Budget annexe du Chauffage Urbain

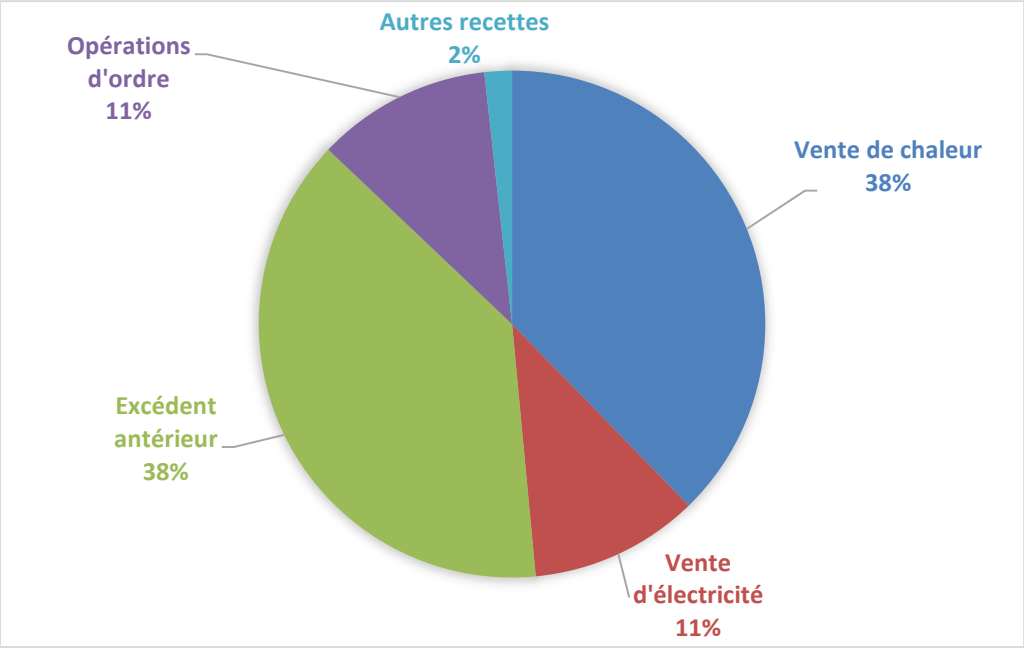
3.2.1. Section d'exploitation

En 2025, les dépenses d'exploitation atteignent 15 786 492,81 €.

Les dépenses comprennent principalement :

- des charges à caractère général pour 9 874 173,50 €, en augmentation de 15% par rapport à l'exercice 2024. Ces charges comprennent :
  - 8 542 673,34 € d'achat d'énergie et combustible (11 346 275,39 € en 2023, 6 093 393,56 € en 2024)
  - 372 537,96 € de maintenance,
  - 345 443,00 € de remboursement de frais au budget principal,
  - 613 519,20€ de frais divers (fournitures, entretien et réparation, assurances, traitement des cendres,…).
- les charges de personnel pour 895 564,47 € (+16% par rapport à 2024),
- les intérêts des emprunts pour 148 624,90 € (-25% par rapport à 2024),
- les dotations aux provisions pour 44 356,14 € (créances douteuses)
- les charges spécifiques pour 260 307,42 € (titres annulés sur exercice antérieur)
- les autres charges de gestion courante pour 129,32 €
- les mouvements d'ordre pour 4 563 337,06 €, dont les dotations aux amortissements pour 1 426 015,26 € et les variations de stock de quotas CO_2 pour 3 137 321,80 €.

Les recettes d'exploitation sont en nette augmentation par rapport à l'année précédente (+22%) avec 26 481 494,93 € contre 21 622 919,79 €. Elles se décomposent principalement ainsi :



- vente de produits (chaleur et électricité) pour 12 845 041,02 €, en augmentation par rapport à 2024 (12 431 360,08 €),
- refacturation au délégataire de la centrale de Rixheim pour 194 082€,
- facturation du bail pour l'antenne relais pour 106 371,32 € (avec rattrapage de l'antériorité),

- les écritures d'ordre relatives au transfert des subventions d'équipement au compte de résultat (223 703,00 €) ainsi que la constatation de la variation des stocks (2 728 493,55 €),
- les recettes spécifiques pour 78 701,00 €,
- les autres produits de gestion courante pour 46 120,00 € (redevance de la Délégation de Service Public de Rixheim),
- les reprises sur provisions 2024 pour 38 433,19 €
- le résultat de fonctionnement reporté de 10 220 549,85 € (contre 6 767 640,39 € en 2024),

Compte tenu des éléments précédemment décrits, ce service dégage un excédent de fonctionnement de 10 695 002,12 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Charges générales	13 976 795,96 €	8 567 899,02 €	9 874 173,50 €
	Charges de personnel	722 592,69 €	773 975,09 €	895 564,47 €
	Autres charges de gestion courante	489,42 €	0,00 €	129,32 €
	Charges de la dette (intérêts)	226 524,16 €	199 451,54 €	148 624,90 €
	Dotation aux provisions	0,00 €	38 433,19 €	44 356,14 €
	Charges exceptionnelles	0,00 €	9 083,86 €	260 307,42 €
	Ecritures d'ordre	1 421 482,83 €	1 428 121,67 €	4 563 337,06 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**16 347 885,06 €**	**11 016 964,37 €**	**15 786 492,81 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Résultat reporté	10 086 716,39 €	6 767 640,39 €	10 220 549,85 €
	Produits des services	15 524 622,29 €	12 625 442,08 €	13 145 494,34 €
	Autres produits de gestion courante	0,00 €	47 800,00 €	46 120,00 €
	Recettes exceptionnelles	46 176,65 €	1 576 264,82 €	78 701,00 €
	Produits financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Reprises sur provisions	0,00 €	0,00 €	38 433,19 €
	Ecritures d'ordre	488 761,00 €	605 772,50 €	2 952 196,55 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**26 146 276,33 €**	**21 622 919,79 €**	**26 481 494,93 €**

RESULTAT D'EXPLOITATION	**9 798 391,27 €**	**10 605 955,42 €**	**10 695 002,12 €**
EPARGNE BRUTE	**644 396,71 €**	**4 660 664,20 €**	**2 085 592,78 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-288 325,12 €**	**3 838 315,03 €**	**474 452,27 €**

3.2.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2025 s'élèvent à 12 270 246,23 € contre 12 615 545,14 € en 2024.

Les dépenses d'équipement représentent 954 127,23 € dont figurent ci-dessous, les principaux investissements réalisés :
- études de renouvellement du réseau pour 154 315,63 €
- matériel et mobilier pour 83 173,61 €
- travaux sur les réseaux et bâtiments pour 93 630,65 €
- extension de réseaux : 194 286,49 €
- passage en basse pression : 361 369,72 €
- raccordement du quartier Bel Air : 20 499,93 €
- divers travaux : 46 851,20 €.

S'ajoutent à ces investissements :

- le remboursement de l'emprunt pour 1 004 464,33 €. Le capital restant dû au 31/12/2025 est de 9 682 663,46 €.
- des écritures de remboursements temporaires d'emprunts pour 2 500 000,00€
- des opérations patrimoniales pour 4 750 000,00 € (remboursements temporaires d'emprunts) et 11 952,20 € de récupération d'avances,
- des écritures d'ordre pour 2 952 196,55 € (reprises de subventions et écritures de stock des quotas de CO_2),
- le déficit antérieur reporté pour 97 505,92 €

Ces dépenses ont pu être financées grâce aux recettes suivantes :

- des mouvements d'ordre à hauteur de 4 563 337,06 € liés aux amortissements et aux variations de stock,
- l'affectation du résultat 2024 pour 385 405,57 €,
- des opérations patrimoniales pour 4 761 952,20 € (remboursements temporaires d'emprunts)
- des écritures de remboursements temporaires pour 2 250 000,00€.
- des droits de raccordements de 464 472,41 €,
- des subventions (155 484,16 € de l'ADEME).

La section d'investissement est excédentaire de 310 405,17 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	4 154 464,33 €	3 754 464,34 €	3 504 464,33 €
	Participations	2 640 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations incorporelles	152 428,42 €	42 053,50 €	154 315,63 €
	Immobilisations corporelles	241 050,67 €	380 288,03 €	176 804,26 €
	Immobilisations en cours	717 694,09 €	66 691,80 €	623 007,34 €
	Opérations patrimoniales	5 800 000,00 €	5 000 000,00 €	4 761 952,20 €
	Ecritures d'ordre	488 761,00 €	605 772,50 €	2 952 196,55 €
	Résultat reporté	2 686 565,71 €	2 766 274,97 €	97 505,92 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**16 880 964,22 €**	**12 615 545,14 €**	**12 270 246,23 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	3 227 866,73 €	3 030 750,88 €	385 405,57 €
	Subventions d'investissement	765 339,69 €	559 166,67 €	619 956,57 €
	Emprunts et dettes assimilées	2 900 000,00 €	2 500 000,00 €	2 250 000,00 €
	Opérations patrimoniales	5 800 000,00 €	5 000 000,00 €	4 761 952,20 €
	Ecritures d'ordre	1 421 482,83 €	1 428 121,67 €	4 563 337,06 €
	Résultat reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**14 114 689,25 €**	**12 518 039,22 €**	**12 580 651,40 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-2 766 274,97 €**	**-97 505,92 €**	**310 405,17 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-79 709,26 €**	**2 668 769,05 €**	**407 911,09 €**

3.2.3. Résultats

Résultat d'exploitation	10 695 002,12 €
Résultat d'investissement	310 405,17 €
Résultat cumulé de l'exercice	**11 005 407,29 €**

Après reprise du solde des restes à réaliser de – 800 922,67 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de -490 517,50 €.
Le Budget annexe du chauffage urbain dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 10 204 484,62 €.

EPARGNE	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Dépenses réelles	14 926 402 €	9 588 843 €	11 223 155,75 €
Recettes réelles	15 570 799 €	14 249 507 €	13 308 748,53 €
Epargne brute	**644 397 €**	**4 660 664 €**	**2 085 592,78 €**
Taux d'épargne brute	***4,14%***	***32,71%***	***15,67%***
Remboursement du capital de la dette	1 254 464 €	1 254 464 €	1 004 464,33 €
Epargne nette	**- 610 068 €**	**3 406 200 €**	**1 081 128,45 €**
Taux d'épargne nette	***-3,92%***	***23,90%***	***8,12%***

Le taux d'épargne brute mesure la part des recettes réelles d'exploitation disponible pour financer les investissements ou rembourser la dette. Ce taux s'élève à 15,67% pour 2025 (un taux supérieur à 15% est considéré comme très confortable, offrant des marges de manœuvre importantes pour investir).

Le taux d'épargne nette (épargne brute de laquelle on déduit le remboursement en capital de la dette) s'élève quant à lui à 8,12%.

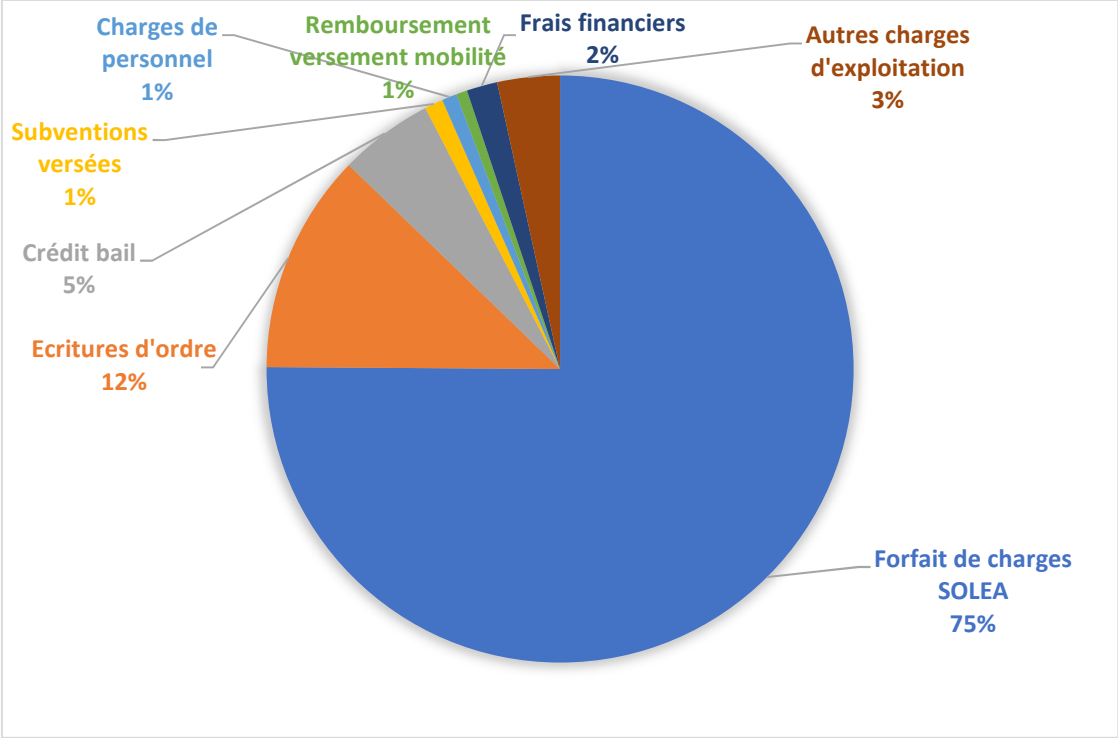
Du côté de la dette, le capital restant dû au 31.12.2025 s'élève à 9 682 663,46€. La capacité de désendettement s'élève à 4,64 ans. Cela signifie qu'en affectant la totalité de l'épargne brute au remboursement de la dette, cette dernière serait remboursée en 4,64 ans. [3]

[3] Cela est donc inférieur au seuil de 12 ans au-delà duquel la capacité de désendettement est considérée comme inquiétante.

3.3. Budget annexe des Transports Urbains

3.3.1. Section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation se sont élevées pour 2025 à 83 813 069,25 €, alors qu'elles étaient de 79 880 875,07 € en 2024.



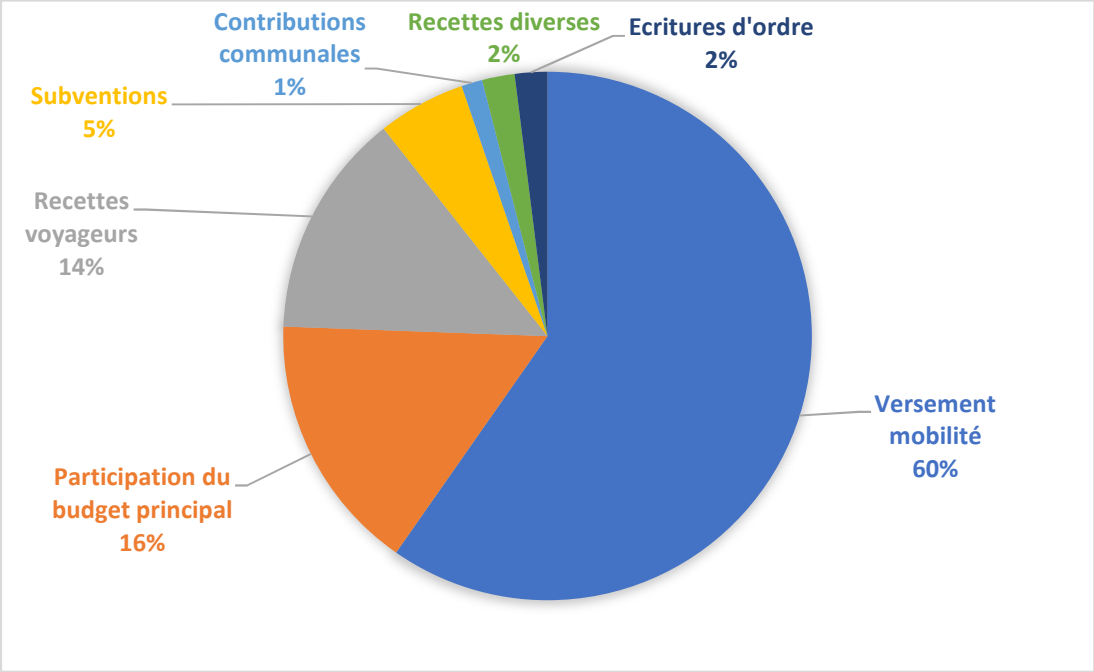
En 2025, les dépenses ont été mises en œuvre ainsi que détaillé ci-après :

- 62 943 096,99 € reversés au délégataire pour l'ensemble de ses dépenses ;
- 4 352 327,10 € pour les crédits-bails mobiliers et immobiliers ;
- 845 138,14 € de subventions ;
- 1 429 024,94 € pour les frais financiers de la dette ;
- 500 000,00 € pour le remboursement de la taxe de versement mobilité ;
- 700 334,51 € pour les frais de personnel ;
- 345 160,00 € de taxes foncières ;
- 324 190,35 € de frais d'exploitation des vélos électriques ;
- 575 112,69 € de redevances droits de passage
- 2 882 761,79 € d'autres charges d'exploitation (études, prestations de services, entretien et réparation, fournitures, remboursement de frais au budget principal…)
- les dépenses d'ordre pour un montant de 10 160 385,78 € comprennent des dotations aux amortissements des biens (9 272 911,39€) et des charges de fonctionnement à répartir (887 474,39€).

Les recettes de la section d'exploitation ont augmenté de 3% et ont atteint 86 322 627,29 € (contre 84 081 409,40 € en 2024).
Cette augmentation s'explique d'une part par les recettes d'ordre, les recettes voyageurs, le versement mobilité et des recettes spécifiques.

Les recettes d'exploitation sont constituées par :

- le versement mobilité pour 51 543 500,37 € (+3% par rapport à 2025).
- la contribution de 13 700 000,00 € versée par le budget principal de m2A ;
- 11 893 369,73 € de recettes liées au transport de voyageurs. Ce montant était de 10 601 901,80 € en 2024,
- des subventions de la Région de 3 171 615,33 €
- le soutien de la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 571 702,07 € ;
- une participation de l'Etat pour 874 648,25€ ;
- des recettes liées à la mise en place de navettes pour 416 616,22 € ;
- le remboursement des communes pour les abonnements jeunes et seniors pour 695 142,57 € ;
- des produits de location de vélos électriques de 160 760,68 € ;
- des recettes diverses pour 1 543 805,02 € (dont 877 137,33€ de recettes spécifiques)
- des recettes d'ordre de 1 726 062,05€ relatives à des écritures de transfert de charges et également à des reprises sur provisions (1 391 099,05€).



L'exploitation de ce service dégage un résultat d'exploitation excédentaire de 2 509 558,04 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Charges générales	7 130 344,60 €	6 472 191,61 €	7 209 648,30 €
	Charges de personnel	651 708,45 €	695 937,62 €	700 334,51 €
	Atténuation de produits	599 999,00 €	583 952,36 €	500 000,00 €
	Autres charges (dont redevance exploitation)	59 280 843,45 €	60 123 333,75 €	63 806 968,34 €
	Charges de la dette (intérêts)	1 893 247,61 €	1 752 320,27 €	1 429 024,94 €
	Dotations aux provisions	0,00 €	61,38 €	44,40 €
	Charges spécifiques	137 513,65 €	18 319,00 €	6 662,98 €
	Ecritures d'ordre	11 374 876,37 €	10 234 759,08 €	10 160 385,78 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**81 068 533,13 €**	**79 880 875,07 €**	**83 813 069,25 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Produits issus de la fiscalité (versement mobilité	49 896 350,92 €	50 235 617,55 €	51 543 500,37 €
	Produits des services	11 415 857,11 €	12 308 663,49 €	13 165 889,20 €
	Autres produits de gestion courante	528 973,19 €	532 433,40 €	616 606,31 €
	Subventions d'exploitation	19 353 365,77 €	20 322 313,63 €	18 343 370,65 €
	Produits financiers	150 203,00 €	104 900,00 €	50 000,00 €
	Recettes spécifiques	303 313,66 €	40 419,23 €	877 137,33 €
	Reprises sur provisions	0,00 €	0,00 €	61,38 €
	Ecritures d'ordre	1 081 324,49 €	537 062,10 €	1 726 062,05 €
	Résultat reporté	2 526 444,33 €		
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**85 255 832,47 €**	**84 081 409,40 €**	**86 322 627,29 €**

RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 187 299,34 €**	**4 200 534,33 €**	**2 509 558,04 €**
EPARGNE BRUTE	**11 954 406,89 €**	**13 898 231,31 €**	**10 943 881,77 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**1 660 855,01 €**	**4 200 534,33 €**	**2 509 558,04 €**

3.3.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 32 990 671,59 € (contre 19 407 649,97 € en 2024). Cette augmentation de 13,5M € s'explique en majeure partie par :

- Des écritures d'ordre : +8,6 M€
- La reprise du résultat de l'année antérieure : +3,3 M€
- Remboursement d'emprunts et assimilés (dont avance COVID) : + 0,64 M€
- L'augmentation des dépenses d'équipement : +0,93 M€

Le détail des opérations réelles figure ci-dessous :

Les dépenses d'équipement représentent 8 926 876,90 € (contre 7 996 682,40 € en 2024) et ont été consacrées à :

- 2 583 213,64 € d'acquisition de vélos ;
- 2 168 171,66€ de travaux, dont station de compression de gaz ;
- 1 828 405,44 € d'avances versés au délégataire pour qu'il réalise un certain nombre de travaux ;
- 927 669,13 € d'installations techniques tram train ;
- 434 108,89 € de matériel de transport (minibus) ;
- 234 049,90€ € pour les frais d'études et d'insertion ;
- 238 328,20 € pour les concessions et droits similaires
- le solde, soit un peu plus de 512 000 €, pour des travaux et acquisitions diverses ;

Les autres dépenses d'investissement concernent :

- 9 836 324,93 € de remboursement du capital de la dette
- 341 000,00 € de remboursement d'avance COVID
- 4 694 953,95 € de solde reporté.

- 1 000,00€ de prise de capital auprès de Grand Est Mobilité

Les opérations d'ordre de 9 190 515,81 € se décomposent en :
- 334 963,00 € de transfert au compte de résultat des subventions perçues ;
- 7 464 453,76€ d'opération patrimoniales (bascules des avances à SOLEA sur les comptes définitifs et récupération d'avances sur marchés)

Les recettes d'investissement se sont élevées à 37 291 368,27 €, réparties en 19 666 528,73 € de recettes réelles, et 17 624 839,54 € de recettes d'ordre.

Les recettes réelles d'investissement proviennent de :
- 4 200 534,33 € d'affectation du résultat de l'année antérieure ;
- 222 659,40 € de subvention du Fonds vert
- 14 995 000,00 € d'emprunts contractés (un emprunt de 4 995 000€ au taux fixe de 3,35% et un emprunt de 10 000 000,00 € au taux fixe de 3,65%).
- 248 335,00 € de mandats annulés sur exercices antérieurs.

Les recettes d'ordre d'investissement d'un montant global de 17 624 839,54 € sont relatives à :
- 10 160 385,78 € d'écritures d'amortissements et de charges à étaler ;
- 7 464 453,76 € d'opération patrimoniales (montant identique en dépenses).

La section d'investissement est excédentaire de 4 300 696,68 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	9 567 472,57 €	9 534 169,76 €	10 177 324,93 €
	Immobilisations incorporelles	332 678,76 €	324 247,54 €	472 378,10 €
	Immobilisations corporelles	3 232 070,60 €	1 746 449,59 €	3 017 322,53 €
	Immobilisations en cours	2 463 903,79 €	5 925 985,27 €	5 437 176,27 €
	Participations	0,00 €	0,00 €	1 000,00 €
	Opérations patrimoniales	1 081 324,49 €	0,00 €	7 464 453,76 €
	Ecritures d'ordre	1 838 656,56 €	537 062,10 €	1 726 062,05 €
	Résultat reporté	0,00 €	1 339 735,71 €	4 694 953,95 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**18 516 106,77 €**	**19 407 649,97 €**	**32 990 671,59 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	5 291 146,69 €	4 187 299,34 €	4 200 534,33 €
	Subventions d'investissement	510 348,00 €	290 637,60 €	222 659,40 €
	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	14 995 000,00 €
	Annulations de mandats antérieurs	0,00 €	0,00 €	248 335,00 €
	Opérations patrimoniales	0,00 €	0,00 €	7 464 453,76 €
	Ecritures d'ordre	11 374 876,37 €	10 234 759,08 €	10 160 385,78 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**17 176 371,06 €**	**14 712 696,02 €**	**37 291 368,27 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-1 339 735,71 €**	**-4 694 953,95 €**	**4 300 696,68 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-1 339 735,71 €**	**-3 355 218,24 €**	**8 995 650,63 €**

3.3.3. Résultats

Résultat d'exploitation	2 509 558,04 €

Résultat d'investissement	4 300 696,68 €
Résultat cumulé de l'exercice	**6 810 254,72 €**

Après reprise du solde des restes à réaliser de – 5 505 872,31 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de -1 205 175,63 €.
Le Budget annexe des Transports dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 1 304 382,41 €.

EPARGNE	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Dépenses réelles	69 693 657 €	69 646 116 €	73 652 683,47 €
Recettes réelles	81 648 064 €	83 544 347 €	84 596 565,24 €
Epargne brute	**11 954 407 €**	**13 898 231 €**	**10 943 881,77 €**
Taux d'épargne brute	***14,64%***	***16,64%***	***12,94%***
Remboursement du capital de la dette	9 567 473 €	9 534 170 €	10 177 324,93 €
Epargne nette	**2 386 934 €**	**4 364 062 €**	**766 556,84 €**
Taux d'épargne nette	***2,92%***	***5,22%***	***0,91%***

Le taux d'épargne brute mesure la part des recettes réelles d'exploitation disponible pour financer les investissements ou rembourser la dette. Ce taux s'élève à 12,94% pour 2025.

Le taux d'épargne nette (épargne brute de laquelle on déduit le remboursement en capital de la dette) s'élève quant à lui à 0,91%.

Du côté de la dette, le capital restant dû au 31.12.2025 s'élève à 68 041 825,49 €. La capacité de désendettement s'élève à 6,22 ans. Cela signifie qu'en affectant la totalité de l'épargne brute au remboursement de la dette, cette dernière serait remboursée en 6,22 ans.[4]

[4] Cela est donc inférieur au seuil de 12 ans au-delà duquel la capacité de désendettement est considérée comme inquiétante.

3.4. Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim

Le budget annexe de la zone d'activités « Gare de Bantzenheim » retrace les opérations réelles et d'ordre qui ont été réalisées en 2025.

3.4.1. Section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement 2025 s'élèvent à 976 573,84 €.

Elles comprennent :

- des charges à caractères général pour 3 198,00 € (taxe foncière)
- la reprise du déficit antérieur de 50 050,15 €.
- des écritures d'ordre (stock) pour 923 325,69€.

Les recettes de fonctionnement de 912 013,97 € sont constituées par des écritures d'ordre (stock) pour 789 995,54€ et de la vente de terrain pour 122 018,43.

Le budget annexe dégage un résultat déficitaire de -64 559,87 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Charges générales	3 306,00 €	3 536,00 €	3 198,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €	919 789,69 €	923 325,69 €
	Résultat reporté	50 050,15 €	50 050,15 €	50 050,15 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**53 356,15 €**	**973 375,84 €**	**976 573,84 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Produits des services	0,00 €	0,00 €	122 018,43 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	3 306,00 €	923 325,69 €	789 995,54 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**3 306,00 €**	**923 325,69 €**	**912 013,97 €**
	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**-50 050,15 €**	**-50 050,15 €**	**-64 559,87 €**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**0,00 €**	**0,00 €**	**-14 509,72 €**

3.4.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 710 321,23 € en 2025 et concernent à la fois la reprise de l'excédent antérieur reporté pour 920 325,69€ et les écritures de stock pour 789 995,54€.

Ce budget n'a pas enregistré de recettes réelles d'investissement en 2025, uniquement une recette d'ordre pour 923 325,69€ (stock).

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire de -786 995,54 €.

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	
	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	
	Ecritures d'ordre	3 306,00 €	923 325,69 €	789 995,54 €
	Résultat reporté	913 483,69 €	916 789,69 €	920 325,69 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**916 789,69 €**	**1 840 115,38 €**	**1 710 321,23 €**

		CA 2023	CA 2024	CA 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	0,00 €	
	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	
	Ecritures d'ordre	0,00 €	919 789,69 €	923 325,69 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**919 789,69 €**	**923 325,69 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-916 789,69 €**	**-920 325,69 €**	**-786 995,54 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-3 306,00 €**	**-3 536,00 €**	**133 330,15 €**

Le compte financier unique du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global déficitaire de -851 555,41 €.

3.5. Budget annexe ZA Amélie IV

L'opération d'aménagement dite « Amélie IV » a pour objectif d'aménager un vaste espace dans le secteur de l'ancien carreau minier Amélie à Wittelsheim, dans l'objectif de pouvoir y accueillir des activités économiques structurantes à vocation industrielle.

Cette opération pourrait ainsi accueillir une usine de fabrication de batteries pour l'automobile, emblématique de la stratégie économique de l'agglomération qui promeut l'implantation d'activités industrielles nouvelles, susceptibles de prendre les relais des industries traditionnelles de l'agglomération en termes de développement de nouvelles technologies et de créations d'emploi.

Le budget de la zone d'activités Amélie IV a été créé pour le 1er janvier 2025, il s'ait donc du premier exercice d'exécution de ce budget.

3.5.1 Section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement 2025 s'élèvent à 2 819 673,70 €.

Elles comprennent uniquement les charges générales, détaillées comme suit :

- L'acquisition de terrains pour 2 357 841,00 €
- Les études et prestations pour 145 832,70 €
- L'achat de matériel et équipement pour 42 000,00 €
- Les frais accessoires pour 274 000,00 €

Les recettes de fonctionnement de 2 819 673,70 € concernent uniquement les écritures de constatation du stock.

Le budget annexe dégage un résultat de la section de fonctionnement de 0,00€.

		CA 2025
DEPENSES	Charges générales	2 819 673,70 €
	Ecritures d'ordre	
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**2 819 673,70 €**

		CA 2025
RECETTES	Produits des services	
	Ecritures d'ordre (constatation du stock)	2 819 673,70 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**2 819 673,70 €**

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**0,00 €**

3.5.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 2 819 673,70 € en 2025 et concernent uniquement les écritures de stock.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 935 841,00€ et correspondent au paiement échelonné de l'acquisition de terrain à la commune de Wittelsheim.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire de -1 883 832,70 €.

		CA 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €
	Immobilisations	0,00 €
	Ecritures d'ordre (constatation stock)	2 819 673,70 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**2 819 673,70 €**

		CA 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €
	Paiement échelonné foncier	935 841,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**935 841,00 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-1 883 832,70 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-1 883 832,70 €**

Le compte financier unique du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global déficitaire de -1 883 832,70 €.

3.6. Budget annexe Investissement Territorial Intégré

Le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) finance des actions au titre de la politique de cohésion économique et sociale de l'Union Européenne sur la période 2021 – 2027.

L'Investissement Territorial Intégré (ITI) est un instrument de mise en œuvre d'une stratégie territoriale urbaine, facilitant le déploiement d'actions de proximité.

Suite à la délibération du Conseil d'Agglomération du 27 juin 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a candidaté pour gérer un ITI sur la période 2021 - 2027. A ce titre, l'agglomération s'est vue confier une enveloppe globale de 7M€, pour laquelle la convention a été adoptée par délibération du Bureau communautaire du 25 septembre 2023.

Au titre de cet ITI, des flux financiers transitent par Mulhouse Alsace Agglomération de différentes manières.

Premièrement, l'Agglomération agit en tant qu'organisme intermédiaire pour le compte de la Région Grand Est tant qu'elle instruit des dossiers de subventions et verse les sommes afférentes à partir des crédits de l'enveloppe qu'elle gère. De ce fait, elle réalise une prestation de services au profit de la Région Grand Est, normalement compétente pour la gestion du FEDER. Ainsi, et conformément à l'article L.5211-56 du code général des collectivités territoriales et au principe de spécialité fonctionnelle, les opérations relevant de ce mode d'action doivent être suivies dans un budget annexe.

Le budget annexe ITI a ainsi été créé par délibération du 16 juin 2025.

3.6.1 Section de fonctionnement

Les dépenses et recettes de fonctionnement au titre de 2025 se sont élevées à 40 500,00€. Le résultat est donc de 0€ pour cet exercice.

		CA 2025
DEPENSES	Subventions versées	40 500,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**40 500,00 €**

		CA 2025
RECETTES	Subventions perçues	40 500,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**40 500,00 €**

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**0,00 €**

Ces 40 500,00€ concernent une seule subvention au titre de 2025. Il s'agit d'une subvention au Centre de Rencontre d'Echange et d'Animation, pour l'opération « Professionnalisation de la filière théâtre jeune public et saison culturelle MOMIX : mieux produire et mieux diffuser ».

Dans le cadre de la gestion de l'ITI, les dépenses et les recettes se compensent, m2A percevant en recette le montant versé au titre de l'année.

3.6.2 Section d'investissement

Les dépenses d'investissement au titre de 2025 se sont élevées à 675 258,77€. Aucune recette n'a été perçue au titre de l'exercice, le résultat s'élève ainsi à -675 258,77€. Les recettes à percevoir ont été inscrites au titre des restes à réaliser.

		CA 2025
DEPENSES	Subventions versées	675 258,77 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €
	Résultat reporté	0,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**675 258,77 €**

		CA 2025
RECETTES	Subventions d'investissement	0,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	**-675 258,77 €**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-675 258,77 €**

Quatre subventions ont été versées en investissement :

-19 500,00€ au bénéficiaire Les Compotes, pour la création d'un tiers-lieu place de la Bourse à Mulhouse

-12 600,00€ au bénéficiaire Les Petites Cantines, pour l'ouverture d'un lieu solidaire autour du thème de l'alimentation à Mulhouse

-18 750,00€ au bénéficiaire Seven Production, pour l'équipement d'un plateau technique audiovisuel laboratoire immersif aux Studios 7K) à Mulhouse

-624 408,77€ au bénéficiaire Commune de Lutterbach, pour l'extension du périscolaire Cassin.

Le compte financier unique 2025 de l'ITI dégage ainsi un résultat global de -675 258,77€.

4. Les chiffres clés

Population m2A	**276 825 habitants (INSEE)**
Nombre de communes	**39 Communes**
Président	**Fabian JORDAN**
Effectifs	**1742 agents - 1579,56 ETP (au 31.12.2025)**

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025			
		Fonctionnement	**Investissement**
BUDGET PRINCIPAL	**Dépenses**	**262,61 M€**	**69,37 M€**
		Dont - Charges de personnel 82,89M€ - Reversements aux communes 69,29M€ (dont 65,28M€ au titre des ACTP et 3M€ au titre de la DSC) - Charges générales 35,28M€ - Subventions de fonctionnement : 19,14M€	Dont - Dépenses d'équipement 29,62M€ - Dépenses financières 24,42M€ - Dépenses pour compte de tiers 7,7M€ -Déficit reporté : 15,84M€
	Recettes	**277,68 M€**	**91,42 M€**
		Dont - Impôts, taxes, fiscalité : 176,58M€ - Dotations 54,76M€ - Produits des services 36,71M€ - Résultat reporté : 11,82M€	Dont - Subventions d'investissement 6,4M€ - Souscription d'emprunt : 25M€ - Résultat reporté : 25,59M€
	Résultat	**15,07 M€**	**22,05 M€**
		37,12 M€	

PPI	**31,96M€ mandatés en PPI en 2025 (tous chapitres budgétaires confondus)**

Investissements annuels 2025	**6,65M€**

		Résultats des budgets annexes	
		Fonctionnement	**Investissement**
BUDGETS ANNEXES	**Eau**	1,17 M€	10,38 M€
	Chauffage urbain	0,47 M€	0,41 M€
	Transports	2,51 M€	9,00 M€
	ZAE Bantzenheim	-0,01 M€	0,13 M€
	ZA AMELIE IV	0,00 M€	-1,88 M€
	ITI	0,00 M€	-0,68 M€

Dette	**Encours de dette au 31.12.2025 (tous budgets) : 203,86M€ (dont 108,51M€ pour le budget principal)** **Taux moyen (tous budgets) : 2,51% (2,57% pour le budget principal)** **Durée résiduelle moyenne (tous budgets) : 9 ans et 8 mois (9 ans et 9 mois pour le budget principal)** **Capacité de désendettement (budget principal) : 3,87 ans**

M. LE PRÉSIDENT : On va passer à l'approbation du Compte Financier Unique.

M. SCHILDKNECHT : Pour les points 14 à 34. Rémy va vous présenter les comptes financiers, le budget principal et les budgets annexes. On le fera sous forme d'un seul diaporama, ensuite on passera au vote pour chaque budget, ensuite Rémy vous proposera d'affecter les résultats de chaque compte financier, nous voterons chaque compte financier, et enfin nous approuverons les budgets supplémentaires qui en découlent.

M. LE PRÉSIDENT : D'accord, il fera tout ça et je vous propose que Jean-Luc SCHILDKNECHT assure la présidence temporaire comme on présente les comptes du CFU. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci Jean-Luc, c'est à toi.

Concernant le vote sur la présidence par Jean-Luc SCHILDKNECHT :
Pour : 89 + 7 procurations.

Le conseil communautaire décide à l'unanimité la présidence par Jean-Luc SCHILDKNECHT.

M. SCHILDKNECHT : Rémy, on y va.

M. NEUMANN : Je vous propose de vous montrer le diaporama complet, et par la suite de voter dans un premier temps le CFU où le Président ne doit pas participer, ensuite l'affectation des résultats, et ensuite le budget supplémentaire 2026. On peut démarrer le diaporama. Un document budgétaire, comme vous le savez, doit être approuvé également par la DGFIP dans le cadre des relations entre la commune ou l'Agglomération et les services financiers de l'Etat. Il retrace les dépenses et recettes exécutées au cours de l'année 2025, donc aussi bien pour la partie fonctionnement qu'investissement, et il fait également l'objet d'annexes qui permettent de mesurer la situation patrimoniale de l'EPCI. Enfin, il doit être approuvé avant le 30 juin de l'année en cours, d'où la délibération de ce soir. Vous avez là une présentation une présentation du budget par compétences. En ce qui concerne les dépenses réelles de fonctionnement, vous voyez que le plus gros budget est celui des transports suivi du reversement aux communes, notamment les ACTP ; tout ce qui est propreté, collecte, déchets ; enfance et famille ; équipements sportifs, Régie de l'eau ; chauffage urbain ; aménagement de l'habitat ; Parc Zoologique et Botanique ; la charge de la dette qui n'est pas très importante ; tourisme et musées ; et enfin le développement économique et l'enseignement supérieur pour un total de 329 millions et quelques.

M. SCHILDKNECHT : Les dépenses de personnel ont été intégrées dans ces budgets par compétences. C'est le début de la comptabilité analytique pour nous.

M. NEUMANN : En ce qui concerne les dépenses réelles d'investissement, même topo, vous avez les chiffres sur le tableau avec le chiffre le plus important pour les transports suivi de la Régie de l'eau ; l'amélioration de l'habitat ; l'aménagement et développement économique ; le Parc Zoologique et Botanique ; propreté collecte déchets ; équipements sportifs ; enfance et famille ; chauffage urbain et d'autres investissements divers, notamment tout ce qui est petits matériels pour 5,87 millions ; pour un total de 57,68 millions d'euros. Si on rajoute les 15 millions d'euros d'investissement que fait le SIVOM, au niveau de l'Agglomération, nous investissons, sur 2025, 73 millions d'euros de dépenses réelles. On peut passer à

la slide suivante. On va donc passer les budgets, un après l'autre, en rappelant quand même que sur le budget principal, nous avons un impact important en 2025 des prélèvements de l'Etat pour 6,8 millions d'euros, prélèvements qui, malheureusement, vont s'aggraver en 2026, comme nous l'avons vu lorsque nous avons monté le budget primitif 2026. Concernant la section de fonctionnement, le total des recettes réelles de fonctionnement est de 275 millions, vous avez le détail sur la slide. On a un poste « impôts et taxe » de 176 millions d'euros, qui cette année (et c'est une bonne surprise) nous a permis d'atténuer un peu les prélèvements de l'Etat. Concernant les dépenses réelles, 247 millions, avec, comme d'habitude, le poste « charges de personnel » de 82,89 millions d'euros, qui est relativement stable par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne la section d'investissement, la totalité des investissements, y compris les remboursements d'emprunts, sont de 70 millions d'euros, avec des emprunts et dettes assimilées de 27,51 millions, dont 25 millions de nouveaux emprunts qui ont été réalisés en 2025, et un excédent reporté qui était encore relativement important de 25 millions d'euros. Vous avez les autres chiffres sur le diaporama. Un petit focus sur la dette du budget principal : deux emprunts ont été faits sur 15 et 18 ans, à des taux fixes autour de 3,50%. L'encours de la dette fin 2025 est de 108 millions d'euros. La capacité de désendettement s'améliore par rapport à 2024 parce que nous avons un résultat supérieur, et il passe de 5 ans en 2024 à 3,87 ans. Cela veut dire qu'il faut 3,87 ans si on prend la totalité de l'épargne du budget de fonctionnement pour rembourser la totalité de la dette, ce que vous voyez sur le graphique en bas à gauche. En ce qui concerne la section d'investissement au niveau des dépenses réelles, 77 millions, dont les dépenses d'équipement, les remboursements d'emprunts et les résultats reportés, ainsi que les autres lignes que vous voyez également. On peut poursuivre, le résultat 2025 du budget principal pour la section de fonctionnement, nous avons un résultat de pas tout à fait 27 millions d'euros, résultat d'investissement 6 millions d'euros, donc un résultat cumulé de l'exercice d'un peu plus de 33 millions d'euros. Vous avez dans le tableau du bas le comparatif des années de 2021 à 2025, et vous voyez que nous avons un taux d'épargne net de 4 % avec un montant résultat de l'exercice aux résultats reportés. Cela montre l'épargne réelle que nous avons réalisée sur le budget de fonctionnement 2025 de 15 millions d'euros, et vous avez tout en bas, je ne sais pas si cela apparaît sur le slide, l'évolution de la dette avec les 3,9 ans de capacité de désendettement dont je parlais tout à l'heure pour le budget principal.

M. SCHILDKNECHT : Merci bien, M. SIMEONI. Si nous trouvons 12 millions d'euros, on pourra peut-être reparler du sujet en atelier-projet. Vous avez bien vu quelles sont les recettes des usagers. Quelqu'un d'autre souhaite prendre la parole ? Non ? Bien, dans ce cas-là, je vous propose de passer au vote. Concernant l'approbation du Compte Financier Unique, ce soir, il vous est demandé de l'approuver. Des oppositions ? Des abstentions ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : À l'unanimité, je vous remercie.

15° BUDGET ANNEXE DE L'EAU : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 (2026/98C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :
- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	53 000 795,79 €	54 168 850,76 €	1 168 054,97 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total cumulé	**53 000 795,79 €**	**54 168 850,76 €**	**1 168 054,97 €**

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 1 168 054,97 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	17 440 470,34 €	27 825 059,28 €	10 384 588,94 €
Excédent / Déficit reporté	5 534 558,54 €	0, 00€	-5 534 558,54 €
Total cumulé	**22 975 028,88 €**	**27 825 059,28 €**	**4 850 030,40 €**

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire à hauteur de 4 850 030,40 €.

3 - RÉSULTAT

Résultat d'exploitation	1 168 054,97 €
Résultat d'investissement	4 850 030,40€
Résultat cumulé de l'exercice	**6 018 085,37 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe de l'Eau dégage un résultat global de fin d'exercice de 6 018 085,37 €.

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de 6 802 286,07 € en dépenses et 1 938 131,24 € en recettes, le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe de l'Eau dégage un résultat global de fin d'exercice de 1 153 930,54 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Compte Financier Unique 2025 du Budget Annexe de l'Eau.

PJ : (2)

- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900065

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EAU (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 21
C1 - Dépenses d'investissement 23
C2 - Recettes d'investissement 26
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 29

III - États financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 35

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 38

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 59

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 61
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 62
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 72
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 74
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 75
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 77
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 78
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 79
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 80
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 81
B4 - Etat des charges transférées 82
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 83
B6.1 - Etat des emprunts garantis 84
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 85
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 86
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 87
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 88
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 89
B8.4 - Etat des engagements reçus 90
B9.1 - Etat du personnel 91
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 93
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 94

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 95
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 96
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 97
C2.1 - Situation des autorisations de programme 98
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 99

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 100

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 107
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 108
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 109
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 110
E - État des Contrôles du Compte Financier 111

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 112

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE | A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**32 253 699,19**	**56 977 970,00**	**89 231 669,19**
	Recettes réalisées (1)	B	**27 825 059,28**	**54 168 850,76**	**81 993 910,04**
	Restes à réaliser	C	**1 938 131,24**	**0,00**	**1 938 131,24**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**26 719 140,65**	**56 977 970,00**	**83 697 110,65**
	Dépenses réalisées (1)	E	**17 440 470,34**	**53 000 795,79**	**70 441 266,13**
	Restes à réaliser	F	**6 802 286,07**	**0,00**	**6 802 286,07**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**10 384 588,94**	**1 168 054,97**	**11 552 643,91**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-5 534 558,54**	**0,00**	**-5 534 558,54**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**4 850 030,40**	**1 168 054,97**	**6 018 085,37**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-4 864 154,83**	**0,00**	**-4 864 154,83**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-14 124,43**	**1 168 054,97**	**1 153 930,54**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EAU CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-5 534 558,54	0,00	10 384 588,94	0,00	4 850 030,40
Fonctionnement	7 375 760,58	7 375 760,58	1 168 054,97	0,00	1 168 054,97
Sous-Total	1 841 202,04	7 375 760,58	11 552 643,91	0,00	6 018 085,37
TOTAL III	**1 841 202,04**	**7 375 760,58**	**11 552 643,91**	**0,00**	**6 018 085,37**
TOTAL I + II + III	**1 841 202,04**	**7 375 760,58**	**11 552 643,91**	**0,00**	**6 018 085,37**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **6 802 286,07**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 282,50**
13188	des tiers	1 282,50
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**278 418,82**
2031	Frais d'études	6 751,50
2051	Concessions et droits assimilés	271 667,32
21	**Immobilisations corporelles**	**981 217,87**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	115 931,45
2154	Matériel industriel	70 429,78
2155	Outillage industriel	1 211,00
21561	Service de distribution d'eau	488 040,78
2182	Matériel de transport	277 778,04
2183	Matériel de bureau et informatique	11 936,16
2184	Mobilier	13 467,91
2188	Autres immobilisations corporelles	2 422,75
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**5 541 366,88**
2312	Terrains	176,25
2313	Constructions	309 197,30
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 231 993,33
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **1 938 131,24**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 938 131,24**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 751 034,12
13118	Autres Subv. Équipt Etat	187 097,12
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**948,79**	Dotations	868,39
Terrains	2 023,18	Fonds globalisés	391,36
Constructions	8 192,83	Réserves	27 394,05
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	110 215,49	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	29 866,86	Report à nouveau (1)	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	1 168,05
Autres immobilisations corporelles	1 313,83	Subventions transférables	10 730,97
Total immobilisations corporelles (nettes)	**151 612,20**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**15,71**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	100 350,53
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**152 576,69**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	646,35	**TOTAL FONDS PROPRES**	**140 903,35**
Créances	16 668,44	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**17 773,47**
Disponibilités	3 599,85	Fournisseurs (2)	6 396,48
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	7 735,55
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**20 914,64**	**Total des dettes à court terme**	**14 132,03**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**31 905,51**
		Comptes de régularisation	**682,47**
TOTAL ACTIF	**173 491,33**	**TOTAL PASSIF**	**173 491,33**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	379,61	170,99
Produits des services	42 159,78	37 789,42
Autres produits	725,70	656,79
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	43 265,09	38 617,20
Traitements, salaires, charges sociales	-328,01	5 655,44
Achats et charges externes	14 039,00	6 638,33
Participations et interventions	75,01	53,41
Dotations aux amortissements et provisions	6 616,71	6 403,86
Autres charges	21 740,46	17 702,78
Charges courantes non financières	42 143,17	36 453,81
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**1 121,92**	**2 163,39**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	277,45	333,19
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-277,45**	**-333,19**
RESULTAT COURANT	**844,47**	**1 830,21**
Produits exceptionnels	802,05	687,08
Charges exceptionnelles	478,47	162,21
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**323,59**	**524,87**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**1 168,05**	**2 355,08**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 27 juin 2022.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	32 213 646,00	26 794 303,14	3 219 326,12	30 013 629,26	93,17	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	6 679 050,00	5 882 202,72	571 221,83	6 453 424,55	96,62	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	9 977 098,00	9 086 098,69	0,00	9 086 098,69	91,07	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	156 500,00	75 011,35	0,00	75 011,35	47,93	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**49 026 294,00**	**41 837 615,90**	**3 790 547,95**	**45 628 163,85**	**93,07**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	360 176,00	208 455,23	68 995,89	277 451,12	77,03	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	682 300,00	478 468,56	0,00	478 468,56	70,13	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	141 000,00	123 584,68	0,00	123 584,68	87,65	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**50 209 770,00**	**42 648 124,37**	**3 859 543,84**	**46 507 668,21**	***92,63***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*6 768 200,00*	*6 493 127,58*	*0,00*	*6 493 127,58*	*95,94*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 768 200,00***	***6 493 127,58***	***0,00***	***6 493 127,58***	***95,94***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**56 977 970,00**	**49 141 251,95**	**3 859 543,84**	**53 000 795,79**	**93,02**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**56 977 970,00**	**49 141 251,95**	**3 859 543,84**	**53 000 795,79**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	1 000 100,00	647 193,96	368 413,17	1 015 607,13	101,55	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	54 364 794,00	51 245 878,45	0,00	51 245 878,45	94,26	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	50 000,00	131 117,49	248 497,00	379 614,49	759,23	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	183 000,00	84 688,83	87 728,34	172 417,17	94,22	0,00
Total des recettes de gestion courante		**55 597 894,00**	**52 108 878,73**	**704 638,51**	**52 813 517,24**	**94,99**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	140 500,00	113 678,80	0,00	113 678,80	80,91	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	8 576,00	18 497,95	0,00	18 497,95	215,69	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**55 746 970,00**	**52 241 055,48**	**704 638,51**	**52 945 693,99**	**94,98**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 231 000,00*	*1 223 156,77*	*0,00*	*1 223 156,77*	*99,36*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 231 000,00***	***1 223 156,77***	***0,00***	***1 223 156,77***	***99,36***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**56 977 970,00**	**53 464 212,25**	**704 638,51**	**54 168 850,76**	**95,07**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**56 977 970,00**	**53 464 212,25**	**704 638,51**	**54 168 850,76**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	662 963,09	340 867,42	51,42	278 418,82
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 185 983,62	1 210 548,27	38,00	981 217,87
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	16 120 949,94	9 170 703,53	56,89	5 541 366,88
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**19 969 896,65**	**10 722 119,22**	**53,69**	**6 801 003,57**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	45 000,00	40 115,64	89,15	1 282,50
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	5 463 244,00	5 455 078,71	99,85	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**5 508 244,00**	**5 495 194,35**	**99,76**	**1 282,50**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 478 140,65**	**16 217 313,57**	**63,65**	**6 802 286,07**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 231 000,00*	*1 223 156,77*	*99,36*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 241 000,00***	***1 223 156,77***	***98,56***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**26 719 140,65**	**17 440 470,34**	**65,27**	**6 802 286,07**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**5 534 558,54**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**32 253 699,19**	**17 440 470,34**		**6 802 286,07**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	5 400 000,00	1 544 650,24	28,60	1 938 131,24
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	12 606 738,61	12 318 885,00	97,72	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	93 000,00	92 635,88	99,61	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	7 375 760,58	7 375 760,58	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**25 475 499,19**	**21 331 931,70**	**83,74**	**1 938 131,24**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*6 768 200,00*	*6 493 127,58*	*95,94*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 778 200,00***	***6 493 127,58***	***95,79***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**32 253 699,19**	**27 825 059,28**	**86,27**	**1 938 131,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**32 253 699,19**	**27 825 059,28**		**1 938 131,24**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60222	Produits d'entretien	0,00	7 061,49	278,05	6 783,44	0,00
60227	Pièces de rechange	0,00	275 293,57	10 662,81	264 630,76	0,00
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	0,00	645 372,55	0,00	645 372,55	0,00
604	Achats d'études, prestations de services, équipements et travaux	0,00	1 223 535,00	0,00	1 223 535,00	0,00
605	Achats d'eau	0,00	1 827 820,33	284 659,79	1 543 160,54	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	763 440,72	105 354,30	658 086,42	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	22 065,53	451,65	21 613,88	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	194 099,15	19 756,77	174 342,38	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	4 921,82	806,68	4 115,14	0,00
6066	Carburants	0,00	74 418,72	52 075,96	22 342,76	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	36 424,00	4 764,18	31 659,82	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	131 504,73	131 504,73	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	7 736,01	0,00	7 736,01	0,00
6137	Redevances droits de passage et servitudes diverses	0,00	60,00	0,00	60,00	0,00
61521	Bâtiments publics	0,00	12 054,17	0,00	12 054,17	0,00
61523	Reseaux	0,00	386 771,59	128 670,00	258 101,59	0,00
61528	Autres	0,00	494 417,86	0,00	494 417,86	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	8 042,43	1 028,19	7 014,24	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	41 920,56	2 943,53	38 977,03	0,00
6156	Maintenance	0,00	1 266 874,81	260 935,00	1 005 939,81	0,00
6161	Multirisques	0,00	47,75	47,75	0,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construction	0,00	28 465,36	0,00	28 465,36	0,00
6168	Autres	0,00	4 583,54	0,00	4 583,54	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d’exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
617	Etudes et recherches	0,00	111 188,37	56 342,00	54 846,37	0,00
618	Divers	0,00	719 986,29	117 235,25	602 751,04	0,00
6226	Honoraires	0,00	10 620,00	6 120,00	4 500,00	0,00
6228	Divers	0,00	164 697,86	10 922,43	153 775,43	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	6 740,77	0,00	6 740,77	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	888,00	0,00	888,00	0,00
6238	Divers	0,00	92 590,63	23 368,63	69 222,00	0,00
6241	Transports sur achats	0,00	1 942,42	0,00	1 942,42	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	919,55	0,00	919,55	0,00
6257	Réceptions	0,00	12 106,49	1 344,32	10 762,17	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	11 014,94	0,00	11 014,94	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	25 058,53	0,00	25 058,53	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	13 252,57	68,89	13 183,68	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	87 104,30	0,00	87 104,30	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	38 613,30	0,00	38 613,30	0,00
62871	à la collectivité de rattachement	0,00	34 763,17	0,00	34 763,17	0,00
62878	à des tiers	0,00	3 732,96	0,00	3 732,96	0,00
6288	Autres	0,00	1 557 198,66	853 021,85	704 176,81	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	102 514,00	0,00	102 514,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	45,25	0,00	45,25	0,00
63713	Redevances pour la performance des systèmes dassainissement collectif	0,00	1 557 192,10	0,00	1 557 192,10	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	24 742 991,82	4 666 101,65	20 076 890,17	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	32 213 646,00	36 752 093,67	6 738 464,41	30 013 629,26	2 200 016,74
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	7 328 146,82	972 133,02	6 356 013,80	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	92 295,52	39 953,31	52 342,21	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d’exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6331	Versement mobilité	0,00	677,39	0,00	677,39	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	207,75	0,00	207,75	0,00
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	0,00	1 444,58	0,00	1 444,58	0,00
6338	Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations	0,00	1 490,55	0,00	1 490,55	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	0,00	3 062 525,60	3 062 525,60	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	8 366,16	0,00	8 366,16	0,00
6415	Supplément familial	0,00	13,51	0,00	13,51	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	8 070,17	0,00	8 070,17	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	24 251,37	3 294,14	20 957,23	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	1 170,58	217,25	953,33	0,00
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	111,50	0,00	111,50	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	2 776,37	0,00	2 776,37	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	6 679 050,00	10 531 547,87	4 078 123,32	6 453 424,55	225 625,45
701249	Reversement aux agences de l'eau - redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	8 014 681,69	1 205 360,00	6 809 321,69	0,00
706129	Reversement aux agences de l'eau -redevance pour la modernisation des reseaux de collecte	0,00	2 276 777,00	0,00	2 276 777,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	9 977 098,00	10 291 458,69	1 205 360,00	9 086 098,69	890 999,31
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	0,00	9 762,62	3 858,74	5 903,88	0,00
6531	Indemnités	0,00	22 998,59	0,00	22 998,59	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	1 500,36	0,00	1 500,36	0,00
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	1 388,62	0,00	1 388,62	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	12 212,75	0,00	12 212,75	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	30 871,44	0,00	30 871,44	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	135,92	0,21	135,71	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	156 500,00	78 870,30	3 858,95	75 011,35	81 488,65
Total des dépenses de gestion courante		**49 026 294,00**	**57 653 970,53**	**12 025 806,68**	**45 628 163,85**	**3 398 130,15**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	270 834,51	801,49	270 033,02	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	68 995,89	68 608,64	387,25	0,00
6615	Intérêts des comptes courants et des dépots créditeurs	0,00	7 030,85	0,00	7 030,85	0,00
total chapitre 66	Charges financières	360 176,00	346 861,25	69 410,13	277 451,12	82 724,88
6714	Intérêts moratoires	0,00	358 441,70	0,00	358 441,70	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	364,43	0,00	364,43	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	115 253,43	1 591,00	113 662,43	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	682 300,00	480 059,56	1 591,00	478 468,56	203 831,44
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	123 584,68	0,00	123 584,68	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	141 000,00	123 584,68	0,00	123 584,68	17 415,32
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**50 209 770,00**	**58 604 476,02**	**12 096 807,81**	**46 507 668,21**	**3 702 101,79**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*6 493 127,58*	*0,00*	*6 493 127,58*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*6 768 200,00*	*6 493 127,58*	*0,00*	*6 493 127,58*	*275 072,42*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 768 200,00***	***6 493 127,58***	***0,00***	***6 493 127,58***	***275 072,42***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d’exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		56 977 970,00	65 097 603,60	12 096 807,81	53 000 795,79	3 977 174,21
002 Résultat d'exploitation reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'exploitation		56 977 970,00	65 097 603,60	12 096 807,81	53 000 795,79	3 977 174,21

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	0,00	646 346,96	0,00	646 346,96	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	369 260,17	0,00	369 260,17	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	1 000 100,00	1 015 607,13	0,00	1 015 607,13	-15 507,13
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	21 999 126,37	24 970,11	21 974 156,26	0,00
701241	Recouvrement de la redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	628,49	0,00	628,49	0,00
701261	Redevance sur la consommation deau potable	0,00	4 716 851,23	5 284,11	4 711 567,12	0,00
70128	Autres taxes et redevances	0,00	1 303 223,67	117 150,81	1 186 072,86	0,00
703	Ventes de produits résiduels	0,00	41,66	0,00	41,66	0,00
704	Travaux	0,00	26 272,33	166,23	26 106,10	0,00
70611	Redevances d'assainissement collectif	0,00	20 718 874,26	21 436,84	20 697 437,42	0,00
706121	Recouvrement de la redevance pour la modernisation des réseaux de collecte	0,00	5 398,23	0,00	5 398,23	0,00
7064	Locations de compteurs	0,00	2 607 812,67	1 618,05	2 606 194,62	0,00
7068	Autres prestations de service	0,00	35 918,01	4 713,57	31 204,44	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	6 832,29	0,00	6 832,29	0,00
70878	par des tiers	0,00	238,96	0,00	238,96	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	54 364 794,00	51 421 218,17	175 339,72	51 245 878,45	3 118 915,55
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Subventions et participations des collectivités territoriales	0,00	9 327,09	0,00	9 327,09	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	370 287,40	0,00	370 287,40	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	50 000,00	379 614,49	0,00	379 614,49	-329 614,49
7588	Autres	0,00	172 417,17	0,00	172 417,17	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	183 000,00	172 417,17	0,00	172 417,17	10 582,83

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de gestion courante		**55 597 894,00**	**52 988 856,96**	**175 339,72**	**52 813 517,24**	**2 784 376,76**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	104,28	0,00	104,28	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	68 112,45	0,00	68 112,45	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	45 362,07	0,00	45 362,07	0,00
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	140 500,00	113 678,80	0,00	113 678,80	26 821,20
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	0,00	18 497,95	0,00	18 497,95	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	8 576,00	18 497,95	0,00	18 497,95	-9 921,95
Total des recettes réelles d'exploitation		**55 746 970,00**	**53 121 033,71**	**175 339,72**	**52 945 693,99**	**2 801 276,01**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*534 781,36*	*0,00*	*534 781,36*	*0,00*
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*688 375,41*	*0,00*	*688 375,41*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 231 000,00*	*1 223 156,77*	*0,00*	*1 223 156,77*	*7 843,23*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 231 000,00***	***1 223 156,77***	***0,00***	***1 223 156,77***	***7 843,23***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**56 977 970,00**	**54 344 190,48**	**175 339,72**	**54 168 850,76**	**2 809 119,24**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**56 977 970,00**	**54 344 190,48**	**175 339,72**	**54 168 850,76**	**2 809 119,24**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	103 097,70	0,00	103 097,70	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 830,33	0,00	1 830,33	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	235 939,39	0,00	235 939,39	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	619 963,09	340 867,42	0,00	340 867,42	279 095,67
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	553 795,62	84 195,60	469 600,02	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	16 729,49	173,28	16 556,21	0,00
2155	Outillage industriel	0,00	10 230,33	220,61	10 009,72	0,00
21561	Service de distribution d'eau	0,00	288 975,36	0,00	288 975,36	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	372 870,72	0,00	372 870,72	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	31 938,71	0,00	31 938,71	0,00
2184	Mobilier	0,00	14 020,09	644,94	13 375,15	0,00
2188	Autres	0,00	7 222,38	0,00	7 222,38	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 228 983,62	1 295 782,70	85 234,43	1 210 548,27	2 018 435,35
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Terrains	0,00	31 824,03	2 404,80	29 419,23	0,00
2313	Constructions	0,00	833 019,48	118 242,74	714 776,74	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	10 214 013,62	1 787 506,06	8 426 507,56	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	16 120 949,94	11 078 857,13	1 908 153,60	9 170 703,53	6 950 246,41
Total des dépenses d'équipement		**19 969 896,65**	**12 715 507,25**	**1 993 388,03**	**10 722 119,22**	**9 247 777,43**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13111	Agence de l'eau	0,00	40 115,64	0,00	40 115,64	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	45 000,00	40 115,64	0,00	40 115,64	4 884,36
1641	Emprunts en euros	0,00	1 446 243,71	0,00	1 446 243,71	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	8 835,00	0,00	8 835,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits par la collectivité de rattachement	0,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	5 463 244,00	5 455 078,71	0,00	5 455 078,71	8 165,29
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**5 508 244,00**	**5 495 194,35**	**0,00**	**5 495 194,35**	**13 049,65**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 478 140,65**	**18 210 701,60**	**1 993 388,03**	**16 217 313,57**	**9 260 827,08**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*429 488,41*	*0,00*	*429 488,41*	*0,00*
139118	*Autres*	*0,00*	*19 415,00*	*0,00*	*19 415,00*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*1 202,00*	*0,00*	*1 202,00*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*758,00*	*0,00*	*758,00*	*0,00*
13914	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes et structures intercommunales*	*0,00*	*25 897,00*	*0,00*	*25 897,00*	*0,00*
13915	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - groupement de collectivités*	*0,00*	*29 558,00*	*0,00*	*29 558,00*	*0,00*
13916	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres Etablissements Publics Locaux*	*0,00*	*1 577,00*	*0,00*	*1 577,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*180 480,00*	*0,00*	*180 480,00*	*0,00*
21311	*Batiments d'exploitation*	*0,00*	*127 500,94*	*0,00*	*127 500,94*	*0,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*407 280,43*	*0,01*	*407 280,42*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 231 000,00*	*1 223 156,78*	*0,01*	*1 223 156,77*	*7 843,23*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 241 000,00***	***1 223 156,78***	***0,01***	***1 223 156,77***	***17 843,23***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**26 719 140,65**	**19 433 858,38**	**1 993 388,04**	**17 440 470,34**	**9 278 670,31**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**5 534 558,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**32 253 699,19**	**19 433 858,38**	**1 993 388,04**	**17 440 470,34**	**14 813 228,85**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	808 723,96	0,00	808 723,96	0,00
13118	Autres	0,00	80 184,48	0,00	80 184,48	0,00
13188	des tiers	0,00	685 680,80	29 939,00	655 741,80	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	5 400 000,00	1 574 589,24	29 939,00	1 544 650,24	3 855 349,76
1641	Emprunts en euros	0,00	8 300 000,00	0,00	8 300 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	18 885,00	0,00	18 885,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits par la collectivité de rattachement	0,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	12 606 738,61	12 318 885,00	0,00	12 318 885,00	287 853,61
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21561	Service de distribution d'eau	0,00	92 635,88	0,00	92 635,88	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	93 000,00	92 635,88	0,00	92 635,88	364,12
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	7 375 760,58	0,00	7 375 760,58	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	7 375 760,58	7 375 760,58	0,00	7 375 760,58	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**25 475 499,19**	**21 361 870,70**	**29 939,00**	**21 331 931,70**	**4 143 567,49**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*4 204,00*	*0,00*	*4 204,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*50 721,00*	*0,00*	*50 721,00*	*0,00*
28087	*Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition*	*0,00*	*31 551,92*	*0,00*	*31 551,92*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*8 642,00*	*0,00*	*8 642,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*67 669,05*	*0,00*	*67 669,05*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*24 538,01*	*0,00*	*24 538,01*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*	*5 116,22*	*0,00*	*5 116,22*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*293 349,81*	*0,00*	*293 349,81*	*0,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*648 477,21*	*0,00*	*648 477,21*	*0,00*
28172	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*8 705,24*	*0,00*	*8 705,24*	*0,00*
28173	*Constructions*	*0,00*	*411 097,44*	*0,00*	*411 097,44*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*1 857,00*	*0,00*	*1 857,00*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*4 692 737,52*	*0,00*	*4 692 737,52*	*0,00*
28178	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*97 282,89*	*0,00*	*97 282,89*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*77 968,98*	*0,00*	*77 968,98*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*8 138,28*	*0,00*	*8 138,28*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*51 259,59*	*0,00*	*51 259,59*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*9 811,42*	*0,00*	*9 811,42*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*6 768 200,00*	*6 493 127,58*	*0,00*	*6 493 127,58*	*275 072,42*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 778 200,00***	***6 493 127,58***	***0,00***	***6 493 127,58***	***285 072,42***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**32 253 699,19**	**27 854 998,28**	**29 939,00**	**27 825 059,28**	**4 428 639,91**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		32 253 699,19	27 854 998,28	29 939,00	27 825 059,28	4 428 639,91

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	513 108,93	29 795,83	483 313,10	382 589,07
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	490 140,89	72 094,84	418 046,05	232 827,66
Autres immobilisations incorporelles	911 162,52	863 732,50	47 430,02	78 981,94
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	31 414,76	16 791,97	14 622,79	14 622,79
Constructions	1 067 131,88	584 989,59	482 142,29	363 283,35
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	33 767 924,14	11 603 869,85	22 164 054,29	22 103 418,74
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	1 211 549,51	240 889,75	970 659,76	692 431,07
Immobilisations corporelles en cours	28 588 425,31	0,00	28 588 425,31	19 417 721,78
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	2 992 496,77	983 936,86	2 008 559,91	2 000 499,88
Constructions	31 435 841,45	23 743 111,52	7 692 729,93	8 153 477,79
Constructions sur sol d'autrui	1 793 889,03	1 775 932,90	17 956,13	19 813,13
Installations, matériels et outillage techniques	248 486 464,22	160 435 025,49	88 051 438,73	92 744 176,25
Autres immobilisations corporelles	3 941 804,54	3 598 629,38	343 175,16	440 458,05

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	1 278 430,80	0,00	1 278 430,80	1 278 430,80
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	11 719,70	0,00	11 719,70	11 719,70
Autres titres immobilisés	225,01	0,00	225,01	225,01
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	3 763,23	0,00	3 763,23	3 763,23
TOTAL I	**356 525 492,69**	**203 948 800,48**	**152 576 692,21**	**147 938 440,24**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	646 346,96	0,00	646 346,96	645 372,55
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	11 523 284,05	123 006,75	11 400 277,30	9 671 097,51
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	3 731 597,35	0,00	3 731 597,35	1 981 852,11

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	242 948,84	0,00	242 948,84	145,22
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	13 053,39	0,00	13 053,39	13 053,39
Autres créances	1 281 139,00	577,93	1 280 561,07	430 070,70
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**3 599 851,53**	**0,00**	**3 599 851,53**	**5 692 137,16**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**21 038 221,12**	**123 584,68**	**20 914 636,44**	**18 433 728,64**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	3,89	0,00	3,89	949 030,25
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**3,89**	**0,00**	**3,89**	**949 030,25**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**377 563 717,70**	**204 072 385,16**	**173 491 332,54**	**167 321 199,13**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	868 391,85	868 391,85
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	100 350 529,63	100 383 414,78
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	27 394 048,06	20 018 287,48
Report à nouveau (1)	0,00	5 020 680,22
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	1 168 054,97	2 355 080,36
Subventions d'investissement	10 730 973,75	9 914 814,56
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	391 355,05	391 355,05
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**140 903 353,31**	**138 952 024,30**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	17 689 238,55	10 835 095,01
Emprunts et dettes financières divers	84 235,00	74 185,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**550 364,58**	**401 339,23**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	2 286 594,32	3 214 168,80
Dettes fiscales et sociales	3 226 844,11	7 136 777,19
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	883 045,20	2 023 485,31
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	6 906 635,43	436 000,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	278 550,13	2 394 669,74
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**31 905 507,32**	**26 515 720,28**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	682 471,91	1 853 454,55
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**682 471,91**	**1 853 454,55**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**173 491 332,54**	**167 321 199,13**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*21 063 457,71*	*18 828 816,90*
Divers	*21 096 322,05*	*18 960 607,63*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	534 781,36	556 287,63
Subventions d'exploitation	379 614,49	170 993,12
Reprises sur dépréciations et provisions	18 497,95	9 857,57
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	172 417,17	90 641,53
TOTAL I	**43 265 090,73**	**38 617 204,38**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	271 414,20	304 778,76
Variation de stock	-974,41	-15 242,33
Autres achats et charges externes	13 768 557,00	6 348 792,24
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*3 820,27*	*1 856,07*
Autres	*21 736 641,52*	*17 700 922,03*
Salaires et traitements	-358 104,13	5 638 687,71
Charges sociales	30 092,23	16 752,33
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*6 493 127,58*	*6 395 280,94*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*123 584,68*	*8 575,55*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	75 011,35	53 407,71
TOTAL II	**42 143 170,29**	**36 453 811,01**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**1 121 920,44**	**2 163 393,37**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	277 451,12	333 187,95
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**277 451,12**	**333 187,95**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-277 451,12**	**-333 187,95**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**844 469,32**	**1 830 205,42**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*113 578,80*	*79 759,34*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*100,00*	*650,00*
Autres opérations	*688 375,41*	*606 672,54*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**802 054,21**	**687 081,88**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*6 000,00*	*0,00*
Autres opérations	*358 806,13*	*3 038,68*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*113 662,43*	*159 168,26*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**478 468,56**	**162 206,94**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**323 585,65**	**524 874,94**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**44 067 144,94**	**39 304 286,26**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**42 899 089,97**	**36 949 205,90**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**1 168 054,97**	**2 355 080,36**

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	868 391,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	868 391,85	0,00	868 391,85
10222	FCTVA	0,00	20 501,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 501,73	0,00	20 501,73
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	370 853,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 853,32	0,00	370 853,32
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**391 355,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**391 355,05**	**0,00**	**391 355,05**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	100 383 414,78	49 650,42	16 765,27	0,00	0,00	49 650,42	100 400 180,05	0,00	100 350 529,63
	Sous Total compte 102	**0,00**	**101 643 161,68**	**49 650,42**	**16 765,27**	**0,00**	**0,00**	**49 650,42**	**101 659 926,95**	**0,00**	**101 610 276,53**
1064	Rés règlementées	0,00	241 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241 633,80	0,00	241 633,80
1068	Autres réserves	0,00	19 776 653,68	0,00	0,00	0,00	7 375 760,58	0,00	27 152 414,26	0,00	27 152 414,26
	Sous Total compte 106	**0,00**	**20 018 287,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 375 760,58**	**0,00**	**27 394 048,06**	**0,00**	**27 394 048,06**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**121 661 449,16**	**49 650,42**	**16 765,27**	**0,00**	**7 375 760,58**	**49 650,42**	**129 053 975,01**	**0,00**	**129 004 324,59**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	5 020 680,22	7 375 760,58	2 355 080,36	0,00	0,00	7 375 760,58	7 375 760,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**5 020 680,22**	**7 375 760,58**	**2 355 080,36**	**0,00**	**0,00**	**7 375 760,58**	**7 375 760,58**	**0,00**	**0,00**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	2 355 080,36	2 355 080,36	0,00	0,00	0,00	2 355 080,36	2 355 080,36	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**2 355 080,36**	**2 355 080,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 355 080,36**	**2 355 080,36**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	7 476 242,19	0,00	0,00	40 115,64	808 723,96	40 115,64	8 284 966,15	0,00	8 244 850,51
13118	Autres	0,00	790 604,02	0,00	0,00	0,00	80 184,48	0,00	870 788,50	0,00	870 788,50
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**8 266 846,21**	**0,00**	**0,00**	**40 115,64**	**888 908,44**	**40 115,64**	**9 155 754,65**	**0,00**	**9 115 639,01**
1312	Région	0,00	60 124,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 124,10	0,00	60 124,10
1313	Dépt	0,00	25 474,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 474,48	0,00	25 474,48
1314	Cnes	0,00	414 959,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 959,99	0,00	414 959,99
1315	Grp coll	0,00	1 260 021,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260 021,79	0,00	1 260 021,79

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1316	Autres EPL	0,00	20 354,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 354,27	0,00	20 354,27
13188	des tiers	0,00	6 790 434,07	0,00	0,00	29 939,00	685 680,80	29 939,00	7 476 114,87	0,00	7 446 175,87
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**6 790 434,07**	**0,00**	**0,00**	**29 939,00**	**685 680,80**	**29 939,00**	**7 476 114,87**	**0,00**	**7 446 175,87**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**16 838 214,91**	**0,00**	**0,00**	**70 054,64**	**1 574 589,24**	**70 054,64**	**18 412 804,15**	**0,00**	**18 342 749,51**
139111	Agence de l'eau	3 316 724,12	0,00	0,00	0,00	429 488,41	0,00	3 746 212,53	0,00	3 746 212,53	0,00
139118	Autres	254 610,83	0,00	0,00	0,00	19 415,00	0,00	274 025,83	0,00	274 025,83	0,00
	Sous Total compte 13911	**3 571 334,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**448 903,41**	**0,00**	**4 020 238,36**	**0,00**	**4 020 238,36**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	24 041,44	0,00	0,00	0,00	1 202,00	0,00	25 243,44	0,00	25 243,44	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	13 315,31	0,00	0,00	0,00	758,00	0,00	14 073,31	0,00	14 073,31	0,00
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	186 380,58	0,00	0,00	0,00	25 897,00	0,00	212 277,58	0,00	212 277,58	0,00
13915	Subv équipt transf - Grp coll	584 374,01	0,00	0,00	0,00	29 558,00	0,00	613 932,01	0,00	613 932,01	0,00
13916	Subv équipt transf - autres EPL	7 733,74	0,00	0,00	0,00	1 577,00	0,00	9 310,74	0,00	9 310,74	0,00
139188	des tiers	2 536 220,32	0,00	0,00	0,00	180 480,00	0,00	2 716 700,32	0,00	2 716 700,32	0,00
	Sous Total compte 13918	**2 536 220,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 480,00**	**0,00**	**2 716 700,32**	**0,00**	**2 716 700,32**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**6 923 400,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**688 375,41**	**0,00**	**7 611 775,76**	**0,00**	**7 611 775,76**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**6 923 400,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**688 375,41**	**0,00**	**7 611 775,76**	**0,00**	**7 611 775,76**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**6 923 400,35**	**16 838 214,91**	**0,00**	**0,00**	**758 430,05**	**1 574 589,24**	**7 681 830,40**	**18 412 804,15**	**0,00**	**10 730 973,75**
1641	Emprunts en euros	0,00	10 766 486,37	0,00	0,00	1 446 243,71	8 300 000,00	1 446 243,71	19 066 486,37	0,00	17 620 242,66
	Sous Total compte 164	**0,00**	**10 766 486,37**	**0,00**	**0,00**	**1 446 243,71**	**8 300 000,00**	**1 446 243,71**	**19 066 486,37**	**0,00**	**17 620 242,66**
165	Dép et caution reçus	0,00	74 185,00	0,00	0,00	8 835,00	18 885,00	8 835,00	93 070,00	0,00	84 235,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	68 608,64	68 608,64	68 995,89	0,00	0,00	68 608,64	137 604,53	0,00	68 995,89
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**68 608,64**	**68 608,64**	**68 995,89**	**0,00**	**0,00**	**68 608,64**	**137 604,53**	**0,00**	**68 995,89**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**68 608,64**	**68 608,64**	**68 995,89**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**4 068 608,64**	**4 137 604,53**	**0,00**	**68 995,89**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**10 909 280,01**	**68 608,64**	**68 995,89**	**5 455 078,71**	**12 318 885,00**	**5 523 687,35**	**23 297 160,90**	**0,00**	**17 773 473,55**
	Total classe 1	**6 923 400,35**	**156 784 704,66**	**9 849 100,00**	**2 440 841,52**	**6 213 508,76**	**21 269 234,82**	**22 986 009,11**	**180 494 781,00**	**7 611 775,76**	**165 120 547,65**
2031	Frais d'études	404 053,92	0,00	0,00	0,00	103 097,70	0,00	507 151,62	0,00	507 151,62	0,00
2033	Frais d'insertion	4 126,98	0,00	0,00	0,00	1 830,33	0,00	5 957,31	0,00	5 957,31	0,00
	Sous Total compte 203	**408 180,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 928,03**	**0,00**	**513 108,93**	**0,00**	**513 108,93**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	254 201,50	0,00	0,00	0,00	235 939,39	0,00	490 140,89	0,00	490 140,89	0,00
	Sous Total compte 205	**254 201,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**235 939,39**	**0,00**	**490 140,89**	**0,00**	**490 140,89**	**0,00**
2087	Immobilisations incorporelles rec MàD	911 162,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	911 162,52	0,00	911 162,52	0,00
	Sous Total compte 208	**911 162,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**911 162,52**	**0,00**	**911 162,52**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**1 573 544,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**340 867,42**	**0,00**	**1 914 412,34**	**0,00**	**1 914 412,34**	**0,00**
2111	Terrains nus	14 622,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 622,79	0,00	14 622,79	0,00
	Sous Total compte 211	**14 622,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 622,79**	**0,00**	**14 622,79**	**0,00**
2128	Autres terrains	16 791,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 791,97	0,00	16 791,97	0,00
	Sous Total compte 212	**16 791,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 791,97**	**0,00**	**16 791,97**	**0,00**
21311	Batiments exploitation	837 453,18	0,00	0,00	0,00	127 500,94	0,00	964 954,12	0,00	964 954,12	0,00
21315	Batiments administratifs	102 177,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 177,76	0,00	102 177,76	0,00
	Sous Total compte 2131	**939 630,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 500,94**	**0,00**	**1 067 131,88**	**0,00**	**1 067 131,88**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**939 630,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 500,94**	**0,00**	**1 067 131,88**	**0,00**	**1 067 131,88**	**0,00**
21531	Réseaux adduction eau	2 212 040,26	0,00	0,00	0,00	961 076,05	84 195,61	3 173 116,31	84 195,61	3 088 920,70	0,00
	Sous Total compte 2153	**2 212 040,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**961 076,05**	**84 195,61**	**3 173 116,31**	**84 195,61**	**3 088 920,70**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2154	Mat indust	218 206,08	0,00	0,00	0,00	16 729,49	173,28	234 935,57	173,28	234 762,29	0,00
2155	Outillage industriel	26 858,77	0,00	0,00	0,00	10 230,33	220,61	37 089,10	220,61	36 868,49	0,00
21561	Serv distribution eau	5 320 782,49	0,00	0,00	0,00	288 975,36	92 635,88	5 609 757,85	92 635,88	5 517 121,97	0,00
	Sous Total compte 2156	**5 320 782,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**288 975,36**	**92 635,88**	**5 609 757,85**	**92 635,88**	**5 517 121,97**	**0,00**
2158	Autres	24 890 250,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 890 250,69	0,00	24 890 250,69	0,00
	Sous Total compte 215	**32 668 138,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 277 011,23**	**177 225,38**	**33 945 149,52**	**177 225,38**	**33 767 924,14**	**0,00**
21711	Terrains nus	1 398 190,45	0,00	16 765,27	0,00	0,00	0,00	1 414 955,72	0,00	1 414 955,72	0,00
21715	Terrains bâtis	508 150,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	508 150,77	0,00	508 150,77	0,00
21718	Autres terrains	7 659,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 659,04	0,00	7 659,04	0,00
	Sous Total compte 2171	**1 914 000,26**	**0,00**	**16 765,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 930 765,53**	**0,00**	**1 930 765,53**	**0,00**
21721	Terrains nus	123 336,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 336,79	0,00	123 336,79	0,00
21725	Terrains bâtis	938 394,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	938 394,45	0,00	938 394,45	0,00
	Sous Total compte 2172	**1 061 731,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 061 731,24**	**0,00**	**1 061 731,24**	**0,00**
217311	Batiments exploitation	16 686 716,51	0,00	0,00	49 650,42	0,00	0,00	16 686 716,51	49 650,42	16 637 066,09	0,00
217315	Batiments administratifs	1 653 505,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 653 505,74	0,00	1 653 505,74	0,00
	Sous Total compte 21731	**18 340 222,25**	**0,00**	**0,00**	**49 650,42**	**0,00**	**0,00**	**18 340 222,25**	**49 650,42**	**18 290 571,83**	**0,00**
217351	Batiments exploitation	13 030 383,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 030 383,97	0,00	13 030 383,97	0,00
217355	Batiments administratifs	19 437,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 437,65	0,00	19 437,65	0,00
	Sous Total compte 21735	**13 049 821,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 049 821,62**	**0,00**	**13 049 821,62**	**0,00**
21738	Autres constructions	95 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 448,00	0,00	95 448,00	0,00
	Sous Total compte 2173	**31 485 491,87**	**0,00**	**0,00**	**49 650,42**	**0,00**	**0,00**	**31 485 491,87**	**49 650,42**	**31 435 841,45**	**0,00**
217411	Batiments exploitation	128 971,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 971,86	0,00	128 971,86	0,00
	Sous Total compte 21741	**128 971,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 971,86**	**0,00**	**128 971,86**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217451	Batiments exploitation	1 664 917,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 664 917,17	0,00	1 664 917,17	0,00
	Sous Total compte 21745	**1 664 917,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 664 917,17**	**0,00**	**1 664 917,17**	**0,00**
	Sous Total compte 2174	**1 793 889,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 793 889,03**	**0,00**	**1 793 889,03**	**0,00**
21751	Instal complexes spécial	88 119,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 119,06	0,00	88 119,06	0,00
217531	Réseaux adduction eau	192 321 679,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 321 679,04	0,00	192 321 679,04	0,00
217532	Réseaux assainissement	30 397,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 397,00	0,00	30 397,00	0,00
	Sous Total compte 21753	**192 352 076,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 352 076,04**	**0,00**	**192 352 076,04**	**0,00**
21754	Mat indust	4 947 275,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 947 275,77	0,00	4 947 275,77	0,00
21755	Outillage industriel	1 949 036,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 949 036,14	0,00	1 949 036,14	0,00
217561	Serv distribution eau	24 207 910,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 207 910,97	0,00	24 207 910,97	0,00
	Sous Total compte 21756	**24 207 910,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 207 910,97**	**0,00**	**24 207 910,97**	**0,00**
21757	Agenct amégat mat outil indust	429 595,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 595,51	0,00	429 595,51	0,00
21758	Autres	24 512 450,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 512 450,73	0,00	24 512 450,73	0,00
	Sous Total compte 2175	**248 486 464,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 486 464,22**	**0,00**	**248 486 464,22**	**0,00**
21782	Mat de transport	1 638 278,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 638 278,16	0,00	1 638 278,16	0,00
21783	Mat bureau mat informatique	462 672,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462 672,38	0,00	462 672,38	0,00
21784	Mobilier	348 665,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348 665,36	0,00	348 665,36	0,00
21788	Autres	1 492 188,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 492 188,64	0,00	1 492 188,64	0,00
	Sous Total compte 2178	**3 941 804,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 941 804,54**	**0,00**	**3 941 804,54**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**288 683 381,16**	**0,00**	**16 765,27**	**49 650,42**	**0,00**	**0,00**	**288 700 146,43**	**49 650,42**	**288 650 496,01**	**0,00**
2182	Mat de transport	594 846,46	0,00	0,00	0,00	372 870,72	0,00	967 717,18	0,00	967 717,18	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	38 849,44	0,00	0,00	0,00	31 938,71	0,00	70 788,15	0,00	70 788,15	0,00
2184	Mobilier	62 518,51	0,00	0,00	0,00	14 020,09	644,94	76 538,60	644,94	75 893,66	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	89 928,14	0,00	0,00	0,00	7 222,38	0,00	97 150,52	0,00	97 150,52	0,00
	Sous Total compte 218	**786 142,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**426 051,90**	**644,94**	**1 212 194,45**	**644,94**	**1 211 549,51**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**323 108 707,70**	**0,00**	**16 765,27**	**49 650,42**	**1 830 564,07**	**177 870,32**	**324 956 037,04**	**227 520,74**	**324 728 516,30**	**0,00**
2312	Terrains	2 783 072,14	0,00	0,00	0,00	31 824,03	2 404,80	2 814 896,17	2 404,80	2 812 491,37	0,00
2313	Constructions	3 384 433,99	0,00	0,00	0,00	833 019,48	118 242,74	4 217 453,47	118 242,74	4 099 210,73	0,00
2315	Instal mat outil techn	13 222 313,80	0,00	0,00	0,00	10 214 013,62	1 787 506,06	23 436 327,42	1 787 506,06	21 648 821,36	0,00
2317	Immob reçues au titre mise à dispo	1 278 430,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 278 430,80	0,00	1 278 430,80	0,00
	Sous Total compte 231	**20 668 250,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 078 857,13**	**1 908 153,60**	**31 747 107,86**	**1 908 153,60**	**29 838 954,26**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	27 901,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 901,85	0,00	27 901,85	0,00
	Sous Total compte 23	**20 696 152,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 078 857,13**	**1 908 153,60**	**31 775 009,71**	**1 908 153,60**	**29 866 856,11**	**0,00**
261	Titres de participation	11 719,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 719,70	0,00	11 719,70	0,00
	Sous Total compte 26	**11 719,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 719,70**	**0,00**	**11 719,70**	**0,00**
272	Titres immob : droit de créance	225,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,01	0,00	225,01	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 200,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,82	0,00	2 200,82	0,00
2762	Créances transf droits déduction TVA	1 562,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 562,41	0,00	1 562,41	0,00
	Sous Total compte 276	**1 562,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 562,41**	**0,00**	**1 562,41**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**3 988,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 988,24**	**0,00**	**3 988,24**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	25 591,83	0,00	0,00	0,00	4 204,00	0,00	29 795,83	0,00	29 795,83
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**25 591,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 204,00**	**0,00**	**29 795,83**	**0,00**	**29 795,83**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	21 373,84	0,00	0,00	0,00	50 721,00	0,00	72 094,84	0,00	72 094,84
28087	Immobilisations incorporelles reçues au	0,00	832 180,58	0,00	0,00	0,00	31 551,92	0,00	863 732,50	0,00	863 732,50
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**832 180,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 551,92**	**0,00**	**863 732,50**	**0,00**	**863 732,50**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280	**0,00**	**879 146,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 476,92**	**0,00**	**965 623,17**	**0,00**	**965 623,17**
28128	Autres terrains	0,00	16 791,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 791,97	0,00	16 791,97
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**16 791,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 791,97**	**0,00**	**16 791,97**
28131	Bâtiments	0,00	576 347,59	0,00	0,00	0,00	8 642,00	0,00	584 989,59	0,00	584 989,59
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**576 347,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 642,00**	**0,00**	**584 989,59**	**0,00**	**584 989,59**
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	38 176,54	0,00	0,00	0,00	67 669,05	0,00	105 845,59	0,00	105 845,59
28154	Mat indust	0,00	11 890,09	0,00	0,00	0,00	24 538,01	0,00	36 428,10	0,00	36 428,10
28155	Outillage industriel	0,00	3 374,17	0,00	0,00	0,00	5 116,22	0,00	8 490,39	0,00	8 490,39
28156	Mat spécif exploit	0,00	1 065 862,53	0,00	0,00	0,00	293 349,81	0,00	1 359 212,34	0,00	1 359 212,34
28158	Autres	0,00	9 445 416,22	0,00	0,00	0,00	648 477,21	0,00	10 093 893,43	0,00	10 093 893,43
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**10 564 719,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 039 150,30**	**0,00**	**11 603 869,85**	**0,00**	**11 603 869,85**
28172	Agenct amégat terr	0,00	975 231,62	0,00	0,00	0,00	8 705,24	0,00	983 936,86	0,00	983 936,86
28173	Constructions	0,00	23 332 014,08	0,00	0,00	0,00	411 097,44	0,00	23 743 111,52	0,00	23 743 111,52
28174	Constructions sur sol d'autrui	0,00	1 774 075,90	0,00	0,00	0,00	1 857,00	0,00	1 775 932,90	0,00	1 775 932,90
28175	Instal mat outil techn	0,00	155 742 287,97	0,00	0,00	0,00	4 692 737,52	0,00	160 435 025,49	0,00	160 435 025,49
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 501 346,49	0,00	0,00	0,00	97 282,89	0,00	3 598 629,38	0,00	3 598 629,38
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**185 324 956,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 211 680,09**	**0,00**	**190 536 636,15**	**0,00**	**190 536 636,15**
28182	Mat de transport	0,00	40 387,82	0,00	0,00	0,00	77 968,98	0,00	118 356,80	0,00	118 356,80
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	4 448,42	0,00	0,00	0,00	8 138,28	0,00	12 586,70	0,00	12 586,70
28184	Mobilier	0,00	802,00	0,00	0,00	0,00	51 259,59	0,00	52 061,59	0,00	52 061,59
28188	Amort autres	0,00	48 073,24	0,00	0,00	0,00	9 811,42	0,00	57 884,66	0,00	57 884,66
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**93 711,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 178,27**	**0,00**	**240 889,75**	**0,00**	**240 889,75**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**196 576 526,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 406 650,66**	**0,00**	**202 983 177,31**	**0,00**	**202 983 177,31**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28	**0,00**	**197 455 672,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 493 127,58**	**0,00**	**203 948 800,48**	**0,00**	**203 948 800,48**
	Total classe 2	**345 394 113,14**	**197 455 672,90**	**16 765,27**	**49 650,42**	**13 250 288,62**	**8 579 151,50**	**358 661 167,03**	**206 084 474,82**	**356 525 492,69**	**203 948 800,48**
3227	Pièces de rechange	645 372,55	0,00	646 346,96	645 372,55	0,00	0,00	1 291 719,51	645 372,55	646 346,96	0,00
	Sous Total compte 322	**645 372,55**	**0,00**	**646 346,96**	**645 372,55**	**0,00**	**0,00**	**1 291 719,51**	**645 372,55**	**646 346,96**	**0,00**
	Sous Total compte 32	**645 372,55**	**0,00**	**646 346,96**	**645 372,55**	**0,00**	**0,00**	**1 291 719,51**	**645 372,55**	**646 346,96**	**0,00**
	Total classe 3	**645 372,55**	**0,00**	**646 346,96**	**645 372,55**	**0,00**	**0,00**	**1 291 719,51**	**645 372,55**	**646 346,96**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	1 522 660,59	9 293 568,99	9 136 398,51	0,00	0,00	9 293 568,99	10 659 059,10	0,00	1 365 490,11
40174	Fournisseurs Intérêts moratoires	0,00	0,00	35 507,48	327 944,02	0,00	0,00	35 507,48	327 944,02	0,00	292 436,54
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**0,00**	**35 507,48**	**327 944,02**	**0,00**	**0,00**	**35 507,48**	**327 944,02**	**0,00**	**292 436,54**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**1 522 660,59**	**9 329 076,47**	**9 464 342,53**	**0,00**	**0,00**	**9 329 076,47**	**10 987 003,12**	**0,00**	**1 657 926,65**
4041	Fournis immob	0,00	1 941 252,84	16 055 815,90	14 858 697,14	0,00	0,00	16 055 815,90	16 799 949,98	0,00	744 134,08
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	82 232,47	104 291,59	160 970,24	0,00	0,00	104 291,59	243 202,71	0,00	138 911,12
40474	Fournisseurs dimmobilisations Intérêt	0,00	0,00	30 495,26	30 495,26	0,00	0,00	30 495,26	30 495,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**82 232,47**	**134 786,85**	**191 465,50**	**0,00**	**0,00**	**134 786,85**	**273 697,97**	**0,00**	**138 911,12**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**2 023 485,31**	**16 190 602,75**	**15 050 162,64**	**0,00**	**0,00**	**16 190 602,75**	**17 073 647,95**	**0,00**	**883 045,20**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	1 691 508,21	1 691 508,21	628 667,67	0,00	0,00	1 691 508,21	2 320 175,88	0,00	628 667,67
	Sous Total compte 40	**0,00**	**5 237 654,11**	**27 211 187,43**	**25 143 172,84**	**0,00**	**0,00**	**27 211 187,43**	**30 380 826,95**	**0,00**	**3 169 639,52**
411	Clients	7 544 839,35	0,00	51 014 337,57	49 725 260,34	0,00	0,00	58 559 176,92	49 725 260,34	8 833 916,58	0,00
4121	Clients - Redevance pour pollution d'ori	684 630,07	0,00	637,45	579 712,28	0,00	0,00	685 267,52	579 712,28	105 555,24	0,00
4122	Clients - Redevance pour modernisation d	456 952,95	0,00	5 934,05	393 606,59	0,00	0,00	462 887,00	393 606,59	69 280,41	0,00
4124	Clients Redevance sur la consommation	0,00	0,00	3 751 128,45	3 074 402,07	0,00	0,00	3 751 128,45	3 074 402,07	676 726,38	0,00
	Sous Total compte 412	**1 141 583,02**	**0,00**	**3 757 699,95**	**4 047 720,94**	**0,00**	**0,00**	**4 899 282,97**	**4 047 720,94**	**851 562,03**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4161	Créances douteuses	1 003 168,18	0,00	2 019 199,84	1 272 290,92	0,00	0,00	3 022 368,02	1 272 290,92	1 750 077,10	0,00
	Sous Total compte 416	**1 003 168,18**	**0,00**	**2 019 199,84**	**1 272 290,92**	**0,00**	**0,00**	**3 022 368,02**	**1 272 290,92**	**1 750 077,10**	**0,00**
418	Clients - produits non encore facturés	0,00	0,00	87 728,34	0,00	0,00	0,00	87 728,34	0,00	87 728,34	0,00
4191	Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00	401 339,23	284 321,40	433 346,75	0,00	0,00	284 321,40	834 685,98	0,00	550 364,58
	Sous Total compte 419	**0,00**	**401 339,23**	**284 321,40**	**433 346,75**	**0,00**	**0,00**	**284 321,40**	**834 685,98**	**0,00**	**550 364,58**
	Sous Total compte 41	**9 689 590,55**	**401 339,23**	**57 163 287,10**	**55 478 618,95**	**0,00**	**0,00**	**66 852 877,65**	**55 879 958,18**	**10 972 919,47**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	732 725,01	1 707 634,40	974 909,39	0,00	0,00	1 707 634,40	1 707 634,40	0,00	0,00
425	Personnel - acomptes	0,00	0,00	390,00	390,00	0,00	0,00	390,00	390,00	0,00	0,00
4286	Personnel - autres charges à payer	0,00	1 043 187,48	1 043 187,48	0,00	0,00	0,00	1 043 187,48	1 043 187,48	0,00	0,00
	Sous Total compte 428	**0,00**	**1 043 187,48**	**1 043 187,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 043 187,48**	**1 043 187,48**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 42	**0,00**	**1 775 912,49**	**2 751 211,88**	**975 299,39**	**0,00**	**0,00**	**2 751 211,88**	**2 751 211,88**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurite sociale	0,00	2 744,70	572 400,57	569 655,87	0,00	0,00	572 400,57	572 400,57	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	466 028,55	1 537 328,29	1 071 299,74	0,00	0,00	1 537 328,29	1 537 328,29	0,00	0,00
4387	Organismes soc - produits à recevoir	0,00	0,00	368 413,17	0,00	0,00	0,00	368 413,17	0,00	368 413,17	0,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**0,00**	**368 413,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**368 413,17**	**0,00**	**368 413,17**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**468 773,25**	**2 478 142,03**	**1 640 955,61**	**0,00**	**0,00**	**2 478 142,03**	**2 109 728,86**	**368 413,17**	**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	67,10	0,00	822 817,01	591 452,99	0,00	0,00	822 884,11	591 452,99	231 431,12	0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	78,12	0,00	19 978,34	8 538,74	0,00	0,00	20 056,46	8 538,74	11 517,72	0,00
	Sous Total compte 441	**145,22**	**0,00**	**842 795,35**	**599 991,73**	**0,00**	**0,00**	**842 940,57**	**599 991,73**	**242 948,84**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	513 218,26	513 218,26	0,00	0,00	513 218,26	513 218,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**513 218,26**	**513 218,26**	**0,00**	**0,00**	**513 218,26**	**513 218,26**	**0,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	0,00	4 532 403,91	7 519 693,81	0,00	0,00	4 532 403,91	7 519 693,81	0,00	2 987 289,90

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**4 532 403,91**	**7 519 693,81**	**0,00**	**0,00**	**4 532 403,91**	**7 519 693,81**	**0,00**	**2 987 289,90**
4452	Etat - TVA intra-communautaire due	0,00	295,20	295,20	166,22	0,00	0,00	295,20	461,42	0,00	166,22
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	66 722,03	0,00	2 159 354,98	2 118 861,82	0,00	0,00	2 226 077,01	2 118 861,82	107 215,19	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	12 167,99	0,00	2 969 759,51	2 608 377,20	0,00	0,00	2 981 927,50	2 608 377,20	373 550,30	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	1 810 214,00	0,00	23 014 984,00	22 212 339,00	0,00	0,00	24 825 198,00	22 212 339,00	2 612 859,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**1 889 104,02**	**0,00**	**28 144 098,49**	**26 939 578,02**	**0,00**	**0,00**	**30 033 202,51**	**26 939 578,02**	**3 093 624,49**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	0,00	3 975 525,16	4 040 322,77	0,00	0,00	3 975 525,16	4 040 322,77	0,00	64 797,61
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**3 975 525,16**	**4 040 322,77**	**0,00**	**0,00**	**3 975 525,16**	**4 040 322,77**	**0,00**	**64 797,61**
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	15 485,21	0,00	22 837,95	17 260,47	0,00	0,00	38 323,16	17 260,47	21 062,69	0,00
445888	Taxes chiffre d'aff à régul ou attente	77 262,88	0,00	0,00	77 262,88	0,00	0,00	77 262,88	77 262,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 44588	**77 262,88**	**0,00**	**0,00**	**77 262,88**	**0,00**	**0,00**	**77 262,88**	**77 262,88**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4458	**92 748,09**	**0,00**	**22 837,95**	**94 523,35**	**0,00**	**0,00**	**115 586,04**	**94 523,35**	**21 062,69**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**1 981 852,11**	**295,20**	**32 142 756,80**	**31 074 590,36**	**0,00**	**0,00**	**34 124 608,91**	**31 074 885,56**	**3 049 723,35**	**0,00**
446	Agences de l'eau	0,00	436 000,00	19 684 646,70	23 167 992,23	0,00	0,00	19 684 646,70	23 603 992,23	0,00	3 919 345,53
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	995 111,60	14 192 288,30	13 197 176,70	0,00	0,00	14 192 288,30	14 192 288,30	0,00	0,00
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	3 896 684,65	3 896 684,65	3 161 880,28	0,00	0,00	3 896 684,65	7 058 564,93	0,00	3 161 880,28
4487	Etat - produits à recevoir	0,00	0,00	248 497,00	0,00	0,00	0,00	248 497,00	0,00	248 497,00	0,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**3 896 684,65**	**4 145 181,65**	**3 161 880,28**	**0,00**	**0,00**	**4 145 181,65**	**7 058 564,93**	**0,00**	**2 913 383,28**
	Sous Total compte 44	**1 981 997,33**	**5 328 091,45**	**76 053 290,97**	**79 234 543,37**	**0,00**	**0,00**	**78 035 288,30**	**84 562 634,82**	**0,00**	**6 527 346,52**
4581000023	Opér pour cpte de tiers - dépenses	13 053,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 053,39	0,00	13 053,39	0,00
	Sous Total compte 4581	**13 053,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 053,39**	**0,00**	**13 053,39**	**0,00**
	Sous Total compte 458	**13 053,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 053,39**	**0,00**	**13 053,39**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 45	**13 053,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 053,39**	**0,00**	**13 053,39**	**0,00**
4621	Créances cess immob - amiable	0,00	0,00	100,00	100,00	0,00	0,00	100,00	100,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**100,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**
4631	Empt publics - souscriptions reçues	0,00	0,00	0,00	48,73	0,00	0,00	0,00	48,73	0,00	48,73
4632	Empt publics - intérets à payer	0,00	23 049,65	256 396,25	256 620,52	0,00	0,00	256 396,25	279 670,17	0,00	23 273,92
	Sous Total compte 463	**0,00**	**23 049,65**	**256 396,25**	**256 669,25**	**0,00**	**0,00**	**256 396,25**	**279 718,90**	**0,00**	**23 322,65**
466	Excédt de verSEMent	0,00	76 294,94	463 795,99	425 454,98	0,00	0,00	463 795,99	501 749,92	0,00	37 953,93
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	2 295 325,15	7 694 946,93	5 616 895,33	0,00	0,00	7 694 946,93	7 912 220,48	0,00	217 273,55
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**2 295 325,15**	**7 694 946,93**	**5 616 895,33**	**0,00**	**0,00**	**7 694 946,93**	**7 912 220,48**	**0,00**	**217 273,55**
46721	Débiteurs divers - amiable	416 174,52	0,00	14 340 494,97	13 481 514,17	0,00	0,00	14 756 669,49	13 481 514,17	1 275 155,32	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	13 901,09	0,00	12 883,93	20 801,34	0,00	0,00	26 785,02	20 801,34	5 983,68	0,00
	Sous Total compte 4672	**430 075,61**	**0,00**	**14 353 378,90**	**13 502 315,51**	**0,00**	**0,00**	**14 783 454,51**	**13 502 315,51**	**1 281 139,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**430 075,61**	**2 295 325,15**	**22 048 325,83**	**19 119 210,84**	**0,00**	**0,00**	**22 478 401,44**	**21 414 535,99**	**1 063 865,45**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**430 075,61**	**2 394 669,74**	**22 768 618,07**	**19 801 435,07**	**0,00**	**0,00**	**23 198 693,68**	**22 196 104,81**	**1 002 588,87**	**0,00**
4711	Verst des régisseurs	0,00	0,00	17 355,00	17 355,00	0,00	0,00	17 355,00	17 355,00	0,00	0,00
4712	Viremts réimputés	0,00	391,57	15 451,73	17 521,78	0,00	0,00	15 451,73	17 913,35	0,00	2 461,62
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	1 361 480,03	16 519 766,37	15 209 704,36	0,00	0,00	16 519 766,37	16 571 184,39	0,00	51 418,02
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	85 236,14	151 717,20	222 837,06	0,00	0,00	151 717,20	308 073,20	0,00	156 356,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	354 619,99	728 014,89	823 932,53	0,00	0,00	728 014,89	1 178 552,52	0,00	450 537,63
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**439 856,13**	**879 732,09**	**1 046 769,59**	**0,00**	**0,00**	**879 732,09**	**1 486 625,72**	**0,00**	**606 893,63**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	39,25	3 849,79	4 500,07	0,00	0,00	3 849,79	4 539,32	0,00	689,53
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**439 895,38**	**883 581,88**	**1 051 269,66**	**0,00**	**0,00**	**883 581,88**	**1 491 165,04**	**0,00**	**607 583,16**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47171	Recettes relevé BdF - Hors Héra	0,00	802,40	15 799,39	15 249,57	0,00	0,00	15 799,39	16 051,97	0,00	252,58
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**802,40**	**15 799,39**	**15 249,57**	**0,00**	**0,00**	**15 799,39**	**16 051,97**	**0,00**	**252,58**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	50 885,17	1 554 718,23	1 524 589,59	0,00	0,00	1 554 718,23	1 575 474,76	0,00	20 756,53
	Sous Total compte 471	**0,00**	**1 853 454,55**	**19 006 672,60**	**17 835 689,96**	**0,00**	**0,00**	**19 006 672,60**	**19 689 144,51**	**0,00**	**682 471,91**
4721	Dép sans mandatement préalable	949 025,73	0,00	1 200 829,83	2 149 855,56	0,00	0,00	2 149 855,56	2 149 855,56	0,00	0,00
4722	DACR commission carte bancaire	0,00	0,00	9 565,02	9 565,02	0,00	0,00	9 565,02	9 565,02	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	2 712 838,82	2 712 838,82	0,00	0,00	2 712 838,82	2 712 838,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**949 025,73**	**0,00**	**3 923 233,67**	**4 872 259,40**	**0,00**	**0,00**	**4 872 259,40**	**4 872 259,40**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	53 753 345,02	53 753 345,02	0,00	0,00	53 753 345,02	53 753 345,02	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	50 061 393,99	50 061 393,99	0,00	0,00	50 061 393,99	50 061 393,99	0,00	0,00
4758	TVA sur rôle	0,00	0,00	3 688 752,33	3 688 752,33	0,00	0,00	3 688 752,33	3 688 752,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**107 503 491,34**	**107 503 491,34**	**0,00**	**0,00**	**107 503 491,34**	**107 503 491,34**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	4,52	0,00	3,43	4,06	0,00	0,00	7,95	4,06	3,89	0,00
	Sous Total compte 478	**4,52**	**0,00**	**3,43**	**4,06**	**0,00**	**0,00**	**7,95**	**4,06**	**3,89**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**949 030,25**	**1 853 454,55**	**130 433 401,04**	**130 211 444,76**	**0,00**	**0,00**	**131 382 431,29**	**132 064 899,31**	**0,00**	**682 468,02**
491	Dépréciat comptes de clients	0,00	18 493,04	18 493,04	123 006,75	0,00	0,00	18 493,04	141 499,79	0,00	123 006,75
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	4,91	4,91	577,93	0,00	0,00	4,91	582,84	0,00	577,93
	Sous Total compte 49	**0,00**	**18 497,95**	**18 497,95**	**123 584,68**	**0,00**	**0,00**	**18 497,95**	**142 082,63**	**0,00**	**123 584,68**
	Total classe 4	**13 063 747,13**	**17 478 392,77**	**318 877 636,47**	**312 609 054,67**	**0,00**	**0,00**	**331 941 383,60**	**330 087 447,44**	**16 792 026,52**	**14 938 090,36**
5113	Effets à l'encaissement	0,00	0,00	87,74	87,74	0,00	0,00	87,74	87,74	0,00	0,00
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent	0,00	0,00	2 286 013,24	2 286 013,24	0,00	0,00	2 286 013,24	2 286 013,24	0,00	0,00
5116	TIP à l'encaissement	0,00	0,00	2 306 534,19	2 306 534,19	0,00	0,00	2 306 534,19	2 306 534,19	0,00	0,00
51172	Chèques impayés	0,00	0,00	2 825,05	2 825,05	0,00	0,00	2 825,05	2 825,05	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51176	TIP impayés	532,36	0,00	17 207,55	17 739,91	0,00	0,00	17 739,91	17 739,91	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	495 678,74	495 678,74	0,00	0,00	495 678,74	495 678,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**532,36**	**0,00**	**515 711,34**	**516 243,70**	**0,00**	**0,00**	**516 243,70**	**516 243,70**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	12 190,00	0,00	21 170 491,82	20 710 526,39	0,00	0,00	21 182 681,82	20 710 526,39	472 155,43	0,00
	Sous Total compte 511	**12 722,36**	**0,00**	**26 278 838,33**	**25 819 405,26**	**0,00**	**0,00**	**26 291 560,69**	**25 819 405,26**	**472 155,43**	**0,00**
515	Compte au trésor	5 679 364,80	0,00	70 528 184,48	73 079 903,18	0,00	0,00	76 207 549,28	73 079 903,18	3 127 646,10	0,00
	Sous Total compte 51	**5 692 087,16**	**0,00**	**96 807 022,81**	**98 899 308,44**	**0,00**	**0,00**	**102 499 109,97**	**98 899 308,44**	**3 599 801,53**	**0,00**
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00	0,00
	Sous Total compte 541	**50,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**0,00**	**50,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**50,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**0,00**	**50,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	7 716 284,36	7 716 284,36	0,00	0,00	7 716 284,36	7 716 284,36	0,00	0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	0,00	0,00	5 093 262,47	5 093 262,47	0,00	0,00	5 093 262,47	5 093 262,47	0,00	0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés	0,00	0,00	2 371,95	2 371,95	0,00	0,00	2 371,95	2 371,95	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	46 302,81	46 302,81	0,00	0,00	46 302,81	46 302,81	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**46 302,81**	**46 302,81**	**0,00**	**0,00**	**46 302,81**	**46 302,81**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	58 587,44	58 587,44	0,00	0,00	58 587,44	58 587,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**12 916 809,03**	**12 916 809,03**	**0,00**	**0,00**	**12 916 809,03**	**12 916 809,03**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**5 692 137,16**	**0,00**	**109 723 831,84**	**111 816 117,47**	**0,00**	**0,00**	**115 415 969,00**	**111 816 117,47**	**3 599 851,53**	**0,00**
60222	Produits d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	7 061,49	278,05	7 061,49	278,05	6 783,44	0,00
60227	Pièces de rechange	0,00	0,00	0,00	0,00	275 293,57	10 662,81	275 293,57	10 662,81	264 630,76	0,00
	Sous Total compte 6022	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282 355,06**	**10 940,86**	**282 355,06**	**10 940,86**	**271 414,20**	**0,00**
	Sous Total compte 602	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282 355,06**	**10 940,86**	**282 355,06**	**10 940,86**	**271 414,20**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6032	Variat stcks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	645 372,55	646 346,96	645 372,55	646 346,96	0,00	974,41
	Sous Total compte 603	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**645 372,55**	**646 346,96**	**645 372,55**	**646 346,96**	**0,00**	**974,41**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 223 535,00	0,00	1 223 535,00	0,00	1 223 535,00	0,00
605	Achats d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	1 827 820,33	284 659,79	1 827 820,33	284 659,79	1 543 160,54	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	763 440,72	105 354,30	763 440,72	105 354,30	658 086,42	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	22 065,53	451,65	22 065,53	451,65	21 613,88	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	194 099,15	19 756,77	194 099,15	19 756,77	174 342,38	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	4 921,82	806,68	4 921,82	806,68	4 115,14	0,00
6066	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	74 418,72	52 075,96	74 418,72	52 075,96	22 342,76	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	36 424,00	4 764,18	36 424,00	4 764,18	31 659,82	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 095 369,94**	**183 209,54**	**1 095 369,94**	**183 209,54**	**912 160,40**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 074 452,88**	**1 125 157,15**	**5 074 452,88**	**1 125 157,15**	**3 949 295,73**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	131 504,73	131 504,73	131 504,73	131 504,73	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	7 736,01	0,00	7 736,01	0,00	7 736,01	0,00
6137	Redev droits passage servitude diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	60,00	0,00	60,00	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 796,01**	**0,00**	**7 796,01**	**0,00**	**7 796,01**	**0,00**
61521	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	12 054,17	0,00	12 054,17	0,00	12 054,17	0,00
61523	Reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	386 771,59	128 670,00	386 771,59	128 670,00	258 101,59	0,00
61528	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	494 417,86	0,00	494 417,86	0,00	494 417,86	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**893 243,62**	**128 670,00**	**893 243,62**	**128 670,00**	**764 573,62**	**0,00**
61551	Mat roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	8 042,43	1 028,19	8 042,43	1 028,19	7 014,24	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	41 920,56	2 943,53	41 920,56	2 943,53	38 977,03	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 962,99**	**3 971,72**	**49 962,99**	**3 971,72**	**45 991,27**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 266 874,81	260 935,00	1 266 874,81	260 935,00	1 005 939,81	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 210 081,42**	**393 576,72**	**2 210 081,42**	**393 576,72**	**1 816 504,70**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	47,75	47,75	47,75	47,75	0,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct	0,00	0,00	0,00	0,00	28 465,36	0,00	28 465,36	0,00	28 465,36	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	4 583,54	0,00	4 583,54	0,00	4 583,54	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 096,65**	**47,75**	**33 096,65**	**47,75**	**33 048,90**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	111 188,37	56 342,00	111 188,37	56 342,00	54 846,37	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	719 986,29	117 235,25	719 986,29	117 235,25	602 751,04	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 213 653,47**	**698 706,45**	**3 213 653,47**	**698 706,45**	**2 514 947,02**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	7 328 146,82	972 133,02	7 328 146,82	972 133,02	6 356 013,80	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	92 295,52	39 953,31	92 295,52	39 953,31	52 342,21	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 420 442,34**	**1 012 086,33**	**7 420 442,34**	**1 012 086,33**	**6 408 356,01**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 620,00	6 120,00	10 620,00	6 120,00	4 500,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	164 697,86	10 922,43	164 697,86	10 922,43	153 775,43	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 317,86**	**17 042,43**	**175 317,86**	**17 042,43**	**158 275,43**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 740,77	0,00	6 740,77	0,00	6 740,77	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	888,00	0,00	888,00	0,00	888,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	92 590,63	23 368,63	92 590,63	23 368,63	69 222,00	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 219,40**	**23 368,63**	**100 219,40**	**23 368,63**	**76 850,77**	**0,00**
6241	Transports sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	1 942,42	0,00	1 942,42	0,00	1 942,42	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 942,42**	**0,00**	**1 942,42**	**0,00**	**1 942,42**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	919,55	0,00	919,55	0,00	919,55	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 106,49	1 344,32	12 106,49	1 344,32	10 762,17	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 026,04**	**1 344,32**	**13 026,04**	**1 344,32**	**11 681,72**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	11 014,94	0,00	11 014,94	0,00	11 014,94	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	25 058,53	0,00	25 058,53	0,00	25 058,53	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 073,47**	**0,00**	**36 073,47**	**0,00**	**36 073,47**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	13 252,57	68,89	13 252,57	68,89	13 183,68	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	87 104,30	0,00	87 104,30	0,00	87 104,30	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	38 613,30	0,00	38 613,30	0,00	38 613,30	0,00
62871	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	34 763,17	0,00	34 763,17	0,00	34 763,17	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 732,96	0,00	3 732,96	0,00	3 732,96	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 496,13**	**0,00**	**38 496,13**	**0,00**	**38 496,13**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 557 198,66	853 021,85	1 557 198,66	853 021,85	704 176,81	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 721 412,39**	**853 021,85**	**1 721 412,39**	**853 021,85**	**868 390,54**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 481 686,49**	**1 906 932,45**	**9 481 686,49**	**1 906 932,45**	**7 574 754,04**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	677,39	0,00	677,39	0,00	677,39	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	207,75	0,00	207,75	0,00	207,75	0,00
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	1 444,58	0,00	1 444,58	0,00	1 444,58	0,00
6338	Autres impôts taxes et verst assimil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 490,55	0,00	1 490,55	0,00	1 490,55	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 820,27**	**0,00**	**3 820,27**	**0,00**	**3 820,27**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	102 514,00	0,00	102 514,00	0,00	102 514,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 514,00**	**0,00**	**102 514,00**	**0,00**	**102 514,00**	**0,00**
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	45,25	0,00	45,25	0,00	45,25	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 559,25**	**0,00**	**102 559,25**	**0,00**	**102 559,25**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63713	Redevances pour la performance des systè	0,00	0,00	0,00	0,00	1 557 192,10	0,00	1 557 192,10	0,00	1 557 192,10	0,00
	Sous Total compte 6371	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 557 192,10**	**0,00**	**1 557 192,10**	**0,00**	**1 557 192,10**	**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	24 742 991,82	4 666 101,65	24 742 991,82	4 666 101,65	20 076 890,17	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 300 183,92**	**4 666 101,65**	**26 300 183,92**	**4 666 101,65**	**21 634 082,27**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 406 563,44**	**4 666 101,65**	**26 406 563,44**	**4 666 101,65**	**21 740 461,79**	**0,00**
6411	Salaires,appointements,commissions base	0,00	0,00	0,00	0,00	3 062 525,60	3 062 525,60	3 062 525,60	3 062 525,60	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 366,16	0,00	8 366,16	0,00	8 366,16	0,00
6415	Supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	13,51	0,00	13,51	0,00	13,51	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 260,17	0,00	369 260,17	0,00	369 260,17
	Sous Total compte 6419	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**369 260,17**	**0,00**	**369 260,17**	**0,00**	**369 260,17**
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 070 905,27**	**3 431 785,77**	**3 070 905,27**	**3 431 785,77**	**0,00**	**360 880,50**
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	0,00	0,00	0,00	8 070,17	0,00	8 070,17	0,00	8 070,17	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	24 251,37	3 294,14	24 251,37	3 294,14	20 957,23	0,00
6458	Cotisat autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 170,58	217,25	1 170,58	217,25	953,33	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 492,12**	**3 511,39**	**33 492,12**	**3 511,39**	**29 980,73**	**0,00**
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	111,50	0,00	111,50	0,00	111,50	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111,50**	**0,00**	**111,50**	**0,00**	**111,50**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 776,37	0,00	2 776,37	0,00	2 776,37	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 107 285,26**	**3 435 297,16**	**3 107 285,26**	**3 435 297,16**	**0,00**	**328 011,90**
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	9 762,62	3 858,74	9 762,62	3 858,74	5 903,88	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 762,62**	**3 858,74**	**9 762,62**	**3 858,74**	**5 903,88**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	22 998,59	0,00	22 998,59	0,00	22 998,59	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,36	0,00	1 500,36	0,00	1 500,36	0,00
6534	Cotisations sécurité sociale part patron	0,00	0,00	0,00	0,00	1 388,62	0,00	1 388,62	0,00	1 388,62	0,00
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 887,57**	**0,00**	**25 887,57**	**0,00**	**25 887,57**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	12 212,75	0,00	12 212,75	0,00	12 212,75	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	30 871,44	0,00	30 871,44	0,00	30 871,44	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 084,19**	**0,00**	**43 084,19**	**0,00**	**43 084,19**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	135,92	0,21	135,92	0,21	135,71	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135,92**	**0,21**	**135,92**	**0,21**	**135,71**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 870,30**	**3 858,95**	**78 870,30**	**3 858,95**	**75 011,35**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	270 834,51	801,49	270 834,51	801,49	270 033,02	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	68 995,89	68 608,64	68 995,89	68 608,64	387,25	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**339 830,40**	**69 410,13**	**339 830,40**	**69 410,13**	**270 420,27**	**0,00**
6615	Intérêts comptes courants dépôts crédit	0,00	0,00	0,00	0,00	7 030,85	0,00	7 030,85	0,00	7 030,85	0,00
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 861,25**	**69 410,13**	**346 861,25**	**69 410,13**	**277 451,12**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 861,25**	**69 410,13**	**346 861,25**	**69 410,13**	**277 451,12**	**0,00**
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	358 441,70	0,00	358 441,70	0,00	358 441,70	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**358 441,70**	**0,00**	**358 441,70**	**0,00**	**358 441,70**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	364,43	0,00	364,43	0,00	364,43	0,00
6742	Subv except équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00
	Sous Total compte 674	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	115 253,43	1 591,00	115 253,43	1 591,00	113 662,43	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480 059,56**	**1 591,00**	**480 059,56**	**1 591,00**	**478 468,56**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	6 493 127,58	0,00	6 493 127,58	0,00	6 493 127,58	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	123 584,68	0,00	123 584,68	0,00	123 584,68	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 616 712,26**	**0,00**	**6 616 712,26**	**0,00**	**6 616 712,26**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 616 712,26**	**0,00**	**6 616 712,26**	**0,00**	**6 616 712,26**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 806 144,91**	**11 907 054,94**	**54 806 144,91**	**11 907 054,94**	**43 269 324,55**	**370 234,58**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	0,00	0,00	0,00	24 970,11	21 999 126,37	24 970,11	21 999 126,37	0,00	21 974 156,26
	Sous Total compte 7011	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 970,11**	**21 999 126,37**	**24 970,11**	**21 999 126,37**	**0,00**	**21 974 156,26**
701241	Recouvt redev pollution domestique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	628,49	0,00	628,49	0,00	628,49
701249	Reverst redev pollution domestique	0,00	0,00	0,00	0,00	8 014 681,69	1 205 360,00	8 014 681,69	1 205 360,00	6 809 321,69	0,00
	Sous Total compte 70124	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 014 681,69**	**1 205 988,49**	**8 014 681,69**	**1 205 988,49**	**6 808 693,20**	**0,00**
701261	Redevance sur la consommation deau pota	0,00	0,00	0,00	0,00	5 284,11	4 716 851,23	5 284,11	4 716 851,23	0,00	4 711 567,12
	Sous Total compte 70126	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 284,11**	**4 716 851,23**	**5 284,11**	**4 716 851,23**	**0,00**	**4 711 567,12**
70128	Autres taxes et redevances	0,00	0,00	0,00	0,00	117 150,81	1 303 223,67	117 150,81	1 303 223,67	0,00	1 186 072,86
	Sous Total compte 7012	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 137 116,61**	**7 226 063,39**	**8 137 116,61**	**7 226 063,39**	**911 053,22**	**0,00**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 162 086,72**	**29 225 189,76**	**8 162 086,72**	**29 225 189,76**	**0,00**	**21 063 103,04**
703	Ventes de produits résiduels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,66	0,00	41,66	0,00	41,66
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	166,23	26 272,33	166,23	26 272,33	0,00	26 106,10
70611	Redevances assainisSEMent collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	21 436,84	20 718 874,26	21 436,84	20 718 874,26	0,00	20 697 437,42
706121	Recouvt redev modernisa réseaux collec	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 398,23	0,00	5 398,23	0,00	5 398,23
706129	Reverset agence eau - moderni reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	2 276 777,00	0,00	2 276 777,00	0,00	2 276 777,00	0,00
	Sous Total compte 70612	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 276 777,00**	**5 398,23**	**2 276 777,00**	**5 398,23**	**2 271 378,77**	**0,00**
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 298 213,84**	**20 724 272,49**	**2 298 213,84**	**20 724 272,49**	**0,00**	**18 426 058,65**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7064	Locations de compteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 618,05	2 607 812,67	1 618,05	2 607 812,67	0,00	2 606 194,62
7068	Autres prestations de service	0,00	0,00	0,00	0,00	4 713,57	35 918,01	4 713,57	35 918,01	0,00	31 204,44
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 304 545,46**	**23 368 003,17**	**2 304 545,46**	**23 368 003,17**	**0,00**	**21 063 457,71**
7084	Mise à dispo persel facturée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 832,29	0,00	6 832,29	0,00	6 832,29
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,96	0,00	238,96	0,00	238,96
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238,96**	**0,00**	**238,96**	**0,00**	**238,96**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 071,25**	**0,00**	**7 071,25**	**0,00**	**7 071,25**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 466 798,41**	**52 626 578,17**	**10 466 798,41**	**52 626 578,17**	**0,00**	**42 159 779,76**
722	Immob corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 781,36	0,00	534 781,36	0,00	534 781,36
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**534 781,36**	**0,00**	**534 781,36**	**0,00**	**534 781,36**
747	Subv participations coll territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 327,09	0,00	9 327,09	0,00	9 327,09
748	Autres subv exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 287,40	0,00	370 287,40	0,00	370 287,40
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**379 614,49**	**0,00**	**379 614,49**	**0,00**	**379 614,49**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 417,17	0,00	172 417,17	0,00	172 417,17
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 417,17**	**0,00**	**172 417,17**	**0,00**	**172 417,17**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 417,17**	**0,00**	**172 417,17**	**0,00**	**172 417,17**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,28	0,00	104,28	0,00	104,28
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 112,45	0,00	68 112,45	0,00	68 112,45
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 216,73**	**0,00**	**68 216,73**	**0,00**	**68 216,73**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 362,07	0,00	45 362,07	0,00	45 362,07
775	Produits cessions éléments actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00	100,00
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	688 375,41	0,00	688 375,41	0,00	688 375,41

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**802 054,21**	**0,00**	**802 054,21**	**0,00**	**802 054,21**
7817	Reprises dépréciations actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 497,95	0,00	18 497,95	0,00	18 497,95
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 497,95**	**0,00**	**18 497,95**	**0,00**	**18 497,95**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 497,95**	**0,00**	**18 497,95**	**0,00**	**18 497,95**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 466 798,41**	**54 533 943,35**	**10 466 798,41**	**54 533 943,35**	**9 086 098,69**	**53 153 243,63**
	Total général	**371 718 770,33**	**371 718 770,33**	**439 113 680,54**	**427 561 036,63**	**84 736 740,70**	**96 289 384,61**	**895 569 191,57**	**895 569 191,57**	**437 530 916,70**	**437 530 916,70**

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	282 621 617,93	262 612 192,34	0,00	262 612 192,34
RECETTES	282 621 617,93	277 682 505,33	0,00	277 682 505,33
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	185 086 887,06	69 367 216,67	56 883 133,13	126 250 349,80
RECETTES	185 086 887,06	91 417 318,60	42 960 238,51	134 377 557,11

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET Eau / Numéro SIRET : 20006600900065

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	56 977 970,00	53 000 759,79	0,00	53 000 759,79
RECETTES	56 977 970,00	54 168 850,76	0,00	54 168 850,76
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 253 699,19	17 440 470,34	6 802 286,07	24 242 756,41
RECETTES	32 253 699,19	27 825 059,28	1 938 131,24	29 763 190,52

BUDGET ZA bantzenheim / Numéro SIRET : 20006600900040

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 155 000,00	926 523,69	0,00	926 523,69
RECETTES	1 155 000,00	912 013,97	0,00	912 013,97
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 860 325,69	789 995,54	0,00	789 995,54
RECETTES	1 860 325,69	923 325,69	0,00	923 325,69

BUDGET Chauffage urbain / Numéro SIRET : 20006600900024

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	25 646 728,85	15 786 492,81	0,00	15 786 492,81
RECETTES	25 646 728,85	16 260 945,08	0,00	16 260 945,08
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 679 030,57	12 172 740,31	800 922,67	12 973 662,98
RECETTES	15 679 030,57	12 580 651,40	0,00	12 580 651,40

BUDGET Transports / Numéro SIRET : 20006600900032

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	87 686 272,00	83 813 069,25	0,00	83 813 069,25
RECETTES	87 686 272,00	86 322 627,29	0,00	86 322 627,29
INVESTISSEMENT				

BUDGET Transports / Numéro SIRET : 20006600900032				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	52 220 574,21	28 295 717,64	6 355 872,31	34 651 589,95
RECETTES	52 220 574,21	37 291 368,27	850 000,00	38 141 368,27

BUDGET ZA Amélie IV / Numéro SIRET : 20006600900081				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
RECETTES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
RECETTES	4 892 500,00	935 841,00	0,00	935 841,00

BUDGET ITI / Numéro SIRET : 20006600900099				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00
RECETTES	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 500 000,00	675 258,77	0,00	675 258,77
RECETTES	6 500 000,00	0,00	675 258,77	675 258,77

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	459 480 088,78	418 999 211,58	0,00	418 999 211,58
RECETTES	459 480 088,78	438 207 116,13	0,00	438 207 116,13
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	298 493 016,72	131 561 072,97	70 842 214,18	202 403 287,15
RECETTES	298 493 016,72	170 973 564,24	46 423 628,52	217 397 192,76
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	757 973 105,50	550 560 284,55	70 842 214,18	621 402 498,73
TOTAL AGREGE DES RECETTES	757 973 105,50	609 180 680,37	46 423 628,52	655 604 308,89

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**21 988 602,87**									
1641 Emprunts en euros (total)					21 988 602,87									
6001	CREDIT MUTUEL	07/03/2017	01/01/2023	31/03/2023	66 559,20	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	1,360	EUR	T	P	O	A-1
6002	CREDIT MUTUEL	02/05/2018	01/01/2023	31/03/2023	140 668,83	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6003	CREDIT MUTUEL	09/10/2018	01/01/2023	31/03/2023	73 540,59	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6004	CREDIT AGRICOLE	26/06/2019	01/01/2023	31/03/2023	195 165,94	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	1,060	EUR	T	P	O	A-1
6005	CREDIT MUTUEL	05/11/2009	01/01/2023	31/03/2023	156 176,61	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,180	3,270	EUR	T	P	O	A-1
6006	SFIL CAFFIL	25/11/2019	01/01/2023	01/03/2023	170 000,00	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	0,980	EUR	T	C	O	A-1
6008	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	486 992,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6009	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6010	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6011	SFIL CAFFIL	01/01/2023	01/01/2023	01/06/2023	8 881,82	F	Taux fixe à 6.17 %	6,170	6,170	EUR	A	C	O	A-1
6012	CREDIT MUTUEL	18/12/2007	01/01/2023	31/01/2023	51 785,53	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,590	EUR	M	P	O	A-1
6013	CREDIT MUTUEL	27/11/2010	01/01/2023	31/01/2023	21 999,52	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,250	EUR	M	C	O	A-1
6014	CREDIT MUTUEL	19/10/2017	01/01/2023	31/03/2023	29 805,78	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6015	CREDIT MUTUEL	06/12/2018	01/01/2023	31/03/2023	270 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,930	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6016	SFIL CAFFIL	28/07/2020	01/01/2023	02/01/2023	225 000,00	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,200	EUR	T	C	O	A-1
6019	CREDIT MUTUEL	13/03/2006	01/01/2023	30/06/2023	40 528,01	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,450	EUR	A	P	O	A-1
6020	CREDIT MUTUEL	01/09/2015	01/01/2023	28/02/2023	38 250,00	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	2,120	EUR	T	C	O	A-1
6021	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	155 290,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,460	EUR	T	P	O	A-1
6022	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	284 132,10	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	P	O	A-1
6023	CREDIT AGRICOLE	05/03/2021	01/01/2023	31/03/2023	72 222,23	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1
6024	CREDIT AGRICOLE	26/04/2016	01/01/2023	31/01/2023	25 290,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	P	O	A-1
6026	CREDIT MUTUEL	20/12/2005	01/01/2023	31/03/2023	33 651,42	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	P	O	A-1
6027	CREDIT MUTUEL	28/12/2006	01/01/2023	31/03/2023	56 141,44	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
6028	CREDIT MUTUEL	02/01/2008	01/01/2023	31/03/2023	82 355,13	F	Taux fixe à 4.55 %	4,550	4,630	EUR	T	P	O	A-1
6029	CAISSE D'EPARGNE	24/12/2008	01/01/2023	31/03/2023	53 204,92	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6030	CREDIT MUTUEL	28/12/2010	01/01/2023	31/03/2023	135 390,98	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,500	EUR	T	P	O	A-1
6031	SFIL CAFFIL	27/12/2012	01/01/2023	01/02/2023	102 201,40	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	4,220	EUR	A	P	O	A-1
6032	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/01/2023	01/11/2023	73 125,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	3,040	EUR	A	C	O	A-1
6033	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2016	01/01/2023	31/03/2023	289 489,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6034	SFIL CAFFIL	18/09/2019	01/01/2023	01/02/2023	120 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	C	O	A-1
6035	CREDIT MUTUEL	26/10/2010	01/01/2023	31/03/2023	121 189,93	F	Taux fixe à 3.02 %	3,020	3,050	EUR	T	P	O	A-1
6036	CREDIT MUTUEL	03/06/2010	01/01/2023	31/03/2023	16 899,77	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,620	EUR	T	P	O	A-1
6037	CREDIT MUTUEL	18/01/2011	01/01/2023	31/03/2023	32 985,23	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	P	O	A-1
6038	CAISSE D'EPARGNE	27/11/2019	01/01/2023	25/03/2023	43 999,96	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
6039	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	30/06/2023	338 508,43	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
6040	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/02/2023	408 934,61	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6041	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	357 351,54	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	5,040	EUR	T	P	O	A-1
6042	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/05/2023	349 249,18	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
6043	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	610 328,49	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,270	EUR	T	P	O	A-1
6044	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/05/2023	747 500,00	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	2,030	EUR	A	C	O	A-1
6045	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	220 466,36	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1
6046	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	488 397,90	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,490	EUR	T	P	O	A-1
6047	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	127 246,25	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,210	EUR	T	P	O	A-1
6048	CREDIT MUTUEL	12/05/2022	01/01/2023	31/03/2023	278 322,24	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	0,800	EUR	T	P	O	A-1
6049	CAISSE D'EPARGNE	30/06/2013	01/01/2023	31/03/2023	146 666,54	F	Taux fixe à 3.32 %	3,320	3,360	EUR	T	C	O	A-1
6050	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/12/2023	64 465,05	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	1,300	EUR	A	P	O	A-1
6052	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	01/01/2023	31/03/2023	733 333,08	F	Taux fixe à 4.31 %	4,310	4,380	EUR	T	C	O	A-1
6053	SFIL CAFFIL	12/12/2003	01/01/2023	02/01/2023	749 999,75	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,330	EUR	T	C	O	A-1
6054	SFIL CAFFIL	03/12/2019	01/01/2023	01/02/2023	425 000,03	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
6055	SFIL CAFFIL	06/07/2010	01/01/2023	01/02/2023	41 660,65	F	Taux fixe à 2.16 %	2,160	2,180	EUR	T	P	O	A-1
6056	CREDIT MUTUEL	02/10/2010	01/01/2023	31/01/2023	125 358,48	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	M	P	O	A-1
6057	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	167 212,11	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6059	SFIL CAFFIL	11/12/2013	01/01/2023	02/01/2023	284 304,12	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,960	EUR	T	P	O	A-1
6060	SFIL CAFFIL	29/07/2015	01/01/2023	02/01/2023	46 399,92	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,360	EUR	T	P	O	A-1
6061	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2015	01/01/2023	31/03/2023	314 666,76	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	C	O	A-1
6062	CAISSE D'EPARGNE	04/04/2017	01/01/2023	31/03/2023	139 788,94	F	Taux fixe à 2.05 %	2,050	2,070	EUR	T	C	O	A-1
6063	SFIL CAFFIL	15/05/2018	01/01/2023	01/07/2023	366 666,66	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	0,910	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6064	SFIL CAFFIL	10/05/2019	01/01/2023	02/01/2023	399 999,98	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	0,970	EUR	S	C	O	A-1
6065	SFIL CAFFIL	14/11/2019	01/01/2023	02/01/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	S	C	O	A-1
6066	SFIL CAFFIL	08/06/2021	01/01/2023	01/07/2023	169 875,03	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	0,420	EUR	A	C	O	A-1
6067	SFIL CAFFIL	24/06/2022	01/01/2023	01/02/2023	987 500,00	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,810	2,890	EUR	T	C	O	A-1
6068	CREDIT MUTUEL	09/01/2018	01/01/2023	31/03/2023	215 360,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6069	CREDIT AGRICOLE	27/10/2022	01/01/2023	31/01/2023	300 000,00	F	Taux fixe à 1.53 %	1,530	1,540	EUR	T	P	O	A-1
GEE2505E	CAISSE D'EPARGNE	24/11/2025	24/11/2025	27/02/2026	8 300 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,050	3,130	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**21 988 602,87**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**17 620 355,22**					**1 446 243,71**	**270 350,06**	**0,00**	**76 142,92**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		17 620 355,22					1 446 243,71	270 350,06	0,00	76 142,92
6001	N	0,00	A-1	53 588,76	11,25	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	4 381,88	760,48	0,00	0,00
6002	N	0,00	A-1	101 343,21	7,25	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	13 272,48	1 370,64	0,00	0,00
6003	N	0,00	A-1	54 000,10	7,75	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	6 594,95	726,61	0,00	0,00
6004	N	0,00	A-1	146 520,88	8,50	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	16 386,97	1 661,83	0,00	0,00
6005	N	0,00	A-1	91 580,33	4,00	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,270	21 910,24	3 448,64	0,00	0,00
6006	N	0,00	A-1	140 000,00	13,92	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	10 000,00	1 433,26	0,00	110,52
6008	N	0,00	A-1	421 290,98	16,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	22 240,09	6 745,87	0,00	1 088,33
6009	N	0,00	A-1	118 678,97	12,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	8 243,34	1 783,30	0,00	284,83
6010	N	0,00	A-1	118 678,97	12,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	8 243,34	1 783,30	0,00	284,83
6011	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6.17 %	6,200	2 960,62	182,67	0,00	0,00
6012	N	0,00	A-1	22 119,56	2,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,490	10 335,99	1 249,05	0,00	0,00
6013	N	0,00	A-1	13 749,40	5,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,190	2 750,04	487,66	0,00	0,00
6014	N	0,00	A-1	24 384,77	12,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1 835,03	395,77	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
6015	N	0,00	A-1	135 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	45 000,00	1 517,06	0,00	0,00
6016	N	0,00	A-1	187 500,00	14,75	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	12 500,00	2 324,22	0,00	551,61
6019	N	0,00	A-1	26 602,32	4,50	F	Taux fixe à 3.45 %	3,440	4 800,20	1 083,39	0,00	458,89
6020	N	0,00	A-1	29 250,00	9,67	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	3 000,00	653,63	0,00	51,19
6021	N	0,00	A-1	126 869,03	12,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	9 611,10	1 926,86	0,00	0,00
6022	N	0,00	A-1	235 048,11	12,58	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	16 606,90	3 681,70	0,00	587,62
6023	N	0,00	A-1	58 888,91	13,25	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	4 444,44	474,84	0,00	0,00
6024	N	0,00	A-1	3 666,71	0,33	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	7 279,48	81,40	0,00	6,05
6026	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	11 598,94	247,52	0,00	0,00
6027	N	0,00	A-1	14 840,88	1,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	14 290,68	904,96	0,00	0,00
6028	N	0,00	A-1	35 192,35	2,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4,540	16 437,31	2 071,33	0,00	0,00
6029	N	0,00	A-1	28 365,71	3,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,440	8 648,73	1 504,15	0,00	0,00
6030	N	0,00	A-1	88 923,54	5,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,440	16 024,18	3 414,86	0,00	0,00
6031	N	0,00	A-1	54 264,97	2,08	F	Taux fixe à 4.22 %	4,210	16 643,64	2 992,34	0,00	2 092,79
6032	N	0,00	A-1	56 250,00	9,83	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,800	5 625,00	2 475,00	0,00	253,12
6033	N	0,00	A-1	231 313,01	11,00	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	19 615,40	2 801,28	0,00	0,00
6034	N	0,00	A-1	90 000,00	8,83	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	10 000,00	471,63	0,00	72,28
6035	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.02 %	3,020	41 617,86	788,48	0,00	0,00
6036	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,580	4 773,80	85,47	0,00	0,00
6037	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	11 369,31	242,63	0,00	0,00
6038	N	0,00	A-1	32 999,92	8,98	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	3 666,68	278,82	0,00	3,62
6039	N	0,00	A-1	224 123,56	4,50	F	Taux fixe à 4.1 %	4,090	39 670,20	10 815,54	0,00	4 594,54

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
6040	N	0,00	A-1	174 466,33	1,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,490	81 627,98	11 549,85	0,00	7 190,87
6041	N	0,00	A-1	301 407,04	11,25	F	Taux fixe à 4.95 %	4,940	19 572,74	15 528,90	0,00	0,00
6042	N	0,00	A-1	245 428,03	5,42	F	Taux fixe à 3.75 %	3,740	35 888,60	10 549,37	0,00	5 368,74
6043	N	0,00	A-1	360 447,09	3,91	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	85 169,49	9 311,11	0,00	675,84
6044	N	0,00	A-1	575 000,00	9,33	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,970	57 500,00	25 300,00	0,00	9 353,34
6045	N	0,00	A-1	175 985,72	10,33	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	15 093,95	3 337,93	0,00	527,96
6046	N	0,00	A-1	388 122,32	10,33	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	33 920,17	6 058,55	0,00	957,37
6047	N	0,00	A-1	78 703,41	4,42	F	Taux fixe à 1.19 %	4,070	16 516,80	3 770,53	0,00	198,58
6048	N	0,00	A-1	190 300,04	6,25	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	29 575,54	1 670,42	0,00	0,00
6049	N	0,00	A-1	66 666,50	2,50	F	Taux fixe à 3.32 %	3,310	26 666,68	2 766,67	0,00	0,00
6050	N	0,00	A-1	26 286,64	2,00	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	12 890,86	509,31	0,00	0,00
6052	N	0,00	A-1	533 333,04	8,00	F	Taux fixe à 4.31 %	4,300	66 666,68	24 782,49	0,00	0,00
6053	N	0,00	A-1	549 999,71	8,00	F	Taux fixe à 4.26 %	4,250	66 666,68	25 205,00	0,00	5 792,42
6054	N	0,00	A-1	325 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	33 333,32	2 384,09	0,00	368,33
6055	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.16 %	2,170	11 607,86	125,56	0,00	0,00
6056	N	0,00	A-1	6 904,69	0,16	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	40 693,25	886,03	0,00	0,00
6057	N	0,00	A-1	44 617,60	0,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	42 686,02	3 179,26	0,00	165,46
6059	N	0,00	A-1	152 727,77	2,75	F	Taux fixe à 3.85 %	3,890	46 055,28	7 091,62	0,00	1 486,34
6060	N	0,00	A-1	24 925,98	2,75	F	Taux fixe à 3.27 %	3,310	7 516,46	983,03	0,00	206,04
6061	N	0,00	A-1	196 666,80	5,00	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	39 333,32	3 318,76	0,00	0,00
6062	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.05 %	2,070	15 531,98	79,60	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
6063	N	0,00	A-1	266 666,67	7,50	V	(Euribor 12M + 0.4)-Floor 0 sur Euribor 12M	3,300	33 333,33	12 090,63	0,00	3 337,38
6064	N	0,00	A-1	299 999,96	8,50	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	33 333,34	3 152,50	0,00	1 446,92
6065	N	0,00	A-1	95 000,00	9,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	10 000,00	625,25	0,00	288,14
6066	N	0,00	A-1	67 950,00	1,50	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	33 975,01	428,09	0,00	141,90
6067	N	0,00	A-1	837 500,00	16,58	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,960	50 000,00	27 294,91	0,00	3 740,83
6068	N	0,00	A-1	156 455,45	7,42	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	19 861,04	1 942,20	0,00	0,00
6069	N	0,00	A-1	214 759,41	6,83	F	Taux fixe à 1.53 %	1,530	28 848,51	3 562,21	0,00	547,63
GEE2505E	N	0,00	A-1	8 300 000,00	17,91	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,080	0,00	0,00	0,00	23 908,61
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**17 620 355,22**					**1 446 243,71**	**270 350,06**	**0,00**	**76 142,92**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	64	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	17 620 355,22	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		12/12/2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	12/12/2022
L	cpte 2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	12/12/2022
L	cpte 2051 - Concessions et droits similaires	5	12/12/2022
L	cpte 2121 - Agencements et aménagements de terrains nus	20	12/12/2022
L	cpte 2125 - Agencements et aménagements de terrains bâtis	20	12/12/2022
L	cpte 21311 - Bâtiments d?exploitation	50	12/12/2022
L	cpte 21315 - Bâtiments administratifs	50	12/12/2022
L	cpte 21351 - Installations générales bâtiments d?exploitation	20	12/12/2022
L	cpte 21355 - Installations générales bâtiments administratifs	15	12/12/2022
L	cpte 21411 - Bâtiment d?exploitation sur sol autrui	50	12/12/2022
L	cpte 21451 - Installations générales bâtiment d?exploitation sur sol d?autrui	20	12/12/2022
L	cpte 2151 - Installations complexes spécialisées	10	12/12/2022
L	cpte 2154 - Matériel industriel	10	12/12/2022
L	cpte 2155 - Outillage industriel	20	12/12/2022
L	cpte 21561 - Service de distribution d?eau	10	12/12/2022
L	cpte 2157 - Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20	12/12/2022
L	cpte 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques	10	12/12/2022
L	cpte 2182 - Matériel de transport	8	12/12/2022
L	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	12/12/2022
L	cpte 2184 - Mobilier	15	12/12/2022
L	cpte 2188 - Autres	5	12/12/2022
L	cpte 21531 - Réseaux d?adduction d?eau	50	14/10/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**123 584,68**		**18 497,95**	**142 082,63**	**18 497,95**	**123 584,68**
Provisions pour dépréciation	123 584,68	31/12/2025	18 497,95	142 082,63	18 497,95	123 584,68
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**123 584,68**		**18 497,95**	**142 082,63**	**18 497,95**	**123 584,68**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS	B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6742			XUAN LES ENFANTS DE L AVENIR	Association	6 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL — B8.1

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS

B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- DSP de l'Eau Potable sur la Commune de Bollwiller	SUEZ EAU FRANCE			0,00
- DSP de l'Eau Potable sur la Commune de Petit-Landau	SUEZ EAU FRANCE			0,00
- DSP de l'Eau Potable sur la Commune de Pulversheim	SUEZ EAU FRANCE			0,00
- DSP de l'Eau Potable sur la Commune de Wittelsheim	SUEZ EAU FRANCE			0,00
- DSP de l'Eau Potable sur la Commune de Wittenheim	SUEZ EAU FRANCE			0,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-5 534 558,54**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-4 010 896,65**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-9 545 455,19**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**7 375 760,58**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-9 545 455,19**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-2 169 694,61**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**6 142 244,00**	**6 134 619,12**	**6 802 286,07**	**12 936 905,19**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**6 758 200,00**	**6 493 127,58**	**1 938 131,24**	**8 431 258,82**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**615 956,00**	**358 508,46**	**-4 864 154,83**	**-4 505 646,37**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-5 534 558,54**			**-5 534 558,54**
Affectation au 106 (C)	**7 375 760,58**	**7 375 760,58**		**7 375 760,58**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 841 202,04**			**1 841 202,04**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-2 664 444,33**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**6 142 244,00**	**I**	**6 134 619,12**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**5 446 244,00**		**5 446 243,71**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 446 244,00		1 446 243,71
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	4 000 000,00		4 000 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**696 000,00**		**688 375,41**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*696 000,00*		*688 375,41*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 758 200,00**	**III 6 493 127,58**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**6 758 200,00**	**6 493 127,58**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*18 000,00*	*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*	*4 204,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*	*50 721,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*0,00*	*31 551,92*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*	*8 642,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 406 840,00*	*67 669,05*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*	*24 538,01*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*	*5 116,22*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 076 020,00*	*293 349,81*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*	*648 477,21*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*8 705,24*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*411 097,44*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*1 857,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*	*4 692 737,52*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*	*97 282,89*
28182	*Matériel de transport*	*91 420,00*	*77 968,98*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*30 880,00*	*8 138,28*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*	*51 259,59*
28188	*Autres*	*11 305,00*	*9 811,42*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*	*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	125 849,74	0,00	0,00	0,00	125 849,74	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	283 127,26	0,00	0,00	0,00	283 127,26	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	942 833,78	0,00	0,00	0,00	379 313,76	563 520,02
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 984 581,80	0,00	0,00	0,00	488 905,08	10 495 676,72
A150	Autres immobilisations corporelles	510 468,62	0,00	0,00	112 408,92	24 919,10	373 140,60
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 846 861,20**	**0,00**	**0,00**	**112 408,92**	**1 302 114,94**	**11 432 337,34**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	125 849,74	0,00	0,00	125 849,74	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	283 127,26	0,00	0,00	283 127,26	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	942 833,78	0,00	0,00	379 313,76	563 520,02
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 984 581,80	0,00	0,00	488 905,08	10 495 676,72
A150	Autres immobilisations corporelles	510 468,62	31 157,78	81 251,14	24 919,10	373 140,60
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 846 861,20**	**31 157,78**	**81 251,14**	**1 302 114,94**	**11 432 337,34**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	125 849,74	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	283 127,26	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	942 833,78	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 984 581,80	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	510 468,62	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 846 861,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	**Frais d'études, de recherche et de développement**	125 849,74	0,00	0,00	125 849,74	0,00
A110	**Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires**	283 127,26	0,00	0,00	283 127,26	0,00
A110	**Fonds commercial, droit au bail**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	**Autres immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	**Immobilisations incorporelles en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	**Terrains**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	**Constructions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	**Constructions sur sol d'autrui**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	**Installations, matériels et outillage technique**	942 833,78	0,00	0,00	379 313,76	563 520,02
A150	**Oeuvres d'art**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	**Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	**Immobilisations corporelles en cours**	10 984 581,80	0,00	0,00	488 905,08	10 495 676,72
A150	**Autres immobilisations corporelles**	510 468,62	0,00	34 575,73	102 752,29	373 140,60
A165	**Participations et créances rattachées à des participations**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	**Prêts**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	**Autres créances**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	**Autres titres immobilisés**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	**Opérations pour le compte de tiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 846 861,20**	**0,00**	**34 575,73**	**1 379 948,13**	**11 432 337,34**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 04/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	04/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 08/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 09/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE (RAPPORT DE PRÉSENTATION) INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 97C

M. NEUMANN : Ensuite, nous avons six budgets annexes, dont celui de l'eau. Pareil, au niveau des recettes d'exploitation : 54 millions d'euros, avec les ventes d'eau qui représentent 22 millions d'euros ; les redevances diverses, notamment du SIVOM et de l'Agence de l'eau, pour plus de 25 millions d'euros ; et des locations de compteurs d'un peu moins de 3 millions d'euros. En dépenses d'exploitation, nous avons les reversements au SIVOM pour 19 millions d'euros. Je vous rappelle que sur la facture d'eau, vous avez à la fois la facture d'eau et d'assainissement, d'où le reversement au SIVOM. Au niveau des charges de personnel : 6,45 millions d'euros. Le reversement des redevances aux différents organismes : 9 millions d'euros, et le remboursement au budget principal de 1,21 millions d'euros en investissement, 27,8 millions de recettes, et en dépenses, 22,975 millions de dépenses. Avec le détail des investissements qui ont été réalisés : extensions et renouvellement de conduites : 5,32 millions ; renouvellement de conduites maîtresses 2,43 ; autres dépenses : branchements neufs, matériel de transport et un remboursement de l'avance au budget principal. Au niveau des recettes : un emprunt de 8,3 millions d'euros qui a été réalisé et des subventions pour 1,5 million d'euros. Le résultat du budget eau, résultat d'exploitation : 1,1 million ; résultat d'investissement 4,850 millions, notamment du fait qu'on a fait des emprunts pour garder un fonds de roulement pour pouvoir réaliser les travaux sur l'année suivante. Résultat total de l'exercice : 6 millions d'euros, et vous avez le comparatif du taux d'épargne net qui passe de 14 % à 9 % parce qu'on a fait effectivement plus de dépenses réelles en 2025 qu'en 2024. Et vous avez le résultat réel de l'exercice de 1 168 000 qui est en baisse par rapport à 2024 mais surtout en forte baisse par rapport à 2023 qui était une année transitoire, ce qui veut dire aussi en clair que si nous voulons maintenir le rythme des investissements sur le budget eau, il faudra qu'on ait recours un peu plus à l'endettement mais qui est relativement faible comme vous le voyez puisque nous avons une capacité de désendettement que de 2,7 années.

M. SCHILDKNECHT : Même question concernant le budget annexe de l'eau. Des oppositions ? Des abstentions ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : À l'unanimité, je vous remercie.

16° <u>BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/99C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	15 786 492,81 €	16 260 945,08 €	474 452,27 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	10 220 549,85 €	10 220 549,85 €
Total cumulé	**15 786 492,81 €**	**26 481 494,93 €**	**10 695 002,12 €**

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 10 695 002,12 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	12 172 740,31 €	12 580 651,40 €	407 911,09 €
Excédent / Déficit reporté	97 505,92 €	0, 00€	-97 505,92 €
Total cumulé	**12 270 246,23 €**	**12 580 651,40 €**	**310 405,17 €**

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire à hauteur de 310 405,17 €.

3 - RÉSULTAT

Résultat d'exploitation	10 695 002,12 €
Résultat d'investissement	310 405,17€
Résultat cumulé de l'exercice	**11 005 407,29 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe du Chauffage Urbain dégage un résultat global de fin d'exercice de 11 005 407,29€.

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de 800 922,67€, le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe du Chauffage Urbain dégage un résultat global de fin d'exercice de 10 204 484,62 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Compte Financier Unique 2025 du Budget Annexe Chauffage Urbain.

PJ : (2)

- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900024

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 4(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : CHAUFFAGE URBAIN M2A (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 19
C1 - Dépenses d'investissement 21
C2 - Recettes d'investissement 23
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 26

III - États financiers

A - Bilan 27
B - Compte de résultat 32

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 35

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 48

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 50
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 51
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 56
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 58
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 59
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 61
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 62
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 63
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 64
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 65
B4 - Etat des charges transférées 66
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 67
B6.1 - Etat des emprunts garantis 68
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 69
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 70
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 71
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 72
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 73
B8.4 - Etat des engagements reçus 74
B9.1 - Etat du personnel 75
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 77
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 78

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 79
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 80
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 81
C2.1 - Situation des autorisations de programme 82
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 83

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 84

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 91
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 92
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 93
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 94
E - État des Contrôles du Compte Financier 95

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 96

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**15 679 030,57**	**15 426 179,00**	**31 105 209,57**
	Recettes réalisées (1)	B	**12 580 651,40**	**16 260 945,08**	**28 841 596,48**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**15 581 524,65**	**25 646 728,85**	**41 228 253,50**
	Dépenses réalisées (1)	E	**12 172 740,31**	**15 786 492,81**	**27 959 233,12**
	Restes à réaliser	F	**800 922,67**	**0,00**	**800 922,67**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**407 911,09**	**474 452,27**	**882 363,36**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-97 505,92**	**10 220 549,85**	**10 123 043,93**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**310 405,17**	**10 695 002,12**	**11 005 407,29**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-800 922,67**	**0,00**	**-800 922,67**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-490 517,50**	**10 695 002,12**	**10 204 484,62**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHAUFFAGE URBAIN CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-97 505,92	0,00	407 911,09	0,00	310 405,17
Fonctionnement	10 605 955,42	385 405,57	474 452,27	0,00	10 695 002,12
Sous-Total	10 508 449,50	385 405,57	882 363,36	0,00	11 005 407,29
TOTAL III	**10 508 449,50**	**385 405,57**	**882 363,36**	**0,00**	**11 005 407,29**
TOTAL I + II + III	**10 508 449,50**	**385 405,57**	**882 363,36**	**0,00**	**11 005 407,29**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **800 922,67**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**51 470,00**
2031	Frais d'études	51 470,00
21	**Immobilisations corporelles**	**298 216,11**
2131	Bâtiments	112 185,24
2153	Installations à caractère spécifique	180 437,87
2154	Matériel industriel	5 593,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**451 236,56**
2313	Constructions	331 532,01
2315	Installat°, matériel et outillage techni	119 704,55
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**505,04**	Dotations	135,34
Terrains	29,51	Fonds globalisés	0,00
Constructions	20 232,17	Réserves	15 508,78
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	18 326,98	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	4 521,66	Report à nouveau (1)	10 220,55
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	474,45
Autres immobilisations corporelles	40,69	Subventions transférables	10 371,12
Total immobilisations corporelles (nettes)	**43 151,01**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**2 641,90**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	13 638,95
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**46 297,95**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	2 728,49	**TOTAL FONDS PROPRES**	**50 349,19**
Créances	14 576,74	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**9 701,68**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	3 419,14
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	127,14
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**17 305,23**	**Total des dettes à court terme**	**3 546,27**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**13 247,96**
		Comptes de régularisation	**6,04**
TOTAL ACTIF	**63 603,18**	**TOTAL PASSIF**	**63 603,18**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	0,00
Produits des services	13 145,49	12 625,44
Autres produits	84,55	47,80
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	13 230,05	12 673,24
Traitements, salaires, charges sociales	0,00	0,00
Achats et charges externes	11 166,03	8 932,59
Participations et interventions	0,13	0,00
Dotations aux amortissements et provisions	1 470,37	1 466,55
Autres charges	12,53	27,22
Charges courantes non financières	12 649,07	10 426,36
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**580,98**	**2 246,88**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	148,62	199,45
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-148,62**	**-199,45**
RESULTAT COURANT	**432,36**	**2 047,43**
Produits exceptionnels	302,40	1 799,97
Charges exceptionnelles	260,31	9,08
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**42,10**	**1 790,88**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**474,45**	**3 838,32**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 27 juin 2022.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	17 007 299,85	8 628 912,04	1 245 261,46	9 874 173,50	58,06	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	1 161 000,00	889 849,60	5 714,87	895 564,47	77,14	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	101 000,00	129,32	0,00	129,32	0,13	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**18 269 299,85**	**9 518 890,96**	**1 250 976,33**	**10 769 867,29**	**58,95**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	325 000,00	129 605,93	19 018,97	148 624,90	45,73	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	565 000,00	260 307,42	0,00	260 307,42	46,07	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	100 000,00	44 356,14	0,00	44 356,14	44,36	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**19 259 299,85**	**9 953 160,45**	**1 269 995,30**	**11 223 155,75**	***58,27***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 736 399,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*4 651 030,00*	*4 563 337,06*	*0,00*	*4 563 337,06*	*98,11*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 387 429,00***	***4 563 337,06***	***0,00***	***4 563 337,06***	***71,44***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**25 646 728,85**	**14 516 497,51**	**1 269 995,30**	**15 786 492,81**	**61,55**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**25 646 728,85**	**14 516 497,51**	**1 269 995,30**	**15 786 492,81**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	12 038 422,00	13 145 494,34	0,00	13 145 494,34	109,20	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	46 000,00	46 120,00	0,00	46 120,00	100,26	0,00
Total des recettes de gestion courante		**12 084 422,00**	**13 191 614,34**	**0,00**	**13 191 614,34**	**109,16**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	356 132,00	78 701,00	0,00	78 701,00	22,10	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	38 433,19	0,00	38 433,19	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**12 440 554,00**	**13 308 748,53**	**0,00**	**13 308 748,53**	**106,98**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*2 985 625,00*	*2 952 196,55*	*0,00*	*2 952 196,55*	*98,88*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***2 985 625,00***	***2 952 196,55***	***0,00***	***2 952 196,55***	***98,88***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**15 426 179,00**	**16 260 945,08**	**0,00**	**16 260 945,08**	**105,41**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**10 220 549,85**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**25 646 728,85**	**16 260 945,08**	**0,00**	**16 260 945,08**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	334 411,50	154 315,63	46,15	51 470,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 103 768,15	176 804,26	16,02	298 216,11
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	2 117 720,00	623 007,34	29,42	451 236,56
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 555 899,65**	**954 127,23**	**26,83**	**800 922,67**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 760 000,00	3 504 464,33	93,20	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**3 760 000,00**	**3 504 464,33**	**93,20**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 315 899,65**	**4 458 591,56**	**60,94**	**800 922,67**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*2 985 625,00*	*2 952 196,55*	*98,88*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*5 280 000,00*	*4 761 952,20*	*90,19*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***8 265 625,00***	***7 714 148,75***	***93,33***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**15 581 524,65**	**12 172 740,31**	**78,12**	**800 922,67**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**97 505,92**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**15 679 030,57**	**12 172 740,31**		**800 922,67**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	270 000,00	619 956,57	229,61	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 356 196,00	2 250 000,00	67,04	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	385 405,57	385 405,57	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 011 601,57**	**3 255 362,14**	**81,15**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 736 399,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*4 651 030,00*	*4 563 337,06*	*98,11*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*5 280 000,00*	*4 761 952,20*	*90,19*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 667 429,00***	***9 325 289,26***	***79,93***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**15 679 030,57**	**12 580 651,40**	**80,24**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**15 679 030,57**	**12 580 651,40**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	9 496 036,51	946 281,82	8 549 754,69	0,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	88 064,35	6 411,88	81 652,47	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	43,34	39,92	3,42	0,00
6066	Carburants	0,00	1 961,56	0,00	1 961,56	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	7 160,02	178,34	6 981,68	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	13 523,96	0,00	13 523,96	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	9 009,39	2 235,00	6 774,39	0,00
61521	Bâtiments publics	0,00	192 386,09	27 549,62	164 836,47	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	4 423,24	0,00	4 423,24	0,00
6156	Maintenance	0,00	378 177,73	5 639,77	372 537,96	0,00
6161	Multirisques	0,00	9 810,00	0,00	9 810,00	0,00
6168	Autres	0,00	247 803,47	85 901,57	161 901,90	0,00
617	Études et recherches	0,00	143 827,88	42 112,44	101 715,44	0,00
618	Divers	0,00	14 922,16	1 710,00	13 212,16	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	2 718,95	0,00	2 718,95	0,00
6238	Divers	0,00	12 361,86	2 378,86	9 983,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 981,87	0,00	2 981,87	0,00
6257	Réceptions	0,00	1 935,84	1 194,05	741,79	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	7 604,24	0,00	7 604,24	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	5 260,99	2 181,00	3 079,99	0,00
6288	Autres	0,00	345 443,00	0,00	345 443,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	7 227,00	0,00	7 227,00	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	5 304,32	0,00	5 304,32	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	17 007 299,85	10 997 987,77	1 123 814,27	9 874 173,50	7 133 126,35
6211	Personnel intérimaire	0,00	70 285,59	0,00	70 285,59	0,00
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	1 359 299,25	534 020,37	825 278,88	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	1 161 000,00	1 429 584,84	534 020,37	895 564,47	265 435,53
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	129,32	0,00	129,32	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	101 000,00	129,32	0,00	129,32	100 870,68
Total des dépenses de gestion courante		**18 269 299,85**	**12 427 701,93**	**1 657 834,64**	**10 769 867,29**	**7 499 432,56**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	155 099,21	0,00	155 099,21	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	19 018,97	25 493,28	-6 474,31	0,00
total chapitre 66	Charges financières	325 000,00	174 118,18	25 493,28	148 624,90	176 375,10
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales	0,00	297,00	0,00	297,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	260 010,42	0,00	260 010,42	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	565 000,00	260 307,42	0,00	260 307,42	304 692,58
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	44 356,14	0,00	44 356,14	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	100 000,00	44 356,14	0,00	44 356,14	55 643,86
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**19 259 299,85**	**12 906 483,67**	**1 683 327,92**	**11 223 155,75**	**8 036 144,10**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 736 399,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6031	*Variation des stocks de matières premières (et fournitures)*	*0,00*	*3 137 321,80*	*0,00*	*3 137 321,80*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 426 015,26*	*0,00*	*1 426 015,26*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*4 651 030,00*	*4 563 337,06*	*0,00*	*4 563 337,06*	*87 692,94*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***6 387 429,00***	***4 563 337,06***	***0,00***	***4 563 337,06***	***1 824 091,94***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**25 646 728,85**	**17 469 820,73**	**1 683 327,92**	**15 786 492,81**	**9 860 236,04**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**25 646 728,85**	**17 469 820,73**	**1 683 327,92**	**15 786 492,81**	**9 860 236,04**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis et intermédiaires	0,00	12 845 041,02	0,00	12 845 041,02	0,00
7083	Locations diverses	0,00	135 692,11	29 320,79	106 371,32	0,00
70878	par des tiers	0,00	194 082,00	0,00	194 082,00	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	12 038 422,00	13 174 815,13	29 320,79	13 145 494,34	-1 107 072,34
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	46 120,00	0,00	46 120,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	46 000,00	46 120,00	0,00	46 120,00	-120,00
Total des recettes de gestion courante		**12 084 422,00**	**13 220 935,13**	**29 320,79**	**13 191 614,34**	**-1 107 192,34**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7717	Dégrèvements d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices	0,00	76 328,00	0,00	76 328,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	2 373,00	0,00	2 373,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	356 132,00	78 701,00	0,00	78 701,00	277 431,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	0,00	38 433,19	0,00	38 433,19	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	38 433,19	0,00	38 433,19	-38 433,19
Total des recettes réelles d'exploitation		**12 440 554,00**	**13 338 069,32**	**29 320,79**	**13 308 748,53**	**-868 194,53**
6031	*Variation des stocks de matières premières (et fournitures)*	*0,00*	*2 728 493,55*	*0,00*	*2 728 493,55*	*0,00*
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*223 703,00*	*0,00*	*223 703,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 985 625,00*	*2 952 196,55*	*0,00*	*2 952 196,55*	*33 428,45*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***2 985 625,00***	***2 952 196,55***	***0,00***	***2 952 196,55***	***33 428,45***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**15 426 179,00**	**16 290 265,87**	**29 320,79**	**16 260 945,08**	**-834 766,08**
002 Résultat d'exploitation reporté		**10 220 549,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**25 646 728,85**	**16 290 265,87**	**29 320,79**	**16 260 945,08**	**9 385 783,77**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	154 315,63	0,00	154 315,63	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	334 411,50	154 315,63	0,00	154 315,63	180 095,87
2131	Bâtiments	0,00	20 616,98	0,00	20 616,98	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	73 013,67	0,00	73 013,67	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	56 570,54	0,00	56 570,54	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	26 603,07	0,00	26 603,07	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 103 768,15	176 804,26	0,00	176 804,26	926 963,89
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	18 677,00	0,00	18 677,00	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	611 252,47	18 874,33	592 378,14	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	11 952,20	0,00	11 952,20	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	2 117 720,00	641 881,67	18 874,33	623 007,34	1 494 712,66
Total des dépenses d'équipement		**3 555 899,65**	**973 001,56**	**18 874,33**	**954 127,23**	**2 601 772,42**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euro	0,00	1 254 464,33	250 000,00	1 004 464,33	0,00
16451	Remboursements temporaires sur emprunts en euros	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 760 000,00	3 754 464,33	250 000,00	3 504 464,33	255 535,67
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**3 760 000,00**	**3 754 464,33**	**250 000,00**	**3 504 464,33**	**255 535,67**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 315 899,65**	**4 727 465,89**	**268 874,33**	**4 458 591,56**	**2 857 308,09**
13912	*Régions*	*0,00*	*385,00*	*0,00*	*385,00*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*4 712,00*	*0,00*	*4 712,00*	*0,00*
13915	*Groupements de collectivités*	*0,00*	*5 027,00*	*0,00*	*5 027,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*213 579,00*	*0,00*	*213 579,00*	*0,00*
318	*Autres*	*0,00*	*2 728 493,55*	*0,00*	*2 728 493,55*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 985 625,00*	*2 952 196,55*	*0,00*	*2 952 196,55*	*33 428,45*
1641	*Emprunts en euro*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*
16451	*Remboursements temporaires sur emprunts en euros*	*0,00*	*2 250 000,00*	*0,00*	*2 250 000,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*11 952,20*	*0,00*	*11 952,20*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*5 280 000,00*	*4 761 952,20*	*0,00*	*4 761 952,20*	*518 047,80*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***8 265 625,00***	***7 714 148,75***	***0,00***	***7 714 148,75***	***551 476,25***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**15 581 524,65**	**12 441 614,64**	**268 874,33**	**12 172 740,31**	**3 408 784,34**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**97 505,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**15 679 030,57**	**12 441 614,64**	**268 874,33**	**12 172 740,31**	**3 506 290,26**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1311	État et établissements nationaux	0,00	155 484,16	0,00	155 484,16	0,00
13188	des tiers	0,00	464 472,41	0,00	464 472,41	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	270 000,00	619 956,57	0,00	619 956,57	-349 956,57
16451	Remboursements temporaires sur emprunts en euros	0,00	2 250 000,00	0,00	2 250 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 356 196,00	2 250 000,00	0,00	2 250 000,00	1 106 196,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	385 405,57	0,00	385 405,57	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	385 405,57	385 405,57	0,00	385 405,57	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 011 601,57**	**3 255 362,14**	**0,00**	**3 255 362,14**	**756 239,43**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 736 399,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*58 844,00*	*0,00*	*58 844,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*466,00*	*0,00*	*466,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*349 748,00*	*0,00*	*349 748,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28135	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*872,00*	*0,00*	*872,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*126 667,00*	*0,00*	*126 667,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*91 180,00*	*0,00*	*91 180,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*238 948,00*	*0,00*	*238 948,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*86 038,30*	*0,00*	*86 038,30*	*0,00*
28173	*Constructions*	*0,00*	*51 284,85*	*0,00*	*51 284,85*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*339,67*	*0,00*	*339,67*	*0,00*
28175	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*416 529,59*	*0,00*	*416 529,59*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*1 564,85*	*0,00*	*1 564,85*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*2 255,00*	*0,00*	*2 255,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 278,00*	*0,00*	*1 278,00*	*0,00*
318	*Autres*	*0,00*	*3 137 321,80*	*0,00*	*3 137 321,80*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*4 651 030,00*	*4 563 337,06*	*0,00*	*4 563 337,06*	*87 692,94*
1641	*Emprunts en euro*	*0,00*	*2 250 000,00*	*0,00*	*2 250 000,00*	*0,00*
16451	*Remboursements temporaires sur emprunts en euros*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*	*2 500 000,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*11 952,20*	*0,00*	*11 952,20*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*5 280 000,00*	*4 761 952,20*	*0,00*	*4 761 952,20*	*518 047,80*
Total des recettes d'ordre en investissement		***11 667 429,00***	***9 325 289,26***	***0,00***	***9 325 289,26***	***2 342 139,74***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**15 679 030,57**	**12 580 651,40**	**0,00**	**12 580 651,40**	**3 098 379,17**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**15 679 030,57**	**12 580 651,40**	**0,00**	**12 580 651,40**	**3 098 379,17**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	824 574,26	320 003,71	504 570,55	409 098,92
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	2 330,50	1 864,00	466,50	932,50
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	19 400,68	0,00	19 400,68	19 400,68
Constructions	23 851 141,72	4 717 364,00	19 133 777,72	19 590 447,74
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	18 694 539,41	3 868 556,20	14 825 983,21	15 112 565,30
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	212 355,43	171 663,13	40 692,30	19 187,08
Immobilisations corporelles en cours	4 521 661,55	0,00	4 521 661,55	3 898 654,21
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	10 105,85	0,00	10 105,85	10 105,85
Constructions	3 562 206,36	2 463 813,74	1 098 392,62	1 149 677,47
Constructions sur sol d'autrui	6 780,75	6 780,75	0,00	339,67
Installations, matériels et outillage techniques	13 535 357,47	10 034 359,24	3 500 998,23	3 917 527,82

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres immobilisations corporelles	91 852,03	91 852,03	0,00	0,00
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	2 640 000,00	0,00	2 640 000,00	2 640 000,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	1 903,00	0,00	1 903,00	1 903,00
TOTAL I	**67 974 209,01**	**21 676 256,80**	**46 297 952,21**	**46 769 840,24**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	2 728 493,55	0,00	2 728 493,55	3 137 321,80
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	5 236 362,03	44 300,14	5 192 061,89	4 145 559,74
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres	282 936,60	0,00	282 936,60	31 827,14
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	381 366,88	0,00	381 366,88	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	8 661 017,64	0,00	8 661 017,64	4 784 945,35
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	59 411,59	56,00	59 355,59	3 181 105,09
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**17 349 588,29**	**44 356,14**	**17 305 232,15**	**15 280 759,12**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**85 323 797,30**	**21 720 612,94**	**63 603 184,36**	**62 050 599,36**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	135 337,50	135 337,50
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	7 391 762,61	7 391 762,61
Affectation (par la collectivité de rattachement)	6 247 189,56	6 247 189,56
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	15 508 782,74	15 123 377,17
Report à nouveau (1)	10 220 549,85	6 767 640,39
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	474 452,27	3 838 315,03
Subventions d'investissement	10 371 115,05	9 974 861,48
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**50 349 189,58**	**49 478 483,74**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 701 682,44	10 962 621,08
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	3 233 739,28	1 054 465,31
Dettes fiscales et sociales	57 098,19	253 945,71
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	128 298,33	116 464,18
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	127 137,30	94 138,54
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**13 247 955,54**	**12 481 634,82**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	6 039,24	90 480,80
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**6 039,24**	**90 480,80**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**63 603 184,36**	**62 050 599,36**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*0,00*	*0,00*
Divers	*13 145 494,34*	*12 625 442,08*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	38 433,19	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	46 120,00	47 800,00
TOTAL I	**13 230 047,53**	**12 673 242,08**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	1 399 984,50
Variation de stock	408 828,25	-382 069,50
Autres achats et charges externes	10 757 206,65	7 914 672,61
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*12 531,32*	*27 217,00*
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*1 426 015,26*	*1 428 121,67*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*44 356,14*	*38 433,19*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	129,32	0,00
TOTAL II	**12 649 066,94**	**10 426 359,47**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**580 980,59**	**2 246 882,61**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	148 624,90	199 451,54
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**148 624,90**	**199 451,54**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-148 624,90**	**-199 451,54**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**432 355,69**	**2 047 431,07**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*78 701,00*	*255 960,81*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*223 703,00*	*1 544 007,01*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**302 404,00**	**1 799 967,82**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*297,00*	*9 083,86*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*260 010,42*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**260 307,42**	**9 083,86**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**42 096,58**	**1 790 883,96**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**13 532 451,53**	**14 473 209,90**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**13 057 999,26**	**10 634 894,87**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**474 452,27**	**3 838 315,03**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	135 337,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 337,50	0,00	135 337,50
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	7 391 762,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 391 762,61	0,00	7 391 762,61
	Sous Total compte 102	**0,00**	**7 527 100,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 527 100,11**	**0,00**	**7 527 100,11**
1068	Autres réserves	0,00	15 123 377,17	0,00	0,00	0,00	385 405,57	0,00	15 508 782,74	0,00	15 508 782,74
	Sous Total compte 106	**0,00**	**15 123 377,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 405,57**	**0,00**	**15 508 782,74**	**0,00**	**15 508 782,74**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**22 650 477,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 405,57**	**0,00**	**23 035 882,85**	**0,00**	**23 035 882,85**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	6 767 640,39	385 405,57	3 838 315,03	0,00	0,00	385 405,57	10 605 955,42	0,00	10 220 549,85
	Sous Total compte 11	**0,00**	**6 767 640,39**	**385 405,57**	**3 838 315,03**	**0,00**	**0,00**	**385 405,57**	**10 605 955,42**	**0,00**	**10 220 549,85**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert	0,00	3 838 315,03	3 838 315,03	0,00	0,00	0,00	3 838 315,03	3 838 315,03	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**3 838 315,03**	**3 838 315,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 838 315,03**	**3 838 315,03**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 484,16	0,00	155 484,16	0,00	155 484,16
1312	Régions	0,00	19 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 250,00	0,00	19 250,00
1313	Départements	0,00	235 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 600,00	0,00	235 600,00
1315	Groupements de collectivités	0,00	251 375,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 375,39	0,00	251 375,39
13188	des tiers	0,00	11 303 185,09	0,00	0,00	0,00	464 472,41	0,00	11 767 657,50	0,00	11 767 657,50
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**11 303 185,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464 472,41**	**0,00**	**11 767 657,50**	**0,00**	**11 767 657,50**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**11 809 410,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**619 956,57**	**0,00**	**12 429 367,05**	**0,00**	**12 429 367,05**
13912	Régions	5 390,00	0,00	0,00	0,00	385,00	0,00	5 775,00	0,00	5 775,00	0,00
13913	Départements	65 956,00	0,00	0,00	0,00	4 712,00	0,00	70 668,00	0,00	70 668,00	0,00
13915	Groupements de collectivités	70 378,00	0,00	0,00	0,00	5 027,00	0,00	75 405,00	0,00	75 405,00	0,00
139188	des tiers	1 692 825,00	0,00	0,00	0,00	213 579,00	0,00	1 906 404,00	0,00	1 906 404,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13918	**1 692 825,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 579,00**	**0,00**	**1 906 404,00**	**0,00**	**1 906 404,00**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**1 834 549,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 703,00**	**0,00**	**2 058 252,00**	**0,00**	**2 058 252,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**1 834 549,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 703,00**	**0,00**	**2 058 252,00**	**0,00**	**2 058 252,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**1 834 549,00**	**11 809 410,48**	**0,00**	**0,00**	**223 703,00**	**619 956,57**	**2 058 252,00**	**12 429 367,05**	**0,00**	**10 371 115,05**
1641	Emprunts en euro	0,00	10 937 127,80	0,00	0,00	3 754 464,33	2 500 000,00	3 754 464,33	13 437 127,80	0,00	9 682 663,47
16451	Remboursements temporaires sur emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750 000,00	4 750 000,00	4 750 000,00	4 750 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 1645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750 000,00**	**4 750 000,00**	**4 750 000,00**	**4 750 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**10 937 127,80**	**0,00**	**0,00**	**8 504 464,33**	**7 250 000,00**	**8 504 464,33**	**18 187 127,80**	**0,00**	**9 682 663,47**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	25 493,28	25 493,28	19 018,97	0,00	0,00	25 493,28	44 512,25	0,00	19 018,97
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**25 493,28**	**25 493,28**	**19 018,97**	**0,00**	**0,00**	**25 493,28**	**44 512,25**	**0,00**	**19 018,97**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**25 493,28**	**25 493,28**	**19 018,97**	**0,00**	**0,00**	**25 493,28**	**44 512,25**	**0,00**	**19 018,97**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**10 962 621,08**	**25 493,28**	**19 018,97**	**8 504 464,33**	**7 250 000,00**	**8 529 957,61**	**18 231 640,05**	**0,00**	**9 701 682,44**
181	Compte de liaison : affectation...	0,00	6 247 189,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 247 189,56	0,00	6 247 189,56
	Sous Total compte 18	**0,00**	**6 247 189,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 247 189,56**	**0,00**	**6 247 189,56**
	Total classe 1	**1 834 549,00**	**62 275 653,82**	**4 249 213,88**	**3 857 334,00**	**8 728 167,33**	**8 255 362,14**	**14 811 930,21**	**74 388 349,96**	**2 058 252,00**	**61 634 671,75**
2031	Frais d'études	644 470,92	0,00	0,00	0,00	154 315,63	0,00	798 786,55	0,00	798 786,55	0,00
2033	Frais d'insertion	25 787,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 787,71	0,00	25 787,71	0,00
	Sous Total compte 203	**670 258,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 315,63**	**0,00**	**824 574,26**	**0,00**	**824 574,26**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	2 330,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 330,50	0,00	2 330,50	0,00
	Sous Total compte 205	**2 330,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 330,50**	**0,00**	**2 330,50**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**672 589,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 315,63**	**0,00**	**826 904,76**	**0,00**	**826 904,76**	**0,00**
2111	Terrains nus	19 400,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 400,68	0,00	19 400,68	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 211	**19 400,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 400,68**	**0,00**	**19 400,68**	**0,00**
2131	Bâtiments	17 488 091,05	0,00	0,00	0,00	20 616,98	0,00	17 508 708,03	0,00	17 508 708,03	0,00
2135	Installations générales, agencements, am	43 734,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 734,71	0,00	43 734,71	0,00
2138	Autres constructions	6 298 698,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 298 698,98	0,00	6 298 698,98	0,00
	Sous Total compte 213	**23 830 524,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 616,98**	**0,00**	**23 851 141,72**	**0,00**	**23 851 141,72**	**0,00**
2151	Installations complexes spécialisées	4 559 781,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 559 781,56	0,00	4 559 781,56	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	11 948 724,29	0,00	0,00	0,00	73 013,67	0,00	12 021 737,96	0,00	12 021 737,96	0,00
2154	Matériel industriel	2 056 449,35	0,00	0,00	0,00	56 570,54	0,00	2 113 019,89	0,00	2 113 019,89	0,00
	Sous Total compte 215	**18 564 955,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 584,21**	**0,00**	**18 694 539,41**	**0,00**	**18 694 539,41**	**0,00**
21715	Terrains bâtis	10 105,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 105,85	0,00	10 105,85	0,00
	Sous Total compte 2171	**10 105,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 105,85**	**0,00**	**10 105,85**	**0,00**
21731	Bâtiments	369 463,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 463,01	0,00	369 463,01	0,00
21735	Installations générales, agencements, am	1 496 610,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 496 610,73	0,00	1 496 610,73	0,00
21738	Autres constructions	1 696 132,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 696 132,62	0,00	1 696 132,62	0,00
	Sous Total compte 2173	**3 562 206,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 562 206,36**	**0,00**	**3 562 206,36**	**0,00**
21745	Installations générales, agencements, am	6 780,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 780,75	0,00	6 780,75	0,00
	Sous Total compte 2174	**6 780,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 780,75**	**0,00**	**6 780,75**	**0,00**
21753	Installations à caractère spécifique	3 938 494,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 938 494,38	0,00	3 938 494,38	0,00
21754	Matériel industriel	9 596 863,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 596 863,09	0,00	9 596 863,09	0,00
	Sous Total compte 2175	**13 535 357,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 535 357,47**	**0,00**	**13 535 357,47**	**0,00**
21782	Matériel de transport	19 009,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 009,26	0,00	19 009,26	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21783	Matériel de bureau et matériel informati	5 887,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 887,80	0,00	5 887,80	0,00
21784	Mobilier	29 155,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 155,32	0,00	29 155,32	0,00
21788	Autres	37 799,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 799,65	0,00	37 799,65	0,00
	Sous Total compte 2178	**91 852,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 852,03**	**0,00**	**91 852,03**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**17 206 302,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 206 302,46**	**0,00**	**17 206 302,46**	**0,00**
2182	Matériel de transport	62 476,48	0,00	0,00	0,00	26 603,07	0,00	89 079,55	0,00	89 079,55	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informati	87 941,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 941,34	0,00	87 941,34	0,00
2184	Mobilier	11 168,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 168,74	0,00	11 168,74	0,00
2188	Autres	24 165,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 165,80	0,00	24 165,80	0,00
	Sous Total compte 218	**185 752,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 603,07**	**0,00**	**212 355,43**	**0,00**	**212 355,43**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**59 806 935,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 804,26**	**0,00**	**59 983 739,70**	**0,00**	**59 983 739,70**	**0,00**
2313	Constructions	46 010,00	0,00	0,00	0,00	30 629,20	0,00	76 639,20	0,00	76 639,20	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	3 852 644,21	0,00	0,00	0,00	611 252,47	18 874,33	4 463 896,68	18 874,33	4 445 022,35	0,00
	Sous Total compte 231	**3 898 654,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**641 881,67**	**18 874,33**	**4 540 535,88**	**18 874,33**	**4 521 661,55**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	11 952,20	11 952,20	11 952,20	11 952,20	0,00	0,00
	Sous Total compte 23	**3 898 654,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**653 833,87**	**30 826,53**	**4 552 488,08**	**30 826,53**	**4 521 661,55**	**0,00**
261	Titres de participation	2 640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 640 000,00	0,00	2 640 000,00	0,00
	Sous Total compte 26	**2 640 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 640 000,00**	**0,00**	**2 640 000,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 903,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 903,00	0,00	1 903,00	0,00
	Sous Total compte 27	**1 903,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 903,00**	**0,00**	**1 903,00**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	235 372,00	0,00	0,00	0,00	58 844,00	0,00	294 216,00	0,00	294 216,00
28033	Frais d'insertion	0,00	25 787,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 787,71	0,00	25 787,71

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**261 159,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 844,00**	**0,00**	**320 003,71**	**0,00**	**320 003,71**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	1 398,00	0,00	0,00	0,00	466,00	0,00	1 864,00	0,00	1 864,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**262 557,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 310,00**	**0,00**	**321 867,71**	**0,00**	**321 867,71**
28131	Bâtiments	0,00	2 456 974,00	0,00	0,00	0,00	349 748,00	0,00	2 806 722,00	0,00	2 806 722,00
28135	Installations générales, agencements, am	0,00	12 208,00	0,00	0,00	0,00	872,00	0,00	13 080,00	0,00	13 080,00
28138	Autres constructions	0,00	1 770 895,00	0,00	0,00	0,00	126 667,00	0,00	1 897 562,00	0,00	1 897 562,00
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**4 240 077,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**477 287,00**	**0,00**	**4 717 364,00**	**0,00**	**4 717 364,00**
28151	Installations complexes spécialisées	0,00	1 057 744,00	0,00	0,00	0,00	91 180,00	0,00	1 148 924,00	0,00	1 148 924,00
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	1 496 982,00	0,00	0,00	0,00	238 948,00	0,00	1 735 930,00	0,00	1 735 930,00
28154	Matériel industriel	0,00	897 663,90	0,00	0,00	0,00	86 038,30	0,00	983 702,20	0,00	983 702,20
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**3 452 389,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**416 166,30**	**0,00**	**3 868 556,20**	**0,00**	**3 868 556,20**
28173	Constructions	0,00	2 412 528,89	0,00	0,00	0,00	51 284,85	0,00	2 463 813,74	0,00	2 463 813,74
28174	Constructions sur sol d'autrui	0,00	6 441,08	0,00	0,00	0,00	339,67	0,00	6 780,75	0,00	6 780,75
28175	Installations, matériel et outillage tec	0,00	9 617 829,65	0,00	0,00	0,00	416 529,59	0,00	10 034 359,24	0,00	10 034 359,24
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	91 852,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 852,03	0,00	91 852,03
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**12 128 651,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**468 154,11**	**0,00**	**12 596 805,76**	**0,00**	**12 596 805,76**
28182	Matériel de transport	0,00	55 073,30	0,00	0,00	0,00	1 564,85	0,00	56 638,15	0,00	56 638,15
28183	Matériel de bureau et matériel informati	0,00	80 243,50	0,00	0,00	0,00	2 255,00	0,00	82 498,50	0,00	82 498,50
28184	Mobilier	0,00	7 082,68	0,00	0,00	0,00	1 278,00	0,00	8 360,68	0,00	8 360,68
28188	Autres	0,00	24 165,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 165,80	0,00	24 165,80
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**166 565,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 097,85**	**0,00**	**171 663,13**	**0,00**	**171 663,13**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281	**0,00**	**19 987 683,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 366 705,26**	**0,00**	**21 354 389,09**	**0,00**	**21 354 389,09**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**20 250 241,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 426 015,26**	**0,00**	**21 676 256,80**	**0,00**	**21 676 256,80**
	Total classe 2	**67 020 081,78**	**20 250 241,54**	**0,00**	**0,00**	**984 953,76**	**1 456 841,79**	**68 005 035,54**	**21 707 083,33**	**67 974 209,01**	**21 676 256,80**
313	Matières premières et fournitures	2 471 096,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 471 096,30	0,00	2 471 096,30	0,00
318	Autres	666 225,50	0,00	0,00	0,00	2 728 493,55	3 137 321,80	3 394 719,05	3 137 321,80	257 397,25	0,00
	Sous Total compte 31	**3 137 321,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 728 493,55**	**3 137 321,80**	**5 865 815,35**	**3 137 321,80**	**2 728 493,55**	**0,00**
	Total classe 3	**3 137 321,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 728 493,55**	**3 137 321,80**	**5 865 815,35**	**3 137 321,80**	**2 728 493,55**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	27 865,93	9 309 389,09	11 264 286,11	0,00	0,00	9 309 389,09	11 292 152,04	0,00	1 982 762,95
	Sous Total compte 401	**0,00**	**27 865,93**	**9 309 389,09**	**11 264 286,11**	**0,00**	**0,00**	**9 309 389,09**	**11 292 152,04**	**0,00**	**1 982 762,95**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	68 575,91	1 147 216,02	1 167 665,90	0,00	0,00	1 147 216,02	1 236 241,81	0,00	89 025,79
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	47 888,27	32 544,85	23 929,12	0,00	0,00	32 544,85	71 817,39	0,00	39 272,54
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**47 888,27**	**32 544,85**	**23 929,12**	**0,00**	**0,00**	**32 544,85**	**71 817,39**	**0,00**	**39 272,54**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**116 464,18**	**1 179 760,87**	**1 191 595,02**	**0,00**	**0,00**	**1 179 760,87**	**1 308 059,20**	**0,00**	**128 298,33**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	1 026 599,38	1 026 599,38	1 250 976,33	0,00	0,00	1 026 599,38	2 277 575,71	0,00	1 250 976,33
	Sous Total compte 40	**0,00**	**1 170 929,49**	**11 515 749,34**	**13 706 857,46**	**0,00**	**0,00**	**11 515 749,34**	**14 877 786,95**	**0,00**	**3 362 037,61**
411	Clients	3 935 368,20	0,00	13 797 441,39	12 754 215,81	0,00	0,00	17 732 809,59	12 754 215,81	4 978 593,78	0,00
4161	Créances douteuses	248 569,13	0,00	579 499,14	570 300,02	0,00	0,00	828 068,27	570 300,02	257 768,25	0,00
	Sous Total compte 416	**248 569,13**	**0,00**	**579 499,14**	**570 300,02**	**0,00**	**0,00**	**828 068,27**	**570 300,02**	**257 768,25**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**4 183 937,33**	**0,00**	**14 376 940,53**	**13 324 515,83**	**0,00**	**0,00**	**18 560 877,86**	**13 324 515,83**	**5 236 362,03**	**0,00**
425	Personnel - Acomptes	0,00	0,00	630,00	630,00	0,00	0,00	630,00	630,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**630,00**	**630,00**	**0,00**	**0,00**	**630,00**	**630,00**	**0,00**	**0,00**
4411	État et autres collectivités publiques -	0,00	0,00	557 366,88	176 000,00	0,00	0,00	557 366,88	176 000,00	381 366,88	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**557 366,88**	**176 000,00**	**0,00**	**0,00**	**557 366,88**	**176 000,00**	**381 366,88**	**0,00**
4431	Dépenses	0,00	0,00	1 359 596,25	1 359 596,25	0,00	0,00	1 359 596,25	1 359 596,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**1 359 596,25**	**1 359 596,25**	**0,00**	**0,00**	**1 359 596,25**	**1 359 596,25**	**0,00**	**0,00**
4452	TVA intracommunautaire due	0,00	0,00	244,75	244,75	0,00	0,00	244,75	244,75	0,00	0,00
44551	TVA à décaisser	0,00	0,00	38 457,00	38 457,00	0,00	0,00	38 457,00	38 457,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**38 457,00**	**38 457,00**	**0,00**	**0,00**	**38 457,00**	**38 457,00**	**0,00**	**0,00**
44562	TVA sur immobilisations	0,00	0,00	202 480,29	187 690,52	0,00	0,00	202 480,29	187 690,52	14 789,77	0,00
44566	TVA sur autres biens et services	2 218,70	0,00	1 481 336,14	1 231 800,41	0,00	0,00	1 483 554,84	1 231 800,41	251 754,43	0,00
44567	Crédit de TVA à reporter	18 244,00	0,00	2 257 633,00	2 270 002,00	0,00	0,00	2 275 877,00	2 270 002,00	5 875,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**20 462,70**	**0,00**	**3 941 449,43**	**3 689 492,93**	**0,00**	**0,00**	**3 961 912,13**	**3 689 492,93**	**272 419,20**	**0,00**
44571	TVA collectée	0,00	135 592,36	750 531,54	672 037,37	0,00	0,00	750 531,54	807 629,73	0,00	57 098,19
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**135 592,36**	**750 531,54**	**672 037,37**	**0,00**	**0,00**	**750 531,54**	**807 629,73**	**0,00**	**57 098,19**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	716 823,00	716 823,00	0,00	0,00	716 823,00	716 823,00	0,00	0,00
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	11 364,44	0,00	4 577,10	5 424,14	0,00	0,00	15 941,54	5 424,14	10 517,40	0,00
	Sous Total compte 4458	**11 364,44**	**0,00**	**721 400,10**	**722 247,14**	**0,00**	**0,00**	**732 764,54**	**722 247,14**	**10 517,40**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**31 827,14**	**135 592,36**	**5 452 082,82**	**5 122 479,19**	**0,00**	**0,00**	**5 483 909,96**	**5 258 071,55**	**225 838,41**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes	0,00	0,00	17 303,32	17 303,32	0,00	0,00	17 303,32	17 303,32	0,00	0,00
4486	Charges à payer	0,00	118 353,35	118 353,35	0,00	0,00	0,00	118 353,35	118 353,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**118 353,35**	**118 353,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 353,35**	**118 353,35**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**31 827,14**	**253 945,71**	**7 504 702,62**	**6 675 378,76**	**0,00**	**0,00**	**7 536 529,76**	**6 929 324,47**	**607 205,29**	**0,00**
451001	Compte de rattachement avec (à subdivis	4 784 945,35	0,00	17 626 477,53	13 750 405,24	0,00	0,00	22 411 422,88	13 750 405,24	8 661 017,64	0,00
	Sous Total compte 451	**4 784 945,35**	**0,00**	**17 626 477,53**	**13 750 405,24**	**0,00**	**0,00**	**22 411 422,88**	**13 750 405,24**	**8 661 017,64**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 45	**4 784 945,35**	**0,00**	**17 626 477,53**	**13 750 405,24**	**0,00**	**0,00**	**22 411 422,88**	**13 750 405,24**	**8 661 017,64**	**0,00**
4632	Intérêts à payer	0,00	18 880,08	154 130,97	149 030,02	0,00	0,00	154 130,97	167 910,10	0,00	13 779,13
	Sous Total compte 463	**0,00**	**18 880,08**	**154 130,97**	**149 030,02**	**0,00**	**0,00**	**154 130,97**	**167 910,10**	**0,00**	**13 779,13**
466	Excédents de versement	0,00	7 591,80	0,00	-1 343,36	0,00	0,00	0,00	6 248,44	0,00	6 248,44
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	67 666,66	4 002 033,32	4 041 476,39	0,00	0,00	4 002 033,32	4 109 143,05	0,00	107 109,73
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**67 666,66**	**4 002 033,32**	**4 041 476,39**	**0,00**	**0,00**	**4 002 033,32**	**4 109 143,05**	**0,00**	**107 109,73**
46721	Débiteurs divers - Amiable	3 180 882,70	0,00	584 664,36	3 724 413,46	0,00	0,00	3 765 547,06	3 724 413,46	41 133,60	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	277,99	0,00	129 614,02	111 614,02	0,00	0,00	129 892,01	111 614,02	18 277,99	0,00
	Sous Total compte 4672	**3 181 160,69**	**0,00**	**714 278,38**	**3 836 027,48**	**0,00**	**0,00**	**3 895 439,07**	**3 836 027,48**	**59 411,59**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**3 181 160,69**	**67 666,66**	**4 716 311,70**	**7 877 503,87**	**0,00**	**0,00**	**7 897 472,39**	**7 945 170,53**	**0,00**	**47 698,14**
	Sous Total compte 46	**3 181 160,69**	**94 138,54**	**4 870 442,67**	**8 025 190,53**	**0,00**	**0,00**	**8 051 603,36**	**8 119 329,07**	**0,00**	**67 725,71**
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	581 846,51	581 846,51	0,00	0,00	581 846,51	581 846,51	0,00	0,00
4713	Recettes perçues avant émission des titr	0,00	0,00	6 641 085,72	6 641 085,72	0,00	0,00	6 641 085,72	6 641 085,72	0,00	0,00
471412	Excédents à réimputer - Personnes morale	0,00	55 768,54	116 880,96	67 146,88	0,00	0,00	116 880,96	122 915,42	0,00	6 034,46
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**55 768,54**	**116 880,96**	**67 146,88**	**0,00**	**0,00**	**116 880,96**	**122 915,42**	**0,00**	**6 034,46**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**55 768,54**	**116 880,96**	**67 146,88**	**0,00**	**0,00**	**116 880,96**	**122 915,42**	**0,00**	**6 034,46**
47171	Recettes relevé Banque de France - Hors	0,00	34 708,66	36 708,66	2 000,00	0,00	0,00	36 708,66	36 708,66	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**34 708,66**	**36 708,66**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**36 708,66**	**36 708,66**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	705 029,57	705 029,57	0,00	0,00	705 029,57	705 029,57	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**90 477,20**	**8 081 551,42**	**7 997 108,68**	**0,00**	**0,00**	**8 081 551,42**	**8 087 585,88**	**0,00**	**6 034,46**
4721	Dépenses réglées sans mandatement préala	0,00	0,00	1 406 170,62	1 406 170,62	0,00	0,00	1 406 170,62	1 406 170,62	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	379 494,28	379 494,28	0,00	0,00	379 494,28	379 494,28	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**1 785 664,90**	**1 785 664,90**	**0,00**	**0,00**	**1 785 664,90**	**1 785 664,90**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	10 263 560,40	10 263 560,40	0,00	0,00	10 263 560,40	10 263 560,40	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	9 728 493,12	9 728 493,12	0,00	0,00	9 728 493,12	9 728 493,12	0,00	0,00
4758	TVA sur rôle	0,00	0,00	535 067,28	535 067,28	0,00	0,00	535 067,28	535 067,28	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**20 527 120,80**	**20 527 120,80**	**0,00**	**0,00**	**20 527 120,80**	**20 527 120,80**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	3,60	3,51	4,69	0,00	0,00	3,51	8,29	0,00	4,78
	Sous Total compte 478	**0,00**	**3,60**	**3,51**	**4,69**	**0,00**	**0,00**	**3,51**	**8,29**	**0,00**	**4,78**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**90 480,80**	**30 394 340,63**	**30 309 899,07**	**0,00**	**0,00**	**30 394 340,63**	**30 400 379,87**	**0,00**	**6 039,24**
491	Dépréciations des comptes de clients	0,00	38 377,59	38 377,59	44 300,14	0,00	0,00	38 377,59	82 677,73	0,00	44 300,14
496	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	55,60	55,60	56,00	0,00	0,00	55,60	111,60	0,00	56,00
	Sous Total compte 49	**0,00**	**38 433,19**	**38 433,19**	**44 356,14**	**0,00**	**0,00**	**38 433,19**	**82 789,33**	**0,00**	**44 356,14**
	Total classe 4	**12 181 870,51**	**1 647 927,73**	**86 327 716,51**	**85 837 233,03**	**0,00**	**0,00**	**98 509 587,02**	**87 485 160,76**	**14 621 094,74**	**3 596 668,48**
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	45,80	45,80	0,00	0,00	45,80	45,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**45,80**	**45,80**	**0,00**	**0,00**	**45,80**	**45,80**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	0,00	229,08	229,08	0,00	0,00	229,08	229,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**274,88**	**274,88**	**0,00**	**0,00**	**274,88**	**274,88**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**0,00**	**0,00**	**274,88**	**274,88**	**0,00**	**0,00**	**274,88**	**274,88**	**0,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaire	0,00	0,00	12 279 876,25	12 279 876,25	0,00	0,00	12 279 876,25	12 279 876,25	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	136,43	136,43	0,00	0,00	136,43	136,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**136,43**	**136,43**	**0,00**	**0,00**	**136,43**	**136,43**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	244,75	244,75	0,00	0,00	244,75	244,75	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**12 280 257,43**	**12 280 257,43**	**0,00**	**0,00**	**12 280 257,43**	**12 280 257,43**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**12 280 532,31**	**12 280 532,31**	**0,00**	**0,00**	**12 280 532,31**	**12 280 532,31**	**0,00**	**0,00**
6031	Variation des stocks de matières premièr	0,00	0,00	0,00	0,00	3 137 321,80	2 728 493,55	3 137 321,80	2 728 493,55	408 828,25	0,00
	Sous Total compte 603	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 137 321,80**	**2 728 493,55**	**3 137 321,80**	**2 728 493,55**	**408 828,25**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	0,00	0,00	0,00	0,00	9 496 036,51	946 281,82	9 496 036,51	946 281,82	8 549 754,69	0,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équi	0,00	0,00	0,00	0,00	88 064,35	6 411,88	88 064,35	6 411,88	81 652,47	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	43,34	39,92	43,34	39,92	3,42	0,00
6066	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 961,56	0,00	1 961,56	0,00	1 961,56	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	7 160,02	178,34	7 160,02	178,34	6 981,68	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 593 265,78**	**952 911,96**	**9 593 265,78**	**952 911,96**	**8 640 353,82**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 730 587,58**	**3 681 405,51**	**12 730 587,58**	**3 681 405,51**	**9 049 182,07**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	13 523,96	0,00	13 523,96	0,00	13 523,96	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	9 009,39	2 235,00	9 009,39	2 235,00	6 774,39	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 009,39**	**2 235,00**	**9 009,39**	**2 235,00**	**6 774,39**	**0,00**
61521	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	192 386,09	27 549,62	192 386,09	27 549,62	164 836,47	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 386,09**	**27 549,62**	**192 386,09**	**27 549,62**	**164 836,47**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	4 423,24	0,00	4 423,24	0,00	4 423,24	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 423,24**	**0,00**	**4 423,24**	**0,00**	**4 423,24**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	378 177,73	5 639,77	378 177,73	5 639,77	372 537,96	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**574 987,06**	**33 189,39**	**574 987,06**	**33 189,39**	**541 797,67**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	9 810,00	0,00	9 810,00	0,00	9 810,00	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	247 803,47	85 901,57	247 803,47	85 901,57	161 901,90	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**257 613,47**	**85 901,57**	**257 613,47**	**85 901,57**	**171 711,90**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	143 827,88	42 112,44	143 827,88	42 112,44	101 715,44	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	14 922,16	1 710,00	14 922,16	1 710,00	13 212,16	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 013 883,92**	**165 148,40**	**1 013 883,92**	**165 148,40**	**848 735,52**	**0,00**
6211	Personnel intérimaire	0,00	0,00	0,00	0,00	70 285,59	0,00	70 285,59	0,00	70 285,59	0,00
6215	Personnel affecté par la collectivité de	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359 299,25	534 020,37	1 359 299,25	534 020,37	825 278,88	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 429 584,84**	**534 020,37**	**1 429 584,84**	**534 020,37**	**895 564,47**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 718,95	0,00	2 718,95	0,00	2 718,95	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 361,86	2 378,86	12 361,86	2 378,86	9 983,00	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 080,81**	**2 378,86**	**15 080,81**	**2 378,86**	**12 701,95**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	2 981,87	0,00	2 981,87	0,00	2 981,87	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 935,84	1 194,05	1 935,84	1 194,05	741,79	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 917,71**	**1 194,05**	**4 917,71**	**1 194,05**	**3 723,66**	**0,00**
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	7 604,24	0,00	7 604,24	0,00	7 604,24	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 604,24**	**0,00**	**7 604,24**	**0,00**	**7 604,24**	**0,00**
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 260,99	2 181,00	5 260,99	2 181,00	3 079,99	0,00
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	345 443,00	0,00	345 443,00	0,00	345 443,00	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**350 703,99**	**2 181,00**	**350 703,99**	**2 181,00**	**348 522,99**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 807 891,59**	**539 774,28**	**1 807 891,59**	**539 774,28**	**1 268 117,31**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	7 227,00	0,00	7 227,00	0,00	7 227,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 227,00**	**0,00**	**7 227,00**	**0,00**	**7 227,00**	**0,00**
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 227,00**	**0,00**	**7 227,00**	**0,00**	**7 227,00**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	5 304,32	0,00	5 304,32	0,00	5 304,32	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 531,32**	**0,00**	**12 531,32**	**0,00**	**12 531,32**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	129,32	0,00	129,32	0,00	129,32	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129,32**	**0,00**	**129,32**	**0,00**	**129,32**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129,32**	**0,00**	**129,32**	**0,00**	**129,32**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	155 099,21	0,00	155 099,21	0,00	155 099,21	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	19 018,97	25 493,28	19 018,97	25 493,28	0,00	6 474,31
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 118,18**	**25 493,28**	**174 118,18**	**25 493,28**	**148 624,90**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 118,18**	**25 493,28**	**174 118,18**	**25 493,28**	**148 624,90**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 118,18**	**25 493,28**	**174 118,18**	**25 493,28**	**148 624,90**	**0,00**
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	297,00	0,00	297,00	0,00	297,00	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**297,00**	**0,00**	**297,00**	**0,00**	**297,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	260 010,42	0,00	260 010,42	0,00	260 010,42	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 307,42**	**0,00**	**260 307,42**	**0,00**	**260 307,42**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements sur immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 426 015,26	0,00	1 426 015,26	0,00	1 426 015,26	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	44 356,14	0,00	44 356,14	0,00	44 356,14	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 470 371,40**	**0,00**	**1 470 371,40**	**0,00**	**1 470 371,40**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 470 371,40**	**0,00**	**1 470 371,40**	**0,00**	**1 470 371,40**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 469 820,73**	**4 411 821,47**	**17 469 820,73**	**4 411 821,47**	**13 064 473,57**	**6 474,31**
701	Ventes de produits finis et intermédiair	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 845 041,02	0,00	12 845 041,02	0,00	12 845 041,02
7083	Locations diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	29 320,79	135 692,11	29 320,79	135 692,11	0,00	106 371,32
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 082,00	0,00	194 082,00	0,00	194 082,00
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 082,00**	**0,00**	**194 082,00**	**0,00**	**194 082,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 320,79**	**329 774,11**	**29 320,79**	**329 774,11**	**0,00**	**300 453,32**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 320,79**	**13 174 815,13**	**29 320,79**	**13 174 815,13**	**0,00**	**13 145 494,34**
757	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 120,00	0,00	46 120,00	0,00	46 120,00
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 120,00**	**0,00**	**46 120,00**	**0,00**	**46 120,00**
7717	Dégrèvements d'impôts autres qu'impôts s	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 328,00	0,00	76 328,00	0,00	76 328,00
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 328,00**	**0,00**	**76 328,00**	**0,00**	**76 328,00**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 373,00	0,00	2 373,00	0,00	2 373,00
777	Quote-part des subventions d'investissem	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 703,00	0,00	223 703,00	0,00	223 703,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**302 404,00**	**0,00**	**302 404,00**	**0,00**	**302 404,00**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 433,19	0,00	38 433,19	0,00	38 433,19
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 433,19**	**0,00**	**38 433,19**	**0,00**	**38 433,19**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 433,19**	**0,00**	**38 433,19**	**0,00**	**38 433,19**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 320,79**	**13 561 772,32**	**29 320,79**	**13 561 772,32**	**0,00**	**13 532 451,53**
	Total général	**84 173 823,09**	**84 173 823,09**	**102 857 462,70**	**101 975 099,34**	**29 940 756,16**	**30 823 119,52**	**216 972 041,95**	**216 972 041,95**	**100 446 522,87**	**100 446 522,87**

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	282 621 617,93	262 612 192,34	0,00	262 612 192,34
RECETTES	282 621 617,93	277 682 505,33	0,00	277 682 505,33
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	185 086 887,06	69 367 216,67	56 883 133,13	126 250 349,80
RECETTES	185 086 887,06	91 417 318,60	42 960 238,51	134 377 557,11

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET Eau / Numéro SIRET : 20006600900065

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	56 977 970,00	53 000 759,79	0,00	53 000 759,79
RECETTES	56 977 970,00	54 168 850,76	0,00	54 168 850,76
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 253 699,19	17 440 470,34	6 802 286,07	24 242 756,41
RECETTES	32 253 699,19	27 825 059,28	1 938 131,24	29 763 190,52

BUDGET ZA bantzenheim / Numéro SIRET : 20006600900040

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 155 000,00	926 523,69	0,00	926 523,69
RECETTES	1 155 000,00	912 013,97	0,00	912 013,97
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 860 325,69	789 995,54	0,00	789 995,54
RECETTES	1 860 325,69	923 325,69	0,00	923 325,69

BUDGET Chauffage urbain / Numéro SIRET : 20006600900024

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	25 646 728,85	15 786 492,81	0,00	15 786 492,81
RECETTES	25 646 728,85	16 260 945,08	0,00	16 260 945,08
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 679 030,57	12 172 740,31	800 922,67	12 973 662,98
RECETTES	15 679 030,57	12 580 651,40	0,00	12 580 651,40

BUDGET Transports / Numéro SIRET : 20006600900032

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	87 686 272,00	83 813 069,25	0,00	83 813 069,25
RECETTES	87 686 272,00	86 322 627,29	0,00	86 322 627,29
INVESTISSEMENT				

BUDGET Transports / Numéro SIRET : 20006600900032				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	52 220 574,21	28 295 717,64	6 355 872,31	34 651 589,95
RECETTES	52 220 574,21	37 291 368,27	850 000,00	38 141 368,27

BUDGET ZA Amélie IV / Numéro SIRET : 20006600900081				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
RECETTES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
RECETTES	4 892 500,00	935 841,00	0,00	935 841,00

BUDGET ITI / Numéro SIRET : 20006600900099				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00
RECETTES	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 500 000,00	675 258,77	0,00	675 258,77
RECETTES	6 500 000,00	0,00	675 258,77	675 258,77

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	459 480 088,78	418 999 211,58	0,00	418 999 211,58
RECETTES	459 480 088,78	438 207 116,13	0,00	438 207 116,13
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	298 493 016,72	131 561 072,97	70 842 214,18	202 403 287,15
RECETTES	298 493 016,72	170 973 564,24	46 423 628,52	217 397 192,76
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	757 973 105,50	550 560 284,55	70 842 214,18	621 402 498,73
TOTAL AGREGE DES RECETTES	757 973 105,50	609 180 680,37	46 423 628,52	655 604 308,89

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**20 062 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					20 062 500,00									
3020CU	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/10/2013	31/01/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,850	EUR	T	C	O	A-1
3040CU	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	2 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,380	1,400	EUR	S	C	O	A-1
3050	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	T	C	O	A-1
3060CU	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T	C	O	A-1
3070CU	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,670	EUR	T	C	O	A-1
3080CU	SFIL CAFFIL	05/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3 562 500,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,620	EUR	T	C	O	A-1
3090CU	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
3100CU	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	03/05/2022	16/05/2022	30/09/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 062 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**9 682 663,46**					**1 254 464,33**	**163 693,65**	**0,00**	**20 857,26**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		9 682 663,46					1 254 464,33	163 693,65	0,00	20 857,26
3020CU	N	0,00	A-1	2 000 000,00	7,83	F	Taux fixe à 3.74 %	3,780	250 000,00	81 754,07	0,00	12 674,45
3040CU	N	0,00	A-1	533 333,47	3,97	V	Euribor 6M + 1.2	3,600	133 333,32	22 986,37	0,00	594,49
3050	N	0,00	A-1	483 333,23	7,00	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,930	66 666,68	17 223,31	0,00	3 257,21
3060CU	N	0,00	A-1	2 250 000,00	6,75	F	Taux fixe à 1.36 %	0,360	333 333,33	8 880,93	0,00	84,06
3070CU	N	0,00	A-1	1 166 666,51	8,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,670	133 333,36	8 363,66	0,00	641,67
3080CU	N	0,00	A-1	2 099 330,39	8,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,620	254 464,28	13 966,85	0,00	3 237,05
3090CU	N	0,00	A-1	324 999,86	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	33 333,36	2 384,08	0,00	368,33
3100CU	N	0,00	A-1	825 000,00	16,50	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	50 000,00	8 134,38	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**9 682 663,46**					**1 254 464,33**	**163 693,65**	**0,00**	**20 857,26**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 682 663,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1 000 €		17/12/2010
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - frais d'insertion	5	17/12/2010
L	2131/2135/2138 - Bâtiment : chaufferie, installations générales, autres constructions	50	17/12/2010
L	2135/2138 - Aménagement et agencement de bâtiment	15	17/12/2010
L	2151 - Installations complexes spécialisées	50	17/12/2010
L	2153 - Installations à caractère spécifique	50	17/12/2010
L	2154 - Matériel industriel : Turbine, équipmts techniques (vanne, équipmts élec, compteurs, pompes)	20	17/12/2010
L	2154 - Chaudière échangeur	50	17/12/2010
L	2182 - Véhicule	8	17/12/2010
L	2183/2184 - Mobilier, matériel de bureau et informatique	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	5	17/12/2010

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**44 356,14**		**38 433,19**	**82 789,33**	**38 433,19**	**44 356,14**
Provisions pour dépréciation	44 356,14	31/12/2025	38 433,19	82 789,33	38 433,19	44 356,14
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**44 356,14**		**38 433,19**	**82 789,33**	**38 433,19**	**44 356,14**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES	B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS	B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL — B8.1

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS

B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- DSP relative au Réseau de Chaleur de Rixheim et au Réseau de Chaleur de Rixheim-Riedisheim	GROUPEMENT RCUA-DALKIA		Groupement Solidaire	0,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				
26/06/2023 - Détention d'une part du capital	SEM m2A Energies			2 640 000,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-97 505,92**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-287 899,65**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-385 405,57**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**385 405,57**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-385 405,57**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 485 625,00**	**1 228 167,33**	**800 922,67**	**2 029 090,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**3 249 429,00**	**1 426 015,26**	**0,00**	**1 426 015,26**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 763 804,00**	**197 847,93**	**-800 922,67**	**-603 074,74**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-97 505,92**			**-97 505,92**
Affectation au 106 (C)	**385 405,57**	**385 405,57**		**385 405,57**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**287 899,65**			**287 899,65**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-315 175,09**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 485 625,00**	**I**	**1 228 167,33**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 260 000,00**		**1 004 464,33**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 260 000,00		1 004 464,33
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**225 625,00**		**223 703,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*225 625,00*		*223 703,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 249 429,00**	**III 1 426 015,26**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**3 249 429,00**	**1 426 015,26**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*58 850,00*	*58 844,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 160,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*470,00*	*466,00*
28131	*Bâtiments*	*430 720,00*	*349 748,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*880,00*	*872,00*
28138	*Autres constructions*	*126 680,00*	*126 667,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 190,00*	*91 180,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*236 240,00*	*238 948,00*
28154	*Matériel industriel*	*84 050,00*	*86 038,30*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*54 240,00*	*51 284,85*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*340,00*	*339,67*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*418 570,00*	*416 529,59*
28182	*Matériel de transport*	*3 600,00*	*1 564,85*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 350,00*	*2 255,00*
28184	*Mobilier*	*690,00*	*1 278,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 736 399,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	154 315,63	0,00	0,00	0,00	154 315,63	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	20 616,98	0,00	0,00	0,00	7 416,44	13 200,54
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	129 584,21	0,00	0,00	0,00	27 107,14	102 477,07
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	634 959,54	0,00	0,00	0,00	19 899,00	615 060,54
A150	Autres immobilisations corporelles	26 603,07	0,00	0,00	26 603,07	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**966 079,43**	**0,00**	**0,00**	**26 603,07**	**208 738,21**	**730 738,15**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	154 315,63	0,00	0,00	154 315,63	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	20 616,98	0,00	0,00	7 416,44	13 200,54
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	129 584,21	0,00	0,00	27 107,14	102 477,07
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	634 959,54	0,00	0,00	19 899,00	615 060,54
A150	Autres immobilisations corporelles	26 603,07	26 603,07	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**966 079,43**	**26 603,07**	**0,00**	**208 738,21**	**730 738,15**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	154 315,63	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	20 616,98	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	129 584,21	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	634 959,54	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	26 603,07	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**966 079,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	**Frais d'études, de recherche et de développement**	154 315,63	0,00	0,00	154 315,63	0,00
A110	**Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	**Fonds commercial, droit au bail**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	**Autres immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	**Immobilisations incorporelles en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	**Terrains**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	**Constructions**	20 616,98	0,00	0,00	7 416,44	13 200,54
A125	**Constructions sur sol d'autrui**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	**Installations, matériels et outillage technique**	129 584,21	0,00	0,00	27 107,14	102 477,07
A150	**Oeuvres d'art**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	**Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	**Immobilisations corporelles en cours**	634 959,54	0,00	0,00	19 899,00	615 060,54
A150	**Autres immobilisations corporelles**	26 603,07	0,00	26 603,07	0,00	0,00
A165	**Participations et créances rattachées à des participations**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	**Prêts**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	**Autres créances**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	**Autres titres immobilisés**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	**Opérations pour le compte de tiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**966 079,43**	**0,00**	**26 603,07**	**208 738,21**	**730 738,15**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 08/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	08/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 09/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 10/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE (RAPPORT DE PRÉSENTATION) INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 97C

M. NEUMANN : Concernant le chauffage urbain, qui est un budget un peu particulier, nous avons en recettes d'exploitation 26 millions d'euros, dont la vente de la chaleur 10 millions d'euros, la vente d'électricité 2,86 millions et des excédents reportés. C'est un budget qui a des excédents reportés relativement importants des années précédentes, mais qui va à l'avenir fondre légèrement parce qu'on aura moins de recettes, notamment de ventes d'électricité. Au niveau des dépenses d'exploitation, pas tout à fait 16 millions d'euros, dont les achats d'énergie 8,54 millions, des charges de personnel de 900 000 euros, des stocks de quotas CO_2 au 31.12 de 3,14 millions d'euros. Nous sommes obligés d'acheter des quotas CO_2 du fait que nous achetons notamment du gaz, ce n'est pas une énergie renouvelable, pour faire marcher la chaudière, notamment en hiver. Au niveau de la section d'investissement, 12,58 millions de recettes. Le chiffre le plus fort correspond aux opérations patrimoniales et les écritures d'ordre. Dans les dépenses 12,27 millions, également des opérations patrimoniales qui s'équilibrent à 4,7 millions et des emprunts et dettes assimilées de 3,5 millions. On peut voir le résultat, donc là nous avons 10 millions de résultat d'exploitation mais qui provient essentiellement du report puisque, comme vous le voyez sur le tableau du bas, il n'y a eu que 474 000 de résultat cette année contre 3,8 millions l'année précédente. En termes de capacité de désendettement, nous avons un résultat d'épargne plus faible qui monte à 4,6 années de capacité de désendettement.

M. SCHILDKNECHT : Même question concernant le budget annexe du chauffage urbain. Pas d'opposition ? Pas d'abstention ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : À l'unanimité, je vous remercie.

17° <u>BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/100C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :
- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION D'EXPLOITATION

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	83 813 069,25 €	86 322 627,29 €	2 509 558,04 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total cumulé	**83 813 069,25 €**	**86 322 627,29 €**	**2 509 558,04 €**

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 2 509 558,04 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	28 295 717,64 €	37 291 368,27 €	8 995 650,63 €
Excédent / Déficit reporté	4 694 953,95 €	0, 00€	-4 694 953,95 €
Total cumulé	**32 990 671,59 €**	**37 291 368,27 €**	**4 300 696,68 €**

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire à hauteur de 4 300 696,68 €.

3 - RÉSULTAT

Résultat d'exploitation	2 509 558,04 €
Résultat d'investissement	4 300 696,68 €
Résultat cumulé de l'exercice	**6 810 254,72 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe Transports dégage un résultat global de fin d'exercice de 6 810 254,72 €.

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de 6 355 872,31 € en dépenses et 850 000,00 € en recettes, le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe des Transports dégage un résultat global de fin d'exercice de 1 304 382,41€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe des transports urbains.

PJ : (2)

- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900032

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 43(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 20
C1 - Dépenses d'investissement 22
C2 - Recettes d'investissement 25
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 27

III - États financiers

A - Bilan 29
B - Compte de résultat 34

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 37

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 52

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 54
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 55
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 63
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 65
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 66
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 68
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 69
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 70
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 71
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 72
B4 - Etat des charges transférées 73
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 74
B6.1 - Etat des emprunts garantis 75
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 76
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 77
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 78
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 79
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 80
B8.4 - Etat des engagements reçus 81
B9.1 - Etat du personnel 82
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 84
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 85

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 86
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 87
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 88
C2.1 - Situation des autorisations de programme 89
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 90

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 91

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 98
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 99
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 100
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 101
E - État des Contrôles du Compte Financier 102

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 103

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**52 220 574,21**	**87 686 272,00**	**139 906 846,21**
	Recettes réalisées (1)	B	**37 291 368,27**	**86 322 627,29**	**123 613 995,56**
	Restes à réaliser	C	**850 000,00**	**0,00**	**850 000,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**47 525 620,26**	**87 686 272,00**	**135 211 892,26**
	Dépenses réalisées (1)	E	**28 295 717,64**	**83 813 069,25**	**112 108 786,89**
	Restes à réaliser	F	**6 355 872,31**	**0,00**	**6 355 872,31**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**8 995 650,63**	**2 509 558,04**	**11 505 208,67**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-4 694 953,95**	**0,00**	**-4 694 953,95**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**4 300 696,68**	**2 509 558,04**	**6 810 254,72**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-5 505 872,31**	**0,00**	**-5 505 872,31**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-1 205 175,63**	**2 509 558,04**	**1 304 382,41**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TRANSPORT URBAIN CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-4 694 953,95	0,00	8 995 650,63	0,00	4 300 696,68
Fonctionnement	4 200 534,33	4 200 534,33	2 509 558,04	0,00	2 509 558,04
Sous-Total	-494 419,62	4 200 534,33	11 505 208,67	0,00	6 810 254,72
TOTAL III	**-494 419,62**	**4 200 534,33**	**11 505 208,67**	**0,00**	**6 810 254,72**
TOTAL I + II + III	**-494 419,62**	**4 200 534,33**	**11 505 208,67**	**0,00**	**6 810 254,72**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **6 355 872,31**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**269 901,85**
2031	Frais d'études	94 886,45
2051	Concessions et droits assimilés	175 015,40
21	**Immobilisations corporelles**	**5 163 151,79**
2153	Installations à caractère spécifique	2 675,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	4 949 502,51
2182	Matériel de transport	210 394,68
2183	Matériel de bureau et informatique	579,60
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**922 818,67**
2313	Constructions	129 943,23
2314	Constructions sur sol d'autrui	2 149,24
2315	Installat°, matériel et outillage techni	790 726,20
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **850 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**850 000,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	850 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**1 927,83**	Dotations	80,81
Terrains	356,41	Fonds globalisés	0,76
Constructions	4 848,01	Réserves	24 517,44
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	60 333,14	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	21 079,18	Report à nouveau (1)	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 509,56
Autres immobilisations corporelles	3 941,77	Subventions transférables	3 304,48
Total immobilisations corporelles (nettes)	**90 558,51**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**1 127,57**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**93 613,91**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**30 413,05**
Créances	18 141,97	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**75 104,67**
Disponibilités	0,20	Fournisseurs (2)	6 438,09
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	4 708,53
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**18 142,17**	**Total des dettes à court terme**	**11 146,62**
Comptes de régularisation	**4 908,26**	**TOTAL DETTES**	**86 251,30**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**116 664,35**	**TOTAL PASSIF**	**116 664,35**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	51 043,50	49 651,67
Dotations et subventions reçues	18 343,37	20 322,31
Produits des services	13 165,89	12 308,66
Autres produits	2 007,77	618,03
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	84 560,53	82 900,68
Traitements, salaires, charges sociales	0,00	0,00
Achats et charges externes	7 564,82	6 825,86
Participations et interventions	63 806,97	60 123,33
Dotations aux amortissements et provisions	10 160,43	10 234,82
Autres charges	345,16	342,27
Charges courantes non financières	81 877,38	77 526,28
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2 683,15**	**5 374,39**
Produits courants financiers	50,00	104,90
Charges courantes financières	1 429,02	1 752,32
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-1 379,02**	**-1 647,42**
RESULTAT COURANT	**1 304,12**	**3 726,97**
Produits exceptionnels	1 212,10	491,88
Charges exceptionnelles	6,66	18,32
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 205,44**	**473,56**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2 509,56**	**4 200,53**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 27 juin 2022.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	7 583 541,00	4 702 709,86	2 506 938,44	7 209 648,30	95,07	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	740 000,00	700 334,51	0,00	700 334,51	94,64	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	500 000,00	370 365,95	129 634,05	500 000,00	100,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	64 525 618,00	59 959 493,08	3 847 475,26	63 806 968,34	98,89	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**73 349 159,00**	**65 732 903,40**	**6 484 047,75**	**72 216 951,15**	**98,46**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	1 757 987,00	1 243 728,75	185 296,19	1 429 024,94	81,29	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	87 000,00	6 662,98	0,00	6 662,98	7,66	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	500,00	44,40	0,00	44,40	8,88	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**75 194 646,00**	**66 983 339,53**	**6 669 343,94**	**73 652 683,47**	***97,95***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 331 100,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*11 160 526,00*	*10 160 385,78*	*0,00*	*10 160 385,78*	*91,04*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***12 491 626,00***	***10 160 385,78***	***0,00***	***10 160 385,78***	***81,34***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**87 686 272,00**	**77 143 725,31**	**6 669 343,94**	**83 813 069,25**	**95,58**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**87 686 272,00**	**77 143 725,31**	**6 669 343,94**	**83 813 069,25**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 904 467,00	12 041 357,29	1 124 531,91	13 165 889,20	94,69	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	52 000 000,00	42 232 944,23	9 310 556,14	51 543 500,37	99,12	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	18 393 905,00	17 745 287,07	598 083,58	18 343 370,65	99,73	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	688 288,00	10 000,00	606 606,31	616 606,31	89,59	0,00
Total des recettes de gestion courante		**84 986 660,00**	**72 029 588,59**	**11 639 777,94**	**83 669 366,53**	**98,45**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	877 137,33	0,00	877 137,33	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	70,00	61,38	0,00	61,38	87,69	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**84 986 730,00**	**72 956 787,30**	**11 639 777,94**	**84 596 565,24**	**99,54**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*2 699 542,00*	*1 726 062,05*	*0,00*	*1 726 062,05*	*63,94*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***2 699 542,00***	***1 726 062,05***	***0,00***	***1 726 062,05***	***63,94***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**87 686 272,00**	**74 682 849,35**	**11 639 777,94**	**86 322 627,29**	**98,44**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**87 686 272,00**	**74 682 849,35**	**11 639 777,94**	**86 322 627,29**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 352 638,00	472 378,10	34,92	269 901,85
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	8 700 692,72	3 017 322,53	34,68	5 163 151,79
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	12 742 620,54	5 437 176,27	42,67	922 818,67
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**22 795 951,26**	**8 926 876,90**	**39,16**	**6 355 872,31**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	10 179 127,00	10 177 324,93	99,98	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	1 000,00	1 000,00	100,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**10 180 127,00**	**10 178 324,93**	**99,98**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**32 976 078,26**	**19 105 201,83**	**57,94**	**6 355 872,31**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*2 699 542,00*	*1 726 062,05*	*63,94*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*11 850 000,00*	*7 464 453,76*	*62,99*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***14 549 542,00***	***9 190 515,81***	***63,17***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**47 525 620,26**	**28 295 717,64**	**59,54**	**6 355 872,31**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**4 694 953,95**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**52 220 574,21**	**28 295 717,64**		**6 355 872,31**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	1 756 300,00	222 659,40	12,68	850 000,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	21 322 113,88	14 995 000,00	70,33	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	600 000,00	248 335,00	41,39	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	4 200 534,33	4 200 534,33	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**27 878 948,21**	**19 666 528,73**	**70,54**	**850 000,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 331 100,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*11 160 526,00*	*10 160 385,78*	*91,04*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*11 850 000,00*	*7 464 453,76*	*62,99*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***24 341 626,00***	***17 624 839,54***	***72,41***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**52 220 574,21**	**37 291 368,27**	**71,41**	**850 000,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**52 220 574,21**	**37 291 368,27**		**850 000,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60221	Combustibles	0,00	666 443,93	666 443,93	0,00	0,00
604	Achats d'études et prestations de services	0,00	17 163,51	2 000,00	15 163,51	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	869 678,38	167,62	869 510,76	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	277,10	0,00	277,10	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	364,92	0,00	364,92	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	384,74	0,00	384,74	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	582 965,25	258 774,90	324 190,35	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	5 341 623,09	2 053 066,99	3 288 556,10	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	1 211 520,01	147 749,01	1 063 771,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	171,54	0,00	171,54	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	18 437,21	0,00	18 437,21	0,00
6137	Redevances droits de passage et servitudes diverses	0,00	623 038,78	47 926,09	575 112,69	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	40 128,04	0,00	40 128,04	0,00
6156	Maintenance	0,00	255 936,59	26 086,50	229 850,09	0,00
6168	Autres	0,00	11 009,53	0,00	11 009,53	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	189 183,00	129 472,00	59 711,00	0,00
618	Divers	0,00	1 477,73	0,00	1 477,73	0,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	0,00	266,67	0,00	266,67	0,00
6226	Honoraires	0,00	1 940,00	1 940,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	1 359,38	0,00	1 359,38	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	709,91	0,00	709,91	0,00
6238	Divers	0,00	124 230,94	21 823,28	102 407,66	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	4 516,42	0,00	4 516,42	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d’exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6256	Missions	0,00	776,47	776,47	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	2 618,61	0,00	2 618,61	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	995,65	0,00	995,65	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	3 544,64	812,53	2 732,11	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	3 416,09	0,00	3 416,09	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	17 664,89	0,00	17 664,89	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	4 001,60	0,00	4 001,60	0,00
6288	Autres	0,00	225 683,00	0,00	225 683,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	345 160,00	0,00	345 160,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	7 583 541,00	10 566 687,62	3 357 039,32	7 209 648,30	373 892,70
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	765 112,85	64 778,34	700 334,51	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	740 000,00	765 112,85	64 778,34	700 334,51	39 665,49
739	Restitution de la taxe versement mobilité	0,00	758 172,28	258 172,28	500 000,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	500 000,00	758 172,28	258 172,28	500 000,00	0,00
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	0,00	32 450,77	13 717,64	18 733,13	0,00
65712	Région	0,00	78 907,61	39 720,48	39 187,13	0,00
65714	Communes	0,00	34 379,34	24 000,00	10 379,34	0,00
65718	Autres organismes divers	0,00	650 485,80	650 485,80	0,00	0,00
65732	Région	0,00	2 351 951,46	1 748 951,46	603 000,00	0,00
65734	Communes	0,00	201 745,54	10 973,87	190 771,67	0,00
65738	Autres organismes divers	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00
6574	Subventions d'exploitation aux personnes de droit privé	0,00	65 246 563,67	2 303 466,68	62 943 096,99	0,00
6583	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,08	0,00	0,08	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	64 525 618,00	68 598 284,27	4 791 315,93	63 806 968,34	718 649,66

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de gestion courante		**73 349 159,00**	**80 688 257,02**	**8 471 305,87**	**72 216 951,15**	**1 132 207,85**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	1 543 547,65	729,16	1 542 818,49	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	185 296,19	299 089,74	-113 793,55	0,00
total chapitre 66	Charges financières	1 757 987,00	1 728 843,84	299 818,90	1 429 024,94	328 962,06
6711	Pénalités sur marchés	0,00	1 048,41	0,00	1 048,41	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	4 814,57	0,00	4 814,57	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	800,00	0,00	800,00	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	87 000,00	6 662,98	0,00	6 662,98	80 337,02
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	44,40	0,00	44,40	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	500,00	44,40	0,00	44,40	455,60
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**75 194 646,00**	**82 423 808,24**	**8 771 124,77**	**73 652 683,47**	**1 541 962,53**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 331 100,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*9 272 911,39*	*0,00*	*9 272 911,39*	*0,00*
6812	*Dotations aux Amortissements des charges d'exploitation à répartir*	*0,00*	*887 474,39*	*0,00*	*887 474,39*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*11 160 526,00*	*10 160 385,78*	*0,00*	*10 160 385,78*	*1 000 140,22*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***12 491 626,00***	***10 160 385,78***	***0,00***	***10 160 385,78***	***2 331 240,22***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**87 686 272,00**	**92 584 194,02**	**8 771 124,77**	**83 813 069,25**	**3 873 202,75**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d’exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat d'exploitation reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'exploitation		87 686 272,00	92 584 194,02	8 771 124,77	83 813 069,25	3 873 202,75

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7061	Transports de voyageurs	0,00	14 603 263,59	2 709 893,86	11 893 369,73	0,00
7068	Services accessoires aux transports	0,00	1 446 285,61	173 766,14	1 272 519,47	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	13 904 467,00	16 049 549,20	2 883 660,00	13 165 889,20	738 577,80
734	Versement mobilité	0,00	60 855 098,58	9 311 598,21	51 543 500,37	0,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	52 000 000,00	60 855 098,58	9 311 598,21	51 543 500,37	456 499,63
7471	Etat	0,00	874 648,25	0,00	874 648,25	0,00
7472	Région	0,00	3 319 910,59	148 295,26	3 171 615,33	0,00
7473	Département	0,00	853 239,08	281 537,01	571 702,07	0,00
7475	Groupements de Collectivités	0,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	25 405,00	0,00	25 405,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	18 393 905,00	18 773 202,92	429 832,27	18 343 370,65	50 534,35
751	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	293 309,47	42 484,47	250 825,00	0,00
753	Compensation liée au relèvement du seuil des personnes assujetties au versement transport	0,00	711 582,62	355 801,31	355 781,31	0,00
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	688 288,00	1 014 892,09	398 285,78	616 606,31	71 681,69
Total des recettes de gestion courante		**84 986 660,00**	**96 692 742,79**	**13 023 376,26**	**83 669 366,53**	**1 317 293,47**
761	Produits de participations	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	-50 000,00
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	144 034,97	0,00	144 034,97	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	660 354,38	0,00	660 354,38	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	72 747,98	0,00	72 747,98	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	877 137,33	0,00	877 137,33	-877 137,33
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	0,00	61,38	0,00	61,38	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	70,00	61,38	0,00	61,38	8,62
Total des recettes réelles d'exploitation		**84 986 730,00**	**97 619 941,50**	**13 023 376,26**	**84 596 565,24**	**390 164,76**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*334 963,00*	*0,00*	*334 963,00*	*0,00*
7815	*Reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation*	*0,00*	*1 391 099,05*	*0,00*	*1 391 099,05*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 699 542,00*	*1 726 062,05*	*0,00*	*1 726 062,05*	*973 479,95*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***2 699 542,00***	***1 726 062,05***	***0,00***	***1 726 062,05***	***973 479,95***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**87 686 272,00**	**99 346 003,55**	**13 023 376,26**	**86 322 627,29**	**1 363 644,71**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**87 686 272,00**	**99 346 003,55**	**13 023 376,26**	**86 322 627,29**	**1 363 644,71**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	232 362,58	0,00	232 362,58	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 687,32	0,00	1 687,32	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	238 328,20	0,00	238 328,20	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 352 638,00	472 378,10	0,00	472 378,10	880 259,90
2156	Matériel de transport d'exploitation	0,00	434 108,89	0,00	434 108,89	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	2 583 213,64	0,00	2 583 213,64	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	8 700 692,72	3 017 322,53	0,00	3 017 322,53	5 683 370,19
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	2 168 171,66	0,00	2 168 171,66	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	8 693,25	0,00	8 693,25	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	1 034 875,92	0,00	1 034 875,92	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	2 529 111,44	303 676,00	2 225 435,44	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	12 742 620,54	5 740 852,27	303 676,00	5 437 176,27	7 305 444,27
Total des dépenses d'équipement		**22 795 951,26**	**9 230 552,90**	**303 676,00**	**8 926 876,90**	**13 869 074,36**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	9 836 324,94	0,01	9 836 324,93	0,00
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	341 000,00	0,00	341 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	10 179 127,00	10 177 324,94	0,01	10 177 324,93	1 802,07
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**10 180 127,00**	**10 178 324,94**	**0,01**	**10 178 324,93**	**1 802,07**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**32 976 078,26**	**19 408 877,84**	**303 676,01**	**19 105 201,83**	**13 870 876,43**
13911	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - Etat et Etablissements Nationaux*	*0,00*	*203 197,00*	*0,00*	*203 197,00*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*9 938,00*	*0,00*	*9 938,00*	*0,00*
13914	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes et structures intercommunales*	*0,00*	*10 252,00*	*0,00*	*10 252,00*	*0,00*
13917	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels*	*0,00*	*67 455,00*	*0,00*	*67 455,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*44 121,00*	*0,00*	*44 121,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux (budgétaires)*	*0,00*	*1 391 099,05*	*0,00*	*1 391 099,05*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 699 542,00*	*1 726 062,05*	*0,00*	*1 726 062,05*	*973 479,95*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*13 793,58*	*0,00*	*13 793,58*	*0,00*
2051	*Concessions et droits assimilés*	*0,00*	*572 408,27*	*0,00*	*572 408,27*	*0,00*
2156	*Matériel de transport d'exploitation*	*0,00*	*4 829,35*	*0,00*	*4 829,35*	*0,00*
2183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*153 013,01*	*0,00*	*153 013,01*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*456 583,76*	*0,00*	*456 583,76*	*0,00*
2314	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*133 080,90*	*0,00*	*133 080,90*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*6 130 744,89*	*0,00*	*6 130 744,89*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*11 850 000,00*	*7 464 453,76*	*0,00*	*7 464 453,76*	*4 385 546,24*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***14 549 542,00***	***9 190 515,81***	***0,00***	***9 190 515,81***	***5 359 026,19***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**47 525 620,26**	**28 599 393,65**	**303 676,01**	**28 295 717,64**	**19 229 902,62**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**4 694 953,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**52 220 574,21**	**28 599 393,65**	**303 676,01**	**28 295 717,64**	**23 924 856,57**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1311	Etat et Etablissements Nationaux	0,00	222 659,40	0,00	222 659,40	0,00
1313	Département	0,00	25 005,00	25 005,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	1 756 300,00	247 664,40	25 005,00	222 659,40	1 533 640,60
1641	Emprunts en euros	0,00	14 995 000,00	0,00	14 995 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	21 322 113,88	14 995 000,00	0,00	14 995 000,00	6 327 113,88
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	248 335,00	0,00	248 335,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	600 000,00	248 335,00	0,00	248 335,00	351 665,00
1068	Autres réserves	0,00	4 200 534,33	0,00	4 200 534,33	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	4 200 534,33	4 200 534,33	0,00	4 200 534,33	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**27 878 948,21**	**19 691 533,73**	**25 005,00**	**19 666 528,73**	**8 212 419,48**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 331 100,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*4 248,00*	*0,00*	*4 248,00*	*0,00*
28033	*Amortissements frais d'insertion*	*0,00*	*422,00*	*0,00*	*422,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*308 137,70*	*0,00*	*308 137,70*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28128	*Autres terrains*	*0,00*	*15,00*	*0,00*	*15,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*273 590,00*	*0,00*	*273 590,00*	*0,00*
28138	*Amortissements autres constructions*	*0,00*	*37 506,00*	*0,00*	*37 506,00*	*0,00*
28145	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*54 107,41*	*0,00*	*54 107,41*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*6 215 090,00*	*0,00*	*6 215 090,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*11 281,00*	*0,00*	*11 281,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*	*7 886,00*	*0,00*	*7 886,00*	*0,00*
28156	*Matériel de transport d'exploitation*	*0,00*	*2 106 532,00*	*0,00*	*2 106 532,00*	*0,00*
28157	*Amortissements agencements et aménagements du matériel et outillage industriels*	*0,00*	*61 676,59*	*0,00*	*61 676,59*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*186 118,00*	*0,00*	*186 118,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*4 113,69*	*0,00*	*4 113,69*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*2 188,00*	*0,00*	*2 188,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*887 474,39*	*0,00*	*887 474,39*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*11 160 526,00*	*10 160 385,78*	*0,00*	*10 160 385,78*	*1 000 140,22*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*7 464 453,76*	*0,00*	*7 464 453,76*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*11 850 000,00*	*7 464 453,76*	*0,00*	*7 464 453,76*	*4 385 546,24*
Total des recettes d'ordre en investissement		***24 341 626,00***	***17 624 839,54***	***0,00***	***17 624 839,54***	***6 716 786,46***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**52 220 574,21**	**37 316 373,27**	**25 005,00**	**37 291 368,27**	**14 929 205,94**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**52 220 574,21**	**37 316 373,27**	**25 005,00**	**37 291 368,27**	**14 929 205,94**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009001 (1)
LIBELLE : OPERATION 1 TRAM TRAIN

Pour information

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	**5 331 263,24**	**A 1 124 106,21**	**0,00**	**854 512,65**	**B 33 747 335,75**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**534 000,00**	**196 437,08**	**0,00**	**63 786,45**	**2 321 784,44**
2031	Frais d'études	534 000,00	196 437,08		63 786,45	2 201 620,80
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00		0,00	2 637,50
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00		0,00	117 526,14
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**283 324,89**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	202 186,26
2138	Autres constructions	0,00	0,00		0,00	75 897,76
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00		0,00	5 240,87
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**4 797 263,24**	**927 669,13**	**0,00**	**790 726,20**	**31 142 226,42**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00		0,00	15 065,61
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 797 263,24	927 669,13		790 726,20	18 042 853,88
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00		0,00	11 232 940,58
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00		0,00	1 851 366,35

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
	RECETTES	**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 6 479,29**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 479,28**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00		0,00	6 479,28
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00		0,00	0,01

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – dépenses	C-A	-1 124 106,21	D-B	-33 740 856,46

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	697 835,54	14 010,00	683 825,54	440 652,06
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	2 465 476,42	1 221 467,95	1 244 008,47	741 409,70
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	356 589,06	180,00	356 409,06	356 424,06
Constructions	8 768 238,47	4 024 784,00	4 743 454,47	5 054 550,47
Constructions sur sol d'autrui	2 654 047,36	2 549 495,69	104 551,67	158 659,08
Installations, matériels et outillage techniques	189 959 960,43	129 626 815,83	60 333 144,60	68 296 671,95
Oeuvres d'art	80 408,53	0,00	80 408,53	80 408,53
Autres immobilisations corporelles	39 819 703,34	35 958 345,46	3 861 357,88	1 317 550,92
Immobilisations corporelles en cours	21 079 179,18	0,00	21 079 179,18	16 634 382,12
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	1 127 267,00	0,00	1 127 267,00	1 126 267,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	304,90	0,00	304,90	304,90
TOTAL I	**267 009 010,23**	**173 395 098,93**	**93 613 911,30**	**94 207 280,79**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	1 194 638,43	44,40	1 194 594,03	2 192 892,27
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres	11 499 556,79	0,00	11 499 556,79	11 727 803,67
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	2 948,40
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	4 427 125,93	0,00	4 427 125,93	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	1 020 696,21	0,00	1 020 696,21	372 732,60
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**200,00**	**0,00**	**200,00**	**200,00**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**18 142 217,36**	**44,40**	**18 142 172,96**	**14 296 576,94**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	4 908 264,00	0,00	4 908 264,00	5 795 738,39
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,44	0,00	0,44	4,52
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**4 908 264,44**	**0,00**	**4 908 264,44**	**5 795 742,91**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**290 059 492,03**	**173 395 143,33**	**116 664 348,70**	**114 299 600,64**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	80 810,68	80 810,68
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	24 517 438,52	20 316 904,19
Report à nouveau (1)	0,00	0,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 509 558,04	4 200 534,33
Subventions d'investissement	3 304 483,16	3 416 786,76
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	761,33	761,33
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**30 413 051,73**	**28 015 797,29**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	1 391 099,05
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**1 391 099,05**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	68 285 259,48	63 240 377,96
Emprunts et dettes financières divers	6 819 415,00	7 160 415,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	3 796 530,02	3 262 796,37
Dettes fiscales et sociales	2 421 509,32	2 581 122,62
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	220 050,48	651 218,79
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	222 084,32	917 046,14
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	2 243 459,42
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	2 420 994,92	3 518 908,25
Produits constatés d'avance	**2 065 453,43**	**1 315 976,54**
TOTAL III	**86 251 296,97**	**84 891 321,09**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	0,00	1 383,21
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**1 383,21**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**116 664 348,70**	**114 299 600,64**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*13 165 889,20*	*12 308 663,49*
Divers	*0,00*	*0,00*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	51 043 500,37	49 651 665,19
Subventions d'exploitation	18 343 370,65	20 322 313,63
Reprises sur dépréciations et provisions	1 391 160,43	85 600,95
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	616 606,31	532 433,40
TOTAL I	**84 560 526,96**	**82 900 676,66**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	7 564 822,81	6 825 857,23
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*345 160,00*	*342 272,00*
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*10 160 385,78*	*10 234 759,08*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*44,40*	*61,38*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	63 806 968,34	60 123 333,75
TOTAL II	**81 877 381,33**	**77 526 283,44**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 683 145,63**	**5 374 393,22**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	50 000,00	104 900,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**50 000,00**	**104 900,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	1 429 024,94	1 752 320,27
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**1 429 024,94**	**1 752 320,27**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-1 379 024,94**	**-1 647 420,27**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**1 304 120,69**	**3 726 972,95**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*877 137,33*	*40 419,23*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*334 963,00*	*232 894,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	218 567,15
TOTAL V	**1 212 100,33**	**491 880,38**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*6 662,98*	*18 319,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**6 662,98**	**18 319,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**1 205 437,35**	**473 561,38**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**85 822 627,29**	**83 497 457,04**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**83 313 069,25**	**79 296 922,71**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**2 509 558,04**	**4 200 534,33**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	80 810,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 810,68	0,00	80 810,68
10222	FCTVA	0,00	761,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	761,33	0,00	761,33
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**761,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**761,33**	**0,00**	**761,33**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**81 572,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 572,01**	**0,00**	**81 572,01**
1068	Autres réserves	0,00	20 316 904,19	0,00	0,00	0,00	4 200 534,33	0,00	24 517 438,52	0,00	24 517 438,52
	Sous Total compte 106	**0,00**	**20 316 904,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 200 534,33**	**0,00**	**24 517 438,52**	**0,00**	**24 517 438,52**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**20 398 476,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 200 534,33**	**0,00**	**24 599 010,53**	**0,00**	**24 599 010,53**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	0,00	4 200 534,33	4 200 534,33	0,00	0,00	4 200 534,33	4 200 534,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**0,00**	**4 200 534,33**	**4 200 534,33**	**0,00**	**0,00**	**4 200 534,33**	**4 200 534,33**	**0,00**	**0,00**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	4 200 534,33	4 200 534,33	0,00	0,00	0,00	4 200 534,33	4 200 534,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**4 200 534,33**	**4 200 534,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 200 534,33**	**4 200 534,33**	**0,00**	**0,00**
1311	Etat et EPN	0,00	2 596 906,34	0,00	0,00	0,00	222 659,40	0,00	2 819 565,74	0,00	2 819 565,74
1313	Dépt	0,00	248 457,00	0,00	0,00	25 005,00	25 005,00	25 005,00	273 462,00	0,00	248 457,00
1314	Cnes	0,00	256 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 300,00	0,00	256 300,00
1317	Budget communautaire fonds structurels	0,00	1 686 393,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 393,82	0,00	1 686 393,82
13188	des tiers	0,00	713 720,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713 720,60	0,00	713 720,60
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**713 720,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**713 720,60**	**0,00**	**713 720,60**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**5 501 777,76**	**0,00**	**0,00**	**25 005,00**	**247 664,40**	**25 005,00**	**5 749 442,16**	**0,00**	**5 724 437,16**
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	612 440,00	0,00	0,00	0,00	203 197,00	0,00	815 637,00	0,00	815 637,00	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	99 380,00	0,00	0,00	0,00	9 938,00	0,00	109 318,00	0,00	109 318,00	0,00
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	99 724,00	0,00	0,00	0,00	10 252,00	0,00	109 976,00	0,00	109 976,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13917	Subv équipt transf - BC et FS	876 915,00	0,00	0,00	0,00	67 455,00	0,00	944 370,00	0,00	944 370,00	0,00
139188	des tiers	396 532,00	0,00	0,00	0,00	44 121,00	0,00	440 653,00	0,00	440 653,00	0,00
	Sous Total compte 13918	**396 532,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 121,00**	**0,00**	**440 653,00**	**0,00**	**440 653,00**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**2 084 991,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 963,00**	**0,00**	**2 419 954,00**	**0,00**	**2 419 954,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**2 084 991,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 963,00**	**0,00**	**2 419 954,00**	**0,00**	**2 419 954,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**2 084 991,00**	**5 501 777,76**	**0,00**	**0,00**	**359 968,00**	**247 664,40**	**2 444 959,00**	**5 749 442,16**	**0,00**	**3 304 483,16**
15112	Prov litiges et contentieux (b)	0,00	1 391 099,05	0,00	0,00	1 391 099,05	0,00	1 391 099,05	1 391 099,05	0,00	0,00
	Sous Total compte 1511	**0,00**	**1 391 099,05**	**0,00**	**0,00**	**1 391 099,05**	**0,00**	**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**1 391 099,05**	**0,00**	**0,00**	**1 391 099,05**	**0,00**	**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**1 391 099,05**	**0,00**	**0,00**	**1 391 099,05**	**0,00**	**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	62 941 288,22	0,00	0,00	9 836 324,94	14 995 000,01	9 836 324,94	77 936 288,23	0,00	68 099 963,29
	Sous Total compte 164	**0,00**	**62 941 288,22**	**0,00**	**0,00**	**9 836 324,94**	**14 995 000,01**	**9 836 324,94**	**77 936 288,23**	**0,00**	**68 099 963,29**
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	7 160 415,00	0,00	0,00	341 000,00	0,00	341 000,00	7 160 415,00	0,00	6 819 415,00
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**7 160 415,00**	**0,00**	**0,00**	**341 000,00**	**0,00**	**341 000,00**	**7 160 415,00**	**0,00**	**6 819 415,00**
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	299 089,74	299 089,74	185 296,19	0,00	0,00	299 089,74	484 385,93	0,00	185 296,19
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**299 089,74**	**299 089,74**	**185 296,19**	**0,00**	**0,00**	**299 089,74**	**484 385,93**	**0,00**	**185 296,19**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**7 459 504,74**	**299 089,74**	**185 296,19**	**341 000,00**	**0,00**	**640 089,74**	**7 644 800,93**	**0,00**	**7 004 711,19**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**70 400 792,96**	**299 089,74**	**185 296,19**	**10 177 324,94**	**14 995 000,01**	**10 476 414,68**	**85 581 089,16**	**0,00**	**75 104 674,48**
	Total classe 1	**2 084 991,00**	**101 892 680,30**	**8 700 158,40**	**4 385 830,52**	**11 928 391,99**	**19 443 198,74**	**22 713 541,39**	**125 721 709,56**	**2 419 954,00**	**105 428 122,17**
2031	Frais d'études	436 075,07	0,00	0,00	0,00	246 156,16	0,00	682 231,23	0,00	682 231,23	0,00
2033	Frais d'insertion	13 916,99	0,00	0,00	0,00	1 687,32	0,00	15 604,31	0,00	15 604,31	0,00
	Sous Total compte 203	**449 992,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**247 843,48**	**0,00**	**697 835,54**	**0,00**	**697 835,54**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	1 654 739,95	0,00	0,00	0,00	810 736,47	0,00	2 465 476,42	0,00	2 465 476,42	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 205	**1 654 739,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**810 736,47**	**0,00**	**2 465 476,42**	**0,00**	**2 465 476,42**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**2 104 732,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 058 579,95**	**0,00**	**3 163 311,96**	**0,00**	**3 163 311,96**	**0,00**
2111	Terrains nus	200 860,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 860,77	0,00	200 860,77	0,00
2115	Terrains bâtis	155 348,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 348,18	0,00	155 348,18	0,00
	Sous Total compte 211	**356 208,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**356 208,95**	**0,00**	**356 208,95**	**0,00**
2128	Autres terrains	380,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380,11	0,00	380,11	0,00
	Sous Total compte 212	**380,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**380,11**	**0,00**	**380,11**	**0,00**
2131	Bâtiments	6 840 197,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 840 197,21	0,00	6 840 197,21	0,00
2135	Instal gales agenct amégts const	435 134,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 134,25	0,00	435 134,25	0,00
2138	Autres constructions	1 492 907,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 492 907,01	0,00	1 492 907,01	0,00
	Sous Total compte 213	**8 768 238,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 768 238,47**	**0,00**	**8 768 238,47**	**0,00**
2145	Installations générales, agencements, am	2 433 099,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 433 099,92	0,00	2 433 099,92	0,00
2148	Autres constructions	220 947,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 947,44	0,00	220 947,44	0,00
	Sous Total compte 214	**2 654 047,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 654 047,36**	**0,00**	**2 654 047,36**	**0,00**
2153	Instal à caractère spécif	154 774 619,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 774 619,77	0,00	154 774 619,77	0,00
2154	Mat indust	1 869 650,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 869 650,96	0,00	1 869 650,96	0,00
2155	Outillage industriel	417 664,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	417 664,22	0,00	417 664,22	0,00
2156	Mat transport exploitation	31 370 913,70	0,00	0,00	0,00	438 938,24	0,00	31 809 851,94	0,00	31 809 851,94	0,00
2157	Agenct amégat mat outil indust	1 088 173,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 088 173,54	0,00	1 088 173,54	0,00
	Sous Total compte 215	**189 521 022,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**438 938,24**	**0,00**	**189 959 960,43**	**0,00**	**189 959 960,43**	**0,00**
216	Collections et oeuvres d'art	80 408,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 408,53	0,00	80 408,53	0,00
2181	Instal gales agenct amngts divers	35 197,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 197,73	0,00	35 197,73	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2182	Mat de transport	36 006 259,31	0,00	0,00	0,00	2 583 213,64	0,00	38 589 472,95	0,00	38 589 472,95	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	224 393,12	0,00	0,00	0,00	153 013,01	0,00	377 406,13	0,00	377 406,13	0,00
2184	Mobilier	25 182,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 182,17	0,00	25 182,17	0,00
2188	Autres	792 444,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792 444,36	0,00	792 444,36	0,00
	Sous Total compte 218	**37 083 476,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 736 226,65**	**0,00**	**39 819 703,34**	**0,00**	**39 819 703,34**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**238 463 782,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 175 164,89**	**0,00**	**241 638 947,19**	**0,00**	**241 638 947,19**	**0,00**
2313	Constructions	1 175 803,21	0,00	0,00	0,00	2 624 755,42	0,00	3 800 558,63	0,00	3 800 558,63	0,00
2314	Constructions sur sol autrui	367 245,76	0,00	0,00	0,00	141 774,15	0,00	509 019,91	0,00	509 019,91	0,00
2315	Instal mat outil techn	4 390 553,07	0,00	0,00	0,00	7 165 620,81	0,00	11 556 173,88	0,00	11 556 173,88	0,00
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	1 231 193,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 231 193,42	0,00	1 231 193,42	0,00
	Sous Total compte 231	**7 164 795,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 932 150,38**	**0,00**	**17 096 945,84**	**0,00**	**17 096 945,84**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	9 469 586,66	0,00	0,00	0,00	2 529 111,44	8 016 464,76	11 998 698,10	8 016 464,76	3 982 233,34	0,00
	Sous Total compte 23	**16 634 382,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 461 261,82**	**8 016 464,76**	**29 095 643,94**	**8 016 464,76**	**21 079 179,18**	**0,00**
261	Titres de participation	151 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	152 000,00	0,00	152 000,00	0,00
266	Autres formes de participation	975 267,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	975 267,00	0,00	975 267,00	0,00
	Sous Total compte 26	**1 126 267,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**1 127 267,00**	**0,00**	**1 127 267,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	304,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	304,90	0,00	304,90	0,00
	Sous Total compte 27	**304,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**304,90**	**0,00**	**304,90**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	8 496,00	0,00	0,00	0,00	4 248,00	0,00	12 744,00	0,00	12 744,00
28033	Amort frais d'insertion	0,00	844,00	0,00	0,00	0,00	422,00	0,00	1 266,00	0,00	1 266,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**9 340,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 670,00**	**0,00**	**14 010,00**	**0,00**	**14 010,00**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	913 330,25	0,00	0,00	0,00	308 137,70	0,00	1 221 467,95	0,00	1 221 467,95

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280	**0,00**	**922 670,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**312 807,70**	**0,00**	**1 235 477,95**	**0,00**	**1 235 477,95**
28128	Autres terrains	0,00	165,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	180,00	0,00	180,00
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**165,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15,00**	**0,00**	**180,00**	**0,00**	**180,00**
28131	Bâtiments	0,00	1 961 217,00	0,00	0,00	0,00	273 590,00	0,00	2 234 807,00	0,00	2 234 807,00
28135	Installations générales, agencements, am	0,00	435 134,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 134,25	0,00	435 134,25
28138	Amort autres constructions	0,00	1 317 336,75	0,00	0,00	0,00	37 506,00	0,00	1 354 842,75	0,00	1 354 842,75
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**3 713 688,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**311 096,00**	**0,00**	**4 024 784,00**	**0,00**	**4 024 784,00**
28145	Installations générales, agencements, am	0,00	2 274 440,84	0,00	0,00	0,00	54 107,41	0,00	2 328 548,25	0,00	2 328 548,25
28148	Amort autres constructions	0,00	220 947,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 947,44	0,00	220 947,44
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**2 495 388,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 107,41**	**0,00**	**2 549 495,69**	**0,00**	**2 549 495,69**
28153	Instal à caractère spécif	0,00	106 206 297,92	0,00	0,00	0,00	6 215 090,00	0,00	112 421 387,92	0,00	112 421 387,92
28154	Mat indust	0,00	1 813 696,84	0,00	0,00	0,00	11 281,00	0,00	1 824 977,84	0,00	1 824 977,84
28155	Outillage industriel	0,00	273 576,04	0,00	0,00	0,00	7 886,00	0,00	281 462,04	0,00	281 462,04
28156	Mat transport exploitation	0,00	11 904 597,15	0,00	0,00	0,00	2 106 532,00	0,00	14 011 129,15	0,00	14 011 129,15
28157	Amort agenct amégat mat outil indust	0,00	1 026 182,29	0,00	0,00	0,00	61 676,59	0,00	1 087 858,88	0,00	1 087 858,88
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**121 224 350,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 402 465,59**	**0,00**	**129 626 815,83**	**0,00**	**129 626 815,83**
28181	Instal gales agenct amngts divers	0,00	35 197,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 197,73	0,00	35 197,73
28182	Mat de transport	0,00	34 724 602,12	0,00	0,00	0,00	186 118,00	0,00	34 910 720,12	0,00	34 910 720,12
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	217 020,63	0,00	0,00	0,00	4 113,69	0,00	221 134,32	0,00	221 134,32
28184	Mobilier	0,00	25 182,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 182,17	0,00	25 182,17
28188	Amort autres	0,00	763 923,12	0,00	0,00	0,00	2 188,00	0,00	766 111,12	0,00	766 111,12
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**35 765 925,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 419,69**	**0,00**	**35 958 345,46**	**0,00**	**35 958 345,46**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281	**0,00**	**163 199 517,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 960 103,69**	**0,00**	**172 159 620,98**	**0,00**	**172 159 620,98**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**164 122 187,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 272 911,39**	**0,00**	**173 395 098,93**	**0,00**	**173 395 098,93**
	Total classe 2	**258 329 468,33**	**164 122 187,54**	**0,00**	**0,00**	**16 696 006,66**	**17 289 376,15**	**275 025 474,99**	**181 411 563,69**	**267 009 010,23**	**173 395 098,93**
4011	Fournisseurs	0,00	495 299,65	7 394 732,20	8 125 834,82	0,00	0,00	7 394 732,20	8 621 134,47	0,00	1 226 402,27
40171	Fournisseurs - retenues de garantie	0,00	63 351,31	162,00	0,00	0,00	0,00	162,00	63 351,31	0,00	63 189,31
40174	Fournisseurs Intérêts moratoires	0,00	0,00	2 931,89	2 931,89	0,00	0,00	2 931,89	2 931,89	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**63 351,31**	**3 093,89**	**2 931,89**	**0,00**	**0,00**	**3 093,89**	**66 283,20**	**0,00**	**63 189,31**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**558 650,96**	**7 397 826,09**	**8 128 766,71**	**0,00**	**0,00**	**7 397 826,09**	**8 687 417,67**	**0,00**	**1 289 591,58**
4041	Fournis immob	0,00	642 667,03	11 152 060,61	10 723 228,26	0,00	0,00	11 152 060,61	11 365 895,29	0,00	213 834,68
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	8 551,76	4 380,64	162,00	0,00	0,00	4 380,64	8 713,76	0,00	4 333,12
40474	Fournisseurs dimmobilisations Intérêt	0,00	0,00	0,00	1 882,68	0,00	0,00	0,00	1 882,68	0,00	1 882,68
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**8 551,76**	**4 380,64**	**2 044,68**	**0,00**	**0,00**	**4 380,64**	**10 596,44**	**0,00**	**6 215,80**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**651 218,79**	**11 156 441,25**	**10 725 272,94**	**0,00**	**0,00**	**11 156 441,25**	**11 376 491,73**	**0,00**	**220 050,48**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	2 704 145,41	2 704 145,41	2 506 938,44	0,00	0,00	2 704 145,41	5 211 083,85	0,00	2 506 938,44
	Sous Total compte 40	**0,00**	**3 914 015,16**	**21 258 412,75**	**21 360 978,09**	**0,00**	**0,00**	**21 258 412,75**	**25 274 993,25**	**0,00**	**4 016 580,50**
411	Clients	1 319 385,78	0,00	940 502,02	2 190 891,28	0,00	0,00	2 259 887,80	2 190 891,28	68 996,52	0,00
4161	Créances douteuses	55 361,30	0,00	607 364,83	661 616,13	0,00	0,00	662 726,13	661 616,13	1 110,00	0,00
	Sous Total compte 416	**55 361,30**	**0,00**	**607 364,83**	**661 616,13**	**0,00**	**0,00**	**662 726,13**	**661 616,13**	**1 110,00**	**0,00**
418	Clients - produits non encore facturés	818 206,57	0,00	1 124 531,91	818 206,57	0,00	0,00	1 942 738,48	818 206,57	1 124 531,91	0,00
	Sous Total compte 41	**2 192 953,65**	**0,00**	**2 672 398,76**	**3 670 713,98**	**0,00**	**0,00**	**4 865 352,41**	**3 670 713,98**	**1 194 638,43**	**0,00**
425	Personnel - acomptes	0,00	0,00	776,47	776,47	0,00	0,00	776,47	776,47	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**776,47**	**776,47**	**0,00**	**0,00**	**776,47**	**776,47**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	0,00	0,00	14 257 640,71	14 257 640,71	0,00	0,00	14 257 640,71	14 257 640,71	0,00	0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	2 948,40	0,00	0,00	2 948,40	0,00	0,00	2 948,40	2 948,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**2 948,40**	**0,00**	**14 257 640,71**	**14 260 589,11**	**0,00**	**0,00**	**14 260 589,11**	**14 260 589,11**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	379,44	379,44	0,00	0,00	0,00	379,44	379,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**379,44**	**379,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**379,44**	**379,44**	**0,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	916 666,70	2 777 217,61	2 082 635,23	0,00	0,00	2 777 217,61	2 999 301,93	0,00	222 084,32
	Sous Total compte 443	**0,00**	**916 666,70**	**2 777 217,61**	**2 082 635,23**	**0,00**	**0,00**	**2 777 217,61**	**2 999 301,93**	**0,00**	**222 084,32**
4452	Etat - TVA intra-communautaire due	0,00	35 687,41	541 718,14	506 030,73	0,00	0,00	541 718,14	541 718,14	0,00	0,00
4453	TVA due à l'importation	0,00	0,00	24 111,84	24 111,84	0,00	0,00	24 111,84	24 111,84	0,00	0,00
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	0,00	910 183,00	910 183,00	0,00	0,00	910 183,00	910 183,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**910 183,00**	**910 183,00**	**0,00**	**0,00**	**910 183,00**	**910 183,00**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	53 188,37	0,00	1 781 177,88	1 827 140,51	0,00	0,00	1 834 366,25	1 827 140,51	7 225,74	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	190 124,24	0,00	7 759 446,38	7 837 891,76	0,00	0,00	7 949 570,62	7 837 891,76	111 678,86	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	196 468,00	0,00	7 674 020,00	7 870 488,00	0,00	0,00	7 870 488,00	7 870 488,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**439 780,61**	**0,00**	**17 214 644,26**	**17 535 520,27**	**0,00**	**0,00**	**17 654 424,87**	**17 535 520,27**	**118 904,60**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	6 525,26	1 969 147,83	1 974 503,61	0,00	0,00	1 969 147,83	1 981 028,87	0,00	11 881,04
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**6 525,26**	**1 969 147,83**	**1 974 503,61**	**0,00**	**0,00**	**1 969 147,83**	**1 981 028,87**	**0,00**	**11 881,04**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	1 186 992,00	0,00	8 846 863,70	8 920 693,70	0,00	0,00	10 033 855,70	8 920 693,70	1 113 162,00	0,00
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	3 799,27	0,00	0,00	730,11	0,00	0,00	3 799,27	730,11	3 069,16	0,00
	Sous Total compte 4458	**1 190 791,27**	**0,00**	**8 846 863,70**	**8 921 423,81**	**0,00**	**0,00**	**10 037 654,97**	**8 921 423,81**	**1 116 231,16**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**1 630 571,88**	**42 212,67**	**29 506 668,77**	**29 871 773,26**	**0,00**	**0,00**	**31 137 240,65**	**29 913 985,93**	**1 223 254,72**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	0,00	345 160,00	345 160,00	0,00	0,00	345 160,00	345 160,00	0,00	0,00
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	2 538 909,95	2 538 909,95	2 409 628,28	0,00	0,00	2 538 909,95	4 948 538,23	0,00	2 409 628,28
4487	Etat - produits à recevoir	10 097 231,79	0,00	10 264 421,03	10 097 231,79	0,00	0,00	20 361 652,82	10 097 231,79	10 264 421,03	0,00
	Sous Total compte 448	**10 097 231,79**	**2 538 909,95**	**12 803 330,98**	**12 506 860,07**	**0,00**	**0,00**	**22 900 562,77**	**15 045 770,02**	**7 854 792,75**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**11 730 752,07**	**3 498 168,76**	**59 690 397,51**	**59 067 017,67**	**0,00**	**0,00**	**71 421 149,58**	**62 565 186,43**	**8 855 963,15**	**0,00**
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	0,00	2 243 459,42	111 428 774,74	104 758 189,39	0,00	0,00	111 428 774,74	107 001 648,81	4 427 125,93	0,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**2 243 459,42**	**111 428 774,74**	**104 758 189,39**	**0,00**	**0,00**	**111 428 774,74**	**107 001 648,81**	**4 427 125,93**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**2 243 459,42**	**111 428 774,74**	**104 758 189,39**	**0,00**	**0,00**	**111 428 774,74**	**107 001 648,81**	**4 427 125,93**	**0,00**
4632	Empt publics - intérets à payer	0,00	204 023,74	1 161 393,23	1 081 959,76	0,00	0,00	1 161 393,23	1 285 983,50	0,00	124 590,27
	Sous Total compte 463	**0,00**	**204 023,74**	**1 161 393,23**	**1 081 959,76**	**0,00**	**0,00**	**1 161 393,23**	**1 285 983,50**	**0,00**	**124 590,27**
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	753 245,55	81 495 953,32	81 471 631,39	0,00	0,00	81 495 953,32	82 224 876,94	0,00	728 923,62
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**753 245,55**	**81 495 953,32**	**81 471 631,39**	**0,00**	**0,00**	**81 495 953,32**	**82 224 876,94**	**0,00**	**728 923,62**
46721	Débiteurs divers - amiable	330 248,13	0,00	3 397 788,23	2 958 165,15	0,00	0,00	3 728 036,36	2 958 165,15	769 871,21	0,00
	Sous Total compte 4672	**330 248,13**	**0,00**	**3 397 788,23**	**2 958 165,15**	**0,00**	**0,00**	**3 728 036,36**	**2 958 165,15**	**769 871,21**	**0,00**
4678	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,10	0,10	0,00	0,00	0,10	0,10	0,00	0,00
	Sous Total compte 467	**330 248,13**	**753 245,55**	**84 893 741,65**	**84 429 796,64**	**0,00**	**0,00**	**85 223 989,78**	**85 183 042,19**	**40 947,59**	**0,00**
4686	Divers - charges à payer	0,00	2 561 638,96	2 561 638,96	1 567 481,03	0,00	0,00	2 561 638,96	4 129 119,99	0,00	1 567 481,03
4687	Divers - produits à recevoir	42 484,47	0,00	250 825,00	42 484,47	0,00	0,00	293 309,47	42 484,47	250 825,00	0,00
	Sous Total compte 468	**42 484,47**	**2 561 638,96**	**2 812 463,96**	**1 609 965,50**	**0,00**	**0,00**	**2 854 948,43**	**4 171 604,46**	**0,00**	**1 316 656,03**
	Sous Total compte 46	**372 732,60**	**3 518 908,25**	**88 867 598,84**	**87 121 721,90**	**0,00**	**0,00**	**89 240 331,44**	**90 640 630,15**	**0,00**	**1 400 298,71**
4711	Verst des régisseurs	0,00	0,00	183 509,60	183 509,60	0,00	0,00	183 509,60	183 509,60	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	1 383,20	85 331 804,29	85 330 421,09	0,00	0,00	85 331 804,29	85 331 804,29	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	0,00	800,00	800,00	0,00	0,00	800,00	800,00	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	0,00	25 005,00	25 005,00	0,00	0,00	25 005,00	25 005,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**25 805,00**	**25 805,00**	**0,00**	**0,00**	**25 805,00**	**25 805,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**25 805,00**	**25 805,00**	**0,00**	**0,00**	**25 805,00**	**25 805,00**	**0,00**	**0,00**
4716	Versement des mandataires	0,00	0,01	13 793 039,41	13 793 039,40	0,00	0,00	13 793 039,41	13 793 039,41	0,00	0,00
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	889 647,53	889 647,53	0,00	0,00	889 647,53	889 647,53	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**1 383,21**	**100 223 805,83**	**100 222 422,62**	**0,00**	**0,00**	**100 223 805,83**	**100 223 805,83**	**0,00**	**0,00**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	6 572 055,76	6 572 055,76	0,00	0,00	6 572 055,76	6 572 055,76	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	1 715 162,20	1 715 162,20	0,00	0,00	1 715 162,20	1 715 162,20	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**8 287 217,96**	**8 287 217,96**	**0,00**	**0,00**	**8 287 217,96**	**8 287 217,96**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	4,52	0,00	2,14	6,22	0,00	0,00	6,66	6,22	0,44	0,00
	Sous Total compte 478	**4,52**	**0,00**	**2,14**	**6,22**	**0,00**	**0,00**	**6,66**	**6,22**	**0,44**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**4,52**	**1 383,21**	**108 511 025,93**	**108 509 646,80**	**0,00**	**0,00**	**108 511 030,45**	**108 511 030,01**	**0,44**	**0,00**
4818	Charges à étaler	5 795 738,39	0,00	0,00	0,00	0,00	887 474,39	5 795 738,39	887 474,39	4 908 264,00	0,00
	Sous Total compte 481	**5 795 738,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**887 474,39**	**5 795 738,39**	**887 474,39**	**4 908 264,00**	**0,00**
487	Produits constatés d'avance	0,00	1 315 976,54	1 315 976,54	2 065 453,43	0,00	0,00	1 315 976,54	3 381 429,97	0,00	2 065 453,43
	Sous Total compte 48	**5 795 738,39**	**1 315 976,54**	**1 315 976,54**	**2 065 453,43**	**0,00**	**887 474,39**	**7 111 714,93**	**4 268 904,36**	**2 842 810,57**	**0,00**
491	Dépréciat comptes de clients	0,00	61,38	61,38	44,40	0,00	0,00	61,38	105,78	0,00	44,40
	Sous Total compte 49	**0,00**	**61,38**	**61,38**	**44,40**	**0,00**	**0,00**	**61,38**	**105,78**	**0,00**	**44,40**
	Total classe 4	**20 092 181,23**	**14 491 972,72**	**393 745 422,92**	**386 554 542,13**	**0,00**	**887 474,39**	**413 837 604,15**	**401 933 989,24**	**23 050 281,80**	**11 146 666,89**
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00	0,00
	Sous Total compte 541	**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 54	**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	19 364 058,83	19 364 058,83	0,00	0,00	19 364 058,83	19 364 058,83	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	1 099 486,68	1 099 486,68	0,00	0,00	1 099 486,68	1 099 486,68	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**20 463 545,51**	**20 463 545,51**	**0,00**	**0,00**	**20 463 545,51**	**20 463 545,51**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**200,00**	**0,00**	**20 463 545,51**	**20 463 545,51**	**0,00**	**0,00**	**20 463 745,51**	**20 463 545,51**	**200,00**	**0,00**
60221	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	666 443,93	666 443,93	666 443,93	666 443,93	0,00	0,00
	Sous Total compte 6022	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**666 443,93**	**666 443,93**	**666 443,93**	**666 443,93**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 602	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**666 443,93**	**666 443,93**	**666 443,93**	**666 443,93**	**0,00**	**0,00**
604	Achts études presta serv	0,00	0,00	0,00	0,00	17 163,51	2 000,00	17 163,51	2 000,00	15 163,51	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	869 678,38	167,62	869 678,38	167,62	869 510,76	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	277,10	0,00	277,10	0,00	277,10	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	364,92	0,00	364,92	0,00	364,92	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	384,74	0,00	384,74	0,00	384,74	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**870 705,14**	**167,62**	**870 705,14**	**167,62**	**870 537,52**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 554 312,58**	**668 611,55**	**1 554 312,58**	**668 611,55**	**885 701,03**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	582 965,25	258 774,90	582 965,25	258 774,90	324 190,35	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	5 341 623,09	2 053 066,99	5 341 623,09	2 053 066,99	3 288 556,10	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 211 520,01	147 749,01	1 211 520,01	147 749,01	1 063 771,00	0,00
	Sous Total compte 612	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 553 143,10**	**2 200 816,00**	**6 553 143,10**	**2 200 816,00**	**4 352 327,10**	**0,00**
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	171,54	0,00	171,54	0,00	171,54	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	18 437,21	0,00	18 437,21	0,00	18 437,21	0,00
6137	Redev droits passage servitude diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	623 038,78	47 926,09	623 038,78	47 926,09	575 112,69	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**641 647,53**	**47 926,09**	**641 647,53**	**47 926,09**	**593 721,44**	**0,00**
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	40 128,04	0,00	40 128,04	0,00	40 128,04	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 128,04**	**0,00**	**40 128,04**	**0,00**	**40 128,04**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	255 936,59	26 086,50	255 936,59	26 086,50	229 850,09	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 064,63**	**26 086,50**	**296 064,63**	**26 086,50**	**269 978,13**	**0,00**
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	11 009,53	0,00	11 009,53	0,00	11 009,53	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 009,53**	**0,00**	**11 009,53**	**0,00**	**11 009,53**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	189 183,00	129 472,00	189 183,00	129 472,00	59 711,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 477,73	0,00	1 477,73	0,00	1 477,73	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 275 490,77**	**2 663 075,49**	**8 275 490,77**	**2 663 075,49**	**5 612 415,28**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	765 112,85	64 778,34	765 112,85	64 778,34	700 334,51	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**765 112,85**	**64 778,34**	**765 112,85**	**64 778,34**	**700 334,51**	**0,00**
6225	Indemnités au comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	266,67	0,00	266,67	0,00	266,67	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940,00	1 940,00	1 940,00	1 940,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359,38	0,00	1 359,38	0,00	1 359,38	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 566,05**	**1 940,00**	**3 566,05**	**1 940,00**	**1 626,05**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	709,91	0,00	709,91	0,00	709,91	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	124 230,94	21 823,28	124 230,94	21 823,28	102 407,66	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**124 940,85**	**21 823,28**	**124 940,85**	**21 823,28**	**103 117,57**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 516,42	0,00	4 516,42	0,00	4 516,42	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	776,47	776,47	776,47	776,47	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 618,61	0,00	2 618,61	0,00	2 618,61	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 911,50**	**776,47**	**7 911,50**	**776,47**	**7 135,03**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	995,65	0,00	995,65	0,00	995,65	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	3 544,64	812,53	3 544,64	812,53	2 732,11	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 540,29**	**812,53**	**4 540,29**	**812,53**	**3 727,76**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 416,09	0,00	3 416,09	0,00	3 416,09	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	17 664,89	0,00	17 664,89	0,00	17 664,89	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	4 001,60	0,00	4 001,60	0,00	4 001,60	0,00
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	225 683,00	0,00	225 683,00	0,00	225 683,00	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**247 349,49**	**0,00**	**247 349,49**	**0,00**	**247 349,49**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 156 837,12**	**90 130,62**	**1 156 837,12**	**90 130,62**	**1 066 706,50**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	345 160,00	0,00	345 160,00	0,00	345 160,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**	**345 160,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	32 450,77	13 717,64	32 450,77	13 717,64	18 733,13	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 450,77**	**13 717,64**	**32 450,77**	**13 717,64**	**18 733,13**	**0,00**
65712	Région	0,00	0,00	0,00	0,00	78 907,61	39 720,48	78 907,61	39 720,48	39 187,13	0,00
65714	Cnes	0,00	0,00	0,00	0,00	34 379,34	24 000,00	34 379,34	24 000,00	10 379,34	0,00
65718	Autres organismes divers	0,00	0,00	0,00	0,00	650 485,80	650 485,80	650 485,80	650 485,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 6571	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**763 772,75**	**714 206,28**	**763 772,75**	**714 206,28**	**49 566,47**	**0,00**
65732	Région	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 951,46	1 748 951,46	2 351 951,46	1 748 951,46	603 000,00	0,00
65734	Cnes	0,00	0,00	0,00	0,00	201 745,54	10 973,87	201 745,54	10 973,87	190 771,67	0,00
65738	Autres organismes divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 555 497,00**	**1 759 925,33**	**2 555 497,00**	**1 759 925,33**	**795 571,67**	**0,00**
6574	Subv exploit aux personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	65 246 563,67	2 303 466,68	65 246 563,67	2 303 466,68	62 943 096,99	0,00
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 565 833,42**	**4 777 598,29**	**68 565 833,42**	**4 777 598,29**	**63 788 235,13**	**0,00**
6583	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,08	0,00	0,08	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,08**	**0,00**	**0,08**	**0,00**	**0,08**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 598 284,27**	**4 791 315,93**	**68 598 284,27**	**4 791 315,93**	**63 806 968,34**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 543 547,65	729,16	1 543 547,65	729,16	1 542 818,49	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	185 296,19	299 089,74	185 296,19	299 089,74	0,00	113 793,55
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 728 843,84**	**299 818,90**	**1 728 843,84**	**299 818,90**	**1 429 024,94**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 728 843,84**	**299 818,90**	**1 728 843,84**	**299 818,90**	**1 429 024,94**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 728 843,84**	**299 818,90**	**1 728 843,84**	**299 818,90**	**1 429 024,94**	**0,00**
6711	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 048,41	0,00	1 048,41	0,00	1 048,41	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 814,57	0,00	4 814,57	0,00	4 814,57	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 862,98**	**0,00**	**5 862,98**	**0,00**	**5 862,98**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00	0,00	800,00	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 662,98**	**0,00**	**6 662,98**	**0,00**	**6 662,98**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	9 272 911,39	0,00	9 272 911,39	0,00	9 272 911,39	0,00
6812	DA - charges exploit à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	887 474,39	0,00	887 474,39	0,00	887 474,39	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	44,40	0,00	44,40	0,00	44,40	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 160 430,18**	**0,00**	**10 160 430,18**	**0,00**	**10 160 430,18**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 160 430,18**	**0,00**	**10 160 430,18**	**0,00**	**10 160 430,18**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 826 021,74**	**8 512 952,49**	**91 826 021,74**	**8 512 952,49**	**83 426 862,80**	**113 793,55**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7061	Transports de voyageurs	0,00	0,00	0,00	0,00	2 709 893,86	14 603 263,59	2 709 893,86	14 603 263,59	0,00	11 893 369,73
7068	Services accessoires aux transports	0,00	0,00	0,00	0,00	173 766,14	1 446 285,61	173 766,14	1 446 285,61	0,00	1 272 519,47
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 883 660,00**	**16 049 549,20**	**2 883 660,00**	**16 049 549,20**	**0,00**	**13 165 889,20**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 883 660,00**	**16 049 549,20**	**2 883 660,00**	**16 049 549,20**	**0,00**	**13 165 889,20**
734	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	9 311 598,21	60 855 098,58	9 311 598,21	60 855 098,58	0,00	51 543 500,37
739	Restitution de la taxe versement mobilit	0,00	0,00	0,00	0,00	758 172,28	258 172,28	758 172,28	258 172,28	500 000,00	0,00
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 069 770,49**	**61 113 270,86**	**10 069 770,49**	**61 113 270,86**	**0,00**	**51 043 500,37**
7471	Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	874 648,25	0,00	874 648,25	0,00	874 648,25
7472	Région	0,00	0,00	0,00	0,00	148 295,26	3 319 910,59	148 295,26	3 319 910,59	0,00	3 171 615,33
7473	Dépt	0,00	0,00	0,00	0,00	281 537,01	853 239,08	281 537,01	853 239,08	0,00	571 702,07
7475	Grp coll	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**429 832,27**	**18 747 797,92**	**429 832,27**	**18 747 797,92**	**0,00**	**18 317 965,65**
748	Autres subv exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 405,00	0,00	25 405,00	0,00	25 405,00
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**429 832,27**	**18 773 202,92**	**429 832,27**	**18 773 202,92**	**0,00**	**18 343 370,65**
751	Redevances pour concessions, brevets, li	0,00	0,00	0,00	0,00	42 484,47	293 309,47	42 484,47	293 309,47	0,00	250 825,00
753	Compensation liée au relèvement du seuil	0,00	0,00	0,00	0,00	355 801,31	711 582,62	355 801,31	711 582,62	0,00	355 781,31
757	Redev versées fermiers concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 285,78**	**1 014 892,09**	**398 285,78**	**1 014 892,09**	**0,00**	**616 606,31**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 034,97	0,00	144 034,97	0,00	144 034,97

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	660 354,38	0,00	660 354,38	0,00	660 354,38
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**804 389,35**	**0,00**	**804 389,35**	**0,00**	**804 389,35**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 747,98	0,00	72 747,98	0,00	72 747,98
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 963,00	0,00	334 963,00	0,00	334 963,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 212 100,33**	**0,00**	**1 212 100,33**	**0,00**	**1 212 100,33**
7815	Rep provis risques et charges exploit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 391 099,05	0,00	1 391 099,05	0,00	1 391 099,05
7817	Reprises dépréciations actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,38	0,00	61,38	0,00	61,38
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 391 160,43**	**0,00**	**1 391 160,43**	**0,00**	**1 391 160,43**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 391 160,43**	**0,00**	**1 391 160,43**	**0,00**	**1 391 160,43**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 781 548,54**	**99 604 175,83**	**13 781 548,54**	**99 604 175,83**	**500 000,00**	**86 322 627,29**
	Total général	**280 506 840,56**	**280 506 840,56**	**422 909 126,83**	**411 403 918,16**	**134 231 968,93**	**145 737 177,60**	**837 647 936,32**	**837 647 936,32**	**376 406 308,83**	**376 406 308,83**

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	282 621 617,93	262 612 192,34	0,00	262 612 192,34
RECETTES	282 621 617,93	277 682 505,33	0,00	277 682 505,33
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	185 086 887,06	69 367 216,67	56 883 133,13	126 250 349,80
RECETTES	185 086 887,06	91 417 318,60	42 960 238,51	134 377 557,11

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET Eau / Numéro SIRET : 20006600900065

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	56 977 970,00	53 000 759,79	0,00	53 000 759,79
RECETTES	56 977 970,00	54 168 850,76	0,00	54 168 850,76
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 253 699,19	17 440 470,34	6 802 286,07	24 242 756,41
RECETTES	32 253 699,19	27 825 059,28	1 938 131,24	29 763 190,52

BUDGET ZA bantzenheim / Numéro SIRET : 20006600900040

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 155 000,00	926 523,69	0,00	926 523,69
RECETTES	1 155 000,00	912 013,97	0,00	912 013,97
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 860 325,69	789 995,54	0,00	789 995,54
RECETTES	1 860 325,69	923 325,69	0,00	923 325,69

BUDGET Chauffage urbain / Numéro SIRET : 20006600900024

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	25 646 728,85	15 786 492,81	0,00	15 786 492,81
RECETTES	25 646 728,85	16 260 945,08	0,00	16 260 945,08
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 679 030,57	12 172 740,31	800 922,67	12 973 662,98
RECETTES	15 679 030,57	12 580 651,40	0,00	12 580 651,40

BUDGET Transports / Numéro SIRET : 20006600900032

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	87 686 272,00	83 813 069,25	0,00	83 813 069,25
RECETTES	87 686 272,00	86 322 627,29	0,00	86 322 627,29
INVESTISSEMENT				

BUDGET Transports / Numéro SIRET : 20006600900032				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	52 220 574,21	28 295 717,64	6 355 872,31	34 651 589,95
RECETTES	52 220 574,21	37 291 368,27	850 000,00	38 141 368,27

BUDGET ZA Amélie IV / Numéro SIRET : 20006600900081				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
RECETTES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
RECETTES	4 892 500,00	935 841,00	0,00	935 841,00

BUDGET ITI / Numéro SIRET : 20006600900099				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00
RECETTES	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 500 000,00	675 258,77	0,00	675 258,77
RECETTES	6 500 000,00	0,00	675 258,77	675 258,77

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	459 480 088,78	418 999 211,58	0,00	418 999 211,58
RECETTES	459 480 088,78	438 207 116,13	0,00	438 207 116,13
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	298 493 016,72	131 561 072,97	70 842 214,18	202 403 287,15
RECETTES	298 493 016,72	170 973 564,24	46 423 628,52	217 397 192,76
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	757 973 105,50	550 560 284,55	70 842 214,18	621 402 498,73
TOTAL AGREGE DES RECETTES	757 973 105,50	609 180 680,37	46 423 628,52	655 604 308,89

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**202 682 478,21**									
1641 Emprunts en euros (total)					202 682 478,21									
2002TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/06/2003	01/07/2003	01/07/2004	11 300 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	3,250	EUR	A	X	O	A-1
2004TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2004	01/05/2004	01/05/2005	18 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	2,500	EUR	A	X	O	A-1
2006TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2005	01/10/2005	01/10/2006	6 700 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	2,250	EUR	A	X	O	A-1
2008TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	15/06/2005	15/06/2006	20 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,100	2,150	EUR	A	C	O	A-1
2009TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	17/10/2005	15/09/2006	15 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor 0.02 sur Euribor 3M) + (-0.02)	2,160	2,210	EUR	A	C	O	A-1
2011TC	SFIL CAFFIL	09/11/2006	01/01/2007	01/01/2008	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor -0.019 sur Euribor 12M + 0.019	4,040	4,100	EUR	A	C	O	A-1
2012TC	SOCIETE GENERALE	29/12/2006	29/12/2006	29/12/2007	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	4,020	4,080	EUR	A	C	O	A-1
2013TC	SFIL CAFFIL	01/01/2007	01/10/2008	01/01/2009	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	5,020	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2014TC	SOCIETE GENERALE	26/11/2006	31/12/2008	31/12/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,910	3,970	EUR	A	C	O	A-1
20151TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	10 000 000,00	C	Taux fixe à 3.82 %	3,820	3,930	EUR	T	C	O	B-1
20161TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	4 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.035 sur Euribor 3M) + 0.035	0,740	0,760	EUR	T	P	O	A-1
2017TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	3,980	EUR	A	C	O	A-1
2018TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,380	3,430	EUR	A	C	O	B-1
2019TC	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	17 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
2020TC	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1
2021TC	CAISSE D'EPARGNE	27/12/2011	27/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.6	3,850	3,910	EUR	T	C	O	A-1
2022TC	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	31/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
2023TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2016	1 682 478,21	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
2024TC	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	16/11/2017	31/03/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,300	EUR	T	C	O	A-1
2025	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,310	EUR	T	C	O	A-1
2026TC	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,260	EUR	M	C	O	A-1
2027TC	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,670	EUR	T	C	O	A-1
2028TC	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
2029TC	SFIL CAFFIL	10/12/2020	01/02/2021	01/05/2021	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,360	EUR	T	C	O	A-1
2030TC	SFIL CAFFIL	19/11/2021	17/12/2021	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
DD24615421	ARKEA	20/03/2025	17/04/2025	30/06/2025	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	3,390	EUR	T	C	O	A-1
GEE2505D	CAISSE D'EPARGNE	24/11/2025	27/11/2025	27/02/2026	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.65 %	3,650	3,700	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**202 682 478,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**68 041 825,49**					**9 836 324,93**	**1 543 548,26**	**0,00**	**248 138,56**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		68 041 825,49					9 836 324,93	1 543 548,26	0,00	248 138,56
2002TC	N	0,00	A-1	1 640 860,90	2,50	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,010	520 563,72	71 044,42	0,00	21 620,62
2004TC	N	0,00	A-1	3 474 804,28	3,33	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,890	799 481,97	140 966,28	0,00	61 132,42
2006TC	N	0,00	A-1	1 663 170,32	4,75	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,960	291 880,69	63 539,16	0,00	8 017,87
2008TC	N	0,00	A-1	4 000 000,00	4,46	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,490	800 000,00	111 661,60	0,00	3 964,44
2009TC	N	0,00	A-1	3 000 000,00	4,71	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,480	600 000,00	86 973,86	0,00	2 973,33
2011TC	N	0,00	A-1	200 000,00	1,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.019)-Floor -0.019 sur TAM(Postfixé)	2,470	100 000,00	12 050,55	0,00	4 932,81
2012TC	N	0,00	A-1	150 000,00	0,99	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	2,520	150 000,00	7 569,19	0,00	19,02
2013TC	N	0,00	A-1	1 200 000,00	2,75	F	Taux fixe à 4.86 %	4,910	400 000,00	71 442,00	0,00	14 742,00
2014TC	N	0,00	A-1	388 888,87	1,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,950	388 888,89	30 833,49	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
20151TC	N	0,00	B-1	3 700 000,00	9,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,820	400 000,00	151 378,50	0,00	35 353,50
20161TC	N	0,00	A-1	1 566 814,65	9,00	F	Taux fixe à 3.44 %	3,480	163 055,96	58 202,74	0,00	13 624,32
2017TC	N	0,00	A-1	2 520 000,00	9,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,960	280 000,00	111 284,44	0,00	0,00
2018TC	N	0,00	B-1	1 400 000,00	4,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,420	350 000,00	59 971,53	0,00	0,00
2019TC	N	0,00	A-1	4 250 000,00	5,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,390	850 000,00	162 562,50	0,00	0,00
2020TC	N	0,00	A-1	357 158,14	1,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	341 663,19	25 505,93	0,00	0,00
2021TC	N	0,00	A-1	333 333,32	1,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,930	333 333,33	15 895,83	0,00	0,00
2022TC	N	0,00	A-1	916 666,83	2,67	F	Taux fixe à 3.46 %	3,450	333 333,32	38 925,00	0,00	2 643,06
2023TC	N	0,00	A-1	841 239,11	9,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,450	84 123,91	37 014,52	0,00	26 139,17
2024TC	N	0,00	A-1	1 400 000,00	7,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	200 000,00	19 672,50	0,00	0,00
2025	N	0,00	A-1	2 333 333,12	6,83	F	Taux fixe à 1.28 %	1,290	333 333,36	32 980,73	0,00	5 060,74
2026TC	N	0,00	A-1	2 088 889,08	7,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,240	266 666,64	27 776,71	0,00	1 141,93
2027TC	N	0,00	A-1	4 666 666,74	8,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,670	533 333,32	33 454,67	0,00	2 566,67
2028TC	N	0,00	A-1	1 300 000,07	9,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	133 333,32	9 536,38	0,00	1 473,33
2029TC	N	0,00	A-1	6 150 000,00	10,08	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	600 000,00	23 152,50	0,00	3 587,50
2030TC	N	0,00	A-1	3 750 000,05	11,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,610	333 333,32	24 079,17	0,00	5 687,50
DD24615421	N	0,00	A-1	4 750 000,01	14,25	F	Taux fixe à 3.35 %	3,340	249 999,99	116 074,06	0,00	0,00
GEE2505D	N	0,00	A-1	10 000 000,00	17,91	F	Taux fixe à 3.65 %	3,580	0,00	0,00	0,00	33 458,33
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**68 041 825,49**					**9 836 324,93**	**1 543 548,26**	**0,00**	**248 138,56**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
20151TC	SFIL CAFFIL	10 000 000,00	3 700 000,00	1	25,00		Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe à 3.82 %	191 410,63	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,820	151 378,50	0,00	5,44
2018TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	7 000 000,00	1 400 000,00	1	20,00		Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	36 901,00	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,420	59 971,53	0,00	2,06
TOTAL (B)		**17 000 000,00**	**5 100 000,00**						**228 311,63**			**211 350,03**	**0,00**	**7,50**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Nominal (2)**	**Capital restant dû au 31/12/N (3)**	**Type d'indices (4)**	**Durée du contrat**	**Dates des périodes bonifiées**	**Taux minimal (5)**	**Taux maximal (6)**	**Coût de sortie (7)**	**Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)**	**Niveau du taux au 31/12/N (9)**	**Intérêts payés au cours de l'exercice (10)**	**Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)**	**% par type de taux selon le capital restant dû**
TOTAL GENERAL		**17 000 000,00**	**5 100 000,00**						**228 311,63**			**211 350,03**	**0,00**	**7,50**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	25	0	0	0	0	
	% de l'encours	92,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	62 941 825,49	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	**B2**

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1 000 €		17/12/2010
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - Frais d'insertion non suivie de réalisation	5	17/12/2010
L	2121/2125/2128 - Aménagements de terrains nus, terrains bâtis, autres terrains	25	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) : 2131 - bâtiments publics	25	17/12/2010
L	Constructions (cptes 213) : 2135 Instal générales, agencemts, aménagemts des constructions	5	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) : 2138 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2141 - bâtiments	25	17/12/2010
L	Construction s/sol autrui (cpts 214) : 2145 Instal générales, agencemts, aménagemts constructions	10	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2148 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2153 - Installation à caractère spécifique	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2154 - Matériel industriel	10	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) : 2155 - Outillage industriel	10	17/12/2010
L	2155 - Insfrastracture Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - travaux de rénovation des bus	3	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - véhicule pour personne à mobilité réduite	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - Autobus d'occasion	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Mat de transport : équipemts des bus (mat embarqué) et déco extérieure des bus	10	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - rame de Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport : - Autobus neuf	15	17/12/2010
L	2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10	17/12/2010
L	2183 - Matériel informatique et bureautique	5	17/12/2010
L	2184 - Mobilier	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles : - petit matériel < 500 ?	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles : - petit matériel > 500 ?	10	17/12/2010
L	2188 - Equipement spécifique électrique	25	17/12/2010

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**44,40**		**61,38**	**105,78**	**61,38**	**44,40**
Provisions pour dépréciation	44,40	31/12/2025	61,38	105,78	61,38	44,40
TOTAL BUDGETAIRES	**44,40**		**61,38**	**105,78**	**61,38**	**44,40**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**
Provisions pour litiges	0,00	31/12/2023	1 391 099,05	1 391 099,05	1 391 099,05	0,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**1 391 099,05**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES — B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				**34 629 022,43**	**28 833 284,03**	**887 474,39**	**4 908 264,01**
2025	Charges à étaler Tram-Train	15	04/10/2002	34 629 022,43	28 833 284,03	887 474,39	4 908 264,01

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS	B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS	**B6.2**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
	Subvention d'exploitation	Convention gestion des feux	Ville de Mulhouse	Commune	122 500,00
65734	Subvention équipement	Extension parking gare	Commune de Bollwiller	Commune	14 379,34
65734	Subvention d'exploitation	RPI	Commune de Chalampe	Commune	16 801,24
65734	Subvention d'exploitation	RPI	Commune de Heimsbrunn	Commune	29 936,40
65738	Subvention d'exploitation	Challenge vélo	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL LE BOAT	Association	5 000,00
6574	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	SOLEA	Entreprises	61 740 457,93

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL — B8.1

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2004	**Mobilier : Véhicules tramway**	3 284 907,18	Sogefinerg	25	3 290 745,46	3 299 788,92	3 300 679,46	3 309 716,84	5 842 001,56	19 042 932,24
2008	**Mobilier : Autobus**	0,00	La Banque Postale Crédit Entreprises	15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2009	**Immobilier : Atelier et bâtiment administratif**	1 063 771,00	Unifergie	27	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	9 573 935,04	13 829 017,28

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL	B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- DSP pour la Gestion du Service Public de la Mobilité Urbaine 2025-2030	SOLEA		SAEML	62 938 096,99
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				
- Participation au capital SOLEA - Valorisation de mai 2026	SOLEA		SAEML	600 000,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-4 694 953,95**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-4 810 618,26**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-9 505 572,21**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**4 200 534,33**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-9 505 572,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-5 305 037,88**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**10 586 169,00**	**10 512 287,93**	**6 355 872,31**	**16 868 160,24**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**12 491 626,00**	**10 160 385,78**	**850 000,00**	**11 010 385,78**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 905 457,00**	**-351 902,15**	**-5 505 872,31**	**-5 857 774,46**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-4 694 953,95**			**-4 694 953,95**
Affectation au 106 (C)	**4 200 534,33**	**4 200 534,33**		**4 200 534,33**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-494 419,62**			**-494 419,62**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-6 352 194,08**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**10 586 169,00**	**I**	**10 512 287,93**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**10 179 127,00**		**10 177 324,93**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	9 838 127,00		9 836 324,93
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	341 000,00		341 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**407 042,00**		**334 963,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*407 042,00*		*334 963,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**12 491 626,00**	**III 10 160 385,78**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**12 491 626,00**	**10 160 385,78**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*380 000,00*	*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*208 555,16*	*4 248,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 178,19*	*422,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*305 138,30*	*308 137,70*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*15,00*	*15,00*
28131	*Bâtiments*	*273 590,00*	*273 590,00*
28138	*Autres constructions*	*37 506,00*	*37 506,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*54 107,41*	*54 107,41*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 226 053,25*	*6 215 090,00*
28154	*Matériel industriel*	*11 281,00*	*11 281,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 886,00*	*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 252 566,64*	*2 106 532,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*61 676,59*	*61 676,59*
28182	*Matériel de transport*	*342 368,00*	*186 118,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 328,46*	*4 113,69*
28188	*Autres*	*2 188,00*	*2 188,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*992 088,00*	*887 474,39*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 331 100,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	234 049,90	0,00	0,00	0,00	231 340,21	2 709,69
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	238 328,20	0,00	0,00	0,00	0,00	238 328,20
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	434 108,89	0,00	0,00	422 573,89	11 535,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 502 962,47	319 381,59	0,00	70 364,24	581 500,59	4 531 716,05
A150	Autres immobilisations corporelles	2 583 213,64	2 583 213,64	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**8 993 663,10**	**2 902 595,23**	**0,00**	**492 938,13**	**824 375,80**	**4 773 753,94**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	234 049,90	0,00	0,00	231 340,21	2 709,69
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	238 328,20	0,00	0,00	0,00	238 328,20
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	434 108,89	0,00	422 573,89	11 535,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 502 962,47	319 381,59	70 364,24	581 500,59	4 531 716,05
A150	Autres immobilisations corporelles	2 583 213,64	2 583 213,64	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**8 993 663,10**	**2 902 595,23**	**492 938,13**	**824 375,80**	**4 773 753,94**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	234 049,90	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	238 328,20	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	434 108,89	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 502 962,47	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	2 583 213,64	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**8 993 663,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	234 049,90	0,00	0,00	231 340,21	2 709,69
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	238 328,20	0,00	0,00	0,00	238 328,20
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	434 108,89	0,00	422 573,89	11 535,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 502 962,47	0,00	8 101,15	963 145,27	4 531 716,05
A150	Autres immobilisations corporelles	2 583 213,64	0,00	0,00	2 583 213,64	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**8 993 663,10**	**0,00**	**430 675,04**	**3 789 234,12**	**4 773 753,94**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 08/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	08/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 09/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 10/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE (RAPPORT DE PRÉSENTATION) INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 97C

M. NEUMANN : Je vous propose de passer au budget transports urbains. Au niveau de la section d'exploitation : 86 millions de recettes dont l'essentiel vient des recettes de versement mobilité de 51,54 millions qui est encore en progression, heureusement pour notre budget ; la participation du budget général de pas tout à fait 14 millions d'euros ; les recettes « voyageurs » qui représentent moins de 12 millions sur le total, des subventions pour 4,61 millions d'euros et la participation communale 1,11 millions d'euros. En dépenses, c'est essentiellement le contrat avec Soléa, la DSP, qui nous fait dépenser 63 millions d'euros, des charges de crédit-bail, les frais de la dette, quelques charges de personnel et le remboursement du versement mobilité 0,5. Pour la partie investissement, 37 millions d'investissements, avec des emprunts et dettes assimilées, un remboursement de pas tout à fait 15 millions d'euros, on a un endettement qui reste quand même d'un certain niveau au niveau du budget transport, et nous avons souscrit 15 millions d'emprunts en 2025. En dépenses d'investissement, 33 millions de dépenses, dont également une des plus grosses lignes, c'est le remboursement de l'emprunt et dette pour plus de 10 millions d'euros, mais nous avons quand même réalisé des dépenses d'équipement de presque 9 millions d'euros, plus l'acquisition de vélos, 2,58 millions, ce qui est un montant très significatif. Avance au délégataire, 1,83 millions ; des travaux, dont la station de compression de gaz sur le site Soléa de 2,2 millions d'euros ; des remboursements du capital de la dette 9,4 et des remboursements d'avance Covid pour un montant de 340 000 euros. Le résultat donne un résultat d'exploitation de 2,5 millions pour la partie exploitation/fonctionnement, et 4,3 millions de résultat pour la partie investissement. Et vous voyez que cela nous donne un résultat réel de l'exercice sur le tableau du bas, de 2,5 millions qui est en baisse par rapport au résultat 2024 mais légèrement meilleur que celui de 2023, et une capacité de désendettement qui elle par contre se dégrade légèrement puisque nous passons à 6,2 années pour le budget de transport.

M. SCHILDKNECHT : En ce qui concerne le budget annexe des transports urbains : pas d'opposition ? Pas d'abstention ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie.

18° <u>BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'ACTIVITÉ BANTZENHEIM : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/101C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses	**Recettes**	**Résultat**
De l'exercice	926 523,69 €	912 013,97 €	-14 509,72€
Excédent / Déficit reporté	50 050,15 €	0,00 €	-50 050,15 €
Total cumulé	**976 573,84 €**	**912 013,97 €**	**-64 559,87 €**

Le résultat de fonctionnement est déficitaire de -64 559,87 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	**Recettes**	**Résultat**
De l'exercice	789 995,54 €	923 325,69 €	133 330,15 €
Excédent / Déficit reporté	920 325,69 €	0,00€	-920 325,69 €
Total cumulé	**1 710 321,23 €**	**923 325,69 €**	**-786 995,54 €**

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 786 995,54 €.

3 - RÉSULTAT

Résultat de fonctionnement	-64 559,87 €
Résultat d'investissement	-786 995,54 €
Résultat cumulé de l'exercice	**-851 555,41 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global de fin d'exercice de -851 555,41€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le Compte Financier Unique 2025 du Budget Annexe de la Zone d'Activité de Bantzenheim.

PJ : (2)
- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900040

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 41
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 43
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 45

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 47
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 48
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 52
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 54
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 55
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 57
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 58
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 59
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 60
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 61
B3 - Etat des provisions 62
B4 - Etat des charges transférées 64
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 65
B6 - Prêts 66
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 67
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 68
B7.3 - Etat des emprunts garantis 69
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 70
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 71
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 72
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 73
B7.8 - Autres engagements donnés 74

B7.9 - Autres engagements reçus 75
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 76
B9 - Etat du personnel 77
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 80
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 81
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 82

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 83
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 84
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 85
C2.1 - Situation des AP 87
C2.2 - Situation des AE 88

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 89
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 96

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 103
D2 - Gestion des fonds européens 104
D3 - Actions de formation des élus 105
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 106
D5 - Identification des flux croisés 107
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 108
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 109
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 111
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 112
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 113
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 114
E - État des Contrôles du Compte Financier 115

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 116

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 860 325,69	1 155 000,00	3 015 325,69
	Recettes réalisées (1)	B	923 325,69	912 013,97	1 835 339,66
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	940 000,00	1 104 949,85	2 044 949,85
	Dépenses réalisées (1)	E	789 995,54	926 523,69	1 716 519,23
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	133 330,15	-14 509,72	118 820,43
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-920 325,69	-50 050,15	-970 375,84
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-786 995,54	-64 559,87	-851 555,41
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-786 995,54	-64 559,87	-851 555,41

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ZA GARE BANTZENHEIM CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-920 325,69	0,00	133 330,15	0,00	-786 995,54
Fonctionnement	-50 050,15	0,00	-14 509,72	0,00	-64 559,87
Sous-Total	-970 375,84	0,00	118 820,43	0,00	-851 555,41
TOTAL II	**-970 375,84**	**0,00**	**118 820,43**	**0,00**	**-851 555,41**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-970 375,84**	**0,00**	**118 820,43**	**0,00**	**-851 555,41**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	790,00
Créances	0,00
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**790,00**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**790,00**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	-50,05
Résultat de l'exercice	-14,51
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**-64,56**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	3,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**3,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	851,56
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**851,56**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**854,56**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**790,00**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	122,02	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	-133,33	3,54
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**-11,31**	**3,54**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	0,00	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	3,20	3,54
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**3,20**	**3,54**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-14,51**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-14,51**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*940 000,00*	*789 995,54*	*84,04*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**940 000,00**	**789 995,54**	**84,04**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**940 000,00**	**789 995,54**	**84,04**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**920 325,69**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 860 325,69**	**789 995,54**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE | II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	935 325,69	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**935 325,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*925 000,00*	*923 325,69*	*99,82*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**925 000,00**	**923 325,69**	**99,82**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 860 325,69**	**923 325,69**	**49,63**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**1 860 325,69**	**923 325,69**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	179 949,85	3 198,00	0,00	3 198,00	1,78	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**179 949,85**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**1,78**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**179 949,85**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**1,78**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*925 000,00*	*923 325,69*	*0,00*	*923 325,69*	*99,82*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**925 000,00**	**923 325,69**	**0,00**	**923 325,69**	**99,82**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 104 949,85**	**926 523,69**	**0,00**	**926 523,69**	**83,85**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**50 050,15**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 155 000,00**	**926 523,69**	**0,00**	**926 523,69**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	215 000,00	122 018,43	0,00	122 018,43	56,75	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**215 000,00**	**122 018,43**	**0,00**	**122 018,43**	**56,75**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**215 000,00**	**122 018,43**	**0,00**	**122 018,43**	**56,75**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*940 000,00*	*789 995,54*	*0,00*	*789 995,54*	*84,04*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**940 000,00**	**789 995,54**	**0,00**	**789 995,54**	**84,04**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 155 000,00**	**912 013,97**	**0,00**	**912 013,97**	**78,96**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 155 000,00**	**912 013,97**	**0,00**	**912 013,97**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*789 995,54*	*0,00*	*789 995,54*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*940 000,00*	*789 995,54*	*0,00*	*789 995,54*	*150 004,46*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***940 000,00***	***789 995,54***	***0,00***	***789 995,54***	***150 004,46***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		940 000,00	789 995,54	0,00	789 995,54	150 004,46
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		920 325,69	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		1 860 325,69	789 995,54	0,00	789 995,54	1 070 330,15

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	935 325,69	0,00	0,00	0,00	935 325,69
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**935 325,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**935 325,69**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*923 325,69*	*0,00*	*923 325,69*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*925 000,00*	*923 325,69*	*0,00*	*923 325,69*	*1 674,31*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***925 000,00***	***923 325,69***	***0,00***	***923 325,69***	***1 674,31***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 860 325,69**	**923 325,69**	**0,00**	**923 325,69**	**937 000,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		1 860 325,69	923 325,69	0,00	923 325,69	937 000,00

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
63512	Taxes foncières	0,00	3 198,00	0,00	3 198,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	179 949,85	3 198,00	0,00	3 198,00	176 751,85
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**179 949,85**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**176 751,85**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**179 949,85**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**176 751,85**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*923 325,69*	*0,00*	*923 325,69*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*925 000,00*	*923 325,69*	*0,00*	*923 325,69*	*1 674,31*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***925 000,00***	***923 325,69***	***0,00***	***923 325,69***	***1 674,31***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 104 949,85**	**926 523,69**	**0,00**	**926 523,69**	**178 426,16**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**50 050,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 155 000,00**	**926 523,69**	**0,00**	**926 523,69**	**228 476,31**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	151 316,69	29 380,69	121 936,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	82,43	0,00	82,43	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	215 000,00	151 399,12	29 380,69	122 018,43	92 981,57
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**215 000,00**	**151 399,12**	**29 380,69**	**122 018,43**	**92 981,57**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**215 000,00**	**151 399,12**	**29 380,69**	**122 018,43**	**92 981,57**
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*789 995,54*	*0,00*	*789 995,54*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*940 000,00*	*789 995,54*	*0,00*	*789 995,54*	*150 004,46*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***940 000,00***	***789 995,54***	***0,00***	***789 995,54***	***150 004,46***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 155 000,00**	**941 394,66**	**29 380,69**	**912 013,97**	**242 986,03**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		1 155 000,00	941 394,66	29 380,69	912 013,97	242 986,03

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		789 995,54	0,00	789 995,54	923 325,69
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**789 995,54**	**0,00**	**789 995,54**	**923 325,69**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**789 995,54**	**0,00**	**789 995,54**	**923 325,69**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		-50 050,15	-50 050,15
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-14 509,72	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**-64 559,87**	**-50 050,15**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		3 000,00	3 000,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**3 000,00**	**3 000,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		3 301,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		848 254,12	970 375,84
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**851 555,12**	**970 375,84**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**854 555,12**	**973 375,84**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,29	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**789 995,54**	**923 325,69**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		122 018,43	0,00	122 018,43
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		-133 330,15	3 536,00	-136 866,15
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**-11 311,72**	**3 536,00**	**-14 847,72**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		0,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		3 198,00	3 536,00	-338,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**3 198,00**	**3 536,00**	**-338,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-14 509,72**	**0,00**	**-14 509,72**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-14 509,72**	**0,00**	**-14 509,72**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
119	Report à nouveau (solde débiteur)	50 050,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 050,15	0,00	50 050,15	0,00
	Sous Total compte 11	**50 050,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 050,15**	**0,00**	**50 050,15**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	Sous Total compte 16	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**
	Total classe 1	**50 050,15**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 050,15**	**3 000,00**	**50 050,15**	**3 000,00**
3555	Terrains aménagés	923 325,69	0,00	0,00	0,00	789 995,54	923 325,69	1 713 321,23	923 325,69	789 995,54	0,00
	Sous Total compte 355	**923 325,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**789 995,54**	**923 325,69**	**1 713 321,23**	**923 325,69**	**789 995,54**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**923 325,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**789 995,54**	**923 325,69**	**1 713 321,23**	**923 325,69**	**789 995,54**	**0,00**
	Total classe 3	**923 325,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**789 995,54**	**923 325,69**	**1 713 321,23**	**923 325,69**	**789 995,54**	**0,00**
411	Redevables	0,00	0,00	82,43	82,43	0,00	0,00	82,43	82,43	0,00	0,00
412	Acquéreurs de terrains aménagés stockés	0,00	0,00	32 613,26	32 613,26	0,00	0,00	32 613,26	32 613,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 41	**0,00**	**0,00**	**32 695,69**	**32 695,69**	**0,00**	**0,00**	**32 695,69**	**32 695,69**	**0,00**	**0,00**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	10 257,00	13 558,00	0,00	0,00	10 257,00	13 558,00	0,00	3 301,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**10 257,00**	**13 558,00**	**0,00**	**0,00**	**10 257,00**	**13 558,00**	**0,00**	**3 301,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	16 873,29	16 873,29	0,00	0,00	16 873,29	16 873,29	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**16 873,29**	**16 873,29**	**0,00**	**0,00**	**16 873,29**	**16 873,29**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**0,00**	**0,00**	**27 130,29**	**30 431,29**	**0,00**	**0,00**	**27 130,29**	**30 431,29**	**0,00**	**3 301,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	3 198,00	3 198,00	0,00	0,00	3 198,00	3 198,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 44	**0,00**	**0,00**	**30 328,29**	**33 629,29**	**0,00**	**0,00**	**30 328,29**	**33 629,29**	**0,00**	**3 301,00**
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	970 375,84	135 576,72	13 455,00	0,00	0,00	135 576,72	983 830,84	0,00	848 254,12

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 451	**0,00**	**970 375,84**	**135 576,72**	**13 455,00**	**0,00**	**0,00**	**135 576,72**	**983 830,84**	**0,00**	**848 254,12**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**970 375,84**	**135 576,72**	**13 455,00**	**0,00**	**0,00**	**135 576,72**	**983 830,84**	**0,00**	**848 254,12**
47138	Autres	0,00	0,00	135 576,72	135 576,72	0,00	0,00	135 576,72	135 576,72	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**135 576,72**	**135 576,72**	**0,00**	**0,00**	**135 576,72**	**135 576,72**	**0,00**	**0,00**
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	0,00	32 695,69	32 695,69	0,00	0,00	32 695,69	32 695,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**32 695,69**	**32 695,69**	**0,00**	**0,00**	**32 695,69**	**32 695,69**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**32 695,69**	**32 695,69**	**0,00**	**0,00**	**32 695,69**	**32 695,69**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**168 272,41**	**168 272,41**	**0,00**	**0,00**	**168 272,41**	**168 272,41**	**0,00**	**0,00**
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	621,00	621,00	0,00	0,00	621,00	621,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**621,00**	**621,00**	**0,00**	**0,00**	**621,00**	**621,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**621,00**	**621,00**	**0,00**	**0,00**	**621,00**	**621,00**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	0,00	0,29	0,00	0,00	0,00	0,29	0,00	0,29
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,29**	**0,00**	**0,29**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**0,00**	**168 893,41**	**168 893,70**	**0,00**	**0,00**	**168 893,41**	**168 893,70**	**0,00**	**0,29**
	Total classe 4	**0,00**	**970 375,84**	**367 494,11**	**248 673,68**	**0,00**	**0,00**	**367 494,11**	**1 219 049,52**	**0,00**	**851 555,41**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 713 321,23	1 713 321,23	0,00	0,00	1 713 321,23	1 713 321,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**1 713 321,23**	**1 713 321,23**	**0,00**	**0,00**	**1 713 321,23**	**1 713 321,23**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**1 713 321,23**	**1 713 321,23**	**0,00**	**0,00**	**1 713 321,23**	**1 713 321,23**	**0,00**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	3 198,00	0,00	3 198,00	0,00	3 198,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**	**3 198,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**D**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	29 380,69	151 316,69	29 380,69	151 316,69	0,00	121 936,00
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 380,69**	**151 316,69**	**29 380,69**	**151 316,69**	**0,00**	**121 936,00**
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82,43	0,00	82,43	0,00	82,43
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82,43**	**0,00**	**82,43**	**0,00**	**82,43**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82,43**	**0,00**	**82,43**	**0,00**	**82,43**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 380,69**	**151 399,12**	**29 380,69**	**151 399,12**	**0,00**	**122 018,43**
71355	Variation des stocks de terrains aménagé	0,00	0,00	0,00	0,00	923 325,69	789 995,54	923 325,69	789 995,54	133 330,15	0,00
	Sous Total compte 7135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**923 325,69**	**789 995,54**	**923 325,69**	**789 995,54**	**133 330,15**	**0,00**
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**923 325,69**	**789 995,54**	**923 325,69**	**789 995,54**	**133 330,15**	**0,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**923 325,69**	**789 995,54**	**923 325,69**	**789 995,54**	**133 330,15**	**0,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**952 706,38**	**941 394,66**	**952 706,38**	**941 394,66**	**133 330,15**	**122 018,43**
	Total général	**973 375,84**	**973 375,84**	**2 080 815,34**	**1 961 994,91**	**1 745 899,92**	**1 864 720,35**	**4 800 091,10**	**4 800 091,10**	**976 573,84**	**976 573,84**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	**A1**

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscrip-tion du contrat initial	Date de renégocia-tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Con-trat initial	Con-trat rené-gocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Ainsi, un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-920 325,69**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-920 325,69**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-920 325,69**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-920 325,69**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-920 325,69**			**-920 325,69**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-920 325,69**			**-920 325,69**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-920 325,69**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s’agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d’engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 01/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	01/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 02/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 03/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE (RAPPORT DE PRÉSENTATION) INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 97C

M. NEUMANN : Ensuite, des petits budgets, dont celui de la Zone d'Activité Économique de Bantzenheim, qui est un cas qui, à terme, devrait disparaître. Tout simplement, il n'y a pratiquement pas de recettes et de dépenses de fonctionnement. On fait très peu de ventes pour l'instant. Et vous verrez, dans la section d'investissement, que nous avons un déficit de 786 000 euros qui provient essentiellement du fait que tous les terrains ne sont pas encore vendus, en espérant que lorsqu'on aura vendu les terrains, on pourra équilibrer ce budget qui est actuellement supporté par le budget principal.

M. SCHILDKNECHT : En ce qui concerne le budget annexe de la Zone d'Activité de Bantzenheim : Pas d'opposition ? Pas d'abstention ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie.

19° BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'ACTIVITÉ AMELIE IV : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 (2026/102C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :
- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	2 819 673,70 €	2 819 673,70 €	0,00 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total cumulé	**2 819 673,70 €**	**2 819 673,70 €**	**0,00 €**

Le résultat de fonctionnement s'élève à 0,00 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	2 819 673,70 €	935 841,00 €	-1 883 832,70 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	0,00€	0,00 €
Total cumulé	**2 819 673,70 €**	**935 841,00 €**	**-1 883 832,70 €**

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 1 883 832,70 €.

3 - RESULTAT

Résultat de fonctionnement	0,00 €
Résultat d'investissement	-1 883 832,70 €
Résultat cumulé de l'exercice	**-1 883 832,70 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe de la zone d'activités Amélie IV dégage un résultat global de fin d'exercice de -1 883 832,70€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Compte Financier Unique 2025 du Budget Annexe de la ZA Amélie IV.

PJ : (2)

- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Numéro SIRET : 20006600900081

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : ZA AMELIE4 (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 41
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 43
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 45

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 47
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 48
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 52
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 54
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 55
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 57
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 58
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 59
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 60
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 61
B3 - Etat des provisions 62
B4 - Etat des charges transférées 64
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 65
B6 - Prêts 66
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 67
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 68
B7.3 - Etat des emprunts garantis 69
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 70
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 71
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 72
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 73
B7.8 - Autres engagements donnés 74

B7.9 - Autres engagements reçus 75
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 76
B9 - Etat du personnel 77
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 80
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 81
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 82

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 83
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 84
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 85
C2.1 - Situation des AP 87
C2.2 - Situation des AE 88

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 89
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 96

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 103
D2 - Gestion des fonds européens 104
D3 - Actions de formation des élus 105
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 106
D5 - Identification des flux croisés 107
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 108
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 109
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 111
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 112
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 113
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 114
E - État des Contrôles du Compte Financier 115

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 116

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	**I**
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	**A**

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	**Valeurs**
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	4 892 500,00	4 892 500,00	9 785 000,00
	Recettes réalisées (1)	B	935 841,00	2 819 673,70	3 755 514,70
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	4 892 500,00	4 892 500,00	9 785 000,00
	Dépenses réalisées (1)	E	2 819 673,70	2 819 673,70	5 639 347,40
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	0,00	0,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ZAE AMELIE 4 CA M2A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	0,00	0,00	-1 883 832,70	0,00	-1 883 832,70
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**-1 883 832,70**	**0,00**	**-1 883 832,70**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**0,00**	**0,00**	**-1 883 832,70**	**0,00**	**-1 883 832,70**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	2 819,67
Créances	40,74
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**2 860,41**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**2 860,41**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,00**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	935,84
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**935,84**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	248,59
Autres dettes non financières	1 675,98
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 924,57**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**2 860,41**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**2 860,41**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	2 819,67	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**2 819,67**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	2 819,67	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**2 819,67**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*4 892 500,00*	*2 819 673,70*	*57,63*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE | II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 892 500,00	935 841,00	19,13	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 892 500,00**	**935 841,00**	**19,13**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**4 892 500,00**	**935 841,00**	**19,13**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**4 892 500,00**	**935 841,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	4 892 500,00	2 571 082,20	248 591,50	2 819 673,70	57,63	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**4 892 500,00**	**2 571 082,20**	**248 591,50**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**4 892 500,00**	**2 571 082,20**	**248 591,50**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**4 892 500,00**	**2 571 082,20**	**248 591,50**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**4 892 500,00**	**2 571 082,20**	**248 591,50**	**2 819 673,70**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*4 892 500,00*	*2 819 673,70*	*0,00*	*2 819 673,70*	*57,63*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**57,63**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*2 819 673,70*	*0,00*	*2 819 673,70*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*4 892 500,00*	*2 819 673,70*	*0,00*	*2 819 673,70*	*2 072 826,30*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***4 892 500,00***	***2 819 673,70***	***0,00***	***2 819 673,70***	***2 072 826,30***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	2 072 826,30
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	2 072 826,30

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168741	Communes membres du GFP	0,00	935 841,00	0,00	935 841,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	4 892 500,00	935 841,00	0,00	935 841,00	3 956 659,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 892 500,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**3 956 659,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**4 892 500,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**3 956 659,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		4 892 500,00	935 841,00	0,00	935 841,00	3 956 659,00

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6015	Terrains à aménager	0,00	2 357 841,00	0,00	2 357 841,00	0,00
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)	0,00	145 832,70	0,00	145 832,70	0,00
605	Achats de matériel, équipements et travaux	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00	0,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement	0,00	274 000,00	0,00	274 000,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	4 892 500,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	2 072 826,30
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 072 826,30**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 072 826,30**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 072 826,30**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 072 826,30**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*2 819 673,70*	*0,00*	*2 819 673,70*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*4 892 500,00*	*2 819 673,70*	*0,00*	*2 819 673,70*	*2 072 826,30*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***4 892 500,00***	***2 819 673,70***	***0,00***	***2 819 673,70***	***2 072 826,30***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 072 826,30**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**4 892 500,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 072 826,30**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		40 740,00	0,00	40 740,00	0,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**2 860 413,70**	**0,00**	**2 860 413,70**	**0,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**2 860 413,70**	**0,00**	**2 860 413,70**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**0,00**	**0,00**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		935 841,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**935 841,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		248 591,50	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		1 675 981,20	0,00
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 924 572,70**	**0,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**2 860 413,70**	**0,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**2 860 413,70**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		2 819 673,70	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**2 819 673,70**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		2 819 673,70	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**2 819 673,70**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
168741	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	935 841,00	0,00	935 841,00	0,00	935 841,00
	Sous Total compte 16874	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**
	Total classe 1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**	**0,00**	**935 841,00**
3555	Terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	0,00
	Sous Total compte 355	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**
	Total classe 3	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	2 611 822,20	2 611 822,20	0,00	0,00	2 611 822,20	2 611 822,20	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**2 611 822,20**	**2 611 822,20**	**0,00**	**0,00**	**2 611 822,20**	**2 611 822,20**	**0,00**	**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	0,00	0,00	248 591,50	0,00	0,00	0,00	248 591,50	0,00	248 591,50
	Sous Total compte 40	**0,00**	**0,00**	**2 611 822,20**	**2 860 413,70**	**0,00**	**0,00**	**2 611 822,20**	**2 860 413,70**	**0,00**	**248 591,50**
44342	Recettes - Amiable	0,00	0,00	935 841,00	935 841,00	0,00	0,00	935 841,00	935 841,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**935 841,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**935 841,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**935 841,00**	**0,00**	**0,00**	**935 841,00**	**935 841,00**	**0,00**	**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	40 740,00	40 740,00	0,00	0,00	40 740,00	40 740,00	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	0,00	0,00	155 320,00	114 580,00	0,00	0,00	155 320,00	114 580,00	40 740,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**0,00**	**0,00**	**196 060,00**	**155 320,00**	**0,00**	**0,00**	**196 060,00**	**155 320,00**	**40 740,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**0,00**	**0,00**	**196 060,00**	**155 320,00**	**0,00**	**0,00**	**196 060,00**	**155 320,00**	**40 740,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 44	**0,00**	**0,00**	**1 131 901,00**	**1 091 161,00**	**0,00**	**0,00**	**1 131 901,00**	**1 091 161,00**	**40 740,00**	**0,00**
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	0,00	0,00	1 675 981,20	0,00	0,00	0,00	1 675 981,20	0,00	1 675 981,20
	Sous Total compte 451	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 675 981,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 675 981,20**	**0,00**	**1 675 981,20**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 675 981,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 675 981,20**	**0,00**	**1 675 981,20**
	Total classe 4	**0,00**	**0,00**	**3 743 723,20**	**5 627 555,90**	**0,00**	**0,00**	**3 743 723,20**	**5 627 555,90**	**40 740,00**	**1 924 572,70**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 819 673,70	2 819 673,70	0,00	0,00	2 819 673,70	2 819 673,70	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 819 673,70**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 819 673,70**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 819 673,70**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**2 819 673,70**	**0,00**	**0,00**
6015	Terrains à aménager	0,00	0,00	0,00	0,00	2 357 841,00	0,00	2 357 841,00	0,00	2 357 841,00	0,00
	Sous Total compte 601	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 357 841,00**	**0,00**	**2 357 841,00**	**0,00**	**2 357 841,00**	**0,00**
6045	Achats d'études et de prestations de ser	0,00	0,00	0,00	0,00	145 832,70	0,00	145 832,70	0,00	145 832,70	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 832,70**	**0,00**	**145 832,70**	**0,00**	**145 832,70**	**0,00**
605	Achats de matériel, équipements et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00	0,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	274 000,00	0,00	274 000,00	0,00	274 000,00	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**
71355	Variation des stocks de terrains aménagé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70	0,00	2 819 673,70
	Sous Total compte 7135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**	**0,00**	**2 819 673,70**
	Total général	**0,00**	**0,00**	**6 563 396,90**	**8 447 229,60**	**5 639 347,40**	**3 755 514,70**	**12 202 744,30**	**12 202 744,30**	**5 680 087,40**	**5 680 087,40**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscrip-tion du contrat initial	Date de renégocia-tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Con-trat initial	Con-trat rené-gocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Ainsi, un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 01/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	01/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 02/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 03/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE (RAPPORT DE PRÉSENTATION) INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 97C

M. NEUMANN : En ce qui concerne le budget annexe de la Zone d'Activité Amélie IV : en fonctionnement 2,8 millions en dépenses et en recettes. Ce sont essentiellement des stocks de fin d'exercice. En investissement, vous avez quasiment le même chiffre en dépenses d'investissement de 2,8 millions, et en recettes pour des paiements échelonnés de fonciers de 935 000 euros, ce qui veut dire que le reste des recettes sera touché par l'Agglomération sur les trois années qui viennent. Voilà en ce qui concerne le budget de la zone Amélie.

M. SCHILDKNECHT : Et en ce qui concerne le budget de la zone d'activité Amélie IV : Pas d'opposition ? Pas d'abstention ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie.

20° BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTÉGRÉ : APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 (2026/103C/7.1.3)

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Les objectifs poursuivis par la mise en œuvre du CFU sont les suivants :
- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection totalement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

En application de l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, le CFU devient obligatoire à partir des comptes 2026.
Il est proposé d'anticiper cette échéance d'un exercice et de produire un CFU dès les comptes de l'exercice 2025. Le CFU ainsi présenté constate les réalisations en dépenses et recettes effectuées au cours de l'exercice 2025.

Conformément aux articles L2121-14 et L5211-1 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent Compte Financier Unique.

1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	40 500,00 €	40 500,00 €	0,00 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total cumulé	**40 500,00 €**	**40 500,00 €**	**0,00 €**

Le résultat de fonctionnement est de 0,00 €.

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes	Résultat
De l'exercice	675 258,77 €	0,00 €	-675 258,77 €
Excédent / Déficit reporté	0,00 €	0, 00€	0,00 €
Total cumulé	**675 258,77 €**	**0,00 €**	**-675 258,77 €**

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 675 258,77 €.

3 - RÉSULTAT

Résultat d'exploitation	0,00 €
Résultat d'investissement	-675 258,77 €
Résultat cumulé de l'exercice	**-675 258,77 €**

Le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe de l'Investissement Territorial Intégré dégage un résultat global de fin d'exercice de -675 258,77€.

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement pour un montant de 675 258,77 € en recettes, le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe de l'Investissement Territorial Intégré dégage un résultat global de fin d'exercice de 0,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Compte Financier Unique 2025 du Budget Annexe Investissement Territorial Intégré.

PJ : (2)

- Compte Financier Unique
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20006600900099

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 28

III - Etats financiers

A - Bilan 30
B - Compte de résultat 34
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 37
D - Balance des comptes 38

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 42
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 44

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 46
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 47
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 51
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 53
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 54
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 56
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 57
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 58
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 59
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 60
B3 - Etat des provisions 61
B4 - Etat des charges transférées 63
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 64
B6 - Prêts 65
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 66
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 67
B7.3 - Etat des emprunts garantis 68
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 69
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 70
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 71
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 72
B7.8 - Autres engagements donnés 73

B7.9 - Autres engagements reçus 74
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 75
B9 - Etat du personnel 76
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 79
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 80
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 81

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 82
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 83
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 84
C2.1 - Situation des AP 86
C2.2 - Situation des AE 87

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 88
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 95

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 102
D2 - Gestion des fonds européens 103
D3 - Actions de formation des élus 104
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 105
D5 - Identification des flux croisés 106
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 107
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 108
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 110
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 111
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 112
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 113
E - État des Contrôles du Compte Financier 114

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 115

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	**I**
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	**A**

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	**Valeurs**
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	6 500 000,00	500 000,00	7 000 000,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	40 500,00	40 500,00
	Restes à réaliser	C	675 258,77	0,00	675 258,77
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	6 500 000,00	500 000,00	7 000 000,00
	Dépenses réalisées (1)	E	675 258,77	40 500,00	715 758,77
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-675 258,77	0,00	-675 258,77
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	0,00	0,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-675 258,77	0,00	-675 258,77
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	675 258,77	0,00	675 258,77
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	0,00	0,00

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
INVEST TERRITORIAL INTEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	-675 258,77	0,00	-675 258,77
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	0,00	0,00	-675 258,77	0,00	-675 258,77
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**-675 258,77**	**0,00**	**-675 258,77**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**0,00**	**0,00**	**-675 258,77**	**0,00**	**-675 258,77**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 675 258,77
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	675 258,77
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	675,26
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**675,26**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	40,50
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**40,50**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**715,76**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**0,00**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	715,76
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**715,76**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**715,76**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**715,76**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	40,50	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**40,50**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	0,00	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	40,50	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**40,50**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	6 500 000,00	675 258,77	10,39	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**10,39**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**10,39**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**10,39**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**6 500 000,00**	**675 258,77**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE | II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 500 000,00	0,00	0,00	675 258,77
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**6 500 000,00**	**0,00**		**675 258,77**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00	8,10	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**8,10**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**8,10**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**8,10**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	500 000,00	0,00	40 500,00	40 500,00	8,10	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**500 000,00**	**0,00**	**40 500,00**	**40 500,00**	**8,10**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**500 000,00**	**0,00**	**40 500,00**	**40 500,00**	**8,10**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**500 000,00**	**0,00**	**40 500,00**	**40 500,00**	**8,10**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**500 000,00**	**0,00**	**40 500,00**	**40 500,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Bâtiments et installations	0,00	624 408,77	0,00	624 408,77	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	50 850,00	0,00	50 850,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	6 500 000,00	675 258,77	0,00	675 258,77	5 824 741,23
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**5 824 741,23**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**5 824 741,23**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**5 824 741,23**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**6 500 000,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**5 824 741,23**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	6 500 000,00	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500 000,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500 000,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		6 500 000,00	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00	459 500,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	FEDER	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	500 000,00	40 500,00	0,00	40 500,00	459 500,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**500 000,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**459 500,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		675 258,77	0,00	675 258,77	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		40 500,00	0,00	40 500,00	0,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**715 758,77**	**0,00**	**715 758,77**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**0,00**	**0,00**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**0,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		715 758,77	0,00
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**715 758,77**	**0,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**715 758,77**	**0,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**715 758,77**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		40 500,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**40 500,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		0,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		40 500,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*40 500,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**40 500,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS III

Balance des comptes D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041412	Bâtiments et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	624 408,77	0,00	624 408,77	0,00	624 408,77	0,00
	Sous Total compte 204141	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**	**624 408,77**	**0,00**
20422	Bâtiments et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	50 850,00	0,00	50 850,00	0,00	50 850,00	0,00
	Sous Total compte 2042	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 850,00**	**0,00**	**50 850,00**	**0,00**	**50 850,00**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**
	Total classe 2	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	624 408,77	624 408,77	0,00	0,00	624 408,77	624 408,77	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**624 408,77**	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**624 408,77**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**624 408,77**	**0,00**	**0,00**	**624 408,77**	**624 408,77**	**0,00**	**0,00**
4487	Produits à recevoir	0,00	0,00	40 500,00	0,00	0,00	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00	0,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**0,00**	**0,00**	**664 908,77**	**624 408,77**	**0,00**	**0,00**	**664 908,77**	**624 408,77**	**40 500,00**	**0,00**
451083	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	0,00	0,00	715 758,77	0,00	0,00	0,00	715 758,77	0,00	715 758,77
	Sous Total compte 451	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 758,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 758,77**	**0,00**	**715 758,77**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 758,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**715 758,77**	**0,00**	**715 758,77**
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	91 350,00	91 350,00	0,00	0,00	91 350,00	91 350,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**91 350,00**	**91 350,00**	**0,00**	**0,00**	**91 350,00**	**91 350,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**0,00**	**91 350,00**	**91 350,00**	**0,00**	**0,00**	**91 350,00**	**91 350,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**D**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 46	**0,00**	**0,00**	**91 350,00**	**91 350,00**	**0,00**	**0,00**	**91 350,00**	**91 350,00**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 4	**0,00**	**0,00**	**756 258,77**	**1 431 517,54**	**0,00**	**0,00**	**756 258,77**	**1 431 517,54**	**40 500,00**	**715 758,77**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**
74772	FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00	0,00	40 500,00
	Sous Total compte 7477	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**40 500,00**
	Total général	**0,00**	**0,00**	**756 258,77**	**1 431 517,54**	**715 758,77**	**40 500,00**	**1 472 017,54**	**1 472 017,54**	**756 258,77**	**756 258,77**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	675 258,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**675 258,77**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		675 258,77
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	40 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	40 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**40 500,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		40 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**40 500,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		40 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**715 758,77**	
Personnes de droit privé	**91 350,00**	
Associations	**0,00**	
Entreprises	**91 350,00**	
Centre de rencontre d'échanges et d'animation (CREA)	40 500,00	
Les Compotes	19 500,00	
Les Petites Cantines	12 600,00	
Seven Production	18 750,00	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**624 408,77**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**624 408,77**	
Commune de Lutterbach	624 408,77	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**0,00**	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Ainsi, un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**	**675 258,77**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**	**675 258,77**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**675 258,77**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser en dépenses et en recettes à la fin de l'exercice N, hors disponibilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	675 258,77	0,00	0,00	0,00	0,00	675 258,77
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	675 258,77	0,00	0,00	0,00	675 258,77
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	675 258,77	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	675 258,77	0,00	0,00	0,00	675 258,77
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	675 258,77	0,00	0,00	0,00	0,00	675 258,77
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	675 258,77	0,00	0,00	0,00	675 258,77
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	675 258,77	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	675 258,77	0,00	0,00	0,00	675 258,77
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**675 258,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**675 258,77**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 01/06/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-Line BERNAUER-BUSSIER	du	01/01/2025	au	01/06/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VEILLARD Christine (1017850296-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A DDFiP DU HAUT-RHIN, le 02/06/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

BERNAUER-BUSSIER Marie-Line (1006484272-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A MULHOUSE, le 03/06/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

SCHILDKNECHT Jean-Luc (jschildknecht-xt), Vice-Président **A ILLZACH, le 30/06/2026**

VOIR 2ÈME PIÈCE JOINTE (RAPPORT DE PRÉSENTATION) INSÉRÉE À LA SUITE DE LA DÉLIBÉRATION 97C

M. NEUMANN : Et enfin, un nouveau budget, celui de l'ITI où nous avons des recettes dans le cadre de la convention de 7 millions d'euros avec un comité de gouvernance qui retient un certain nombre de dossiers proposés par les communes ou par l'Agglomération. Nous avons, sur l'année 2025, des dépenses de fonctionnement de 40 500 euros. Il faut savoir que ces dépenses sont couvertes par une dotation de la Région Grand Est, dans le cadre de l'ITI-FEDER, et donc ne viennent pas imputer les 7 millions d'euros d'investissement. Et dans la section d'investissement, vous avez déjà 675 000 euros de subventions qui ont été versés aux communes pour les projets qui ont été présentés, et ce dossier doit être poursuivi puisque nous devons dépenser la totalité des 7 millions d'euros au plus tard d'ici fin 2029, sinon c'est perdu. Voilà quelques conclusions concernant le CFU de l'année 2025. La situation financière est caractérisée cette année par les forts prélèvements étatiques qui nous ont fortement pénalisé en 2025, comme on l'a déjà rappelé. Grâce aux efforts au niveau des budgets, notamment de fonctionnement, l'Agglomération a préservé son niveau d'épargne brute en 2025, mais qui reste fragile. Parallèlement, afin de poursuivre les investissements sur le territoire, le recours à emprunts a été nécessaire, comme on vous l'a dit, pour un montant de 25 millions d'euros, et cette souscription d'emprunts a permis de préserver le résultat de fonctionnement à reporter, tout en maintenant l'encours de dette à un niveau inférieur pour l'instant à celui de 2020. Du fait de ce bon niveau d'épargne, la capacité de désendettement reste pour l'instant bien en deçà des seuils critiques. Nous le verrons dans de prochains Conseils d'Agglomération, l'avenir est un peu moins rose, notamment avec l'augmentation forte des prélèvements de l'Etat qui va diminuer notre capacité d'épargne. Et il faut donc effectivement que nous maintenions une gestion rigoureuse des finances de l'Agglomération. Concernant les perspectives, comme cela a été dit, nous avons un effet ciseau qui s'accroît avec les prélèvements de l'État. Comme je l'ai dit au début de mon intervention, les prélèvements de l'État passent de 6,8 millions à 10,6 millions en 2026 ce qui entraîne une dégradation de notre épargne brute. Le programme d'investissement ambitieux qui rend nécessaire le recours à l'emprunt : dans les années à venir, nous devrons emprunter un peu plus parce que nous aurons moins de capacité d'épargne. Et il est également à noter qu'à partir de 2027, nous devrons doter les budgets annexes transports et chauffage urbain de l'autonomie financière. Il faut savoir qu'actuellement nous avons un seul compte bancaire qui regroupe tous les budgets de l'Agglomération. La CRC et la DGFIP nous demandent d'avoir des budgets et un compte à la trésorerie séparés, notamment pour le budget transports et chauffage urbain. Or, notamment le budget chauffage urbain approvisionne actuellement le budget principal de près de 10 millions d'euros, donc ces 10 millions d'euros, demain on ne pourra plus les utiliser sur le budget principal, ce qui nécessitera certainement un emprunt pour assurer le fonds de roulement du budget principal. La Programmation Pluriannuelle d'Investissements, et cela vous a été déjà annoncé, va devoir être révisée puisque, et on va encore travailler avec le Cabinet KLOPFER, avec la dégradation de la capacité d'épargne et les augmentations des prélèvements de l'Etat, nous devrons revoir à la baisse nos capacités d'investissement. Il faut savoir que des économies en fonctionnement devront être recherchées puisque 1 euro économisé en fonctionnement permet un effet levier de 10 euros d'investissement, mais 1 euro de recettes en moins au niveau du budget de fonctionnement du fait des prélèvements de l'Etat, cela entraîne également 10 fois plus d'investissements en moins. Donc comme vous avez vu, l'Etat nous prélève 1 million d'euros, donc cela fait 10 millions d'investissements par an de moins au niveau du budget

d'investissement. Voilà ce que je pouvais dire, Monsieur le Vice-Président, de la CFU 2025.

M. SCHILDKNECHT : Bien, merci Rémy. Est-ce que cela appelle des observations ? Antoine.

M. HOMÉ : Oui, merci Jean-Luc. Je voudrais d'abord remercier Rémy de sa présentation extrêmement claire, mais je connais ses talents, et je crois qu'il a présenté de façon synthétique cette exécution budgétaire du budget que j'avais présenté il y a quelques mois et on y voit bien tous les risques que subissent nos collectivités. Cela a été dit, en particulier depuis maintenant trop d'années, et quels que soient les gouvernements, les collectivités locales sont les variables d'ajustement de la mauvaise gestion des finances de l'Etat. Alors on peut remonter assez loin, avec la taxe professionnelle, vous vous souvenez, on disait que c'était un impôt imbécile, alors après on a créé des impôts différents qui ont été supprimés, alors il ne reste de la fiscalité économique qu'une partie, foncière, on a eu pour nos concitoyens, et cela nous a impacté d'une certaine façon la suppression de la taxe d'habitation, qui a été une erreur tragique, qui a coûté 25 milliards à l'Etat, c'est pas terminé, qui a largement obéré les finances locales et en plus aujourd'hui beaucoup l'ont oublié. Donc cela veut dire qu'en 20-25 ans, on a complètement mis à mal l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales. L'AMF, dont je suis le Président de la commission des finances et le trésorier général, a chiffré les retours des collectivités vers l'Etat. Alors je donne ce chiffre qui fait quand même réfléchir, c’est 82 milliards de baisse cumulée de la dotation globale de fonctionnement en une quinzaine d'années. Est-ce que, chers collègues, vous avez l'impression que cela a produit un redressement des finances de la France ? Pas du tout. Cela montre que, en réalité, les collectivités sont bonnes gestionnaires et que c'est par une meilleure gestion des finances de l'État que l'État doit trouver des solutions, mais certainement pas en piquant l'argent, si je puis dire, du voisin. Alors, avec David LISNARD et André LAIGNEL, nous ferons une conférence de presse, mercredi à 11h au siège de l'AMF à Paris, pour tirer la sonnette d'alarme, on en parlait avec Fabian, sur le budget 2027, parce que c'est toujours pire. J'étais l'autre jour au comité d'alerte des finances publiques, présidé par le Ministre des Comités des Finances et le ministre du Budget. Ils pensent toujours que nous avons une cassette. Je ne sais pas laquelle, mais elle n'existe pas. Et en réalité, vous avez des présentations qui sont faites par Bercy qui montrent que nous aurions les moyens de contribuer encore et encore au puits sans fond, donc je pense qu'il faut rester très mobilisés. Nous avions adopté, en fin de mandat, sous la houlette de Fabian, des motions, là aussi transpartisanes, et je pense que c'est bien parce que cela fait partie de ces sujets sur lesquels les élus locaux peuvent avoir des sensibilités convergentes. Ce que je souhaite aussi, d'ailleurs je le dis, il faut que nos parlementaires soient, comment dirais-je, défenseurs des collectivités locales, non seulement en Alsace, mais aussi dans les assemblées. Parce qu'il a pu arriver, et là aussi, quelles que soient les sensibilités, que certains soient vaillants à Mulhouse ou Colmar, et un peu moins dans les assemblées, donc il faut qu'on travaille avec eux pour que le budget 2027 ne continue pas cela. On parlait de la DCRTP, c'est un peu technique, c'est la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle…

M. SCHILDKNECHT : Antoine s'il te plaît, si on commence à parler de la DCRTP et de toutes ces choses-là, nous en avons pour deux heures, parce que c'est vraiment un sujet très complexe et difficile.

M. HOMÉ : Je conclue. On est un territoire industriel, la DCRTP est menacée, et je trouve que c'est scandaleux. On avait un débat tout à l'heure sur l'économie et l'industrie, qu'on ne valorise pas l'économie et l'industrie. En conclusion, je voudrais simplement dire que ce n'est qu'un débat aujourd'hui, il faudra continuer à être vigilants tous ensemble et à défendre nos collectivités dans l'avenir, et je forme le vœu qu'on le fasse de façon consensuelle, comme on l'a toujours fait dans cette assemblée.

M. SCHILDKNECHT : Merci beaucoup. Est-ce qu'avant de passer au vote, il y a une autre demande de prise de parole ? Monsieur SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci, Monsieur le Vice-Président. Je ne vais pas ajouter à ce qu'a pu dire tout à l'heure le rapporteur sur les difficultés de fond, la crise des ciseaux, ce que vient de dire Antoine, nous le savons tous. Simplement ce que je voudrais dire c'est que le bilan est positif en termes comptables, incontestablement, le travail avisé des services, la prudence nécessaire, mais cela se fait aussi au détriment d'un certain nombre de politiques publiques auxquelles on coupe les ailes. Je vais prendre quelques exemples et ce n'est pas que l'actualité qui me le suggère. Prenons la question des transports publics, dont on sait le rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour l'adaptation à la crise climatique que nous vivons. Or, qu'est-ce qu'on constate ? On constate que, de ce point de vue-là, les réponses qu'on a apportées jusqu'à aujourd'hui ne sont pas satisfaisantes pour permettre un développement véritablement puissant des transports publics locaux, à l'échelle de l'agglomération, tant en termes de gratuité que d'investissements pour compléter et développer le réseau, et donc d'être beaucoup plus attractif par rapport aux besoins de la population. Il y a aussi toute une série de politiques publiques qui ne voient pas le jour, parce qu'on se dit d'emblée « on n'a pas les moyens de les faire ». Et lorsqu'on ne fait pas ces choix, qu'on prend des retards accumulés, il n'est pas étonnant ensuite de se retrouver dans des situations comparables à celles que nous vivons aujourd'hui et qui sont appelées demain à se répéter. Donc par rapport à ces sujets, je pense que l'ensemble des collègues, et beaucoup de nouveaux, devant la crise climatique, l'urgence sociale, devraient prendre en considération tous ces éléments pour réfléchir les prochains budgets qui vont venir. Bien sûr, je partage le point de vue, il faut être offensif pour obtenir de nouveaux budgets, pour avoir des budgets qui aident les collectivités et pas qui leur tordent le cou. Mais ce qui est important, c'est aussi de se dire ce que l'on peut faire, à l'échelle locale, quels choix nous allons faire dans des investissements qui sont annoncés à la baisse. J'ai entendu Rémy aussi. Il faut aussi se dire, à un moment donné, ne pas se contenter de réagir. Par exemple, demain, les transports vont être gratuits, pour ceux qui ne le savent pas, je vous le dis, on s'est entretenus tout à l'heure avec le directeur de Soléa, mais c'est ponctuel comme réponse. C'était un choix qui avait été fait par la majorité de m2A en 2020, et c'est bien que ce soit fait, mais c'est un peu tard, me semble-t-il. Mais au-delà de cela, il ne faut plus travailler en termes de réponse, de réaction, il faut construire une trajectoire par rapport à ces sujets. C'est ce qu'on essayait de dire aussi par rapport au data center tout à l'heure, etc. Travaillons des trajectoires et faisons de bons choix d'investissement pour demain. Je vous remercie.

M. SCHILDKNECHT : Et enfin en ce qui concerne le budget annexe d'Investissement Territorial Intégré : Pas d'opposition ? Pas d'abstention ?

Pour : 89 + 7 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. SCHILDKNECHT : Je vous remercie.

21° <u>BUDGET PRINCIPAL : AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/104C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	**26 891 830,92 €**
Résultat de la section d'investissement	**6 213 658,09 €**
Solde des restes à réaliser	**-13 922 894,62 €**

Selon l'instruction comptable, l'excédent de fonctionnement doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser.

Ainsi, après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 7 709 236,53 € qu'il convient de combler.

Le résultat de fonctionnement à reporter, après apurement du besoin de financement de la section d'investissement, s'élève à 19 182 594,39 €.

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un titre au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 6 213 658,09 € ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 7 709 236,53 € ;

- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section d'exploitation pour un montant de 19 182 594,39 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'affectation des résultats proposée pour le budget principal.

M. SCHILDKNECHT : Le Président peut se joindre de nouveau à nous, et je laisse Rémy continuer en ce qui concerne les affectations de tous ces budgets.

M. NEUMANN : J'attends que le Président revienne à sa place. Donc dans cette deuxième partie sur le diaporama, on vous propose l'affectation des résultats, pareil pour le budget principal et les budgets annexes. Juste rappeler que cette affectation de résultats fait suite au vote du CFU de l'année précédente, et les affectations de résultats sont reprises dans le budget supplémentaire 2026, comme on va le voir tout à l'heure. Les résultats correspondent au solde entre les recettes et les dépenses de l'exercice augmentés des résultats de l'année précédente, comme on l'a vu tout à l'heure. Le besoin en financement de la section d'investissement, lorsqu'il existe, est corrigé des restes à réaliser de l'année précédente. Et enfin, l'excédent de fonctionnement doit être affecté en premier lieu à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, si ce dernier est déficitaire, et en recettes de fonctionnement ou d'investissement pour le solde. Concernant le budget principal, comme on l'a vu tout à l'heure, on a un résultat global de 26 891 000 euros sur la partie fonctionnement et un résultat de 6 213 658 pour la section d'investissement, mais nous avons des restes à réaliser pour pas tout à fait 14 millions d'euros, donc un besoin de financement de l'investissement de 7,7 millions, si on fait la différence entre le résultat de la section d'investissement et les restes à réaliser, et un solde de fonctionnement à reporter qui est de 19 182 000 euros. On vous propose d'affecter 6 213 658 euros en résultat d'investissement reporté et 7 709 000 pour les restes à réaliser, et de laisser au budget de fonctionnement le solde de 19 182 000. Je propose de les passer tous en revue et on fera les votes un après l'autre comme tout à l'heure.
Cf. intervention du Président point 27°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° <u>BUDGET ANNEXE DE L'EAU : AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/105C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section d'exploitation	**1 168 054,97 €**
Résultat de la section d'investissement	**4 850 030,40 €**
Solde des restes à réaliser	**-4 864 154,83 €**

Selon l'instruction comptable, l'excédent d'exploitation doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser.

Ainsi, après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 14 124,43 € qu'il convient de combler.

Le résultat d'exploitation à reporter, après apurement du besoin de financement de la section d'investissement, s'élève à 1 153 930,54 €.

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un titre au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 4 850 030,40 € ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 14 124,43 € ;

- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section d'exploitation pour un montant de 1 153 930,54 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'affectation des résultats proposée pour le budget annexe Eau.

M. NEUMANN : Concernant le budget eau : mêmes opérations. Le résultat de section d'exploitation 1 168 000. Résultat de la section d'investissement 4 850 000, restes à réaliser 4 864 000. On vous propose de mettre en résultat d'investissement reporté 4 850 000, qui permet de couvrir les restes à réaliser, un complément de 14 124 pour couvrir la totalité, et de laisser en section de fonctionnement 1 153 000.
Cf. intervention du Président point 27°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

23° <u>BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/106C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section d'exploitation	**10 695 002,12 €**
Résultat de la section d'investissement	**310 405,17 €**
Solde des restes à réaliser	**-800 922,67 €**

Selon l’instruction comptable, l’excédent d’exploitation (10 695 002,12 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d’investissement corrigé du solde des restes à réaliser.

Ainsi, après prise en compte des restes à réaliser, la section d’investissement dégage un besoin de financement de 490 517,50 € qu’il convient de combler.

Le résultat d’exploitation à reporter, après apurement du besoin de financement de la section d’investissement, s’élève à 10 204 484,62 €.

L’affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d’un titre au compte 001 « résultat d’investissement reporté » pour 310 405,17 € ;

- émission d’un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l’apurement du besoin de financement de la section d’investissement pour 490 517,50 € ;

- émission d’un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section d’exploitation pour un montant de 10 204 484,62 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d’Agglomération :
- approuve l’affectation des résultats proposée pour le budget annexe Chauffage Urbain.

M. NEUMANN : Concernant le chauffage urbain, le résultat de la section d'exploitation 10 695 000, comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est essentiellement du résultat reporté déjà de l'année précédente 2024, le résultat de la section d'investissement 310 000 et des restes à réaliser pour 800 000 euros, ce qui fait qu'on a un besoin de financement de 490 000 euros. On vous propose donc de mettre 310 405 euros de la section d'investissement en résultat d'investissement reporté, de compléter à hauteur de 490 517 euros par un prélèvement sur l'excédent de fonctionnement capitalisé et de laisser le solde de 10 204 000 euros au budget de fonctionnement, donc avec un résultat reporté qui baissera un peu l'année prochaine.
Cf. intervention du Président point 27°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

24° <u>BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS : AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025</u> (2026/107C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section d'exploitation	**2 509 558,04 €**
Résultat de la section d'investissement	**4 300 696,68 €**
Solde des restes à réaliser	**-5 505 872,31 €**

Selon l'instruction comptable, l'excédent d'exploitation (2 509 696,68 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser.

Ainsi, après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 1 205 175,63 € qu'il convient de combler.

Le résultat d'exploitation à reporter, après apurement du besoin de financement de la section d'investissement, s'élève à 1 304 382,41 €.

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un titre au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 4 300 696,68 € ;

- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 1 205 175,63 € ;

- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section d'exploitation pour un montant de 1 304 382,41 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'affectation des résultats proposée pour le budget annexe des transports urbains.

M. NEUMANN : Pour les transports, même chose, résultat d'exploitation +2,5 millions, résultat de l'investissement +4,3 millions, solde à réaliser par contre là un montant important de 5,5 millions. On vous propose de laisser la totalité du résultat de la section d'investissement en résultat d'investissement reporté, de compléter par 1 205 000 pour couvrir la totalité des restes à réaliser et de laisser en section de fonctionnement 1 304 000 dans le compte du budget de fonctionnement.
Cf. intervention du Président point 27°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

25° BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'ACTIVITE BANTZENHEIM : AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 (2026/108C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	**-64 559,87 €**
Résultat de la section d'investissement	**-786 995,54 €**

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 786 995,54 € ;

- émission d'un mandat au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement pour un montant de 64 559,87 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'affectation des résultats proposée pour le budget annexe de la ZA de Bantzenheim.

M. NEUMANN : Pour Bantzenheim, déficit à la fois en budget de fonctionnement et en section d'investissement, et donc on vous propose de mettre ces déficits en résultat d'investissement reporté de 786 000. Également, un résultat de fonctionnement reporté négatif de 64 000, en sachant que ces montants, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, sont couverts par la trésorerie du budget principal.
Cf. intervention du Président point 27°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

26° BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'ACTIVITÉ AMÉLIE IV – AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 (2026/109C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	**0,00 €**
Résultat de la section d'investissement	**-1 883 832,70 €**

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 1 883 832,70 € ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'affectation des résultats proposée pour le budget annexe de la Zone d'activité Amélie IV.

M. NEUMANN : Amélie IV, là on a un résultat de section d'investissement de 1 883 000, qu'on vous propose de mettre en résultat d'investissement reporté pour 1 883 000 pour le montant global, en sachant que ce déficit devrait être recouvert par les recettes des années ultérieures.
Cf. intervention du Président point 27°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

27° BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRÉ : AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 (2026/110C/7.1.5)

L'approbation du compte financier unique précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes (article L1612-32 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	**0,00 €**
Résultat de la section d'investissement	**-675 258,77 €**
Solde des restes à réaliser	**675 258,77 €**

Ainsi, après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 0,00 €.

L’affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d’un mandat au compte 001 « résultat d’investissement reporté » pour 675 258,77 € ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d’Agglomération :

- approuve l’affectation des résultats proposée pour le budget annexe Investissement Territorial Intégré.

M. NEUMANN : Et enfin, au niveau de l'ITI, résultat de la section d'investissement : 675 000. Restes à réaliser, ce sont les recettes que nous attendons de l'ITI FEDER : 675 000, que nous n'avons pas encore perçus. Et donc là, nous avons un besoin de financement de 0 euro. Et on vous propose de mettre ce résultat d'investissement reporté pour 675 000 d'euros dès qu'on a les recettes de la Région Grand Est, qui viennent de l'Europe. Voilà, M. le Président, concernant l'affectation des résultats proposés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rémy, et donc avant de passer au vote, je voudrais juste vous remercier pour votre confiance tout à l'heure dans ce vote à l'unanimité sur le CFU. Merci. En ce qui concerne maintenant l'affectation des résultats et des budgets, est-ce qu'il y a des questions, des prises de parole ? Il n'y en a pas. Si vous en êtes d'accord, on peut voter d'une façon globale l’affectation du résultat du CFU 2025 des différents budgets.

Concernant le vote groupé :
Pour : 87 + 9 procurations

Le conseil communautaire décide à l’unanimité de procéder à un vote groupé pour l’affectation du résultat du Compte Financier Unique.

M. LE PRÉSIDENT : Donc, budget de l’eau, chauffage urbain, transports urbains, zones d'activité, voilà. Est-ce que vous êtes d’accord ? Personne ne s'y oppose. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

28° <u>BUDGET PRINCIPAL : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026</u> (2026/111C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d’ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget principal s'équilibre en dépenses et en recettes à 85 636 767,92 €.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 26 040 834,39 €.

Recettes	Reprise du résultat 2025	19 182 594,39 €
	Propositions nouvelles réelles	6 858 240,00 €
	Propositions nouvelles d'ordre	0,00 €
TOTAL		**26 040 834,39 €**

Dépenses	Propositions nouvelles réelles	5 297 967,57 €
	Propositions nouvelles d'ordre	530 000,00 €
	Virement à l'investissement	3 000 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 011	11 712 866,82 €
	Crédits affectés au chapitre 012	2 000 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 65	1 000 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 66	1 000 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 67	500 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 014	1 000 000,00 €
TOTAL		**26 040 834,39 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 59 595 933,53 €.

Recettes	Affectation du résultat 2025	7 709 236,53 €
	Reprise de l'excédent d'investissement 2025	6 213 658,09 €
	Restes à réaliser 2025	42 960 238,51 €
	Propositions nouvelles réelles	-2 817 199,60 €
	Propositions nouvelles d'ordre	2 530 000,00 €
	Virement de la section de fonctionnement	3 000 000,00 €
TOTAL		**59 595 933,53 €**

Dépenses	Restes à réaliser 2025	56 883 133,13 €
	Propositions nouvelles réelles	-1 387 199,60 €
	Propositions nouvelles d'ordre	2 000 000,00 €
	Crédits affectés	2 100 000,00 €
TOTAL		**59 595 933,53 €**

Dans le cadre des ajustements en investissement, les crédits de certaines autorisations de programme peuvent être redéployés de l'exercice 2025 sur 2026 ou ajustés.
Ainsi il est proposé de reventiler les crédits suivants :

-AP 007 Habitat et renouvellement urbain : ajustement des crédits de paiement 2026 pour + 1 696 000,00 €, portant le total des crédits de paiement 2026 à 4 270 284,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget principal,
- approuve la modification des crédits de paiement 2026 pour l'AP 007 Habitat et renouvellement urbain.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900073

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget supplémentaire (projet de budget)
Voté par nature

BUDGET : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 9

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 11
B1 - Présentation des AP votées 12
B2 - Présentation des AE votées 13
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 14
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 17
D1 - Balance générale - Dépenses 19
D2 - Balance générale - Recettes 21

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 23
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 27
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 32
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 33
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 34
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 35
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 38
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 41
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 47

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 51
A1.01 - Opérations non ventilables 54
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 55
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 58
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 59
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 60
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 63
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 67
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 70
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 71
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 74
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 76
A1.908 - Fonction 8 - Transports 79
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 83
A2.01 - Opérations non ventilables 85
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 86
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 92
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 93
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 94
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 99
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 105
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 108
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 109
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 110
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 113
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 117
A2.938 - Fonction 8 - Transports 123

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 127
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 128
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 132
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 134

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 135
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 137
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 138
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 139
B3.1 - Etat des provisions constituées 140
B3.2 - Etalement des provisions 142
B4 - Etat des charges transférées 143
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 144
B6 - Prêts 145
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 146
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 147
B7.3 - Etat des emprunts garantis 148
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 149
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 150
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 151
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 152
B7.8 - Autres engagements donnés 153
B7.9 - Autres engagements reçus 154
B8 - Subventions versées 155
B9 - Etat du personnel 156
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 159
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 160
B11.2 - Liste des établissements publics créés 161
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 162

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 163
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 165
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 166

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 169
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 170
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 171
D3 - Décisions en matière de taux 173
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 174
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 176
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 178
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 179

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 180

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires par délibération du 27 juin 2022 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	331 979 409,01	369 099 823,93		-4 014 925,91	A1	33 105 489,01
Investissement	69 367 216,67	91 417 318,60	(2)	-15 836 443,84	A2	6 213 658,09
Fonctionnement	262 612 192,34	277 682 505,33	(3)	11 821 517,93	A3	26 891 830,92

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	56 883 133,13	III + IV	42 960 238,51	B1	-13 922 894,62
Investissement	I	56 883 133,13	III	42 960 238,51	B2	-13 922 894,62
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	19 182 594,39
Investissement	**A2 + B2**	-7 709 236,53
Fonctionnement	**A3 + B3**	26 891 830,92

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **56 883 133,13**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**2 180 862,99**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**3 657 941,19**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**9 522 749,50**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**5 720 113,85**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**635 913,50**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**35 165 552,10**
4541100015	AIDE A LA PIERRE 2015	104 000,25
4541100016	AIDE A LA PIERRE 2016	234 124,40
4541100017	AIDE A LA PIERRE 2017	60 000,00
4541100018	AIDE A LA PIERRE 2018	277 698,00
4541100019	AIDE A LA PIERRE 2019	465 262,00
4541100020	AIDE A LA PIERRE 2020	514 468,48
4541100021	AIDE A LA PIERRE 2021	482 803,68
4541100022	AIDE A LA PIERRE 2022	1 786 485,29
4541100023	AIDE A LA PIERRE 2023	676 928,00
4541100024	AIDE A LA PIERRE 2024	804 296,00
4541100025	AIDE A LA PIERRE 2025	1 831 236,00
4541100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	1 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	252 434,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	2 707 139,00
4541102024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	7 539 597,00
4541102025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	17 428 080,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la

comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **42 960 238,51**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**832 948,40**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**2 387 524,39**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**187 732,41**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**39 552 033,31**
4541200005	PRU WITTENHEIM	10 000,17
4541200013	AIDE A LA PIERRE 2013	8 003,00
4541200014	AIDE A LA PIERRE 2014	17 929,01
4541200015	AIDE A LA PIERRE 2015	34 284,69
4541200017	AIDE A LA PIERRE 2017	386 809,12
4541200018	AIDE A LA PIERRE 2018	57 966,00
4541200019	AIDE A LA PIERRE 2019	779 468,70
4541200020	AIDE A LA PIERRE 2020	404 264,25
4541200021	AIDE A LA PIERRE 2021	450 869,00
4541200022	AIDE A LA PIERRE 2022	1 273 102,92
4541200023	AIDE A LA PIERRE 2023	576 928,00
4541200025	AIDE A LA PIERRE 2025	2 184 458,00
4541200103	PIG RBST DEPARTEMENT	26 698,45
4541200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	45 500,00
4541202022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	541 897,00
4541202023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	3 915 495,00
4541202024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	9 382 884,00
4541202025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	19 455 476,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	2 712 800,40	10 422 036,93
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	56 883 133,13	42 960 238,51
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 6 213 658,09
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	59 595 933,53	59 595 933,53

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	26 040 834,39	6 858 240,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 19 182 594,39
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	26 040 834,39	26 040 834,39

TOTAL DU BUDGET (5)	85 636 767,92	85 636 767,92

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	5 893 286,00	2 180 862,99	-1 520 048,00	-1 520 048,00	6 554 100,99
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	16 069 598,00	3 657 941,19	2 896 000,00	2 896 000,00	22 623 539,19
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	22 935 924,00	9 522 749,50	-1 884 651,60	-1 884 651,60	30 574 021,90
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	30 423 100,00	5 720 113,85	742 500,00	742 500,00	36 885 713,85
Total des dépenses d'équipement		**75 321 908,00**	**21 081 667,53**	**233 800,40**	**233 800,40**	**96 637 375,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	203 000,00	203 000,00	203 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 886 000,00	0,00	76 000,00	76 000,00	17 962 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	5 246 000,00	635 913,50	200 000,00	200 000,00	6 081 913,50
Total des dépenses financières		**23 932 000,00**	**635 913,50**	**479 000,00**	**479 000,00**	**25 046 913,50**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	20 365 468,00	35 165 552,10	0,00	0,00	55 531 020,10
Total des dépenses réelles d'investissement		**119 619 376,00**	**56 883 133,13**	**712 800,40**	**712 800,40**	**177 215 309,53**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*748 500,00*		*0,00*	*0,00*	*748 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*5 800 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*7 800 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 548 500,00***		***2 000 000,00***	***2 000 000,00***	***8 548 500,00***

TOTAL	**126 167 876,00**	**56 883 133,13**	**2 712 800,40**	**2 712 800,40**	**185 763 809,53**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**185 763 809,53**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	6 142 248,00	2 387 524,39	1 620 000,00	1 620 000,00	10 149 772,39
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	72 330 770,00	0,00	-4 849 199,60	-4 849 199,60	67 481 570,40
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**78 473 018,00**	**2 387 524,39**	**-3 229 199,60**	**-3 229 199,60**	**77 631 342,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	832 948,40	0,00	0,00	832 948,40
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	7 709 236,53	7 709 236,53	7 709 236,53
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	4 240 000,00	187 732,41	412 000,00	412 000,00	4 839 732,41
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**6 240 000,00**	**1 020 680,81**	**8 121 236,53**	**8 121 236,53**	**15 381 917,34**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	20 365 468,00	39 552 033,31	0,00	0,00	59 917 501,31
Total des recettes réelles d'investissement		**105 078 486,00**	**42 960 238,51**	**4 892 036,93**	**4 892 036,93**	**152 930 761,44**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 047 735,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*	*5 047 735,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*13 241 655,00*		*530 000,00*	*530 000,00*	*13 771 655,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*5 800 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*7 800 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***21 089 390,00***		***5 530 000,00***	***5 530 000,00***	***26 619 390,00***

TOTAL	**126 167 876,00**	**42 960 238,51**	**10 422 036,93**	**10 422 036,93**	**179 550 151,44**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**6 213 658,09**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**185 763 809,53**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**18 070 890,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A savoir notamment en cas de l'agglomération d'une recette initiale en espèces au profit du seul régie qui l'encaisse qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	41 527 323,00	0,00	12 879 497,82	12 879 497,82	54 406 820,82
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	85 747 500,00	0,00	1 999 250,00	1 999 250,00	87 746 750,00
014	Atténuations de produits	72 713 420,00	0,00	-7 669 696,43	-7 669 696,43	65 043 723,57
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	60 916 573,00	0,00	13 681 033,00	13 681 033,00	74 597 606,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**260 904 816,00**	**0,00**	**20 890 084,39**	**20 890 084,39**	**281 794 900,39**
66	Charges financières	3 098 200,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	4 098 200,00
67	Charges spécifiques (4)	37 000,00	0,00	620 750,00	620 750,00	657 750,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**264 040 016,00**	**0,00**	**22 510 834,39**	**22 510 834,39**	**286 550 850,39**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 047 735,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*	*5 047 735,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*13 241 655,00*		*530 000,00*	*530 000,00*	*13 771 655,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***15 289 390,00***		***3 530 000,00***	***3 530 000,00***	***18 819 390,00***
TOTAL		**279 329 406,00**	**0,00**	**26 040 834,39**	**26 040 834,39**	**305 370 240,39**
					+	
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=	
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**305 370 240,39**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 998 403,00	0,00	25 449,00	25 449,00	35 023 852,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	74 178 681,00	0,00	645 178,00	645 178,00	74 823 859,00
731	Fiscalité locale	103 277 806,00	0,00	6 478 314,00	6 478 314,00	109 756 120,00
74	Dotations et participations (4)	47 027 446,00	0,00	-404 701,00	-404 701,00	46 622 745,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	18 831 570,00	0,00	114 000,00	114 000,00	18 945 570,00
Total des recettes de gestion courante		**278 573 906,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**285 432 146,00**
76	Produits financiers	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**278 580 906,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**285 439 146,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*748 500,00*		*0,00*	*0,00*	*748 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***748 500,00***		***0,00***	***0,00***	***748 500,00***
TOTAL		**279 329 406,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**286 187 646,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**19 182 594,39**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**305 370 240,39**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**18 070 890,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	203 000,00	*0,00*	203 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	76 000,00	*0,00*	76 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	660 814,99	*0,00*	660 814,99
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	6 553 941,19	*0,00*	*6 553 941,19*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	7 638 097,90	*0,00*	7 638 097,90
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	6 462 613,85	*2 000 000,00*	*8 462 613,85*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	835 913,50	*0,00*	835 913,50
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	35 165 552,10	*0,00*	35 165 552,10
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**57 595 933,53**	***2 000 000,00***	**59 595 933,53**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**59 595 933,53**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	12 879 497,82		12 879 497,82
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	1 999 250,00		1 999 250,00
014	Atténuations de produits	-7 669 696,43		-7 669 696,43
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	13 681 033,00	*0,00*	13 681 033,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	1 000 000,00	*0,00*	1 000 000,00
67	Charges spécifiques (9)	620 750,00	*0,00*	620 750,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*530 000,00*	530 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 000 000,00*	3 000 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**22 510 834,39**	***3 530 000,00***	**26 040 834,39**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**26 040 834,39**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	832 948,40	*0,00*	832 948,40
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	4 007 524,39	*0,00*	4 007 524,39
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-4 849 199,60	*0,00*	-4 849 199,60
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	599 732,41	*0,00*	599 732,41
28	*Amortissement des immobilisations*		*500 000,00*	500 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	39 552 033,31	*0,00*	39 552 033,31
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*30 000,00*	30 000,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*3 000 000,00*	3 000 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**40 143 038,91**	***5 530 000,00***	**45 673 038,91**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**6 213 658,09**
				+
			R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**7 709 236,53**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**59 595 933,53**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	25 449,00		25 449,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	645 178,00		645 178,00
731	Fiscalité locale	6 478 314,00		6 478 314,00
74	Dotations et participations (8)	-404 701,00		-404 701,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	114 000,00	0,00	114 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**6 858 240,00**	***0,00***	**6 858 240,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**19 182 594,39**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**26 040 834,39**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**126 167 876,00**	**56 883 133,13**	**0,00**	**2 712 800,40**	**2 712 800,40**	**0,00**	**2 712 800,40**	**59 595 933,53**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 893 286,00	2 180 862,99	0,00	-1 520 048,00	-1 520 048,00	0,00	-1 520 048,00	660 814,99
204	Subventions d'équipement versées (10)	16 069 598,00	3 657 941,19	0,00	2 896 000,00	2 896 000,00	0,00	2 896 000,00	6 553 941,19
21	Immobilisations corporelles	22 935 924,00	9 522 749,50	0,00	-1 884 651,60	-1 884 651,60	0,00	-1 884 651,60	7 638 097,90
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	30 423 100,00	5 720 113,85	0,00	742 500,00	742 500,00	0,00	742 500,00	6 462 613,85
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**75 321 908,00**	**21 081 667,53**	**0,00**	**233 800,40**	**233 800,40**	**0,00**	**233 800,40**	**21 315 467,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		203 000,00	203 000,00		203 000,00	203 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	17 886 000,00	0,00		76 000,00	76 000,00		76 000,00	76 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 246 000,00	635 913,50	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	835 913,50
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**23 932 000,00**	**635 913,50**	**0,00**	**479 000,00**	**479 000,00**	**0,00**	**479 000,00**	**1 114 913,50**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	20 365 468,00	35 165 552,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 165 552,10
Total des dépenses réelles		**119 619 376,00**	**56 883 133,13**	**0,00**	**712 800,40**	**712 800,40**	**0,00**	**712 800,40**	**57 595 933,53**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*748 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*5 800 000,00*			*2 000 000,00*	*2 000 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 548 500,00**			**2 000 000,00**	**2 000 000,00**		**2 000 000,00**	**2 000 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**59 595 933,53**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**126 167 876,00**	**42 960 238,51**	**2 712 800,40**	**2 712 800,40**	**45 673 038,91**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	6 142 248,00	2 387 524,39	1 620 000,00	1 620 000,00	4 007 524,39
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	72 330 770,00	0,00	-4 849 199,60	-4 849 199,60	-4 849 199,60
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**78 473 018,00**	**2 387 524,39**	**-3 229 199,60**	**-3 229 199,60**	**-841 675,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	832 948,40	0,00	0,00	832 948,40
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	4 240 000,00	187 732,41	412 000,00	412 000,00	599 732,41

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**6 240 000,00**	**1 020 680,81**	**412 000,00**	**412 000,00**	**1 432 680,81**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	20 365 468,00	39 552 033,31	0,00	0,00	39 552 033,31
Total des recettes réelles		**105 078 486,00**	**42 960 238,51**	**-2 817 199,60**	**-2 817 199,60**	**40 143 038,91**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 047 735,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*13 241 655,00*		*530 000,00*	*530 000,00*	*530 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*5 800 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
Total des recettes d'ordre		***21 089 390,00***		***5 530 000,00***	***5 530 000,00***	***5 530 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**6 213 658,09**

Affectation au compte 1068 (9)	**7 709 236,53**

Total des recettes d'investissement cumulées	**59 595 933,53**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**126 167 876,00**	**56 883 133,13**	**0,00**	**2 712 800,40**	**2 712 800,40**	**0,00**	**2 712 800,40**	**59 595 933,53**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 893 286,00	2 180 862,99	0,00	-1 520 048,00	-1 520 048,00	0,00	-1 520 048,00	660 814,99
202	Frais réalisation documents urbanisme	93 117,00	776 442,27		0,00	0,00	0,00	0,00	776 442,27
2031	Frais d'études	4 930 569,00	1 196 621,10		-1 622 500,00	-1 622 500,00	0,00	-1 622 500,00	-425 878,90
2033	Frais d'insertion	20 000,00	361,97		0,00	0,00	0,00	0,00	361,97
2051	Concessions, droits similaires	849 600,00	207 437,65		102 452,00	102 452,00	0,00	102 452,00	309 889,65
204	Subventions d'équipement versées (10)	16 069 598,00	3 657 941,19	0,00	2 896 000,00	2 896 000,00	0,00	2 896 000,00	6 553 941,19
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	932 900,00	1 850,15		0,00	0,00	0,00	0,00	1 850,15
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	347 744,00	70 122,00		0,00	0,00	0,00	0,00	70 122,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	1 060 000,00	1 045 606,38		1 200 000,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	2 245 606,38
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	5 871 204,00	120 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	5 690,00		0,00	0,00	0,00	0,00	5 690,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	24 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	1 670 000,00	823 777,20		1 174 000,00	1 174 000,00	0,00	1 174 000,00	1 997 777,20
2041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	427 375,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	186 000,00	10 964,00		0,00	0,00	0,00	0,00	10 964,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	1 981 250,00	80 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	208 000,00	93 755,20		0,00	0,00	0,00	0,00	93 755,20
20422	Privé : Bâtiments, installations	3 361 125,00	1 406 176,26		522 000,00	522 000,00	0,00	522 000,00	1 928 176,26
21	Immobilisations corporelles	22 935 924,00	9 522 749,50	0,00	-1 884 651,60	-1 884 651,60	0,00	-1 884 651,60	7 638 097,90
2111	Terrains nus	1 250 002,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 000,00	12 803,40		0,00	0,00	0,00	0,00	12 803,40
2128	Autres agencements et aménagements	1 796 000,00	132 248,80		0,00	0,00	0,00	0,00	132 248,80
21318	Autres bâtiments publics	6 769 000,00	1 936 462,34		935 000,40	935 000,40	0,00	935 000,40	2 871 462,74
21328	Autres bâtiments privés	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	25 000,00	41 979,60		0,00	0,00	0,00	0,00	41 979,60
2138	Autres constructions	1 317 600,00	2 094,71		0,00	0,00	0,00	0,00	2 094,71
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	50 000,00	94 188,08		0,00	0,00	0,00	0,00	94 188,08
2152	Installations de voirie	5 966 024,00	506 738,74		-3 719 000,00	-3 719 000,00	0,00	-3 719 000,00	-3 212 261,26
21533	Réseaux câblés	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel roulant	0,00	0,00		750 000,00	750 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	22 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	90 000,00	89 896,05		0,00	0,00	0,00	0,00	89 896,05
21578	Autre matériel technique	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 116 000,00	251 061,20		0,00	0,00	0,00	0,00	251 061,20
21828	Autres matériels de transport	2 515 500,00	6 216 446,46		0,00	0,00	0,00	0,00	6 216 446,46
21838	Autre matériel informatique	508 600,00	21 069,04		0,00	0,00	0,00	0,00	21 069,04
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	457 500,00	19 353,72		-652,00	-652,00	0,00	-652,00	18 701,72
2186	Cheptel	5 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	807 698,00	198 407,36		0,00	0,00	0,00	0,00	198 407,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	30 423 100,00	5 720 113,85	0,00	742 500,00	742 500,00	0,00	742 500,00	6 462 613,85
2313	Constructions	23 547 500,00	2 969 518,37		1 292 500,00	1 292 500,00	0,00	1 292 500,00	4 262 018,37
2315	Install., matériel et outill. technique	6 875 600,00	2 750 595,48		-550 000,00	-550 000,00	0,00	-550 000,00	2 200 595,48
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**75 321 908,00**	**21 081 667,53**	**0,00**	**233 800,40**	**233 800,40**	**0,00**	**233 800,40**	**21 315 467,93**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		203 000,00	203 000,00		203 000,00	203 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00		203 000,00	203 000,00		203 000,00	203 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	17 886 000,00	0,00		76 000,00	76 000,00		76 000,00	76 000,00
1641	Emprunts en euros	14 905 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 750 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	211 000,00	0,00		-124 000,00	-124 000,00		-124 000,00	-124 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 246 000,00	635 913,50	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	835 913,50
2743	Prêts au personnel	54 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
2745	Avances remboursables	4 780 000,00	635 913,50		0,00	0,00	0,00	0,00	635 913,50
276341	Créance Communes membres du GFP	412 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**23 932 000,00**	**635 913,50**	**0,00**	**479 000,00**	**479 000,00**	**0,00**	**479 000,00**	**1 114 913,50**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	20 365 468,00	35 165 552,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 165 552,10
4541100013	AIDE A LA PIERRE 2013	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541100014	AIDE A LA PIERRE 2014	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541100015	AIDE A LA PIERRE 2015	0,00	104 000,25		0,00	0,00	0,00	0,00	104 000,25
4541100016	AIDE A LA PIERRE 2016	0,00	234 124,40		0,00	0,00	0,00	0,00	234 124,40
4541100017	AIDE A LA PIERRE 2017	0,00	60 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
4541100018	AIDE A LA PIERRE 2018	0,00	277 698,00		0,00	0,00	0,00	0,00	277 698,00
4541100019	AIDE A LA PIERRE 2019	0,00	465 262,00		0,00	0,00	0,00	0,00	465 262,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
4541100020	AIDE A LA PIERRE 2020	0,00	514 468,48		0,00	0,00	0,00	0,00	514 468,48
4541100021	AIDE A LA PIERRE 2021	0,00	482 803,68		0,00	0,00	0,00	0,00	482 803,68
4541100022	AIDE A LA PIERRE 2022	0,00	1 786 485,29		0,00	0,00	0,00	0,00	1 786 485,29
4541100023	AIDE A LA PIERRE 2023	0,00	676 928,00		0,00	0,00	0,00	0,00	676 928,00
4541100024	AIDE A LA PIERRE 2024	0,00	804 296,00		199 500,00	199 500,00	0,00	199 500,00	1 003 796,00
4541100025	AIDE A LA PIERRE 2025	3 000 000,00	1 831 236,00		-199 500,00	-199 500,00	0,00	-199 500,00	1 631 736,00
4541100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	0,00	1 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	0,00	252 434,00		0,00	0,00	0,00	0,00	252 434,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	0,00	2 707 139,00		0,00	0,00	0,00	0,00	2 707 139,00
4541102024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	0,00	7 539 597,00		0,00	0,00	0,00	0,00	7 539 597,00
4541102025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	17 365 468,00	17 428 080,00		0,00	0,00	0,00	0,00	17 428 080,00
Total des dépenses réelles		**119 619 376,00**	**56 883 133,13**	**0,00**	**712 800,40**	**712 800,40**	**0,00**	**712 800,40**	**57 595 933,53**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*748 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*589 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*62 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*65 425,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*7 575,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*243 600,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 400,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Charges transférées (8)	*159 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*155 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*4 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*5 800 000,00*			*2 000 000,00*	*2 000 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
1641	*Emprunts en euros*	*2 750 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 750 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
204412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*			*2 000 000,00*	*2 000 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 548 500,00**			**2 000 000,00**	**2 000 000,00**		**2 000 000,00**	**2 000 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**126 167 876,00**	**42 960 238,51**	**2 712 800,40**	**2 712 800,40**	**45 673 038,91**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	6 142 248,00	2 387 524,39	1 620 000,00	1 620 000,00	4 007 524,39
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	466 350,00	170 236,00	0,00	0,00	170 236,00
1312	Subv. transf. Régions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13178	Autres fonds européens	0,00	10 024,35	0,00	0,00	10 024,35
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 863 088,00	1 557 264,04	0,00	0,00	1 557 264,04
1322	Subv. non transf. Régions	587 251,00	450 000,00	1 620 000,00	1 620 000,00	2 070 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	2 775 559,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	400 000,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
1338	Autres fonds équip. transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	72 330 770,00	0,00	-4 849 199,60	-4 849 199,60	-4 849 199,60
1641	Emprunts en euros	69 580 770,00	0,00	-4 849 199,60	-4 849 199,60	-4 849 199,60
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**78 473 018,00**	**2 387 524,39**	**-3 229 199,60**	**-3 229 199,60**	**-841 675,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	832 948,40	0,00	0,00	832 948,40
10222	FCTVA	0,00	832 948,40	0,00	0,00	832 948,40
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	4 240 000,00	187 732,41	412 000,00	412 000,00	599 732,41
2743	Prêts au personnel	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	4 180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	187 732,41	0,00	0,00	187 732,41
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00	412 000,00	412 000,00	412 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**6 240 000,00**	**1 020 680,81**	**412 000,00**	**412 000,00**	**1 432 680,81**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	20 365 468,00	39 552 033,31	0,00	0,00	39 552 033,31
Total des recettes réelles		**105 078 486,00**	**42 960 238,51**	**-2 817 199,60**	**-2 817 199,60**	**40 143 038,91**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 047 735,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*13 241 655,00*		*530 000,00*	*530 000,00*	*530 000,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*146 720,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*41 273,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*3 310,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*51 431,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*71 465,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 380 047,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 644 624,00*		*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 610,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*27 629,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*800 584,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*84 691,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 099 313,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*175 205,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*159 407,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*893 838,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*3 968,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*123 936,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 641,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 029 091,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 451,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28128	*Autres aménagements de terrains*	*516,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*8 273,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*9 707,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*45 889,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*5 462,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 171,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*94 936,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*327 599,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 336,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*442,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 184 011,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*500 587,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*180 114,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*5 077,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*121,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*751 494,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*76,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*250 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*5 800 000,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
13241	*Subv. non transf. Commune membre du GFP*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1641	*Emprunts en euros*	*2 750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
Total des recettes d'ordre		***21 089 390,00***		***5 530 000,00***	***5 530 000,00***	***5 530 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**279 329 406,00**	**0,00**	**0,00**	**26 040 834,39**	**26 040 834,39**	**0,00**	**26 040 834,39**	**26 040 834,39**
011	Charges à caractère général (4)	41 527 323,00	0,00	0,00	12 879 497,82	12 879 497,82	0,00	12 879 497,82	12 879 497,82
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	85 747 500,00	0,00		1 999 250,00	1 999 250,00		1 999 250,00	1 999 250,00
014	Atténuations de produits	72 713 420,00	0,00		-7 669 696,43	-7 669 696,43		-7 669 696,43	-7 669 696,43
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	60 916 573,00	0,00	0,00	13 681 033,00	13 681 033,00	0,00	13 681 033,00	13 681 033,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**260 904 816,00**	**0,00**	**0,00**	**20 890 084,39**	**20 890 084,39**	**0,00**	**20 890 084,39**	**20 890 084,39**
66	Charges financières	3 098 200,00	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00
67	Charges spécifiques (4)	37 000,00	0,00		620 750,00	620 750,00		620 750,00	620 750,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 135 200,00**	**0,00**	**0,00**	**1 620 750,00**	**1 620 750,00**		**1 620 750,00**	**1 620 750,00**
Total des dépenses réelles		**264 040 016,00**	**0,00**	**0,00**	**22 510 834,39**	**22 510 834,39**	**0,00**	**22 510 834,39**	**22 510 834,39**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 047 735,00*			*3 000 000,00*	*3 000 000,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*13 241 655,00*			*530 000,00*	*530 000,00*		*530 000,00*	*530 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**15 289 390,00**			**3 530 000,00**	**3 530 000,00**		**3 530 000,00**	**3 530 000,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**26 040 834,39**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**279 329 406,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**
013	Atténuations de charges (3)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 998 403,00	0,00	25 449,00	25 449,00	25 449,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	74 178 681,00	0,00	645 178,00	645 178,00	645 178,00
731	Fiscalité locale	103 277 806,00	0,00	6 478 314,00	6 478 314,00	6 478 314,00
74	Dotations et participations (3)	47 027 446,00	0,00	-404 701,00	-404 701,00	-404 701,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	18 831 570,00	0,00	114 000,00	114 000,00	114 000,00
Total des recettes de gestion des services		**278 573 906,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**
76	Produits financiers	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**278 580 906,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*748 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**748 500,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**19 182 594,39**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**26 040 834,39**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**279 329 406,00**	**0,00**	**0,00**	**26 040 834,39**	**26 040 834,39**	**0,00**	**26 040 834,39**	**26 040 834,39**
011	Charges à caractère général (5)	41 527 323,00	0,00	0,00	12 879 497,82	12 879 497,82	0,00	12 879 497,82	12 879 497,82
6037	Variat. stocks march., terrains nus	32 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	4 644 708,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	1 205 310,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	3 847 370,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	765 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	74 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 781 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 126 230,00	0,00		500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00
60624	Produits de traitement	103 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 547 050,00	0,00		11 707 866,82	11 707 866,82	0,00	11 707 866,82	11 707 866,82
60631	Fournitures d'entretien	164 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	532 250,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	381 500,00	0,00		1 903,28	1 903,28	0,00	1 903,28	1 903,28
6064	Fournitures administratives	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	31 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	16 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	300 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 808 645,50	0,00		244 972,80	244 972,80	0,00	244 972,80	244 972,80
61221	Matériel roulant	785 000,00	0,00		-3 623,28	-3 623,28	0,00	-3 623,28	-3 623,28
6132	Locations immobilières	1 621 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	23 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	338 902,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	918 500,00	0,00		160 200,00	160 200,00	0,00	160 200,00	160 200,00
61521	Entretien terrains	601 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 322 787,50	0,00		70 449,00	70 449,00	0,00	70 449,00	70 449,00
615231	Entretien, réparations voiries	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	749 450,00	0,00		38 020,00	38 020,00	0,00	38 020,00	38 020,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61558	Entretien autres biens mobiliers	169 100,00	0,00		1 560,00	1 560,00	0,00	1 560,00	1 560,00
6156	Maintenance	1 723 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	1 015 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	2 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	375 000,00	0,00		10 020,00	10 020,00	0,00	10 020,00	10 020,00
6182	Documentation générale et technique	151 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	637 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	14 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	244 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	337 780,00	0,00		51 500,00	51 500,00	0,00	51 500,00	51 500,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	99 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	353 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	13 500,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
6234	Réceptions	269 320,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6236	Catalogues et imprimés	471 750,00	0,00		-22 000,00	-22 000,00	0,00	-22 000,00	-22 000,00
6238	Divers	299 000,00	0,00		-16 678,80	-16 678,80	0,00	-16 678,80	-16 678,80
6241	Transports de biens	51 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	22 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	45 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	4 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	83 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	90 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	284 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	40 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	139 160,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	537 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	1 986 160,00	0,00		21 458,00	21 458,00	0,00	21 458,00	21 458,00
62878	Remb. frais à d'autres tiers	41 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6288	Autres services extérieurs	12 220,00	0,00		8 850,00	8 850,00	0,00	8 850,00	8 850,00
63512	Taxes foncières	1 037 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	28 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	20 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	12 120,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	590,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	1 020,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	85 747 500,00	0,00		1 999 250,00	1 999 250,00		1 999 250,00	1 999 250,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	2 300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	890 000,00	0,00		65 000,00	65 000,00		65 000,00	65 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	610 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	31 297 500,00	0,00		1 934 250,00	1 934 250,00		1 934 250,00	1 934 250,00
64112	SFT, indemnité de résidence	800 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	700 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	8 800 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	14 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	1 253 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	380 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 830 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	11 610 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	240 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	55 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	860 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	121 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	72 713 420,00	0,00		-7 669 696,43	-7 669 696,43		-7 669 696,43	-7 669 696,43
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73918	Autres revers. et restit. / fisc. locale	0,00	0,00		2 664 968,00	2 664 968,00		2 664 968,00	2 664 968,00
739211	Attribution de compensation	65 287 653,00	0,00		-10 421 299,43	-10 421 299,43		-10 421 299,43	-10 421 299,43
739212	Dotation de solidarité communautaire	3 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	3 785 767,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73928	Autres prélèv. pour revers. de fiscalité	0,00	0,00		86 635,00	86 635,00		86 635,00	86 635,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	140 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	60 916 573,00	0,00	0,00	13 681 033,00	13 681 033,00	0,00	13 681 033,00	13 681 033,00
65132	Prix	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	18 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	890 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	22 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	215 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	20 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00		11 550 645,00	11 550 645,00	0,00	11 550 645,00	11 550 645,00
65568	Autres contributions	16 209 565,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	33 100,00	0,00		9 677,00	9 677,00	0,00	9 677,00	9 677,00
6568	Autres participations	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	95 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	13 089 000,00	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	19 104 341,00	0,00		1 026 540,00	1 026 540,00	0,00	1 026 540,00	1 026 540,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	269 400,00	0,00		-11 729,00	-11 729,00	0,00	-11 729,00	-11 729,00
65818	Autres	178 100,00	0,00		78 900,00	78 900,00	0,00	78 900,00	78 900,00
6583	Pénalités sur marchés	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65888	Autres	10 613 967,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**260 904 816,00**	**0,00**	**0,00**	**20 890 084,39**	**20 890 084,39**	**0,00**	**20 890 084,39**	**20 890 084,39**
66	Charges financières	3 098 200,00	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 618 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	480 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
666	Pertes de change créances det. fin	200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00
67	Charges spécifiques (5)	37 000,00	0,00		620 750,00	620 750,00		620 750,00	620 750,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	37 000,00	0,00		620 750,00	620 750,00		620 750,00	620 750,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**3 135 200,00**	**0,00**	**0,00**	**1 620 750,00**	**1 620 750,00**		**1 620 750,00**	**1 620 750,00**
Total des dépenses réelles		**264 040 016,00**	**0,00**	**0,00**	**22 510 834,39**	**22 510 834,39**	**0,00**	**22 510 834,39**	**22 510 834,39**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 047 735,00*			*3 000 000,00*	*3 000 000,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*13 241 655,00*			*530 000,00*	*530 000,00*		*530 000,00*	*530 000,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*12 881 655,00*			*500 000,00*	*500 000,00*		*500 000,00*	*500 000,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*260 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**15 289 390,00**			**3 530 000,00**	**3 530 000,00**		**3 530 000,00**	**3 530 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	852 199,37
Montant des ICNE de l'exercice N-1	372 199,37
= Différence ICNE N – ICNE N-1	480 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**279 329 406,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**
013	Atténuations de charges (4)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6037	Variat. stocks march., terrains nus	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 998 403,00	0,00	25 449,00	25 449,00	25 449,00
70323	Red. occupation dom. public	177 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	631 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	657 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 597 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	151 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	1 505 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	3 241 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	6 371 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	2 137 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	547 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	83 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	8 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	2 337 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 197 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	1 121 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	627 198,00	0,00	20 449,00	20 449,00	20 449,00
70878	Remb. frais par des tiers	497 700,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	664 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	74 178 681,00	0,00	645 178,00	645 178,00	645 178,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732181	Dispositif de lissage conjoncturel	1 135 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73221	FNGIR	14 569 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	235 000,00	0,00	86 635,00	86 635,00	86 635,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	37 504 415,00	0,00	189 289,00	189 289,00	189 289,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	20 734 263,00	0,00	369 254,00	369 254,00	369 254,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	103 277 806,00	0,00	6 478 314,00	6 478 314,00	6 478 314,00
73111	Impôts directs locaux	49 817 345,00	0,00	2 101 129,00	2 101 129,00	2 101 129,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	4 647 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 233 247,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	540 000,00	0,00	4 143 966,00	4 143 966,00	4 143 966,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	44 016 311,00	0,00	233 219,00	233 219,00	233 219,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	623 442,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	47 027 446,00	0,00	-404 701,00	-404 701,00	-404 701,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	5 495 065,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	18 636 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	101 280,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
7472	Participation régions	103 901,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	466 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	213 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	2 352 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	13 471,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	4 452 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	933 886,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	4 970 101,00	0,00	-1 624 856,00	-1 624 856,00	-1 624 856,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	8 735 265,00	0,00	861 828,00	861 828,00	861 828,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	512 861,00	0,00	115 031,00	115 031,00	115 031,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	10 025,00	0,00	235 296,00	235 296,00	235 296,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	18 831 570,00	0,00	114 000,00	114 000,00	114 000,00
752	Revenus des immeubles	791 820,00	0,00	114 000,00	114 000,00	114 000,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	1 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences...	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	183 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	16 581 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**278 573 906,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**
76	Produits financiers	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766	Gains de change créances det. fin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**278 580 906,00**	**0,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**	**6 858 240,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*748 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*159 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*135 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7817	*Rep. prov. dépréc. actifs circulants*	*254 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**748 500,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**18 112 900,00**	**17 239 309,40**	**0,00**	**7 000,00**	**13 202 623,00**	**15 404 139,00**	**1 570 793,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	203 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 942 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	170 900,00	656 317,00	0,00	0,00	70 000,00	250 952,00	6 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	3 820 000,00	0,00	0,00	5 459 463,00	566 841,00	100 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	7 785 992,40	0,00	7 000,00	1 518 000,00	2 512 456,00	519 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	500 000,00	0,00	0,00	6 155 160,00	11 893 890,00	945 793,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 254 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**75 190 806,93**	**7 105 860,00**	**0,00**	**0,00**	**1 616 386,00**	**773 664,00**	**100 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 709 236,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	3 045 860,00	0,00	0,00	1 616 386,00	593 664,00	100 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	67 481 570,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 060 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**30 291 385,00**	**14 554 282,00**	**3 087 600,00**	**6 862 145,00**		**120 332 176,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		203 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		17 962 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	434 409,00	2 317 500,00	56 000,00	411 160,00		4 373 238,00
204	Subventions d'équipement versées	5 226 284,00	747 625,00	131 000,00	2 914 385,00		18 965 598,00
21	Immobilisations corporelles	1 903 224,00	3 830 000,00	2 900 600,00	75 000,00		21 051 272,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 950 000,00	6 259 157,00	0,00	3 461 600,00		31 165 600,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	800 000,00	0,00	0,00		800 000,00
27	Autres immobilisations financières	412 000,00	600 000,00	0,00	0,00		5 446 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	20 365 468,00	0,00	0,00	0,00		20 365 468,00
RECETTES		**24 397 468,00**	**208 283,00**	**346 114,00**	**231 941,00**		**109 970 522,93**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00		2 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		7 709 236,53
13	Subventions d'investissement	1 620 000,00	208 283,00	346 114,00	231 941,00		7 762 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		67 481 570,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	412 000,00	0,00	0,00	0,00		4 652 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	20 365 468,00	0,00	0,00	0,00		20 365 468,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**18 112 900,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	17 855 000,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	87 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	20 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	150 900,00
	RECETTES	**75 190 806,93**
106	Réserves	7 709 236,53
164	Emprunts auprès des éts financiers	67 481 570,40

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**17 239 309,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	203 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	93 117,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	563 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	1 150 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	2 615 992,40	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	898 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 121 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	4 254 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 045 860,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	170 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	2 875 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	4 000 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 239 309,40**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 117,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 820 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	563 200,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 002,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 615 992,40
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	898 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 121 998,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 254 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 105 860,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 236,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 875 624,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 060 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 000,00**
218	Autres immobilisations corporelles	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 425 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 425 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**11 775 623,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 202 623,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	4 034 463,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 459 463,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	1 055 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	439 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	6 155 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 155 160,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 366 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 616 386,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	1 366 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 616 386,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**771 841,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	566 841,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 980 652,00**	**0,00**	**11 651 146,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	100 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	652,00	0,00	45 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 605 608,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	30 000,00	0,00	253 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	80 000,00	0,00	411 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 770 000,00	0,00	9 123 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**593 664,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	593 664,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 404 139,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	566 841,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 952,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 625 608,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 400,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496 448,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 893 890,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**773 664,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 664,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555 793,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	945 793,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 570 793,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	945 793,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**165 000,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 429 933,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269 409,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 524,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 950 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 620 000,00**	**2 412 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620 000,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 291 385,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434 409,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 226 284,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540 000,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 524,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 950 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 365 468,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 397 468,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 365 468,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**14 190 282,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**364 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	2 217 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	723 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	2 125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	1 275 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	6 259 157,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**208 283,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	208 283,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 554 282,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 217 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	747 625,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 465 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 259 157,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 283,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 283,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 101 000,00**	**0,00**	**1 480 500,00**	**0,00**	**330 000,00**	**10 500,00**	**0,00**	**165 600,00**
204	Subventions d'équipement versées	131 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
213	Constructions	800 000,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	170 000,00	0,00	1 209 500,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	114 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	10 500,00	0,00	11 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 114,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	346 114,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 087 600,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 524 100,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 114,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 114,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 820 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	1 032 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**179 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	179 982,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 299 645,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	343 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 881 485,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 959,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	51 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 741 600,00**	**0,00**	**6 862 145,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 160,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 914 385,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 741 600,00	0,00	3 461 600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**231 941,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 941,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**70 600 370,57**	**88 200 515,10**	**0,00**	**782 370,00**	**26 890 854,00**	**27 607 668,00**	**9 005 420,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	19 935 414,10	0,00	92 770,00	7 647 649,00	9 761 128,00	1 317 050,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	29 392 500,00	0,00	530 600,00	14 744 700,00	16 705 000,00	579 300,00	0,00
014	Atténuations de produits	58 366 353,57	6 450 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 609 867,00	29 323 866,00	0,00	159 000,00	4 498 505,00	1 132 240,00	7 108 570,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 000 200,00	3 098 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	623 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300,00	500,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**216 715 113,00**	**36 118 288,00**	**0,00**	**24 800,00**	**8 952 449,00**	**8 286 440,00**	**2 544 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	18 045 835,00	0,00	0,00	6 404 149,00	6 714 570,00	600 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	73 366 494,00	1 222 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	103 048 712,00	5 307 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	40 299 907,00	184 480,00	0,00	24 800,00	2 548 300,00	656 000,00	1 944 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	11 121 200,00	0,00	0,00	0,00	885 870,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**3 369 633,00**	**5 605 412,00**	**53 593 512,72**	**895 095,00**		**286 550 850,39**
011	Charges à caractère général	0,00	648 019,00	1 067 050,00	13 855 780,72	81 960,00		54 406 820,82
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 391 300,00	964 500,00	22 712 350,00	726 500,00		87 746 750,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	140 000,00	0,00	86 635,00		65 043 723,57
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 330 314,00	3 433 362,00	17 001 882,00	0,00		74 597 606,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 098 200,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	500,00	23 500,00	0,00		657 750,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**5 882 894,00**	**2 076 000,00**	**4 683 162,00**	**156 000,00**		**285 439 146,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		260 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	87 298,00	269 000,00	2 903 000,00	0,00		35 023 852,00
73	Impôts et taxes	0,00	235 000,00	0,00	0,00	0,00		74 823 859,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00		109 756 120,00
74	Dotations et participations	0,00	525 096,00	63 000,00	377 162,00	0,00		46 622 745,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 035 500,00	344 000,00	1 403 000,00	156 000,00		18 945 570,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**70 600 370,57**
658	Charges diverses de gestion courante	10 609 867,00
666	Pertes de change créances det. fin	200,00
668	Autres charges financières	1 000 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	623 950,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	58 366 353,57
	RECETTES	**216 715 113,00**
731	Fiscalité locale	103 048 712,00
732	Fiscalité reversée	14 569 273,00
735	Fraction de TVA	58 797 221,00
741	D.G.F.	24 132 019,00
747	Participations	2 352 337,00
748	Autres attributions et participations	13 815 551,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**86 941 415,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	177 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	12 643 270,10	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	962 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	726 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 444 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	416 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	698 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	2 370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	289 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	876 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	11 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	81 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	293 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	236 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	192 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	640 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	19 191 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	6 058 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 418 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	121 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	49 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
655	Contributions obligatoires	11 550 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	15 965 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	485 671,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	3 098 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	6 450 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**35 901 288,00**	**0,00**	**0,00**	**217 000,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00
706	Prestations de services	1 281 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	525 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	16 238 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	5 307 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	1 222 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	184 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	401 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	10 719 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
	DEPENSES	**1 172 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
653	Indemnités	1 172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 200 515,10**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 643 270,10
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 134,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	726 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 444 060,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698 350,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 370 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 280,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	879 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243 030,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 050,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640 790,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 219 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 070 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 418 150,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 221 600,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 550 645,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 100,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 970 850,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485 671,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 098 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 450 735,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 118 288,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 281 300,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 635,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 238 900,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 307 408,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 222 365,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184 480,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401 300,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 719 900,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**782 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**782 370,00**
604	Achats d'études, prestations de services	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
611	Contrats de prestations de services	24 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00
613	Locations	11 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 600,00
617	Etudes et recherches	10 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 020,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	19 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
641	Rémunérations du personnel	371 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
647	Autres charges sociales	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
656	Participations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	149 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,00
RECETTES		**24 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 800,00**
747	Participations	24 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**1 498 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 052 300,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	740 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	920 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**24 339 954,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 890 854,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	3 730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	503 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	332 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 200,00
613	Locations	0,00	0,00	378 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	938 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777 700,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	340 149,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 149,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
618	Divers	0,00	0,00	152 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 600,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	743 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	743 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	10 405 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 460 200,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 160 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	4 364 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 494 505,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**8 952 449,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 952 449,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
706	Prestations de services	0,00	0,00	6 371 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 371 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	33 149,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 149,00
747	Participations	0,00	0,00	2 548 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	**1 695 980,00**	**257 900,00**	**0,00**	**257 728,00**	**1 368 250,00**	**369 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	22 180,00	0,00	0,00	30 600,00	16 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	300,00	161 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 500,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	51 458,00	10 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 200,00	200,00	0,00	1 850,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 154 500,00	171 500,00	0,00	126 500,00	3 500,00	210 400,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	501 200,00	84 000,00	0,00	46 000,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	6 100,00	2 200,00	0,00	1 000,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	994 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**56 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**7 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	7 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	6 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**4 999 820,00**	**0,00**	**18 657 590,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	32 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	170 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 790 420,00	0,00	3 129 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	53 000,00	0,00	233 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	32 500,00	0,00	61 202,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	673 250,00	0,00	284 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	1 000,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	18 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	30 500,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	3 600,00	0,00	69 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	4 000,00	0,00	33 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	4 500,00	0,00	25 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	27 350,00	0,00	291 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	200,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	8 808 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 953 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	121 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	15 000,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	500,00	0,00	8 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 062 120,00**	**0,00**	**6 153 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	545 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 818 000,00	0,00	3 568 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	105 800,00	0,00	656 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	656 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	88 320,00	0,00	121 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	50 000,00	0,00	576 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 607 668,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 600,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 248,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 990 610,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 702,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 118 550,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 820,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 600,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 758,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 950,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 475 250,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 744 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 116 140,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 286 440,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 050,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 393 220,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	776 300,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	656 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 520,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	626 350,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**188 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 758 820,00**	**4 000,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 100,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 000,00	4 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 200,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 058 570,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 504 000,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 904 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 005 420,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 100,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	7 108 570,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**2 544 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	1 944 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**892 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 419 200,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	5 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
628	Divers	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	572 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	852 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**51 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 800,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**539 869,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	318 619,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**489 895,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	254 895,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 369 633,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 619,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 550,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008 100,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 295 314,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 882 894,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 298,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 096,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 035 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**4 044 735,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560 677,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	118 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	107 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
618	Divers	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	113 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	426 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	742 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 677,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 170 185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 246 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
RECETTES		**0,00**	**549 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 526 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	190 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
747	Participations	0,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	197 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	99 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 605 412,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 850,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 677,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 416 185,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 076 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 810 040,00**	**0,00**	**30 372 540,72**	**0,00**	**0,00**	**15 551 739,00**	**0,00**	**218 050,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	4 552 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	66 118,80	0,00	4 997 746,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	781 376,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	130 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 153 257,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	101 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	525 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	187 321,20	0,00	169 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	45 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 000,00	0,00	953 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 000,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 070 600,00	0,00	10 926 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	230 000,00	0,00	5 170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	3 000,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 551 739,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	230 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	23 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**265 000,00**	**0,00**	**1 340 000,00**	**0,00**	**2 205 800,00**	**151 500,00**	**0,00**	**443 700,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	424 000,00	0,00	0,00	233 700,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 000,00	151 500,00	0,00	210 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	1 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**700 826,00**	**4 398 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	657 826,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**542 317,00**	**0,00**	**0,00**	**53 593 512,72**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 552 750,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	5 071 865,30
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	781 376,72
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 153 257,50
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	356 321,20
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 750,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	954 460,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 400 300,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 050,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 209 565,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 317,00	0,00	0,00	764 317,00

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**377 162,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 162,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657 700,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 958 500,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377 162,00	0,00	0,00	377 162,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 240 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**635 095,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	72 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	368 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	86 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**156 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	156 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	187 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**895 095,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 960,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 635,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**6 213 658,09**	**6 213 658,09**	**6 213 658,09**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-13 922 894,62**	**-13 922 894,62**	**-13 922 894,62**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-7 709 236,53**	**-7 709 236,53**	**-7 709 236,53**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**7 709 236,53**	**7 709 236,53**	**7 709 236,53**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-7 709 236,53**	**-7 709 236,53**	**-7 709 236,53**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**15 251 000,00**	**76 000,00**	**76 000,00**	**15 327 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**21 529 390,00**	**3 942 000,00**	**3 942 000,00**	**25 471 390,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**6 278 390,00**	**3 866 000,00**	**3 866 000,00**	**10 144 390,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 15 251 000,00**	**76 000,00**	**II 76 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**15 116 000,00**	**76 000,00**	**76 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	14 905 000,00	200 000,00	200 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	211 000,00	-124 000,00	-124 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**135 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*135 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 21 529 390,00**	**3 942 000,00**	**VI 3 942 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**4 240 000,00**	**412 000,00**	**412 000,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	60 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	4 180 000,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	412 000,00	412 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**17 289 390,00**	**3 530 000,00**	**3 530 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*146 720,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*41 273,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*3 310,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*51 431,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*71 465,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 380 047,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 644 624,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 610,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*27 629,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*800 584,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*84 691,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 099 313,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*175 205,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*159 407,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*893 838,00*	*0,00*	*0,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*3 968,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*123 936,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 641,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 029 091,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*2 451,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*516,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*8 273,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*9 707,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*45 889,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*5 462,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 171,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*94 936,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*327 599,00*	*0,00*	*0,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 336,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*442,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 184 011,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*500 587,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*180 114,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*5 077,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*121,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*751 494,00*	*0,00*	*0,00*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*	*0,00*	*0,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*76,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*250 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 047 735,00*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*

(1) Les articles 15, 19, 26, 27, 28, 29, 39, 491, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00

Autres facturations	0,00
Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87 + 9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 22/06/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2), réunie en session
A Mulhouse, le 22/06/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaétan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COUTAYE
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECHT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angélique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Proc. à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	Excusé
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emille	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusée
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïc~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	Proc. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	Proc. à M. CAHN
ZELLER Fabienne	Proc. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 2 juillet 2026, et de la publication le 2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Cf. intervention du Président au point 34°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

29° BUDGET ANNEXE DE L'EAU : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 (2026/112C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d'ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget annexe de l'Eau s'équilibre en dépenses et en recettes à 9 311 676,61 €.

A. SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 459 390,54 €.

Recettes	Reprise du résultat 2025	1 153 930,54 €
	Propositions nouvelles réelles	305 460,00 €
TOTAL		**1 459 390,54 €**

Dépenses	Propositions nouvelles réelles	1 459 390,54 €
TOTAL		**1 459 390,54 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 852 286,07 €.

Recettes	Affectation du résultat 2025	14 124,43 €
	Reprise de l'excédent d'investissement 2025	4 850 030,40 €
	Restes à réaliser 2025	1 938 131,24 €
	Propositions nouvelles réelles	1 050 000,00 €
TOTAL		**7 852 286,07 €**

Dépenses	Restes à réaliser 2025	6 802 286,07 €
	Propositions nouvelles réelles	1 050 000,00 €
TOTAL		**7 852 286,07 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget annexe de l'Eau.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION

Numéro SIRET : 20006600900065
Poste comptable : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : EAU

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 23
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 24
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 28
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 30
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 31
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 33
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 34
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 35
A3.2 - Etalement des provisions 36
A4.1 - Equilibre des opérations financières 37
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 38
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 39
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 40
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 41
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 42
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 43
A6 - Etat des charges transférées 44
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 45

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 46
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 47
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 48
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 49
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 50
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 51
B1.7 - Etat des engagements reçus 52
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 53
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 54

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 55
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 57
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 58
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 59

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 60

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7.5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont budgétaires .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 459 390,54	305 460,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 153 930,54
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 459 390,54	1 459 390,54

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	1 050 000,00	1 064 124,43
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	6 802 286,07	1 938 131,24
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 4 850 030,40
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	7 852 286,07	7 852 286,07

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	9 311 676,61	9 311 676,61

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	32 186 612,00	0,00	1 306 640,54	1 306 640,54	33 493 252,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 001 000,00	0,00	98 750,00	98 750,00	7 099 750,00
014	Atténuations de produits	4 710 614,00	0,00	0,00	0,00	4 710 614,00
65	Autres charges de gestion courante	322 200,00	0,00	44 000,00	44 000,00	366 200,00
Total des dépenses de gestion des services		**44 220 426,00**	**0,00**	**1 449 390,54**	**1 449 390,54**	**45 669 816,54**
66	Charges financières	760 025,00	0,00	0,00	0,00	760 025,00
67	Charges spécifiques	5 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	15 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	280 000,00		0,00	0,00	280 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**45 265 451,00**	**0,00**	**1 459 390,54**	**1 459 390,54**	**46 724 841,54**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*816 569,00*		*0,00*	*0,00*	*816 569,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*6 649 192,00*		*0,00*	*0,00*	*6 649 192,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***7 465 761,00***		***0,00***	***0,00***	***7 465 761,00***
TOTAL		**52 731 212,00**	**0,00**	**1 459 390,54**	**1 459 390,54**	**54 190 602,54**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 190 602,54**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	49 769 363,00	0,00	305 460,00	305 460,00	50 074 823,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	157 000,00	0,00	0,00	0,00	157 000,00
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Total des recettes de gestion des services		**51 046 363,00**	**0,00**	**305 460,00**	**305 460,00**	**51 351 823,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	124 000,00		0,00	0,00	124 000,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**51 170 363,00**	**0,00**	**305 460,00**	**305 460,00**	**51 475 823,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 560 849,00*		*0,00*	*0,00*	*1 560 849,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 560 849,00***		***0,00***	***0,00***	***1 560 849,00***
TOTAL		**52 731 212,00**	**0,00**	**305 460,00**	**305 460,00**	**53 036 672,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 153 930,54**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 190 602,54**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**5 904 912,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	582 000,00	278 418,82	94 000,00	94 000,00	954 418,82
21	Immobilisations corporelles	2 280 000,00	981 217,87	364 000,00	364 000,00	3 625 217,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 902 000,00	5 541 366,88	552 000,00	552 000,00	16 995 366,88
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**13 764 000,00**	**6 801 003,57**	**1 010 000,00**	**1 010 000,00**	**21 575 003,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 282,50	40 000,00	40 000,00	41 282,50
16	Emprunts et dettes assimilées	6 018 500,00	0,00	0,00	0,00	6 018 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**6 018 500,00**	**1 282,50**	**40 000,00**	**40 000,00**	**6 059 782,50**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**19 782 500,00**	**6 802 286,07**	**1 050 000,00**	**1 050 000,00**	**27 634 786,07**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 560 849,00*		*0,00*	*0,00*	*1 560 849,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***1 560 849,00***		***0,00***	***0,00***	***1 560 849,00***
	TOTAL	**21 343 349,00**	**6 802 286,07**	**1 050 000,00**	**1 050 000,00**	**29 195 635,07**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 195 635,07**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 900 000,00	1 938 131,24	385 000,00	385 000,00	4 223 131,24
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	11 969 588,00	0,00	665 000,00	665 000,00	12 634 588,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**13 869 588,00**	**1 938 131,24**	**1 050 000,00**	**1 050 000,00**	**16 857 719,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	14 124,43	14 124,43	14 124,43
165	Dépôts et cautionnements reçus	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**8 000,00**	**0,00**	**14 124,43**	**14 124,43**	**22 124,43**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**13 877 588,00**	**1 938 131,24**	**1 064 124,43**	**1 064 124,43**	**16 879 843,67**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*816 569,00*		*0,00*	*0,00*	*816 569,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*6 649 192,00*		*0,00*	*0,00*	*6 649 192,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***7 465 761,00***		***0,00***	***0,00***	***7 465 761,00***
	TOTAL	**21 343 349,00**	**1 938 131,24**	**1 064 124,43**	**1 064 124,43**	**24 345 604,67**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**4 850 030,40**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 195 635,07**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**5 904 912,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 306 640,54		1 306 640,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	98 750,00		98 750,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	44 000,00		44 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	*0,00*	10 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 459 390,54**	***0,00***	**1 459 390,54**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 459 390,54**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	41 282,50	*0,00*	41 282,50
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	372 418,82	0,00	372 418,82
21	Immobilisations corporelles (6)	1 345 217,87	0,00	1 345 217,87
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	6 093 366,88	0,00	6 093 366,88
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**7 852 286,07**	***0,00***	**7 852 286,07**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 852 286,07**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	305 460,00		305 460,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**305 460,00**	***0,00***	**305 460,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 153 930,54**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 459 390,54**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	2 323 131,24	*0,00*	2 323 131,24
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	665 000,00	*0,00*	665 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**2 988 131,24**	***0,00***	**2 988 131,24**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**4 850 030,40**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**14 124,43**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 852 286,07**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**32 186 612,00**	**1 306 640,54**	**1 306 640,54**
60222	Produits d'entretien	10 000,00	0,00	0,00
60227	Pièces de rechange	290 000,00	50 000,00	50 000,00
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	1 015 000,00	0,00	0,00
605	Achats d'eau	900 000,00	430,54	430,54
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	765 000,00	7 000,00	7 000,00
6062	Produits de traitement	20 000,00	15 000,00	15 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	205 000,00	620,00	620,00
6064	Fournitures administratives	13 000,00	540,00	540,00
6066	Carburants	131 000,00	750,00	750,00
6068	Autres matières et fournitures	38 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	44 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	3 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	15 000,00	6 000,00	6 000,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	5 000,00	10 000,00	10 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	30 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	400 000,00	104 000,00	104 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	590 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	6 000,00	3 000,00	3 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	40 000,00	12 200,00	12 200,00
6156	Maintenance	1 352 500,00	46 000,00	46 000,00
6161	Multirisques	2 000,00	500,00	500,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	28 000,00	0,00	0,00
6168	Autres	0,00	4 000,00	4 000,00
617	Etudes et recherches	160 000,00	80 000,00	80 000,00
618	Divers	360 150,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	10 500,00	500,00	500,00
6228	Divers	210 000,00	54 000,00	54 000,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	1 500,00	-1 000,00	-1 000,00
6238	Divers	75 000,00	0,00	0,00
6241	Transports sur achats	2 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	300,00	300,00
6256	Missions	500,00	350,00	350,00
6257	Réceptions	15 000,00	500,00	500,00
6261	Frais d'affranchissement	20 000,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	100 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	16 000,00	100,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	105 000,00	650,00	650,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	45 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	466 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	14 500,00	14 500,00
6288	Autres	700 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	105 000,00	105 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	200,00	200,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	1 004 931,00	0,00	0,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	797 181,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	1 666 833,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	19 882 017,00	790 000,00	790 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**7 001 000,00**	**98 750,00**	**98 750,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	8 000,00	8 000,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	100,00	100,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 000,00	1 000,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	250,00	250,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6411	Salaires, appointements, commissions	7 000 000,00	63 000,00	63 000,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	7 000,00	7 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	14 500,00	14 500,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	0,00	1 000,00	1 000,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	800,00	800,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	100,00	100,00
6478	Autres charges sociales diverses	500,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	500,00	3 000,00	3 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**4 710 614,00**	**0,00**	**0,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	4 710 614,00	0,00	0,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**322 200,00**	**44 000,00**	**44 000,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	0,00	38 500,00	38 500,00
6532	Frais de mission élus	0,00	200,00	200,00
6533	Cotisations de retraite élus	0,00	2 300,00	2 300,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	0,00	2 900,00	2 900,00
6541	Créances admises en non-valeur	30 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	30 000,00	0,00	0,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	50 000,00	0,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	200,00	11 000,00	11 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	212 000,00	-10 900,00	-10 900,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**44 220 426,00**	**1 449 390,54**	**1 449 390,54**
66	**Charges financières (8)**	**760 025,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	593 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	147 025,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**5 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	10 000,00	10 000,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**280 000,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	280 000,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**45 265 451,00**	**1 459 390,54**	**1 459 390,54**
023	***Virement à la section d'investissement***	***816 569,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***6 649 192,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*6 649 192,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 465 761,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 465 761,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**52 731 212,00**	**1 459 390,54**	**1 459 390,54**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 459 390,54**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	216 020,89

- Montant des ICNE de l'exercice N-1	68 995,89
= Différence ICNE N – ICNE N-1	147 025,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	0,00	0,00
64198	Autres remboursements	360 000,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**49 769 363,00**	**305 460,00**	**305 460,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	21 921 190,00	30 000,00	30 000,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	0,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	4 663 032,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	260 000,00	0,00	0,00
703	Ventes de produits résiduels	10 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	20 185 223,00	0,00	0,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	0,00	0,00	0,00
7064	Locations de compteurs	2 709 918,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	20 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	108 750,00	108 750,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	166 710,00	166 710,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**157 000,00**	**0,00**	**0,00**
748	Des tiers	157 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	120 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**51 046 363,00**	**305 460,00**	**305 460,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**124 000,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	124 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**51 170 363,00**	**305 460,00**	**305 460,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 560 849,00***	***0,00***	***0,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*1 060 849,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 560 849,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**52 731 212,00**	**305 460,00**	**305 460,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 153 930,54**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 459 390,54**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes applique par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**582 000,00**	**94 000,00**	**94 000,00**
2031	Frais d'études	150 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	430 000,00	94 000,00	94 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 280 000,00**	**364 000,00**	**364 000,00**
2111	Terrains nus	10 000,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	500 000,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	285 000,00	120 000,00	120 000,00
2155	Outillage industriel	45 000,00	0,00	0,00
21561	Service de distribution d'eau	1 050 000,00	200 000,00	200 000,00
2182	Matériel de transport	250 000,00	44 000,00	44 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	35 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	35 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	70 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**10 902 000,00**	**552 000,00**	**552 000,00**
2312	Terrains	10 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 010 000,00	17 000,00	17 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	8 882 000,00	535 000,00	535 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**13 764 000,00**	**1 010 000,00**	**1 010 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	40 000,00	40 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**6 018 500,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 999 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	19 500,00	0,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	4 000 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**6 018 500,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**19 782 500,00**	**1 050 000,00**	**1 050 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 560 849,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***1 060 849,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*785 462,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*19 415,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*1 202,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*758,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*25 897,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*29 558,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*1 577,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*196 980,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***500 000,00***	***0,00***	***0,00***
21311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 560 849,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**21 343 349,00**	**1 050 000,00**	**1 050 000,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	RESTES A REALISER N-1			**6 802 286,07**
				+
	D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**7 852 286,07**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 900 000,00**	**385 000,00**	**385 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 000 000,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	900 000,00	385 000,00	385 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**11 969 588,00**	**665 000,00**	**665 000,00**
1641	Emprunts en euros	7 969 588,00	665 000,00	665 000,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	4 000 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21561	Service de distribution d'eau	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**13 869 588,00**	**1 050 000,00**	**1 050 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**14 124,43**	**14 124,43**
1068	Autres réserves	0,00	14 124,43	14 124,43
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**8 000,00**	**14 124,43**	**14 124,43**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**13 877 588,00**	**1 064 124,43**	**1 064 124,43**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***816 569,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***6 649 192,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*2 708,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*147 690,00*	*0,00*	*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*24 912,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*49 042,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*8 686,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*82 733,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*39 387,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*2 365,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*350 649,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*657 007,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 263,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*405 802,00*	*0,00*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*1 857,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*4 601 224,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*72 735,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*156 520,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*18 268,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 860,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*17 484,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***7 465 761,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***7 465 761,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**21 343 349,00**	**1 064 124,43**	**1 064 124,43**
				+
			RESTES A REALISER N-1	**1 938 131,24**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE			**4 850 030,40**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**7 852 286,07**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d’intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
		1	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**4 850 030,40**	**4 850 030,40**	**4 850 030,40**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-4 864 154,83**	**-4 864 154,83**	**-4 864 154,83**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-14 124,43**	**-14 124,43**	**-14 124,43**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**14 124,43**	**14 124,43**	**14 124,43**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-14 124,43**	**-14 124,43**	**-14 124,43**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**7 059 849,00**	**0,00**	**0,00**	**7 059 849,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**7 465 761,00**	**0,00**	**0,00**	**7 465 761,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**405 912,00**	**0,00**	**0,00**	**405 912,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 7 059 849,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**5 999 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 999 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	4 000 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 060 849,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 060 849,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 7 465 761,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 465 761,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*2 708,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*147 690,00*	*0,00*	*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*24 912,00*	*0,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*49 042,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*8 686,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*82 733,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*39 387,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*2 365,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*350 649,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*657 007,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 263,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*405 802,00*	*0,00*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*1 857,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*4 601 224,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*72 735,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*156 520,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*18 268,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 860,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*17 484,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*816 569,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (montant de la charge restant à amortir I-(II+III)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

Nota. – Remplir un tableau par opération pour compte de tiers

A7 – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

(1) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(2) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 –EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû à l'ouverture	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification dîte « Gissler » des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

(Articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1 du CGCT)

		Valeur
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en %(3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées aux articles L. 2252-2 (pour les communes), L. 3231-4-1 (pour les départements) et L. 4253-2 (pour les régions) du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice (article D. 1511-32 du CGCT).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique.

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser par annuités (annuités restant à courir)					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital à l'ouverture	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N : DETAIL DES EFFECTIFS PAR EMPLOI FONCTIONNEL OU FILIERE A LA CLOTURE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite) : DETAIL DES EFFECTIFS PAR TYPE DE RECRUTEMENT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L. 332-8, L. 332-13, L. 332-14, L.326, L.352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-23, L.332-24, L.333-1 à L.333-10 et L.333-12 du CGFP.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux budgets de régies non personnalisées pour lesquels l'entité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

CADRE D'EMPLOI DE L'AGENT	CATEGORIE	EFFECTIFS	REMUNERATION
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Ce montant correspond aux dépenses imputées au compte 6215.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux seules régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet de service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 109
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87+9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 22/06/2026
le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A Mulhouse, le 22/06/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaétan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COUTAYE
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECAT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angélique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Pro à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	Excusé
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emilie	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusée
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïs~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	Proc. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	Proc. à M. CAHN
ZELLER Fabienne	Proc. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 2 juillet 2026.

2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

Cf. intervention du Président au point 34°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

30° BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 (2026/113C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d'ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget annexe du Chauffage Urbain s'équilibre en dépenses et en recettes à 11 915 407,29 €.

A. SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 10 404 484,62 €.

Recettes	Reprise du résultat 2025	10 204 484,62 €
	Propositions nouvelles d'ordre	200 000,00 €
TOTAL		**10 404 484,62 €**

Dépenses	Propositions nouvelles réelles	240 000,00 €
	Propositions nouvelles d'ordre	710 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 011	8 754 484,62 €
	Crédits affectés au chapitre 012	200 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 65	100 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 66	100 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 67	300 000,00 €
TOTAL		**10 404 484,62 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 510 922,67 €.

Recettes	Affectation du résultat 2025	490 517,50 €
	Reprise de l'excédent d'investissement 2025	310 405,17 €
	Propositions nouvelles d'ordre	710 000,00 €
TOTAL		**1 510 922,67 €**

Dépenses	Restes à réaliser 2025	800 922,67 €
	Propositions nouvelles réelles	510 000,00 €
	Propositions nouvelles d'ordre	200 000,00 €
TOTAL		**1 510 922,67 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget annexe du Chauffage Urbain.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION

Numéro SIRET : 20006600900024
Poste comptable : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : CHAUFFAGE URBAIN M2A

Instruction budgétaire et comptable M.4(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 21
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 22
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 26
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 29
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 31
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 32
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 33
A3.2 - Etalement des provisions 34
A4.1 - Equilibre des opérations financières 35
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 36
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 37
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 38
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 39
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 40
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 41
A6 - Etat des charges transférées 42
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 43

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 44
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 45
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 46
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 47
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 48
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 49
B1.7 - Etat des engagements reçus 50
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 51
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 52

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 53
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 55
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 56
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 57

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 58

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7,5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7,5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont budgétaires .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	10 404 484,62	200 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 10 204 484,62
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	10 404 484,62	10 404 484,62

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	710 000,00	1 200 517,50
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	800 922,67	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 310 405,17
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 510 922,67	1 510 922,67

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	11 915 407,29	11 915 407,29

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	8 494 550,00	0,00	8 984 484,62	8 984 484,62	17 479 034,62
012	Charges de personnel, frais assimilés	863 513,00	0,00	200 000,00	200 000,00	1 063 513,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 500,00	0,00	100 000,00	100 000,00	150 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 408 563,00**	**0,00**	**9 284 484,62**	**9 284 484,62**	**18 693 047,62**
66	Charges financières	180 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	280 000,00
67	Charges spécifiques	2 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	302 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	50 000,00		10 000,00	10 000,00	60 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**9 640 563,00**	**0,00**	**9 694 484,62**	**9 694 484,62**	**19 335 047,62**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*310 000,00*		*710 000,00*	*710 000,00*	*1 020 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*3 923 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 923 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***4 233 000,00***		***710 000,00***	***710 000,00***	***4 943 000,00***
TOTAL		**13 873 563,00**	**0,00**	**10 404 484,62**	**10 404 484,62**	**24 278 047,62**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**24 278 047,62**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 780 163,00	0,00	0,00	0,00	11 780 163,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	123 000,00	0,00	0,00	0,00	123 000,00
Total des recettes de gestion des services		**11 903 163,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 903 163,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	44 400,00		0,00	0,00	44 400,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 947 563,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 947 563,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 926 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*2 126 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 926 000,00***		***200 000,00***	***200 000,00***	***2 126 000,00***
TOTAL		**13 873 563,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**14 073 563,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**10 204 484,62**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**24 278 047,62**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**2 817 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	550 000,00	51 470,00	100 000,00	100 000,00	701 470,00
21	Immobilisations corporelles	710 000,00	298 216,11	200 000,00	200 000,00	1 208 216,11
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 830 000,00	451 236,56	110 000,00	110 000,00	4 391 236,56
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 090 000,00**	**800 922,67**	**410 000,00**	**410 000,00**	**6 300 922,67**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	80 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	180 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 755 000,00	0,00	0,00	0,00	3 755 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	1 320 000,00	0,00	0,00	0,00	1 320 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**5 155 000,00**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**5 255 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**10 245 000,00**	**800 922,67**	**510 000,00**	**510 000,00**	**11 555 922,67**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 926 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*2 126 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*5 280 000,00*		*0,00*	*0,00*	*5 280 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***7 206 000,00***		***200 000,00***	***200 000,00***	***7 406 000,00***
	TOTAL	**17 451 000,00**	**800 922,67**	**710 000,00**	**710 000,00**	**18 961 922,67**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 961 922,67**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	355 000,00	0,00	0,00	0,00	355 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	7 583 000,00	0,00	0,00	0,00	7 583 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**7 938 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 938 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	490 517,50	490 517,50	490 517,50
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**490 517,50**	**490 517,50**	**490 517,50**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**7 938 000,00**	**0,00**	**490 517,50**	**490 517,50**	**8 428 517,50**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*310 000,00*		*710 000,00*	*710 000,00*	*1 020 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*3 923 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 923 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*5 280 000,00*		*0,00*	*0,00*	*5 280 000,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***9 513 000,00***		***710 000,00***	***710 000,00***	***10 223 000,00***
	TOTAL	**17 451 000,00**	**0,00**	**1 200 517,50**	**1 200 517,50**	**18 651 517,50**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**310 405,17**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 961 922,67**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**2 817 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	8 984 484,62		8 984 484,62
012	Charges de personnel, frais assimilés	200 000,00		200 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100 000,00		100 000,00
66	Charges financières	100 000,00	*0,00*	100 000,00
67	Charges spécifiques	300 000,00	*0,00*	300 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	10 000,00	*0,00*	10 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*710 000,00*	710 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**9 694 484,62**	***710 000,00***	**10 404 484,62**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**10 404 484,62**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	100 000,00	*0,00*	100 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	151 470,00	0,00	151 470,00
21	Immobilisations corporelles (6)	498 216,11	0,00	498 216,11
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	561 236,56	0,00	561 236,56
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*200 000,00*	200 000,00
	Dépenses d'investissement – Total	**1 310 922,67**	***200 000,00***	**1 510 922,67**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 510 922,67**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*200 000,00*	200 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***200 000,00***	**200 000,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**10 204 484,62**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**10 404 484,62**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*710 000,00*	710 000,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***710 000,00***	**710 000,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**310 405,17**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**490 517,50**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 510 922,67**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**8 494 550,00**	**8 984 484,62**	**8 984 484,62**
6061	Fournitures non stockables (eau, ...)	7 247 500,00	8 819 484,62	8 819 484,62
6063	Fournitures entretien et petit équipt	85 000,00	-500,00	-500,00
6064	Fournitures administratives	2 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	7 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	16 900,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	5 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	50 000,00	5 500,00	5 500,00
61523	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	8 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	284 500,00	100 000,00	100 000,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	10 500,00	0,00	0,00
6168	Autres	105 750,00	-6 000,00	-6 000,00
617	Études et recherches	229 000,00	60 000,00	60 000,00
618	Divers	16 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	25 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	3 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	100,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 800,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	6 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	0,00	6 000,00	6 000,00
6288	Autres	350 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	24 000,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	6 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**863 513,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
6211	Personnel intérimaire	50 000,00	0,00	0,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	813 513,00	200 000,00	200 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**50 500,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
6582	Pénalités, amendes fiscales et pénales	500,00	0,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	50 000,00	100 000,00	100 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**9 408 563,00**	**9 284 484,62**	**9 284 484,62**
66	**Charges financières (8)**	**180 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	159 000,00	100 000,00	100 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	21 000,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**2 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 000,00	300 000,00	300 000,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**50 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	50 000,00	10 000,00	10 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**9 640 563,00**	**9 694 484,62**	**9 694 484,62**
023	***Virement à la section d'investissement***	***310 000,00***	***710 000,00***	***710 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 923 000,00***	***0,00***	***0,00***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*2 729 000,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 194 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***4 233 000,00***	***710 000,00***	***710 000,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***4 233 000,00***	***710 000,00***	***710 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**13 873 563,00**	**10 404 484,62**	**10 404 484,62**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**10 404 484,62**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	40 018,97
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	19 018,97
= Différence ICNE N – ICNE N-1	21 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**11 780 163,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes produits finis et intermédiaires	11 586 163,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	194 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**123 000,00**	**0,00**	**0,00**
757	Produits des cessions éléments actif	48 000,00	0,00	0,00
7586	Dégrèvement impôts (hors impôts bénef)	75 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**11 903 163,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7717	Dégrèvement impôts (hors impôts bénef)	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**44 400,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	44 400,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**11 947 563,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 926 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*1 700 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
747	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*226 000,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 926 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**13 873 563,00**	**200 000,00**	**200 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**10 204 484,62**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**10 404 484,62**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**550 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
2031	Frais d'études	550 000,00	100 000,00	100 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**710 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
2131	Bâtiments	260 000,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	250 000,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	150 000,00	200 000,00	200 000,00
2182	Matériel de transport	35 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	10 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**3 830 000,00**	**110 000,00**	**110 000,00**
2313	Constructions	1 300 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 530 000,00	110 000,00	110 000,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 090 000,00**	**410 000,00**	**410 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**80 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
13188	des tiers	80 000,00	100 000,00	100 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 755 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 255 000,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 500 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**1 320 000,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	1 320 000,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**5 155 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 245 000,00**	**510 000,00**	**510 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 926 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***226 000,00***	***0,00***	***0,00***
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*385,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*4 712,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*5 027,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*215 876,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***1 700 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
318	*Autres*	*1 700 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***5 280 000,00***	***0,00***	***0,00***
1641	*Emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*280 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***7 206 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**17 451 000,00**	**710 000,00**	**710 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**800 922,67**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 510 922,67**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes applicable par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**355 000,00**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	355 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**7 583 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	5 083 000,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 500 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**7 938 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**490 517,50**	**490 517,50**
1068	Autres réserves	0,00	490 517,50	490 517,50
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**490 517,50**	**490 517,50**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**7 938 000,00**	**490 517,50**	**490 517,50**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***310 000,00***	***710 000,00***	***710 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 923 000,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*467,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*352 661,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*872,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*126 678,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 184,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*313 118,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*101 543,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*50 729,00*	*0,00*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*146 477,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*5 280,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 859,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 132,00*	*0,00*	*0,00*
318	*Autres*	*2 729 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***4 233 000,00***	***710 000,00***	***710 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***5 280 000,00***	***0,00***	***0,00***
1641	*Emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*280 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***9 513 000,00***	***710 000,00***	***710 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**17 451 000,00**	**1 200 517,50**	**1 200 517,50**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE			**310 405,17**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**1 510 922,67**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE A L'ORIGINE DU CONTRAT (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit					**0,00**									
1641 Emprunts en euros					0,00									
1643 Emprunts en devises					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés					**0,00**									
1681 Autres emprunts					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables					0,00									
1687 Autres dettes					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Conformément à la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 mai 2010 relative à la charte de bon comportement (Charte Gissler) des emprunts suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 mai 2010 relative à la charte de bon comportement (Charte Gissler) des emprunts offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
		1	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**310 405,17**	**310 405,17**	**310 405,17**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-800 922,67**	**-800 922,67**	**-800 922,67**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-490 517,50**	**-490 517,50**	**-490 517,50**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**490 517,50**	**490 517,50**	**490 517,50**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-490 517,50**	**-490 517,50**	**-490 517,50**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 481 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 481 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**1 504 000,00**	**710 000,00**	**710 000,00**	**2 214 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**23 000,00**	**710 000,00**	**710 000,00**	**733 000,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 481 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 255 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 255 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**226 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*226 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 504 000,00**	**710 000,00**	**VI 710 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 504 000,00**	**710 000,00**	**710 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*467,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*352 661,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*872,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*126 678,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 184,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*313 118,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*101 543,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*50 729,00*	*0,00*	*0,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*146 477,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*5 280,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 859,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 132,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*310 000,00*	*710 000,00*	*710 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (montant de la charge restant à amortir I-(II+III)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

Nota. – Remplir un tableau par opération pour compte de tiers

A7 – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

(1) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(2) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 –EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû à l'ouverture	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification dîte « Gissler » des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

(Articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1 du CGCT)

		Valeur
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en %(3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées aux articles L. 2252-2 (pour les communes), L. 3231-4-1 (pour les départements) et L. 4253-2 (pour les régions) du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice (article D. 1511-32 du CGCT).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique.

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser par annuités (annuités restant à courir)					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital à l'ouverture	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N : DETAIL DES EFFECTIFS PAR EMPLOI FONCTIONNEL OU FILIERE A LA CLOTURE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite) : DETAIL DES EFFECTIFS PAR TYPE DE RECRUTEMENT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L. 332-8, L. 332-13, L. 332-14, L.326, L.352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-23, L.332-24, L.333-1 à L.333-10 et L.333-12 du CGFP.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux budgets de régies non personnalisées pour lesquels l'entité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

CADRE D'EMPLOI DE L'AGENT	CATEGORIE	EFFECTIFS	REMUNERATION
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Ce montant correspond aux dépenses imputées au compte 6215.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux seules régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet de service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87+9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 22/06/2026
le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A Mulhouse, le 22/06/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaétan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COUTAYE
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECHT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angélique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Proc. à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	Excusé
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emilie	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusée
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïc~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	Proc. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	Proc. à M. CAHN
ZELLER Fabienne	Proc. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le 2 juillet 2026, et de la publication le 2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

Cf. intervention du Président au point 34°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

31° BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 (2026/114C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d'ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget annexe des transports urbains s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 286 838,52 €.

A. SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 454 382,41 €.

Recettes	Reprise du résultat 2025	1 304 382,41 €
	Propositions nouvelles réelles	150 000,00 €
TOTAL		**1 454 382,41 €**

Dépenses	Propositions nouvelles réelles	1 312 414,00 €
	Crédits affectés au chapitre 011	20 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 012	30 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 65	61 968,41 €
	Crédits affectés au chapitre 66	10 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 67	10 000,00 €
	Crédits affectés au chapitre 014	10 000,00 €
TOTAL		**1 454 382,41 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 14 832 456,11 €.

Recettes	Affectation du résultat 2025	1 205 175,63 €
	Reprise de l'excédent d'investissement 2025	4 300 696,68 €
	Restes à réaliser 2025	850 000,00 €
	Propositions nouvelles réelles	4 476 583,80 €
	Propositions nouvelles d'ordre	4 000 000,00 €
TOTAL		**14 832 456,11 €**

Dépenses	Restes à réaliser 2025	6 355 872,31 €
	Propositions nouvelles réelles	4 476 583,80 €
	Propositions nouvelles d'ordre	4 000 000,00 €
TOTAL		**14 832 456,11 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget annexe des transports urbains.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION

Numéro SIRET : 20006600900032
Poste comptable : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A

Instruction budgétaire et comptable M.43(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 22
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 23
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 27
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 29
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 30
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 32
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 33
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 34
A3.2 - Etalement des provisions 35
A4.1 - Equilibre des opérations financières 36
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 37
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 38
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 39
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 40
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 41
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 42
A6 - Etat des charges transférées 43
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 44

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 45
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 46
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 47
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 48
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 49
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 50
B1.7 - Etat des engagements reçus 51
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 52
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 53

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 54
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 56
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 57
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 58

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 59

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7,5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7,5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont budgétaires .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 454 382,41	150 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 304 382,41
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 454 382,41	1 454 382,41

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	8 476 583,80	9 681 759,43
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	6 355 872,31	850 000,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 4 300 696,68
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	14 832 456,11	14 832 456,11

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	16 286 838,52	16 286 838,52

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	7 462 861,00	0,00	20 000,00	20 000,00	7 482 861,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	805 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	835 000,00
014	Atténuations de produits	700 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	710 000,00
65	Autres charges de gestion courante	63 648 634,00	0,00	1 374 382,41	1 374 382,41	65 023 016,41
Total des dépenses de gestion des services		**72 616 495,00**	**0,00**	**1 434 382,41**	**1 434 382,41**	**74 050 877,41**
66	Charges financières	1 898 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	1 908 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	500,00		0,00	0,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**74 514 995,00**	**0,00**	**1 454 382,41**	**1 454 382,41**	**75 969 377,41**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*850 000,00*		*0,00*	*0,00*	*850 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*11 012 922,00*		*0,00*	*0,00*	*11 012 922,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***11 862 922,00***		***0,00***	***0,00***	***11 862 922,00***
TOTAL		**86 377 917,00**	**0,00**	**1 454 382,41**	**1 454 382,41**	**87 832 299,41**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**87 832 299,41**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 286 650,00	0,00	-850 000,00	-850 000,00	13 436 650,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	52 800 000,00	0,00	0,00	0,00	52 800 000,00
74	Subventions d'exploitation	17 293 278,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	18 293 278,00
75	Autres produits de gestion courante	588 288,00	0,00	0,00	0,00	588 288,00
Total des recettes de gestion des services		**84 968 216,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**85 118 216,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	45,00		0,00	0,00	45,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**84 968 261,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**85 118 261,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 409 656,00*		*0,00*	*0,00*	*1 409 656,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 409 656,00***		***0,00***	***0,00***	***1 409 656,00***
TOTAL		**86 377 917,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**86 527 917,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 304 382,41**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**87 832 299,41**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**10 453 266,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	1 102 000,00	269 901,85	52 701,33	52 701,33	1 424 603,18
21	Immobilisations corporelles	4 098 000,00	5 163 151,79	259 081,32	259 081,32	9 520 233,11
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 692 515,00	922 818,67	4 164 801,15	4 164 801,15	12 780 134,82
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**12 892 515,00**	**6 355 872,31**	**4 476 583,80**	**4 476 583,80**	**23 724 971,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	11 352 000,00	0,00	0,00	0,00	11 352 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**11 352 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 352 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**24 244 515,00**	**6 355 872,31**	**4 476 583,80**	**4 476 583,80**	**35 076 971,11**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 409 656,00*		*0,00*	*0,00*	*1 409 656,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*750 000,00*		*4 000 000,00*	*4 000 000,00*	*4 750 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***2 159 656,00***		***4 000 000,00***	***4 000 000,00***	***6 159 656,00***
	TOTAL	**26 404 171,00**	**6 355 872,31**	**8 476 583,80**	**8 476 583,80**	**41 236 627,11**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**41 236 627,11**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	1 280 000,00	850 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00	3 530 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	12 511 249,00	0,00	3 076 583,80	3 076 583,80	15 587 832,80
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**13 791 249,00**	**850 000,00**	**4 476 583,80**	**4 476 583,80**	**19 117 832,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	1 205 175,63	1 205 175,63	1 205 175,63
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**1 205 175,63**	**1 205 175,63**	**1 205 175,63**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**13 791 249,00**	**850 000,00**	**5 681 759,43**	**5 681 759,43**	**20 323 008,43**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*850 000,00*		*0,00*	*0,00*	*850 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*11 012 922,00*		*0,00*	*0,00*	*11 012 922,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*750 000,00*		*4 000 000,00*	*4 000 000,00*	*4 750 000,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***12 612 922,00***		***4 000 000,00***	***4 000 000,00***	***16 612 922,00***
	TOTAL	**26 404 171,00**	**850 000,00**	**9 681 759,43**	**9 681 759,43**	**36 935 930,43**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**4 300 696,68**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**41 236 627,11**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**10 453 266,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	20 000,00		20 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	30 000,00		30 000,00
014	Atténuations de produits	10 000,00		10 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 374 382,41		1 374 382,41
66	Charges financières	10 000,00	*0,00*	10 000,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	*0,00*	10 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 454 382,41**	***0,00***	**1 454 382,41**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 454 382,41**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	322 603,18	0,00	322 603,18
21	Immobilisations corporelles (6)	5 422 233,11	4 000 000,00	9 422 233,11
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	5 087 619,82	0,00	5 087 619,82
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**10 832 456,11**	***4 000 000,00***	**14 832 456,11**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 832 456,11**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-850 000,00		-850 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	1 000 000,00		1 000 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**150 000,00**	***0,00***	**150 000,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 304 382,41**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 454 382,41**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	2 250 000,00	*0,00*	2 250 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 076 583,80	*0,00*	3 076 583,80
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*4 000 000,00*	4 000 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**5 326 583,80**	***4 000 000,00***	**9 326 583,80**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**4 300 696,68**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**1 205 175,63**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 832 456,11**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**7 462 861,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
60221	Combustibles	900 000,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	11 300,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	32 000,00	20 000,00	20 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	900,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	345 500,00	0,00	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	3 297 000,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	1 063 711,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	300,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	19 000,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	634 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	40 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	220 150,00	0,00	0,00
6168	Autres	1 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	120 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	400,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	600,00	0,00	0,00
6238	Divers	112 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	3 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	2 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	10 500,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	19 000,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00
6288	Autres	260 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	350 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**805 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	805 000,00	30 000,00	30 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**700 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	700 000,00	10 000,00	10 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**63 648 634,00**	**1 374 382,41**	**1 374 382,41**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	30 000,00	0,00	0,00
6552	Subventions d'équipement versées	241 000,00	0,00	0,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	63 367 634,00	1 374 382,41	1 374 382,41
65712	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00
65714	Subv. équipt Communes	0,00	0,00	0,00
65732	Subv. exploitat° Régions	0,00	0,00	0,00
65734	Subv. exploitat° Communes	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. exploitat° autres organismes	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	0,00	0,00	0,00
6583	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	10 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**72 616 495,00**	**1 434 382,41**	**1 434 382,41**
66	**Charges financières (8)**	**1 898 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 597 000,00	10 000,00	10 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	301 000,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6711	Pénalités de retard sur marchés	0,00	0,00	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	10 000,00	10 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	500,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**74 514 995,00**	**1 454 382,41**	**1 454 382,41**
023	***Virement à la section d'investissement***	***850 000,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***11 012 922,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*10 012 922,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***11 862 922,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***11 862 922,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**86 377 917,00**	**1 454 382,41**	**1 454 382,41**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 454 382,41**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	486 296,19
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	185 296,19
= Différence ICNE N – ICNE N-1	301 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**14 286 650,00**	**-850 000,00**	**-850 000,00**
7061	Transport de voyageur	13 700 000,00	-850 000,00	-850 000,00
7068	Services accessoires transports	586 650,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**52 800 000,00**	**0,00**	**0,00**
734	Versement de mobilité	52 800 000,00	0,00	0,00
74	**Subventions d'exploitation**	**17 293 278,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
741	De la collectivité de rattachement	13 089 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
7471	Subv. exploitat° État	0,00	0,00	0,00
7472	Subv. exploitat° Régions	0,00	0,00	0,00
7473	Subv. exploitat° Départements	0,00	0,00	0,00
7475	Subv. exploitat° Groupements	0,00	0,00	0,00
748	Des tiers	4 204 278,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**588 288,00**	**0,00**	**0,00**
7517	Redevances des fermiers, concession ...	230 000,00	0,00	0,00
753	Comp./relèv.seuil assuj.vers.transport	355 000,00	0,00	0,00
757	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	3 288,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**84 968 216,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**45,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	45,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**84 968 261,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 409 656,00***	***0,00***	***0,00***
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*494 656,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7815	*Rep. prov. charges d'exploitat°*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
791	*Transferts de charges d'exploitation*	*915 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 409 656,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**86 377 917,00**	**150 000,00**	**150 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 304 382,41**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 454 382,41**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l’assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n’existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d’ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l’exercice correspond au montant de l’étape en cours cumulé aux crédits de l’exercice. Si le montant des ICNE de l’exercice est inférieur au montant de l’exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 102 000,00**	**52 701,33**	**52 701,33**
2031	Frais d'études	496 000,00	52 701,33	52 701,33
2033	Frais d'insertion	6 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	600 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**4 098 000,00**	**259 081,32**	**259 081,32**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	15 000,00	259 081,32	259 081,32
2156	Matériel de transport d'exploitation	3 912 000,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	40 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	128 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**7 692 515,00**	**4 164 801,15**	**4 164 801,15**
2313	Constructions	1 110 408,00	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	130 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 077 195,00	2 214 586,53	2 214 586,53
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	2 374 912,00	1 950 214,62	1 950 214,62
	Total des dépenses d'équipement	**12 892 515,00**	**4 476 583,80**	**4 476 583,80**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**11 352 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	10 670 000,00	0,00	0,00
16878	Remboursements des autres dettes	682 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**11 352 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**24 244 515,00**	**4 476 583,80**	**4 476 583,80**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 409 656,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***494 656,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*353 979,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*18 849,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 252,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*67 455,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*44 121,00*	*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***915 000,00***	***0,00***	***0,00***
4818	*Charges à étaler*	*915 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***750 000,00***	***4 000 000,00***	***4 000 000,00***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2051	*Concessions et droits assimilés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2156	*Matériel de transport d'exploitation*	*450 000,00*	*4 000 000,00*	*4 000 000,00*
2183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2314	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***2 159 656,00***	***4 000 000,00***	***4 000 000,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**26 404 171,00**	**8 476 583,80**	**8 476 583,80**
				+
	RESTES A REALISER N-1			**6 355 872,31**
				+
	D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**14 832 456,11**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 280 000,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	1 280 000,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**12 511 249,00**	**3 076 583,80**	**3 076 583,80**
1641	Emprunts en euros	12 511 249,00	3 076 583,80	3 076 583,80
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**13 791 249,00**	**4 476 583,80**	**4 476 583,80**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**1 205 175,63**	**1 205 175,63**
1068	Autres réserves	0,00	1 205 175,63	1 205 175,63
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**1 205 175,63**	**1 205 175,63**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**13 791 249,00**	**5 681 759,43**	**5 681 759,43**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***850 000,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***11 012 922,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*4 248,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*422,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*315 716,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*15,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*349 962,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*37 506,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*64 210,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 266 319,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*11 281,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 886,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 465 448,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*315,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*485 547,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 859,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*2 188,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***11 862 922,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***750 000,00***	***4 000 000,00***	***4 000 000,00***
2031	*Frais d'études*	*450 000,00*	*0,00*	*0,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*300 000,00*	*4 000 000,00*	*4 000 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***12 612 922,00***	***4 000 000,00***	***4 000 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**26 404 171,00**	**9 681 759,43**	**9 681 759,43**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	RESTES A REALISER N-1			**850 000,00**
				+
	R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE			**4 300 696,68**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**14 832 456,11**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009001 (1)
LIBELLE : OPERATION 1 TRAM TRAIN

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
	DEPENSES	**0,00**	**a 854 512,65**	**0,00**	**b 0,00**	**b 2 267 287,86**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**63 786,45**	**0,00**	**0,00**	**52 701,33**
2031	Frais d'études	0,00	63 786,45	0,00	0,00	52 701,33
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**790 726,20**	**0,00**	**0,00**	**2 214 586,53**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	790 726,20	0,00	0,00	2 214 586,53
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-3 121 800,51**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d’intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
		1	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**4 300 696,68**	**4 300 696,68**	**4 300 696,68**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-5 505 872,31**	**-5 505 872,31**	**-5 505 872,31**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 205 175,63**	**-1 205 175,63**	**-1 205 175,63**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**1 205 175,63**	**1 205 175,63**	**1 205 175,63**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 205 175,63**	**-1 205 175,63**	**-1 205 175,63**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**11 846 656,00**	**0,00**	**0,00**	**11 846 656,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**11 862 922,00**	**0,00**	**0,00**	**11 862 922,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**16 266,00**	**0,00**	**0,00**	**16 266,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 11 846 656,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**11 352 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	10 670 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	682 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**494 656,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*494 656,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 11 862 922,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**11 862 922,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*4 248,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*422,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*315 716,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*15,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*349 962,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*37 506,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*64 210,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 266 319,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*11 281,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 886,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 465 448,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*315,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*485 547,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 859,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*2 188,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4818	*Charges à étaler*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (montant de la charge restant à amortir I-(II+III)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

Nota. – Remplir un tableau par opération pour compte de tiers

A7 – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

(1) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(2) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 –EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû à l'ouverture	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification dîte « Gissler » des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

(Articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1 du CGCT)

		Valeur
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en %(3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées aux articles L. 2252-2 (pour les communes), L. 3231-4-1 (pour les départements) et L. 4253-2 (pour les régions) du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice (article D. 1511-32 du CGCT).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique.

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser par annuités (annuités restant à courir)					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital à l'ouverture	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N : DETAIL DES EFFECTIFS PAR EMPLOI FONCTIONNEL OU FILIERE A LA CLOTURE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite) : DETAIL DES EFFECTIFS PAR TYPE DE RECRUTEMENT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L. 332-8, L. 332-13, L. 332-14, L.326, L.352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-23, L.332-24, L.333-1 à L.333-10 et L.333-12 du CGFP.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux budgets de régies non personnalisées pour lesquels l'entité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

CADRE D'EMPLOI DE L'AGENT	CATEGORIE	EFFECTIFS	REMUNERATION
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Ce montant correspond aux dépenses imputées au compte 6215.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux seules régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet de service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87 +9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 22/06/2026
le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A Mulhouse, le 22/06/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaëtan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COUTAYE
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECHT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angélique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Proc. à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	Excusé
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emilie	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusée
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïc~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	Proc. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	Proc. à M. CAHN
ZELLER Fabienne	Proc. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le 2 juillet 2026, et de la publication le 2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

Cf. intervention du Président au point 34°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

32° BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'ACTIVITÉ BANTZENHEIM : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 (2026/115C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d'ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim s'équilibre en dépenses et en recettes à 786 995,54 €.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,00 €.

Recettes	Propositions nouvelles	0,00 €
TOTAL		**0,00 €**

Dépenses	Reprise du déficit 2025	64 559,87 €
	Propositions nouvelles	-64 559,87 €
TOTAL		**0,00 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 786 995,54€.

Recettes	Propositions nouvelles	786 995,54 €
TOTAL		**786 995,54 €**

Dépenses	Reprise du déficit 2025	786 995,54 €
TOTAL		**786 995,54 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900040

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 109
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 111
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 112
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 113
B3.1 - Etat des provisions constituées 114
B3.2 - Etalement des provisions 116
B4 - Etat des charges transférées 117
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 118
B6 - Prêts 119
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 120
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 121
B7.3 - Etat des emprunts garantis 122
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 123
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 124
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 125
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 126
B7.8 - Autres engagements donnés 127
B7.9 - Autres engagements reçus 128
B8 - Subventions versées 129
B9 - Etat du personnel 130
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 133
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 134
B11.2 - Liste des établissements publics créés 135
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 136

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 137
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 142
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 143
D3 - Décisions en matière de taux 145
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 146
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES

I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	1 716 519,23	1 835 339,66		-970 375,84	A1	-851 555,41
Investissement	789 995,54	923 325,69	(2)	-920 325,69	A2	-786 995,54
Fonctionnement	926 523,69	912 013,97	(3)	-50 050,15	A3	-64 559,87

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	-851 555,41
Investissement	**A2 + B2**	-786 995,54
Fonctionnement	**A3 + B3**	-64 559,87

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	786 995,54
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 786 995,54	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	786 995,54	786 995,54

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-64 559,87	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 64 559,87	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00	0,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	786 995,54	786 995,54

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*810 000,00*		*0,00*	*0,00*	*810 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***810 000,00***		***0,00***	***0,00***	***810 000,00***

TOTAL	**810 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**810 000,00**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**786 995,54**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 596 995,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	10 000,00	0,00	786 995,54	786 995,54	796 995,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**10 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**796 995,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**10 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**796 995,54**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*800 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***800 000,00***		***0,00***	***0,00***	***800 000,00***

TOTAL	**810 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**1 596 995,54**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 596 995,54**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-10 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A savoir notamment en cas de l'agglomération d'une subvention initiale en espèces au profit de l'agglomération qui n'est utilisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	96 000,00	0,00	-64 559,87	-64 559,87	31 440,13
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	51 000,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**147 000,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**82 440,13**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**147 000,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**82 440,13**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*800 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***800 000,00***		***0,00***	***0,00***	***800 000,00***
TOTAL		**947 000,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**882 440,13**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**64 559,87**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**947 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	137 000,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*810 000,00*		*0,00*	*0,00*	*810 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***810 000,00***		***0,00***	***0,00***	***810 000,00***
TOTAL		**947 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**947 000,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**947 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-10 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**786 995,54**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**786 995,54**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-64 559,87		-64 559,87
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-64 559,87**	***0,00***	**-64 559,87**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**64 559,87**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	786 995,54	*0,00*	786 995,54
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**786 995,54**	***0,00***	**786 995,54**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**786 995,54**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**810 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*810 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**810 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**786 995,54**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**786 995,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**810 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**786 995,54**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	10 000,00	0,00	786 995,54	786 995,54	786 995,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**10 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**786 995,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**10 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**786 995,54**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***800 000,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**786 995,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**810 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*810 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*810 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*810 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**810 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**810 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**786 995,54**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	10 000,00	0,00	786 995,54	786 995,54	786 995,54
1641	Emprunts en euros	10 000,00	0,00	786 995,54	786 995,54	786 995,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**10 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**786 995,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**10 000,00**	**0,00**	**786 995,54**	**786 995,54**	**786 995,54**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***800 000,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**947 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**
011	Charges à caractère général (4)	96 000,00	0,00	0,00	-64 559,87	-64 559,87	0,00	-64 559,87	-64 559,87
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**147 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**147 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*800 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**800 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**64 559,87**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l’exercice.

(2) La colonne RAR n’est à renseigner qu’en l’absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**947 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*810 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**810 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**947 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**
011	Charges à caractère général (5)	96 000,00	0,00	0,00	-64 559,87	-64 559,87	0,00	-64 559,87	-64 559,87
6045	Achats études et prestations de services	90 000,00	0,00		-64 559,87	-64 559,87	0,00	-64 559,87	-64 559,87
605	Achats de matériel, équip. et travaux	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	51 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**147 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**147 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**	**0,00**	**-64 559,87**	**-64 559,87**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*800 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*800 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**800 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**947 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*810 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*810 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**810 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d’activité dans l’année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l’année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l’année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l’année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d’emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-786 995,54**	**-786 995,54**	**-786 995,54**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-786 995,54**	**-786 995,54**	**-786 995,54**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-786 995,54**	**-786 995,54**	**-786 995,54**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-786 995,54**	**-786 995,54**	**-786 995,54**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00

Autres facturations	0,00
Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87+9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 22/06/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2), réunie en session
A Mulhouse, le 22/06/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaétan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COUTAYE
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECHT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angélique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Proc. à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	Excusé
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emilie	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusée
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïc~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	Proc. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	Proc. à M. CAHN
ZELLER Fabienne	Proc. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 2 juillet 2026, et de la publication le 2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Cf. intervention du Président au point 34°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

33° BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'ACTIVITÉ AMELIE IV : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 (2026/116C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d'ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget annexe de la ZA Amélie IV s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 923 832,70 €.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 020 000,00 €.

Recettes	Propositions nouvelles (ordre)	1 020 000,00 €
TOTAL		**1 020 000,00 €**

Dépenses	Propositions nouvelles (ordre)	1 020 000,00 €
TOTAL		**1 020 000,00 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 2 903 832,70 €.

Recettes	Propositions nouvelles (ordre)	1 020 000,00 €
	Proposition nouvelles (emprunt)	1 883 832,70 €
TOTAL		**2 903 832,70 €**

Dépenses	Reprise du déficit 2025	1 883 832,70 €
	Propositions nouvelles (ordre)	1 020 000,00 €
TOTAL		**2 903 832,70 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget annexe de la ZA Amélie IV.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900081

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : ZA AMELIE 4 (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 109
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 111
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 112
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 113
B3.1 - Etat des provisions constituées 114
B3.2 - Etalement des provisions 116
B4 - Etat des charges transférées 117
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 118
B6 - Prêts 119
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 120
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 121
B7.3 - Etat des emprunts garantis 122
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 123
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 124
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 125
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 126
B7.8 - Autres engagements donnés 127
B7.9 - Autres engagements reçus 128
B8 - Subventions versées 129
B9 - Etat du personnel 130
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 133
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 134
B11.2 - Liste des établissements publics créés 135
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 136

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 137
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 142
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 143
D3 - Décisions en matière de taux 145
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 146
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS

I

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	5 639 347,40	3 755 514,70		0,00	A1	-1 883 832,70
Investissement	2 819 673,70	935 841,00	(2)	0,00	A2	-1 883 832,70
Fonctionnement	2 819 673,70	2 819 673,70	(3)	0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	-1 883 832,70
Investissement	**A2 + B2**	-1 883 832,70
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	1 020 000,00	2 903 832,70
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 1 883 832,70	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	2 903 832,70	2 903 832,70

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	1 020 000,00	1 020 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	1 020 000,00	1 020 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	3 923 832,70	3 923 832,70

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*7 576 852,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*8 596 852,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***7 576 852,00***		***1 020 000,00***	***1 020 000,00***	***8 596 852,00***

TOTAL	**7 576 852,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**8 596 852,00**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**1 883 832,70**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 480 684,70**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	5 776 852,00	0,00	1 883 832,70	1 883 832,70	7 660 684,70
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 776 852,00**	**0,00**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**	**7 660 684,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**5 776 852,00**	**0,00**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**	**7 660 684,70**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 800 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*2 820 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 800 000,00***		***1 020 000,00***	***1 020 000,00***	***2 820 000,00***

TOTAL	**7 576 852,00**	**0,00**	**2 903 832,70**	**2 903 832,70**	**10 480 684,70**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 480 684,70**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-5 776 852,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A savoir notamment en cas de l'agglomération d'une subvention initiale en espèces au profit d'un tiers qui ne l'utilise qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 906 852,00	0,00	0,00	0,00	5 906 852,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 800 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*2 820 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 800 000,00***		***1 020 000,00***	***1 020 000,00***	***2 820 000,00***
TOTAL		**7 706 852,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**8 726 852,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 726 852,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*7 576 852,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*8 596 852,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***7 576 852,00***		***1 020 000,00***	***1 020 000,00***	***8 596 852,00***
TOTAL		**7 706 852,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**8 726 852,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 726 852,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-5 776 852,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*1 020 000,00*	1 020 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***1 020 000,00***	**1 020 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**1 883 832,70**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 903 832,70**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 020 000,00*	1 020 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**0,00**	***1 020 000,00***	**1 020 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 020 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 883 832,70	*0,00*	1 883 832,70
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*1 020 000,00*	1 020 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 883 832,70**	***1 020 000,00***	**2 903 832,70**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 903 832,70**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 020 000,00*	1 020 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***1 020 000,00***	**1 020 000,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 020 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

	Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**7 576 852,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*7 576 852,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 576 852,00**			**1 020 000,00**	**1 020 000,00**		**1 020 000,00**	**1 020 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**1 883 832,70**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**2 903 832,70**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 576 852,00**	**0,00**	**2 903 832,70**	**2 903 832,70**	**2 903 832,70**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 776 852,00	0,00	1 883 832,70	1 883 832,70	1 883 832,70
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 776 852,00**	**0,00**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**5 776 852,00**	**0,00**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 800 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 800 000,00***		***1 020 000,00***	***1 020 000,00***	***1 020 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**2 903 832,70**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 576 852,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*7 576 852,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*7 576 852,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*7 576 852,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 576 852,00**			**1 020 000,00**	**1 020 000,00**		**1 020 000,00**	**1 020 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 576 852,00**	**0,00**	**2 903 832,70**	**2 903 832,70**	**2 903 832,70**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	5 776 852,00	0,00	1 883 832,70	1 883 832,70	1 883 832,70
1641	Emprunts en euros	5 469 004,00	0,00	1 883 832,70	1 883 832,70	1 883 832,70
168741	Dettes - Communes membres du GFP	307 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 776 852,00**	**0,00**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**5 776 852,00**	**0,00**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**	**1 883 832,70**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 800 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*1 800 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 800 000,00***		***1 020 000,00***	***1 020 000,00***	***1 020 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 706 852,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	5 906 852,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 800 000,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 800 000,00**			**1 020 000,00**	**1 020 000,00**		**1 020 000,00**	**1 020 000,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 020 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**7 706 852,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*7 576 852,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**7 576 852,00**		**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 020 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 706 852,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	5 906 852,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6015	Terrains à aménager	3 117 461,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	624 954,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 474 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	303 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	387 137,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 800 000,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*1 800 000,00*			*1 020 000,00*	*1 020 000,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 800 000,00**			**1 020 000,00**	**1 020 000,00**		**1 020 000,00**	**1 020 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 706 852,00**	**0,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*7 576 852,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*7 576 852,00*		*1 020 000,00*	*1 020 000,00*	*1 020 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**7 576 852,00**		**1 020 000,00**	**1 020 000,00**	**1 020 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 352 836,70**	**307 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 352 836,70	307 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**7 660 684,70**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		7 660 684,70
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**0,00**
	RECETTES	**7 352 836,70**
164	Emprunts auprès des éts financiers	7 352 836,70

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**307 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	307 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**307 848,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 848,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	5 906 852,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**5 906 852,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 906 852,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**130 000,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		130 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**5 906 852,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
601	Achats stockés - Matières premières	3 117 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	624 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 474 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	303 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	387 137,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
601	Achats stockés - Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 906 852,00**
601	Achats stockés - Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 117 461,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	624 954,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 474 300,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	387 137,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**	**-1 883 832,70**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00

Autres facturations	0,00
Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D5.2**

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87 + 9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 22/06/2026

Délibéré par l'assemblée le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2), réunie en session
A Mulhouse , le 22/06/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaétan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COUTAME
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECHT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angélique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Proc. à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emilie	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusé
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Joslane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïc~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	Proc. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	Proc. à M. CAHN
ZELLER Fabienne	Proc. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 2 juillet 2026, et de la publication le 2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Cf. intervention du Président au point 34°

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

34° BUDGET ANNEXE INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTÉGRÉ : APPROBATION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 (2026/117C/7.10.1)

Le Budget Supplémentaire est un budget d'ajustement qui permet de modifier les prévisions de dépenses et de recettes en fonction des événements nouveaux intervenus depuis le vote du Budget Primitif.

Le Budget Supplémentaire 2026 prend par ailleurs en compte les résultats de l'exercice 2025 selon les termes définis par la délibération consécutive à l'approbation du Compte Financier Unique et celle relative à l'affectation des résultats.

Le projet de Budget Supplémentaire 2026 pour le budget annexe Investissement Territorial Intégré s'équilibre en dépenses et en recettes à 852 850,00 €.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,00 €.

Recettes	Propositions nouvelles	0,00 €
TOTAL		**0,00 €**

Dépenses	Reprise du déficit 2025	0,00 €
TOTAL		**0,00 €**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 852 850,00 €.

Recettes	Propositions nouvelles	177 591,23 €
	Restes à réaliser en recettes	675 258,77 €
TOTAL		**852 850,00 €**

Dépenses	Reprise du déficit 2025	675 258,77 €
	Propositions nouvelles	177 591,23 €
TOTAL		**852 850,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le Budget Supplémentaire 2026 du budget annexe Investissement Territorial Intégré tel qu'il est présenté.

PJ : (1)

- Budget Supplémentaire 2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900099

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 106
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 109
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 111
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 112
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 113
B3.1 - Etat des provisions constituées 114
B3.2 - Etalement des provisions 116
B4 - Etat des charges transférées 117
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 118
B6 - Prêts 119
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 120
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 121
B7.3 - Etat des emprunts garantis 122
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 123
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 124
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 125
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 126
B7.8 - Autres engagements donnés 127
B7.9 - Autres engagements reçus 128
B8 - Subventions versées 129
B9 - Etat du personnel 130
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 133
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 134
B11.2 - Liste des établissements publics créés 135
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 136

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 137
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 142
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 143
D3 - Décisions en matière de taux 145
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 146
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES

I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	715 758,77	40 500,00		0,00	A1	-675 258,77
Investissement	675 258,77	0,00	(2)	0,00	A2	-675 258,77
Fonctionnement	40 500,00	40 500,00	(3)	0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	675 258,77	B1	675 258,77
Investissement	I	0,00	III	675 258,77	B2	675 258,77
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 675 258,77
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	675 258,77
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	177 591,23	177 591,23
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	675 258,77
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 675 258,77	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	852 850,00	852 850,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00	0,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	852 850,00	852 850,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	5 647 150,00	0,00	177 591,23	177 591,23	5 824 741,23
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 647 150,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**5 824 741,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 647 150,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**5 824 741,23**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**5 647 150,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**5 824 741,23**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**675 258,77**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 500 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	5 647 150,00	675 258,77	177 591,23	177 591,23	6 500 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**6 500 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**6 500 000,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**6 500 000,00**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 500 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A savoir notamment en cas de l'agglomération d'une subvention initiale en espèces au profit d'un bien qu'elle utilise qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	459 500,00	0,00	0,00	0,00	459 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**459 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	459 500,00	0,00	0,00	0,00	459 500,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**459 500,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	177 591,23	*0,00*	*177 591,23*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**177 591,23**	***0,00***	**177 591,23**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**675 258,77**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**852 850,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	852 850,00	*0,00*	852 850,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**852 850,00**	***0,00***	**852 850,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**852 850,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 647 150,00**	**0,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	5 647 150,00	0,00	0,00	177 591,23	177 591,23	0,00	177 591,23	177 591,23
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 647 150,00**	**0,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**5 647 150,00**	**0,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**675 258,77**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**852 850,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**852 850,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 647 150,00	675 258,77	177 591,23	177 591,23	852 850,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**852 850,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**852 850,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**852 850,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 647 150,00**	**0,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	5 647 150,00	0,00	0,00	177 591,23	177 591,23	0,00	177 591,23	177 591,23
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	5 647 150,00	0,00		177 591,23	177 591,23	0,00	177 591,23	177 591,23
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 647 150,00**	**0,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**5 647 150,00**	**0,00**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**	**0,00**	**177 591,23**	**177 591,23**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**852 850,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 647 150,00	675 258,77	177 591,23	177 591,23	852 850,00
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	675 258,77	0,00	0,00	675 258,77
13272	Subv. non transf. FEDER	5 647 150,00	0,00	177 591,23	177 591,23	177 591,23
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**852 850,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**5 647 150,00**	**675 258,77**	**177 591,23**	**177 591,23**	**852 850,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	459 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**5 824 741,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	5 824 741,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**5 824 741,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	5 824 741,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**5 824 741,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		5 824 741,23
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**5 824 741,23**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		5 824 741,23
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**5 824 741,23**	**0,00**	**0,00**	**5 824 741,23**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	5 824 741,23	0,00	0,00	5 824 741,23
RECETTES		**0,00**	**5 824 741,23**	**0,00**	**0,00**	**5 824 741,23**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	5 824 741,23	0,00	0,00	5 824 741,23

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**459 500,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		459 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**459 500,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		459 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	459 500,00	0,00	0,00	459 500,00
RECETTES		**0,00**	**459 500,00**	**0,00**	**0,00**	**459 500,00**
747	Participations	0,00	459 500,00	0,00	0,00	459 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subventions d'équipement 204*	1	22/06/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement				
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I	Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-675 258,77**	**-675 258,77**	**-675 258,77**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**675 258,77**	**675 258,77**	**675 258,77**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00

Autres facturations	0,00
Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**	**D5.2**

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 103
Nombre de membres présents : 87 (+9 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 96
VOTES :
Pour : 96 (87 + 9 procurations)
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Monsieur Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 22/06/2026

Délibéré par l'assemblée Le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2), réunie en session
A Mulhouse, le 22/06/2026
Les membres de l'assemblée délibérante Le Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

ACKER Sophie	Proc. à M. BOUTHERIN
AGUDO-PEREZ Francine	
ALBERTI Gaétan	
AMATRUDA Jean-Marc	Proc. à M. COSTAYE
BAECHTEL Rachel	
BAGARD Stéphanie	
BECHT Olivier	Proc. à Mme MATHIEU-BECHT
BEHE Jean-Marie	
BEN HADJ Sirine	
BENABID Thibault	
BENOIN Nicolas	
BITSCHENE Christophe	
BOUTHERIN Patrick	
BUSSMANN Angèle	Proc. à M. ZIMMERMANN
CAHN Rodolphe	
CHOPIN Catherine	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
COUCHOT Alain	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

COUTAYE Thierry	
DE MARIN Carine	
DELAPORTE Angèlique	
DUSSOURD Francis	
DUVERNOIS Philippe	
FETTIS Boubaker	
FRANTZ Christian	
FREY Nathalie	
GAG Didier	Excusé
GERHART-GROH Anne	
GHELLI Delphine	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	Excusé
GOETZ Anne-Catherine	
GRIENENBERGER Francis	Proc. à M. DUVERNOIS
GRIESSMANN Bertrand	
GUEMAZI-KHEFFI Fatiha	
GUTH Maurice	Excusé
GUTHMANN Frédéric	
HABIG Dominique	
HAGENBACH Vincent	
HALBWACHS Frédéric	
HAMMERER Emilie	
HARTMANN Hugues	
HECKENDORN Marie-Luce	
HIMER Aya	Excusée
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	Excusée
IFFRIG Gilbert	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
KADIRI Hajar	
LALLEMANT Philippe	
LAUMOND Anne	
LAVOUÉ Estelle	
LEGOUGE Patricia	
LINHER Jérôme	
LOGEL Pierre	
MARCHANT Mélanie	
MARQUET Frédéric	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MEROT Aurélien	
MEYER Véronique	
MILLION Lara	
MIMAUD Danièle	
~~MINERY Loïc~~ WEBER Thiébaut	
MIQUÉE Peggy	
NEUMANN Rémy	
NICO Mathieu	
ONIMUS Roland	
PARTOUCHE Kelly	
PAULIAC Denis	
PINTO Pierre	
REICHLING Jean-Lou	
RICHARD Loïc	
RICHART Fabien	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RITZ Christelle	Proc. à M. PINTO
ROLLIN Arnaud	
SACARD Brigitte Biriçik	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	Excusé
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHIRCK Alain	
SCHMITT Christophe ZIMMER Béatrice (suppléante)	
SCHOBER Raphaële	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
STEGER Christophe	PROC. à M. ZUMBIHL
STIMPL Marie-Madeleine	
STURCHLER Philippe	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
VERNANT Nicolas	
VIOLA Antoine	
VONESCH Jean-Philippe	
WIRTZ Evelyne	
WOLFF Christine	
ZEHRI Sarah	PROC à M. CAHN
ZELLER Fabienne	PROC. à M. HAGENBACH
ZIMMERMANN Nicolas	
ZUMBIHL Hubert	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Monsieur Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 2 juillet 2026, et de la publication le 2 juillet 2026

A Sausheim, le 2 juillet 2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

M. LE PRÉSIDENT : Si vous en êtes d'accord, on peut voter d'une façon globale l'ensemble des budgets. Personne ne s'y oppose.

Concernant le vote groupé :
Pour : 87 + 9 procurations

Le conseil communautaire décide à l'unanimité de procéder à un vote groupé pour l'approbation des budgets supplémentaires.

M. LE PRÉSIDENT : Concernant l'approbation des budgets supplémentaires : Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

35° TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTES BÂTIES : OPPOSITION À L'EXONÉRATION EN FAVEUR DES IMMEUBLES ET ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (2026/181C/7.2)

L'article 42 de la loi de finances pour 2026 a réformé le régime des zonages urbains qui s'articulait auparavant en deux dispositifs : d'une part les zones franches urbaines - territoires entrepreneurs (ZFU-TE) et d'autre part les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Les ZFU-TE n'ont pas été reconduites et les QPV constituent désormais le zonage unique des dispositifs d'exonérations fiscales pour les entreprises implantées dans un territoire prioritaire de la politique de la ville.

Jusqu'alors, les entreprises bénéficiaient, pour les établissements créés ou repris dans ces zones, d'une exonération totale de droit de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour une durée de 5 ans.

A partir de 2026, cette mesure d'exonération est applicable uniquement dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville aux entreprises nouvellement créées ou reprises (activité commerciale, artisanale ou relevant d'une profession de santé) entre le 1er janvier 2026 et le 31 décembre 2030 qui emploient moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 M€.

Conformément aux dispositions de l'article 1383 C ter du Code général des impôts, ce nouveau dispositif ouvre la faculté aux communes et établissements publics de coopération intercommunale de s'opposer, par délibération, à l'application de cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties.
Les entreprises déjà créées ou reprises depuis le 1er janvier 2026 ont jusqu'au 31 décembre 2026 pour demander à bénéficier de l'exonération. A ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération ne dispose donc pas d'éléments suffisamment consolidés

permettant d'évaluer le nombre potentiel de bénéficiaires, de mesurer l'impact budgétaire sur les recettes fiscales de l'Agglomération et d'apprécier les effets économiques attendus.

Dans l'attente d'une meilleure visibilité sur les conséquences de cette réforme, le Bureau du 1er juin 2026 a délibéré pour s'opposer à l'application de cette exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties. Il est proposé au Conseil d'Agglomération de confirmer cette délibération. Cette position pourra être réexaminée ultérieurement au regard du retour d'expérience local et national du dispositif.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide de s'opposer pour les années 2026 et suivantes à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévues à l'article 1383 C ter du code général des impôts,
- charge le Président ou son Vice-président délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux.

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au point 35. Il s'agit de la taxe foncière sur les propriétés bâties. C'est une délibération qu'on a déjà prise en Bureau parce que l'on devait délibérer avant le 19 juin, mais en fin de compte c'est le Conseil d'Agglomération qui est compétent dans cette matière donc on doit la repasser au Conseil d'Agglomération, c'est bien cela Rémy ?

M. NEUMANN : M. le Président, tu as fait voter les budgets supplémentaires avant que je les aie présentés. Donc est-ce qu'on peut considérer que je les ai présentés ?

M. LE PRÉSIDENT : Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

M. NEUMANN : Merci, M. le Président. Oui, concernant la délibération du point 35 sur la taxe foncière sur les propriétés bâties, nous avons marqué au dernier Bureau notre opposition à l'exonération en faveur des immeubles et établissements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il fallait qu'on prenne une délibération avant le 19 juin, d'où le fait que le Bureau ait pris une première délibération pour que les services financiers en tiennent compte, mais il faut qu'on le confirme par le Conseil d'Agglomération, et donc c'est ce qui vous est proposé.

M. LE PRÉSIDENT : C'est cela, merci beaucoup. Il y a des questions ? Je vous en prie.

M. PINTO : Oui, M. le Président, mes chers collègues, nous voterons contre ce point. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Bien noté. D'autres prises de parole ? Oui, Florian.

M. COLOM : Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Je vais simplement paraphraser ce que j'ai pu dire au Conseil municipal de la ville de Mulhouse, où on avait pris effectivement acte de ne pas avoir assez d'éléments et

assez de recul pour délibérer de manière valable sur ce point, mais en ce qui nous concerne, on souhaitait vraiment pouvoir avoir un débat éclairé sur les bénéfices et l'opportunité de cette exonération, à charge de revanche dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, parce qu'on considère que ce serait un bon signal et une bonne orientation.

M. LE PRÉSIDENT : Ok, on le fera. D'autres prises de parole ? Il n'y a pas d'autres prises de parole, donc on passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 86 + 8 procurations.
Contre (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

36° COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES : OPPOSITION À L'EXONÉRATION EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (2026/182C/7.2)

L'article 42 de la loi de finances pour 2026 a réformé le régime des zonages urbains qui s'articulait auparavant en deux dispositifs : d'une part les zones franches urbaines - territoires entrepreneurs (ZFU-TE) et d'autre part les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Les ZFU-TE n'ont pas été reconduites et les QPV constituent désormais le zonage unique des dispositifs d'exonérations fiscales pour les entreprises implantées dans un territoire prioritaire de la politique de la ville.

Jusqu'alors, les entreprises bénéficiaient, pour les établissements créés ou repris dans ces zones, d'une exonération de droit de cotisation foncière des entreprises (CFE). L'exonération porte, pendant cinq ans à compter de l'année qui suit la création ou la reprise de l'établissement, sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'une fiscalité propre. A l'issue de la période d'exonération et au titre des trois années suivant l'expiration de celle-ci, la base nette imposable des établissements précités fait l'objet d'un abattement. Le montant de cet abattement est égal à 60% de la base nette imposable la première année, à 40% la deuxième année et à 20% la troisième année.

A partir de 2026, cette mesure d'exonération est applicable uniquement dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville aux entreprises nouvellement créées ou reprises (activité commerciale, artisanale ou relevant d'une profession de santé) entre le 1er janvier 2026 et le 31 décembre 2030 qui emploient moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 M€.

Conformément aux dispositions de l'article 1466 A du Code général des impôts, ce nouveau dispositif ouvre la faculté aux communes et établissements publics de coopération intercommunale de s'opposer, par délibération, à l'application de cette exonération de cotisation foncière des entreprises.

Les entreprises déjà créées ou reprises depuis le 1er janvier 2026 ont jusqu'au 31 décembre 2026 pour demander à bénéficier de l'exonération. A ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération ne dispose donc pas d'éléments suffisamment consolidés permettant d'évaluer le nombre potentiel de bénéficiaires, de mesurer l'impact budgétaire sur les recettes fiscales de l'Agglomération et d'apprécier les effets économiques attendus.

Dans l'attente d'une meilleure visibilité sur les conséquences de cette réforme, le Bureau du 1er juin 2026 a délibéré pour s'opposer à l'application de cette exonération de cotisation foncière des entreprises. Il est proposé au Conseil d'Agglomération de confirmer cette délibération. Cette position pourra être réexaminée ultérieurement au regard du retour d'expérience local et national du dispositif.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide de s'opposer pour les années 2026 et suivantes à l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévues aux articles 1466 A du code général des impôts,
- charge le Président ou son Vice-président délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux.

M. LE PRÉSIDENT : On passe à la cotisation foncière des entreprises, l'opposition à l'exonération en faveur des établissements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. C'est le même sujet que tout à l'heure, on est d'accord ?

M. NEUMANN : La délibération du point 36, c'est la même chose concernant la cotisation foncière des entreprises, en sachant qu'on s'oppose à cette exonération pour l'année 2026, et il faudra qu'on reprenne une délibération si on prend la même position l'année prochaine pour 2027. Voilà, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Sur cette délibération : qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ?

Pour : 86 + 8 procurations.
Contre (2) : Pierre PINTO et Christelle RITZ (représentée par Pierre PINTO).

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

37° PETITE ENFANCE : REVERSEMENT DES ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES VERSÉES AUX COMMUNES DE PLUS DE 3 500 HABITANTS (2026/147C/7.10.5)

Le décret 2025-678 du 21 juillet 2025 détaille les modalités de répartition de l'accompagnement financier de l'Etat destiné aux communes de plus de 3 500 habitants qui exercent les compétences d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant.

Le montant global de l'accompagnement de l'Etat est fixé en 2025 à 86 millions d'euros. La somme versée aux communes est pondérée par un premier coefficient basé sur le nombre de naissances domiciliées sur la commune et un second coefficient fondé sur le potentiel financier par habitant de la commune.

Sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, 16 communes membres de l'EPCI ont reçu cette aide financière au titre de l'année 2025.
Il s'agit de :

- Bollwiller : 24 393,75€
- Brunstatt-Didenheim : 20 328,13€
- Habsheim : 20 328,13€
- Illzach : 20 328,13€
- Kingersheim : 20 328,13€
- Lutterbach : 24 393,75€
- Morschwiller-le-Bas : 24 393,75
- Mulhouse : 60 984,38€
- Pfastatt : 24 393,75€
- Richwiller : 24 393,75€
- Riedisheim : 20 328,13€
- Rixheim : 20 328,13
- Sausheim : 20 328,13€
- Staffelfelden : 24 393,75€
- Wittelsheim : 24 393,75€
- Wittenheim : 24 393,75€

Cela représente un montant total de 398 431,29€.

Conformément à ses statuts, Mulhouse Alsace Agglomération est l'autorité organisatrice de la petite enfance sur tout le territoire, elle exerce donc les missions et responsabilités qui s'y rapportent.

Cependant, le décret 2025-678 du 21 juillet 2025, ni aucun autre décret, ne prévoient de mécanisme automatique de reversement aux intercommunalités, même si elles exercent effectivement les fonctions d'autorité organisatrice après transfert des compétences.
Conformément au principe de cohérence de la compétence transférée, il apparait pertinent que les indemnités attribuées aux communes soient reversées à l'établissement public de coopération intercommunale afin d'assurer une gestion unifiée des ressources affectées au service public de la petite enfance.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le principe de reversement annuel à l'EPCI des sommes perçues par les communes en tant qu'autorité organisatrice de la petite enfance, à compter de l'exercice 2025,
- approuve le projet de convention avec chaque commune concernée,
- autorise le Président à recouvrer la recette, sur la base des arrêtés ministériels pris annuellement, et sur délibération concordante des communes bénéficiaires approuvant le principe de ce reversement,
- impute la recette au budget principal de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : (1)

- projet de convention avec chaque commune

CONVENTION SUR LE REVERSEMENT DE L'AIDE VERSEE AUX COMMUNES EN TANT QU'AUTORITE ORGANISATRICE DE L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération représenté par son Président dûment habilité par délibération du ……juin 2026, Fabian JORDAN, Président de m2A, ci-après dénommé Mulhouse Alsace Agglomération,

d'une part,

Et la commune de ……., représentée par son Maire, M/Mme …… dûment habilité par délibération du …… ci-après dénommé commune de ……..

d'autre part,

Préambule :

Le décret 2025-678 du 21 juillet 2025 détaille les modalités de répartition de l'accompagnement financier de l'Etat destiné aux communes de plus de 3 500 habitants qui exercent les compétences d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant.

Le montant global de l'accompagnement de l'Etat est fixé en 2025 à 86 millions d'euros. La somme versée aux communes est pondérée par un premier coefficient basé sur le nombre de naissances domiciliées sur la commune et un second coefficient fondé sur le potentiel financier par habitant de la commune.

Au titre de 2025, la commune de XXX est éligible à cette aide pour un montant de €€€.

Conformément à ses statuts, Mulhouse Alsace Agglomération est l'autorité organisatrice de la petite enfance sur tout le territoire, elle exerce donc les missions et responsabilités qui s'y rapportent.

Cependant, le décret 2025-678 du 21 juillet 2025, ni aucune autre disposition, ne prévoient de mécanisme automatique de reversement aux intercommunalités, quand bien même elles exercent effectivement les fonctions d'autorité organisatrice après transfert des compétences.

Conformément au principe de cohérence de la compétence transférée, il apparait pertinent que les indemnités attribuées aux communes soient reversées à l''établissement public de coopération intercommunale afin d'assurer une gestion unifiée des ressources affectées au service public de la petite enfance.

Article 1er : objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser le reversement de la somme perçue par la commune de …… à Mulhouse Alsace Agglomération qui exerce la compétence petite enfance et accueil du jeune enfant.

Article 2 : modalité d'exécution

La commune de …… s'engage à reverser chaque année à Mulhouse Alsace Agglomération l'aide qui lui est versée par l'Etat au titre de l'accompagnement financier de l'Etat destiné aux communes de plus de 3 500 habitants pour l'exercice des compétences relevant de l'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant, à compter de l'aide attribuée pour l'année 2025.

Article 3 : entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.

Elle reste valable jusqu'à régularisation de la situation par l'Etat, à savoir le versement direct de l'accompagnement financier aux établissements de coopération intercommunale exerçant la compétence, c'est-à-dire directement à Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 4 : résiliation de la convention

D'un commun accord, les parties pourront décider de résilier la présente convention au cours de son exécution. L'exercice de ce droit contractuel de résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

Article 5 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ....., le. ....., en deux exemplaires originaux,

Le Président Mulhouse Alsace Agglomération	Le Maire de la commune de XXXX
Fabian JORDAN	Prénom + NOM
Cachet et signature	Cachet et signature

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à la petite enfance : reversement des attributions individuelles versées aux communes de plus de 3 500 habitants. Vous savez ce truc où on ne savait pas qui faisait quoi.

MME MEHLEN : Merci Monsieur le Président. Effectivement, dans le cadre du service public de la petite enfance, l'Etat a prévu une enveloppe financière de 86 millions d'euros pour les communes de plus de 3 500 habitants qui exercent les compétences d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant. Et comme vous le voyez sur votre projet de délibération, 16 communes ont subitement reçu un montant, et je sais que ma commune en était, on se posait des questions, « mais c'est quoi ? Mais c'est pourquoi ? », et ces 16 communes ont toutes reçu l'équivalent global de 398 431 euros pour l'exercice de la compétence petite enfance. Nous étions tous surpris puisque c'est bien m2A qui porte cette compétence pour nos 39 communes. Donc cet argent ne pouvait pas nous revenir au niveau communal et lors d'une conférence des maires, c'était en janvier il me semble, on a tous décidé qu'il fallait reverser cet argent à l'Agglomération pour qu'elle puisse faire ce travail. Malheureusement, le service de gestion comptable de la direction départementale des finances publiques n'a pas accepté cette simple proposition de reverser à l'Agglomération le montant et exige des délibérations concordantes entre m2A et les communes pour pouvoir faire ce reversement. Donc évidemment la demande ce soir c'est de bien vouloir approuver cette démarche et la convention avec chaque commune, sachant que la chose va se répéter sur 2026, mais pas sur 2027 puisque l'Etat versera directement en 2027 la somme à l'autorité compétente qui est notre Agglomération.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Juste en complément d'information, on s'était saisi aussi bien de l'AMF que d'Intercommunalités de France de ce sujet, et on leur avait expliqué qu'il ne faut pas le verser systématiquement aux communes, parce que des fois, des communes ne sont pas compétentes, mais des EPCI. Ils ont parfois de la difficulté à comprendre ces quatre lettres. On leur a dit qu'il suffisait de marquer, non pas commune mais le bloc local, c'est-à-dire c'est la commune ou l'EPCI. Ils ne l'ont pas fait et donc maintenant on doit tous prendre des délibérations concordantes, chacun dans sa commune et une fois au niveau de l'EPCI. Mais sachez qu'ils ont compris qu'il fallait changer cela et que sera le cas l'année prochaine. Donc, ici il s'agit de 2025. Quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie de votre confiance parce que des communes pourraient se dire « non, je l'ai, je le garde. »

38° RÉPARTITION DE LA TAXE SUR L'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DE LONGUE DISTANCE (2026/169C/7.10.5)

La loi de finances pour 2024 a institué la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (TEITLD), dont le produit est affecté, pour l'essentiel, à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) et, pour un douzième, aux départements, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale exerçant la compétence « voirie ».

La fraction du produit de la TEITLD au titre de 2024 a été répartie entre les EPCI à fiscalité propre proportionnellement à la longueur de la voirie recensée par l'IGN sur leur territoire au 1er janvier 2025. Les intercommunalités perçoivent ainsi l'intégralité des attributions pour le bloc local (communes et EPCI) et sont chargées d'en assurer la répartition entre les communes membres lorsque ces dernières ne leur ont pas transféré la compétence « voirie ».

Le montant notifié à l'agglomération au titre de l'affectation de la TEITLD pour l'année 2024 s'élève à 86 635,00€. La compétence « voirie » étant exercée par les communes, l'attribution est reversée intégralement aux communes membres selon la longueur de voirie issue des fiches de la Dotation Globale de Fonctionnement 2025.

En application de ce qui précède, la répartition de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance au titre de l'année 2024 est la suivante :

	Longueur de voirie	Montant TEITLD
	1 715 159	**86 635,00 €**
BALDERSHEIM	20 661	1 044,00 €
BANTZENHEIM	25 386	1 282,00 €
BATTENHEIM	33 286	1 681,00 €
BERRWILLER	21 664	1 094,00 €
BOLLWILLER	29 572	1 494,00 €
BRUEBACH	8 540	431,00 €
BRUNSTATT-DIDENHEIM	68 687	3 469,00 €
CHALAMPE	18 261	922,00 €
DIETWILLER	15 399	778,00 €
ESCHENTZWILLER	11 235	568,00 €
FELDKIRCH	8 530	431,00 €
FLAXLANDEN	13 512	683,00 €
GALFINGUE	7 546	381,00 €
HABSHEIM	38 506	1 945,00 €
HEIMSBRUNN	13 870	701,00 €
HOMBOURG	25 129	1 269,00 €
ILLZACH	83 534	4 219,00 €
KINGERSHEIM	73 011	3 688,00 €
LUTTERBACH	37 799	1 909,00 €
MORSCHWILLER-LE-BAS	29 458	1 488,00 €
MULHOUSE	344 586	17 406,00 €
NIFFER	14 056	710,00 €
OTTMARSHEIM	51 328	2 593,00 €
PETIT-LANDAU	13 912	703,00 €
PFASTATT	53 076	2 681,00 €
PULVERSHEIM	29 441	1 487,00 €
REININGUE	22 841	1 154,00 €
RICHWILLER	28 850	1 457,00 €
RIEDISHEIM	53 505	2 703,00 €
RIXHEIM	94 514	4 774,00 €
RUELISHEIM	19 192	969,00 €
SAUSHEIM	99 219	5 012,00 €
STAFFELFELDEN	34 699	1 753,00 €
STEINBRUNN-LE-BAS	6 618	334,00 €
UNGERSHEIM	29 508	1 490,00 €
WITTELSHEIM	88 642	4 477,00 €
WITTENHEIM	112 006	5 658,00 €
ZILLISHEIM	25 109	1 268,00 €
ZIMMERSHEIM	10 471	529,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la proposition de répartition de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance au titre de l'année 2024.

M. LE PRÉSIDENT : Point 38 : répartition de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, Jean-Luc. C'est aussi un « one shot », je crois.

M. SCHILDKNECHT : On reste un peu dans le même registre parce qu'effectivement, en 2024, la loi de finances a institué pour la première et la dernière fois cette nouvelle taxe qui s'applique aux exploitants des grosses infrastructures de transport dont le budget annuel est supérieur à 120 millions d'euros et dont le seuil de rentabilité est supérieur à 10%. Cela concerne le transport routier, le transport ferroviaire, le transport aérien et le transport portuaire. Cette taxe est affectée au financement des infrastructures de France et pour 1 dixième aux collectivités, aux départements et aux EPCI exerçant la compétence voirie. Alors que nous n'exerçons pas la compétence voirie, l'EPCI a quand même touché cet argent, mais doit le reverser aux communes proportionnellement au nombre de kilomètres de voirie dans chaque commune, et si vous regardez le projet de délibération, vous verrez les sommes colossales que chaque commune va toucher, cela ne vous permettra même pas d'organiser la fête de Noël des aînés. Donc ce soir, il vous est demandé d'approuver cette proposition de répartition.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc. Des questions là-dessus ? Pas de questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 87 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

39° <u>CONTRIBUTION FINANCIÈRE AU SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS : MODIFICATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PROVISOIRES 2026</u> (2026/175C/7.10.3)

Par délibération du 8 décembre 2025, le Conseil d'Agglomération a fixé le montant des attributions de compensation (ACTP) provisoires des communes membres pour 2026, conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

La compétence « contribution financière au service d'incendie et de secours » a été transférée à m2A à compter du 1er janvier 2026, à la suite de la délibération du Conseil d'Agglomération du 13 octobre 2025.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, la commission d'évaluation des charges transférées (CLECT) a remis le 19 janvier 2026 un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce coût net a été évalué à 11 419 064,18 €, correspondant à la somme des contributions 2025 des communes et en tenant compte des éventuelles refacturations liées à cette compétence. Ce rapport a ensuite été approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux.

Il y a désormais lieu de réviser les montants des attributions de compensation provisoires 2026 des communes sur la base du rapport de la CLECT et d'ajuster le montant des versements mensuels comme suit :

	ACTP provisoires 2026 fixées par délibération du 7 décembre 2025	Montants des charges transférées à m2A fixés par la CLECT du 19 janvier 2026	Nouvelles ACTP provisoires 2026 fixées par délibération du 22 juin 2026	Montants des ACTP déjà versés de janvier à juin 2026	Montants restant à verser de juillet à décembre 2026	Montants mensuels de juillet à novembre (puis ajustement en décembre)
BALDERSHEIM	1 174 976,00 €	35 332,81 €	1 139 643,19 €	587 490,00 €	552 153,19 €	92 025,00 €
BANTZENHEIM	1 410 607,61 €	34 261,57 €	1 376 346,04 €	705 306,00 €	671 040,04 €	111 840,00 €
BATTENHEIM	933 101,00 €	22 378,20 €	910 722,80 €	466 548,00 €	444 174,80 €	74 029,00 €
BERRWILLER	26 765,00 €	14 455,57 €	12 309,43 €	13 380,00 €	-1 070,57 €	0,00 €
BOLLWILLER	143 247,00 €	46 112,52 €	97 134,48 €	71 622,00 €	25 512,48 €	4 252,00 €
BRUEBACH	76 548,00 €	24 270,82 €	52 277,18 €	38 274,00 €	14 003,18 €	2 333,00 €
BRUNSTATT-DIDENHEIM	1 348 528,00 €	82 168,91 €	1 266 359,09 €	674 262,00 €	592 097,09 €	98 682,00 €
CHALAMPE	1 617 780,37 €	25 066,03 €	1 592 714,34 €	808 890,00 €	783 824,34 €	130 637,00 €
DIETWILLER	760 594,00 €	20 991,55 €	739 602,45 €	380 298,00 €	359 304,45 €	59 884,00 €
ESCHENTZWILLER	177 168,00 €	21 051,14 €	156 116,86 €	88 584,00 €	67 532,86 €	11 255,00 €
FELDKIRCH	49 103,00 €	11 173,49 €	37 929,51 €	24 552,00 €	13 377,51 €	2 229,00 €
FLAXLANDEN	180 625,00 €	16 950,96 €	163 674,04 €	90 312,00 €	73 362,04 €	12 227,00 €
GALFINGUE	-2 235,00 €	9 223,87 €	-11 458,87 €	0,00 €	-11 458,87 €	-1 909,00 €
HABSHEIM	1 691 210,00 €	62 946,89 €	1 628 263,11 €	845 604,00 €	782 659,11 €	130 443,00 €
HEIMSBRUNN	459 891,00 €	17 076,65 €	442 814,35 €	229 944,00 €	212 870,35 €	35 478,00 €
HOMBOURG	1 628 336,73 €	25 406,98 €	1 602 929,75 €	814 170,00 €	788 759,75 €	131 459,00 €
ILLZACH	6 888 756,00 €	545 586,04 €	6 343 169,96 €	3 444 378,00 €	2 898 791,96 €	483 131,00 €
KINGERSHEIM	2 813 949,00 €	168 405,11 €	2 645 543,89 €	1 406 976,00 €	1 238 567,89 €	206 427,00 €
LUTTERBACH	483 113,00 €	67 838,20 €	415 274,80 €	241 554,00 €	173 720,80 €	28 953,00 €
MORSCHWILLER-LE-BAS	293 578,00 €	43 301,77 €	250 276,23 €	146 790,00 €	103 486,23 €	17 247,00 €
MULHOUSE	20 850 211,84 €	8 281 730,47 €	12 568 481,37 €	10 425 108,00 €	2 143 373,37 €	357 228,00 €
NIFFER	488 012,62 €	14 219,41 €	473 793,21 €	244 008,00 €	229 785,21 €	38 297,00 €
OTTMARSHEIM	2 979 678,84 €	82 682,34 €	2 896 996,50 €	1 489 842,00 €	1 407 154,50 €	234 525,00 €
PETIT-LANDAU	509 644,74 €	14 219,42 €	495 425,32 €	254 820,00 €	240 605,32 €	40 100,00 €
PFASTATT	1 101 641,00 €	124 441,24 €	977 199,76 €	550 818,00 €	426 381,76 €	71 063,00 €
PULVERSHEIM	311 693,00 €	36 506,38 €	275 186,62 €	155 844,00 €	119 342,62 €	19 890,00 €
REININGUE	249 150,00 €	22 111,37 €	227 038,63 €	124 578,00 €	102 460,63 €	17 076,00 €
RICHWILLER	739 101,00 €	42 483,60 €	696 617,40 €	369 552,00 €	327 065,40 €	54 510,00 €
RIEDISHEIM	712 231,00 €	134 709,55 €	577 521,45 €	356 118,00 €	221 403,45 €	36 900,00 €
RIXHEIM	5 159 327,00 €	169 405,08 €	4 989 921,92 €	2 579 664,00 €	2 410 257,92 €	401 709,00 €
RUELISHEIM	279 566,00 €	26 324,99 €	253 241,01 €	139 782,00 €	113 459,01 €	18 909,00 €
SAUSHEIM	4 466 757,00 €	97 242,85 €	4 369 514,15 €	2 233 380,00 €	2 136 134,15 €	356 022,00 €
STAFFELFELDEN	24 976,00 €	41 704,16 €	-16 728,16 €	12 486,00 €	-29 214,16 €	-4 869,00 €
STEINBRUNN-LE-BAS	18 885,00 €	9 583,80 €	9 301,20 €	9 444,00 €	-142,80 €	0,00 €
UNGERSHEIM	966 810,00 €	30 709,22 €	936 100,78 €	483 408,00 €	452 692,78 €	75 448,00 €
WITTELSHEIM	1 741 425,00 €	403 779,62 €	1 337 645,38 €	870 714,00 €	466 931,38 €	77 821,00 €
WITTENHEIM	2 321 513,00 €	533 147,46 €	1 788 365,54 €	1 160 754,00 €	627 611,54 €	104 601,00 €
ZILLISHEIM	50 391,00 €	34 816,81 €	15 574,19 €	25 194,00 €	-9 619,81 €	-1 603,00 €
ZIMMERSHEIM	158 762,00 €	25 247,33 €	133 514,67 €	79 380,00 €	54 134,67 €	9 022,00 €
TOTAL	**65 285 417,75 €**	**11 419 064,18 €**	**53 866 353,57 €**	**32 643 828,00 €**	**21 222 525,57 €**	**3 537 271,00 €**

Les crédits nécessaires au versement des ACTP 2026 sont inscrits au budget primitif 2026 :

Chapitre 014 – article 739211 – fonction 01
Service gestionnaire et utilisateur : A11
Ligne de crédit n°22595

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications sur les ACTP provisoires pour 2026,
- autorise le Président à accomplir et à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PJ : (1)

- Rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 19 janvier 2026

Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Réunion du 19 janvier 2026

Direction des finances

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
PV du 22 juin 2026

Conseil d'agglomération du
22 juin 2026

2026/2069

SOMMAIRE

1. Rappel du rôle de la CLECT
2. Transfert de la compétence « contribution financière au service d’incendie et de secours »
3. Evaluation du coût net des charges transférées
4. Suite de la démarche

Rappel du rôle de la CLECT

Cadre règlementaire et règlement intérieur

- Missions de la CLECT :
  - Evaluation de tout nouveau transfert de charges en cas d'extension de périmètre, de compétences, etc.
  - Etablissement d'un rapport sur l'évaluation des charges transférées
  - Possibilité de faire appel à des experts et des personnes qualifiées extérieures

- Convocation de la CLECT par son Président par courrier ou par courriel.

- Décisions adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés.

- Composition : 1 titulaire et 1 suppléant par commune.

- Durée de fonction des membres calquée sur la durée du mandat de conseiller municipal.

Contexte – transfert de la compétence « contribution financière au service d'incendie et de secours (SIS) »

- Par arrêté préfectoral du 22 décembre 2025, la compétence « contribution financière au service d'incendie et de secours » a été transférée à m2A à compter du 1er janvier 2026, à la suite de la délibération du conseil d'agglomération du 13 octobre 2025.

- Les contributions communales sont désormais payées par l'intercommunalité.

- La contribution pour l'année 2026 de Mulhouse Alsace Agglomération au budget du SIS s'élève ainsi à 11 550 644,84 € (notification par courrier du SIS du 17 décembre 2025).

Evaluation du coût net des charges transférées

- Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, la commission d'évaluation des charges transférées (CLECT) doit remettre dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert de la compétence un **rapport évaluant le coût net des charges transférées**.

- L'évaluation des charges de fonctionnement doit se faire selon l'une des deux méthodes suivantes (quatrième alinéa du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts) :
  - Méthode n°1 : constater le coût réel des charges de fonctionnement dans les budgets communaux lors de l'exercice précédent le transfert de compétences.
  - Méthode n°2 : constater le coût réel des charges de fonctionnement dans les comptes administratifs des exercices précédant le transfert.

- Compte tenu de la nature de la compétence transférée et du processus de lissage des revoyures des contributions qui a pris fin en 2025, il est proposé de retenir la méthode n°1.

Evaluation du coût net des charges transférées

- Le coût net des charges transférées est évalué à **11 419 064,18 €**, correspondant à la somme des contributions 2025 des communes et en tenant compte des éventuelles refacturations liées à cette compétence.

- Le détail par commune se trouve ci-dessous :

Commune	Contribution 2025
Baldersheim	35 332,81 €
Bantzenheim	34 261,57 €
Battenheim	22 378,20 €
Berrwiller	14 455,57 €
Bollwiller	46 112,52 €
Bruebach	24 270,82 €
Brunstatt-Didenheim	82 168,91 €
Chalampé	25 066,03 €
Dietwiller	20 991,55 €
Eschentzwiller	21 051,14 €
Feldkirch	11 173,49 €

Commune	Contribution 2025
Flaxlanden	16 950,96 €
Galfingue	9 223,87 €
Habsheim	62 946,89 €
Heimsbrunn	17 076,65 €
Hombourg	25 406,98 €
Illzach	545 586,04 €
Kingersheim	168 405,11 €
Lutterbach	67 838,20 €
Morschwiller-le-Bas	43 301,77 €
Mulhouse	8 281 730,47 €
Ottmarsheim	82 682,34 €

Evaluation du coût net des charges transférées

- Le détail par commune se trouve ci-dessous (suite) :

Commune	Contribution 2025
Pfastatt	124 441,24 €
Pulversheim	36 506,38 €
Reiningue	22 111,37 €
Richwiller	42 483,60 €
Riedisheim	134 709,55 €
Rixheim	169 405,08 €
Ruelisheim	26 324,99 €
Sausheim	97 242,85 €

Commune	Contribution 2025
Staffelfelden	41 704,16 €
Steinbrunn-le-Bas	9 583,80 €
Ungersheim	30 709,22 €
Wittelsheim	403 779,62 €
Wittenheim	533 147,46 €
Zillisheim	34 816,81 €
Zimmersheim	25 247,33 €

Cas spécifique de Niffer et Petit-Landau	Contribution 2025 selon calcul SIS	Contribution payée par Petit-Landau selon convention de groupement de moyens des CPINI	Remboursement payé par Niffer à Petit-Landau (dépense pour Niffer et recette pour Petit-Landau)	Charge nette 2025 à transférer à m2A
Niffer	16 374,31 €	0 €	14 219,41 €	14 219,41 €
Petit-Landau	12 064,52 €	28 438,83 €	0 €	14 219,42 €

Suite à donner au rapport de la CLECT

- Il appartient tout d'abord à la CLECT de **donner son avis à la majorité sur le présent rapport** qui sera ensuite transmis aux conseils municipaux par le Président de la CLECT.

- Ce rapport doit alors être **approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux** (prévue par l'article L5211-5 II alinéa 1 du CGCT) prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission dudit rapport.

- Le **montant de l'attribution de compensation de chaque commune sera ensuite revu** par le conseil d'agglomération sur la base du rapport de la CLECT.

- **Proposition de calendrier** :
  - Envoi du rapport de la CLECT aux communes le 20 janvier 2026
  - Délibération dans les communes d'ici le 20 avril 2026
  - Révision des attributions de compensation par le conseil d'agglomération avant l'été 2026

M. LE PRÉSIDENT : On va parler maintenant d'une modification du coût des attributions de compensation provisoire de la contribution financière au service d'incendie de secours.

M. SCHILDKNECHT : Oui, l'année dernière, après une longue concertation et de nombreuses réunions avec l'ensemble des maires, nous avons validé le transfert de la compétence financière SIS des communes vers m2A, cela s'est fait en fin d'année. Cette décision a pris effet en 1er janvier 2026 sur la base des montants arrêtés par délibération en 2025. Il convient à présent de délibérer pour déduire la somme versée annuellement au SIS par les communes, des ACTP et c'est m2A qui s'en chargera. Pour information, le montant global s'élève à 11,4 millions que nous versons au SIS, et dans cette perspective, il vous est demandé d'approuver les modifications d'ACTP pour 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc. C'est une délibération importante parce que c'est la finalisation de tout le travail qu'on a fait. Cela permet aux communes évidemment de continuer de s'occuper de leur CPINI, mais à l'Agglomération d'assumer le surcoût qu'il pourrait y avoir au niveau de la cotisation du service d'incendie et de secours. Mais je sais que nous aurons sur place des personnes compétentes qui vont défendre cette politique, notamment la première vice-présidence qui est assumée par Lara MILLION et Jean-Marie BEHE qui fait également partie du Bureau. Ce seront nos représentants dans les plus grosses instances du SIS 68, pour veiller au bon fonctionnement et surtout au respect de la politique financière de l'Agglomération et des communes, et de cette relation de confiance entre ces services d'incendie et l'ensemble des communes. Est-ce que vous avez des questions là-dessus ? Pas de questions, des votes contre, des abstentions ?

Pour : 86 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

40° RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES RELATIVES AU CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION POUR LES EXERCICES DE 2019 À 2024 (2026/120C/7.10.1)

La Chambre Régionale des Comptes Grand-Est a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) sur les exercices 2019 à 2024. À l'issue de cette procédure, la Chambre a arrêté des observations définitives qui doivent être portées à la connaissance des membres du Conseil d'Agglomération, en application de l'article L243-6 du code des juridictions financières.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatives au contrôle des comptes et de la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour les exercices de 2019 à 2024.

PJ : (1)

- Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes relatives au contrôle des comptes et de la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour les exercices de 2019 à 2024

Chambre régionale des comptes
Grand Est

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
LES FINANCES COMMUNAUTAIRES

(Département du Haut-Rhin)

Exercices 2019 et suivants

3-5 rue de la Citadelle - 57000 METZ - T. +33 3 54 22 30 25 - grandest@crtc.ccomptes.fr

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE **4**

RECOMMANDATIONS **6**

RAPPELS DU DROIT 6

INTRODUCTION **7**

1 UN PILOTAGE DES FINANCES COMMUNAUTAIRES À CONSOLIDER 9

1.1 Des objectifs budgétaires et financiers programmés 9

1.2 Une évolution de l'organisation et des procédures à finaliser 10

1.2.1 Un règlement budgétaire et financier à actualiser 10

1.2.2 Une réorganisation de la fonction financière et des délégations de signature à finaliser 11

1.2.3 Une autonomie financière à conférer aux budgets annexes « transports urbains » et « chauffage urbain » 12

1.3 Un pilotage de l'exécution budgétaire à renforcer 12

1.3.1 Des pratiques à améliorer 12

1.3.2 Une gestion des autorisations budgétaires à réexaminer 14

1.4 Un contrôle externe mis en place 15

1.4.1 Le suivi des entités subventionnées et des organismes « satellites » 15

1.4.2 Une relation partenariale à formaliser avec le service de gestion comptable de Mulhouse 15

2 L'ÉVOLUTION DES MODALITÉS D'EXERCICE DE CERTAINES COMPÉTENCES 17

2.1 Les compétences déléguées au SIVOM Mulhouse Sud Alsace 17

2.1.1 Une relation partenariale qui se régularise 17

2.1.2 Des prélèvements fiscaux à mieux justifier 19

2.2 Des évolutions à mener à terme pour l'accueil de la petite enfance et du périscolaire 22

2.2.1 Une régularisation du cadre de gestion à mener à bien 22

2.2.2 Un suivi des coûts à consolider 22

2.3 La question des relations financières avec les communes membres 24

2.3.1 Un pacte financier et fiscal en attente 24

2.3.2 Des conséquences de la démutualisation à mesurer 26

3 UNE VIGILANCE À MAINTENIR SUR LES FINANCES COMMUNAUTAIRES 28

3.1 Des tensions réapparaissant au niveau du budget principal 28

3.1.1 Des marges de gestion et d'autofinancement en très nette baisse en 2024 28

3.1.2 Des réserves mobilisées pour le financement des investissements 31

3.2 L'amélioration de certains indicateurs du budget des transports urbains 34
3.2.1 Une évolution favorable des marges et des résultats d'exploitation depuis 2022 34
3.2.2 La poursuite des investissements et la baisse de l'endettement 36
3.2.3 Des réserves financières épuisées et une absence de trésorerie 37
3.3 Des réserves à préserver pour le budget du chauffage urbain 37
3.3.1 Des résultats d'exploitation soumis à de fortes variations 37
3.3.2 Une capacité de financement des investissements surabondante 38
3.3.3 Des réserves à déterminer au regard des besoins du service 39
3.4 Une situation financière du budget annexe de l'eau à stabiliser 40
3.5 Une évolution globalement positive des principaux indicateurs du budget communautaire 42

ANNEXES 44

Annexe n° 1. Présentation de m2A 45
Annexe n° 2. Les syndicats mixtes dont m2a est membre (source Banatic).....46
Annexe n° 3. La compétence « collecte et traitement des ordures ménagères » 47
Annexe n° 4. États d'emploi de la TEOM 49
Annexe n° 5. Les taux de réalisation (budget principal) 52
Annexe n° 6. Budget principal – Évolution des charges à caractère général.....55
Annexe n° 7. Financement des opérations d'investissement – Budget principal 56
Annexe n° 8. Données financières du budget annexe des transports urbains 57
Annexe n° 9. Données financières du budget annexe chauffage urbain 59
Annexe n° 10. Données financières du budget annexe de l'eau 61

SYNTHÈSE

La communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) résulte du regroupement au 1er janvier 2010 de la communauté d'agglomération Mulhouse Sud Alsace (CAMSA) avec deux communautés de communes et plusieurs communes limitrophes. Elle s'est étendue le 1er janvier 2017 suite à la fusion avec la communauté de communes Porte de France Rhin Sud, portant ainsi le nombre total de communes membres de m2A à 39.

Deuxième intercommunalité la plus peuplée d'Alsace et la troisième du Grand Est, m2A regroupe 272 950 habitants soit un tiers de la population du département du Haut-Rhin, sur un territoire de 439,2 km². M2A fait partie des dix communautés d'agglomération comptant plus de 250 000 habitants présentes sur le territoire métropolitain.

L'examen des finances communautaires sur la période 2019-2024 amène la chambre à formuler les principaux constats suivants.

Un pilotage des finances communautaires à consolider

En interne, le règlement budgétaire et financier de m2A doit être mis à jour et la fonction financière ainsi que le pilotage de l'exécution budgétaire renforcés, en veillant à revoir les procédures mises en œuvre. Il est également nécessaire de conférer aux budgets annexes gérant des services publics à caractère industriel et commercial l'autonomie financière qui leur fait défaut.

Néanmoins, un contrôle externe des entités subventionnées ou porteuses d'engagements financiers a été mis en place, de même qu'une relation partenariale suivie avec le service de gestion comptable de Mulhouse.

Les modalités d'exercice de certaines compétences en évolution

Il s'agit, tout d'abord, des compétences déléguées au Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) Mulhouse Sud Alsace (collecte et traitement des déchets, assainissement), dont la relation partenariale manquait de lisibilité et nécessitait des régularisations, désormais engagées. Néanmoins, m2A doit améliorer l'information sur les dépenses qu'elle finance avec le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Par ailleurs, l'accueil de la petite enfance et les activités périscolaires, compétences importantes de m2A, nécessitent un suivi d'ensemble des coûts nets supportés par l'agglomération et des résultats des services concernés.

Enfin, les relations financières avec les communes pourraient être utilement réexaminées à la faveur de la finalisation du pacte financier et fiscal entre m2A et ses membres, en tenant compte du processus de démutualisation de l'administration communautaire dont les conséquences doivent être mesurées.

Une évolution globalement favorable des finances communautaires sur la période 2019-2024, même si la situation de certains indicateurs appelle à la vigilance

Au cours de cette période, la capacité d'autofinancement (CAF) brute agrégée des principales composantes du budget communautaire est restée stable en volume. Leur dette a été

réduite, améliorant leur capacité de désendettement. Bien que leurs réserves financières aient diminué, elles restaient substantielles.

Néanmoins, les marges de gestion et l’autofinancement du budget principal ont nettement baissé en 2024, entraînant une réduction de ses réserves financières. Le budget des transports urbains ne dispose d’aucune réserve financière, sa trésorerie étant assurée par les disponibilités des autres budgets de m2A.

En outre, le budget du chauffage urbain reste tributaire des aléas conjoncturels ; ce qui rend nécessaire une sécurisation de ses réserves et de sa trésorerie. Enfin, un peu plus de deux ans après son transfert à m2A, il y a lieu de stabiliser la situation financière du budget de l’eau.

Au regard de ces constats, la chambre formule cinq recommandations et deux rappels du droit.

RECOMMANDATIONS

Recommandation n° 1 : Définir précisément les missions confiées aux différents services intervenant dans l'exercice de la fonction financière et à leurs agents.

Recommandation n° 2 : Améliorer le suivi de l'exécution budgétaire au niveau de la direction des finances et en liaison avec les services gestionnaires.

Recommandation n° 3 : Poursuivre la mise en place d'une comptabilité analytique permettant d'identifier les coûts directs et indirects du service de gestion des déchets et revoir le contenu de l'état spécial annexé à ses documents budgétaires.

Recommandation n° 4 : Établir un suivi des coûts directs et indirects de la gestion de l'ensemble des services ressortant de la compétence « petite enfance et activités périscolaires ».

Recommandation n° 5 : Établir un bilan financier de la démutualisation des services au terme du processus en 2026.

RAPPELS DU DROIT

Rappel du droit n° 1 : Conformément aux articles L. 1421-1 et L. 2221-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et à l'instruction budgétaire et comptable M4 (titre II, chap. 2, partie 1.5, doter respectivement les budgets annexes « transports », « chauffage urbain » de comptes au Trésor.

Rappel du droit n° 2 : Procéder à l'engagement comptable des dépenses avant leur engagement juridique conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

INTRODUCTION

La procédure

Le contrôle des comptes et de la gestion de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a été inscrit au programme 2024 de la chambre régionale des comptes Grand Est.

La lettre d'ouverture du contrôle a été adressée le 29 août 2024 au président de la communauté d'agglomération, seul ordonnateur en fonctions au cours de la période examinée.

L'entretien d'ouverture de contrôle s'est déroulé le 13 septembre 2024 avec l'ordonnateur au siège de m2A, à Sausheim. Prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, l'entretien de fin d'instruction avec l'ordonnateur s'est déroulé le 10 décembre 2024.

Les observations provisoires ont été communiquées le 6 octobre 2025. Lors de sa séance du 2 décembre 2025, la chambre a examiné les réponses reçues et arrêté ses observations définitives qui portent sur le pilotage des finances communautaires, les modalités d'exercice de certaines compétences et l'évolution de la situation financière de la communauté d'agglomération sur la période 2019-2024.

Présentation de la communauté d'agglomération

La communauté d'agglomération m2A résulte du regroupement au 1er janvier 2010 de la communauté d'agglomération Mulhouse Sud Alsace (CAMSA) avec deux communautés de communes et plusieurs communes limitrophes. Le territoire communautaire s'est toutefois élargi le 1er janvier 2017 lors de la fusion de m2A avec la communauté de communes Porte de France Rhin Sud, portant le nombre total de communes membres à 39.

Le conseil d'agglomération, assemblée délibérante de m2A, composé de 104 élus communautaires dont 41 élus de la ville de Mulhouse (39 %), définit les grandes orientations de la politique communautaire, détermine les actions prévues dans le projet de territoire, arrête le budget et approuve la mise en œuvre de l'action communautaire.

Deuxième intercommunalité la plus peuplée d'Alsace et la troisième du Grand Est[1], m2A regroupe 272 950 habitants[2] soit un tiers de la population du département du Haut-Rhin, sur un territoire de 439,2 km². Son siège social est installé, depuis mai 2024, sur la commune de Sausheim.

Comptant parmi ses membres une ville centre de plus de 100 000 habitants et sept communes de plus de 10 000 habitants, m2A fait partie des dix communautés d'agglomération

[1] Après l'Eurométropole de Strasbourg et la communauté urbaine de Reims.
[2] Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), populations de référence pour 2025 établies par le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024.

comptant plus de 250 000 habitants présentes sur le territoire métropolitain, dont six se trouvent néanmoins en région Île-de-France.

M2a remplit les critères qui lui permettrait d'accéder de droit au statut de communauté urbaine (seuil de population de 250 000 habitants dépassé) et prétendre au statut de métropole car elle est au centre d'une zone d'emploi couvrant 433 000 habitants, supérieur au seuil de 400 000 habitants indiqué à l'article L. 5217-1 (3ème alinéa – 2°). Selon l'ordonnateur, les élus communautaires n'ont pas à ce stade exprimé de souhait de changement de statut juridique.

À périmètre constant, la population de m2A apparaît globalement stable depuis 2015 après une période d'une trentaine d'années où le territoire communautaire a enregistré des progressions, légères mais continues, du nombre de ses habitants.

Tableau n° 1 : Évolution de la population de m2A (périmètre 2017)

	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021	2022
Population	243 743	248 488	253 338	261 570	268 619	272 985	272 677	272 950
Densité moyenne (hab/km²)	555	565,8	576,9	595,6	611,7	621,6	620,9	621,5

Source : Insee - Recensements généraux et partiels

Cette stabilité globale recouvre des évolutions contrastées avec, d'une part, une ville centre dont la population diminue depuis 2015 et, d'autre part, des communes périphériques enregistrant à l'inverse une augmentation de leurs populations.

La communauté d'agglomération exerce les compétences prévues par la loi[3].

Au nombre de 45, elles comprennent 28 compétences obligatoires (développement et aménagement économique ; eau et assainissement ; aménagement de l'espace communautaire dont la constitution de réserves foncières et le droit de préemption urbain) ; organisation des transports urbains et déplacements ; habitat et politique de la ville ; développement touristique ; accueil des gens du voyage) et 17 compétences dites facultatives (équipements culturels, sportifs et touristiques d'intérêt communautaire ; protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie dont la collecte et la valorisation des déchets ; actions sociales d'intérêt communautaire ; soutien de l'enseignement supérieur ; équipements touristiques dont les musées techniques ; production et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ; aérodrome Rixheim-Habsheim et l'autoport ; bibliobus).

Faisant suite à la fusion intervenue en 2017 avec la communauté de communes Portes de France Rhin Sud, le conseil d'agglomération a procédé par délibération du 17 décembre 2018, à la définition de l'intérêt communautaire conformément aux

[3] Article L. 5216-5 du CGCT.

dispositions de l'article L. 5211-41-3 (III) du code général des collectivités territoriales (CGCT)[4].

Dans ce cadre et depuis 2018, les compétences de m2A se sont élargies avec le transfert de l'assainissement, des plans locaux d'urbanisme (PLU) et, depuis le 1er janvier 2023, de la distribution d'eau. En sens inverse, m2A a procédé en 2019 à la restitution aux communes concernées des compétences facultatives qui étaient exercées jusqu'en 2016 par la communauté de communes Portes de France Rhin Sud, en l'occurrence l'action culturelle et sportive, la formation continue et la voirie d'intérêt communautaire.

M2a est, en 2025, membre de 18 syndicats mixtes[5]. 10 de ces syndicats interviennent sur le secteur de la gestion de l'eau (production et adduction d'eau, gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations - GEMAPI) auxquels m2A a transféré partiellement ses compétences en la matière. M2A a par ailleurs délégué au SIVOM Mulhouse Sud Alsace la gestion des ordures ménagères et de l'assainissement.

1 UN PILOTAGE DES FINANCES COMMUNAUTAIRES À CONSOLIDER

1.1 Des objectifs budgétaires et financiers programmés

Le pilotage des finances communautaires s'appuie tout d'abord sur le projet de territoire « Vision 2030 », adopté le 22 novembre 2021 par le conseil d'agglomération, qui intègre un programme d'investissement de 363 M€ à réaliser sur les quatre thématiques prioritaires retenues par les élus communautaires :

- une nouvelle donne environnementale avec les mobilités, l'accès à l'eau, la réduction de production de déchets et leur gestion ;
- un territoire d'accueil dynamique porté par le développement économique, l'enseignement supérieur, l'urbanisme, le tourisme, le sport ;
- un territoire solidaire avec le logement, les équipements sportifs et les services à la population ;
- un territoire d'équilibre et de coopération : un service d'appui aux communes, digitalisation des services communaux et intercommunaux, élaborer le pacte fiscal et financier en lien avec le projet de territoire, le pacte de gouvernance.

La déclinaison budgétaire et opérationnelle du projet de territoire est définie dans la programmation pluriannuelle des investissements (PPI). La programmation en cours qui porte sur la période 2020-2026, a été soumise à trois reprises au conseil communautaire durant la

[4] En cas de fusion, l'organe délibérant doit définir l'intérêt communautaire pour les compétences obligatoires et facultatives exercées par le nouvel établissement public de coopération intercommunale (EPCI) au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral prononçant la fusion.
[5] Cf. annexe 2.

période sous revue. L'actualisation du PPI retenue en dernier lieu, par délibération du 24 juin 2024, a conduit à une augmentation globale de l'enveloppe des investissements prévus sur la période, portée à 355,4 M€ dont 305,2 M€ au titre des opérations pluriannuelles et 50,2 M€ pour les opérations d'équipement exécutées dans l'année.

Tableau n° 2 : Enveloppe des investissements prévus sur la période 2020-2026

En M€	Délibération du 22 novembre 2021	Délibération du 12 décembre 2022	Délibération du 24 juin 2024
PPI 2020-2026	222,08	236,9	305,2
Investissements annuels	52,36	48,3	50,2
TOTAL	**274,43**	**285,2**	**355,4**

Source : m2A

Le rapport d'orientations budgétaires présenté chaque année en vue du débat préalable à l'adoption des budgets est élaboré avec une rétrospective et une prospective budgétaires et financières établies avec l'appui d'un conseil externe.

Il a notamment pour objet de permettre un suivi budgétaire annuel du projet de territoire. Son contenu, ainsi que son calendrier de présentation au conseil d'agglomération, sont conformes aux dispositions du CGCT et n'appellent pas de remarque particulière.

1.2 Une évolution de l'organisation et des procédures à finaliser

1.2.1 Un règlement budgétaire et financier à actualiser

Conformément à l'article L. 5217-10-8 du CGCT et à l'instruction budgétaire et comptable M57, les communautés d'agglomération doivent se doter d'un règlement budgétaire et financier (RBF) adopté par l'organe délibérant dès lors qu'elles recourent aux autorisations budgétaires pluriannuelles (autorisations de programme et/ou autorisations d'engagement).

Le guide du comité national de fiabilité des comptes locaux rappelle, à cet égard, qu'un RBF a notamment pour vocation de rappeler les normes applicables et le principe de permanence des méthodes, de décrire précisément les procédures suivies par l'EPCI, en particulier pour la gestion des autorisations d'engagement (AE), des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP), et ainsi de créer un référentiel commun de gestion pour les services de la collectivité.

Le RBF concerne l'ensemble de l'organisation budgétaire, comptable et financière de la collectivité : le cycle budgétaire, la gestion des engagements, la chaîne comptable et

l'organisation des délégations de signature, la gestion des opérations de fin d'exercice (charges et produits constatés, rattachements, restes à réaliser).

Le RBF, en vigueur depuis le 27 juin 2022 au sein de m2A, est conforme au cadre légal et réglementaire. Néanmoins, établi conjointement pour l'administration communautaire et la ville de Mulhouse, il mérite d'être actualisé ou complété sur deux points particuliers :

- le règlement ne prend pas en considération le régime de responsabilité des gestionnaires publics, applicable depuis le 1er janvier 2023, à l'ensemble des gestionnaires publics et, dans certaines circonstances, aux ordonnateurs élus ;
- il n'intègre pas s'agissant de l'organisation et des procédures les conséquences de la démutualisation des services de l'agglomération et de la ville de Mulhouse, processus concernant en particulier les services financiers.

La chambre invite par conséquent la communauté d'agglomération à actualiser son règlement budgétaire et financier.

1.2.2 Une réorganisation de la fonction financière et des délégations de signature à finaliser

En 2024, les services communautaires étaient organisés au sein de six directions générales adjointes, chargées soit de domaines thématiques (transition écologique et énergétique, ressources environnementales et économie, mobilités et urbanisme), soit de domaines transversaux (innovation et évaluation, développement intercommunal et cohésion territoriale), soit principalement de fonctions support (finances et services à la population, ressources hors finances).

Au sein de cette organisation, la fonction financière est déconcentrée et actuellement répartie entre différents acteurs : la direction des finances, le service « finances et marchés publics » de la direction « enfance et famille », la direction « administration et finances » du pôle « transition écologique et énergétique » et le réseau des agents en charge de l'exécution budgétaire et de la comptabilité.

En l'état, l'organisation de la fonction financière appelle à être consolidée, en particulier sur les aspects suivants.

En premier lieu, si le RBF mentionne les attributions de la direction des finances et celles des autres services, les missions exercées par ces derniers ne sont pas explicitées. Par ailleurs, si les agents de la direction des finances disposent d'une fiche de poste, cette démarche reste en cours pour les agents des autres services intervenant sur la chaîne des dépenses et des recettes de m2A.

En second lieu, la gestion des délégations de signature, assurée depuis le courant de l'année 2025 par la direction des affaires juridiques et des achats, ne prend pas en considération jusqu'à présent le risque d'une éventuelle incompatibilité des tâches, sauf pour la gestion des fonds européens. La chambre prend toutefois bonne note, selon les indications de l'ordonnateur, de la refonte de la gestion des délégations de signature, engagée en novembre 2025 en vue du prochain renouvellement du conseil d'agglomération.

Afin de sécuriser l'exercice de la fonction financière au sein de l'administration communautaire, la chambre recommande une définition précise des missions confiées aux

services, autres que ceux de la direction des finances, et à leurs agents dans leurs fiches de postes. Elle invite, par ailleurs, à mener à bien la refonte annoncée de la gestion des délégations de signature afin notamment d'éviter des risques d'incompatibilité.

Recommandation n° 1 : Définir précisément les missions confiées aux différents services intervenant dans l'exercice de la fonction financière et à leurs agents.

1.2.3 Une autonomie financière à conférer aux budgets annexes « transports urbains » et « chauffage urbain »

Les budgets annexes du chauffage urbain et des transports gèrent des services publics à caractère industriel et commercial (SPIC). À ce titre, et conformément aux dispositions des articles L. 1412-1 et L. 2221-4 du CGCT, ces services doivent être gérés dans le cadre d'une régie dotée au minimum de l'autonomie financière, ce mode de gestion nécessitant notamment, au plan comptable, comme le précise au demeurant l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux SPIC, la mise en place d'un compte au Trésor propre à chacun des deux budgets.

Si cette obligation, rappelée à différentes reprises par le conseiller aux décideurs locaux de la direction départementale des finances publiques (DDFiP) du Haut-Rhin, n'a toutefois pas été mise en œuvre jusqu'à présent par m2A, la situation juridique et comptable de ces deux budgets annexes est appelée, selon l'ordonnateur, à être régularisée lors de la mise en place du prochain conseil d'agglomération.

Rappel du droit n° 1 : Conformément aux articles L. 1421-1 et L. 2221-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et à l'instruction budgétaire et comptable M4 (titre II, chap. 2, partie 1.5, doter respectivement les budgets annexes « transports », « chauffage urbain » de comptes au Trésor.

1.3 Un pilotage de l'exécution budgétaire à renforcer

1.3.1 Des pratiques à améliorer

Les procédures d'exécution budgétaire sont décrites dans le règlement budgétaire et financier (RBF) de m2a et dans des fiches de procédures accessibles aux agents dans l'intranet des services communautaires.

Il apparaît néanmoins qu'en pratique, les services gestionnaires procèdent à l'engagement juridique des dépenses avant de procéder à la vérification de la disponibilité des crédits et à l'engagement comptable de la dépense correspondante, en contradiction avec les règles fixées par l'article 30 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et par le RBF communautaire. La chambre invite par conséquent à la poursuite des actions de sensibilisation des services conduites ces derniers mois à ce sujet par la direction des finances de m2A.

Rappel du droit n° 2 : Procéder à l'engagement comptable des dépenses avant leur engagement juridique conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En outre, le suivi de l'exécution budgétaire entre la direction des finances et les services gestionnaires n'est pas organisé, ni formalisé, même si les services disposent d'un accès à l'outil de gestion financière leur permettant de connaître à tout moment l'état d'exécution de leurs dépenses ou de leurs recettes. Cette absence de suivi organisé peut nuire à la bonne exécution du budget communautaire.

À titre d'illustration, le service de gestion comptable de Mulhouse, comptable de m2a, a constaté l'absence de facturation durant le premier semestre de l'année 2024 des prestations de chauffage urbain.

Par ailleurs, bien que la communauté d'agglomération pratique les rattachements de charges et de produits à la clôture l'exercice, elle recourt toujours et pour des montants significatifs à la journée complémentaire. Cette utilisation, à la fois, de la journée complémentaire et des rattachements de charges et des produits peut traduire un suivi insuffisant de l'exécution budgétaire par les services communautaires. Elle complexifie les opérations de fin d'exercice et ne garantit pas, en outre, l'établissement d'un résultat de fonctionnement exact.

Tableau n° 3 : Montants mandatés en journée complémentaire et montants rattachés 2019-2023

En M€	2019	*Part des autorisations budgétaires*	2020	*Part des autorisations budgétaires*	2021	*Part des autorisations budgétaires*	2022	*Part des autorisations budgétaires*	2023	*Part des autorisations budgétaires*
Journée complémentaire	2,8	*0,9 %*	4,2	*1,3 %*	18	*5,4 %*	16,8	*4,8 %*	19,5	*5,2 %*
Rattachements	4,6	*1,8 %*	6,5	*2,5 %*	5,4	*2 %*	8,7	*3,1 %*	8,5	*2,3 %*

Source : m2A – Direction des finances

La chambre recommande par conséquent la mise en place d'un meilleur suivi de l'exécution du budget communautaire au niveau de la direction des finances et en liaison avec les services gestionnaires.

Recommandation n° 2 : Améliorer le suivi de l'exécution budgétaire au niveau de la direction des finances et en liaison avec les services gestionnaires.

1.3.2 Une gestion des autorisations budgétaires à réexaminer

Les taux de réalisation des dépenses de la section de fonctionnement[6] montrent une consommation des crédits inégale selon les chapitres.

Sur la période 2019-2023, les chapitres 012 (charges de personnel), 014 (atténuation de produits) et 65 (autres charges de gestion) présentent des niveaux de consommation élevés, tandis que les chapitres 011 (charges à caractère général), 66 (charges financières) et 67 (charges exceptionnelles) font apparaître des niveaux faibles. Plus particulièrement, les crédits inscrits au chapitre 011 n'ont été consommés qu'à hauteur de 52 % en moyenne au cours de cette période, laissant inutilisés près de 32 M€ en moyenne chaque année.

L'ordonnateur a précisé à cet égard que les niveaux d'exécution constatés en particulier au chapitre 011, provenaient des crédits supplémentaires inscrits au budget supplémentaire au regard de l'excédent de fonctionnement de l'exercice précédent et pour faire face à des dépenses imprévues. Néanmoins, la chambre invite la collectivité à réexaminer la gestion de ses autorisations budgétaires au cours de l'exercice, les excédents de fonctionnement constatés lors du vote du compte administratif pouvant être aussi, par une inscription à l'article 1068, affectés au financement des opérations d'investissement.

Par ailleurs, les dépenses d'équipement (hors opérations pour compte de tiers) présentent, en moyenne, des taux de réalisation limités bien que 85 % des crédits correspondants soient inscrits dans le cadre d'autorisations de programme votées. En effet, les niveaux de réalisation se sont établis à environ 50 % de 2019 à 2021, puis à 60 % à partir de 2022.

Ces niveaux de consommation se traduisent, en fin d'exercice, par des reports de crédits importants et dont le volume tend à croître. Ils révèlent également une évaluation insuffisante des besoins réels en crédits annuels de paiement découlant des opérations d'investissement exécutées dans le cadre des autorisations de programme votées.

Cette situation peut avoir deux conséquences, la première étant l'apparition d'un décalage grandissant entre les investissements programmés dans le PPI et les dépenses effectivement réalisées, la seconde étant pour m2a d'avoir à supporter un rattrapage budgétaire conséquent de ces reports au cours d'un ou deux exercices budgétaires.

Tableau n° 4 : Reports de crédits de 2019 à 2024

En M€	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montant des reports	11,6	19,3	21,4	18,1	22,1	28,6

Source : m2A – comptes administratifs

[6] Cf. Annexe 5.

1.4 Un contrôle externe mis en place

1.4.1 Le suivi des entités subventionnées et des organismes « satellites »

L'article L. 1611-4 du CGCT prévoit que « *toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée… »*.

Le contrôle des organismes recevant des subventions de m2a est assuré par la direction générale adjointe (DGA) « Innovation et évaluation », précédemment service commun intitulé « pilotage de la performance ». Un guichet unique a été mis en œuvre depuis 2016, à partir d'un outil de gestion des subventions sous forme d'extranet, qui permet un horodatage des demandes de subventions et un suivi pour le demandeur de chaque étape de la procédure.

La DGA « innovation et évaluation » a pour fonction d'analyser les comptes des partenaires subventionnés au-delà de 20 000 €. Le travail s'effectue dans le cadre d'une relation tripartite avec le service gestionnaire concerné et l'organisme bénéficiaire de la subvention.

Un état de suivi de ces partenariats est complété au fur et à mesure de l'avancée de leurs travaux. La chambre a pu constater que la majorité des comptes ou états financiers attendus pour effectuer le contrôle avait été réceptionnée en octobre 2024.

La DGA « innovation et évaluation » est également chargée du contrôle des comptes des organismes « satellites ». Sont concernés, à ce titre, les délégataires de service public, les entités bénéficiaires de garanties d'emprunt de m2A, et les sociétés dans lesquelles m2A détient un part du capital social.

Pour certains de ces organismes (groupe Citivia), l'ordonnateur précise que les contrôles opérés portent sur leurs balances comptables détaillées, permettant de réaliser des analyses avec le même niveau de détail que celles des autres structures.

1.4.2 Une relation partenariale à formaliser avec le service de gestion comptable de Mulhouse

Les services communautaires entretiennent, à la faveur de réunions fréquentes (en moyenne, une par mois en 2024) en présence du conseiller aux décideurs locaux de la direction départementale des finances publiques (DDFIP) du Haut-Rhin, une relation de travail suivie avec le service de gestion comptable (SGC) de Mulhouse, constitué en septembre 2021. Ces réunions ne donnent pas lieu à des comptes-rendus formels, validés par les participants, mais à une restitution sous forme de notes. Les sujets abordés portent sur des questions juridiques, comptables et fiscales.

M2A et le SGC disposent également de la convention de recouvrement conclue au début de l'année 2017. Elle permet au comptable de diligenter toutes actions de recouvrement des produits locaux par l'autorisation permanente et générale des poursuites et par la fixation de

seuils rendant son action plus efficiente. Par ailleurs, la méthode de provisionnement[7] pour dépréciation de créances établie en concertation avec le conseiller aux décideurs locaux et le SGC et les admissions en non-valeur prononcées au cours de la période n'appellent pas de remarque particulière.

Les taux de recouvrement des produits locaux 2023 de m2A s'établissaient courant au second semestre 2024 à des niveaux plutôt favorables.

Tableau n° 5 : Taux de recouvrement 2023 par budget

Budget collectivité	Type budget collectivité	Valeurs cumulées 2023 en septembre 2024 – Encaissements (en €)	Valeurs cumulées 2023 en septembre 2024 - Prise en charge (en €)	Taux de recouvrement
Budget principal	GFP*	47 854 514	49 122 981	*97 %*
Eau CA M2A	Sce eau assainissement	51 640 650	53 622 049	*96 %*
Chauffage urbain	SPIC	18 927 380	19 152 092	*99 %*
Transport urbain	SPIC	12 890 188	12 891 094	*100 %*

Source : SGC de Mulhouse

Néanmoins, le volume des titres émis ayant fortement progressé à partir de 2020 (de 10 200 titres à 24 600) du fait de la mise en place de titres individuels pour la facturation du périscolaire, le contenu de cette convention pourrait être utilement réexaminé et le cas échéant actualisé.

L'indice IPC (Indicateur de Pilotage Comptable), produit directement à partir d'HELIOS, existe depuis 2020. Cet indice ne permet pas « *de se prononcer sur la qualité de la gestion d'une collectivité, sur la qualité de son financement ou sur sa solidité financière* » mais constitue un outil à partager entre ordonnateur et comptable pour l'amélioration de la qualité comptable. Il a progressé entre 2021 et 2023, passant de 74 à 81 %, se situant à un niveau supérieur à l'indice moyen des communautés d'agglomération (73 % en 2023).

Cette relation de travail suivie entre m2a et le SGC intervenait jusqu'à présent en l'absence de convention de services comptables et financiers (CSCF). La chambre prend note de la démarche engagée en ce sens en 2025 par les services de m2A avec le service de gestion comptable et la DDFIP.

[7] La provision est constituée à hauteur de 20 % du montant des créances non recouvrées datant de plus de deux ans.

2 L'ÉVOLUTION DES MODALITÉS D'EXERCICE DE CERTAINES COMPÉTENCES

2.1 Les compétences déléguées au SIVOM Mulhouse Sud Alsace

2.1.1 Une relation partenariale qui se régularise

La communauté d'agglomération a, dans le cadre des dispositions de l'article L. 5216- 5 du CGCT, délégué à un syndicat mixte « fermé » regroupant trois groupements de communes[8], le SIVOM Mulhouse Sud Alsace[9], l'exercice de ses compétences, tout d'abord, en matière de collecte et de traitement des ordures ménagères, puis d'assainissement.

En effet, les élus communautaires ont approuvé le 9 janvier 2017 l'adhésion de m2A au SIVOM au titre des missions de gestion des déchets. Le 11 décembre 2017, le conseil d'agglomération validait les termes d'une convention d'assistance à la gestion et à l'organisation entre m2A et le SIVOM de la région mulhousienne, confiant à m2A certains services relevant des attributions du SIVOM, dont la gestion de la carrière des personnels mis à disposition du SIVOM.

Pour autant, m2A n'avait pas délégué au SIVOM la totalité de l'exercice de sa compétence en matière de déchets ménagers. Le rapport annuel du service public de prévention et de gestion des déchets précisait, à cet égard, que « *sur le territoire communautaire, le service public intercommunal d'élimination des déchets s'organise entre le SIVOM, compétent pour la collecte sélective des déchets recyclables, le traitement des déchets et l'élimination des déchets non valorisables, et Mulhouse Alsace Agglomération, compétente pour la collecte des ordures ménagères* ». En réalité, m2A intervenait, à la fois, pour la collecte des déchets ménagers résiduels et la collecte sélective (emballages, papiers, cartons et verre) en porte-à-porte. Elle mobilisait pour cette mission, en 2023, 164 agents dont le coût salarial lui est remboursé par le SIVOM. Ce dernier assurait la collecte sélective dans le cadre des déchèteries qu'il gérait.

Il résultait de cette organisation que le SIVOM et m2A étaient réciproquement prestataires ; la gestion coordonnée de leurs activités engendrant des flux financiers croisés entre les deux entités.

Dans son rapport d'observations définitives du 7 novembre 2018 consacré à la gestion du SIVOM, la chambre avait souligné cet enchevêtrement de compétences entre le syndicat mixte et la communauté d'agglomération, rappelant que cette organisation méconnaissait le cadre fixé par l'article L. 2224-13 du CGCT et la jurisprudence du juge administratif considérant comme non séparable la collecte sélective et la collecte des ordures ménagères résiduelle.

---

[8] m2A, le syndicat d'assainissement de la Basse Vallée de la Doller et la communauté de communes Sundgau.

[9] Initialement constitué sous la forme d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) et dénommé à cette période « SIVOM de la région mulhousienne », le syndicat s'est transformé en syndicat mixte fermé avec l'évolution de l'organisation intercommunale au sein de son périmètre d'intervention, tout en conservant son appellation d'origine de « SIVOM ».

La chambre prend acte de la régularisation entérinée en juin 2025 par délibérations concordantes du conseil d'agglomération et du conseil syndical du SIVOM, par lesquelles m2A exercera à compter du 1er janvier 2026 la totalité de la compétence collecte des déchets ménagers.

Les flux financiers intervenant entre les deux entités correspondent, en premier lieu, au remboursement par le SIVOM des charges liées aux personnels communautaires mis à sa disposition pour l'exercice des compétences déléguées. Le montant annuel de ces remboursements qui atteignaient 2,7 M€ en 2023 avait progressé de 32 % depuis 2019.

Tableau n° 6 : Remboursement par le SIVOM de mises à disposition de personnel de m2A

En €	2019	2020	2021	2022	2023	Commentaires
Compte 70848 – (service 310)	308 414	394 235	373 111	404 786	430 178	Remboursement au titre des frais d'administration (ressources humaines, finances, courrier, archives, système informatique)
Compte 70848 – (service 320)	1 227 177	1 300 632	1 401 097	1 567 713	1 682 470	Remboursement au titre des agents mis à disposition par m2A
Compte 70848 – (service 320)	557 140	580 824	617 227	603 515	633 136	Remboursement au titre des brigadiers du tri
TOTAL	**2 092 731**	**2 275 691**	**2 391 435**	**2 576 014**	**2 745 784**	

Source : Grand livre 2019-2023 - m2A

De son côté, m2A verse au SIVOM deux contributions, la première au titre de la collecte collective, la seconde au titre du traitement des déchets urbains assuré par le syndicat mixte. Le total de ces contributions représentait près de 18 M€ en 2023, en hausse de 13 % depuis 2019.

Tableau n° 7 : Contributions m2A au SIVOM de 2019 à 2023

En €	Collecte sélective	Traitement des résidus urbains	Total
2019	5 830 000	9 834 709	15 664 709
2020	6 105 000	9 832 011	15 937 011
2021	7 205 000	9 836 464	17 041 464
2022	7 370 000	9 967 307	17 337 307
2023	7 535 000	10 173 679	17 708 679

Source : Grand Livre m2A 2019-2023

S'agissant de l'assainissement, le conseil d'agglomération a, par délibération du 30 septembre 2019, délégué en totalité l'exercice de sa compétence au SIVOM à compter du 1er janvier 2020, indiquant qu'« *une très grande partie du travail de structuration intercommunale a déjà été accomplie par le SIVOM de région mulhousienne dans les années 90 et 2000 avec la création d'un grand service public intercommunal de l'assainissement regroupant aujourd'hui 24 communes (…) et le syndicat mixte Basse Vallée de la Doller composé de communes de 3 EPCI différents (…)* ». Le conseil syndical du SIVOM a, pour sa part, délibéré le 11 octobre 2019 pour exercer la compétence « assainissement » sur l'ensemble du périmètre de m2A à compter du 1er janvier 2020.

Néanmoins, la redevance d'assainissement dont les tarifs sont décidés par le conseil syndical du SIVOM, était perçue jusqu'en 2024, au sein du périmètre communautaire, par m2A et reversée ensuite au SIVOM, en l'absence de tout cadre conventionnel, ce que le service de gestion comptable de Mulhouse avait rappelé à la communauté d'agglomération. La régularisation de ce dispositif est intervenue en 2025, à la faveur d'une convention avec le SIVOM, validée le 9 décembre 2024 par le conseil d'agglomération et fixant à compter du 24 février 2025 les modalités de facturation et de recouvrement de la redevance d'assainissement collectif par m2A.

2.1.2 Des prélèvements fiscaux à mieux justifier

Le conseil d'agglomération a instauré à compter de 2019, par délibération du 11 décembre 2017, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) applicable sur une zone unique, mais avec un lissage progressif des taux pendant 9 ans jusqu'en 2027 ; le taux moyen pondéré étant de 11,51 %. Chaque année, il délibère pour en déterminer les taux. Le produit de la taxe a progressé nettement (+ 19 %) depuis 2019, passant de 35,7 à 42,4 M€ en 2024.

Tableau n° 8 : Produit de la TEOM de 2019 à 2024

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Comptes 7331(M14) et 73133(M57)	35 687 411	36 295 673	36 703 760	38 261 204	40 651 737	42 391 781

Source : Comptes administratifs et de gestion 2019-2024

Une redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères perçue auprès des entreprises et des résidents professionnels a également été instituée, en application de l'article L. 2333-78 du CGCT. Son produit a évolué dans les mêmes proportions (+ 23 %) durant cette période.

Tableau n° 9 : Produit de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères de 2019 à 2024

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compte 70612	1 228 136	1 033 506	1 180 441	1 361 526	1 418 406	1 507 652

Source : Comptes administratifs et de gestion 2019-2024

En application de l'article L. 2313-1 du CGCT, les groupements intercommunaux ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et, le cas échéant, les dotations et participations reçues pour le financement du service, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionné.

M2A publie un état de répartition de la TEOM[10] en annexe de ses documents budgétaires (budgets primitifs et comptes administratifs). Les données chiffrées qu'il comporte font apparaître, sur l'ensemble de la période, une équivalence exacte des dépenses supportées par la communauté d'agglomération au titre de la gestion des déchets et des recettes qu'elle perçoit à ce titre, en grande partie constituées du produit de la TEOM.

Tableau n° 10 : États d'emploi de la TEOM en 2023 (en €)

Budget primitif 2023	États annexes D5.1 et D5.2	Compte administratif 2023	États annexes D12.1
Dépenses d'investissement	3 663 836	*Dépenses d'investissement*	4 246 285
Recettes d'investissement	3 663 836	*Recettes d'investissement*	4 246 285
Dépenses de fonctionnement	43 251 730	*Dépenses de fonctionnement*	43 694 952
dont Chapitre 011	*10 737 030*	*dont Chapitre 011*	*11 876 176*
dont Chapitre 012	*12 387 875*	*dont Chapitre 012*	*11 963 983*
dont Chapitre 65	*17 555 238*	*dont Chapitre 65*	*17 711 835*
Recettes de fonctionnement	43 251 730	*Recettes de fonctionnement*	43 694 952
dont TEOM	*40 255 000*	*dont TEOM*	*40 651 737*

Source : budgets primitif et comptes administratif 2023 – m2A

[10] Cf. Annexe 6.

Selon la collectivité, l'état annexe est établi sur la base d'un tableau « *historique* » intégrant les charges de fonctionnement (chapitre 011) du service « environnement et services urbains », les charges de personnel (chapitre 012) du service « collecte des déchets » et du service « propreté et déneigement » et des charges indirectes liées aux fonctions administratives, en l'absence toutefois de données analytiques précises. Les charges de personnel retenues font l'objet depuis 2019 d'une revalorisation forfaitaire selon un taux dont l'origine n'est pas indiquée.

En tout état de cause, les sommes mentionnées dans ces états ne sont pas déterminées à partir d'une méthodologie arrêtée et précise. Au contraire, la démarche mise en œuvre par m2A révèle des insuffisances et des incohérences.

En premier lieu et contrairement à ce que prévoit le premier alinéa de l'article L. 2224- 17-1 du CGCT[11], les montants déclarés dans cet état annexe ne s'appuient pas sur les données d'une comptabilité analytique dédiée à la gestion des déchets.

En deuxième lieu, les sommes comptabilisées dans cet état annexe qui intègrent l'ensemble des charges de fonctionnement (chapitre 011) du service « environnement et services urbains » et des charges de personnel (chapitre 012) recensées, n'apparaissent pas toutes ressortir de la collecte des déchets. En effet, concernant les charges de fonctionnement des services de propreté urbaine, le juge administratif[12] ne retient dans le champ des dépenses éligibles, que le coût de la collecte et du traitement des déchets ménagers jetés dans les corbeilles de rue ou sur la voie publique.

Par ailleurs, les remboursements des charges de personnel au titre des agents mis à disposition du SIVOM ne sont pas clairement identifiées dans le décompte établi.

S'agissant des frais d'administration et des coûts transversaux rattachables à la gestion des déchets ménagers, la jurisprudence du juge administratif[13] admet qu'ils puissent être pris en compte à condition néanmoins que la collectivité soit en mesure de justifier à partir des données d'une comptabilité analytique ces dépenses, ce qui n'est pas le cas pour m2A.

Enfin, le juge administratif[14] a rappelé que pour apprécier l'absence de disproportion manifeste entre le produit de la taxe et le coût de la collecte et du traitement des déchets ménagers, il convenait de se fonder sur les données du budget primitif et non du compte administratif.

L'ordonnateur précise qu'une nouvelle méthodologie d'analyse des lignes de crédits est appliquée depuis le budget primitif 2025 et le compte administratif 2024 permettant ainsi un premier niveau de comptabilité analytique, dans la perspective d'une meilleure transparence entre le coût du service et le produit de la TEOM. La chambre recommande la poursuite de ce travail de construction d'une comptabilité analytique qui permettra en effet d'identifier précisément les coûts directs et indirects du service de gestion des déchets et de fiabiliser l'état spécial annexé à ses documents budgétaires.

---

[11] « *Le service public de prévention et de gestion des déchets fait l'objet d'une comptabilité analytique* ».
[12] Conseil d'État, 18 septembre 2023, n° 466461, Dijon Métropole.
[13] Conseil d'État, 22 octobre 2021, n° 434900, Métropole de Lyon c/ Association des contribuables actifs du lyonnais (CANOL).
[14] Conseil d'État, 16 janvier 2018, n° 412679, n° 401613, n° 401615.

Recommandation n° 3 : Poursuivre la mise en place d'une comptabilité analytique permettant d'identifier les coûts directs et indirects du service de gestion des déchets et revoir le contenu de l'état spécial annexé à ses documents budgétaires.

2.2 Des évolutions à mener à terme pour l'accueil de la petite enfance et du périscolaire

2.2.1 Une régularisation du cadre de gestion à mener à bien

Compétence communautaire, l'accueil de la petite enfance et des activités périscolaires est géré, soit en régie directe par les services de m2A, soit dans le cadre de délégations de service public conclues avec différents opérateurs. La gestion déléguée qui concerne 23 opérateurs intervient encore pour deux d'entre-elles dans le cadre de conventions d'objectifs conduisant au versement de subventions de fonctionnement de la communauté d'agglomération, alors qu'il s'agit de participations à la réalisation d'un service public communautaire devant donner lieu à la conclusion d'un contrat de délégation de service public (DSP) avec le prestataire retenu par m2A.

Ces situations irrégulières au regard des règles de la commande publique avaient été signalées par la chambre dans son rapport d'observations définitives du 12 juillet 2018 qui avait alors relevé 10 sites d'accueil fonctionnant avec ces modalités.

La chambre invite, par conséquent, la communauté d'agglomération à régulariser le cadre contractuel applicable à ces deux derniers sites d'accueil périscolaire.

2.2.2 Un suivi des coûts à consolider

Au plan financier, le principal partenaire de cette politique communautaire en faveur de l'accueil de la petite enfance et des activités périscolaires reste la caisse d'allocations familiales (CAF), bien qu'au cours de la période examinée les modalités de cette participation aient évolué.

En effet jusqu'en 2021, m2A était destinataire de l'ensemble des financements de la CAF concernant le « contrat enfance jeunesse ». Depuis 2022, les délégataires du service public communautaire reçoivent directement les aides de la CAF qui ne transitent plus dans les comptes de la communauté d'agglomération.

Cette évolution a eu des répercussions sur le budget communautaire en 2022, année de transition. La participation de la CAF, perçue par m2A, a ainsi diminué de 4,5 M€, passant de 8,3 M€ en 2021 à 3,8 M€ en 2022. Dans le même temps, la communauté d'agglomération a maintenu l'avance des fonds qu'elle consentait aux délégataires dans l'attente du versement de la participation de la CAF, ce qui l'a conduit à demander le reversement de cette avance auprès des délégataires. C'est ainsi qu'une recette exceptionnelle (compte 77) de 4,76 M€ a été constatée en 2022 dans les comptes de m2A au titre du remboursement de ces avances.

Au-delà de l'évolution des modalités de financement de la CAF, les dépenses de la petite enfance et du périscolaire sont restées assez stables sur la période 2019-2023.

Tableau n° 11 : Dépenses de petite enfance et de périscolaire de 2019 à 2023 (hors personnel et net des subventions CAF)

En M€	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de petite enfance et périscolaire	16,8	14,9	15,7	16,6	16,6

Source : m2A – Rapport d'orientations budgétaires 2025

Les recettes « petite enfance et périscolaire » perçues auprès des familles ont augmenté en 2023. Le mode de calcul des tarifs du périscolaire a été revu en 2023 pour une meilleure progressivité, la tarification des services « petite enfance » relevant d'un barème national.

Tableau n° 12 : Recettes petite enfance et périscolaire de 2019 à 2023 perçues auprès des familles

En M€	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes	5,9	3,8	5,2	5,8	6,5

Source : m2A – Rapport d'orientations budgétaires 2025

Néanmoins, m2A n'est actuellement pas en mesure d'établir le coût net global de l'exercice de cette compétence dans son ensemble, ne disposant de données comptables analytiques sur l'ensemble de la période que pour le service « périscolaire ». Il ressort de ces données que le coût net de ce service a progressé de 62 % de 2019 à 2024.

Tableau n° 13 : Coût net pour m2A – Service périscolaire

En M€	Coût net gestion directe	Coût net gestion déléguée	Coût net total
2019	5,3	4	**9,3**
2020	6,4	4,2	**10,6**
2021	6,4	4,3	**10,7**
2022	7,4	4,1	**11,5**
2023	7,2	4,3	**11,5**
2024	10,5	4,6	**15,1**

Source : m2A – Direction de l'enfance et de la famille

Au regard de l'importance de cette politique dans les différents services assurés aux habitants par la communauté d'agglomération et de l'évolution du coût net du service périscolaire pour la période 2019-2024, m2A gagnerait à établir un suivi des coûts directs et indirects de l'ensemble des services ressortant de cette compétence, notamment en mettant en place une comptabilité analytique. Cette démarche lui permettrait également de disposer d'informations utiles pour adapter ou ajuster sa tarification auprès des usagers. La chambre prend note de la démarche engagée en ce sens par la direction innovation et évaluation de m2A.

Recommandation n° 4 : Établir un suivi des coûts directs et indirects de la gestion de l'ensemble des services ressortant de la compétence « petite enfance et activités périscolaires ».

2.3 La question des relations financières avec les communes membres

2.3.1 Un pacte financier et fiscal en attente

Les relations financières de m2A avec les communes membres de l'agglomération se manifestent principalement par l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire. Se traduisant par un prélèvement sur les recettes fiscales de la communauté d'agglomération, leurs volumes respectifs restent néanmoins très différents.

Établie à un niveau historiquement élevé en raison des choix retenus par les élus communautaires s'agissant des compétences exercées par m2A, l'attribution de compensation nette versée aux communes membres est restée stable de 2019 à 2024 car les compétences de la communauté d'agglomération ont évolué à la marge durant cette période[15].

Tableau n° 14 : Attribution de compensation (AC) de 2019 à 2024

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
AC versée	65 550 164	65 481 984	65 384 408	65 287 653	65 287 653	65 287 653
AC perçue	1 414	2 235	1 825	2 235	2 235	2 235

Source : Comptes administratifs m2A de 2019 à 2023

En volume, l'attribution de compensation nette versée représentait 28,8 % du total des produits fiscaux de m2A en 2024 (226,5 M€, hors versement des fonds nationaux de péréquation – fonds national de garantie individuelle des ressources - FNGIR et fonds de

[15] Les compétences nouvelles de m2A portent sur la création d'un service « évènementiel », le plan local d'urbanisme intercommunal, le règlement local de publicité intercommunal et les infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

péréquation des ressources intercommunales et communales - FPIC), alors qu'elle absorbait 31,7 % de ces produits en 2019. Cette diminution du poids de l'attribution de compensation résulte de l'augmentation de 12,6 % des recettes fiscales propres de m2A durant cette période.

En parallèle, le coefficient d'intégration fiscal (CIF) de m2A est resté en deçà de la moyenne des CIF des intercommunalités à fiscalité professionnelle unique durant toute la période de contrôle du fait des évolutions réduites des compétences intercommunales et de la progression des produits fiscaux dont les communes membres ont bénéficié durant cette période.

Tableau n° 15 : Évolution du CIF de 2019 à 2024

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CIF m2A	0,35747	0,36216	0,35788	0,35157	0,35755	0,37153
Moyenne de la catégorie	0,37291	0,38103	0,38838	0,38957	0,39779	0,39833

Source : Direction générale des collectivités locales – DGCL

La dotation de solidarité communautaire, versée à 26 communes membres, a été instaurée par délibération du conseil d'agglomération du 11 décembre 2017. L'exposé des motifs de cette décision indique que « *m2A qui est signataire du contrat de ville, a fusionné avec la communauté de communes Porte de France Rhin Sud, dont le potentiel financier agrégé est supérieur de plus de 40 % au sien. Il convient donc d'instituer une dotation de solidarité communautaire (DSC) qui constituerait le premier volet d'un pacte fiscal et financier à venir* ».

En 2023, la communauté d'agglomération a augmenté de 1 à 3 M€ l'enveloppe consacrée à la DSC dans la perspective d'une évolution de ses critères de répartition.

Tableau n° 16 : DSC versée de 2019 à 2024

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DSC	887 049	887 049	1 000 000	1 000 000	3 000 000	3 000 000

Source : Comptes administratifs et de gestion m2A

Par délibération du 15 avril 2024, le conseil d'agglomération a entériné cette évolution. Il a validé également le projet de mise en place d'un pacte financier et fiscal entre m2A et ses communes membres. Cette démarche n'a toutefois pas abouti jusqu'à présent.

En l'état, la DSC versée par m2A ne peut pas évoluer et doit nécessairement s'inscrire dans le cadre fixé à l'article L. 5211-28-4 (III) du CGCT, en l'occurrence une dotation dont le montant correspond à 50 % de l'évolution du produit de fiscalité professionnelle communautaire constatée par rapport à l'année précédente. L'augmentation de l'enveloppe en 2023 et l'évolution des critères de répartition validée le 15 avril 2024 par le conseil d'agglomération permettent à m2A de respecter ce cadre.

Pour autant, vu l'importance des reversements de m2A vers les communes membres, la communauté d'agglomération et les communes membres gagneraient à finaliser l'élaboration du pacte financier et fiscal. Rien n'interdit, à cette occasion, que la question du niveau et des modalités de détermination de l'attribution de compensation puisse être intégrée à la réflexion commune.

Il est néanmoins rappelé, à ce sujet, que les modalités de versement de l'attribution de compensation peuvent être revues librement mais à condition de respecter le schéma décisionnel prévu à l'article 1609 nonies C (V - 1° bis), à savoir une validation par le conseil communautaire à la majorité des deux-tiers sur le montant révisé de l'AC, une validation à la majorité simple des communes concernées sur ce même montant révisé d'AC, les délibérations tenant compte de l'évaluation expresse réalisée par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

2.3.2 Des conséquences de la démutualisation à mesurer

Mise en place au début des années 2000, l'administration commune à m2A et à la ville de Mulhouse qui concernait au cours de la période examinée environ 450 postes, a été engagée à partir de 2017 dans un processus de réduction en vue de la constitution en 2025 d'une administration communautaire distincte.

La décision de disjoindre des services « mutualisés » ne repose pas sur un projet d'administration préalablement formalisé, mais sur un choix de gestion retenu par les élus en vue de la mise en place d'une administration propre à m2A, évitant aux agents les contraintes et les complexités liées à l'existence d'une double ligne hiérarchique.

La mutualisation ne concernera plus en 2026 que quelques services à vocation spécifique[16] dont la majeure partie sera rattachée à la ville de Mulhouse.

Ce processus a conduit à la séparation progressive de la majorité des directions, avec des effets importants sur l'organisation des services de part et d'autre, et corrélativement, la nécessité d'un accompagnement managérial conduit par chacune des deux collectivités.

Une convention initiale, datée de fin décembre 2002, régissait le dispositif de refacturation et d'actualisation des charges mutualisées de personnel. Les charges correspondant aux agents partageant leurs fonctions entre les deux collectivités et, à ce titre, figurant dans l'effectif budgétaire de m2A étaient refacturés chaque année, pour la part lui revenant à la ville de Mulhouse.

En décembre 2024, le conseil d'agglomération et le conseil municipal de Mulhouse ont respectivement validé, avec la révision de la convention, la répartition des charges mutualisées de l'exercice 2024 pour un montant prévisionnel de 12,6 M€ dont 7,1 M€ revenant à m2A. Les deux assemblées délibérantes ont également validé la conclusion d'une nouvelle convention applicable à partir de 2025 et substituant aux services mutualisés précédents, des services communs tels que définis à l'article L. 5211-4-2 du CGCT. Cette nouvelle convention précise

[16] Ville de Mulhouse : direction des moyens généraux, direction de l'information géographique, service social du personnel, service de médecine préventive et de sécurité au travail et service des archives ; m2A : direction des systèmes d'information ; mission environnement industriel.

la collectivité en charge de la gestion des différents services communs (ville ou m2A) et la clé de répartition des charges correspondantes (personnel, fonctionnement et équipement).

Tableau n° 17 : Répartition des charges mutualisées de 2019 à 2024

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévisionnel)
Charges mutualisées	**21 966 641 €**	**23 023 257 €**	**22 656 421 €**	**22 530 642 €**	**21 619 256 €**	**12 597 095 €**
Part de la ville de Mulhouse	51,19 %, soit 11 244 724 €	50,54 %, soit 11 635 954 €	51,01 %, soit 11 557 040 €	49,68 %, soit 11 083 917 €	45,07 %, soit 9 743 799 €	43,73 %, soit 5 508 709 €
Part de m2A	48,81 %, soit 10 721 918 €	49,46 %, soit 11 387 303 €	48,99 %, soit 11 099 380 €	50,32 %, soit 11 337 419 €	54,93 %, soit 11 875 457 €	56,27 %, soit 7 088 385 €
Effectif concerné	**445 agents**	**459 agents**	**471 agents**	**458 agents**	**427 agents**	**228 agents**

Source : ville de Mulhouse – Délibérations de 2020 à 2024

L'objectif de la nouvelle convention est de clarifier juridiquement la mutualisation qui reposera désormais sur des « services communs » au sens de l'article L. 5211-4-2 du CGCT. Ces services seront portés par m2A ou la ville de Mulhouse avec un système de refacturation croisé entre les deux collectivités.

L'effectif des services mutualisées étant porté budgétairement par m2A, la démutualisation devait logiquement se traduire, pour m2A, par une diminution des emplois budgétaires, corrélativement à la création au budget de la ville de Mulhouse d'emplois « démutualisés ». Les conséquences de ce processus restent néanmoins difficiles à mesurer à ce stade.

En effet, en volume sur la période 2019-2023, l'effectif budgétaire des agents communautaires a augmenté de 147 emplois, représentant 97 équivalents temps plein travaillés (ETPT).

Tableau n° 18 : Effectif de M2A en 2019 et 2023

	Emplois budgétaires	ETPT
2019	1 634	1 592
2023	1 781	1 689
Écart	**+ 147**	**+ 97**

Source : États annexes du personnel aux comptes administratifs 2019 et 2023

Cette augmentation globale ne résulte pas uniquement du processus de démutualisation. En 2022 et 2023, 80 postes ont été supprimés à ce titre tandis que 52 postes étaient créés pour

accueillir des agents transférés en provenance de la ville de Mulhouse dans le cadre de l'exercice de la compétence « accueil de la petite enfance et activités périscolaires ». En outre, elle prend en compte l'intégration à partir du 1er janvier 2023 des 115 agents affectés au service de l'eau de la ville de Mulhouse et des 11 postes créés pour ce service devenu communautaire.

En octobre 2025, l'ordonnateur chiffrait à + 17 le solde net des postes créés dans l'effectif communautaire consécutivement à la démutualisation, estimant la charge salariale supplémentaire correspondante à 850 000 € par an.

Par ailleurs, l'installation du siège de la communauté d'agglomération dans les nouveaux locaux à Sausheim s'est traduite pour m2A par un apport en capital, intervenu en 2021 et 2023, de 2 675 000 € à la société d'économie mixte locale (SEML) Maison du Territoire et le paiement de loyers mensuels (33 262,85 € HT (hors taxe)), soit près de 400 000 € de charges annuelles, tandis que le bâtiment du précédent siège de m2A à Mulhouse était vendu à la ville pour un prix de 1,3 M€.

Au regard de l'ensemble de ces facteurs de coûts directs et indirects et des éventuelles économies générées par cette opération, il serait utile pour l'information des élus communautaires et, au-delà, des habitants de l'agglomération qu'un bilan financier de cette opération soit établi au terme de ce processus, en 2026.

Recommandation n° 5 : Établir un bilan financier de la démutualisation des services au terme du processus en 2026.

3 UNE VIGILANCE À MAINTENIR SUR LES FINANCES COMMUNAUTAIRES

3.1 Des tensions réapparaissant au niveau du budget principal

3.1.1 Des marges de gestion et d'autofinancement en très nette baisse en 2024

L'amélioration significative des marges de gestion et d'autofinancement (excédent brut de fonctionnement – EBF, capacité d'autofinancement – CAF) constatée en 2023 ne s'est pas poursuivie en 2024 ; les résultats issus de cet exercice se caractérisant par un très net repli, tant de l'EBF (- 25,5 %) que de la CAF brute (- 27,3 %) ou de la CAF nette (- 59,1 %).

Tableau n° 19 : Évolution de l'autofinancement du budget principal

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits de gestion	177 713 222	171 070 037	176 357 286	182 538 938	199 387 609	197 673 676
Charges de gestion	151 514 778	149 706 998	155 831 315	162 006 389	169 159 897	175 140 249
Excédent brut de fonctionnement	**26 198 445**	**21 363 039**	**20 525 971**	**20 532 549**	**30 227 713**	**22 533 428**
En % des produits de gestion	*14,7*	*12,5*	*11,6*	*11,2*	*15,2*	*11,4*
Résultat financier	- 2 571 420	- 2 274 060	- 2 033 663	- 2 002 584	- 3 144 087	- 3 001 910
Titres et mandats annulés – exercice antérieur	- 41 698	- 41 018	- 101 329	- 79 940	- 103 496	79 094
CAF brute	**23 585 327**	**19 047 960**	**18 390 979**	**18 450 025**	**26 980 129**	**19 610 612**
En % des produits de gestion	*13,3*	*11,1*	*10,4*	*10,1*	*13,5*	*9,9*
Annuité en capital de la dette	12 782 210	12 928 299	14 292 039	14 466 507	14 247 925	14 406 737
CAF nette ou disponible	**10 803 118**	**6 119 661**	**4 098 940**	**3 983 519**	**12 732 204**	**5 203 875**

Source : comptes de gestion 2019-2024

Les résultats de 2024 rejaillissent sur l'évolution de ces trois indicateurs sur l'ensemble de la période. Ils étaient en 2024, en valeur comme en proportion des produits de gestion, à des niveaux moins élevés qu'en 2019. L'EBF en 2024 était ainsi inférieur de 14 % à celui de 2019, en raison d'une progression en volume, durant cette période, des charges de gestion (+ 23,6 M€) plus importante que celle des produits de gestion (+ 19,9 M€).

Les diminutions, durant la même période, de la CAF brute (- 16,8 %) et de la CAF nette (- 51,8 %) sont encore plus marquées. Elles résultent de l'augmentation de la charge d'intérêt de la dette, très soutenue en 2023, et de l'annuité en capital de la dette qui est restée supérieure à 14 M€ depuis 2021.

La mobilisation du levier fiscal décidé par le conseil d'agglomération lors du vote du budget pour 2023[17] pour redresser les marges de gestion et d'autofinancement du budget principal n'a donc eu qu'un effet limité dans le temps.

En effet, si en 2024 le produit de la fiscalité directe locale (+ 1,6 M€) et les recettes fiscales totales du budget principal (+ 4,2 M€) ont continué de progresser par rapport à 2023,

[17] Le taux communautaire de la taxe sur le foncier bâti a été porté de 1,58 à 3,58 % (soit une augmentation de 126 %) ; le produit de la fiscalité directe locale.

les résultats de cet exercice ont également intégré une baisse de 4,5 M€ des ressources d'exploitation due en grande partie à la diminution des remboursements des charges des personnels mis à disposition (- 3,5 M€), diminution consécutive notamment à la démutualisation des services communs avec le ville de Mulhouse (cf. *supra*).

Avec la baisse (- 1,6 M€) des dotations et participations reçues (dotation globale de fonctionnement - DGF, participations des autres collectivités et de la CAF, dotations de péréquation et de compensation, …), ces variations ont conduit au final à un tassement des produits de gestion en 2024, en baisse de 1,7 M€ par rapport à 2023.

Tableau n° 20 : L'évolution des produits de gestion de 2019 à 2024

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ressources fiscales propres (nettes des restitutions)	140 222 256	138 298 182	135 131 578	139 312 361	153 700 761	157 829 331
Fiscalité reversée	- 51 083 104	- 51 417 719	- 52 009 713	- 51 882 682	- 53 944 976	- 53 836 159
Total recettes fiscales	89 139 152	86 880 463	83 121 864	87 429 679	99 755 786	103 993 172
Ressources d'exploitation	38 481 118	32 997 319	36 461 255	42 357 218	44 395 258	39 929 195
Dotations et participations	49 917 217	51 032 898	56 645 224	52 714 407	55 196 193	53 577 311
Production immobilisée, travaux en régie	175 735	159 356	128 943	37 633	40 373	173 999
Total produits de gestion	**177 713 222**	**171 070 037**	**176 357 286**	**182 538 938**	**199 387 609**	**197 673 676**

Source : Comptes de gestion 2019-2024

En parallèle, les charges de gestion ont cru de 6 M€ par rapport à 2023. Cette hausse provient principalement des charges à caractère général qui intègrent les dépenses de structure et de fonctionnement courant de l'administration communautaire. En volume, elles ont augmenté de 3,9 M€ par rapport à 2023 (+ 11 %). Cette évolution s'explique principalement par la forte progression (+ 3,5 M€) des frais de location immobilière[18] due notamment au versement d'un loyer exceptionnel de 2,45 M€ à la SEML Maison du Territoire lors de l'installation du siège de la communauté d'agglomération à Sausheim.

[18] Cf. annexe 6.

Tableau n° 21 : L'évolution des charges de gestion de 2019 à 2024

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Charges à caractère général	30 463 066	26 642 098	29 187 529	32 014 456	35 414 375	39 328 598
Charges de personnel	67 379 936	69 605 938	70 498 420	72 445 108	80 005 806	81 559 359
Subventions de fonctionnement et exceptionnelles	36 016 410	35 755 802	36 008 714	38 153 706	33 674 379	34 030 288
Autres charges de gestion et charges exceptionnelles réelles	17 655 366	17 703 160	20 136 652	19 393 119	20 065 338	20 222 004
Charges de gestion	**151 514 778**	**149 706 998**	**155 831 315**	**162 006 389**	**169 159 897**	**175 140 249**

Source : Comptes de gestion 2019-2024

De 2019 à 2024, les charges à caractère général ont augmenté de 29,1 % tandis que les charges de personnel qui ont enregistré durant cette intervalle la prise en charge des agents du service de l'eau transférés de la ville de Mulhouse[19], progressaient de 21 %. Même si elle résulte pour partie de facteurs extérieurs à la collectivité (hausse des coûts de l'énergie), cette évolution des charges à caractère général appelle une attention particulière de la part de m2A.

3.1.2 Des réserves mobilisées pour le financement des investissements

Les opérations d'investissement réalisées de 2019 à 2024[20] ont représenté en cumulé 154,2 M€ dont 82,5 M€ de dépenses d'équipement, 46,5 M€ de subventions d'équipement, le solde étant constitué des autres opérations financières (20,4 M€) et du montant net des opérations pour compte de tiers (compte 458) et des reprises sur excédent capitalisé (4,8 M€).

Les dépenses d'investissement et de subventions d'équipement ont été les plus élevées en 2022 (27,1 M€), en 2023 (25,5 M€) et en 2024 (31,4 M€), en comparaison des réalisations des exercices précédents (entre 11,4 et 17,3 M€).

Le financement de ces opérations a été assuré à hauteur des deux tiers par la CAF nette dégagée par le budget principal et les recettes d'investissement perçues (fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée - FCTVA, subventions d'équipement, produit des cessions d'immobilisations). Le tiers restant a été couvert par les emprunts mobilisés de 2019 à 2022 (37,1 M€) et un prélèvement net sur le fonds de roulement de 14,6 M€.

[19] Ces charges de personnel sont refacturées au budget annexe de l'eau.
[20] Cf. annexe 8.

Tableau n° 22 : Financement des opérations d'investissement de 2019 à 2024 (en M€)

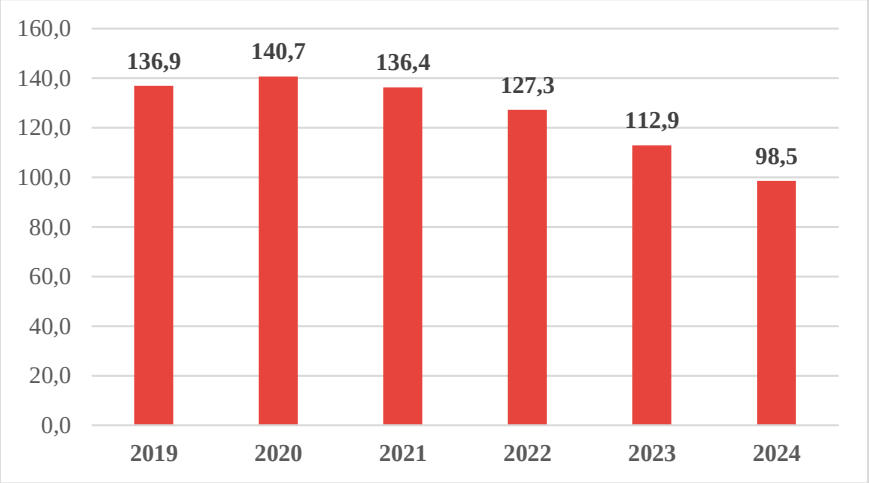
Emplois	Montant cumulé	Ressources	Montant cumulé
Équipement	82,5	CAF nette	42,9
Subventions d'équipement	46,5	Recettes d'investissement	59,6
Autres opérations	20,4	Emprunts	37,1
Reprise sur excédents et solde opérations c/458	4,8	Fonds de roulement	14,6
Total emplois	**154,2**	**Total ressources**	**154,2**

Source : m2A – rapports des comptes administratifs de 2019 à 2023

Les modalités de financement des opérations d'investissement au cours de cette période se traduisaient à la fin de l'exercice 2024 par les évolutions suivantes.

Tout d'abord, le recours maîtrisé à l'emprunt conjugué aux remboursement soutenu du capital de la dette existante, a permis au cours de la période de réduire significativement le niveau d'endettement du budget principal, en baisse de 30 % de 2020 à 2024.

Graphique n° 1 : Évolution de l'encours de dette au 31 décembre de l'exercice (en M€)



Source : comptes de gestion 2019-2024

Par ailleurs, la capacité de désendettement, en amélioration tendancielle depuis 2022, restait à un niveau assez favorable au terme de l'exercice 2024, malgré la baisse sensible de la CAF brute constatée au cours de cet exercice.

Tableau n° 23 : Évolution de la capacité de désendettement du budget principal de 2019 à 2024

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Valeur en années	5,8	7,4	7,4	6,9	4,2	5

Source : comptes de gestion 2019-2024

Néanmoins, le fonds de roulement net global qui représente le niveau des réserves financières dont dispose le budget principal s'est fortement réduit depuis 2021. Son montant à la clôture de l'exercice 2024 avait baissé de 48,4 % par rapport à celui de 2019, représentant environ 1,5 mois de charges courantes. La trésorerie connaissait une évolution du même ordre, son niveau à la clôture de l'exercice 2024 étant pour partie obéré par un besoin en fonds de roulement élevé, lié à des recettes en attente d'encaissement à nouveau importantes.

Tableau n° 24 : Évolution du fonds de roulement et de la trésorerie de 2019 à 2024

Au 31 décembre - en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonds de roulement net global	**45 596 570**	**50 941 294**	**51 394 777**	**46 068 648**	**42 907 802**	**23 545 006**
En nombre de jours de charges courantes	*108*	*122,3*	*118,8*	*102,5*	*90,9*	*48,2*
- Besoin en fonds de roulement global	19 316 855	16 997 638	8 189 094	- 2 288 705	831 305	9 152 109
Trésorerie nette	**26 279 715**	**33 943 657**	**43 205 683**	**48 357 354**	**42 076 497**	**14 392 897**
En nombre de jours de charges courantes	*62,3*	*81,5*	*99,9*	*107,6*	*89,1*	*29,5*

Source : comptes de gestion 2019-2024

Ces évolutions indiquent une diminution significative des réserves financières du budget principal au terme de l'exercice 2024. Dès lors, la poursuite d'un effort d'investissement du même ordre que celui réalisé sur la période 2022-2024 ne pourra pas être assurée sans préservation des capacités d'autofinancement, ni très probablement sans recours à l'emprunt.

3.2 L'amélioration de certains indicateurs du budget des transports urbains

3.2.1 Une évolution favorable des marges et des résultats d'exploitation depuis 2022[21]

Le service public de la mobilité urbaine a été délégué par convention de service public à la société Soléa pour six années à compter du 1er janvier 2019. Ce contrat a été renouvelé pour la période 2025-2030 avec le même titulaire suite à la délibération du conseil d'agglomération du 14 octobre 2024.

Les rapports d'activités sont délibérés chaque année par le conseil d'agglomération, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT. Les dépenses et recettes liées à l'exploitation de ce service de transport sont retracées au sein de ce budget annexe

Au cours de la période sous revue, les produits de gestion courante ont augmenté de 18,3 % (+ 12,8 M€ depuis 2019). Cette évolution dynamique provient tout d'abord du « versement transport » acquitté par les entreprises à l'intérieur du périmètre de transport urbain et dont le taux est fixé à 2 % depuis 2017. Le produit de cette recette fiscale a augmenté en volume de 7,2 M€ (+ 16,9 %) de 2019 à 2024, traduisant dans une certaine mesure l'évolution favorable du tissu économique du territoire communautaire. Les subventions d'exploitation reçues des financeurs publics (État, région, Collectivité européenne d'Alsace, m2A) ont augmenté dans des proportions similaires (+ 26,6 %, + 4,3 M€) ; la subvention versée par le budget principal de m2A ayant, pour sa part, progressé de 17,4 %, passant de 12,65 M€ en 2019 à 14,85 M€ en 2024.

En revanche, la progression du chiffre d'affaires, constitué du produit de la vente des titres de transport, est sur la même période plus modeste (+ 1,1 M€, + 10,2 %). Fortement touché par les effets de la crise sanitaire en 2020 et 2021, le chiffre d'affaires n'a retrouvé son niveau de 2019 qu'en 2023.

[21] Cf. Annexe 7.

Tableau n° 25 : Les chiffres clés du budget annexe des transports urbains

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits de gestion courante	**70 080 524**	**62 312 023**	**70 876 260**	**75 408 278**	**80 744 751**	**82 919 976**
dont chiffre d'affaires	*11 172 709*	*7 819 866*	*8 999 860*	*10 130 989*	*11 415 857*	*12 308 663*
dont versement transport (produit net des restitutions et compensations)	*42 783 269*	*38 519 305*	*44 718 173*	*46 347 484*	*49 652 153*	*50 013 268*
dont subventions d'exploitation	*16 054 559*	*15 841 219*	*17 014 421*	*18 762 592*	*19 353 366*	*20 322 314*
(dont m2A)	***12 648 931***	***12 863 040***	***12 800 000***	***14 830 000***	***14 640 735***	***14 850 000***
Charges de gestion courante	**58 873 159**	**56 286 249**	**58 835 135**	**64 103 587**	**68 956 144**	**69 043 699**
dont subvention au délégataire	*49 214 068*	*46 797 095*	*49 453 122*	*56 642 401*	*59 265 627*	*60 090 091*
dont redevances crédit-bail	*5 268 890*	*5 306 971*	*5 308 692*	*5 310 634*	*5 353 771*	*4 346 690*
Excédent brut d'exploitation	13 054 501	7 757 738	13 625 268	12 846 968	13 531 651	15 523 613
CAF brute	11 846 535	6 424 315	12 871 823	14 892 953	12 794 837	14 116 944
Résultat section d'exploitation	1 337 172	3 000 386	2 544 480	3 995 172	1 660 855	4 115 018

Source : comptes de gestion 2019-2024

Les charges de gestion courantes ont également progressé mais dans des proportions légèrement inférieures (+ 17,3 %, + 10,2 M€) malgré la hausse soutenue de la subvention d'exploitation versée au délégataire (+ 22,1 %, + 10,9 M€) résultant du coefficient d'actualisation stipulé dans le contrat de délégation. En effet, le budget annexe a enregistré en 2024 une diminution de 1 M€ du coût des redevances des contrats de crédit-bail souscrits pour la fourniture des matériels de transport.

Bien que demeurant à des niveaux élevés sauf en 2020, l'excédent brut d'exploitation (+ 18,9 %) et la capacité d'autofinancement brute (+ 19,2 %) ont progressé au cours de la période. La part que la CAF brute représente dans les produits de gestion courante, restait en 2024 (17 %) du même ordre qu'en 2019 (16,9 %).

Le résultat d'exploitation sur lequel pèsent les dotations aux amortissements des équipements et matériels acquis pour le service (soit de 10 à 11 M€ par an) est demeuré nettement plus faible au cours de la période. Il enregistre néanmoins en 2024 une forte progression en raison notamment de charges d'exploitation stables.

3.2.2 La poursuite des investissements et la baisse de l'endettement

Sur la période 2019-2024, 38 M€ de dépenses d'équipement ont été réalisés sur le budget annexe, dont 17,1 M€ pour les matériels de transport. Cet effort a été plus particulièrement marqué au cours des exercices 2021 (11,1 M€) et 2024 (8 M€). Le financement de ces investissements a été, de 2019 à 2021, assuré quasi-exclusivement par emprunt ; 24 M€ ayant été mobilisés au cours des trois exercices. En 2023 et 2024, le financement des investissements a été pour partie couvert par un prélèvement sur le fonds de roulement.

Bien que l'encours total de dette comprenne depuis 2020 l'avance remboursable de 7,16 M€ versée par l'État à m2A en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, au titre du décret n° 2020-1713 du 28 décembre 2020, l'absence de recours à l'emprunt et des remboursements annuels en capital de la dette existante à des niveaux élevés ont permis depuis 2021 de réduire de façon très nette l'endettement du budget annexe, passé de 98,9 à 70,4 M€ (soit - 29 %). La capacité de désendettement s'est corrélativement améliorée à partir de 2021. Elle s'établissait à cinq ans au terme de l'exercice 2024 à la faveur de l'augmentation de la CAF brute constatée au cours de cet exercice, indiquant le caractère soutenable de la dette portée par le budget annexe.

Tableau n° 26 : Évolution de l'annuité, de l'encours de dette et de la capacité de désendettement

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Annuité en capital de la dette	*9 768 991*	*9 362 784*	*9 576 004*	*9 491 760*	*9 567 473*	*9 534 170*
Charge d'intérêts et pertes nettes de change	*1 914 136*	*1 731 963*	*1 584 143*	*1 542 277*	*1 893 248*	*1 752 320*
Annuité totale de la dette	11 683 127	11 094 747	11 160 147	11 034 037	11 460 720	11 286 490
Encours de dette au 31 décembre	**94 731 093**	**97 986 314**	**98 896 425**	**89 203 346**	**79 987 391**	**70 400 793**
dont avance remboursable à l'État		*7 160 415*	*7 160 415*	*7 160 415*	*7 160 415*	*7 160 415*
Capacité de désendettement en années (dette / CAF brute)	*8*	*15,3*	*7,7*	*6*	*6,3*	*5*

Source : comptes de gestion 2019-2024

La dette bancaire est composée de 25 emprunts à taux fixes et variables. Depuis 2020, le taux d'intérêt apparent est relativement stable et réduit (taux moyen de 1,9 %). Deux emprunts ont des taux structurés à barrière simple et sont classés B selon la charte de bonne conduite. Par ailleurs, deux contrats de crédit-bail, conclus en 2004 et 2009 pour des durées respectives de 25 et 27 ans restent en vigueur. Fin 2023, la somme totale qui restait due s'élevait à 33,2 M€.

3.2.3 Des réserves financières épuisées et une absence de trésorerie

Si le fonds de roulement, négatif en 2019, a pu se reconstituer à la faveur des emprunts mobilisés jusqu'en 2021, le financement des investissements en 2023 et en 2024 l'a à nouveau épuisé. Le budget annexe ne dispose donc plus d'aucune réserve financière et la couverture des investissements à réaliser au cours des prochains exercices budgétaires devra nécessairement être, au moins pour partie, assurée par de nouveaux emprunts.

La trésorerie, à des niveaux variables au cours de la période, est restée fortement négative, suscitant, de façon irrégulière faute d'autonomie financière de ce budget annexe, des apports constants de fonds du budget principal.

Tableau n° 27 : Évolution du fonds de roulement et de la trésorerie

Au 31 décembre en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonds de roulement net global	**- 2 279 140**	**3 909 492**	**5 724 848**	**5 978 934**	**2 847 564**	**- 494 274**
En nombre de jours de charges courantes	*- 14,1*	*25,4*	*35,5*	*34*	*15,1*	*- 2,6*
Besoin en fonds de roulement global	14 616 453	6 524 285	14 035 483	15 998 774	12 803 444	1 748 901
Trésorerie nette	**- 16 895 593**	**- 2 614 793**	**- 8 310 635**	**- 10 019 840**	**- 9 955 881**	**- 2 243 175**

Source : comptes de gestion 2019-2024

Malgré les évolutions positives constatées au cours de la période examinée, la situation financière du budget annexe des transports, dépourvu de toute réserve financière, reste tributaire d'une dette qui pourrait à nouveau augmenter si les investissements prévus au cours des prochaines années étaient insuffisamment autofinancés. Dans tous les cas, la réalisation des investissements nécessaires au maintien d'un service de transport urbain attractif et efficient nécessitera le maintien d'une CAF brute élevée pour assurer, soit le financement de ces investissements, soit le remboursement de l'annuité des emprunts mobilisés pour leur financement.

3.3 Des réserves à préserver pour le budget du chauffage urbain

3.3.1 Des résultats d'exploitation soumis à de fortes variations

Ce budget retrace les dépenses et recettes liées à l'exploitation des centrales thermiques de l'Illberg et de Rixheim. La première, exploitée en régie par m2A, fournit en chaleur notamment les hôpitaux de Mulhouse et l'Université de Haute Alsace. Les résultats de ce budget annexe sont très sensibles à l'évolution, à la fois, du contexte climatique et du marché de l'énergie.

En effet, au cours de la période sous revue, les charges d'exploitation ont doublé (soit + 7,2 M€) entre 2021 et 2023 du fait de la hausse des prix des énergies. L'achat des quotas d'émissions de gaz à effet de serre a aussi pesé sur les comptes d'exploitation du service avec de fortes variations de 2023 (3,2 M€) à 2024 (1,5 M€). Les produits ont eux aussi fortement progressé, mais dans une moindre mesure (+ 5,5 M€). Cette évolution des produits provient de l'indexation sur le cours du gaz du prix de rachat de l'électricité par EDF (électricité de France).

En hausse constante jusqu'en 2022, l'excédent brut d'exploitation (EBE) s'est très nettement replié en 2023, redescendant à 1,1 M€. De la même façon la CAF brute et le résultat d'exploitation, déficitaire, se sont fortement dégradés. Les résultats de l'exercice 2024 font, en revanche, apparaître un retour à la situation observée en 2021, le budget annexe retrouvant des marges de gestion et un résultat d'exploitation à des niveaux très favorables.

Tableau n° 28 : Les chiffres clés du budget annexe du chauffage urbain

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits de gestion courante	10 071 680	9 688 100	12 581 287	14 702 401	15 524 622	12 673 242
Charges de gestion courante	7 161 503	6 433 654	6 924 383	7 522 756	14 415 722	9 159 256
Excédent brut d'exploitation	2 910 177	3 254 446	5 656 904	7 179 645	1 108 900	3 713 437
CAF brute	2 631 092	3 002 085	5 482 219	7 024 460	928 503	5 081 167
Résultat section exploitation	1 433 026	1 801 922	4 261 271	5 818 364	-288 325	3 838 315

Source : comptes de gestion 2019-2024

3.3.2 Une capacité de financement des investissements surabondante

De 2019 à 2024, les dépenses d'investissement du service de chauffage urbain (hors remboursement en capital de la dette) se sont élevées à 12,4 M€ dont 6,9 M€ en dépenses d'équipement sur les installations et les réseaux, 2,6 M€ d'immobilisations financières et 2,8 M€ de variations nettes de stocks. Dans le même temps, les ressources (CAF nette et subventions d'équipement) dont le budget disposait pour les financer atteignaient 22 M€.

Les opérations d'investissement ayant dégagé sur cette période une capacité de financement de 9,6 M€, il est un peu surprenant que 3,5 M€ de nouveaux emprunts aient été, au total, mobilisés dans cet intervalle, car ces ressources n'ont permis au global que d'abonder le fonds de roulement du budget annexe.

Compte tenu d'une annuité en capital s'élevant chaque année entre 1 et 1,3 M€, l'encours de dette a été néanmoins réduit de 4,6 M€ (- 29,4 %) sur la période pour redescendre à 10,9 M€ au terme de l'exercice 2024. L'encours est composé de huit emprunts classés A1 selon la charte de bonne conduite, dont sept à taux fixe. Le taux d'intérêt moyen apparent de la dette s'établissait en 2024 à 1,82 %.

L'exercice 2023 mis à part, la capacité de désendettement s'est tendanciellement améliorée sur la période, retrouvant en 2024 un niveau très favorable (2,2 années).

Tableau n° 29 : Évolution de l'annuité et de l'encours de dette

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Annuité en capital de la dette	1 004 167	1 115 848	1 204 464	1 229 464	1 254 464	1 254 464
Charge d'intérêts	251 328	237 859	218 111	210 600	226 524	199 452
Annuité totale de la dette	1 255 494	1 353 707	1 422 575	1 440 065	1 480 988	1 453 916
Encours de dette au 31 décembre	**15 495 833**	**14 879 985**	**13 675 521**	**15 091 592**	**12 191 592**	**10 937 128**
Capacité de désendettement en années (dette / CAF brute)	*5,9*	*5*	*2,5*	*1,9*	*13,1*	*2,2*

Source : comptes de gestion 2019-2024

3.3.3 Des réserves à déterminer au regard des besoins du service

Conséquence du solde dégagé par les opérations d'investissement et la gestion de l'encours de dette, le fonds de roulement s'est fortement accru depuis 2019 (+ 8,4 M€). Il représentait à la clôture de l'exercice 2024 plus d'une année de charges d'exploitation courante. La trésorerie a connu la même évolution bien qu'elle soit en partie obérée par un besoin en fonds de roulement récurrent dû à d'importants encours de créances auprès des clients.

Tableau n° 30 : Évolution du fonds de roulement et de la trésorerie

Au 31 décembre - en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonds de roulement net global	2 183 888	4 782 067	9 328 239	10 628 017	7 032 116	10 546 883
En nombre de jours de charges courantes	*107,5*	*261,6*	*476,7*	*501,6*	*175,3*	*420,3*
Besoin en fonds de roulement global	2 148 966	1 552 808	5 120 583	2 939 098	2 216 541	5 761 937
Trésorerie nette	**34 922**	**3 229 259**	**4 207 656**	**7 688 919**	**4 815 575**	**4 784 945**
En nombre de jours de charges courantes	*1,7*	*176,7*	*215*	*362,9*	*120*	*190,7*

Source : comptes de gestion 2019-2024

En l'absence d'autonomie financière du budget annexe, la trésorerie nette dégagée par le service de chauffage urbain abonde celle du budget principal, venant en quelque sorte compenser les insuffisances de trésorerie du budget annexe des transports urbains (cf. *supra*).

Au regard des variations conjoncturelles auxquelles le service de chauffage urbain peut être confronté et de la nécessité de conférer à ce budget annexe une autonomie financière complète, le maintien de réserves financières significatives apparaît justifié. Il convient néanmoins que la communauté d'agglomération en détermine le niveau adéquat au regard des seuls besoins du service, en particulier des aléas conjoncturels pouvant peser sur le cycle d'exploitation et des investissements à programmer.

3.4 Une situation financière du budget annexe de l'eau à stabiliser

Pour exercer cette compétence, la communauté d'agglomération a créé depuis le 1er janvier 2023, une régie dotée de la seule autonomie financière (délibération n° 923C du 12 décembre 2022) et gérée dans le cadre d'un budget annexe. Le conseil d'agglomération a également fixé par délibération le même jour les durées d'amortissement des biens et installations du service et décidé l'attribution à la régie d'une avance de trésorerie de 7 M€ (soit quatre mois de dépenses sans perception de recettes).

Le transfert des résultats de clôture cumulés 2022 (soit 16 M€) des budgets « eau » des communes et des syndicats intercommunaux a été validée par le conseil d'agglomération le 16 octobre 2023, la part revenant à m2A s'élevant à 6,8 M€. La dotation initiale de la régie, constituée par le transfert de l'actif, du passif et des résultats des budgets communaux et syndicaux dissous, avait été estimée à 79,4 M€ en 2022. Elle s'est finalement établie à 100,4 M€[22].

Les recettes d'exploitation du service sont constituées pour près de la moitié par le produit de la redevance d'assainissement collectif reversé au SIVOM Mulhouse Sud Alsace, le solde provient de la vente d'eau, de la location des compteurs et de la redevance pour prélèvement en nappe profonde dont le produit est reversé à l'agence de l'eau. Les charges d'exploitation sont quant à elles essentiellement constituées des taxes et redevances reversées et des charges de personnel.

Les résultats du budget annexe pour 2023 et 2024 sont très contrastés, les différents soldes du compte d'exploitation étant en nette diminution à l'issue du second exercice.

[22] Solde créditeur du compte 1027 à clôture de l'exercice 2023.

Tableau n° 31 : Les chiffres clés du budget annexe de l'eau

En €	2023	2024
Produits de gestion courante	50 313 316	38 051 059
Charges de gestion courante	40 491 602	30 383 142
Excédent brut d'exploitation	10 750 483	8 557 392
CAF brute	17 252 161	8 143 285
Résultat section exploitation	11 553 414	2 355 080

Source : comptes de gestion 2023-2024

Ces écarts proviennent, d'une part, d'un « effet rattrapage » sur l'exercice 2023 de charges et de produits non comptabilisées en 2022 dans la perspective du transfert des services d'eau vers la communauté d'agglomération, ainsi que des difficultés rencontrées en fin de gestion 2024 pour établir les rattachements de charges et de produits, et d'autre part, s'agissant de l'écart important apparaissant en 2023 entre l'excédent brut d'exploitation et la CAF brute, de l'inscription en produit exceptionnel de la reprise des excédents de clôture des précédents budgets (6,8 M€).

Par ailleurs, la diminution importante du résultat d'exploitation pour 2024 révèle le poids des dotations nettes aux amortissements prises en charge par la section d'exploitation : elles s'élevaient à 6,12 M€ en 2023 et à 6,39 M€ en 2024.

Les dépenses d'équipement réalisées sur les deux exercices se sont élevées à 24,8 M€ dont 15,5 M€ en 2024. Les opérations d'investissement ont été quasi-intégralement couvertes par le financement propre disponible. La dette transférée à m2A au 1er janvier 2023 s'élevait à 13 893 434 €, avec une annuité totale (remboursement du capital et charge d'intérêts) de près de 2 M€.

En l'absence de recours à l'emprunt en 2023 et 2024, l'encours de dette a sensiblement diminué au cours des deux exercices, la capacité de désendettement se maintenant à un niveau très élevé malgré la baisse de la CAF brute. En 2024, l'encours de dette restait constitué d'une soixantaine d'emprunts, tous classés A1 (sans risque de taux) selon la charte de bonne conduite. Le taux d'intérêt apparent de cette dette s'établissait en moyenne à 3,07 %.

Tableau n° 32 : Évolution des données bilancielles du budget de l'eau

Au 31 décembre, en €	2023	2024
Encours de la dette	**12 396 947**	**10 835 095**
Capacité de désendettement (en année)	*0,7*	*1,3*
Fonds de roulement net global	**9 122 167**	**1 841 202**
En nombre de jours de charges courantes	*82,4*	*22,3*
Besoin en fonds de roulement global	2 882 468	- 3 832 437
Trésorerie nette	**6 254 508**	**5 692 137**
En nombre de jours de charges courantes	*56,4*	*68,4*

Source : comptes de gestion 2023-2024

En forte baisse à l'issue de l'exercice 2024, le niveau du fonds de roulement prend en compte les effets de l'inscription en produit exceptionnel de la reprise des excédents de clôture des précédents budgets.

En revanche, la trésorerie restait assez stable à la clôture de l'exercice 2024 grâce à la forte variation du besoin en fonds de roulement consécutive à l'augmentation des dettes d'exploitation à court terme. Il en résulte que le niveau réel de trésorerie du budget annexe était, fin 2024, très inférieur à celui constaté à la clôture de cet exercice.

3.5 Une évolution globalement positive des principaux indicateurs du budget communautaire

Les résultats budgétaires et financiers des principales composantes du budget communautaire n'ont pas vocation à être consolidées car ces composantes (budget principal et budgets annexes) n'ont pas le même statut (service public à caractère administratif ou service public à caractère industriel). Elles sont, par conséquent, soumises à des réglementations budgétaires et comptables distinctes et ont vocation à demeurer autonomes financièrement.

Pour autant, l'agrégation de quelques indicateurs (CAF brute, encours de dette au 31 décembre, capacité de désendettement, niveau du fonds du roulement à la clôture de l'exercice) issus du budget principal et des budgets annexes des transports urbains et du chauffage urbain, peut permettre de caractériser l'évolution globale, à structure constante, des finances communautaires de 2019 à 2024.

Il ressort de cet exercice une évolution globalement positive des principaux indicateurs : la CAF brute dégagée restait en volume stable, la dette a été réduite de 27 % et la capacité de désendettement s'est corrélativement améliorée, les réserves financières constituées par le fonds de roulement, bien qu'en diminution (- 26 %), restaient substantielles.

Tableau n° 33 : Les principaux indicateurs financiers agrégés

En M€	Budget principal		BA transports urbains		BA chauffage urbains		Budgets agrégés	
	2019	2024	2019	2024	2019	2024	2019	2024
CAF Brute	23,59	19,61	11,85	14,12	2,63	5,08	**38,07**	**38,81**
Encours dette au 31/12	136,93	98,52	94,73	70,40	15,50	10,94	**247,16**	**179,86**
Capacité de désendettement (en années)	*5,8*	*5*	*8*	*5*	*5,9*	*2,2*	***6,5***	***4,6***
Fonds de roulement (FRNG)	45,57	23,55	- 2,28	- 0,49	2,18	10,55	**45,47**	**33,61**

Source : comptes de gestion 2019 et 2024

Néanmoins, les signes de fragilité relevés pour chacun de ces budgets appellent la communauté d'agglomération à demeurer vigilante : les marges d'autofinancement du budget principal se sont rapidement amenuisées en 2024 sous l'effet de la poussée des charges de fonctionnement et ses réserves financières ont diminué de moitié depuis 2019, le budget des transports urbains ne dispose plus d'aucune réserve financière, ni de trésorerie, et le budget du chauffage urbain reste tributaire d'évolutions conjoncturelles qui peuvent peser négativement sur son modèle économique.

Enfin, les résultats budgétaires et financiers du budget de l'eau ont vocation à être stabilisés et confortés pour permettre la poursuite des programmes d'investissement nécessaires à l'exploitation de ce service.

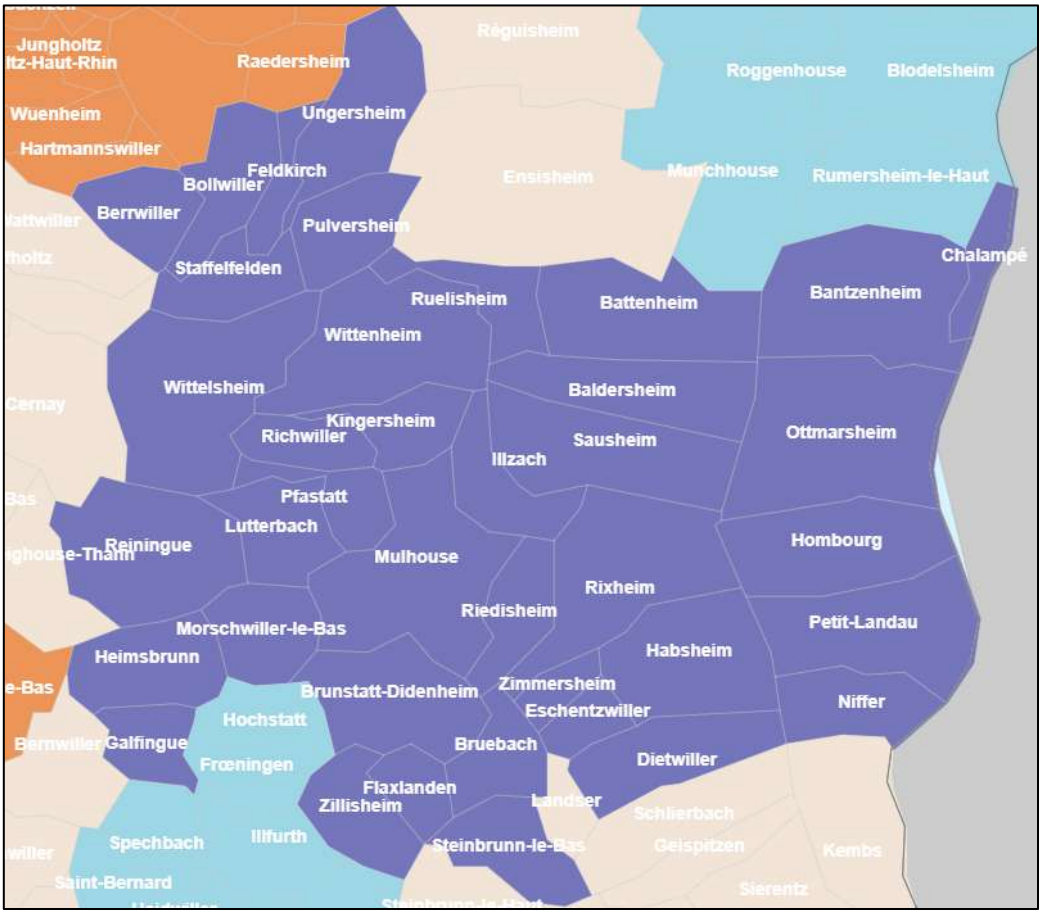
***

ANNEXES

Annexe n° 1. Présentation de m2A 45
Annexe n° 2. Les syndicats mixtes dont m2a est membre (source Banatic) 46
Annexe n° 3. La compétence « collecte et traitement des ordures ménagères » 47
Annexe n° 4. États d'emploi de la TEOM 49
Annexe n° 5. Les taux de réalisation (budget principal) 52
Annexe n° 6. Budget principal – Évolution des charges à caractère général 55
Annexe n° 7. Financement des opérations d'investissement – Budget principal 56
Annexe n° 8. Données financières du budget annexe des transports urbains 57
Annexe n° 9. Données financières du budget annexe chauffage urbain 59
Annexe n° 10. Données financières du budget annexe de l'eau 61

Annexe n° 1. Présentation de m2A

Carte n° 1 : Les 39 communes membres de m2A



Source : Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud-Alsace – Mars 2024

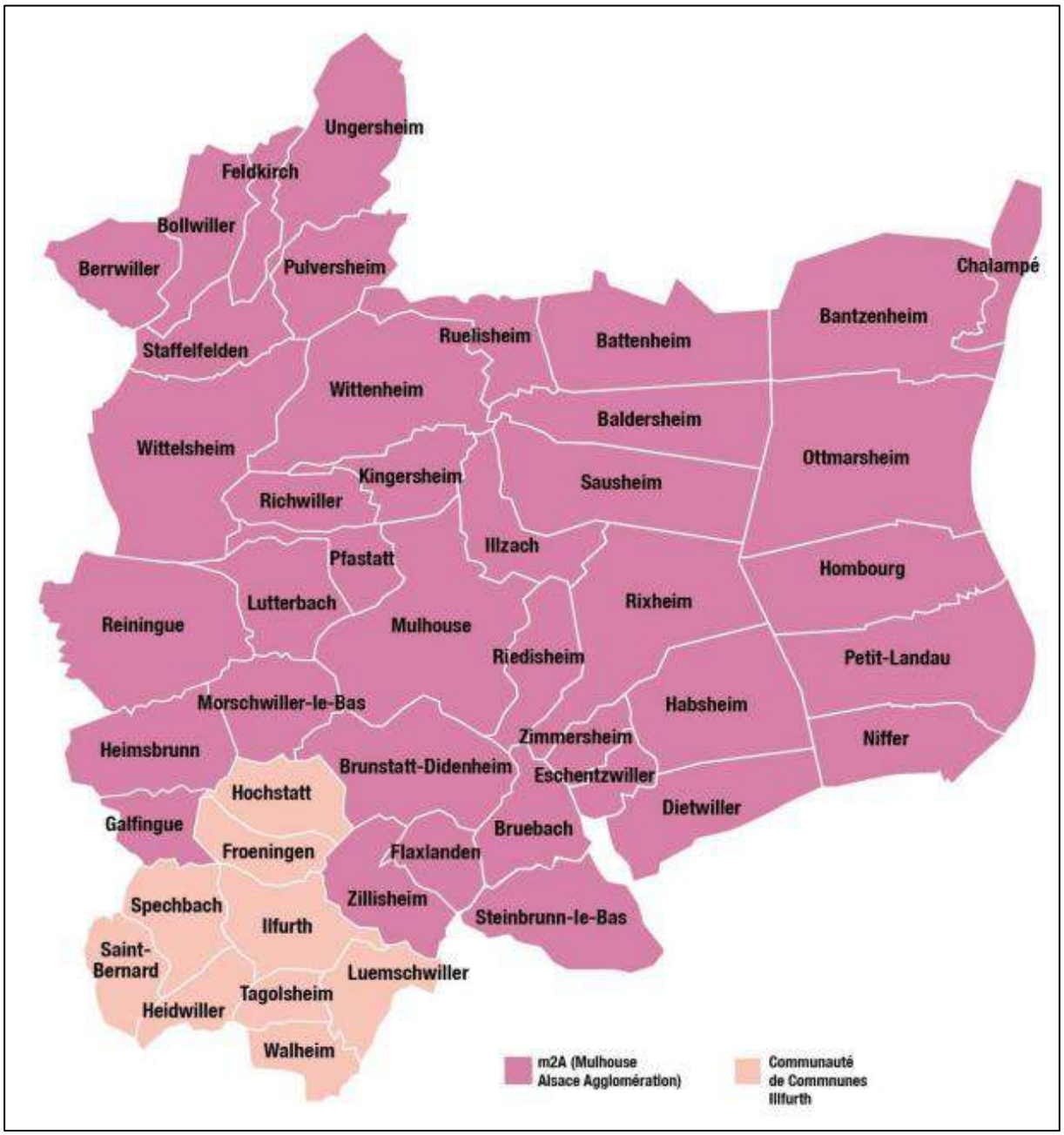
Annexe n° 2. Les syndicats mixtes dont m2a est membre (source Banatic)

Adhésion du groupement à des syndicats mixtes

Dép.	N°SIREN	Groupement	Nature Juridique	Population
68	256801044	SM de l'Ill	SMO	375 150
67	200030765	POLEM d'Alsace	POLEM	1 101 121
68	200076206	SM pour la gestion des ports du Sud Alsace	SMO	362 358
68	200089894	SM de la Lauch	SMO	184 452
68	200090074	SM des cours d'eau du Sundgau Oriental	SMO	103 757
68	200090546	SM des cours d'eau et des canaux de la Plaine du Rhin	SMO	191 416
68	200093433	GECT Eurodistrict région Freiburg - Centre et Sud Alsace	SMO	575 225
68	246800254	SIVOM Mulhouse Sud Alsace	SMF	329 971
68	256801093	SM de la Doller	SMO	168 153
68	256802406	Établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin versant de la Largue et du secteur de Montreux (EPAGE Largue)	SMO	308 031
68	256802646	SM de la Thur aval	SMO	27 671
68	930054283	SIAEP de Heimsbrunn et environs	SMF	13 598
68	930054291	SIAEP Ensisheim, Bollwiller et environs	SMF	24 002
68	930924139	SIAEP de Bantzenheim - Rumersheim-le-Haut	SMF	2 726
68	200006203	SM de l'aérodrome de Mulhouse - Habsheim	SMO	276 825
68	256802752	SM du parc naturel régional des ballons des Vosges	SMO	842 304
68	256702598	SYMBIO	SMO	276 825
68	200011435	SM pour le recyclage agricole du Haut-Rhin	SMO	683 424

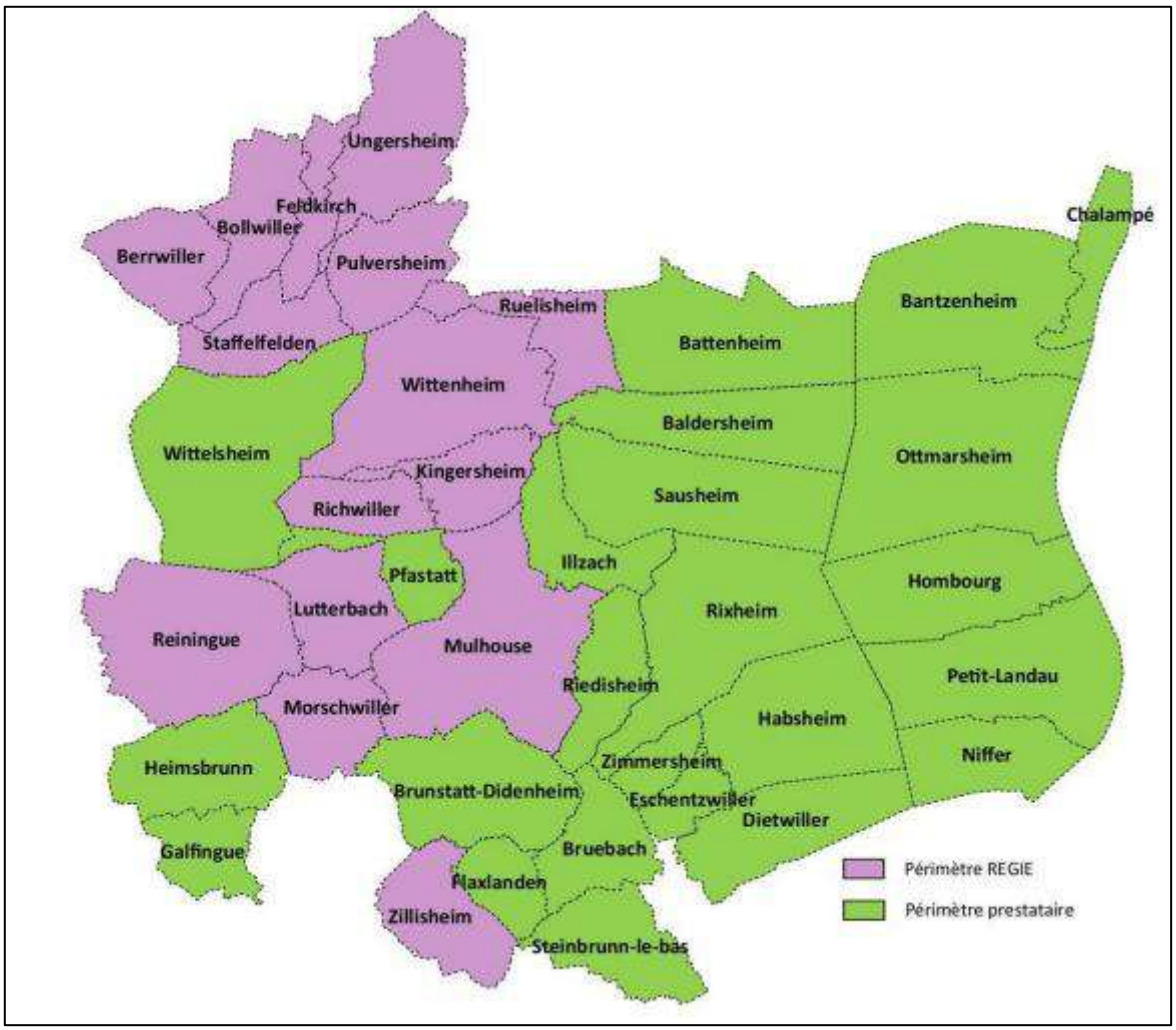
Annexe n° 3. La compétence « collecte et traitement des ordures ménagères »

Carte n° 1 : Communes et groupements adhérant au traitement des résidus urbains du SIVOM



Source : Rapport annuel 2023 sur « le service public de prévention et gestion des déchets »

Carte n° 2 : Répartition de la collecte entre la régie m2A et les prestataires



Source : Rapport annuel 2023 sur « le service public de prévention et gestion des déchets »

Annexe n° 4. États d'emploi de la TEOM

Tableau n° 1 : États d'emploi de la TEOM au BP et au CA entre 2019 et 2023 (en €)

Année	États annexes	Année	États annexes
2023	**États annexes D5.1 et D5.2**	**2023**	**États annexes D12.1**
Budget Primitif		*Compte Administratif*	
INVESTISSEMENT		*INVESTISSEMENT*	
Dépenses	3 663 836	*Dépenses*	4 246 285
Recettes	3 663 836	*Recettes*	4 246 285
FONCTIONNEMENT		*FONCTIONNEMENT*	
Dépenses	43 251 730	*Dépenses*	43 694 952
dont Chapitre 011	*10 737 030*	*dont Chapitre 011*	*11 876 176*
dont Chapitre 012	*12 387 875*	*dont Chapitre 012*	*11 963 983*
dont Chapitre 65	*17 555 238*	*dont Chapitre 65*	*17 711 835*
Recettes	43 251 730	*Recettes*	43 694 952
dont TEOM	*40 255 000*	*dont TEOM*	*40 651 737*
2022	**États annexes A7.2.1 et A7.2.2**	**2022**	**États annexes A7.3.1 et A7.3.2**
Budget Primitif		*Compte Administratif*	
INVESTISSEMENT		*INVESTISSEMENT*	
Dépenses	3 222 326	*Dépenses : erreur dans l'état annexe : mélange de dépenses de fonctionnement dans l'état des dépenses d'investissement (page 172 du CA 2022)*	3 910 409
Recettes	3 222 326	*Recettes*	3 910 409
FONCTIONNEMENT		*FONCTIONNEMENT*	
Dépenses	40 653 480	*Dépenses*	41 197 494
dont Chapitre 011	*9 688 370*	*dont Chapitre 011*	*10 571 940*
dont Chapitre 012	*11 877 157*	*dont Chapitre 012*	*11 621 159*
dont Chapitre 65	*17 077 200*	*dont Chapitre 65*	*17 340 592*
Recettes	43 251 730	*Recettes*	41 197 496
dont TEOM	*37 667 000*	*dont TEOM*	*38 261 204*

Année	États annexes	Année	États annexes
2021	**États annexes A7.2.1 et A7.2.2**	**2021**	**États annexes A7.3.1 et A7.3.2**
Budget Primitif		*Compte Administratif*	
INVESTISSEMENT		*INVESTISSEMENT*	
Dépenses	3 192 060	*Dépenses*	2 923 499
Recettes	3 192 060	*Recettes*	2 923 498
FONCTIONNEMENT		*FONCTIONNEMENT*	
Dépenses	39 285 860	*Dépenses*	39 483 885
dont Chapitre 011	*8 997 900*	*dont Chapitre 011*	*9 207 137*
dont Chapitre 012	*11 387 495*	*dont Chapitre 012*	*11 299 134*
dont Chapitre 65	*17 077 200*	*dont Chapitre 65*	*17 043 354*
Recettes	39 285 860	*Recettes*	39 483 886
dont TEOM	*36 450 000*	*dont TEOM*	*36 703 760*
2020	**États annexes A7.2.1 et A7.2.2**	**2020**	**États annexes A7.3.1 et A7.3.2**
Budget Primitif		*Compte Administratif*	
INVESTISSEMENT		*INVESTISSEMENT*	
Dépenses	3 026 688	*Dépenses*	2 922 073
Recettes	3 026 688	*Recettes*	2 922 073
FONCTIONNEMENT		*FONCTIONNEMENT*	
Dépenses	39 181 155	*Dépenses*	38 879 265
dont Chapitre 011	*8 867 900*	*dont Chapitre 011*	*8 422 403*
dont Chapitre 012	*11 230 271*	*dont Chapitre 012*	*11 149 728*
dont Chapitre 65	*15 977 200*	*dont Chapitre 65*	*15 937 704*
Recettes	39 181 155	*Recettes*	38 879 265
dont TEOM	*36 250 000*	*dont TEOM*	*36 295 673*

Année	États annexes	Année	États annexes
2019	**États annexes A7.2.1 et A7.2.2**	**2019**	**États annexes A7.3.1 et A7.3.2**
Budget Primitif		*Compte Administratif*	
INVESTISSEMENT		*INVESTISSEMENT*	
Dépenses	2 996 648	*Dépenses*	2 922 073
Recettes	2 996 648	*Recettes*	2 922 073
FONCTIONNEMENT		*FONCTIONNEMENT*	
Dépenses	38 403 200	*Dépenses*	38 547 709
dont Chapitre 011	*8 780 140*	*dont Chapitre 011*	*8 650 353*
dont Chapitre 012	*11 119 080*	*dont Chapitre 012*	*10 793 541*
dont Chapitre 65	*15 668 000*	*dont Chapitre 65*	*15 665 780*
Recettes	38 403 200	*Recettes*	38 547 709
dont TEOM	*35 571 000*	*dont TEOM*	*35 687 411*

Source : CRC GE d'après les états annexes du budget primitif et du compte administratif 2019-2023

Annexe n° 5. Les taux de réalisation (budget principal)

Tableau n° 1 : Les taux de réalisation de 2019 à 2023 pour les dépenses de la section de fonctionnement (en €)

2019	Somme de Montant voté en dépense BP	Somme de Montant voté en dépense BS	Somme de Montant voté en dépense DM	TOTAL PRÉVU	Somme de Mandaté HT - Annulé HT en dépense	*Taux de réalisation*
011	31 652 367	28 716 228	8 876	60 377 471	30 463 066	***50 %***
012	68 534 928	2 000 000	0	70 534 928	67 627 106	***96 %***
014	67 160 000	174 512	0	67 334 512	67 218 961	***100 %***
65	53 993 954	2 061 500	0	56 055 454	53 552 584	***96 %***
66	3 055 100	1 000 000	0	4 055 100	2 765 859	***68 %***
67	49 000	1 098 847	4 124	1 151 971	162 778	***14 %***
Total général	**224 445 349**	**35 051 087**	**13 000**	**259 509 436**	**221 790 353**	***85 %***

2020	Somme de Montant voté en dépense BP	Somme de Montant voté en dépense BS	Somme de Montant voté en dépense DM	TOTAL PRÉVU	Somme de Mandaté HT - Annulé HT en dépense	*Taux de réalisation*
011	30 974 485	22 245 067	2 167 614	55 387 166	28 898 876	***52 %***
012	75 062 314	- 3 720 246	0	71 342 068	69 883 398	***98 %***
014	67 008 000	1 096 206	0	68 104 206	67 864 535	***100 %***
65	54 225 997	8 031 419	- 115 159	62 142 257	53 418 427	***86 %***
66	2 620 200	1 000 000	0	3 620 200	2 466 501	***68 %***
67	49 500	1 002 000	103 110	1 154 610	82 129	***7 %***
Total général	**229 940 496**	**29 654 446**	**2 155 565**	**261 750 507**	**222 613 866**	***85 %***

2021	Somme de Montant voté en dépense BP	Somme de Montant voté en dépense BS	Somme de Montant voté en dépense DM	TOTAL PRÉVU	Somme de Mandaté HT - Annulé HT en dépense	*Taux de réalisation*
011	31 837 483	22 961 442	- 49 025	54 749 900	29 187 529	***53 %***
012	70 298 512	2 000 000	0	72 298 512	70 818 379	***98 %***
014	66 960 000	1 000 000	0	67 960 000	66 867 507	***98 %***
65	61 165 414	7 013 036	279 060	68 457 510	54 951 507	***80 %***
66	2 385 200	1 000 000	0	3 385 200	2 224 608	***66 %***
67	121 560	1 466 825	582 457	2 170 842	1 488 003	***69 %***
Total général	**232 768 169**	**35 441 303**	**812 492**	**269 021 964**	**225 537 534**	***84 %***

2022	Somme de Montant voté en dépense BP	Somme de Montant voté en dépense BS	Somme de Montant voté en dépense DM	TOTAL PRÉVU	Somme de Mandaté HT - Annulé HT en dépense	*Taux de réalisation*
011	32 558 282	26 271 572	317 486	59 147 340	32 014 456	***54 %***
012	73 319 899	3 000 000	0	76 319 899	72 836 131	***95 %***
014	66 805 000	1 000 000	0	67 805 000	66 760 293	***98 %***
65	57 634 394	6 353 810	100 000	64 088 204	57 518 847	***90 %***
66	2 135 200	1 000 000	0	3 135 200	2 193 179	***70 %***
67	90 400	1 000 000	0	1 090 400	115 530	***11 %***
Total général	**232 543 175**	**38 625 382**	**417 486**	**271 586 043**	**231 438 437**	***85 %***

2023	Somme de Montant voté en dépense BP	Somme de Montant voté en dépense BS	Somme de Montant voté en dépense DM	TOTAL PRÉVU	Somme de Mandaté HT - Annulé HT en dépense	*Taux de réalisation*
011	39 069 736	31 031 422	108 900	70 210 058	35 414 375	***50 %***
012	81 881 758	2 150 000	0	84 031 758	80 276 370	***96 %***
014	68 760 000	1 940 928	0	70 700 928	69 821 807	***99 %***
65	57 975 810	3 433 901	- 41 600	61 368 111	53 739 717	***88 %***
66	3 575 200	1 000 000	0	4 575 200	3 335 439	***73 %***
67	39 900	1 062 400	54 678	1 156 978	122 892	***11 %***
Total général	**251 302 404**	**40 618 652**	**140 907**	**292 061 963**	**242 729 528**	***83 %***

Source : Comptes administratifs m2A

Annexe n° 6. Budget principal – Évolution des charges à caractère général

En €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Achats autres que les terrains à aménager	14 178 958	13 947 125	12 927 604	14 730 365	16 939 416	16 748 557
Crédit-bail	0	0	0	0	0	493 592
Locations et charges de copropriétés	1 203 332	1 231 869	1 083 095	1 232 276	1 466 459	4 946 658
Entretien et réparations	2 948 322	2 648 851	2 854 504	3 712 871	3 837 398	3 748 984
Assurances et frais bancaires	584 742	600 928	642 110	643 314	693 167	720 802
Autres services extérieurs	1 051 892	1 008 584	1 100 084	1 134 739	1 189 489	1 362 335
Remboursements de frais (budget annexe, Centre communal d'action sociale - CCAS, organismes de rattachement, etc.)	2 400 489	1 813 894	1 700 664	1 873 970	1 935 454	1 931 852
Contrats de prestations de services	4 651 835	4 680 537	5 040 106	5 128 819	5 805 475	5 993 951
Honoraires, études et recherches	699 075	423 316	965 586	732 788	616 478	519 908
Publicité, publications et relations publiques	1 029 321	889 033	1 108 253	979 375	1 038 756	1 201 212
Transports collectifs et de biens (y c. transports scolaires)	86 215	81 606	92 707	111 888	147 830	111 234
Déplacements et missions	89 722	34 288	44 901	60 797	56 399	73 437
Frais postaux et télécommunications	768 791	667 763	741 231	748 395	698 262	386 584
Impôts et taxes (sauf sur personnel)	770 373	871 081	886 685	924 858	989 792	1 089 491
Transferts de charges de gestion courante	0	2 256 778	0	0	0	0
Total charges à caractère général	**30 463 066**	**26 642 098**	**29 187 529**	**32 014 456**	**35 414 375**	**39 328 598**

Source : comptes de gestion 2019-2024

Annexe n° 7. Financement des opérations d'investissement – Budget principal

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024	*Cumul 2019-2024*
CAF brute	**23 585 327**	**19 047 960**	**18 390 979**	**18 450 025**	**26 980 129**	**19 610 612**	*126 065 032*
- Annuité en capital de la dette	12 782 210	12 928 299	14 292 039	14 466 507	14 247 925	14 406 737	*83 123 716*
= CAF nette ou disponible (C)	**10 803 118**	**6 119 661**	**4 098 940**	**3 983 519**	**12 732 204**	**5 203 875**	**42 941 316**
Taxe d'aménagement	0	0	0	0	0	0	*0*
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	2 218 978	1 969 645	2 445 755	4 583 402	1 852 642	2 668 010	*15 738 432*
+ Subventions d'investissement reçues hors attributions de compensation	13 688 867	2 692 455	3 125 551	5 060 664	2 466 180	4 350 406	*31 384 123*
+ Produits de cession	1 887 586	15 025	442 595	6 648 382	2 766 950	309 605	*12 070 143*
+ Autres recettes	7 900	22 676	101 088	44 684	16 905	200 866	*394 119*
= Recettes d'inv. hors emprunt (D)	**17 803 332**	**4 699 801**	**6 114 989**	**16 337 131**	**7 102 677**	**7 528 887**	*59 586 817*
= Financement propre disponible (C+D)	**28 606 449**	**10 819 462**	**10 213 929**	**20 320 650**	**19 834 881**	**12 732 762**	**102 528 134**
Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)	*228,1%*	*92,5%*	*87,7%*	*177,9%*	*123,5%*	*66,6%*	
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	12 542 694	11 696 836	11 650 715	11 425 602	16 061 654	19 132 543	*82 510 045*
- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature) hors attributions de compensation	-1 180 796	5 654 138	4 646 828	15 620 826	9 434 298	12 285 624	*46 460 918*
+/- Dons, subventions et prises de participation en nature, reçus ou donnés	10 711 000	0	-19 836	0	20 000	-112 832	*10 598 333*
- Participations et inv. financiers nets	42 801	2 588 160	3 862 472	4 192 545	-753 073	-2 449 224	*7 483 682*
- Charges à répartir	0	2 256 778	0	0	0	0	*2 256 778*
+/- Variation autres dettes et cautionnements	-18 550	-149 446	74 612	88 664	148 686	-25 292	*118 674*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre	**6 509 299**	**-11 227 004**	**-10 000 862**	**-11 006 987**	**-5 076 684**	**-16 098 058**	**-46 900 295**
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	11 078	5 062	174 614	14 113	2 204 938	-3 622 912	*-1 213 108*
- Reprise sur excédents capitalisés	0	0	1 526 200	68 693	1 971 327	0	*3 566 220*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**6 520 378**	**-11 221 942**	**-11 352 448**	**-11 061 568**	**-4 843 073**	**-19 720 970**	*-51 679 623*
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	5 000 000	16 566 667	10 000 000	5 500 000	0	0	*37 066 667*
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	11 520 378	5 344 725	-1 352 448	-5 561 568	-4 843 073	-19 720 970	*-14 612 956*

Source : comptes de gestion 2019-2024

Annexe n° 8. Données financières du budget annexe des transports urbains

Tableau n° 1 : La capacité d'autofinancement brute

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chiffre d'affaires	11 172 709	7 819 866	8 999 860	10 130 989	11 415 857	12 308 663
+ autres redevances	0	0	0	0	0	0
= Ressources d'exploitation	**11 172 709**	**7 819 866**	**8 999 860**	**10 130 989**	**11 415 857**	**12 308 663**
+ Ressources fiscales (M4 - M41 - M43 - M44)	42 783 269	38 519 305	44 718 173	46 347 484	49 652 153	50 013 268
= Produit total	**53 955 978**	**46 339 171**	**53 718 032**	**56 478 473**	**61 068 010**	**62 321 931**
- Consommations intermédiaires	6 755 780	6 678 920	6 884 021	7 085 878	6 796 495	6 129 920
- Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel)	491 687	494 732	285 837	291 662	333 850	342 272
= Valeur ajoutée	**46 708 511**	**39 165 519**	**46 548 175**	**49 100 933**	**53 937 666**	**55 849 740**
en % du produit total	*86,6%*	*84,5%*	*86,7%*	*86,9%*	*88,3%*	*89,6%*
- Charges de personnel	497 489	583 533	592 228	541 369	651 708	695 938
+ Subvention d'exploitation perçues	16 054 559	15 841 219	17 014 421	18 762 592	19 353 366	20 322 314
- Subventions d'exploitation versées (M43)	48 748 849	45 981 235	48 622 332	53 792 776	58 425 197	59 221 038
+ Autres produits de gestion	2 988	131 634	143 806	167 213	173 172	170 831
- Autres charges de gestion	0	5	35 785	0	15 216	33 243
= Excédent brut d'exploitation (avant subventions d'équipement versées - M43)	**13 519 720**	**8 573 598**	**14 456 058**	**13 696 594**	**14 372 082**	**16 392 666**
en % du produit total	*25,1%*	*18,5%*	*26,9%*	*24,3%*	*23,5%*	*26,3%*
- Subventions d'equipement versées (M43)	465 219	815 860	830 790	849 625	840 430	869 053
= Excédent brut d'exploitation	**13 054 501**	**7 757 738**	**13 625 268**	**12 846 968**	**13 531 651**	**15 523 613**
en % du produit total	*24,2%*	*16,7%*	*25,4%*	*22,7%*	*22,2%*	*24,9%*
+/- Résultat financier	-1 847 136	-1 731 963	-1 584 143	-1 542 277	-1 743 045	-1 647 336
+/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions)	639 170	398 541	830 698	3 588 262	1 006 231	240 667
= CAF brute avant impôts sur les bénéfices (M4) (M43)	**11 846 535**	**6 424 315**	**12 871 823**	**14 892 953**	**12 794 837**	**14 116 944**
en % du produit total	*22,0%*	*13,9%*	*24,0%*	*26,4%*	*21,0%*	*22,7%*
- Impôts sur les bénéfices et assimilés (M4) (M41) (M42) (M43) (M44)	0	0	0	0	0	0
= CAF brute	**11 846 535**	**6 424 315**	**12 871 823**	**14 892 953**	**12 794 837**	**14 116 944**
en % du produit total	*22,0%*	*13,9%*	*24,0%*	*26,4%*	*21,0%*	*22,7%*

Source : comptes de gestion 2019-2024

Tableau n° 2 : Le résultat d'exploitation

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CAF brute	**11 846 535**	**6 424 315**	**12 871 823**	**14 892 953**	**12 794 837**	**14 116 944**
- Dotations nettes aux amortissements	10 349 092	10 447 005	10 348 237	10 918 675	10 975 176	10 234 759
- Dotations nettes aux provisions	327 000	310 000	220 000	220 000	399 700	61
+ Quote-part des subventions d'inv. transférées	166 729	7 333 076	240 894	240 894	240 894	232 894
+/- Values de cessions	0	0	0	0	0	0
= Résultat section d'exploitation	**1 337 172**	**3 000 386**	**2 544 480**	**3 995 172**	**1 660 855**	**4 115 018**
en % du produit total	*2,5%*	*6,5%*	*4,7%*	*7,1%*	*2,7%*	*6,6%*

Source : comptes de gestion 2019-2024

Tableau n° 3 : Le financement des investissements

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024	*Cumul 2019-2024*
CAF brute	**11 846 535**	**6 424 315**	**12 871 823**	**14 892 953**	**12 794 837**	**14 116 944**	***72 947 407***
- Annuité en capital de la dette (hors autres dettes)	9 768 991	9 362 784	9 576 004	9 491 760	9 567 473	9 534 170	*57 301 181*
= CAF nette ou disponible (C)	**2 077 544**	**-2 938 469**	**3 295 818**	**5 401 193**	**3 227 365**	**4 582 774**	***15 646 225***
en % du produit total	*3,9%*	*-6,3%*	*6,1%*	*9,6%*	*5,3%*	*7,4%*	*0*
+ Subventions d'investissement	23 300	1 023 500	0	0	510 348	290 638	*1 847 786*
= Recettes d'inv. hors emprunt (D)	**23 300**	**1 023 500**	**0**	**0**	**510 348**	**290 638**	***1 847 786***
= Financement propre disponible (C+D)	**2 100 844**	**-1 914 969**	**3 295 818**	**5 401 193**	**3 737 713**	**4 873 412**	***17 494 011***
Financement propre dispo / Dépenses d'équipement	*43,6%*	*-51,2%*	*29,6%*	*125,7%*	*62,0%*	*60,9%*	*3*
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	4 817 737	3 740 954	11 148 672	4 297 481	6 028 653	7 996 682	*38 030 181*
dont matériel spécifique d'exploitation (compteurs M41-M49) (matériel de transport - M43)	2 382 050	531 684	7 973 752	1 389 205	3 065 599	1 739 608	*17 081 898*
- Participations et inv. financiers nets	0	0	1 000	0	0	0	*1 000*
- Charges à répartir	442 088	815 860	830 790	849 625	840 430	218 567	*3 997 361*
+/- Variation autres dettes et cautionnements	0	-7 160 415	0	0	0	0	*-7 160 415*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre	**-3 158 982**	**688 632**	**-8 684 644**	**254 086**	**-3 131 371**	**-3 341 838**	***-17 374 116***
- Reprise sur excédents capitalisés et réserves de réévaluation	0	7 160 415	0	0	0	0	*7 160 415*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**-3 158 982**	**-6 471 783**	**-8 684 644**	**254 086**	**-3 131 371**	**-3 341 838**	***-24 534 531***

Source : comptes de gestion 2019-2024

Annexe n° 9. Données financières du budget annexe chauffage urbain

Tableau n° 1 : La capacité d'autofinancement brute

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chiffre d'affaires	10 031 180	9 645 280	12 538 533	14 658 241	15 524 622	12 625 442
+ redevances versées par les fermiers	40 500	42 820	41 760	44 160	0	47 800
= Ressources d'exploitation	**10 071 680**	**9 688 100**	**12 580 293**	**14 702 401**	**15 524 622**	**12 673 242**
+ Ressources fiscales (M4 - M41 - M43 - M44)	0	0	0	0	0	0
= Produit total	**10 071 680**	**9 688 100**	**12 581 287**	**14 702 401**	**15 524 622**	**12 673 242**
- Consommations intermédiaires	6 343 433	5 669 235	6 118 491	6 706 147	13 665 678	8 158 613
- Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel)	112 794	116 146	68 609	90 796	26 962	27 217
= Valeur ajoutée	**3 615 453**	**3 902 719**	**6 394 187**	**7 905 458**	**1 831 982**	**4 487 413**
en % du produit total	*35,9%*	*40,3%*	*50,8%*	*53,8%*	*11,8%*	*35,4%*
- Charges de personnel	699 456	648 054	737 153	725 813	722 593	773 975
- Autres charges de gestion	5 820	219	130	0	489	0
= Excédent brut d'exploitation (avant subventions d'équipement versées - M43)	**2 910 177**	**3 254 446**	**5 656 904**	**7 179 645**	**1 108 900**	**3 713 437**
en % du produit total	*28,9%*	*33,6%*	*45,0%*	*48,8%*	*7,1%*	*29,3%*
- Subventions d'equipement versées (M43)	0	0	0	0	0	0
= Excédent brut d'exploitation	**2 910 177**	**3 254 446**	**5 656 904**	**7 179 645**	**1 108 900**	**3 713 437**
en % du produit total	*28,9%*	*33,6%*	*45,0%*	*48,8%*	*7,1%*	*29,3%*
+/- Résultat financier	-251 328	-237 859	-218 111	-210 600	-226 524	-199 452
+/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions)	-27 758	-14 502	43 426	55 415	46 127	1 567 181
= CAF brute avant impôts sur les bénéfices (M4) (M43)	**2 631 092**	**3 002 085**	**5 482 219**	**7 024 460**	**928 503**	**5 081 167**
en % du produit total	*26,1%*	*31,0%*	*43,6%*	*47,8%*	*6,0%*	*40,1%*
- Impôts sur les bénéfices et assimilés (M4) (M41) (M42) (M43) (M44)	0	0	0	0	0	0
= CAF brute	**2 631 092**	**3 002 085**	**5 482 219**	**7 024 460**	**928 503**	**5 081 167**
en % du produit total	*26,1%*	*31,0%*	*43,6%*	*47,8%*	*6,0%*	*40,1%*

Source : comptes de gestion 2019-2024

Tableau n° 2 : Le résultat d'exploitation

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CAF brute	**2 631 092**	**3 002 085**	**5 482 219**	**7 024 460**	**928 503**	**5 081 167**
- Dotations nettes aux amortissements	1 335 104	1 337 201	1 406 414	1 410 701	1 421 483	1 428 122
- Dotations nettes aux provisions	0	0	0	0	0	38 433
+ Quote-part des subventions d'inv. transférées	137 038	137 038	185 466	204 605	204 605	223 703
+/- Values de cessions	0	0	0	0	50	0
= Résultat section d'exploitation	**1 433 026**	**1 801 922**	**4 261 271**	**5 818 364**	**-288 325**	**3 838 315**
en % du produit total	*14,2%*	*18,6%*	*33,9%*	*39,6%*	*-1,9%*	*30,3%*

Source : comptes de gestion 2019-2024

Tableau n° 3 : Le financement de l'investissement

en €	2019	2020	2021	2022	2023	2024	*Cumuls sur les années*
CAF brute	**2 631 092**	**3 002 085**	**5 482 219**	**7 024 460**	**928 503**	**5 081 167**	***24 149 525***
- Annuité en capital de la dette (hors autres dettes)	1 004 167	1 115 848	1 204 464	1 229 464	1 254 464	1 254 464	*7 062 872*
= CAF nette ou disponible (C)	**1 626 925**	**1 886 237**	**4 277 755**	**5 794 995**	**-325 962**	**3 826 703**	***17 086 653***
en % du produit total	*16,2%*	*19,5%*	*34,0%*	*39,4%*	*-2,1%*	*30,2%*	*1*
+ Subventions d'investissement	2 041 338	380 100	957 037	254 226	765 340	559 167	*4 957 207*
+ Autres recettes	0	0	0	0	0	0	*0*
= Recettes d'inv. hors emprunt (D)	**2 041 338**	**380 100**	**957 037**	**254 226**	**765 390**	**559 167**	***4 957 257***
= Financement propre disponible (C+D)	**3 668 263**	**2 266 337**	**5 234 791**	**6 049 222**	**439 428**	**4 385 869**	***22 043 910***
Financement propre dispo / Dépenses d'équipement	*370,9%*	*926,1%*	*666,3%*	*182,2%*	*39,5%*	*896,8%*	*31*
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	989 066	244 718	785 681	3 319 903	1 111 173	489 033	*6 939 575*
- Participations et inv. financiers nets	0	0	0	0	2 640 000	0	*2 640 000*
+/- Variation de stocks de biens et produits	-73 440	-76 560	-97 062	2 429 540	284 156	382 070	*2 848 704*
+/- Variation autres dettes et cautionnements	0	0	0	0	0	0	*0*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre	**2 752 637**	**2 098 179**	**4 546 172**	**299 778**	**-3 595 901**	**3 514 766**	***9 615 632***

Source : comptes de gestion 2019-2024

Annexe n° 10. Données financières du budget annexe de l'eau

Tableau n° 1 : La capacité d'autofinancement brute

en €	2023	2024
Chiffre d'affaires	49 916 236	37 789 425
+ redevances versées par les fermiers	0	0
= Ressources d'exploitation	**49 916 236**	**37 789 425**
+ Production immobilisée	508 837	556 288
= Produit total	**50 425 073**	**38 345 712**
- Consommations intermédiaires	7 466 565	6 441 598
- Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel)	27 242 660	17 700 922
= Valeur ajoutée	**15 715 848**	**14 203 192**
en % du produit total	*31,2%*	*37,0%*
- Charges de personnel	5 311 899	5 854 027
+ Subvention d'exploitation perçues	300 091	170 993
+ Autres produits de gestion	96 989	90 642
- Autres charges de gestion	50 546	53 408
= Excédent brut d'exploitation (avant subventions d'équipement versées - M43)	**10 750 483**	**8 557 392**
en % du produit total	*21,3%*	*22,3%*
- Subventions d'equipement versées (M43)	0	0
= Excédent brut d'exploitation	**10 750 483**	**8 557 392**
en % du produit total	*21,3%*	*22,3%*
+/- Résultat financier	-419 932	-333 188
+/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions)	6 921 610	-80 919
= CAF brute avant impôts sur les bénéfices (M4) (M43)	**17 252 161**	**8 143 285**
en % du produit total	*34,2%*	*21,2%*
- Impôts sur les bénéfices et assimilés (M4)	0	0
= CAF brute	**17 252 161**	**8 143 285**
en % du produit total	*34,2%*	*21,2%*

Source : comptes de gestion 2023-2024

Tableau n° 2 : Le résultat d'exploitation

En €	2023	2024
CAF brute	**17 252 161**	**8 143 285**
- Dotations nettes aux amortissements	6 124 414	6 395 281
- Dotations nettes aux provisions	9 858	- 1 282
+ Quote-part des subventions d'inv. transférées	435 525	605 144
+/- Values de cessions	0	650
= Résultat section d'exploitation	**11 553 414**	**2 355 080**
en % du produit total	*22,9*	*6,1*

Source : comptes de gestion 2023-2024

Tableau n° 3 : Le financement des investissements

En €	2023	2024	*Cumul 2023-2024*
CAF brute	**17 252 161**	**8 143 285**	***25 395 446***
- Annuité en capital de la dette (hors autres dettes)	1 577 285	1 549 663	*3 126 948*
= CAF nette ou disponible (C)	**15 674 876**	**6 593 622**	***22 268 498***
en % du produit total	*31,1*	*17,2*	
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	20 502	0	*20 502*
+ Subventions d'investissement	1 550 092	1 239 418	*2 789 510*
+ Produits de cession	0	650	*650*
= Recettes d'inv. hors emprunt (D)	**1 570 594**	**1 240 068**	***2 810 662***
= Financement propre disponible (C+D)	**17 245 470**	**7 833 690**	***25 079 160***
Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (en %)	*184,7*	*50,6*	
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	9 335 601	15 471 351	*24 806 952*
dont matériel spécifique d'exploitation (compteurs M41-M49) (matériel de transport-M43)	1 050 197	859 872	*1 910 069*
+/- Variation autres dettes et cautionnements	- 76 945	2 760	*- 74 185*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre	**7 986 814**	**- 7 640 421**	***346 393***
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	- 13 053	0	*- 13 053*
- Reprise sur excédents capitalisés et réserves de réévaluation	1 280 489	0	*1 280 489*
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**6 693 271**	**- 7 640 421**	***- 947 149***
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	6 693 271	- 7 640 421	*- 947 149*

Source : comptes de gestion 2023-2024

[redacted] MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION [redacted]

Fabian JORDAN
Président
Maire de Berrwiller

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES
GRAND EST
ENREGISTRÉ LE
25-1168
N° 29/12/2025
COURRIER ARRIVÉE GREFFE

Monsieur le Président
Chambre régionale des comptes Grand-Est
3-5 rue de la Citadelle
57000 METZ

Affaire suivie par : Guillaume GARCIN
Directeur des finances
03 89 32 59 60
guillaume.garcin@m2A.fr

Réf. : GR : 25-1633

Le 22 décembre 2025

Objet : réponse au rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 12 décembre 2025, vous m'avez adressé le rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Je prends acte des orientations du rapport.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

Fabian JORDAN

Mulhouse Alsace Agglomération
Maison du Territoire
9 Avenue Konrad Adenauer - BP 30100
68393 Sausheim Cedex
Tél. : 03 89 33 79 79
m2A.fr

« La société a le droit de demander compte
à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

L'intégralité de ce rapport d'observations définitives
est disponible sur le site internet
de la chambre régionale des comptes Grand Est :
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

Chambre régionale des comptes Grand Est
3-5, rue de la Citadelle
57000 METZ

Tél. : 03 54 22 30 49

grandest@crtc.ccomptes.fr

M. LE PRÉSIDENT : Jean-Luc SCHILDKNECHT toujours, cette fois-ci pour un rapport d'observations de la Chambre Régionale des Comptes.

M. SCHILDKNECHT : Oui, effectivement Fabian, je vais à présent vous faire la lecture des 61 pages du rapport de la Chambre Régionale des Comptes. Je pense que vous n'êtes pas enthousiastes à cette perspective. Avec la direction des finances, quand nous avons eu ce rapport, nous n'avons guère été étonnés parce que nous partagions beaucoup de leurs points de vue concernant les constats, les recommandations et notamment les rappels au droit. Alors en ce qui concerne les constats, ils sont au nombre de trois. La Chambre Régionale des Comptes relève une évolution plutôt positive des finances tout en nous rappelant la très grande vigilance. C'est ce qu'a fait Rémy tout à l'heure, notamment vigilance par rapport au contexte actuel. Elle relève aussi la bonne évolution de gestion de certaines compétences comme par exemple la gestion des déchets en partenariat avec le SIVOM parce que nous avons bien évolué, nous avons bien avancé dans ce domaine-là, et enfin elle insiste sur la nécessité de consolider notre pilotage financier, et nous y travaillons assidûment avec Rémy NEUMMAN, la direction des finances et Anne LAUMOND. Vraiment nous souhaitons aller de l'avant pour nous doter d'outils performants. En ce qui concerne les cinq recommandations, on nous demande de définir plus précisément les missions confiées aux services et aux agents des services déconcentrés. On a des agents dans des services sur d'autres sites que sur la Maison du Territoire, et nous y travaillons actuellement dans le cadre d'une évolution de notre fonctionnement. Nous travaillons également au niveau des service ressources : les finances, les ressources humaines et la DAJA. Il nous est aussi demandé d'améliorer le suivi de l'exécution budgétaire. Au fil des mois, nous allons commencer à nous doter d'outils de pilotage plus performants et la Chambre Régionale des Comptes demande que nous continuions à mettre en place une comptabilité analytique. Nous avons commencé, vous l'avez vu avec la présentation de Rémy par compétence qui relève déjà d'une approche analytique. En ce qui concerne la compétence petite enfance, Josiane, il nous est demandé d'établir un suivi plus précis des coûts directs et indirects. Je sais qu'on y travaille, c'est un chantier complexe qui nécessitera aussi qu'on se dote d'outils performants, mais on y arrivera. Et enfin, il nous est demandé d'établir un bilan financier de la réorganisation des services. Là aussi, le travail est engagé. Une première ébauche a été réalisée et nous devons la finir au regard des éléments chiffrés de 2026, parce qu'il y a encore quelques chiffres qui sont un tout petit peu flottants. Mais nous avons déjà des éléments très intéressants. Enfin, en ce qui concerne les deux rappels au droit, il nous est demandé de doter les deux budgets annexes, transports et chauffage urbain, cela a été évoqué par Rémy aussi, de comptes propres au Trésor, et donc ce sera fait pour le prochain exercice budgétaire, et enfin de procéder à l'engagement comptable des dépenses avant leur engagement juridique. Alors là, je n'avais pas compris tout de suite, mais en fait c'est très simple, cela signifie concrètement qu'avant de valider un appel d'offre, nous devrons veiller à ce que la dépense soit bien inscrite au budget, et donc pour cela nous allons rectifier le tir en créant des autorisations de programmes de crédit de paiement, ce que nous n'avons pas encore suffisamment l'habitude de faire. Voilà chers collègues, ce soir il vous est demandé de prendre connaissance de ces observations définitives, et je suis à votre écoute si vous avez des questions.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc. Alors pour prendre acte de ce rapport, il y a des questions ? Monsieur SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci monsieur le Président, plus que des questions, ce sont des remarques complémentaires à la synthèse qu'a faite Jean-Luc SCHILDKNECHT. On peut constater c'est que les choses sont globalement maîtrisées au niveau budgétaire, avec un certain nombre de recommandations dont certaines commencent à être mises en œuvre. Je passe sur les détails. Je voudrais retenir deux points. Premièrement, la recommandation qui concerne ce que vient d'évoquer M. SCHILDKNECHT sur la nécessité de mettre en place un bilan financier au terme du processus de démutualisation, en mesurer tous les effets financiers. La CRC, la Chambre Régionale des Comptes, note par exemple qu'en termes de personnel, cela nous fait +17 pour m2A, avec un coût annuel de 800 000 euros, de la même manière que la mise en place du nouveau siège, la Maison du Territoire, nous coûte également un versement à la Société d'Économie Mixte de plus de 2 millions, plus également un loyer mensuel de plus de 30 000 euros. Ce sont des charges qu'il faut regarder un petit peu dans un bilan pour les présenter aux élus et à la population. Ensuite, deuxième élément qui me semble important et que souligne la CRC, c'est l'attente d'un nouveau pacte financier et fiscal. Le pacte financier et fiscal, ce n'est pas la première fois qu'on en parle ici, qui est justifié du point de vue de la CRC, par le volume des compensations qui sont effectuées dans ce cadre et sont restées stables entre 2019 et 2024, parce que globalement, les compétences de m2A n'ont pas beaucoup évolué, c'est ce que dit la CRC. La CRC, je cite toujours, demande un petit peu si aujourd'hui il ne faut pas se remettre autour d'une table, je résume, qu'il ne faut pas écarter l'idée de pouvoir établir un nouveau pacte et qu'il faut avancer, même si des pans ont été accomplis, qu'il faut avancer plus vite sur ce terrain-là. Tout à l'heure Jean-Luc SCHILDKNECHT me disait que trouver 12 millions sous un sabot de cheval, je ne peux pas le faire, je n'ai pas la baguette magique. Par contre, on peut travailler à augmenter le versement de mobilité, on peut travailler dans le cadre d'un nouveau pacte financier et fiscal à dégager les moyens nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique et rendre un peu de pouvoir d'achat aux gens de notre territoire qui souffrent socialement de manière différente aujourd'hui entre celui qui rentre au frais dans l'air climatisé, qui va à la piscine où il y a le rosé au frais avant le match, et celui qui vit dans une passoire thermique ou qui va à l'école dans des conditions délicates ou difficiles, je ne fais pas un dessin. Par conséquent, vous me permettrez de signaler qu'en l'occurrence ici, la Chambre Régionale des Comptes fait des remarques très pertinentes qu'on devrait suivre dans les plus brefs délais. Merci.

M. SCHILDKNECHT : Merci beaucoup, M. SIMEONI. On vous a entendu. On reparlera notamment du coût de la démutualisation. J'ai des éléments très intéressants, mais je crois que ce n'est pas le moment ce soir.

M. LE PRÉSIDENT : D'autres questions ? Évidemment, tout le travail sur le pacte fiscal et financier est important. Vous savez qu'on a déjà fait, dans le cadre de la péréquation, de grands efforts et on arrive, en fin de compte, à mettre en place une dotation de solidarité qu'on a abondée vraiment d'une façon très importante, vous le savez. On a aussi travaillé sur les fonds de concours qui bénéficient à toutes les communes et on va poursuivre. Et c'est aussi par nos compétences comme le périscolaire, la petite enfance, que l'Agglomération arrive à avoir plus d'égalité sur le territoire, et vous savez que j'y suis très attaché. On va poursuivre ce travail à l'atelier-projet permanent et sur le pacte fiscal et financier qu'il faudra évidemment, comme nous en avions l'habitude, poursuivre. Voilà, sinon

concernant ce rapport : d'autres questions ? il n'y en a pas, donc des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

41° VÉHICULES DE SERVICE AVEC REMISAGE À DOMICILE ET VÉHICULES DE FONCTION : APPROBATION DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION (2026/151C/5.7.7)

Depuis la loi relative à la transparence de la vie publique du 11 octobre 2013 et en vertu de l'article L.5211-13-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose que, selon des conditions fixées par une délibération annuelle, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de l'établissement public lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

S'agissant du parc automobile de Mulhouse Alsace Agglomération, il convient d''établir les conditions de mise à disposition des véhicules en distinguant les cas comme suit :

I - Le véhicule de service

Tous les agents en possession d'un permis de conduire en cours de validité peuvent bénéficier d'un véhicule de service pour leur déplacement.

Le véhicule de service est destiné aux seuls besoins de service et ne doit en aucun cas faire l'objet d'un usage à des fins personnelles (déplacement privé, week-ends, vacances), cette interdiction s'applique à tous les véhicules de service.

L'utilisateur de véhicules de Mulhouse Alsace Agglomération, qu'il soit élu ou agent, est soumis aux règles de droit commun et encourt les mêmes sanctions qu'un particulier utilisant son propre véhicule, il est notamment tenu de s'acquitter personnellement des amendes qui lui seraient infligées.

L'utilisation du véhicule de service est strictement limitée au territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, sauf ordre de mission spécifique.

Les conducteurs ne peuvent conserver l'usage du véhicule de service au-delà de leur mission, sauf s'ils disposent d'une autorisation spéciale de remisage à leur domicile.

II – Le véhicule de service avec remisage

L'autorisation spéciale de remisage du véhicule à domicile permet aux agents qui en bénéficient d'effectuer avec le véhicule de service les trajets entre leur domicile et leur lieu de travail.

Tous les agents en possession d'un permis de conduire en cours de validité peuvent bénéficier d'une autorisation de remisage à domicile lorsque leur fonction ou leurs missions le justifient, au cas par cas, selon les caractéristiques particulières du poste.

Sont notamment concernés :

- les fonctions d'encadrement de direction ou d'adjoint,
- les situations où la multiplicité des lieux de travail sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération impose une mobilité accrue,
- l'encadrement d'agents non sédentaires,
- l'exercice de responsabilités particulières impliquant une disponibilité et une réactivité en dehors des horaires habituels de travail.

En effet, dans ces cas précis, les transports en commun ne permettent pas toujours d'apporter une réponse adaptée aux nécessités de service ou aux contraintes spécifiques du poste.

Cette autorisation peut être permanente, c'est-à-dire délivrée pour une durée d'un an renouvelable et révocable à tout moment, et fait l'objet d'une convention individuelle signée. Elle peut par ailleurs être accordée ponctuellement, lorsque la nature de la mission le justifiera, à l'appui d'un ordre de mission.

Pendant la durée du remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable du véhicule.

III - Le véhicule de fonction

Conformément à l'article L.721-3 du Code général de la fonction publique et à son décret d'application n°2022-250 du 25 février 2022, dans les EPCI de plus de 80.000 habitants, un véhicule de fonction peut être attribué aux seuls agents occupant les emplois fonctionnels suivants :

- Le directeur général des services,
- Les directeurs généraux adjoints,
- Un seul collaborateur de cabinet du Président.

Le véhicule de fonction peut être mis à disposition de manière permanente en raison des fonctions exercées. Compte tenu du caractère permanent de cette mise à disposition, il est proposé d'autoriser les agents concernés à en faire un usage privé, en dehors des heures de service ainsi que pendant les repos hebdomadaires, les congés et périodes assimilées.

La mise à disposition d'un véhicule de fonction doit être encadrée sur la base d'un arrêté individuel renouvelé chaque année.

L’octroi d’un véhicule de fonction constitue un avantage en nature, dès lors qu’il en est fait un usage privé, qui est soumis à cotisations sociales, dont l’évaluation est calculée sur la base d'un forfait annuel, selon les modalités précisées aux articles 3-III et 4 de l’arrêté du 25 février 2025 relatif à l’évaluation des avantages en nature pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

Il prend fin au moment où l’agent cesse d’occuper l’emploi qui lui ouvrait droit au bénéfice d’un tel véhicule.

Un règlement interne joint en annexe à la présente délibération vient fixer les conditions d’utilisation des véhicules de service et de fonction.

Les dépenses liées à l’utilisation et à l’entretien des véhicules de fonction et de service sont prises en charge par Mulhouse Alsace Agglomération. Elles comprennent notamment le carburant, les opérations de révision et de réparation, le lavage des véhicules ainsi que l’assurance. Les cartes « carburant », « péage » et « parking » sont utilisées exclusivement dans le cadre des nécessités de service, ainsi que pour l’exécution de mandats spéciaux ou d’ordres de mission.

Après en avoir délibéré, le Conseil d’Agglomération décide :

- d’adopter les modalités d’usage des véhicules de services et de fonction définies par la présente délibération,
- de prendre en charge les frais d’usage et d’entretien des véhicules ainsi mis à disposition,
- d’imputer les dépenses aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement,
- charge le Président ou son représentant de prendre les arrêtés individuels d’octroi des véhicules de fonction et de signer les conventions d’attribution de véhicules de services avec remisage à domicile et toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

PJ : (1)

- Règlement d’utilisation des véhicules

RÈGLEMENT D'UTILISATION DES VÉHICULES DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

Règlement d'utilisation des véhicules

Préambule

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L.5211-13-1
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
Vu la circulaire n°200509433 du 1er juin 2007 du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi relative aux avantages en nature et au régime social et fiscal applicable ;
Vu les délibérations ..... ; relative aux modalités d'attribution de véhicules de fonction et de service aux agents et aux élus de la collectivité ;
Vu la délibération 2816B du Bureau du 7 juillet 2025 portant attribution de véhicules de fonction
Vu l'avis du comité social territorial de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) en date du ..... ;
Vu la délibération en date du ..... approuvant le règlement d'utilisation des véhicules,

Le présent règlement définit les droits et obligations des utilisateurs de véhicules de service ou de fonction.

Par ailleurs, les règles énoncées permettent de :
- préciser les règles d'utilisation des véhicules ;
- veiller à la sécurité des agents et des élus ;
- réguler les déplacements des agents et des élus ;
- définir les responsabilités de l'administration et de l'utilisateur.

À cette fin, les agents et les élus s'engagent à :
- privilégier le moyen de transport le plus adapté, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental, lorsqu'ils sont amenés à effectuer des déplacements professionnels ;

- recourir, dans la mesure du possible, à un mode de transport collectif, considéré comme plus sûr, lorsque les trajets envisagés sont de longue durée.

Par ailleurs, m2A met également à disposition des moyens de mobilité douce, notamment des vélos.

Le Service Parc Véhicules met en œuvre la maintenance et la mise à disposition des supports de gestion (nettoyage des véhicules, cartes carburants, cartes péages).
L'utilisateur du véhicule de service ou l'affectataire du véhicule de fonction atteste de la prise de connaissance du règlement.

Table des matières

A. Véhicules de fonction 4
A.1 Usage des véhicules de fonction 4
A.2 Période d'absence du bénéficiaire 4
A.3 Conducteur au volant 5
A.4 Assurance 5
B. Véhicules de service 5
B.1 Usage des véhicules 5
B.2 Conducteurs 6
B.3 Périmètre de circulation 6
B.4 Remisage à domicile 6
B.5 Carnet de bord 7
B.6 Transport de personnes 7
C. Conditions générales d'utilisation 7
C.1 Conducteur 8
C.1.1 Permis de conduire 8
C.1.2 Aptitude à conduire 8
C.1.3 Conduite 9
C.2 Dépannage, assistance 9
C.3 Responsabilité et assurance 9
C.3.1 Infraction 10
C.3.2 Accident 10
C.3.3 Vol et dégradation 10
C.3.4 Entretien 10
C.4 Documents du véhicule 12
D. Utilisation des véhicules personnels 12
E. Plan d'action de prévention du risque routier 12

Annexe 1 - Attestation de prise de connaissance du règlement d'utilisation des véhicules
Annexe 2 - Autorisation de remisage à domicile
Annexe 3 – Fiche d'accréditation
Annexe 4 – Procédure en cas de sinistre

A. Véhicules de fonction

Le véhicule de fonction est celui qui est mis à la disposition d'un agent de manière permanente en raison de la fonction qu'il occupe (cf. article L. 721-3 du code général de la fonction publique). Il en a l'utilisation exclusive, y compris en dehors des jours et des heures de service, ainsi que de tout besoin lié à son activité.

Les emplois ouvrant droit à un véhicule de fonction sont les suivants : directeur général des services (DGS), directeur général adjoint (DGA) et à un collaborateur de cabinet. Le véhicule est strictement réservé à l'usage exclusif de l'attributaire.

L'attribution de ce véhicule est formalisée par un arrêté nominatif. Celui-ci intervient après vérification, d'une part, de l'aptitude de l'agent à conduire la catégorie de véhicule concernée et, d'autre part, de la validité de son permis de conduire.

Enfin, la mise à disposition doit préciser les fonctions de l'agent et prend fin automatiquement dès que ce dernier ne remplit plus les conditions d'obtention. Elle cesse également en cas de reconnaissance d'inaptitude à la conduite par le médecin du travail, ou encore à l'occasion du départ ou du changement de fonction de l'agent.

A.1 Usage des véhicules de fonction

L'usage d'un véhicule de fonction peut être autorisé à des fins professionnelles et, le cas échéant, à des fins personnelles.

L'attributaire est tenu d'adopter un comportement responsable dans l'utilisation du véhicule et de veiller à une consommation raisonnable, notamment en matière de carburant.

Il est rappelé que l'emploi à titre privé d'un véhicule de fonction constitue un avantage en nature. À ce titre, il est soumis à cotisations sociales ainsi qu'à déclaration fiscale, conformément aux dispositions de l'article 82 du Code général des impôts et à l'instruction fiscale BOI-RSA-BASE-20-20-20160801 du 1er août 2016.

A.2 Période d'absence du bénéficiaire

En situation d'absence prolongée, l'autorité hiérarchique, en lien avec le responsable du Service Parc Véhicules, demande la restitution du véhicule de fonction pour la durée de cette absence. Dans ce cas, le calcul mensuel de l'avantage en nature est proratisé en fonction de la durée effective de mise à disposition du véhicule.

Les périodes d'absence concernées sont les suivantes :

- congé maladie de plusieurs mois,
- congé parental,

La demande de restitution est formalisée par courrier adressé à l'agent concerné.

A.3 Conducteur au volant

La conduite du véhicule est strictement réservée à l'affectataire. Toute utilisation par des tiers est interdite, à l'exception des conducteurs mandatés par la collectivité et des personnes chargées de son entretien.

A.4 Assurance

Les véhicules de fonction sont assurés par m2A pour les déplacements professionnels et personnels, y compris durant les périodes de congés et les week-ends. Cette assurance couvre les dommages subis par le conducteur ainsi que ceux causés aux personnes transportées.

Toutefois, compte tenu des garanties et des plafonds souscrits par la collectivité, les bénéficiaires d'un véhicule de fonction doivent souscrire une assurance complémentaire auprès de leur propre compagnie d'assurance pour toute utilisation à titre personnel. Cette obligation concerne notamment le transport de tiers ainsi que la couverture des dommages subis par le conducteur.

B. Véhicules de service

B.1 Usage des véhicules

Le véhicule de service est mis à disposition des agents et des élus exclusivement pour l'exercice de leurs missions professionnelles, durant les jours et heures de service. Ainsi, l'ensemble du Parc véhicules de la collectivité est considéré comme constitué de véhicules de service pendant les heures de service.

Par principe, les affectations de véhicules de service ne sont pas nominatives. Toutefois, certains véhicules peuvent être attribués de manière nominative à un agent, à titre principal et habituel, compte tenu de ses fonctions et de ses missions quotidiennes.

L'utilisation d'un véhicule de service à des fins personnelles, y compris durant la pause méridienne est interdite. Toutefois, les agents et les élus sont autorisés à les utiliser pour se rendre à la cantine pendant la pause déjeuner.

Le conducteur s'engage à privilégier le moyen de transport le plus adapté, en tenant compte des critères économiques et environnementaux, pour tout déplacement professionnel. Dans cette logique, le covoiturage doit être favorisé lorsque plusieurs agents/élus se rendent vers une même destination.

Les véhicules de service peuvent également être utilisés dans le cadre de dispositifs d'autopartage. Dans ce cas, les mêmes règles d'utilisation s'appliquent.

Deux modalités d'organisation de l'autopartage existent au sein de la collectivité :

- autopartage connecté via un boîtier spécifique ;
- autopartage géré par le service au moyen d'un calendrier partagé.

Chaque service est responsable de l'organisation des réservations et doit indiquer clairement les agents/élus utilisant ou prévoyant d'utiliser un véhicule sur une plage horaire donnée. Chaque véhicule en autopartage dispose par ailleurs d'un référent dédié.

B.2 Conducteurs

Toute personne exerçant une activité pour le compte de la collectivité, quel que soit son statut (titulaire, contractuel, stagiaire, vacataire…), et amenée à utiliser un véhicule de service dans le cadre de ses missions, doit être préalablement autorisée par son supérieur hiérarchique.

Cette autorisation prend la forme d'une accréditation, délivrée conformément aux dispositions prévues (cf. annexe 3).

L'accréditation est valable pour les besoins liés à l'exercice des missions de l'agent / de l'élu et sous réserve que celui-ci remplisse les conditions requises pour la conduite d'un véhicule.

Elle peut être suspendue ou retirée à tout moment, notamment en cas de changement de situation affectant la capacité à conduire (perte de points, suspension ou retrait du permis, état de santé, traitement médical, etc.) ou de comportement inadapté du conducteur.

B.3 Périmètre de circulation

Chaque véhicule de service est affecté à un périmètre de circulation limité à m2A.
Pour ce périmètre, un ordre de mission permanent annuel est délivré par le chef de service.
Tout déplacement en dehors du périmètre m2A nécessite une dérogation temporaire accordée par le chef de service, dans les limites fixées par l'autorité territoriale, et doit faire l'objet d'un ordre de mission ponctuel.

B.4 Remisage à domicile

De manière générale, les véhicules de service sont remisés sur les parkings habituels des services de la collectivité.

Cependant, pour des facilités d'organisation du travail, des dérogations sont accordées et autorisent certains agents à effectuer des déplacements domicile – travail dans le cadre du prolongement des déplacements professionnels effectués à l'aide du véhicule de service avec une autorisation de remisage à domicile (cf. modèle en annexe 2) signée de l'autorité territoriale.

L'autorisation de remisage est accordée à titre individuel pour certaines catégories d'agents :

- les fonctions d'encadrement de direction ou d'adjoint,
- les situations où la multiplicité des lieux de travail sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération impose une mobilité accrue,
- l'encadrement d'agents non sédentaires,
- ou encore l'exercice de responsabilités particulières impliquant une disponibilité et une réactivité en dehors des horaires habituels de travail.

L'agent qui bénéficie d'une autorisation de remisage à domicile s'engage à n'utiliser le véhicule qu'à l'usage exclusif des missions qui lui sont confiées. L'usage privatif du véhicule reste donc interdit (Il ne peut, par exemple, être utilisé pour déposer ses enfants à l'école, ni pour une course sur le trajet…). De plus, il s'engage à effectuer le trajet domicile / travail selon le trajet le plus court.

Durant les périodes de congés, quelle qu'en soit la durée, le véhicule de service doit rester à la disposition de la collectivité.

Le remisage à domicile ne doit pas perturber le fonctionnement normal du service. De ce fait, lors d'absence imprévue, le véhicule sera récupéré par la collectivité.

B.5 Carnet de bord

Afin d'assurer une gestion optimale du Parc véhicules et de contrôler l'usage des véhicules de service, chaque utilisateur est tenu de tenir un carnet de bord.

Chaque déplacement doit faire l'objet d'une ligne sur le carnet de bord. En cas de déplacement multiples par une même personne, les destinations successives sont indiquées sur une seule ligne et doit comprendre le nom du conducteur, le kilométrage affiché au compteur en début et fin de mission ou journée, les dates et heures de prise et de remise du véhicule, le trajet effectué. Les carnets de bord doivent être signés par le chauffeur à chaque utilisation, à l'exception des véhicules affectés à des agents ou élus.

Le véhicule est sous la responsabilité du conducteur. Il doit signaler les changements éventuels de conducteur lors du déplacement.

Toute anomalie ou dysfonctionnement doit être obligatoirement déclaré à la réception du garage concerné (Richwiller, Didenheim) dès qu'il est constaté par le conducteur.

B.6 Transport de personnes

Sous réserve que le conducteur soit un agent ou un élu accrédité en déplacement pour des raisons professionnelles (ordre de mission), le véhicule peut transporter :

- d'autres agents / élus de la collectivité
- des personnes extérieures pour raison de service

C. Conditions générales d'utilisation

Ces dispositions s'appliquent aux utilisateurs de véhicules de service ou de fonction.

C.1 Conducteur

C.1.1 Permis de conduire

Le conducteur doit être titulaire d'un permis de conduire valide et de toutes les habilitations nécessaires l'autorisant à conduire la catégorie de véhicule concerné. Le permis de conduire doit être présenté au chef de service.

Le chef de service doit veiller à la validité des autorisations de conduite (FIMO/FCO) et à la conformité des CACES requis pour l'utilisation des différents types de véhicules. En cas de suspension, de retrait, d'annulation ou de remise en cause de la validité du permis de conduire, il appartiendra à l'agent d'en informer sa hiérarchie. Dans ce cas, l'agent se verra retirer le véhicule le temps pour lui de récupérer son permis de conduire.

L'agent/l'élu doit également être en possession des documents relatifs au véhicule qui pourront être réclamés lors des contrôles de police ou de gendarmerie.

Toute fausse déclaration initiale d'un agent ou toute absence de déclaration rectificative aura pour conséquence d'engager l'entière responsabilité de ce dernier et l'expose à des sanctions disciplinaires

C.1.2 Aptitude à conduire

Le conducteur doit être attentif à son état de santé et signaler toute interdiction ou restriction médicale à la conduite d'un véhicule. L'état de santé d'un agent / d'un élu doit en effet lui permettre d'utiliser un véhicule en toute sécurité.

Tout chef de service peut faire convoquer, devant le médecin de prévention, un agent / élu conducteur dont le comportement professionnel semble perturbé par des troubles liés à son état de santé. L'autorisation de conduite peut être retirée en cas d'inaptitude reconnue et attestée par le médecin de prévention.

L'agent / l'élu est également tenu d'informer sa hiérarchie de toute prise de médicaments incompatible avec la conduite d'un véhicule.

La conduite sous prise de stupéfiant et d'alcool est complètement interdite.

C.1.3 Conduite

Avant de prendre la route, le conducteur doit s'assurer d'être en possession des documents du véhicule et vérifier son état, notamment le fonctionnement des feux, des indicateurs de direction, des essuie-glaces ainsi que l'état des pneumatiques. Il prépare également son trajet en tenant compte du temps de parcours, des conditions météorologiques et en prévoyant, le cas échéant, des pauses si celui-ci excède deux heures.

L'utilisateur doit adopter une conduite prudente, conforme aux règles du code de la route et respectueuse de l'environnement. Une vigilance particulière est demandée sur les points suivants :

- utiliser le téléphone uniquement lorsque le véhicule est stationné ; éviter autant que possible les communications avec un kit mains libres, même autorisé ;
- s'abstenir strictement de toute consommation d'alcool ou de substances psychoactives avant de prendre le volant ;
- porter la ceinture de sécurité et en exiger le port pour tous les passagers ;
- intégrer des temps de repos dans le calcul du trajet ;
- adapter sa vitesse aux conditions et respecter les limitations en vigueur ;
- maintenir les distances de sécurité ;
- adapter sa conduite aux conditions de circulation et aux aléas météorologiques, tout en faisant preuve de courtoisie, car chaque agent / élu représente l'image de m2A ;
- fermer les portières à clé et stationner uniquement sur les emplacements autorisés ;
- connaître les spécificités du véhicule utilisé (gabarit, systèmes de sécurité, aides à la conduite, options).

Conducteur et passagers doivent, en toutes circonstances, adopter les précautions nécessaires afin de ne pas se mettre en danger ni mettre en danger les autres usagers de la route.

C.2 Dépannage, assistance

En cas de panne ou d'accident nécessitant une assistance, la procédure suivante doit être respectée :

- Sur le territoire de l'agglomération, pendant les horaires d'ouverture du service (du lundi au vendredi, de 7h30 à 11h45 et de 13h30 à 16h30), le conducteur doit contacter la réception du Parc Véhicules au 03.89.32.59.32.

- En dehors du territoire de l'agglomération, ou en dehors des horaires d'ouverture du Service Parc Véhicules, le conducteur doit contacter directement l'assistance de l'assureur.

C.3 Responsabilité et assurance

Après avoir indemnisé la victime, l'administration peut exercer, conformément aux règles du droit commun de la responsabilité, une action récursoire contre son agent / élu si elle estime que celui-ci a commis une faute personnelle ou une faute détachable du service.

C.3.1 Infraction

En cas d'infraction routière, tout conducteur est soumis au droit commun de la responsabilité. Il encourt donc les mêmes sanctions pénales que tout particulier utilisant son propre véhicule : paiement personnel des amendes, suspension du permis de conduire, voire peine d'emprisonnement.

L'agent / l'élu conducteur doit informer son chef de service de toute contravention établie à son encontre pendant le service, même en l'absence d'accident. Il est également tenu de signaler toute suspension ou annulation de son permis de conduire.

En effet, indépendamment des poursuites pénales prévues en cas de conduite sans permis, un agent dont le permis est indispensable à l'exercice de ses fonctions commettrait une faute disciplinaire s'il omettait de déclarer à sa hiérarchie la suspension, le retrait, l'annulation ou toute remise en cause de la validité de son permis de conduire.

C.3.2 Accident

En cas d'accident impliquant un tiers, un constat amiable doit impérativement être rempli, en indiquant les noms, adresses et coordonnées des tiers, leur compagnie d'assurance ainsi que les éventuels témoins.

Tout accident doit faire l'objet d'une déclaration, selon la procédure jointe (annexe n°4).

C.3.3 Vol et dégradation

En cas de vol ou de dégradation d'un véhicule, le conducteur doit immédiatement prévenir le Service Parc Véhicules et effectuer les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin de déposer plainte au nom de la collectivité (toutefois, une autorisation préalable de dépôt de plainte doit être accordée par l'autorité territoriale).

La responsabilité civile du conducteur peut être engagée si les dommages résultent d'une faute personnelle.

C.3.4 Entretien

L'entretien du Parc véhicules est sous la responsabilité du Service Parc Véhicules. Toutefois, chaque utilisateur doit contribuer quotidiennement à son bon fonctionnement.

<u>Approvisionnement en énergie fossile</u>

Les utilisateurs sont équipés de badges permettant l'accès aux stations privatives de distribution de carburant, situées au Centre Technique Communautaire de Richwiller (ZA MAX – Route de Wittelsheim – 68120 Richwiller) et à Didenheim (119 route de Dornach – 68350 Brunstatt-Didenheim).

Il est impératif de prendre toutes les précautions avant le départ afin d'éviter un approvisionnement extérieur.

A titre exceptionnel, en cas de déplacements à fort kilométrage nécessitant un ravitaillement externe, une carte carburant peut être fournie sur présentation de l'ordre de mission. Sans cette carte, l'agent / l'élu peut se faire rembourser sur justificatifs.

Lors de l'alimentation en carburant, l'utilisateur doit conserver la facturette précisant quantité, valeur, date et lieu d'enlèvement. Celle-ci doit être remise au Service Parc Véhicules, avec l'immatriculation et le kilométrage du véhicule, pour suivi.

Il est obligatoire de renseigner, après chaque plein, les informations kilométriques ou horaires du véhicule dans le carnet de bord.

Approvisionnement en énergie renouvelable

Les véhicules électriques doivent être rechargés sur des bornes ou prises électriques situées à proximité des lieux de stationnement après chaque utilisation. Il est interdit de recharger son véhicule personnel.

Chaque véhicule électrique est équipé de câbles spécifiques qu'il est impératif d'utiliser pour la recharge, que ce soit sur borne ou prise secteur.

Le chef de service devra effectuer un relevé des consommations des véhicules électriques deux fois par an, pour l'ensemble de la flotte sous sa responsabilité au Parc Véhicules.

Pression des pneus et contrôle des niveaux

À chaque prise en charge du véhicule, l'utilisateur doit vérifier : signalisation, pare-brise, pneus, voyants et niveaux si nécessaire. La pression adéquate des pneus est essentielle pour la tenue de route et un freinage optimal.

Des stations de gonflage sont disponibles dans les stations-services de Richwiller et Didenheim. Les mises à niveau d'huile, de liquide de refroidissement ou de liquide de frein sont effectuées lors des entretiens en garage.

Propreté du véhicule

Il est de la responsabilité de chaque conducteur de restituer le véhicule propre, intérieurement comme extérieurement. Un badge est mis à disposition de chaque véhicule pour accéder aux stations de lavage situées sur les sites désignés. Les agents / élus doivent procéder eux-mêmes au nettoyage en cas de salissure due à leur usage et éliminer tout déchet dans l'habitacle. Le véhicule doit être vidé de tous effets personnels après utilisation. Les documents, clés et objets de valeur ne doivent pas être laissés visibles à l'intérieur du véhicule.

Tout sinistre, anomalie ou dysfonctionnement (accident, bruit suspect, témoins allumés, absence de carte grise ou d'assurance, retard de contrôle ou entretien…) doit être signalé au responsable du Service Parc Véhicules dans les 24 heures.

Le véhicule doit être restitué selon les horaires de réservation, avec au minimum la moitié du plein (ou rechargé pour les véhicules électriques).

Il est strictement interdit de fumer, vapoter ou manger dans les véhicules, considérés comme des postes de travail. Les délais de contrôles et d'entretien recommandés par le constructeur doivent être respectés. Aucun logo ou inscription autre que celui de m2A n'est autorisé sur les véhicules, et il est interdit de cacher le logo officiel. Il est également interdit de faire paraître tout signe ostensible d'appartenance religieuse ou politique.

Le Service Parc Véhicules se réserve le droit de retirer le véhicule affecté au service.

C.4 Documents du véhicule

Chaque utilisateur d'un véhicule de service doit vérifier la présence de l'ensemble des documents administratifs suivants :

- une copie du certificat d'immatriculation ;
- selon le type de véhicule, les cartes d'accès aux prestations (carburant, péage, parking, lavage) ;
- un carnet de bord ;
- un constat amiable.

En cas de perte d'un document, l'utilisateur doit immédiatement informer le gestionnaire du pool.

D. Utilisation des véhicules personnels

L'utilisation d'un véhicule personnel par un agent dans le cadre de son activité professionnelle est, par principe, interdite. Des autorisations expresses et exceptionnelles peuvent toutefois être accordées lorsque l'intérêt du service le justifie.

Dans ce cas, l'indemnisation des dommages subis ou causés par le véhicule personnel est expressément exclue. Il appartient donc à l'agent de s'assurer qu'il dispose d'une police d'assurance couvrant, de manière illimitée, sa responsabilité pour tous les dommages pouvant résulter de l'usage de son véhicule à des fins professionnelles.

E. Plan d'action de prévention du risque routier

Le plan de prévention du risque routier mis en œuvre au sein de la collectivité permet notamment de mettre en place une vraie culture de prévention avec des outils tels que des supports de communication mais aussi des sessions de formations théoriques et pratiques sur la sécurité routière.

Les agents et les élus peuvent avoir accès aux supports de communication sur l'intranet :

- Mes infos RH > Ma sécurité au travail > Prévention routière.

En cas d'accident impliquant un véhicule de service, une analyse post-accident sera systématiquement réalisée par un préventeur délégué par l'assurance en collaboration avec le manager direct de l'agent concerné. Cette analyse vise à identifier les circonstances, les facteurs de risque et les mesures correctives à mettre en œuvre pour éviter la répétition d'incidents similaires. Un rapport d'analyse sera établi et pourra donner lieu à des actions de sensibilisation ou de formation complémentaires adaptées aux situations rencontrées.

Pour toute information complémentaire, il convient de se rapprocher du conseiller en prévention du service Médecine et sécurité au travail.

Annexe 1

ATTESTATION DE PRISE DE CONNAISSANCE DU REGLEMENT D'UTILISATION DES VEHICULES

Je déclare avoir pris connaissance du règlement d'utilisation des véhicules,

Nom : Prénom : Service :

Date :
Signature :

Annexe 2

AUTORISATION DE REMISAGE A DOMICILE

Nom et prénom : .....
Grade ou fonction : .....
Service : .....

Est autorisé(e) à remiser le véhicule de service :
De marque : .....
Immatriculé :.....
A l'adresse suivante : .....

- A titre permanent pour l'année .....

Ou

- Pour la période du..../..../..... au ..../..../.....

Cette autorisation est liée aux nécessités de service suivantes :
.....
.....

Fait à..... ,le.....

Le Directeur Général des Services,

Annexe 3

ACCRÉDITATION POUR L'UTILISATION DES VÉHICULES DE SERVICE

Vu le règlement d'utilisation des véhicules en date du .....relatif aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules de fonction, à l'occasion du service :
Nom :
Prénom :
Fonction :

Est autorisé à utiliser, pour les besoins du service, un véhicule de la flotte la collectivité :

Service :

Sauf mission particulière faisant l'objet d'une autorisation expresse, le rayon d'action de ces véhicules ne dépasse pas les limites de m2A.

Il s'engage à respecter scrupuleusement l'ensemble des règles du Code de la route et du règlement d'utilisation des véhicules de service susvisé, et à signaler sans délai toute anomalie constatée sur l'un des véhicules.

Lu et accepte les conditions d'utilisation des véhicules, telles que définies dans le règlement d'usage desdits véhicules :

Signature du bénéficiaire : Signature du chef de service :

Annexe 4

Après tout sinistre, il est impératif, en cas de besoin, d'appliquer les gestes de premiers secours appropriés et, si nécessaire, de contacter le 112 pour alerter les services d'urgence.

PHASES ET DELAIS	ETAPES DE LA PROCEDURE	ACTEURS
PHASE PREPARATOIRE **IMMEDIATEMENT APRES LE SINISTRE**	Prise de rendez-vous **obligatoire** auprès du service Parc Véhicule à **Richwiller** : Tél : 03.89.33.79.30 Le service est disponible du lundi au vendredi de 7h30 à 11h45 et de 13h30 à 16h30.	**CONDUCTEUR**
	Les éléments à **préparer** : - Constat amiable complété - Le cas échéant, copie du dépôt de plainte, photos du sinistre, témoignages ...	**CONDUCTEUR**
PHASE DE DECLARATION **DANS LES 5 JOURS APRES LE SINISTRE** **OU** **DANS LES 2 JOURS EN CAS DE VOL**	Pour le rendez-vous, il faut **obligatoirement** se présenter avec le véhicule sinistré.	**CONDUCTEUR**
	Analyse du sinistre.	**REFERENT**
	Déclaration en ligne, sur le site du préventeur, des circonstances détaillées du sinistre.	**CONDUCTEUR**

POUR LES SINISTRES RESPONSABLES

PHASE DE DEBRIEFING **DANS LES 2 JOURS APRES LA DECLARATION**	Le conducteur est contacté téléphoniquement par un préventeur pour un **débriefing obligatoire**.	**CONDUCTEUR ET PREVENTEUR**
	Après le débriefing, sur la base du compte-rendu adressé par e-mail, le manager (N+1) reçoit le conducteur pour un **bilan de la situation.**	**MANAGER (N+1)**

POUR LES SINISTRES BRIS DE GLACE ET RESPONSABLE

PHASE FINANCIERE **DANS LES 15 JOURS APRES LA DEMANDE**	Le service du conducteur reçoit une demande de **transfert de crédit** : - de 1 050 € pour les sinistres responsables - de 350 € pour les bris de glace	**COMPTABILITE**

M. LE PRÉSIDENT : On continue avec Jean-Luc SCHILDKNECHT, cette fois-ci des véhicules de service avec remisage à domicile.

M. SCHILDKNECHT : Oui, ce soir il vous est demandé d'adopter le règlement d'utilisation des trois types de véhicules mis à disposition de nos agents. Il s'agit des véhicules de service, les véhicules qu'on prend pour exercer une mission à un moment donné ; les véhicules de service avec remisage à domicile en fonction de la situation de l'agent, s'il a des horaires particuliers, s'il a des interventions à faire la nuit ou si les agents travaillent sur différents sites ; et ensuite les véhicules de fonction, notamment pour le DGS et les DGA. Le règlement intérieur précise l'utilisation de ces véhicules, et ce soir, si vous en avez pris connaissance, il vous est demandé de l'approuver. On reste dans la continuité de ce qui existait mais c'est une délibération qu'il faut passer annuellement.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 86 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

42° <u>MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS</u> (2026/173C/4.1.1)

L'article L.313-1 du code général de la fonction publique, précise que « Les emplois de chaque collectivité […] sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Lorsqu'il s'agit d'un emploi mentionné à l'article L.412-5, elle précise en outre la nature de celui-ci et la durée des fonctions. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel territorial. Dans ce dernier cas, elle indique le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé.
Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent. […]. »

Les besoins de la collectivité nécessitent l'ouverture, la fermeture ou la transformation d'emplois permanents et la révision de l'état des emplois comme suit :

- **<u>Suppression de postes</u>**

À compter du 01/07/2026

Les postes détaillés ci-dessous sont supprimés suite à une modification de l'organisation des services concernés :

Poste	Cadre d'emplois	Catégorie	Temps de travail	Description du poste	Temps complet (C) /non complet (N)
4649	Adjoint Technique	C	100	Balayeur	C
4650	Adjoint Technique	C	100	Balayeur	C
3566	Adjoint Technique	C	100	Agent d'accueil	C
3265	Technicien	B	100	Chargé d'études amélioration continue / Lean management	C
3350	Attaché	A	100	Directeur délégué développement intercommunal	C
2146	Ingénieur	A	100	Chef de projet maîtrise d'ouvrage aménagements et plan vélo	C
3844	Attaché	A	100	Responsable événementiel	C
4885	Attaché	A	100	Responsable des grands projets transversaux	C
3582	Adjoint administratif	C	100	Assistante administrative	C
3912	Adjoint administratif	C	100	Assistante administrative	C
2588	Agent de maitrise	C	100	Correspondant de secteur - Europe	C
2534	Attaché	A	100	Responsable accompagnement du mouvement sportif	C
3000	Chef de service	A	100	Chef de service	C
2703	Attaché	A	100	Chef du service Attractivité	C
2536	Adjoint administratif	C	100	Assistante administrative	C
3005	Educateur des activités physiques et sportives	B	100	Maître-nageur sauveteur	C
4698	Opérateur territorial des activités physiques et sportives	C	100	Surveillant de baignade	C
4852	Agent de maîtrise	C	100	Coordinateur technique patrimoine terrestre plein air	C
5059	Ingénieur	A	100	Ingénieur Etudes stratégiques	C
2138	Technicien	B	100	Chef de projet	C
4626	Rédacteur	B	100	Assistant juridique	C

4692	Technicien	B	100	Technicien bureau d'études	C
5072	Adjoint technique	C	100	Hôtesse de caisse	C
1622	Adjoint technique	C	100	Hôtesse d'accueil	C

- **<u>Création de postes :</u>**

À compter du 01/07/2026

Les emplois suivants sont créés suite à une modification de l'organisation des services concernés (les emplois sont ouverts sur tous les grades du cadre d'emplois indiqué) :

Nombre de poste	**Cadre d'emplois**	**Catégorie**	**Temps de travail**	**Description du poste**	**Temps complet (C) /non complet (N)**
1	Ingénieur	A	100	Responsable espaces verts	C
1	Technicien	B	100	Graphiste	C
1	Adjoint technique	C	100	Maître d'internat	C
1	Attaché	A	100	Attaché de presse	C
1	Attaché	A	100	Directeur / Directrice en charge d'un site culturel ou sportif	C
1	Ingénieur en chef	A	100	Chargé de projet	C
1	Adjoint technique	C	100	Soigneur animalier	C

Il est précisé que ces postes pourront être pourvus le cas échéant par des agents contractuels de droit public, si les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté (art. L.332-8-2° CGFP). Dans ce cas, le grade de recrutement et le niveau de rémunération du poste sont fixés par référence au statut particulier du cadre d'emplois auquel il appartient.

- **<u>Transformation de postes</u>**

À compter du 01/07/2026

Les postes énumérés ci-dessous sont supprimés, et les nouveaux postes correspondants sont créés à la même date et ouverts sur tous les grades du cadre d'emplois indiqué, afin de tenir compte de l'évolution des missions et/ou du temps de travail.

Postes supprimés				Postes créés			
Poste	**Cadre d'emplois**	**Catégorie**	**Temps de travail**	**Cadre d'emplois**	**Catégorie**	**Temps de travail**	**Description du poste**
2541	Rédacteur	B	100	Attaché	A	100	Responsable de l'attractivité et de l'événementiel sportif
2373	Adjoint d'animation	C	50	Adjoint d'animation	C	63.17%	Adjoint d'animation à temps non complet
2757	Adjoint technique	C	50.15	Adjoint technique	C	51.06%	Maitresse de maison
2332	Agent de maitrise	C	100	Adjoint technique	C	100	Chauffeur bibliobus et prêt
2470	Adjoint technique	C	100	Adjoint technique	C	51.06	Maîtresse de maison
2783	Attaché	A	100	Collaborateur de Cabinet	A	100	Chef de cabinet
2224	Adjoint administratif	C	100	Rédacteur	B	100	Assistante du Directeur Général Adjoint
4035	Technicien	B	100	Attaché	A	100	Biologiste des populations
2861	Adjoint administratif	C	100	Adjoint technique	C	100	Gestionnaire courrier
2331	Adjoint technique	C	100	Adjoint du patrimoine	C	100	Conducteur / Conseiller Lecture du Bibliobus
3357	Ingénieur	A	100	Ingénieur en chef	A	100	Directeur
2576	Agent de maîtrise	C	100	Adjoint technique	C	100	Agent de maintenance nautique
4491	Adjoint administratif	C	100	Rédacteur	B	100	Gestionnaire comptabilité

Il est précisé que ces postes pourront être pourvus le cas échéant par des agents contractuels de droit public, si les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté (art. L.332-8-2° CGFP). Dans ce cas, le grade de recrutement et le niveau de rémunération du poste sont fixés par référence au statut particulier du cadre d'emplois auquel il appartient.

Le Comité Social Territorial a émis un avis sur l'ensemble des modifications proposées.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications ci-dessus, apportées au tableau des effectifs des emplois permanents,
- approuve la mise à jour du tableau des effectifs au 01/07/2026,
- décide de pourvoir le cas échéant les emplois permanents mis à jour par le recrutement d'agents contractuels de droit public si les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté (art. L.332-8-2° CGFP),
- fixe, le cas échéant, le niveau de rémunération des agents contractuels en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement,
- indique que les crédits correspondants sont bien inscrits au budget primitif de Mulhouse Alsace Agglomération,
- autorise le Président ou son représentant à signer tout acte afférent.

M. LE PRÉSIDENT : Mise à jour des tableaux effectifs, Jean-Luc, c'est un sujet régulier.

M. SCHILDKNECHT : C'est une délibération qui revient à chaque Conseil d'Agglomération. Simplement pour les nouveaux collègues, comprenez bien que quand on parle de fermeture de postes, il ne s'agit pas de suppression de postes, mais dans la plupart des cas d'évolution de postes parce que l'agent change de grade, etc. Il en est le même pour les ouvertures, et donc ce point a été abordé en CST, il n'a pas appelé d'observations de la part de nos représentants syndicaux, et ce soir il vous a demandé d'approuver 24 fermetures de postes, 7 créations et 13 transformations de postes. Voilà, chers collègues, la liste est jointe au projet de délibération.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc. Des questions là-dessus ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

43° <u>SALON DE L'ORIENTATION, DE L'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI : SUBVENTION À LA SAEML PARC DES EXPOSITIONS</u> (2026/130C/7.4)

Le Salon de l'ORientation et de l'Evolution Professionnelle et de l'Emploi est l'un des grands Salons de l'orientation et réorientation professionnelle en Alsace. Il s'appuie sur la présence de nombreux professionnels présentant la réalité de leurs métiers et facilitant l'accompagnement professionnel.

Ce Salon prend la suite de la « Journée des carrières et des formations » née il y a plus de 50 ans pour s'adapter aux besoins exprimés par les visiteurs et de nombreux partenaires.

Il réunit chaque année plus de 10 000 personnes, 300 professionnels de tous secteurs d'activité qui témoignent de leurs métiers et plus de 200 établissements (écoles, universités et organismes de formation publics et privés) qui proposent des cursus post-bac.

Le SOREPE 2026, qui s'est déroulé le 24 janvier dernier, a réuni 14 350 visiteurs témoignant de la place importante de cet évènement dans le Territoire alsacien mais également plus largement du grand Est.

Pour s'adapter aux enjeux d'insertion et de reconversion professionnelle, le SOREPE accueille depuis 2012 un espace dédié réunissant les organismes de conseils et de formations pour accompagner les adultes dans leur insertion ou reconversion professionnelle.

En 2024, une nouvelle dynamique est engagée avec la création d'un Espace Emploi et Recrutement, marquant une évolution majeure dans l'histoire du Salon. Cette nouveauté, voulue par m2A et portée par le Parc des Expositions, vise à favoriser la rencontre directe entre les entreprises et les talents du territoire. Elle répond à un besoin croissant de mise en relation concrète entre recruteurs et demandeurs d'emploi, dans une logique d'insertion, de reconversion et de valorisation des compétences locales.

Cet espace se tient dans le tout nouveau hall du Parc des Expositions, qui permet d'accueillir les exposants et les visiteurs dans des conditions optimales.

Chaque année, ce Salon évolue en proposant des nouveaux espaces et des conférences pour tenir compte des besoins du Territoire et des évolutions régulières du système de formation et d'orientation : Parcours SUP, Espace entreprises pour favoriser l'apprentissage et l'alternance, mise en avant de nouvelles formations (UHA 4.0…), métiers en tension, développement de formations tri ou binationales.
Le SOREPE permet de répondre aux enjeux d'un continuum à 360° entre l'orientation, la formation, l'emploi et la réorientation, en assurant un accompagnement des parcours tout au long de la vie.

Cet évènement important repose sur une démarche partenariale organisée par m2A, avec l'ensemble des partenaires mobilisés : Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Académie de Strasbourg de l'Education nationale, la Région Grand Est, l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie Alsace (UIMM), France Chimie Grand Est, la Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse 68 (MEF 68), France Travail, la Ville de Mulhouse, les Clubs du Sud-Alsace du Rotary International et le Parc des Expositions de Mulhouse.

Au regard de sa mission de service public pour le Territoire, le développement du SOREPE a été confié au Parc des Expositions de Mulhouse dans le cadre du contrat de délégation de service public.

Le Parc des Expositions s'appuie particulièrement sur :

- Sémaphore pour organiser l'animation partenariale, la mobilisation des professionnels et l'organisation de l'espace jeunes et adultes,
- La MEF 68 pour organiser l'espace adultes et l'espace entreprises,
- L'UHA pour la mobilisation des universités du Grand Est,
- Le Rectorat pour la mobilisation des professeurs, CIO et des lycéens,
- Le Rotary Club, créateur des Journées des Carrières et soutient au développement du mécénat,
- France Travail pour la mobilisation des demandeurs d'emploi.

Cet évènement contribue :

- au continuum entre orientation, formation, entreprise et emploi,
- à favoriser la découverte des métiers par des échanges, des ateliers pédagogiques avec des professionnels bénévoles pour une orientation réussie,
- à mettre en avant les métiers en tensions et les formations associées,
- à mettre en avant des formations innovantes : apprentissage par le faire, formations tri-nationales…,
- à développer le lien entre entreprises, apprenants et demandeurs d'emploi.

Il participe également à la visibilité de l'engagement de l'agglomération aux côtés de la Région Grand Est et de l'Etat pour la gestion territorialisée des Ressources Humaines.

Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que maitre d'ouvrage de ce Salon, soutient fortement cette manifestation et assure le pilotage du comité de projet, la communication et le développement aux côtés du Parc des Expositions de Mulhouse.

Le budget global du SOREPE 2026 est de 397 507 € dont :

- Participation UHA : 4 167 €,
- Participation Sémaphore : 9 800 €,
- Vente surfaces et prestations aux exposants : 252 583 €
- Ventes diverses : 3 973 €
- Prise en charge de la location du Parc par m2A : 57 103 €.

Au regard de la mission de service public de ce Salon et des besoins croissants, il est proposé d'attribuer a posteriori 70 000 € (70 000 € en 2025) à la SAEML Parc des Expositions pour la réalisation de cette édition du 24 janvier 2026.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2026.

Chapitre 65 – article 65748 – fonction 61
Service gestionnaire et utilisateur A51
Ligne de crédit n° 29830

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve le versement, en 2026, d'une subvention de 70 000 € à la SAEML Parc Expo,
- autorise le Président ou son représentant à établir et à signer toutes pièces nécessaires.

PJ : (1)

- convention pour le versement d'une subvention à Mulhouse Expo SAEML

CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION
A MULHOUSE EXPO SAEML

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM, représentée par sa Conseillère Communautaire Déléguée Rachel BAECHTEL, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 22 juin 2026 ci-après désignée "m2A",

d'une part

Et

MULHOUSE EXPO SAEML, société anonyme d'économie mixte dont le siège social est au 120 rue Lefebvre à 68100 MULHOUSE, représentée par son Directeur Yann Gaël MENAIS, ci-après désignée "Le Parc Expo",

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Mulhouse Alsace Agglomération a fait du développement des compétences une priorité pour accompagner les besoins de son Territoire en termes d'emplois et accompagner les évolutions métiers.

C'est dans cet esprit que Mulhouse Alsace Agglomération soutient l'organisation du Salon de l'ORientation et de l'Evolution Professionnelle et de l'Emploi (SOREPE), anciennement dénommé Journées des Carrières et des formations.

Il réunit chaque année plus de 13 000 personnes, 300 professionnels de tous secteurs d'activité qui témoignent de leurs métiers et plus de 200 établissements (écoles, universités et organismes de formation publics et privés) qui proposent des cursus post-bac.

Chaque année, ce Salon évolue en proposant des nouveaux espaces et des conférences pour tenir compte des besoins du Territoire et les évolutions régulières du système de formation et d'orientation : Parcours SUP, Espace entreprises pour favoriser l'apprentissage et l'alternance, mise en avant de nouvelles formations (UHA 4.0…), métiers en tension, espaces de découverte ludique (Technistub), développement de formations tri ou binationales.

Le SOREPE permet de répondre aux enjeux d'un continuum à 360° entre l'orientation, la formation, l'emploi et la réorientation, en assurant un accompagnement des parcours tout au long de la vie.

Cet évènement important repose sur une dynamique partenariale organisée par m2A, avec l'ensemble des partenaires mobilisés : Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Académie de Strasbourg de l'Education nationale, la Région Grand Est, l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie Alsace (UIMM), France Chimie Grand Est, la Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace (MEF), la Ville de Mulhouse, les Clubs du Sud-Alsace du Rotary International et le Parc des Expositions de Mulhouse.

Ce salon contribue :

- au continuum entre orientation, formation, entreprise et emploi,
- à favoriser la découverte des métiers par des échanges, des ateliers pédagogiques avec des professionnels bénévoles pour une orientation réussie,
- à mettre en avant les métiers en tensions et les formations associées,
- à mettre en avant des formations innovantes : apprentissage par le faire, formations tri-nationales…,
- à développer le lien entre entreprises, apprenants et demandeurs d'emploi.

Au regard de sa mission de service public pour le Territoire, le développement du SOREP a été confié au Parc des Expositions de Mulhouse dans le cadre du contrat de délégation de service public.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de soutien de m2A au SOREPE délégué.

Article 2 – Engagement de m2A

m2A s'engage à soutenir financièrement le SOREPE qui s'est déroulé le 24 janvier 2026 à Mulhouse à travers le versement d'une subvention de 70 000 euros TTC.

Le budget global du Salon est de 397 507 €.

Cette subvention est affectée pour la totalité à soutenir l'organisation du Salon.

Article 3 – Gouvernance et modalités de travail

m2A prend part aux instances de pilotage du SOREPE aux côtés du Parc Expo conformément au contrat de délégation de service public.

Elle est en tant que financeur membre de droit de ce COPIL dont les missions consistent, en particulier à :

- définir la stratégie du Salon et son plan de développement,
- définir les grands éléments de contenus et sujets majeurs,
- construire les partenariats de chaque édition sur le plan politique et économique,
- suivre la commercialisation,
- développer la communication,
- coordonner la mobilisation des partenaires et leurs contributions.

Article 4 - Modalités de versement

La totalité de la subvention est versée à l'issue du Salon. Un bilan déterminera également le niveau de soutien N+1 de m2A.

Article 5 - Reddition des comptes, présentation des documents financiers

Le Parc Expo s'engage à :

- tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des établissements privés et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les établissements privés subventionnés par des fonds publics,

- aviser m2A de toute modification concernant ses statuts, ses coordonnées (postales, bancaires …),

- transmettre à m2A, dans le délai de 6 mois suivant le versement de la subvention, un compte-rendu financier de l'utilisation de la subvention versée,

- transmettre à m2A le rapport d'activité relatif à la dépense subventionnable,

- transmettre le bilan détaillé et le compte de résultats détaillé qui devront être communiqués à Mulhouse Alsace Agglomération dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale du Parc Expo.

Les modalités de versement et le contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier de m2A et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi m2A se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, m2A pourra suspendre le versement de la subvention.

Article 6 - Transmission d'informations, participation aux réunions de m2A, organisation de visites

Le Parc Expo s'engage, en contrepartie de la subvention accordée par m2A :

- à transmettre toutes les informations concernant l'évolution des missions et projets tant sur le fonds que sur le pilotage,
- à participer aux réunions organisées par m2A.

Article 7 – Communication – Publicité – Promotion du territoire

Le Parc Expo mentionnera sur ses supports de communication le soutien de m2A.

Plus globalement, le Parc Expo s’engage à communiquer et faire connaître auprès de ses partenaires le territoire et mentionner le rôle de m2A.

m2A pourra elle-même communiquer sur le SOREPE dans le cadre de sa communication.

Article 8 - Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est conclue au titre de l’exercice 2026.

Article 9 - Résiliation de la convention

m2A se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect du Parc Expo de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, le Parc Expo n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le Parc Expo d'achever sa mission.

Article 10 - Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 6, 7 et 8, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler. Il en est de même en cas de non réalisation de l'ensemble de l'opération pour laquelle la participation a été obtenue.

Article 11 - Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort de m2A.

Fait à Sausheim, le

En deux exemplaires originaux

Pour Mulhouse Expo SAEML Le Directeur	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère Communautaire Déléguée
Yann Gaël MENAIS	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : Développement économique : Salon de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle, c'est Rachel qui nous en parle.

MME BAECHTEL : Merci, Président. Bonsoir, chers collègues. m2A a fait du développement des compétences, une priorité pour accompagner les besoins de son territoire en termes d'emplois et accompagner les évolutions métiers. C'est dans cet esprit que m2A soutient l'organisation du salon qu'on appelle maintenant le SOREPE, anciennement Journée des carrières et des formations. Cet acronyme, je me permets de le rappeler, c'est le Salon de l'ORientation et de l'Evolution Professionnelle et de l'Emploi. m2A assure le pilotage du comité de ce projet, la communication et le développement aux côtés du Parc des Expositions de Mulhouse. Le dernier SOREPE s'était déroulé le 24 janvier de cette année. Il avait réuni 14 300 visiteurs, avec à peu près 300 professionnels de tous les secteurs d'activité qui témoignent de leur métier, et plus de 200 établissements, que ce soit des écoles, des universités, des organismes de formation publics et privés, qui proposent des cursus post-bac. Je me permets aussi de rappeler que ce salon contribue à favoriser la découverte des métiers par des échanges, des ateliers pédagogiques avec des professionnels bénévoles pour une orientation réussie, à mettre en avant les métiers en tension et les formations associées, à mettre en avant des formations innovantes telles que l'apprentissage par le faire, formations tri-nationales et enfin à développer le lien entre les entreprises et les apprenants. Il vous est donc proposé d'attribuer 70 000 euros à la SAEML Parc des Expositions qui organise conjointement, bien sûr avec différents partenaires, ce salon du SOREPE.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Rachel. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie, et j'en profite aussi pour féliciter le nouveau président de la SEM du Parc Expo, Hugues HARTMANN, qui est là et qui a promis de maintenir la température jusqu'au bout. Pour l'instant, cela se passe bien, Monsieur le Président. Et le directeur qui est peut-être là aussi, je ne sais pas, Yann-Gaël MENAIS, je l'ai vu tout à l'heure. On le verra à la partie conviviale, je pense qu'il sera avec nous. Merci beaucoup. On a fait le vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 75 + 8 procurations.
Ne prennent pas part au vote (10) : Francine AGUDO-PEREZ, Christophe BITSCHENE, Hugues HARTMANN, Frédéric MARQUET, Catherine MATHIEU-BECHT, Roland ONIMUS, Laurent RICHE, Arnaud ROLLIN, Jean-Luc SCHILDKNECHT et Christophe TORANELLI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

44° <u>SALON EURO SUPPLYCHAIN : SUBVENTION À LA SAEML PARC DES EXPOSITIONS</u> (2026/131C/7.4)

Conformément aux dispositions de l'article L.1523-7 du code général des collectivités territoriales : « *Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent accorder aux sociétés d'économie mixte des subventions ou des avances destinées à des programmes d'intérêt général liés à la promotion économique du territoire* ».
Les intercommunalités peuvent ainsi s'investir pour soutenir des actions de développement économique.

Notre territoire, de par son poids industriel et de sa filière logistique, est plus que jamais concerné par les défis liés à la résilience de son économie et entend accompagner ses entreprises. C'est dans cette perspective que Mulhouse Alsace Agglomération a consacré la Supply Chain (gestion de l'ensemble des flux amont-aval, physiques et immatériels, d'une entreprise ou d'une organisation) comme un axe fort de sa stratégie « ADN Business » et a développé avec les entreprises un programme d'accompagnement personnalisé dénommé Blue Industries Sud Alsace.

La Supply Chain est devenue stratégique pour les entreprises qui investissent massivement pour la transformer et la dynamiser :

- Diversification des approvisionnements et identification des fournisseurs locaux pour garantir l'accès aux ressources ; mutualisation des achats pour baisser les prix,
- Relocalisation de productions et enjeux de recréer des compétences en local,
- Automatisation et digitalisation pour mieux maitriser les flux de marchandises et de données,
- Verdissement et développement de la multimodalité pour diminuer l'empreinte carbone,
- Besoins clients : E-commerce, personnalisation des produits.

Ce programme rejoint la stratégie régionale d'accompagnement de cette filière déclinée en 17 actions pour 6 ambitions (consolider et partager les connaissances, sensibiliser aux enjeux de la logistique et de ses métiers, développer les lieux d'échanges, piloter et coordonner les évolutions de la logistique dans les territoires, développer les infrastructures pour répondre aux besoins, accompagner économiquement le verdissement des chaînes logistiques)

Pour pouvoir accompagner les entreprises régionales mais également du bassin tri-national, la SAEML Parc des Expositions de Mulhouse a organisé en juin 2022 la première édition d'un Salon économique dédié à la Supply Chain avec l'ambition d'en faire un évènement important à l'instar du Salon Euro Industries.

La 4ème édition a confirmé l'intérêt des professionnels et du Territoire pour cet évènement en réunissant plus de 1 102 visiteurs du Grand Est, chiffre en constante augmentation (+25% en 2024 et +10% en 2025).

Elle a réuni 100 exposants et partenaires, dont des acteurs internationaux, reflétant l'attractivité transfrontalière du Salon. L'animation a été dense : 3 plénières et 9 ateliers abordant des thématiques prioritaires pour la filière

(transition énergétique, automatisation des entrepôts, logistique du dernier kilomètre, et formation).

Le Salon s'inscrit donc pleinement dans la continuité du Salon Euro Industries et permet de répondre aux enjeux propres à ce secteur. Les Salons Euro Supply Chain et Euro Industries sont en effet les deux grands rendez-vous économiques à rayonnement régional de Mulhouse Alsace Agglomération. Ils génèrent des retombées économiques locales en dynamisant les affaires, en élargissant les réseaux professionnels et en stimulant la croissance des entreprises locales grâce à une meilleure visibilité et commercialisation de leurs offres. Ils participent également à la visibilité de l'agglomération en matière d'industrie et de supply chain. Ils développent son attractivité en accueillant des entreprises hors région Grand Est, notamment allemandes et suisses générant ainsi des retombées en matière de tourisme d'affaires (Ports d'Anvers–Bruges, Consortium International des Voies Navigables et Multimodales, Swissterminal-DP World…).

Le budget global prévisionnel du Salon 2026 est de 221 900 € avec les contributions estimées :

- de Mulhouse Alsace Agglomération : 20 000 € (idem en 2025) et 14 631,36 € TTC au titre de la prise en charge de la location dans le cadre de la DSP (20 955,72 € TTC en 2025),
- des partenariats privés sous la forme de vente de services et prestations 201 600 € (en 2025 : 150 000 €),
- des fonds propres de la SAEML : 300 € au lieu de 56 600 € en 2025 (du fait des très bons résultats de commercialisation des stands).

Le risque financier de l'opération est porté par la SAEML Mulhouse Expo. Le financement de la manifestation repose majoritairement sur la commercialisation d'espaces.

Au regard de l'impact économique du Salon Euro Supply Chain, il est proposé d'attribuer une subvention de 20 000 € à la SAEML Parc des Expositions pour son organisation.

Les crédits nécessaires au versement de la subvention sont inscrits au budget primitif 2026.

Chapitre 65 – Article 65748 – fonction 61
Service gestionnaire et utilisateur A51
Ligne de crédit n°29829

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le versement d'une subvention de 20 000 € à la SAEML Parc Expo pour l'organisation du Salon Euro Supply Chain,
- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

PJ : (1)

- convention

CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A MULHOUSE EXPO SAEML

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, sise 9 Avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM, représentée par son Conseiller Communautaire délégué Nicolas ZIMMERMANN, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération du 22 Juin 2026,

d'une part

Et

MULHOUSE EXPO SAEML, société anonyme d'économie mixte locale dont le siège social est au 120 rue Lefebvre à 68100 MULHOUSE, représentée par son Directeur Yann Gaël MENAIS, ci-après désignée "Le Parc Expo",

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Notre territoire, de par le poids de son industrie et de la filière logistique, entend accompagner les entreprises de ces secteurs pour les aider à relever les défis auxquels elles sont confrontées. C'est dans cette perspective que Mulhouse Alsace Agglomération a consacré la supply chain comme un axe fort de sa stratégie « ADN Business » et a développé avec la SAEML Parc Expo un salon économique dédié à ce sujet.

La supply chain est devenue stratégique pour les entreprises qui investissent massivement pour la transformer et la dynamiser :

- Diversification des approvisionnements et identification des fournisseurs locaux pour garantir l'accès aux ressources ; mutualisation des achats pour baisser les prix,
- Relocalisation de productions et enjeux de recréer des compétences en local,
- Automatisation et digitalisation pour mieux maitriser les flux de marchandises et de données,
- Verdissement des flottes et multimodalités pour diminuer l'empreinte carbone,
- Besoins clients : E-commerce, personnalisation des produits.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de soutien de m2A au Salon Euro Supply Chain organisé par le Parc Expo.

Article 2 – Engagement de m2A

M2A s'engage à soutenir financièrement le Salon Euro Supply Chain qui s'est déroulé le 9 juin 2026 au Parc des expositions de Mulhouse.

Le budget global prévisionnel du Salon 2026 est de 221 900 € avec les contributions estimées :

- de Mulhouse Alsace Agglomération : 20 000 € (idem en 2025)
- des partenariats privés sous la forme de vente de services et prestations 201 600 € (en 2025 : 150 000 €)
- des fonds propres SAEML : 300 € (en 2025 : 56 600 €)

Cette subvention sera affectée pour la totalité à soutenir le développement du salon.

Article 3 – Gouvernance et modalités de travail

m2A prendra part aux instances de pilotage du Salon Euro Supply Chain aux côtés du Parc Expo et de la Région Grand Est.

Elle sera membre de droit de ce COPIL dont les missions consistent à :

- Définir la stratégie du salon et son plan de développement,
- Définir les grands éléments de contenus et sujets majeurs,
- Construire les partenariats de chaque édition sur le plan politique et économique,
- Suivre la commercialisation et en particulier celle des grands comptes,
- Coordonner la mobilisation des partenaires et leurs contributions.

Article 4 - Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée à la demande expresse du Parc Expo en une seule fois. Un bilan déterminera également le niveau de soutien N+1 de m2A.

Les versements seront effectués selon les procédures comptables en vigueur sur le compte bancaire du bénéficiaire.

Article 5 - Reddition des comptes, présentation des documents financiers

Le risque financier de l'opération est porté par la SAEML Mulhouse Expo.

En outre, le Parc Expo s'engage à :

- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des établissements privés et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les établissements privés subventionnés par des fonds publics,
- Aviser m2A de toute modification concernant ses statuts, ses coordonnées (postales, bancaires …),
- Transmettre à m2A, dans le délai de 6 mois suivant le versement de la subvention, un compte-rendu financier de l'utilisation de la subvention versée,
- Transmettre à m2A le rapport d'activité relatif à la dépense subventionnable.
- Transmettre à m2A le bilan détaillé et le compte de résultat détaillé dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale du Parc Expo.

Les modalités de versement et le contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier de m2A et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi m2A se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

Article 6 - Transmission d'informations, participation aux réunions de m2A, organisation de visites

Le Parc Expo s'engage, en contrepartie de la subvention accordée par m2A :

- à transmettre toutes les informations concernant l'évolution des missions et projets tant sur le fonds que sur le pilotage,
- à participer aux réunions organisées par m2A.

Article 7 – Communication – Publicité – Promotion du territoire

Le Parc Expo mentionnera sur ses supports de communication le soutien de m2A.

Plus globalement, le Parc Expo s'engage à communiquer et faire connaître auprès de ses partenaires le territoire et mentionner le rôle de m2A.

m2A pourra elle-même communiquer sur le Salon Euro Supply Chain dans le cadre de sa communication.

Article 8 - Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est conclue au titre de l'année 2026.

Article 9 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

m2A se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect du Parc Expo de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, le Parc Expo n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le Parc Expo d'achever sa mission.

Article 10 - Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 5 et 6, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et solliciter le reversement. Il en est de même en cas de non réalisation de l'ensemble de l'opération pour laquelle la participation a été obtenue.

Article 11 - Compétence juridictionnelle

m2A et le Parc Expo s'engagent à tout mettre en œuvre afin de permettre la réalisation des missions d'intérêt général et actions spécifiques objets de la présente et à se concerter régulièrement.
Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort de m2A.

Fait à Sausheim, le
En deux exemplaires originaux

Pour Mulhouse Expo SAEML Le directeur	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Conseiller Communautaire délégué
Yann Gaël MENAIS	Nicolas ZIMMERMANN

M. LE PRÉSIDENT : On continue avec le Parc des Expos, il s'agit du salon Euro Supplychain, Nicolas ZIMMERMANN.

M. ZIMMERMANN : Merci Monsieur le Président. La délibération qui vous est soumise aujourd'hui concerne le soutien de m2A à l'organisation du salon Euro SupplyChain 2026 porté par le Parc Expo. Pour rappel, ce qu'est Supplychain, derrière ce terme se trouve l'ensemble des flux qui permettent à une entreprise de fonctionner, notamment l'approvisionnement en matières premières, la production, le stockage, le transport ou la gestion de données, la livraison des produits ou services aux clients. Supplychain constitue aujourd'hui le système circulatoire de notre économie. Elle est devenue un enjeu majeur de compétitivité, de notre souveraineté économique et de la transition écologique. C'est pourquoi m2A a fait de supplychain un axe fort de sa stratégie économique, et c'est dans cette dynamique que le Parc des Expos et la m2A ont créé, en 2022, ce salon Supplychain avec l'ambition d'en faire un rendez-vous économique de référence pour les professionnels de la logistique, de l'industrie et du transport. Aujourd'hui, Euro Supplychain est l'un des grands rendez-vous économiques de notre agglomération. Il contribue donc à renforcer le rayonnement de Mulhouse Alsace Agglomération, il favorise les échanges entre professionnels, il soutient le développement des entreprises locales et il participe à l'attractivité de notre territoire auprès des acteurs économiques régionaux, nationaux et même transfrontaliers. Le budget prévisionnel de l'édition 2026 s'élève à 221 000 euros et au vu des retombées économiques générées, de la visibilité apportée à notre territoire et de la cohérence de cet événement dans notre stratégie de développement économique, il vous est proposé d'attribuer une subvention de 20 000 euros à la SAEML Parc des Expositions pour l'organisation du salon Euro Supplychain 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Nicolas. Des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 75 + 8 procurations.
Ne prennent pas part au vote (10) : Francine AGUDO-PEREZ, Christophe BITSCHENE, Hugues HARTMANN, Frédéric MARQUET, Catherine MATHIEU-BECHT, Roland ONIMUS, Laurent RICHE, Arnaud ROLLIN, Jean-Luc SCHILDKNECHT et Christophe TORANELLI.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

45° <u>ASSOCIATION SÉMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2026 – VERSEMENT DU SOLDE</u> (2026/125C/7.5.6)

L'emploi, l'orientation et la formation constituent une préoccupation majeure de l'ensemble de nos concitoyens tout au long de la vie, et de notre collectivité.

Le service public de l'emploi et le service public de l'orientation s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, m2A mène une action globale pour faciliter l'accès à l'emploi et notamment pour les plus défavorisés.

Cet engagement fort de m2A se traduit par un soutien financier régulier aux acteurs communautaires compétents en la matière, parmi lesquels figure l'association Sémaphore Mulhouse Sud Alsace.

Sémaphore a pour missions l'accès à l'autonomie par l'emploi en accompagnant les publics jeunes et adultes dans leurs démarches d'insertion socio-professionnelle, par l'information des publics jeunes sur des thématiques variées et par l'inclusion numérique, en favorisant l'accès et l'initiation à l'utilisation des outils multimédia et numériques pour tous.

Pour ce faire, l'association met en œuvre :

- une mission locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes dont objectif est la construction de parcours professionnels,
- l'accès à la formation ou à l'emploi à travers la mobilisation d'outils et de dispositifs d'insertion sociale et professionnelle : en 2025 ce sont 3 988 jeunes dont 1 827 en 1er accueil, qui ont été accompagnés générant 1 945 emplois, 105 contrats en alternance et 430 formations. 727 jeunes ont intégré en 2025 le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ), qui est un dispositif d'accompagnement renforcé destiné aux jeunes de 16 à 25 ans éloignés de l'emploi ou de la formation.

Sémaphore met également en œuvre le Conseil en Evolution Professionnelle pour les jeunes et fait partie du Service Public Régional de l'Orientation.

Le service d'accueil et d'accompagnement des adultes en difficulté d'insertion a accompagné 480 adultes en 2025, dont 238 hommes et 242 femmes.

Le centre d'information jeunesse, renseigne, informe le public ou monte des actions spécifiques sur des domaines très variés (métiers, formation, orientation, santé, logement, mobilité, loisirs, accès aux droits, engagement citoyen...).

C'est dans ce cadre que Sémaphore a en charge la maîtrise d'œuvre de l'organisation du salon de l'orientation et en évolution professionnelle (14 300 visiteurs le 24 janvier 2026) et en assure la coordination dans un cadre partenarial pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération. Sémaphore organise l'animation partenariale, s'occupe de la mobilisation des professionnels et de l'organisation de l'espace jeunes et adultes.

L’espace numérique, dont l’objet est de favoriser l’accès et l’initiation du grand public aux technologies de l’information et de la communication, mais également aux techniques de recherches d’emploi via internet a vu 7 654 passages qui concernent 3 955 usagers, 181 initiations individuelles, 942 bénéficiaires des ateliers collectifs et animations internes et 2 305 personnes touchées par les actions collectives extérieures. C’est aussi un lieu d’échanges et d’apprentissages, dont l’objectif est d’accrocher le public en difficulté d’insertion à un projet professionnel par le biais du numérique.

Enfin, en parallèle, Sémaphore déploie sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération deux dispositifs régionaux qui font l’objet d’une délibération spécifique :

- la Boussole des Jeunes de l’agglomération mulhousienne, outil numérique d’information des jeunes développé par le ministère de la Jeunesse,

- la Plateforme LOJ’TOIT, visant à favoriser l’accès des jeunes au logement, notamment dans le cadre de mobilité estudiantine ou professionnelle.

Le budget prévisionnel 2026 de Sémaphore s’élève à 4 368 058 € dont :

Subventions :

- Etat : 2 233 067 €

- Région Grand Est : 196 960 €

- CEA : 189 551 €

- FSE : 273 506 €

- Autres collectivités : 576 423 € (dont Mulhouse Alsace Agglomération à hauteur de 554 089 € ainsi que des contributions volontaires pour 22 334 €)

- Organismes sociaux : 37 267 €

Au titre de l’exercice 2026, il est proposé d’allouer à l’Association Sémaphore Mulhouse Sud-Alsace une subvention de 554 089 €, identique à celle de l’année dernière, ainsi que la poursuite du bénéfice de l’occupation à titre gracieux des locaux 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse.

Sur cette somme, 15 000 € sont affectés spécifiquement à l’organisation du salon de l’orientation et de l’évolution professionnelle.

Une avance de 277 044,50 € a été versée par décision du Conseil d’Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer un montant de 277 044,50 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2026
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Service gestionnaire et utilisateur A5411
Ligne de crédit n° 1434

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution du solde proposé et autorise son versement pour un total de 277 044,50 € à l'association Sémaphore Mulhouse Sud Alsace,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions et toute pièce nécessaire à leurs exécutions.

PJ : (1)

- convention 2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Conseillère Communautaire Déléguée, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association SEMAPHORE comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Le rôle de SEMAPHORE est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi et de l'orientation, en particulier en faveur des jeunes. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de SEMAPHORE sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans le cadre d'une démarche concertée.

Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE.

Article 1 – Missions et engagements de SEMAPHORE

SEMAPHORE est une plateforme de services qui intervient sur le territoire de la région mulhousienne. Elle porte différents dispositifs consacrés à l'information, l'orientation, l'emploi et la formation des jeunes et des adultes.

Pour structurer son intervention, elle anime différents « espaces » qui sont autant de modalités d'intervention en direction des publics :

- L'Espace Information Jeunesse informe les jeunes dans tous les domaines (loisirs, mobilité internationale, engagement citoyen…) en utilisant tous les supports d'informations actuels.

- L'Espace Emploi accompagne les jeunes et les adultes en difficultés d'insertion vers l'emploi et la qualification. Les conseillers en insertion sociale et professionnelle mobilisent les publics dans la construction de parcours professionnels. Elle met à disposition les offres d'emplois diffusées par Pôle Emploi et assure un service de conseil et de mise en relation avec les entreprises.

- L'Espace Multimédia Pour Tous, a pour objet de favoriser l'accès et l'initiation du grand public aux TIC, d'être un lieu d'échange et d'apprentissage mais permet aussi l'accès aux techniques de recherche d'emploi par internet.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Pour permettre à SEMAPHORE de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2026, une subvention de 554 089 € est attribuée à SEMAPHORE. Une avance de 277 044,50 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer un montant de 277 044,50 €.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la règlementation en vigueur, SEMAPHORE sera soumise au contrôle de m2A. SEMAPHORE lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 – Aides en nature

Les engagements de m2A se traduisent également par la mise à disposition gratuite de locaux, situés 7 rue du Moulin à Mulhouse.
SEMAPHORE, conformément à la réglementation en vigueur, s'engage à communiquer à l'administration fiscale le montant de la valorisation des aides en nature apportées.

Article 4 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de SEMAPHORE par m2A

SEMAPHORE établira un compte rendu annuel de ses activités.

Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Conformément à la réglementation en vigueur, SEMAPHORE sera soumise au contrôle de m2A. SEMAPHORE lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 5 – Communication de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 6 – Assurances

m2A assurera les locaux au titre de sa qualité de copropriétaire des immeubles situés 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse.

SEMAPHORE prendra en charge les assurances liées à ses obligations de locataire ainsi que :

- la responsabilité civile de son personnel et des visiteurs,
- les risques d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition,
- le mobilier, le matériel et ses biens propres.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 8 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 11 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.
Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.
L'association SEMAPHORE s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :
- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association SEMAPHORE informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 12 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Sausheim, le

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère Communautaire Déléguée
Josiane MEHLEN	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : On va passer à l'emploi avec quelques attributions de subventions, notamment à SÉMAPHORE. Kelly PARTOUCHE.

MME PARTOUCHE : Merci Président, bonsoir à tous, je vais essayer d'être brève. SÉMAPHORE a pour mission l'accès à l'autonomie par l'emploi en accompagnant les publics jeunes et adultes dans leur démarche d'insertion socio-professionnelle, par l'information des publics jeunes sur des thématiques variées et par l'inclusion numérique, en favorisant l'accès et l'initiative à l'utilisation des outils multimédia et numériques pour tous. Au titre de l'exercice 2026, il est proposé d'allouer à l'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace une subvention de 554 089 euros, identique à celle de l'année dernière, ainsi que la poursuite du bénéfice de l'occupation à titre gracieux des locaux 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse. Sur cette somme, 15 000 euros sont affectés spécifiquement à l'organisation du Salon de l'Orientation et de l'Évolution Professionnelle dont a parlé tout à l'heure Rachel. Une avance de 277 044 a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025. Il reste donc à payer un montant de 277 044,50 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Kelly. Des prises de parole ? Il y en a qui ne prennent pas part au vote. Tout à l'heure aussi, ceux qui sont au Parc Expo ne prennent pas part au vote. Et donc, pour ce vote-là, pour les autres : des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 84 + 9 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Josiane MEHLEN.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Oui, Josiane.

MME MEHLEN : Juste dire merci à l'Agglomération parce que le soutien est important pour SÉMAPHORE, l'insertion est quand même un sujet très important et sachant que les autres subventions risquent encore pour certaines de disparaître jusqu'à 80%, elles ne seront allouées que d'ici la fin de l'année, on travaille sans moyens, et s'il n'y avait pas l'Agglomération, on aurait vraiment de gros problèmes. Donc merci à tous les collègues pour ce vote.

M. LE PRÉSIDENT : Oui, c'est une vraie question. On ne peut pas non plus rester le seul financeur parce qu'on ne pourra pas porter toute la charge. C'est vraiment une question de fond qu'on devra aborder les uns les autres.

46° <u>ASSOCIATION SÉMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2026 POUR LES DISPOSITIFS BOUSSOLE DES JEUNES ET LOJ'TOIT – VERSEMENT DU SOLDE</u> (2026/126C/7.5.6)

Sémaphore Mulhouse Sud Alsace porte deux dispositifs visant à lever les freins à l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes :

- la **Boussole des jeunes** qui vise à favoriser la mise en relation entre les jeunes et les structures du territoire déployant pour eux des offres de services sur les thématiques de l'emploi/formation et du logement, et qui vise également à réduire le non recours aux services existants,

- la plateforme **LOJ'Toît** dont la vocation est d'informer et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'accès au logement dans le cadre de mobilité liée à la formation (stage, apprentissage...) ou à l'emploi.

1. La Boussole des jeunes est un outil numérique développé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse, à l'attention des jeunes de 15 à 30 ans et accessible depuis tout objet connecté. Il recense de manière thématique, les offres de services d'un territoire.

Sémaphore est animateur de cet outil sur le Haut-Rhin et a développé les thématiques emploi, formation, logement, santé/bien-être et mobilité internationale. Les jeunes y trouvent donc les structures qui peuvent répondre à leur besoin dans ces domaines et être recontactés.
Cet outil permet d'aller vers tous les jeunes, et plus particulièrement ceux qui sont éloignés géographiquement des offres de services, mais également vers ceux qu'on appelle "invisibles" et qui n'ont pas recours aux offres disponibles par méconnaissance. Outre le service rendu aux jeunes, c'est un outil pertinent en matière de mobilisation et de connaissance du réseau partenarial. En effet, les structures membres de la Boussole ont accès au Back Office et donc à l'intégralité des offres des partenaires. Cela permet une meilleure connaissance des partenaires du territoire et de leurs offres de services, et une meilleure synergie et cohérence des actions d'orientation ou réorientation du public.

Les cofinanceurs actuels sont l'Etat, le FSE, la CAF et l'ANCT.

En 2025 ont été enregistrées : 1 722 recherches, 480 demandes déposées et 993 jeunes ont été rencontrés lors de 47 événements sur le terrain.

La boussole des jeunes compte 99 partenaires.

2. La plateforme LOJ'Toît est une plateforme qui vise à favoriser les mobilités des jeunes liées à la formation et à l'accès à l'emploi, en les soutenant dans leurs démarches d'accès au logement, qui reste trop souvent un frein à ces mobilités.
La plateforme fait partie d'un réseau développé dans la Région Grand Est visant à faciliter l'accès au logement des jeunes en mobilité sur le territoire régional.

La cible est constituée plus particulièrement des jeunes étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, alternants, qui sont en recherche de logements pour des durées plus ou moins longues selon leur situation (nécessité d'avoir deux

logements pour des apprentis lorsque les lieux de formation et d'emploi sont à distance, étudiants dans le cadre de stage de durées variables, opportunités de formation dans d'autres villes ou région…). Les jeunes accédant à un premier emploi sont aussi visés par cette action.

Les objectifs de l'action sont les suivants :

- rencontrer les jeunes individuellement ou collectivement afin de collecter leurs besoins, de les informer, notamment sur les possibilités de logement, l'accès aux droits, les devoirs, le budget, le bail, l'état des lieux, visite d'Eco Logis, sensibilisation aux maîtrises d'énergie...,

- les accompagner individuellement dans la recherche d'un logement, dans les démarches liées à l'accès aux droits...,

- mettre en œuvre des solutions alternatives de logement : logement intergénérationnel, colocations, mobilisations de solutions de logements vacants (maisons de retraite, internats...).

En 2025, 227 jeunes ont été accompagnés lors de 129 rendez-vous en présentiel et 67 projets ont été concrétisés (18 baux signés dans le parc social, 43 dans le parc privé, 6 relogements d'urgence, 0 logements en Foyers de Jeunes Travailleurs ou résidence sociale, 1 logement en CROUS)

475 jeunes ont participé à des ateliers collectifs dans le cadre de la plateforme LOJ'Toît et 296 jeunes ont participé à une information collective sur le logement (différents types de logements, aides existantes, dispositif LOJ'Toît, différents bailleurs sur la M2A …),

Une subvention de 20 000 € sera versée à l'association Sémaphore répartie en parts égales entre les deux dispositifs : 10 000 € pour La Boussole des Jeunes et 10 000 € pour la plateforme LOJ'Toît.
Une avance de 10 000 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer 10 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2026.
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Service gestionnaire et utilisateur A5411
Ligne de crédit n° 26207

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'attribution du solde proposé et autorise son versement pour un total de 10 000 € à l'association Sémaphore,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions et toute pièce nécessaire à leurs exécutions.

PJ : (1)
- convention 2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Conseillère Communautaire Déléguée Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association SEMAPHORE comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Sémaphore MSA fait l'objet d'une convention avec m2A à hauteur de 554 089 € pour ses missions en faveur de l'emploi et contre le chômage en 2026.

En complément de ses missions courantes, Sémaphore MSA pilote deux actions spécifiques visant à lever les freins à l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes en agissant en particulier sur les leviers « logement » et « mobilité ».
Il s'agit de la Boussole des jeunes et de la plateforme LOJ'Toît.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE sur ces deux actions.

Article 1 – Objectifs des deux actions

La Boussole des jeunes vise à favoriser la mise en relation entre les jeunes et les structures du territoire déployant pour eux des offres de services sur les

thématiques de l'emploi/formation, du logement, de la santé et du bien-être et de la mobilité internationale et transfrontalière.

La Plateforme LOJ'Toît dont la vocation est d'informer et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'accès au logement dans le cadre de mobilité liée à la formation (stage, apprentissage...) ou à l'emploi.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Pour permettre à SEMAPHORE de continuer à développer ces deux actions, m2A lui octroie une subvention de 20 000,00 €.

Une avance de 10 000,00 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer un montant de 10 000,00 €.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Article 3 – Aides en nature

Les engagements de m2A se traduisent également par la mise à disposition gratuite de locaux, situés 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse.

SEMAPHORE, conformément à la réglementation en vigueur, s'engage à communiquer à l'administration fiscale le montant de la valorisation des aides en nature apportées.

Article 4 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de SEMAPHORE par m2A

SEMAPHORE établira un bilan de ces deux projets qui sera adressé à m2A.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 5 – Communication de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 6 – Assurances

m2A assurera les locaux au titre de sa qualité de copropriétaire des immeubles situés 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse.

SEMAPHORE prendra en charge les assurances liées à ses obligations de locataire ainsi que :

- la responsabilité civile de son personnel et des visiteurs,
- les risques d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition,
- le mobilier, le matériel et ses biens propres.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 8 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après

examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 11 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.
Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association SEMAPHORE s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association SEMAPHORE informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 12 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Sausheim, le

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère Communautaire Déléguée
Josiane MEHLEN	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : On continue toujours pour SEMAPHORE. Là, il s'agit d'un dispositif « Boussole des jeunes » et « Loj'toît ». Kelly.

MME PARTOUCHE : La « Boussole des jeunes » est un outil numérique de mise en relation avec les services du territoire et « Loj'toît », plateforme d'accompagnement à l'accès au logement. Ces actions visent à lever les freins à l'insertion, notamment pour les jeunes en mobilité ou éloignés des dispositifs. Il est proposé d'attribuer pour ces deux dispositifs un total de 20 000 euros répartis à parts égales entre les deux, donc 10 000 pour la « Boussole des jeunes » et 10 000 pour « Loj'toît ». Une avance de 10 000 euros a été versée à SEMAPHORE par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre, le solde restant à verser au titre de l'exercice 2026 s'élève donc à 10 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Kelly. Des questions là-dessus ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 84 + 9 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Josiane MEHLEN.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

47° <u>ASSOCIATION RÉAGIR : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2026 – VERSEMENT DU SOLDE</u> (2026/124C/7.5.6)

L'emploi, l'orientation et la formation tout au long de la vie constituent une préoccupation majeure de l'ensemble de nos concitoyens et de notre collectivité.

Le service public de l'emploi et le service public de l'orientation s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, m2A mène une action globale pour faciliter l'accès à l'emploi, y compris pour les plus défavorisés.

Cet engagement fort de m2A se traduit par un soutien financier régulier aux acteurs communautaires compétents en la matière parmi lesquels figure l'association RÉAGIR.

Avec l'association RÉAGIR, l'agglomération mulhousienne dispose d'un opérateur qui intervient avec la double finalité :

- de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et des personnes en difficulté, notamment celles dont la situation sociale constitue un frein à l'embauche,

- de la recherche et la mise en œuvre des moyens qui permettent à ces personnes d'être accompagnées dans toutes les démarches qui concernent l'orientation et la formation, la recherche et le démarrage d'un emploi, l'adaptation au poste de travail.

Implantée sur le ban d'Illzach, l'association RÉAGIR intervient sur un périmètre couvrant plus particulièrement l'Est de notre agglomération. Elle a créé cinq permanences d'accueil dans les communes d'Illzach, Rixheim, Habsheim, Ottmarsheim et Wittenheim pour les bénéficiaires Plan Local d'Insertion et d'Emploi (PLIE) et Revenu de Solidarité Active (RSA).

Elle comporte deux entités distinctes :

- RÉAGIR EMPLOI FORMATION,
- RÉAGIR ENVIRONNEMENT conventionné chantier d'insertion dans le secteur de l'environnement.

L'entité RÉAGIR EMPLOI FORMATION gère deux unités adaptées à la typologie des personnes en difficulté :
- un pôle « jeunes » destiné aux 16 à 25 ans,
- un pôle « adultes », à partir de 26 ans.

Ce sont au total 2454 personnes qui ont été accueillies en 2025.

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2026 de l'Association RÉAGIR – Pôle Emploi et Formation s'élève à 968 214 €, dont :

- m2A : 328 058 €
- Etat : 180 532 €
- Collectivité Européenne d'Alsace : 191 402 €
- FSE : 197 000 €
- Région Grand Est : 0 €

Au titre de l'exercice 2026, il est proposé d'allouer à RÉAGIR une subvention d'un montant de 328 058 €, identique à celle de l'année dernière.

Une avance de 164 029 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer un montant de 164 029 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitifs 2026
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Service gestionnaire et utilisateur A5411
Ligne de crédit n° 13642

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'attribution du solde proposé et autorise son versement pour un total de 164 029 € à l'association RÉAGIR,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions et toute pièce nécessaire à leurs exécutions.

PJ : (1)
- Convention 2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Kelly PARTOUCHE, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association REAGIR, représentée par son Président, Monsieur Francis BAEUMLIN, désignée sous le terme « REAGIR »,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association REAGIR comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi.

Le rôle de REAGIR est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de REAGIR sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et REAGIR.

Article 1 – Missions et engagements de REAGIR

Les missions de REAGIR sont d'accueillir, informer, orienter, accompagner et intégrer sur le plan social et professionnel, les personnes qui déclarent être à la recherche d'une situation professionnelle.

REAGIR recherche et met en œuvre les moyens qui permettent aux usagers de les accompagner dans toutes les démarches qui concernent l'orientation, la formation, la recherche, l'adaptation et le démarrage d'un emploi.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Pour permettre à REAGIR de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2026, une subvention de 328 058 € est attribuée à REAGIR par m2A. Une avance de 164 029 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer un montant de 164 029 €.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Article 3 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de REAGIR par m2A

REAGIR établira un compte rendu annuel de ses activités et adressera à m2A, dans le mois suivant la clôture des comptes et leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

REAGIR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Communication de REAGIR

REAGIR indiquera dans les présentations et documents à destination du public, que ce soit sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 6 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 9 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L’association REAGIR s’engage à respecter le contrat d’engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L’association REAGIR informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d’engagement républicain. Elle veille à ce qu’ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d’un manquement commis par l’une ou l’autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 10 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d’ester en justice, à tenter de résoudre à l’amiable tout différend résultant de l’interprétation, de l’exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Sausheim, le

Pour l’Association REAGIR Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Francis BAEUMLIN	Kelly PARTOUCHE

M. LE PRÉSIDENT : Pour l'association RÉAGIR, c'est l'attribution de la subvention, là c'est Rachel qui nous en parle.

MME BAECHTEL : Merci Président. À l'instar de SÉMAPHORE, RÉAGIR est aussi une association que m2A soutient, et c'est un acteur de proximité intervenant en faveur de l'insertion professionnelle des publics en difficulté. L'association accompagne les jeunes et les adultes dans leur parcours vers l'emploi, notamment via des permanences territoriales et des dispositifs adaptés. Je rappelle que RÉAGIR intervient sur les communes d'Illzach, Rixheim, Habsheim, Ottmarsheim et Wittenheim pour les bénéficiaires du PLIE, c'est le Plan Local d'Insertion et d'Emploi, et le RSA. Elle comporte deux entités, on a RÉAGIR Emploi-Formation et RÉAGIR Environnement qui est conventionné en chantier d'insertion dans le secteur de l'environnement. Pour 2026, il avait donc été proposé de reconduire la subvention à hauteur de 328 058 euros. Le 8 décembre dernier, nous avions voté une avance de 164 029 euros, et donc il vous est proposé de verser le solde qui est du même montant, à savoir 164 029 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

48° <u>ASSOCIATION LA MEF68 : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2026 – VERSEMENT DU SOLDE</u> (2026/128C/7.5.6)

La politique de l'emploi est de la compétence de l'État, mais l'apport des territoires, des élus locaux, de leurs initiatives, ainsi que leur proximité et leur connaissance du tissu économique sont indispensables à la réussite de cette politique.

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) est l'instance de gouvernance territoriale du service public de l'emploi à l'échelle du bassin d'emploi de Mulhouse. Il a vocation à fixer des priorités partagées en matière d'emploi et de formation, à coordonner l'action des acteurs et à assurer un suivi des résultats obtenus sur le territoire. Le CLE, dans le cadre de la loi Plein Emploi s'appuie sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, Mulhouse Alsace Agglomération a souhaité confier la mise en œuvre de son plan d'actions en faveur de l'emploi à la MEF68.

La MEF68 est chargée de veiller à la cohérence des interventions locales et de les coordonner afin de mettre en application les politiques publiques et privées (offres de formation des opérateurs de compétences) de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'appui aux entreprises.

Eu égard aux obligations légales faites par l'État aux Maisons de l'Emploi et de la Formation, la MEF68 s'implique notamment dans le développement de l'anticipation des mutations économiques (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales et appui RH de premier niveau aux entreprises) et dans la promotion et la facilitation des clauses sociales.

Elle porte également la FAPUS, Fabrique à Projets d'Utilité Sociale et le pôle territorial de l'ESS.

Les actions et thématiques qui structurent cette mission ne sont pas exhaustives et restent actualisables en cours d'année, après concertation entre m2A et la MEF68.

La MEF68 gère également en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE+ et FTJ) dont notamment ceux du PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi), qui permettent d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

Depuis octobre 2024, la MEF68 a étendu son périmètre d'intervention à tout le Haut-Rhin, se mettant ainsi en conformité avec ses actions.

Elle gère aussi depuis cette date, via une convention de partenariat, la gestion stratégique, RH, prospective, administrative et financière du Technopole de Mulhouse.

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2026 de la MEF68 s'élève à 2 911 764 € (dont 1 300 000 € de FSE redistribué aux opérateurs du territoire de m2A) :

- Etat : 166 529 €
- Fonds Européens : 2 182 852,55 €
- Collectivités locales : 435 269 € (m2A 232 417 €, m2A NPNRU 50 000 €, m2A Politique de la ville 8 000 €, m2A Habitat 9 000 €, Région Grand Est 42 500 €, CEA 35 000 €, Ensisheim 11 352 €, Communauté de Communes du Sundgau 2 000 €, Saint-Louis Agglomération 15 000 €, Communauté de Communes de Thann-Cernay 5 000 €, Communauté de Communes Vallée de la Doller et Soultzbach 2 500 €, Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin 2 500 €, Colmar Agglomération 15 000 €, Colmar Habitat 5 000 €)
- Cofinancements privés : 72 000 €
- Autres produits : 33 000 €

Au titre de l'exercice 2026, il est proposé d'allouer à la MEF68 une subvention d'un montant de 232 417 €, identique à celle de l'année dernière.

Une avance de 116 208,50 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer un montant de 116 208,50 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2026
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Service gestionnaire et utilisateur A5411
Ligne de crédit n° 1201

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution du solde proposé et autorise son versement pour un total de 116 208,50 € à la MEF68,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions et toute pièce nécessaire à leurs exécutions.

PJ : (1)

- convention 2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Conseillère Communautaire Déléguée, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

La Maison de l'Emploi et de la Formation (dite MEF68) qui gère le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de la Région Mulhousienne (PLIE), ayant son siège à la maison du territoire 9 Avenue Konrad Adenauer SAUSHEIM, représentée par son Président, Monsieur Laurent RICHE, habilité par une délibération du conseil d'administration.

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association MEF68 comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi.

Le rôle de la MEF68 est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de la MEF68 sont convergents, il a été convenu entre eux de développer conjointement un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et la MEF68.

Article 1 – Missions et engagements de MEF68

Selon la loi du 13 Février 2008 (article L 5313-1 du Code du travail), la MEF68 anime et coordonne les politiques des acteurs publics et privés de l'emploi, de l'insertion, de la formation et du développement économique.

Sa démarche s'articule avec les caractéristiques et les perspectives du développement économique et social territorial.

L'action de la MEF68 se structure autour de 4 axes d'intervention :

1) Anticiper les mutations économiques et développer une stratégie locale partagée en animant une démarche de gestion territoriale des emplois et des compétences

Dans le cadre de la démarche TransverS'AL de Gestion Territoriale des Ressources Humaines (GTRH), la MEF68 se fixe pour objectif d'anticiper les mutations économiques mais également de répondre aux problématiques actuelles de recrutement et de recherche de compétences des entreprises.

Il s'agit ainsi de :

- ✓ Valoriser les compétences des actifs au travers des besoins du territoire en emplois porteurs, donc durables. Plusieurs outils y concourent :
  - Le site internet qui détaille toutes les transitions « monmetierdedemain.com » (avec une entrée par compétences ou par métier ainsi que la découverte des métiers porteurs)
  - Des outils pour les professionnels et les chefs d'entreprises et la création d'une plateforme RH en partenariat avec l'UIMM et le CFAI Alsace.

- ✓ Favoriser les mobilités professionnelles des actifs de l'agglomération :
  - Promotion des nouvelles formes d'emploi, d'organisation du travail et de l'activité : l'objectif est ici d'assurer une meilleure flexibilité pour l'entreprise, de sécuriser les parcours professionnels des salariés et de fidéliser des entreprises sur le territoire (Coopératives d'activité et d'emploi, groupement d'employeurs GEbosse, …).
  - Mise en œuvre de détachements interentreprises.
  - Actions de communication auprès des salariés pour promouvoir la formation tout au long de la vie.
  - Développement de projets avec l'Allemagne pour favoriser les mobilités transfrontalières.

Sont parties prenantes de cette démarche globale, l'Etat, les acteurs institutionnels, les collectivités, les organisations professionnelles et les branches, les partenaires sociaux, les acteurs économiques et les opérateurs de la formation auprès des actifs.

2) Contribuer au développement local en assurant la gestion de la clause de promotion de l'insertion et de l'emploi figurant dans le Code de la commande publique

- Accompagnement, au travers des facilitateurs, des donneurs d'ordre publics et privés et des entreprises.
- Lien avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion, grâce aux outils d'ingénierie et de suivi ainsi que de communication à destination des professionnels et du public dont elle s'est dotée.
- Appui particulier sur les QPV et dans le cadre du NPNRU.

3) S'engager dans l'innovation sociale et l'ESS (Economie Sociale et Solidaire)

Engagée dans ce domaine, force de proposition pour améliorer la sensibilité du territoire à l'ESS, la MEF68 organise un évènement autour de l'ESS en y associant l'ensemble des structures et entreprises de l'ESS, l'appel à projet Courts Circuits, événement qui favorise au travers de dispositifs innovants, les initiatives locales en matière d'innovation sociale.

4) Réduire les freins culturels et sociaux à l'accès à l'emploi au travers du PLIE

La MEF68 gère, en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE+), dont notamment le PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi) qui permet d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

La MEF68 porte le PLIE de la Région mulhousienne depuis 1993. La gestion et redistribution du FSE permettent la réalisation d'actions spécifiques de retour à l'emploi :

- L'auto-école sociale « Mobilité pour l'emploi » permet aux plus fragiles d'accéder à la mobilité.
- Financement d'actions de formations spécifiques non couvertes par le droit commun.
- Accompagnement de publics en difficulté à travers 26 référents de parcours.

5) Informer et orienter au travers de la Cité des Métiers de la Région mulhousienne

Une convention transfrontalière quadripartite, m2A, Agentur fur Arbeit de Freiburg et de Lörrach, Saint-Louis agglo et MEF68, permet de travailler sur les enjeux de l'emploi transfrontalier en Sud Alsace. La MEF68 fait vivre cette convention transfrontalière au travers d'évènements tel que le salon d'informations Warum Nicht ou la permanence d'information mensuelle Monats Treff.

Article 2 – Montant de la subvention et modalités de versement

Pour permettre à la MEF68 de remplir les obligations imposées par cette convention et sous la condition expresse qu'elle en remplira toutes les clauses, Mulhouse Alsace Agglomération accordera une subvention à concurrence d'une somme qui fera chaque année l'objet d'une concertation, suivie d'une délibération du Conseil d'Agglomération.

Au titre de l'année 2026, une subvention de 232 417 € est attribuée. Une avance de 116 208,50 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 8 décembre 2025, il reste à payer 116 208,50 €.

La MEF68 utilisera la subvention ainsi versée pour le financement de ses propres actions. Elle pourra aussi utiliser une partie de la subvention accordée conjointement avec d'autres sources de financement pour soutenir des projets de

pilotes du PLIE œuvrant en faveur des habitants les plus en difficulté économique et sociale, dès lors que ces projets sont conformes à sa mission et ses objectifs.

Ces aides feront l'objet à chaque fois d'un compte rendu d'exécution, dont un exemplaire sera notifié à Mulhouse Alsace Agglomération.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement et l'annulation de la subvention accordée.

Article 3 – Evaluation et contrôle du respect des engagements de MEF68 par m2A

La MEF68 établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec Mulhouse Alsace Agglomération et servira de base à l'établissement des programmes annuels d'actions.

Elle adressera à Mulhouse Alsace Agglomération, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

La MEF68 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par Mulhouse Alsace Agglomération des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Communication de MEF68

La MEF68 indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 6 – Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec

accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 7 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Sanctions

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.
Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 9 – Contrat d'engagement républicain

Le décret du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Il détermine le contenu du contrat d'engagement républicain des associations et des fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

L'association MEF68 s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain et, notamment :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association MEF68 informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc…) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles. Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira à la restitution de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 10 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Sausheim, le

Pour MEF68 Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère Communautaire Déléguée
Laurent RICHE	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : Même exercice pour la MEF68. Rachel.

MME BAECHTEL : C'est encore l'attribution du versement du solde. Dans le cadre de la loi plein emploi, le comité local pour l'emploi s'appuie sur un réseau d'acteurs territoriaux afin d'adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises. m2A a confié à la MEF68 la mise en œuvre de son plan d'actions en faveur de l'emploi, de l'insertion et du développement économique. La MEF68 assure la coordination des acteurs, l'anticipation des mutations économiques et la gestion de dispositifs structurants, notamment via les fonds européens. Nous avons le FSE, qui est le Fonds Social Européen, et le FTJ, qui est le Fonds pour une Transition Juste, et le PLIE. Depuis octobre 2024, elle a élargi son périmètre à l'ensemble du territoire et assure également la gestion du Technopôle Mulhouse, c'est pour cela qu'elle est devenue MEF68. Pour 2026, son budget prévisionnel s'élève à 2 910 000 euros, incluant une part importante de fonds européens. Nous avions décidé de reconduire la subvention pour m2A à hauteur de 232 417 euros qui est identique à celle de 2025. Le 8 décembre dernier, le conseil d'Agglomération avait donc voté une avance à hauteur de 116 208,50 euros et donc aujourd'hui il vous est proposé de verser le solde qui est toujours du même montant de 116 208,50.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Rachel pour cette présentation. On en profite pour saluer la nouvelle présidente de la MEF68, Kelly PARTOUCHE. Bravo pour cette élection. Concernant l'attribution du solde 116 208,50 euros : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

49° <u>PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE À MULHOUSE : VALIDATION DES STATUTS DU FONDS DE DOTATION</u> (2026/168C/9.1)

Le Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse constitue un équipement emblématique du territoire, reconnu pour ses missions d'intérêt général en matière de préservation de la biodiversité, de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public à l'environnement, de recherche scientifique et d'amélioration continue du bien-être animal.

Dans un contexte d'évolution des attentes sociétales et réglementaires relatives à la condition animale, à la transition écologique et à la protection de la biodiversité, le Parc zoologique et botanique poursuit une volonté ambitieuse de modernisation et de développement de ses infrastructures et de ses programmes scientifiques et pédagogiques.

Afin d'accompagner ces ambitions et de renforcer les capacités de financement de projets d'intérêt général, il est proposé la création d'un Fonds de dotation dédié au parc.

Ce Fonds de dotation aura notamment pour objet :

- de soutenir financièrement les projets liés au bien-être animal et à l'amélioration des espaces de vie des espèces accueillies
- de participer au financement de programmes de conservation des espèces menacées, in situ et ex situ
- d'accompagner les actions de recherche, d'éducation à l'environnement et de sensibilisation du public
- de contribuer au développement d'aménagements durables et exemplaires sur le plan environnemental
- de favoriser l'innovation scientifique, vétérinaire et pédagogique portée par le Parc

La création de ce Fonds de dotation permettra de mobiliser des ressources complémentaires par le recours au mécénat d'entreprises, aux dons de particuliers, aux legs ainsi qu'à toute autre contribution privée autorisée par la réglementation en vigueur.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le principe de création du Fonds de dotation du Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse,
- approuve les projets de statuts du fonds annexés à la présente délibération,
- autorise le Président à accomplir l'ensemble des démarches nécessaires à la création de ce fonds,
- approuve la participation de m2A à ce fonds en tant que membre fondateur,
- désigne les représentants de m2A appelés à siéger au conseil d'administration du fonds.

PJ : (1)

- projet de statuts du Fonds de dotation du Parc zoologique et botanique à Mulhouse

STATUTS DU FONDS DE DOTATION « Fonds de dotation du Parc zoologique et botanique à Mulhouse »

Article 1 – Dénomination

Il est constitué, par les signataires des présents statuts, un fonds de dotation régi par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation et les présents statuts.

Le fonds de dotation est dénommé : Fonds de dotation du Parc Zoologique et botanique à Mulhouse.

Il est dénommé ci-après « le fonds ».

Article 2 – Objet

Le fonds de dotation a pour but de concourir à la protection de l'environnement, la préservation de la biodiversité, la conservation des espèces animales, la recherche scientifique, le bien-être animal ainsi que la sensibilisation et l'éducation du public aux enjeux environnementaux et de protection du vivant.

À ce titre, le fonds de dotation mettra en œuvre tous les moyens qu'il jugera approprié afin de soutenir, financer, conduire ou promouvoir des actions visant à l'amélioration, la création ou l'évolution des conditions des animaux, dès lors que ces actions poursuivent un objectif d'intérêt général et contribuent directement :

- à l'amélioration durable du bien-être animal,
- au respect des besoins biologiques, physiologiques et comportementaux des espèces,
- à la mise en œuvre ou au renforcement de programmes de conservation, de recherche scientifique et de reproduction des espèces,
- à la sensibilisation du public aux enjeux de préservation de la biodiversité et de protection de l'environnement.

Ces actions sont mises en œuvre sans but lucratif, dans un cadre de gestion désintéressée, et ne poursuivent aucun objectif de fonctionnement au profit d'un cercle restreint de personnes.

Elles bénéficient à la collectivité dans son ensemble et s'inscrivent dans une démarche d'intérêt général durable, contribuant à la protection du vivant et à la transmission des connaissances scientifiques et environnementales.

Article 3 – Siège social

Le siège social est fixé à 9 Avenue Konrad Adenauer, 68390 Sausheim.

Il peut être déplacé en tout autre lieu du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération par décision du Conseil d'Administration.

Article 4 – Durée

Le fonds est créé pour une durée indéterminée.

Il peut être dissous à tout moment dans les conditions prévues par les présents statuts et par la réglementation en vigueur.

Article 5 – Dotation

La dotation initiale est fixée à 15 000 euros minimum, constituée en numéraire.

Le fonds de dotation est constitué avec une dotation initiale, augmentée par l'ensemble des libéralités faites au Fonds.

La dotation est consomptible sans toutefois pouvoir être inférieure à 15 000 €.

Article 6 – Ressources

Les ressources comprennent les revenus de la dotation, dons, legs, mécénat et toute ressource autorisée par la loi.

Article 7 – Composition du conseil d'administration

Le fonds de dotation est administré par un conseil d'administration composé de 7 membres, personnes physiques ou morales.

Le conseil est renouvelé tous les 3 ans par un vote à la majorité qualifiée. Hormis les membres de droit, le mandat des membres du Conseil est renouvelable une fois.

<u>Collège des membres de droit :</u>

Mulhouse Alsace Agglomération est membre de droit. Elle est représentée par 3 représentants.

<u>Collège des personnes qualifiées :</u>

Le collège des personnes qualifiées est composé de deux mécènes au plus et de deux personnalités issues de la société civile au plus.

Les représentants de Mulhouse Alsace Agglomération sont nommés pour la durée de leur mandat communautaire. En cas de vacance pour quelque cause que ce soit, le membre élu sera remplacé pour la durée de son mandat restant à courir par son assemblée délibérante.

Le collège des personnes qualifiées est composé, à la création du fonds, par les représentants de mécènes apporteurs de la dotation initiale, ainsi que des personnalités désignées par les membres élus du Conseil d'administration.

Par la suite, les membres de ce collège sont désignés par les représentants des membres de droit du Conseil d'administration. Ils ne peuvent être choisis parmi les membres en exercice du Conseil d'Agglomération.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit ou de perte de qualité au titre de laquelle une personne qualifiée a été désignée, le membre sera remplacé pour la durée de son mandat restant à courir par les membres élus du Conseil d'Administration. Les décisions prises par le Conseil d'administration dans l'intervalle demeure toutefois valides.

Le fonds de dotation est tenu de faire connaître, dans les trois mois, à l'autorité administrative tous les changements survenus dans son administration, notamment les changements de membres et les changements d'adresse du siège social.

Les membres exercent leurs fonctions gratuitement. Par dérogation, des remboursements de frais sont possibles sur justificatifs, dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

Pour les membres du Conseil d'administration autre que les représentants des membres de droit, l'absence non justifiée d'un administrateur à plus de trois réunions dans l'année du conseil d'administration vaut démission, constatée à la majorité des membres du conseil, après que l'administrateur a été informé des faits reprochés et qu'il a été en mesure de présenter ses observations.

Article 8 – Attribution du Conseil d'administration

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires du fonds de dotation et notamment :
1) Il est responsable de la production des comptes annuels du fonds et, à ce titre, répond aux éventuelles demandes d'explications du commissaire aux comptes ;
2) Il arrête le quantum des ressources disponibles du fonds de dotation devant être allouées au financement de l'ensemble des projets éligibles ;
3) Il arrête, sur proposition du comité d'investissement, la politique d'investissement du fonds de dotation afin d'assurer, dans la durée, des rendements permettant de contribuer significativement au financement des projets éligibles dans le cadre d'un niveau de risque qu'il jugera acceptable ;
4) Il approuve le rapport d'activité défini à l'article 8 du décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation ;
5) Il vote le budget ;
6) Il approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés avec les pièces justificatives ;

7) Il accepte les libéralités faites au fonds de dotation (il peut déléguer ce pouvoir au directeur du fonds dans les limites qu'il détermine, à condition d'en rendre compte au plus prochain conseil) ;
8) Il approuve la décision de faire appel à la générosité publique dans les conditions prévues au III de l'article 140 de la loi n°2008-776 de modernisation de l'économie ;
9) Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération du personnel ;
10) Il détermine les modalités de calcul et approuve le montant de la rémunération du directeur général ;
11) Il désigne, le cas échéant, un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce ;
12) Il adopte le règlement intérieur ;
13) Il autorise l'exercice des actions en justice et les transactions ;
14) Il délibère sur l'affectation du boni de dissolution du fonds de dotation.

Article 9- Réunion et délibération du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et chaque fois que le commissaire aux comptes le demande, sur convocation de son président ou sur la demande d'au moins un tiers de ses membres.

La convocation est adressée à chacun des membres du conseil quinze jours au moins avant la date de la réunion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par lettre remise en main propre contre reçu, ou, sous réserve qu'il soit donné une confirmation écrite de la réception de la convocation par le destinataire, par tout procédé et notamment par lettre simple, télécopie ou courrier électronique.

La convocation précise l'ordre du jour de la réunion arrêté par le président du conseil d'administration ou par le tiers au moins de ses membres, ainsi que ses lieux, date et heure. Elle est accompagnée des documents nécessaires aux délibérations.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation, huit jours avant la tenue de la réunion, dans les mêmes conditions. Ce délai est ramené à deux jours en cas d'urgence.

Les membres du conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances du conseil. En cas d'empêchement, un membre peut donner pouvoir à un autre membre du conseil d'administration pour le représenter. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir. Un administrateur représentant Mulhouse Alsace Agglomération ne peut se faire représenter que par un autre administrateur représentant Mulhouse Alsace Agglomération.
Les membres du conseil d'administration disposent chacun d'une voix délibérative.

Si le directeur général assiste au conseil d'administration, il ne peut avoir qu'une voix consultative.

Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.
Le président signe le procès-verbal des séances du conseil d'administration, qui sera communiqué aux membres du conseil d'administration.

Par dérogation à l'article 7, le premier conseil d'administration sera composé des 3 membres élus par le conseil d'agglomération. Ces membres devront désigner selon la procédure prévue à l'article 8 dans un délai d'un mois à compter de la publication au Journal Officiel de la constitution du fonds, les personnes qualifiées, de façon que le conseil d'administration soit composé de 7 membres maximum.

Article 10 – Président

Le Président du fonds est désigné par le conseil d'administration en son sein. Il est nommé pour la durée de son mandat d'administrateur.

Le président préside le conseil d'administration.

Le Président représente le fonds de dotation dans tous les actes de la vie civile et en justice, et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du fonds, dans la limite des décisions du conseil d'administration.

A ce titre, il est notamment habilité à :

- Représenter le fonds de dotation en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale
- Intenter toute action en justice, avec l'autorisation préalable du conseil d'administration, pour la défense des intérêts du fonds de dotation, consentir toute transaction et former tout recours.
- Convoquer le conseil d'administration, fixer l'ordre du jour et présider les réunions
- Préparer le budget, le rapport d'activité et, en tant que de besoin, le rapport de gestion et le règlement intérieur
- Présenter le rapport annuel d'activité au conseil d'administration et le cas échéant, le rapport de gestion
- Aviser, le cas échéant, le commissaire aux comptes des conventions mentionnées à l'article 612-5 du Code du Commerce, dans un délai d'un mois à compter du jour où il en a connaissance.
- Ouvrir, dans tout établissements financiers ou de crédits, tou compte et tout livret d'épargne, qu'il fait fonctionner dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.
- Ordonner les dépenses, et peut donner délégation dans les conditions définies par le Conseil d'administration

- Encaisser, ou faire encaisser, sous son contrôle, les recettes et acquitter ou faire acquitter les dépenses du fonds de dotation.
- Etablir ou faire établir, sous son contrôle, les comptes annuels du fonds de dotation
- Gérer ou faire gérer, sous son contrôle, les dotations du fonds de dotation et sa trésorerie.
- Veiller au bon fonctionnement matériel, administratif et juridique du fonds de dotation.
- Etablir ou faire établir, sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions et délibérations du conseil d'administration.
- Accomplir les formalités déclaratives auprès des autorités administratives.

Il peut déléguer, sous son contrôle et sa responsabilité, une partie de ses pouvoirs dans les conditions fixées par le conseil.

En cas d'empêchement provisoire du Président, dûment constaté par le conseil d'administration, pendant une durée supérieure à 30 jours consécutifs, qu'elle qu'en soit la cause, l'un des membres du conseil d'administration, désigné par le conseil

d'administration, exerce provisoirement les fonctions du Président empêché, dont il détient l'ensemble des pouvoirs et prérogatives prévus au présent article.

Les fonctions de président du conseil d'administration du fonds sont exercées à titre bénévole. Les frais engagés dans ce cadre sont remboursables sur présentation des justificatifs.

Article 11 – Le Directeur

Le directeur ou délégué général du fonds, qui serait éventuellement embauché ou mis à disposition, dirige les services du fonds de dotation et en assure le fonctionnement. Il dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission, par délégation du Président. Il assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.

Il est nommé par le conseil d'administration sur proposition du Président. Le projet de contrat de travail ou de mise à disposition est alors communiqué aux membres du conseil d'administration. Pour cette nomination, le conseil se prononce à la majorité des deux tiers. Il est mis fin aux fonctions de directeur dans les mêmes conditions.

Article 12 – Gestion désintéressée

Le fonds de dotation est géré de manière désintéressée.

Aucun bénéfice ou excédent ne peut être distribué, directement ou indirectement, aux fondateurs, administrateurs ou dirigeants, sous quelque forme que ce soit.

Les administrateurs doivent établir à leur entrée en fonction une déclaration d'intérêt qui est remise au président du conseil et qui doit être actualisée au besoin au cours de leur mandat. Lorsqu'un administrateur ou un cadre dirigeant du Fonds est en situation de conflit d'intérêt par rapport à un donateur ou un bénéficiaire, il en informe par écrit le Président.

L'administrateur en situation de conflit d'intérêts, s'abstient de tout acte de gestion sur le dossier, objet du conflit d'intérêt. Il ne prend part à aucune décision, n'émet aucun avis, ne prend part ni au vote, ni aux discussions sur ce sujet.

Article 13 – Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice débute à la date de la signature des statuts et s'achève le 31 décembre suivant.

Article 14 – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité conforme aux règles applicables aux fonds de dotation.
Les comptes annuels, comprenant le bilan, le compte de résultat ainsi que le rapport d'activité, sont établis chaque année.

Ils sont transmis au préfet du département du siège social du fonds de dotation, autorité administrative compétente, dans un délai de six mois suivant la clôture de l'exercice, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 15 – Commissaire aux comptes

Le fonds de dotation nomme un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant, choisis sur la liste prévue à l'article L. 822-1 du Code de commerce, dès lors que le montant total de ses ressources annuelles dépasse 10 000 € à la clôture d'un exercice.

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels du fonds et établit un rapport qu'il transmet à l'autorité administrative compétente.

Cette nomination est effectuée pour une durée conforme à la réglementation en vigueur.

Article 16 – Modification des statuts

Toute modification des statuts est décidée par le conseil d'administration à la majorité qualifiée des deux tiers et déclarée à la préfecture compétente conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 17 – Dissolution

En cas de dissolution du fonds de dotation, l’actif net est dévolu à un ou plusieurs organismes poursuivant un objectif d’intérêt général similaire, conformément à la réglementation en vigueur.

En aucun cas l’actif ne peut être attribué aux fondateurs, administrateurs ou dirigeants.

Signature des membres fondateurs :

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au développement touristique et culturel avec des statuts de fonds de dotation pour le Parc Zoologique et Botanique. Catherine MATHIEU-BECHT.

MME MATHIEU-BECHT : Merci Monsieur le Président. Le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse constitue un équipement emblématique du territoire et dans un contexte d'évolution des attentes sociétales, réglementaires relatives à la condition animale, à la transition écologique et à la protection de la biodiversité, le Parc Zoologique et Botanique poursuit une volonté ambitieuse de modernisation et de développement de ses infrastructures ainsi de ses programmes scientifiques et pédagogiques. Afin d'accompagner ses ambitions et de renforcer les capacités de financement du projet d'intérêt général, il est proposé la création d'un fonds de dotation dédié au parc. La création de ce fonds de dotation permettra de mobiliser des ressources complémentaires par le recours aux mécénats d'entreprises, aux dons de particuliers, aux legs, ainsi qu'à tout autre contribution privée autorisée par la réglementation en vigueur. Je ne demande donc aucun argent mais je demande à l'Agglomération d'approuver le principe de création du fonds de dotation du Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse, d'approuver les projets de statuts du fonds annexés à la présente délibération, d'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des démarches nécessaires à la création de ce fonds, d'approuver la participation de m2A à ce fonds en tant que membre fondateur.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Catherine. C'est bien quand tu ne demandes pas d'argent. C'est vrai qu'il faut que l'on trouve d'autres systèmes de financement. On ne va pas faire maintenant le débat financier, mais il faut voir les choses différemment, il faut construire différemment, il faut être novateur. On n'a pas le choix. De toute façon, le projet de loi de finances va tellement nous impacter qu'il faut qu'on change aussi un peu la manière de faire et de concevoir. Merci beaucoup de cette proposition. Je salue aussi Benoît QUINTARD qui est là. À très bientôt parce qu'on a de nouveau un chantier le 3 juillet, tous ceux qui veulent donner un coup de main le 3 juillet, vous êtes les bienvenus. Des questions concernant ce fonds de dotation ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : C'est adopté.

50° <u>PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE À MULHOUSE : ADHÉSION À L'ASSOCIATION MUSEUMS-PASS-MUSÉES</u> (2026/160C/7.6)

Le Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse s'engage dans une démarche d'accroissement de sa notoriété auprès des visiteurs allemands et suisses.

L'association Museums-Pass-Musées permet l'accès à 350 musées, jardins et châteaux en France (8000 pass vendus), en Allemagne (32 000 pass vendus) et en Suisse (12000 pass vendus).

A cet égard, les discussions avec l'association Museums-Pass-Musées ont abouti à une demande officielle d'adhésion du Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse, au titre de son jardin botanique, à partir du 1er juillet 2026.

Cette adhésion implique de :

- permettre aux détenteurs du Museums-Pass-Musées, ainsi qu'à 5 accompagnateurs de – de 18 ans, de visiter gratuitement le Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse.
  Un reversement calculé sur le prix moyen du billet d'entrée a lieu annuellement.
- vendre le Museums-Pass-Musées en billetterie du Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse.
  Le commissionnement est fixé à 25% du tarif de vente.
- participer/ proposer des animations aux détenteurs du Museums-Pass-Musées.

Le montant annuel de la cotisation s'élève à 200€.
Un droit d'entrées de 500€ est demandé pour toute nouvelle adhésion.

Les crédits nécessaires au versement de cette cotisation sont inscrits aux propositions du BP 2026.

Chapitre 011 - article 6281 – fonction 325
Service gestionnaire et utilisateur 512
Ligne de crédit n° 1257

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'adhésion du Parc Zoologique et Botanique à Mulhouse à MUSEUM PASS MUSEES,
- approuve le versement d'une cotisation annuelle d'un montant de 200€ et le versement d'un droit d'entrée de 500€, sous la réserve de sa confirmation au BP 2026,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de ces adhésions,
- désigne Catherine MATHIEU-BECHT pour représenter m2A au sein de cet organisme.

PJ : (1)

- Règlement de l'association Muséums-Pass-Musées

RÈGLEMENT DE L'ASSOCIATION MUSEUMS-PASS-MUSÉES

Valable à compter du 1er janvier 2025
Remplace le règlement du 1er janvier 2018

---

1. DROIT D'ADHÉSION AU MUSEUMS-PASS-MUSÉES

1.1. Les musées ainsi que les salles d'expositions dans le domaine des arts plastiques, les châteaux, cloîtres et jardins peuvent devenir membres de l'association Museums-PASS-Musées.

1.2. Le comité directeur détermine l'étendue géographique du Museums-PASS-Musées. Il décide finalement de l'admission d'un membre.

1.3. Les conditions d'adhésion sont : présence sur le territoire géographique du Museums-PASS-Musées, ouverture de 120 jours minimum par an, droit d'entrée pour les expositions permanentes et/ou temporaires et/ou spéciales. Les musées ainsi que les salles d'expositions souhaitant adhérer à l'association Museums-PASS-Musées doivent en principe respecter la définition édictée par l'ICOM : "Le musée est une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation". L'un des objectifs principaux du candidat à l'adhésion doit être d'intérêt public et non financier. Le comité directeur décide de l'acceptation ou du refus d'une demande d'adhésion.

2. ORGANISATION

2.1. La mise en œuvre du Museums-PASS-Musées est confiée au bureau central, pour autant que les statuts de l'association ou les règlements du comité directeur n'en disposent pas autrement.

2.2. De par leur adhésion à l'association, les membres actifs (musées, salles d'expositions dans le domaine des arts plastiques, les châteaux, cloîtres et jardins) de la catégorie A1 (désignés ci-après par membre) se soumettent aux dispositions du présent règlement. Chaque membre actif est assujetti à la cotisation de membre annuelle définie par l'assemblée générale. Toute nouvelle adhésion d'un membre actif est subordonnée au règlement d'un droit d'entrée de 500,- Euro / 650.- CHF en supplément de la cotisation de membre annuelle.

2.3. Les droits et devoirs des membres actifs de la catégorie A2 (offices du tourisme et médiateurs culturels) sont déterminés dans le cadre d'un contrat avec le bureau central.

3. VALIDITÉ DU MUSEUMS-PASS-MUSÉES

3.1. Le Museums-PASS-Musées émis par le bureau central donne droit, dans toutes ses variantes, à l'entrée libre et illimitée aux expositions permanentes, temporaires et spéciales proposées par le membre.

3.2. Le membre décide si des réductions peuvent être accordées aux détenteurs du Museums-PASS-Musées pour les visites guidées, les conférences et autres manifestations publiques, ainsi que de leur montant. Pour ce faire, le membre se conforme autant que possible aux recommandations du bureau central.

4. VENTE

4.1. Le membre vend le Museums-PASS-Musées dans ses locaux aux prix fixés par le comité directeur. Les membres reçoivent tout le matériel de vente et sont responsables des Museums-PASS-Musées réceptionnés au titre fiduciaire. Tous vols et/ou pertes de Museums-PASS-Musées sont à la charge du membre. Le membre doit immédiatement avertir le bureau central en cas d'erreur sur le bon de livraison. Si aucune contestation n'est parvenue au bureau central immédiatement après la livraison, celle-ci sera considérée comme approuvée. Le membre est financièrement responsable de toute perte de matériel de vente et le prix de vente du plein tarif individuel sera facturé au jour de la déclaration de perte ou de vol.

4.2. Les membres d'une association de soutien d'un membre participant sont habilités à acquérir un Museums-PASS-Musées à un tarif réduit fixé par le comité directeur sur simple présentation de leur carte de membre directement à l'accueil de l'un des sites membres de l'association.

4.3. Les sites membres et points de vente sont libres d'accepter ou non les monnaies étrangères et appliqueront le taux de change en vigueur dans le site. Le prix de vente déterminant du Museums-PASS-Musées sera celui pratiqué dans le pays et dans la monnaie du pays.

4.4. Les Museums-PASS-Musées mal complétés peuvent être annulés par le membre et doivent être signalés au bureau central dans un délai maximum de 3 jours. Le membre a pour obligation de conserver tous les Museums-PASS-Musées mal complétés ou annulés et de les renvoyer au bureau central avant de la fin d'année en cours.

4.5. Tout matériel de vente jeté ou perdu sera facturé.

4.6. Les ventes/renouvellements doivent impérativement être saisis via la tablette, console PC ou inscrits sur la liste correspondante. Les ventes/renouvellements ne pouvant être saisis de cette manière doivent être signalés sans tarder au bureau central du Museums-PASS-Musées ; ils seront sinon facturés au prix de vente du plein tarif individuel au jour de la déclaration.

5. MERCURE

5.1. Le membre est tenu d'installer le système Mercure sur site permettant de saisir les entrées, ventes et renouvellements. Le matériel (tablette, smartphone, lecteur NFC) est fourni gratuitement par le bureau central. Le bureau central proposera une formation spécifique et proposera une assistance téléphonique.

5.2. Le membre s’assure que la connexion internet est opérationnelle et garantie pour le matériel fourni. Les frais d’installation et de connexion internet sont à la charge du membre.

5.3. Le bureau central pourra proposer une solution alternative sans matériel aux membres ayant une faible fréquentation Museums-PASS-Musées. Les consignes édictées par le bureau central devront, dans ce cas, être respectées.

5.4. Afin de garantir la véracité des données dans les sites équipés par Mercure, le membre :

a. s’assurera que toutes les personnes en contact avec Mercure sont formées selon les consignes du bureau central et que celles-ci sont respectées
b. saisira et actualisera régulièrement les informations le concernant
c. utilisera la dernière version de l’application Mercure
d. s’assurera que le matériel soit synchronisé avec le serveur central au moins une fois par jour
e. transmettra de manière analogue, en cas de défaillance du matériel, les entrées, ventes et renouvellements au bureau central afin que la saisie électronique puisse être opérée par ce dernier
f. vérifiera régulièrement les statistiques et son stock et transmettra au plus vite toute erreur ou différence au bureau central

5.5. Le matériel est exclusivement fourni par le bureau central. Les règles suivantes doivent être respectées :

a. Le membre vérifie la concordance entre le bon de livraison et le matériel livré. Toute différence devra être communiquée au bureau central dans un délai de 2 jours
b. Le matériel fourni par le bureau central du Museums-PASS-Musées sert exclusivement à l’application Museums-PASS-Musées dédiée (hors arrangements particuliers)
c. En cas de dysfonctionnements du matériel non imputables au membre, le bureau central remplacera le matériel gratuitement et ce dans un délai raisonnable. Le matériel devra être rendu dans son emballage d’origine
d. Le membre est tenu pour financièrement responsable en cas de vol, détérioration ou mauvaise utilisation du matériel fourni

5.6. La perte de données suite à la détérioration du matériel ou à une connexion internet insuffisante seront à la charge du membre

5.7. La connexion du matériel au système de caisse relève de la responsabilité du membre. Le bureau central assurera la mise en relation avec la société en charge de Mercure. Les coûts liés au développement et à l’installation de cette connexion sont à la charge du membre. L’association ne pourra être tenue pour responsable en cas de mauvaise connexion ou dysfonctionnement.

6. PUBLICITÉ

6.1. Le bureau central met du matériel publicitaire à la disposition du membre. Le membre s'engage à placer ce dernier bien en vue et à utiliser la charte graphique en bonne place dans sa propre publicité.

6.2. Le membre est tenu d’utiliser le logo du Museums-PASS-Musées sur ses imprimés, site internet et réseaux sociaux.

6.3. Le membre fournit, à la demande du bureau central et dans les délais impartis, les informations demandées concernant ses activités, expositions etc.

6.4. Les informations relatives à un nouveau site membre adhérent paraîtront dans les imprimés en cas d'adhésion avant le 15 mars ou le 15 septembre.

7. RÉPARTITION DES RECETTES

7.1 Les recettes totales des ventes de Museums-PASS-Musées sont réparties de la manière suivante :

a. Commissionnement sur ventes pour les sites membres
b. Couverture des frais de l'association
c. Constitution de réserves financières
d. Reversement aux membres pour les pertes théoriques générées par les entrées avec Museums-PASS-Musées

7.2. Le système de commissionnement sur ventes s'établit de la manière suivante à partir du 1er janvier 2018 :

a. Commissionnement fixe de 25% du tarif de vente

7.3. Jusqu'à 30% des recettes sur ventes peuvent être conservés par l'association pour couvrir ses charges.

7.4. Le comité directeur décide du montant alloué à la constitution de réserves financières.

7.5. Pour le calcul du reversement, la perte théorique de recettes est calculée de la manière suivante :

a. Le prix d'entrée moyen est calculé pour chaque membre (= recettes des entrées d'une année civile divisées par le nombre d'entrées payées au cours de la même année civile).
b. La perte théorique de recettes de chaque membre, en raison des entrées avec le Museums-PASS-Musées, est calculée pour chaque membre (= prix d'entrée moyen multiplié par le nombre d'entrées avec le Museums-PASS-Musées pendant l'année civile).
c. La somme des pertes théoriques de recettes de tous les membres participant au Museums-PASS-Musées donne la somme totale des pertes théoriques de recettes occasionnée par le Museums-PASS-Musées.
d. La perte théorique de recettes de chaque musée, multipliée par le facteur de reversement, donne la somme qui sera reversée au musée.

7.6. Le facteur de reversement est dépendant du capital restant après déduction des points évoqués sous 7.1a, 7.1b et 7.1c et est réparti comme suit :

a. Chaque membre touchera jusqu'à 50% de ses pertes théoriques
b. Une éventuelle somme restante sera attribuée aux membres ayant les pertes théoriques les plus élevées et qui contribuent ensemble à au moins 50% de la perte totale théorique de recettes. Le facteur de reversement est plafonné à 65% pour ces membres
c. Le montant restant sera à nouveau réparti entre tous les membres par rapport à la perte théorique de recettes de chaque membre

7.7. Les conditions suivantes s'appliquent pour le contrôle des entrées :

a. Les entrées retenues sont celles saisies dans Mercure
b. Les entrées générées le même jour avec le même Museums-PASS-Musées bénéficieront d'un seul reversement par personne
c. Les entrées saisies dans le système Mercure font foi pour le calcul du reversement ; les entrées doivent impérativement être saisies via la tablette ou la console PC. Les entrées

ne pouvant être saisies de cette manière doivent être signalées au bureau central dans un délai maximum d'un mois. Les entrées non signalées dans le délai imparti d'un mois ne seront pas prises en compte dans les entrées totales et ne bénéficieront pas du reversement financier.

8. DÉCOMPTE

8.1. Le décompte électronique s'effectue au 31 décembre de l'année civile et peut être consulté via la console sécurisée accessible aux membres. Le bureau central met à disposition des membres, n'ayant pas décompte électronique, avant le 31 décembre de l'année civile un formulaire destiné à recueillir les données nécessaires pour l'année précédente, soit du 1er janvier au 31 décembre.

8.2. Le membre s'engage à compléter et envoyer les données via la console ou le formulaire au bureau central avant le 31 janvier de l'année suivante (indispensable au calcul du prix moyen d'entrée):

a. Nombre d'entrées payantes (hors entrées Museums-PASS-Musées) de l'année précédente

b. Total des recettes perçues sur les entrées de l'année précédente (hors Museums-PASS-Musées et événements spéciaux tels visites guidées, événements, etc)

c. Stock physique réel de Museums-PASS-Musées au 31 décembre de l'année précédente

8.3. Le membre enverra une version imprimée de son décompte, certifiée conforme par un(e) responsable, avant le 31 janvier de l'année suivante. Si la signature du responsable est manquante, le nom de l'interlocuteur(trice) fera office de certification.

8.4. Le bureau central s'engage à présenter le décompte final, facture ou avoir inclus, aux membres au plus tard le 28 février de l'année suivante.

8.5. Le solde en faveur ou à la charge du membre doit être compensé par le partenaire concerné au plus tard le 15 avril de l'année suivante.

8.6. Si le membre ne fournit pas dans un délai expirant le 31 janvier, des informations visées à l'article 8.2, une mise en demeure d'avoir à régulariser la situation avant le 15 février lui sera notifiée par mail. Dans la mesure où le décompte n'est pas produit avant le 15 février, le membre défaillant sera redevable d'une pénalité de 300.- € / 400.- CHF. Cette pénalité sera affectée au fonds de répartition. Par ailleurs, tous les passeports livrés aux membres lui seront facturés au tarif « 1 personne ». Le membre aura toutefois la possibilité de restituer au bureau central les passeports livrés. De plus, le membre ne participera pas à la répartition des fonds encaissés sur le compte de répartition (reversement sur les entrées).

8.7. Dans le cas où le bureau central ne présenterait pas le décompte en temps voulu ou ne procède pas à la compensation du solde dans le délai fixé, le membre serait dispensé de l'obligation de reconnaître le Museums-PASS-Musées jusqu'à ce que le bureau central ait rempli ses obligations.

9. PASSEPORTS GRATUITS

9.1. Les membres reçoivent 2 passeports annuels transférables gratuits pour leurs collaborateurs d'une validité de 2 ans.

9.2. Les membres perçoivent, uniquement sur demande auprès du bureau central, des passeports annuels gratuits à hauteur de 10 % des ventes réalisées l'année précédente avec un maximum de 75 passeports gratuits par année et par membre. Ces passeports annuels gratuits doivent

être remis au personnel du membre, engagé à plein temps ou mi-temps, dans le cadre de leur formation continue et de leur meilleure connaissance de leurs homologues, ainsi qu'aux personnalités soutenant le membre.

9.3. Les collaborateurs des membres peuvent acquérir le passeport annuel Tarif « 1 personne » à moitié prix, directement auprès du bureau central.

9.4. Les entrées générées avec les passeports gratuits et/ou transférables ne bénéficient pas du reversement financier.

9.5. Des passeports spécifiques pour des actions marketing pourront être utilisés par le bureau central et par les membres en coordination avec le bureau central. Les entrées générées par les passeports marketing ne bénéficient pas du reversement financier.

10. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT

10.1. Toute modification au présent règlement doit être communiquée aux membres par écrit en respectant un préavis de trois mois.

10.2. Toute modification du règlement qui aurait pour conséquence une réduction des droits financiers du membre autorise ce dernier à mettre un terme à son affiliation à la date de l'entrée en vigueur de la modification du règlement. La décision doit être notifiée au bureau central en l'espace de 30 jours après la communication de la modification du règlement.

11. DÉMISSION DE L'ASSOCIATION

11.1. Dans les cas qui ne sont pas prévus au paragraphe 10.2, le membre peut dénoncer, par courrier recommandé avec accusé de réception, son affiliation pour la fin de l'année civile, tout en respectant un délai de résiliation de 6 mois.

11.2. En cas de démission ou d'exclusion de l'association par le comité directeur, le membre a l'obligation de mettre à disposition du bureau central toutes les informations nécessaires en vue d'un retrait correct.

12. Procédures en cas de contestation

12.1. Ces règlements ont été créés en allemand. En cas de contradictions entre les différentes versions, la version allemande fait foi.

12.2. En cas de contestation entre le bureau central et un membre, le cas doit être présenté pour décision au comité directeur.

12.3. Le règlement des litiges relèvera de la compétence de la juridiction de Bâle-Ville.

Version selon la décision du Comité Directeur du 09 juillet 2024

M. LE PRÉSIDENT : On continue toujours avec le Parc Zoologique et Botanique. Catherine.

MME MATHIEU-BECHT : Le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse s'engage dans une démarche d'accroissement de sa notoriété, en particulier pour les visiteurs allemands et suisses, et à cet égard a contractualisé avec l'association Museums-Pass-Musées la possibilité de permettre aux détenteurs de ce pass de visiter gratuitement le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse. Un reversement bien sûr est calculé sur le prix moyen du billet d'entrée, et ce reversement a lieu annuellement. Il est aussi demandé de vendre le Museums-Pass-Musées en billetterie au Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse, de participer et de proposer des animations aux détenteurs du pass. Le montant annuel de la cotisation s'élève à 200 euros et les droits d'entrée à 500 euros est demandé pour toute nouvelle adhésion à ce dispositif. Je rappelle que le Parc Zoologique de Mulhouse sera le premier parc à adhérer au Museums-Pass-Musées.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Catherine. Des questions là-dessus ? Vous êtes favorable à cette adhésion ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 84 + 8 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Catherine MATHIEU-BECHT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

51° AGENCE D'ATTRACTIVITÉ : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT 2026 (2026/137C/7.5.6)

L'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace a pour vocation de rassembler à 360° les acteurs, les stratégies et les actions visant à renforcer la visibilité et le rayonnement de l'agglomération à l'extérieur du territoire, aussi bien au niveau national, qu'européen ; mais également à renforcer l'accueil des publics créateurs de valeur, quels que soient leurs origines, leurs intentions et leurs projets.

Elle poursuit par ailleurs les missions d'office du tourisme suivant le Code du tourisme et assure pour le compte de m2A l'exploitation de l'auberge de jeunesse et du camping de l'Ill.

m2A souhaite poursuivre le développement et l'accompagnement de l'agence d'attractivité dans la mise en œuvre de ces missions pour 2026.

Le Bureau du 1er juin 2026 ayant attribué une avance à hauteur de 140 000 euros sur la subvention de fonctionnement, le montant restant à verser sera de 1 100 000 euros pour la subvention de fonctionnement et de 24 000 euros pour la subvention d'investissement.

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2026 sur les imputations budgétaires suivantes :
Une dotation de fonctionnement de 1.240.000€.
Chapitre 65 / Article 65748 / fonction 633
Service gestionnaire et utilisateur A141
Ligne de crédit 3793
Une dotation d'équipement de 24.000€.
Chapitre 204 / Article 2041581 / fonction 633
Service gestionnaire et utilisateur A141
Ligne de crédit 17838

Après avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 240 000 €, (dont il convient de déduire l'avance de 140 000 € déjà attribuée), ainsi qu'une subvention d'équipement de 24 000 € à l'agence d'attractivité Mulhouse-Sud-Alsace au titre de l'année 2026,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)

- une convention d'objectifs et de moyens relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement
- un contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
AF /LD

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Entre les soussigné(e)s :

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par son Président, M. Fabian JORDAN en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 22 juin 2026 et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et

L'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace, association de droit local, domiciliée à la Maison du Territoire, 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390), représentée par son Président, Frédéric MARQUET, désigné sous le terme "AA"

D'autre part,

Préambule

L'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace créée le 30/09/2022 a pour objet la mise en commun des différents leviers d'attractivité du territoire de la communauté d'agglomération de Mulhouse pour le compte de ses membres et de ses partenaires. Elle s'inscrit pleinement dans le projet de territoire Vision 2030.
Elle poursuit par ailleurs les missions d'office de tourisme, conformément au code du tourisme, ainsi que de nouvelles missions complémentaires.

Ces activités constituent un service d'intérêt économique général au sens du droit de l'Union européenne, nécessitant la mise en œuvre d'obligations de service public.

Dans ce cadre, m2A entend soutenir les actions initiées et conçues par l'Agence d'Attractivité qui s'inscrivent dans ce service d'intérêt économique général en lui octroyant une compensation financière au regard de ses obligations de service public, conformément à la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne publiée au JOUE L7/3 à L7/10 du 11 janvier 2012.

Pour mener à bien ces missions intercommunales, les deux parties concluent la présente convention d'objectifs et de moyens. Celle-ci fera l'objet d'un bilan à l'issue de son année d'exécution.

Article 1 : **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les missions de l'Agence d'Attractivité et les principes opérationnels et financiers régissant les relations entre m2A et AA.

Par la présente convention, les parties s'engagent :

- Pour l'Agence : à assurer les missions principales d'opérateur du tourisme détaillées aux articles 3 et 4, ainsi que la ou les missions liées spécifiquement aux autres volets de l'attractivité détaillés à l'article 6, avec toutes les obligations de service public qui en découlent et qui sont définies dans l'article 2 de la présente convention.
- Des missions complémentaires sont également prévues à l'article 4.
- Pour m2A : à verser à l'AA une subvention compensatoire du fait des obligations de service public assurées par l'Office de Tourisme et des Congrès au sein de l'AA. Les modalités de cette subvention sont détaillées dans la présente convention, sans préjudice des règles nationales et celles de l'Union Européenne en matière des aides publiques aux entreprises et sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité.

Article 2 : Modalités de versement de la contribution financière

La subvention de fonctionnement à hauteur de 1 240 000 euros et la dotation d'équipement à hauteur de 24 000 euros fer feront l'objet de deux versements effectués par le comptable public assignataire de m2A, selon les procédures comptables en vigueur.

Par ailleurs, il est précisé qu'une avance de 140.000 € sur la base de la subvention de l'année précédente, votée par l'assemblée délibérante du 1er juin 2026, sera versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente. Le solde de la subvention d'un montant de 1 100 000 euros, voté au mois de juin par l'assemblée délibérante, sera versé sur la base de la demande faite par l'association.

Les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

<u>Article 3</u> : Obligation de service public de l'activité touristique

Les actions relevant d'un service d'intérêt économique général que l'AA entend développer sur le territoire communautaire comportent, pour la durée de la présente convention, les obligations de service public suivantes :

- L'accueil et l'information de l'ensemble des publics concernés,
- La continuité de service au profit des publics concernés en veillant notamment,
  - à une amplitude horaire suffisante, permettant cet accueil,
  - à l'organisation de permanences chaque fois que cela est utile,
  - à une présence sur le terrain si nécessaire.
- Le maintien d'un haut niveau de qualité des services,
- L'évaluation des résultats obtenus en termes de satisfaction, de besoin des utilisateurs,
- L'adaptation de la nature des obligations de service public à l'évolution des besoins des utilisateurs si nécessaire.

<u>Article 4</u> : Définition des missions « Office de Tourisme et des Congrès »

Conformément à son objet social, l'AA s'engage à assurer les missions suivantes :

- L'accueil et l'information des touristes sur le territoire de l'agglomération,
- La promotion et la valorisation des atouts du territoire : musées, parc zoologique et botanique, patrimoine historique, contemporain, culturel et de loisirs et des socio-professionnels.
- La coordination et l'accompagnement des interventions des divers partenaires locaux et régionaux concernés par le développement touristique du territoire.

En outre, l'AA :

- Contribue à la mise en œuvre de la stratégie touristique de l'agglomération et des programmes locaux de développement touristiques,
- Conçoit et commercialise les services et produits touristiques en lien avec les professionnels du territoire,
- Assure l'information et la promotion touristique des événements de Mulhouse et son agglomération.

Dans ce cadre, l'AA mettra en œuvre les services suivants, en relation avec les services de m2A et les partenaires régionaux du tourisme :

- Service public touristique :
  - communication externe à vocation touristique, relations presse,
  - participation aux foires et salons professionnels pour renforcer la position du territoire dans l'Alsace touristique,
  - édition d'ouvrages et documents d'information (plan de l'agglomération notamment).
- Service touristique marchand :
  - réservations et vente en ligne,

- vente de forfaits touristiques, visites guidées, offres de groupes,
- billetterie spectacles et événements, en lien avec les acteurs locaux.

- Tourisme d'affaires :
  - commercialisation des prestataires du territoire,
  - accompagnement dans l'accueil de séminaires et congrès sur le territoire.

L'ensemble de ses actions touristiques sont menées dans une volonté de développement durable et responsable, conformément au projet de Territoire « Vision 2030 » porté par m2A.

<u>Article 5</u> : Missions complémentaires

En missions complémentaires aux missions obligatoires énumérées à l'article précédent, l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace est chargée par m2A, de l'exploitation des équipements touristiques et de loisirs suivants :

- L'Auberge de Jeunesse
- Le Camping de l'Ill

L'Agence travaille, en lien avec la direction attractivité, développement culturel et touristique, à l'étude des modalités de gestion de ces deux équipements.

<u>Article 6</u> : Plan d'actions annuel "tourisme"

Dans le cadre de ses missions, l'AA s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions dont les principaux axes pour 2026, sont les suivants :

1. <u>Assurer la promotion de Mulhouse et sa région auprès des professionnels</u> centrée sur les marchés de proximité (France et Europe)
2. <u>Communiquer pour développer l'image et la notoriété de la destination</u>

3. <u>Mettre en œuvre une démarche de tourisme durable pour le territoire</u> :(animation et accompagnement des socio-professionnels, valorisation et accompagnement des offres durables) et renforcer sa démarche interne en termes de RSE avec en ligne de mire l'obtention du label Green Destination ou l'intégration de la démarche Passeport Vert

4. <u>Développer le MICE et la commercialisation :</u>

- programme d'actions de promotion réalisées avec Meet in Alsace, Explore Grand Est Meet & Connect, en partenariat avec Congrès Cités ou spécifiques au Bureau des Congrès,
- développement de la commercialisation groupes et congrès,
- développement de la commercialisation pour individuels : offres de séjour et activités,
- commercialisation des visites guidées et des visites de Tourisme de Découverte Economique (TDE) produites par l'OTC,
- partenariat avec les structures sportives : collaboration étroite avec le service des sports et le CSRA dans le cadre d'accueils de délégations sportives profitant des équipements sportifs du le territoire

5. <u>Fédérer les professionnels du territoire</u> :

- réunions thématiques avec les prestataires du segment tourisme d'affaires,
- cafés du Tourisme : temps d'échange rassemblant tous les socio-professionnels du territoire,

- groupe de travail Tourisme Durable (depuis 2023),
- éductours proposés sur la destination pour faire découvrir aux hébergeurs notre offre culturelle et de loisirs,

6. Structurer l'offre touristique du territoire de m2A :

- participation active et co-financement avec m2A d'un observatoire économique du tourisme
- soutien et accompagnement aux projets des socioprofessionnels,
- reconduction du City Pass version adulte et junior, dans sa version dématérialisée,
- reconduction de la Balade Gourmande V3 (le foodtour lancé en 2021)
- animation du réseau des Greeters,
- mise en tourisme et enrichissement de l'offre de Tourisme de Découverte Économique,
- identification et valorisation de l'offre « durable » et « circuits courts » du territoire,
- valorisation de la Route de la Potasse,

7. Optimiser la gestion des hébergements de m2A : Auberge de Jeunesse et Camping de l'Ill :

- garantie qualité avec une équipe de professionnels,
- maîtrise et optimisation des coûts de la masse salariale,
- mise en place de plus d'animations et de prestations, surtout en période estivale au Camping
- objectif de labellisation « Accueil vélo » pour le Camping,
- déployer la communication de l'Auberge de Jeunesse pour développer la clientèle,

Article 7 : Moyens matériels mis à disposition

Pour la mise en œuvre de ses missions, m2A met à disposition de l'AA, les locaux situés 4 et 6 avenue de Colmar à Mulhouse.

Les modalités de cette mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique approuvée par le Bureau en sa séance du 11 février 2013.

Article 8 : Engagements de l'AA

L'AA s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention sous réserve de l'obtention de la subvention Adhoc.

Elle s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel les subventions ont été versées les documents ci-après, établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier, conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations de service public prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif

des actions définis dans le plan d'action annuel élaboré d'un commun accord entre m2A et l'AA. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- Son rapport d'activité ainsi qu'un plan d'actions de l'année à venir.

L'AA s'engage également à :

- Communiquer à m2A toute information relative à son activité et à l'emploi des fonds attribués par la collectivité et à transmettre à sa demande toute pièce justificative afférente,
- Déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000 – 321 du 12 avril 2000 et l'article 2 du décret n° 2001 – 495 du 6 juin 2001.
- Pendant toute la durée de la présente Convention, l'AA s'engage à faire mention du partenariat avec m2A sur tous ses supports de communication, notamment à reproduire le logo de l'Agglomération sur tous ses documents écrits, audiovisuels et numériques (sous réserve de la bonne réception par l'AA des éléments - logo, mention type, dans les délais et formats requis) : invitations, affiches, tracts, dépliants, bannières, communiqués et dossiers de presse, site Internet et réseaux sociaux du Bénéficiaire…
- Elle autorise m2A à évoquer son action de soutien dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sur tous supports.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'AA, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

<u>Article 9</u> : Redevances et remboursement de frais

L'AA s'engage à verser les redevances suivantes pour 2026 :

- 48 000€ au titre de l'occupation des locaux 4 et 6 avenue de Colmar à Mulhouse, conformément à la convention spécifique approuvée par le Bureau de m2A, en sa séance du 11 février 2013.
- 5 000€ au titre de l'exploitation commerciale de l'Auberge de Jeunesse,
- 8 500€ au titre de l'exploitation commerciale du Camping de l'ILL.

<u>Article 10</u> : Collaboration entre services

Pour la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées par m2A, l'AA travaillera en collaboration avec la Direction Attractivité, Développement Culturel et Touristique.

M2A s'engage à fournir à l'AA toutes les informations et les appuis nécessaires à la bonne réalisation des actions touristiques et d'attractivité (économie, sport, santé, ..).

Article 11 : Suivi des actions et évaluation

M2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et constructif avec l'AA afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

M2A procède, conjointement avec l'AA, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er et sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général.

Article 12 : Moyens pour éviter les surcompensations

M2A contrôle annuellement et à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service d'intérêt économique général.

L'AA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés aux articles 1er, 2, 3, 4 et 5, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'AA remettra, dans un délai de six mois, un bilan détaillé de l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 13 : Responsabilité et Assurance

L'aide financière apportée par m2A aux actions de l'AA, ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'AA souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 14 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature et pour une durée d'un an.

Les parties conviennent de se réunir, au plus tard deux mois avant l'échéance, afin d'envisager les modalités d'une nouvelle convention.

<u>Article 15</u> : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'AA des engagements énumérés aux articles 1 à 12 ainsi qu'à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits aux articles 1er, 2 ,3, 4 et 5.

<u>Article 16</u> : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, l'AA reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions des articles 10 et 11.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'AA devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de l'Agglomération pour toute modification de l'objet.

M2A demandera le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière excédant le coût de la mise en œuvre du service d'intérêt économique général. Toutefois si ce montant ne dépasse pas 10 % du montant de la compensation annuelle, m2A peut décider, en cas de nouvelle convention, de reporter l'excédent sur l'année suivante et le déduire du montant de la compensation prévu pour cette nouvelle année.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants. La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'AA dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

<u>Article 17</u> : Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

<u>Article 18</u> : Résiliation - Litiges

En cas de non-respect par l'AA des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de difficultés d'interprétation ou d'exécution de la présente convention et de ses avenants, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.
Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

<u>Article 19</u> : Annexe

- Contrat d'engagement républicain

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour m2A,	Pour l'Agence d'Attractivité,
le Président	le Président
Fabian JORDAN	Frédéric MARQUET

AGENCE D'ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse, le 27/05/2026

Lu et approuvé

Le (la) Président(e)

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

M. LE PRÉSIDENT : On parle toujours attractivité avec l'Agence d'attractivité et cette subvention de fonctionnement, Catherine.

MME MATHIEU-BECHT : L'Agence d'attractivité Mulhouse-Sud d'Alsace a pour vocation de rassembler à 360 degrés les acteurs, les stratégies et les actions visant à renforcer la visibilité et le rayonnement de l'agglomération à l'extérieur du territoire, au niveau national mais aussi européen. Elle poursuit par ailleurs des missions d'office du tourisme suivant le code du tourisme et assure pour le compte de m2A l'exploitation de l'auberge de jeunesse et de camping de l'Ill. m2A souhaite poursuivre le développement et l'accompagnement de l'Agence d'attractivité dans la mise en œuvre de ses missions pour 2026. Le Bureau du 1er juin 2026 ayant attribué une avance à hauteur de 140 000 euros sur la subvention de fonctionnement, le montant restant à verser sera de 1 100 000 euros pour la subvention de fonctionnement et de 24 000 euros pour la subvention d'investissement. Les crédits sont inscrits au budget primitif 2026. Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer la subvention de fonctionnement d'un montant de 1 240 000 euros, dont il convient de déduire l'avance qui a été faite de 140 000 euros, ainsi qu'une subvention d'équipement de 24 000 euros à l'Agence d'attractivité Mulhouse Sud Alsace au titre de l'année 2026, et d'autoriser le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Il reste donc 1 124 000 euros. Est-ce que vous avez des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. C'est vrai qu'on a énormément d'attractivité sur notre territoire, on a les musées, les piscines, le parc zoologique et botanique. C'est important. On voulait aussi que nos agents puissent en profiter, donc on a mis en place maintenant depuis quelques années, une carte « Passez un bel été à m2A », pour que tous nos agents puissent profiter d'entrées gratuites pour eux et leur famille. Ils ont 5 entrées soit dans les musées, piscines, parc zoologique parce que je pense qu'ils sont un peu chez eux, et c'est grâce à eux aussi qu'on peut maintenir tous ces équipements. Je suis assez fier de cette idée.

52° MUSÉE DE LA MINE ET DE LA POTASSE : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE DÉPÔT DE LA COLLECTION MINÉRALOGIQUE AVEC LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE (2026/16C/8.9)

Le Musée de la Mine et de la Potasse de Wittelsheim conserve et expose la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace depuis 1996, date à laquelle elle est transférée par les Mines de potasse d'alsace (MDPA) depuis leur siège social où elle était précédemment exposée.

Ladite collection se compose de plusieurs milliers d'échantillons d'évaporites et plus particulièrement de potasse prélevée par le service de géologique des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace (MDPA) dans différentes régions du monde et dans le bassin potassique d'Alsace. Cette collection comprend également un fonds documentaire et des vitrines d'exposition et meubles divers. Elle a appartenu à la société des MDPA jusqu'au 26 septembre 2011, date à laquelle la collection a été versée aux archives départementales du Haut-Rhin, devenues Archives d'Alsace depuis la création de la Collectivité européenne d'Alsace le 1er janvier 2021.

En outre, cette collection est dotée d'un réel intérêt historique et scientifique.

- D'une part, elle illustre l'histoire des MDPA et de son service géologique à travers un travail de prospection mené pendant près d'un demi-siècle dans le monde entier. Tous les gisements de potasse exploités dans le monde au XXe siècle y sont représentés.
- D'autre part, cette collection permet de plonger dans l'histoire géologique de l'Alsace à travers des échantillons issus de sondages effectués jusqu'à 2000 mètres de profondeur. Ils sont une base de données scientifiques inestimables.
- Enfin, de par le caractère unique et la qualité de son contenu, cette collection peut facilement faire l'objet de travaux de recherches scientifiques et d'actions de valorisation.

Ainsi, au regard de l'attrait historique et scientifique de cette collection pour le musée, la convention de dépôt a pour objectif de réguler les modalités de gestion, de conservation et de valorisation du fonds concerné.

Par délibération en date du 17 décembre 2018, le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a reconnu le Musée de la Mine et de la Potasse comme équipement culturel d'intérêt communautaire relevant de sa compétence. Cette décision s'accompagne de la mise à disposition à titre gratuit à la Communauté d'Agglomération du bâtiment du Musée de la Mine et de la Potasse appartenant à la Ville de Wittelsheim (délibération adoptée au Bureau du 7 juillet 2025).

Par conséquent, il est proposé d'entériner le dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace au Musée de la Mine et de la Potasse par l'intermédiaire de Mulhouse Alsace Agglomération en tant que « dépositaire référent », ainsi qu'à commune de Wittelsheim et l'association Kalivie en tant que « co-dépositaires ». Le dépôt est proposé pour une durée de cinq ans renouvelables par tacite reconduction.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les termes de la convention de dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace telle que jointe en annexe,
- approuve le rôle et les tâches dévolus à chaque acteur dans le cadre du dépôt et de la conservation des objets de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace,
- autorise le Président ou l'Elu délégué à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : (1)

- convention de dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace

exemplaire M2A
signature p9

ANNEXE 6

CONVENTION DE DÉPÔT DE LA COLLECTION MINERALOGIQUE DE LA COLLECTIVITE EUROPÉENNE D'ALSACE

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, agissant en qualité de propriétaire des biens mobiliers objets de la présente convention, dont le siège social est l'Hôtel d'Alsace, place du Quartier Blanc, 67000 Strasbourg, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CP-2025-8-6-4 du 17 novembre 2025, approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace », le « propriétaire » ou le « déposant »,

Et

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège social se situe au 2 rue Pierre et Marie Curie 68200 Mulhouse, représentée par Monsieur Fabien Jordan, Président de Mulhouse Alsace Agglomération, habilité par la délibération du conseil d'agglomération de Mulhouse du 11 juillet 2020,

Ci-après dénommée « m2A » ou « co-dépositaire » ou le « dépositaire référent »,

Et

Kalivie, association de sauvegarde et de valorisation du patrimoine du bassin des mines de potasse d'Alsace, dont le siège social se situe au 22 avenue Joseph Else 68310 Wittelsheim, représentée par son Président Monsieur Jacques Holder, habilité par décision du conseil d'administration du 23 septembre 2020,

Ci-après dénommée « Association Kalivie » ou « co-dépositaire »,

Et

La Commune de Wittelsheim, dont le siège social se situe au 2 Rue d'Ensisheim 68310 Wittelsheim, représentée par le Maire Monsieur Yves Goepfert, habilité par décision du conseil municipal du 24 mai 2020,

Ci-après dénommée « Commune de Wittelsheim » ou « co-dépositaire »,

Préambule :

La collection minéralogique appartenant à la Collectivité européenne d'Alsace se compose de plusieurs milliers d'échantillons d'évaporites et plus particulièrement de potasse prélevés par le service de géologie des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace (MDPA) dans différentes régions du monde et dans le bassin potassique d'Alsace. Cette collection comprend également un fonds documentaire (cartes géologiques, photographies, panneaux muraux) et des vitrines d'exposition et meubles divers.

Cette collection a appartenu à la société des MDPA jusqu'au 26 septembre 2011, date à laquelle la collection a été versée aux archives départementales du Haut-Rhin, devenues Archives d'Alsace depuis la création de la Collectivité européenne d'Alsace le 1er janvier 2021. La collection est conservée dans le bâtiment de l'ancien vestiaire du carreau minier Joseph-Else, qui abrite le musée de la Mine et de la Potasse. Ce bâtiment, qui appartenait aux MDPA, est, depuis 2011, propriété de la Commune de Wittelsheim. Il a été mis à disposition à titre gracieux, stipulé dans l'acte de vente en 2011, à l'Association Kalivie pour promouvoir l'histoire du bassin potassique auprès des publics. m2A exerce la compétence « construction, aménagement et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ». En 2018, le musée est reconnu comme équipement d'intérêt communautaire. Cela entraine de plein droit la mise à disposition à m2A de l'ensemble des biens nécessaires à l'exercice de cette compétence, ainsi que l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés. m2A exerce tous pouvoirs de gestion (administration et entretien du bien). L'entité « musée de la Mine et de la Potasse » désigne l'équipement culturel géré par m2A. La collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace est gérée depuis 2020 par le Responsable scientifique et des collections du musée, salarié de m2A.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités par lesquelles la Collectivité européenne d'Alsace confie à m2A, à l'Association Kalivie et à la Commune de Wittelsheim le dépôt de la collection minéralogique (liste jointe en annexe 1). m2A est le dépositaire référent et agit par l'intermédiaire du Responsable scientifique du musée de la Mine et de la Potasse.

Article 2 : Description et nature du dépôt

Le déposant déclare, par la présente, remettre à m2A, à l'Association Kalivie et à la Commune de Wittelsheim, co-dépositaires, l'ensemble de la collection versée aux archives départementales du Haut-Rhin en 2011, soit l'ensemble des échantillons, cartes géologiques, photos, panneaux muraux, vitrines d'exposition et meubles divers figurant dans le tome I et II du catalogue de service géologique de 1964 (Annexes 2 et 3), comme indiqué sur le bordereau de versement des Archives d'Alsace (Annexe 4).

De ce dépôt sont exclus les éléments notés comme manquants au moment du versement en 2011 et non retrouvés depuis le dernier récolement en mars 2024 (Annexe 5). Toutefois, si ces objets manquants étaient amenés à être retrouvés ultérieurement, ils seraient réintégrés à la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace et à l'inventaire.

Le dépôt ne devenant effectif qu'à partir de la signature de la présente convention, la responsabilité des co-dépositaires et du personnel du musée ne saurait être engagée pour ces lacunes. A ce dépôt sont ajoutés des échantillons et cartes non renseignés dans les catalogues du service géologique de 1964 mais faisant bien partie de l'ancienne collection des MDPA de par leur nature et leur chronologie (antérieure à 1964) (Annexe 6).

L'ensemble des éléments constituant le dépôt est listé en annexe 1 de la présente convention.

Article 3 : Propriété et valeur

La Collectivité européenne d'Alsace conserve la pleine et entière propriété de la collection minéralogique composée des objets mentionnés à l'article 2 de la présente convention.

Pour déterminer la valeur de la collection, il est convenu de fixer une valeur moyenne de 100 € (cent euros) par item. La collection comptant 3248 items, la valeur totale de la collection déposée est ainsi estimée à 324 800 € (trois cent vingt-quatre mille huit cents euros).

Article 4 : Lieu de conservation du dépôt

L'ensemble des biens en dépôt sera exclusivement conservé et exposé au musée de la Mine et de la Potasse, sis au 22 Avenue Joseph Else, 68310 à Wittelsheim.

Les co-dépositaires s'interdisent tout transfert, même temporaire, de la collection dans un autre lieu sans l'accord préalable et écrit du déposant.

Article 5 : Condition de gestion, d'exposition, de promotion et d'étude scientifique de la collection

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à mettre à disposition sa collection à des fins d'exposition, de valorisation et de recherche scientifique et culturelle au musée de la Mine et de la Potasse de Wittelsheim pendant toute la durée du dépôt, sous réserve des conditions d'application de la présente convention.

Article 5.1 : Gestion, exposition et promotion

Les co-dépositaires s'engagent à ce que la collection en dépôt soit conservée et exposée dans le musée de la Mine et de la Potasse à Wittelsheim sous la tutelle scientifique de m2A, dans de bonnes conditions de conservation, conformément aux prescriptions de conservation dans ce domaine. La gestion, la conservation et la valorisation de la collection est assurée par un responsable scientifique qualifié, salarié de m2A, pendant toute la durée du dépôt.

La collection n'est pas inscrite à l'inventaire du musée de la Mine et de la Potasse mais sur un registre des dépôts, avec un numéro d'identification spécifique, différent des biens appartenant à l'Association Kalivie.

L'inventaire spécifique à ce dépôt constitue l'annexe 1 de la présente convention.

m2A disposant d'un logiciel de gestion informatisée des collections, les informations relatives à cette collection contenues dans le logiciel seront mises à disposition de la Collectivité européenne d'Alsace afin qu'elles puissent également figurer dans son inventaire informatisé et être valorisées sur son futur portail en ligne. Les co-dépositaires s'engagent également à lui transmettre ou lui procurer tout autre document concernant l'état et la gestion de la collection qui aurait été réalisé à l'initiative des co-dépositaires, sous accord préalable du déposant.

Pendant toute la durée de la convention, les co-dépositaires s'engagent à laisser un accès des biens au personnel habilité de la Collectivité européenne d'Alsace, à des fins d'inspection et de récolement. La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à prévenir par courriel le Responsable scientifique et des collections du musée de la Mine et de la Potasse, au moins une semaine en amont d'un éventuel contrôle de la collection en dépôt.

Les co-dépositaires s'engagent à informer par courrier adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace tous projets de travaux et opérations d'envergure (travaux de mise aux

normes, agrandissement, restructurations, déménagement, projet autour des collections, etc.) susceptibles d'impacter la collection et sa présentation au public.

L'Association Kalivie participe à la documentation et à l'étude de la collection déposée sous la supervision du Responsable scientifique et des collections. Elle s'engage à valoriser la collection dans le cadre des activités de médiation culturelle dans le respect du projet d'établissement défini sous le pilotage du service Tourisme & Musées de m2A.

Les co-dépositaires s'engagent à promouvoir cette collection à travers les différents moyens de communication dont ils disposent (par exemple : site Internet, réseaux sociaux, office du tourisme, etc.), dans le respect du projet d'établissement défini sous le pilotage du service Tourisme & Musées de m2A.

Article 5.2 : Sécurité, sûreté et conservation

Le dépositaire référent doit présenter toutes les conditions climatiques de conservation préventive et les garanties de sécurité requises pour une collection muséale afin de garantir la bonne conservation en limitant la dégradation naturelle ou accidentelle des biens déposés à travers une conservation précautionneuse portant sur des paramètres tels le contrôle de l'environnement direct de l'objet (température, hygrométrie, etc.), un personnel qualifié pour les manipulations, une prévention des actes malveillants (vol, vandalisme), une organisation rationnelle et adéquate du lieu de stockage. Le dépositaire référent est responsable de la régie et du mouvement des objets (marquage, constat d'état, conditionnement, manipulation, localisation). Ce dernier autorise le prêt d'œuvre à des tiers et leur mise en exposition sous le contrôle de la Collectivité européenne d'Alsace.

m2A s'engage à garantir la sécurité du bâtiment dans lequel est conservée en dépôt la collection minéralogique via des systèmes de sécurité habituels pour ce type d'établissement afin de lutter contre les risques de vol (vitrines sous clef, portes fermées à clef en dehors des horaires d'ouverture au public du musée de la mine et de la potasse et bâtiment sous alarme), d'incendie et de dégâts des eaux. L'accès aux vitrines et aux réserves est uniquement donné au Responsable scientifique et des collections. L'Association Kalivie, occupant de ce bâtiment, est tenue d'informer m2A de toutes défaillances liées à la sécurité du bâtiment afin que cette dernière puisse mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de garantir la sécurité et la conservation de la collection déposée.

La conservation du dépôt est confiée aux co-dépositaires et en particulier au dépositaire référent qui en a la pleine responsabilité, à compter du jour de la signature de la présente convention et jusqu'au jour de leur retrait temporaire ou définitif également constaté par un écrit. L'ensemble des responsabilités qui incombent à chacun des co-dépositaires sont définies en annexe 8.

Le dépositaire référent s'engage à avertir le déposant par courrier adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace de toutes modifications intervenues dans les conditions de conservation et de sécurité.

La surveillance de l'état des biens de la collection déposée et la manipulation desdits biens seront effectuées par les personnes habilitées du musée de la Mine et de la Potasse et en présence du Responsable scientifique et des collections dudit musée, selon les normes muséales communes de conservation préventive et de sécurité.

Article 5.3 : Accès aux chercheurs pour l'étude scientifique de la collection

La Collectivité européenne d'Alsace autorise le dépositaire référent à permettre, à titre gracieux, l'accès à la collection minéralogique aux chercheurs et étudiants chercheurs qui en font expressément la demande et qui souhaitent étudier les échantillons ou d'autres éléments de la collection à des fins scientifiques, artistiques ou culturelles. La demande écrite du chercheur ou

étudiant chercheur devra indiquer l'objet de la recherche et la durée souhaitée pour l'accès à la collection et être transmise au Responsable scientifique et des collections du musée deux mois avant la date de début de la recherche pour une demande d'étude ayant lieu dans l'enceinte du musée de la Mine et de la Potasse et quatre mois avant pour une demande d'étude à l'extérieur de l'enceinte dudit musée.

Dans le cas d'une demande d'étude ayant lieu dans l'enceinte du musée de la Mine et de la Potasse, le Responsable scientifique et des collections est la seule personne autorisée à valider la demande du chercheur. Il s'engage également à informer la Collectivité européenne d'Alsace par courriel ou courrier des demandes reçues. L'accès aux objets de la collection se fera dans un espace adéquat et avec un équipement adapté respectant les règles de sécurité mentionnées à l'article 5.2.
Le Responsable scientifique et des collections s'engage à tenir un registre de suivi qui sera rempli à chaque visite par le chercheur. Le registre devra faire mention de :
- la date de consultation,
- l'identité et les coordonnées du chercheur, ainsi que son organisme de rattachement et le nom de son responsable s'il est étudiant,
- l'objet de la recherche,
- n° d'inventaire de chaque échantillon et autre objet de la collection examiné.

Dans le cas d'une demande d'étude d'échantillons minéralogiques à l'extérieur de l'enceinte du musée de la Mine et de la Potasse, le dépositaire référent en informera le déposant dans les plus brefs délais selon les termes de l'article 6.2 de la présente convention. La demande devra être jointe d'une liste des échantillons souhaités pour l'étude, l'adresse et les conditions de sécurité et de conservation du lieu d'accueil (système de sécurités existant, conditions stockage de la collection, liste des équipements de protection individuelle et matériel pour la manipulation des échantillons). La demande de sortie devra être transmise au dépositaire référent et être étudiée conjointement par le déposant et le dépositaire référent. La décision finale est rendue par écrit par le déposant au dépositaire référent dans un délai de deux mois.

Article 6 : Interruption du dépôt pour prêt temporaire

6.1 : A la demande du déposant

Pour ses besoins propres, le déposant peut demander aux co-dépositaires de se dessaisir temporairement d'un ou de plusieurs objets du dépôt. Le déposant s'engage à lancer cette démarche au moins un mois avant la date présumée du départ du ou des objets depuis leur lieu de dépôt par courrier signé par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace.
L'instruction du dossier administratif, les conditions d'emballage, de transport et d'assurance sont sous la responsabilité du déposant. Aucun frais y afférent n'incombe aux co-dépositaires.

6.2 : A la demande d'un tiers

Le demandeur devra faire parvenir sa demande au dépositaire référent quatre mois à l'avance qui en informera dans les plus brefs délais le déposant par écrit par courrier adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace sans préjuger de la réponse de ce dernier. Toute sortie d'un élément de la collection est soumise à un accord écrit de la Collectivité européenne d'Alsace à m2A. Cet accord est donné dans un délai de deux mois à compter de l'information du déposant par courrier adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace.
Si la demande de prêt est acceptée par le déposant et le dépositaire référent, ce dernier fixera les conditions du prêt selon les modalités suivantes :

- Un constat d'état de chaque échantillon prêté sera effectué par le dépositaire référent au départ et au retour du ou des échantillons et une copie sera jointe aux conditionnements des objets lors de tout transport ;
- Une copie dudit constat d'état sera transmise au déposant ;

- Les frais de déplacement seront à la charge du demandeur emprunteur à l'origine de la demande de prêt ;
- Une assurance devra être souscrite par le demandeur emprunteur qui devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et la durée de l'exposition (assurance clou à clou) ;
- Une attestation d'assurance devra être transmise par le demandeur emprunteur au propriétaire de la collection et au dépositaire référent.

A l'issue d'un prêt à un tiers, le dépôt fera retour au musée de la Mine et de la Potasse, sans modification de la durée de dépôt initialement arrêtée dans la présente convention.

Article 7 : Mention, droit à l'image et communication

Les co-dépositaires s'engagent à faire figurer la mention « dépôt de la Collectivité européenne d'Alsace » sur les supports de médiation (cartels, étiquettes, notices et publications éventuelles), ainsi que sur leurs supports de communication et de promotion après accord préalable et écrit de la Collectivité européenne d'Alsace. La Collectivité européenne d'Alsace devra être informée en amont de toute publication ou manifestation publique organisée dans le cadre de ce dépôt. La Collectivité européenne d'Alsace s'engage également à citer m2A, la Commune de Wittelsheim et l'Association Kalivie comme partenaires scientifiques et culturels lors de toutes communications liées à la collection minéralogique déposée.

Le déposant autorise les co-dépositaires à filmer ou à photographier sans flash les biens déposés, et à reproduire ou faire reproduire leur image et leur dénomination sur tout support matériel ou dématérialisé, à des fins de communication institutionnelle, promotionnelle et évènementielle, de publication, pour toute la durée du dépôt, dans le respect du projet d'établissement défini par le service Tourisme & Musées de m2A, sans que cela leur confère un droit à une rémunération ou à un avantage financier quelconque. Dans le cas où la prise de vue nécessite une manipulation de l'échantillon, celle-ci devra se faire par le personnel habilité en présence du Responsable scientifique et des collections du musée de la Mine et de la Potasse en respectant les règles de sécurité (cf. art. 5.2).

Le déposant autorise les visiteurs à photographier les échantillons sans flash uniquement.

Le déposant autorise les chercheurs menant une étude scientifique sur la collection à photographier la collection sans flash uniquement et à utiliser les photographies à des fins de diffusion scientifique et de vulgarisation (publication et communication) et en aucun cas à des fins commerciales, à condition que soit associées à chaque photographie les informations suivantes :
- Désignation/nature de l'objet
- Numéro du sondage (le cas échant)
- Origine géographique (le cas échant)
- Numéro d'inventaire

suivies de la mention « dépôt de la Collectivité européenne d'Alsace ».

En cas de publication, le chercheur s'engage à déposer un exemplaire au personnel scientifique qualifié et un exemplaire à la Collectivité européenne d'Alsace.

Article 8 : Dispositions financières

La mise à disposition de la collection de la Collectivité européenne d'Alsace telle que listée à l'annexe 1 de la présente convention s'effectue à titre gracieux.
Les frais de fonctionnement liés à ce dépôt sont exclusivement à la charge des co-dépositaires.

Article 9 : Frais, assurances et sinistres

Les co-dépositaires sont responsables de toute dégradation des biens pendant la durée du dépôt jusqu'au retrait de la collection par le Collectivité européenne d'Alsace. Toute dégradation des objets de la collection, toute altération ou anomalie, sitôt constatée, devra être signalée immédiatement au déposant par courrier adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace.

Il est convenu que le dépositaire référent s'engage à supporter les frais de toute nature occasionnés par le dépôt (assurances, transports, restauration, conditionnement, etc.) et les conséquences des vols ou dégradations. A cette fin, il pourra souscrire une assurance ou rester son propre assureur pour couvrir les risques de vol, perte ou détérioration de la collection, la valeur totale de la collection étant précisée à l'article 3 de la présente convention. L'attestation d'assurance sera transmise à la Collectivité européenne d'Alsace à la signature de la présente convention.
m2A s'engage à assurer la sécurité du bâtiment comme étant précisé à l'article 5.2 et à supporter les frais occasionnés par d'éventuelles défaillances de sécurité du bâtiment qui constitueraient un danger pour la sécurité ou la conservation de la collection minéralogique déposée.

En cas de sinistre de quelque nature que ce soit, le dépositaire référent s'engage à avertir le déposant dans les vingt-quatre heures par courriel, et à confirmer par écrit la déclaration de sinistre en faisant état des circonstances.
En cas de détérioration constatée ou de disparition d'un ou plusieurs biens déposés qui serait le fait d'un des co-dépositaires ou de ses salariés, membres bénévoles ou mandataires, ou d'un tiers (visiteur ou chercheur), l'intégralité des frais en découlant sera assumée par le dépositaire référent ou son assurance, charge à lui de se retourner, le cas échéant, contre le(s) tiers auteur(s) du sinistre.

En cas de désaccords entre le dépositaire référent et la/les personne(s) responsable(s) du sinistre, ces derniers sont tenus de trouver un accord à l'amiable (cf. article 14) dans le mois suivant le sinistre afin de na pas impacter d'avantage la sécurité et la conservation de la collection déposée.

Article 10 : Durée du dépôt

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans, et prend effet à compter de sa signature par les parties. A l'issue des cinq ans, la convention de dépôt est prolongée par tacite reconduction pour une durée de cinq ans renouvelables, étant précisé que l'une ou l'autre partie peut y mettre un terme après en avoir averti l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de quatre mois avant la date d'échéance de la convention.

Article 11 : Clause de rencontre

Les parties se tiennent mutuellement informées, à tout moment et dans les meilleurs délais, de tout événement ou circonstance ou information de quelque nature que ce soit susceptible d'avoir une incidence significative sur l'exécution de la convention notamment dans l'hypothèse où les conditions techniques, économiques ou sociales existant à la date de signature de la convention évolueraient de façon significative, de telle sorte que l'équilibre économique se trouverait profondément modifié et entraînerait pour l'une ou l'autre des parties des obligations qu'elle ne pourrait pas équitablement supporter.

Les parties s'engagent à se rencontrer dans les meilleurs délais à la suite d'une demande par une des parties concernant tout évènement pouvant avoir une incidence significative sur l'exécution de la convention afin de rechercher une solution conforme aux intérêts légitimes de chacune.

Article 12 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, ou si une disposition législative ou réglementaire le nécessitait. L'avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet défini à l'article 1er. Tout projet d'avenant devra être approuvé par les quatre parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 13 : Résiliation de la convention

13.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties ou bien dans le cas où au moins l'une des trois situations se présente.

13.2 En cas de non-respect des conditions de la présente convention par l'une des parties, il est convenu que la Collectivité européenne d'Alsace pourra résilier de plein droit la convention sans formalité judiciaire, à l'expiration d'un délai de quatre mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet. La résiliation entraîne le retrait du dépôt aux frais d'une ou des parties n'ayant pas respecté les conditions de la présente convention.

13.3. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de l'Association Kalivie, la Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour l'association et/ou son repreneur de maintenir l'ouverture au public du musée dans des conditions satisfaisantes. Dans ces circonstances, la Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit d'organiser à ses frais l'enlèvement de la collection pour la rapatrier dans des locaux adaptés à l'expiration d'un délai de quatre mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

13.4 En cas de carence de personnel scientifique au musée de la Mine et de la Potasse, la Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité d'assurer la gestion des collections dans le respect des conditions de conservation préventive et de sécurité commune au domaine muséale. Dans ces circonstances, la Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit d'organiser à ses frais l'enlèvement de la collection pour la rapatrier dans des locaux adaptés à l'expiration d'un délai de quatre mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, une voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle, sans que cette tentative de conciliation amiable ne puisse être inférieure à trois mois et supérieure à six mois.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 15 : Pièces constitutives

La présente convention comprend ce document et ses annexes qui en forment partie intégrante et ont valeur contractuelle :

- Annexe 1 : Extraction de l'inventaire informatisé de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace
- Annexe 2 : Tome I du catalogue 1964 des MDPA
- Annexe 3 : Tome II du catalogue 1964 des MDPA
- Annexe 4 : Bordereau de versement de la collection minéralogique par les MDPA aux Archives d'Alsace en 2011

- Annexe 5 : Liste des objets manquants
- Annexe 6 : Liste des objets ajoutés à la collection de la Collectivité européenne d'Alsace.
- Annexe 7 : Projet muséal du Musée de la Mine et de la Potasse : mission, vision, valeurs
- Annexe 8 : Tableau délimitant le périmètre de responsabilité des co-dépositaires

Fait en quadruple exemplaire, un pour chacune des parties,

à Colmar, le 12/02/2026

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président

Frédéric BIERRY

Pour l'Association Kalivie,
Le Président

Jacques HOLDER

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président

Fabien JORDAN

Pour la Commune de Wittelsheim,
Le Maire

Yves GOEPFERT

MAIRIE DE WITTELSHEIM * HAUT-RHIN * REPUBLIQUE FRANÇAISE N° 1

REÇU EN PREFECTURE
le 02/02/2026
Acte certifié exécutoire par voie électronique
99_DE-068-215803759-20260129-06_20260129

Département du Haut-Rhin
Commune de Wittelsheim

WITTELSHEIM

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE WITTELSHEIM

Jeudi 29 janvier 2026

Sous la Présidence de Monsieur Yves GOEPFERT, Maire
En Salle du Conseil à la mairie de Wittelsheim
Date de la convocation : 23/01/2026

Conseillers élus : 33
Conseillers en fonction : 33

Présents (25) :
M. Yves GOEPFERT, M. Thierry RAUBER, Mme Christine DHALLENNE-HAEGELEN, M. Fabrice AMADORI, Mme Marianne KNAFEL-SCHWALLER, M. Jean-Pierre SCHWEITZER, Mme Pascale ZIMMERMANN, M. Pierre WILLEMANN, Mme Anna CONSIGLIO-PARISI, M. Gilles ACKERMANN, M. Sükrü EKENTOK, M. Thierry KILKA, M. Denis ZIEGLER, M. Frédéric KRZEMINSKI, Mme Rose-Marie BECK, Mme Martine RIETSCH-MICHEA, Mme Marie-Pierre HARTZ, Mme Magalie WALTER-DESTAILLEUR, Mme Christelle CZERW, M. Pierre GIRNY, M. Jacques HOLDER, Mme Marie-France HITTER, M. Claude WEISS, Mme Chantal FELLMANN, Mme Agnès ARMSPACH.

Membres absents ayant donné procuration (6) :
M. Quentin FRIED donne procuration à Mme Marie-Pierre HARTZ ;
Mme Marie-Thérèse JOGA donne procuration à M. Yves GOEPFERT ;
Mme Michelle LE FLO DE KERLEAU donne procuration à Mme Pascale ZIMMERMANN ;
Mme Marie-Bénédicte WEISS-HARTMANN donne procuration à Mme Christine DHALLENNE-HAEGELEN ;
M. Julien RIESEMANN donne procuration M. Pierre GIRNY ;
Mme Mauricette BENAZOUGUI donne procuration à Mme Agnès ARMSPACH.

Membres absents (4) :
M. Yves GOEPFERT (point n° 9) ;
M. Gilles ACKERMANN (point n° 9) ;
M. Redouan DARKAOUI ;
M. Sébastien LACH.

Quorum atteint : tout au long de la séance

POLE ANIMATION
DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES
AO

POINT N°6 : MUSEE DE LA MINE ET DE LA POTASSE : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE DEPOT DE LA COLLECTION MINERALOGIOUE AVEC LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Rapporteur : Mme Christine DHALLENNE, adjointe au maire

Le Musee de la Mine et de la Potasse de Wittelsheim conserve et expose la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace depuis 1996, date à laquelle elle est transférée par les Mines de potasse d'alsace (MDPA) depuis leur siège social où elle était précédemment exposée.

Ladite collection se compose de plusieurs milliers d'échantillons d'évaporites et plus particulièrement de potasse prélevée par le service géologique des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace (MDPA) dans différentes régions du monde et dans le bassin potassique d'Alsace. Cette collection comprend également un fonds documentaire et des vitrines d'exposition et meubles divers. Elle a appartenu à la société des MDPA jusqu'au 26 septembre 2011, date à laquelle la collection a été versée aux archives départementales

MAIRIE DE WITTELSHEIM
2 rue d'Ensisheim – BP 50005 – 68310 WITTELSHEIM – 03 89 57 77 47

REÇU EN PREFECTURE
le 02/02/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-216803759-20260129-06_20260129

WITTELSHEIM

du Haut-Rhin, devenues Archives d'Alsace depuis la création de la Collectivité européenne d'Alsace le 1er janvier 2021.

En outre, cette collection est dotée d'un réel intérêt historique et scientifique.

- D'une part, elle illustre l'histoire des MDPA et de son service géologique à travers un travail de prospection mené pendant près d'un demi-siècle dans le monde entier. Tous les gisements de potasse exploités dans le monde au XXe siècle y sont représentés.

- D'autre part, cette collection permet de plonger dans l'histoire géologique de l'Alsace à travers des échantillons issus de sondages effectués jusqu'à 2000 mètres de profondeur. Ils sont une base de données scientifiques inestimables.

- Enfin, par le caractère unique et la qualité de son contenu, cette collection peut facilement faire l'objet de travaux de recherches scientifiques et d'actions de valorisation.

Ainsi, au regard de l'attrait historique et scientifique de cette collection pour le musée, la convention de dépôt dont les modalités sont présentées en annexe N°6 a pour objectif de réguler les modalités de gestion, de conservation et de valorisation du fonds concerné.

Par délibération en date du 17 décembre 2018, le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a reconnu le Musee de la Mine et de la Potasse comme équipement culturel d'intérêt communautaire relevant de sa compétence. Cette décision s'accompagne de la mise à disposition à titre gratuit à la Communauté d'Agglomération du bâtiment du Musee de la Mine et de la Potasse appartenant à la Ville de Wittelsheim (délibération adoptée au Bureau du 7 juillet 2025).

Par conséquent, il est proposé d'entériner le dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace au Musee de la Mine et de la Potasse par l'intermédiaire de Mulhouse Alsace Agglomération en tant que « *dépositaire référent* », ainsi qu'à la commune de Wittelsheim et l'association Kalivie en tant que « *co-dépositaires* ». Le dépôt est proposé pour une durée de cinq ans renouvelables par tacite reconduction.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver les termes de la convention de dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace telle que jointe en annexe N°6 ;**

- **D'approuver le rôle et les taches dévolus à chaque acteur dans le cadre du dépôt et de la conservation des objets de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace ;**

- **D'autoriser le maire ou son adjoint(e) délégué(e) à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.**

Pour extrait conforme

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE

DATE
Réception par le représentant de l'Etat 02/02/26
Publication - Notification 05/02/26

Le Maire

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué
Christine HAEGELEN/DHALLEIN

MAIRIE DE WITTELSHEIM N° 1 HAUT RHIN

Le Maire
Yves GOEPFERT

MAIRIE DE WITTELSHEIM
2 rue d'Ensisheim – BP 50005 – 68310 WITTELSHEIM – 03 89 57 77 47

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au Musée de la Mine de la Potasse, Christophe TORANELLI, c'est une convention.

M. TORANELLI : Oui, merci Président. La délibération que je vous propose, concerne la signature d'une convention avec la Collectivité européenne d'Alsace pour le dépôt d'une collection minéralogique au Musée de la Mine et de la Potasse. Le Musée de la Mine et de la Potasse de Wittelsheim conserve et expose la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace depuis 1996, date à laquelle elle est transférée par les Mines De Potasse d'Alsace depuis leur siège social où elle était précédemment exposée. Ladite collection se compose de plusieurs milliers d'échantillons d'évaporites et plus particulièrement de potasses prélevées par le service de géologie des mines domaniales de potasse d'Alsace dans différentes régions du monde et dans le bassin potassique d'Alsace. Cette collection comprend également un fonds documentaire et des vitrines d'exposition et meubles divers. Elle a appartenu à la société des MDPA jusqu'au 26 septembre 2011, date à laquelle la collection a été versée aux archives départementales du Haut-Rhin devenues Archives d'Alsace depuis la création de la Collectivité européenne d'Alsace le 1er janvier 2021. En outre, cette collection est dotée d'un réel intérêt historique et scientifique. D'une part, elle illustre l'histoire des MDPA et de son service géologique à travers un travail de prospection mené pendant près d'un demi-siècle dans le monde entier. Tous les gisements de potasse exploités dans le monde au XXe siècle y sont représentés. D'autre part, cette collection permet de plonger dans l'histoire géologique de l'Alsace à travers des échantillons issus de sondages effectués jusqu'à 2 000 mètres de profondeur. Ils sont une base de données scientifiques inestimables. Enfin, de par le caractère unique et la qualité de son contenu, cette collection peut facilement faire l'objet de travaux de recherche scientifique et d'actions de valorisation. Ainsi, au regard de l'intérêt historique et scientifique de cette collection pour le musée, la convention de dépôt a pour objectif de réguler les modalités de gestion, de conservation et de valorisation du fond concerné. Par la délibération en date du 17 décembre 2018, le Conseil d'Agglomération de Mulhouse a reconnu le Musée de la Mine et de la Potasse comme équipement culturel d'intérêt communautaire, relevant de sa compétence. Cette décision s'accompagne de la mise à disposition à titre gratuit à la communauté d'Agglomération du bâtiment du Musée de la Mine et de la Potasse appartenant à la ville de Wittelsheim. Par conséquent, il est proposé d'entériner le dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace au Musée de la Mine et de la Potasse par l'intermédiaire de Mulhouse Alsace Agglomération en tant que dépositaire référent, ainsi qu'à la commune de Wittelsheim et l'association KALIVIE en tant que co-dépositaires. Le dépôt est proposé pour une durée de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction. L'objectif est d'approuver les termes de la convention de dépôt de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace, telle que jointe en annexe, je vous passe la lecture de la convention ; d'approuver le rôle et les tâches dévolues à chaque acteur dans le cadre du dépôt et de la conservation des objets de la collection minéralogique de la Collectivité européenne d'Alsace ; et d'autoriser le président ou l'élu délégué à signer ladite convention et toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christophe. Prise de parole de Antoine HOMÉ.

M. HOMÉ : Oui, Monsieur le président, cher Jean-Luc, malgré l'heure tardive, je vais me permettre d'intervenir sur ce point. Nous parlons ici du patrimoine minier. Vous le savez, cela concerne particulièrement notre ami Christophe, puisque le Carreau Rodolphe est sur son ban. Donc il y a 3-4 ans, on avait un débat amical mais assez viril sur Stocamine, et à l'époque, il y avait des motions qui circulaient, et Fabian avait fait adopter une motion défendant effectivement le fait que sur Stocamine on pose des questions, auxquelles d'ailleurs l'Etat n'a pas répondu. Mais il y avait en face aussi la perspective, et c'était Christophe BECHU qui était ministre, d'un grand site sur le Carreau Rodolphe, on en a beaucoup parlé. Et après tout, Fabian, tu es toi aussi un maire du bassin potassique. Alors aujourd'hui, je vois les inquiétudes des associations d'élus, on parle de fermeture pour un an, on ne sait pas trop. Alors moi, je voudrais en savoir un peu plus sur ce sujet et surtout, est-ce qu'on est bien sûrs que demain le site va être préservé ? Est-ce qu'il va rebondir ? Ou est-ce une stratégie pour arrêter ? En tout cas, encore aujourd'hui, je reçois des messages des associations de mineurs, donc je pense que c'est un sujet sur lequel il faut évidemment qu'on se mobilise. C'est un sujet patrimonial important, et j'aimerais avoir des réponses du Président sur ce sujet qui nous tient à cœur et qui n'est pas très clair.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine, je sais que ce sujet te tient à cœur, comme à nous aussi, et c'est vrai qu'on y travaille, et évidemment Christophe et Catherine vont revenir vers toi, c'est aussi dans le travail de la collaboration avec la Collectivité européenne d'Alsace, où il faut qu'ensemble on puisse porter ces équipements qui sont impératifs pour l'identité du bassin potassique. On partage évidemment tout cela, on va y veiller pour qu'il y ait une vraie collaboration entre les différents partenaires, aussi bien sur le Carreau Rodolphe mais aussi l'écomusée qui est juste à côté, l'ensemble des musées de la Potasse, la route de la Potasse qui est un véritable succès parce que c'est la véritable identité du nord de notre agglomération. Oui, Christophe, tu voulais rajouter quelque chose ?

M. TORANELLI : Oui, je peux rajouter un petit mot pour compléter un petit peu ce que tu viens de dire, Fabian. J'étais à l'Assemblée Générale du Carreau Rodolphe, et donc la fermeture décidée par la Collectivité européenne d'Alsace, c'est une fermeture administrative, provisoire. Je vous rappelle que le Carreau Rodolphe est sur le ban de la commune de Pulversheim et que les bâtiments qui reçoivent le public sur ce site-là sont, pour la plupart, des établissements recevant du public et ce n'est pas la première année que je demande au Carreau Rodolphe, et donc à la Collectivité européenne d'Alsace également, de se mettre en conformité avec les établissements recevant du public par rapport aux bâtiments. J'avais déjà, l'année dernière, dit au Président du Carreau Rodolphe qu'il fallait monter les dossiers pour que les établissements recevant le public soient conformes, et aujourd'hui ils ne le sont toujours pas donc il y a effectivement un travail à effectuer pour que le public puisse être reçu sur le Carreau Rodolphe et dans les différents bâtiments qui composent le Carreau Rodolphe, en toute sécurité, et pour que ma responsabilité de maire soit engagée mais sur des dossiers d'ERP qui soient respectés.

M. LE PRÉSIDENT : On est d'accord. Merci beaucoup Christophe de ces précisions et on va y veiller, on va rester vigilants et travailler avec la CeA. Concernant cette convention et la signature de la convention de dépôt de la collection minéralogique : quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

53° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSÉE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE COLLECTION SCHLUMPF : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2026 (2026/24C/7.5.6)

Le Musée National de l'Automobile- Collection Schlumpf, bénéficie de l'appellation « Musée de France » et fait partie du pôle des 10 musées présents sur le territoire. Il constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est la plus importante au monde tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Depuis deux ans, le Musée National de l'Automobile entreprend une programmation riche centrée autour d'exposition forte qui lui a permis d'afficher une fréquentation en hausse. Le Musée National de l'Automobile se donnait pour objectif d'attirer 50 000 visiteurs supplémentaires en 2025, chiffre pratiquement atteint (31 215 visiteurs supplémentaires accueillis sur l'année 2025).

2023	2024	2025
243 174 visiteurs	247 235 visiteurs	278 450 visiteurs
+ 28%	+ 1,64%	+ 11%

En 2026, le Musée National de l'Automobile continue son développement avec une nouvelle exposition grand public, la course F1, présentée d'avril à novembre. La manifestation a attiré des partenaires haut de gamme prêtant leur collection et associant leur image : musées BMW, Mercedes, Matra, Ferrari, Alfa Romeo, collection du Prince de Monaco.

La notoriété et la visibilité du Musée National de l'Automobile est assurée par la présence de l'association sur des salons touristiques et automobiles qui est maintenue à un rythme important (50 salons étalés sur l'année). Par conséquent, le budget consacré à la communication (service externalisé) est important mais cohérent (6% du budget annuel).

La politique de médiation est axée sur l'inclusion. Le Musée National de l'Automobile participe à l'opération DuoDay (2 journées/an) touchant 20 participants malvoyants.

Le programme de Conservation-restauration s'appuie essentiellement sur les forces vives des ateliers (3% du budget annuel) et bénéficie d'un mécénat privé régulier.

m2A intervient au titre de la promotion touristique, tout en assurant un soutien à la conservation du patrimoine muséal de l'automobile. A ce titre, Mulhouse Alsace Agglomération soutient le musée dans son fonctionnement.

Pour ce faire, il est proposé au Conseil de verser une subvention à hauteur de 547 600 €.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2026.

Imputation budgétaire :
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 314
Service gestionnaire et utilisateur A141
Ligne de crédit n°3855

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'association de gestion du Musée National de l'Automobile–Collection Schlumpf une subvention de fonctionnement d'un montant de 547 600 €,
- autorise le Président ou son représentant à signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)

- une convention d'objectifs et de moyens relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement
- un contrat d'engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES
A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
LD/AF

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre les soussigné(e)s :

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par son Président, M. Fabian JORDAN en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 22 juin 2026 et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et **L'association pour la gestion du Musée de l'Automobile** – Collection Schlumpf dont le siège social est situé au 192 avenue de Colmar à Mulhouse (68200), représentée par son Président Bruno FUCHS et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part,

PREAMBULE

L'Association a pour but la conservation, l'étude, l'enrichissement et la diffusion des collections de l'association de propriétaires et la gestion du Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf.

Compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur son territoire, m2A a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles m2A apporte son soutien financier à l'association pour la gestion du Musée de l'Automobile dans le cadre de ses activités muséales pour l'année civile 2026.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

Article 3 : MISSIONS ET OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'association a pour mission d'assurer et de maintenir son activité muséale conformément aux règles énoncées dans le code du patrimoine pour les musées de France (LIVRE IV : MUSEES articles L410-1 à L452-4

- Le maintien de son personnel à un niveau de compétence et d'expertise suffisant afin de répondre aux exigences de gestion et de conservation du patrimoine dont elle a la charge.
- D'assurer la maintenance, la sécurité et le bon fonctionnement du musée.
- De proposer aux publics une offre culturelle et pédagogique de qualité.
- De contribuer à l'attractivité du territoire en prenant part aux évènements engageant la politique culturelle nationale favorisant l'accessibilité pour tous à la Culture.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à assurer les missions d'un musée de France telles qu'énoncées dans le code du patrimoine à savoir : conserver, étudier, enrichir et diffuser ses collections.

D'autre part, l'association s'engage à :

- Participer à la Nuit Européenne des Musées et aux Journées Européennes du Patrimoine en proposant la gratuité ou un tarif préférentiel aux visiteurs.
- Participer à la Journée des Enfants du patrimoine et offrir la gratuité au public scolaire lors de l'opération.
- Mettre à disposition gratuitement une fois par an l'autodrome pour des manifestations m2A.
- Coopérer aux travaux communs en matière de conservation et de médiation qui animent le réseau des musées du territoire de m2A.
- Contribuer à la campagne annuelle de communication et de sensibilisation aux métiers du patrimoine (acquisition, conservation, restauration, inventaire et récolement, etc.) animée par le service Tourisme et Musées de m2A.

Article 5 : ENGAGEMENTS DE M2A

M2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et un suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue du fonctionnement du musée.

Dans le cadre de son service Tourisme et Musées, m2A apporte à l'Association conseil et ingénierie à la réalisation des missions et objectifs décrits dans l'article 3.

Dans le but de donner à l'Association les moyens nécessaires pour exercer sa mission dans le respect des objectifs prévus dans la présente convention, m2A lui verse une subvention.

Article 6 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Il est demandé à l'Association de présenter la programmation et les activités prévisionnelles de l'année n+1 qui seront mises en place conformément aux missions du musée.

Le montant de cette subvention est défini sur la base de la demande d'une subvention étayée et du budget prévisionnel présenté par l'Association, et fera l'objet d'un examen suivant les critères définis par m2A :

- Garantir la sécurité des personnes et des collections.
- Assurer à l'entretien et la rénovation des bâtiments.
- Appuyer l'écoconception des projets, y compris d'exposition, et la transition énergétique.
- S'inscrire dans les axes du Schéma de développement culturel et touristique de m2A :
    - Conserver, inventorier et récoler, enrichir, restaurer les collections.
    - Se doter d'une programmation culturelle clairement définie qui valorise les collections vers les publics.
    - Mettre en place des projets d'éducation artistique et culturelle dans une perspective d'accès pour tous à la culture.
    - Professionnaliser les missions.
    - Participer à la vie du réseau, notamment dans le cadre d'actions transversales et communes participant à l'attractivité du territoire en tant que pôle muséal.
    - Inscrire les projets dans une communication mettant en valeur la narration culturelle du territoire.

Pour2026, m2A verse à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 547 600€, approuvée par le Conseil d'Agglomération du 22 juin 2026.

L'Association utilisera cette subvention dans le respect des dispositions de la présente convention et ne pourra pas reverser tout ou partie, à d'autres organismes, la subvention accordée.

En cas de résiliation de la convention ou de dissolution de l'association, celui-ci devra restituer la subvention, pour la part non utilisée à m2A.

Article 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La subvention fera l'objet d'un versement effectué par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention, votée lors de l'assemblée délibérante, est versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.

Il est à noter que le versement ne se fera que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association :
Code banque : 14707 – Code guichet : 50821 – Numéro de compte : 49195128929 Clé RIB : 17– Raison sociale et adresse de la banque : BP Alsace-Lorraine Champagne

Article 8 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à apposer le logo de m2A sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches...) liées aux actions définies à l'article 3 de la présente convention et à faire valoir la participation de m2A dans l'ensemble de ses actions de communication.

Article 9 : EVALUATION ET SUIVI FINANCIER DE L'ASSOCIATION

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra produire et transmettre au service Tourisme et Musées de m2A les documents permettant un suivi des activités et leur évaluation qualitative, techniques et financières dans le respect de ses engagements vis-à-vis de la collectivité.

9.1. Suivi des activités de l'association

Dans le cadre du suivi des activités de l'association, celle-ci devra produire **semestriellement** un bilan de la programmation et des activités en cours (à transmettre avant le 31 juillet) comportant au minimum les informations suivantes :

- Chiffres de fréquentation en lien avec la grille d'indicateurs telle que définie par le service Tourisme et Musées à l'annexe 1.
- Compte-rendu qualitatif et financier de la programmation et des activités réalisées au cours du premier semestre aux moyens d'évaluation définis à l'annexe 2.

De plus, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet un bilan annuel comportant :

- Rapport d'activité de l'année exécutée.
- Etat de l'organigramme et des fonctions des agents (salariés, prestataires, bénévoles, mécénat de compétence, etc.) affectés aux activités définies à l'article 3.

9.2. Suivi financier de l'association

Pour permettre la vérification des conditions financières et techniques, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet de l'année en cours :

- Une copie certifiée de son budget analytique de l'année en cours voté par la gouvernance de l'Association.
- Le bilan et le compte de résultat détaillés de l'Association de l'année précédente, comprenant l'ensemble des activités de l'Association y compris celles n'étant pas financées par m2A.
- Les comptes analytiques de l'année précédente, pour chaque activité gérée par l'Association.
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'année précédente.

En outre, l'Association s'engage à déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 3 notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La collectivité a le droit de contrôler les renseignements donnés notamment dans le compte rendu d'activités et de faire procéder à tout audit qu'elle jugera utile, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagement vis-à-vis de la collectivité.

Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les années précédentes.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : RESPONSABILITES

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'Association est responsable de son bon fonctionnement dans le cadre des stipulations de la présente convention. Elle fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux utilisés

pour l'activité. Elle devra prendre en particulier toutes dispositions pour qu'elle soit agréée par les autorités compétentes (règlementation ERP, code du travail…).

L'association fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de m2A ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion de l'Association.

L'Association est seule responsable vis-à-vis des usagers et des tiers et de m2A de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Article 13 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'Association devra reverser en tout ou partie la subvention octroyée par m2A dans les hypothèses suivantes :

- Les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, tel que défini aux articles 1 et 3.
- En cas de non-exécution des dispositions de l'article 8 (évaluation et suivi financier de l'Association) c'est à dire si les pièces, documents ou justificatifs n'ont pas été présentés ou se révèlent être volontairement erronés.
- Si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.
- S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

Article 14 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Article 15 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 16 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,	Pour l'Association du Musée de l'Automobile – collection Schlumpf
Le Président	Le Président
Fabian JORDAN	Bruno FUCHS

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 09/03/2025

Le (la) Président(e)

Bruno FUCHS

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

ASSOCIATION DE GESTION DU MUSÉE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE
192 Avenue de Colmar
68100 MULHOUSE
Tél : 03.89.33.23.23

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au Musée National de l'Automobile. C'est Anne-Catherine GOETZ qui nous en parle.

MME GOETZ : Merci, M. le Président, chers collègues. Si vous en êtes d'accord, M. le Président, je vais présenter conjointement les deux délibérations avant que vous procédiez à deux votes distincts. Avec ses dix musées, notre agglomération constitue aujourd'hui le premier pôle européen des musées techniques, scientifiques et industriels. Cette concentration unique est un formidable atout culturel, touristique et économique. La Cité du Train, le Musée National de l'Automobile ont démontré ces dernières années leur capacité à se réinventer. Ils ont développé de nouvelles offres, attiré de nouveaux publics, augmenté leur fréquentation et engagé un travail de diversification de leurs ressources financières. Ils montrent qu'un musée peut conjuguer excellence patrimoniale, innovation et gestion responsable. Ils ont également compris l'importance de la visibilité et de la communication en y consacrant des moyens significatifs. Dans un environnement concurrentiel, savoir faire connaître ses collections et ses événements est devenu aussi essentiel que leur conservation. Les résultats obtenus sont encourageants, pour autant notre ambition ne s'arrête pas là. Avec Madame la Vice-Présidente Catherine MATHIEU-BECHT, nous souhaitons engager une réflexion, en ce début de mandat, une réflexion stratégique à l'échelle de l'ensemble du pôle muséal. L'objectif est de définir une feuille de route claire pour les années à venir, avec comme objectifs de renforcer les coopérations entre les établissements ; accroître encore leur attractivité ; accompagner la diversification des sources de financement ; développer les partenariats ; et accorder une place plus importante à la conservation des collections. Notre ambition est simple : que lorsque l'on évoque Mulhouse et son agglomération, en France comme à l'étranger, il faut que l'on pense naturellement à ce pôle muséal unique en Europe, à la richesse de son patrimoine technique et industriel et à sa capacité à transmettre une véritable culture scientifique et technique aux générations futures. J'en viens maintenant aux deux délibérations qui vous sont proposées. La première concerne le Musée National de l'Automobile, Collection Schlumpf, qui est un musée de France, avec une délibération qui propose de verser une subvention de fonctionnement de 547 600 euros pour l'année 2026, en soutien au fonctionnement global de cet établissement.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Anne-Catherine pour cette délibération concernant le Musée National d'Automobile. Oui, monsieur WEBER.

M. WEBER : Une rapide prise de parole qui n'est pas liée au montant de la subvention, mais un appel à ce que m2A, au même titre que d'autres collectivités, particulièrement la ville de Mulhouse, puisse intervenir en tant que financeur sur la muséographie de ces musées-là. Il y a un enjeu à mettre en lumière l'histoire ouvrière de notre territoire et sur le bassin potassique comment faire sans cette histoire d'autant plus que beaucoup des mineurs sont encore vivants et eux-mêmes agissent pour faire en sorte que leur histoire soit visible. Sur le territoire de Mulhouse, et c’est le cas du Musée de l'Auto, on a beaucoup de focus sur les Schlumpf, qui n'ont pas été les meilleurs entrepreneurs de notre territoire, et un peu une invisibilisation sur l'histoire du musée qui est d'abord un musée ouvert par les ouvriers mais dans la muséographie du musée c'est assez peu présent. Donc, je profite de cette délibération juste pour dire que m2A, en tant que financeur, peut aussi inciter à ce que l'histoire avec un grand H, autant celle des

entrepreneurs que ceux qui ont permis ces entreprises, soit visible dans la muséographie de nos différentes institutions muséales.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. D'autres interventions ? Des votes contre cette subvention ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

54° ASSOCIATION CITÉ DU TRAIN, PATRIMOINE SNCF : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2026 (2026/25C/7.5.6)

La Cité du Train - patrimoine SNCF (CDT), musée d'intérêt communautaire, fait partie du pôle des dix musées présents sur le territoire. A ce titre, il participe à l'attractivité du territoire.

La CDT possède l'appellation « Musée de France ». Il constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection, majeure dans le domaine du patrimoine ferroviaire, en fait un musée de référence à rayonnement international.

Fort d'une progression du visitorat en 2023 et 2024, et d'une programmation de célébration des 20 ans du musée, la CDT s'était donnée en 2025 pour objectif d'atteindre un record de fréquentation. L'objectif est ainsi dépassé avec 123 242 visiteurs accueillis.

La CDT souhaite maintenir une dynamique d'attractivité liée :
- A l'offre de privatisation d'espaces pour les professionnels ou les particuliers.
- Une programmation événementielle avec des rendez-vous bien connus du public (festival « Steam punk », salon du modélisme, salon Lego, Nuit Européenne des musées, etc.).

La politique des publics maintient également la proposition d'accès au musée à demi-tarif le premier mercredi de chaque mois.

La CDT se dote d'un plan de communication important (7% du budget annuel) en lien avec des opérations de promotion. S'ajoute pour 2026 une manifestation exceptionnelle assurant une grande couverture médiatique, le salon Rétromobile (28/01-01/02/2026), où l'autorail Bugatti est présenté.

Parmi les grandes opérations 2026, notions :
- Un chantier des collections (200K€) commencé en 2025 qui doit aboutir à l'automne 2026 : le déménagement des collections du musée, dégradés par le passé à cause de sinistres répétés, dans les sous-sols de la Maison du territoire.
- Des travaux d'installation d'une ombrière photovoltaïque, inaugurée en juin 2026.

m2A intervient au titre de la promotion touristique, tout en assurant un soutien à la conservation du patrimoine muséal ferroviaire. A ce titre, Mulhouse Alsace Agglomération soutient le musée dans son fonctionnement.

Pour ce faire, il est proposé au Conseil de verser une subvention à hauteur de 175.000 €.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2026.

Imputation budgétaire :
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 314
Service gestionnaire et utilisateur A141
Ligne de crédit n°3856

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'Association Cité du Train, patrimoine SNCF une subvention d'un montant global de 175.000 €,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention ainsi que toute pièce nécessaire à la mise en œuvre du projet.

PJ : (2)

- une convention d'objectifs et de moyens relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement
- un contrat d'engagement Républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées - AF

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre les soussigné(e)s :

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par son Président, M. Fabian JORDAN en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 22 juin 2026 et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et

L'Association Cité du train-patrimoine SNCF, dont le siège social est situé au 2 rue Alfred de Glehn à Mulhouse, représentée par son Président, M. Christophe CHARTRAIN et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part,

PREAMBULE

L'Association de la Cité du Train – Patrimoine SNCF a pour but la conservation, l'étude, l'enrichissement et la diffusion de ses collections et la gestion de l'équipement du musée.

Sur la demande formulée par l'Association et compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur son territoire, m2A a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Pour 2026, m2A verse à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 175 000 €, approuvée par le Conseil d'Agglomération du 22 juin 2026.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles m2A apporte son soutien financier à l'association Cité du train-patrimoine SNCF dans le cadre de ses activités muséales pour l'année civile 2026.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

Article 3 : MISSIONS ET OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'association a pour mission d'assurer et de maintenir son activité muséale conformément aux règles énoncées dans le code du patrimoine pour les musées de France (LIVRE IV : MUSEES articles L410-1 à L452-4).

- Le maintien de son personnel à un niveau de compétence et d'expertise suffisant afin de répondre aux exigences de gestion et de conservation du patrimoine dont elle a la charge.
- D'assurer la maintenance, la sécurité et le bon fonctionnement du musée.
- De proposer aux publics une offre culturelle et pédagogique de qualité.
- De contribuer à l'attractivité du territoire en prenant part aux évènements engageant la politique culturelle nationale favorisant l'accessibilité pour tous à la Culture.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à assurer les missions d'un musée de France telles qu'énoncées dans le code du patrimoine à savoir : conserver, étudier, enrichir et diffuser ses collections.

D'autre part, l'association s'engage à :

- Participer à la Nuit Européenne des Musées et aux Journées Européennes du Patrimoine en proposant la gratuité ou un tarif préférentiel aux visiteurs.
- Participer à la Journée des Enfants du patrimoine et offrir la gratuité au public scolaire lors de l'opération.
- Mettre à disposition gratuitement une fois par an un espace privatif (salle de réunion, d'événementiel, wagon-bar, etc.) pour des manifestations m2A.
- Coopérer aux travaux communs en matière de conservation et de médiation qui animent le réseau des musées du territoire de m2A.
- Contribuer à la campagne annuelle de communication et de sensibilisation aux métiers du patrimoine (acquisition, conservation, restauration, inventaire et récolement, etc.) animée par le service Tourisme et Musées de m2A.

Article 5 : ENGAGEMENTS DE m2A

M2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et un suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue du fonctionnement du musée.

Dans le cadre de son service Tourisme et Musées, m2A apporte à l'Association conseil et ingénierie à la réalisation des missions et objectifs décrits dans l'article 3.

Dans le but de donner à l'Association les moyens nécessaires pour exercer sa mission dans le respect des objectifs prévus dans la présente convention, m2A lui verse une subvention.

Article 6 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Il est demandé à l'Association de présenter la programmation et les activités prévisionnelles de l'année n+1 qui seront mises en place conformément aux missions du musée.

Le montant de cette subvention sera défini sur la base de la demande d'une subvention étayée et du budget prévisionnel présenté par l'Association, et fera l'objet d'un examen suivant les critères définis par m2A :

- Garantir la sécurité des personnes et des collections.
- Assurer à l'entretien et la rénovation des bâtiments.
- Appuyer l'écoconception des projets, y compris d'exposition, et la transition énergétique.
- S'inscrire dans les axes du Schéma de développement culturel et touristique de m2A :
    - Conserver, inventorier et récoler, enrichir, restaurer les collections.
    - Se doter d'une programmation culturelle clairement définie qui valorise les collections vers les publics.
    - Mettre en place des projets d'éducation artistique et culturelle dans une perspective d'accès pour tous à la culture.
    - Professionnaliser les missions.
    - Participer à la vie du réseau, notamment dans le cadre d'actions transversales et communes participant à l'attractivité du territoire en tant que pôle muséal.
    - Inscrire les projets dans une communication mettant en valeur la narration culturelle du territoire.

L'Association utilisera cette subvention dans le respect des dispositions de la présente convention et ne pourra reverser tout ou partie, de la subvention accordée, à d'autres organismes.

En cas de résiliation de la convention ou de dissolution de l'association, celle-ci devra restituer la subvention, dans son entièreté ou pour la part non utilisée à m2A.

Article 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La subvention fera l'objet d'un versement effectué par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention, votée lors de l'assemblée délibérante, est versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.

Il est à noter que le versement ne se fera que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association :
Code banque : 14707 – Code guichet : 50821 – Numéro de compte : 49195128929 Clé RIB : 17– Raison sociale et adresse de la banque : BP Alsace-Lorraine Champagne

Article 8 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à apposer le logo de m2A sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches...) liées aux actions définies à l'article 3 de la présente convention et à faire valoir la participation de m2A dans l'ensemble de ses actions de communication.

Article 9 : EVALUATION ET SUIVI FINANCIER DE L'ASSOCIATION

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra produire et transmettre au service Tourisme et Musées de m2A les documents permettant un suivi des activités et leur évaluation qualitative, techniques et financières dans le respect de ses engagements vis-à-vis de la collectivité.

9.1. Suivi des activités de l'association

Dans le cadre du suivi des activités de l'association, celle-ci devra produire **semestriellement** un bilan de la programmation et des activités en cours (à transmettre avant le 31 juillet) comportant au minimum les informations suivantes :

- Chiffres de fréquentation en lien avec la grille d'indicateurs telle que définie par le service Tourisme et Musées à l'annexe 1.
- Compte-rendu qualitatif et financier de la programmation et des activités réalisées au cours du premier semestre aux moyens d'évaluation définis à l'annexe 2.

De plus, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet un bilan annuel comportant :

- Rapport d'activité de l'année exécutée.
- Etat de l'organigramme et des fonctions des agents (salariés, prestataires, bénévoles, mécénat de compétence, etc.) affectés aux activités définies à l'article 3.

9.2. Suivi financier de l'association

Pour permettre la vérification des conditions financières et techniques, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet de l'année en cours :

- Une copie certifiée de son budget analytique de l'année en cours voté par la gouvernance de l'Association.
- Le bilan et le compte de résultat détaillés de l'Association de l'année précédente, comprenant l'ensemble des activités de l'Association y compris celles n'étant pas financées par m2A.
- Les comptes analytiques de l'année précédente, pour chaque activité gérée par l'Association.
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'année précédente.

En outre, l'Association s'engage à déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 3 notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La collectivité a le droit de contrôler les renseignements donnés notamment dans le compte rendu d'activités et de faire procéder à tout audit qu'elle jugera utile, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagement vis-à-vis de la collectivité.

Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les années précédentes.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : RESPONSABILITES

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'Association est responsable de son bon fonctionnement dans le cadre des stipulations de la présente convention. Elle fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux utilisés pour l'activité. Elle devra prendre en particulier toutes dispositions pour qu'elle soit agréée par les autorités compétentes (règlementation ERP, code du travail…).

L'association fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de m2A ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion de l'Association.

L'Association est seule responsable vis-à-vis des usagers et des tiers et de m2A de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Article 13 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'Association devra reverser en tout ou partie la subvention octroyée par m2A dans les hypothèses suivantes :

- Les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, tel que défini aux articles 1 et 3.
- En cas de non-exécution des dispositions de l'article 8 (évaluation et suivi financier de l'Association) c'est à dire si les pièces, documents ou justificatifs n'ont pas été présentés ou se révèlent être volontairement erronés.
- Si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.
- S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception

du titre de recette émis par m2A.

Article 14 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Article 15 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 16 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,	Pour l'Association Cité du train patrimoine SNCF
Le Président	Le Président
Fabian JORDAN	Christophe CHARTRAIN

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (…) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (…) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 30/12/2025

Le (la) Président(e)

CHARTRAIN Christophe

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Lu et Approuvé

Christophe CHARTRAIN

M. LE PRÉSIDENT : Concernant la Cité du Train, est-ce que pour 175 000, il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

55° TAXE DE SEJOUR : MODALITÉS D'APPLICATION À PARTIR DU 1ER JANVIER 2027 (2026/119C/7.10.1)

Les dispositions des articles L. 2333-26 et suivants, L. 5211-21, R. 2333-43 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précisent les modalités d'instauration de la taxe de séjour par le Conseil communautaire.

Instituée selon le régime intégral de la taxation au réel, la taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux qui ne sont pas domiciliées dans la commune (article L. 2333-29 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le montant de la taxe de séjour est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque personne est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour.

La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Conformément à l'article L. 2333-27 du CGCT, le produit de la taxe de séjour est intégralement affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation et le développement touristique du territoire.

Date d'application

La présente délibération sera applicable à compter du 1er janvier 2027. La taxe de séjour est perçue sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2027.

Communes concernées

Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Hombourg, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim, Zillisheim et Zimmersheim.

Champs d'application

Il est décidé d'assujettir à la taxe de séjour au réel les natures d'hébergements loués à titre onéreux suivantes :

- Palaces
- Hôtels de tourisme
- Résidences de tourisme
- Meublés de tourisme ou location de vacances entre particuliers (dont chambre chez l'habitant)
- Villages de vacances
- Chambres d'hôtes
- Auberges collectives
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques
- Terrains de camping, terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air, port de plaisance.

Taxe additionnelle départementale

La Collectivité européenne d'Alsace a été créée le 15 février 2021. Depuis, elle maintient la taxe départementale additionnelle de 10% à la taxe de séjour.

Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L. 3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par Mulhouse Alsace Agglomération pour le compte de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), dans les mêmes conditions que la taxe communautaire à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Montant de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2027

Conformément à l'article L. 2333-30 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil communautaire avant le 1er juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante. Le barème suivant est appliqué à compter du 1er janvier 2027 :

	Tarif par nuitée et par personne			
Catégorie d'hébergement	**Barème 2027 fixé par l'Etat**	**TAXE TOTALE**	Part Mulhouse Alsace Agglomération	Part additionnelle départementale
Palaces	0, 70 € - 4,90 €	4,40 €	4,00 €	0,40 €
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5* et meublés de tourisme 5*	0,70 € - 3,60 €	2,40 €	2,19 €	0,21 €
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4* et meublés de tourisme 4*	0,70 € – 2,60 €	2,30 €	2,09€	0,21 €
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3* et meublés de tourisme 3*	0,50 € - 1,70 €	1,40 €	1,27 €	0,13 €
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2* et meublés de tourisme 2* Villages de vacances 4 et 5*	0,30 € – 1,00 €	1,00 €	0,90 €	0,10 €
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1* et meublés de tourisme 1* Village de vacances 1,2 et 3* Chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 € – 0,80 €	0,85 €	0,77 €	0,08 €
Terrains de Camping et terrains de caravanage 3, 4 et 5* Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Emplacement dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24h	0,20 € – 0,60 €	0,55 €	0,50 €	0,05 €
Terrains de Camping et terrains de caravanage 1 et 2* Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Ports de Plaisance	0,20 €	0,22 €	0.20 €	0,02 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau	1% - 5%	5 % du prix de la nuitée plafonné à 4,00 € + 10 % plafonné à 0,40 €	5 % du prix de la nuitée plafonné à 4,00 €	+ 10 % plafonné à 0,40 €

Exonération de la taxe de séjour

Conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT, sont exemptés de la taxe de séjour :

- les personnes mineures ;
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire intercommunal de Mulhouse Alsace Agglomération;
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- les personnes occupant des locaux dont le loyer est inférieur à 300 € par mois, montant correspondant au loyer PLAI de zone III, pour T3.

Modalités de déclaration de la taxe de séjour

L'hébergeur doit effectuer chaque mois, sa déclaration sur le nombre de nuitées effectuées dans son établissement, avant le 10 du mois suivant. Pour ce faire, la collectivité met gracieusement un outil de télédéclaration à disposition des loueurs.

Modalités de paiement de la taxe de séjour

Les collecteurs (logeurs, hôteliers, propriétaires, intermédiaires et plateformes) sont tenus de fournir un état accompagnant le paiement de la taxe collectée (cf. article L. 2333-34 du CGCT). Sur cet état, devront notamment figurer pour chaque perception effectuée et chaque hébergement loué :

- le numéro d'enregistrement ;
- la date de la perception ;
- la date à laquelle débute le séjour ;
- l'adresse de l'hébergement ;
- le nombre de personnes ayant séjourné ;
- le nombre de nuitées constatées ;
- le prix de chaque nuitée réalisée lorsque l'hébergement n'est pas classé ;
- le montant de la taxe perçue ;
- les motifs d'exonération de la taxe, le cas échéant.

L'outil numérique fournit un accès à un espace personnel pour chaque hébergeur lui permettant d'extraire un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées, de consulter la réglementation en vigueur, la délibération actualisée… Il constitue aussi un lien entre les hébergeurs et la collectivité.

Reversement de la taxe de séjour et période de perception

Les collecteurs reversent la taxe de séjour au Trésor Public selon la distinction et le calendrier suivants :

- **les hôteliers**, doivent reverser le produit de la taxe de séjour trimestriellement, à savoir :

Période de collecte	Date limite de déclaration	Reversement
Du 1er janvier au 31 mars	Jusqu'au 10 avril	Dès réception de l'avis des sommes à payer, qui est adressé par le Service de Gestion Comptable de Mulhouse et ce, à l'issue de chaque période de collecte
Du 1er avril au 30 juin	Jusqu'au 10 juillet	
Du 1er juillet au 30 septembre	Jusqu'au 10 octobre	
Du 1er octobre au 31 décembre	Jusqu'au 10 janvier N+1	

- **les propriétaires de meublés de tourisme et de chambres d'hôtes**, reverseront le produit de la taxe de séjour semestriellement :

Période de collecte	Date limite de déclaration	Reversement
Du 1er janvier au 30 juin	Jusqu'au 10 juillet	Dès réception de l'avis des sommes à payer, qui est adressé par le Service de Gestion Comptable de Mulhouse et ce, à l'issue de chaque période de collecte
Du 1er juillet au 31 décembre	Jusqu'au 10 janvier N+1	

- Sous réserve de la production d'une attestation sur l'honneur, les hébergeurs dont l'activité de location touristique est exclusivement assurée par l'intermédiaire d'une plateforme peuvent procéder au dépôt d'une déclaration annuelle.

- En application des dispositions de la loi de finances pour 2020, les opérateurs numériques (ou plateformes), en qualité de préposés à la collecte de la taxe de séjour, sont dorénavant tenus de reverser le produit collecté deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre, que la collecte soit obligatoire ou réalisée sur la base d'un mandat délivré par le logeur. Les versements doivent, le cas échéant, inclure le solde dû au titre de la période de collecte précédente. Par exemple, la taxe collectée entre le 1er décembre et le 31 décembre de l'année N doit être reversée le 30 juin de l'année N+1 si elle n'a pas été reversée au 31 décembre de l'année N.

La grille tarifaire, ainsi que les modalités d'application feront l'objet d'une information à l'ensemble des établissements du territoire via l'outil de télé déclaration.

<u>Absence de déclaration et/ou de versement de la taxe de séjour par un hébergeur professionnel ou occasionnel</u>

Conformément à l'article L. 2333-38 du CGCT, en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée, le président de l'EPCI adresse aux logeurs, aux hôteliers, aux propriétaires, aux intermédiaires et aux professionnels mentionnés aux I et II de l'article L. 2333-34 une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Faute de régularisation dans le délai de trente jours suivant la notification de cette mise en demeure, un avis de taxation d'office motivé est communiqué au déclarant défaillant trente jours au moins avant la mise en recouvrement de l'imposition. Tout retard dans le versement du produit de la taxe donne lieu à l'application d'un intérêt égal à 0,20 % par mois de retard.

Le montant de la taxation d'office fera l'objet d'un titre de recette établi par Mulhouse Alsace Agglomération et transmis au Comptable Public pour recouvrement. Les poursuites se feront de la même manière qu'en matière de recouvrement des créances des collectivités locales.

Les poursuites pourront être interrompues à tout moment par une déclaration du logeur présentant toutes les garanties de sincérité dont il aura la charge de la preuve. En cas de déclaration insuffisante ou erronée, la même procédure s'appliquera.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2027 et suivants :

Chapitre 731 - article 731721 / fonction 633
Service gestionnaire A141 Service utilisateur A11
Ligne de crédit 3796 « Taxe de séjour »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la grille tarifaire et les modalités de perception de la taxe de séjour,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires,
- charge le Président ou son représentant de notifier ces décisions aux services préfectoraux et au directeur départemental des finances publiques par l'application DELTA.

PJ : (1)

- Grille tarifaire 2027

Tarifs 2027 de la taxe de séjour sur Mulhouse Alsace Agglomération

	Tarif par nuitée et par personne		
Catégories d'hébergement	**TAXE TOTALE**	Part Mulhouse Alsace Agglomération	Part additionnelle départementale
Palaces	4,40 €	4,00 €	0,40 €
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5* et meublés de tourisme 5*	2,40 €	2,19 €	0,21 €
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4* et meublés de tourisme 4*	2,30 €	2,09€	0,21 €
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3* et meublés de tourisme 3*	1,40 €	1,27 €	0,13 €
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2* et meublés de tourisme 2* Villages de vacances 4 et 5*	1,00 €	0,90 €	0,10 €
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1* et meublés de tourisme 1* Village de vacances 1,2 et 3* Chambres d'hôtes, auberges collectives	0,85 €	0,77 €	0,08 €
Terrains de Camping et terrains de caravanage 3, 4 et 5* Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Emplacement dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24h	0,55 €	0,50 €	0,05 €
Terrains de Camping et terrains de caravanage 1 et 2* Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Ports de Plaisance	0,22 €	0.20 €	0,02 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau	5 % du prix de la nuitée plafonné à 4,00 € + 10 % plafonné à 0,40 €	5 % du prix de la nuitée plafonné à 4,00 €	+ 10 % plafonné à 0,40 €

Exonération de la taxe de séjour

Conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT, sont exemptés de la taxe de séjour :

- les personnes mineures ;
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire intercommunal de Mulhouse Alsace Agglomération ;
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- les personnes occupant des locaux dont le loyer est inférieur à 300 € par mois, montant correspondant au loyer PLAI de zone III, pour T3.

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à la taxe de séjour, les modalités d'application, c'est Roland ONIMUS qui nous en parle.

M. ONIMUS : Merci beaucoup Président, chers collègues. Je reviens tout d'abord sur l'année 2025. Nous avons facturé au niveau de la taxe de séjour 1 625 993 euros. Pour mémoire, en 2024, le montant était de 1 296 454 euros. Réellement perçu, nous avons eu 1 458 532 euros, pour la part m2A 1 312 679 euros, et pour la part CeA 145 853 euros. Sur le premier semestre 2026, en date d'aujourd'hui, nous avons facturé 621 975 euros. Vous allez me poser la question : où va cette somme ? En fait, elle est attribuée sur trois axes. Le premier axe, c'est une subvention à l'Agence d'attractivité de 1 240 000 euros. Le deuxième axe, c'est le soutien au rayonnement des musées du territoire pour 1 415 637 euros. Et le troisième axe, c'est la campagne de promotion sur l'ensemble du territoire m2A pour 240 516 euros. Bien sûr, il y a un delta qui est couvert par m2A. La délibération pour les tarifs 2027 sera identique à celle de l'année 2026. Par contre, en fonction des orientations politiques, une augmentation en 2028 pourra être prévue. Je vais vous donner rapidement les tarifs. Pour les palaces, nous n'en avons pas sur l'agglomération. L'hôtel de tourisme 5 étoiles, résidence tourisme 5 étoiles et meublés de tourisme 5 étoiles, nous sommes à 2,19 euros ; se rajoute 10 % pour la CeA, soit un total de 2,40 euros. Pour les hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences 4 étoiles et meublés de tourisme 4 étoiles : 2,30 euros. Je vous donne le global, il y a chaque fois 10%.

M. LE PRÉSIDENT : On ne va peut-être pas prendre tous les tarifs.

M. ONIMUS : D'accord, donc voilà.

M. LE PRÉSIDENT : Si vous avez une question sur la tarification, peut-être l'échelle ?

M. ONIMUS : L'échelle va de 2,40 euros à 0,22 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Si vous en êtes d'accord, si personne n'y voit d'objection, on reste comme ça ? Ça vous va ? Ok, tu peux continuer.

M. ONIMUS : C'est bon pour moi, donc tarifs 2027 inchangés.

M. LE PRÉSIDENT : Est-ce que vous êtes d'accord avec cette grille ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

56° PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL : RENOUVELLEMENT DE LA LABELLISATION (2026-2031) (2026/156C/8.8)

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), lancé en 2018, est un outil central pour répondre aux enjeux alimentaires, agricoles, environnementaux et sociaux du territoire. Il traduit le projet politique de l'Agglomération d'offrir à toute la population un meilleur accès à une alimentation saine et locale, issue d'une agriculture équitable et respectueuse de l'environnement.

Il vise à organiser, à l'échelle de l'agglomération, un système alimentaire plus résilient, plus équitable et plus respectueux de l'environnement en fédérant l'ensemble des acteurs locaux autour d'une alimentation durable, accessible et résiliente pour les 280 000 habitants de l'agglomération.

La période 2021-2026 a permis de mettre en œuvre le PAT avec une mobilisation conjointe des collectivités, acteurs agricoles, associations et partenaires institutionnels.

Aujourd'hui, le PAT doit renouveler sa labellisation de niveau 2 auprès de la DRAAF après une première reconnaissance en niveau 1 en 2018 puis en niveau 2 en 2021. Cette reconnaissance atteste de la maturité du projet, de sa gouvernance partagée, de son caractère systémique et de son impact territorial, conformément aux exigences réglementaires.

Le label du PAT ayant une durée de 5 ans, il est à renouveler avant le 31 décembre 2026 (dépôt de la demande 4 mois avant).

Bilan 2021-2026 : Une dynamique partenariale et des résultats concrets

La période 2021-2026 a marqué une montée en puissance du PAT, avec :

- 34 actions réalisées ou engagées sur les 58 initialement prévues, portées par une mobilisation multi-acteurs (collectivités, agriculture, associatif, institutionnel) ;
- des diagnostics partagés pour objectiver les enjeux du territoire, notamment sur la structure du tissu agricole, la transmission des exploitations, et l'organisation des filières locales et des circuits courts ;
- un fort soutien à la solidarité et la distribution alimentaire ;
- l'organisation d'évènements pour valoriser l'agriculture locale et en InterPAT Sud-Alsace.

Ces travaux ont permis d'ajuster les actions du PAT dans le temps, tout en renforçant sa cohérence avec les schémas structurants du territoire (PCAET, PLUi, SDAGE…).

En l'absence de compétence obligatoire en agriculture ou alimentation, m2A s'est volontairement engagée pour :

- l'animation stratégique avec la coordination des acteurs et des financements ;

- l'ingénierie de projet avec l'appui technique des partenaires (ex : conventions avec la Chambre d'Agriculture, Bio en Grand-Est, Terre de Liens d'Alsace) ;
- la mobilisation des leviers avec l'articulation avec les services de l'État (DRAAF, DDT68, ARS, Agence de l'eau Rhin Meuse), les collectivités et les opérateurs locaux (SAFER, CCAS Mulhouse, CLS Mulhouse, etc.).

Le PAT repose donc sur une logique de subsidiarité : m2A impulse, avec une mise en œuvre partenariale, et une démarche collective et concertée.

Orientations stratégiques 2026-2031 : 5 axes opérationnels

Les cinq axes structurants définis en 2018, puis en 2021 sont repris et amplifiés, pour répondre aux critères de niveau 2 de la DRAAF, notamment en matière de transversalité (articulation avec les schémas structurants), de gouvernance élargie et de suivi systémique des actions.

La mise à jour du PAT s'est faite dans le respect des exigences de la DRAAF, permettant la labellisation de niveau 2 :

- mise à disposition d'au moins 1 ETP pour l'animation et la coordination du PAT sur 5 ans ;
- définition d'indicateurs par action (ex : nombre d'exploitations engagées dans les PSE, taux d'approvisionnement durable – EGALIM - en restauration collective) ;
- participation active à l'InterPAT Sud Alsace et au Plan Herbe Sud Alsace (2025-2030), afin de renforcer la cohérence entre bassins de production et de consommation.

Les axes du PAT sont les suivants :

Axe	Objectifs
1. Autonomie alimentaire	Préserver le foncier agricole et accompagner la transmission/installation.
2. Agriculture à faible impact	Structurer des filières locales respectueuses de la biodiversité et de l'eau, considéré comme le premier aliment.
3. Accessibilité alimentaire	Atteindre 50 % de produits durables (dont 20 % bio) en restauration collective, lutter contre le gaspillage alimentaire et lutter contre la précarité avec une alimentation de qualité.
4. Emploi et insertion	Valoriser les métiers de la filière agricole, alimentaire et agro-alimentaire, et soutenir les parcours de formation.
5. Santé et équité	Développer la sensibilisation et l'éducation à l'alimentation, notamment pour les adolescents.

Gouvernance

Le PAT s'appuie sur une gouvernance multi-partenariale :

- comité de coordination et d'animation (CoorAnim) : réunions toutes les 4-6 semaines pour le pilotage opérationnel, avec 1 à 2 référents par axe opérationnel ;
- comité technique : 2-3 réunions par an avec les partenaires techniques ;
- comité de pilotage : Réunion stratégique tous les 12-18 mois avec les élus.

Moyens financiers

Le renouvellement du PAT s'inscrit dans une logique de stabilité budgétaire : il ne génère pas de dépense supplémentaire, mais vise à sécuriser dans la durée un investissement/fonctionnement déjà engagé.

L'enjeu financier principal est la mise à disposition d'1 ETP **déjà dédié** pour :

- participer à la coordination les actions, majoritairement portées par les partenaires (agriculture dont eau, restauration collective, ESS, formation, santé, …),
- assurer la cohérence et la lisibilité de la stratégie alimentaire territoriale au niveau de l'agglo et en Sud Alsace (InterPAT).

Le PAT repose sur un effet **multiplicateur.** L'ingénierie dédiée permet de mobiliser des financements externes (notamment DRAAF, Agence de l'eau), venant abonder significativement les actions du territoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- confirme l'engagement de Mulhouse Alsace Agglomération dans la poursuite et le développement du Projet Alimentaire Territorial au bénéfice de l'ensemble des communes et habitants du territoire,
- valide les axes stratégiques proposés pour la période 2026-2031,
- autorise le Président ou son représentant à déposer le dossier de renouvellement de la labellisation de niveau 2 auprès de la DRAAF, et à signer tout document afférent à cette démarche ainsi qu'à la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial.

M. LE PRÉSIDENT : On va parler énergie et environnement. Il s'agit du PAT : le renouvellement de la labellisation. Dominique HABIG.

M. HABIG : Oui, merci Président. Le Projet Alimentaire Territorial de m2A a été lancé en 2018 avec pour ambition d'offrir, à l'ensemble des 280 000 habitants du territoire, un meilleur accès à une alimentation saine, locale, issue d'une agriculture équitable et respectueuse de l'environnement. Il s'agit d'un outil structurant qui vise à construire un système alimentaire plus résilient, plus équitable et plus durable à l'échelle de l'agglomération en fédérant collectivités, acteurs agricoles, associations et partenaires institutionnels. Vous pouvez voir sur le diaporama que l'agriculture à m2A a une grande importance, notamment en termes d'hectares, plus de 13 000 hectares, ce qui fait un tiers du territoire et on compte 239 exploitations. Après une première labellisation en niveau 1 en 2018, puis en niveau 2 en 2021, le PAT doit aujourd'hui renouveler sa labellisation de niveau 2 auprès de la DRAF, et le dossier doit être déposé au mois de septembre prochain au plus tard. La période 2021-2026 a permis une montée en puissance significative du PAT. Sur les 58 actions initialement prévues, 34 ont été réalisées ou engagées, portées par une large mobilisation de tous les partenaires. Les principales réalisations ont été les suivantes : mise en place des PSE, ce sont les Paiements pour Services Environnementaux, qui touchent une quarantaine d'agriculteurs ; aide à l'installation du magasin « Cœur paysan » ; soutien financier à divers projets, notamment à l'association EPICES et organisation des fermes ouvertes ; et bien d'autres encore. Maintenant, nous devons nous tourner vers l'avenir. Les cinq axes opérationnels définis lors des précédentes phases sont

nettement renforcés et sont les suivants : axe 1, autonomie alimentaire : préserver le foncier agricole et accompagner la transmission de l'installation des exploitation agricoles : axe 2, agriculture à faible impact : structurer des filières locales respectueuses de la biodiversité et de l'eau ; axe 3, accessibilité alimentaire : atteindre 50 % de produits durables dont 20 % en bio minimum, en restauration collective et lutter contre le gaspillage et la précarité alimentaire ; axe 4, emploi et insertion : valoriser les métiers de la filière agricole et agroalimentaire, soutenir les parcours de formation ; axe 5, santé et équité : développer la sensibilisation et l'éducation à l'alimentation et en particulier auprès des adolescents. Je précise que le renouvellement du PAT ne génère pas de dépenses supplémentaires, il s'inscrit dans une logique de stabilité budgétaire en sécurisant dans la durée un emploi m2A pourvu en la personne de Mélanie HABY, et je tiens à la féliciter pour son excellent travail qui permet notamment de mobiliser des financements externes indispensables auprès de la DRAF et de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. Il vous est demandé de confirmer l'engagement de m2A dans la poursuite et le développement du PAT au bénéfice des communes et des habitants du territoire, de valider les axes stratégiques 2026-2031, d'autoriser le Président à déposer le dossier de renouvellement de la labellisation de niveau 2 auprès de la DRAF et à signer tous documents liés à cette démarche.

M. LE PRÉSIDENT : Parfait. Est-ce que vous avez des questions ? Il n'y a pas de questions, donc concernant cette validation des axes stratégiques : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

57° <u>TRANSPORTS SOLÉA : GRATUITÉ LES SAMEDIS DE L'ÉTÉ 2026 ET TARIFS 2026/2027</u> (2026/28C/7.10.5)

Mulhouse Alsace Agglomération est engagée en faveur d'une mobilité durable et respectueuse des enjeux sanitaires et climatiques. Elle vise notamment à développer l'usage des transports urbains et des modes actifs tout en réduisant les émissions polluantes des bus.

Les recettes tarifaires perçues en 2025 auprès des voyageurs Soléa et Domibus s'élèvent à 12,6 M€HT soit une progression de 7,7% par rapport à 2024. A noter que ces recettes couvrent 20% des charges de fonctionnement du réseau Soléa, ce qui signifie qu'en moyenne, le prix payé par un voyageur représente 20% du coût réel de son transport. Le solde est couvert par Mulhouse Alsace Agglomération et financé en grande partie par le Versement Mobilité.

Par ailleurs, Mulhouse Alsace Agglomération a décidé le 2 février dernier de lancer l'élaboration d'un nouveau plan de mobilité (PDM). Ce plan portera sur l'ensemble des enjeux et des modes de transports et associera tous les acteurs

concernés. La politique tarifaire du réseau Soléa est un des éléments fondamentaux du PDM.

Aussi, il est proposé de lancer dès à présent les études et concertations en vue de définir cette politique tarifaire pour les années à venir et en particulier les principes qui devront guider les futures propositions tarifaires annuelles ou pluriannuelles. Ce projet sera coconstruit avec les acteurs du territoire via la mise en place d'un atelier projet dédié. Le travail à conduire visera notamment à conférer une homogénéité à la grille tarifaire Soléa. Cette dernière est aujourd'hui peu lisible du fait de pratiques différentes des communes, qui subventionnent ou non les abonnements Soléa, le cas échéant à des taux variables, pour les moins de 18 ans ou pour les plus de 65 ans. Une lisibilité et une cohérence pour tous à l'échelle de l'agglomération sera donc recherchée.

Le législateur a par ailleurs créé un comité des partenaires associant notamment habitants, usagers et employeurs dont la saisine sur les sujets de mobilité et en particulier de tarification est obligatoire. Ce comité, qui sera proposé de créer à l'automne, sera donc également associé aux réflexions à venir.

En parallèle, pour redonner à nos concitoyens du « pouvoir de déplacement », de surcroît fortement décarboné, pour renforcer l'attractivité des secteurs commerciaux et pour soutenir les événements culturels et sportifs, il est proposé d'assurer la gratuité du réseau Soléa tous les samedis du 1er juillet 2026 au 30 septembre 2026. Un bilan sera établi (avec des indicateurs de fréquentation des transports en commun, de fréquentation des équipements et de fluidité de la circulation) afin de disposer d'éléments objectifs permettant d'estimer tous les impacts de cette mesure. Il est précisé que compte tenu des enjeux financiers, il n'est pas envisagé d'étendre cette mesure au-delà de la période estivale.

Les conclusions de l'atelier projet seront rendues fin 2026 pour pouvoir lancer leur mise en œuvre dès juillet 2027. Dans l'attente de ces conclusions et des décisions qui suivront, il est proposé de ne pas modifier la grille des tarifs Soléa et Domibus ce 1er juillet et donc de maintenir l'ensemble des tarifs stables entre 2025/2026 et 2026/2027.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la grille tarifaire s'appliquant aux services de Soléa et Domibus,
- fixe la date d'application des tarifs au 1er juillet 2026,
- autorise le lancement de la gratuité du réseau Soléa les samedis sur une période de 3 mois à compter du 1er juillet 2026
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces inhérentes au dossier.

PJ : (1)

- Grille de tarifs Soléa

TITRES PRINCIPAUX SOLEA			
Nom du titre	**Tarif 2025**	**Tarif 2026**	**Conditions d'utilisation**
Tickets			
1 voyage 1h	1,60	**1,60**	Valable 1h après validation. Correspondances et retour autorisés.
10 voyages 1h (Carnet)	15,00	**15,00**	10 tickets voyages 1h.
1 voyage 1h Compte Mobilité	1,50	**1,50**	Valable 1h après validation. Correspondances et retour autorisés. Titre acheté via le compte mobilité.
24h	4,60	**4,60**	Ticket valable 24h après validation pour des voyages illimités sur le réseau Soléa
Famille	5,20	**5,20**	Valable pour un aller et un retour dans la journée pour 3 à 5 personnes d'une même famille voyageant ensemble.
Abonnements			
Moins de 26 ans (annuel)	199,00	**199,00**	Condition d'obtention : avoir entre 4 et 25 ans
Moins de 26 ans (mensuel)	21,00	**21,00**	Condition d'obtention : avoir entre 4 et 25 ans
26-64 ans (annuel)	431,50	**431,50**	Condition d'obtention : avoir entre 26 et 64 ans
26-64 ans (mensuel)	47,00	**47,00**	Condition d'obtention : avoir entre 26 et 64 ans
65 ans et plus (annuel)	114,50	**114,50**	Condition d'obtention : avoir 65 ans et plus
PMR (annuel)	114,50	**114,50**	Condition d'obtention : être titure de la Carte Mobilité Inclusion avec la mention "invalidité".
65 ans et plus (mensuel)	35,50	**35,50**	Condition d'obtention : avoir 65 ans et plus
Titre social			
Joker (mensuel)	17,00	**17,00**	Demandeurs d'emploi et personnes en situation de précarité. Abonnement attribué sur décision de la commune de résidence (commune de m2A).
Ticket Domibus			
1 voyage	1,60	**1,60**	Valable 1h après validation.

Évolution globale en effet masse : + 0,0%

AUTRES TITRES SOLEA

Nom du titre	Tarifs au 1er juillet 2025	Tarifs au 1er juillet 2026	Conditions d'utilisation
Titres évènementiels			
Tarifs lors de pics de pollution	gratuit	**gratuit**	Mise en place de la gratuité du réseau lors des pics de pollution
Groupe scolaire	16,00	**16,00**	Valable pour un voyage d'1h après validation pour un groupe de 30 personnes maximum, accompagnateurs compris. Ce titre est réservé aux groupes scolaires des écoles maternelles, élémentaires, collèges et lycées de l'agglomération mulhousienne.
City Pass	2,00 *	**2,00 ***	Le City Pass Mulhouse fait l'objet d'une convention entre l'office du tourisme et m2A. Il permet des voyages illimités sur le réseau Soléa pendant la durée de validité du Pass. Le tarif indiqué corrrepond à la quote-part reversée à m2A sur la vente du CityPass.
Evenement type "Nuit des mystères"	1,80	**1,80**	Le passeport type "Nuit des mystères" permet des voyages illimités sur le réseau Soléa le jour de l'événement pour un maximum de 4 personnes. Le tarif indiqué corrrepond à la quote-part reversée à m2A sur la vente du passeport.
Ticket congrès	Tarif calculé sur la base du ticket 24h plein tarif pour le 1er jour, puis 1/2 tarif par jour supplémentaire		Ticket personnalisable réservé aux congressistes (minimum 70 personnes). Il permet de circuler librement et en illimité sur le réseau Soléa pendant la période l'événement. Tarif dégressif selon durée.
Famille Evénements spéciaux	5,20	**5,20**	Sur accord de m2A, le ticket Famille pourra être étendu à une utilisation illimitée sur une journée au lieu de 2 voyages dans le cadre de certains événements (Féeries de Noël, etc.).
Aller/Retour Evénements spéciaux	2,00	**2,00**	Sur accord de m2A, un ticket aller/retour pourra être vendu à m2A et aux communes membres de m2A et avec mise en place de restrictions sur la date et les horaires pour des évènements spéciaux (minimum 200 tickets)
Titres spécifiques			
Pass entreprise	431,50	**431,50**	Pass non nominatif à la disposition des collaborateurs d'une entreprise ou d'une association. Utilisable par une seule personne à la fois.
Titre seniors dont la vente est réservée aux communes de m2A	85,88 pour 12 mois	**85,88 pour 12 mois**	Abonnement valable pendant l'année civile en cours, réservé aux résidents de 65 ans et plus de la commune. Le prix est porportionnel à la durée de validité de l'abonnement mesurée en mois. Pour 12 mois, le prix est égal au tarif de l'abonnement annuel des 65 ans et plus, moins 25%.
10 voyages demandeur d'emploi (vente réservée aux communes)	7,00	**7,00**	Carnet de 10 tickets réservés aux demandeurs d'emploi acheté par les communes et attribué sur décision de la commune de résidence.

Les transports sont gratuits pour les enfants de moins de 4 ans et les accompagnateurs des Personnes à Mobilité Réduite porteuses d'une carte invalidité ou d'une carte " mobilité inclusion " mentionnée à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles (selon les dispositions de l'article 19 de la Loi d'Orientation des Mobilités). Les titulaires de la Carte du combattant bénéficient également de la gratuité après délivrance d'un Pass' et d'un coupon annuel en agence commerciale Soléa. Certaines gratuités pourront être accordées pour des partenaires assurant des missions de sûreté et de sécurité du réseau (police, gendarmerie, pompiers).

Titres multimodaux : prix public (entre parenthèses, la part m2A)			
P + tram	2,00	**2,00**	Parking pour la journée + aller/retour en tramway avec correspondance pour tous les passagers de la voiture jusqu'à 7 personnes
Alsaplus, Primo et Presto			
Alsaplus Groupe Journée	7,20* (6,92)	**7,20* (6,92)**	Ticket valable un jour, le samedi, dimanche et jours fériés pour un groupe de 2 à 5 personnes. Autorise des voyages illimités sur toutes les lignes bus, tram, autocar et TER dans l'agglomération mulhousienne.
Alsaplus 24h	4,60* (4,48)	**4,60* (4,48)**	Ticket valable 24 h. Autorise des voyages illimités sur toutes les lignes bus, tram, autocar et TER dans l'agglomération mulhousienne.
Presto combiné (Mensuel)	(36,40*)	**(38,40*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux personnes ayant 26 ans ou plus.
Presto combiné (Hebdomadaire)	(13,87*)	**(14,63*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux personnes ayant 26 ans ou plus.
Primo combiné (Mensuel)	(21,00*)	**(21,00*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux personnes de moins 26 ans.
Primo combiné (Hebdomadaire)	(13,87*)	**(14,63*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux de personnes moins 26 ans.
DuAl			
DuAl 1 combi	18.30* (3,50)	**18.30* (3,50)**	Ticket 1 personne à la journée sur le périmètre RVF et Soléa
DuAl 2 combi	35.10* (7,00)	**35.10* (7,00)**	Ticket FAMILLE à la journée valable pour 2 adultes qui peuvent être accompagnés gratuitement de 2 enfants de 4 à 11 ans sur le périmètre RVF et Soléa
DuAl M mini combi	142,00* (27,00)	**142,00* (27,00)**	Abonnement mensuel entre Mulhouse et Müllheim avec le réseau Soléa
DuAl M combi	182.50* (27,00)	**182.50* (27,00)**	Abonnement mensuel entre Mulhouse et Freibourg avec les réseaux RVF et Soléa

** tarifs donnés à titre indicatif. Ils évoluent selon les dispositions prévues dans les conventions avec la Région Alsace, la CeA ou l'office du tourisme (entre parenthèses, la part m2A).*

Tarifs de location des Vélos à Assistance Électrique

Nom du titre	Tarif 2025	Tarif 2026	Conditions d'utilisation
Abonnement annuel	450,00	**450,00**	Location annuelle d'un VAE. Tarif réservé aux entreprises et ouvert aux particuliers au 1er juillet 2025
Abonnement mensuel particulier	45,00	**45,00**	Location mensuelle d'un VAE
Gardiennage un an - Parvis gare de Mulhouse	20,00	**20,00**	Abri accessible par badge. Nécessite un dépôt de garantie de 20 €.

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au transport et une proposition. Il s'agit ici de voter les tarifs de Soléa, mais aussi de vous proposer une action spécifique cet été de gratuité de réseau, le samedi, sur toute l'agglomération pour inciter nos concitoyens à tester le transport public, les parkings relais, le Transport À la Demande. C'est une action concrète pour laquelle on veut mesurer l'impact que cela aura sur notre population. Mais je ne veux pas trop en parler parce que je sais que la Vice-Présidente m'en voudrait beaucoup. Lara, je te donne la parole.

MME MILLION : Merci cher Président. Oui, c'est une belle proposition que nous vous faisons aujourd'hui : rendre l'ensemble du réseau Soléa — tram, bus, transport à la demande et parkings relais — gratuit tous les samedis des mois de juillet, août et septembre. C'est une décision que nous portons tous ensemble, les 39 communes de l'Agglomération. Ce n'est pas une proposition isolée. Pour cela, nous avons travaillé collectivement : avec vous, les maires, bien sûr avec le Président, avec les services, avec la Communication, avec Soléa. Je vois d'ailleurs le directeur de Soléa qui est là, et j'ai vu tout à l'heure la Présidente qui était également présente. C'est vraiment une démarche qui s'inscrit dans une logique de cohérence et de responsabilité partagée. L'objectif est simple, et le choix du samedi est véritablement volontaire, parce que c'est un jour particulier pour soutenir les commerces, les équipements de loisirs, culturels et sportifs, ainsi que les événements organisés dans les 39 communes. C'est aussi une manière concrète de redonner du pouvoir d'achat aux habitants de l'agglomération. Alors, c'est un test, bien sûr. Un test pour que, nous l'espérons, nos habitants utilisent ce réseau et se disent, à la fin du mois d'août : « Mais pourquoi je ne l'utilise pas davantage ? Et pourquoi je ne prendrais pas un abonnement à Soléa dès le mois de septembre ou d'octobre ? » Ce que je voulais également vous dire, c'est que le Président m'a demandé de lancer dès la rentrée un atelier-projet sur la politique globale des mobilités et sur les tarifs Soléa, afin de construire, et vous le savez, une approche plus simple, plus lisible et plus équitable à l'échelle de l'agglomération. Nous allons donc travailler ensemble dès le mois de septembre dans le cadre de cet atelier-projet. Dans l'attente de ses conclusions, il vous est également proposé de geler les tarifs Soléa : les prix resteront donc stables. Et dans un contexte économique tendu, c'est un choix de stabilité et, encore une fois, de protection du pouvoir d'achat

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Lara. Est-ce que vous avez des questions ? Il n'y a pas de questions ? Monsieur SIMEONI.

M. SIMEONI : Oui, Monsieur le Président, merci. Je ne pouvais pas manquer de m'exprimer sur le sujet, d'autant plus quand c'est la Vice-Présidente qui s'exprime, et on a eu déjà l'occasion à Mulhouse d'échanger sur le sujet. Alors, tarifs Soléa, évidemment la gratuité le samedi pendant l'été, c'est OK. Mais, je m'appuie sur ce qui est écrit dans la délibération, c'est inenvisageable pour le reste de l'année. Autant dire que la crise climatique et la baisse du pouvoir d'achat ont de bons jours devant eux. Alors la délibération effectivement a une apparence de pub très alléchante. Les tarifs restent stables, on ne va pas s'en plaindre. Et à partir du moment où c'est fini, à partir du 30 septembre, on va travailler dans l'atelier-projet à une harmonisation des tarifs, ce qui en soit n'est pas négatif, mais on écarte la question de la gratuité, puisque je cite encore « car on n'a pas les moyens ». Je n'ai pas tiré trop le trait. Alors finies les promesses de campagne à Mulhouse, mais est-il utile d'en parler ? Désormais en responsabilité, la Vice-Présidente de m2A dément la candidate : « moins de 25 ans, j'en passe et des meilleurs ». Ce qui est

important, me semble-t-il, c'est qu'au-delà de l'amusement que je peux en avoir et que d'autres ont également, sur le fond, vous justifiez vos choix par l'absence de moyens, ce qui peut se comprendre quand on regarde le bilan comptable, et on a eu l'occasion de le répéter. Seulement, il faut tenir compte aussi des réalités, notamment celles qu'observe la Chambre Régionale des Comptes. Pourquoi faut-il refuser de travailler à nouveau au Pacte Financier et Fiscal, ou en tout cas d'aller de l'avant un peu plus rapidement que ce que nous sommes en train de faire actuellement ? Ensuite, le versement mobilité, je veux dire, il n'est pas gravé dans la pierre, on peut jouer avec, également pour qu'il y ait une contribution plus importante. De la même manière, il y a aussi, Mme MILLION, la question des choix gouvernementaux. On ne partage pas les mêmes, vous les soutenez, je les combats. Mais c'est une vraie question politique et j'espère par conséquent que ce sujet-là, bien évidemment, c'est une bonne nouvelle, la gratuité le samedi et des prix stables, c'est bien. Mais il ne s'agirait pas de mettre l'eau dans la bouche des gens comme un petit bonbon et puis ensuite de le retirer à partir du début de l'automne et en hiver avec au fond, c'est l'histoire de la fourmi et de la cigale, « profitez bien pendant l'été parce qu'en hiver on va vous rincer ». Je vous remercie.

MME MILLION : J’aime bien vous écouter, je lui ai déjà dit au conseil municipal : c’est vraiment toujours un poème d’écouter M. SIMEONI. Mais il faut faire attention, il ne faut pas dire tout et son contraire, mais j’entends bien ce que vous avez dit. On vous a répondu sur le pacte financier. Sur le versement mobilité-transport, il n’y a pas d’évolution possible aujourd’hui, puisque nous sommes au maximum. Troisièmement, on vous a également dit qu’ici, nous avons une vision d’agglomération, et non une vision de ville. Donc ce que j’aimerais bien, c’est que les sujets de la ville, on les traite au conseil municipal de la ville. Ici, nous portons toute l’Agglomération, nous portons les 39 communes. C’est quand même formidable que nous puissions justement porter cette gratuité les samedis pendant l’été, avec une véritable réflexion derrière. Ensuite, nous avons fait des propositions, vous le savez, pour la ville de Mulhouse. Vous savez aussi que le résultat financier de la ville de Mulhouse, avec 12 ans d’endettement, est compliqué, mais nous en parlerons au conseil municipal de la ville de Mulhouse. Ce qui est sûr, c’est que la gratuité n’existe pas. Il faut quand même l’entendre. Le mot « gratuité » n’existe pas. Si nous devions tout rendre gratuit, ce serait 12 millions d’euros. Ces 12 millions d’euros, il faut aujourd’hui les investir dans le transport. Cela dépend de ce que l’on veut pour son territoire, de ce que l’on veut pour son agglomération. Nous, ce que nous voulons, c’est inciter les habitants à utiliser, bien sûr, les transports en commun. C’est aussi leur donner la possibilité, pendant l’été, de se déplacer dans toute l’agglomération, d’aller aux événements organisés dans les communes, dans toutes les communes, et de découvrir ce transport. Et surtout, c’est investir dans les moyens nécessaires pour que ce transport devienne encore plus efficace. C’est notre vision. Et ensuite, grâce à cet atelier-projet, nous allons travailler ensemble sur la politique tarifaire, en co-construction, mais surtout, surtout, en responsabilité.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Lara. Je rajouterai, c'est vrai qu'il faut faire un choix entre l'investissement et la gratuité. On ne peut pas avoir tout gratuit et ne plus investir. Nous, on veut investir, on veut être là et on veut surtout harmoniser des tarifs sur l'ensemble de l'agglomération, pour que là aussi, il y ait du bon sens et que le citoyen sache quel prix il paye. C'est vrai, il faudra aussi qu'on lui explique quel est le vrai prix du transport. Ce n’est pas 1,20 euros. On est largement au-

delà de cela, cette transparence qu'il faut avoir dans l'investissement sur nos équipements, sur le réseau, avoir peut-être une plus grande cohérence sur les horaires à mettre en place, et c'est vrai que la bonne collaboration avec Soléa nous permet d'avoir ce débat et on se réjouit de cet atelier-projet, et je sais que vous serez nombreux à y participer. Je voudrais aussi, avant de passer au vote, vraiment remercier aussi tous les services des efforts qui sont faits dans la communication parce que c'est une communication conjointe entre Soléa et l'Agglomération, et je pense que c'est important aussi ce partenariat qu'on a parce qu'on ne peut pas défendre des opérations comme celle-ci s'il n'y a pas la confiance entre les deux partenaires. Maintenant je dois passer au vote s'il n'y a plus de questions. Il n'y en a donc plus. Concernant les tarifs Soléa et le lancement de l'opération de gratuité les samedis d'été en juillet, août et septembre, sur trois mois, qui est pour ? Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 84 + 9 procurations.
Abstention (1) : Fabien RICHART.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

58° CHALLENGE VÉLO MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION : RÈGLEMENTS ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION (2026/70C/7.5)

Comme chaque année, Mulhouse Alsace Agglomération organise un challenge vélo afin de promouvoir l'usage du vélo sur les trajets domicile-travail et domicile-école. Pour cette 6ème édition, le challenge vélo aura lieu du 4 mai au 5 juin 2026.

Le challenge se divise en 2 catégories, à savoir le challenge « professionnel » et le challenge « scolaire », avec un règlement propre à chacune des catégories. Le challenge professionnel est ouvert aux entreprises, administrations et associations, alors que le challenge scolaire est réservé aux établissements scolaires. Dans tous les cas, les structures participantes doivent être situées sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Au sein de ces 2 challenges, un prix est remis à chaque lauréat, soit une vingtaine de prix, pour un budget maximal de 8 000 €.

Depuis 2025 et suite à une concertation, le premier critère pour départager les structures participantes n'est plus le nombre de kilomètres réalisés par chaque structure mais le nombre de trajets rapporté au nombre d'employés, afin de valoriser l'engagement collectif et le nombre de participants. En effet, les kilomètres réalisés sont souvent dépendants de performances individuelles. Celles-ci restent cependant récompensées dans une catégorie distincte.

Ce challenge comprend également une dimension solidaire, importante pour les participants, consistant à verser une subvention à une ou deux structures à but non lucratif, en fonction des kilomètres totaux parcourus par tous les participants du challenge, et dans la limite de 2 500 € pour chaque catégorie. En 2025, c'est le Centre Social et Culturel Le Boat à Mulhouse qui a bénéficié des deux

subventions pour financer leur projet « À la découverte de Mulhouse à vélo - Un voyage d'apprentissage et d'autonomie ».

Pour cette 6ème édition, il est proposé de verser ces deux subventions au Centre Social et Culturel Lavoisier Brustlein à Mulhouse. Leur projet consiste à mettre en place des cours de vélo destinés aux mamans des quartiers, souvent éloignées des pratiques de mobilité douce. Ces séances sont conçues comme un véritable parcours d'apprentissage et d'émancipation, alliant technique, confiance et convivialité. Le Challenge vélo financera une partie des séances organisées.

Mulhouse Alsace Agglomération organise également un défi interne dans le cadre duquel est prévu une remise de prix récompensant les agents qui auront cumulé le plus de jours de participation au challenge. Les modalités d'attribution des prix sont fixées par règlement en annexe.

Les crédits sont inscrits au Budget annexe 2026 :
Chapitre 65 – article 6553
Ligne de crédit n°17392

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve les règlements de concours,
- autorise le Président ou son représentant à verser la subvention d'un montant maximal de 5 000 € au Centre Social et Culturel Lavoisier Brustlein à Mulhouse et à signer toutes les pièces nécessaires à son exécution,
- autorise le Président ou son représentant à exécuter les modalités de règlement des concours en désignant les attributaires des prix et à signer toute pièce nécessaire à leur réalisation.

PJ : (3)

- règlement du Challenge vélo m2A « Entreprises »
- règlement du Challenge vélo interne m2A
- règlement du Challenge vélo m2A « Scolaire »

Edition 2026 - Règlement

Challenge Vélo m2A

Entreprises, catégorie pour les professionnels

Article 1 : PRINCIPE ET ORGANISATION

D'après de récentes études, 35% des Français font du vélo au moins une fois par mois et 24% des Français sont des cyclistes réguliers et font du vélo au moins une fois par semaine (source : Dicom - avril 2025). Les avantages pour la santé et l'environnement sont nombreux : gain de vitalité grâce à l'activité physique, lutte contre le changement climatique, réduction de la pollution de l'air, décongestion des villes, préservation des ressources … Pourtant, la pratique du vélo se stabilise en France depuis plusieurs années et avoisine 3% des trajets (source : Les pratiques de mobilité des Français, 2019). Pour accompagner le développement de ce mode de déplacement actif, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) propose chaque année au mois de mai le Challenge Vélo m2A qui vise à encourager les trajets domicile-école et domicile-travail.

Cet événement est organisé par m2A dans le cadre de ses compétences en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Le Challenge consiste à se rendre sur son lieu de travail à vélo (avec ou sans assistance électrique) le plus de jours possibles pendant toute la durée du challenge.

Article 2 : DATES ET PERIMETRE D'ACTION

Le Challenge vélo m2A est organisé **du 4 mai au 5 juin 2026** sur l'ensemble des 39 communes du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 3 : MODALITES DE PARTICIPATION

La participation au Challenge est gratuite et est ouverte à toute entreprise, administration ou association, dénommée ci-après « structure », dont le siège est situé sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les bénévoles, les stagiaires et les alternants des associations peuvent être comptabilisés avec les salariés.

Le personnel enseignant et les structures du cycle éducatif supérieur (facultés, écoles de commerce, etc.) sont intégrés dans le Challenge vélo m2A « Professionnel » et non « Scolaire ».

Les structures participantes sont réparties en cinq catégories :

- Structures de 1 à 2 salariés
- Structures de 3 à 10 salariés
- Structures de 11 à 49 salariés
- Structures de 50 à 249 salariés
- Structures de 250 salariés et plus

Les structures implantées sur plusieurs sites sur un même territoire du Challenge s'inscrivent une seule fois dans la catégorie correspondant au total de l'effectif cumulé de l'ensemble des sites.

Pour l'édition 2026, 3 lots supplémentaires sont proposés, à savoir :

- Le maillot jaune catégorie homme : la personne de genre masculin qui a réalisé le plus de kilomètres lors du Challenge ;
- Le maillot jaune catégorie femme : la personne de genre féminin qui a réalisé le plus de kilomètres lors du Challenge ;
- L'entreprise meilleure marraine : l'entreprise qui a mobilisé le plus de personnes n'ayant jamais participé ou n'ayant pas participé au Challenge Vélo lors de l'édition précédente, en 2025.

Article 4 : MODES DE DEPLACEMENTS RETENUS

Le Challenge vélo m2A retient les déplacements effectués à vélo classique ou à vélo à assistance électrique au pédalage.
Les autres modes, tels que la marche à pied, les trottinettes électriques, monoroues, gyropodes, skates électriques, etc. ne sont pas comptabilisés.

Article 5 : DEPLACEMENTS COMPTABILISES

Les déplacements pris en compte sont ceux effectués à vélo pour les trajets domicile-travail (aller/retour).
Le lieu de travail s'entend comme le lieu de travail du jour considéré, qui peut être différent du lieu de travail habituel (pour une réunion par exemple), et dans la mesure où il est situé dans une des 39 communes de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les déplacements effectués à vélo sur la pause méridienne, pour revenir à son domicile, se rendre sur son lieu de restauration ou revenir de son lieu de réunion par exemple, ainsi que les déplacements professionnels peuvent également être comptabilisés.
Cependant, les déplacements professionnels de salariés dont l'activité principale se fait à vélo (livreurs, policiers municipaux, postiers…) sont exclus du décompte.

Article 6 : INSCRIPTION

La participation au Challenge est soumise à l'inscription de la structure sur la plateforme https://challenge-velo.m2a.fr/ . Les participants ne peuvent pas s'inscrire à titre personnel.
Il existe deux cas de figures pour l'inscription :

1. La structure n'est pas encore inscrite : un référent unique devra être désigné au sein de la structure et se chargera de son inscription sur la plateforme. Le référent pourra ensuite inviter ses collègues à s'inscrire sur la plateforme. Lors de son inscription, le participant doit cliquer sur sa structure pour y être rattaché. Le référent validera ensuite son inscription.
2. La structure est déjà inscrite : la participant doit renseigner les informations le concernant et sélectionner sa structure dans le menu déroulant.

Nouveauté pour l'édition 2026 :

Lors de l'inscription, il sera possible d'enregistrer le nom de la personne et de son entreprise qui a fait la promotion du Challenge Vélo (question facultative).

L'entreprise qui a mobilisé le plus de nouveaux participants, à savoir des personnes n'ayant jamais participé ou n'ayant pas participé au Challenge Vélo lors de l'édition précédente, en 2025, recevra le lot de l'entreprise « meilleure marraine » (voir Article 3 : MODALITES DE PARTICIPATION).

Pour des raisons d'organisation, nous invitons les structures à s'inscrire dès que possible et de préférence avant lancement du Challenge. Cependant, il sera encore possible de s'inscrire jusqu'au **vendredi 22 mai 2026**.

Pour tout renseignement, vous pouvez écrire à l'adresse challenge.velo@m2a.fr

Article 7 : COMPTAGES ET TRANSMISSION DES RESULTATS

Chaque participant devra saisir ses résultats via un tableau de bord. Il est conseillé à chaque participant de bien renseigner le nombre de kilomètres parcourus pour chaque jour de participation. En effet, le nombre de jours de participation est un élément déterminant du classement et les kilomètres parcourus permettront de définir le montant de la subvention reversée à l'association.
Il est possible de remplir ses kilomètres quotidiennement ou une fois par semaine. Des notifications de rappel seront envoyées chaque semaine.

Les comptages peuvent être saisis au jour le jour ou une fois par semaine.

Chaque structure participante s'engage à fournir les résultats de bonne foi et à ne saisir que les trajets pris en compte par le présent règlement dans le cadre du challenge au plus tard le **vendredi 12 juin 2026**.

Le référent aura un accès au tableau de bord général de sa structure. Il s'assurera de l'exactitude des données transmises par les participants de sa structure. Les organisateurs du Challenge se réservent le droit d'annuler certains comptages ou l'intégralité des résultats en cas de données manifestement exagérées ou incohérentes.

Article 8 : DETERMINATION DU CLASSEMENT

Pour chaque catégorie, un classement relatif à la part modale du vélo sur la durée du challenge est effectué. La part modale est calculée en fonction du nombre de jours pédalés divisé par le nombre total de jours qui pourraient être pédalés si l'ensemble des salariés de l'entreprise participent au challenge.

Nombre de jours pédalés / (effectif total de l'entreprise x 22 jours ouvrés) x 100

[1] Exemple : dans une entreprise de 20 salariés, 10 salariés participent au challenge et chaque participant a pédalé pendant 19 jours.
La part modale du vélo sur la durée du challenge sera calculée comme suit : 190 jours / (20 x 22 jours) x 100 = 43%.

En cas d'égalité, le nombre de kilomètres parcourus départagera les participants.

Les organisateurs informeront la première structure de chaque catégorie par téléphone (avec confirmation par mail) et les résultats seront disponibles sur le site challenge-velo.m2a.fr

Article 9 : LE CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTO DE GROUPE

9.1 Principe :

Chaque structure inscrite au Challenge pourra participer au « Concours de la meilleure photo de groupe » pour gagner un lot supplémentaire. Pour cela, chaque référent devra importer entre le 4 mai et le 5 juin 2026 une photo de groupe des participants de sa structure sur la plateforme. Cette année, la photo de groupe devra être représentative du ou des métiers de l'entreprise (avec tenues et/ou objets représentant vos métiers).

Pour être validée la photo devra être prise en groupe avec des vélos. Un comité de sélection se réunira pour désigner la meilleure photo.

9.2 Droits d'auteur et exploitation :

En participant, le photographe affirme que toute image qu'il présente est son œuvre originale et qu'il est détenteur des droits sur l'image concernée. L'auteur d'une photographie sélectionnée ou lauréate autorise l'équipe d'organisation du challenge à l'utilisation de l'image dans le cadre de la promotion du concours photo et/ou du challenge sur le site web, dans la presse et dans les supports de communication réalisés par le challenge. L'équipe d'organisation s'engage à ne pas transférer ces droits d'exploitation à des tiers et à ne pas faire d'autres utilisations de l'œuvre sans accord préalable de l'auteur.

Il est rappelé que, conformément aux articles 48 à 56 de la loi du 6 janvier 1978 « Informatiques et Liberté » tout participant bénéficie auprès de l'organisateur du concours d'un droit d'accès, d'information, d'opposition, de rectification et d'effacement pour les images le concernant, sur simple demande à l'adresse suivante : donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr.

9.3 Droit à l'image :

Chaque participant déclare être l'auteur de la photo soumise. Il reconnaît également avoir obtenu préalablement les autorisations nécessaires à sa diffusion.

9.4 Responsabilités :

Les organisateurs ne pourront être tenus responsables de tout problème lié au déroulement du concours qu'il s'agisse d'une erreur humaine, informatique ou de quelque autre nature. En cas de force majeure l'équipe d'organisation du challenge se réserve le droit de modifier le présent règlement, de reporter ou d'annuler le concours. Sa responsabilité ne saurait être engagée du fait de ces modifications.

Article 10 : TROPHEES

Des lots seront remis à la structure gagnante de chaque catégorie.
La soirée de clôture du Challenge aura lieu le **Jeudi 25 juin 2026**. Le lieu de cette soirée sera communiqué ultérieurement.

Article 11 : ACTION SOLIDAIRE

En fonction du nombre de kilomètres parcourus à vélo par les salariés de toutes les structures participantes pendant la durée du Challenge une subvention d'un montant maximum de 2 500 € sera reversée par les organisateurs du Challenge à une association caritative du territoire. Le montant de la subvention sera défini selon les paliers suivants :

- 40 000 km parcourus = 500€
- 60 000 km parcourus = 1 000€
- 80 000 km parcourus = 1 500€
- 90 000 km parcourus = 2 000€
- 92 000 km parcourus = 2 100€
- 94 000 km parcourus = 2 200€
- 96 000 km parcourus = 2 300€
- 98 000 km parcourus = 2 400€
- 100 000 km parcourus = 2 500€

La remise symbolique du chèque à l'association sera effectuée par l'ensemble des lauréats de chaque catégorie, au nom de tous les participants, lors de l'événement de clôture du Challenge.

Article 12 : POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Lors de l'inscription au Challenge et lors de la saisie des résultats, les référents et certains participants communiqueront leurs adresses mail. Ces informations personnelles ne feront l'objet d'un traitement par les organisateurs qu'aux fins de gestion de la participation au challenge, pour informer sur le résultat final et pour les inviter à participer à l'édition de l'année suivante.
Les référents et les participants pourront choisir de recevoir après le challenge un questionnaire sur leur participation au Challenge.
De la même manière, un second accord leur sera demandé pour recevoir des informations de la part de Mulhouse Alsace Agglomération sur les actions et démarches que la collectivité mène en matière de mobilité et de déplacements.
Les informations recueillies sont uniquement destinées aux organisateurs du Challenge. Ces données seront conservées uniquement sur la durée du Challenge. Selon les choix des participants mentionnés ci-dessus, ces données pourront être conservées pour une durée de 18 mois pour leur diffuser les informations choisies.
Les données pourront également être conservées en cas de contestation des résultats du challenge. Seules les données concernées par la contestation seront alors conservées jusqu'au règlement de la contestation.

Les participants peuvent accéder aux données les concernant ou demander leur effacement. Elles disposent également d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits).

Les bases légales de ce traitement sont l'intérêt légitime et le consentement : cf. article 6.1.a) et f) du Règlement européen sur la protection des données. Pour exercer ces droits, retirer leur consentement ou pour toute question sur le traitement de leurs données, les structures participantes peuvent s'adresser à donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr.

Article 13 : DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, le participant dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de rectification et d'effacement des informations nominatives le concernant, à exercer auprès de l'organisateur, en écrivant à l'adresse suivante : Mulhouse Alsace Agglomération – Direction Mobilités et Transports - 9 avenue Konrad Adenauer 68390 Sausheim.

Article 14 : RESPONSABILITÉ

L'organisateur ne pourra être tenu responsable d'un préjudice d'aucune nature (personnelle, matérielle, financière ou autre) survenu à l'occasion de la participation au challenge. Celle-ci vaut acceptation de cette condition.
L'organisateur se réserve le droit d'écourter, de proroger, de modifier ou d'annuler la présente opération, notamment en cas de force majeure ou si des circonstances extérieures à l'organisateur l'exigent et ce, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.
Dans l'hypothèse où une telle annulation, modification ou prorogation devait intervenir, l'organisateur s'engage à en informer les participants et, le cas échéant, à leur communiquer les nouvelles règles applicables. Le consentement aux éventuelles nouvelles conditions du présent règlement devra préalablement être confirmé par chaque participant, à défaut de quoi ils seront exclus de la participation au challenge, ce qu'ils acceptent expressément.

Article 15 : LITIGES

Le présent challenge est soumis exclusivement à la loi française. Aucun différend ne pourra être porté devant une juridiction étrangère. Aucun recours portant sur les conditions d'organisation du challenge, le déroulement et les résultats ne pourra être admis.

Règlement du Challenge vélo interne m2A

Edition 2026

Article 1 : PRINCIPE ET ORGANISATION

D'après de récentes études, 35% des Français font du vélo au moins une fois par mois et 24% des Français sont des cyclistes réguliers et font du vélo au moins une fois par semaine (source : Dicom - avril 2025). Les avantages pour la santé et l'environnement sont nombreux : gain de vitalité grâce à l'activité physique, lutte contre le changement climatique, réduction de la pollution de l'air, décongestion des villes, préservation des ressources … Pourtant, la pratique du vélo se stabilise en France depuis plusieurs années et avoisine 3% des trajets (source : Les pratiques de mobilité des Français, 2019). Pour accompagner le développement de ce mode de déplacement actif, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) propose chaque année au mois de mai le Challenge Vélo m2A qui vise à encourager les trajets domicile-école et domicile-travail.

Cet événement est organisé par m2A dans le cadre de ses compétences en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité.
Le Challenge consiste à se rendre sur son lieu de travail à vélo (avec ou sans assistance électrique) le plus de jours possibles pendant toute la durée du challenge.

Article 2 : DATE ET PERIMETRE D'ACTION DU CHALLENGE INTERNE

Le challenge se déroulera **du 4 mai au 5 juin 2026** et est ouvert à l'ensemble des agents de m2A.

Article 3 : MODALITE DE PARTICIPATION

Les agents devront s'inscrire au préalable sur le site dédié https://challenge-velo.m2a.fr/challenge-velo-professionnel/ et choisir dans le menu déroulant l'équipe « m2A » afin de valider leur inscription.

Les agents n'ayant pas d'accès à internet pourront demander à être inscrits par courrier interne adressé à la Direction Mobilités.

Chaque agent inscrit participe automatiquement de façon individuelle au challenge. Toutefois, il peut aussi faire le choix de participer au challenge en équipe. Pour cela, les agents sont libres de former leur équipe avec d'autres agents de la collectivité (5 agents maximum) et devront transmettre la composition de leur équipe à l'adresse challenge.velo@m2A.fr

La date limite d'inscription est le **vendredi 22 mai 2026**.

Article 4 : MODES DE DEPLACEMENTS RETENUS

Le Challenge vélo m2A retient les déplacements effectués à vélo classique ou à vélo à assistance électrique au pédalage.
Les autres modes, tels que trottinettes électriques, monoroues, gyropodes, skates électriques, … ne sont pas comptabilisés.

Article 5 : DEPLACEMENTS COMPTABILISES

Les déplacements pris en compte sont ceux effectués à vélo pour les trajets domicile-travail (aller/retour).

Le lieu de travail s'entend comme le lieu de travail du jour considéré, qui peut être différent du lieu de travail habituel (pour une réunion par exemple), et dans la mesure où il est situé dans une des 39 communes de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les déplacements effectués à vélo sur la pause méridienne, pour revenir à son domicile, se rendre sur son lieu de restauration ou revenir de son lieu de réunion par exemple, ainsi que les déplacements professionnels peuvent également être comptabilisés.

Article 6 : COMPTAGES ET TRANSMISSION DES RESULTATS

Les comptages peuvent être saisis au jour le jour ou une fois par semaine dans l'espace personnel du site du challenge.

Chaque participant s'engage à fournir les résultats de bonne foi et à ne saisir que les trajets pris en compte par le présent règlement dans le cadre du défi au plus tard le **vendredi 12 juin 2026**.

Les organisateurs du challenge se réservent le droit d'annuler certains comptages ou l'intégralité des résultats en cas de données manifestement exagérées ou incohérentes.

Article 7 : DETERMINATION DU CLASSEMENT

Un classement sera effectué entre tous les participants selon le nombre de jours pédalés tout au long du challenge. L'objectif est de récompenser les agents ayant pédalé pendant un maximum de jour pendant la durée du challenge. En cas d'égalité, le nombre de kilomètres parcourus viendra départager les agents.
Le calcul sera effectué comme suit : **Nombre de jours pédalés / 22 jours ouvrés x 100**

Pour les équipes, le calcul sera effectué comme suit :

Nombre de jours pédalés / (nombre d'agents dans l'équipe x 22 jours ouvrés) x 100

Article 8 : LE CONCOURS PHOTO

8.1 Principe :

Pour que la photo soit validée, l'agent ou les agents d'une même équipe, doivent être sur un vélo. La photo devra être transmise **avant le 5 juin 2026** à l'adresse challenge.velo@m2A.fr. Un comité de sélection se réunira pour désigner la meilleure photo. La photo retenue se verra attribuée un lot.

8.2 Droits d'auteur et exploitation :

En participant, le photographe affirme que toute image qu'il présente est son œuvre originale et qu'il est détenteur des droits sur l'image concernée. L'auteur d'une photographie sélectionnée ou lauréate autorise l'équipe d'organisation du challenge à l'utilisation de l'image dans le cadre de la promotion du concours photo et/ou du challenge sur le site web, dans la presse et dans les supports de communication réalisés par le challenge. L'équipe d'organisation s'engage à ne pas transférer ces droits d'exploitation à des tiers et à ne pas faire d'autres utilisations de l'œuvre sans accord préalable de l'auteur.

Il est rappelé que, conformément aux articles 48 à 56 de la loi du 6 janvier 1978 « Informatiques et Libertés », tout participant bénéficie auprès de l'organisateur du concours d'un droit d'accès, d'information, d'opposition, de rectification et d'effacement pour les images le concernant, sur simple demande à l'adresse suivante : donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr.

8.3 Droit à l'image :

Chaque participant déclare être l'auteur de la photo soumise. Il reconnaît également avoir obtenu préalablement les autorisations nécessaires à sa diffusion.

8.4 Responsabilités :

Les organisateurs ne pourront être tenus responsables de tout problème lié au déroulement du concours qu'il s'agisse d'une erreur humaine, informatique ou de quelque autre nature. En cas de force majeure l'équipe d'organisation du challenge se réserve le droit de modifier le présent règlement, de reporter ou d'annuler le concours. Sa responsabilité ne saurait être engagée du fait de ces modifications.

Article 9 : REMISE DE PRIX

Une remise de prix aura lieu sur le temps de midi le **lundi 22 juin 2026** et récompensera les 3 agents et l'équipe ayant pédalés le plus de jours. Un tirage au sort sera également effectué parmi l'ensemble des participants et permettra de récompenser trois agents uniquement en raison de leur participation.

En cas d'égalité, les gagnants recevront des lots identiques correspondants à leur classement.

Les gagnants seront informés par mail ou par courrier interne et seront invités à venir retirer leur lot lors de cette remise de prix.

La répartition des lots pour les agents sera la suivante :

- 1er lot : valeur en 200 € environ
- 2ème lot : valeur de 100 € environ
- 3ème lot : valeur de 80 € environ
- Lot spécial pour la meilleure équipe : valeur de 30 € / personne environ
- Lot spécial tirage au sort : valeur de 40 € environ
- Lot challenge photo : valeur de 20 € environ

Les lots ne peuvent donner lieu à aucune contestation d'aucune sorte, ni à la remise de leur contre-valeur en espèces.

Article 10 : POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Lors de l'inscription au challenge et lors de la saisie des résultats, les référents et certains participants communiqueront leurs adresses mail. Ces informations personnelles ne feront l'objet d'un traitement par les organisateurs qu'aux fins de gestion de la participation au challenge, pour informer sur le résultat final et pour les inviter à participer à l'édition de l'année suivante.

Les référents et les participants pourront choisir de recevoir après le challenge un questionnaire sur leur participation au challenge.

De la même manière, un second accord leur sera demandé pour recevoir des informations de la part de Mulhouse Alsace Agglomération sur les actions et démarches que la collectivité mène en matière de mobilité et de déplacements.

Les informations recueillies sont uniquement destinées aux organisateurs du challenge. Ces données seront conservées uniquement sur la durée du challenge. Selon les choix des participants mentionnés ci-dessus, ces données pourront être conservées pour une durée de 18 mois pour leur diffuser les informations choisies.

Les données pourront également être conservées en cas de contestation des résultats du challenge. Seules les données concernées par la contestation seront alors conservées jusqu'au règlement de la contestation.

Les participants peuvent accéder aux données les concernant ou demander leur effacement. Elles disposent également d'un droit d'opposition, de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits).

Les bases légales de ce traitement sont l'intérêt légitime et le consentement : cf. article 6.1.a) et f) du Règlement européen sur la protection des données. Pour exercer ces droits, retirer leur consentement ou pour toute question sur le traitement de leurs données, les structures participantes peuvent s'adresser à donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr.

Article 11 : ACCEPTATION DU RÈGLEMENT PAR LES PARTICIPANTS

Les participants s'engagent à accepter le présent règlement sans restriction ni réserve et l'arbitrage de l'organisateur, à la Direction Mobilités de m2A.
Le règlement est adressé à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande écrite à : Mulhouse Alsace Agglomération, Direction Mobilités et Transports – 9 avenue Konrad Adenauer 68390 Sausheim.

Article 12 : RESPONSABILITÉ

L'organisateur ne pourra être tenu responsable d'un préjudice d'aucune nature (personnelle, matérielle, financière ou autre) survenu à l'occasion de la participation au challenge. Celle-ci vaut acceptation de cette condition.

L'organisateur se réserve le droit d'écourter, de proroger, de modifier ou d'annuler la présente opération, notamment en cas de force majeure ou si des circonstances extérieures à l'organisateur l'exigent et ce, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

Dans l'hypothèse où une telle annulation, modification ou prorogation devait intervenir, l'organisateur s'engage à en informer les participants et, le cas échéant, à leur communiquer les nouvelles règles applicables. Le consentement aux éventuelles nouvelles conditions du présent règlement devra préalablement être confirmé par chaque participant, à défaut de quoi ils seront exclus de la participation au challenge, ce qu'ils acceptent expressément.

Article 13 : LITIGES

Le présent challenge est soumis exclusivement à la loi française. Aucun différend ne pourra être porté devant une juridiction étrangère.

Édition 2026 - Règlement

Challenge Vélo m2A Scolaire, catégorie pour les écoles

Article 1 : PRINCIPE ET ORGANISATION

D'après de récentes études, 35% des Français font du vélo au moins une fois par mois et 24% des Français sont des cyclistes réguliers et font du vélo au moins une fois par semaine (source : Dicom - avril 2025). Les avantages pour la santé et l'environnement sont nombreux : gain de vitalité grâce à l'activité physique, lutte contre le changement climatique, réduction de la pollution de l'air, décongestion des villes, préservation des ressources … Pourtant, la pratique du vélo se stabilise en France depuis plusieurs années et avoisine 3% des trajets (source : Les pratiques de mobilité des Français, 2019). Pour accompagner le développement de ce mode de déplacement actif, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) propose chaque année au mois de mai le Challenge Vélo m2A qui vise à encourager les trajets domicile-école et domicile-travail.

Cet événement est organisé par m2A dans le cadre de ses compétences en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Le Challenge Vélo m2A consiste à comptabiliser le nombre de participants et le nombre de jours où les élèves sont venus en mobilités actives (voir **Article 4 : MODES DE DEPLACEMENTS RETENUS**) de leur domicile jusqu'à l'école, pendant la période du Challenge.

Les structures du cycle éducatif supérieur (facultés, écoles de commerce, etc.) ainsi que le personnel enseignant et administratif de l'établissement sont intégrés au Challenge Vélo m2A **Professionnel** et non **Scolaire**.

Article 2 : DATES ET PERIMETRE D'ACTION

Le Challenge vélo m2A 2026 est organisé **du 4 mai au 5 juin 2026** sur l'ensemble des 39 communes du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 3 : MODALITES DE PARTICIPATION

La participation au Challenge est gratuite et ouverte à tout établissement scolaire situé sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. L'inscription se fera par classe.

Les établissements scolaires sont répartis en deux catégories :

- Ecoles primaires (élémentaire ou maternelle)
- Collège / Lycée

Article 4 : MODES DE DEPLACEMENTS RETENUS

Le Challenge vélo m2A retient les déplacements actifs effectués à vélo classique, draisienne, à pied, en trottinette non électrique et autres modes actifs (roller, skateboard, etc.) entre le domicile et l'établissement.

Les autres déplacements, activités sportives, sortie scolaire ou déplacements professionnels pour le personnel, ne sont pas pris en compte.

Article 5 : INSCRIPTION PAR CLASSE

La participation au Challenge est soumise à l'inscription de la classe par un référent unique. Les participants ne peuvent pas s'inscrire à titre personnel.

Pour des raisons d'organisation, nous invitons les établissements à s'inscrire dès que possible et de préférence **avant** lancement du Challenge le 4 mai 2026. Cependant, il sera encore possible de s'inscrire jusqu'au **vendredi 22 mai 2026**.

Pour tout renseignement, vous pouvez écrire à l'adresse challenge.velo@m2a.fr

Article 6 : COMPTAGES ET TRANSMISSION DES RESULTATS

La transmission des résultats se fait par le référent.

Il est demandé au référent de transmettre pour chaque jour du Challenge le nombre de participants ayant utilisé un des modes de déplacement actifs cités à l'article 4 pour se rendre dans son établissement.

Le comptage des participants est réalisé en interne par le référent de chaque classe et devra être saisi sur la plateforme.

Les comptages peuvent être saisis au jour le jour ou à l'issue du Challenge.

Chaque classe participante s'engage à fournir les résultats de bonne foi et à ne saisir que les trajets pris en compte par le présent règlement dans le cadre du challenge au plus tard le **vendredi 12 juin 2026**.

Le référent s'assurera de l'exactitude des données transmises par les participants de sa classe. Les organisateurs du Challenge se réservent le droit d'annuler certains comptages ou l'intégralité des résultats en cas de données manifestement exagérées ou incohérentes.

Article 7 : DETERMINATION DU CLASSEMENT

Pour chaque catégorie, un classement décroissant sera effectué en partant du **résultat final** obtenu à partir de la formule ci-dessous :

Résultat final = Cumul des participations quotidiennes / (effectif total[1] x 22 jours ouvrés)

[1] Effectif total = nombre d'élèves de la classe

Exemple :
Une classe compte un effectif total de 23 élèves.
15 élèves de la classe ont participé au challenge cumulant 78 jours de participation sur la période du challenge. Le résultat de la classe sera donc 78 / (23 x 22) = 0.15

Les organisateurs informeront la première classe de chaque catégorie par téléphone (avec confirmation par mail) et les résultats seront disponibles sur le site challenge-velo.m2a.fr

Article 8 : LE « CHALLENGE DE LA PHOTO DE GROUPE »

8.1 Principe :

Chaque classe inscrite au Challenge pourra participer au « Challenge de la photo de groupe » pour gagner un lot supplémentaire. Pour cela, chaque référent devra transmettre à l'adresse mail challenge-velo.m2a.fr une photo de groupe des participants de sa structure sur la plateforme du Challenge. Un comité de sélection se réunira pour désigner la meilleure photo.

Pour être validée, la photo devra être prise en groupe et devra faire figurer l'un des modes de déplacements retenus pour le Challenge.

8.2 Droits d'auteur et exploitation :

En participant, le photographe affirme que toute image qu'il présente est son œuvre originale et qu'il est détenteur des droits sur l'image concernée. L'auteur d'une photographie sélectionnée ou lauréate autorise l'équipe d'organisation du Challenge à l'utilisation de l'image dans le cadre de la promotion du concours photo et/ou du Challenge

sur le site web, dans la presse et dans les supports de communication réalisés par le Challenge. L'équipe d'organisation s'engage à ne pas transférer ces droits d'exploitation à des tiers et à ne pas faire d'autres utilisations de l'œuvre sans accord préalable de l'auteur.

Il est rappelé que, conformément aux articles 48 à 56 de la loi du 6 janvier 1978 « Informatiques et Libertés », tout participant bénéficie auprès de l'organisateur du concours d'un droit d'accès, d'information, d'opposition, de rectification et d'effacement pour les images le concernant, sur simple demande à l'adresse suivante : challenge.velo@m2a.fr.

8.3 Droit à l'image :

Chaque participant déclare être l'auteur de la photo soumise. Il reconnaît également avoir obtenu préalablement les autorisations nécessaires à sa diffusion et les transmettra à l'organisateur du Challenge.

8.4 Responsabilités :

Les organisateurs ne pourront être tenus responsables de tout problème lié au déroulement du concours qu'il s'agisse d'une erreur humaine, informatique ou de quelque autre nature. En cas de force majeure l'équipe d'organisation du challenge se réserve le droit de modifier le présent règlement, de reporter ou d'annuler le concours. Sa responsabilité ne saurait être engagée du fait de ces modifications.

Article 9 : REMISE DES PRIX

Des trophées ainsi que des lots seront remis à la structure gagnante de chaque catégorie.
L'horaire et le lieu de la remise des prix seront communiqués ultérieurement.

Article 10 : ACTION SOLIDAIRE

Chaque trajet comptabilité permettra de financer une action solidaire, à raison de 1 € par trajet, pour un montant maximum de 2 500 €. Cette dotation sera versée par les organisateurs du Challenge à une association caritative du territoire.

La remise symbolique du chèque à l'association sera effectuée par l'ensemble des lauréats de chaque catégorie, au nom de tous les participants, lors de la cérémonie de remise des prix du Challenge.

Article 11 : POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Lors de l'inscription au Challenge et lors de la saisie des résultats, les référents et certains participants communiqueront leurs adresses e-mail. Ces informations personnelles ne feront l'objet d'un traitement par les organisateurs qu'aux fins de gestion de la participation au Challenge, pour informer sur le résultat final et pour les inviter à participer à l'édition de l'année suivante.
Les référents et les participants pourront choisir de recevoir après le Challenge un questionnaire sur leur participation au Challenge.

De la même manière, un second accord leur sera demandé pour recevoir des informations de la part de Mulhouse Alsace Agglomération sur les actions et démarches que la collectivité mène en matière de mobilité et de déplacements.
Les informations recueillies sont uniquement destinées aux organisateurs du Challenge. Ces données seront conservées uniquement sur la durée du Challenge. Selon les choix des participants mentionnés ci-dessus, ces données pourront être conservées pour une durée de 18 mois pour leur diffuser les informations choisies.
Les données pourront également être conservées en cas de contestation des résultats du Challenge. Seules les données concernées par la contestation seront alors conservées jusqu'au règlement de la contestation.
Les participants peuvent accéder aux données les concernant ou demander leur effacement. Elles disposent également d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits).
Les bases légales de ce traitement sont l'intérêt légitime et le consentement : cf. article 6.1.a) et f) du Règlement européen sur la protection des données. Pour exercer ces droits, retirer leur consentement ou pour toute question sur le traitement de leurs données, les structures participantes peuvent s'adresser à donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr.

Article 12 : ACCEPTATION DU RÈGLEMENT PAR LES PARTICIPANTS

Les participants s'engagent à accepter le présent règlement sans restriction ni réserve et l'arbitrage de l'organisateur, à savoir m2A (Direction Mobilités et Transports).

Le règlement est adressé à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande écrite à :
Mulhouse Alsace Agglomération, Direction Mobilités et Transports – 9 avenue Konrad Adenauer 68390 Sausheim.

Article 13 : RESPONSABILITÉ

L'organisateur ne pourra être tenu responsable d'un préjudice d'aucune nature (personnelle, matérielle, financière ou autre) survenu à l'occasion de la participation au Challenge. Celle-ci vaut acceptation de cette condition.
L'organisateur se réserve le droit d'écourter, de proroger, de modifier ou d'annuler la présente opération, notamment en cas de force majeure ou si des circonstances extérieures à l'organisateur l'exigent et ce, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.
Dans l'hypothèse où une telle annulation, modification ou prorogation devait intervenir, l'organisateur s'engage à en informer les participants et, le cas échéant, à leur communiquer les nouvelles règles applicables. Le consentement aux éventuelles nouvelles conditions du présent règlement devra préalablement être confirmé par chaque participant, à défaut de quoi ils seront exclus de la participation au Challenge, ce qu'ils acceptent expressément.

Article 14 : LITIGES

Le présent challenge est soumis exclusivement à la loi française. Aucun différend ne pourra être porté devant une juridiction étrangère.

M. LE PRÉSIDENT : Philippe STURCHLER sur le Challenge vélo : règlement et attribution d'une subvention.

M. STURCHLER : Depuis 6 ans, m2A organise un Challenge vélo afin de promouvoir l'usage du vélo sur les trajets domicile-travail et domicile-école. Cet événement, destiné aux entreprises et aux écoles du territoire, s'est déroulé du 4 mai au 5 juin 2026. Depuis 2023, une dimension solidaire a été ajoutée au Challenge vélo avec une subvention attribuée à une structure à but non lucratif qui a été choisie parmi quatre projets qui œuvrent pour la promotion des mobilités actives. Au regard du nombre de kilomètres parcourus et du nombre de trajets réalisés, il est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 euros au Centre social et culturel Lavoisier Brustlein à Mulhouse, qui proposera des cours de vélo destinés aux mamans des quartiers, souvent éloignées des pratiques de mobilité douce. Il est également proposé d'approuver les deux règlements du Challenge vélo 2026. Cette année, c'est en progression constante puisque 160 448 kilomètres ont été parcourus avec une participation de 148 entreprises et 1 125 participants.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Philippe. Est-ce que vous avez des questions sur cette opération ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie, c'est adopté.

59° DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE BOLLWILLER, PETIT-LANDAU, PULVERSHEIM, WITTELSHEIM ET WITTENHEIM : CONVENTIONS DE MANDAT POUR L'ENCAISSEMENT DES REDEVANCES DUES À LA SOCIETE SUEZ EAU FRANCE (2026/21C/1.3.5)

Depuis le 1er janvier 2023, une régie communautaire a été créée sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) dans le cadre du transfert de la compétence eau. Lors de ce transfert de compétence, m2A s'est substituée de plein droit aux contrats signés par les précédentes entités avant le transfert. Par conséquent, m2A a repris la délégation de service public d'eau potable des communes de Bollwiller, Petit Landau, Pulversheim, Wittelsheim et Wittenheim. Le titulaire de ces cinq contrats est la société Suez Eau France.

Conformément aux dispositions des contrats de délégation de service public, la société Suez perçoit, auprès des usagers, pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération, une « part collectivité » s'ajoutant au prix constituant sa rémunération. La société SUEZ perçoit également la redevance assainissement pour le compte du SIVOM Mulhouse Sud Alsace.

Une convention de mandat étant nécessaire, il est proposé d'établir des conventions tripartites et de conclure entre Mulhouse Alsace Agglomération, Suez Eau France et le SIVOM Mulhouse Sud Alsace des conventions de mandat pour

l’encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement, conformément aux articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-1 à D. 1611-32-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les conditions techniques, financières et juridiques du mandat sont définies dans les projets de conventions en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil d’Agglomération :

- approuve les conventions de mandat,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions de mandat et toutes les pièces nécessaires à leur exécution.

PJ : (5)

- Projet de convention de mandat - Bollwiller,
- Projet de convention de mandat - Petit-Landau,
- Projet de convention de mandat - Pulversheim,
- Projet de convention de mandat - Wittelsheim,
- Projet de convention de mandat - Wittenheim.

Convention de mandat confiant l'encaissement des redevances du service de l'eau potable et de l'assainissement de la commune de Bollwiller à la Société Suez Eau France

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le Mandant », dont le siège est situé 9 Avenue Konrad Adenauer à SAUSHEIM, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, dûment habilité par la délibération en date du 22 juin 2026,

D'une part,

Et,

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace, représenté par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, dûment habilité par délibération en date du 24 juin 2026,

Ci-après désigné « le Sivom Mulhouse Sud Alsace » ;

Et,

La Société Suez Eau France, ci-après dénommée « le Mandataire », représentée par Monsieur Lionel BERTIN, agissant en qualité de Directeur Alsace au nom et pour le compte de la société,

D'autre part.

PREAMBULE

Conformément au Contrat de délégation de service public, la société Suez perçoit, auprès des usagers, pour le compte de m2A, une « part collectivité » s'ajoutant au prix constituant sa rémunération. La société SUEZ perçoit également la redevance assainissement pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace.
Il est dès lors nécessaire de conclure entre les Parties une convention de mandat pour l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement, conformément aux articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-1 à D. 1611-32-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
Les recettes « part collectivité » perçue pour le compte de m2A et « redevance assainissement » perçues pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace sont dénommées ci-après « les recettes publiques ».

Vu l'avis conforme du comptable public de m2A au présent mandat, émis dans les conditions prévues par l'article D.1611-32-2 du CGCT, les Parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET DU MANDAT

m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace donnent mandat à la société Suez pour percevoir les recettes publiques prévues au Contrat et pour procéder, le cas échéant, au remboursement des redevances encaissées à tort.
Le Mandataire ne percevra aucune rémunération spécifique de m2A en application du présent mandat.

ARTICLE 2. NATURE DES PRODUITS ET CHARGES

Le Mandataire est chargé de l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement prévues au Contrat, dites recettes publiques.
Le Mandataire est également chargé de procéder, le cas échéant, au remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues.
Le remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues comprend :

1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
2° Le reversement des excédents de versement ;
3° La restitution des sommes indûment perçues.

ARTICLE 3. DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU MANDATAIRE

A compter de la notification de la présente convention de mandat, Monsieur Lionel BERTIN est désigné représentant du Mandataire.
Dans le cadre de son exécution, le représentant du Mandataire siège : 17 rue Guy de Place - 68 800 VIEUX-THANN.

ARTICLE 4. POUVOIRS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MANDATAIRE

Le Mandataire assure l'encaissement, le comptage, le conditionnement, la comptabilisation, l'acheminement et le transfert des recettes publiques dans les comptes du comptable public, selon les modalités précisées ci-après.
L'intégralité des recettes publiques encaissées dans le cadre du présent mandat doit être reversée au comptable public, pour son montant brut.

Le Mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des recettes publiques encaissées (part collectivité et redevance assainissement) et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Les registres obligatoires sont :

- Le journal retraçant les opérations quotidiennes ;
- Le grand livre ;
- Un journal des opérations diverses retraçant notamment les rectifications, annulations etc…

Le Mandataire doit ouvrir un compte bancaire spécifiquement affecté à l'activité liée au présent mandat et y consigner l'ensemble des opérations comptables y afférentes. Les sommes concernées doivent être directement affectées à ce compte dédié, sans transiter par un autre compte bancaire.
Tous les documents et actes établis par le Mandataire pour le compte du Mandant doivent faire référence à la dénomination du Mandant.
Le Mandataire est, conformément à la réglementation en vigueur, responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués, tant que ces fonds n'ont pas été pris en charge par le comptable public.
Le Mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits ou payer des charges autres que celle énumérée à l'article 2 de la présente convention, sous peine d'être constitué comptable de fait. Le comptable de fait peut, dans le cas où il n'a pas fait l'objet de poursuites au titre du délit d'usurpation de fonctions prévu par l'article 433-12 du code pénal, être condamné aux amendes prévues par la loi.
Le Mandataire est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules inactives aux agents de contrôle qualifiés. En effet, le Mandataire est soumis aux mêmes vérifications, par les autorités habilitées, que celles pesant sur le comptable public et l'ordonnateur.
Le Mandataire doit effectuer des contrôles, notamment :

- Lors de l'encaissement d'une recette, les contrôles prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, conservation des valeurs inactives ;
- Lors du remboursement des recettes encaissées à tort, les contrôles prévus aux d) et e) du 2° du même article du décret susmentionné : validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du décret susvisé, caractère libératoire du paiement.

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et du Mandant ou de leurs délégués auprès desquels ils sont placés.
Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.
Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

ARTICLE 5. MODES DE RECOUVREMENT ET DE REMBOURSEMENT

Les recettes désignées à l'article 2 ci-avant sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Virement ;
- Chèque ;
- TIP ;
- Carte bancaire ;
- Mandat postal (mandat cash ou mandat compte) ;
- Télépaiement.

En cas de chèques impayés, la recette sera considérée comme n'ayant pas été recouvrée.
Les opérations de dépenses désignées à l'article 2 seront réalisées selon le mode suivant :
- Virement ;
- Chèque.

ARTICLE 6. PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Le recouvrement des factures des abonnés par le mandataire est assuré selon les modalités décrites ci-après en vue de maximiser le taux de recouvrement avec un plan de relance des factures déclenché par les services du mandataire à J + 16 de la date d'émission des factures.

- Emission de la facture J
- Exigibilité de facture : Jour J+15
- Déclenchement du plan de relance des factures : J+16
- Envoi d'avis d'information par sms/mail J+16
- Relance simple par courrier : J+22
- Relance sms/mail avant mise en demeure : J+28
- Mise en demeure : J+34
- Relance téléphonique : J+40
- Recouvrement terrain : J+54
- Dernier courrier avant transfert au cabinet de recouvrement : J+60
- Envoi du dossier au cabinet de recouvrement : J+70

Ces opérations de recouvrement confiées au Mandataire comme au cabinet de recouvrement ne portent que sur l'encaissement par le Mandataire des recettes à l'exclusion de toute procédure d'exécution forcée.

ARTICLE 7. ENCAISSEMENT ET IMPAYES

7.1.- ENCAISSEMENTS :

Le Mandataire procède à l'encaissement des sommes conformément aux dispositions du contrat de délégation de service public.
Le Mandataire reverse auprès du comptable public les sommes perçues selon les modalités et le calendrier fixé et arrêté dans le contrat de délégation de service public ;
Le comptable public exerce les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, contrôle de la conservation des valeurs inactives.
Le comptable public informera le Mandant de la perception des fonds.
A réception de cette information, le Mandant transmettra à son comptable public le titre de recette et les pièces justificatives afférentes aux seuls éléments que ce dernier a approuvés à l'issue des contrôles précités.

7.2.- IMPAYES :

A réception des créances irrécouvrables transmises par le Mandataire, m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont amenés à délibérer pour renoncer à la recette ou éventuellement à émettre des titres de recettes pour tenter de recouvrer.

ARTICLE 8. MODALITES DES OPERATIONS DE REVERSEMENT

Aux dates d'échéances de reversement fixées dans le contrat de délégation de service public, le Mandataire fournit concomitamment les décomptes à l'aide des pièces justificatives de paiement prévues par le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 auprès du Mandant. Les pièces justificatives sont récapitulées sur un bordereau journal de dépenses.
Le Mandant transmettra au comptable public un mandat et les pièces justificatives après avoir exercé les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du même décret, caractère libératoire du paiement), sans préjudice des contrôles auxquels est soumis le comptable public assignataire aux termes des textes susvisés.

ARTICLE 9. REDDITION DES COMPTES

9.1.- DELAI :

Le Mandataire opère la reddition des comptes de l'année civile prévus à l'article D.1611-32-4 du CGCT au moins une fois par an à chaque fin d'exercice. La reddition des comptes doit permettre le rattachement des produits et des éventuelles charges à l'exercice auxquels ils se rattachent.
Pour permettre au Mandant et au comptable public de produire respectivement leur compte administratif et compte de gestion dans les délais impartis, le Mandataire s'engage à transmettre au Mandant et au comptable public l'ensemble des comptes et documents nécessaires au plus tard pour le 31/12 de l'exercice auquel ils se rattachent.

9.2.- MODALITES :

D'une manière générale, les comptes produits par le Mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération :

- Le journal des opérations de recettes et de dépenses ;
- Le journal des opérations diverses ;
- Le grand-livre ;
- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;

- Les états de développement des soldes certifiés le Mandataire conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, le Mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le Mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

En ce qui concerne le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article 2 de la présente convention, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par ses soins :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise ;
- La situation du fonds de caisse sur la période.

L'ensemble des pièces énoncées ci-dessus sera transmis sous format dématérialisé.
Ces éléments sont à transmettre sous format tableur, exploitable par la Collectivité (format Excel ou LibreOffice Calc).

9.3.- <u>CONDITIONS D'APPROBATION</u> :
La reddition des comptes est soumise à l'approbation du Mandant. Le Mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet des pièces justificatives afférentes aux seuls éléments qu'il a approuvés.
Si lors de la reddition des comptes, le comptable public décèle des irrégularités et que le Mandataire n'est pas en mesure de fournir les justificatifs manquants, le comptable ne comptabilisera pas les opérations irrégulières : il ne prendra pas en charge le titre de recettes ou la demande de paiement correspondants.
Le comptable public en informera l'ordonnateur qui pourra alors mettre en œuvre l'article 12 de la présente convention et mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire.

ARTICLE 10. <u>DUREE ET CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION</u>

Le présent mandat est conclu pour une durée identique à celle de la Convention de délégation de service public.
Il sera résilié de plein droit au terme de cette-dernière, y compris en cas de résiliation.
Le Mandant se réserve le droit de résilier la présente convention de mandat en cas de manquements du Mandataire, selon les modalités prévues à l'article 12 ci-après.

ARTICLE 11. <u>SECRET PROFESSIONNEL</u>

Les membres et personnel du Mandataire s'engagent à observer le secret professionnel sur toutes informations qu'ils seront amenés à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à moins que ces informations soient tombées dans le cadre du domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire dans le cadre d'une injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 12. <u>RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE</u>

Le Mandataire atteste être assuré en responsabilité civile professionnelle et que cette assurance couvre les dommages corporels, matériels et immatériels causés en raison de son activité de recouvrement de créances.

ARTICLE 13. SANCTIONS

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations contractuelles ou en cas de faute grave de ce dernier, le Mandant pourra prononcer unilatéralement la résiliation sans indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Mandataire.
La responsabilité du Mandataire peut être engagée par les juridictions financières, en qualité de comptable de fait, `pour les opérations d'encaissement de recettes ou d'opérations de dépenses entraînant le maniement de fonds appartenant au mandant, qu'il aurait effectuées en dehors du cadre fixé par le présent mandat.
Toute somme non encaissée par le comptable public par la faute du Mandataire sera refacturée au Mandataire, soit par l'émission d'un titre de recette, soit au plus tard dans le cadre du décompte général de la concession.

ARTICLE 14. LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Sausheim,
Le

Mulhouse Alsace Agglomération **Représenté par son Président, M. Fabian JORDAN**	**La société SUEZ** **Représentée par M. Lionel BERTIN**
Le Sivom Mulhouse Sud Alsace **Représenté par son Président, M. Rémy NEUMANN**	

Avis conforme du comptable public

Qualité :
Nom et Prénom :
Date :
Signature :

Convention de mandat confiant l'encaissement des redevances du service de l'eau potable et de l'assainissement de la commune de Petit-Landau à la Société Suez Eau France

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le Mandant », dont le siège est situé 9 Avenue Konrad Adenauer à SAUSHEIM, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, dûment habilité par la délibération en date du 22 juin 2026,

D'une part,

Et,

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace, représenté par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, dûment habilité par délibération en date du 24 juin 2026,

Ci-après désigné « le Sivom Mulhouse Sud Alsace » ;

Et,

La Société Suez Eau France, ci-après dénommée « le Mandataire », représentée par Monsieur Lionel BERTIN, agissant en qualité de Directeur Alsace au nom et pour le compte de la société,

D'autre part.

PREAMBULE

Conformément au Contrat de délégation de service public, la société Suez perçoit, auprès des usagers, pour le compte de m2A, une « part collectivité » s'ajoutant au prix constituant sa rémunération. La société SUEZ perçoit également la redevance assainissement pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace.
Il est dès lors nécessaire de conclure entre les Parties une convention de mandat pour l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement, conformément aux articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-1 à D. 1611-32-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
Les recettes « part collectivité » perçue pour le compte de m2A et « redevance assainissement » perçues pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace sont dénommées ci-après « les recettes publiques ».

Vu l'avis conforme du comptable public de m2A au présent mandat, émis dans les conditions prévues par l'article D.1611-32-2 du CGCT, les Parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET DU MANDAT

m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace donnent mandat à la société Suez pour percevoir les recettes publiques prévues au Contrat et pour procéder, le cas échéant, au remboursement des redevances encaissées à tort.
Le Mandataire ne percevra aucune rémunération spécifique de m2A en application du présent mandat.

ARTICLE 2. NATURE DES PRODUITS ET CHARGES

Le Mandataire est chargé de l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement prévues au Contrat, dites recettes publiques.
Le Mandataire est également chargé de procéder, le cas échéant, au remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues.
Le remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues comprend :

1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
2° Le reversement des excédents de versement ;
3° La restitution des sommes indûment perçues.

ARTICLE 3. DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU MANDATAIRE

A compter de la notification de la présente convention de mandat, Monsieur Lionel BERTIN est désigné représentant du Mandataire.
Dans le cadre de son exécution, le représentant du Mandataire siège : 17 rue Guy de Place - 68 800 VIEUX-THANN.

ARTICLE 4. POUVOIRS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MANDATAIRE

Le Mandataire assure l'encaissement, le comptage, le conditionnement, la comptabilisation, l'acheminement et le transfert des recettes publiques dans les comptes du comptable public, selon les modalités précisées ci-après.
L'intégralité des recettes publiques encaissées dans le cadre du présent mandat doit être reversée au comptable public, pour son montant brut.

Le Mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des recettes publiques encaissées (part collectivité et redevance assainissement) et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Les registres obligatoires sont :

- Le journal retraçant les opérations quotidiennes ;
- Le grand livre ;
- Un journal des opérations diverses retraçant notamment les rectifications, annulations etc…

Le Mandataire doit ouvrir un compte bancaire spécifiquement affecté à l'activité liée au présent mandat et y consigner l'ensemble des opérations comptables y afférentes. Les sommes concernées doivent être directement affectées à ce compte dédié, sans transiter par un autre compte bancaire.
Tous les documents et actes établis par le Mandataire pour le compte du Mandant doivent faire référence à la dénomination du Mandant.
Le Mandataire est, conformément à la réglementation en vigueur, responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués, tant que ces fonds n'ont pas été pris en charge par le comptable public.
Le Mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits ou payer des charges autres que celle énumérée à l'article 2 de la présente convention, sous peine d'être constitué comptable de fait. Le comptable de fait peut, dans le cas où il n'a pas fait l'objet de poursuites au titre du délit d'usurpation de fonctions prévu par l'article 433-12 du code pénal, être condamné aux amendes prévues par la loi.
Le Mandataire est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules inactives aux agents de contrôle qualifiés. En effet, le Mandataire est soumis aux mêmes vérifications, par les autorités habilitées, que celles pesant sur le comptable public et l'ordonnateur.
Le Mandataire doit effectuer des contrôles, notamment :

- Lors de l'encaissement d'une recette, les contrôles prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, conservation des valeurs inactives ;
- Lors du remboursement des recettes encaissées à tort, les contrôles prévus aux d) et e) du 2° du même article du décret susmentionné : validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du décret susvisé, caractère libératoire du paiement.

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et du Mandant ou de leurs délégués auprès desquels ils sont placés.
Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.
Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

ARTICLE 5. MODES DE RECOUVREMENT ET DE REMBOURSEMENT

Les recettes désignées à l'article 2 ci-avant sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Virement ;
- Chèque ;
- TIP ;
- Carte bancaire ;
- Mandat postal (mandat cash ou mandat compte) ;
- Télépaiement.

En cas de chèques impayés, la recette sera considérée comme n'ayant pas été recouvrée.
Les opérations de dépenses désignées à l'article 2 seront réalisées selon le mode suivant :
- Virement ;
- Chèque.

ARTICLE 6. PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Le recouvrement des factures des abonnés par le mandataire est assuré selon les modalités décrites ci-après en vue de maximiser le taux de recouvrement avec un plan de relance des factures déclenché par les services du mandataire à J + 16 de la date d'émission des factures.

- Emission de la facture J
- Exigibilité de facture : Jour J+15
- Déclenchement du plan de relance des factures : J+16
- Envoi d'avis d'information par sms/mail J+16
- Relance simple par courrier : J+22
- Relance sms/mail avant mise en demeure : J+28
- Mise en demeure : J+34
- Relance téléphonique : J+40
- Recouvrement terrain : J+54
- Dernier courrier avant transfert au cabinet de recouvrement : J+60
- Envoi du dossier au cabinet de recouvrement : J+70

Ces opérations de recouvrement confiées au Mandataire comme au cabinet de recouvrement ne portent que sur l'encaissement par le Mandataire des recettes à l'exclusion de toute procédure d'exécution forcée.

ARTICLE 7. ENCAISSEMENT ET IMPAYES

7.1.- ENCAISSEMENTS :

Le Mandataire procède à l'encaissement des sommes conformément aux dispositions du contrat de délégation de service public.
Le Mandataire reverse auprès du comptable public les sommes perçues selon les modalités et le calendrier fixé et arrêté dans le contrat de délégation de service public ;
Le comptable public exerce les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, contrôle de la conservation des valeurs inactives.
Le comptable public informera le Mandant de la perception des fonds.
A réception de cette information, le Mandant transmettra à son comptable public le titre de recette et les pièces justificatives afférentes aux seuls éléments que ce dernier a approuvés à l'issue des contrôles précités.

7.2.- IMPAYES :

A réception des créances irrécouvrables transmises par le Mandataire, m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont amenés à délibérer pour renoncer à la recette ou éventuellement à émettre des titres de recettes pour tenter de recouvrer.

ARTICLE 8. MODALITES DES OPERATIONS DE REVERSEMENT

Aux dates d'échéances de reversement fixées dans le contrat de délégation de service public, le Mandataire fournit concomitamment les décomptes à l'aide des pièces justificatives de paiement prévues par le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 auprès du Mandant. Les pièces justificatives sont récapitulées sur un bordereau journal de dépenses.
Le Mandant transmettra au comptable public un mandat et les pièces justificatives après avoir exercé les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du même décret, caractère libératoire du paiement), sans préjudice des contrôles auxquels est soumis le comptable public assignataire aux termes des textes susvisés.

ARTICLE 9. REDDITION DES COMPTES

9.1.- DELAI :

Le Mandataire opère la reddition des comptes de l'année civile prévus à l'article D.1611-32-4 du CGCT au moins une fois par an à chaque fin d'exercice. La reddition des comptes doit permettre le rattachement des produits et des éventuelles charges à l'exercice auxquels ils se rattachent.
Pour permettre au Mandant et au comptable public de produire respectivement leur compte administratif et compte de gestion dans les délais impartis, le Mandataire s'engage à transmettre au Mandant et au comptable public l'ensemble des comptes et documents nécessaires au plus tard pour le 31/12 de l'exercice auquel ils se rattachent.

9.2.- MODALITES :

D'une manière générale, les comptes produits par le Mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération :

- Le journal des opérations de recettes et de dépenses ;
- Le journal des opérations diverses ;
- Le grand-livre ;
- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;

- Les états de développement des soldes certifiés le Mandataire conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, le Mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le Mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

En ce qui concerne le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article 2 de la présente convention, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par ses soins :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise ;
- La situation du fonds de caisse sur la période.

L'ensemble des pièces énoncées ci-dessus sera transmis sous format dématérialisé.
Ces éléments sont à transmettre sous format tableur, exploitable par la Collectivité (format Excel ou LibreOffice Calc).

9.3.- <u>CONDITIONS D'APPROBATION</u> :
La reddition des comptes est soumise à l'approbation du Mandant. Le Mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet des pièces justificatives afférentes aux seuls éléments qu'il a approuvés.
Si lors de la reddition des comptes, le comptable public décèle des irrégularités et que le Mandataire n'est pas en mesure de fournir les justificatifs manquants, le comptable ne comptabilisera pas les opérations irrégulières : il ne prendra pas en charge le titre de recettes ou la demande de paiement correspondants.
Le comptable public en informera l'ordonnateur qui pourra alors mettre en œuvre l'article 12 de la présente convention et mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire.

ARTICLE 10. <u>DUREE ET CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION</u>

Le présent mandat est conclu pour une durée identique à celle de la Convention de délégation de service public.
Il sera résilié de plein droit au terme de cette-dernière, y compris en cas de résiliation.
Le Mandant se réserve le droit de résilier la présente convention de mandat en cas de manquements du Mandataire, selon les modalités prévues à l'article 12 ci-après.

ARTICLE 11. <u>SECRET PROFESSIONNEL</u>

Les membres et personnel du Mandataire s'engagent à observer le secret professionnel sur toutes informations qu'ils seront amenés à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à moins que ces informations soient tombées dans le cadre du domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire dans le cadre d'une injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 12. <u>RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE</u>

Le Mandataire atteste être assuré en responsabilité civile professionnelle et que cette assurance couvre les dommages corporels, matériels et immatériels causés en raison de son activité de recouvrement de créances.

ARTICLE 13. SANCTIONS

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations contractuelles ou en cas de faute grave de ce dernier, le Mandant pourra prononcer unilatéralement la résiliation sans indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Mandataire.
La responsabilité du Mandataire peut être engagée par les juridictions financières, en qualité de comptable de fait, `pour les opérations d'encaissement de recettes ou d'opérations de dépenses entraînant le maniement de fonds appartenant au mandant, qu'il aurait effectuées en dehors du cadre fixé par le présent mandat.
Toute somme non encaissée par le comptable public par la faute du Mandataire sera refacturée au Mandataire, soit par l'émission d'un titre de recette, soit au plus tard dans le cadre du décompte général de la concession.

ARTICLE 14. LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Sausheim,
Le

Mulhouse Alsace Agglomération **Représenté par son Président, M. Fabian JORDAN**	**La société SUEZ** **Représentée par M. Lionel BERTIN**
Le Sivom Mulhouse Sud Alsace **Représenté par son Président, M. Rémy NEUMANN**	

Avis conforme du comptable public

Qualité :
Nom et Prénom :
Date :
Signature :

Convention de mandat confiant l'encaissement des redevances du service de l'eau potable et de l'assainissement de la commune de Pulversheim à la Société Suez Eau France

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le Mandant », dont le siège est situé 9 Avenue Konrad Adenauer à SAUSHEIM, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, dûment habilité par la délibération en date du 22 juin 2026,

D'une part,

Et,

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace, représenté par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, dûment habilité par délibération en date du 24 juin 2026,

Ci-après désigné « le Sivom Mulhouse Sud Alsace » ;

Et,

La Société Suez Eau France, ci-après dénommée « le Mandataire », représentée par Monsieur Lionel BERTIN, agissant en qualité de Directeur Alsace au nom et pour le compte de la société,

D'autre part.

PREAMBULE

Conformément au Contrat de délégation de service public, la société Suez perçoit, auprès des usagers, pour le compte de m2A, une « part collectivité » s'ajoutant au prix constituant sa rémunération. La société SUEZ perçoit également la redevance assainissement pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace.
Il est dès lors nécessaire de conclure entre les Parties une convention de mandat pour l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement, conformément aux articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-1 à D. 1611-32-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
Les recettes « part collectivité » perçue pour le compte de m2A et « redevance assainissement » perçues pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace sont dénommées ci-après « les recettes publiques ».

Vu l'avis conforme du comptable public de m2A au présent mandat, émis dans les conditions prévues par l'article D.1611-32-2 du CGCT, les Parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET DU MANDAT

m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace donnent mandat à la société Suez pour percevoir les recettes publiques prévues au Contrat et pour procéder, le cas échéant, au remboursement des redevances encaissées à tort.
Le Mandataire ne percevra aucune rémunération spécifique de m2A en application du présent mandat.

ARTICLE 2. NATURE DES PRODUITS ET CHARGES

Le Mandataire est chargé de l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement prévues au Contrat, dites recettes publiques.
Le Mandataire est également chargé de procéder, le cas échéant, au remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues.
Le remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues comprend :

1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
2° Le reversement des excédents de versement ;
3° La restitution des sommes indûment perçues.

ARTICLE 3. DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU MANDATAIRE

A compter de la notification de la présente convention de mandat, Monsieur Lionel BERTIN est désigné représentant du Mandataire.
Dans le cadre de son exécution, le représentant du Mandataire siège : 17 rue Guy de Place - 68 800 VIEUX-THANN.

ARTICLE 4. POUVOIRS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MANDATAIRE

Le Mandataire assure l'encaissement, le comptage, le conditionnement, la comptabilisation, l'acheminement et le transfert des recettes publiques dans les comptes du comptable public, selon les modalités précisées ci-après.
L'intégralité des recettes publiques encaissées dans le cadre du présent mandat doit être reversée au comptable public, pour son montant brut.

Le Mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des recettes publiques encaissées (part collectivité et redevance assainissement) et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Les registres obligatoires sont :

- Le journal retraçant les opérations quotidiennes ;
- Le grand livre ;
- Un journal des opérations diverses retraçant notamment les rectifications, annulations etc…

Le Mandataire doit ouvrir un compte bancaire spécifiquement affecté à l'activité liée au présent mandat et y consigner l'ensemble des opérations comptables y afférentes. Les sommes concernées doivent être directement affectées à ce compte dédié, sans transiter par un autre compte bancaire.
Tous les documents et actes établis par le Mandataire pour le compte du Mandant doivent faire référence à la dénomination du Mandant.
Le Mandataire est, conformément à la réglementation en vigueur, responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués, tant que ces fonds n'ont pas été pris en charge par le comptable public.
Le Mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits ou payer des charges autres que celle énumérée à l'article 2 de la présente convention, sous peine d'être constitué comptable de fait. Le comptable de fait peut, dans le cas où il n'a pas fait l'objet de poursuites au titre du délit d'usurpation de fonctions prévu par l'article 433-12 du code pénal, être condamné aux amendes prévues par la loi.
Le Mandataire est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules inactives aux agents de contrôle qualifiés. En effet, le Mandataire est soumis aux mêmes vérifications, par les autorités habilitées, que celles pesant sur le comptable public et l'ordonnateur.
Le Mandataire doit effectuer des contrôles, notamment :

- Lors de l'encaissement d'une recette, les contrôles prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, conservation des valeurs inactives ;
- Lors du remboursement des recettes encaissées à tort, les contrôles prévus aux d) et e) du 2° du même article du décret susmentionné : validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du décret susvisé, caractère libératoire du paiement.

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et du Mandant ou de leurs délégués auprès desquels ils sont placés.
Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.
Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

ARTICLE 5. MODES DE RECOUVREMENT ET DE REMBOURSEMENT

Les recettes désignées à l'article 2 ci-avant sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Virement ;
- Chèque ;
- TIP ;
- Carte bancaire ;
- Mandat postal (mandat cash ou mandat compte) ;
- Télépaiement.

En cas de chèques impayés, la recette sera considérée comme n'ayant pas été recouvrée.
Les opérations de dépenses désignées à l'article 2 seront réalisées selon le mode suivant :
- Virement ;
- Chèque.

ARTICLE 6. PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Le recouvrement des factures des abonnés par le mandataire est assuré selon les modalités décrites ci-après en vue de maximiser le taux de recouvrement avec un plan de relance des factures déclenché par les services du mandataire à J + 16 de la date d'émission des factures.

- Emission de la facture J
- Exigibilité de facture : Jour J+15
- Déclenchement du plan de relance des factures : J+16
- Envoi d'avis d'information par sms/mail J+16
- Relance simple par courrier : J+22
- Relance sms/mail avant mise en demeure : J+28
- Mise en demeure : J+34
- Relance téléphonique : J+40
- Recouvrement terrain : J+54
- Dernier courrier avant transfert au cabinet de recouvrement : J+60
- Envoi du dossier au cabinet de recouvrement : J+70

Ces opérations de recouvrement confiées au Mandataire comme au cabinet de recouvrement ne portent que sur l'encaissement par le Mandataire des recettes à l'exclusion de toute procédure d'exécution forcée.

ARTICLE 7. ENCAISSEMENT ET IMPAYES

7.1.- ENCAISSEMENTS :

Le Mandataire procède à l'encaissement des sommes conformément aux dispositions du contrat de délégation de service public.
Le Mandataire reverse auprès du comptable public les sommes perçues selon les modalités et le calendrier fixé et arrêté dans le contrat de délégation de service public ;
Le comptable public exerce les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, contrôle de la conservation des valeurs inactives.
Le comptable public informera le Mandant de la perception des fonds.
A réception de cette information, le Mandant transmettra à son comptable public le titre de recette et les pièces justificatives afférentes aux seuls éléments que ce dernier a approuvés à l'issue des contrôles précités.

7.2.- IMPAYES :

A réception des créances irrécouvrables transmises par le Mandataire, m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont amenés à délibérer pour renoncer à la recette ou éventuellement à émettre des titres de recettes pour tenter de recouvrer.

ARTICLE 8. MODALITES DES OPERATIONS DE REVERSEMENT

Aux dates d'échéances de reversement fixées dans le contrat de délégation de service public, le Mandataire fournit concomitamment les décomptes à l'aide des pièces justificatives de paiement prévues par le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 auprès du Mandant. Les pièces justificatives sont récapitulées sur un bordereau journal de dépenses.
Le Mandant transmettra au comptable public un mandat et les pièces justificatives après avoir exercé les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du même décret, caractère libératoire du paiement), sans préjudice des contrôles auxquels est soumis le comptable public assignataire aux termes des textes susvisés.

ARTICLE 9. REDDITION DES COMPTES

9.1.- DELAI :

Le Mandataire opère la reddition des comptes de l'année civile prévus à l'article D.1611-32-4 du CGCT au moins une fois par an à chaque fin d'exercice. La reddition des comptes doit permettre le rattachement des produits et des éventuelles charges à l'exercice auxquels ils se rattachent.
Pour permettre au Mandant et au comptable public de produire respectivement leur compte administratif et compte de gestion dans les délais impartis, le Mandataire s'engage à transmettre au Mandant et au comptable public l'ensemble des comptes et documents nécessaires au plus tard pour le 31/12 de l'exercice auquel ils se rattachent.

9.2.- MODALITES :

D'une manière générale, les comptes produits par le Mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération :

- Le journal des opérations de recettes et de dépenses ;
- Le journal des opérations diverses ;
- Le grand-livre ;
- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;

- Les états de développement des soldes certifiés le Mandataire conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, le Mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le Mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

En ce qui concerne le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article 2 de la présente convention, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par ses soins :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise ;
- La situation du fonds de caisse sur la période.

L'ensemble des pièces énoncées ci-dessus sera transmis sous format dématérialisé.
Ces éléments sont à transmettre sous format tableur, exploitable par la Collectivité (format Excel ou LibreOffice Calc).

9.3.- <u>CONDITIONS D'APPROBATION</u> :
La reddition des comptes est soumise à l'approbation du Mandant. Le Mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet des pièces justificatives afférentes aux seuls éléments qu'il a approuvés.
Si lors de la reddition des comptes, le comptable public décèle des irrégularités et que le Mandataire n'est pas en mesure de fournir les justificatifs manquants, le comptable ne comptabilisera pas les opérations irrégulières : il ne prendra pas en charge le titre de recettes ou la demande de paiement correspondants.
Le comptable public en informera l'ordonnateur qui pourra alors mettre en œuvre l'article 12 de la présente convention et mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire.

ARTICLE 10. <u>DUREE ET CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION</u>

Le présent mandat est conclu pour une durée identique à celle de la Convention de délégation de service public.
Il sera résilié de plein droit au terme de cette-dernière, y compris en cas de résiliation.
Le Mandant se réserve le droit de résilier la présente convention de mandat en cas de manquements du Mandataire, selon les modalités prévues à l'article 12 ci-après.

ARTICLE 11. <u>SECRET PROFESSIONNEL</u>

Les membres et personnel du Mandataire s'engagent à observer le secret professionnel sur toutes informations qu'ils seront amenés à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à moins que ces informations soient tombées dans le cadre du domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire dans le cadre d'une injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 12. <u>RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE</u>

Le Mandataire atteste être assuré en responsabilité civile professionnelle et que cette assurance couvre les dommages corporels, matériels et immatériels causés en raison de son activité de recouvrement de créances.

ARTICLE 13. SANCTIONS

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations contractuelles ou en cas de faute grave de ce dernier, le Mandant pourra prononcer unilatéralement la résiliation sans indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Mandataire.
La responsabilité du Mandataire peut être engagée par les juridictions financières, en qualité de comptable de fait, `pour les opérations d'encaissement de recettes ou d'opérations de dépenses entraînant le maniement de fonds appartenant au mandant, qu'il aurait effectuées en dehors du cadre fixé par le présent mandat.
Toute somme non encaissée par le comptable public par la faute du Mandataire sera refacturée au Mandataire, soit par l'émission d'un titre de recette, soit au plus tard dans le cadre du décompte général de la concession.

ARTICLE 14. LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Sausheim,
Le

Mulhouse Alsace Agglomération **Représenté par son Président, M. Fabian JORDAN**	**La société SUEZ** **Représentée par M. Lionel BERTIN**
Le Sivom Mulhouse Sud Alsace **Représenté par son Président, M. Rémy NEUMANN**	

Avis conforme du comptable public

Qualité :
Nom et Prénom :
Date :
Signature :

Convention de mandat confiant l'encaissement des redevances du service de l'eau potable et de l'assainissement de la commune de Wittelsheim à la Société Suez Eau France

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le Mandant », dont le siège est situé 9 Avenue Konrad Adenauer à SAUSHEIM, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, dûment habilité par la délibération en date du 22 juin 2026,

D'une part,

Et,

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace, représenté par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, dûment habilité par délibération en date du 24 juin 2026,

Ci-après désigné « le Sivom Mulhouse Sud Alsace » ;

Et,

La Société Suez Eau France, ci-après dénommée « le Mandataire », représentée par Monsieur Lionel BERTIN, agissant en qualité de Directeur Alsace au nom et pour le compte de la société,

D'autre part.

PREAMBULE

Conformément au Contrat de délégation de service public, la société Suez perçoit, auprès des usagers, pour le compte de m2A, une « part collectivité » s'ajoutant au prix constituant sa rémunération. La société SUEZ perçoit également la redevance assainissement pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace.
Il est dès lors nécessaire de conclure entre les Parties une convention de mandat pour l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement, conformément aux articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-1 à D. 1611-32-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
Les recettes « part collectivité » perçue pour le compte de m2A et « redevance assainissement » perçues pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace sont dénommées ci-après « les recettes publiques ».

Vu l'avis conforme du comptable public de m2A au présent mandat, émis dans les conditions prévues par l'article D.1611-32-2 du CGCT, les Parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET DU MANDAT

m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace donnent mandat à la société Suez pour percevoir les recettes publiques prévues au Contrat et pour procéder, le cas échéant, au remboursement des redevances encaissées à tort.
Le Mandataire ne percevra aucune rémunération spécifique de m2A en application du présent mandat.

ARTICLE 2. NATURE DES PRODUITS ET CHARGES

Le Mandataire est chargé de l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement prévues au Contrat, dites recettes publiques.
Le Mandataire est également chargé de procéder, le cas échéant, au remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues.
Le remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues comprend :

1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
2° Le reversement des excédents de versement ;
3° La restitution des sommes indûment perçues.

ARTICLE 3. DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU MANDATAIRE

A compter de la notification de la présente convention de mandat, Monsieur Lionel BERTIN est désigné représentant du Mandataire.
Dans le cadre de son exécution, le représentant du Mandataire siège : 17 rue Guy de Place - 68 800 VIEUX-THANN.

ARTICLE 4. POUVOIRS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MANDATAIRE

Le Mandataire assure l'encaissement, le comptage, le conditionnement, la comptabilisation, l'acheminement et le transfert des recettes publiques dans les comptes du comptable public, selon les modalités précisées ci-après.
L'intégralité des recettes publiques encaissées dans le cadre du présent mandat doit être reversée au comptable public, pour son montant brut.

Le Mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des recettes publiques encaissées (part collectivité et redevance assainissement) et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Les registres obligatoires sont :

- Le journal retraçant les opérations quotidiennes ;
- Le grand livre ;
- Un journal des opérations diverses retraçant notamment les rectifications, annulations etc…

Le Mandataire doit ouvrir un compte bancaire spécifiquement affecté à l'activité liée au présent mandat et y consigner l'ensemble des opérations comptables y afférentes. Les sommes concernées doivent être directement affectées à ce compte dédié, sans transiter par un autre compte bancaire.
Tous les documents et actes établis par le Mandataire pour le compte du Mandant doivent faire référence à la dénomination du Mandant.
Le Mandataire est, conformément à la réglementation en vigueur, responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués, tant que ces fonds n'ont pas été pris en charge par le comptable public.
Le Mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits ou payer des charges autres que celle énumérée à l'article 2 de la présente convention, sous peine d'être constitué comptable de fait. Le comptable de fait peut, dans le cas où il n'a pas fait l'objet de poursuites au titre du délit d'usurpation de fonctions prévu par l'article 433-12 du code pénal, être condamné aux amendes prévues par la loi.
Le Mandataire est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules inactives aux agents de contrôle qualifiés. En effet, le Mandataire est soumis aux mêmes vérifications, par les autorités habilitées, que celles pesant sur le comptable public et l'ordonnateur.
Le Mandataire doit effectuer des contrôles, notamment :

- Lors de l'encaissement d'une recette, les contrôles prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, conservation des valeurs inactives ;
- Lors du remboursement des recettes encaissées à tort, les contrôles prévus aux d) et e) du 2° du même article du décret susmentionné : validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du décret susvisé, caractère libératoire du paiement.

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et du Mandant ou de leurs délégués auprès desquels ils sont placés.
Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.
Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

ARTICLE 5. MODES DE RECOUVREMENT ET DE REMBOURSEMENT

Les recettes désignées à l'article 2 ci-avant sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Virement ;
- Chèque ;
- TIP ;
- Carte bancaire ;
- Mandat postal (mandat cash ou mandat compte) ;
- Télépaiement.

En cas de chèques impayés, la recette sera considérée comme n'ayant pas été recouvrée.
Les opérations de dépenses désignées à l'article 2 seront réalisées selon le mode suivant :
- Virement ;
- Chèque.

ARTICLE 6. PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Le recouvrement des factures des abonnés par le mandataire est assuré selon les modalités décrites ci-après en vue de maximiser le taux de recouvrement avec un plan de relance des factures déclenché par les services du mandataire à J + 16 de la date d'émission des factures.

- Emission de la facture J
- Exigibilité de facture : Jour J+15
- Déclenchement du plan de relance des factures : J+16
- Envoi d'avis d'information par sms/mail J+16
- Relance simple par courrier : J+22
- Relance sms/mail avant mise en demeure : J+28
- Mise en demeure : J+34
- Relance téléphonique : J+40
- Recouvrement terrain : J+54
- Dernier courrier avant transfert au cabinet de recouvrement : J+60
- Envoi du dossier au cabinet de recouvrement : J+70

Ces opérations de recouvrement confiées au Mandataire comme au cabinet de recouvrement ne portent que sur l'encaissement par le Mandataire des recettes à l'exclusion de toute procédure d'exécution forcée.

ARTICLE 7. ENCAISSEMENT ET IMPAYES

7.1.- ENCAISSEMENTS :

Le Mandataire procède à l'encaissement des sommes conformément aux dispositions du contrat de délégation de service public.
Le Mandataire reverse auprès du comptable public les sommes perçues selon les modalités et le calendrier fixé et arrêté dans le contrat de délégation de service public ;
Le comptable public exerce les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, contrôle de la conservation des valeurs inactives.
Le comptable public informera le Mandant de la perception des fonds.
A réception de cette information, le Mandant transmettra à son comptable public le titre de recette et les pièces justificatives afférentes aux seuls éléments que ce dernier a approuvés à l'issue des contrôles précités.

7.2.- IMPAYES :

A réception des créances irrécouvrables transmises par le Mandataire, m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont amenés à délibérer pour renoncer à la recette ou éventuellement à émettre des titres de recettes pour tenter de recouvrer.

ARTICLE 8. MODALITES DES OPERATIONS DE REVERSEMENT

Aux dates d'échéances de reversement fixées dans le contrat de délégation de service public, le Mandataire fournit concomitamment les décomptes à l'aide des pièces justificatives de paiement prévues par le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 auprès du Mandant. Les pièces justificatives sont récapitulées sur un bordereau journal de dépenses.
Le Mandant transmettra au comptable public un mandat et les pièces justificatives après avoir exercé les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du même décret, caractère libératoire du paiement), sans préjudice des contrôles auxquels est soumis le comptable public assignataire aux termes des textes susvisés.

ARTICLE 9. REDDITION DES COMPTES

9.1.- DELAI :

Le Mandataire opère la reddition des comptes de l'année civile prévus à l'article D.1611-32-4 du CGCT au moins une fois par an à chaque fin d'exercice. La reddition des comptes doit permettre le rattachement des produits et des éventuelles charges à l'exercice auxquels ils se rattachent.
Pour permettre au Mandant et au comptable public de produire respectivement leur compte administratif et compte de gestion dans les délais impartis, le Mandataire s'engage à transmettre au Mandant et au comptable public l'ensemble des comptes et documents nécessaires au plus tard pour le 31/12 de l'exercice auquel ils se rattachent.

9.2.- MODALITES :

D'une manière générale, les comptes produits par le Mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération :

- Le journal des opérations de recettes et de dépenses ;
- Le journal des opérations diverses ;
- Le grand-livre ;
- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;

- Les états de développement des soldes certifiés le Mandataire conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, le Mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le Mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

En ce qui concerne le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article 2 de la présente convention, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par ses soins :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise ;
- La situation du fonds de caisse sur la période.

L'ensemble des pièces énoncées ci-dessus sera transmis sous format dématérialisé.
Ces éléments sont à transmettre sous format tableur, exploitable par la Collectivité (format Excel ou LibreOffice Calc).

9.3.- <u>CONDITIONS D'APPROBATION</u> :
La reddition des comptes est soumise à l'approbation du Mandant. Le Mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet des pièces justificatives afférentes aux seuls éléments qu'il a approuvés.
Si lors de la reddition des comptes, le comptable public décèle des irrégularités et que le Mandataire n'est pas en mesure de fournir les justificatifs manquants, le comptable ne comptabilisera pas les opérations irrégulières : il ne prendra pas en charge le titre de recettes ou la demande de paiement correspondants.
Le comptable public en informera l'ordonnateur qui pourra alors mettre en œuvre l'article 12 de la présente convention et mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire.

ARTICLE 10. <u>DUREE ET CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION</u>

Le présent mandat est conclu pour une durée identique à celle de la Convention de délégation de service public.
Il sera résilié de plein droit au terme de cette-dernière, y compris en cas de résiliation.
Le Mandant se réserve le droit de résilier la présente convention de mandat en cas de manquements du Mandataire, selon les modalités prévues à l'article 12 ci-après.

ARTICLE 11. <u>SECRET PROFESSIONNEL</u>

Les membres et personnel du Mandataire s'engagent à observer le secret professionnel sur toutes informations qu'ils seront amenés à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à moins que ces informations soient tombées dans le cadre du domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire dans le cadre d'une injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 12. <u>RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE</u>

Le Mandataire atteste être assuré en responsabilité civile professionnelle et que cette assurance couvre les dommages corporels, matériels et immatériels causés en raison de son activité de recouvrement de créances.

ARTICLE 13. SANCTIONS

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations contractuelles ou en cas de faute grave de ce dernier, le Mandant pourra prononcer unilatéralement la résiliation sans indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Mandataire.
La responsabilité du Mandataire peut être engagée par les juridictions financières, en qualité de comptable de fait, `pour les opérations d'encaissement de recettes ou d'opérations de dépenses entraînant le maniement de fonds appartenant au mandant, qu'il aurait effectuées en dehors du cadre fixé par le présent mandat.
Toute somme non encaissée par le comptable public par la faute du Mandataire sera refacturée au Mandataire, soit par l'émission d'un titre de recette, soit au plus tard dans le cadre du décompte général de la concession.

ARTICLE 14. LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Sausheim,
Le

Mulhouse Alsace Agglomération **Représenté par son Président, M. Fabian JORDAN**	**La société SUEZ** **Représentée par M. Lionel BERTIN**
Le Sivom Mulhouse Sud Alsace **Représenté par son Président, M. Rémy NEUMANN**	

Avis conforme du comptable public

Qualité :
Nom et Prénom :
Date :
Signature :

Convention de mandat confiant l'encaissement des redevances du service de l'eau potable et de l'assainissement de la commune de Wittenheim à la Société Suez Eau France

Entre les soussignés :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le Mandant », dont le siège est situé 9 Avenue Konrad Adenauer à SAUSHEIM, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, dûment habilité par la délibération en date du 22 juin 2026,

D'une part,

Et,

Le Sivom Mulhouse Sud Alsace, représenté par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, dûment habilité par délibération en date du 24 juin 2026,

Ci-après désigné « le Sivom Mulhouse Sud Alsace » ;

Et,

La Société Suez Eau France, ci-après dénommée « le Mandataire », représentée par Monsieur Lionel BERTIN, agissant en qualité de Directeur Alsace au nom et pour le compte de la société,

D'autre part.

PREAMBULE

Conformément au Contrat de délégation de service public, la société Suez perçoit, auprès des usagers, pour le compte de m2A, une « part collectivité » s'ajoutant au prix constituant sa rémunération. La société SUEZ perçoit également la redevance assainissement pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace.
Il est dès lors nécessaire de conclure entre les Parties une convention de mandat pour l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement, conformément aux articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-1 à D. 1611-32-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
Les recettes « part collectivité » perçue pour le compte de m2A et « redevance assainissement » perçues pour le compte du Sivom Mulhouse Sud Alsace sont dénommées ci-après « les recettes publiques ».

Vu l'avis conforme du comptable public de m2A au présent mandat, émis dans les conditions prévues par l'article D.1611-32-2 du CGCT, les Parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET DU MANDAT

m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace donnent mandat à la société Suez pour percevoir les recettes publiques prévues au Contrat et pour procéder, le cas échéant, au remboursement des redevances encaissées à tort.
Le Mandataire ne percevra aucune rémunération spécifique de m2A en application du présent mandat.

ARTICLE 2. NATURE DES PRODUITS ET CHARGES

Le Mandataire est chargé de l'encaissement de la « part collectivité » et de la redevance assainissement prévues au Contrat, dites recettes publiques.
Le Mandataire est également chargé de procéder, le cas échéant, au remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues.
Le remboursement des recettes publiques trop perçues ou indument perçues comprend :

1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
2° Le reversement des excédents de versement ;
3° La restitution des sommes indûment perçues.

ARTICLE 3. DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU MANDATAIRE

A compter de la notification de la présente convention de mandat, Monsieur Lionel BERTIN est désigné représentant du Mandataire.
Dans le cadre de son exécution, le représentant du Mandataire siège : 17 rue Guy de Place - 68 800 VIEUX-THANN.

ARTICLE 4. POUVOIRS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MANDATAIRE

Le Mandataire assure l'encaissement, le comptage, le conditionnement, la comptabilisation, l'acheminement et le transfert des recettes publiques dans les comptes du comptable public, selon les modalités précisées ci-après.
L'intégralité des recettes publiques encaissées dans le cadre du présent mandat doit être reversée au comptable public, pour son montant brut.

Le Mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des recettes publiques encaissées (part collectivité et redevance assainissement) et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Les registres obligatoires sont :

- Le journal retraçant les opérations quotidiennes ;
- Le grand livre ;
- Un journal des opérations diverses retraçant notamment les rectifications, annulations etc…

Le Mandataire doit ouvrir un compte bancaire spécifiquement affecté à l'activité liée au présent mandat et y consigner l'ensemble des opérations comptables y afférentes. Les sommes concernées doivent être directement affectées à ce compte dédié, sans transiter par un autre compte bancaire.
Tous les documents et actes établis par le Mandataire pour le compte du Mandant doivent faire référence à la dénomination du Mandant.
Le Mandataire est, conformément à la réglementation en vigueur, responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués, tant que ces fonds n'ont pas été pris en charge par le comptable public.
Le Mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits ou payer des charges autres que celle énumérée à l'article 2 de la présente convention, sous peine d'être constitué comptable de fait. Le comptable de fait peut, dans le cas où il n'a pas fait l'objet de poursuites au titre du délit d'usurpation de fonctions prévu par l'article 433-12 du code pénal, être condamné aux amendes prévues par la loi.
Le Mandataire est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules inactives aux agents de contrôle qualifiés. En effet, le Mandataire est soumis aux mêmes vérifications, par les autorités habilitées, que celles pesant sur le comptable public et l'ordonnateur.
Le Mandataire doit effectuer des contrôles, notamment :

- Lors de l'encaissement d'une recette, les contrôles prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, conservation des valeurs inactives ;
- Lors du remboursement des recettes encaissées à tort, les contrôles prévus aux d) et e) du 2° du même article du décret susmentionné : validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du décret susvisé, caractère libératoire du paiement.

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et du Mandant ou de leurs délégués auprès desquels ils sont placés.
Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.
Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

ARTICLE 5. MODES DE RECOUVREMENT ET DE REMBOURSEMENT

Les recettes désignées à l'article 2 ci-avant sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Virement ;
- Chèque ;
- TIP ;
- Carte bancaire ;
- Mandat postal (mandat cash ou mandat compte) ;
- Télépaiement.

En cas de chèques impayés, la recette sera considérée comme n'ayant pas été recouvrée.
Les opérations de dépenses désignées à l'article 2 seront réalisées selon le mode suivant :
- Virement ;
- Chèque.

ARTICLE 6. PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Le recouvrement des factures des abonnés par le mandataire est assuré selon les modalités décrites ci-après en vue de maximiser le taux de recouvrement avec un plan de relance des factures déclenché par les services du mandataire à J + 16 de la date d'émission des factures.

- Emission de la facture J
- Exigibilité de facture : Jour J+15
- Déclenchement du plan de relance des factures : J+16
- Envoi d'avis d'information par sms/mail J+16
- Relance simple par courrier : J+22
- Relance sms/mail avant mise en demeure : J+28
- Mise en demeure : J+34
- Relance téléphonique : J+40
- Recouvrement terrain : J+54
- Dernier courrier avant transfert au cabinet de recouvrement : J+60
- Envoi du dossier au cabinet de recouvrement : J+70

Ces opérations de recouvrement confiées au Mandataire comme au cabinet de recouvrement ne portent que sur l'encaissement par le Mandataire des recettes à l'exclusion de toute procédure d'exécution forcée.

ARTICLE 7. ENCAISSEMENT ET IMPAYES

7.1.- ENCAISSEMENTS :

Le Mandataire procède à l'encaissement des sommes conformément aux dispositions du contrat de délégation de service public.
Le Mandataire reverse auprès du comptable public les sommes perçues selon les modalités et le calendrier fixé et arrêté dans le contrat de délégation de service public ;
Le comptable public exerce les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique : contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, des réductions et annulations des ordres de recouvrer, contrôle de la conservation des valeurs inactives.
Le comptable public informera le Mandant de la perception des fonds.
A réception de cette information, le Mandant transmettra à son comptable public le titre de recette et les pièces justificatives afférentes aux seuls éléments que ce dernier a approuvés à l'issue des contrôles précités.

7.2.- IMPAYES :

A réception des créances irrécouvrables transmises par le Mandataire, m2A et le Sivom Mulhouse Sud Alsace sont amenés à délibérer pour renoncer à la recette ou éventuellement à émettre des titres de recettes pour tenter de recouvrer.

ARTICLE 8. MODALITES DES OPERATIONS DE REVERSEMENT

Aux dates d'échéances de reversement fixées dans le contrat de délégation de service public, le Mandataire fournit concomitamment les décomptes à l'aide des pièces justificatives de paiement prévues par le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 auprès du Mandant. Les pièces justificatives sont récapitulées sur un bordereau journal de dépenses.
Le Mandant transmettra au comptable public un mandat et les pièces justificatives après avoir exercé les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (validité de la dette dans les conditions de l'article 20 du même décret, caractère libératoire du paiement), sans préjudice des contrôles auxquels est soumis le comptable public assignataire aux termes des textes susvisés.

ARTICLE 9. REDDITION DES COMPTES

9.1.- DELAI :

Le Mandataire opère la reddition des comptes de l'année civile prévus à l'article D.1611-32-4 du CGCT au moins une fois par an à chaque fin d'exercice. La reddition des comptes doit permettre le rattachement des produits et des éventuelles charges à l'exercice auxquels ils se rattachent.
Pour permettre au Mandant et au comptable public de produire respectivement leur compte administratif et compte de gestion dans les délais impartis, le Mandataire s'engage à transmettre au Mandant et au comptable public l'ensemble des comptes et documents nécessaires au plus tard pour le 31/12 de l'exercice auquel ils se rattachent.

9.2.- MODALITES :

D'une manière générale, les comptes produits par le Mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent, en outre, selon les besoins propres à chaque opération :

- Le journal des opérations de recettes et de dépenses ;
- Le journal des opérations diverses ;
- Le grand-livre ;
- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;

- Les états de développement des soldes certifiés le Mandataire conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, le Mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le Mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

En ce qui concerne le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article 2 de la présente convention, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par ses soins :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise ;
- La situation du fonds de caisse sur la période.

L'ensemble des pièces énoncées ci-dessus sera transmis sous format dématérialisé.
Ces éléments sont à transmettre sous format tableur, exploitable par la Collectivité (format Excel ou LibreOffice Calc).

9.3.- <u>CONDITIONS D'APPROBATION</u> :
La reddition des comptes est soumise à l'approbation du Mandant. Le Mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet des pièces justificatives afférentes aux seuls éléments qu'il a approuvés.
Si lors de la reddition des comptes, le comptable public décèle des irrégularités et que le Mandataire n'est pas en mesure de fournir les justificatifs manquants, le comptable ne comptabilisera pas les opérations irrégulières : il ne prendra pas en charge le titre de recettes ou la demande de paiement correspondants.
Le comptable public en informera l'ordonnateur qui pourra alors mettre en œuvre l'article 12 de la présente convention et mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire.

ARTICLE 10. <u>DUREE ET CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION</u>

Le présent mandat est conclu pour une durée identique à celle de la Convention de délégation de service public.
Il sera résilié de plein droit au terme de cette-dernière, y compris en cas de résiliation.
Le Mandant se réserve le droit de résilier la présente convention de mandat en cas de manquements du Mandataire, selon les modalités prévues à l'article 12 ci-après.

ARTICLE 11. <u>SECRET PROFESSIONNEL</u>

Les membres et personnel du Mandataire s'engagent à observer le secret professionnel sur toutes informations qu'ils seront amenés à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à moins que ces informations soient tombées dans le cadre du domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire dans le cadre d'une injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 12. <u>RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE</u>

Le Mandataire atteste être assuré en responsabilité civile professionnelle et que cette assurance couvre les dommages corporels, matériels et immatériels causés en raison de son activité de recouvrement de créances.

ARTICLE 13. SANCTIONS

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations contractuelles ou en cas de faute grave de ce dernier, le Mandant pourra prononcer unilatéralement la résiliation sans indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Mandataire.
La responsabilité du Mandataire peut être engagée par les juridictions financières, en qualité de comptable de fait, `pour les opérations d'encaissement de recettes ou d'opérations de dépenses entraînant le maniement de fonds appartenant au mandant, qu'il aurait effectuées en dehors du cadre fixé par le présent mandat.
Toute somme non encaissée par le comptable public par la faute du Mandataire sera refacturée au Mandataire, soit par l'émission d'un titre de recette, soit au plus tard dans le cadre du décompte général de la concession.

ARTICLE 14. LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Sausheim,
Le

Mulhouse Alsace Agglomération **Représenté par son Président, M. Fabian JORDAN**	**La société SUEZ** **Représentée par M. Lionel BERTIN**
Le Sivom Mulhouse Sud Alsace **Représenté par son Président, M. Rémy NEUMANN**	

Avis conforme du comptable public

Qualité :
Nom et Prénom :
Date :
Signature :

M. LE PRÉSIDENT : On va passer à l'eau. Et quand on dit eau, on dit Jean-Paul JULIEN.

M. JULIEN : Merci. Cette délibération concerne effectivement la délégation de service public de l'eau pour certaines communes de notre agglomération. Quelques mots quand même sur la Régie, qui a été créée le 1er janvier 2023, qui a nécessité quand même énormément de réunions notamment de l'ensemble des communes pour arriver à s'accorder déjà, dans un premier temps de faire un état des lieux, et comme tu aimais le dire souvent : autant de communes autant de manières de gérer. Alors j'en profite pour remercier, au nom de tous ceux qui ont participé aux différentes réunions, les services de m2A et de la Régie de l'eau, qui nous ont accompagné et qui nous ont partagé leur expertise. Alors on s'est entendu notamment sur un prix cible, cela n'a pas été une mince affaire, je crois qu'il nous reste 6 ou 7 ans, mais je ne suis pas très sûr de ce que je raconte. Et puis rappeler que l'objectif de la Régie de l'eau, c'est d'assurer un accès à une eau de qualité, et pour préserver ce service essentiel m2A élabore avec toutes les communes un schéma directeur d'eau potable qui est en co-construction mais sur lequel on a bien avancé. Alors, cette délibération concerne notamment des délégations de service public pour les communes de Bollwiller, Petit-Landau, Pulversheim, Wittelsheim et Wittenheim, et le titulaire de ces cinq contrats, la société SUEZ. Conformément aux dispositions des contrats de DSP, la société SUEZ perçoit auprès des usagers pour le compte de m2A une part collectivité, qu'on appelle redevance, qui est variable suivant les communes, si mes souvenirs sont bons, c'est entre 16 centimes par mètre cube à peut-être 73 ou 76 pour certaines autres. Et puis aussi une part collectivité, donc la part assainissement. Les prix de l'eau sont variables, mais vous pouvez tout consulter sur le site de la Régie, notamment le prix pour votre commune. Je crois que c'est entre 3,50 et 4,30 ou 4,40. Donc ces conventions de mandat sont nécessaires. Il est proposé d'établir des conventions tripartites et de conclure entre m2A, SUEZ et le SIVOM Sud Alsace des conventions de mandat pour l'encaissement, notamment de ce que j'ai appelé la part collectivité et la part redevance d'assainissement. Je pense que j'ai fait le tour de la question.

M. LE PRÉSIDENT : Merci pour tout le travail qui est fait. C'est vrai qu'on a travaillé sur le lissage du prix de l'eau et on va arriver à avoir un même prix sur l'eau, sur l'ensemble du territoire. C'est plutôt quelque chose de très positif aussi. C'est aussi de la péréquation de territoire, d'avoir les mêmes conditions d'accès à l'eau potable. Est-ce que vous avez des questions sur ces conventions de mandat ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

60° TARIFICATION PÉRISCOLAIRE SUR LE TERRITOIRE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (2026/148C/7.10.5)

Les principes fondateurs de la tarification actuelle reposent sur une forfaitisation de l'accueil, ainsi que sur une approche individualisée et linéaire, sans effet de seuil, ni système de tranche, afin de garantir une tarification la plus équitable possible.

Le calcul des tarifs est établi à partir du quotient familial (QF), permettant de déterminer le tarif applicable en fonction de la composition du foyer et des ressources des familles (revenus et prestations familiales).

Pour les familles ne disposant ni de quotient familial ni de numéro allocataire, la facturation est calculée sur la base du dernier avis d'imposition connu.
Pour celles ne souhaitant pas fournir leur avis d'imposition, le tarif maximum est appliqué.

La dernière évolution de la tarification est intervenue à la rentrée scolaire 2023.

Pour l'année scolaire 2026/2027, afin de tenir compte des évolutions financières constatées au cours des trois dernières années, il est proposé de procéder à une revalorisation de la tarification périscolaire applicable uniquement au forfait du midi.

Cette revalorisation s'appuie sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) constatée entre septembre 2023, date de la dernière évolution de la tarification, et mars 2026, soit une hausse de + 3,5 %.

Par ailleurs, il est proposé que les évolutions futures de la tarification soient désormais indexées sur ce même indice, en prenant en compte l'IPC de l'année N-1 pour la tarification applicable à l'année scolaire N/N+1.
À titre d'exemple, la tarification périscolaire 2027/2028 sera calculée sur la base de l'IPC constaté au titre de l'année 2026.

Tarifs applicables

- **Accueil du midi** (accueil sur la pause méridienne et repas compris)

Le tarif forfaitaire plancher sera de **4,76 €** (contre 4,60 € actuellement) pour les quotients familiaux inférieurs à 431.
Le tarif forfaitaire plafond, quant à lui, est fixé à **12,63 €** (contre 12,20 € actuellement) pour les quotients familiaux supérieurs à 2 200.

- **Accueil du soir** (accueil après l'école et goûter compris)

Le forfait du soir demeure inchangé.
Le tarif forfaitaire plancher reste fixé à **1,00 €** pour les quotients familiaux inférieurs à 431.
Le tarif forfaitaire plafond demeure fixé à **10,50 €** pour les quotients familiaux supérieurs à 2 200.

Pour les quotients familiaux compris entre 431 et 2199, le principe de proportionnalité continue de s'appliquer entre ces deux bornes : plus le quotient familial est élevé, plus le tarif augmente, et inversement.

Les tarifs périscolaires votés par Mulhouse Alsace Agglomération s'appliquent à l'ensemble des établissements d'accueil périscolaire déclarés du territoire, qu'ils soient gérés en régie directe ou dans le cadre d'une concession de service public, et exerçant leur activité au titre de la compétence statutaire de l'agglomération (lundis, mardis, jeudis et vendredis, sur les temps du midi et du soir).

Par ailleurs, dans le cadre des attestations fiscales délivrées aux familles ayant des enfants âgés de moins de six ans, 50 % du forfait du midi devront être déduits au titre des frais de repas. Conformément à la réglementation fiscale en vigueur, seuls les frais de garde peuvent être déclarés.

Tarifs spécifiques

- Pour les enfants bénéficiant d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et ne pouvant consommer le repas proposé sur site en raison d'allergies alimentaires, une facturation correspondant à 50 % du forfait du midi est appliquée.
- Pour les associations, organismes et fondations prenant en charge des enfants placés par décision judiciaire, ainsi que pour les familles réfugiées, le forfait minimum est appliqué sur présentation d'un justificatif, et ce jusqu'à l'obtention éventuelle d'un numéro allocataire.
- Pour les adultes extérieurs souhaitant bénéficier ponctuellement du service de restauration (parents d'élèves, fédérations de parents d'élèves, élus locaux, etc.), un tarif unitaire de 6,00 € par repas est appliqué.

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2026 et seront inscrites au BP 2027 :

Chapitre 70 – article 7067 – fonction 281
Service gestionnaire et utilisateur : A131
Lignes de crédit n°32281

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- valide la tarification périscolaire applicable pour l'année scolaire 2026/2027, telle que présentée ci-dessus,
- valide le principe d'évolution annuelle de la tarification périscolaire sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année précédente, applicable à compter de l'année scolaire 2027/2028,
- autorise le Président ou son représentant à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PJ : (1)

- annexe 1 – calcul des tarifs périscolaires de m2A année scolaire 2026-2027

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille
Service Périscolaire
PJ1 148C - SGJ

ANNEXE 1 – CALCUL DES TARIFS PERISCOLAIRES DE m2A
Année scolaire 2026-2027

La tarification m2A est basée sur le **Quotient Familial (QF) calculé par la CAF**.

Le principe est une tarification au forfait (un forfait midi et un forfait soir), individualisée selon le QF des familles.

Pour le **forfait du midi**, le tarif minimum est fixé à **4,76 €** (contre 4,60 € précédemment) et le tarif maximum est fixé à **12,63€** (contre 12,20 € précédemment).

Le forfait du soir reste, lui, inchangé. Pour mémoire, le tarif minimum est fixé à **1,00 €** et le tarif maximum est fixé à **10,50 €**.

Premier cas : la famille a fourni son numéro allocataire

Le calcul des tarifs midi et soir s'effectue selon le Quotient Familial récupéré auprès des services de la CAF et selon la formule suivante :

QF	≤ 430	431 à 2199	≥ 2200
Forfait midi	4,76 €	4,76+((12,63-4,76) * (QF-430)/(2200-430))	12,63 €
Forfait soir	1,00 €	1+((10,50-1) * (QF-430)/(2200-430))	10,50€

Par exemple, pour une famille avec un QF de 1011 (famille avec 2 enfants et 3033€ de ressources mensuelles) :

Forfait midi : 4,76 + ((12,63-4,76)*(1011-430)/(2200-430)) = **7,34 € par enfant**
Forfait soir : 1 + (10,50-1)*(1011-430)/(2200-430)) = **4,12 € par enfant**

Deuxième cas : la famille n'a pas de numéro allocataire et fournit son avis d'imposition

A noter, il est alors demandé un **justificatif de non affiliation à la CAF (affiliation MSA ou autre)**, à transmettre avec l'avis d'imposition, afin de garantir une équité quant au calcul des tarifs.
Il est alors nécessaire de calculer un Quotient Familial en prenant en compte les données de l'avis d'imposition.

Les éléments pris en compte pour déterminer les revenus sont alors les suivants :
- revenus d'activité professionnelle et assimilés,
- pensions (alimentaires et retraites),
- rentes et autres revenus imposables (capitaux mobiliers, immobiliers, revenus fonciers,…),
- Déduction des pensions alimentaires versées.

Données figurants sur le dernier avis d'impôts des familles avant déduction des frais réels (soit pour septembre 2026, avis d'imposition 2025 sur revenus 2024).

Il est ensuite nécessaire de diviser les revenus annuels par 12 mois, puis par le nombre de parts.

Le nombre de parts est le suivant :
- Le ou les parents : 2 parts
- 1er enfant à charge : 0,5 part
- 2ème enfant à charge : 0,5 part
- 3ème enfant à charge : 1 part
- Par enfant supplémentaire : 0,5 part
- Par enfant handicapé : 1 part

QF calculé = revenus annuels de l'avis d'imposition / 12 mois / nombre de parts

Par exemple, pour une famille avec 40 000 € de revenus annuels et 2 enfants :
QF calculé = 40 000€ / 12 mois / 3 parts
Soit QF = 1111

Ensuite, la formule précitée pour le premier cas s'applique pour le calcul des tarifs midi et soir.

Forfait midi : 4,76 + ((12,63-4,76)*(1111-430)/(2200-430)) = **7,79 € par enfant**
Forfait soir : 1 + (10,50-1)*(1111-430)/(2200-430)) = **4,66 € par enfant**

<u>Troisième cas</u> : la famille ne souhaite pas communiquer son numéro allocataire CAF, ni son avis d'imposition

La facturation du service s'effectuera alors au **tarif maximum**

Soit forfait midi : 12,63 € par enfant
Soit forfait soir : 10,50 € par enfant

Pour l’année scolaire 2026 / 2027

- ➔ Un premier calcul des tarifs sera effectué pour la période de septembre à décembre 2026, selon le QF récupéré au moment de l’inscription ou selon l’avis d’imposition 2025 sur revenus 2024.
- ➔ Un second calcul des tarifs sera effectué pour la période de janvier à juillet 2027, selon le QF connu au mois de janvier 2027. Pour garantir une équité, le tarif sera également mis à jour pour les familles n’ayant pas de QF. Dans ce cadre, seront pris en compte les revenus 2025 selon avis d’imposition 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Avec Josiane MEHLEN, nous allons parler périscolaire/enfance. Je lui laisse la parole sur la tarification sur le territoire de l'Agglomération.

MME MEHLEN : Merci Monsieur le Président. Chers collègues, chaque année, lors du Conseil d'Agglomération du mois de juin, nous délibérons sur les tarifs applicables à la rentrée à venir, c'est-à-dire celle de septembre de cette année. Alors pour ceux qui ne connaissent pas le schéma, en 2023 nous avons effectué une refonte de la tarification périscolaire qui est basée sur le quotient familial qui prend en compte à la fois les revenus des familles mais aussi la composition des familles. Cela me permet de dire que nous avons une tarification quasi individuelle pour chaque famille. Il n'y a pas des paliers mais chacun, d'après son quotient familial, paye un montant précis et qui nous semblait très juste. Cette tarification est basée sur deux forfaits : le forfait de midi qui prend en charge le repas et deux heures d'animation, et le forfait du soir qui prend en compte le goûter et deux heures et demie d'animation. Alors cette année, il vous est proposé de revaloriser le forfait de midi, uniquement le forfait de midi, sur la base de l'indice des prix à la consommation qui est publié par l'INSEE, et sur la période fin 2023 à mars 2026. Et j'abrège un petit peu, la hausse serait équivalente à 3,5%. Il faut dire que nous avons essuyé beaucoup d'augmentations de tout ce qui est frais de repas. Les prestataires ont vraiment pris beaucoup d'augmentations de prix, et nous essayons d'être le plus justes possible. Mais c'est vrai que c'est extrêmement difficile quand on sait que les familles ne payent même pas le tiers du coût réel du service. Donc il vous est proposé cette augmentation de 3,5%. Je me suis noté que, par exemple, aujourd'hui le prix plancher, parmi les familles qui ont un coefficient inférieur à 431, le prix plancher est de 4,60 euros sur le temps de midi, repas plus animation. Demain, il passerait à 4,76 euros. Et pour les tarifs plafonds, aujourd'hui, il est à 12,20 euros sur le même temps de midi et il passerait à 12,63 euros pour les quotients de 2 200 points et plus. Il est clair que cela représente une augmentation qui doit être assumée, mais ce que nous allons vous proposer également, c'est de faire une augmentation annuelle légère, basée sur l'indice des prix à la consommation, pour que ce ne soit pas trop difficile à assumer par les familles, mais néanmoins que cela puisse être quand même quelque chose qui répond à l'évolution de la tarification que nous subissons surtout au niveau des repas. Vous avez tous les détails, vous avez également des tarifs spéciaux dans la délibération, je ne vais pas être plus longue et je reste ouverte à toutes les questions.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane. Je vous en prie.

M. PINTO : Je vais être rapide. Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, mes chers collègues, cette délibération vise à répercuter donc l'inflation sur les tarifs du périscolaire. Certes, la hausse proposée reste limitée et représente seulement quelques centimes par repas, mais dans le contexte actuel, chaque augmentation compte. Les familles subissent déjà une accumulation des hausses qui pèsent sur le budget : alimentation, énergie, carburant, assurance ou encore logement. Ce qui peut sembler modeste aujourd'hui finit par représenter une charge supplémentaire bien réelle à l'échelle d'une année. La défense du pouvoir d'achat doit rester une priorité. Si les contraintes financières de la collectivité sont entendues, il n'apparait pas opportun d'ajouter une nouvelle hausse, même limitée, à celles déjà supportées par nos concitoyens. Pour ces raisons, cette délibération fera l'objet d'un votre contre. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. D'autres prises de parole ? Mathieu.

M. NICO : Est-ce qu'on peut juste rappeler le tarif réel, le coût réel que cela coûte à l'Agglomération ?

MME MEHLEN : C'est vrai que c'est quelque chose qui est en train d'être travaillé, c'est un peu de la dentelle puisqu'on est vraiment au cas par cas, mais on estime qu'on est à peu près à 39 euros de l'heure par enfant. Là, on travaille quand même sur deux heures plus le repas, donc c'est sûr que les familles qui payent 4,60 euros sont vraiment dans une fourchette extrêmement basse. Je dis toujours que nous sommes solidaires de cette compétence et du service aux familles. Par contre il y a aussi dans les communes et dans les villes des CCAS qui peuvent aider les familles qui sont vraiment fragilisées, mais le calcul a été fait. N'oubliez pas que les familles touchent des aides sociales qui doivent leur permettre justement de pouvoir profiter, bénéficier de services comme le périscolaire, etc. Il faudrait juste vous préciser qu'au niveau de l'Agglomération, entre 2022 et 2024, on a pris une augmentation de 4 millions d'euros sur ces mêmes prestations. On souhaite vraiment à l'avenir, faire petit pas par petit pas, mais quelque part, il faut bien assumer cette dépense. Et l'Agglomération l'assume à peu près à 50 % ; la CAF, à peu près 20 %, j'arrondis ; et les familles autour de 30%, donc il reste 50 % portés vraiment par notre collectivité, ce qui est énorme.

M. LE PRÉSIDENT : C'est vrai qu'on a toujours eu un vœu ici, et on va tout faire pour qu'il se réalise, que sur la facturation, il y ait le vrai coût du service, et ensuite la part portée par les parents, et la part portée par l'Agglomération et la CAF, parce qu'on est toujours trois à être là-dedans, et c'est vrai, ce serait une plus grande visibilité pour les parents aussi de voir ce que l'Agglomération, de par sa compétence, porte au niveau financier parce qu'il faut savoir quand même que très peu de collectivités, d'EPCI de notre taille, prennent cette compétence, justement parce que c'est un coût important. Et nous, on a toujours fait le choix de garder cette compétence, même dans des moments très difficiles, on a travaillé avec Josiane pour voir de quelle manière on pouvait maintenir ces compétences dans les 99 périscolaires et la petite enfance : tout le service à la famille qui pour nous a toujours été quelque chose d'essentiel et de prioritaire. On voudrait qu'il y ait plus de transparence aussi dans la tarification sur la facture qui arrive auprès des familles. D'autres questions ? On vous demande l'approbation de la tarification périscolaire et du principe d'évolution annuelle de la tarification sur la base de l'indice des prix de la consommation de l'année précédente, juste pour qu'on soit dans quelque chose de respectueux par rapport à ce qu'on paye en plus de l'année dernière. Alors, qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

Pour : 78 + 7 procurations.
Contre (4) : Nicolas BENOIN, Pierre PINTO, Christelle RITZ (représentée par M. PINTO) et Raphaële SCHOBER.
Abstentions (3) : Patricia LEGOUGE, Christophe SCHMITT (représenté par Béatrice ZIMMER) et Pascale Cléo SCHWEITZER.

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

61° <u>CONCESSION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE BALDERSHEIM ET BATTENHEIM - AVENANT N°03</u> (2026/05C/1.2.1)

Par convention de délégation de service public notifiée le 10 novembre 2020, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, aux Copains d'Abord, l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires de Baldersheim du 1er septembre 2020 au 31 août 2026.

Un premier avenant a eu pour objet de modifier le périmètre de la délégation de service public en ce qui concerne l'extrascolaire, à savoir l'augmentation des activités du mercredi et d'adapter, en conséquence, le montant de la contribution forfaitaire versée annuellement au délégataire.

Suite aux modalités de versement des recettes CAF, un second avenant a modifié le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération. Cet avenant n'avait pas eu d'incidence financière globale sur le contrat dans la mesure où la baisse de contribution est compensée par une hausse de recettes pour le délégataire.

Il est aujourd'hui proposé de prolonger l'exécution du contrat existant, jusqu'au 31 décembre 2026 par un troisième avenant.
Pour des raisons budgétaires et comptables, il apparait désormais préférable d'aligner la date d'échéance du contrat sur l'année civile, ceci en cohérence avec l'ensemble des conventions conclues par Mulhouse Alsace Agglomération relatives aux activités périscolaires et petite enfance.

Ce troisième avenant prend également en compte un réajustement de la contribution du Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (SCIN), pour les activités extrascolaires sur les trois dernières années, notamment dû à l'évolution du bonus de la Convention Territoriale Globale (CTG) de la CAF.

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier - août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution avant avenant 3	Périscolaire Baldersheim (m2A)	52 105 €	155 889 €	126 907 €	128 481 €	130 072 €	131 678 €	88 229 €	/	**813 361 €**
	Extrascolaire mercredi – Baldersheim (SCIN)	23 892 €	82 063 €	104 491 €	94 120 €	95 063 €	96 013 €	64 589 €	/	**560 231 €**
	Extrascolaire vacances – Baldersheim (SCIN)	39 342 €	117 705 €	109 828 €	98 030 €	99 100 €	100 182 €	67 364 €	/	**631 551 €**
	Extrascolaire mercredi – Battenheim (SCIN)	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Extrascolaire vacances – Battenheim (SCIN)	35 318 €	105 665 €	99 304 €	88 712 €	89 674 €	90 644 €	60 950 €	/	**570 267 €**
	Total	**150 657 €**	**461 322 €**	**440 530 €**	**409 343 €**	**413 909 €**	**418 517 €**	**281 132 €**	**/**	**2 575 410 €**

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier - août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution après avenant 3	Périscolaire Baldersheim (m2A)	52 105 €	155 889 €	126 907 €	128 481 €	130 072 €	131 678 €	88 229 €	45 069 €	**858 430 €**
	Extrascolaire mercredi – Baldersheim (SCIN)	23 892 €	82 063 €	104 491 €	94 120 €	81 581 €	43 593 €	43 593 €		**473 333 €**
	Extrascolaire vacances – Baldersheim (SCIN)	39 342 €	117 705 €	109 828 €	98 030 €	85 466 €	65 979 €	65 979 €		**582 329 €**
	Extrascolaire mercredi – Battenheim (SCIN)	/	/	/	/	77 696 €	19 640 €	19 640 €		**116 976 €**
	Extrascolaire vacances – Battenheim (SCIN)	35 318 €	105 665 €	99 304 €	88 712 €	74 815 €	59 627 €	59 627 €		**523 068 €**
	Total	**150 657 €**	**461 322 €**	**440 530 €**	**409 343 €**	**319 558 €**	**320 517 €**	**277 068 €**		**2 378 995 €**

Cet avenant représente une augmentation de la contribution de 45 069,00 € TTC par rapport à l'avenant précédent pour Mulhouse Alsace Agglomération, au titre des activités périscolaires et une baisse de 140 836,00 € TTC pour le SCIN, au titre des activités extrascolaires.

Les crédits sont inscrits au budget 2026 :

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 281
Service gestionnaire et utilisateur : A131
Ligne de crédit 20225 : Contribution DSP.

La Commission de Délégation de Service Public, qui s'est réunie le 14/11/2025, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant n°03 à la concession portant délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires avec l'association Les Copains d'abord ayant pour objet de prolonger la durée du contrat jusqu'au 31 décembre 2026,
- autorise le Président ou son représentant à signer ledit avenant.

PJ : (2)

- projet d'avenant
- procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 14 novembre 2025

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

PÔLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille
A1342 – PL
2225BALDSAUS

AVENANT N° 03
À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
PORTANT SUR L'EXPLOITATION DES ACCUEILS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE BALDERSHEIM ET BATTENHEIM

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026,

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et d'autre part,

L'association **Les Copains d'abord,** représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BARI, ayant son siège au 20D rue Jean de la Fontaine – 68390 SAUSHEIM

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 10 novembre 2020, Mulhouse Alsace Agglomération a confié à l'association Les Copains d'Abord l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires de Baldersheim et Battenheim pour la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2026.

Un premier avenant a modifié le périmètre de la délégation de service public en ce qui concerne les activités extrascolaires, notamment par l'augmentation des activités du mercredi, et a adapté en conséquence la contribution forfaitaire versée par m2A.

Un second avenant a ajusté la contribution financière de m2A suite aux modalités de versement des recettes de la CAF, sans incidence sur l'équilibre global du contrat.

Il est aujourd'hui proposé de conclure un troisième avenant ayant pour objet de prolonger la durée d'exécution du contrat jusqu'au 31 décembre 2026, afin d'aligner son échéance sur l'année civile et d'assurer la continuité du service public dans l'attente du renouvellement de la concession.

Le présent avenant intègre également un réajustement des contributions financières du Syndicat de Communes de l'Île Napoléon (SCIN) au titre des activités extrascolaires, lié notamment à l'évolution du bonus de la Convention Territoriale Globale (CTG) de la CAF, et ajuste en conséquence le compte d'exploitation prévisionnel.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :
de prolonger la durée d'exécution de la convention jusqu'au 31 décembre 2026, afin d'aligner l'échéance du contrat sur l'année civile et d'assurer la continuité du service public dans l'attente du renouvellement de la concession ;
- d'intégrer un réajustement des contributions financières du Syndicat de Communes de l'Île Napoléon (SCIN) au titre des activités extrascolaires, lié notamment à l'évolution du bonus de la Convention Territoriale Globale (CTG) de la CAF ;
- d'ajuster en conséquence le compte d'exploitation prévisionnel.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA DÉLÉGATION

La convention est prolongée jusqu'au 31 décembre 2026.

Toutes les autres dispositions relatives à la durée initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 3 – AJUSTEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Afin de prendre en compte la prolongation du contrat d'un part, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution TTC versée par m2A et par le SCIN est modifié comme suit :

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier -août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution avant avenant 3	Périscolaire Baldersheim (m2A)	52 105 €	155 889 €	126 907 €	128 481 €	130 072 €	131 678 €	88 229 €	/	**813 361 €**
	Extrascolaire mercredi – Baldersheim (SCIN)	23 892 €	82 063 €	104 491 €	94 120 €	95 063 €	96 013 €	64 589 €	/	**560 231 €**
	Extrascolaire vacances – Baldersheim (SCIN)	39 342 €	117 705 €	109 828 €	98 030 €	99 100 €	100 182 €	67 364 €	/	**631 551 €**
	Extrascolaire mercredi – Battenheim (SCIN)	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Extrascolaire vacances – Battenheim (SCIN)	35 318 €	105 665 €	99 304 €	88 712 €	89 674 €	90 644 €	60 950 €	/	**570 267 €**
	Total	**150 657 €**	**461 322 €**	**440 530 €**	**409 343 €**	**413 909 €**	**418 517 €**	**281 132 €**	**/**	**2 575 410 €**

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier -août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution après avenant 3	Périscolaire Baldersheim (m2A)	52 105 €	155 889 €	126 907 €	128 481 €	130 072 €	131 678 €	88 229 €	45 069 €	**858 430 €**
	Extrascolaire mercredi – Baldersheim (SCIN)	23 892 €	82 063 €	104 491 €	94 120 €		43 593 €	43 593 €		
	Extrascolaire vacances – Baldersheim (SCIN)	39 342 €	117 705 €	109 828 €	98 030 €		65 979 €	65 979 €		
	Extrascolaire mercredi – Battenheim (SCIN)	/	/	/	/		19 640 €	19 640 €		
	Extrascolaire vacances – Battenheim (SCIN)	35 318 €	105 665 €	99 304 €	88 712 €		59 627 €	59 627 €		
	Total	**150 657 €**	**461 322 €**	**440 530 €**	**409 343 €**	**130 072 €**	**320 517 €**	**277 068 €**		**858 430 €**

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 5 – MAINTIEN DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES NON MODIFIÉES

Toutes les autres stipulations de la convention initiale et de ses avenants antérieurs non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et pleinement applicables.

ANNEXES :
- Délibération du Conseil d'Agglomération du 22 juin 2026

Fait à Sausheim, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Le Président des Copains d'Abord,

Josiane MEHLEN

Jean-Pierre BARI

Avenant notifié le

Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Commande publique

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Du 14 novembre à 14h

AVENANT DE PROLOGATION POUR LE SITE DES « COPAINS D'ABORD » DE BALDERSHEIM, SAUSHEIM ET BATTENHEIM

A- **DESIGNATION DE LA CONSULTATION**
Collectivité concernée : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION **Objet de la consultation** : Avenant de prolongation pour la concession de services portant délégation de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien du site des « Copains d'abord »

B - ORDRE DU JOUR
Avis sur l'avenant de prolongation

C - COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres convoqués le : 14 novembre 2025

Membres à voix délibérative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Rémy NEUMANN, Président		
Josiane MEHLEN		
Véronique MEYER		
Chantal RISSER		
Pierrette KEMPF		
Christiane SCHELL		
Suppléants		
Pierre LOGEL		
Benoit BERGDOLL		
Gérard GREILSAMMER		
Catherine MATHIEU - BECHT		
Beytullah BEYAZ		

Membres à voix consultative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Marie-Line BERNAUER-BUSSIER Trésorière Principale de Mulhouse Alsace Agglomération		X
Evelyne KLEIN Représentante de la DIRECCTE		X

Membres désignés en raison de leur compétence	
Nom Prénom – Qualité	**Signature**
Sophie GUERIN – Directrice Adjointe et responsable du Service Périscolaire	
Nathalie LAURENT – Accompagnement financier et évaluation	

Thomas HANSER - Accompagnement financier et évaluation	
Florine THIERY – Juriste Commande publique	
Mor KA – Juriste Commande publique	

D - AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
Avis favorable de la CDSP

Nb : Afin d'éviter tout risque de conflits d'intérêts, les élues dont les noms figurent ci-après ne peuvent pas être présentes, ni prendre part au vote des délibérations :

- Christiane Schell ;
- Pierrette Kempf

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Josiane, cette fois-ci sur l'exploitation des accueils périscolaires et extrascolaires Baldersheim-Battenheim, c'est une concession de service public.

MME MEHLEN : Oui tout simplement nous vous proposons un avenant à cette convention de délégation de service public qui arrive à échéance le 31 août 2026, et on vous propose de la prolonger jusqu'au 31 décembre pour aligner la date d'échéance du contrat sur l'année civile.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Pas de souci là-dessus ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

62° CONCESSION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE SAUSHEIM - AVENANT N°02 (2026/06C/1.2.1)

Par convention de délégation de service public notifiée le 10 novembre 2020, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, aux Copains d'Abord, l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires de Sausheim du 1er septembre 2021 au 31 août 2026.

Suite aux modalités de versement des recettes CAF, un premier avenant a modifié le montant de la contribution versée par Mulhouse Alsace Agglomération. Cet avenant n'avait pas eu d'incidence financière globale sur le contrat dans la mesure où la baisse de contribution est compensée par une hausse de recettes pour le délégataire.

Il est aujourd'hui proposé de prolonger l'exécution du contrat existant, jusqu'au 31 décembre 2026 par un second avenant.
Pour des raisons budgétaires et comptables, il apparait désormais préférable d'aligner la date d'échéance du contrat sur l'année civile, ceci en cohérence avec l'ensemble des conventions conclues par Mulhouse Alsace Agglomération relatives aux activités périscolaires et petite enfance.

Ce second avenant prend également en compte un réajustement de la contribution du Syndicat de Communes de l'Ile Napoléon (SCIN), pour les activités extrascolaires sur les trois dernières années, notamment dû à l'évolution du bonus de la Convention Territoriale Globale (CTG) de la CAF.

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier -août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution avant avenant 2	Périscolaire Sausheim (m2A)	130 312 €	389 867 €	302 646 €	306 583 €	310 560 €	314 577 €	209 430 €	/	**1 963 975 €**
	Extrascolaire mercredi – Sausheim (SCIN)	56 847 €	170 074 €	171 775 €	154 728 €	156 275 €	157 838 €	106 131 €	/	**973 668 €**
	Extrascolaire vacances – Sausheim (SCIN)	126 020 €	377 026 €	345 418 €	307 627 €	311 058 €	314 521 €	211 488 €	/	**1 993 158 €**
	Total	**313 179 €**	**936 967 €**	**819 839 €**	**768 938 €**	**777 893 €**	**786 936 €**	**527 049 €**	**/**	**4 930 801 €**

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier -août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution après avenant 2	Périscolaire Sausheim (m2A)	130 312 €	389 867 €	302 646 €	306 583 €	310 560 €	314 577 €	209 430 €	109 205 €	**2 073 180 €**
	Extrascolaire mercredi – Sausheim (SCIN)	56 847 €	170 074 €	171 775 €	154 728 €	134 674 €	103 950 €	103 950 €		**895 998 €**
	Extrascolaire vacances – Sausheim (SCIN)	126 020 €	377 026 €	345 418 €	307 627 €	268 053 €	207 140 €	207 140 €		**1 838 424 €**
	Total	**313 179 €**	**936 967 €**	**819 839 €**	**768 938 €**	**713 287€**	**625 668 €**	**520 521 €**		**4 698 399 €**

Cet avenant représente une augmentation de la contribution de 109 205,00 € TTC par rapport à l'avenant précédent pour Mulhouse Alsace Agglomération au titre des activités périscolaires et une baisse de 232 584,00 € TTC pour le SCIN, au titre des activités extrascolaires.

Les crédits sont inscrits au budget 2026 :

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 281
Service gestionnaire et utilisateur : A131
Ligne de crédit 20225 : Contribution DSP.

La Commission de Délégation de Service Public, qui s'est réunie le 14/11/2025, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant n°02 à la concession portant délégation de service public pour l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires avec l'association Les Copains d'abord ayant pour objet de prolonger la durée du contrat jusqu'au 31 décembre 2026,
- autorise le Président ou son représentant à signer ledit avenant.

PJ : (2)

- projet d'avenant
- procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 14 novembre 2025

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

PÔLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction Enfance et Famille
A1342 – PL
2226SAUS

AVENANT N° 02
À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
PORTANT SUR L'EXPLOITATION DES ACCUEILS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE SAUSHEIM

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à l'accompagnement des familles, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026,

ci-après désignée « m2A » ou « le délégant »

et d'autre part,

L'association **Les copains d'abord,** représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BARI, ayant son siège au 20D rue Jean de la Fontaine – 68390 SAUSHEIM

ci-après désignée « l'association » ou « le délégataire ».

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée le 10 novembre 2020, Mulhouse Alsace Agglomération a confié à l'association Les Copains d'Abord l'exploitation des activités périscolaires et extrascolaires de Sausheim pour la période du 1er septembre 2021 au 31 août 2026.

Un premier avenant a modifié les modalités de versement des recettes CAF et la contribution financière de m2A, sans incidence sur l'équilibre global du contrat.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :
- de prolonger la durée d'exécution de la convention jusqu'au 31 décembre 2026, afin d'aligner l'échéance du contrat sur l'année civile et d'assurer la continuité du service public dans l'attente du renouvellement de la concession ;
- d'intégrer un réajustement des contributions financières du Syndicat de Communes de l'Île Napoléon (SCIN) au titre des activités extrascolaires, lié notamment à l'évolution du bonus de la Convention Territoriale Globale (CTG) de la CAF ;
- d'ajuster en conséquence le compte d'exploitation prévisionnel.

Ces modifications n'altèrent pas l'économie générale du contrat.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA DÉLÉGATION

La convention est prolongée jusqu'au 31 décembre 2026.

Toutes les autres dispositions relatives à la durée initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 3 – AJUSTEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Afin de prendre en compte la prolongation du contrat d'un part, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la contribution TTC versée par m2A et par le SCIN est modifié comme suit :

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier -août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution avant avenant 2	Périscolaire Sausheim (m2A)	130 312 €	389 867 €	302 646 €	306 583 €	310 560 €	314 577 €	209 430 €	/	**1 963 975 €**
	Extrascolaire mercredi – Sausheim (SCIN)	56 847 €	170 074 €	171 775 €	154 728 €	156 275 €	157 838 €	106 131 €	/	**973 668 €**
	Extrascolaire vacances – Sausheim (SCIN)	126 020 €	377 026 €	345 418 €	307 627 €	311 058 €	314 521 €	211 488 €	/	**1 993 158 €**
	Total	**313 179 €**	**936 967 €**	**819 839 €**	**768 938 €**	**777 893 €**	**786 936 €**	**527 049 €**	**/**	**4 930 801 €**

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (janvier -août)	2026 (septembre – décembre 2026	Total
Contribution après avenant 2	Périscolaire Sausheim (m2A)	130 312 €	389 867 €	302 646 €	306 583 €	310 560 €	314 577 €	209 430 €	109 205 €	**2 073 180 €**
	Extrascolaire mercredi – Sausheim (SCIN)	56 847 €	170 074 €	171 775 €	154 728 €		103 950 €	103 950 €		
	Extrascolaire vacances – Sausheim (SCIN)	126 020 €	377 026 €	345 418 €	307 627 €		207 140 €	207 140 €		
	Total	**313 179 €**	**936 967 €**	**819 839 €**	**768 938 €**	**310 560 €**	**625 668 €**	**520 521 €**		**2 073 180 €**

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 5 – MAINTIEN DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES NON MODIFIÉES

Toutes les autres stipulations de la convention initiale et de ses avenants antérieurs non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et pleinement applicables.

ANNEXES :
- Délibération du Conseil d'Agglomération du 22 juin 2026

Fait à Sausheim, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Le Président des Copains d'Abord,

Josiane MEHLEN

Jean-Pierre BARI

Avenant notifié le

Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Commande publique

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Du 14 novembre à 14h

AVENANT DE PROLOGATION POUR LE SITE DES « COPAINS D'ABORD » DE BALDERSHEIM, SAUSHEIM ET BATTENHEIM

A- **DESIGNATION DE LA CONSULTATION**
Collectivité concernée : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION **Objet de la consultation** : Avenant de prolongation pour la concession de services portant délégation de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien du site des « Copains d'abord »

B - ORDRE DU JOUR
Avis sur l'avenant de prolongation

C - COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres convoqués le : 14 novembre 2025

Membres à voix délibérative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Rémy NEUMANN, Président		
Josiane MEHLEN		
Véronique MEYER		
Chantal RISSER		
Pierrette KEMPF		
Christiane SCHELL		
Suppléants		
Pierre LOGEL		
Benoit BERGDOLL		
Gérard GREILSAMMER		
Catherine MATHIEU - BECHT		
Beytullah BEYAZ		

Membres à voix consultative		
Nom et Prénom	**Signature**	**Excusé (e)**
Marie-Line BERNAUER-BUSSIER Trésorière Principale de Mulhouse Alsace Agglomération		X
Evelyne KLEIN Représentante de la DIRECCTE		X

Membres désignés en raison de leur compétence	
Nom Prénom – Qualité	**Signature**
Sophie GUERIN – Directrice Adjointe et responsable du Service Périscolaire	
Nathalie LAURENT – Accompagnement financier et évaluation	

Thomas HANSER - Accompagnement financier et évaluation	
Florine THIERY – Juriste Commande publique	
Mor KA – Juriste Commande publique	

D - AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
Avis favorable de la CDSP

Nb : Afin d'éviter tout risque de conflits d'intérêts, les élues dont les noms figurent ci-après ne peuvent pas être présentes, ni prendre part au vote des délibérations :

- Christiane Schell ;
- Pierrette Kempf

M. LE PRÉSIDENT : Un avenant aussi concernant les périscolaires et extrascolaires de Sausheim.

MME MEHLEN : C'est exactement la même délibération, c'est un avenant pour prolonger le contrat de fin août à fin décembre.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 84 + 9 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Stéphanie BARGARD.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

63° <u>CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES SITES PETITE ENFANCE, PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DES COMMUNES DE LA BANDE RHÉNANE : CONSTITUTION DE GROUPEMENTS D'AUTORITÉS CONCÉDANTES</u> (2026/07C/1.2.1)

Mulhouse Alsace Agglomération, conformément à ses statuts, entend répondre aux attentes des familles des communes membres par la mise en œuvre de ses compétences en matière d'organisation et de développement d'une offre d'accueil en faveur des enfants de 0 à 12 ans.

Les contrats conclus avec la Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA), déléguant la gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires sur les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Petit-Landau, Ottmarsheim et Niffer arrivent à échéance le 31 décembre 2026.

Les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Petit-Landau, Ottmarsheim et Niffer, compétentes en matière d'activités extrascolaires, ont émis la volonté de constituer un groupement d'autorités concédantes, dans un souci de gestion efficiente du service public et de la volonté d'avoir un gestionnaire commun.

Il est ainsi proposé de constituer un groupement d'autorités concédantes avec les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Petit-Landau, Ottmarsheim et Niffer, tant pour la passation que pour l'exécution de la concession suivante :

- Gestion des activités petite enfance de Petit-Landau et Ottmarsheim
- Gestion des activités périscolaires et extrascolaires de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Petit-Landau, Ottmarsheim et Niffer.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention de groupement d'autorités concédantes jointe en annexe,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention de groupement d'autorités concédantes pour Gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires, conclue avec les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Petit-Landau, Ottmarsheim et Niffer.

PJ : (1)

- projet de convention

SG/ PL
PJ 2026/07C/1.2.1

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES POUR LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA GESTION DES SITES PETITE ENFANCE, PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DE BANTZENHEIM, CHALAMPE, HOMBOURG, NIFFER, OTTMARSHEIM ET PETIT LANDAU

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), domiciliée 9 avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390), représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 08 décembre 2025

ci-après désignée « m2A »

et

La commune de Bantzenheim, domiciliée 11 rue du Général de Gaulle à Bantzenheim (68490), représentée par son Maire, Monsieur Roland ONIMUS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ……..

et

La commune de Chalampé, domiciliée 9 espace Centre Village à Chalampé (68490), représentée par son Maire, Monsieur Hugues HARTMANN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ……..

et

La commune de Hombourg, domiciliée 25 rue Principale à Hombourg (68490) représentée par son Maire, Monsieur Thierry ENGASSER, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ……..

Et

La commune de Niffer, domiciliée 22 rue Principale à Niffer (68680), représentée par son Maire, Madame Véronique MEYER, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ……..

Et

La commune d'Ottmarsheim, domiciliée 20 rue du Général de Gaulle à Ottmarsheim (68490), représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marie BEHE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ……..

Et

La commune de Petit Landau, domiciliée 3 rue Séger à Petit-Landau (68490), représentée par son Maire, Madame Carole TALLEUX, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ……..

ci-après désignée ensemble « les communes »

Préambule :

Soucieux d'une gestion efficiente du service public, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), compétente dans le domaine Périscolaire – Petite enfance et les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim et Petit-Landau, compétentes dans le domaine de l'extrascolaire, souhaitent constituer un groupement d'autorités concédantes, afin de désigner le concessionnaire chargé de la gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires dans les communes précitées.

En application des articles L3112-1 et suivants du Code de la commande publique, m2A et les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim et Petit-Landau, conviennent que la gestion de la procédure de passation des concessions de service public soit confiée à m2A selon les modalités ci-après précisées :

Article 1 : Objet du groupement de commandes

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du groupement d'autorités concédantes constitué pour la passation commune d'une concession de service public relative à la gestion des activités petite enfance, périscolaires et extrascolaires dans les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Petit-Landau, Ottmarsheim et Niffer.

Ce contrat de concession sera conclu avec la Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA), selon les règles applicables aux contrats passés sous forme de quasi-régie, à compter du 1er janvier 2026.

Article 2 : Durée du groupement

Le groupement prendra fin à l'expiration de la concession de service public dont il est l'objet.

Article 3 : Composition du groupement

Le groupement d'autorités concédantes est constitué des autorités concédantes signataires de la présente convention, soit :

- la communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
- la commune de Bantzenheim
- la commune de Chalampé
- la commune de Hombourg
- la commune de Niffer
- la commune de Petit-Landau
- la commune de Ottmarsheim

Article 4 : Désignation du coordonnateur du groupement

En application de l'article L3112-2 du Code de la commande publique, Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de mener la procédure de passation de la concession de service public objet du groupement, et à ce titre est désignée comme « coordonnateur du groupement » pour la durée de la convention. Elle est représentée par le Président de m2A ou toute personne bénéficiant de sa délégation pour l'exercice des attributions de coordonnateur.

Article 5 : Frais de fonctionnement du groupement

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis de concessions et des avis d'attribution
- les frais de reproduction de dossiers
- les frais d'envoi des dossiers.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

Article 6 : Mission du coordonnateur

Mulhouse Alsace Agglomération est chargée, dans le respect des articles L.1411-1 à L.1411-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), du Code de la commande publique, et des principes généraux de la commande publique, de réaliser en qualité de coordonnateur les missions suivantes :

1. Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de concession
2. D'assister les communes dans la définition de ses besoins et de les centraliser
3. D'élaborer l'ensemble du projet de contrat et annexes en fonction des besoins définis par les membres
4. D'assurer l'accès sur son profil acheteur aux documents de la consultation *(art. L3122-4 du Code de la commande publique)*
5. De procéder à la réception, à l'enregistrement des plis *(art. L1411-5 du CGCT)*
6. De convoquer la Commission de Délégation de Service Public pour l'ouverture des plis ainsi que pour l'avis sur les offres *(art. L1411-5 du CGCT et art. 9 de la présente convention)*
7. D'établir les rapports pour la Commission de délégation de service public *(art. L1411-5 du CGCT)*, en lien avec les communes pour l'analyse des activités extrascolaires
8. D'assurer les négociations avec la SPLEA par l'autorité habilitée à signer la convention, en lien avec les communes pour la négociation des activités extrascolaires *(art. L1411-5 du CGCT)*
9. D'assurer l'ensemble des opérations d'attribution du contrat au concessionnaire
10. De saisir son assemblée délibérante pour autoriser la signature du contrat *(art. L1411-7 du CGCT)*
11. D'assurer l'envoi des pièces au contrôle de légalité avant et après notification

12. De signer les pièces constitutives de la concession de service public et de les notifier au concessionnaire
13. De procéder aux mesures de publicité après attribution *(art. 32 du décret n°2016-86)*
14. D'avertir les communes en cas de litiges pouvant concerner l'ensemble des membres
15. De transmettre le contrat exécutoire aux communes

En cours d'exécution de la concession, le coordonnateur est également chargé de conclure les éventuels actes modificatifs et résiliation au nom et pour le compte des membres du groupement. Ces actes seront transmis par le coordonnateur aux communes concernées par la modification pour validation. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours ouvrés, l'acte est réputé validé.

Article 7 : Obligations des membres du groupement

Les membres sont chargés :

- Avant lancement de la procédure de passation :

  - De faire se prononcer leur assemblée délibérante respective sur le principe de la concession de service public, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux et le cas échéant, du comité technique ou du comité social territorial, conformément aux articles L.1411-4 du CGCT et 54 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

  - De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins et les dispositions relevant de leur compétence à intégrer dans le cahier des charges

- Au cours de la procédure de passation :

  - De participer à l'analyse des offres et à la rédaction de la concession pour la partie les concernant ; pour les communes, la partie relevant de l'extrascolaire, pour m2A, celles relevant du périscolaire et de la petite enfance.

- A l'issue de la procédure de passation :

  - Chaque membre est chargé d'assurer la bonne exécution des services délégués le concernant, et notamment d'assurer le paiement des contributions forfaitaires fixées dans la concession

Article 8 : Commission de la Délégation de Service Public du groupement

La Commission de Délégation de Service Public du groupement, visée par l'article L. 1411-5 du CGCT, est celle du coordonnateur conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5-1 §II du CGCT. Les membres de cette commission s'adjoignent les compétences strictement nécessaires, dans le domaine de la consultation, des agents des services de m2A et/ou des communes.

Article 9 : Responsabilité du coordonnateur et des membres du groupement

Le coordonnateur est responsable envers l'ensemble des membres du groupement de la bonne exécution des seules missions indiquées à l'article 6 de la présente convention.

Les membres du groupement sont responsables de la bonne exécution des missions prévues à l'article 7 de la présente convention.

Article 10 : Exécution du contrat de concession de service public

Chaque membre du groupement est responsable, pour les services objets de leur contrat respectif, de l'exécution des concessions de service public, notamment :

- En application des articles L3131-5 du Code de la commande publique : le(s) titulaire(s) transmettra chaque année avant le 1er juin un rapport comportant notamment les comptes relatifs à l'exécution des délégations de service public : à m2A concernant les activités périscolaires/petite enfance et aux communes concernant les activités extrascolaires. Chaque membre du groupement exerce le contrôle de la délégation pour la (les) service(s) qu'il a délégué, et se charge notamment de présenter les rapports annuels en réunissant la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Article 11 : Représentation en justice

Les communes donnent mandat au coordonnateur pour le représenter vis-à-vis des candidats et des tiers à l'occasion de tout litige né de la procédure de passation de la concession de service public, dans le cadre des seules missions indiquées à l'article 6 de la présente convention.

Les litiges susceptibles d'apparaître entre le concessionnaire et un ou plusieurs des membres du groupement lors de l'exécution de la concession de service public n'engageront que la (les) partie(s) concernée(s).

Article 12 : Modification de la présente convention

Toute modification des termes de la présente convention nécessitera l'accord de l'ensemble des membres du groupement. La présente convention sera alors modifiée par avenant.

Article 13 : Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 14 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

La présente convention est établie en 7 exemplaires originaux.

A Sausheim, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération	**Pour la commune de Bantzenheim**
Le Président	Le Maire
M. Fabian JORDAN	M. Roland ONIMUS
Pour la commune de Chalampé	**Pour la commune de Hombourg**
Le Maire	Le Maire
M. Hugues HARTMANN	M. Thierry ENGASSER

Pour la commune de Niffer

Le Maire

Mme Véronique MEYER

Pour la Commune d'Ottmarsheim

Le Maire

M. Jean-Marie BEHE

Pour la commune de Petit-Landau

Le Maire

Mme Carole TALLEUX

M. LE PRÉSIDENT : On va maintenant parler concession de service public pour l'exploitation des sites petite enfance, périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane, donc la SPLEA, et évidemment comme Josiane la préside, je vais donner la parole à Rémy NEUMANN.

M. NEUMANN : m2A a fait un contrat avec la SPLEA qui arrive à échéance le 31 décembre 2026, et les six communes de la bande rhénane ont émis la volonté, avec m2A, de constituer un groupement d'autorités concédantes dans un souci de prolonger ses activités qui concernent la gestion des activités petite enfance de Petit-Landau, Ottmarsheim ; gestion des activités périscolaires et extrascolaires des six autres communes. Il faut qu'on approuve cette convention qui démarrera le 1er janvier 2027.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Rémy Est-ce que vous avez des questions là-dessus ? Il n'y a pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 73 + 7 procurations.
Ne prennent pas part au vote (12) : Gaétan ALBERTI, Rachel BAECHTEL, Stéphanie BAGARD, Jean-Marie BEHE, Philippe DUVERNOIS, Émilie HAMMERER, Hugues HARTMANN, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Roland ONIMUS, Carole TALLEUX et Fabienne ZELLER (représentée par Vincent Hagenbach).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

64° PÉRISCOLAIRE : VERSEMENT 2E ACOMPTES SUR SUBVENTIONS AU TITRE DE 2026 (2026/150C/7.5.6)

En complément de la gestion directe et déléguée des activités périscolaires, Mulhouse Alsace Agglomération conventionne avec des partenaires associatifs gérant ce même type d'activités sur son territoire.

A ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements une avance correspondant à 50% du montant de la subvention attribuée en 2025.

Il est proposé un deuxième versement de la subvention au mois de juin 2026. Celui-ci correspond à la subvention 2025 diminuée du premier acompte déjà perçu, multiplié par 60%.

A ce titre, le Conseil d'Agglomération autorise les versements suivants :

Structure	Commune	Subvention 2025	1er acompte 2026 (50% de la subvention attribuée en 2025)	2ème acompte 2026 (subvention 2025 – 1er acompte 2026) X 60%
CSC Bel-Air	Mulhouse	75 267,00€	37 633,50€	22 580,10€
CSC Porte du miroir	Mulhouse	27 276,00€	13 638,00€	8 182,80€
Total		**102 543,00€**	**51 271,50€**	**30 762,90€**

Pour information, les soldes des subventions seront versés au dernier trimestre de l'année 2026.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2026 :

Chapitre 65, Fonction 281, Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : A131
Enveloppe 3871 : subvention fonctionnement périscolaire hors DSP

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve l'attribution des subventions proposées,
- autorise le versement des acomptes de juin, pour un montant total de 30 762,90€.

M. LE PRÉSIDENT : Point 64, il s'agit du versement du deuxième acompte sur subventions, Josiane.

MME MEHLEN : Il s'agit du versement du deuxième acompte aux partenaires qui assurent pour nous la gestion de certains sites périscolaires, sous convention d'objectifs. Nous en avons déjà validé au dernier Bureau. Pour rappel, quand le montant global annuel de la subvention est égal ou supérieur à 23 000 euros et inférieur à 150 000 euros, le Bureau est compétent. Quand c'est supérieur à 150 000 euros, cela passe en Conseil. Aujourd'hui, nous vous proposons de verser le deuxième acompte de 30%. Le premier est de 50%, en début d'année ; 30% en milieu d'année ; et le solde sera évalué pour la fin de l'année à 20%. Vous avez les montants dans votre document, je ne vais pas les relire.

M. LE PRÉSIDENT : Oui merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions là-dessus ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 84 + 9 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Angélique DELAPORTE.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

65° <u>PETITE ENFANCE : VERSEMENT 2E ACOMPTES SUR SUBVENTIONS AU TITRE DE 2026</u> (2026/149C/7.5.6)

Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures Petite Enfance permettant un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 4 ans.

À ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements une avance correspondant à 50% du montant de la subvention attribuée en 2025.

Il est proposé un deuxième versement de la subvention au mois de juillet 2026. Celui-ci correspond à la subvention 2025 diminuée du premier acompte déjà perçu, multiplié par 60%.

À ce titre, le Conseil d'Agglomération autorise les versements suivants :

Structure	Subvention 2025	1er acompte 2026 (50% de la subvention attribuée en 2025)	2ème acompte 2026 (Subvention 2025 – 1er acompte 2026) X 60%
Multi-accueils et jardins d'enfants			
Association Atelier de la vie – MA	98 182,70€	49 091,35€	29 454,81€
Association Atelier de la vie – JE	80 331,30€	40 165,65€	24 099,39€
CSC AFSCO – MA les petits soleils	227 626,00€	113 813,00€	68 287,80€
CSC AFSCO – MA les étoiles filantes	86 774,00€	43 387,00€	26 032,20€
Accueil d'enfants Drouot – MA + périscolaire maternel Bab'ill	460 694,00€	230 347,00€	138 208,20€
CSC Bel-Air – MA + périscolaire maternel	311 949,00€	155 974,50€	93 584,70€
Association Couleurs de vie/ Synergie Family – MA	423 267,00€	211 633,50€	126 980,10€
Association Couleurs de vie/ Synergie Family – JE	153 138,00€	76 569,00€	45 941,40€
CSC Lavoisier-Brustlein – Crèche Caroline FRITZ	319 553,00€	159 776,50€	95 865,90€
CSC Lavoisier-Brustlein – Crèche Lavoisier	221 526,00€	110 763,00€	66 457,80€
CSC Porte du Miroir – MA le Caroussel	231 135,00€	115 567,50€	69 340,50€
Association les petits soleils – MA	296 180,00€	148 090,00€	88 854,00€
Association Porte Haute – MA Jean Frédéric OBERLIN	220 638,00€	110 319,00€	66 191,40€
Association les églantines – Très grande crèche	264 730,00€	132 365,00€	79 419,00€
Association la Ribambelle – MA Wittenheim	166 914,00€	83 457,00€	50 074,20€
Sous-total Multi-accueils et jardins d'enfants	**3 562 638,00€**	**1 781 319,00€**	**1 068 791,40€**

Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP)			
CSC AFSCO	2 592,00€	1 296,00€	777,60€
CSC Bel-Air	6 508,00€	3 254,00€	1 952,40€
Sous-total LAEP	**9 100,00€**	**4 550,00€**	**2 730,00€**
Relais Petite Enfance (RPE)			
Association les églantines	22 758,00€	11 379,00€	6 827,40€
Sous-total RPE	**22 758,00€**	**11 379,00€**	**6 827,40€**
Total Petite Enfance	**3 594 496,00€**	**1 797 248,00€**	**1 078 348,80€**

Pour information, les soldes des subventions seront versés au dernier trimestre de l'année 2026.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2026 :

Chapitre 65 - Fonction 4221 - Article 65748
Service gestionnaire et utilisateur : A132
Ligne de crédit 3819 : subvention fonctionnement centres sociaux et crèches

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution des subventions proposées,
- autorise le versement des acomptes de juillet 2026, pour un montant total de 1 078 348,80€.

M. LE PRÉSIDENT : Petite enfance maintenant : versement d'un deuxième acompte aussi, c'est la même chose que tout à l'heure mais pour la petite enfance. Stéphanie BAGARD.

MME BAGARD : Merci cher Président, chers collègues bonsoir. Mulhouse Alsace Agglomération contribue au fonctionnement des structures petite enfance des enfants de moins de 4 ans. À ce jour, Mulhouse Alsace Agglomération a versé aux établissements une avance correspondant à 50 % du montant de la subvention attribuée en 2025. La délibération de ce soir porte sur le versement du deuxième acompte de la subvention au mois de juillet 2026, aux multi-accueils et jardins d'enfants, aux lieux d'accueil enfants parents et aux relais petite enfance. Le montant total des versements s'élève à 1 078 348,80 euros.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Stéphanie. Est-ce que vous avez des questions sur ces acomptes ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 82 + 8 procurations.
Ne prennent pas part au vote (3) : Angélique DELAPORTE, Philippe DUVERNOIS et Denis PAULIAC.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

66° <u>LUTTE CONTRE LE PROTOXYDE D'AZOTE : ADHÉSION À L'ASSOCIATION PROTOSIDE</u> (2026/167C/5.7.9)

Le protoxyde d'azote, plus communément appelé « gaz hilarant » ou « proto », est un gaz incolore utilisé dans le milieu médical pour ses propriétés anesthésiques et analgésiques. Il est également employé comme gaz de pressurisation d'aérosol alimentaire, comme par exemple dans les cartouches pour siphon à chantilly ou les aérosols d'air sec.
L'usage détourné du protoxyde d'azote engendre d'importants risques pour :

- La santé (gravité des risques variables selon que l'usage du protoxyde est répété et prolongé ou ponctuel : paralysie, risques neurologiques, psychiatriques, addiction, chutes, hallucinations, perte de contrôle, etc.) ;
- La sécurité : la sécurité routière (accidents de la route) et les comportements à risques (ex : perte de repères, soumission chimique et exploitation sexuelle notamment des jeunes mineures)
- Et l'environnement : troubles à la tranquillité publique (nuisances sonores, squats, rassemblements nocturnes, etc.) et abandons de déchets dans l'espace public.

Ainsi, et notamment depuis la crise sanitaire du COVID-19 survenue en 2020, les communes et intercommunalités constatent une augmentation spectaculaire de l'usage récréatif et détourné du protoxyde d'azote et notamment chez les jeunes de 15 à 25 ans.

Sur le territoire de m2A, la principale manifestation de cette consommation réside dans l'affluence des cartouches et bonbonnes qui jonchent les sols et les espaces publics comme privés (ex : hall d'immeubles) et ce quelle que ce soit la localisation de la commune : en milieu urbain, péri-urbain ou rural. Ainsi, le service collecte des déchets de m2A déclare récupérer en moyenne 2 caddies remplis de bonbonnes chaque semaine. Ces déclarations sont en corrélation avec les éléments transmis par le SIVOM qui indique avoir récupéré 12 400 bonbonnes en 2025, soit un coût de traitement s'élevant à 86 400€ HT (le coût de récupération et de traitement des bonbonnes a été multiplié par presque 7 entre 2023 et 2025).

Face à cet état des lieux préoccupant et dans un souci de prévention de ce fléau, m2A a engagé un plan d'actions pour lutter contre l'usage détourné du protoxyde d'azote :

- Organisation de séquences de sensibilisation des policiers municipaux et d'agents de la collecte des déchets par l'association de prévention des addictions Le Cap ;
- Mobilisation des communes membres de m2A : 25 communes ont déjà pris un arrêté municipal visant à réglementer la vente, la détention, et la consommation de protoxyde d'azote afin de lutter contre ses usages détournés et dangereux ;
- Coordination avec la Police nationale, la Gendarmerie nationale et le syndicat de la Brigade verte pour veiller à l'application des arrêtés ;
- Relai sur les réseaux sociaux de m2A de la campagne de communication créée par le Ministère de l'intérieur et du spot de prévention réalisé par la Sécurité routière ;
- Soutien aux associations du département engagées dans la prévention des risques liés à la consommation détournée du protoxyde d'azote ;
- Création d'un groupe de travail dédié qui se réunira une première fois le 16 juin 2026 ;
- Participation en mars 2026 de la chargée de mission sécurité et prévention de la délinquance de m2A au premier congrès national organisé sur le protoxyde d'azote : NOxForum « Protoxyde d'azote, de l'alerte à l'action coordonnées pluridisciplinaire ».

Ce congrès a été organisé par l'association Protoside : **P**lateformes et **R**éseaux pour l'**O**rientation, le **T**raitement et l'**O**rganisation des **S**oins des **I**ntoxications au N20, **D**iagnostic et **E**ducation, reconnue d'intérêt général.
Cette association rassemble des acteurs issus de différents horizons : professionnels de santé (médecins généralistes, neurologues, addictologues), spécialistes de la prévention, mais aussi juristes et associations, engagés dans la lutte contre les intoxications liées à la consommation de protoxyde d'azote.

Face à l'augmentation des usages récréatifs et aux risques graves pour la santé, l'association Protoside a les missions suivantes :

- Sensibiliser le public, en particulier les jeunes, aux dangers de l'utilisation récréative du protoxyde d'azote ;
- Développer des programmes éducatifs pour les professionnels de santé et participer aux campagnes de prévention ciblées organisés par les instances ;

- Créer et animer un réseau national de professionnels de santé – médecins, infirmiers, psychologues, etc. – formés spécifiquement pour répondre efficacement aux cas d'intoxications au protoxyde d'azote ;
- Collaborer avec des chercheurs pour approfondir les connaissances sur les effets du protoxyde d'azote et améliorer les protocoles de traitement ;
- Travailler avec les décideurs politiques pour renforcer la législation et les mesures de contrôle autour de la vente et de l'utilisation du protoxyde d'azote.

Afin de soutenir les actions mises en œuvre par l'association Protoside et montrer l'engagement de m2A dans la lutte contre l'usage détourné du protoxyde d'azote, il est proposé à m2A d'adhérer à l'association Protoside. Cette adhésion s'élève à 200 € pour l'année et elle permet :

- D'appartenir à un réseau pluridisciplinaire ;
- D'accéder aux documents de la filière ;
- D'accéder aux formations ;
- De participer aux actions du réseau ;
- D'accéder aux webinaires du réseau ;
- D'accéder aux replays conçus par l'association ;
- D'apposer le logo de l'association dans les différentes actions de la collectivité en lien avec la lutte contre l'usage détourné du protoxyde d'azote.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2026 :
Chapitre 011 - article 6281 - fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur : A 4112 CISPD
Ligne de crédit n° 33 691 – adhésion et cotisations

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'adhésion de m2A à l'association Protoside,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)

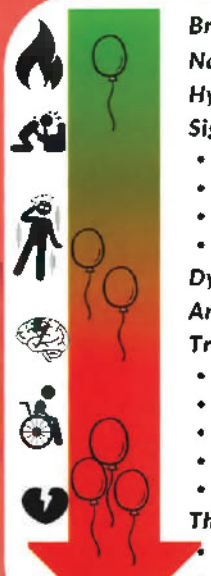
- Flyer de présentation de l'association Protoside

Qu'est ce que le protoxyde d'azote ou gaz hilarant ?

Consommation par inhalation du gaz dans un ballon provenant de :

Cartouche pour siphon à chantilly — *Bonbonne = 100 cartouches* — *Tank = 500 cartouches*

Risques sur la santé



Brûlures graves par le froid

Nausées/vomissements

Hypoxie/asphyxie

Signes neuropsychiatriques aigus :

- Anxiété, Hallucinations, confusion
- Troubles de la conscience
- Désorientation spatio-temporelle
- Troubles cognitifs

Dysfonction érectile

Anémie macrocytaire

Troubles neurologiques :

- Paresthésies
- Engourdissements des extrémités
- Faiblesse musculaire
- Trouble de la marche
- Paralysie des membres

Thromboses veineuses/artérielles :

- Thrombose veineuse
- Embolie pulmonaire
- Atteintes cardio-vasculaires

Nous rejoindre

protoxyde@chu-lille.fr

03 20 44 61 54

@filiereproto

filière N2O

www.protoside.com

Réseau N_2O

Association

PROTOSIDE

Plateformes et
Réseaux pour l'
Orientation, le
Traitement et l'
Organisation des
Soins des
Intoxications au N_2O,
Diagnostic et
Education

Nos missions

Créer et animer un Réseau de Professionnels

Recherche et Développement : approfondir les connaissances sur les effets du N2O

Sensibilisation et Former les professionnels

Contribuer à faire évoluer la législation et la réglementation relative à la vente de protoxyde d'azote

Nos Actions

Mise à disposition de documents

Organisation de formations et de webinar

Sensibilisation et Prévention

Lien avec les sociétés savantes nationales et internationales

Réseau de professionnels

M. LE PRÉSIDENT : On passe à la prévention-sécurité : la lutte contre le protoxyde d'azote. Véronique MEYER.

MME MEYER : Merci Président. Dans le cadre de la lutte contre le protoxyde d'azote, je vous propose une délibération qui concerne une adhésion à l'association Protoside. Le protoxyde d'azote est plus communément appelé « gaz hilarant » ou « proto », c'est un gaz incolore essentiellement utilisé pour ses propriétés anesthésiques et analgésiques. Il est également utilisé comme gaz de pressurisation d'aérosols alimentaires. Notre souci, aujourd'hui, c'est qu'il y a un usage détourné du protoxyde avec un risque important pour la santé, la sécurité et l'environnement. Sur le territoire de m2A, l'impact manifeste réside essentiellement dans l'affluence des cartouches et bonbonnes qui jonchent tous les sols, que ce soit en milieu urbain, péri-urbain ou rural. Cette affluence témoigne donc d'une consommation très importante, et de plus en plus importante. Nos services déchets collectent aujourd'hui jusqu'à 365 kilos par semaine. Le SIVOM a constaté une augmentation multipliée par 7 entre 2023 et 2025. Aujourd'hui, il est essentiel de se préoccuper de ce sujet, et m2A a souhaité s'engager dans la sensibilisation des agents de la collecte des déchets et des policiers municipaux ; la mobilisation des communes puisqu'il y a près de 30 communes qui ont pris un arrêté municipal, qui permet d'être en cohérence sur tout le territoire, qui permet également aux agents des brigades vertes et des polices municipales d'agir. Une coordination entre la police nationale, la gendarmerie et le syndicat de la brigade verte. Des relais autour de la campagne de sensibilisation et de communication. Un soutien important aux associations locales dans les quartiers, dans les villes aussi sur la prévention autour de ce sujet, notamment l'association Angelina et Jeun'èse Cité. La création très récemment d'un groupe de travail m2A avec plus de 20 partenaires (des élus, la brigade verte, les pompiers, la gendarmerie, la protection judiciaire de la jeunesse, l'Education Nationale, l'Etat, la Politique de la Ville, les bailleurs sociaux, la collecte des déchets, les policiers, etc.). Tous se sont réunis pour la première fois le 16 juin, et ont proposé des actions concrètes à venir. Nous avons donc participé également, en mars 2026, à un grand congrès qui était organisé par l'association Protoside : Plateformes et Réseaux pour l'Orientation, le Traitement et l'Organisation des Soins des Intoxications au $N2_0$, Diagnostic et Education. La délibération porte donc sur l'adhésion à cette association qui est une association qui rassemble de nombreux acteurs d'horizons divers : des professionnels de santé, notamment des médecins neurologues, addictologues ; des spécialistes de la prévention mais aussi des juristes, des associations engagées dans la lutte contre les intoxications en lien avec la consommation de protoxyde d'azote. Nous vous proposons donc d'adhérer à cette association pour un montant de 200 euros. Elle permettrait ainsi d'accéder à de nombreux documents, à des formations, à des webinaires, et d'être en lien avec le réseau, participer à des actions communes. Je vous propose d'adhérer à cette association qui est pour nous un support de communication.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Véronique. Oui ?

M. PINTO : Oui, je fais rapide. Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, mes chers collègues, cette délibération mérite d'être soutenue. En tant que soignant, je souhaite apporter un témoignage de terrain. J'ai eu l'occasion d'accompagner des patients ayant consommé du protoxyde d'azote et de constater concrètement les dégâts que cette substance peut provoquer. Derrière l'image trompeuse du gaz hilarant, on retrouve parfois des jeunes patients souffrant de

troubles neurologiques sévères : des difficultés à marcher, des pertes de sensibilité ou de séquelles qui nécessitent des mois de prise en charge. C'est une réalité souvent méconnue mais pourtant bien réelle. Derrières ces consommations, il faut distinguer plusieurs situations : certaines personnes sont en grande fragilité sociale ou psychologique et nécessitent un accompagnement adapté, mais il existe aussi une consommation, comme vous l'avez dit, « récréative », banalisée, qui appelle une réponse ferme, notamment pour faire respecter les règles et protéger nos jeunes. Je pense également aux nombreux riverains de nos communes qui subissent les nuisances et retrouvent régulièrement des cartouches et des bonbonnes abandonnés dans l'espace public. Cette pollution du quotidien dégrade le cadre de vie et génère des coûts importants pour la collectivité. L'adhésion à cette association va dans le bon sens, elle permettra de renforcer la prévention et la formation, et la coordination des acteurs concernés. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. D'autres prises de parole ? Pierre SALZE.

M. SALZE : J'aimerais en appeler à nos parlementaires. Le protoxyde d'azote est un gaz médical, à usage médical, il n'a rien à faire dans la pâtisserie pour faire de la chantilly. On n'a pas besoin de cela, et je pense que quand un jeune se rend compte que ce type de produit sert à faire de la crème chantilly, il pense que c'est inoffensif, alors que bien entendu c'est un gaz médicamenteux à usage anesthésique. Il faudrait faire évoluer la loi sur la classification de ce produit.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Pierre. Evidemment, au niveau de l'Association des Maires du Haut-Rhin, toutes les démarches ont déjà été entreprises, et au niveau de l'Agglomération, on a interpellé tous les parlementaires justement pour qu'ils légifèrent dans ce sens. Tout le monde est mobilisé pour combattre ce fléau. D'autres prises de parole ? Qui est contre l'adhésion ? Personne. Qui s'abstient ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

67° COPROPRIÉTES DEGRADÉES : TRAVAUX DE LA COPROPRIÉTÉ « DUNKERQUE SAINT-MALO » À MULHOUSE : PROLONGATION DE LA CONVENTION D'OPÉRATION PROGRAMMÉE DE L'HABITAT (2026/157C/8.5)

Mulhouse Alsace Agglomération a validé lors du Conseil d'Agglomération du 14 décembre 2020 la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété Dégradée (OPAH-CD) pour les copropriétés « Dunkerque Saint-Malo » (64 logements) et « Le Murat » (19 logements) à Mulhouse afin de contribuer à leur redressement et à la réalisation d'un programme de travaux.

Le programme de travaux voté en 2024 par la copropriété Dunkerque Saint-Malo comporte l'isolation des bâtiments, toitures, planchers bas, le remplacement des

menuiseries et des chaudières, l'installation d'une ventilation et la réfection des cages d'escalier, pour un budget total de 3,3 M€.

L'avenant n°1 à la convention a sorti « Le Murat » de la convention en raison de son refus de collaborer et validé le programme de travaux, soutenu par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) dont Mulhouse Alsace Agglomération est délégataire des aides à la pierre.

Conformément à sa politique de soutien aux copropriétés fragiles et dégradées, Mulhouse Alsace Agglomération a attribué une aide financière à hauteur de 10% du montant HT des travaux, soit 298 440 €, réduisant, avec le cofinancement de la Collectivité Européenne d'Alsace, de la ville de Mulhouse et de la Région Grand Est, le reste à charge des copropriétaires à 255 728 €.

Dans le cadre du partenariat entre Mulhouse Alsace Agglomération et Procivis Alsace, contractualisé par la signature le 7 mars 2024 d'une nouvelle convention d'intervention sur le territoire pour la période 2024-2027, Procivis accompagne la copropriété pour le préfinancement des subventions publiques (hors avances de subvention).

La convention d'OPAH ayant été signée pour une durée de 5 ans, elle s'achève au 30 juin 2026 tandis que les travaux sont censés être livrés au 3e trimestre 2027. L'arrêt de l'accompagnement d'une copropriété en redressement avant la fin des travaux pourrait mettre en péril la conservation de leur situation financière saine, ce qui peut obérer la réussite globale de redressement et entraîner ultérieurement des engagements financiers complémentaires de l'ANAH et des collectivités.

C'est pourquoi, la poursuite d'un accompagnement permettant de mener à terme le programme de rénovation engagé par une prolongation du dispositif apparait essentielle. Cette possibilité a été partagée aux membres du comité de pilotage dès 2024 et a reçu un accord de l'ensemble des partenaires.

L'avenant n°2 propose la prolongation exceptionnelle de l'OPAH-CD d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 30 juin 2027. Le montant prévisionnel de l'année supplémentaire de suivi-animation est estimé à 45 000€ TTC. La Ville de Mulhouse, qui en assure le pilotage, sollicitera un cofinancement de l'ANAH à hauteur de 50% du montant hors taxes.

Cet avenant a fait l'objet d'un avis favorable de la part de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du 05 juin 2026 et n'entraîne aucune incidence financière pour Mulhouse Alsace Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant n°2 portant prolongation de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-CD) Mulhouse d'une année supplémentaire,
- autorise le Président à signer l'avenant n°2 de la convention d'OPAH-CD Mulhouse et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre au titre de l'Agglomération,

- autorise le Vice-Président délégué à signer l'avenant n°2 de la convention d'OPAH-CD Mulhouse et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre en tant que délégataire des aides à la pierre.

PJ : (1)

- projet d'avenant n°2 de prolongation à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH CD) Mulhouse

AVENANT N°2 A LA CONVENTION OPAH – COPROPRIETE DEGRADEE

« OPAH CD Mulhouse »

2021 - 2027

NUMERO DE LA CONVENTION : 068PRO029

DATE DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION INITIALE : 1er juillet 2021

PROJET

La présente convention est établie, entre :

La commune de Mulhouse, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par Frédéric MARQUET, Maire ;

L'Etat, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Vincent HAGENBACH, Vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération,

L'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée en application de la convention de délégation de compétence par Vincent HAGENBACH, Vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération et dénommée ci-après « Anah »,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par Fabian JORDAN, Président et dénommé ci-après « m2A »,

PROJET

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L303-1, L321-1 et suivants, et R.321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire du 7 juillet 1994 du Ministère du Logement et du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville relative aux OPAH concernant des ensembles immobiliers en copropriété rencontrant de graves difficultés sur le plan technique, social et financier

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, adopté par le Préfet, le 20 mai 2019 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat, arrêté par délibération de Mulhouse Alsace Agglomération, le 21 septembre 2020,

Vu la convention de délégation de compétence du 22 février 2020 conclue entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'État, en application de l'article L. 301-5-1 ou L301-5-2 du code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 22 février 2020 conclue entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'Anah,

Vu la convention n°068PRO029 signée le 1er juillet 2021 ayant pour objet la mise en œuvre d'une OPAH CD sur deux copropriétés situées sur le périmètre de la Ville,

Vu l'avenant n°1 signé le 20 septembre 2024 ayant pour objet de retirer la copropriété « Le Murat » du dispositif,

Vu la demande de la Ville de Mulhouse du 29 décembre 2025 de faire une prolongation exceptionnelle à titre dérogatoire de l'OPAH,

Vu le courrier d'accord de l'ANAH en date du …. mai 2026 validant la prolongation exceptionnelle à titre dérogatoire d'un an du dispositif,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la Ville de Mulhouse, en date du 21/05/2026, autorisant la signature du présent avenant,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de Mulhouse Alsace Agglomération, en date du …/06/2026, autorisant la signature du présent avenant,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du …… 2026,

Vu l'avis du délégué de l'Anah en région Grand Est, en application de l'article R. 321-11 du code de la construction et de l'habitation, en date du …..2026,

Il a été exposé ce qui suit :

PROJET

Préambule

La convention d'OPAH CD a été signée le 1er juillet 2021 pour une durée de 5 ans pour l'accompagnement de deux copropriétés mulhousiennes « le Murat » et « Dunkerque St Malo ».
Un avenant a été signé le 20 septembre 2024 pour retirer la copropriété « le Murat » qui refusait d'adhérer au dispositif.

La copropriété Dunkerque St Malo a, depuis le début du dispositif, bien saisi l'opportunité avec une très bonne coopération. L'ensemble des actions réalisées depuis le début de l'OPAH ont été nombreuses et le démarrage du travail autour du projet de rénovation de la copropriété a débuté dès la 2ème année, avec un vote des travaux en 2024.

Les notifications des différentes subventions ont pris beaucoup plus de temps que prévu, ce qui a entrainé un glissement du démarrage des travaux. La copropriété et l'opérateur souhaitant s'assurer des montants et accords de subventions avant le démarrage du chantier. Ainsi, il est apparu que les travaux ne seraient pas couverts intégralement durant l'OPAH CD dans son calendrier actuel, ce qui mettrait indéniablement la copropriété en difficulté tant pour la conduite des travaux, que pour la gestion des dossiers de subvention.

L'opérateur, pleinement engagé dans le projet de travaux, est essentiel pour la bonne exécution des travaux, tant au niveau technique, humain que financier en raison notamment de l'importance des subventions publiques sur ce projet et de la complexité de montage des dossiers de solde de subvention. L'arrêt du suivi-animation pendant la phase chantier serait de nature à remettre en question l'équilibre financier de toute l'opération.

Depuis le début de l'OPAH CD, l'ANAH et la Ville de Mulhouse ont engagé des sommes liées à l'ingénierie du programme pour le suivi-animation, l'aide à la gestion ou encore la gestion urbaine de proximité. Cet engagement financier d'ingénierie essentiel à la conduite d'une opération programmée a permis d'aboutir à un programme de travaux, mobilisant de fortes subventions publiques, dont l'ANAH.

Le programme de travaux voté en 2024 comporte l'isolation des bâtiments / toitures / planchers bas, le remplacement des menuiseries et des chaudières, l'installation d'une ventilation et la réfection des cages d'escalier, pour un budget total de 3.3 millions d'euros. La copropriété bénéficie pour ce programme de travaux de 3.1 M€ de subventions publiques dont 2.2 M€ de la part de l'ANAH.

Cet engagement financier ambitieux de la part des collectivités publiques pour ces travaux représente le point d'orgue de cette OPAH CD et vont permettre de finaliser le redressement global de cette copropriété aux nombreux atouts. En effet, parmi l'ensemble des dispositifs en faveur des copropriétés sur la Ville, la copropriété Dunkerque St Malo est celle qui affiche les résultats les plus encourageants. Cependant, l'arrêt d'un accompagnement avant la fin des travaux d'une copropriété en redressement pourrait mettre en péril la conservation de leur situation financière saine, ce qui peut obérer la réussite globale de redressement et entrainer ultérieurement des engagements financiers complémentaires de l'ANAH et des collectivités.

C'est pourquoi, la poursuite d'un accompagnement permettant de mener à terme le programme de rénovation engagé par une prolongation du dispositif apparait essentielle. Cette possibilité a été partagée aux membres du comité de pilotage dès 2024 et a reçu un accord, ensuite confirmé par un courrier de l'ANAH en date du …….2026 autorisant de façon exceptionnelle et dérogatoire la prolongation limitée à une année supplémentaire.

PROJET

Article 1 – Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant a pour objet d'acter la prolongation d'une année du dispositif d'OPAH CD.

Les articles suivants de la convention initiale relative à la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sont modifiés comme suit :
- article 5 – financements de l'opération et engagements complémentaires
- article 9 – durée de la convention

A l'issue de ce constat, les partenaires conviennent des modifications suivantes :

Article 2 – Modifications apportées à « l'article 5 – Financements de l'opération et engagements complémentaires »

L'article 5 « Financements de l'opération et engagements complémentaires » est complété comme suit :

Article 5.1 « Financements de l'ANAH »
Article 5.1.1 « Règles d'application »

Aide aux travaux sur parties communes :
Dans le cadre d'études complémentaires effectuées sur les réseaux d'assainissement, ceux-ci se sont avérés être en très mauvais état et nécessitent une réfection, qui pourrait être conduite dans la dernière année de l'OPAH. Ces travaux ont pu être estimés :

	Nbre de logts	**Coût prévisionnel HT*** (hors travaux d'urgence, résidentialisation)	**Subvention Anah** (35%)	**Reste à charges (sur le HT)**
Dunkerque Saint Malo Réfection des réseaux enterrés	64	412 000 €	144 200 €	267 800 €

Article 5.1.2 « Montants prévisionnels »

Le montant prévisionnel des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'année supplémentaire est de 192 800 €, selon l'échéancier suivant :

AE prévisionnelles	**Année 6**
	Montant en €
Aides aux travaux (*)	**144 200**
Dont aides aux syndicats (y compris mixage des aides) (35 %)	*144 200*
Aides à l'ingénierie	**48 600**
Dont suivi animation	*19 000*
Dont aide au redressement de la gestion	*29 600*

PROJET

Article 5.2 « Financements de la collectivité maître d'ouvrage »
Article 5.2.2 « Montants prévisionnels »

Le montant prévisionnel de l'autorisation d'engagement de la Ville de Mulhouse pour cette année supplémentaire est de **45 000 €** pour le suivi-animation.

Article 3 – Modifications apportées à « l'article 9 – Durée de la convention »

L'article 9 « Durée de la convention » de la convention initiale est modifié comme suit :

La durée de la convention, initialement fixée à cinq années à partir de la date de signature, est prorogée d'une année supplémentaire. En conséquence, la convention prendra fin le 30 juin 2027.

Article 4 – Autres articles de la convention

Les autres dispositions prévues par la convention demeurent inchangées.

Article 5 – Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature apposée par le dernier signataire.

Article 6 – Transmission de l'avenant

Le présent avenant signé et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en 4 exemplaires à Mulhouse, le

Pour le maître d'ouvrage,
Le Maire
Frédéric MARQUET

Pour l'Etat,
Le Vice-président de m2A
Vincent HAGENBACH

Pour l'Anah,
Le Vice-président de m2A
Vincent HAGENBACH

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président
Fabian JORDAN

PROJET

M. LE PRÉSIDENT : On va passer à habitat/logement : copropriétés dégradées, travaux de la copropriété « Dunkerque Saint-Malo ». C'est une prolongation de la convention d'opération programmée de l'habitat. Vincent HAGENBACH.

M. HAGENBACH : Merci Président. Je crois que vous avez tout dit, c'est juste une prolongation d'une convention qui était de 5 ans, à partir de 2020, et qui doit être prolongée. Le temps de l'habitat est un temps toujours plus long que ce que l'on peut imaginer. Il s'agit de prolonger cette convention afin que les propriétaires, notamment de la résidence « Dunkerque Saint-Malo », puissent entreprendre les travaux, sachant que dans le cadre de cette convention, la réflexion, l'ingénierie est très bien avancée, donc il faut juste prolonger d'une année parce que les travaux seront livrés d'ici au troisième trimestre 2027. Je pense qu'on rencontrera le même type de problème sur d'autres conventions qui ont été signées sur d'autres copropriétés.

M. LE PRÉSIDENT : Ok, merci beaucoup. Des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 85 + 9 procurations.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

68° <u>AIDES À LA PIERRE : BILAN 2025 ET PROGRAMMATION EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL DE DROIT COMMUN 2026</u> (2026/174C/8.5)

Mulhouse Alsace Agglomération a défini, dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH), ses compétences et ses objectifs en termes d'habitat privé comme d'habitat social.

Sur le volet habitat social, elle contribue d'un côté à la rénovation des logements sociaux existants afin de diminuer leur empreinte carbone et les charges énergétiques de leurs habitants. De l'autre, elle contribue à la production de logements sociaux afin d'assurer une offre équilibrée sur l'ensemble de l'agglomération et permet aux communes de plus de 3 500 habitants d'atteindre leurs objectifs de production de logement social au regard de la loi Solidarité & Renouvellement Urbain (SRU).

Les outils définis au Programme Local de l'Habitat pour assurer ces objectifs sont d'un côté le versement de subventions aux différents bailleurs sociaux, de l'autre la maîtrise de la programmation de logements sociaux par la Délégation des Aides à la Pierre (DAP).

Pour cela, Mulhouse Alsace Agglomération est en charge depuis le 22 février 2020 et pour une durée de six ans de la délégation des aides du Fonds National des Aides à la Pierre, Établissement Public de l'État en charge du financement de la construction, de l'amélioration et de la démolition des logements aidés, en particulier les logements locatifs sociaux. Ladite convention a été prorogée

jusqu'au 31 décembre 2026 par la délibération du Conseil d'Agglomération du 16 juin 2025.

Dans le cadre de cette délégation, il convient de définir le règlement annuel et la programmation des agréments pour la production des logements aidés sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2026 et cela pour les logements financés via :

- Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI), pour les locataires en situation de grande précarité
- Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS), correspondant à l'Habitation à Loyer Modéré historique
- Prêts Locatifs Sociaux (PLS) pour les candidats ne pouvant prétendre à une location HLM, mais ne disposant pas de revenu suffisant pour se loger dans le parc privé
- Prêt Social Location Accession (PSLA) permettant aux ménages sous plafonds de ressources de devenir propriétaire de leur résidence principale, à prix maitrisé avec un statut de locataire accédant.

Chaque année, après avoir fait état du bilan de l'exercice précédent, il s'agit par cette délibération d'approuver :

- La programmation prévisionnelle de l'année courante en matière de logements locatifs sociaux (LLS) ;
- Les conditions financières applicables aux opérations de logement social (crédits délégués et fonds propres de Mulhouse Alsace Agglomération).

La programmation du logement locatif social par m2A s'effectue depuis la prise de la délégation de compétence en 2006. Depuis 2022, l'instruction est directement réalisée par le service Habitat et Renouvellement Urbain de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de m2A prévoit un niveau moyen annuel de production de près de 280 LLS par an en financement de droit commun (FNAP). En parallèle, le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engage l'agglomération jusqu'au 30 juin 2026 pour la production de 1 018 LLS au titre de la reconstitution de l'offre en contrepartie de plus de 1 500 logements démolis dans les quartiers en restructuration (Drouot-Jonquilles et Coteaux notamment).

1) **BILAN 2025**

1.1 Production de logements sociaux en 2025 :

Les agréments PLAI et PLUS ont été affectés prioritairement aux opérations financées par l'ANRU tout en assouplissant les critères géographiques (toutes les communes sont éligibles, quel que soit leur situation SRU) et de typologie (logements classiques, résidences séniors, étudiants, foyers jeunes travailleurs, etc.) afin de respecter le calendrier prévu au programme de renouvellement urbain. 393 logements ont ainsi été agréés au titre de la reconstitution de l'offre (222 PLAI et 171 PLUS).

Par ailleurs, l'enjeu de notre territoire reste toujours le rattrapage du retard SRU des communes, avec pour souci l'équilibrage de la production en termes géographiques, de diversification et de typologie des produits.
219 logements ont été agréés au titre du régime d'aides courantes (21 PLAI, 18 PLUS et 180 PLS). Le recours à une proportion élevée de logements PLS a été rendu nécessaire afin d'assurer l'équilibre économique des opérations de renouvellement urbain conduites dans le cadre de l'ANRU.

Les logements réservés aux foyers les plus modestes (PLAI) font l'objet d'une subvention de l'État de 8 016 € par logement, avec une bonification de 20 000 € pour les PLAI adaptés aux publics ayant besoin d'un accompagnement social. Mulhouse Alsace Agglomération attribue sur ses fonds propres une subvention de 2 500 € par PLAI.

Mulhouse Alsace Agglomération a également accordé, sous réserve d'accord des communes, des garanties d'emprunts pour les opérations de construction et de rénovation des logements locatifs sociaux.

Mulhouse Alsace Agglomération s'est concentrée en 2025 sur la réalisation de logements en reconstitution de l'offre démolie afin d'atteindre ses objectifs envers l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Tous les projets répondent aux dernières évolutions réglementaires et sont économes en énergie (RE 2020 pour le neuf, Très Haute Performance Energétique (THPE) pour les acquisitions-améliorations de logements existants) et concourent à l'objectif de transition énergétique poursuivi par l'agglomération.

Les financements délégués par l'État ont été engagés à hauteur de 168 336 € et 52 500 € pour les fonds propres m2A pour les opérations relevant du FNAP.

A l'échelle de l'agglomération, il reste 1 111 logements locatifs sociaux à produire afin que l'ensemble des communes soumises aux obligations en termes de logements sociaux ait atteint la barre des 20%.

1.2 Réhabilitation thermique du parc social public

La moitié des 23 435 logements sociaux de l'agglomération ont été construits avant 1974, soit avant les premières obligations concernant la qualité thermique des bâtiments. Ce faisant, une partie importante de ces logements, essentiellement chauffés au gaz, entraînent des charges énergétiques importantes pour des habitants modestes. La réhabilitation thermique du parc social revêt ainsi un objectif commun de décarbonation et de diminution du coût du logement pour les habitants.

La collectivité a poursuivi en 2025 le soutien aux bailleurs sociaux pour les réhabilitations thermiques du parc énergivore (logements classés E, F et G) qui sont estimés aujourd'hui à 22% du parc social, soit 5 200 logements, dont 200 en étiquette G.

166 logements ont été financés sur les fonds propres de Mulhouse Alsace Agglomération : 249 000 € d'engagement de crédits, soit 1 500 € par logement.

Ces logements ont également bénéficié d'une subvention d'Etat d'un montant total de 1 642 900 €. Ce fonds est destiné à assurer la décarbonation du parc locatif social et à assurer la rénovation des logements les plus énergivores dans les délais fixés par la loi Climat et résilience.

Bailleur	**Opérations**	**Commune**	**Nb lgts**	**Montant total**
NEOLIA	2-8-10 rue du Tunnel	Mulhouse	32	48 000 €
M2A HABITAT	4-6 rue de la Verdure	Riedisheim	80	120 000 €
SOMCO	6 rue Marie Louise 35 rue Prince charmant	Staffelfelden	2	3 000 €
SOMCO	3 rue des Muguets 1, Place du Calife 12 rue Sainte Claire Deville 22 rue Palissy 16 rue du Paladin 12 rue de Contes	Wittelsheim	6	9 000 €
SOMCO	13-15 rue de l'Avenir	Richwiller	2	3 000 €
SOMCO	12 rue de l'Eglantine	Kingersheim	1	1 500 €
CDC HABITAT	rue du Cèdre	Mulhouse	43	64 500 €
TOTAL			**166**	**249 000 €**

2) PROGRAMMATION 2026 :

➢ Programmation prévisionnelle 2026 de logements neufs et règlement financier

La programmation pour l'année 2026 a suivi les principes de la Charte des Bonnes pratiques approuvé en 2022 et facilitant les échanges entre bailleurs, communes et agglomération.

Face à l'annulation, l'année dernière, de certaines opérations ANRU par des bailleurs – empêchées par des contraintes urbanistiques, foncières ou des contentieux relatifs aux permis de construire – la coordination entre l'offre nouvelle et la reconstitution ANRU se poursuit, cette année également, avec une mise en cohérence des objectifs des deux programmations au regard des besoins du territoire. La priorité reste donnée aux opérations ANRU ainsi qu'aux PLS liés à des opérations ANRU.

Les besoins exprimés par les bailleurs sont nettement supérieurs aux dotations définitives qui nous ont été notifiés par le Comité régional de l'habitat et de l'hébergement. Ces besoins ne pourront donc pas être entièrement satisfaits, sauf abondement ou redéploiement de crédits du Fonds National des Aides à la Pierre.

En raison des contraintes relatives à la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) qui obligent les communes de plus de 3 500 habitants du territoire à atteindre 20 % de logements sociaux, une priorisation dans les attributions sera mise en œuvre afin de contribuer à réduire la tension observée sur l'ensemble des produits PLAI, PLUS et PLS. Cette priorisation dans les attributions est indispensable dans le règlement des aides à la pierre. Elle classe les communes en cinq niveaux de priorité :

- Priorité 1 : Communes SRU fortement déficitaires (taux de logements sociaux inférieur à 13%) ;
- Priorité 2 : Communes SRU déficitaires (13% - 17%) ;
- Priorité 3 : Communes SRU proches du seuil (17% - 20%) ;
- Priorité 4 : Communes non SRU mais pouvant à moyen terme atteindre le seuil des obligations SRU (2 500 – 3 500 habitants) ;
- Priorité 5 : Communes SRU respectant leurs obligations (> 20%).

La liste indicative des projets portés sur Mulhouse Alsace Agglomération en 2026 est jointe en annexe 3. Tous les projets ont obtenu l'accord des communes concernées.

La programmation prévisionnelle de logements en droit commun s'établit à **137 logements : 19 PLAI, 41 PLUS et 77 PLS.** A ces agréments s'ajoutent les **100** agréments en reconstitution de l'offre.

<u>Les chiffres clés 2026 :</u>

Agréments LLS droit commun	Agréments NPNRU	Total agréments 2026
137 : 19 PLAI – 41 PLUS – 77 PLS	**100 :** 59 PLAI – 41 PLUS	**237** : 78 PLAI – 82 PLUS – 77 PLS

- **Programmation de la réhabilitation thermique du parc public :**

Afin d'accélérer la transition énergétique du territoire et en complément des éco-prêts proposés par la Caisse des dépôts et de Consignation (CDC), il est proposé que Mulhouse Alsace Agglomération poursuive en 2026 sa participation sous forme de forfait de 1 500 € par logement social classé en E, F et G (ces derniers ne pouvant être proposés à la location) réhabilité dans une limite de 450 logements/an.

Cette politique de soutien à la rénovation thermique du parc social a pour objectif d'améliorer le reste à vivre des locataires et d'accompagner les bailleurs sociaux dans leurs programmes de réduction de l'empreinte carbone du territoire. Ces réhabilitations thermiques concerneront en premier les actions inscrites dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain. A terme, c'est la totalité du parc social en E, F et G qui sera rénové sur la décennie à venir.

Les opérations sont déposées en cours d'année par les bailleurs sociaux, la priorité pour la sélection des dossiers à financer en 2026 est donnée par ordre d'arrivée jusqu'à épuisement de l'enveloppe annuelle en crédits d'engagement. Les dossiers non pris en compte en 2026 sont reportés sur l'exercice 2027.

Il est proposé que les garanties d'emprunts de Mulhouse Alsace Agglomération sur ces projets soient maintenues, y compris pour les projets qui seraient réalisés sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération par un bailleur social sans le soutien financier de la collectivité. Ces garanties d'emprunts permettent d'obtenir un contingent de réservation à la première attribution des logements.

- **Marges d'ajustement des loyers du parc social public (production neuve) :**

En tant que délégataire des aides à la pierre, Mulhouse Alsace Agglomération a la possibilité d'adapter les modalités de calcul des loyers et redevances maximales applicables au logement social, en fonction de la localisation des logements, de leur qualité thermique dès lors que le gain énergétique est supérieur à la norme standard et de leur niveau d'équipement (ascenseur non obligatoire…).

Le cumul des ajustements proposés pour un même logement ne peut excéder 15 % du loyer de référence. L'ensemble des ajustements proposés est défini en annexe 4.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du volume global des agréments 2026 de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre : 137 logements auxquels se rajoutent 100 logements au titre de financements NPNRU,
- approuve les principes d'attribution des agréments énoncés ci-dessus et à l'annexe 1,
- approuve les principes de priorisation des projets selon les écarts aux objectifs SRU tels que définis à l'annexe 2,
- approuve la liste des projets de production de logements sociaux tels que définis à l'annexe 3,
- approuve le forfait d'aide de Mulhouse Alsace Agglomération sur fonds propres de 2 500 € par PLAI créé et en tant que délégataire de l'Etat de 8 016 € par PLAI et 20 000 € par PLAI adapté,
- approuve le forfait d'aide de Mulhouse Alsace Agglomération par logement classé en E, F ou G faisant l'objet d'une réhabilitation thermique : 1 500 €,
- approuve la poursuite des garanties d'emprunt pour les projets de construction neuve, de réhabilitation, y compris sans soutien financier de la collectivité au titre de l'alinéa ci-dessus,
- approuve les marges d'ajustement des loyers du parc public selon les termes de l'annexe 4,
- autorise le Président à formaliser l'individualisation des aides par décision,
- autorise le Président ou son Vice-Président délégué à formaliser et signer les conventions et avenants correspondants, les chartes d'objectifs avec chaque bailleur et toutes pièces afférentes.

PJ : (4)

- règlement des aides à la pierre 2026,
- demande prévisionnelle d'agrément de logements locatifs sociaux par commune en 2026,
- projet de production de logements sociaux 2026,
- adaptation locale des modalités de calcul des loyers.

Annexe 1 : Règlement des aides à la pierre 2026

CHARTE DU LOGEMENT SOCIAL

Mulhouse Alsace Agglomération a décidé d'améliorer le processus annuel de programmation de logement locatif aidé sur le territoire afin de gagner en efficacité et de développer une pratique adoptée par tous les acteurs.

Pour cela, une charte des bonnes pratiques a été conçue en partenariat étroit entre la collectivité, les bailleurs sociaux et les communes. La charte définitive a été présentée et validée en réunion inter-bailleurs le 26 avril 2022, après plusieurs mois d'échanges entre toutes les parties concernées. Elle contient des engagements des bailleurs sociaux et de la collectivité.

Cette charte a été approuvée par le conseil d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération du 27 juin 2022.

L'ensemble des dispositions de la charte sont mises en œuvre depuis l'année 2022 après son adoption définitive, avec une clause de revoyure après une année.

1. DEPOT DES DOSSIERS :

Les différents organismes sociaux et opérateurs devront déposer leurs dossiers d'opérations **complets** en date limite **du 30 septembre 2026**. Tout dossier déposé au-delà de cette date fera l'objet d'une instruction en 2027. De manière exceptionnelle et spécifique, les dossiers de demande de financement PSLA pourront être déposés au fil de l'eau, ces dossiers ne représentent pas d'enjeu particulier quant à leur financement par Mulhouse Alsace Agglomération.

2. CRITERES D'ATTRIBUTION DES AGREMENTS 2026 :

a. Mulhouse Alsace Agglomération validera les dossiers correspondant au nombre d'agréments indiqués dans le tableau de programmation 2026.
   Les projets inscrits en programmation de 2026, répondant aux critères énoncés par la note du 17 juillet 2024 de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, ont été soumis au financement NPNRU-RO.
   Une articulation entre l'offre nouvelle et la reconstitution ANRU se poursuit avec une mise en cohérence des objectifs des deux programmations au regard des besoins du territoire et une priorité donnée à l'ANRU.

b. Une forte tension est constatée sur l'ensemble de produits PLAI, PLUS et PLS, ce qui nous oblige à mettre en œuvre une priorisation des opérations.

c. L'enjeu de notre territoire reste toujours le rattrapage du retard SRU des communes, avec l'équilibrage de la production en termes géographiques, de diversification et de typologie des produits. L'objectif de Mulhouse

Agglomération est de permettre l'atteinte des obligations à l'échelle de l'ensemble de son territoire

d. tout dossier non transmis avant le 30/09/2026 sera reporté en 2027 ;

❖ **<u>Modification de la programmation</u> :**

Toute modification d'opération devra être validée par la commune concernée au préalable si elle est en écart de +/-20% au nombre de logements prévus initialement.

Le remplacement d'une opération par une autre ne peut être effectué sans l'accord des communes concernées et Mulhouse Alsace Agglomération.

En cas d'annulation d'une opération retenue, Mulhouse Alsace Agglomération décidera de la réaffectation ou non au même bailleur des agréments correspondants ou de leur attribution à un autre organisme pour une opération jugée prioritaire par Mulhouse Alsace Agglomération.

❖ **<u>Aide communautaire</u> :**

En ce qui concerne l'aide communautaire au logement (fonds propres m2A), un forfait de 2 500 € par logement PLAI est attribué. L'objectif de cette dotation est de poursuivre, en complément de l'aide déléguée par l'Etat, le soutien aux logements réservés aux locataires en situation de grande précarité (PLAI).

Le montant moyen de subvention de l'Etat est de 8016 € par PLAI et de 20 000 € par PLAI adapté, les deux subventions sont cumulatives.

❖ **<u>Utilisation de l'enveloppe allouée</u> :**

m2A, délégataire des aides à la pierre permet aux bailleurs sociaux de gérer à leur convenance les enveloppes globales (8 016 € de crédits délégués de l'Etat et 2 500 € en fonds propres m2A, soit 10 516 €/PLAI au total) entre les différentes opérations validées par m2A. L'engagement du bailleur porte sur le respect de la localisation (adresse) et du nombre de logements à produire et leurs typologies de financement (PLUS/PLAI). L'affectation du montant pour chaque opération est ainsi laissée à la liberté de chaque bailleur, ceci afin de permettre de financer des opérations qui sont plus difficiles à équilibrer que d'autres.

Annexe 2 : demande prévisionnelle d'agréments de logements locatifs sociaux (LLS) par commune en 2026

Priorisation des attributions d'agréments demandés dans les communes de m2A selon leur retard SRU :

Communes priorité 1 : communes anciennement carencées, ou fortement déficitaires

	Taux LLS au 01/01/2026
Morschwiller le Bas	10,62%
Habsheim	13,06%
Brunstatt-Didenheim	13,50%

Communes priorité 2 : écart aux objectifs supérieur à 3%

	Taux LLS au 01/01/2026
Bollwiller	15,34%
Richwiller	16,34%
Sausheim	16,76%

Communes priorité 3 : écart aux objectifs inférieur à 3%

	Taux LLS au 01/01/2026
Rixheim	17,42%
Kingersheim	17,63%
Riedisheim	19,70%

Communes priorité 4 (proche de 3 500 habitants à moyen terme) :

Baldersheim, Pulversheim, Ruelisheim, Ungersheim, Zillisheim

Communes priorité 5 : communes respectant le taux de 20%

	Taux LLS au 01/01/2026
Lutterbach	20,77%
Wittenheim	21,00%
Illzach	21,07%
Pfastatt	21,31%
Staffelfelden	21,32%
Wittelsheim	22,34%
Mulhouse	32,43%

La commune de Wittelsheim a atteint le seuil de 20% au 1er janvier 2026

Annexe 3 : projets de production de logements sociaux 2026

Liste prévisionnelle des opérations avec la répartition droit commun et NPNRU (au 05.06.2026) :

Opérations validées par les communes

					Droit commun					Reconstitution de l'offre			TOTAL
Priorisation SRU	**Commune LLS 2026**	**Maître d'Ouvrage**	**adresse**	**Commentaires**	***PLAI***	***PLUS***	***PLS***	***PSLA***	**TOTAL**	***PLAI***	***PLUS***	**TOTAL**	
1	HABSHEIM	NEOLIA	124 rue du Général de Gaulle			1	1		**2**	2		**2**	**4**
1	HABSHEIM	DOMIAL	rue de la Rampe			14	8		**22**	10		**10**	**32**
1	HABSHEIM	M2A HABITAT	rue de la Hardt			7	4		**11**	7		**7**	**18**
2	BOLLWILLER	BATIGERE	13 rue Saint-Jean	*Vefa du promoteur 3B*			17		**17**	15	22	**37**	**54**
2	SAUSHEIM	3F GE	rue de l'Ecole	*promoteur BT Promotion*					**0**	3	5	**8**	**8**
3	KINGERSHEIM	M2A HABITAT	2-4 rue de Honfleur			3	4		**7**	4		**4**	**11**
3	RICHWILLER	M2A HABITAT	rue Schabis	*Agréments ANRU déjà attribués*			*8*		**8**				**8**
3	RIEDISHEIM	M2A HABITAT	rue de Zimmersheim	*Agréments ANRU déjà attribués*			*3*		**3**				**3**
3	RIXHEIM	DOMIAL	rue des Sangliers	*report de l'année 2025*	1	4	8		**13**	3		**3**	**16**
3	RIXHEIM	NEOLIA	rue de Mulhouse	*dont 1 PLAI adapté*		6	4		**10**	3	6	**9**	**19**
4	UNGERSHEIM	NEOLIA	rue Saint Michel		4	6	2		**12**			**0**	**12**
5	MULHOUSE	HABITAT ET HUMANISME	118 rue de Bâle		1				**1**			**0**	**1**
5	WITTENHEIM	SOMCO	110 rue d'Ensisheim				3		**3**			**0**	**3**
5	WITTELSHEIM	3F GE	rue de Vierzon	*promoteur Clever Home*			2		**2**	5	7	**12**	**14**
5	WITTELSHEIM	HHA - ATHIS	rue Simone Veil					8	**8**			**0**	**8**
					6	**41**	**64**	**8**	**119**	**52**	**40**	**92**	**211**

Opérations validées par les communes, à traiter en cas de mobilisation des réserves régionales et nationales					***PLAI***	***PLUS***	***PLS***	***PSLA***	**TOTAL**
5	WITTELSHEIM	3F GE	rue Charles Sauter	*promoteur Axis Habitat*	5	6	3		**14**
5	WITTENHEIM	NEOLIA	rue Albert Schweitzer	*projet de résidence séniors*	6	12	10		**28**
5	MULHOUSE	SOMCO	2 rue de Saint-Nazaire	*Acquisition-Amélioration*		1			**1**
6	REININGUE	M2A HABITAT	rue de Mulhouse	*opération en report*	5	4	2		**11**
				TOTAL	**16**	**23**	**15**	**0**	**54**

Opérations en attente de validation par les communes									
	Commune LLS 2026	**Maître d'Ouvrage**	**adresse**	**Commentaires**	***PLAI***	***PLUS***	***PLS***	***PSLA***	**TOTAL**
2	SAUSHEIM	M2A HABITAT	18 Grand Rue		4	3	4		**11**
3	RIEDISHEIM	VILOGIA	rue des Bosquets		4	6	4		**14**
5	LUTTERBACH	DOMIAL	rives de la Doller		5	9			**14**
5	LUTTERBACH	HHA - ATHIS	Zac de la Rive de la Doller					21	**21**
5	WITTENHEIM	M2A HABITAT	rue Paul Eluard		1	3			**4**
5	ILLZACH	M2A HABITAT	rue de Sausheim	*Répartition inconnue*					**32**
5	WITTELSHEIM	CDC HABITAT	Lotissement Kappelmatten		10	10	9		**29**
5	WITTELSHEIM	VILOGIA	Lotissement Kirchmatten		7	7	6		**20**
5	WITTELSHEIM	HABITAT ET HUMANISME	Lotissement Kirchmatten	*Dont 8 PLAI adaptés !*	19		9		**28**
5	MULHOUSE	HHA	4-12 Passage Paul Heinrich		15	10			**25**
5	MULHOUSE	NEOLIA	rue Honoré de Balzac					15	**15**
6	REININGUE	HHA	6 rue Georges Alter	*AA*	3	3	2		**8**
				TOTAL	**68**	**51**	**34**	**36**	**221**

Opérations en attente de validation par la commune ET soumise à dérogation					
	Commune LLS 2026	**Maître d'Ouvrage**	**adresse**	**Commentaires**	***PLAI - structure***
5	MULHOUSE	ALEOS	Résidence Sociale "Les Cigognes"	*Restructuration lourde*	***89***

Annexe 4 : adaptations locales des modalités de calcul des loyers et redevances maximales applicables au logement locatif social

Ensemble plafonné à 15 %

I. Localisation

1. Opérations réalisées dans les zones suivantes : (construction neuve + acquisition-amélioration)

Communes de Morschwiller-le-Bas, Habsheim et Brunstatt-Didenheim	**12%**
Communes de plus de 3 500 habitants avec objectif de rattrapage : Bollwiller, Kingersheim, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim	**8%**
Communes SRU sans objectif de rattrapage : Illzach, Lutterbach, Mulhouse, Pfastatt, Staffelfelden, Wittenheim, Wittelsheim	**4%**
Communes de moins de 3500 habitants mais pouvant être soumises à la loi SRU selon l'évolution de la population dans les prochaines années : Baldersheim, Pulversheim, Ruelisheim, Ungersheim, Zillisheim	**6%**
Communes non SRU: Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bruebach, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Reiningue, Steinbrunn le Bas et Zimmersheim	**2%**

2. Opérations réalisées dans le périmètre de monuments historiques ou en site patrimonial remarquable ……**5%**

II. Qualités thermiques

a) Construction neuve

Réduction de la consommation d'énergie non-renouvelable Cep,nr d'au moins 10% par rapport à la RE2020	**2%**
Pour les logements collectifs : système de chauffage performant utilisant des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque pour la production d'énergie, poêles à pellets ou granulés, géothermie, biomasse)	**2%**
Raccordement au réseau de chaleur urbain de m2A à chaleur fatale ou géothermie ou biomasse	**5%**

b) Acquisition-amélioration

Pour les logements individuels et collectifs : système de chauffage performant utilisant des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque pour la production d'énergie, poêles à pellets ou granulés, géothermie, biomasse)	**2%**
Raccordement au réseau de chaleur urbain de m2A à chaleur fatale ou géothermie ou biomasse	**5%**
Atteinte d'un niveau BBC rénovation – 1ere étape : Par l'obtention d'un label ou d'une certification Ou par la fourniture de l'étude thermique TH-C-E-ex	**2%**
Atteinte d'un niveau BBC rénovation : Par l'obtention d'un label ou d'une certification Ou par la fourniture de l'étude thermique TH-C-E-ex et du test de perméabilité à l'air du bâtiment après travaux	**7%**

c) Adaptation aux épisodes de fortes chaleurs

Espaces verts collectifs dédiés aux locataires, entre 5 et 10m² par logement	**1%**
Espaces verts collectifs dédiés aux locataires, au moins 10m² par logement	**2%**
DH (degrés heures) < 350°C.h	**1%**
Pour les logements collectifs, appartements traversants ou à double orientation, pour l'ensemble des logements de l'opération	**2%**

<u>Services complémentaires</u>

1. Ascenseurs non obligatoire (au prorata des logements desservis).....**5%**

si sous-sol desservi : **6%**

2. Habitat individuel.....**5%**

3. Locaux Collectifs Résidentiels (LCR)% de majoration =

$$\frac{\mathbf{0.77 \times SLCR}}{\mathbf{CS \times SU}}$$

CS : coefficient de structure (*)
SU : surface utile
SLCR : surface des locaux collectifs résidentiels

4. Construction de logements collectifs
(nombre de logements figurant sur le permis de construire)
- jusqu'à 10 logements compris **6%**
- de 11 à 25 logements compris **4%**

(*) Le coefficient de structure (CS) est calculé selon la formule:
CS = 0,77 x [1 + (nombre de logements x 20 m² / surface utile totale de l'opération]

Lorsque l'opération comporte des surfaces annexes entrant dans le calcul de la surface utile, le loyer maximal au m² de surface utile fixé dans la convention APL est plafonné de telle sorte que le produit locatif maximum (égal au produit de la surface utile par le loyer maximal au m² conventionné) ne dépasse pas pour les opérations PLUS et PLAI le niveau qui aurait été le sien en l'absence de toute surface annexe et de toute majoration appliquée au loyer maximal de base mensuel (CS X LM zone) de plus de 20% ou, dans le cas des immeubles avec ascenseur, de plus de 25%. Pour les opérations PLS, le loyer maximal au m² de surface utile fixé dans la convention APL est plafonné de telle sorte que le produit locatif maximum ne dépasse pas de plus de 18% le niveau qui aurait été le sien en l'absence de toute surface annexe.

M. LE PRÉSIDENT : Toujours Vincent, cette fois-ci sur les aides à la pierre.

M. HAGENBACH : Tout à fait Président, c'est le bilan annuel que vous attendez toutes et tous avec impatience non cachée : le bilan de 2025 et les objectifs 2026. Je vous rappelle que nous sommes délégataires des aides à la pierre de type 3, c'est-à-dire que nous avons la totalité de la gestion des aides à la pierre. Là, on parle du logement social. Les organismes sociaux poursuivent la réhabilitation thermique de leur parc énergivore qui est classé en E, F et G. C'est ainsi 166 logements sociaux qui ont été financés sur les fonds propres de m2A pour un montant de 249 000 euros soit 1 500 euros par logement. Ceci donne également lieu à l'aide d'une subvention de l'Etat pour un montant de plus de 1 600 000 euros. Bien évidemment, l'objectif est d'apporter une décarbonation supplémentaire du parc locatif social, comme je le dis souvent, ce n'est pas celui qui m'inquiète le plus parce que celui-ci on sait qu'il avance. Ensuite, en termes de programmation de logements sociaux, m2A a le pouvoir d'attribuer les agréments de logements sociaux aux organismes HLM. Je vous rappelle qu'en 2022, nous avions mis en place une charte validant le fait qu'une commune et un bailleur ne peuvent travailler qu'en commun. On ne peut pas avoir aujourd'hui de de dépôt de demande d'agrément par un bailleur ou par une commune sans une signature commune entre les deux, bailleur et commune. Les agréments PLAI et PLUS, c'est le niveau de financement. Le PLAI étant le logement social qui est destiné aux personnes les plus modestes, le PLUS est pour les personnes intermédiaires et le PLS pour les personnes ayant un niveau un petit peu au-dessus, ce sont les trois catégories de logements sociaux. Les agréments PLAI et PLUS ont été affectés prioritairement aux opérations financées dans le cadre de l'ANRU, ce qu'on appelle la reconstitution de l'offre, à savoir 393 logements ont été agréés au terme de cette reconstitution, soit 222 PLAI et 171 PLUS. Je rappelle que, dans le cadre de la reconstitution de l'offre ANRU, il n'y a pas de financement de PLS. 219 autres logements ont été agréés en droit commun : 21 PLAI, 18 PLUS et là 180 PLS afin de permettre un équilibre financier aux bailleurs sociaux dans les opérations qu'ils sont amenés à réaliser. Je vous rappelle, pour information, que lorsque l'Etat met 8 000 euros sur les PLAI, l'Agglomération met, sur les fonds propres, 2 500 euros, dans le cadre de son aide à la construction de logements sociaux. Et je vous rappelle également que, dans le PLH, sont inscrits uniquement 280 logements par an. On voit bien qu'en 2025, nous étions largement au-dessus des montants des logements prévus, ce qui a permis également un financement de l'Etat, en 2025, à hauteur de 168 000 euros pour les opérations relevant du FNAP et 52 500 euros sur les fonds propres de m2A. Pour l'année 2026, la priorité reste donnée aux opérations ANRU qu'il faut qu'on termine ainsi qu'aux PLS qui sont liés à des opérations de reconstitution de l'offre, ce qui permet d'avoir un équilibre et une mixité sociale quoi qu'il en soit. Les besoins exprimés par les bailleurs sociaux en 2026 sont nettement supérieurs aux dotations notifiées par le CRHH, ce qui nous pose un réel problème puisque ces besoins ne pourront pas être entièrement satisfaits sauf en cas de redéploiement de crédits de l'Etat. En raison des contraintes relatives à la loi SRU, Solidarité et Renouvellement Urbain, qui oblige les communes de plus de 3 500 habitants du territoire à atteindre 20% de logements sociaux, nous sommes obligés, avec les services, de réaliser une priorisation dans les attributions afin de réduire la tension observée sur l'ensemble des produits, on parle de PLAI, de PLUS et de PLS. La programmation de logements en droit commun en 2026, à l'heure actuelle, s'établit à 137 logements : 19 PLAI, 41 PLUS et 77 PLS. À cela, il faudra rajouter 100 agréments en reconstitution de l'offre. Voilà ce que j'avais à vous dire pour le moment. En fait, on aura peut-être

une enveloppe complémentaire qui sera amenée d'ici à la fin de l'année, à partir du moment où les autres territoires du Grand Est n'auront pas le besoin que nous avons. Il y a une répartition qui se fait par territoire, donc nous attendons d'ici au mois de septembre de voir si nous obtiendrons plus d'agréments que ce que nous avons aujourd'hui, parce que nous en aurions besoin.

M. LE PRÉSIDENT : C'est toute la cohérence qu'on demande aussi dans cette politique-là. Concernant l'approbation du bilan 2025 des aides à la pierre : des questions ? Il n'y a pas de question. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 83 + 9 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Loïc RICHARD.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

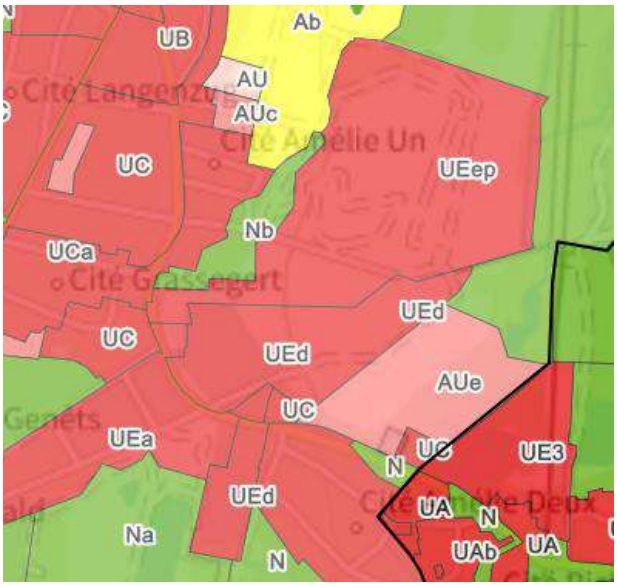
M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

69° MODIFICATION DU PLU DE LA VILLE DE WITTELSHEIM : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET DÉFINITION DES MODALITÉS DE CONCERTATION (2026/162C/2.1.2)

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Wittelsheim a été approuvé par délibération de son Conseil Municipal le 4 octobre 2004. Depuis il a fait l'objet de plusieurs évolutions dont la dernière a été approuvée le 24 juin 2024.

Afin de favoriser le recyclage de l'ancien carreau minier et de maximiser les chances de réaffectation à des activités économiques, Mulhouse Alsace Agglomération, en collaboration avec la commune, souhaite désormais faire évoluer son document d'urbanisme sur le secteur du carreau Amélie pour notamment :

- élargir les possibilités d'implantation économique aux entrepôts dans le sous-secteur UEd situé au nord de la RD 19I (futur secteur UEd1) ; ces derniers sont aujourd'hui autorisés mais en complément d'une activité principale autre ;
- faire relever le sous-secteur AUe (partie Sud-Est de l'ancien carreau) du règlement du futur secteur UEd1 voisin (cf plan ci-dessous).



Ces modifications permettront d'accueillir un panel d'activités économiques élargi et de mobiliser des friches minières. L'objectif de m2A sera en parallèle d'éviter d'urbaniser la partie la plus à l'Est du secteur AUe (au-delà de ligne 63 kV) en favorisant ainsi l'évitement des parties boisées du secteur.
Les surfaces rendues ainsi disponibles permettront à m2A et à la commune d'accueillir de nouveaux emplois.

Conformément aux dispositions de l'article R 104-33 du code de l'urbanisme, dans la mesure où les modifications projetées étant susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement, il est proposé au Conseil d'Agglomération de réaliser une évaluation environnementale.

MODALITES DE LA CONCERTATION PREALABLE

Conformément aux dispositions de l'article L103-2 b) du Code de l'urbanisme, la modification du PLU doit faire l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale. Tel étant précisément le cas en l'espèce, il y a lieu de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation.

La concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet de modification du PLU et permettra aux habitants, aux associations locales et à toute personne concernée de disposer des informations sur les évolutions projetées et de recueillir leurs observations, contributions et avis.

Les objectifs poursuivis par Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre de cette concertation seront notamment de permettre au public de :

- disposer d'une information « accessible » sur le projet et les évolutions projetées pendant toute la durée de la procédure ;
- s'approprier le projet ;
- s'exprimer, de contribuer et de recueillir ses observations, contributions et avis.

Pour ce faire, l'information du public sera assurée par divers supports et moyens de communication. Ainsi, un dossier de concertation présentant les pièces des évolutions envisagées sera mis à disposition du public durant toute la durée de la concertation à la Mairie de Wittelsheim, située 2, rue d'Ensisheim 68310 Wittelsheim aux jours et heures d'ouverture habituels au public. Il sera également consultable sur le site internet de m2A (https://www.m2a.fr) et de la Ville de Wittelsheim (https://mairie-wittelsheim.fr/)

Ce dossier de concertation sera mis à jour au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Par ailleurs le public pourra tout au long de la concertation, formuler ses observations et propositions :

- sur le registre ouvert à cet effet à la Mairie de Wittelsheim, située 2, rue d'Ensisheim 68310 Wittelsheim, aux jours et heures habituels d'ouverture au public
- par courrier électronique à l'adresse suivante : plu.m2a@m2a.fr

À l'issue de la concertation, un bilan sera présenté au Conseil d'Agglomération qui en délibèrera et l'arrêtera. Il sera joint au dossier qui sera soumis à participation du public par voie électronique.

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants, L103-2, L103-3, L104-3, R104-12, R104-33 et suivants

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 et maintenu par délibération du Conseil d'Agglomération du 27 janvier 2025

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Wittelsheim en vigueur

VU l'arrêté n°2026/40 en date du 14 avril 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Frédéric GUTHMANN, Vice-Président dans le domaine de l'urbanisme

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide conformément aux dispositions de l'article R104-33 du Code de l'urbanisme de réaliser une évaluation environnementale du projet de modification du PLU de Wittelsheim eu égard aux incidences notables sur l'environnement qu'il est susceptible d'avoir,
- approuve les objectifs et les modalités de la concertation préalable du projet de modification du PLU de Wittelsheim telles qu'exposés dans la présente délibération,
- autorise le Président de m2A ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. LE PRÉSIDENT : On passe à l'urbanisme, sur une modification de PLU, il s'agit de Wittelsheim.

M. NEUMANN : Oui, il s'agit de modifier le PLU de la ville de Wittelsheim, avec une évaluation environnementale, et définir les modalités de la concertation préalable. Il s'agit d'élargir les possibilités d'implantations économiques dans le secteur UED situé au nord de la RD191, futur secteur UcarreauED1. Ces dernières sont aujourd'hui autorisées mais en complément d'une activité principale autre. Également faire relever le sous-secteur AUE, partie sud-est de l'ancien minier du règlement du futur secteur UED1 voisin. En résumé, c'est surtout pour permettre des implantations économiques sur ces terrains. Comme la modification entraîne une évaluation environnementale, nous devons également mettre en place une concertation préalable qui vise à informer les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées sur ce dossier. La concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet de modification du PLU, et se déroulera de mi-juillet à mi-septembre, avec des informations qui seront disponibles à la mairie de Wittelsheim ainsi que sur le site internet de m2A. À l'issue de la concertation, un bilan sera présenté au Conseil d'Agglomération qui devra délibérer et l'arrêter. Ensuite, il sera joint au dossier qui sera soumis à participation du public par voie électronique lors de l'approbation de cette modification du PLU de Wittelsheim.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rémy. Des questions ? M. SIMEONI.

M. SIMEONI : C'est plus une remarque qu'une question, Monsieur le Président. Franchement, il y avait 2 410 pages dans la liasse qui nous a été envoyée mardi dernier, et j'avoue que je ne pourrai dire ni oui ni non à la proposition qui est faite par Rémy, tout simplement parce que je ne maitrise rien du tout, et donc je m'abstiendrai. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : C'est noté, merci beaucoup. Sinon, est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ? Il y'en a une.

Pour : 83 + 9 procurations.
Abstention (1) : Joseph SIMEONI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

70° <u>PROGRAMME PARTENARIAL 2026 DE L'AGENCE DE LA FABRIQUE URBAINE TERRITORIALE SUD-ALSACE</u> (2026/163C/7.5.6)

Par délibération du 2 février 2026, le Conseil d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a autorisé le versement d'une avance de 50% de la subvention à l'AFUT Sud Alsace (Agence de la Fabrique Urbaine et Territoriale) dans l'attente de la finalisation du programme partenarial 2026.

L'aménagement durable et équilibré de son territoire constitue un des objectifs majeurs de Mulhouse Alsace Agglomération. À ce titre, Mulhouse Alsace Agglomération est, avec l'Etat et la Région Grand Est, un des principaux partenaires de l'AFUT Sud-Alsace et très largement le premier financeur de

l'agence même si le nombre de financeurs de cette dernière s'est récemment largement élargi à l'ensemble de notre bassin de vie.

Celle-ci remplit quatre types de fonctions :

- la réalisation d'études thématiques en amont, notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat, des mobilités et du développement économique ;
- la production de documents de planification en matière d'habitat et d'urbanisme ;
- le suivi de politiques publiques et l'appui technique aux collectivités membres ;
- le fonctionnement d'un centre de ressources documentaires.

Ces missions se structurent en quatre axes :

- planification et programmation ;
- prospective et innovation ;
- production de connaissances et partage des observations ;
- animation et partenariat.

Pour ce qui concerne Mulhouse Alsace Agglomération, le programme partenarial 2026 portera prioritairement sur les actions suivantes :

1 – **PLANIFICATION ET PROGRAMMATION** :

- **SCOT Région Mulhousienne :** appui à l'élaboration du dossier de modification
- **PLUI m2A : Volet patrimoine :** Appui thématique sur le volet patrimoine
- **Elaboration du Plan de Mobilités (PdM)** : appui à l'élaboration : diagnostic et enjeux
- **Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) :** Appui à l'élaboration et analyse de la demande en logement social
- **Révision du PLH –** Pour 2026 : bilan du PLH 2020/2026 ; Diagnostic logement locatif intermédiaire (LLI), migrations résidentielles, logements vacants, Habitat indigne
  Appui à l'élaboration du document d'orientations
- **Plan Climat Air Energie –** appui au bilan

2 – **PROSPECTIVE ET INNOVATION :**

- **Aménagement : Mulhouse-Mertzau** : projet urbain.
  plan-guide de composition urbain
- **Economie : Secteur Illzach-Ile Napoléon :** enjeux de requalification de la ZAE état des lieux, enjeux, perspectives
- **Aménagement – Transports :** Extension nord du Transport en Commun en Site Propre (TCSP), Analyse d'opportunités et aide à la décision du mode de transport.
- **Economie : évolutions économiques passées et perspectives :** appui à la priorisation par le repérage des opportunités / menaces
- **Economie : Filière des métiers de santé :** praticiens aujourd'hui et demain, fidélisation des acteurs de santé

- **Besoins en équipement périscolaire :** état quantitatif et géolocalisé du parc, analyse des effectifs, évolutions à prévoir
- **Prospective accueil Petite Enfance :** état quantitatif et géolocalisé des modes de garde, perspectives démographiques, adéquation offre
- **Environnement :** Focus « compenser » de ERC et réalisation de l'Atlas (volet milieu naturel) création d'un atlas des mesures compensatoires de la séquence « Eviter, Réduire, Compenser »
- **Environnement :** Mesures compensatoires agricoles : décryptage et enjeux
- **Environnement :** Infrastructures douces et naturelles : réseau intercommunal support de biodiversité, gestion de l'eau
- **Environnement :** charte de l'arbre : réflexion sur une politique intercommunale de l'arbre

3 – **OBSERVATOIRE :**

- **Emploi : Sud-Alsace :** le marché du travail
  Suivi statistique de l'emploi et des entreprises
- **Mobilités :** Poursuite des actions en matière de Schéma Directeur des mobilités
- **Habitat : Observatoire de l'habitat et du foncier de la Région Mulhousienne :** compilation et mise en perspective des données de l'observatoire
  - **Observatoire des loyers** (Volet local de l'observatoire départemental).
  - **Logements neufs :** volume et prix des programmes résidentiels neufs
  - **Observatoire Territoriale du Logement Etudiant (OTLE)**: Participation aux CoPil et expertises ponctuelles (volet Sud-Alsace).
- **Habitat :** comportements et capacités d'achats résidentiels dans les parcours de mobilité résidentielle
- **Rapport égalité hommes/femmes :** cartographie des acteurs, des actions et des publics

Le programme reste donc, comme de coutume, fortement marqué par l'importance des études sur les thématiques urbanisme, habitat, environnement, transports et développement économique.

La vocation de l'Agence est par ailleurs d'avoir un regard prospectif et pédagogique sur les mutations en cours sur le territoire.

La convention entre la Communauté d'Agglomération et l'AFUT signée conformément à la délibération adoptée le 2 février 2026 prévoit le versement du solde soit 50% de la subvention annuelle de 713.000 € inscrite au BP 2026 après finalisation du programme partenarial.

Les crédits nécessaires au versement de la subvention, sont inscrits au BP 2026.

Dépenses de fonctionnement : 707.000 € Ligne de crédit 645 Compte 65748 Dépenses d'investissement : 6.000 € Ligne de crédit 16642 Compte 20421

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement du solde de la subvention soit 356 500 €, au titre de l'année 2026, à l'Agence de la Fabrique Urbaine et Territoriale,
- autorise son Président ou son représentant à signer l'avenant à la convention 2026 entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'AFUT, ainsi que toutes les pièces contractuelles nécessaires.

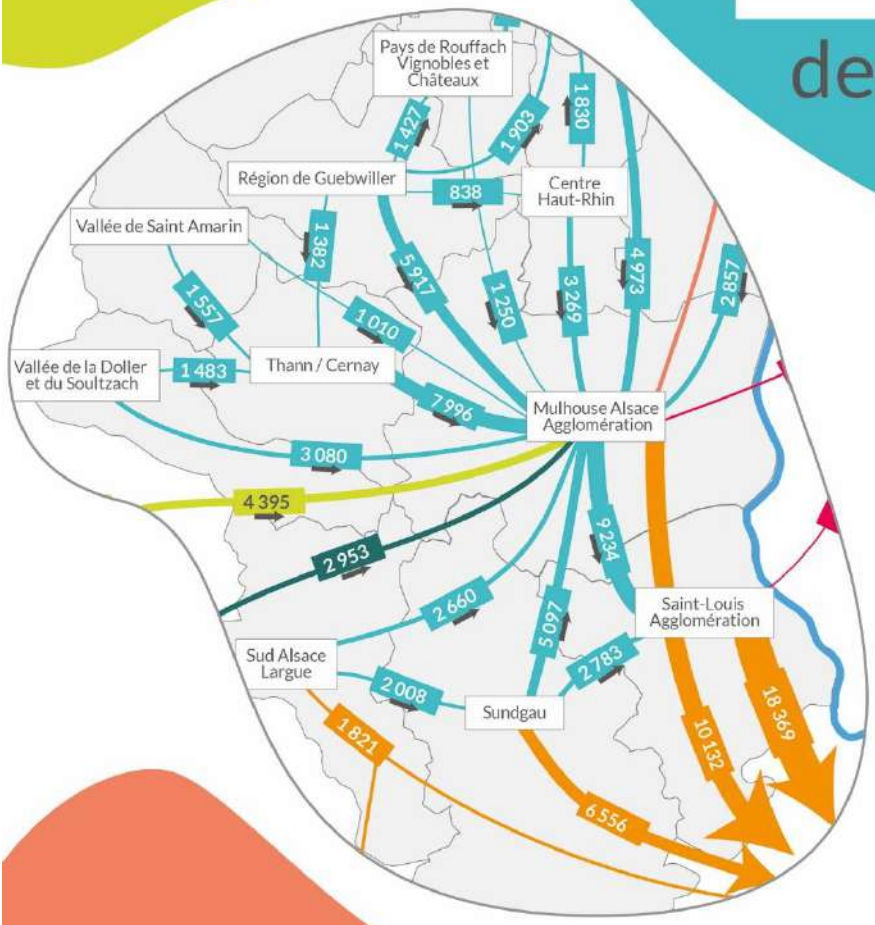
PJ : (2)

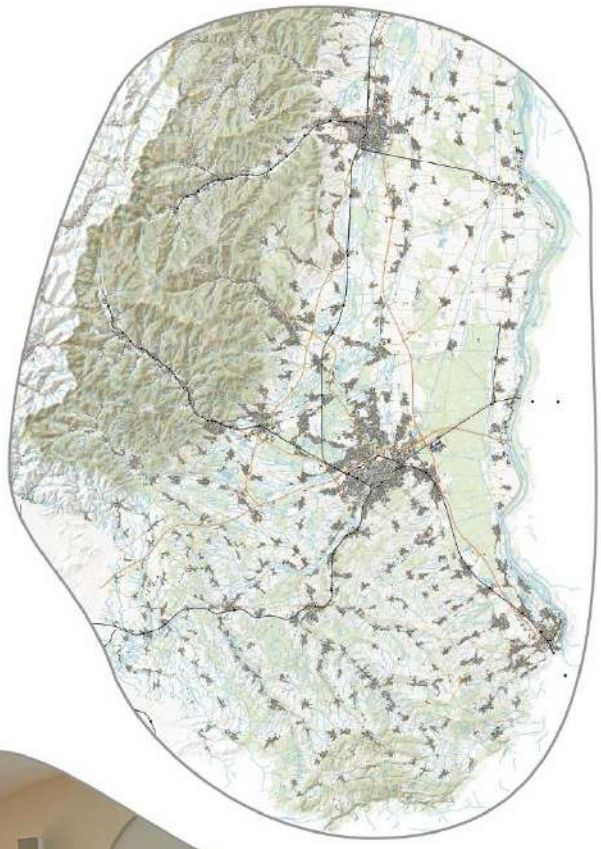
- liste d'actions du programme partenarial 2026
- projet d'avenant à la convention

Afut
agence de fabrique urbaine et territoriale
SUD-ALSACE

PROGRAMME PARTENARIAL 2026

de l'Afut Sud-Alsace





Adopté par le Conseil d'Administration
(en date du 9 mars 2026)

Thèmes	Axe 1_Planification & Programmation	Publi	Tps	CP
Planif	**Région Mulhousienne : Modification du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** Appui à l'élaboration du dossier de modification	Non	ND	SB
Planif	**Rhin Vignoble Grand Ballon : Révision du SCoT** Appui 2025 à 2028 en partenariat avec Adauhr et BE environnement	Non	Pluri	CC
Planif	**Sundgau : Révision du SCoT** Appui 2025 à 2028 en partenariat avec BE environnement	Non	Pluri	CB
Planif	**Thur Doller : Révision du SCoT** Appui 2025 à 2028 en partenariat avec Adauhr et BE environnement	Non	Pluri	CC
Planif_fonc	**Région Mulhousienne : Elaboration du PLUi / Volet patrimoine** Appui thématique patrimoine : Retours expériences et note d'enjeux ; Propositions réglementaires Mulhouse	Oui	T2	TS
Planif	**Région Mulhousienne : Révision du PLU de Pulversheim** Finalisation du dossier avant approbation	Non	T1	CB
Mob_Ene	**Région de Guebwiller : Elaboration du Plan de Mobilité Simplifié (PdMS)** Appui à l'élaboration du PDMS (mission 2025-26)	Non	S2	SD
Mob_Ene	**Sud Alsace Largue : Elaboration du Plan de Mobilité Simplifié (PdMS)** Appui à l'élaboration du PDMS	Non	Pluri	SB
Mob_Ene	**Région mulhousienne : Elaboration du Plan de Mobilités (PdM)** Appui à l'élaboration dont en 2026 : Diagnostic et enjeux	Non	S2	SD
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Renouvellement de la Convention Intercommunale des Attributions (CIA)** Appui à son élaboration dont pédagogie et analyse de la demande en logement social	Oui	S2	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Révision du Programme Local de l'Habitat (PLH) incluant les missions :**			
	Bilan du PLH 2020-2026	Non	T2	JK
	Diagnostic	Non	S2	JK
	Livret thématique n°1 : **Logement locatif intermédiaire** (LLI)	Oui	S1	JK
	Livret thématique n°2 : **Migrations résidentielles**	Oui	S1	KA
	Livret thématique n°3 : **Logements vacants**	Oui	S1	JK
	Livret thématique n°4 : **Habitat indigne**	Oui	S1	JK
	Appui à l'élaboration du **document d'orientations**	Non	S2	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : bilan et renouvellement de la Convention Territoriale Globale (CTG)** Expertises et appuis ponctuels	Non	S1 S2	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Contrat de ville** Appui à la mise à jour : actualisation et analyse d'indicateurs de contexte socio-démographique	Non	S1	DT
Soc_Hab	**Région de Guebwiller : Elaboration Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et du PPGDID** Appui à l'élaboration (mission 2025-26)	Non	S1	JK
Envt_Pays	**Région Mulhousienne : Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)** Appui au bilan	Non	S1	MY
Envt_Pays	**Région mulhousienne : Elaboration du plan intercommunal de sauvegarde (PICS)** Expertises (relecture transversale)	Non	S1 S2	MY
Envt_Pays	**Sud Alsace Largue : Elaboration du plan intercommunal de sauvegarde (PICS)** Appui à l'élaboration : Diagnostic, enjeux de vulnérabilités	Non	S1 S2	MY

Légende des tableaux

Thématiques dominantes
Planif => Planification territoriale
Amgt_Fonc => Projet U & Aménagement urbain & Foncier
Eco_Coop => Economie & Coopération
Mob_Ene => Transport & Mobilités & Energie
Soc_Hab => Cohésion sociale
Envt_Pays => Environnement & Paysage
Pluri =>Pluridisciplinaire/Transversal

Réseau professionnel
7'Est : Réseau des 7 Agences urbanisme du Grand Est

***Astérisque indiqué suite à l'intitulé de la mission**
= Mission conditionnelle (menée si disponibilité de la ressource temps et/ou partenariale assurée)

Pub / Publication web:
OUI = Livrable prévu (Ouvrage, livret, note ...) et mis en ligne sur le site Web de l'Agence (en open data)
NON = Livrable partiel OU non prévu en 2026 OU inseré sous édition partenariale interne (dans un cadre réglementaire type SCoT, PdMS...) et non en ligne sur le site Web de l'Agence (en open data)

Tps / Achèvement prévisionnel :
T1 Trimestre 1 / **T2** Trimestre 1 / **S1** Semestre 1 / **S2** Semestre 2 / **Pluri** 2027 ou après

CP / Chef.fe de projet :
AL Anne Lichtlé/ **CB** Christelle Barlier / **CCW** Cécile Califano-Walch / **DT** Didier Taverne / **EK** Emma Kolodziej / **JK** Jennifer Keith / **KA** Klervi Anthoine / **MY** Mohamed Yagoub / **SD** Stéphane Dreyer / **TS** tristan Siebert /**SB** Simon Buchmann / **VB** Viviane Bégoc
nd : Non encore déterminé ou Multiple

Thèmes	Axe 2_Prospective & Innovation	Publi	Tps	CP
Amgt_Fonc	**Mulhouse Mertzau : Projet urbain** Plan-guide de composition urbaine	Oui	S1 S2	CB
Amgt_Fonc	**Illzach Ile Napoléon : quelle requalification pour la ZAE communautaire ?** Etat des lieux, enjeux, perspectives , retours d'expériences	Oui	S1 S2	TS
Amgt_Fonc	**Région mulhousienne : Extension nord du Transport en Commun en Site Propre (TCSP)** Analyse d'opportunités (urbanisme, paysage, eaux urbaines...) en tant qu'aide à la décision du mode de transport	Oui	S1	CB
Amgt_Fonc	**Sud-Alsace : les enjeux de l'accessibilité terrestre de l'EAP** Portrait socio-éco, offre TC disponible & enjeux / retours d'expériences	Oui	S1 S2	SB
Amgt_Fonc	**Sundgau : Développement d'une nouvelle offre de foncier économique** * Analyse des besoins en foncier économique, intérêts d'une nouvelle zone à Carspach	Oui	S1 S2	SB
Amgt_Fonc	**Kingersheim : Projet urbain du centre-ville** Plan-guide : espaces publics, stratégie foncière et cohésion urbaine ?	Oui	S1	CB
Eco_Coop	**Région mulhousienne : Evolutions économiques passées et perspectives** Appui à la priorisation des actions de dév. Éco. par le repérage des opportunités/menaces (dont enjeux numériques)	Oui	S1	DT
Eco_Coop	**Région Mulhousienne : Filière des métiers de la Santé** Praticiens aujourd'hui et demain, fidélisation des acteurs de la santé ...	Oui	S2	DT
Mob_Ene	**Sud-Alsace : Système Express Régional Métropolitain (SERM)** Expertises ponctuelles des projets, lien avec le COM (Contrat Opérationnel des Mobilités)	Non	S1 S2	SD
Amgt_Mob	**Ottmarsheim : Schéma des mobilités douces** Plan-guide des mobilités	Oui	S1	CC
Amgt_Mob	**Doller et Soultzbach : Schéma des itinéraires cyclables** Schéma directeur intercommunale des itinéraires vélos	Oui	S1	SB
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Création d'une Maison de l'habitat** Appui à la définition des besoins par une analyse des expériences d'autres territoires en France	Oui	S2	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Création d'un service public de la rénovation (SPR)** Accompagnement par une analyse des expériences d'autres territoires français (dont modalités d'organisation)	Oui	S2	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Besoins en équipements périscolaires communautaires** Etat quantitatif et géolocalisé du parc, Analyse des effectifs, évolutions à prévoir (mission 2025-27)	Oui	S1	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Prospective accueil petite enfance** Etat quantitatif et géolocalisé des modes de garde , perspectives démo., adéquation offre/demande (mission 2025-27)	Oui	S1	JK
Soc_Hab	**Grand Est : Accompagnement PRSE focus Urbanisme favorable à la santé (UFS)** 7'Est Acculturation UFS, appui au CLS	Oui	S1 S2	MY
Envt_Fonc	**Région Mulhousienne : Focus "Compenser" de ERC et réalisation de l'Atlas (Volet Milieu naturel)** Création d'un Atlas des mesures compensatoires de la séquence Eviter Réduire Compenser (ERC)	Oui	S2	MY
Envt_Fonc	**Région Mulhousienne : Mesures compensatoires agricoles** Note de décryptage et d'enjeux	Oui	T4	MY
Envt_Fonc	**le Sud-Alsace et la connaissance de risque : Panorama et zooms thématiques** (Grand cycle de l'eau) Acculturation et partage des enjeux. Focus risques Région mulhousienne : inondation & ressources en eau (qualité, quantité)	Oui	S2	MY
Envt_Pays	**Région Mulhousienne : Infrastructures Douces et Naturelles** * Réseau intercommunal support de biodiversité, gestion de l'eau, loisirs.... : volet diagnostic (état des lieux, projets)	Oui	S2	CC
Envt_Pays	**Région Mulhousienne : Charte de l'arbre** Réflexion sur une politique intercommunale de l'arbre, en association avec les services espaces verts du territoire	Oui	S2	CC
Pluri	**La ville à hauteur d'enfant** Problématique, retour d'expériences, enjeux d'égalité des genres et d'aménagement, pistes d'actions	Oui	S1	TS

Thèmes	Axe 3_Observatoire	Publi	Tps	CP
Eco_Coop	**Sud-Alsace : Marché du travail** Suivi statistique de l'emploi et des entreprises	Oui	S1 S2	DT
Eco_Coop	**Sud-Alsace : Territoire d'industrie** Diagnostic et enjeux	Oui	S1	DT
Eco_Coop	**Sud-Alsace : Quels apports de l'ESS ?** Etat des lieux, enjeux, perspectives	Oui	S2	DT
Eco_Coop	**Région Grand Est : Analyse comparative des modes de fonctionnement des territoires frontaliers** * 7'Est Analyse de leur fonctionnement, repérage des problématiques communes / perspectives de politiques publiques globales ou spécifiques	Oui	S2	DT
Eco_Coop	**Mulhouse : Quartier Fonderie à Mulhouse** Suivi du projet urbain et économique	Oui	S1	TS
Mob_Ene	**Alsace : Enquête ménages-déplacements EMC2** Exploitation standard des résultats de l'enquête (volet Haut-Rhin) et appui agglomération Colmar	Oui	S1 S2	SD
Mob_Ene	**Sud-Alsace : Schéma Directeurs des mobilités 68** Contribution à sa mise en œuvre (expertises)	Non	S1 S2	SD
Soc_Hab	**Région mulhousienne : Observatoire du foncier et de l'Habitat (OFH) incluant les missions :**			
	Synthèse : Compilation et mise en perpectives des données de l'observatoire	Oui	T4	KA
	Loyers : Volet local de l'observatoire départemental des loyers	Oui	S1	JK
	Logements neufs : Volume et prix des programmes résidentiels neufs (données 2025 "Adéquation")	Oui	T1	JK
	Logement Etudiant : Expertises locales et suivi de l'Observatoire Territoriale du Logement Etudiant (OTL) Alsace	Oui	S1 S2	JK
Soc_Hab	**Région mulhousienne : Quels parcours résidentiels ?** Comportements et capacités d'achats résidentiels dans les parcours de mobilité résidentielle	Oui	S2	JK
Soc_Hab	**Région Mulhousienne : Rapport égalité homme-femme** * Cartographie des acteurs, des actions et des publics	Oui	S2	DT
Soc_Hab	**Mulhouse : Analyse des Besoins Sociaux (ABS)** * Appui à l'Analyse	Oui	S2	KA
Envt_Pays	**Région Mulhousienne : Réseau des 18 déchetteries** Etats des lieux, données de fréquentation et perspectives d'évolution du réseau	Oui	S2	MY
Pluri	**Région de Guebwiller : Portrait territorial** Les caractéristiques territoriales : mises à jour des données et synthèse éclairée	Oui	S1	SB

Thèmes	Axe 4_Animation & Partenariat	Publi	Tps	CP
	Expertises, réseau et groupe projet			
Pluri	Interventions ponctuelles, sollicitations expertises, réseaux professionnels (dont 7'Est à Mulhouse), Mutualisation BdD	SO	S1 S2	Nd
Pluri	Réserve non affectée post-élection : missions, expertises	SO	S1 S2	Nd
	Evènements et organisation de manifestations			
Pluri	"Matinales" : 3 évènements (# Densifier différemment # Transition démographique # One Health)	Oui	S1 S2	Nd
Pluri	"Avant-midi" : 2 évènements	Oui	S1 S2	Nd
Pluri	Kit de bienvenue des nouveaux élus	Oui	S2	AL
	Communication et valorisation missions			
Pluri	Action de valorisation de l'information	Oui	S1 S2	EK
Pluri	"Bloc notes" Expertises d'actualités, retours colloques et formations…	Oui	S1 S2	Nd

Thèmes	Finalisation des missions 2025	Publi	Tps	CP
	Axe 1_Planification & Programmation			
Planif	Région Grand Est : SRADDET	Oui	T1	SB
Planif	Région Mulhousienne : Appui à l'élaboration du PLUi / Zoom logements vacants Mulhouse	Oui	T2	JK
Planif	Région Mulhousienne : Appui à l'élaboration du PLUi / Acculturation OAP	Oui	T1	TS
Soc_Hab	Région Mulhousienne : Questionnements dans le cadre du renouvellement de la CIA	Oui	T1	DT
	Axe 2_Prospective & Innovation			
Amgt_Fonc	Mulhouse : Prospective 2030 des espaces dédiés funéraires	Oui	T1	TS
Amgt_Fonc	Huningue : Ville verte	Oui	T1	CC
Soc_Hab	Ottmarsheim : Centre village	Oui	T1	TS
	Axe 3 Observatoire			
Amgt_Fonc	Région mulhousienne : Observatoire du foncier et de l'Habitat /Synthèse	Oui	T1	JK
Eco_Coop	Sud-Alsace : Baromètre de la renaissance industrielle	Oui	T1	DT
Eco_Coop	Sud-Alsace : Faisabilité d'un observatoire de l'immobilier d'entreprise	Oui	T1	SB
Soc_Hab	Mulhouse : Données clés sur l'habitat	Oui	T1	KA
Soc_Hab	Région Mulhousienne : Données clés sur l'habitat	Oui	T1	KA
Pluri	Sud-Alsace : enjeux et défis	Oui	T1	SB

Un programme partenarial pour les membres de l'Afut Sud-Alsace

Les membres de l'Afut Sud-Alsace mutualisent leurs moyens afin que puissent être menées, dans l'intérêt de chacun et de manière permanente, des missions d'étude, d'observation, de concertation et de co-construction, en toute indépendance et ce dans **le respect du Code de l'Urbanisme** qui précise notamment que « Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'État et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire, des organismes de réflexions, d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés « agences d'urbanisme ».
En cohérence avec les orientations de son **projet stratégique élaboré en 2023** « Construire ensemble le territoire Sud-Alsace », le conseil d'administration de l'Afut Sud-alsace définit et approuve chaque année un programme partenarial sur lequel il sollicite les subventions de ses différents membres.

Ce programme résulte de la synthèse des besoins de connaissance et d'études de chacun des membres et de l'identification des demandes et enjeux intéressant l'ensemble des adhérents. En outre, annuellement et à la demande de tel ou tel membre, ce programme peut être complété de certaines missions intéressant directement ou indirectement d'autres membres.
Ces missions sont menées au sein d'un socle partenarial regroupant observation, veille, évaluation, prospective, information des publics, en s'appuyant notamment sur le cadre partagé d'observatoires partenariaux.

Les collectivités membres ayant compétence en **matière de planification et/ou de programmation**, peuvent proposer que l'Agence mène, dans le cadre commun qu'elles constituent, des missions transversales d'études contribuant à leur élaboration. L'autorité compétente restant pleinement responsable des documents qu'elle approuve souverainement.

Enfin, les membres de l'agence font également appel à elle afin de faciliter les démarches de **coopération territoriale, d'animation de réseaux d'acteurs et de concertation**, à travers ses différentes missions d'animation territoriale.

Sans préjudice de l'exercice par chacune de leurs compétences propres, toutes les collectivités membres **trouvent leur intérêt à la conduite en commun de ces missions** au sein de l'espace de dialogue, de débat et de négociation que constitue l'Afut Sud-Alsace qui, couvrant l'ensemble du territoire concerné, apporte un plus à chacune.

Ces missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de **subventions de la part de l'Etat** en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités publiques.
Résultant de décisions de l'agence et réalisées par elle-même, les activités du programme partenarial ne relèvent **ni du droit de la commande publique ni de celui de la concurrence** ; l'apport financier annuel de chaque membre de l'agence se mesurant au degré d'intérêt qu'il porte au programme partenarial mutualisé pris dans son ensemble.

Par leur intérêt collectif, **les travaux réalisés au titre du programme partenarial restent la propriété de l'agence**, laquelle en assure la diffusion à ses membres et à un plus large public, selon les conditions définies avec ses membres.

Des missions sont classées en 4 rubriques

Le programme partenarial 2026 se décline en 4 axes selon le protocole de coopération 2021-2027 signé entre l'État et la Fnau.
Axe 1 _ Planification et programmation
Axe 2 _ Prospective et innovation
Axe 3 _ Observatoire
Axe 4 _ Animation et Partenariat

Afut Sud-Alsace / Agence de fabrique urbaine et territoriale
33 avenue de Colmar *(Bâtiment Grand'Rex)* – 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 69 77 60 70 - ww.afut-sudalsace.org
Directrice de la publication : Viviane Bégoc

PROJET

AVENANT n°1

CONVENTION 2026

entre Mulhouse Alsace Agglomération

et l'Afut Sud-Alsace (Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud-Alsace)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 22 juin 2026, ci-après dénommée « la Communauté » ou « m2A »,

et

L'Agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace, représentée par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, ci-après dénommée "l'Agence" ou "l'Afut Sud-Alsace",

exposent ce qui suit :

PRÉAMBULE

La convention entre m2A et l'AFUT Sud Alsace, prise conformément à la délibération adoptée par le Conseil d'Agglomération le 2 février 2026, a été signée par les parties le 13 mars 2026 dans l'attente de la finalisation du programme partenarial 2026.

Ce dernier ayant été élaboré, il convient d'en préciser les termes dans la convention 2026, afin de permettre le versement du solde de la subvention 2026 à l'AFUT Sud Alsace.

Article 1 – Objet de l'avenant

Le dernier alinéa de l'article 2 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour ce qui concerne Mulhouse Alsace Agglomération, le programme partenarial 2026 portera prioritairement sur les actions suivantes :

1 – **PLANIFICATION ET PROGRAMMATION** :

- **SCOT Région Mulhousienne :** appui à l'élaboration du dossier de modification
- **PLUI m2A : Volet patrimoine :** Appui thématique patrimoine : retours expériences et note d'enjeux
- **Elaboration du Plan de Mobilités (PdM)** : appui à l'élaboration : diagnostic et enjeux

- **Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) :** Appui à l'élaboration et analyse de la demande en logement social
- **Révision du PLH –** Pour 2026 : bilan du PLH 2020/2026 ; Diagnostic logement locatif intermédiaire (LLI), migrations résidentielles, logements vacants, Habitat indigne
  Appui à l'élaboration du document d'orientations
- **Plan Climat Air Energie –** appui au bilan

2 – **PROSPECTIVE ET INNOVATION :**

- **Aménagement : Mulhouse-Mertzau** : projet urbain.
  plan-guide de composition urbain
- **Economie : Illzach-Ile Napoléon :** requalification de la ZAE état des lieux, enjeux, perspectives
- **Aménagement – Transports :** Extension nord du Transport en Commun en Site Propre (TCSP), Analyse d'opportunités et tant qu'aide à la décision du mode de transport.
- **Economie : évolutions économiques passées et perspectives :** appui à la priorisation par le repérage des opportunités / menaces
- **Economie : Filière des métiers de santé :** praticiens aujourd'hui et demain, fidélisation des acteurs de santé
- **Habitat : création d'une maison de l'habitat** : appui à la définition des besoins par une analyse des expériences d'autres territoires ;
- **Habitat** : **Création d'un service public de la rénovation (SPR)** : accompagnement par une analyse des expériences d'autres territoires
- **Mobilités : SERM – Service Express Régional Métropolitain –** expertises et appui à m2A
- **Besoins en équipement périscolaire :** état quantitatif et géolocalisé du parc, analyse des effectifs, évolutions à prévoir
- **Prospective accueil Petite Enfance :** état quantitatif et géolocalisé des modes de garde, perspectives démographiques, adéquation offre
- **Environnement :** Focus « compenser » de ERC et réalisation de l'Atlas (volet milieu naturel) création d'un atlas des mesures compensatoires de la séquence « Eviter, Réduire, Compenser »
- **Environnement :** Mesures compensatoires agricoles : décryptage et enjeux
- **Environnement :** Infrastructures douces et naturelles : réseau intercommunal support de biodiversité, gestion de l'eau
- **Environnement :** charte de l'arbre : réflexion sur une politique intercommunale de l'arbre

3 – **OBSERVATOIRE :**

- **Emploi : Sud-Alsace :** le marché du travail
  Suivi statistique de l'emploi et des entreprises
- **Mobilités :** Poursuite des actions en matière de Schéma Directeur des mobilités

- **Habitat : Observatoire de l'habitat et du foncier de la Région Mulhousienne :** compilation et mise en perspective des données de l'observatoire
  - **Observatoire des loyers** (Volet local de l'observatoire départemental).
  - **Logements neufs :** volume et prix des programmes résidentiels neufs
  - **Observatoire Territoriale du Logement Etudiant (OTLE)**: Participation aux CoPil et expertises ponctuelles (volet Sud-Alsace).
- **Habitat :** comportements et capacités d'achats résidentiels dans les parcours de mobilité résidentielle
- **Rapport égalité hommes/femmes :** cartographie des acteurs, des actions et des publics

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent en vigueur.

Fait à Sausheim, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération	Pour l'Afut Sud-Alsace
Le Président Fabian JORDAN	Le Président

M. LE PRÉSIDENT : Et voilà, l'honneur revient à Marie-Madeleine STIMPL pour le dernier point à présenter ce soir.

MME STIMPL : Merci. m2A est, avec l'Etat et la Région Grand Est, un des principaux partenaires de l'AFUT Sud-Alsace, Agence de Fabrique Urbaine Territoriale, depuis de nombreuses années. L'AFUT remplit quatre types de fonctions : la réalisation d'études thématiques en amont, notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat, des mobilités et du développement économique ; la production de documents de planification en matière d'habitat et d'urbanisme ; le suivi de politiques publiques et l'appui technique aux collectivités membres ; le fonctionnement d'un centre de ressources documentaires. Ces missions se structurent en quatre axes : planification et programmation ; prospective et innovation ; production de connaissances et partage des observations ; animation et partenariats. La délibération détaille le programme partenarial 2026 selon ces axes, et notamment les points intéressant notre Agglomération. Ce programme a été adopté par le Conseil d'Administration de l'AFUT et autorise ainsi le versement du solde de 50% de la subvention 2026 à l'AFUT par la signature d'un avenant à la convention adoptée en début d'année. En effet, par délibération du 2 février 2026, le Conseil d'Agglomération de m2A avait décidé le versement d'une subvention de 713 000 euros au titre de l'année 2026 à l'AFUT et autorisé le versement d'une avance de 50% de la subvention dans l'attente de la finalisation du programme partenarial 2026.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Marie-Madeleine. Est-ce qu'il y a des questions ? Il n'y a pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 83 + 9 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Philippe LALLEMANT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Chers collègues, merci beaucoup pour cette longue séance, mais une séance où le débat fut dense. Des avis échangés, respectueux les uns des autres, c'est bien comme cela qu'on conçoit, nous, cette politique, notre politique, notre gouvernance. Vous avez quelques dates qui vous sont projetées. Merci de votre implication Je vous souhaite évidemment d'avoir de très bons congés. Et si je vous manque vous pouvez toujours m'appeler, n'hésitez pas. On vous invite, comme c'est la dernière séance avant l'été, à des grillades autour d'un barbecue, cela nous permet d'échanger encore librement en toute convivialité. Merci à tous, bonne soirée, et à tout de suite.

La séance est clôturée à 21 H 45.

Le secrétaire de séance	Le Président
Jean-Luc SCHILDKNECHT	Fabian JORDAN